



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

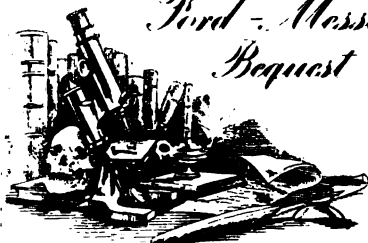
- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



Library of the University of Michigan
Bought with the income
of the
Ford - Messer
Bequest



E. F. FARMER

BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

BUREAUX

DE L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

Président de l'Institut : M. Charles VOGT, professeur à l'Université.

Vice-Président : M. Jules VUY.

Secrétaire-général : M. Henri FAZY.

Bibliothécaire-adjoint : M. Charles MENN, sculpteur.

Section des Sciences naturelles et mathématiques : Président, M. le professeur Charles VOGT. — Secrétaire, M. Emile YUNG. — Secrétaire-adjoint, M. le Dr Victor OLTRAMARE.

Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire : Président, M. Jules VUY, notaire. — Vice-Président, M. Henri FAZY. — Secrétaire, M. FONTAINE-BORGEL. — Secrétaire-adjoint, M. D. MORIAUD. — Trésorier, M. C. MENN.

Section de Littérature : Président, M. le professeur DUVILLARD. — Vice-Président et Trésorier, M. le professeur P. VAUCHER. — Secrétaire, M. le pasteur MAYSTRE. — Secrétaire-adjoint, M. Louis Morel.

Section des Beaux-Arts : Président, M. Henri SILVESTRE. — Vice-Président, M. S. DELAPEINE. — Secrétaire et conservateur des tableaux, M. C. MENN. — Trésorier, M. Albert DARIER.

Section d'Industrie et d'Agriculture : Président, M. L. ARCHINARD. — Vice-Présidents, MM. NIEDERHAUSERN et ROGHATMAURY. — Secrétaire, M. C. MENN. — Trésorier, M. G. TOURNIER.

COMITÉ DE GESTION

Outre le Président et le Secrétaire général de l'Institut, MM. A. FLAMMER, notaire ; — OLIVET, docteur ; — P. VAUCHER, professeur ; — J. VUY, notaire ; — H. SILVESTRE.

BULLETIN
DE
L'INSTITUT
NATIONAL GENEVOIS

TRAVAUX DES CINQ SECTIONS

1° DES SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES; 2° DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE; 3° DE LITTÉRATURE; 4° DES BEAUX-ARTS; 5° D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE.

TOME XXV

GENÈVE
CHEZ GEORG, ÉDITEUR, LIBRAIRE DE L'INSTITUT GENEVOIS
ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA SUISSE

1883

*Jord-Messer
Nijhoff
90/9-30
24/187*

1882.

BULLETIN

• DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

DISCOURS

PRONONCÉ PAR

M. CHARLES VOGT, PRÉSIDENT

à l'ouverture de la Séance générale du 23 Mai 1882

MESDAMES ET MESSIEURS! CHERS COLLÈGUES!

On a souvent dit que la science n'a pas de patrie, qu'elle ne connaît ni les frontières politiques, ni les barrières ethnologiques, qu'elle embrasse la terre tout entière et se trouve chez elle partout où il y a des esprits assez cultivés pour la comprendre et des intelligences assez élevées pour la chérir. Ce n'est pas le moment actuel que l'on pourrait choisir pour contester cette vérité, ce moment, où le monde entier retentit encore des gémissements douloureux que lui arrache la mort récente d'un géant, qui a imprimé à notre époque le socle impérissable de son génie et dont l'impulsion puissante s'est fait sentir dans tous les domaines de l'activité humaine. Les futurs historiens de la science appelleront cette seconde

moitié du dix-neuvième siècle l'époque de Darwin et ils ne se tromperont pas lorsqu'ils dateront une ère nouvelle, l'ère de l'évolution, depuis le moment où le travail prodigieux de ce savant exceptionnel est entrée en lice sur l'arène pacifique ouverte à toutes les nations pour leurs aspirations vers la découverte des lois qui régissent le monde.

Je ne pourrais tenter aujourd'hui une faible esquisse de l'influence qu'a exercée Darwin sur les sciences. Je dois me réserver ce douloureux plaisir pour une autre année, lorsque le temps aura émoussé des souvenirs poignants. Mais ce que je voulais vous rappeler aujourd'hui, c'est cette participation générale du monde civilisé entier aux sentiments de ses compatriotes qui lui ont donné, avec l'assentiment de tous, dans la chapelle de Westminster, une place à côté de Newton, le célèbre fondateur de l'astronomie moderne. Oui, une perte semblable ne touche pas seulement la patrie de l'homme, elle est ressentie par tous !

Mais, si la science n'a pas de patrie, on ne peut pourtant pas nier que les hommes qui la cultivent trouvent souvent ses racines dans le pays qu'ils habitent et qu'il y en a, parmi ces racines, qui sont fortement attachées au sol et qui ne sauraient faire pousser des branches et des fruits, si l'on voulait les transporter ailleurs en les arrachant du lieu où elles se sont implantées. Ai-je besoin d'affirmer dans une séance d'un Institut qui porte le nom de « national » que nous portons un intérêt tout spécial aux hommes, qui ont illustré leur pays et qui nous étaient rapprochés, non seulement par leurs mérites et par leurs travaux, mais aussi par leurs personnes et par les liens de l'amitié ?

Notre pays, Messieurs, est riche en accidents de nature diverse. Situé au centre de l'Europe, il en résume, pour ainsi dire, les beautés et les terreurs et s'il envoie par les fleuves,

qui s'échappent de ses neiges éternelles, la vie dans toutes les directions, il attire aussi des quatre points de l'horizon les peuples avides de communiquer ensemble à travers la haute barrière de ses Alpes. Faut-il donc s'étonner, si de tout temps, cette petite terre helvétique a été le point de mire des hommes avides de pénétrer les mystères de la nature et si elle a donné naissance à tant de savants, qui sont restés attachés par leurs travaux à notre sol, à nos montagnes, à nos glaciers, à nos plaines et à nos lacs ?

J'ai ici en vue particulièrement deux hommes, qui nous ont été ravis dans ces derniers temps et avec lesquels une étroite amitié, continuée pendant de longues années, réunissait celui qui vous parle. J'ai nommé Ferdinand Keller et Edouard Desor. Partis d'études presque diamétralement opposées, ces deux hommes marquants se sont rencontrés sur un terrain commun, que l'on peut à bon droit appeler national et qu'ils ont si bien cultivé ensemble, que l'on ne peut citer l'un sans rappeler l'autre.

Ferdinand Keller était l'aîné des deux. Ce siècle, qui avait deux ans à la naissance de Victor Hugo, n'avait pas encore d'âge, lorsque un pasteur de Zurich inscrivait un nouveau citoyen dans les registres de sa paroisse et le baptisait peut-être avec la secrète espérance de trouver en lui un successeur. Keller fit en effet des études théologiques ; mais, après les avoir creusées et acquis même les dignités ecclésiastiques, il ne se sentait aucun goût pour la continuation de la carrière pastorale. C'était pourtant un pouvoir à cette époque ! L'Antistès de Zurich n'avait-il pas le droit de faire appréhender au collet et traîner de force à l'église, les hommes qui passaient dans les rues à l'heure du sermon ?

Les sciences naturelles et surtout la physique avaient plus d'attraits pour le jeune ministre que la prédication. Paris

était à cette époque le centre d'où rayonnait la lumière ; il y séjourna pendant quelques années et passa ensuite, comme gouverneur et instituteur, dans une grande maison anglaise, avec laquelle il a gardé, pendant toute sa vie, des relations affectueuses. Il retourna en 1831 dans sa ville natale, qu'il ne devait plus quitter que pour de petites excursions dans le pays.

C'était en effet une nature tout à fait sédentaire, qui s'enfermait volontiers dans la retraite de son cabinet et dans le travail journalier voué aux collections publiques, qu'il avait créées et dont il est resté le conservateur jusqu'à la fin de ses jours. Nous avons fait sa connaissance, Agassiz, Desor et moi, lors de la réunion des naturalistes suisses en 1840 à Zurich, dont nous partîmes pour nous rendre, par le Gott-hard et la Furca, au Grimsel et au glacier inférieur de l'Aar, qui devait devenir le centre de nos explorations. Nous nous trouvions bientôt en face de certains problèmes de physique, pour la solution desquels toutes les connaissances de la société réunie à l'Hôtel des Neuchâtelois ne suffisaient pas. « Il nous faut un physicien, s'écria Arnold Escher de la Linth, il nous faut l'ami Ferdinand. » « Invitons-le tout de suite, disait Agassiz. » « Oh, répondit Escher, vous ne le connaissez pas ! Il me faudra une année pour le décider ! Mais je l'enlèverai de vive force ! » Keller vint en effet l'année suivante et nous donna de précieux renseignements, entre autres sur un phénomène particulier, qui pouvait servir de boussole d'orientation en cas de brouillard. Le sable, en s'échauffant par les rayons du soleil, produit des enfoncements dans la glace, dont la conformation réfléchit l'arc que trace la course du soleil. On peut trouver ainsi exactement la ligne du méridien, en enfonçant le bâton au point le plus profond de la circonférence de ces trous qui montrent la figure d'un fer à cheval. On ne

parla, pendant quelques jours, que des « Kellerlöcher » et on peut penser, que les plaisanteries ne manquaient pas, le mot ayant un double sens en allemand.

Après sa rentrée à Zurich, Keller s'occupa pendant quelque temps en donnant des leçons de sciences naturelles, mais bientôt une découverte inattendue devait le captiver en entier. En se promenant à la petite forêt du Burghölzli, près Zurich, il trouva des ouvriers occupés à faire une tranchée à travers un tumulus celtique. C'était là le point de départ de la fondation de la Société des antiquaires suisses, où Keller se signalait par une prodigieuse activité, qui ne s'est pas ralentie pendant toute sa vie. Plein d'ardeur pour l'archéologie, il trouvait les moyens d'y intéresser ses concitoyens ; les fouilles se succédèrent sans relâche, rapportant de riches butins, que Keller classait et décrivait au fur et à mesure. Le musée fondé par la Société était bientôt, par la richesse des matériaux comme par son ordonnance, une des collections les plus marquantes de l'Europe. Keller, dit une notice zuricoise, écrite lors de sa mort, était l'âme de la Société. Il y vouait toute son énergie, son savoir-faire pratique, ses immenses connaissances variées ; il recrutait de nouveaux sociétaires à tout prix par la persuasion et même par une douce violence, procurait de nouvelles ressources, nouait des relations suivies avec l'étranger et poussait les membres à des publications propres. L'époque celtique ne suffisait pas à son activité ; bientôt s'y joignirent l'époque romaine, dont il suivait les traces surtout dans la Suisse orientale et des études sur le moyen âge. L'histoire de l'abbaye de Zurich par Wyss, celle de l'abbaye de St-Gall par Wartmann se publiaient à son instigation, tandis que lui-même fournissait le résumé statistique ainsi que la carte des établissements romains et le rôle héraldique des bourgeois de Zurich :

Mais tous ces travaux témoignant d'une grande activité, de connaissances variées, d'une critique sévère et approfondie n'auraient pas suffi peut-être pour immortaliser le nom de Ferdinand Keller dans les fastes de la science, si une découverte accidentelle ne lui avait pas fourni le point de départ pour une série de recherches, qui devaient conduire à des résultats inattendus. Si Dieu, comme dit le proverbe, accorde des bienfaits aux siens, lorsqu'ils dorment, il accorda des découvertes à Keller lorsqu'il se promenait.

Le lac de Zurich avait baissé d'une manière considérable pendant l'hiver de 1853 à 1854. Près de Meilen, des ouvriers étaient occupés de terrassements ; Keller les voit remuer un terreau noir, rempli de morceaux de charbon, de tessons de poterie, d'ossements brisés, de pierres cassées et taillées — une nouvelle branche de la science, celle des palafittes ou des pilotis lacustres, venait de naître ce jour-là.

Je ne vous dépeindrai pas les progrès que fit cette branche des connaissances humaines entre les mains de Keller et de ses collaborateurs. Il faudrait nommer presque tous les savants de la Suisse, car tous, géologues, botanistes, zoologistes, anthropologistes, historiens, antiquaires et archéologues furent attirés, à des titres divers, dans le giron de ses recherches que l'on peut appeler, à bon droit, éminemment nationales. On a découvert, il est vrai, non-seulement sur toute l'étendue des deux versants des Alpes et dans bien d'autres pays, des établissements semblables ou contemporains, mais les résultats obtenus en Suisse fournissaient toujours les points de repère et les collections suisses, principalement celle de Zurich, devenaient le rendez-vous de tous les savants de tous les pays, qui y trouvaient les pièces originales, les explications scientifiques données de vive voix et les instructions pratiques pour des recherches semblables. Ah ! il fallait voir le père

Keller conduisant ses visiteurs nombreux d'armoire en armoire, expliquant avec une ardeur infatigable les détails de chaque échantillon, discutant les conclusions que l'on pouvait en tirer et réfutant, avec une vivacité toute juvénile, les objections qu'on pouvait lui présenter. Il se sentait presque offensé par ses amis, si leur première visite à Zurich n'était pas pour son Musée. — Tu oublies tous tes devoirs, me disait-il un jour où je le rencontrais dans la rue, voilà deux ans que tu n'es pas venu voir nos nouvelles acquisitions ! Ce n'est pas bien de ta part ! « Mais j'arrive, Ferdinand ! » Mauvaise excuse ! Tu es déjà arrivé hier ! Je le sais ! Enfin, c'est bon ! Viens vite ! J'ai beaucoup de choses à te faire voir ! »

Les huit rapports volumineux, que Keller a donnés successivement sur les progrès de la science des palafittes, resteront toujours des documents inépuisables, auxquels doivent avoir recours tous ceux qui veulent s'occuper de cette première ère de notre histoire nationale, antérieure à tout ce que les historiens avaient rêvé jusque-là. Son nom restera à jamais attaché à cette branche des études préhistoriques, qui l'a occupée jusqu'aux derniers jours de sa vieillesse sereine et active. Aimé et respecté de tous, il a parcouru une longue carrière de travail fécond et de dévouement laborieux et la sympathie de tous ceux qui l'ont connu, a accompagné le vieillard octogénaire à sa tombe.

L'ami dont je dois vous parler encore, s'est trouvé avec Keller dans les mêmes recherches qui étaient devenues, après bien d'autres travaux, ses études de prédilection pendant les derniers vingt ans de sa vie. Si Keller avait été conduit aux recherches préhistoriques par l'archéologie et l'histoire, *Edouard Desor* y avait été amené par la géologie et la géographie. Liés d'une étroite amitié, qui n'a jamais été troublée, ces deux hommes marchaient de pair dans leurs travaux et

s'il y avait de la jalousie entre eux, elle ne se montrait que sur ce point, que l'un ne pouvait rester un instant sans communiquer à l'autre les résultats qu'il venait d'obtenir.

La vie de mon ami Desor ne s'est pas écoulée d'une manière aussi calme et régulière que celle de Ferdinand Keller. Si ce dernier était un modèle de savant tranquille et sédentaire, Desor était plutôt le type du chercheur inquiet, pour lequel, dans ses jeunes années, aucune cime n'était trop haute, aucune localité trop éloignée, lorsqu'il s'agissait de chercher la solution d'un problème scientifique ou la vérification d'une découverte. Les nécessités de la vie l'avaient assez ballotté dans ses commencements pour ne lui faire considérer les fatigues des voyages que comme une chose tout à fait secondaire.

Edouard Desor n'était point suisse d'origine. Il était né à Friedrichsdorf, dans la petite principauté de Hesse Hombourg, de parents français, réfugiés depuis la révocation de l'Edit de Nantes et il avait commencé des études de droit à l'Université de Giessen, où j'avais fait sa connaissance il y a plus de 50 ans ; moi collégien, lui étudiant. Desor avait passé plus tard à Heidelberg et les mouvements révolutionnaires, couronnés par la fameuse fête du château de Hambach dans le Palatinat, dont on vient d'interdire la fête commémorative parce que des souvenirs de liberté ne conviennent pas à l'empire germanique actuel, ces mouvements, dis-je, l'avaient rejeté au-delà de la frontière allemande dans le pays d'origine de ses ancêtres. Il alla à Paris.

Ses parents étaient morts, la fortune qu'ils laissaient se réduisait à zéro, les études des deux fils, dont l'aîné s'était voué à la médecine, avaient complètement absorbé le mince héritage. Il fallait cependant vivre. Desor mit bravement sa jurisprudence au crochet, donnait des leçons de langues,

s'occupa de traductions et comme on lui avait offert la publication en français de la grande géographie de Ritter, il se tournait du côté des sciences positives en étudiant la géologie et la zoologie.

Un incendie détruit le magasin de l'éditeur, qui s'était chargé de la traduction de Ritter ; d'autres circonstances fâcheuses interviennent et Desor se voit forcé de quitter Paris et de venir en Suisse.

Ma maison paternelle à Berné offrait dans ce temps un asile aux réfugiés dénués de ressources. Desor est installé dans la petite chambre tour à tour occupée par des coreligionnaires politiques malheureux. Il avait encore en poche quelques francs et une description de la méthode nouvellement inventée pour la fabrication des bougies de stéarine, dont il espérait pouvoir tirer profit. Ses tentatives échouèrent ; il connaissait bien la fabrication des bougies, mais pas celle des mèches qui se recourbent d'elles-mêmes en brûlant. Nous nous liâmes de nouveau et tandis que, tout en continuant mes études de médecine, je me livrais à des travaux d'anatomie comparée, de microscopie et de physiologie, Desor cherchait des occupations comme professeur de langues, de géographie, ou comme secrétaire.

En passant à Berne, Agassiz m'avait engagé de lui venir en aide pour l'achèvement de ses travaux zoologiques. On était convenu que j'irais à Neuchâtel immédiatement après mes examens de docteur en médecine. Agassiz cherchait en même temps un secrétaire, sachant bien écrire en français. Sur le conseil de mon père, Desor se rendit à Neuchâtel et fut immédiatement agréé. Un an après, en 1839, mes études en médecine finies, je pris à mon tour le chemin de la principauté modèle, avec la patente de médecin bernois et le diplôme de docteur en poche et bien décidé de ne plus jamais me servir ni de l'une ni de l'autre.

Pendant cinq ans, de 1839 à 1844, nous avons travaillé côte à côte d'un rude labeur. A des qualités supérieures d'intelligence scientifique et à des élans merveilleux d'initiative, Agassiz ne joignait guère la ténacité au travail ni l'esprit de suite nécessaires pour l'achèvement des travaux commencés. Toujours bouillonnant et distillant des projets nouveaux, dans lesquels il s'engageait tête baissée, sans calculer les difficultés matérielles, Agassiz se relâchait dès qu'un travail était en train, pour courir après un nouveau projet. Poissons fossiles, poissons d'eau douce, échinodermes vivants et fossiles, mollusques fossiles, glaciers, nomenclature zoologique, tous ces ouvrages et tant d'autres demandaient à être menés de front pour pouvoir satisfaire les souscripteurs qui avaient droit à un nombre déterminé de planches et de feuilles d'impression. C'était une véritable fabrique scientifique, si j'ose m'exprimer ainsi ; mais, malheureusement, ni le nombre des ouvriers, ni le capital et le fonds de roulement ne pouvaient suffire aux exigences de la production.

Avec une merveilleuse élasticité, Desor s'était initié à toutes les branches des sciences naturelles cultivées sous l'inspiration d'Agassiz, lesquelles jusque-là, lui avaient été presque complètement étrangères. Il rédigeait tous les textes, composait les descriptions des fossiles, soignait la correspondance, tenait les comptes, surveillait l'imprimerie et la lithographie, bref il était devenu, en quelques mois, la cheville ouvrière de notre laboratoire, autour duquel se groupait, je puis bien le dire, tout ce que la principauté de Neuchâtel possédait d'hommes s'intéressant aux sciences. Infatigable au travail, Desor était en même temps un compagnon aimable et dévoué, ayant toujours le mot pour rire et maniant avec bonhomie la plaisanterie et même l'ironie gracieuse.

Je ne raconterai pas ici en détail ni les travaux de cabinet,

ni les courses aux glaciers où Desor excellait comme ascensionniste. L'Hôtel des Neuchâtelois sur le glacier de l'Aar était devenu, pendant les années 1840 à 44, le rendez-vous des géologues et des physiciens du monde scientifique tout entier. Toutes les péripéties de ces séjours prolongés au milieu des neiges éternelles de nos Alpes ont été trop souvent racontées pour que j'aie besoin d'y insister. .

Un heureux appel en Amérique sauva d'une catastrophe une situation devenue de plus en plus intenable. Avant de passer aux Etats-Unis avec Agassiz, Desor avait fait encore un voyage en Suède pour y étudier de près les phénomènes glaciériques, si semblables à ceux de l'Amérique du Nord; il était venu me rejoindre à Paris pour y terminer la rédaction du système glaciérique et du catalogue des échinodermes et ces travaux finis, Agassiz et Desor se mirent en route pour les Etats-Unis.

La collaboration ne devait pas continuer longtemps sur la rive occidentale de l'Océan. Une rupture, d'autant plus violente et acerbe, que ces deux hommes avaient vécu longtemps ensemble, éclata bientôt. Désormais, Desor devait voler deses propres ailes.

Elles étaient puissantes. Grâce à l'appui du parti anti-esclavagiste, à la tête duquel marchait son ami, le noble Théodore Parker, Desor parvenait bientôt à se faire une position. Le gouvernement l'attacha à l'escadre destinée à relever les côtes septentrionales des Etats-Unis et le chargea ensuite de recherches géologiques sur les bords des grands lacs. Nous devons à cette époque des descriptions charmantes des excursions faites dans les forêts vierges du Nord, habitées à cette époque seulement par des Indiens et des bêtes sauvages.

Desor était sur le chemin de se faire une haute position scientifique aux Etats-Unis, lorsqu'un événement le rappela

en Europe et dans ce même canton de Neuchâtel, qu'il croyait avoir quitté pour toujours. Pendant notre séjour à Neuchâtel, son frère, médecin à Hombourg, était venu se fixer à Boudry et avait épousé, contre le gré de la famille, une riche héritière du pays. Madame Desor-de Pierre était morte, laissant à son mari, miné par une maladie implacable, une grande fortune. Le frère demandait aide et assistance. Après bien des hésitations, Desor se décida à quitter l'Amérique. Il fut nommé professeur de géologie à l'Académie de Neuchâtel et remplit ce poste avec distinction pendant plusieurs années. Son frère étant mort en lui laissant sa fortune, il abandonna bientôt l'enseignement pour pouvoir se vouer entièrement à ses travaux scientifiques.

Vous dirai-je, Messieurs, le noble usage que fit notre ami d'une fortune s'élevant à 40,000 fr. de revenus environ ? Sa maison à Neuchâtel, sa campagne à Combe-Varin dans la haute vallée des Ponts, devinrent bientôt le rendez-vous des amis et des savants de tous les pays. Une hospitalité simple, mais affectueuse recevait les visiteurs. Des voyages incessants dans tous les pays de l'Europe, une participation suivie aux différents congrès, dont il fut en partie le fondateur, avaient groupé autour de Desor les hommes les plus marquants dans les sciences. Les séances des commissions particulières se tenaient chez lui — c'est dans sa maison à Neuchâtel que les Escher de la Linth, les Studer, les Favre, les Mérian, les Lang, se réunissaient chaque année pour travailler à la carte géologique de la Suisse ; c'est à Combe-Varin que venaient se reposer Liebig, Wöhler, Eisenlohr, Schoenbein, Virchow, Moleschott, Schimper, Lyell, Gozzadini, Martins et tant d'autres hommes célèbres dans la science, des littérateurs comme Fritz Berthoud, Etienne Born, des amis dévoués, tels que Parker, Reinwald, Carl Mayer, Adelman, des hommes politiques,

surtout de la Suisse, membres des Conseils de la Confédération. La maison rustique et meublée de la manière la plus simple ne désemplissait pas pendant tout l'été ; on se relayait par escouades, car la place disponible étaient bornée ; le dimanche arrivaient les amis de Neuchâtel et des montagnes et la plus franche gaieté régnait pendant les repas et les soirées. Une longue allée de tilleuls, d'ormeaux, de frênes et de sorbiers conduit vers la maison adossée à un bois de sapins majestueux ; à chacun des hôtes était dédié un arbre et le propriétaire aimait à rappeler aux jeunes gens dont les sociétés venaient souvent faire une halte chez lui, les titres de ces hommes qui avaient visité sa maison. Combe-Varin a sa littérature, cet ancien pavillon de chasse a joué un certain rôle dans le mouvement scientifique de nos jours.

Par ses qualités aimables et par son activité prodigieuse Desor était devenu un centre pour les efforts scientifiques en Suisse. Nulle entreprise ne lui restait étrangère ; on pouvait dire de lui qu'il jouait, dans notre petit pays, un rôle analogue à celui qu'avait rempli jadis Humboldt en Allemagne. La société des naturalistes suisses, le congrès international d'anthropologie, le Club alpin n'avaient pas de membre plus actif que lui et des publications incessantes se pressaient dans les recueils scientifiques. Si les études préhistoriques, les pêches aux antiquités lacustres et toutes les recherches qui s'y rattachent avaient, dans les dernières vingt années de sa vie, sa préférence marquée, il n'abandonnait pas pour cela la géologie et surtout cette question des anciens glaciers, par laquelle il avait débuté dans la carrière scientifique. Partout dans ces questions on sent son influence, son activité, son dévouement qui le poussaient, même à un âge où d'autres se reposent, à entreprendre des voyages d'exploration.

Jeglissee, Messieurs, sur une époque, que tous les vrais amis

de Desor ont déploré. Il fut entraîné petit à petit dans la carrière politique. Il y avait tant de réformes à faire dans le canton, dont il était devenu citoyen et dont il embrassait les intérêts avec ardeur ! Une personnalité aussi hautement douée ne pouvait que faire un chemin rapide dans cette carrière, qui, malheureusement, devait exercer son pouvoir d'attraction d'une manière trop absorbante. Desor n'était pas fait pour être chef de parti ; il ne pouvait se plier aux exigences des positions changeantes ; s'il dépassait en savoir la plupart de ses adversaires d'une coudée, il leur était inférieur en tactique politique. Mais par une bizarrerie qu'on remarque souvent, il se cramponnait à cette carrière d'une manière tout à fait particulière et les déboires qui ne lui ont pas manqué dans les luttes ardentes et passionnées qu'il soutenait, ont certainement contribué à développer en lui les germes d'une maladie qui devait l'emporter malgré les soins dont il était entouré. Envisageant avec calme cette fin, sur laquelle il ne se faisait aucune illusion, il a voulu que la plus grande partie de la fortune que le hasard lui avait donnée, que sa riche bibliothèque et ses précieuses collections restassent à la Ville de Neuchâtel, où il avait été domicilié pendant les derniers trente ans de sa vie.

Vous me pardonnerez, Messieurs, de m'être étendu peut-être trop longtemps sur cet ami. Mais on ne perd pas un compagnon de ses premières armes, avec lequel on a vécu en communauté de pensée et de travail pendant plus de quarante ans, sans éprouver un sentiment comme si l'on avait perdu une partie de son propre être.

Vous parlerai-je encore d'un troisième membre distingué que l'Institut a perdu dans la personne de *Philippe Camperio* ? Vous l'avez tous connue, cette nature primesautière, originale, faite pour la lutte, cet orateur plein de fougue, qui martelait

la langue française pour en faire jaillir des jets d'étincelles. C'est le soleil du Tessin méridional et de la Lombardie, qui avait fait mûrir cette tête ardente ! Certes, s'il peut y avoir des contrastes dans les individualités, on n'en saurait trouver de plus grands, qu'entre Camperio et les hommes dont je viens de vous parler. Là, le travail patient, soutenu, incessant, ici, des élans surprenants, suivis de longues périodes de recueillement et d'oisiveté apparente. Elève de Rossi et son successeur à la Faculté de droit de notre Académie, Camperio n'y a pas été remplacé ; tous ses élèves gardent un souvenir impérissable de ses leçons pleines de verve et de vie, remplies d'aperçus neufs et piquants ; tous sont d'accord sur la clarté de son exposition, sur l'esprit profondément libéral, avec lequel il envisageait les questions, sur la critique mordante avec laquelle il disséquait les opinions de ses adversaires. Qui ne se souvient de ces passes d'armes brillantes, soutenues par Camperio dans notre Grand Conseil, dans les Conseils des Etats et national à Berne, en sa qualité de député ou de chef du gouvernement ? Certes, Messieurs, si cette grande intelligence, jointe à une bonté de cœur inépuisable et qui ne connaissait pas la rancune, avait été soutenue par un travail régulier et persistant, Camperio serait arrivé à des résultats considérables, tandis que tel qu'il était on ne peut mieux le comparer qu'à un météore lumineux, traçant une traînée de feu sur son parcours, mais qui s'éteint à la fin sans laisser d'autres traces que le souvenir de sa splendeur.

J'ai dit.

NOTICE

SUR

MM. DE BONS ET AMIEL

Cette notice a été lue, le 23 mai 1882,
à la séance générale de l'Institut genevois, par M. le professeur Eugène RITTER.

MESDAMES ET MESSIEURS,

La Section de littérature de l'Institut genevois m'a chargé d'écrire deux notices nécrologiques, consacrées à M. de Bons, membre correspondant, et à M. le professeur Amiel, un de nos membres fondateurs et longtemps notre président.

La famille de M. Charles de Bons est originaire du village de Bons, au pied des Voirons. Elle n'en a pourtant pas possédé la seigneurie, qui appartenait aux comtes de Savoie.

L'origine de la famille de Bons remonte plus haut sans doute que le premier anneau de la chaîne généalogique établie par notre correspondant, et qui commence au noble donzel Jean, fils d'Amédée de Bons, lequel reconnut un fief le 5 mai 1393. Pendant près de deux cents ans, les générations se succédèrent dans le petit village. Enfin Noble Nicolas de Bons, à la fin du XVI^e siècle, vint demeurer à Thonon ; et son fils, Claude III de Bons, le quinquaièul de notre correspondant,

alla s'établir dans le Valais, où sa descendance fleurit encore aujourd'hui, tandis que les autres branches de la famille, et celle qui était restée à Bons, et celles qui s'établirent à Genève, dans le pays de Gex, dans le pays de Vaud, en Hollande, toutes sont éteintes aujourd'hui ou sont tombées en quenouille.

Notre correspondant, Charles de Bons, est né le 17 juillet 1809, dans la ville de Saint-Maurice, au collège de laquelle il commença ses études, qu'il acheva à Sion, dans l'Ecole de droit. Il n'avait pas encore vingt-deux ans quand il fut nommé notaire.

Bientôt après, il se maria avec Mlle Amélie de Rivaz, petite-fille de M. le comte de Rivaz, qui avait été grand-baillif de la République valaisanne, et plus tard, député du département du Simplon au Corps législatif de l'Empire français. M. de Bons, qui comptait dans son ascendance des vidames et des chevaliers de saint Louis, avait pour beaux-frères MM. de Courten, de Torrenté et de Werra. En un mot, sa naissance était distinguée, et il était allié à la première noblesse du Valais.

Sa carrière politique ne fut pas moins brillante que ses relations de famille et de parenté ; il occupa dans son pays les premières places : nous le voyons successivement membre et président du Grand Conseil, secrétaire d'Etat du canton du Valais, grand-châtelain, membre et président du Conseil d'Etat, chef du Département de l'Instruction publique, du Département de l'Intérieur, du Département militaire ; enfin président du Tribunal de Saint-Maurice ; il occupait ces dernières fonctions quand une longue maladie vint le conduire à la mort (1^{er} septembre 1879).

Il était entré dans la vie politique à une époque agitée ; c'était le moment où les dizains du Bas-Valais se révoltèrent contre le Haut, et furent tour à tour victorieux et vaincus. On

sait que le parti radical reprit le dessus à la défaite du Sonderbund, et qu'ensuite on vit revenir aux affaires le parti le plus nombreux, celui qui avait le plus d'attaches dans le pays. J'ai cherché, Messieurs, à étudier cette intéressante histoire du canton du Valais ; après avoir passé plusieurs jours à me rendre compte de toutes les péripéties au milieu desquelles M. de Bons a vécu, j'ai su comprendre que je ne voyais pas assez clair dans tout cela pour vous en parler en connaissance de cause.

Si j'avais la moindre influence dans le Sénat de notre Université, je proposerais qu'un des prochains sujets qui doivent être indiqués au concours pour le prix d'histoire (prix Ador) fût une étude sur les révolutions du Valais pendant le second tiers de notre siècle. On verrait là en présence les principales antithèses de l'histoire contemporaine : les races et les langues germaniques et romandes ; les traditions catholiques et les idées radicales, des épisodes dramatiques comme le combat des gorges du Trient ; il y aurait là, certes, de quoi faire une attachante esquisse historique. Vous m'excuserez, Messieurs, si le temps m'a manqué pour vous la présenter.

Moins encore suis-je en mesure de marquer la ligne que l'esquif de M. de Bons a suivie au milieu des flots agités des partis, dans un temps si tourmenté. Libéral et conservateur, capable, modéré, patriote, il était un de ces hommes que les bons citoyens aiment toujours à voir aux affaires ; il a réussi à se maintenir longtemps aux postes les plus en vue ; il a emporté dans sa retraite l'estime générale ; toutes les voix se sont accordées pour lui rendre hommage à sa mort.

En même temps qu'un homme d'Etat, M. de Bons a été un homme de lettres ; il a mené de front, pendant quarante ans, les préoccupations du personnage politique et celles de l'écrivain. Il avait débuté en 1836 avec *Blanche de Mans* ou *Découverte*

des eaux de Loèche, roman historique, publié à Lausanne chez Marc Ducloux, sans nom d'auteur « par un Valaisan ».

Dans nos deux premiers concours, M. de Bons a été couronné par l'Institut genevois, pour sa gracieuse poésie: *Le Réveil des Hirondelles* (1834) et son beau poème de Divicon (1855). Notre Bulletin, Messieurs, contient les rapports (1) où MM. Amiel et Jules Vuy ont apprécié tout le mérite de ces deux morceaux.

Les lecteurs de la *Revue Suisse*, de l'*Album de la Suisse romande*, de la *Suisse illustrée*, de la *Bibliothèque universelle*, et d'autres recueils encore, ont vu longtemps M. de Bons multiplier les produits de son talent facile: esquisses de mœurs valaisannes, nouvelles, études et tableaux historiques et géographiques, poèmes, fables, épitres en vers. Ajoutez-y, pendant quelques années, la rédaction de deux journaux et d'un almanach.

Que restera-t-il de tous ces écrits divers qui, réunis, formeraient un petit rayon de bibliothèque? C'est aux Valaisans à le dire, à faire le tri; il y a là pour eux des souvenirs, des peintures, des croquis qui ont un intérêt local, et qui seront toujours relus dans leur grande vallée. A un homme qui lui a fait honneur, le Valais doit une biographie détaillée; l'incomplète esquisse que je vous présente ici n'est qu'un hommage provisoire. L'appréciation judicieuse et définitive des ouvrages de M. de Bons ne peut être faite que dans le milieu qui les a vus naître; ce qui ne veut pas dire qu'ils ne puissent être goûtés partout; et pour n'en citer qu'un des moindres, j'indiquerai aux pères de famille une amusante pochade qui leur fera plaisir et qu'ils pourront donner à leurs enfants: *Saute en Barque*, ou *Confidences d'un mulet d'artillerie*, *Souvenirs du Saint-Gothard*.

(1) Tome I, pages 184-190; — Tome II, pages 7-16.

Je n'ai pas eu l'honneur de connaître M. de Bons ; chargé de parler de lui, j'ai demandé des renseignements à MM. Daguët et Jules Vuy ; ils m'ont confié des lettres de leur ami, où je vais couper quelques paragraphes ; ce sont autant de traits qui nous retraceront sa physionomie et son milieu.

(*A M. Vuy, 29 mars 1855.*) Je suis fort occupé ces temps-ci à former une bibliothèque cantonale. J'espère laisser cet établissement comme trace de mon passage aux affaires.

(*Au même, janvier 1855.*) Nous sommes maintenant cinq rimailleurs en Valais ; dans la partie allemande : MM. Léon Roten et l'abbé Kempfen, et dans la partie française : MM. Louis Gross, Auguste Bruttin et moi. Cela donne des espérances pour les études littéraires. Plusieurs jeunes gens promettent de devenir de bons prosateurs.

(*A M. Daguët, 5 de 1859.*) Nous avons eu dernièrement les élections communales de tout le canton. L'élément radical avait été balayé, il y a quatre ans ; il est parvenu à reprendre pied, ce qui a donné lieu à l'explosion d'une foule de pétards, marseillaises, sérénades, promenades aux flambeaux, harangues, etc. Beaucoup de bruit pour rien. Certes, je suis démocrate, et même beaucoup plus que bien de nos rouges ; mais j'avoue que quelquefois j'aime assez voir la démocratie à distance.

Enfin, laissez-moi vous citer quelques vers d'une épître à M. Amiel, où M. de Bons raconte en plaisantant ses soucis de chef du Département militaire :

Je ne respire que trompettes,
Canons, fusils, tambours, musettes,
Tentes, bidons et coutelas.
Plusieurs fois l'an, dans les casernes,
J'inspecte les lits, les gibernes ;
Qu'est-ce que je n'inspecte pas ?

Autres temps, peines identiques.
J'incorpore sous les drapeaux
Nombre de gars point trop épiques,

Faisant leur foin ou des sabots,
Qui dans leurs champs ou leurs boutiques
Aimeraient bien vivre en repos.

Mais rien n'est stable maintenant :
Que d'objets neufs que je remplace !
Fusils-silex, fusils-Burnand,
Fusils s'ouvrant par la culasse,
Tour à tour se donnent la chasse,
Et vont sans fin se détrônant.

On prend, on laisse les jaquettes ;
Puis les tuniques, ces coquettes,
Font mettre au rebut les habits :
C'est de l'argent perdu, tant pis !
A peine tous ont des képis
Qu'il faut prescrire des casquettes.

M. de Bons oppose cette vie affairée d'un Conseiller d'Etat
aux loisirs studieux d'un professeur de notre Académie ; et il
dit à M. Amiel :

Vous, le poète et le penseur,
Vous avez un destin moins rude.
Le Ciel vous traite avec douceur :
Genève est pour vous solitude,
Ecole, arène ; et tous vos jours
Y coulent, remplis et trop courts,
Au sein des arts et de l'étude.
Je vous y sais reçu, compris,
Acclamé par les fins esprits,
Et les jeunes gens tout de sève !

M. Amiel a dû sourire et secouer la tête en lisant ces
vers ; s'il avait l'air d'être un homme heureux, il savait bien

qu'il ne l'était pas. Il arrive quelquefois que notre destinée, vue de loin, par des hommes d'imagination, se détache si bien dans la perspective aérienne, qu'elle a l'air d'un ensemble harmonieux, d'un rêve idyllique. Ah ! si elle vous plaît ainsi, gardez-vous d'approcher, laissez ces songes dans l'azur et ne demandez pas à toucher du doigt le nuage. Vous, au contraire, qui savez la vie et qui êtes déjà désabusés de ses prestiges, vous aimerez à vous rendre compte de l'amoncèlement de toutes ces choses avec lesquelles notre destinée est construite : la famille, le caractère, la santé, les dons naturels, la carrière, la ville où l'on vit ; que sais-je encore ? Mais voyons un peu. La famille : et si l'on est orphelin de bonne heure, si on ne se marie pas, si on n'a pas d'enfants, pas d'intérieur ? — Le caractère : hélas ! une volonté ferme est comme un corps robuste, une grâce de Dieu qu'on apporte en venant au monde, et malheur à qui ne l'a pas reçue ! — Les dons naturels : et si l'on sent sourdre en soi un talent qui ne sait pas se répandre au dehors et briller au soleil ? — La ville où l'on vit : et si c'est une ville où la bise souffle dans les âmes comme dans les rues, où les uns vous harcèlent, où les autres vous dénigrent, où les autres ont l'air de vous dire : Que faites-vous sur mon chemin ? — La carrière : et si l'on s'est dirigé sur celle de l'enseignement, croyez-vous que ce soit ce qui plaît le mieux à un homme de cabinet ? — La santé : et si l'on a une petite santé, qui vous mettra toujours en souci, et ne vous laissera pas atteindre la vieillesse ? — Je pourrais continuer ; en voilà assez. Ah ! Monsieur de Bons, ce que vous dites est bien amical, vous faites des vers charmants ; mais vous avez oublié ce que dit le livre de Job :

*Homo natus de muliere,
Brevi vivens tempore,
Repletur multis miseriis.*

Après avoir fait ses études dans notre Collège et notre Académie, M. Amiel avait parcouru l'Italie et la France, et demeuré à Berlin quelques années : il eût mieux fait de les passer à Paris. A vingt-sept ans, il revint à Genève ; il y fut aussitôt nommé professeur ; il a rempli ses fonctions jusqu'à sa mort. Sa vie n'eut d'autres incidents que ses voyages, la publication de quelques volumes, et malheureusement aussi quelques maladies.

M. Amiel a beaucoup écrit ; vous vous rappelez les discours, les rapports qu'il a été maintes fois chargé de faire pour l'Académie ou pour l'Institut ; il en a lu quelques-uns ici-même ; genre de littérature ingrat : les œuvres les plus travaillées en sont bientôt vouées à l'oubli, et les siennes étaient des modèles de finesse et de justesse. Il a publié beaucoup de vers ; il a lutté toute sa vie avec les problèmes difficiles de la facture des vers français ; il s'épuisait à cette escrime, où le résultat était disproportionné avec l'effort. Dans les *Etrangères*, par exemple, M. Amiel a essayé de créer de nouveaux mètres ; il a échoué. Son *Penseroso* a de beaux vers ; mais dans ces quatrains gnomiques, la pensée est resserrée en compartiments trop petits et trop uniformes. La *Part du Rêve* est supérieure ; il y a là, à côté de quelques pièces charmantes, deux morceaux remarquables : la traduction de la *Cloche* de Schiller, et ce piquant *Guide du Touriste à Genève*, qui sera plus d'une fois réimprimé dans le XX^e siècle. Les *Grains de Mil* avaient été un début qui promettait un penseur en même temps qu'un poète ; mais la prose y était, je ne sais comment, plus poétique que les vers. Et, pour le dire en passant, M. Amiel, qui a une belle place parmi nos poètes genevois, est aussi l'un des premiers de nos *épistoliers* ; il vient immédiatement après J.-J. Rousseau et Töpffer. Les poésies intimes réunies dans *Jour à jour* sont sans doute les meilleures que

M. Amiel ait faites. Les différents morceaux qui composent ce recueil sont gracieusement encadrés dans la suite des saisons de l'année ; les séjours de printemps et d'automne, à Clarens et à Mornex, les voyages de l'été, y coupent la série des mois universitaires ; c'est l'année d'un professeur, qui se répéterait toujours la même, si l'ombre grandissante de l'âge ne venait à chaque fois donner au cercle éternel de nos jours un aspect plus grave et plus sévère.

Pendant trente à quarante ans, M. Amiel a écrit jour par jour ses pensées, dans des cahiers dont la collection imposante forme un total de plus de seize mille pages grand in-quarto, parmi lesquelles il y en a beaucoup, il est vrai, qui ne contiennent que des notes sèches comme un memento, et beaucoup aussi, à ce qu'on m'assure, où la plume repassait sans se lasser sur les mêmes traits. Toujours est-il que ses exécuteurs testamentaires vont extraire de là quelques volumes qu'ils donneront au public. Quand nous les aurons entre les mains, nous serons à même d'apprécier pleinement la souplesse et la netteté de sa pensée, la justesse de ses vues ; et nous saurons si ce qu'on a souvent dit est vrai, que le défunt n'a pas donné pendant sa vie toute la mesure de son mérite.

On peut s'étonner que M. Amiel ne se soit pas chargé lui-même du soin de publier tout ce qu'il écrivait, et qu'au milieu des larges loisirs de son existence, il n'en ait pas trouvé le temps. Mais l'histoire littéraire nous apprend qu'on peut n'éprouver pas la démangeaison d'assister soi-même au retentissement de ses œuvres. Dans les derniers siècles, et quelquefois même dans celui-ci, les auteurs de *mémoires* les ont écrits pour la postérité ; ils se sont confiés à elle, et ils ont bien fait. On écrit plus librement et mieux, quand on n'est pas retenu par la crainte d'éveiller les susceptibilités de ses contemporains. Le journal de M. Amiel, ce sont les mémoires

d'une âme, et d'une âme d'élite. Comme il n'a pu faire ses confessions sans faire aussi celles d'autrui, soyez assuré, Messieurs, qu'on ne vous donnera pas à lire certaines confidences et certains portraits. Il faut que cinquante ans s'écoulent, avant que ces pages sincères puissent être placées sous la presse, si d'ici là elles ne sont pas détruites. Quant à la partie de ce journal qui doit être bientôt soumise au jugement des lecteurs, les amis de M. Amiel peuvent tout espérer, si le choix de ses pensées est fait avec une grande sûreté de goût. De notre temps, les œuvres de Joubert, d'Engénie de Guérin, de Doudan, ont eu un succès posthume. Le nom de M. Amiel sera-t-il joint un jour à celui de ces esprits distingués ? Les paris sont ouverts : nous verrons quel sera le succès des volumes qui se préparent ; nous attendons.

M. Amiel qui aimait sincèrement son pays, n'était pas inféodé à l'un de nos deux partis politiques. La date de sa nomination de professeur, la part qu'il avait prise à la fondation de l'Institut genevois, l'eussent classé dans le parti radical, qui à d'autres égards n'était pas le sien. Mais M. Amiel était un homme essentiellement réservé ; il se tenait toujours boutonné, il ne se donnait pas ; aussi demeurait-il isolé, et il souffrait de ne pas être entouré et soutenu, comme tel ou tel, par des flots de chaude et publique sympathie, et par un ferme appui à de certains moments. — De même, au milieu des débats théologiques qui si souvent nous agitent, M. Amiel, qui d'ailleurs était un homme religieux, se ménageait beaucoup, ne donnait de gages à personne, et maintenait avec un soin jaloux le caractère neutre que sa pensée se plaisait à revêtir. Dans un pays froid, les tempéraments frileux n'aiment pas à quitter une chambre bien calfeutrée ; et ce serait montrer peu de jugement que de leur en vouloir.

M. Amiel était un causeur alerte et agréable quand il pas-

sait avec vous quelques moments de rencontre fugitive ; mais pour ceux et pour celles qui se plaisaient à son tour d'esprit, et qui nouaient avec lui une liaison intime et prolongée, c'était un vrai charmeur. Il le savait ; et quand les personnes ne lui étaient pas indifférentes, il mettait volontiers dans ses relations avec elles un peu de coquetterie. Notre pauvre sexe a tant à souffrir de la coquetterie féminine, que si l'un de nous, Messieurs, sait réussir à ce jeu piquant et gracieux, ce n'est pas assurément à nous à lui jeter la pierre. M. Amiel a été recherché et entouré toujours ; dans les belles années de la jeunesse, et plus tard, sous les frimas de l'âge, et jusqu'au milieu des affres de la mort, il a trouvé des amitiés persévérantes, des soins affectueux, des cœurs dévoués qui s'étaient donnés à lui ; et l'on peut redire de notre collègue ce que Sainte-Beuve disait de Jean-Jacques : Aimable, il l'était à ses heures ; aimé, il le fut de tout temps.

Il l'était de chacun de nous, Messieurs et chers collègues. Si Frédéric Amiel avait un peu de notre froideur genevoise, et quelques autres de nos défauts, il avait l'amour des idées et l'amour des lettres, une âme élevée et pure, un talent distingué et fin. Nous saluons sa mémoire. Nous garderons de lui un fidèle, un cher, un cordial souvenir !



RAPPORT

SUR LE

CONCOURS DE NOUVELLES SUISSES

OUVERT EN 1881

par la Section de Littérature de l'Institut National Genevois.

Lu à la séance générale du 23 mai 1882

Que pourrait bien dire et faire, s'il était rappelé ici-bas, l'honnête Lenglet-Dufresnoy, dont l'érudition ne méprisait point « l'usage des romans » ? S'aviserait-il de réimprimer telles quelles en 1882 les pages de 1734 ? Continuerait-il ses dissertations innocentes sur « les défauts à éviter et les maximes à observer » dans un genre de composition échappé depuis longtemps à l'enfance et entré maintenant dans l'âge de la force ? Il s'en garderait à coup sûr. Cent cinquante ans ont creusé un abîme entre le vieux roman français et le roman moderne. Depuis J.-J. Rousseau la prose d'imagination, la prose vraiment littéraire, n'a compté jamais autant d'écrivains qu'aujourd'hui.

Pour ne parler que de la nouvelle, plus simple que le roman et aussi populaire que lui, elle a passé dans le cours des siècles

par de singulières métamorphoses. Que de formes variées aussi, que de perfectionnements, quelle diversité de caractères et d'allures suivant les pays ! Depuis Boccace et Cervantès jusqu'à Prosper Mérimée, depuis Scarron jusqu'à Alfred de Musset, depuis M^{me} de Souza jusqu'à Charles Nodier, depuis Xavier de Maistre jusqu'à Stendal et M^{me} d'Arbouville, depuis ceux-là jusqu'à beaucoup d'autres illustres contemporains, on a vu fleurir la nouvelle historique, la nouvelle anecdotique, la nouvelle bourgeoise, la nouvelle sentimentale, la nouvelle humoristique, philosophique, fantastique, dramatique. Et dans cette exubérance d'épanouissement, la Suisse et Genève ont produit des représentants originaux du genre rustique, montagnard, genevois : Töpffer, Jérémie Gotthelf, Urbain Olivier, Louis Favre, Du Bois-Melly. J'en passe, et des meilleurs, que vous n'aurez pas de peine à désigner.

Mais loin de nous la prétention de crayonner ici, même à gros traits, l'histoire de la nouvelle. Loin de nous aussi toutes sortes de considérations générales, et il n'en manquerait point, sur la nature, les espèces, les variétés de la nouvelle, sur ses conditions d'existence, son avenir, son étroite union avec le roman, le conte et l'histoire. Deux heures n'y suffiraient pas. Une autre tâche nous est dévolue ; elle est suffisante, hâtons-nous de la remplir.

Un Jury composé de MM. les professeurs Eugène Ritter, président de la section littéraire, Charles Berthoud, André Oltramare, Joseph Duvillard, Edouard Humbert, a dû lire et apprécier seize manuscrits, formant un total approximatif de 2000 pages. Après un long examen, onze d'entre ces manuscrits ont dû être mis de côté pour des motifs assez faciles à grouper.

Ici l'inexpérience de l'art de composer et d'écrire se trahit par le manque de proportion et d'harmonie entre les parties

du tout ; par des détails insignifiants ou déplacés qui prennent une valeur imméritée ; par des longueurs, des lourdeurs, des impropriétés de termes ; par des tons faux, discordants, criards, en sorte que les novices attaqués de ces faiblesses-là ne pourraient s'écrier avec le *Cid* :

« Mes pareils à deux fois ne se font pas connaître,

Et pour leurs coups d'essai veulent des coups de maître. »

Là, c'est un degré d'invention, je ne dis pas supérieur, mais moyen, qui n'est pas atteint, et lorsqu'à la connaissance trop superficielle du cœur humain s'ajoutent de la banalité dans les situations et des dénouements stéréotypés, il arrive que le lecteur doit renoncer au charme de l'imprévu. Or l'imprévu, qui est dans les choses en dehors de nous, ce que l'inconscient est au-dedans de nous, ne donne-t-il pas du piquant aux circonstances et du sel à la vie ?

Ailleurs, l'individualité indispensable aux ouvrages de l'esprit pour les faire vivre et durer n'existe pas, ou presque pas ; point de marque personnelle ; point de cachet particulier ; rien de caractéristique ; rien d'essentiellement propre à l'homme lui-même qui, au lieu de se montrer, de se livrer, de s'accentuer, ne se montre nulle part. Donc le style est dans l'enfance, s'il n'est pas embryonnaire ; il se cherche sans se trouver ; la chrysalide n'est pas devenue papillon.

Ailleurs encore, on reconnaît un esprit préoccupé par la poursuite d'un but, moral ou autre, en dehors du but esthétique. Et cela est fâcheux. Non pas que le beau et le bien doivent être séparés nulle part ; qu'on veuille me comprendre — mais ils ne sont pas appelés pour cela à faire acte de soumission l'un envers l'autre. Dès que l'écrivain met son âme dans ses œuvres et que le sens moral est le sens humain par excellence, comme l'affirmait l'autre jour un critique éminent, il est clair que l'imagination et la conscience, appartenant toutes deux à

l'homme, ne sauraient, sous aucun prétexte, être amenées à faire divorce dans les productions de l'homme. L'art est humain. Un livre d'hygiène morale n'est pas de toute nécessité agréable, joli, plaisant, parce qu'il est bon ; mais, dans le domaine artistique et littéraire, les œuvres belles, véritablement belles, nous moralisent parce qu'elles nous agréent, et elles nous agréent en ne laissant aucune de nos facultés en souffrance.

Voilà ce que d'estimables concurrents, qui seront plus heureux dans l'avenir, n'ont pas encore suffisamment compris.

Dans le groupe des pièces de concours que, pour plusieurs raisons d'ordre différent, nous avons eu le regret d'éliminer, il est une longue histoire cependant, un roman développé, épisodique, de 476 pages, et non une nouvelle proprement dite, qui a mérité de notre part une attention particulière.

Malgré des étrangetés de goût, des imperfections de fond, des vices de forme, et au milieu de choses quasi impossibles, ce travail n'est pas dénué d'une sorte de saveur, et « a — comme on dit — quelque chose ». Représentez-vous une vaste forêt touffue, où la lumière ne pénètre que par minces rayons ; au pied des arbres de toute espèce croissent des plantes disparates de stature, de couleurs, de parfums ; c'est un pêle-mêle, un fouillis où l'on se reconnaît à peine. Mais aménagez ces bois, tracez des sentiers, laissez venir le soleil, cultivez les champs à la lisière des hautes futaies, et tout changera d'aspect, tout sera mieux à sa place, tout sera transformé. Telle est du moins l'impression qu'a produite sur nous l'ouvrage dont l'auteur, anonyme aujourd'hui, pourra, s'il atténue ses défauts, se faire avantageusement connaître un jour. Ce qui importe, disait Jouffroy, « ce n'est pas le succès, c'est l'effort ».

Il est temps de vous donner une idée des cinq ouvrages

que le Jury a distingués, et dans ce but j'en essaierai l'analyse suivant la méthode expositive dont Diderot a laissé dans ses *Salons* tant d'admirables modèles. Les faits parlent mieux que tous les commentaires. De la description détaillée des œuvres en sort naturellement l'appréciation.

Bella donna porte pour devise :

« ... Et si le bonheur est un songe,
Que jamais, ô mon Dieu, n'arrive le réveil ! »

Le comte Antonio Pasquali, résidant à Rome en hiver, passait l'été sur les bords du lac Majeur. Dans l'hôtel où il était descendu, séjournaient aussi « trois petites duchesses au teint doré, aux yeux brillants comme des étoiles » et il aurait dû, d'après l'avis d'Andréo, son valet de confiance, demander sans retard la main d'une des merveilleuses *signorinas*. Mais, depuis une excursion dans les Alpes, le jeune comte, habituellement gai, enjoué, sociable, était plongé dans la plus noire mélancolie et recherchait la solitude. A la fin pressé de questions par le *fidèle Achate*, il lui ouvrit son âme.

Se rendant un jour seul d'Airolo à Piora, il a fait la rencontre d'une jeune fille dont la beauté éclatante, originale, l'a fasciné à première vue. Il l'interroge, elle dit s'appeler *Bella donna*, comme la fameuse Solanée de ce nom. « A la taille de l'inconnue était fixé un bouquet de belladone en fleurs et en fruits ; elle en tenait un pareil dans l'une de ses mains, l'autre pendait négligemment dans l'eau. » Cette amie des plantes, qui les recherche pour leurs propriétés médicinales, a dans les allures et le langage un caractère si mystérieux que le comte, arrivé à l'hôtel de Piora, se promet bien de la retrouver dans la montagne. Il la revoit, en effet, et le charme est loin d'être rompu. Après l'impression, le sentiment ; après le sentiment, l'amour-passion. Elle galope si vite cette passion pour une « nature supérieure à l'humanité » qu'il ne peut plus respirer

sans *Bella donna*. Il veut l'épouser, elle ne veut pas, bien qu'elle l'aime, parce qu'il serait fatigué d'elle au bout d'un mois ; parce qu'elle se vengerait ; parce qu'elle porte malheur. C'est une *jettatrice* enfin. — « C'est inutile — dit-elle — la chose est impossible ; je ne saurais vivre dans un palais ; il me faut la liberté. La belladone ne peut croître dans les jardins ; elle a besoin des grands bois, des lieux solitaires, d'espace ; je suis comme elle. » Oui, mais il obéira à toutes ses volontés, mais il se fera son esclave ! Elle détache alors de son corsage deux baies de belladone, et voilà le pauvre Pasquali empoisonné. Il le croit du moins.

La belladone dilate la pupille physique ; l'amour dilate la pupille morale. En voit-on mieux pour cela ? Je ne sais. — Toujours est-il qu'après cette confession, ou plutôt cette exaltation morbide, le comte s'affaissa et s'endormit en laissant tomber une petite boîte... de haschisch. Cette pâte orientale révéla tout à l'intelligent Andréo. Son maître était halluciné. A ce moment, ayant vu passer l'une des trois petites duchesses, qui avait ramassé la boîte, Andréo se permit de solliciter, d'invoquer, d'implorer le secours de la jeune fille. Le comte se mourait ; elle pouvait le sauver. Malgré de pudiques répugnances, elle consentit à changer un peu son costume, en attendant le mot brusque d'Andréo à Pasquali :

« Maître, maître, c'est Belladonna ! — Il se dressa brusquement, se tourna du côté de la jeune duchesse et, poussant un cri étouffé, il se jeta à ses pieds. — Tu consens donc ? tu veux ? — lui dit-il. — Elle rougit un peu, et lui répondit doucement : Oui, je le veux. »

Le comte Antonio épousait un mois plus tard à Rome la petite duchesse Inésilla, qu'il devait toujours appeler dans l'intimité Belladonna.

Sirène enivrante, enivrée, Belladonna a inspiré un auteur

probablement jeune, pourvu de souffle, d'un langage net et franc qui va droit au fait, narre avec vivacité, sait produire et ménager les effets, écrit bien et doit avoir du plaisir à tenir la plume. Si seulement le comte Pasquali, son domestique, Belladonna, les petites duchesses, étaient Suisses ; — si nous ne nous trouvions pas au-delà autant qu'en-deçà de la frontière ; — s'il n'était pas question d'un accident physiologique passer vers lequel toute l'attention est tournée — si l'opuscule s'était un peu éloigné d'un récit d'aventures pour se rapprocher d'une étude de caractères — nul doute que le jury n'eût accordé plus qu'une mention honorable à un travail qui promet ce que l'auteur voudra tenir.

Tout ce qui est simple est comme la vertu ; on en parle peu, et l'on s'en souvient longtemps. Telle est la pensée que fait naître *Une Cendrillon moderne*, à qui M^{me} de Pressensé a fourni l'épigraphe :

« Ce que la vie apporte, échange austère,
Vaut encor mieux que les rêves d'enfants,
La vie à deux, le travail, la prière »...

Il s'agit d'un médecin genevois, veuf, dont la fille aînée cherche de toutes ses forces à continuer une tendre mère. C'est par amour filial qu'elle accepte tous les labeurs, cette brave Elisabeth, assume tous les devoirs, porte tous les fardeaux. Elle est précisément occupée des leçons et travaux de son petit frère Gilbert, quand le docteur Marcien arrive à l'improviste pour lui annoncer l'arrivée du fils d'un de ses amis : Richard Vanier, de retour d'Angleterre, passera quelques jours sous leur toit. Là-dessus, Elisabeth court à la cuisine pour y improviser quelque chose, car c'est un fait établi qu'elle doit toujours faire quelque chose et surveiller tout au logis, l'habile intendante.

Pendant qu'elle s'ingénie pour sortir d'embarras, ses deux

jeunes sœurs, qui ne la valent pas, ne sont guère embarrassées : une toilette qu'on prépare, une romance qu'on répète, des regards qu'on ébauche, en voilà assez pour plaire. — Pourvu qu'il aime la musique ! — dit l'une. — Pourvu qu'il aime le dessin ! — dit l'autre. — Pourvu qu'il m'aime — pensent sans nul doute Hélène et Lucie. — On se met à table, et Richard regarde avec plaisir le tableau de famille qu'il a sous les yeux, lui, privé depuis longtemps d'un intérieur. Il a bien été surpris (car ce n'était guère anglais) de voir Elisabeth descendre à la cave pour chercher du vin vieux, mais bast ! il allait bientôt faire des réflexions plus sérieuses.

En prenant le soir possession de la chambre qui lui est destinée, il trouve par hasard des pantoufles, qui ne sont pas pour lui, assurément, tant elles sont petites et mignonnes, et, sur une table, un journal intime, moins à son usage encore. Il a l'indiscrétion de le feuilleter, de le lire même. Et celle qui l'a écrit, c'est le factotum, le souffre-douleur du logis, la fille aînée du docteur Marcien. Elisabeth a mis dans chaque ligne, ses sollicitudes, les élévations de son âme, son esprit de dévouement, sa responsabilité quasi-maternelle ; ses luttes aussi qu'on ignore, ses faiblesses, et jusqu'au désir même qu'elle aurait, n'aimant pourtant pas le monde, ni la dépense, d'aller une fois au bal avec ses sœurs. Sans attacher à tout cela une importance exagérée, Richard s'endort, confondu d'une sincérité si rare. Le lendemain, surprise nouvelle à la vue d'Elisabeth qui, en lieu et place du docteur absent, panse un blessé. « C'est une vraie perfection » se dit-il, « et les perfections sont si ennuyeuses. » Pas si ennuyeuse, pas si revêche pourtant cette perfection-là qui donne vacance à son frère, le petit Gilbert, pour le laisser jouer au *croquet* avec Richard et ses sœurs tandis qu'elle, pendant le plaisir de tous, écosse prosaïquement des pois.

Bientôt arriva l'échéance du fameux bal annoncé. Richard ne s'emportait plus alors contre « les perfections » et le petit Gilbert, devenu depuis le premier jour l'ami intime de Richard, parla d'un grand secret : sa sœur aînée, sa bonne petite mère avait abandonné un moment la robe grise pour une robe de soirée ! Elle irait donc au bal.

Là-dessus Richard Vanier « laissant les deux jeunes sœurs stupéfaites » conduisit au jardin la jeune fille, et... vous devinez le reste... Gilbert, qui était dans la confidence, étant allé « quérir un paquet, en tira un tout petit soulier bien vieux et bien usé. « C'est la pantoufle de Cendrillon, expliqua Richard en souriant. Venez, Gilbert, allons choisir nos roses, et je vous dirai qui est le Prince Charmant. »

Puisée à une source pure, cette simple histoire, sans sortir du cadre restreint de la famille, est bien une nouvelle pour la conduite simple et franche de l'action, pour la mise en scène, pour la succession prompte et variée des incidents. Tout marche trop à la vapeur, diront les uns ; c'est peut-être vrai, mais que voulez-vous ? L'amour a des ailes. Le dénouement est un peu brusqué, diront les autres ; et la déclaration de Richard Vanier à Elisabeth a quelques accents qui sont moins d'un jeune amoureux que d'un tuteur épris. Mais l'invraisemblance (grosse question que celle-là !) est chose relative, et il y a des réalités cent fois plus étranges, plus incroyables, plus invraisemblables que toutes les fictions du monde. L'ensemble du travail respire d'ailleurs le naturel, et il eût été injuste, pour quelques incartades de style, de ne pas mentionner honorablement une composition où le canevas moral est marié à certaines grâces littéraires.

La même distinction a été obtenue par l'auteur de *Six semaines à la montagne*, sur ce motto :

Heureux qui sur ces monts peut longtemps s'arrêter !
Heureux qui les revoit s'il a pu les quitter !

Un jeune lettré de vingt-quatre ans, M. Léon Châtenel, est venu de Paris à Morgins, du boulevard en Valais, pour fortifier ses nerfs, et ses nerfs sont mis d'abord à l'épreuve. La chambre que l'Hôtel des Bains lui a réservée est basse, étroite, suffocante ; l'établissement est comble, et, au dehors, l'air serait vivifiant, s'il n'était glacial. La première impression n'est pas bonne. Mais la nature, elle, est toujours confortable en son genre, et le moyen de la boudier ! Après quelques heures qui ont porté conseil, Châtenel voulant *tourister*, va boire du laitage dans un chalet et faire connaissance avec les mœurs champêtres. Il y prend goût ; saisi d'ailleurs par la nouveauté du paysage, il admire les sites alpestres et les vaches qui passent le torrent pour chercher de bons pâturages.

Ces contemplations ne l'empêchent pas de reconnaître dans une personne tout occupée d'un dessin d'après nature sa voisine de table, jeune fille aux yeux noirs. Il l'aborde en homme bien élevé ; la conversation ne languit pas ; ils ont l'un et l'autre l'amour de la nature et l'amour de l'art. M^{lle} Véréna de Lansac parle de sa mère, d'elle-même, de Morgins, si bien que le jeune homme raconte aussi son histoire. La confiance s'établit entre eux. Bientôt une excursion à Cervolaire, entreprise avec quelques commensaux de l'hôtel pour cueillir des rhododendrons, les engage dans un entretien sérieux. Ils se souviendront des paroles échangées, soit en allant voir une vieille paysanne mourante que Véréna console, soit pendant une course au *Lac vert*.

Mais la destinée qui les rapproche a des cruautés qui les éloignent, et le mot du bonheur ne sera pas prononcé. La religion les sépare, et ils s'aiment, et ils espèrent. C'est alors que Léon Châtenel, rappelé à Paris auprès de sa tante malade, se détache de « son bon ange » comme il l'appelle. « Il prit sa main, la couvrit de baisers, puis s'éloigna à pas précipités

sans oser se retourner. Véréna l'avait suivi d'un long regard mêlé de larmes. Quand il eut disparu au détour du sentier :
Mon Dieu, ramène-le-moi — s'écria-t-elle — en tombant à genoux. »

Ce récit n'est pas le premier où la question religieuse intervienne. Rappelez-vous *Sibylle*, d'Octave Feuillet. Mais je n'insiste pas. Si je disais que plus d'un détail aurait pu être abrégé avec avantage et que la narration, n'étant pas partout assez serrée, peut manquer ici et là de nerfs et de muscles, je m'empresserais d'ajouter combien la description des lieux et des êtres a de fidélité, d'exactitude. Il faut avoir habité quelqu'une de ces stations des Alpes « où l'arrivée des voyageurs et celle du courrier sont les grands événements du jour » pour savoir comment le temps est employé par certaines personnes en qui les préjugés valent les médisances. Ces types, qui ne sont pas rares aux eaux, ont fourni des traits à l'auteur dont les sentiments sont délicats, distingués, et qui, en matière d'éducation, d'art et de littérature, a émis plus d'une réflexion judicieuse.

Maintenant, Messieurs, je dois vous signaler deux ouvrages qui, à des titres divers, au nom de la justice comparative et distributive, ont été placés par le Jury au premier rang. Il s'agit de *Pauvre Marcel* et de *Thérèse Gautier*.

Thérèse Gautier a pour devise cette pensée de toute vérité :
« Le bonheur est là où on le trouve, et rarement où on le cherche. »

La scène est à Genève, et l'héroïne est une jeune horlogère. A seize ans, Thérèse a eu le malheur de perdre sa mère. Depuis ce cruel événement, elle s'est dévouée à son père et aux soins du ménage. Tâche moins simple qu'il ne semble, en raison du caractère paternel. Excellent horloger, et *visiteur* dans une importante maison de la fabrique, M. Gautier a soumis sa propre vie à un réglage quotidien. Il quitte son

« mais ce qu'elle entendait surtout, c'était ce bourdonnement
« confus d'une ville qui s'amuse. Parfois une toilette voyante
« frappait son oeil accoutumé aux teintes sourdes qu'on
« affectionnait alors à Genève, et elle se disait tout bas :
« Pourquoi n'ai-je jamais porté une robe rose ? Pourquoi
« est-ce que nous allons toujours nous promener aux mêmes
« endroits ? Pourquoi n'ai-je point d'amies, comme celles que
« je vois passer deux à deux en babillant ? »

En trois mots, Thérèse Gautier s'ennuyait. Elle se sentait née pour l'amitié, et l'amitié lui était inconnue — elle aurait goûté quelques distractions honnêtes, et « dans son paisible égoïsme » son père ne lui en accordait aucune. — Elle avait le goût des arts plastiques, l'instinct de la forme et de la couleur. Et ce penchant-là, elle ne pouvait le satisfaire que de deux manières : en allant écouter le sermon à la cathédrale plutôt que dans tout autre temple, et en se rappelant un certain cortège de l'Escalade dont l'éclatante mise en scène lui avait été une fête.

Telle était Thérèse. Quel était maintenant son voisinage ?

Le contraste était heurté, au physique et au moral, entre les habitants de la maison. L'un était petit et gras ; l'autre grand et maigre ; l'un représentait la prose de la vie ; l'autre la poésie de l'art. Voilà pour les hommes. Quant aux femmes, elles devaient se convenir, et de quoi d'ailleurs ne parle-t-on pas entre voisines ? Un beau jour la sœur de l'antiquaire Baudry propose à Thérèse de la conduire au théâtre, où l'on donne *Joseph*, l'opéra de Méhul. La curiosité et le désir de l'inconnu rendent Thérèse d'autant plus éloquente à solliciter la permission nécessaire que M. Gautier, contre toutes ses habitudes, soupera à son cercle avec deux amis. « Vas-y, et ne m'en parle plus de ton *Joseph* — finit-il par grommeler — puisque aussi bien je m'en vais

et que tu serais seule. Seulement n'oublie pas d'allumer le lumignon. » — L'impression produite par ce spectacle fut aussi éblouissante qu'elle devait être profonde et décisive. Les yeux de Thérèse, mouillés d'émotion, ne pouvaient se détacher du beau juif... Cet homme devait être *bon* comme il était *beau* » et le palais de Pharaon lui faisait prendre en pitié la bicoque de M. Baudry. « Il lui sembla que jusqu'à ce jour elle avait vécu pareille aux marmottes enfermées dans les boîtes des petits Savoyards. »

« *Bon pour une fois !* » avait cependant dit le vieux Genevois, qui devait connaître la lettre de Rousseau sur les spectacles. Mais ce que femme veut, se peut... Et la preuve, c'est que M. Gautier, ayant dit à sa fille que son Baudry devait bien fermer l'allée de la maison, ne fut pas peu surpris, un soir, en revenant du cercle, de reconnaître la porte de son ancienne maison qui fermait la nouvelle. Le tour était joué. Thérèse put retourner au spectacle avec les Baudry.

Rendre le *crescendo* de ravissement où la plongèrent les *Huguenots* serait chose impossible. Comment, se disait-elle, avoir pu exister si longtemps sans rien connaître de ces choses ? Elle n'avait donc pas vécu, elle avait végété. Et tandis que découragée, mécontente de son sort, elle trouvait ses jours décolorés et ses devoirs journaliers pénibles à remplir, l'image du beau ténor Dojeval, sous les traits de Joseph et de Raou, assiégeaient son imagination en délire. Elle le voyait partout, elle s'informait de lui, le prenant tantôt pour un grand seigneur à cause de ses riches costumes, tantôt pour un malheureux digne de pitié et de tendresse. A la fin les honnêtes Baudry s'aperçurent du mal involontaire qu'ils avaient causé à leur petite voisine et se gardèrent bien de renouveler leurs offres. De là refroidissement dans l'amitié de Thérèse. Mais l'antiquaire, lui, aimait la jeune fille « de tout son vieux cœur

encore neuf » (il n'avait que 38 ans) et Thérèse retourna une dernière fois au théâtre. En écoutant la *Juive*, elle entendit plus d'une médisance ou d'une vérité sur le compte de Dojeval, des propos désenchantants dans tous les cas, et, quelques jours plus tard, elle pouvait s'assurer par elle même que le fameux ténor avait femme et enfant, et ne répondait ni dans son langage, ni dans sa tenue, à l'idéal caressé. Adieu le rêve, adieu l'idole !

Dès ce moment, tout ne chemina plus de travers dans la maison. Les cravates propres ne manquèrent pas à l'horloger ; le pot au feu fut mis à point, et Thérèse descendit dans la cour le géranium trop longtemps négligé de feu M^{me} Gautier. Après cela, ce qui devait arriver arriva. La jeune fille se prit à examiner mieux M. Baudry, un artiste, lui aussi, et les dernières paroles de la veuve subitement enlevée eurent un sens assez transparent : « Consolez mon frère », dit-elle à sa jeune amie. L'amie ne dit pas non. Bientôt elle reçut un joli coffret qui renfermait certain bouquet fané ; puis elle et Baudry se marièrent, et d'eux « naquit un grand peintre ».

A la bonne heure ! « Tout est bien qui finit bien », disait Shakspeare. Voilà un tableau de genre et d'intérieur qui n'est pas très éloigné d'être un morceau d'histoire, tant les mœurs, les habitudes, les goûts, les idées d'il y a quarante ou cinquante ans sont reproduits avec fidélité. Le langage lui-même, tel que M^{me} Jeanne Mussard, MM. Gaudy-Le Fort et Jean Humbert l'ont photographié, pour ainsi dire, dans leurs ouvrages, a bien la saveur du terroir. Les personnages sont vivants, on les voit agir, on les entend, et la couleur locale répandue sur tout et sur tous est d'autant plus saisissante qu'elle est sobre, franche, ménagée. On reconnaît d'ailleurs un écrivain qui a son caractère propre, aux allures indépendantes, sans trucs ni manière, dont le spirituel patriotisme a guidé

la plume autant qu'un fin talent d'observation. Quiconque voudra savoir ce qui peut rester de la Genève de Jean-Jacques Rousseau et de Töpffer ne manquera pas de lire *Thérèse Gautier*, et je ne crois pas m'aventurer en disant qu'un sourire de satisfaction se promènera plus d'une fois sur les lèvres du lecteur intelligent.

Le jury a décerné un prix à cette nouvelle genevoise. Il a cru devoir en accorder un autre en première ligne à une nouvelle également suisse, mais d'un intérêt moins local, moins spécial à plusieurs égards. Il s'agit de *Pauvre Marcel*, qui porte pour devise : *Semper*.

Pauvre Marcel, ces deux simples mots éveillent, je ne sais pourquoi, comme le pressentiment de quelque chose d'intime, de captivant. Ce pressentiment n'est point trompeur. C'est dans un cimetière de village de la partie du canton de Neuchâtel, limitrophe de la Franche-Comté, et près d'une tombe à peine recouverte que commence l'histoire du pauvre Marcel. Il a dix-neuf ans et vient de perdre sa mère, une mère qu'il aimait, quoiqu'elle fût bien vulgaire et ne le comprit pas mieux que tout le monde, car Marcel est un original. Gauche, timide, il se laisse malmenier; on le croit simple, pour ne pas dire idiot. Mais pareil, au contraire, au vilain petit canard du conte d'Andersen, il est supérieur à ceux qui le prennent en pitié. Tout contact grossier ou méchant le froisse; il ignore ce que c'est que l'idéal, mais inconsciemment il le rêve, et ne se rend pas compte de certaines aspirations qui sont en lui à l'état latent. N'importe; la chose est entendue pour lui et pour les autres : sans présence d'esprit au jeu et à l'école, il est borné; c'est un nigaud. Toutefois il sent et il souffre.

Dans cet état, la nature devient sa consolatrice; il s'enfonce dans la solitude où il croit entendre des voix inconnues. « Il s'en allait dans les bois et racontait sa peine aux vieux sapins,

ses amis et ses confidents ; il se jetait dans l'herbe, y cachait son visage, et versait des larmes passionnées ; sans savoir pourquoi, il enserrait de ses bras les troncs rugueux et son cœur bondissait en un élan de tendresse et de désir sans objets. »

Le trop plein de cette jeune âme incomprise avait trouvé un commencement d'expansion et comme un déversement dans la musique. Un camarade de Marcel, chargé avec lui de surveiller des troupeaux, un franc paresseux, lui proposa de conclure un marché qui pourrait rappeler celui de Jacob et d'Esau, si ce n'est qu'il ne s'agissait ni d'usurper le droit d'autrui, ni de tromper personne. Le berger fainéant se trouvait, on ne sait comment, possesseur d'une jolie petite flûte d'ébène, et il la donna au pauvre garçon, à la condition que celui-ci prendrait seul la conduite des bêtes rétives et vagabondes. Marcel fut ainsi sauvé d'un obscurcissement complet. Il donna désormais une voix aux pensées confuses qui se pressaient en lui ; il put dire son admiration pour le beau, chanter sa plainte, la plainte de ceux qui vivent seuls, imiter les modulations des oiseaux, le bruit des grands vents ou le souffle léger de la petite brise qui passe dans le silence des nuits et dans le calme des heures chaudes de l'été.

Mais le lever de soleil pour l'âme de Marcel fut dû encore à une autre circonstance. Etant entré comme domestique à la ferme des Aliziers, un sentiment profond l'enchaîna dès le premier instant à Thérèse, la fille de son maître. Ce maître, Félix Prenel, est un paysan fin, madré, peu scrupuleux, puisqu'il fait de la contrebande, très riche au surplus, et accessible quelquefois à une seule douce et salutaire influence, celle de son enfant. Il a deviné, le rusé, en entendant les mélodies primitives qui s'échappent de la flûte d'ébène, que Marcel a une espèce de génie, un de ces génies qui naissent dans les

champs, comme jadis celui du peintre Giotto, de toutes les harmonies de la nature. Il a compris surtout, maître Prenel, quel profit il pourra tirer d'un tel serviteur ; il le louera pour faire danser la jeunesse ou, à défaut, pour charmer les longues soirées d'hiver, quand on se rassemble en grand nombre, afin de casser les noix et de teiller le chanvre. Marcel commence bien à se douter un jour que le fermier a abusé de sa confiance, mais que faire ? Le contrat d'engagement a été signé, et il s'y soumet. En attendant le mieux, il succombe à la peine, privé qu'il est souvent du repos de la nuit, et pourtant il ne se plaint pas ; il trouve même chaque soir des forces, à la nuit tombante, pour aller jouer de la flûte sous les noisetiers.

Le jour de son entrée aux Aliziers, Marcel avait déjà laissé parler l'instrument. « A ses pieds — nous dit l'auteur — les lumières du village commençaient à briller. Dans le ciel transparent une petite étoile encore solitaire attendait ses sœurs en scintillant et dansant comme un feu follet. Marcel la regarda, et eut envie de lui jouer une valse pour lui apprendre à danser en mesure. Des notes cadencées et brillantes s'élancèrent aussitôt de la flûte, jaillissant comme des fusées et s'égrénant dans le silence de la nuit. Cet air de valse n'était qu'une simple ritournelle, mais les doigts habiles de Marcel y brodaient des arabesques qui en faisaient une charmante fantaisie capricieuse et tourbillonnante comme la petite étoile. Thérèse, assise sur le banc du jardin, écoutait cette musique étrange, presque sans oser respirer, tant elle craignait de perdre une seule des notes que le vent lui apportait par bouffées. Cela ne ressemblait à rien de ce qu'elle avait entendu jusqu'alors. »

Sans coquetterie aucune — elle en était incapable — mais en proie à une émotion nouvelle, la belle et austère jeune fille

avait dit : « Vous jouerez pour moi tous les soirs. » Et Marcel avait joué tous les soirs pour elle. C'était une joie pour l'un et l'autre, un moment de bonheur. Bonheur dont les jours devaient être comptés. Marcel avait contre lui soit la jalousie sournoise d'un rival, soit l'orgueil et l'avarice de Prenel, qui traitait de folie la pensée de sa fille d'élever le valet-musicien jusqu'à eux.

Dans ces circonstances, le pauvre garçon se vit contraint de partir indignement loué, pour ne pas dire vendu par son maître, à un chef d'orchestre ambulante. Si pénible qu'elles'annonçât, cette absence, fort semblable à un exil, ne devait pas être « le plus grand des maux » pour Marcel : un directeur expert et bienveillant lui apprit ce qu'il ignorait en musique, et au bout de quelques mois il avait la chance de revenir aux environs de cette ferme des Aliziers où il avait laissé son cœur.

Ce retour, simple excursion sans but définitif, s'opéra fort à point, puisqu'il lui permit soit de secourir Félix Prenel dans un conflit avec les douaniers, soit de recevoir la balle destinée au vieux contrebandier incorrigible.

Développé par l'absence et en possession d'un talent musical que l'étude a mûri, Marcel blessé, Marcel malade, Marcel reconnaissant des soins qu'on lui prodigue, n'est plus le *garçonnet* d'autrefois. Le fermier d'autre part commence à sympathiser avec sa fille. Il a compris que celui dont il a vilainement exploité les services, a risqué pour lui sa vie, et c'est même ce qu'il comprend le mieux. Aussi quand Marcel, revenu à la santé, déclare son intention de s'éloigner parce qu'il aime Thérèse, le père Prenel n'est-il point surpris de voir sa fille mettre la main dans la main de son sauveur. Il ne s'indigne même pas contre lui-même de donner un volontaire acquiescement à leurs fiançailles. « Je puis bien vous le dire maintenant — murmura Thérèse — en prenant le bras du

« jeune homme. Ces trois mois sans vous ont été les plus tristes de ma vie. Mais c'est vous qui avez le plus souffert de nous deux, pauvre Marcel ! — Chut ! dit-il — en se penchant vers elle. C'est un mot que je ne veux pas entendre. « Il n'y a plus de pauvre Marcel ! »

Redire la vie des champs et l'éternelle épopée de deux cœurs qui s'aiment, de manière à émouvoir et à charmer, c'est de l'art et du talent. Nous avons ici la marque de l'un et de l'autre, car sur un canevas humain, plus d'une fois travaillé, se dessine une fraîche broderie. Le style, qui a de l'horizon, et les pensées, qui ont de l'air, s'harmonisent avec le coin de terre où se passe la scène. Cette localité peu visitée — Cerneux-Péquignot peut-être — aura pour quelques lecteurs l'attrait d'une découverte. Tout est simple d'ailleurs dans ce récit, où les descriptions de la nature (et nous aurions aimé à en citer une entr'autres) sont d'un coloriste, et où l'expression de certains sentiments revêt la noble candeur du bien. De nombreuses études de ce genre feraient réfléchir ceux qui n'acceptent pour réel que ce qui est grossier, vulgaire, bas.

Thérèse Prenel est une paysanne ; elle aime ses travaux et sa vie ; elle sert à table les ouvriers de la ferme, elle fait ses foins et sa lessive, et pourtant elle est fine, elle est fière, elle est digne. La vraie distinction vient du dedans. Quand avec un geste caressant, elle dit à son père qui lui parlait de Marcel : « S'il vous demande votre fille, vous ne la lui refuserez pas, » on croit presque assister à une scène de la Comédie française.

Avec Thérèse et Marcel contrastent d'autres caractères nettement dessinés ; par exemple, celui de la servante Alvine, la grande Alvine, vrai type, bien étudié, d'une race d'autrefois qui s'en va ; par exemple encore et surtout, Prenel « ce psychologue campagnard qui connaissait tous les instincts de la nature humaine, surtout les mauvais, et spéculait là-dessus à coup

sûr. » Il n'y a pas, jusqu'au brave *impresario* avec qui Marcel a joué pendant des semaines qui n'ait sa nature propre et ne joue sa petite partie morale dans le concert des heureux.

Pauvre Marcel nous a fait songer à certaines pastorales de George Sand. Sans vouloir établir des comparaisons qui ne seraient pas raison, nous croyons avoir trouvé aussi dans *Pauvre Marcel* certaines délicatesses de sentiment, certaines divinations de la souffrance morale et un peu de cette grande et intelligente admiration de la nature qui caractérisait à un suprême degré l'illustre écrivain de *François le Champi* et de la *Mare au diable*. Peut-être y aurait-il aussi, sous un rapport du moins, quelque rapprochement à constater entre la nouvelle neuchâteloise et certaines productions d'Urbain Olivier.

Quoi qu'il en soit, comment une aussi simple histoire peut-elle tantôt provoquer une sorte de joie, tantôt une émotion sérieuse ? C'est que, sans grands événements, elle cache un drame, l'existence d'une âme en péril. Le caractère et l'heureuse intelligence de Marcel pouvaient sombrer dans la nuit de l'isolement. Mais en vivifiant ses facultés endormies, quelques rayons de lumière ont fait de lui un homme, un homme capable de ressentir le bonheur et d'en donner. Ce que c'est que le sentiment naturel du beau chez un être, et un peu de bonté chez les autres ! La vocation artistique de Marcel, combinée avec son obéissance à Prenel et son inclination pour Thérèse, le soutient, le porte, l'inspire jusqu'au dénouement de l'histoire qu'on pourrait appeler une nouvelle de *psychologie morale et esthétique*.

Plaire, voilà bien le but de l'art qui s'adresse à l'homme tout entier. Mais le moyen de parvenir au but, le moyen ? Le moyen, c'est d'intéresser. L'intérêt n'est-il pas la fleur aimée de tous, aux espèces nombreuses, aux racines puissantes, comme les tiges aux différents parfums ? Oui, considérez tou-

tes les œuvres supérieures de l'art ; elles s'adressent à l'imagination, à l'intelligence, à la conscience, au cœur, sous les noms d'intérêt esthétique, d'intérêt intellectuel, d'intérêt moral, d'intérêt sensible. L'intérêt, c'est le plaisir inséparable de la variété, de la nouveauté, de l'émotion ; c'est le sentiment de l'âme occupée, c'est la conscience du temps rempli.

Si l'intérêt est l'ami de chacun, l'ennui est l'ennemi de tous.

L'un est d'humeur précisément contraire à l'autre. Ne s'intéresser à quoi ni à qui que ce soit, sentir en soi le vide et hors de soi le brouillard, voir tout s'engouffrer dans une sorte d'abîme incommensurable et incolore, c'est s'ennuyer. L'intérêt, c'est la santé ; tandis que l'ennui est un état malsain, quelque chose comme de l'anémie spirituelle. Qui en triomphera de cette anémie, trop fréquente aujourd'hui dans la vie et dans la littérature ? Les ennuyeux ou les ennuyés ? Les médisants ou les bienveillants ? Les dénigreur ou les hommes de bonne volonté ? Le ciel me garde en vérité de trancher ou de résoudre pareille question. Je m'en remets pour ce soin à l'art, de quelque nationalité qu'il soit, d'une petite cité suisse ou d'une grande ville étrangère ; à l'art véritable, qui ne connaît pas l'ennui, parce qu'il est créateur et varié dans ses créations. Mais comme

« Le secret d'ennuyer, c'est celui de tout dire, »

mon devoir est de me taire, et je m'arrête, après avoir conclu en ces termes : le concours destiné à récompenser les meilleures nouvelles a répondu à tout ce qu'on pouvait raisonnablement attendre. L'Institut genevois a même lieu de se féliciter d'avoir constaté le mérite des uns, le talent des autres, les louables efforts et le travail de tous.

Edouard HUNBERT.

Les plis cachetés ayant été ouverts dans une séance des membres effectifs de la Section de Littérature de l'Institut, le rapport du Jury a donné les résultats suivants :

1^{er} prix de 300 francs, à l'auteur de *Pauvre Marcel* (M. Th. Combe, à Londres).

2^{me} prix de 200 francs, à l'auteur de *Thérèse Gautier* (M^{me} J. Des Roches, à Champel, près Genève).

Des *Mentions honorables* ont été accordées à :
Mesdemoiselles Alice de Chambrier (Neuchâtel), pour *Bella donna*.

« Fanny Guillermet (Genève), pour *Une Cendrillon moderne*.

» Marie Franel (à Bevaix, canton de Neuchâtel),
pour *Six semaines à la Montagne*.

RAPPORT

SUR LE

CONCOURS DE CÉRAMIQUE

Lu à la Séance générale

Par M. le Président de la Section des Beaux-Arts

Henri SILVESTRE

MESDAMES ET MESSIEURS,

Avant de passer à la lecture du rapport du jury de céramique, la Section des Beaux-Arts doit quelques mots à la mémoire de son excellent et regretté collègue, Emile Robellaz, décédé au commencement de cette année. Nous n'entreprendrons pas pour le moment des détails biographiques. Nous nous bornerons à vous convier à venir visiter l'exposition d'une partie de ses œuvres, surtout de ses études, qui doit s'ouvrir dans peu de jours; là, vous pourrez apprécier l'artiste, vous pourrez vous rendre compte de tous les efforts, de tous les sacrifices qu'il avait faits pour pouvoir occuper la place qu'il avait su se conquérir par son seul travail. Vous apprendrez là à connaître l'artiste d'une façon plus intime; mais, en voyant cette collection de documents, de meubles, d'armes, de costumes, de bibelots de toutes sortes, tout réuni, même confectionné avec la peine que l'on connaît, l'on sent bien que

l'on a devant soit une carrière brisée, et on peut bien dire qu'au point de vue du talent, Emile Robellaz n'avait pas dit son dernier mot.

MESDAMES ET MESSIEURS,

Au mois de décembre dernier, la Section des Beaux-Arts lançait un programme pour un concours de décoration céramique (grand feu), afin d'encourager dans le pays ce genre de travail si digne d'intérêt.

Le jury, chargé de juger ce concours, s'est réuni mercredi 17 courant, sous la présidence du Président de la Section. Il était composé de MM. Camusat, Dufaux, Mayor et Veillon, nommés par la Section, et de MM. Lugardon, Darier et Furet, nommés par les concurrents.

M. Mayor, n'ayant pas accepté les fonctions de juré, a bien voulu nous fournir quelques renseignements techniques.

Comme toujours, le jury s'est trouvé en présence de grandes difficultés, ayant sous les yeux onze pièces, exécutées par des procédés différents et dans autant de manières différentes d'interpréter l'art décoratif.

Chacune de ces pièces présentait des qualités et des défauts sans qu'aucune d'elles l'emportât entièrement sur les autres.

Afin de faciliter sa tâche, le jury a éliminé tout d'abord ce qui ne lui semblait pas rentrer dans les conditions de décoration artistique et a écarté les n^{os} 6, 3, 11 et 5.

Le n^o 6, exécuté à Zurich, avec de la terre de l'Uttliberg, tourné et cuit dans la fabrique de poêles de MM. Bodmer et Biber, est fait par le procédé de teintes plates sur émail cru.

Le milieu du plat a dû être rehaussé sur émail cuit. La recherche au point de vue décoratif a été trouvée insuffisante.

Les n^{os} 9 et 11 exécutés sur la terre jaune de Nyon tournés

et cuits, au moins quant au second, dans la poterie de Nyon, procèdent du modelé en haut relief et peinture en barbotine sous couverte.

Ce sont des fleurs imitant la nature, elles ont du charme, mais ne représentent nullement le véritable côté de l'art décoratif.

Le n° 5, en terre du pays, tourné, modelé, peint et cuit à l'Ecole municipale, est comme les précédents, décoré en haut relief et peint en barbotine sous couverte.

Il a été jugé également incomplet comme composition.

Restaient sept plats ou plaques d'un aspect plus ou moins décoratif.

Le n° 1, plat en terre de pipe ou faïence fine, terre composée de chez MM. Picolas et Degrange, à Carouge, a une décoration peinte avec des couvertes colorées.

Le sujet est un bouquet de fleurs sur fond noir d'un très bel effet, très intense de coloration, encadré dans un cartouche Louis XV, d'un bleu vif, dont la forme n'est pas des plus heureuses.

La peinture elle-même gagnerait dans un encadrement plus simple.

Le n° 2 est un plat en terre du pays, tourné, exécuté et cuit à l'Ecole municipale et, soit dit en passant, tous les objets sortant de cette Ecole ont été décorés sur terre crue.

La décoration de ce plat n° 2 procède du modelé en haut-relief au centre, et de peinture sous couverte dans la bordure, qui est d'un joli effet décoratif et très harmonieux.

Les couleurs ayant, à la cuisson, coulé les unes dans les autres, n'ont point enlevé pour cela le dessin très étudié de l'ornementation. Ce petit inconvénient provient de la fabrication dans le trempage. Il a soulevé au sein du jury quelques contestations.

Les n° 4 et 10 sont des plats en terre de pipe, très probablement de même provenance que le n° 1. La décoration est exécutée avec des émaux en relief. Le centre du n° 4 d'un bon effet décoratif est compromis par une bordure verte et rose lie de vin qui ne s'harmonise pas avec l'ensemble.

Le jury a trouvé l'écusson central du plat n° 10 très puissant, la critique a porté sur la distribution des colorations et sur le manque de simplicité dans l'arrangement des lignes. Le rouge du centre est trop isolé n'ayant aucun rappel dans l'encadrement.

Les n° 7 et 8 sont exécutés en terre du pays, tournés, décorés et cuits à l'Ecole municipale, modelés et peints en barbotine sous couverte; tous deux sont d'une composition encore timide et dénotent peu d'expérience, soit dans la main d'œuvre, soit dans la manière de produire des effets décoratifs. Mais ces essais nous ont beaucoup intéressés, car nous savons qu'il se trouve parmi les concurrents des élèves encore très jeunes, auxquels nous donnons le conseil de poursuivre courageusement leur route.

Le n° 9 est un plat en terre de pipe provenant de la même fabrique que les n° 1 et 4, exécuté et cuit à l'Ecole cantonale des Arts industriels; la décoration de ce plat est en sous-couverte et en couverte colorée.

Le jury a peu apprécié la cuirasse qui sert de décoration centrale, mais en revanche, il a trouvé la partie de la décoration ornementale qui l'entoure et se relie à la bordure très remarquable.

Nous devons ajouter que le bureau de section avait été informé officiellement que 22 plats avaient été portés pour la cuisson à l'Ecole cantonale des Arts industriels, et que, par suite d'un de ces accidents si fréquents dans la céramique, ces 22 plats n'ont pas pu figurer au concours, et si nous som-

mes bien informés, dans deux fabriques il en serait arrivé de même à 5 ou 6 plats qui nous étaient destinés. Si donc tous ces travaux étaient parvenus jusqu'à nous, les pièces du concours seraient de 36 au lieu de 11. Le Bureau ayant informé la Section de ces faits malheureux, il a été accordé de faire le nécessaire pour ouvrir un nouveau concours. Le jury appuie très fortement la décision de la Section et fait des vœux pour la réussite de cette nouvelle entreprise.

Après une discussion longue et approfondie, tenant compte de ces faits, le jury a décidé qu'il n'y avait pas lieu de décerner de premier prix, mais de donner des prix d'encouragement dans l'ordre suivant :

4 prix cent francs chacun.

1 prix de 40 francs.

2 prix de 30 francs.

Après la lecture de ce rapport, M. le Président de l'Institut a ouvert les plis et proclamé le résultat du concours.

Prix de cent francs :

Devises ou marques.

<i>Qui me brisera</i>	M. Louis PAUTEX.
<i>Clef de Sol.</i>	M. William BETTINGER
<i>Une Palette</i>	M. Edouard VIQUERAT.
<i>Un Dé</i>	M. Jules REYNAUD.

Prix de 40 francs :

<i>La Maissonnette</i>	M. Marc DUBOUVENOZ.
----------------------------------	---------------------

Prix de 30 francs :

<i>Liberté</i>	M ^{lle} Valentine LACROIX
<i>Une feuille de trèfle</i>	M. Jacques MAYOR.



L'INTÉRÊT DE LA SUISSE
DANS LA
QUESTION MONÉTAIRE
ET LA
CONFÉRENCE DE PARIS
PAR
Laurent KARCHER

On s'est généralement peu occupé en Suisse de la Conférence monétaire qui a siégé à Paris l'année dernière et qui s'est ajournée au 12 avril prochain. Cette nouvelle réunion, qui semble maintenant reculée de quelques semaines, amènera-t-elle un résultat, ou bien répétera-t-on à son issue, comme à celle de la première session : « Il est certain que, parmi nous, aucune conviction monométalliste, ni aucune conviction bimétalliste n'ont été ébranlées. »

Quel que soit le résultat, la question qui est soumise à la conférence est si considérable, elle est si intimement liée avec les intérêts économiques de notre pays qu'il nous paraît opportun de résumer les points les plus saillants qui ressortent des procès-verbaux de ces mémorables séances.

1.

L'UNION LATINE

Avant d'entrer en matière, rappelons en peu de mots quelle est notre situation actuelle.

La Convention de 1865, entre la Suisse, l'Italie, la France et la Belgique, qui forment ce qu'on appelle l'Union latine, à laquelle la Grèce s'est jointe plus tard, a réglé sur un pied uniforme le système monétaire de ces Etats et la circulation réciproque de leurs monnaies d'or et d'argent. Elle est basée sur le double étalon d'or et d'argent, dans la proportion d'un gramme d'or pour quinze grammes et demi d'argent, et ne limite pas la frappe des monnaies d'or et des écus de cinq francs.

C'était une fiction de prétendre établir ainsi un rapport entre deux métaux qui sont soumis à des variations de prix comme toute autre marchandise et l'avenir ne tarda pas à le prouver. On sortait d'une période où l'abondance de l'or avait fait rechercher l'argent avec un agio ; mais bientôt un mouvement ayant des causes multiples se produisit en sens contraire. Au lieu du double étalon, nous n'avions que l'étalon alternatif, tantôt l'or, tantôt l'argent, celui de ces métaux qui était déprécié restant seul en circulation.

La Suisse fut la première à s'émouvoir de cette situation et à proposer des mesures pour remédier à la disparition de l'or qui en était la conséquence. En 1874, les Etats concordataires firent un premier pas en limitant la frappe des écus de cinq francs dans des proportions déterminées ; on reconnut bientôt que cette mesure était insuffisante et la suspension totale de leur fabrication fut décrétée en 1878, jusqu'au 1^{er} Janvier 1886.

L'effet de cette décision salubre ne se fit pas attendre ; l'or reparut, on ne le recherchait plus avec un agio pour l'échanger à Londres ou à New-York contre des lingots d'argent qu'on monnayait ensuite avec un bénéfice considérable ; mais l'argent continue à dominer dans la circulation parce que chacun cherche à s'en débarrasser et à retenir l'or. Le régime illusoire du double étalon se trouva dès lors remplacé par un système rationnel qui tend à rétablir l'équilibre en fabriquant la monnaie qui est demandée et suspendant la frappe de l'autre.

On ne doit pas se dissimuler, cependant, que la masse d'écus de cinq francs qui est estimée à plus de deux milliards et demi de francs ne pèse lourdement sur la population de 75 millions des Etats concordataires, comme l'atteste le dépôt à la Banque de France de la moitié de cette somme que le public a repoussée de la circulation. Si les pièces de cinq francs, tout en ayant perdu une partie de leur valeur intrinsèque, ont conservé sur le territoire de l'Union leur valeur conventionnelle, c'est uniquement parce qu'ils y circulent comme une monnaie fiduciaire, garantie par l'Etat qui y a appliqué son sceau. A cet égard, la Suisse occupe une position privilégiée, car elle a été assez sage pour résister à l'attrait de monnayages qui donnaient un beau bénéfice et n'a frappé jusqu'à présent que 2,095,650 écus de cinq francs dont la plupart ont passé au creuzet.

Cette situation, sans offrir de dangers immédiats, est toutefois anormale, avec une base unique qui est l'étalon d'or, mais avec l'obligation d'accepter des Etats avec lesquels nous sommes liés, leurs écus de cinq francs qui ne valent plus que quatre francs vingt-cinq centimes au-delà des frontières de l'Union latine.

II

LES PARTISANS DU BIMÉTALLISME

La France et les Etats-Unis ont convoqué en conférence les principaux Etats de l'Europe, dans le but de discuter avec eux les mesures à prendre pour relever le prix du métal argent.

Dès la première séance, il a été décidé qu'il serait établi un questionnaire pour servir de base à la discussion. Trois projets se sont trouvés en présence : ceux des délégués des Etats-Unis, de la France et de la Hollande, et c'est ce dernier qui a été adopté. En voici le résumé :

I. La diminution et les oscillations de la valeur de l'argent ont-elles été nuisibles au commerce et à la prospérité générale ? Est-il désirable que le rapport de valeur entre les deux métaux ait une grande fixité ?

II. La baisse de l'argent doit-elle être attribuée à l'accroissement de la production ou bien à des mesures législatives ?

III. Est-il probable que si un grand groupe d'Etats accorde la frappe libre et illimitée de pièces légales d'or et d'argent, ayant pleine faculté libératoire, on obtiendra une stabilité, sinon absolue, du moins très forte de la valeur relative de ces métaux ?

IV. Serait-il désirable d'imposer aux banques d'émission privilégiées l'obligation d'accepter toujours à prix fixe les lingots d'or et d'argent que le public leur présente ?

V. En adoptant le bimétallisme, quelle devra être la proportion entre le poids de l'or et de l'argent pur, contenu dans les unités monétaires ?

En face des divergences d'opinion, on n'essaya pas d'aborder chaque article du programme et la discussion prit une tournure plus générale. Nous ne pouvons que suivre la même

voie en reproduisant les principaux arguments des deux partis. Cependant, commençons par examiner quels motifs ont pu réunir les deux grandes républiques dans cette croisade. La courtoisie a empêché de s'expliquer clairement là-dessus dans le sein de la conférence ; mais, il semblerait que l'une étant embarrassée de ses lingots et l'autre de ses pièces d'argent, elles cherchent à s'alléger de ce fardeau sur les épaules d'autrui.

La politique monétaire des Etats-Unis a toujours été d'exporter l'argent et de retenir l'or. Dès 1834, leurs dollars qui, jusque-là, étaient frappés dans la proportion de 15 pour 1, ont été élevés d'un bond à 16 pour 1 et cette différence de 3 0/0 entre ce rapport et celui admis en France et dans d'autres pays, a naturellement favorisé l'exportation de cette monnaie. C'était donc l'or qui formait la base de la circulation aux Etats-Unis, et l'on n'eut pas de peine à démonétiser l'argent, lorsque cette mesure fut décrétée en 1873. Mais, à peine cinq années s'étaient-elles écoulées, qu'il y eut un revirement complet. En 1878, on rentra dans le bimétallisme par l'adoption du Blandbill qui décréta la frappe de deux à quatre millions de dollars par mois. C'est que, dans l'intervalle, l'argent avait baissé, que le gouvernement avait sa dette à rembourser et que l'exploitation des mines argentifères périlait par suite de la dépréciation de ce métal. La combinaison était ingénieuse, on faisait d'une pierre deux coups.

Dès la découverte de leurs inépuisables gisements d'argent, les Américains, avec la témérité qui les caractérise, avaient fondé pour les exploiter, de nombreuses sociétés avec un capital qui, malgré sa dépréciation, est encore évalué au taux de la bourse à plus d'un milliard de francs. Ce capital a été employé à des installations gigantesques et la production considérable de ces mines ayant eu pour effet d'accélérer la baisse du

métal, plusieurs d'entr'elles qui étaient dans les conditions les moins favorables, furent obligées de ralentir ou de suspendre leurs travaux. Les actionnaires qui sont répartis sur tout le territoire de l'Union ne purent pas rester impassibles devant une diminution de leurs dividendes, et c'est là le principal motif de l'agitation qui a commencé par le Blandbill et qui a continué par la Conférence de Paris. Ces mines ont encore livré en 1880, 201 millions de francs, donnant un bénéfice de plus de 50 millions et cette production ne manquerait pas d'être fortement stimulée par la hausse qu'on cherche à produire.

Cependant la population des Etats-Unis repousse la monnaie d'argent. Des 72 millions de dollars, frappés en vertu du Blandbill, les $\frac{2}{3}$ n'étaient pas sortis du Trésor fédéral et 24 millions seulement étaient en circulation. Les banques aussi s'étaient entendues pour refuser tout paiement en argent en compte courant. Par contre, le Trésor possédait en or 141 millions de dollars, et 313 millions étaient en circulation ou en dépôt dans les banques.

Cette situation peut défier toutes les résolutions de la Conférence, d'autant plus que les délégués américains ne se gênent pas de dire eux-mêmes : « L'or d'Europe traversera l'Atlantique, nous en sommes persuadés, et nous proposons néanmoins le bimétallisme. » Ils proposent le bimétallisme à l'Europe parce qu'il est impossible chez eux.

Quant à la France, les mobiles qui l'ont poussée à cette entrée en campagne, semblent tout aussi étrangers que ceux des Etats-Unis à l'intérêt général. Il est évident qu'elle tiendrait à se débarrasser sur d'autres Etats, d'une portion de son énorme stock d'argent si imprudemment fabriqué ; mais il y a d'autres motifs d'une nature délicate, un dessous de carte facile à deviner. Les pouvoirs publics n'ont pas été consultés, il y a

même en protestation au Sénat contre cette conférence qui semble une manœuvre combinée par les agioteurs et les monnayeurs d'argent, et dont la pléiade d'éminents économistes qui se rencontrent à Paris, a soigneusement été écartée. Il y a, en effet, un groupe puissant qui n'est pas satisfait de la situation actuelle et qui regrette le temps où l'Hôtel des monnaies leur délivrait des bons pour frapper les écus qui encombrèrent maintenant les caves de la Banque, et dont ils ont retiré de si beaux bénéfices.

Le délégué de la Belgique a osé avancer que l'espoir secret des Etats-Unis, en adhérant au bimétallisme, est d'exporter de plus en plus d'argent en Europe, et qu'on peut supposer aux gouvernements français et américain une pensée intime que, sans doute, ils ne se communiquent pas, chacun se disant : « J'enverrai mon argent à mon associé. »

Il n'est pas étonnant que, dans ces circonstances, la Conférence n'ait offert que le spectacle d'une joute d'éloquence et de courtoisie, qui n'a amené aucun résultat.

Les bimétallistes posent en principe que la baisse de l'argent est une calamité universelle qui a été provoquée uniquement par des mesures législatives, c'est-à-dire par la conversion de l'Allemagne à l'étalon d'or et par la vente qu'elle a opérée de 700 millions de ses anciennes monnaies d'argent, opération qui a entraîné l'Union latine à suspendre de son côté la frappe de l'argent.

L'argent, disent-ils, de même que l'or, est destiné par la Providence à servir de moyen d'échange entre les peuples et ni l'un ni l'autre isolément n'est suffisant pour remplir cette tâche. La production de l'or a déjà baissé de 700 à 500 millions, la nature même de ses gisements la rend intermittente et sa pénurie serait inévitable si plusieurs Etats, soit avec circulation d'argent, soit avec papier monnaie, voulaient pas-

ser de suite à l'étalon d'or. Sans l'argent comme allié, l'or doit augmenter de valeur, ou, ce qui revient au même, toutes les marchandises et tous les biens sont destinés à une baisse progressive, dépréciation qui ne peut pas manquer d'amener une crise terrible et générale. Au contraire, une ère de prospérité universelle sera la conséquence de la surabondance de numéraire.

Aux relations toujours plus fréquentes entre les peuples, au développement colossal du commerce, doit correspondre une augmentation de la circulation monétaire, et ce n'est que la masse réunie des deux métaux qui peut suffire aux besoins et assurer la prospérité de tous.

L'unique remède à cette situation est l'adoption du bimétallisme par les principales nations commerciales; la France, les Etats-Unis, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. L'influence de ce groupe sera assez puissante pour imposer la loi du bimétallisme au monde entier. Sans l'Allemagne ou sans l'Angleterre, il pourrait encore réussir; mais il deviendrait impraticable si ces deux Etats refusaient leur coopération.

La proportion de valeur à établir entre les deux métaux peut aussi bien être arrêtée à 1 pour 10 que pour 15 ou pour 20, avec la même efficacité, car c'est la loi qui fait la monnaie et en fixe la valeur; cependant, le taux de 15 1/2 serait adopté de préférence puisque la grande masse des monnaies d'argent en circulation est établie sur ce pied et qu'il a fait ses preuves depuis un siècle.

Les deux métaux ainsi attelés ensemble, chemineront de front et sans secousse, et le monnayage libre et sans limites, pour les particuliers, comme pour les Etats, de tous les lingots qui seront présentés aux hôtels de monnaie, produira une quantité de numéraire suffisante pour la circulation et pour former dans les banques le dépôt de garantie de leurs

billets. L'argent, au lieu d'être proscrit, sera préféré par la grande masse de la population, par les paysans et par les ouvriers qui ne savent que faire de l'or. L'immense importation en Europe de denrées américaines qui est payée maintenant par l'or européen, pourra l'être dorénavant en argent. En un mot, l'or ne sera plus la seule monnaie internationale, et les deux métaux pourront servir indistinctement à solder les balances commerciales entre les nations.

Actuellement dans l'Union latine, l'Allemagne, la Hollande, où le monnayage de l'or seul est libre, il circule cependant une grande quantité de pièces d'argent qui forment aussi la plus grande partie des encaisses des banques et n'ont qu'une valeur de convention. Il y a là un danger qui exige un prompt remède, car la garantie des billets de banque ne doit pas reposer sur une valeur artificielle. Tant que continuera ce système *boiteux* et que la fabrication des écus de 5 francs donnera un bénéfice de 18 0/0, le faux monnayage, même sans altération de poids ou de titre, ne pourra pas être efficacement combattu.

Les Etats à étalon d'or prétendent que leur système satisfait à tous les besoins du pays. Est-ce grâce à des vertus qui lui sont propres? Non, c'est parce qu'il avait à côté de lui un autre système qui lui a servi de soutien et de contre-poids. Il y a quelques années, lorsque la production de l'or s'éleva tout à coup à 600 ou 700 millions de francs et qu'une dépréciation énorme de sa valeur nous menaçait, c'est la France, grâce à son double étalon, qui a pu détourner le danger en monnayant dans l'espace de 20 ans, 5,700 millions d'or et servir ainsi de parachute à la dépréciation de ce métal. C'est encore la Banque de France qui, dans plus d'une crise, a pu secourir la Banque d'Angleterre par ses envois d'or, ou les colonies britanniques par des ventes d'argent.

Un exemple frappant des inconvénients d'un système qui repose sur un étalon simple, se manifeste dans les rapports de l'Angleterre avec son Empire des Indes. Avec la monnaie d'or en Europe et la monnaie d'argent en Asie, le change de Londres sur Calcutta, qui était autrefois de 24 pence environ par roupie, est tombé autour de 20 pence. Les pertes résultant de cette dépréciation sont énormes, non-seulement pour le commerce dont les opérations n'ont plus de base fixe, mais pour les détenteurs de fonds publics et pour le gouvernement lui-même, dont les taxes et les tributs qu'il perçoit sont effectués en argent, tandis qu'il doit payer en or à la Métropole les intérêts de ses emprunts. Le bimétallisme seul pourra rétablir l'équilibre tant en Angleterre qu'aux Indes.

Pas plus qu'une autre réforme économique, le régime du double étalon ne peut s'établir par un simple décret ; il faut qu'il soit bien préparé. Au début, il y aura des difficultés à vaincre ; mais, on les surmontera à l'aide des banques privilégiées auxquelles on imposera l'obligation d'acheter à prix fixe tous les lingots d'or et d'argent qui leur seront présentés. Ils resteront dans leurs caves en garantie de leurs billets dont la circulation sera favorisée par ce système.

Tous les partisans du bimétallisme ne soutiennent pas exactement les mêmes doctrines ; les uns sont plus absolus que d'autres, car les mobiles qui les poussent sont de nature différente ; mais ils s'entendent tous à merveille pour interpréter à leur fantaisie les déclarations de leurs adversaires.

Nous avons maintenant entendu les bimétallistes et nous allons tâcher de résumer les répliques du groupe opposé.

III

LES MONOMÉTALLISTES A LA CONFÉRENCE

Les apôtres du bimétallisme, la France et les Etats-Unis, ont pour satellites l'Italie qui ne participe qu'en partie à leurs illusions, mais qui, occupée du retrait de son papier-monnaie, avait à ce système un intérêt financier, et la Hollande qui, après avoir adopté l'étalon d'argent en 1847 et celui d'or en 1873 préfère accoupler ces deux systèmes.

L'Espagne ne les suit que de loin sans se prononcer.

Dans le camp opposé sont groupés les partisans de l'étalon d'or, l'Angleterre et le Canada, l'Allemagne, le Danemark, la Suède et la Norvège, la Belgique, le Portugal et même la Grèce, qui, dès l'entrée, réservent leur liberté, ou déclarent qu'ils maintiendront leur système.

L'Autriche-Hongrie et la Russie, quoique sous le régime du papier-monnaie, accusent aussi des tendances au monométallisme.

La Suisse se range de fait à la même opinion, car ses délégués déclarent qu'elle n'a pas de motif de provoquer des dérogations à la convention de 1878, et qu'ils n'assistent à la conférence que *ad audiendum et referendum*.

Les Indes anglaises conserveront leur étalon d'argent quoiqu'elles désirent voir prendre des mesures propres à enrayer la baisse de ce métal.

Les monométallistes avaient donc pour eux le nombre, et ce qui vaut mieux encore, une position franche et nette qui ajoutait à la vigueur et à la logique de leurs arguments. Ce sont les délégués de la Norvège et de la Belgique, M. Broch et M. Pirneze, qui ont été leurs plus brillants interprètes.

Vouloir faire retomber sur l'Allemagne, en première ligne,

la baisse de l'argent, était un thème facile à renverser. C'est, au contraire, l'accroissement de la production de l'argent qui a été la cause première de sa dépréciation et le motif des mesures législatives prises contre lui. Tandis que dans la première moitié du siècle, cette production avait été en moyenne de 145 millions par année, elle s'élevait de 1851 à 1870 à 235 millions et atteignait dans la période de 1871 à 1880 la somme de 492 millions. Ce n'est donc pas la vente par l'Allemagne de 567 millions de marks dans l'espace de sept années, de 1873 à 1879, qui a été la cause première et unique de la dépréciation. La baisse de l'argent se serait produite, avec moins d'intensité sans doute, mais avec régularité, même si les diverses circonstances qui l'ont précipitée ne se fussent pas produites, car depuis des siècles nous assistons à cette baisse graduelle et constante, depuis 11 pour 1 en 1500 jusqu'à 18 pour 1 en 1881.

Dans ces circonstances, la frappe illimitée de l'argent qu'on réclame au nom de la liberté, serait très-onéreuse et très-périlleuse pour les grands Etats, et les petits ne sauraient essayer de l'appliquer. Liberté pour les producteurs et les commerçants d'argent, mais obligation correspondante pour les gouvernements qui endosseraient le fardeau d'en soutenir la valeur. Et la convention bimétallique, une fois conclue entre les principaux Etats, quelle garantie saurait-on nous offrir que la réalité se conformera toujours aux stipulations de la convention ? Quelle garantie, entr'autres, contre l'adoption subite, forcée, par deux, trois, quatre de ces Etats, du régime du papier-monnaie ? Quelle garantie contre le renouvellement de ces crises politiques qui déjà leur ont fait subir à tous successivement, ce cataclysme de la circulation ? Le papier-monnaie chasse le métal monnayé, l'argent en premier lieu ; celui-ci émigre vers les Etats qui

restent encore au régime métallique, dont il expulse l'or à son tour, au moins des encaisses des banques, comme en fournit encore la preuve la Banque de France toute pleine d'écus italiens. Le pays qui, lié encore par la convention, gardera le régime métallique, sera la victime du système, aussi bien que s'il s'était seul chargé de cette obligation inexécutable. En cas de dissolution de la convention (que la France propose pour l'an 1900), la liquidation ne présenterait pas moins de dangers, car ce serait aux puissances qui auraient frappé les monnaies qu'incomberait le devoir de les reprendre, et elles subiraient de ce chef une perte incalculable à laquelle elles ne résisteraient peut-être pas.

Alors même qu'une union bimétalliste réussit à se constituer, et, en admettant que la loi puisse tempérer les oscillations dans la valeur respective des deux métaux, il est certain qu'elle ne les supprimerait pas. En raison de ses avantages intrinsèques, l'or continuerait à faire prime, d'autant plus que la pléthore d'argent dont nous souffrons déjà ne tarderait pas à doubler par suite des nouveaux monnayages qui s'exécuteraient, surtout dans le commencement, avec une rapidité vertigineuse. La circulation intérieure serait bientôt réduite à la monnaie d'argent, et l'or serait seul employé à effectuer les compensations à distance.

La nécessité de monnayer tout le métal argent par crainte d'une disette de l'or, ne se justifie pas davantage. La masse d'or accumulée pendant des siècles qui se trouve partout et surtout en Orient, sous la forme de bijoux ou d'anciennes monnaies, et la découverte de gisements, tant en Afrique qu'en Amérique, nous garantissent contre cette éventualité. Et la statistique de la production de ce métal est plus rassurante encore, car elle démontre que, de 1801 à 1850, elle ne s'est élevée en moyenne qu'à 81 millions par année, tandis

qu'elle a atteint, de 1851 à 1870, 672 millions, et que, de 1871 à 1880, elle est encore de 590 millions.

La production annuelle des deux métaux réunis qui était de 226 millions ($\frac{1}{3}$ or, $\frac{2}{3}$ argent) de 1801 à 1850, a plus que quadruplé de 1851 à 1880, avec une moyenne de 965 millions ($\frac{2}{3}$ or et $\frac{1}{3}$ argent). En 1880, elle a dépassé un milliard. Cette somme colossale, qui s'approche de 30 milliards dans le cours des dernières trente années, peut nous rassurer sur le sort des nations qui préfèrent l'étalon d'or. Du reste, la conversion simultanée de plusieurs Etats, à la monnaie d'or n'est pas à craindre, chacun devant attendre des circonstances favorables pour opérer cette évolution.

Quant à la balance commerciale, dont on a tant usé et abusé, elle n'est, à vrai dire, qu'une illusion. Si l'on prend les balances commerciales telles que les donne la statistique, on doit arriver à cette conclusion que chaque Etat importe plus qu'il n'exporte. Si elle indiquait la réalité, il est évident que toutes les espèces de France et d'Angleterre auraient déjà été drainées par l'Amérique, tandis qu'il n'en est pas ainsi. Les différences se soldent avec des valeurs de commerce, avec des titres de valeurs mobilières et au moyen d'arbitrages. En admettant même que l'or européen dût aller s'accumuler en Amérique, il ne s'y thésauriserait pas ; en raison de son abondance, il ne tarderait pas à baisser, pendant qu'en Europe sa raréfaction produirait une hausse correspondante dont la conséquence serait de faire revenir des Etats-Unis l'or qui y aurait été en excès.

L'opinion que l'augmentation des affaires exige l'accroissement de la masse monétaire est loin d'être fondée, et c'est plutôt le contraire qui est vrai. Les transformations qui se sont accomplies depuis quelques années dans les mœurs financières des peuples civilisés, tendent sans cesse à perfectionner

les instruments de crédit, et nous voyons toujours plus les grandes transactions soldées par des billets de banque, par des effets de commerce, des chèques ou des compensations, tandis que la monnaie est réduite à n'être plus utilisée que pour le petit commerce, ou à servir de garantie dans les banques aux billets de circulation. Les Etats-Unis en offrent un exemple : leurs 2,132 banques ont reçu le 17 Septembre dernier, 295 millions de dollars, dont :

1.38 % en or,
0.17 % en argent,
4.36 % en banknotes,
94.09 % en chèques.

Un autre jour, ce dernier chiffre figurait pour 95.15 0/0.

En Angleterre, la masse monétaire est proportionnellement bien inférieure à celle de la France et cependant le mouvement des affaires y est beaucoup plus considérable.

Il y aurait donc lieu de s'appliquer d'abord à perfectionner les mœurs financières sur le continent européen.

L'une des conséquences les plus fâcheuses du bimétallisme serait une augmentation illimitée de la masse monétaire et, par suite, une dépréciation considérable de la monnaie, dépréciation qui se traduirait par une hausse correspondante des prix de tous les objets. Cette hausse générale et croissante, tant des choses mobilières qu'immobilières, bouleverserait le monde commercial et le monde économique, équivaldrait à une diminution des dettes des Etats et des particuliers, elle ébranlerait tous les budgets et l'assiette des impôts, et réduirait considérablement la richesse publique. Or, il n'est pas seulement injuste de produire ainsi par voie de mesure législative une hausse artificielle, il est encore dangereux de le faire, car on s'expose, en pareil cas, à de graves complications. On répond, il est vrai, qu'immédiatement les salaires

des ouvriers augmenteraient dans une proportion équivalente à la hausse des denrées, et que de la sorte l'équilibre se trouverait rétabli ; mais l'expérience a prouvé que, dans la réalité, il n'en est pas ainsi. Les salaires des ouvriers n'augmentent que lentement, après des luttes acharnées, à la suite de grèves multipliées ; ils ne s'accroissent jamais aussi vite que le prix des subsistances. La classe ouvrière, de même que tous ceux qui vivent du produit de leurs épargnes ou d'un revenu fixe, auraient donc inévitablement à souffrir du bimétallisme, et les événements qui se sont produits, il y a une vingtaine d'années, alors que l'or d'Amérique affluait en Europe, ne doivent point être oubliés. Lorsqu'on aurait saturé de monnaie le monde entier, si l'on découvrait de nouveaux placers californiens, la situation deviendrait bien plus critique et aucun pays alors ne pourrait servir de parachute.

Est-il rationnel de s'engager dans une voie qui mène au renchérissement ? Cette tendance n'est que trop sensible et trop constante ; sur un petit nombre d'années, elle échappe presque à l'observation, parfois elle semble s'engager sur une pente contraire, mais elle prend, sur une longue période, des proportions considérables. Elle est également marquée pour des objets naturels de consommation, tels que les céréales, et pour des objets manufacturés, malgré les perfectionnements de l'industrie. La valeur vénale en augmente, ce qui tient évidemment à la dépréciation du numéraire. Convient-il d'accélérer par des mesures législatives ce mouvement de hausse naturelle et progressive ?

Il y a incontestablement un grand intérêt, non pas à réhabiliter l'argent, ce qui semble impossible, mais du moins à enrayer la baisse. Le véritable moyen n'est pas d'élever arbitrairement la valeur de ce métal, mais d'éviter au contraire toute mesure qui peut en développer la production, et d'en

encourager l'usage dans les pays qui le préfèrent encore, dans l'Asie et l'Afrique, dans l'Amérique du Sud, dont la population est trois fois celle de l'Europe et des Etats-Unis, et de laisser à ces derniers l'or qui s'y est acclimaté. Le stock métallique de l'argent trouvera ainsi son écoulement par suite d'un progrès lent, naturel, logique, bien préférable à un bouleversement subit et factice, résultant de mesures législatives.

Les Etats à étalon d'or n'ont, du reste, qu'un intérêt bien secondaire dans cette question. C'est en vain que les bimétallistes cherchent à les alarmer, car ils n'éprouvent ni malaise, ni inquiétude. Ils n'assistent à la Conférence que par pure déférence. L'Angleterre n'admet même pas la supposition qu'elle puisse renoncer à l'étalon d'or, quoique la situation monétaire de l'Inde semble être pour elle un puissant motif de modifier son attitude. Il est vrai que le gouvernement indien subit une perte sur les intérêts de ses emprunts qu'il paie en or, tandis qu'il perçoit les taxes en argent ; mais, c'est un point secondaire, le grand intérêt pour l'Angleterre étant celui de son commerce. Or, le commerce anglais avec les Indes se développe continuellement ; il ne souffre pas en réalité des fluctuations du change, puisque c'est sur celui-ci qu'il base ses opérations. La perte que donneraient les entreprises de chemins de fer, de canaux, etc., est tout aussi illusoire, puisque la plupart de ces fonds continuent à représenter la même valeur en livres sterling, ce qui est l'essentiel pour les capitalistes anglais. — On s'explique donc parfaitement que malgré l'importance de ses rapports avec l'Inde, le gouvernement britannique reste insensible aux adjurations des bimétallistes.

On cherche non moins vainement à persuader à l'Allemagne d'adhérer au bimétallisme, afin d'employer elle-même

sans perte son gros stock de vieux thaler ; mais cette attrayante perspective ne la fait pas dévier de sa route, et la seule concession qu'elle ferait, serait de ne jeter que peu à peu sur le marché son surplus d'argent. Comme l'a judicieusement fait observer M. Burkhardt-Bischoff, l'un des délégués suisses, la perte de 71 millions qu'a subie l'Allemagne en échangeant 567 millions d'argent contre de l'or, se convertit aujourd'hui en un bénéfice de 300 à 400 millions par le fait que sa circulation repose sur l'étalon d'or et que le cours du change sur Berlin ou Francfort, se maintient, à Paris, à 124, tandis qu'il serait de 110 à 105 avec l'ancien étalon d'argent.

Les Etats à étalon d'or se déclarant satisfaits de leur situation et résolus à n'en pas changer, le bimétallisme joue un rôle au moins singulier lorsqu'il s'obstine à leur persuader qu'ils sont, à leur insu, atteints d'un sérieux malaise économique et d'une grave maladie monétaire.

Pour les Etats placés sous le régime du papier-monnaie, il est évident que la question financière domine la question monétaire et qu'ils pourraient trouver dans le bimétallisme un moyen légitime de s'acquitter de leurs dettes aux moindres frais possibles. L'Italie, cependant, n'a pas hésité, en contractant son emprunt pour rembourser son papier-monnaie, d'en stipuler les 2/3 payables en or, et elle garde en circulation les coupures de 5 et 10 francs dans l'espoir qu'ils empêcheront l'invasion de ses propres écus.

Quant aux Etats à étalon boiteux, l'Union latine, la Hollande, l'Espagne, qui ont en réalité l'étalon d'or, avec un excès de monnaie d'argent qui est un legs du bimétallisme abandonné, leur situation sans doute n'est pas excellente ; mais il faut se garder d'exagérer leur malaise. Si l'on trouve à la Banque de France un stock considérable d'argent, c'est parce que chacun s'est déchargé de ses écus dans ce grand

réservoir, pour y puiser, à la place, l'or qui est préféré de tous ; c'est aussi parce que l'argent italien y a été refoulé par le cours forcé. Il y a assurément des exportations d'or ; mais il y a aussi des importations, comme le démontrent les tableaux des douanes, et à chaque souscription publique, la forte proportion d'or versée aux guichets de la Banque prouve que la circulation est saturée de ce métal. Evidemment, le commerce repousse les écus d'argent ; c'est un fait constaté en France comme en Suisse. Or, que conseillent les bimétallistes ? La frappe libre de l'argent ; c'est-à-dire qu'à des pays gênés par un excès d'argent en circulation, on demande de frapper plus d'argent encore ! Corriger l'excès d'argent par un excès d'argent plus considérable ; tel est le seul remède prescrit. C'est de l'homéopathie monétaire !

La Banque de France, elle aussi, a essayé de faire accepter les pièces de 5 francs qu'elle remet constamment en circulation ; mais elle a échoué et ce numéraire encombrant lui est incessamment rapporté. Aux Etats-Unis, l'administration a de même voulu faire circuler les nouveaux dollars frappés en vertu du Blandbill, elle a multiplié ses efforts et n'a réussi qu'à en émettre une partie qui circule comme monnaie d'appoint ; le secrétaire du Trésor a dû le constater dans son dernier rapport, et le contrôleur de la circulation, M. Knox, a osé qualifier d'absurde la législation monétaire actuelle. Si l'on se flatte de solder les marchandises américaines avec de l'argent, on se berce d'une étrange illusion, car avec le système du bimétallisme, les Etats-Unis produiraient une quantité croissante de ce métal, et au lieu de recevoir de l'argent d'Europe, ils lui en enverraient de plus en plus. Les courants partent de leur source et n'y remontent pas.

Le point sur lequel la divergence d'opinion entre les deux partis est le plus fortement accentuée, c'est l'établissement

d'un rapport fixe entre les deux métaux. C'est une question de doctrine sur laquelle toute entente est impossible. Tout système qui consiste à établir une proportion immuable de valeur entre l'or et l'argent, est en opposition formelle avec les lois économiques. La loi n'est pas faite pour imposer aux peuples la volonté arbitraire du législateur ; mais pour répondre aux besoins des sociétés et pour les satisfaire. Elle doit être l'expression de la vérité des faits, de la vérité du droit.

Les lois arbitraires sont, par là même, injustes ; elles sont de plus impuissantes et les mœurs en seront toujours le correctif. On ne crée pas une valeur par la loi ; on n'impose pas la croyance à une valeur qui ne ressort pas de la réalité des faits, ni surtout qui lui est contraire. On ne tarderait pas à l'éprouver si le principe du bimétallisme à 15 $\frac{1}{2}$ passait à l'état de loi. Ce principe n'a pu se maintenir après avoir été établi, cependant, à l'origine, conformément aux indications du marché des métaux ; les Etats qui ont fait de ce rapport la base de leur système n'ont eu en fait que l'étalon alternatif. De 1801 à 1852, le rapport a été de 15.93 à 15.58, de 1853 à 1866, de 15.21 à 15.48, de 1867 à 1880, de 15.57 à 18.39. — Et l'on prétendrait le faire prévaloir aujourd'hui que le rapport commercial de l'or et de l'argent a été en moyenne, dans le courant de l'année 1881, de 1 à 18 $\frac{1}{4}$!

On voudrait décréter dès maintenant la réalisation d'un rapport reconnu faux, que le commerce déclare tel !

D'où vient cette erreur ? De ce qu'on s'imagine condamner l'or à l'alternative de se cacher ou de se placer à 1 pour 15 $\frac{1}{2}$. Sait-on ce qui arriverait ? L'or continuerait à circuler, mais à circuler avec prime ; il circulerait non pas avec la valeur que le législateur aurait décrétée, mais au prix que le commerce indiquerait, absolument comme il circule en Autriche, en Italie, dans tous les pays placés sous le régime du

papier-monnaie. L'arbitraire ne peut pas lutter contre la nature des choses.

Si c'est la loi, comme le prétendent les bimétallistes, qui fait la monnaie et qui en fixe la valeur d'une manière durable et obligatoire, comment se fait-il que la loi qui fait la monnaie de papier ne soit pas observée, et qu'une coupure de vingt francs, par exemple, ne puisse s'échanger que contre 17 à 18 francs en espèces, selon le moment? Il en serait de même pour la valeur relative de deux métaux. La monnaie, dont la valeur légale est supérieure à sa valeur intrinsèque, n'est plus qu'un papier-monnaie sonnant.

Selon l'exposé de M. Burkhardt-Bischoff, « l'Etat en imprimant son empreinte sur un disque d'or ou d'argent, ne fait qu'en constater le poids et le titre et lui donner un nom. Si l'unité de l'étalon français, qui est de cinq grammes d'argent à 9/10, n'avait d'autre nom que cinq grammes d'argent, elle resterait invariable et vaudrait de toute éternité cinq grammes d'argent. Mais le franc ne représente pas seulement un disque de cinq grammes d'argent, il représente aussi un disque d'or d'un poids dont la proportion avec l'argent est de 1 à 15 1/2. C'est cette double base qui est la cause de la confusion monétaire qui a duré pendant des siècles, qui subsiste encore aujourd'hui et qu'on propose de perpétuer. Quand la valeur de l'or augmentait par rapport à celle de l'argent, l'Etat diminuait le poids de l'or formant l'unité monétaire ; quand c'était la valeur de l'argent qui augmentait, l'Etat diminuait le poids de l'argent. Ainsi, dans le cours des siècles, le poids des monnaies a été constamment détérioré, le nom seul restait le même. Le dernier exemple en France d'une détérioration monétaire date du 30 octobre 1785. C'est cette déclaration royale qui a inauguré le rapport légal de 1 pour 15 1/2. »

En proposant maintenant de frapper des pièces de cinq francs contenant seulement fr. 4.25 de valeur intrinsèque, n'est-ce pas rentrer dans le système qui avait été pratiqué depuis Philippe-Auguste jusqu'à Louis XVI? Si l'on prétend mettre en circulation des disques d'argent d'une valeur de fr. 4.25 et qu'on leur impose le nom d'écus de cinq francs, il est évident que proportionnellement le Napoléon d'or vaudra fr. 23.55. Il est admis comme vérité scientifique qu'il ne saurait y avoir deux unités indépendantes, l'une en or, l'autre en argent, ayant entre elles un rapport fixe de valeur; mais quelques économistes en contestent l'opportunité dès qu'il s'agit de la mettre en pratique.

« Cette question est avant tout une question d'honnêteté, ajoute M. Burkhardt. Si je prête 15 $\frac{1}{2}$ kilogrammes d'argent, l'honnêteté demande que mon débiteur me restitue 15 $\frac{1}{2}$ kilogrammes d'argent. Si je lui prête un kilogramme d'or, il doit me restituer un kilogramme d'or. Mais il n'est pas honnête que la loi accorde à mon débiteur la faculté de me restituer à son choix 1 kilo d'or, ou 15 $\frac{1}{2}$ kilos d'argent, suivant l'avantage que lui présente l'un ou l'autre. Il faut que la loi soit juste et égale pour tous, et qu'elle ne favorise arbitrairement ni le créancier ni le débiteur. Voilà ce qui constitue la supériorité du marché anglais dans le commerce du monde. C'est pour cela que les traites sur Londres forment le principal règlement pour les opérations internationales. La livre sterling est une base unique et inaltérable, tandis que le franc ne l'est pas. »

Les bimétallistes par conviction sont assez rares; mais les bimétallistes par intérêt se rencontrent dans les administrations publiques, comme dans les établissements financiers, où ils disposent d'une puissante influence. « Le double étalon, dit l'*Economiste*, est la plus étrange chimère

« qui soit entrée dans l'esprit des hommes pratiques, subtils,
« qui veulent se ménager, sous le voile de l'intérêt public,
« une situation défectueuse, instable, anormale, où ils aient
« beaucoup d'occasions de se faire des profits particuliers.
« Aussi, en général, cambistes, arbitragistes, tout ce que
« vous voulez, sont partisans du double étalon ; c'est pour
« eux une proie assurée et de la besogne toujours renaiss-
« sante. Le double étalon, avec sa double base, c'est à peu
« près comme si on décidait qu'à tout jamais, 100 kilos de
« blé s'échangeraient contre 200 kilos d'avoine, ou qu'un
« cheval vaudra toujours quatre ânes. »

Le bimétallisme ne sert donc que quelques intérêts particuliers aux dépens de ceux du grand nombre.

Il est généralement admis que, pour que tous les métaux dont la masse monétaire est composée circulent simultanément et harmoniquement, il faut donner à tous ces métaux *moins un* une valeur conventionnelle. Ce métal privilégié doit être le plus riche, celui qui sert le plus commodément aux échanges. C'est lui seul qui donne à la monnaie sa valeur marchande, et qui valant autant comme marchandise que comme monnaie, est un équivalent parfait. C'est l'étalon monétaire unique qui, pour notre pays, ne peut être que l'étalon d'or. Alors les autres espèces, qu'elles soient d'argent, de nikel ou de cuivre, ne sont que des monnaies auxiliaires, ou monnaies d'appoint, de valeur purement conventionnelle.

Si la loi ouvre un débouché spécial à un métal, si elle lui reconnaît cette supériorité sur toutes les autres marchandises, c'est en raison de la valeur propre qu'il possède et non pas en raison de la valeur artificielle qu'il plairait à un Etat quelconque de lui assigner. Un métal dont la valeur serait susceptible de varier suivant les desseins du législateur, deviendrait par cela seul essentiellement impropre à servir de monnaie.

LE RÉSULTAT DE LA CONFÉRENCE

Est-ce bien sur le terrain purement théorique et scientifique qu'il faut rechercher la solution pratique des questions soumises à la conférence ? Est-ce par l'application de principes absolus qu'on peut arriver à un résultat ?

Les bimétallistes ne voient de salut que dans leur système ; ils s'efforcent d'y gagner l'Allemagne et l'Angleterre pour le mettre en œuvre, et n'admettent pas de transaction.

Le parti opposé est plus conciliant et il peut l'être sans dévier de ses principes. Le monométallisme, en effet, ne prend qu'une base unique, qu'un seul étalon qui, dans ce cas-ci, est l'or ; mais il ne répudie aucun autre métal à titre de monnaie auxiliaire et peut par conséquent chercher une solution qui assure à l'argent un emploi plus important. L'Allemagne, la Russie, le Danemarck, ont fait, dans ce sens, des propositions qui ont été appuyées par la plupart des Etats rangés dans le même groupe.

Ils proposent de décréter l'étalon d'or unique, parce qu'une mesure vaut mieux que deux mesures, et que l'or possède à un degré supérieur les qualités nécessaires à la monnaie ; mais ils recommandent de revenir, au moins en partie, à l'emploi de l'argent dont on avait voulu trop brusquement se passer. Le but à poursuivre ne doit pas être de provoquer une hausse de l'argent ; mais plutôt d'enrayer sa baisse par une meilleure répartition des deux métaux qui permette de ne pas employer l'or là où il n'est pas indispensable. Le moyen pratique pour atteindre ce résultat consisterait à retirer les petites pièces d'or et les billets en circulation représentant une valeur inférieure à 20 francs, et de les remplacer par de la

monnaie d'argent. On évalue à 1,550 millions au moins les pièces d'or au-dessous de 20 francs qui circulent en Allemagne, en Angleterre, en France, aux Etats-Unis, — et les billets inférieurs à fr. 20 émis par l'Allemagne, la Russie, l'Autriche et les Etats-Unis à la somme de 2,269 millions. Si l'on y ajoute les Etats secondaires d'Europe, on atteint 4 milliards de francs. Il est évident que la masse d'argent qui serait peu à peu appelée à suppléer dans la circulation à ces petites monnaies d'or et de papier, produirait une demande capable d'arrêter la baisse de ce métal.

Ce n'est pas ce que rêvaient les bimétallistes. Toute mesure qui, d'un coup de baguette, ne relèverait pas de 18 % la valeur de l'argent, les contrariait. Ils ne firent donc pas même mine de s'apercevoir de la planche qui leur était tendue sous la forme de ces propositions pratiques, les seules qui pussent être acceptées de tous.

Les discours se succédant sans amener de résultat, la lassitude s'empara d'un grand nombre de délégués qui réclamèrent la clôture.

De leur côté, les Etats-Unis et la France étaient irrités de voir leurs espérances renversées par la brillante phalange de leurs adversaires, qui se maintenait unie et compacte, sans qu'ils aient pu l'entamer, ni mettre leurs arguments en contradiction. Au lieu de la clôture qui eût été synonyme de défaite, ils proposèrent l'ajournement de la Conférence, mais ils voulurent se donner encore une fois la satisfaction d'affirmer leur profession de foi monétaire, et ils le firent au nom de leurs gouvernements, dans les termes suivants :

« I. Les grandes fluctuations et la diminution de la valeur de l'argent, relativement à l'or, qui se sont manifestées, il y a plusieurs années, et qui existent encore, ont été et sont très-nuisibles au commerce et à la prospérité générale.

« En rétablissant un rapport fixe entre la valeur de l'or et celle de l'argent, on rendrait au commerce du monde entier un service de la plus haute importance.

« II. Une convention adoptée par un groupe important d'Etats qui s'engageraient à ouvrir leurs hôtels de monnaie à la frappe libre et sans limite des deux métaux, avec un rapport de poids fixe entre l'or et l'argent contenus dans l'unité monétaire de l'un et de l'autre métal et avec pleine force libératoire, aurait pour conséquence de rendre stable la valeur relative des deux métaux dans la circulation générale, à la satisfaction des intérêts et des besoins du monde entier.

« III. Toute proportion actuellement ou récemment en vigueur dans une grande nation commerciale, pourrait se maintenir si elle était adoptée par ce groupe d'Etats. Mais l'adoption de la proportion de 15 $\frac{1}{2}$ à 1 permettrait d'atteindre le but en causant moins de troubles et de difficultés dans l'ensemble des différents systèmes monétaires existants.

« IV. Sans rechercher l'effet que pourrait produire un accord entre un nombre restreint d'Etats, une convention intervenant entre l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis et la France, avec le concours d'autres Etats d'Europe et d'Amérique, aurait pour effet de maintenir dans le monde commercial tout entier le rapport adopté dans cette convention. »

Cette déclaration, si absolue dans ses termes, n'ayant amené aucune réplique, l'ajournement réclamé avec instance par la France fut voté par politesse avec le considérant suivant : « La situation monétaire pouvant, pour quelques Etats, motiver l'intervention des pouvoirs publics, il y a lieu de faire place, quant à présent, à des négociations diplomatiques, et la Conférence s'ajourne jusqu'au mercredi 12 avril 1882. »

V

CONCLUSION

La Conférence monétaire de 1867 avait posé les bases d'une monnaie d'or universelle qui resta, comme on sait, à l'état de projet.

A celle de 1878, les Etats-Unis vinrent prôner le bimétallisme et ils échouèrent.

Celle de 1881 n'a pas eu plus de succès et la session de 1882 ne permet pas de présager une issue différente. La prolongation du délai de 9 mois qui avait été fixé, semble indiquer que les bimétallistes n'ont pas pu vaincre les difficultés qui leur barraient le chemin. En supposant qu'ils trouvent l'allié dont ils ont besoin pour former une nouvelle ligue sur la base du double étalon, la conséquence inévitable en serait que leur fabrication d'argent ferait émigrer leur or chez ceux de leurs voisins qui seraient restés fidèles au système opposé. Ceux-ci n'auraient qu'à s'en féliciter.

La Confédération suisse pourrait-elle se lancer dans l'aventure du bimétallisme, ouvrir son hôtel de monnaies à la frappe illimitée de l'argent, fabriquer des centaines de millions dont d'autres retireraient tout le profit et dont elle seule supporterait toutes les charges ?

Doit-elle se laisser entraîner par la France qui est rivée au bimétallisme parce qu'elle a frappé depuis le commencement du siècle 5 $\frac{1}{2}$ milliards d'argent dont on estime que près de la moitié est encore en circulation et dont elle ne sait comment se débarrasser ?

L'Italie qui, depuis vingt ans, a fabriqué pour 365 millions d'écus, ne s'oppose pas au système proposé parce qu'elle y a un

intérêt financier ; mais la Belgique et la Grèce refusent carrément de s'associer aux inconvénients et aux dangers de la tradition monétaire de la France.

En Suisse, des tendances diverses se sont fait jour ; l'Association Commerciale de Zurich s'est déclarée pour l'étalon d'or, tandis que le président de celle de Bâle ne voit de salut que dans le double étalon.

Nous ne nous arrêterons pas aux articles publiés dans la *Bibliothèque universelle* par M. de Laveleye qui s'efforce de nous convertir à sa nouvelle doctrine, car il nous suffit de lui opposer les opinions en tout point différentes, soutenues dans la conférence par son compatriote M. Pirmez, l'éminent champion du monométallisme, délégué de la Belgique.

La Suisse qui, jusqu'ici a suivi la voie la plus prudente et dont les écus de cinq francs ne figurent plus que dans les collections numismatiques, doit maintenir sa position. Son rôle est de rester fidèle à la Convention de 1878 qui lie encore pour quatre années tous les Etats contractants sans engager au-delà sa liberté.

Jusqu'à présent, les démarches des bimétallistes envers l'Angleterre et l'Allemagne n'ont pas abouti et nous pouvons espérer que le ministre actuel des finances de France, toujours prudent et réservé, saura repousser toute combinaison aventureuse et maintenir l'Union latine sur un pied sage, rationnel et acceptable pour tous ses membres.

RAPPORT DE LA COMMISSION

NOMMÉE PAR LA

SECTION D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE

sur les questions concernant le renouvellement

DU TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LA SUISSE & L'ITALIE

En date du 2 novembre 1881, le Conseil d'Etat de Genève, par l'organe de son Département des Finances et du Commerce, a chargé notre section de faire une enquête concernant les vœux de l'industrie et du commerce genevois, à l'occasion des tractations qui s'ouvriront prochainement entre la Suisse et l'Italie.

La Commission a été composée de MM. Challet-Venel, Viollier-Rey, Imer-Schneider, Martin et J. Plojoux, lesquels avaient la faculté de s'adjoindre d'autres personnes à titre de consultation.

Cette Commission a l'honneur de vous présenter le rapport suivant :

En l'année 1868 la Suisse avait conclu avec l'Italie plusieurs traités :

- a) Un traité de commerce avec tarifs ;
- b) Une convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique ;

c) Une convention sur l'établissement et les rapports consulaires ;

d) Un traité pour l'extradition des malfaiteurs et des prévenus.

En 1875, l'Italie fit connaître son intention de dénoncer le traité de commerce de 1868 et de procéder à une révision des tarifs compris dans ce traité.

La Suisse, de son côté, déclara qu'elle était disposée à se prêter à de nouvelles négociations.

Mais, sur ces entrefaites, un changement de ministère, survenu en Italie, fit ajourner les tractations, et la question resta suspendue jusqu'en 1879.

A cette dernière époque, les négociateurs suisses se trouvèrent en présence d'une situation entièrement nouvelle.

En effet, dès le 1^{er} juillet 1878, l'Italie avait adopté un tarif général, et, sur la base de ce nouveau tarif, elle avait conclu avec l'Autriche, le 27 décembre 1878, un nouveau traité de commerce.

La question était ainsi devenue plus épineuse pour l'autorité fédérale, qui, se trouvant en présence d'un fait accompli, perdait l'espoir de conclure une convention définitive et qui devait se contenter d'obtenir temporairement le traitement de la nation la plus favorisée, c'est-à-dire l'application à la Suisse des tarifs italo-autrichiens.

Une convention temporaire fut donc conclue, sur cette base, le 28 janvier 1879. Cette convention, dénoncée pour le 31 décembre 1881, a été prorogée récemment jusqu'au 31 mai 1882, afin de donner aux administrations des deux pays le temps de préparer les matériaux nécessaires pour les nouvelles tractations.

Du reste, l'Italie a fait connaître son intention d'attendre la conclusion de son traité de commerce avec la France, avant

d'ouvrir ses négociations avec la Suisse. Il pourrait donc se faire que le délai final indiqué ci-dessus fût encore prolongé.

Quoi qu'il en soit, il est opportun de recueillir dès maintenant les documents qui doivent servir de base aux négociateurs suisses, et, à cet effet, les gouvernements des cantons ont été chargés par le Département fédéral des péages, de faire connaître, avant la fin de la présente année, les vœux émanant de l'industrie et du commerce de leurs territoires respectifs.

La première question posée par le Département fédéral des péages est celle-ci :

1. « *Quels sont les effets que le nouveau tarif italien et le « tarif conventionnel italo-autrichien ont produits sur l'exportation suisse en Italie?* »

Pour répondre à cette question il faut d'abord énumérer les principaux produits que la Suisse exporte en Italie.

Ce sont, en commençant par les articles qui intéressent le canton de Genève:

L'horlogerie, la bijouterie, les pièces à musique, les produits chimiques, bougies, savons, fromages, peaux brutes, suif brut, machines, tissus, bois de construction, bois à brûler, charbon de bois, broserie commune et fine, briques et tuiles, poterie fine.

Les derniers produits sont peu exportés en Italie par Genève; ils concernent d'autres cantons pour lesquels ils forment une spécialité de production.

Votre Commission s'est occupée exclusivement des premiers articles énumérés ci-dessus et elle a cherché à constater l'effet du tarif conventionnel de 1879 sur l'exportation en Italie, par le canton de Genève, de l'horlogerie, de la

bijouterie, des pièces à musique, des produits chimiques, des bougies et savons, ainsi que des bois de construction.

Cette recherche présentait d'assez grandes difficultés.

En effet, si l'on consulte les tableaux de statistique que l'administration des péages publie annuellement concernant l'importation, l'exportation et le transit, on rencontre pour représentatif de l'exportation de la Suisse en Italie, des chiffres qui n'expriment certainement pas la réalité.

Pour n'en citer qu'un exemple, nous reproduisons les chiffres suivants, empruntés à la statistique fédérale officielle, en ce qui a trait aux articles de la principale industrie de Genève :

Exportation de la Suisse en Italie

	1878	1879	1880	Total.
Bijouterie, orfèvrerie. .	7 quin.	7 quin.	1 quin.	15 quin.
Montres et pendules fines	3 »	2 »	3 »	8 »
Pendules communes .	3 »	3 »	12 »	18 »
	<u>13 »</u>	<u>12 »</u>	<u>16 »</u>	<u>41 »</u>

D'autre part, durant les mêmes années l'Italie aurait importé en Suisse :

	1878	1879	1880	Total.
Bijouterie, orfèvrerie. .	19 quin.	9 quin.	14 quin.	42 quin.
Montres et pendules fines	7 »	5 »	5 »	17 »
Pendules communes .	7 »	6 »	22 »	35 »
	<u>33 »</u>	<u>20 »</u>	<u>41 »</u>	<u>94 »</u>

En résumé, 41 quintaux de Suisse en Italie, 94 quintaux d'Italie en Suisse, c'est-à-dire que la Suisse serait tributaire de l'Italie pour ce qui concerne l'horlogerie et la bijouterie.

Il doit y avoir là quelque erreur considérable. Evidemment la statistique fédérale est en défaut sur ce point spécial.

Votre Commission a recherché les causes de cette erreur et elle s'est demandé si les expéditions, partant de Genève à destination de l'Italie, en passant par le territoire français, n'auraient pas été inscrites au départ, au compte de l'exportation en France, au lieu de figurer au compte de l'Italie.

Si cette supposition était exacte, il n'y aurait alors dans la statistique fédérale, comme inscrites au compte de l'Italie, que les exportations accomplies directement de la frontière suisse à la frontière italienne, c'est-à-dire par les frontières des cantons du Valais, du Tessin et des Grisons.

Du reste, chacun sait à Genève que nos fabriques d'horlogerie et de bijouterie font des affaires considérables avec l'Italie.

Il est cependant à remarquer que les contrats de vente stipulent généralement les marchandises livrées à Genève et que les adresses données ordinairement par les destinataires italiens sont presque toujours des noms de localités situées sur la frontière française ou sur la frontière italienne, suivant les circonstances.

On peut ainsi présumer que la plus grande partie des articles de bijouterie et d'horlogerie qui, partant de la Suisse, sont dirigés sur l'Italie, traversent la frontière sans passer par le contrôle des bureaux de la douane italienne.

Cela est d'autant plus probable, que la différence de taxe entre le tarif italien à l'entrée, et les conditions ordinaires de la contrebande pour le passage de la frontière, est d'une très grande importance.

D'après le tarif italien, les montres à boîte en or, sont taxées à fr. 3 la pièce ; celles à boîtes en autre métal à fr. 1 ; les horloges fines à fr. 5 la pièce ; les pièces à musique à fr. 2.

Quant aux articles de bijouterie, ils sont taxés au prix

excessif de fr. 14 l'hectogramme, soit à fr. 140 le kilogramme ou encore à fr. 14,000 les %, kil.

Tandis que nous avons lieu de croire que le tarif par transport interlope, parfaitement organisé, avec assurance contre tous les risques, n'atteint pas fr. 1 par pièce des articles d'horlogerie sus-désignés et reste au-dessous de fr. 10 par kilogramme de bijouterie.

Les explications dans lesquelles nous venons d'entrer doivent suffire pour convaincre qu'en ce qui concerne l'horlogerie et la bijouterie, le remplacement du tarif de 1868 par les taxes un peu plus élevées du tarif conventionnel de 1879 n'a eu aucune influence sur l'exportation de ces articles de la Suisse en Italie.

Avant comme après, les taxes à l'entrée en Italie ont été considérées comme trop élevées et l'on a cherché et trouvé les moyens d'échapper au paiement des droits de douane.

Passant à l'article *Produits chimiques* et nous arrêtant surtout aux couleurs anilines, que les fabriques réunies du canton exportent en Italie pour une valeur qui dépasse fr. 500,000 par an, nous remarquons que le droit d'entrée en Italie, fixé à fr. 15 p. % kilog., pour les couleurs à l'état sec, et à fr. 10 pour celles à l'état liquide, n'a pas empêché le mouvement ascendant de l'exportation.

Les tableaux statistiques accusent un quintal exporté en 1878 et 15 quintaux en 1879.

Mais ces chiffres ne fournissent qu'une donnée incomplète ; la majeure partie des exportations de produits chimiques pour l'Italie, en passant la frontière suisse à Genève, ont été sans doute portées au compte de l'exportation en France.

Ici encore le remplacement du tarif de 1868 par le tarif con-

ventionnel de 1879 ne paraît pas avoir exercé une fâcheuse influence.

Aussi longtemps que le droit à acquitter sera le même pour tous les pays étrangers à l'Italie, nos fabriques genevoises de produits chimiques pourront supporter la concurrence.

Bougies. Les cinq fabriques de Genève produisent environ 650,000 kilog. de bougies par an.

Le droit qui frappe cet article à son entrée en Italie est de fr. 15 p. % kil.

Le droit suisse est fixé à fr. 16 p. % kil.; nos fabricants n'ont donc pas à se plaindre sous ce rapport.

Mais, si les droits d'entrée en Italie sont supportables, il n'en est pas de même des surtaxes d'octroi qui, à Turin et dans d'autres villes d'Italie, frappent l'article bougies, et en rendent l'importation inaccessible.

En effet, pour ne citer que Turin, le droit d'octroi est fixé à fr. 12 p. % kil., taxe qui, ajoutée aux fr. 15 de droit d'entrée en Italie, constitue réellement une taxe totale de fr. 27, laquelle représente un droit protecteur assez efficace pour garantir contre toute concurrence les fabriques similaires de Turin.

Savons. L'Italie importe en Suisse des quantités considérables de savons de diverses qualités. Pour l'année 1880, la statistique indique une importation de 1,684 quintaux.

L'importation de la Suisse en Italie est bien inférieure. Si l'on s'en tient aux tableaux dressés par l'administration fédérale, on serait tenté de croire que cette exportation va en diminuant. Les chiffres accusent une exportation de 31 quintaux en 1878, de 12 quintaux en 1879 et de 7 quintaux seulement en 1880.

Mais, nous avons déjà fait remarquer les causes qui peuvent altérer profondément les résultats fournis par les tableaux de la statistique de l'administration des péages, en ce qui concerne l'exportation en Italie.

Néanmoins, il paraît certain que, pour cet article spécial, le traité conventionnel de 1879 a exercé une influence défavorable.

Pour faciliter l'exportation des savons suisses en Italie, il faudrait obtenir l'égalité des taxes, pour l'admission à la frontière des deux pays.

Tels sont les articles sur lesquels votre Commission a fait porter ses recherches.

Nous ne croyons pas qu'il y en ait d'autres intéressant l'industrie genevoise proprement dite, ce qui ne veut pas dire que le commerce genevois n'exporte pas en Italie d'autres produits indigènes ou étrangers.

Les détails dans lesquels nous venons d'entrer répondent suffisamment à la première question contenue dans la circulaire du Département fédéral des péages.

En ce qui concerne l'industrie du canton de Genève, le tarif conventionnel de 1879, placé en regard de celui du traité de commerce de 1868, ne semble pas avoir exercé une influence bien marquante. Il ne paraîtrait pas qu'on se soit aperçu à Genève de la transition, au moins en ce qui concerne les articles de notre industrie proprement dite.

Quant aux articles de commerce, c'est-à-dire ceux qui, tirés de l'étranger, sont réexportés de la Suisse en Italie, l'étude de la question rentrerait mieux dans la compétence de la Chambre de commerce que dans celle de la section d'industrie et d'agriculture de l'Institut national genevois.

La seconde question comprise dans le programme du Département fédéral des péages et dont l'examen nous a été demandé par le Conseil d'Etat, est la suivante :

« Est-il dans l'intérêt de la Suisse de conclure avec l'Italie un nouveau traité avec tarif, ou seulement une convention sur la base de la nation la plus favorisée ? »

Votre Commission doit déclarer qu'elle n'a pas eu à sa disposition les documents nécessaires pour résoudre cette seconde question.

Afin de traiter ce sujet avec connaissance de cause, il conviendrait d'avoir sous les yeux l'énumération complète des produits que la Suisse en général exporte en Italie.

Il faudrait surtout connaître les conditions spéciales dans lesquelles se trouve chaque canton producteur.

Nous pensons qu'une pareille étude ne pourra guère être entreprise que par l'Administration centrale, qui rassemblera tous les documents émanant des divers cantons.

Cependant, si nous nous bornons à envisager la question au point de vue spécial des articles que produit et exporte l'industrie genevoise, nous pourrions admettre que l'élaboration d'un nouveau traité, avec tarif complet, ne serait pas bien nécessaire, et qu'il suffirait de conclure une simple convention sur la base de la nation la plus favorisée.

Les tarifs suisses sont les plus modérés et les plus bas qui existent.

Notre intérêt serait de voir abaisser au même niveau tous les tarifs de douanes des pays avec lesquels la Suisse entretient des rapports d'affaires.

Cet objectif ne pouvant être atteint, et le point de vue spécial auquel l'administration fédérale se placerait à cet égard n'ayant aucune chance d'être adopté, dans les tractations à entamer pour le renouvellement des traités de commerce, les

aspirations de la Suisse nous sembleraient devoir se borner à obtenir le traitement de la nation la plus favorisée.

Ce qui nous confirme dans cette opinion, c'est le fait que l'Italie négocie en ce moment avec la France, dont les représentants, parlant au nom d'un vaste territoire, peuvent faire valoir les intérêts considérables qui découlent pour l'Italie de la conservation d'un débouché très important pour les produits de la péninsule.

Pour conserver l'ouverture de ce débouché, l'Italie devra nécessairement faire à la France certaines concessions.

Elle n'aurait certes pas le même intérêt s'il s'agissait de les accorder directement à la Suisse, dont le territoire restreint ne saurait être placé au rang des débouchés de première classe.

La Suisse pourrait donc se contenter de réclamer pour elle-même les avantages qui seront octroyés à la France par l'Italie.

Il semblerait, du reste, que ce procédé rentrerait dans les intentions du Ministère italien ; autrement on ne s'expliquerait pas très bien dans quel but l'Italie aurait décidé de n'entamer ses tractations avec la Confédération suisse, que lorsqu'elle aura terminé avec la France.

La troisième question sur laquelle nous avons à présenter un préavis, est la suivante :

« Eventuellement, quelles sont les réductions de taxes que la Suisse devra demander, lors des futures négociations, pour l'importation de nos produits en Italie ? »

Ici encore, nous avons cru devoir nous borner à examiner la portée de cette troisième question, en ce qui concerne spécialement le canton de Genève.

Nous avons dit plus haut que, sans risquer de se tromper beaucoup, l'importation en Italie des articles *horlogerie* et *bijouterie* s'effectue en dehors des bureaux de douane.

Cette observation s'applique également à la production suisse et à la production française.

Ces articles, qui représentent une grande valeur sous un petit volume, se prêtent facilement au transport par procédés illicites.

Cela est profondément regrettable au point de vue de la moralité des populations de la frontière, mais l'expérience a constaté que cet état de choses ne pourrait cesser que par un abaissement considérable des droits d'entrée du tarif italien. Or, il n'est pas probable que l'administration de ce pays, quoique cela fût dans son intérêt fiscal bien entendu, consente à descendre au niveau du tarif suisse actuellement encore en vigueur et qui, pour les articles d'horlogerie et de bijouterie, comporte une taxe de fr. 30 par cent kilogrammes.

Il est vrai que le nouveau tarif des péages, adopté par les Chambres fédérales dans un premier débat, et qui sera soumis à une seconde délibération avant d'être déclaré applicable, fixe à fr. 5 par pièce le droit d'entrée en Suisse des montres à boîte d'or ; à fr. 4 celui applicable aux montres ordinaires, et à 5 p. % de la valeur pour les articles de bijouterie.

Mais ce mode de taxation ne saurait être considéré que comme une menace de représailles, une sorte d'arme de combat pour disputer le terrain dans les futures négociations, et le dernier mot n'a pas encore été prononcé.

Qui sait même si ce nouveau tarif sera jamais mis en vigueur.

En résumé, il conviendrait éventuellement de demander à

l'Italie de fixer le droit de douane à fr. 1. 50 par pièce pour la montre à boîte en or ; à fr. 0.75 pour la montre en argent ou autre métal, et à fr. 20 par kilogramme pour les articles de bijouterie.

Les boîtes à musique étant taxées à fr. 2 la pièce, à l'entrée en Italie, il n'y a rien à objecter à cette taxation qui, dans le fait, est inférieure au droit français fixé, suivant les cas, à fr. 5 par pièce ou à 5 p. % de la valeur.

Passant à l'article *bougies*, il serait bon d'attirer l'attention sur le fait que les droits d'octroi dont sont frappés ces articles, en outre des taxes des douanes à l'entrée en Italie, équivalent à une prohibition absolue.

Dans le cas où les droits d'octroi, que certaines villes d'Italie prélèvent sur cet article, seraient maintenus, le droit de douane fixé aujourd'hui à fr. 15 p. % kilog. devrait au moins être abaissé à fr. 5 p. % kil.

De cette façon, la réunion du droit d'entrée et de la taxe d'octroi monterait à fr. 17, somme qui serait encore supérieure à la taxe, à l'entrée en Suisse, laquelle est fixée à fr. 16 p. % kilog.

Savons. Il serait désirable d'obtenir des concessions qui permettent d'entretenir avec les consommateurs italiens des rapports d'affaires qui ne sont pas possibles dans l'état actuel des droits.

Tandis que les produits de l'Italie entrent en Suisse moyennant l'acquittement d'un droit de fr. 1.50 p. % kilog., les savons suisses sont frappés à la frontière italienne d'un droit de fr. 6 p. % kilog.

Il conviendrait de tenter d'obtenir l'égalité des droits.

Bois de construction. Il existe à Genève d'importantes maisons qui s'occupent de l'exportation des bois bruts et des bois ouvrés.

Les relations de ces maisons avec l'Italie sont presque nulles dans l'état actuel des choses.

En ce qui concernerait éventuellement la fixation d'un tarif pour cet article, on considère généralement la taxation *au poids* comme préférable à la taxation à *la valeur*.

Les difficultés résultant de ce dernier mode de taxation sont très onéreuses, attendu que le prix de la main-d'œuvre diffère essentiellement d'un pays à l'autre, ce qui crée une cause permanente d'erreurs et d'exagérations dans la détermination de *la valeur* par les experts.

La quatrième et dernière question à laquelle nous avons à répondre, est formulée comme suit :

« *Quelles sont les demandes à présenter en ce qui concerne le « texte même du traité ?»*

Cette question porte sur des sujets d'un intérêt trop général, pour qu'il soit possible de nous prononcer en connaissance de cause.

Cependant, il serait utile d'attirer l'attention de l'autorité compétente sur les difficultés spéciales que rencontrent les horticulteurs du canton de Genève, lorsqu'ils ont à expédier en Italie des arbustes ou des fleurs.

Tandis que les produits similaires expédiés d'Italie sont introduits en Suisse sans difficulté, les expéditions de Genève à destination de l'Italie, sont fréquemment repoussées à la frontière et l'entrée en Italie leur est refusée.

Il ne s'agit pas de difficultés provenant de la taxation, puisque de part et d'autre ces produits jouissent de l'exemption.

Quoi qu'il en soit, il y a là une inégalité de traitement qui est contraire aux dispositions générales que l'on rencontre dans le texte des traités de commerce, et en vertu desquelles les ressortissants des pays contractants sont placés sur le pied d'égalité.

*Au nom de la Commission de la Section d'Industrie et
d'Agriculture de l'Institut national genevois.*

Le Rapporteur,
J. CHALLET-VENEL.

HISTOIRE DE LANCY

DÈS LES

ANCIENS TEMPS

Jusqu'à nos Jours

PAR

Claudius FONTAINE-BORGEL

MEMBRE DE LA SECTION DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES D'ARCHÉOLOGIE ET
D'HISTOIRE DE L'INSTITUT NATIONAL GÉNEVOIS

(Non sibi, sed omnibus.)

I

De l'origine du nom de Lancy

Il s'agit d'abord de rechercher l'origine du nom de Lancy.

Pour cela, il faut nécessairement recourir à toutes les suppositions hypothétiques, et, dans leur ensemble, c'est au bon sens que sera abandonnée toute décision.

Engagé dans cette voie, je débiterai, comme premier argument, en me basant sur la manière dont a pu être rendu par écrit le nom de Lancy.

Dans les nombreux actes, dont la citation sera faite, tout en indiquant leur source, Lancy, que nous écrivons de nos jours avec la terminaison *c* et un *i grec (cy)* l'était ainsi jadis: *Lanci, Lancie, Lancier, Lancye, Lansi, Lanssi.*

Lancy a subi dans son orthographe les mêmes métamorphoses que Landecy (*Landissiacus*) nom qui a même servi à désigner des individus de cette localité, comme *c'est le cas pour Lancy*.

Or, à ce propos, il est bon de citer qu'un judicieux écrivain de notre temps, M. Jules Vuy, a, dans une anotation à une charte, se rapportant à l'ancienne chartreuse de Pomiers, exposé que, dans une partie de la Savoie, souvent l'*e* ne se prononce pas après l'*i*, à peu près comme si on écrivait *proprité*, au lieu de *propriété*. C'est par suite de cette prononciation que beaucoup de noms de localités en *ier* ou en *ie* ont gardé la terminaison *y* : Chancy, Gy, Cologny, Chambésy, Lully, Lancy, Satigny, Céligny, Perly, Jussy, Chougny, Malagny, Thoiry, Rumilly, Arbusigny, Desingy, etc.

On voit, par les exemples cités, que la même prononciation existait dans les environs de Genève. Maintenant encore on entend prononcer à Genève, Monety, Sauverny, Veiry, au lieu de Monnetier, Sauvernier, Veyrier. *Ne serait-ce point-là, dit M. Vuy, un reste de germanisation dans nos contrées ?*

Cette observation de M. Jules Vuy doit fixer l'attention en ce qui a trait au nom de Lancy.

1° Les *Mémoires sur la langue celtique* par Bullet (Besançon 1754) et le *Dictionnaire français celtique* du R. P. Grégoire de Rostrenen, prêtre et prédicateur capucin (Rennes, 1732) offrent une étymologie du nom de Lancy dans la réunion des syllabes *Lan* et *Ci* qui signifieraient : village, hameau sur une élévation, beau hameau, long hameau, lieu consacré, monastère près d'une forêt ou petite rivière et bois, ou longue forêt, forêt élevée, ou encore longue pointe, terre enclose.

Les *Origines Indo-Européennes sur les Aryas primitifs, Essai de paléontologie linguistique*, d'Adolphe Piclet (Paris, Genève ; 1863, 2 volumes), confirment cette origine étymolo-

gique du nom de Lancy : *lan*, enceinte ; *ceis*, *cish*, *shil*, lance, pique, pointe ; *llan*, place, église, village ; *ffi*, *fi*, *ffil*, *phil*, pointe, flèche, dard.

En patois du pays, on prononce encore de nos jours *Lanfi* pour Lancy.

2° De l'étymologie germanique, il résulte que le domaine du seigneur, sa maison de campagne, s'expriment par le mot *landsitz*. *Landsiedel*, signifie *terre*, *ferme*, *métairie*, et la chasse sur cette terre à l'aide du chien pour poursuivre le gibier s'exprime par *lanciren*, le chien de chasse par *lancir-hund*.

Lancy, terre seigneuriale, domaniale, dans une situation jadis très-propice à la chasse, aurait-il une origine germanique ?

Outre les deux hypothèses qui viennent d'être soumises, je signalerais une observation faite à propos d'une erreur commise par l'historien *Spon*, relativement à la date d'érection (XIII^e au lieu du XIV^e siècle) du château de la Bâtie, *château primitivement purement champêtre*. *Gaudy-Lefort* qui a relevé cette erreur dit : « que peut-être ce lieu ne fut d'abord qu'un simple *moulard* peu fortifié par l'art de l'ingénieur et que plus tard *les ingénieurs y ajoutèrent des ouvrages propres à exciter la jalousie d'un prince savoisien*. »

Ce passage est d'autant plus significatif que les pierres, les moellons que l'on emploie à la restauration de murs dégradés, portent le nom de *lancis* ; le travail qui constitue cette réparation est également nommé *lancis*.

La situation topographique de Lancy par rapport aux points stratégiques qui l'entourent, fait de Lancy, doublement fortifié par la Bâtie et par sa position naturelle sur une éminence allongée, un véritable écoinçon qui, dans l'ancien langage,

- » 1694 Procès-verbal du sieur Buisson, envoyé à Chambéry au sujet des prétentions du curé de Confignon de se faire payer la dime par les Genevois possédant des terres à Lancy. Mémoire relatif à cette affaire.
- » 1696 Entreprise dudit curé de faire dire la messe dans l'église de Lancy.
- » 1702 M. Stoppa écrit sur cet objet.
- » 1702 Novalles de Lancy.
- » 1707 Lettres et procès-verbaux relatifs à l'enlèvement par le curé Pontverre des pierres de l'ancien temple de Lancy.
- » 1708 Mémoires et procès-verbaux relatifs à une distraction de juridiction faite à Lancy au détriment de Genève par les officiers de la Bâtie-Meslie à la suite d'un attentat.
- » 1711 Informations et lettres concernant l'enlèvement fait par le sieur Roch, se disant curé de Lancy, d'une partie des matériaux de l'ancien temple de ce lieu.

Aux *Pièces historiques* des archives d'Etat, sont classés divers actes dont les titres et le résumé seront fournis dans la première partie de ce travail.

Les archives d'Etat renferment encore dans des cartons *non répertoriés* des pièces se rapportant à Carouge et à Lancy; ces documents seront cités à leur date.

La Chancellerie d'Etat et le Bureau cantonal d'état civil ont été minutieusement explorés.

A la *Chancellerie d'Etat*, outre les registres contenant les procès-verbaux des séances du Conseil, les annexes des dits

procès-verbaux, la collection du Recueil des Lois, celle des Annaires et Comptes-rendus administratifs, il faut signaler spécialement les registres d'état civil de la paroisse d'Onex dans lesquels figurent un certain nombre d'inscriptions de Lancy.

Au temps de la Réforme, Lancy relevait de Compesières, plus tard, la paroisse se trouva en quelque sorte dépendante de la juridiction d'Onex ; les pasteurs d'Onex remplirent les fonctions d'officiers d'état civil.

Ces registres d'Onex comprennent :

1° Le rôle en un exemplaire des naissances-baptêmes dès le 20/30 mars 1659 jusqu'en 1729.

2° Un rôle des naissances-baptêmes, mariages et décès, comprenant trois cahiers, de 1716 à 1753.

3° Un rôle en un cahier des décès de 1746 à 1753.

Les pasteurs d'Onex qui ont tenu ces registres sont :

1666 Gamaliel Vautier.

1685 P. Crommelin.

1705 Pierre Buttini.

1716 Gabriel Rilliet.

1724 Etienne Perron.

1727 Isaac Senebier.

1735 De la Barre.

1738 J.-A. Grenus.

1745 Jean Vautier (1).

(1) Les registres de *Cartigny* renferment plusieurs inscriptions d'Onex (1579-1717). Voir dans ce volume, l'article spécial consacré à *Onex*. D'autres noms de pasteurs y figurent, Jean Sarrasin, Isaac Lagisse, Vial de Bonneval, Jœl-Henri de Waldkirch, Lullin le jeune, Abraham Prévôt, J.-B. Perdriau.

Quant aux maîtres d'école portés dans divers actes, on recueille les noms des suivants :

1673 Cusin Abraham.

1724 Bonvard Pierre, natif.

1739 Bonvard Jacob Antoine.

1748 Magnenat Etienne.

1751 Magnenat André.

De 1659 à 1753, les registres de la paroisse d'Onex présentent ces noms d'habitants et de ressortissants de Lancy :

Aguet, Alard, Bertrand, Beuillards, Bevillard, Blanc, Bleuc, Bosson, Bouffle, soit Buffle, Bougnon, soit Bignon, Bourgeois, Brunet, Cambassade, soit Cambessedes, Carlot, Chapon, Crochat, Cunig, De Rabours, Deria, Des Bergeries, Donzel, Ducimetière, Dufour, Fontaine, Fouchet ou Louchet, Gautier, Girard, Groé, Guay, Guerre, Guillan, Jordan, Levrat, Louchet, Malagni ou Valagni, Malan, Marf, Meigevant, Nicou, Paquet, Patru, Péla, Perreal, Pinchon, Pinget, Planche, Rampon, Remond, Revillard, Rollon dit Dognon, Rossart, Schiron, Tissot, Toire, Valagni, Vigne, Vullian.

Au Bureau cantonal d'état civil, récemment institué et organisé par les soins de M. Moïse Piguet, ancien conseiller d'Etat, puis chancelier, sont rassemblés les registres ecclésiastiques ou paroissiaux que MM. les curés romains ont été appelés récemment à remettre à l'Etat, et les doubles registres d'état civil de toutes les communes du canton.

Commençons par les registres ecclésiastiques ou paroissiaux de Lancy.

Le premier forme un grand volume comprenant : 1° *l'Histoire* du rétablissement du culte catholique, écrite d'après le travail du curé De Pontverre, par Aimé Roch, curé de Lancy, dès l'an 1703, et dont le texte exact est donné dans le présent travail ; 2° *les naissances avec baptêmes* de la paroisse de

Lancy, transcrites par le curé Roch, à partir du 5 octobre 1704, jusqu'au 27 novembre 1721.

Dans les actes dressés par ce curé, les protestants sont toujours dénommés *hérétiques*. Cette partie du registre est suivie d'un avis du curé Roch, concernant les enfants naturels, qu'il appelle des *enfants d'aventures*. « Lancy, Pesay, Pinchat et Carouge, écrit ce prêtre, retiraient toutes sortes de gens et de gueuses qui accouchaient et perdaient leur fruit dans l'Arve, le Rhône, et même dans le ruisseau d'Aire. Peu à peu, j'ai éloigné toutes les gueuses qui ont paru avant d'avoir perdu leur fruit. » Cette annotation en latin du curé Roch est utile à signaler : « Il est à remarquer que les inscriptions des baptêmes de cette paroisse, depuis l'hérésie, sont dans la paroisse de Compesières jusqu'à l'année 1672. Dès lors on trouve dans la paroisse de Confignon les autres inscriptions de baptêmes, etc., jusqu'à l'année 1674 (1). »

Les inscriptions de naissances sont continuées par le curé Destral du 24 février 1722 jusqu'au 12 janvier 1750 et, de là, au 24 décembre 1754, par J.-F. Viollet, coadjuteur et gardiateur, Pomet curé, A. Duret, prêtre et vicaire.

3° Après se trouvent interfoliés :

a) *L'inventaire* des titres de la cure de Lancy avec la liste des bienfaiteurs de cette paroisse.

b) *L'inventaire* des titres de la chapelle de Pesay.

c) *L'inventaire* des ornements de l'église de Lancy (1703).

d) *L'inventaire* des meubles de Pesay (1703).

e) *Le Registre des nouveaux convertis* à partir du 1^{er} juin

(1) Au *Bureau cantonal d'état civil* de Genève sont déposés les registres paroissiaux de Compesières, soit : baptêmes de 1789 à 1793 ; 1796 à 1823. — Mariages 1796-1863. — Il n'y en a point pour Confignon.

1740, dont les actes sont signés par le curé Destral. Il n'y a que ceux de :

Pierre Coutaud, Marie Dufour, Gaspard Bourgeois, Suzanne Vanel, Jeanne-Marie Patruz.

4° Suivent les mariages, inscrits par le curé Roch, du 20 janvier au 22 avril 1721 ; par le curé Destral, du 3 mars 1722 au 11 novembre 1749 ; par Viollet, gardiateur, en 1750 ; par A. Duret, prêtre-vicaire, en 1751 ; par le curé Pomet et son vicaire Grivel, de 1752 au 3 mars 1764 (1).

5° *Les décès*, inscrits par le curé Roch, du 20 août 1706 au 20 juillet 1720, par le curé Destral, du 9 avril 1722 au 14 janvier 1750.

L'acte de décès du curé de Lancy, Destral est du 23 Janvier 1750.

Les actes suivants ont été inscrits par Viollet, gardiateur, Pomet curé, Duret, vicaire, Grivel, vicaire.

Ce registre finit au 22 février 1766.

Un autre grand registre porte en titre : Registre des nouveaux convertis dans cette paroisse.

Puis 1754 et cette inscription traduite du latin : « A tous ceux qui verront ou entendront les présentes, salut dans le Seigneur. »

Tous les actes d'abjuration ci-après énumérés portent la signature des convertis, des témoins et de R. Pomet, indiqué comme recteur de l'église de Lancy.

23 juin 1754. Jean-Marie Hauser.

15 février 1761. Marie Toire, veuve de Jean Bosson.

13 mai 1761. Anne-Marie Ruge.

1^{er} juin 1765. Abraham-Louis Richard.

4 août 1766. Louise Callas, veuve de Jean Favette, avec ses trois enfants mineurs.

(1) En 1752. *Laurent, prêtre capucin* à Lancy.

28 juin 1767. Jean-Jacob Hunziker.

9 avril 1770. Alexandre Magnin.

R^d *Pomet* signe dans cet acte « Parochus Lanciensis et Archipresbiter de Ternier.

Après ces abjurations suivent de nombreuses inscriptions de naissances avec baptêmes, à commencer du 4 janvier 1755 par les prêtres ci-dénommés ;

G. Grivel, vicaire, du 25 novembre 1756 au 19 juillet 1759.

Pomet, curé, et Grivel, vicaire, du 11 septembre 1759 au 12 mars 1766.

J.-F. Hudry, prêtre gardiateur, puis vicaire, et Baud J., curé, dès le 23 août 1771.

Etienne Baud, vicaire, conjointement avec J. Baud, curé, dès le 11 janvier 1770.

Carraud, vicaire, avec E. Baud, curé, dès 1786, 2 juillet et le 30 octobre même année, E. Baud, seul ; Bouverat, vicaire, avec E. Baud, dès le 8 juillet 1790.

Toujours dans ce même registre, à partir du 17 mars 1793, an II, les actes d'état civil sont signés par François-Gaspard Burgy, membre du Conseil général de la commune de Lancy, commis provisoirement par le dit Conseil.

Trois actes sur papier timbré, annexés au Registre 1793, portent en tête :

MUNICIPALITÉ DE LANCY

DISTRICT DE CAROUGE

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

Ils sont signés par Jacob Vignier, maire.

Le 12 frimaire, an VII, cette partie du registre est close par le commissaire de l'administration centrale du département du Léman, daté de *Carouge*, signé : N. Anthonio.

Ici sont inscrits les mariages, signés à partir du 4 mars

1764 par Pomet, curé ; Grivel, vicaire ; J. Baud, curé ; J.-F. Hudry, vicaire ; E. Baud, vicaire, puis curé ; Carraud, vicaire ; Bouverat, vicaire, et, à partir du 4 mai 1793, par l'officier public Burgy. Partie close par le commissaire Anthonio, en date du 12 brumaire, an VII.

Une série d'actes de naissances suit, à partir du 4 pluviôse, an II, signée par l'officier Burgy et close par le commissaire Anthonio, sous date du 12 brumaire, an VII.

Enfin, ce sont les décès tenus par les curés, à commencer du 22 février 1766 au 14 février 1793. Le décès de Pomet Guérin, curé de Lancy, est inscrit au 4 septembre 1771. Il mourut âgé de 76 ans ; le gardiateur J.-F. Hudry consacre un long article panégyrique en latin, à la mémoire de ce prêtre.

Le curé Pomet a été enseveli dans l'église, devant le maître-autel. M. Angelin, curé de Lancy, a fait déplacer la pierre tombale que l'on voit aujourd'hui appuyée contre le mur extérieur. Elle porte cette inscription traduite du latin : *Ici repose R. D. Guér. Pomet, archiprêtre pasteur de Lancy, décédé le 4 septembre 1771, près de sa 80^{me} année. Il se signala en ce lieu par sa diligence, sa charité, son esprit cultivé et sa patience.*

Dès le 14 mars 1793 les actes sont dressés par l'officier Burgy et clos par le commissaire Anthonio, le 12 brumaire, an VII.

Deux cahiers d'actes ont été dressés pendant la période révolutionnaire :

- 1° Baptêmes de 1795 à 1801, signé à la fin par le missionnaire Perréoud.
- 2° Mariages *pendant l'exil* de M. E. Baud, curé, pour 1793 et 1794.

La série des registres ecclésiastiques est terminée par trois cahiers cartonnés comprenant :

- a) Les baptêmes du 17 février 1793 au 29 novembre 1818, quoique la couverture porte de 1801-1819, Et. Baud, curé.
- b) Les mariages du 21 juillet 1801 au 12 novembre 1828, Et. Baud, curé.
- c) Les mariages du 24 février 1829 au 23 juillet 1833, E. Baud, curé ; — du 19 novembre 1833 au 13 février 1838, F. Duboin, desservant ; — du 9 septembre 1838 au 28 août 1805, A. Angelin, curé ; — du 12 février 1867 au 16 août 1873, A. Berthier, curé.

M. Berthier, curé, a ajouté après le dernier acte cette mention, traduite du latin :

« Ici, à cause de la menaçante persécution a été interrompu
« le registre matrimonial.

« Fassent la miséricordé et la bonté de Dieu tout puissant
« que les ennemis de l'Eglise et les citoyens qui l'ont troublée
« lui soient de nouveau rendus, et qu'ensuite un rayon d'espé-
« rance brille sur l'Eglise, afin que les fidèles puissent cons-
« tamment la servir jour et nuit dans la tranquillité et la joie
« du Christ, fils unique de Dieu en trois personnes. »

« Qu'il soit fait que ce registre suspendu temporairement
« soit repris dans des temps meilleurs. »

Lancy, 27 août (1873).

A. BERTHIER, curé.

* * *

Quant aux registres formant la *Collection officielle* de l'état civil, ils comprennent une copie des actes de naissances, mariages et décès de 1724 à 1777, puis la série des actes de l'an III de la République à nos jours.

Les archives du Consistoire et celles de la Ville de Carouge

ont fourni quelques éléments pour la période historique de la paroisse catholique à partir du XVIII^e siècle.

Malgré ces riches et abondantes sources, il a fallu recourir aux archives cantonales vaudoises, à celles du voisinage, et puiser quelques points dans plusieurs ouvrages d'histoire. Chaque fois que cette obligation a été imposée, l'auteur duquel provenait l'emprunt a toujours été cité.

Des remerciements sont dus à M. *Dufour-Vernes*, sous-archiviste, pour l'obligeance avec laquelle il s'est mis à disposition, chaque fois que son précieux concours a été réclamé.

Après cette nomenclature des sources historiques, entrons dans le vif de la chronique de Lancy.

III

Anciens documents concernant Lancy. — Eglise primitive. — Visites épiscopales. — La chapelle St-Christophe. — Le prieuré de St-George. — Le château de la Bâtie. — Le fief Maillard. — Les De Lancy. — Leurs armes. — La Feuillade. — Intervention du Chapitre de Genève en faveur des gens de Lancy.

Le plus ancien document dans lequel se trouve le nom de Lancy remonte au XI^e siècle. C'est une convention conclue en 1097 entre les religieux du couvent de Molesme (Côte-d'Or), dont Robert, évêque de Landres, est abbé, et ceux de l'abbaye d'Aulps, en Chablais. Il s'agit du droit de juridiction du couvent de Molesme de l'ordre des Bénédictins sur l'abbaye d'Aulps, qui demeurera attaché à l'ordre de St-Benoît. Cet accord, confirmé par Robert, évêque de Landres, et par Guy, évêque de Genève, fut approuvé par les fondateurs d'Aulps,

le comte Humbert, Gérard d'Alinge et Gillione (de Ravorée), chevalier. Les témoins désignés sont : Victor, doyen, Bernard, chanoine, et *Albert de Lancy* (de Lanciaco), (Régeste Genevois, par Paul Lullin et Charles Le Fort, n° 229).

En 1179, *Pierre de Lancy* et *Rodolphe*, son frère, figurent comme témoins dans un acte par lequel l'évêque de Genève, Arducius, atteste et confirme diverses donations, faites à Bonmont, de dîmes et terres situées entre autres à Gilly, à Vincy, à Céligny, à Clarens et à Bogis. (Régeste genevois, n° 414).

Pierre de Lancy, chevalier, est encore témoin dans l'accord intervenu le 11 avril 1191 entre l'évêque de Genève Nantelme, et les frères Guillaume et Amédée Pofeis, chevaliers. Il s'agit dans cet acte, conservé aux archives de Genève, pièces historiques, n° 32, d'une renonciation des dits frères aux droits qu'ils prétendent sur divers hommes parmi lesquels figure Nicolas de Cologny, de la confirmation d'une gagerie faite du temps de l'évêque Arducius, de deux maisons sises à Genève et d'une renonciation réciproque de diverses réclamations.

Il y a aux pièces historiques des *Archives d'Etat de Genève*, (n° 123), un document du XIII^e siècle rapportant les hostilités et dégâts commis par le comte de Genevois dans la ville et dans plusieurs paroisses du diocèse.

Le 16 août 1291, le comte de Genevois, après avoir emporté de vive force la cité genevoise, en incendia et anéantit une grande partie, et, à l'aide d'Humbert, Dauphin de Viennois, il envahit les possessions de l'église en exerçant des violences dans un grand nombre de paroisses, enlevant les produits et récoltes et s'attribuant les dîmes noales qui constituaient le revenu de ces paroisses. Lancy, Onex, Bernex, etc., furent compris dans les localités ravagées.

Le 4 août 1292, Guillaume, évêque de Genève, chargea l'abbé d'Entremont, de l'ordre de St-Augustin, de voir le comte

de Genevois Amédée, et d'user de son influence pour l'engager à se désister de ses usurpations et à satisfaire l'Eglise avant la prochaine Assomption de la Vierge Marie (15 août). La lettre de l'évêque Guillaume est aussi aux archives de Genève, pièces historiques, n° 128. Ce fut à Lancy même que s'opéra la conciliation.

Le 3 décembre 1295 la transaction est conclue *dans l'église de Lancy*, entre Martin, évêque de Genève, Amédée, comte de Genevois et le Chapitre de Genève au sujet de plaintes qu'avait formulées ce dernier pour les nombreuses exactions et les empiétements sur sa juridiction, commis par le comte. Le Chapitre de Genève était représenté par son fondé de pouvoirs, Pierre de Thoire, chanoine ; les témoins consignés au dit acte furent Aimon de Lully, dit le petit (lo pitet) et Jean de Rouer (Rueys), chevaliers ; Richard d'Albert, juge du comte, Etienne et Jacob Exchaquet frères, Jean de Russin, notaire. L'acte, reçu par Clément de Juria, clerc et notaire du comte et de l'official, est aux archives de Genève, pièces historiques, n° 134.

* * *

Lancy était administré par des seigneurs qui prêtaient hommage à l'évêque de Genève, ainsi que cela est confirmé dans les nombreux actes invoqués dans cette histoire, entre autres l'hommage d'*Albert de Lancy*, à l'évêque Allamand *de St-Joire*, du 12 septembre 1346. (*Archives de Genève*).

Lancy est désigné *Lancye* dans un acte daté du Château de Saconnex, du 5 des kalendes de mai 1305, en vertu duquel le comte de Genevois fit hommage au nouvel évêque de Genève, Aimon du Quart, de ce qu'il tenait en fief lige de ce dernier, notamment pour ce qu'il possédait à Lancy, pour la pêche

dans le Rhône et dans l'Arve. Le texte de cet acte est inséré au second volume de l'*Histoire de Genève*, par Spon (*Genève, 1730*).

Un acte du 13 septembre 1310, aux archives de Genève, pièces historiques, n° 173, Pierre de Albarose, notaire, porte dans les témoins *Pierre, curé de Lancy*. C'est un état des péages et autres redevances, dues à l'évêque dans la ville et la banlieue de Genève, dressé par Bérard d'Ivrée, official, à la suite d'une enquête ordonnée par l'évêque Aimon (1).

L'année 1310 fournit un acte du 9 novembre, passé dans le cloître de St-Pierre, à Genève, duquel il ressort que *Agnès, sénéchale (seschalessa) de Lancy, femme d'Albert sénéchal*, donne son approbation à l'échange de diverses pièces de terre, dont l'une est située près de l'Arve. Cet acte d'échange est conclu entre Jean, curé de St-Léger, et Perronet-Peillonex, de Carouge. (*Mémoires et Documents de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève*, volume XIV, page 359, n° 322.)

Le nom de Lancy est mentionné dans un très grand nombre d'actes du XIII^e au XV^e siècle, dans des abergements et reconnaissances de la Maladière, soit hôpital des lépreux, qui existait dans l'ancien hameau de Carouge.

* * *

Le christianisme fut sans doute introduit à Lancy dès les premiers siècles ; il est regrettable que les documents sur cette intéressante époque fassent défaut. A ce point de vue, notre

(1) Le nom de D. *Petrus*, curé de Lancy, se retrouve en plusieurs actes, entr'autres dans le testament de Martin de St-Germain, évêque de Genève, du 24 novembre 1303. (*Arch. d'Etat de Genève*.)

appréciation est basée sur la proximité de Lancy de la cité genevoise où les auteurs les plus accrédités, qui ont recueilli les derniers échos de la tradition locale, font remonter la fondation de la religion chrétienne sur les ruines du paganisme à St-Nazaire, disciple de St-Pierre, l'an 75 de notre ère. (Voir *Blavignac, Etudes sur Genève depuis l'antiquité jusqu'à nos jours*. Genève 1872.)

L'Eglise de Lancy fut placée d'abord sous le vocable de Notre-Dame, puis, dans la suite, on y ajouta celui de la Sainte-Trinité.

A part les indications fournies plus avant sur l'existence de l'église de Lancy, les archives d'Etat de Genève contiennent des matériaux permettant de suivre le développement de cette église dès le XV^e siècle.

En premier lieu, ce sont les *Registres des Visites épiscopales*.

Le 2 mars 1412, selon une traduction qui nous a été remise par M. le sous-archiviste *Dufour-Vernes*, l'évêque a visité l'église paroissiale de Lancy. Il signale d'abord qu'elle est placée sous le patronage de la bienheureuse Vierge Marie; qu'elle est desservie par le curé Etienne de Domp martin, chancelier de Lausanne, et deux vicaires, Aimon de Nangy et Rodolphe d'Evordes.

La paroisse renferme 40 feux et donne comme revenu 40 florins. Les observations de l'évêque portent sur les images du crucifix les burettes, un cadre des offices des jours de fêtes solennelles, et une réparation à faire à une grande *feudatie* (?) qui se trouve à la partie antérieure de l'église. L'évêque a ordonné aux paroissiens, sous peine d'excommunication, de réaliser ces améliorations et réparations dans l'espace d'une année et de faire terminer dans le même temps un beau

tableau déjà commencé pour les heures de chant des fêtes solennelles.

Trois années après cette visite épiscopale, soit en 1415, 10 juillet, Lancy fut traversé par un éminent personnage auquel les Genevois rendirent de grands hommages. C'était l'empereur d'Allemagne, Sigismond, second fils de Charles IV (né en 1366, mort en 1437). Les Registres du Conseil de Genève relatent que les syndics et quelques conseillers l'attendirent sous la halle de la Maison de Ville.

Entr'autres visites épiscopales faites à Lancy, citons celle du 8 novembre 1482. Ce village ne comptait plus que 27 feux. Le curé est *Pierre de Viry*, chanoine de Genève, faisant desservir la paroisse par Antoine Riveriis. L'église a conservé son vocable, Notre-Dame. L'évêque recommande expressément au curé de faire peindre cette image patronale sous le porche.

Après avoir transcrit ses observations au sujet du matériel, des ornements et des titres, il autorise le curé à accorder 40 jours d'indulgence à ceux des paroissiens qui donneront l'huile nécessaire à l'entretien de la lampe du sanctuaire ; cette huile, ajoute-t-il, ne devra pas être employée à un autre usage. Il détermine diverses améliorations, entr'autres l'établissement d'une fenêtre ferrée à la chapelle dite de St-Christophe dont le patron est Pierre Colliet alias Cumyès. Quant aux redevances dues à la *fabrique* de l'église, il engage le curé à en opérer la rentrée et à refuser l'usage des sacrements aux récalcitrants.

Le jeudi 18 novembre 1518, l'évêque a visité l'église paroissiale de Lancy, sous le vocable de la bienheureuse Vierge Marie. Il signale au registre du rapport que le curé est Egrège-Pierre *Balandon* ou *Balaudon*, et son vicaire, Pierre

de *Loche* (1). L'église a vingt-quatre feux et donne comme revenus 130 florins de petit poids. Les observations épiscopales portent sur les ornements, l'huile, les aiguères, la propreté des murs, la nécessité d'arracher les chardons et autres infamies (saletés) existant dans le cimetière. La chapelle de Saint-Christophe, mentionnée en ce rapport, a pour patron Noble Michel *Nergaz*, bourgeois à Genève, sous la charge d'une messe hebdomadaire. Le recteur est Amédée *Barbier*, qui fait desservir par Pierre *de Loche*, vicaire du dit lieu.

Le patron de la chapelle St-Christophe à Lancy, précité, appartenait, sans doute, à la famille syndicale des *Nergaz*, mal réputée à Genève ; car Noble Michel Nergaz, syndic à Genève en 1507, est cité comme un méchant homme, ennemi de Berthelier et du parti des indépendants, traître à Genève et banni comme tel. Il y eut un Michel Nergaz, fils de Jean, conseiller, qui, de 1503 à 1504, fut procureur soit directeur de l'hôpital pestilentiel. (Voir *Notices généalogiques* de J.-A. Galliffe, T. I ; article *Bandières*, T. II ; *Aygre* et *Blancmantel*, T. II ; *Nergaz* et *Bon*, T. III.)

La chapelle de *St-Christophe*, en l'ancienne église de Lancy, formait, paraît-il, une fondation spéciale à laquelle étaient attachés des biens immobiliers et des revenus. Ainsi, Jean de Lullin vendit à cette fondation quinze sous de rente, par acte du 1^{er} janvier 1492.

St-Christophe était alors en grande vénération. L'église de la Madeleine à Genève avait une chapelle sous le vocable de ce saint. La pourtraicture de Christophe figurait à l'entrée du couvent des Cordeliers (au bas de la rue Verdaine), et la Ville

(1) Les *de Loche* appartiennent à une ancienne famille de Sallanches. Le collège de cette ville a eu pour principal moteur Thomas *de Loche*, coadjuteur à l'archevêché de Tarentaise, sous le nom d'archevêque de Corinthe, mort avant son sacre en 1655.

de Genève avait donné son nom à une rue, à un boulevard et à une porte près laquelle se trouvait le sérail des filles communes. L'histoire de la vie de ce saint fut même représentée dans plusieurs fêtes genevoises. En 1506, la Seigneurie donna dix écus d'or à ceux qui doivent jouer l'histoire de la vie de St-Christophe, parce que cet ouvrage ne peut s'achever sans de grandes dépenses.

Incontestablement, les deux saints en vénération spéciale à Lancy furent *St-Christophe* et *St-George*. La similitude du symbolisme de ces deux vocables mérite de fixer l'attention.

St-Christophe (en grec *Christophoros*, c'est-à-dire porte Christ) naquit en Styrie ou en Palestine. Il reçut le baptême de l'évêque d'Antioche, St-Babylas, et subit le martyre dans la septième et cruelle persécution des chrétiens, sous le règne de l'empereur romain Décus (Messius Quintus Trajanus) 249-251. Les légendes en font un Hercule ; c'est comme tel qu'il est représenté en peinture et sur d'antiques vitraux, traversant un torrent et portant sur ses robustes épaules l'enfant Jésus. Cela symbolise l'Eglise naissante et triomphante, malgré les plus grands obstacles. On invoquait ce saint dans les moments de peste ou bien pour trouver des trésors et conjurer les esprits qui les gardent. Sa fête est célébrée le 6 mai dans l'Eglise grecque et le 25 juillet dans l'Eglise latine.

Quant à St-George, dont le prieuré près Lancy fera l'objet d'une étude spéciale, c'était un prince de Cappadoce qui subit le martyre au III^{me} siècle, sous Domitien. On le représente sauvant une jeune fille qu'un dragon s'apprête à dévorer ; il dompte le monstre en le transperçant de sa lance. Sa fête est célébrée le 23 avril.

Comme St-Christophe, il symbolise l'Eglise à ses débuts, forte et victorieuse malgré les périls.

Cette partie concernant le culte dans les anciens temps conduit à placer ici ce qui a trait au *Prieuré de St-George*, dont l'antiquité se trouve démontrée, en premier lieu, par le *Calendrier et l'Obituaire du missel de Tarentaise*, conservé à la Bibliothèque publique de Genève, curieux recueil, transcrit par M. *Fleury*, recteur de St-Germain à Genève (Moultiers, imp. Cane, 1 vol. in-8°, 1872). Ce calendrier et obituaire antérieur au X^e siècle, porte au 2 décembre la *Commémoration des frères de St-George*. Lors même que cette commémoration pourrait ne pas se rapporter au prieuré près Lancy, son inscription dans cet antique recueil ecclésiastique n'établirait pas moins que la vénération rendue à St-George remonte au siècle même où ce saint subit le martyre.

Le prieuré de St-George près Lancy a laissé son nom à cette portion du territoire communal.

* * *

Ce prieuré dépendait de l'abbaye de Filly (Filli), près Sciez (*Fillez, Filliaci, Fideliaci*), située en Chablais, composée de chanoines réguliers de l'ordre de St-Augustin. L'abbaye de Filly, fondée par les rois de Bourgogne et d'Arles, devint possession de l'évêque de Genève, Nantelme, selon transaction consentie à Thonon, entre cet évêque et le couvent du Grand St-Bernard, en l'année 1191 (Archives de Genève, pièces historiques, n° 33); puis, en 1225, son Chapitre et le prieur Bosson se soumirent à l'abbaye d'Ainay, de l'ordre de St-Benoit, près Lyon, en réservant les droits de l'évêque et du chapitre de Genève. Le pape Innocent IV confirma, le 17 novembre 1250, le droit de l'abbaye d'Ainay sur diverses pos-

sessions dans les diocèses de Genève, de Lausanne et de Sion; St-George est désigné dans cette bulle (1).

Par sentence arbitrale du 1^{er} septembre 1258 (Archives de Genève, pièces historiques, n° 66), rendue par Jean, archevêque de Vienne, entre le Chapitre de Genève et le couvent de Filly, ce dernier, entr'autres obligations, était tenu à suivre la règle de l'ordre de St-Augustin et cette règle ne pouvait être modifiée ou changée sans le consentement du Chapitre de Genève.

Les *Mémoires et Documents de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève* contiennent au volume XIV de l'année 1862 un document du 18 août 1311 intéressant le prieuré de St-George; c'est un état des terres et reconnaissance des fiefs que l'abbaye de Filly possède au-delà d'Arve, en raison du prieuré de St-George, près Lancy.

Ce document important pour cette partie de l'histoire de Lancy, a été dressé par un notaire de Vernier, nommé Riphe-rius. On remarque parmi les censitaires qui y sont désignés *Aimon de Lancy*, Guillaume et Etienne, fils d'*Humbert de Lancy*, Perrod fils de *Martin de Lancy*, Perrod, Pilloud et Perronnet frères, fils de feu *Aimon de Lancy*. Et comme témoins de ces reconnaissances: Borcard de Chesser, Jean de Vers et Guillaume de Concise, chanoines de Filly, Pierre *Joly*, *habitant à St-George*. L'original de ce titre est aux Archives de Lausanne, Savoie n° 2.

Toute la partie où est le domaine actuel de St-George formait jadis une forêt mesurant 240 poses, des *dérupes* du Rhône aux bois d'*Onay* à celui du comte de Genève et au

(1) *Blavignac, Etudes sur Genève*, 1874, 2^d volume, commet une erreur en attribuant au commencement du XIV^e siècle la fondation du prieuré de St-George.

crêt de Valorge. — Le prieuré possédait diverses propriétés foncières : le pré *Vuarnier*, à Lancy ; trois poses de terre aux *Combes de Pesay*, deux pièces à *Quarroge* (*Carouge*) et le mas de *Bosseres*, sous l'église de Vernier. L'acte précité, dit *Blavignac*, montre que, dès sa fondation, le prieuré de St-George vit quelques habitations particulières se grouper autour de lui. L'isolement du lieu, l'aridité naturelle du sol et la crainte de la foudre en empêchèrent l'extension. Il est assez probable qu'ensuite des fréquentes visites de la foudre, le nom de *Tattes brûlées* a été donné au versant du plateau qui fait face au Jura. Nous croyons plutôt que la mauvaise nature du sol et son exposition au couchant ont seules contribué à la désignation soit *lieu-dit* de *Tattes brûlées*. Le mot *tattes* (*leppes*), signifie terrain aride ou non cultivé.

Le prieuré de *Saint-George* ne figure pas dans l'*Etat des procurations dues pour les visites épiscopales faisant Pouillé du diocèse de Genève pour l'année 1344*. L'église paroissiale de Lancy est mentionnée comme dépendante du *décanat de Vuillonay*, sous le numéro 81 (422 dans l'ordre des visites), *Lancie*, imposée à 60 livres.

Le décanat était une circonscription ecclésiastique dont le chef résidait dans la localité qui portait son nom. Ainsi, pour le décanat de Vuillonay (que l'on écrit aujourd'hui Vuillon-nex), le chef, appelé doyen, habitait la localité de ce nom laquelle formait une partie du village de Bernex. — La circonscription de ce décanat, très étendue, ne comprenait pas moins de 45 paroisses (1).

Il est probable, comme le font remarquer les auteurs du *Régeste genevois*, qu'un grand nombre de monastères ne

(1) Vuillonnex était jadis un bourg considérable avec une église placée sous le vocable de St-Mathieu ; il fut détruit par les Bernois en 1536.

figurent pas dans le Pouillé, soit catalogue des églises payant la redevance épiscopale, dite Procuration, probablement parce qu'ils étaient exemptés de la finance à payer ; tel était le cas du prieuré de St-George de l'ordre des *Bénédictins* (?) lequel jouissait de la faveur accordée aux *Bénédictins* (?) d'Aulps et autres lieux.

Le *Pouillé* qui vient d'être cité se trouve aux *Archives d'Etat de Genève, Grosses de Peney, volume 1.*

A quelle époque disparut le prieuré de St-George ? On retrouve l'ordre des Augustins dans l'histoire de Genève du XVI^{me} siècle, mais il n'y est parlé que de ceux relevant du couvent de Notre-Dame-de-Grâce, en face de l'ancien pont qui conduisait à Carouge.

La destruction de ce couvent avec sa chapelle date de 1535-1536.

Dans un opuscule de César Duval, sur les *Terres de St-Victor et Chapitre*, St-George, en 1741, est indiqué comme une terre relevant entièrement du fief de St-Victor et Chapitre, quoiqu'enclavée dans la terre de la Bâtie. Il n'y avait alors qu'une maison habitée par des protestants et deux autres maisons de protestants au lieu appelé *aux Batailles*, proche Saint-George.

La dime de ces lieux-là était comprise dans celle que percevait le seigneur Lullin, rière Lancy.

Dans un acte de 1696, rapporté aux titres de l'église de Lancy, il est mentionné une vigne que le curé de Lancy possède dans les mesures du château de St-George. Cette possession lui provenait sans doute de l'époque où les biens du prieuré furent unis à l'ordre de SS. Maurice et Lazare. Un acte Joly, notaire, du 14 septembre 1705, fait mention de la même vigne.

De l'antique prieuré de St-George, il ne reste d'autre souve-

nir que la résidence actuelle reconstruite sur son emplacement, laquelle a conservé le cachet des constructions nobles du commencement du XVIII^{me} siècle par les tourelles dont elle est flanquée et son grand portail.

En 1878, la commune de Lancy a vendu à celle de Plainpalais pour le prix de 60,000 francs le terrain communal qu'elle possédait à St-George pour l'établissement du nouveau cimetière de la ville de Genève.

* * *

A peu de distance de St-George, on voit l'emplacement du château de *Bâtie*, aujourd'hui occupé par un établissement public et la petite vigne contiguë du côté de Genève, en face de la jonction de l'Arve avec le Rhône (1).

Cet ancien castel a donné son nom au bois voisin, converti en promenade publique, gracieusement donnée à la Ville de Genève par l'ancien procureur général, M. Turretini.

L'historien Spon fait remonter la construction de ce château, au lieu dit *Meslier*, à l'année 1219, mais comme l'ont fait remarquer *Gaudy-le-Fort* et d'autres historiens, cette date est loin d'être authentique. La plus ancienne *Chronique de Genève*, 1303 à 1335, *Fasciculus temporis. Chronica Monasterii S. Victoris Gebennensis*, contient cette note au numéro 33 :

(1) *Blavignac* dit qu'il est permis de croire que la *Bâtie de Melliers* était bien en amont du mamelon actuel, reste insignifiant du mamelon qui s'avancait au moins jusqu'au *Pavillon*, au bord du Rhône. Cependant les lieux dits conservés à l'emplacement actuel et divers anciens plans et vues font douter de l'assertion émise par notre historien qui s'appuie sur cette phrase d'un acte de 1318 : « en *Mellers*, supra Rodanum, inferius Johannem Gebennesii à parte comitatus Gebennesii. »

« Item eodem anno A D m ccc xvij, die lune ante festum B. Marie Magdalene, fuit batistum castrum bastide molaris de Melleis *prope Lancier* per D. Girardum de Ternier militem. »

Par acte conclu à Chaumont, le 21 septembre 1317, soit le mercredi après l'Exaltation de la Ste-Croix, Guillaume, comte de Genevois, concéda à Girard de Ternier, chevalier, tout ce que *Agnès, fille de feu Jacques, sénéchal de Lancy*, possèdè en hérédité de son père. (Original, Archives de Lausanne, layette, 361, titres du bailliage de Gex.)

L'évêque de Genève inféoda, le 6 juin 1318, à Girard de Ternier, chevalier, le molard de Mellier avec le bois contigu pour y construire une bâtie ou maison forte qui serait du fief du prélat.

Le texte de cet acte, conservé aux archives de Lausanne, rubrique, Gex 361, n° 2 b, a été reproduit par l'historien *Mallet*, dans le neuvième volume des *Mémoires et documents*, publiés par la *Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève* (page 314).

On mit de suite la main à l'œuvre et le lundi avant la Sainte-Madeleine (17 juillet suivant), la Bâtie était achevée, comme le porte le *Fasciculus*. Le même jour, Girard de Ternier, en faisait dans le château même, la reconnaissance à l'évêque, ainsi que l'indique un acte conservé aux *archives d'Etat de Genève, pièces historiques*, n° 191, dont la date concorde avec celle du *Fasciculus*. Le texte de ce même acte est reproduit au volume IX, page 314 des *Mémoires et documents de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève*.

L'historien *Blavignac* rappelle, ainsi imagée, la cérémonie de reconnaissance (1) :

(1) *Etudes sur Genève depuis l'antiquité jusqu'à nos jours*, 2 volumes, Genève 1874.

« On vit dès l'aurore de cette journée, suivant le droit et
« l'usage consacrés par l'Eglise de Vienne, l'étendard jaune et
« bleu disparaître des tours de Mellier pour faire place à la
« bannière de Saint-Pierre. Devant une assistance nombreuse,
« dans laquelle on remarquait Pierre de Lully, Girard Portier
« de Rumilly, Robert Vuagnard, chevaliers ; Etienne de Com-
« peys, Jean de Rossillon, Jean d'Evian, chanoines de Genève,
« et Mermet d'Onyons ; le notaire Jean de Laya enregistrant
« les faits ; le seigneur Girard de Ternier, à genoux devant
« l'évêque, prononça solennellement le serment d'hommage
« et de féauté envers l'Eglise et le Chapitre cathédral de
« Genève. »

Un acte du 20 avril 1321 mentionné plus loin, précise les limites de la souveraineté de la Bâtie. A partir de ce château, elles suivaient la rive gauche de l'Arve jusqu'à Carouge et à la *Cour des Chevaliers* (*curia militis*, soit le bas des morraines (1) de Carouge, place occupée aujourd'hui par les propriétés de la Société immobilière du Stand et du Pensionnat) ; de là elles prenaient le chemin de Grange-Collomb (chemin de Chêne), jusqu'à *loz Pesey* ; de Pesey, au nant Borrel (le Voiret) ; de ce ruisseau à la *forêt* de Gillier, enfin de ces *bois* jusqu'au Rhône. Carouge et Lancy étaient englobés dans cette souveraineté, à l'exception du prieuré de St-George dépendant de l'abbaye de Filly.

On voyait encore plusieurs de ces limites au XVIII^e siècle. D'après une note du curé de Confignon, *De Pontverre*, il résulte que le prince, en revêtissant Girard de Ternier de la juridiction haute, moyenne et basse dans tout le territoire de sa juridiction, ne fit aucune réserve de ce qu'il avait précédemment inféodé à Rodolphe de Greisy et au couvent de Filly.

(1) Falaises.

La puissance de Girard de Ternier, chevalier et seigneur de la Bâtie, fut étendue par l'acte de concession à lui accordé le 20 avril 1321 par le comte de Genevois, sur divers droits de juridiction et seigneurie, sur le ressort du nouveau château-fort, soit privilèges de mère et mixte empire, c'est-à-dire l'entière juridiction, les droits d'impôt, de voirie, de glaive et de patibules.

L'original de ce document, conservé aux *Archives de Lausanne*, titres de Gex, layette 361, n° 2, a également été reproduit au tome XVIII, page 65, des *Mémoires et documents de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève*.

Deux ans après cette concession échoua une tentative du comte Edouard de Savoie pour s'emparer de ce fort. Voici dans quelles circonstances :

Le comte de Savoie, Edouard (au règne limité de 1323 à 1329), venait de remporter une victoire sur le château-fort des Allinges. Conseillé par le chevalier Pierre Lamys de s'emparer du castel érigé par Girard de Ternier, il se présenta avec son armée jusqu'au bord de l'Arve où il trouva le pont rompu, le seigneur Girard ayant reçu un avis de l'entreprise de son ennemi. Il tenta de faire passer la rivière à gué, mais les guides s'étant noyés, l'armée du comte tourna bride.

En 1445, Richard de Ternier vendit à la République de Genève, moyennant le prix de 700 florins, somme assez considérable pour l'époque, les terres encore appelées les *Vernets* (1), longeant l'Arve, au bas de Lancy. Richard de Ternier fit homologuer cette vente par Louis, duc de Savoie.

Cet acte, dressé le 10 novembre, par Pierre Roset, de Véze-

(1) *Vernets*. *Verney*, *Vernaies*, en patois exprime lieu où croissent les *aulnes* soit *vernes*.

nans, notaire public, donnait à l'administrateur du diocèse de Genève, Amédée VIII, pape, sous le nom de Félix V, et aux syndics de Genève, le droit d'établir *aux Vernets* les travaux nécessaires pour détourner l'Arve de son cours.

La seigneurie de la Bâtie eut souvent des démêlés à soutenir au sujet des érosions de l'Arve. Au XIV^e siècle, il y eut prise de corps avec les religieux Dominicains de Plainpalais et les citoyens de Genève, par rapport aux dégâts causés au domaine de la Bâtie par suite de l'établissement de digues destinées à rejeter le courant de la rivière.

Le 26 janvier 1490, le duc Charles de Savoie, par lettres patentes données à Pignerol, concéda à Antoine, seigneur et baron de Montchenu, ainsi qu'à ses frères, le droit d'élever dans leurs seigneuries des fourches patibulaires à trois piliers. La seigneurie de la Bâtie-Mélier s'y trouve comprise; elle avait passé à Richard, puis à François de Montchenu. Une contestation qui surgit en 1512 avec le seigneur de Viry, ne fut éteinte qu'en 1514 par le règlement d'une somme assez forte et pour laquelle se trouvait engagé le manoir de la Bâtie.

Comme beaucoup d'autres maisons seigneuriales, situées aux environs de Genève, la Bâtie fut ruinée lors de l'invasion bernoise (1536).

Des de Ternier, ce château avait passé au notaire genevois André Viennois, mort sans enfants (1) dont les droits passèrent successivement à Noble Aimé de Chaudan, aux illustres seigneurs Claude, Marin et Pierre de Montchenu, au seigneur Antoine de Beaumont, comte de Saconnex, et à la marquise

(1) Les *Notices généalogiques* de *Galiffe* signalent cependant Noble Gaspard Viennois, seigneur de la Bâtie, fils d'*André Viennois*, encore sous la tutelle de sa mère en 1547. Les armes des Viennois sont trois étoiles de six rays, 2 et 1; *Galiffe* les a trouvées au cachet d'une lettre datée de Lancy en 1539, conservée parmi les procédures criminelles.

de Challes. Le contrat de cession en faveur de ces derniers fut passé le 1^{er} septembre 1537, par Noble Simon Gouttemberg, bailli, établi par leurs Excellences de Berne dans la baronnie de Ternier.

En 1548, MM. de Berne érigèrent la seigneurie de la Bâtie en baronnie en faveur d'un sieur François Champion. Les archives d'Etat de Genève renferment des lettres de ce personnage se rapportant aux limites de sa baronnie.

On verra dans l'historique de l'église paroissiale comment le seigneur de la Bâtie devint seigneur de la cure de Lancy.

M. De la Place, juge de la Bâtie, à l'occasion du procès du curé De Pontverre, a écrit un mémoire sur le droit seigneurial de cette terre. Il avait pour principal but de faire ressortir « que le Chapitre de Genève n'avait aucun droit de juridiction sur les terres de cette seigneurie. Toutes les fois que « l'on s'est aperçu que les châtelains de Chapitre se sont avisés de venir faire quelque acte de juridiction dans la terre « de la Bâtie-Melliez, on s'est incessamment pourvu au Sénat « pour en être reçu appelant et demander réparation de leurs « attentats et de leurs distractions de juridiction, tandis « qu'au contraire les juges de cette terre ont fait dans tous « les temps, sans aucun empêchement, tous actes de juridiction indifféremment rière ses limites dans toutes les occasions qui s'y sont présentées; après quoi l'on ne voit pas « sur quel principe, ni sur quel fondement Messieurs de Genève veulent établir et statuer leurs prétendus droits de « juridiction dans l'enceinte et les limites de la susdite terre « qui ne sauraient être incontestablement qu'erronées et « chimériques. »

En 1626, le baron de la Bâtie dut se justifier vis-à-vis de la République genevoise de certains propos menaçants qui lui étaient attribués.

Plusieurs documents du XIV^e siècle relatent les noms des membres d'une famille genevoise *de la Bâtie*.

De 1707 à 1708, il y eut un sérieux conflit de juridiction au sujet d'une enquête faite par le juge De la Place dans la maison de Pierre Bévillard, à Lancy, située sur Chapitre, à l'occasion d'un attentat commis rière le Chapitre, dans une lutte entre Pierre Philippe Bévillard et ses beaux-frères. Nous renvoyons aux pièces des archives d'Etat pour les détails de cette affaire privée.

Au commencement du XVIII^e siècle, on voyait encore quelques masures de ce château dans le champ appartenant à un nommé Perréal.

Un extrait des Registres du Département des choses publiques, du 19 août 1796, relate qu'aucune limite ne séparait alors les teppes de la Bâtie des pâturages de la commune de Lancy, d'après un rapport du citoyen Burky (Burgy) agent national et membre de l'administration du district, et *Directeur* de la commune de Lancy (archives d'Etat de Genève).

Il ne reste aujourd'hui aucun vestige du château de la Bâtie, primitivement construit en bois pour la plus grande partie, comme le furent un grand nombre d'églises du IV^e siècle au XI^e, et même au-delà.

Le plateau de la Bâtie a été occupé par la troupe espagnole en 1742, par le comte de La Marmora qui voulait assiéger Genève en 1782, par les Français en 1792; enfin, en 1814 par l'armée de Desaix sur laquelle les Autrichiens lancèrent des obus des hauteurs du coteau de Saint-Jean.

On retrouvera, dans le corps de ce travail, plusieurs citations ayant trait à la seigneurie de la Bâtie-Meslie.

Un ancien syndic de Genève, M. Fabri, était possesseur au XVIII^e siècle d'un fief appelé *Maillard*, rière Lancy. Maillard était le nom du propriétaire. Ce fief qu'il tenait des Bernois, appartenait jadis à la cure de Lancy. Son rapport annuel, comme dîme, était d'environ huit coupes de froment, quelque avoine et argent de servis.

La famille des *Maillard* a donné un syndic à la République de Genève en 1492. En 1616 il existait un capitaine Maillard, qui a de belles qualités, disent les Registres du Conseil, et qui est spécialement recommandé à ce Corps par le capitaine Pierre Baudichon, afin d'empêcher qu'il ne prenne du service en Savoie.

Le 25 avril 1617, Jacques Maillard est déposé du Conseil des Deux-Cents pour être allé, sans congé, au service de Savoie.

* * *

Outre les familles précitées qui ont tiré leur nom de celui de Lancy, on peut encore en signaler dans la période du XIV^e au XVI^e siècle.

La généalogie des Tardi, famille très riche et très distinguée aux XIII^e et XIV^e siècles, présente, à la date du 3 avril 1358, Aymon et Bertet Tardi, frères, institués héritiers par le testament de Jacquemette, veuve de *Hugues de Lancy*, et en 1347 Jeannette, fille de feu *Hugues de Lancy*, veuve de Nyolet Tardi (*Galiffe, Notices généalogiques*).

Dans une note de quelques actes passés par des Suisses et des étrangers momentanément à Genève, figurent :

En 1387, Jaquemet, fils de feu Perret de Lancy, du consentement d'*Etienne de Lancy*, son frère, vend des terres à Amblard de Miéville.

Dans la procédure instruite en 1430 par les officiers du seigneur de Viry, par ordre du Lieutenant du châtelain ducal de Ternier contre Pernette, veuve de Jean David, accusée d'adultère avec le curé de Malagny, Aymon de Lancy, ex-chancelier, est porté comme témoin dans l'acte du 2 novembre 1430, relatant la punition infligée à la dite veuve David. Cette pièce latine est reproduite dans le volume de M. C. Duval, sur Ternier et St-Julien. L'historien *Galiffe* cite encore dans ses *Notices généalogiques*, Noble Baud, seigneur de Troches, de Flor et de la Feuillade, fils d'un marchand ferretier, Noble Jean Baud, citoyen de Genève, qui finit ses jours dans sa terre de Troches en Savoie. Il avait épousé en premières noces une fille de Noble *Jean de Lancy*, sœur de Noble *Aymon de Lancy* dont il était tuteur en 1508. Ce seigneur eut de ce mariage une fille nommée Michée, dame de la Feuillade, qui épousa Noble Guillaume Hugues, syndic.

Parmi les *De Lancy*, le personnage le plus marquant et le plus extravagant est, sans contredit, *Jean de Lancy*, seigneur de ce lieu, contre lequel le duc de Savoie lança des lettres de capture au mois de février 1440. Longtemps emprisonné pour ses forfaits, au château de l'Île, à Genève, il ne fut libéré qu'à la requête de la duchesse et de plusieurs nobles de ses parents. Nos archives d'Etat possèdent, sous le n° 624, une pièce, datée du 8 mai 1456, par laquelle Thomas de Sur accorde des lettres de grâce au seigneur *de Lancie*, à condition qu'il fournirait caution pour la réparation des torts commis et une somme de 3,000 livres, payable au fisc épiscopal.

En 1462, la mère et la sœur du dit seigneur étaient fixées à Genève. Les Registres du Conseil relatent qu'elles se plaignirent « que des gens les ont menacées du carcan (ou les y ont mises). » Il fut décidé que les coupables seraient recherchés et qu'avis en seraient donné aux villes d'Allemagne.

Jean de Lancy avait conservé une forte rancune à la République de Genève. Sa déclaration de guerre, qu'il lui fit notifier en 1464, conservée aux archives d'Etat, n° 650, nous fournit le texte des prétentions hautaines du seigneur de Lancy :

« Je Jehan de Lancie, à vous messeigneurs les citoyens, habitants et à toute la communauté de la Cité de Genève. »

« Je vous fais savoir par ces présentes que moi et tous mes devans et aidans vous poursuivrons et ferons maux et dommages à vous et à tous vos aidans, conseillers et alliés, advoyers à cause de vous et tous bourgeois et habitants de la dite ville et cité de Genève, au feu et au flamme, en sang et chair et de toutes autres manières, comme en cas de guerre mortelle appartient. »

Ce que Jean de Lancie voulait, c'était, selon ses catégoriques expressions, forcer la République de Genève à « rendre, « réparer et restituer, et amender les très grands déplaisirs, « outrages et vilenies faites par François Crochon, Jean « d'Orsière, Jean de la Fontaine et autres, qui sont été gouverneurs de la Communalité de Genève. »

Cet acte, daté du 7 Décembre 1464, est muni du scel armorié de Jean de Lancie. L'état de ce scel ne permet pas d'en donner la reproduction.

L'*Armorial* de *Galiffe* fournit le blason de Lancy pour les années 1464 et 1563, d'après un sceau en or.

Quoique le territoire de Lancy appartint pour la plus grande partie au bailliage de Ternier, le Chapitre de Genève intervint souvent en faveur des communiens de Lancy. En 1471, ce Chapitre dût recourir par requête au Gouverneur Philippe de Savoie, afin d'obtenir que les paysans d'Onex, Lancy et Valery, ne soient plus, malgré leur misère, aggravée par une occupation militaire, molestés au sujet de leurs con-

tributions par les officiers de Ternier. Cette démarche reçut la sanction de P. de Veyrier, notaire public et curial de la châtellenie de Ternier, sur l'intervention du Seigneur *de Lancy (de Lanciaco)*.

Philippe de Savoie accueillit favorablement la demande du Chapitre et il donna l'ordre au secrétaire du Conseil ducal de Chambéry de l'examiner. Ensuite d'informations recueillies par le curial P. de Ternier et de sentences préparatoires, Philippe prononça une sentence définitive de libération envers les hommes du Chapitre. Les documents se rapportant à cette affaire figurent dans l'état des titres conservés aux archives d'Etat de Genève.

IV

Invasion bernoise. — Le culte réformé à Lancy. — Guerre de la fin du XVI^e siècle. — Joachim de la Rye, Marquis de Treffort et l'armée ducal à Lancy. — Combats du Fort-d'Arve. — Prise et destruction de Lancy. — Destruction du temple protestant. — Soumission du curé de Lancy. — Le syndic de Franconis.

Par le fait de sa situation rapprochée du Fort-d'Arve, Lancy eut à souffrir des luttes continuelles qui désolèrent la contrée jusque vers la fin du XVI^e siècle. Il semblait que, grâce au traité, soit arrêt de St-Julien, conclu le 19 octobre 1530, entre le duc de Savoie et les villes de Berne, Fribourg et Genève, le calme devait être obtenu pour longtemps. Mais il n'en fut pas ainsi.

Le duc Charles de Savoie ne cessant d'inquiéter les Gene-

vois qui avaient embrassé la Réforme, les Bernois lui adressèrent une déclaration de guerre, le 16 janvier 1536. En février, leur armée, commandée par Hans Franz Nægeli, envahit le bailliage de Ternier. Tous les châteaux et maisons fortes des gentilshommes furent détruits, les églises saccagées. Grande fut la déroute au sein de la population des campagnes.

Genève profita de la circonstance pour se mettre en possession des propriétés de l'ancien Chapitre de St-Pierre et du prieuré de St-Victor, sans pour cela admettre les habitants de ces terres au bénéfice des franchises et des prérogatives des bourgeois: de lourdes contributions pesèrent sur les agriculteurs. Le culte réformé fut naturellement partout introduit.

La paroisse de Lancy subit le sort commun; on la classa dans le *bénéfice* de Troinex qui comprenait en outre Bossey, Evordes, Sierne, Vessy, Landecy et Onex. Quoique la République de Genève fit élever un temple à Lancy, la paroisse dépendit néanmoins de la juridiction spirituelle de Compesières, puis du pasteur d'Onex.

On édifia le temple protestant de Lancy en 1545. *Gaudy-le-Fort* dit avoir trouvé dans une chronique inédite que l'achat du temple, de la maison et appartenances contiguës avaient été achetés pour 38 écus. Par lettre datée de Compesières, 6 août 1564, le bailli de Ternier et Gaillard, Hans Zechender, écrivit au Conseil de Genève pour obtenir une cloche en faveur du temple de Lancy, nécessaire, disait-il, non seulement en cas de danger, mais aussi pour convenir (convier) le peuple à entendre la parole de Dieu.

Voici le texte de cette curieuse lettre (archives d'Etat de Genève):

« Magnifiques, puissants et très-honorés Seigneurs.

« Je me recommande de bon cœur à vos bonnes grâces,
« combien que par ci-devant aucuns de votre Conseil m'aie
« promis de moi faire tenir votre aimable réponse sur l'aver-
« tissement que je leur avais fait sur la grande faute et
« nécessité que les paroissiens de l'église de Lanci ont d'une
« cloche, tant pour faire convenir le peuple à ouïr la prédica-
« tion de la parole de Dieu, qu'aussi pour s'en servir en
« temps de danger, comment vos Excellences mieux savent
« être commode et requis. Toutefois, n'ayant ni par eux, ni
« par autres encore de vos Excellences eu réponse, je suis été
« occasionné de mander la présente par messager exprès, en
« vous priant en ceci vouloir avoir égard et y pourvoir d'une
« cloche sinon que ayez bonne occasion à cela non faire. Dont
« de votre intention et volonté vous plaira moi mander par le
« dit présent porteur votre amiable réponse, laquelle atten-
« dant je prierai le Créateur, Magnifiques, puissants et très-
« honorés Seigneurs, vous donner bonne vie et longue.

De Compesières, le 6^e jour du mois d'août 1554.

Votre bon cousin, ami et combourgeois,

Le bailli de Ternier et Gaillard,

HANZ ZECHENDER.

★ ★ ★

Par suite du traité conclu à Lausanne, le 22 octobre 1564, l'Etat de Berne dût restituer au duc de Savoie les bailliages de Thonon, Gex, Ternier et Gaillard. La reddition complète de ces terres, fixée au 15 mars 1565, ne fut opérée que le 26 août suivant.

Le culte réformé continua néanmoins d'être observé à Lancy, c'était du reste une condition formelle du traité ; aussi fut-

elle scrupuleusement observée par le duc de Savoie Emmanuel-Philibert. Ce souverain se contenta d'ordonner que ses sujets professant la religion réformée ne pourraient habiter que les lieux où son exercice était permis.

Le nouveau duc de Savoie, Charles-Emmanuel I^{er}, n'imita pas la prudente réserve de son prédécesseur. Après avoir éprouvé un échec dans une entreprise contre Genève, il ne cessa de guerroyer autour de cette ville. En 1589, on vit ses troupes stationner sur le plateau de Lancy, puis au bas de ce même village, avant l'assaut qu'il livra contre le Fort-d'Arve, le 23 juin. Lancy fut vivement éprouvé après une série de combats livrés au Plan-les-Ouates, au Fort-d'Arve et à Pinchat.

La guerre entre Genève et le duc de Savoie continua sans relâche de 1591 à 1593. L'armée ducale, commandée par Joachim de la Rye, marquis de Treffort, séjourna à Lancy, du 8 au 16 juillet 1593 ; elle comprenait 300 chevaux, 800 fantassins et plusieurs pièces d'artillerie.

Le marquis de Treffort comptait sur les secours du duc de Nemours et de quelques troupes qui étaient en Faucigny, mais il attendit vainement jusqu'au 16 juillet. Pendant ce temps, dit l'historien *Spon*, « les troupes de Treffort approchèrent « à plus d'une fois du fort, ce qui ayant donné lieu à une « partie de la garnison d'en sortir et de se mettre en embus- « cade aux environs, avec quelques compagnies de Genève « qui étaient allées à son secours, il y eut diverses rudes es- « carmouches, dans lesquelles les Savoyards eurent toujours « du pire, puisqu'il y demeura, en plusieurs rencontres, plus « de six vingt des leurs, les Genevois n'y ayant perdu qu'un « seul homme et eu cinq blessés.

« Pendant ce temps-là, on travaillait dans le fort et avec « toute la diligence possible, aux fortifications ; un grand

« nombre d'hommes et de femmes étaient occupés à y remuer
« la terre, et, quoique l'ennemi tirât contre quantité de coups
« de canon, pendant qu'ils travaillaient, aucun de ces gens-là
« ne fut ni blessé, ni tué. L'on était en de grandes inquiétudes
« dans Genève de sentir des troupes aussi près, surtout puis-
« qu'il y avait lieu de craindre que le nombre n'en augmentât
« tous les jours, et qu'enfin, elles n'emportassent le Fort-
« d'Arve, ce qui aurait été une perte essentielle pour la Ville.
« Ce qu'on avait d'autant plus lieu d'appréhender, qu'une
« bonne partie des soldats, qui étaient au service de la Répu-
« blique, ayant été congédiés, on n'avait pas suffisamment de
« monde pour opposer à l'ennemi.

« Mais, dans le temps qu'on était dans ces peines, le mar-
« quis de Tressort se retira tout d'un coup avec ses troupes,
« pour s'opposer aux progrès que faisait Lesdiguières en Savoie,
« sur l'avis qu'il eut que ce général, après avoir pris la ville de
« Saint-Genis, près du Rhône, et le château de Montdragon, se
« préparait à venir assiéger Belley, pour se rendre maître en-
« suite du Bugey. La cavalerie, en s'en allant, passa près du
« fort où elle fit cinq ou six prisonniers.

« Cette retraite causa une grande joie dans Genève. L'on en
« donna aussitôt avis aux Seigneurs de Zurich et de Berne.
« Les particuliers qui avaient des fonds en Savoie moissonnè-
« rent en toute liberté, et l'on exigea sans peine les contribu-
« tions dans le Mandement de Ternier.

« Ce qu'il y eut de fâcheux, c'est que pour éviter qu'à
« l'avenir l'ennemi pût se venir poster si près de la ville, on
« fut contraint de prendre la résolution de raser le village de
« Lancy qui contenait soixante-neuf maisons et de couper
« tous les arbres et la vigne haute qu'on appelle hutins, qui
« étaient depuis le pont d'Arve jusqu'à ce village, ce qui fut

« exécuté promptement, au grand regret des habitants du lieu,
« à qui l'on refusa même de laisser subsister leurs granges ».

« Après la destruction de Lancy, on démolit le pont d'Arve
« pour le rétablir quelques centaines de pas plus loin.

* * *

Malgré ses successifs échecs, le duc de Savoie ne se tint pas pour battu. En décembre 1602, il tenta de nouveau de surprendre Genève. Son *Escalade* eut le sort des précédentes entreprises.

Après tant de désastres, la paix fut enfin conclue à St-Julien, du 11 au 21 juillet 1603 entre Son Altesse de Savoie et la seigneurie et République de Genève. En ce qui concernait les terres de St-Victor et Chapitre, toutes choses devaient demeurer, d'une part et d'autre, en même état qu'elles étaient lors de l'ouverture de la guerre en l'année 1589, sans rien innover en quelque sorte. Le duc s'engagea de ne faire assembler de gens de guerre, ni fortifications, ni tenir garnison à quatre lieues près la ville de Genève. Toute liberté fut laissée aux partisans de la Réforme ; ils pouvaient vivre et demeurer en la même liberté que par ci-devant, à la charge de ne dogmatiser.

Le temple de Lancy subsistait encore en 1609. Cette même année, d'après l'*Histoire de Genève manuscrite* de Gauthier (*archives d'Etat de Genève*), « deux capucins ayant projeté
« d'entrer dans le temple de Lancy, sur le lief du Chapitre,
« pour le bénir et y établir ensuite la messe, le Conseil en
« ayant avis et que les deux religieux étaient sur les lieux
« prêts à exécuter leur entreprise, on y envoya deux conseil-
« lers (Pierre Fabri, ancien syndic et Gallatin, conseiller)

« pour les faire saisir, ce qui fut fait. On les arrêta dans une
« maison où ils étaient entrés, située sur Chapitre, et ils furent
« ensuite condamnés à demander pardon à genoux de la faute
« qu'ils avaient commise, d'avoir dogmatisé sur le fief qu'ils
« savaient appartenir à la seigneurie, ce qui était contre le
« traité de St-Julien, suivant lequel toutes choses doivent de-
« meurer en l'état qu'elles étaient avant la guerre de 1589.
« Les mêmes commissaires furent chargés de leur prononcer
« ce jugement et de le faire exécuter. »

Charles-Emmanuel tira habilement parti du fait que les Bernois, en se liguant avec Genève contre la Savoie pendant la dernière guerre, avaient contrevenu au traité de Nyon. Il profita de cette circonstance pour rétablir le culte catholique dans les bailliages.

Ensuite d'une réaction attribuée à l'œuvre de l'apostolat de François de Sales, le catholicisme était de nouveau implanté dans toutes les terres de la Seigneurie. On démolit le temple protestant de Lancy ; ses matériaux furent, au XVIII^e siècle, employés à des constructions à Pesay, à celle de l'église de Lancy et à l'entretien des chemins communaux.

Cette démolition donna lieu à informations et mesures par Messesseurs de Genève. L'état de ces documents est spécifié au chapitre des *Sources historiques*. Il en résulte que M. le juge Dufour termina, le mardi 28 juillet 1711, l'enquête relative à l'enlèvement des matériaux par le curé Roch. Les dépositions consignées sont celles de trois personnes assermentées : Marie, fille de feu Noble François Girard des Bergeries, femme du sieur Alexandre Metonne, horloger, demeurant à Lancy ; Laurence, fille de feu Pierre Louchet de Lancy, femme de Louis Girod, laboureur, à Lancy ; Etienne, fille de feu Pierre Emery, femme d'Etienne Migevant, demeurant à Lancy.

Il y eut également procès-verbal dressé, le 30 juillet 1711, par le juge des terres de St-Victor et Chapitre, ensuite duquel le curé de Lancy, installé à Pesay, reçut la visite des commissaires informateurs de Genève. Le curé objecta que les matériaux enlevés étaient sur territoire de Savoie, propriété du seigneur marquis de Challes ; il écrivit à M. Jean-Robert de Chouet, conseiller, premier syndic, et accompagna sa lettre d'un mémoire justificatif, le 3 août 1711. Il exposait le droit des seigneurs de la Bâtie-Meslier sur la cure de Lancy et il ajoutait que « sept ans avant le traité de Bâle, la dite église « n'a jamais servi à aucun ministre pour aucune fonction, « puisque les peuples de cette paroisse avaient un ordre des « seigneurs de Berne d'aller entendre le prêche à Compesières. « Le seigneur de la Bastie-Mellie est seigneur de la cure de « Lancy, à forme de la reconnaissance faite et passée entre « les mains de M^e Michel Rossier, commissaire, par la Per- « nette, veuve de Noble Odet Pasquet, au nom et comme « tutrice des personnes et biens de Gigouz Odet et Jean Pas- « quet, ses enfants, en l'année 1540, comme aussi, à forme « de la reconnaissance d'honorable François, fils d'honorable « Etienne Argouz, marchand orfèvre, citoyen de Genève, en « date du 11 juillet 1659, signée David, par laquelle il confesse « devoir aux dits seigneurs et aux leurs, comme seigneurs « de la cure de Lancy, une gerbe de blé, laquelle le dit sei- « gneur perçoit actuellement tous les ans. — La preuve que « le bénéfice de Lancy est sur terre de Savoie se tire des livres « terriers de l'an 1542, signés Michel Rossier ; de l'an 1585, « signés Foex, et 1659, signés David. »

Le 12 décembre 1711, nouvelle lettre du curé Roch au syndic de Chouet. Le Conseil de Genève chargea de la réponse le syndic Jacques de Franconis. Ce syndic se montra des plus conciliants ; il demandait la restitution des matériaux,

offrant gratuitement au curé ceux sur son pré, situé à Plainpalais. Pour le cas où le curé se refuserait à accéder à sa demande, il le prévenait que l'entrée de la ville lui serait interdite. Le curé de Lancy répondit hardiment : « Si vous me défendez l'entrée de votre ville, je vous en défendrai la sortie, ayant assez de terrain pour me promener au dehors. »

Le Conseil n'entendit pas accepter les raisons et les menaces du curé de Lancy. Le granger de ce dernier, Philibert, fils de feu Claude Magnin, du Plan-les-Ouates, domicilié à Pesay, s'était rendu à Genève, à la réquisition du juge, comme ayant mené à Pesay une partie des matériaux enlevés par le curé. Après sa déposition, il fut incarcéré comme garant du dommage.

Le curé de Lancy dut reconnaître ses torts pour obtenir l'élargissement de son serviteur prisonnier. — En effet, par lettre du 23 octobre 1711, adressée au conseiller de Franconis, il confesse sa faute en ces termes :

« Je suis très mortifié que mon granger ait fait l'équivoque de prendre quelques pierres dans les masures de l'église de Lancy ; je vous prie d'être persuadé qu'il est innocent et que je remplacerai et satisferai à la valeur de vos ordres, vous suppliant d'élargir le dit granger, ayant toujours l'honneur d'être avec un profond respect. »

Votre, etc.,

ROCH, curé de Lancy.

Tout est bien qui finit bien. Le syndic de Franconis devint l'ami du curé de Lancy, puisqu'il lui prêta plus tard cent patagons (1) pour venir en aide à ses travaux de construction. D'autres citoyens de Genève se joignirent à M. le syndic de Franconis.

(1) L'ordonnance de 1623 fixe la valeur de l'écu patagon à 8 florins.

V

Reconstruction de Lancy. — Le Bachet de Pesay. — La Chapelle. — Son Inventaire. — Conflits de juridictions et d'impôts. — De Pontverre, curé de Confignon, se disant curé de Lancy. — Il réclame la dîme. — Documents inédits à ce sujet. — Relations sur le rétablissement du culte catholique à Lancy. — Reconstruction de l'Eglise. — Inventaires et Notes.

A la faveur de la paix factice obtenue par le traité de St-Julien, les communiers de Lancy poursuivirent les travaux de reconstruction de leur village. Le XVII^e siècle forma une continuité d'agitations de toutes sortes : querelles religieuses et contestations au sujet de certains droits de propriété ou de juridiction.

En 1613, le seigneur de la Bâtie-Meslier (Mélie) intenta un procès à la seigneurie de Genève, pour qu'elle reconnût de son fief l'église et la cure de Lancy. Le Conseil de Genève se contenta de répondre aux juges de Savoie que cette affaire ne ressortait pas de leur compétence et leur fit dire que l'église et la cure de Lancy appartenaient à la République de toute ancienneté, et, en particulier, qu'elle était du nombre de celles qui lui étaient attribuées par le départ de Bâle.

Le seigneur de la Bâtie-Meslier obtint gain de cause. Mais, sur la plainte qui en fut faite au marquis de Lans, gouverneur de Savoie, cette affaire n'eut aucune suite et le jugement regardé comme non avenu.

Les circonstances dans lesquelles se trouva le pays ne permirent pas de réaliser à Lancy ce qui était passé à l'état de

fait accompli dans d'autres villages relativement au rétablissement du culte catholique.

De la démolition du temple protestant à la célébration régulière de ce dernier culte, il s'écoula plus d'un demi-siècle ; toutefois, les fonctions du ministère étaient partiellement accomplies par les curés du voisinage. Sur le territoire de Lancy, on célébra d'abord le culte au Bachet de Pesay. Le chapitre spécial, qui va être consacré à ce hameau de Lancy, initiera à la restauration du culte catholique et aux entraves qu'il eut à subir.

Ce ne fut que trente et quelques années dans la suite que ce culte fut célébré au cœur même du village de Lancy, par le curé De Pontverre, de Confignon.

Pesait, Pesay, Pesey, Pezay (Picciacus) formait un hameau de la paroisse de Lancy.

Doit-on faire appartenir l'origine du nom de ce lieu aux champs où l'on cultivait jadis les *pesait*, soit pois, ou à la configuration du sol qui, dans les langues celtique et germanique exprime creux, cavité, réservoir, bassin, ruisseau ; de là cette dénomination de *Bachet de Pesay*.

. En effet, l'expression patoise *bachal, bachex* signifie *fontaine publique*. Ces mots sont fréquemment employés dans nos anciens actes ; ils sont mentionnés dans les documents du *Procès de sorciers de Viry, au bailliage de Ternier, de 1534-1548*, publiés par César Duval (Tome XXIV du *Bulletin de l'Institut national genevois*).

Un acte daté de Genève, du 6 novembre 1263, présente comme particularité le nom d'un habitant de cette terre, que Rodolphe, comte de Genevois, prend sous sa garde, en même temps que divers hommes et femmes de Troinex, ainsi désignés au dit acte : Pierre Foisset et son fils Hudric, Guillaume du Four, Pierre Novel, Humbert et Guillaume de Saconnex,

Guillemette du Crest , Pierre et Brune du Bordau, Pierre et Humbert de Chila, Guillaume de Chétaz, Guillaume du Pré, Gérold du Cimetière, Pierre des Hutins, *Amoudric de Pesay*, André Métral.

Le comte de Genevois leur assure sa protection comme à ses hommes liges, moyennant la redevance annuelle de dix-huit octanes d'avoine qu'ils paieront entre eux, et cela dans le cas même où leur nombre diminuerait.

En 1589, 2 juin, Pesay fut le théâtre d'une escarmouche entre les Genevois contre les troupes de Savoie.

En ce qui se rapporte à la *Chapelle de Pesay*, voici le résumé des recherches, outre les mentions spéciales qui seront produites dans cette notice :

Le 9 octobre 1661, Jean d'Arenthon d'Alex était sacré évêque du diocèse de Genève. Ce prélat, ne prévoyant pas la possibilité de gagner Genève à la cause catholique, avait résolu de faire le siège spirituel de cette ville.

C'est dans ce but qu'il fit construire de 1663 à 1664, à Pesay, en la paroisse de Lancy, une chapelle sous le vocable de l'Enfant-Jésus et qu'il y plaça un prêtre desservant.

Un personnage, venu à Genève avec l'intention d'y embrasser la Réforme, Jérôme Lunati, de Milan, ancien religieux et diacre, poursuivi par le Tribunal de l'Inquisition, parvint à se faire recevoir habitant. Ses relations avec le prieur de l'Abbaye de Pomier et d'autres membres du clergé romain empêchèrent son adoption comme bourgeois de Genève, et par suite de la preuve que Lunati avait fait retour à ses croyances premières, le Conseil prononça contre lui un arrêt de bannissement.

Lunati, dit le chanoine *Fleury*, dans son *Histoire de l'Eglise de Genève*, « avait une petite propriété à Pesay, à l'extrême « frontière de l'Etat de Genève ; il s'y retira. Ne pouvant plus

« donner ses leçons dans la ville, il se dirigea vers Chambéry
« où, grâce à ses talents, il prit une agence d'affaires, se char-
« geant, comme procureur, des causes portées au Sénat.

« Lunati eut des relations avec M^{re} Jean d'Aranthon d'Alex
« et finit par lui laisser une dizaine de mille francs pour
« fonder, dans sa propriété de Pesay, une chapelle qui pût
« servir aux habitants de Genève et où ils pourraient assister
« à la messe les dimanches et fêtes. » Ce ne fut pas sans des
clauses très onéreuses, ajoute le chanoine Fleury, « que
« Lunati laissa son bien de Pesay à M^{re} Jean d'Arenthon, car
« l'évêque déclare dans son testament, du 1^{er} octobre 1685,
« avoir fourni des sommes considérables soit pour la construc-
« tion de cette chapelle, soit pour la liquidation des dots
« réservées en faveur des filles et d'une nièce de Lunati. »

La propriété sur laquelle était construite la chapelle de
Pesay ayant passé à un ressortissant de Genève, fut soumise
à l'impôt d'usage, quoique précédemment elle se trouvait
exempte de toute contribution. L'évêque d'Arenthon protesta
inutilement contre cette mesure et s'en plaignit à la Cour par
une lettre du 13 mai 1762. « Après les grandes dépenses que
« j'ai faites, écrivait-il, il serait fâcheux que le culte ne pût
« pas s'y continuer, puisque chaque dimanche on y compte
« plus de 400 personnes qui viennent de Genève. »

Il est évident que par sa situation spéciale et si rapprochée
de la ville de Genève, cet édifice religieux devait attirer un
certain nombre de catholiques des environs.

Cette chapelle, selon *Blavignac*, dans ses *Etudes sur Genève*,
« était venue par sa proximité de la ville DÉVOYÉE, amé-
« liorer la position religieuse de Genève. »

Le culte y fut célébré de sa fondation à plusieurs années de
la première moitié du XVIII^e siècle par le curé ou vicaire de
la paroisse de Lancy. Démolie antérieurement au démembre-

ment de Carouge, Pinchat et Grange-Colomb, de la paroisse de Lancy, ses matériaux furent vendus par le curé de Lancy. Dans une correspondance échangée entre M. de Veyrier et M. de Châtillon, son frère, en date du 28 août 1780, on trouve cette satirique allusion à la vente des matériaux de la chapelle de Pesay : « Le Révérend curé de Carouge vient d'arracher
« une grosse plume à l'aile de son cher confrère le curé de
« Lancy en lui enlevant par dévolu la chapelle de Pesay du
« revenu de 500 livres dont il vient de prendre possession.
« J'aurais été attrapé si j'en avais acheté les matériaux. »

En 1794, le 28 thermidor, le domaine de la chapelle de Pesay fut compris dans la vente des biens ecclésiastiques opérée par le district révolutionnaire de Carouge et passa à un nommé Jacquemard.

Dans les registres paroissiaux de Lancy (actuellement déposés au bureau cantonal d'état civil de Genève), on trouve deux documents à l'aide desquels on peut se rendre compte de l'état de la chapelle de Pesay au XVIII^e siècle, ainsi que des possessions y attenantes.

Voici la teneur de ces deux pièces :

*Inventaire des meubles, ornements et linges de Pesay, trouvés
par le R^d s^r Roch en la dite chapelle lorsqu'il y a commencé
l'office l'an 1703, le jour de la St-André.*

« Je soussigné ai trouvé dans la dite chapelle de Pesay ce
« qui suit que M. Duret, curé de Compesières, me remit dans
« le petit coffre de sapin que j'ai fait fermer à clef :

« 1^o Un calice dont la coupe et patène sont de vermeil,
le pied d'argent doré, avec son étui ;

« 2° Une lampe de laiton donnée par un brigadier de la Capite d'Arve dont l'année et le nom sont gravés ;

« 3° Quatre chandeliers de laiton ;

« 4° Une chasuble de damas, fond blanc, fleur rouge, avec des galons de soie à laquelle j'ai ajouté une bourse ;

« 5° Une chasuble d'étoffe de laine verte, rouge et blanche, avec ses assortiments ;

« 6° Une chasuble noire d'étamine que le dit sieur Roch a fait d'un devant d'autel de madame la duchesse, donné à Lancy pour dire une messe de mort un des jours de la semaine qu'il n'y a pas de fête ou que l'on ne dit pas la Ste-Messe pour les bienfaiteurs et fondateurs, suppliant mes chers successeurs en la dite chapelle d'examiner les dépenses que j'y ai faites et d'y prier Dieu pour moi pendant ma vie et après ma mort ;

« 7° Un devant d'autel tout déchiré qui ne pouvait plus servir ; j'ai fait peindre celui qui existe ;

« 8° Un messel et un rituel avec une petite bourse pour porter le viatique aux malades ;

« 9° Une aube de toile ordinaire, l'amict, cingule, corporal, purificateur, deux burettes d'étain, etc. ;

« L'on change de linge dès la sacristie de Lancy et je n'ai trouvé que deux méchantes nappes à Pesay.

« Je prie très humblement mes chers successeurs de prendre soin des ornements laissés à la sacristie de Lancy, afin d'éviter qu'ils se gâtent, de les tenir au sec et les retirer à la cure, et les plier proprement parce que l'humidité les peut gâter et de changer, selon les solennités et les couleurs que l'Eglise ordonne ; ainsi, on aura toujours l'église et les ornements en état.

« Roch, curé. »

Inventaire des titres de la chapelle de Pesay.

« 1^o Une copie du testament solennel de feu Spectable Jérôme Lunaty, du 1^{er} juin 1663, dont l'original doit être au greffe du comté de Saconnex.

« 2^o Visite de la chapelle par M^{sr} l'évêque.

« 3^o Procès et requêtes présentées aux seigneurs de la Chambre des comptes de Chambéry contre les syndics exacteurs de la paroisse de Compesières pour réduire la cote sur le pied de dix sols et demi, selon l'ancien pied pour les biens de feu sieur Lunaty et quatre sols, quelques deniers pour les biens de feu Martin Blanc, le tout aux frais du R^d Roch qui a fait faire deux révisions et voyages à Chambéry comme l'on verra par les actes.

« 4^o Procès de défense par le sieur Roch pour empêcher que M. de Gallay qui a du bien à Arare ne se misse en possession des fonds du dit sieur Martin Blanc, se trouvant créancier antérieur avec la transaction portant rémission de biens pour M^{sr} l'Ill^{me} et R^{mo} Jean Daranthon d'Alex, évêque et prince de Genève, faite par le dit Martin Blanc, ensuite l'amodiation des dits biens qu'on aurait enlevé à la dite chapelle, si le dit sieur Roch n'avait apaisé par caresses le dit procès et promis au sieur de Gallay de prier Dieu pour lui.

« 5^o Requête présentée par le dit R^d sieur Roch au sieur juge Delaplace, et ensuite de l'ordonnance de M. De Pontverre, procureur du clergé, pour prendre un acte d'état des dépenses et réparations faites par le dit R^d sieur Roch à la chapelle, grange et biens dudit Pesay. Signés : Delaplace, De Pontverre et Foëx, notaire.

« 6^o Acquit en faveur de la chapelle de Pesay du 17 décembre 1710, signé : Foëx, notaire.

« Voyez mes très chers frères et successeurs la dépense que j'ai faite à Pesay et le dit acte vous instruira que j'ai dépensé 3,184 florins de Savoie, à compte de quoi j'ai reçu de la vente d'un pré faite au sieur Etienne Bonnet de Carouge, fl. 1,584, sauf erreur, de laquelle somme j'en fais un fonds pour que l'on célèbre une messe par an pour demander à Dieu mon salut, et après ma mort pour le repos de mon âme. *Amen.*

« *Roch.* »

« 7° Bail à ferme du R^d sieur Roch au sieur Denis Ferrin de Pesay, portant la remise annuelle de 200 livres, deux setiers de vin et deux coupes de blé, ensuite de l'amélioration des dits fonds, du 31 mai. Signé : Frère, notaire collégié.

« J'ai fait quittance au dit sieur Ferrin de ma tenue et ai rabattu environ 150 livres pour avoir eu égard aux méchantes prises qui sont arrivées, n'y ayant pas été obligé. Ainsi est.

« *Roch.* »

« 8° Convention en titre d'amodiation pour le sieur Trembley, secrétaire de la Chambre des comptes de Genève, avec les mémoires des dites noales du 15 juin 1715 ; il faut la renouveler et se souvenir qu'il y a beaucoup plus de défrichement sur Pesay, Pinchat et Troinex, pour rabattre et ne plus payer les six quarts de blé qu'ils exigeaient.

« 9° Etat des biens de Pesay par le seigneur juge mage des bailliages de Ternier et Gaillard, de l'an 1704, avec l'amodiation passée par le R^d sieur Chave Paris, promoteur du clergé de Genève en faveur du sieur Pierre Deronzier, portant la cense de 230 florins, du 26 mars 1700. Signé : Amblet, notaire.

« 10° Visite des biens du dit Pesay par le dit R^d sieur Roch, du 2 mai 1705, 1706, signé : Fœx, notaire.

« 11° Neuf papiers contenant des vieux actes d'état et amodiation des dits biens aux frères Magnin du Plan des Vuattes, avec un compte de feu M. Duret, de son vivant, curé de Com-

pesières, avec feu Monseig^r Dalex, pour justifier la perte des bœufs qui étaient à Pesay ;

« 12^e Procuré pour M. De Pontverre par le clergé pour agir et transiger pour Lancy et Pesay, du 11 mai 1713. Signé : Diaconis; et finalement une liasse de papiers concernant les mémoires des cens et lots d'amortissements demandés par les fermiers du curé de Saconnex pour les feu Siccards, de Genève, par le sieur Portier et autres qui m'ont bien tourmenté pour cela, sans avoir rien avancé ; mais il faut remarquer que le Seigneur marquis et Madame la marquise de Challes étant venu pour entendre la S^{te}-Messe dans l'église de Lancy, promirent d'affranchir les dits fonds, ce qu'il faut presser pour éviter l'inquiétude où l'on pourrait être à la suite et en ce cas, la Suzanne Lunaty, fille du sieur Jérôme Lunaty, étant seulement morte le 31 janvier 1715, et *ensevelie dans l'église de Lancy*, on ne devrait l'amortissement que dans environ quinze ans. Ainsi est.

« ROCH. »

L'état des terres de St-Victor et Chapitre, au commencement de la seconde moitié du XVIII^e siècle, expose qu'au dit Pesey sont quatre maisons de catholiques et autant de protestants. La dime, comprise dans celle de Troinex, est à Genève.

Le curé de Lancy a renoncé aux novales pour être affranchi de 38 coupes de dîme rière la chapelle de Pesay, en 1726, acte Pasteur, notaire, à Genève.

La corne de dime de Pinchat, Pesey et Grange-Collomb s'amodie par le fermier de Troinex à 35 coupes de froment, y compris le vin.

Outre les inventaires, le curé Roch a laissé quelques notes sur la chapelle desquelles sont extraites ces indications :

En 1703, lorsqu'il vint y célébrer la messe le jour de la St-André, l'édifice et ses dépendances étaient dans un pitoyable état. Le curé Roch fit procéder à leur restauration. La

dîme de Pesay lui fut disputée jusqu'en 1746 ; il convint alors avec les seigneurs de la Chambre des comptes de Genève de payer six quarts par an aux dîmiers de Troinex pour avoir la dîme franche de Pesay. Des nommés Fœx et Lacroix, dîmiers de la seigneurie de Genève étant venus, malgré cet accord, avec des soldats armés et ayant insulté le fermier et ses gens, reçurent à Pesay un châtiment exemplaire. Le syndic Le Fort, pour lors lieutenant, fit droit à la plainte formulée par le curé et obligea les dîmiers à demander pardon, genou en terre, au curé de Lancy qui, en rappelant cette occasion, traite les Genevois *de gens sans foi, sans croix et sans religion*.

Ceux de Troinex venaient dîmer du chanvre à Pesay pour la corde de la cloche de Bossey et pour la nappe de la cène. Dans une visite des dîmiers, le curé Roch eut une difficulté avec le marquis de la Pierre. Le différend, écrit le curé, « se termina par des coups de bâton administrés au marquis et la canne du curé finit le débat. »

Le curé de Lancy percevait au Bachet de Pesay la dîme de plusieurs propriétaires de Genève, entr'autres du médecin Manget et du sieur Girod.

Le Révérend curé Roch quitta la cure de Lancy ayant été appelé au bénéfice de Compesières, d'où il travailla, de concert avec son successeur R^d Destral, après avoir, selon ses *propres* expressions « chassé de Lancy, Carouge et autres lieux, une « infinité de filous, voleurs (putains), et gens de toutes sortes « de nations habitant ces localités. »

Le curé Roch avait été appelé à Lancy par R^d Messire Jean Duret d'Evian, curé de Compesières, et avec l'assentiment de l'évêque, M. De Pontverre s'étant chargé du village de Lancy. Il rapporte qu'en son temps, la vieille église de Lancy n'avait que seize pieds de longueur sur dix de hauteur et que lors de

son agrandissement, cette église resta quelque temps sans nef; il fallut près de trois ans pour construire le chapiteau, la chapelle, puis le chœur qui était en forme de dôme. Pour faire ce chœur, dit-il, on démolit l'ancien, une fenêtre et une arcade où les hérétiques s'enterrent encore.

Dans mes *Recherches historiques sur Carouge* (publiées en 1857), j'ai produit aux pièces justificatives, n° X, une « note des auberges et cabarets, situés rière la paroisse de Lancy, bailliage de Ternier, sur pure Savoie. » Cette note des établissements publics, dressée le 12 février 1766, sur l'ordre de M. Pacthod, juge de la seigneurie, est signée du Plan des Vuattes, par Chaulmontet, secrétaire de la paroisse de Lancy et châtelain de la seigneurie de la Bastie-Meslier dont dépendait encore la plus grande partie de Carouge. Il n'y est pas fait mention des cabarets de Lancy, à part celui tenu au Bachet de Pesay par Joseph Revillet.

La note contient ces deux paragraphes :

1° Le Révérend curé de Lancy possède, vers le Bachet de Pesay, dépendant de la même paroisse, une maison où l'on a toujours tenu cabaret jusque il y a environ trois mois qu'elle est inhabitée. Je pense qu'il serait très nécessaire, principalement pour la sûreté des voyageurs et du public, d'interdire ce cabaret, eu égard qu'il se trouve dans un endroit fort suspect et écarté, qu'il n'est pas même possible qu'un cabaretier y puisse faire son devoir, pouvant être forcé à mal faire, n'ayant aucun secours de ses voisins, et je sais qu'aucun des précédents n'a pu s'y contenir dans de justes bornes, qu'ils s'y sont presque tous ruinés, et que cette maison était le refuge de gens de toute espèce et par conséquent très inutile.

2° Il doit être aussi prohibé à Joseph Revillet, du dit Pesay, de vendre du vin et loger dans sa maison, comme il fait, puisque de tous temps l'on s'y est livré à toutes sortes d'excès et

de débauches, ce cabaret ne servant uniquement que pour des gens de mauvaise vie, etc.....

De respectables membres de la famille *Revillet* n'ont cessé de résider en ce lieu où il n'existe plus que la maison de ferme. Cette partie du territoire de Lancy a conservé comme *lieu dit* cadastral la désignation de *la Chapelle*. Une croix marque aujourd'hui l'emplacement qu'occupait cet édifice.

* * *

La question de la dime imposée aux Genevois possédant des terres à Lancy ne fut pas reprise sans aiguillonner les esprits. En décembre 1690, le Conseil de Genève profita du passage à St-Julien du commandant en Savoie, le Marquis de la Hogue, pour lui déléguer l'ancien syndic Le Fort, avec mission de réclamer la stricte exécution du traité de St-Julien, en vertu duquel les Genevois, propriétaires en Savoie, étaient exempts de contributions. La mission de M. Le Fort n'aboutit à aucun résultat.

Le curé de Confignon saisit cette circonstance pour renouveler ses prétentions de se faire payer la dime par tous les particuliers de Genève possédant des terres dans le village de Lancy. A cet effet, il les fit appeler pour s'entendre condamner au paiement des dîmes et noiales.

Le Conseil de Genève, auquel les propriétaires genevois eurent recours, délégua, en mai 1694, M. Buisson auprès de M. Tancein, premier Président du Sénat de Chambéry ; il était accompagné de Noble Charles Lullin, qui représentait Noble Jean-Antoine Lullin, seigneur, ancien syndic. Ces délégués confirmèrent la nouvelle moleste que le curé de Confignon faisait au seigneur Lullin et aux propriétaires genevois à

Lancy, ils demandèrent la réalisation d'une précédente promesse, « d'imposer silence au curé de Confignon ».

Le Président Tancein les pria de lui remettre un Mémoire au sujet de leur demande. Ce document fut déposé le samedi 19 mai, à la suite d'une seconde entrevue.

En voici la teneur :

« Les seigneurs de Berne, pendant qu'il possédaient le pays, « ayant aliéné le temporel de la cure de Lancy, les ancêtres du « dit Lullin, soit leurs auteurs, en achetèrent les dimes, et ils « en ont toujours joui sans aucun trouble, c'est-à-dire dès « cent cinquante ans (1544).

« Les dits seigneurs de Berne ayant reconnu que le dit « village de Lancy dépendant du Chapitre de St-Pierre de « Genève, par traité passé entr'eux et les seigneurs de Genève, « cédèrent et donnèrent à ceux-ci, entr'autres choses, le dit « village Lancy, de même que la cure d'icelui, et ce, en termes « formels et exprès comme leur appartenant, à cause du dit « Chapitre, pour le spirituel.

« Lors de la restitution du pays, les dits seigneurs de « Berne, par le traité qui fut fait avec S. A., lors régnante, « réservèrent expressément que toutes les aliénations et aber- « gements qu'ils avaient faits pendant qu'ils l'avaient tenu, « seraient fermes et permanentes, et que S. A., ni ses succes- « seurs ne pourraient, pour aucune cause, troubler ceux en « faveur desquels telles aliénations ou abergements auraient « été faits de quelque nature qu'ils puissent être.

« Et en exécution du dit traité, les seigneurs de Genève « ont toujours joui du spirituel du dit village de Lancy et n'ont « jamais été troublés dans leur possession, n'y ayant jamais « eu dès lors ni église, ni service romain.

« Il est vrai qu'en 1674, le curé desservant lors la cure de « Confignon, demanda au dit Noble Lullin les noales de

Les *archives de Genève* dévoilent combien les entreprises de la restauration du culte catholique inquiétèrent le Conseil de cette ville. Ce corps s'adressa aux Conseils de Berne et de Zurich avant que d'employer ses démarches auprès de la Cour à Versailles. Le 26 juin 1696, il recevait cet office de l'Avoyer et Conseil de la Ville de Berne, daté de la veille :

« Très chers alliés et confédérés,

« Nous avons appris fort au long, par votre lettre du 23 de ce mois, les nouveautés suscitées par le curé de Confignon par le moyen de l'exercice de la religion catholique qu'il a fait au village de Lancy, qui est compris dans les terres du Chapitre. Or, nous vous rendons confédéralement nos remerciements de la part dont vous nous en avez donnée et nous ne pouvons pas nous taire en réponse, qu'à notre avis, vous avez pris le bon chemin pour lever cette moleste, et, en même temps, nous avons voulu vous prier qu'il vous plaise de continuer à nous donner communication de ce qu'il viendra dans la suite concernant cette affaire.

« Nous prions Dieu qu'il lui plaise de conserver vos seigneuries sous les ailes de sa grâce en liberté spirituelle et temporelle et de détourner de vous, par sa grâce, toutes sortes de malheurs. »

Donné, le 25 juin 1696.

L'Avoyer et Conseil de la Ville de Berne,

(Signature.)

Le 23 juillet 1696, la même autorité ajoute ce point dans une missive au Conseil de Genève :

« Au reste, nous avons entendu avec plaisir que sur vos plaintes on a remédié à l'exercice de la messe que le curé de Confignon prétendait introduire à Lancy et imposé silence au curé, et nous vous remercions de l'avis que vous nous en avez donné. »

Le 27 juillet 1696, le bourgmestre et le Conseil de la Ville de Zurich, informés de cette affaire, répondent au Conseil de Genève :

« Nous vous remercions confédéralement de la communication que vous nous avez donnée touchant l'entreprise de dire la messe dans le village de Lancy, et cette affaire a été finie par ordre du Roi donné au curé du lieu. Et en même temps, nous vous dirons en réponse que nous effectuerons la demande que vous nous faites de recommander aux hauts-Alliés concernant l'inclusion que vous souhaitez dans le traité de paix qui doit se faire bientôt, puisque nous avons toujours soin de votre intérêt et repos, et y sommes obligés en considération de notre confédération, et sur cela nous vous recommandons, etc..... »

(Signatures.)

Dans la correspondance échangée avec le Conseil de Genève par son envoyé auprès de la Cour de France à Versailles, M. de Stoppa se trouve, à la date du 20 juillet 1696, l'annonce de la décision formelle du Roi :

« M. Martine vous aura rendu compte de la lettre que j'ai écrite à M. de Croisy au sujet de la nouveauté que le curé de Confignon a voulu faire dans le village de Lancy, et vous aurez appris par M. le Résident l'ordre qu'il a eu de dire au dit curé de ne plus dire la messe dans le dit lieu. Je puis bien vous assurer, Magnifiques Seigneurs, que l'intention du Roi n'est point que l'on fasse aucune innovation de quelque manière que ce puisse être. »

Voici maintenant les faits consignés au même sujet dans une relation du curé De Pontverre, transcrite sur le rôle paroissial de Lancy par le curé Roch ; nous donnons le texte complet de cette relation ainsi que des notes et documents qui l'accompagnent.

Mais, auparavant, il est utile de faire précéder ces maté-

riaux de quelques renseignements biographiques sur le *nouveau curé de Lancy*, Noble et Messire Benoit De Pontverre, curé de Confignon, au bailliage de Ternier, dès l'an 1693.

Les historiens genevois le considèrent comme un homme intrigant et l'un des plus vigoureux champions de la foi orthodoxe. Ils le traitent aussi de caractère ambitieux et tracassier et J.-J. Rousseau, dans ses *CONFESSIONS*, le présente comme un argumentateur passablement ignorant.

Cependant, la foi catholique lui doit de nombreux prosélytes, il écrivit et prêcha beaucoup contre la doctrine appelée alors par le clergé prétendue réformée.

Ce fut par sa persévérance et sa grande tenacité que M. De Pontverre parvint à rétablir le catholicisme à Lancy et à Aire-la-Ville. Le chanoine *Grilliet*, auteur du *Dictionnaire historique, littéraire et statistique des Départements du Mont-Blanc et du Léman*, dit du curé De Pontverre, « que sa réputation « de controversiste fut telle, qu'il était en correspondance « avec les principaux prélats de l'Eglise de France. »

Il publia, en 1701, une *Description de l'Eglise de Lancy, près de Carouge, et de la manière dont la religion catholique y a été rétablie*, et en 1720 les *Motifs de la conversion du chevalier Minutoli*, ouvrage contenant une chronologie et une histoire des évêques de Genève dans lesquelles il y a peu d'exactitude.

C'est chez ce prêtre que séjourna J.-J. Rousseau ; de là le philosophe genevois se réfugia à Annecy, auprès de M^{me} de Varens.

Le curé De Pontverre appartenait à une ancienne famille, célèbre dans l'histoire des *gentilshommes de la Cuillier* qui désolèrent Genève au temps de la Réforme ; il mourut le 3 juin 1733, après avoir été quarante ans curé de Confignon.

Ceci dit, passons au texte de la relation écrite en tête du premier registre paroissial, et reproduite ici sans la moindre altération ;

HISTOIRE DE LANCY, OÙ L'ON VOIT CE QUI A PRÉCÉDÉ LA BATISSE
DE SON ÉGLISE, L'ÉVÈNEMENT D'UN PROCÈS, LE RÉTABLISSE-
MENT D'UNE CURE, MALGRÉ LES OPPOSITIONS DE LA RÉPU-
BLIQUE DE GENÈVE.

« Registre des baptêmes dès le rétablissement de ladite
église.

« Registre des mariages.

« Registre des mortuaires.

« Le tout dressé en ordre par les soins et la main du R^d sieur
Aimé Roch, premier curé du dit lieu dès l'an 1703.

« *Sit nomen Domini benedictum. Amen.* »

In nomine Domini, Amen.

« Pour la plus grande gloire de Dieu et pour éternelle mé-
« moire,

« Noble et Révérend messire Benoît De Pontverre, docteur
« en théologie, archiprêtre, curé de Confignon et de Lancy,

« A tous Messieurs les Révérends mes successeurs qui serez
« appelés à la conduite des ouailles de ce bercail que la grâce
« et la paix soit avec vous de la part de Dieu notre père et de
« notre Seigneur Jésus-Christ.

« Comme il est bon et agréable à la postérité de savoir les
« choses qui l'ont précédée, j'ai formé le dessein de vous faire
« ici, Messieurs, un récit historique de ce qui s'est passé
« depuis onze à douze années à l'occasion de la paroisse de
« Lancy, vous priant très humblement que ce monument soit
« conservé pour tous ceux qui vous suivront puisqu'il leur
« sera toujours un sujet de glorifier Dieu, comme vous le verrez
« dans la suite.

« Premièrement, je rends grâce à Dieu de m'avoir appelé à
« l'état ecclésiastique et de ce que sa miséricorde m'a inspiré
« des désirs et fourni des occasions pour travailler à la pro-
« pagation de la foi. C'est dans cette vue et pour satisfaire au
« devoir de l'Eglise, par les règles qu'elle impose à tous ceux
« à qui elle a confié la conduite de ses enfants et l'adminis-
« tration de ses biens, qu'ayant trouvé lors de mon établisse-
« ment dans ce bénéfice un procès commencé par un de mes
« prédécesseurs entre M. le syndic Lullin de Genève, occasion
« des dimes, noales du dit Lancy qu'il percevait comme haut
« décimateur dans le dit bien, j'en ai repris les errements et
« continué la poursuite pendant onze ans.

« Mais comme j'ai eu en tête un homme riche d'un million
« et pris à partie le plus puissant de Genève, vivement soutenu
« par cette République et fort accrédité dans la Cour de France
« pendant la guerre sous le poids de laquelle les peuples
« gémissent dès si longtemps, pareillement protégé des Suis-
« ses et considéré des ministres plénipotentiaires de Savoie,
« ce même Seigneur, quoique appuyé d'un si grand pouvoir,
« fut néanmoins étourdi de mon entreprise et mit aussitôt tout
« en œuvre pour renverser mon projet et faire étouffer mon
« dessein dans sa naissance.

« Pour cet effet, il fut assez heureux, si toutefois il peut y
« avoir du bonheur dans une action illégitime, pour engager
« sa République d'envoyer des députés au Roi de France, la
« Savoie étant alors soumise à son obéissance, comme elle est
« aujourd'hui, afin d'arrêter le cours de ma procédure, et les
« moyens qu'ils mirent en usage pour ce sujet furent de m'ac-
« cuser de perturbateur de repos public et que je violais en ce
« point la foi des traités qui doivent être saintement observés,
« puisqu'en vertu d'iceux, la paroisse de Lancy avait été relâ-
« chée à la Ville de Genève qui en possédait la souveraineté

- spirituelle ; que par conséquent c'était une atteinte et une
- témérité de ma part de vouloir la troubler en la personne
- de M. le syndic Lullin dans la possession d'un droit de
- dimes qu'elle lui avait aliéné, soit à ses auteurs.

« La Cour écouta favorablement telles supposées allégations
• et sans les examiner ni ouïr partie, Monsieur Debarbesieux,
• pour lors premier ministre d'Etat, fortement sollicité par
• ces dits députés et par Monsieur Stoup, général des Suisses
• en France (1), écrivit trois différentes lettres que Monsieur
• de Tancein, premier président au Sénat, me fit l'honneur de
• me communiquer par lesquelles il lui était ordonné de
• m'imposer silence, de quoi il s'acquitta, mais avec répu-
• gnance, m'ayant fait connaître qu'il avait mes intérêts à cœur
• comme étant ceux de la religion.

• Monsieur le marquis de Thoy, colonel et commandant
• pour le Roy à Chambéry, fut chargé de la même commission ;
• il me fit l'honneur de m'en écrire la lettre suivante :

• Ayant quelque chose d'important à vous communiquer,
• Monsieur, je vous prie de vouloir bien, aussitôt la présente
• reçue, vous rendre ici pour que je vous le puisse expliquer. »

• Croyez moi, Monsieur, très véritablement,

• Votre très humble et très obéissant serviteur,

(Signé) DE THOY.

De Pesieux, à Aix, le 20 juillet 1696.

• Comme l'inscription de cette lettre était à Monsieur De
• Pontverre pour les affaires du Roi, mes amis et ceux qui la
• virent jugèrent d'abord que j'allais être envoyé prisonnier à

(1) Pierre *Stoppa* ou *Stuppan* était lieutenant général des armées du Roi de France et colonel de ses gardes-suisse. Il fut l'officier général suisse qui eut le plus de crédit à la Cour de Louis XV ; aucun autre n'a possédé à la fois deux régiments et plusieurs compagnies. (Note de l'auteur.)

« Pierre en Sise. Je méprisai cette frayeur mal fondée si bien
« que je ne fus pas fort exact de me rendre auprès de Mon-
« sieur De Thoy, ce qui l'obligea de m'écrire une seconde lettre
« dont voici la copie sans date :

« J'ai déjà eu le bien de vous écrire, Monsieur, pour vous
« prier de vous rendre ici, et comme vous ne l'avez pas fait,
« j'ai lieu de croire que vous n'avez pas reçu ma lettre. — Je
« prie donc, Monsieur, aussitôt la présente reçue de vous
« rendre ou à Chambéry si je ne suis pas ici, ayant à vous
« entretenir et à vous dire des choses de conséquence.

« Je suis, Monsieur,

« Votre très humble et très obéissant serviteur,

« De Pesieu.

« (Signé) THOY. »

« A ce nouvel avis, j'allai joindre M. De Thoy qui me com-
« muniqua sa lettre de la Cour du 17 juillet. De mon côté, je
« lui détaillai mes raisons qui furent de son goût et qui l'en-
« gagèrent à me demander ce que je souhaitais qu'il écrivit au
« ministre d'Etat. Je lui répondis : la proximité d'une paix
« et le changement de souverain que j'attendais, me faisait
« renvoyer cette affaire à la St-Martin, qui est le temps de
« l'entrée du Sénat après fêtes ; il me fit des excuses de
« m'avoir engagé à ce voyage et je pris un honnête congé
« de lui ; mon retour rendit tranquille mes amis qui crai-
« gnaient tous pour moi et désabusa ceux qui s'étaient laissés
« séduire par l'erreur de leur jugement. Ainsi, bien loin que
« mon adversaire eût pu me désarmer ou m'affaiblir par cette
« trame artificieuse, les efforts des hommes n'étant que fai-
« blesse devant Dieu, mon courage me porta plus avant.

« J'acceptai une chambre au dit lieu de Lancy pour y évan-
« géliser le petit nombre de catholiques que je prenais soin
« d'y assembler ; j'y fis mettre une table à laquelle je donnai

« le lendemain la forme d'un autel et ayant pris toutes les
« précautions nécessaires pour y pouvoir dire la Sainte-Messe,
« ce qui ne me fut pas accordé qu'après beaucoup de difficultés
« et plusieurs refus.

« Le siège épiscopal étant vacant, j'eus le bonheur d'y célé-
« brer peu de jours après. Ce coup de partie, venu d'en haut,
« allarma fort Messieurs de Genève qu'ils assemblèrent leur
« conseil sur minuit pour délibérer sur cette affaire qui leur
« paraissait si importante et pour prendre sans perte de temps
« des mesures convenables, afin d'en empêcher le progrès. Leur
« délibération fut de me faire signifier un acte conçu en des
« termes menaçants, d'un style tout armé de pointes et tout
« allumé d'éclairs que Monsieur le conseiller Favre eut com-
« mission de m'intimer, pour cet effet, l'on fit baisser le pont
« d'Arve à l'aube du jour. J'allai à mon ordinaire à Lancy.
« Dans la route, je rencontrai un messager catholique qui me
« dit que Genève avait fait une sortie, que c'étaient des con-
« seillers et des syndics, une populace attroupée. Cela me fit
« croire qu'ils avaient des actes à me signifier.

« Quelques moments après, je vis venir à moi le sieur Cha-
« meriel, secrétaire de Monsieur le Résident de France, à
« Genève, qui avait mis par écrit tout ce qu'il devait me dire,
« crainte que j'imputasse quelque chose à son maître ou à lui,
« et son mémoire contenait que le Roi avait déclaré aux
« députés de Genève qu'il ne voulait rien innover, et pour le
« temporel dans les terres de St-Victor et chapitre, mais lais-
« ser les choses dans l'état où elles étaient lorsqu'ils avaient
« conquis le pays. Je répondis que je ne croyais pas devoir me
« rendre à cette sommation parce que Messieurs de Genève
« avaient surpris Sa Majesté.

« Le secrétaire n'ayant rien pu obtenir me quitta, et tandis
« qu'il leur en allât faire part, je continuai ma marche jusque

« sur une hauteur, d'où je vis cette troupe de Genevois assem-
« blés à Lancy. Alors, je pris le calice que portait mon valet,
« parce qu'on pouvait le lui enlever, et par là m'empêcher
« de dire la Sainte-Messe; je me saisis pareillement de la
« bourse du corporal que je mis sous mon justaucorps en
« place de cuirasse pour repousser les traits de mes enne-
« mis.

« C'est ainsi que je me préparai au combat, bien résolu
« néanmoins de ne rien faire ni rien dire qui puisse tant soit
« peu souiller ma conscience, ni scandaliser personne, pour
« que ces Messieurs n'eussent pas occasion de dire qu'après
« des emportements, j'étais allé célébrer le plus saint et le plus
« auguste de nos mystères. — Je découvris encore depuis là
« un parti catholique, composé d'environ trois cents hommes,
« qui venaient à la messe; c'étaient des moissonneurs portant
« leurs faux, ce qui fit croire qu'ils étaient armés. En les
« abordant, ils me dirent d'un air affligé: l'on assure, Mon-
« sieur, que vous ne direz pas la messe. Si fait, leur dis-je,
« mes enfants, à moins qu'on ne me coupe la langue. J'arrivai
« enfin auprès de la maison du sieur Durabour, aujourd'hui au
« sieur Caille, de Genève, où était le parti protestant. Alors,
« Monsieur le syndic Favre m'adressa la parole en me disant
« que je donnai atteinte à l'autorité de ses seigneurs; je ré-
« pondis que je n'avais point de pareil dessein. Il ajouta qu'ils
« étaient souverains spirituels; je répliquai que je n'en con-
« naissais point que le pape. Il voulut donner une interpréta-
« tion maligne à ces paroles pour me noircir auprès de M^r le
« Résident par rapport aux intérêts du Roi, et continua de
« me dire: Nous vous sommons de la part de nos seigneurs
« de ne passer pas outre. Je ne puis m'en dispenser, lui dis-je.
« L'Evangile du jour m'invite à laisser les nonante-neuf brebis
« du désert pour aller chercher celles de Lancy qui sont éga-

« rées. Et comme je voulus pénétrer la foule qui m'environ-
« nait, il saisit la bride de mon cheval me disant : Nous vous
« regardons comme un perturbateur ; j'en porterai mes plaintes
« au roi. — Et moi au pape, lui répliquai-je. Il ordonna enfin
« au sieur Veillard, Greffier de Chapitre, de me remettre ledit
« acte, et, à mon refus, il le mit sur la crinière de mon cheval,
« d'où il tomba. J'eus pourtant soin de le faire relever pour
« savoir ce qu'il portait. En voici la teneur :

« Nous, syndics et conseil de Genève, ayant été informé
« que dimanche passé le sieur De Pontverre, curé de Confignon, par un pur attentat, avait dit la messe dans le village
« de Lancy, et comme cette nouveauté est entièrement con-
« traire aux droits qu'ils ont dans le village, à l'usage ancien,
« aux traités publics, et à l'intention même de Sa Majesté, ils
« en ont porté leurs plaintes à Monsieur le Résident, et en
« même temps, nous avons chargé Noble Jacques Favre,
« conseiller d'Etat, d'aller audit Lancy, et en tant que ledit
« sieur De Pontverre entreprendrait de continuer l'attentat
« qu'il a commis, de s'y opposer par toutes voies, et là, où il
« ne voudrait déférer à leur opposition, de lui déclarer qu'ils
« le considèrent comme un perturbateur de repos public, et
« qui innove, au préjudice de leurs droits, des traités publics,
« de l'ancien usage et même des favorables intentions de Sa
« Majesté, qui nous ont été de nouveau continuées, et qu'ils le
« prennent à partie, et lui déclarent qu'ils en porteront inces-
« samment leurs plaintes au Roi, protestant contre lui dépens,
« dommages et intérêts et de tout ce qui en pourrait arriver.
« Et afin qu'il n'en prétende cause d'ignorance, ledit Noble
« Favre lui fera notifier les présentes.

« Donné à Genève, le vingtième juin mil six cent nonante-six,
« par mes dits seigneurs, syndics et conseils.

« (Signé) : PICTET. »

En marge est écrit :

« L'original de l'acte ci-joint a été remis à Son Eminence
« Mellarède, premier ministre d'Etat de S. M. à Thonon, le
« mois d'aôut 1715, par le Révérend sieur Roch, pour faire
« voir l'attentat des Genevois sur les terres de Savoie, et ce
« par ordre du Roi, et M. De Pontverre y fut appelé pour en
« rendre compte avec le sieur Roch. »

« Nous, conseillers sus-commis, par mes dits seigneurs,
« syndics et conseil, certifions nous être ce jourd'hui trans-
« porté au village de Lancy, accompagné de Noble Ami Lullin
« et de M. Louis Veillard, Greffier de Chapitre, ou ayant ren-
« contré ledit sieur De Pontverre, curé de Confignon, nous lui
« avons fait plainte de l'attentat par lui commis dimanche
« dernier, et déclaré que là où il voudrait continuer nous y
« formons notre opposition, suivant l'ordre à nous donné par
« nos dits seigneurs et là où, au préjudice d'icelle le dit sieur
« De Pontverre entreprendrait de continuer, nous lui avons
« déclaré que nous le prenions à partie, comme celui qui viole
« la tranquillité et les traités publics, l'ancien usage et la
« possession de nos seigneurs, et avons notifié les protestes
« qui précèdent, desquelles nous lui avons donné copie, afin
« qu'il n'en prétende cause d'ignorance et protesté contre lui
« de tout ce qui en pourrait arriver ce vingt-un juin 1696.

« (Signé) : J. FAVRE, conseiller d'Etat. »

« Tous les spectateurs étaient attentifs pour savoir à qui
« resterait la victoire, qui se déclara en ma faveur, et ces
« Messieurs qui avaient fait apporter un magnifique repas pour
« se réjouir de ma défaite, s'en allèrent sans boire ni manger.
« J'entrai donc dans ma chapelle, où je fis toutes les fonctions
« curiales.

« Mes paroissiens de Confignon voyant un autre prêtre que

« moi y faire l'office ce jour-là, demandèrent où j'étais allé.
« L'un d'iceux répondit que Genève avait fait une sortie, qu'on
« ne m'y verrait plus. Alors le nommé Favre, l'un d'eux,
« animé d'un saint zèle pour la religion, dit à cette troupe :
« Courage, mes enfants, soyons vrais disciples de St-Maurice
« et allons mourir avec notre général.

« Il n'en fallait pas davantage pour les déterminer à partir.
« Ils arrivèrent enfin comme je lisais l'Evangile, qui était le
« temps destiné pour mon sermon ; mais la scène qui s'était
« passée m'ayant rendu la bouche sèche, au point que je n'aurai
« pas pu parler ; je renvoyai mon sermon après la communion,
« ce qui fit dire au sieur Turc, de Marseille, agent de Fatio,
« de Genève, que je m'attendais de mourir par la main de mes
« ennemis, puisque je voulais communier avant que de prê-
« cher. Je fis donc mon discours sur l'Evangile du troisième
« dimanche d'après la Pentecôte, d'où je pris occasion de dire
« que je venais chercher les brebis de Lancy qui étaient éga-
« rées pour ne pas encourir les anathèmes dont Dieu menace
« les pasteurs par la bouche du prophète Ezéchiel quand il
« leur dit : Malheur à vous, pasteurs de mon peuple qui avez
« négligé mes brebis, qui n'avez pas fortifié celles qui étaient
« infirmes, qui n'avez pas guéri celles qui étaient malades,
« qui n'avez pas ramené celles qui étaient égarées, ni cherché
« celles qui étaient perdues.

« Je crus que j'aurais été digne de ce reproche, si je m'en
« étais retourné à la vue de ces ennemis de l'Eglise et leur
« avait mollement abandonné le champ de bataille, puisque la
« paroisse de Lancy avait été dans le sens des paroles de ce
« prophète, depuis plus d'un siècle et demi, un lieu de prosti-
« tution et d'abomination, le théâtre de brigandage et le lieu
« du triomphe honteux de l'impureté et de l'impiété.

« Quand vous avez vu, disai-je à mes auditeurs, ces satelli-

« tes de Genève, ne vous a-t-il point semblé d'être dans la
« primitive Eglise où les chrétiens étaient obligés de s'aller
« cacher dans les catacombes et cavernes pour offrir leurs
« sacrifices au Seigneur, et encouragé par l'exemple de St-
« Thomas de Cantorberie, qui fut égorgé au pied de l'autel,
« je dis à mes auditeurs : Hé bien ! que ces Messieurs viennent,
« bien loin de me fâcher, je suis prêt à donner le baiser de
« paix à celui qui voudra me trancher la tête, mais qu'ils
« sachent que cette même tête, à l'exemple de celles de Saint-
« Jean-Baptiste et de Saint-Denis les ira troubler par un
« ordre du Tout-Puissant jusqu'à la porte de leur ville pour
« y prêcher l'Evangile.

« Le quatrième dimanche, j'y retournai comme auparavant
« quoiqu'il y eût différents paris et plus que pour la prise de
« Namur, que je ne reviendrais point. L'Evangile du jour était
« *tota nocte laborantes nihil cepimus*. Dieu me le fournissait
« propre au sujet, puisque, comme je l'ai dit, Messieurs de
« Genève s'étaient assemblés pendant la nuit pour m'arrêter
« dans ma course à l'arrivée du jour. Au sortir du sermon, je
« rencontrai les sieurs Derabours et Debergerie, neveux de
« M. Trembley, syndic régnant et leur dit : Voici la troisième
« fois que je prêche en attendant que le Roi décide. Vous
« n'avez que faire, répondirent-ils, vous décidez assez.

« Voilà donc tout cet appareil qui ne conspirait que ma
« perte devenu impuissant pour ni'ébranler parce que j'avais
« appris de Saint-Paul des paroles de confiance, de sorte que le
« cinquième dimanche je continuai à dire la Sainte-Messe.
« Cela mit le peuple en fureur, et forma le dessein de me
« charger d'ignominie comme il est porté par l'acte de déclara-
« tion comme suit :

« L'an mil six cent nonante-six et le douzième août, par
« devant moi, notaire soussigné, et présents les témoins bas

« nommés ont comparu Claude Phénix, âgé de 46 ans, et
« Etienne Chaffard, âgé de 30 ans, de Bernex, lesquels ont
« déclaré par serment qu'étant le premier juillet proche passé
« jour de Dimanche dans la Ville de Genève, au bourg de St-
« Gervais, ils firent la rencontre du sieur Voisine dudit Ge-
« nève qui, d'un plein abord dit aux comparants : N'êtes-
« vous pas de Confignon ?

« Et lui ayant répondu qu'ils étaient de Bernex, il répliqua :
« Vous avez le curé de Confignon qui est un coquin et un fri-
« pon ; il est allé dire la messe à Lancy sur nos terres, mais
« après le prêche, nous allons sortir quantité de monde et
« l'iront pendre en effigie. A quoi les comparants répondirent
« que ce n'était pas leurs affaires, sur quoi il se retira toujours
« en murmurant.

« La présente déclaration faite au dit Bernex, en présence
« de Jean-Claude Mivellaz et Jean-Henri Ferrand, du dit lieu,
« témoins requis, illitrés avec les parties de ce enquis par
« je, notaire recevant.

(Signé) : GENTIL, notaire.

« La main du Tout-Puissant détourna cet orage. J'écrivis
« mes raisons à la Cour avec proteste de porter ma tête aux
« pieds du Roi si j'étais en faute. Elles furent goûtées et sus-
« pendirent le jugement de Sa Majesté qui ne voulut rien
« décider à mon préjudice. Ce fut un peu avant ce temps-là
« que Monsieur de Thoy m'écrivit les deux lettres ci-des-
« sus.

« Mais Dieu de qui les jugements sont impénétrables, veut
« quelquefois nous apprendre qu'après avoir travaillé long-
« temps nous sommes des serviteurs inutiles ; si bien par un
« ordre secret de la Providence, l'autel que j'avais dressé après
« tant de soins et de peines fut le lendemain du cinquième

« dimanche consumé par le feu dont l'activité toute vive
« qu'elle était respecta néanmoins la peinture et les ornements
« auxquels elle n'osa pas toucher.

« Cette épreuve affligeante ne manqua pas de me livrer à
« des inquiétudes violentes, de troubler mon triomphe et de
« tremper d'absynthe la douceur que je goûtais de ma pre-
« mière victoire, elle excita une tempête dans mon âme fort
« longtemps opiniâtre à agiter mon cœur entre la crainte et
« l'espérance pour l'avenir, et ma partie, pour insulter à ma
« prétendue disgrâce, osa publier que désespérant de la justice
« de ma cause, j'avais brûlé moi-même cette petite chapelle
« qui était pourtant le sujet de plusieurs combats que j'avais
« essuyés, et d'une infinité de menaces que j'avais méprisées.
« Mais Dieu qui donne des bornes au crime quand il lui plaît
« et qui calme les tempêtes quand il le juge à propos, m'ins-
« pira de mettre à profit cette raillerie piquante, et me fournit
« quelques temps après des moyens efficaces pour la punir
« avec éclat dont j'aurai l'honneur de vous entretenir, Mes-
« sieurs, à la suite de ce discours.

« La chose en était à ces termes, lorsque S. A. R. recouvra
« ses Etats, en l'an mil six cent nonante-six. Je profitai de cet
« heureux changement pour remettre mon procès sur pied
« comme je l'avais dit à Monsieur De Thoy, mais à l'instant,
« voilà des courriers en compagnie et des nouveaux députés en
« chemin, envoyés à S. A. R., au premier Président du Sénat,
« à Monsieur le commandant Favre et à Monsieur l'intendant
« Gropel.

« Cela donna lieu à plusieurs assemblées qu'on fit à Cham-
« béry où je demeurai trois semaines. Or, Messieurs les dépu-
« tés de Genève soutenaient que c'était une affaire publique ;
« que par le traité de Bâle, l'an 1544, Messieurs de Berne leur
« avaient relâché quatorze bénéfices, que Lancy était nommé

« par les princes de Savoie, lorsque ces bailliages leur furent
« rendus par les Bernois qui les avaient envahis l'an 1535 ;
« qu'ainsi mon entreprise était un attentat à la foi publique,
« une infraction des traités solennels et un trouble téméraire
« du repos public.

« Je répliquai à toutes ces allégations que quoique Lancy
« fut nommé dans la concession des quatorze bénéfices, faite
« dans le dit traité de Bâle de l'an 1544, qu'il n'y avait été
« mis que par erreur.

« Premièrement, par ce que la dite concession ne portait
« que quatorze bénéfices, que, cependant, il y en avait seize de
« nommés dans l'article 13 du dit traité.

« Secondement, que les quatorze bénéfices à forme du dit
« article 13 n'avaient été cédés à Messieurs de Genève par les
« Bernois que comme dépendant du patronage du prieur de
« St-Victor, qui était de l'ordre des Bénédictins, et *Lancy ne*
« *dépendait ni de St-Victor, ni de Chapitre*, ce que je fis voir
« par une visite de l'an 1481, où il est dit : « *Visitavit eccle-*
« *siam parrochiam de Lanciao ad omni modam dispositionem*
« *ordinari,* » au lieu qu'à l'égard des autres comme celle
« d'Onex, il était porté : « *Visitavit ecclesiam parrochiam de*
« *Onnex de presentatione capituli,* » et de celle de Troinex :
« *Visitavit ecclesiam parrochiam de Trœnnex de presenta-*
« *tione prioris Scti Victoris.* » Ainsi, des autres, et qu'en outre
« dans ce traité le droit du tiers y était réservé. Cela calma un
« peu les esprits effrayés et effarouchés, si bien que l'on con-
« sentit que je ferais du moins mon enquête pour prouver que
« 160 poses de terre que j'avais donné par confins au procès
« étaient novales, après quoi je demeurai quelque temps dans
« l'inaction.

« Ce ne fût pas, néanmoins, sans me lasser bientôt de ne rien
« faire, de sorte que je me remis à poursuivre M. Lullin, et la

« République ayant su que je m'étais réveillé de mon assoupissement fit ses derniers efforts pour m'endormir tout à fait et mit en mouvement auprès de S. A. R. toutes les puissances qu'elle crût lui être favorable.

« Ce qui obligeât S. A. R. d'écrire au Sénat si cette affaire était publique ou particulière. M. Deville, l'avocat général, fut chargé de cette commission ; il recueillit toutes les raisons de part et d'autre avec une exacte impartialité, lesquelles ayant été examinées par la Cour, elle consentit que je suivisse ma carrière ; c'est de quoi mon frère me donna avis par la lettre que vous allez lire :

« Monsieur et très cher frère,

« La Cour vient de décider l'affaire de Lancy en votre faveur, jeudi sixième du courant. S. E. Monsieur le marquis de Dronerot en fit part au prieur Philippe et eut la bonté de lui dire que vous lui aviez donné des instructions fort judicieuses sur ce fait-là. Le sieur Santis, son secrétaire, en a donné avis au procureur général de Genève auquel il a marqué que la Cour ayant mûrement examiné l'affaire du R^d curé de Confignon avec le sieur Lullin, elle a très-bien reconnu que c'était une affaire purement particulière entre le dit R^d sieur De Pontverre et le sieur Lullin, de sorte qu'il lui donnât avis que S. A. R. avait envoyé un ordre au Sénat de Savoie pour la juger. »

« Je suis avec respect, etc.

« Du 8^e mars 1698. »

« Voilà donc ma partie engagée à plaider sans que la République voulut jamais paraître dans l'instance pour prendre le fait en main ; nous continuâmes à nous faire la guerre avec les armes ordinaires de la chicane, du barreau et des plaideurs. Il y eut un premier arrêt qui m'adjudgea soixante et quinze écus de dépens qui me furent bien payés.

« Il est temps de revenir au sujet de la chapelle. Pour la
« rétablir, je m'adressai pour cet effet à S. E. Monsieur le
« marquis De Dronerot (1) à qui, comme à un autre Moïse,
« S. A. R. avait confié en ce pays les intérêts de la religion et
« ceux de la Couronne. Sur son avis, je fis faire une *som-*
« *maise* à *prix* ensuite d'une commission qu'il adressa à
« Delaunay, juge mage de ces bailliages de Ternier et Gaillard,
« pour laquelle il fut prononcé que cette chapelle avait été
« incendiée par accident et que ce malheur lui avait été com-
« munié par une maison voisine où le feu avait pris sa
« naissance par l'imprudence de ceux qui l'habitaient. Cette
« procédure faite fut envoyée à sa d^e Excellence qui m'en
« donna avis par sa lettre de Chambéry du 23^{me} août 1698,
« dont voici la teneur :

« Le juge mage Delaunay, a lu la sommaise à prix, ensuite
« de la requête que vous lui avez donnée et par laquelle il me
« semble qu'on est assez fondé pour refaire la chapelle que
« vous souhaitez à Lancy. Je veux, néanmoins, en donner part
« à la Cour, qui, je ne doute pas sur ces fondements, elle ne
« l'approuve. Ainsi, bientôt vous saurez ses intentions.

« Cependant, je suis encore votre très humble et affectionné
« serviteur.

« D. Charles-Philibert D'Est. »

« La chose arriva effectivement comme il me la faisait
« espérer, si bien que le troisième septembre 1698, M. le juge
« mage de Ternier m'écrivait la lettre suivante :

« Monsieur,

« Je viens de recevoir une lettre de S. E., Monsieur le
« marquis de Dronerot, gouverneur de Savoie, datée de hier

(1) Le marquis Dronerot, des princes d'Est, fut appelé par le roi Victor-Amé, lieutenant-gouverneur de Savoie, le 18 mars 1697. (*Note de l'auteur.*)

« par laquelle il me mande de vous faire savoir qu'ayant fait
« part à la Cour des informations prises pour le rétablissement
« de la chapelle de Lancy, elle est entrée dans le sentiment de
« la faire rebâtir.

« Je me réjouis de votre réussite et je n'ai pu laisser échapper un moment sans vous faire part des ordres de sa d^e
« Excellence, vous assurant que je suis avec respect votre
« très humble, etc. »

« DELAUNAY. »

« Après cette permission obtenue de S. A. R., je ne fus pas
« paresseux à mettre la main à l'œuvre pour ma nouvelle
« chapelle que je plaçai sur le grand chemin. A peine cet
« ouvrage était bien commencé, que Messieurs de Genève y
« envoyèrent un ingénieur pour en prendre les dimensions.

« M. le syndic Chouet fut par eux député à la Diète
« d'Aarau, où il porta tous les griefs qu'il prétendait avoir
« contre la Savoie, à qui les Suisses ne firent aucune attention,
« si bien que cette députation fut inutile, et tandis que je travaillais, M. le marquis De Dronerot m'écrivit encore la lettre
« suivante :

« Monsieur,

« Je suis très persuadé que le rétablissement de la chapelle
« de Lancy sera regardée de mauvais œil par les Genevois, et
« quoique je ne crois pas qu'ils osent faire aucune démarche à
« ce sujet, il n'est que bien d'en hâter l'achèvement entier, et
« il me semble qu'ils devraient assez connaître votre zèle pour
« épargner leurs efforts pour vous distraire. Je vous remercie
« des nouvelles que vous me donnez.

« Je suis véritablement, Monsieur, etc.

« De Dronerot d'Estr.

« à Chambéry, ce 1^{er} mai 1699. »

« Je croyais être en repos après cette douce assurance. M. le
« syndic Denormandie, jaloux de ma tranquillité, vint me
« troubler dix jours après, me faisant croire que j'avais bâti
« sur un fonds sur lequel il était créancier.

« Voici la lettre qu'il m'envoya pour m'en instruire:

« Monsieur,

« J'ai été extrêmement surpris d'apprendre par votre der-
« nière lettre que vous vous étiez mis en possession des ma-
« sures qui m'appartiennent comme en ayant payé le prix aux
« auteurs des frères Malagny. Je ne crois pas que Messieurs
« du clergé, au nom desquels vous dites que vous êtes en pos-
« session, aient le privilège de leur autorité et sans formalité
« de justice, de prendre le bien des particuliers ; du moins, je
« n'ai rien vu de semblable jusqu'aujourd'hui. Ainsi, Mon-
« sieur, le plus court et le plus juste sera de rendre à un
« chacun ce qui lui appartient. Je vous prie d'être persuadé
« que les menaces que vous me faites de vous opposer à mon
« exécution ne me font point peur ; étant fondé dans la justice,
« je ne crains point les procès. Si vous avez bâti sur le fonds
« d'autrui, tant pis pour vous ; quand j'entrerai en possession,
« j'y bâtirai à ma mode. Je crois encore vous devoir avertir
« que j'ai d'autres créances contre ledit sieur Malagny, afin
« que vous preniez de justes mesures sur les offres que vous
« me voudrez faire. Je serai fâché d'avoir rien à démêler avec
« vous, Monsieur, mais vous voyez que je ne cherche qu'à
« ne pas perdre mon bien et à retirer ce qui m'est légitime-
« ment dû.

« Je suis avec toute la sincérité possible, *Monsieur*, Votre
« très humble et très obéissant serviteur.

« DENORMANDIE.

« Ce 10 mai 1699. »

« Je plaiderai sa créance six mois ; à la fin il me fit cession ;
« je lui payai 420 florins, ainsi que conste par acte du 17 fé-
« vrier 1700. Cet obstacle surmonté, je fis ma chapelle et y
« arborai une croix pour symbole de la juridiction spirituelle ;
« un lanternier de Genève m'en fit une, de quoi il fut querellé
« par M. le syndic Denormandie, qui le menaçait de bannisse-
« ment d'avoir osé faire une croix pour mettre sur une cha-
« pelle bâtie sur leur terre, à la porte de leur ville, ce qui
« étant venu à ma connaissance, j'en pris une sur le couvert
« de mon église de Confignon, où il y en avait deux, et j'écri-
« vis à ce lanternier que j'étais surpris d'apprendre que ces
« Messieurs l'eussent fait citer en Maison de ville au sujet
« d'une croix, puisqu'ils souffraient que leurs orfèvres fissent
« des calices, piscides et autres ornements d'église, mais qu'il
« faisait fort bien de leur obéir ; que, cependant, il me ferait
« plaisir de m'envoyer le pommeau avec l'assortiment, que je
« lui paierai l'ouvrage pour entier. Il porta mon billet au dit
« sieur Denormandie, qui lui permit de m'apporter tout, si ce
« n'est la croix.

« Cependant, mes adversaires ne se lassaient point de veiller
« à ma perte et plus attentifs que jamais à ruiner mes des-
« seins, ils députèrent à Chambéry M. le procureur général
« Trembley avec un auditeur ; il y eut encore différentes as-
« semblées chez Monsieur le marquis de Dronerot où Monsieur
« l'avocat général et Monsieur l'intendant Brichanteau assis-
« tèrent de la part de S. A. R. Mais, après une exacte discus-
« sion de leurs objections et de mes réponses, il fut délibéré
« que ma chapelle subsisterait et que je continuerai la pour-
« suite de mon procès.

« Je ne vous détaillerai pas ici, Messieurs, tout ce que j'a-
« vançai pour soutenir la cause de Jésus-Christ, vous le pour-
« rez voir dans le factum que mon frère, qui demeure à

« Chambéry, prit soin de composer en cette affaire, est traité
« fort au long suivant les règles de la jurisprudence et avec
« assez d'exactitude et de netteté.

« Vous avez sans doute remarqué, Messieurs, que le fron-
« tispice de cette église montre à tous les passants un Jacob
« avec son échelle mystérieuse par laquelle les anges qui mon-
« tent portent aux pieds du Dieu vivant les souhaits que nous
« faisons sans cesse pour la conversion de Genève, et je dois
« dire, pour glorifier Dieu, que ces célestes messagers qui
« descendent en ont apporté des grâces mystérieuses en faveur
« de quelques familles dont les unes se sont déjà réunies au
« giron de l'Eglise et les autres sont dans le généreux dessein
« de le faire dès qu'elles auront trouvé moyen de mettre à
« couvert leur temporel nécessaire à leur subsistance. — Et
« d'autant que cette chapelle a été bâtie deux fois, j'ai de là
« pris occasion d'écrire sur les murailles ce passage plein d'es-
« pérance du prophète Agée : « La gloire de cette dernière
« maison sera plus grande que celle de la première, je don-
« nerai ma paix en ce lieu et dans peu de temps j'ébranlerai
« tous les peuples et je remplirai de gloire cette maison.

« Le phénix que j'ai fait peindre à un des coins de l'autel
« représente aussi que cette chapelle a été bâtie après avoir
« été incendiée et que de là j'ai pris occasion de la rétablir
« comme il paraît par la sommaise à prix dont il a été parlé
« ci-devant ; c'est ce que signifie la devise qui est au-dessous
« du phénix en ces termes : « Je suis défait par incendie, je
« renais malgré l'envie, et dans mes cendres je trouve la
« vie.

« Le pélican, qui est de l'autre côté de l'autel ouvrant sa
« poitrine pour nourrir ses petits avec cette devise : « Le bon
« pasteur donne sa vie pour ses brebis, » a voulu marquer que
« malgré les menaces qu'on me faisait d'attenter à ma vie, j'ai

« entrepris de dresser cet autel une seconde fois pour m'acquitter du devoir auquel l'Evangile m'engageait dans son Chapitre 10, v. 11 et 15, et Ch. 13, v. 15.

« Et parce que, tandis que je travaillais d'une main à la faire construire, je me défendais de l'autre au moyen d'un procès. J'ai fait peindre un israélite tenant une épée de l'une et une truelle de l'autre, qui représente les Hébreux bâtissant le temple de Jérusalem, qui en étaient empêchés par leurs voisins au rapport de Saint-Chrysostôme et de Théodore sur le psaume 126, ce qui a fait dire à différents ministres de Genève et de Suisse, invités par curiosité de venir voir mon église, que ces passages étaient fort naturellement appliqués.

« Je serai infini et j'abuserai de votre patience, Messieurs, de suivre plus longtemps ces passages de l'Ecriture-Sainte que j'ai mis en usage et dont le grand nombre a encore fait dire à ces ministres que l'on voit dans ce lieu-là le Vieux, le Nouveau-Testament ouverts. Et, ce qui va vous surprendre, c'est que les habitants protestants dudit lieu ont fait gratuitement les deux tiers des voitures, que même l'un d'iceux m'a donné la place pour le presbytère.

« Ça été sous ces favorables et heureux auspices que l'hydre à sept têtes a été défaite, les injustes procès de la malice déconcertés, les trophées glorieux dressés sur les débris misérables de l'iniquité et mon procès arrive au terme d'un second arrêt également favorable comme le premier et qui a coûté 42 louis d'or de consignation, à ma partie qui en fut chargé des trois quarts pour avoir voulu demander tout le Sénat, qui entra pendant sept ou huit séances, au lieu que moi je n'avais demandé qu'une Chambre pour la vision de ce procès.

« Je ne cueillis pas néanmoins cette rose sans avoir aperçu le piquant d'une infinité d'épines dont je sentais les pointes

« presque à chaque pas que je faisais dans la route qu'il me
« fallait tenir pour arriver à ma fin. J'étais obligé de faire des
« voyages fréquents et dispendieux, à Chambéry, et d'y être
« assidu auprès de mes juges auxquels le solliciteur de ma
« partie avait soin de défigurer la vérité par des récits impos-
« teurs, des suppositions fabuleuses et des nuages sombres et
« épais, qui n'étaient que l'ouvrage du mensonge, si bien que
« quand j'allais me présenter à ces mêmes juges dont la vue
« était obscurcie par mille fausses idées, j'étais quelquefois
« reçu comme un chien dans un jeu de quilles, les moins ha-
« biles m'assuraient que ma formalité était défectueuse, les
« prévenus me traitaient d'inquiet, de faux zélé ; des timides,
« effrayés par cent monstres qu'une terreur panique leur avait
« donné à combattre, me reprochaient que mon dessein était le
« levain d'une guerre prochaine. Je me retirai très mortifié,
« mon cœur plongé dans l'amertume, mais, comme je savais
« bien tous les traités qui étaient le prétendu fondement de
« mes parties et dont elles abusaient pour imposer à mes juges,
« que mon frère les avait aussi, lui qui les avait trouvés dans
« les archives de M. le marquis de Challes, que je possédais
« l'histoire de toutes les révolutions qui étaient arrivées dans
« ces bailliages, depuis la révolte de Calvin et l'invasion des
« Bernois, et que je n'ignorais pas les intérêts de la Religion et
« de la Couronne dans ces frontières, lesquelles j'avais appris
« par des expériences journalières et par beaucoup d'applica-
« tion, je m'allais fermer quelques heures dans la chambre de
« mon frère où nous composions des factum dont je me ser-
« vais utilement pour dévoiler la vérité à ces mêmes juges et
« à la faveur desquels j'instruisais les moins savants, en fait
« je désabusais les prévenus et rassurais les timides.

« M. le Président Dalex, qui a déjà subi la loi imposée à tous
« les mortels et à qui je souhaite une gloire immortelle, ne se

« laissa jamais surprendre aux artifices du mensonge, ni au déguise-
« sement de l'imposture ; je le trouvais toujours les armes à la
« main pour ma juste défense et muni d'un bouclier impénétrable
« qui émoussait la pointe de tous les traits que mes ennemis dé-
« cochaient sans cesse contre moi, aussi je me tenais toujours
« derrière ce rempart. Cette protection dont le ciel me favori-
« sait retenait autant mon courage qu'il abattait celui de mes
« adversaires. Je dois aussi des éloges à la fermeté de M. le
« Sénateur Denis dont les brillantes lumières ne se laissèrent
« jamais obscurcir et qui sut toujours bien démêler le vrai d'avec
« le faux sans que ni la complaisance ni des sollicitations
« importunes puissent jamais donner aucune atteinte à ses
« parfaites connaissances. J'en trouvai encore des autres dans
« de pareilles conditions, mais mon rapporteur à la vérité très
« habile, dormait ordinairement quand j'allais demander à lui
« parler ; le poids de ses années qui commençait à l'accabler
« lui avaient affaibli la vue jusqu'au point de ne pouvoir plus
« lire, ce qui fut cause que mon procès fut distribué à M. le
« Sénateur Dichat, il fallut un opéra pour l'engager à le pren-
« dre et huit jours s'écoulèrent avant qu'il voulut se charger
« d'en faire le rapport après l'avoir accepté. Comme c'est un
« magistrat d'une conscience timorée et délicate, fort éclairé,
« aussi s'attachait-il à voir cette procédure assez longue avec
« la dernière exactitude, et comme dans le premier examen
« qu'il en fit la chose ne lui parut pas d'abord dans son jour.
« je le trouvai à ma première visite fort sérieux, ce qui fit
« que je le devins encore plus que lui ; il éclaircit depuis lors
« assez heureusement ses doutes, cela le rendit plus gai et moi
« aussi, si bien qu'étant arrivé la veille de faire le rapport de
« mon procès, il me dit d'un air gracieux et évangélique d'in-
« voquer le Saint-Esprit ; je le fis du meilleur de mon cœur et
« j'eus depuis lors des pressentiments d'un heureux succès.

« En effet, le Sénat rendit le second arrêt dont j'ai parlé ci-devant, et il n'était alors que préparatoire par la faveur de mon avocat qui n'avait pas soutenu tous les extrêmes de la novale, mais j'étais bien sûr que ma partie ne pouvait jamais satisfaire à ce qui était porté par le dit arrêt ; elle voulut pourtant l'entreprendre, mais inutilement, ce qui donna lieu à des amis communs de nous proposer un accommodement. Nous y consentîmes tous deux ; le jour fut pris pour cela. Nous nous assemblâmes à Genève et nous y fîmes des conventions de main privée, signées par les parties. Et comme il était porté entr'autres choses que je remettrais ma procédure et mon enquête à M. Lullin, sous le bon plaisir néanmoins de M^r l'évêque, après quoi les conventions seraient réduites en acte public et authentique et que M^r ne voulait pas consentir à la dite rémission, demandant que ce procès fut remis dans son greffe et que M. Lullin de son côté souhaitait d'avoir le dit procès pour n'être pas inquiété à la suite, on a été seize mois avant de passer le dit contrat du 14 septembre 1705. Pendant cet intervalle, M. l'auditeur Trembley, neveu de M. le syndic Lullin et solliciteur de son procès étant las de plaider comme moi, qui souhaitait aussi bien que lui l'effet de mes conventions, il écrivit à mon frère la lettre ci-après, qui lui fit la réponse qui est ensuite :

« Monsieur,

« Je me donne l'honneur de vous écrire pour vous faire part d'une difficulté que forme M. votre frère à l'exécution de la transaction qu'il a faite avec M. le syndic Lullin, sur ce malheureux procès qui nous a si longtemps fatigués. Je sais M., que vous aimez la paix et qu'il n'a pas tenu à vous que ce procès n'ait été terminé plus tôt. Ainsi, je m'assure que vous concurrez volontiers pour empêcher qu'on ne le remette sur pied. Voici le fait :

« En mai dernier, M. l'avocat Paget, pour M. votre frère,
« et moi pour M. Lullin, fîmes une espèce de prononciation
« soit transaction arbitrale, laquelle fut ensuite acceptée et si-
« gnée, par laquelle M. votre frère s'engage de remettre le
« procès avec les enquêtes. Il était vrai que par respect pour
« M^{re} l'évêque, on dit que cette remise se ferait sous son agré-
« ment. M. votre frère promit, d'ailleurs, de rapporter sur je
« tout l'approbation du dit seigneur évêque.

« Cependant, M. Paget m'écrivit que le seigneur évêque ne
« veut approuver l'acte qu'en tant je dit procès resterait au
« greffe de l'évêché, clos et cacheté du cachet des parties,
« pour n'être jamais ouvert, qu'au cas que M. Lullin ou les
« siens manquassent à payer la rente convenue. Vous voyez,
« M., que cette précaution n'est nullement équivalente à la
« remise effective du procès, s'agissant de s'assurer de l'état
« d'une transaction avec un ecclésiastique qui n'a proprement
« point de successeur. Il n'y a point d'autre expédient pour sa
« garantie de toutes recherches à l'avenir que de remettre
« ou d'anéantir le procès et l'enquête, et c'est sur ce fonde-
« ment que M. Lullin a promis la somme de cinquante livres
« annuelles pour les prétextes dont on se sert pour retenir la
« dite enquête, savoir : 1^o pour être en état de justifier à la
« suite des temps la cause de la transaction ; 2^o pour s'assurer
« de l'exécution d'icelle à la part des successeurs de M. Lul-
« lin.

« Ils ne sont pas solides, parce qu'une transaction telle que
« celle en question porte toujours quant à soi la preuve de sa
« cause, sans autre recours, et qu'à l'exécution au paiement
« annuel de la rente convenue, nous offrons encore toutes les
« sûretés les plus satisfaisantes, ou des cautions ou des fonds
« sur lesquels elle sera assignée et autres de cette nature dont
« on conviendra.

« Ainsi, M., je vous prie de contribuer soit auprès du seigneur évêque, s'il est besoin, d'avoir son agrément particulier pour la remise du procès et de la dite enquête, ce que je n'estime pas, soit aussi de M. votre frère pour s'y *prêter*, moyennant quoi notre transaction aura son effet dans toute son étendue. La crainte que j'ai, M., de voir revivre ce malheureux procès et les dispositions raisonnables où je vous ai toujours vu à cet égard, m'ont engagé à vous écrire et pour vous témoigner que je suis véritablement et avec toute la considération possible.

« Votre très honoré et obéissant serviteur,

« Marc-Conrad TREMBLEY,

« *auditeur de la Justice et Police, au Bourg-de-Four, à Genève le 16 décembre 1704.* »

RÉPONSE

« Monsieur,

« L'estime et la considération que j'ai pour vous et les expressions engageantes, polies et honnêtes dont vous avez rempli l'obligeante lettre que vous me faites l'honneur de m'écrire ont acquis un pouvoir si puissant sur moi que je ne suis pas à l'épreuve de résister à ce que vous souhaitez que je fasse.

« Je me laisse donc désarmer des précautions dont vous vous plaignez, quoiqu'elles naissent naturellement de la transaction de laquelle il s'agit, puisque le flambeau de la guerre a été longtemps allumé entre M. Lullin et mon frère, aux dépens de vos soins et des miens.

« Je veux aussi de tout mon cœur travailler comme vous à l'éteindre et faire succéder une paix durable et éternelle.

« J'écrirais pressamment à mon frère pour cet effet, et je

« chercherai à solliciter avec succès M^r l'évêque de se relâ-
« cher de la liberté qu'il a dans cette occasion ; pour y réussir,
« je proposerai des tempéraments qui seront de votre goût et
« d'une satisfaction commune.

« Et afin que la chose ne languisse pas, je vais donner mes
« soins, sans perte de temps et avec une vive attention, dési-
« rant vous faire remarquer que je suis en vérité et plus que
« personne, Monsieur,

« Votre très honoré serviteur,

BENOÎT DE PONTVERRE.

L'évêque diocésain intervint sur les sollicitations faites après ces aimables et délicates correspondances et dans une lettre du 3 juin, adressée au frère de M. le curé De Pontverre, voici quels sentiments il exprime à l'endroit de la conciliation projetée entre le curé de Lancy et M. Lullin :

« Je loue le zèle de M. votre frère et je le propose pour
« exemple aux ecclésiastiques de ce diocèse, voisin de Genève,
« je voudrais qu'ils puissent tous élever des édifices à la
« gloire de Dieu et de son Eglise ; *mais quand il s'agit d'auto-*
« *riser une convention avec les hérétiques et qu'il faut se faire*
« *des concessions réciproques, l'on craint de se préjudicer à*
« *l'avenir ; il est même fâcheux et dangereux pour un évêque*
« *qui a des prétentions sur Genève, de reconnaître indirecte-*
« *ment au moins, l'autorité de la seigneurie présente de cette*
« *ville, car vous n'ignorez pas l'adresse des Genevois qui se*
« *prévalent de tout.* Cependant, pour vous marquer l'estime
« que je fais de vos amis, c'est que vous n'avez qu'à examiner
« les précautions que je dois prendre en cette rencontre, et si
« vous voulez en conférer avec vos amis, je me tiendrai au
« conseil que vous m'enverrez, afin qu'à la suite des temps on
« ne puisse m'objecter d'avoir manqué de prendre le senti-

« ment des personnes sages et je garderai votre avis par écrit
« dans les archives de l'évêché. »

Le frère de M. le curé De Pontverre répondit à cette missive épiscopale. Sa Grandeur accorda son approbation à l'arrangement projeté, demandant que l'acte fût conclu à Lancy même.

Le curé de Lancy, ayant égard au grand âge de M. Lullin, se rendit à l'invitation de celui-ci à son domicile à Genève, le lundi matin 14 septembre. L'acte fut conclu avant le dîner offert par M. Lullin. Etaient présents : MM. De Pontverre, curé, De Pontverre, frère, M. l'avocat Paget, M. l'ancien procureur général Trembley, M. Dubosson, procureur général moderne, gendres de M. Lullin, M. l'auditeur Trembley, son neveu, M. l'avocat Sales, son conseil, et MM. Lullin et de Dardagny, ses enfants.

Le curé de Lancy reçut dix louis pour une fois, cent florins par an, on lui relâcha la dime de 33 poses. « Le dîner, dit le curé De Pontverre, fut magnifique en délicatesse et en abondance ; M. le syndic Lullin, de concert avec sa parenté, assaisonna ce régal de mille fruits de politesses, de marques de distinction, de témoignages de considération, de manières engageantes, toujours attentif à nous combler d'honneur et de caresses avec tout l'empressement passionné, toute la bonne grâce possible et une joie contrainte qui paraissait avoir pris sa naissance dans le cœur. »

Après les plaisirs qui accompagnèrent ce repas, on alla signer le contrat. L'argent convenu livré, M. Lullin donna le baiser de paix au curé de Lancy, l'invitant à oublier tout le passé et d'être unis à l'avenir. Le curé se joignit à cette fraternelle réconciliation, puis tous se séparèrent enchantés et satisfaits de cette heureuse journée.

L'évêque d'Annecy auprès duquel se rendit M. De Pontverre, le 3 novembre, ratifia l'arrangement et témoigna au curé de

Lancy « sa satisfaction infinie de voir que commençait à faire
« régner la justice et à établir la vérité dans un lieu où elles
« avaient été bannies dès si longtemps ».

L'archevêque d'Avignon, M^{sr} De Gontery, vint à l'église de Lancy au moment même où M. De Pontverre y célébrait l'office. Deux cents personnes s'y trouvaient réunies. Le prévôt de la cathédrale et M. le chanoine de Richemont de Sales, son frère, qui l'accompagnaient, lui firent savoir que depuis 170 ans, il était le premier évêque assistant au culte de Lancy.

Il est parlé ensuite dans cette relation des mérites éminents de l'évêque d'Annecy, puis de la ville de Genève même, *ville tour à tour appelée l'asile de l'hérésie, une audacieuse fille de Satan qui ne cesse de blasphémer contre le Ciel, une mère d'abomination qui tient encore la coupe de prostitution en main et la présente à tout le monde pour empoisonner les nations par le venin de sa doctrine, un monstre d'iniquité, une ennemie du Ciel pleine de noms, de blasphème, etc, etc...*

Après cette *charitable* énumération de titres accordés à la cité républicaine de Genève, le curé de Lancy prie Dieu tout-puissant d'arrêter bientôt le progrès de *cette malheureuse, de cette scandaleuse*, en faisant succéder la lumière à tant de jours d'aveuglement.

Le curé Roch qui a copié les notes, achève son travail par cette annotation traduite du latin :

« Ainsi, je me consacrais à Dieu, à Confignon, le 25 juillet de
« l'an 1706 jusqu'à l'abrogation de la déplorable loi. »

Il faut noter que le R^d Paul-Aimé Roch, ancien prêtre d'Amphion, en Chablais, revêtit les fonctions de ce lieu dès le 30 décembre 1703, ensuite de Noble De Pontverre qu'il reçut l'institution du très illustre et révérendissime Michel-Gabriel

de Rossillon, de Bernex, évêque et prince de Genève, le dernier jour de février 1707, et qu'il construisit et agrandit le presbytère à ses frais.

* * *

Malgré leur longueur, certaines parties des documents et détails contenus dans les registres paroissiaux ont été reproduites *in extenso*, parce qu'ils serviront à éclaircir divers faits, et, particulièrement, parce qu'ils présentent au point de vue local, un véritable intérêt.

Tel est le cas des inventaires et extraits suivants :

« Inventaire des titres de la cure de Lancy (1), dès son rétablissement, par noble et R^d messire Benoît De Pontverre et de la résidence du R^d sieur Paul-Aimé Roch, dès l'an 1704, avec la liste de nos bienfaiteurs par où je commence par les ecclésiastiques et le Roi.

« Sa Majesté le roi de Sicile, notre auguste souverain, fit donner par Monseign^r l'évêque la somme de trois cent livres pour m'aider à subsister étant épuisé par les dépenses des bâtiments et perdu la prise de Pesay (1716).

« M. le curé Sallonge, l'an 1715, à qui j'avais été rendre visite pour avoir quelque chose pour notre église de Lancy, laissa à la disposition de noble et R^d messire Defresne, architecte et curé de Claraffon, de distribuer ses épargnes, me fit donner quatre cents florins par les mains du sieur Gros, de Confignon, neveu du dit R^d sieur Defresne, et le dit R^d curé de Sallonge s'appelait Noble Pierre Deschallon-Devidonne,

(1) Ces nombreux titres sont-ils restés possession de la cure ? L'église étant propriété communale, leur place naturelle est aux archives de la commune.

seigneur de Vidonat et maison forte de Bassy ; Monseigneur de Semine, qui charge les R^{ds} S^{rs} curés de Lancy de prier Dieu pour lui, laquelle somme est employée pour payer une partie de la fuste des bâtiments.

« M. Dufourd, curé de Beaumont, a donné en deux fondations, l'une chez M. l'avocat Courtois, l'autre chez M. le châtelain Courtois, son frère, la somme de 4,000 florins en rente après sa mort, comme on verra dans les actes inventoriés au présent livre.

« M. Dom, prieur de Pommiers, donna un louis d'or pour commencer le bâtiment, c'était Dom Delagrangé.

« M. Fœx, notaire, à Bernex, a légué 200 florins par son testament, pour Lancy, dix florins par an.

« M. le curé Deage en Faucigny, en son vivant curé de Jussy, avait donné une obligation pour prier Dieu pour lui, de 35 patagons, je n'ai rien tiré et ai dépensé environ six ans pour plaider et avoir le droit de transport du R^d sieur Samion, chanoine de la Roche, neveu du dit R^d sieur Deage.

« Madame la comtesse de Beaumont a donné 2,000 florins par son testament de l'an 1719 au mois de septembre, décédée. Je n'ai rien tiré. Il n'y a aucune charge que de prier Dieu pour elle sans rien spécifier autre.

« J'ai eu de M. Le Fort, procureur général de Genève, aujourd'hui syndic, cinq louis d'or pour les arrérages du sieur Perréal, son beau-père et pour avoir permission de faire des canaux pour sa fontaine ; je les aussi appliqués au profit du bâtiment.

« J'avais écrit une lettre-circulaire à tous les abbés, archiprêtres et chanoines du diocèse pour avoir quelque chose pour le bénéfice ; il n'y eut que M. Roch, archiprêtre, et les Bains d'Evian qui donna un écu et son archiprêtrise se cotisa pour faire 20 florins.

M. Deconche, archiprêtre de Fessy, me donna pour lui et son archiprêtrise un écu neuf; M. Demaux, curé et archiprêtre de Moux, m'envoya environ trois florins; M. le chanoine Chardon, chantre de la Collégiale, me donna un demi-écu neuf.

M. le chanoine Martens, de la Collégiale, me donna un écu.

M. Frère, curé de Collonge, m'ayant assisté dans une maladie, me laissa environ trois écus qu'il m'avait prêtés; il faut ménager les bonnes intentions qu'il avait pour faire du bien à Lancy et les deux cents écus qu'il a donnés aux invalides de Rumilly, si la fondation de l'hospice ne réussit pas.

Je dirai encore que, depuis que j'ai été établi au dit bénéfice du dit Lancy, qu'on a passé convers, soit catholiques en hérétiques du dit Lancy, de Carouge et de Genève; j'ai tiré environ dix écus en divers temps. Mais plusieurs n'ont rien donné. J'ai pris possession d'assister en qualité de curé et de premier communier aux assemblées et d'y donner ma voix, et par ce, engager ceux qui sont en état de donner tout ce que l'on pourra tirer d'eux pour l'église, afin de maintenir les droits établis.

Il faut remarquer que les eaux ayant inondé l'église, je fus obligé de faire l'office dans la chapelle de Pesay six semaines et que j'ai gardé huit jours deux charpentiers pour réparer le plancher et mettre un pied et demi de terre pour exhausser le terrain et que j'ai dépensé considérablement pour les réparations outre celles que M. De Pontverre y a faites; ainsi, je supplie mes successeurs de se souvenir de moi en mon vivant et après ma mort, tout indigne que j'en puisse être. *Amen.*

Il faut se souvenir que la Pauline Bevillard, demeurant devant la croix de Lancy, a légué deux écus pour l'église par

son testament, quoi qu'elle soit hérétique et devait faire abjuration avant sa mort.

TITRES DE L'ÉGLISE DE LANCY

« 1° Un contrat de rente annuelle portant la somme de fr. 50, argent de France, passé entre M. De Pontverre et M. Lullin, de Genève, haut décimateur de Lancy, du 14 septembre 1705.

(Signé) : JOLY, notaire de Genève.

« 2° Un contrat de M. De Pontverre, portant la rente annuelle de trente florins de Savoie, due par le sieur Berthollet fils, de Corbaz, de l'an 1705, le 14 mai, signé par M^e Foëx, notaire.

« 3° Un contrat de fondation par feu M. le marquis de Cluses, portant la rente annuelle de 60 florins de Savoie, de l'an 1715, du 11 novembre, signé Berthollet, notaire, avec les mandats et promesses du dit seigneur marquis, en faveur du R^d s^r Roch, curé, qui a payé les droits et homologations sans avoir rien exigé de sa fondation jusqu'à sa sortie dudit Lancy.

« 4° Deux lettres de promesses de fondation de M^{me} la marquise de Challes, baronne de Vovery, l'une du 29 janvier 1713, l'autre du 1^{er} jour de 1711, portant la somme annuelle de cent florins de Savoie tous les ans aux étrennes, pour chanter le *Miserere* pour la conversion des pécheurs et hérétiques et donner la bénédiction du St-Sacrement, toutes les fêtes de Notre-Dame après la messe. Mais, il y a eu des années qu'elle m'a chargé de cent messes pour les défunts et je faisais un service solennel le lendemain de la Sainte-Trinité pour les défunts de la famille et bienfaiteurs, et une messe basse pour les morts aussi le lendemain des dites fêtes de Notre-Dame. Il n'y a que deux ans que je n'ai rien reçu.

ROCH.

« 5^o Une obligation de R^d M. Louis Deage, curé de Jussy, contre Michel, fils de feu Jean Fournier, de Menthonnex en Borne, portant la somme de 35 ducats, signé Guillet, notaire, du 28 juillet 1700, avec les assignations et le transport fait en faveur dudit R^d S^r Roch, curé de Lancy, par le R^d S^r Charles Jannin, chanoine de la Roche, en qualité d'héritier du dit R^d S^r Deage, du cinquième jour 1711, dont j'ai payé les droits et tabellion et laissé au sieur Paleidier, de Cruseille, châtelain du dit Menthonnex, une paioire avec deux requêtes et assignations qu'il doit avoir fait signifier auxdits Fournier, de qui je n'ai rien tiré que des duretés quand je fus à Menthonnex ; j'ai fait deux voyages à Annecy, pour ce sujet, un à Menthonnex et plusieurs autres à Cruseille, deux à la Roche et deux à Jussy, pour avoir ladite obligation. Ainsi est.

ROCH.

« 6^o Copie du contrat de fondation faite par le S^r Victor Reverdy, bourgeois d'Annecy, du 7 juillet 1704, signé : Burin ou Tochon, notaire, d'une pose de vigne située *aux costes d'enfer*, au bas de laquelle il y a un beau et bon pommier de reinettes dont M. De Pontverre a toujours joui, et la dite vigne était entièrement ruinée et déserte ; je l'ai mise en état et M. De Pontverre l'a fait donner à Lancy pour quatre messes par an, une à chaque quatre temps *pro defunctis*.

« 7^o Cession de droit portant la rente annuelle de huit florins de Genève pour novales, du 7^{me} juin 1711, signé : Fœx, notaire, pour une pièce de vigne et terre située vers Aïre.

« 8^o Traité et accord entre M. De Pontverre et Pierre Louchet, de Lancy, portant la somme annuelle de huit florins de Genève pour novales, du 10 juillet 1695. Signé : Fœx, notaire.

« 9^o Traité entre R^d S^r Roch et le sieur Alexandre Solicoffre, de Genève, portant la rente annuelle de la cense de la vigne appelée *les Cercles*, située et plantée *dans les masu-*

res de la chapelle de St-Georges, de deux livres de France par an, nota que j'ai bien eu de la peine d'en venir à un accommodement et que ce droit ne doit pas être négligé parce que les droits de la chapelle pourraient rendre quelques revenus à la suite aux R^{ds} S^{rs} curés mes successeurs.

« Il est bon de prendre garde que j'ai fait toutes les fonctions curiales *in habitu* dans le château de St-Georges et qu'il y a eu souvent et longtemps des grangers et domestiques catholiques ; il faut veiller pour les travaux des fêtes dans ce lieu et ailleurs où ils ne doivent pas travailler.

« 9^o *bis* Une liasse de procès et papiers des hoirs de Vallagny pour les places de l'église et du cimetière, achetées par M. De Pontverre, pour laquelle j'ai bien eu de la peine à tirer les pierres et les aplanir.

ROCH.

« 10^o Une requête pour les noales de Lancy et les prémices de Pesay, Pinchat et Grange-Colomb et des Avanchys que j'ai cédé aux R^{ds} S^{rs} curés de Lancy, mes successeurs, parce que les R^{ds} S^{rs} curés de Compesières, mes prédécesseurs, les ont toujours possédés.

« 1720. Ainsi est.

« ROCH. »

Inventaire des meubles de la cure de Lancy donnés par Monsieur De Pontverre au sieur Roch qui a laissé à M. Destral, son successeur.

Un *liet* à la Chartreuse dont le dessus est destiné pour la bibliothèque, lequel *liet* fermant à clef se trouve peint en faïence.

Un prie-Dieu de sapin qui est aussi peint.

Une table noyer à l'antique ronde et pliante, ayant cinq piliers de colonnes torses.

Huit chaises matelassées et couvertes de toile tout à fait usées, à l'antique.

Un bois de lit noyer tout simple.

Un buffet, soit ratelier avec deux tiroirs, fermant la dépense de la cuisine, où le sieur Roch a commencé de faire la cave fermée d'air où la Providence l'a fait subsister dix-huit ans... Il a eu l'honneur d'y loger un prince souverain luthérien allemand, appelé le comte de Reims, qui avait pour son gouverneur le baron Dulo, un des premiers chanoines de la cathédrale luthérienne de Nuremberg.

De plus, j'ai eu l'honneur de recevoir S. G. Monseigneur l'abbé de Gontery, *vice-légat* de S. S. et archevêque d'Avignon, accompagné de Monsieur l'abbé Sale, Seigneur prévôt de la cathédrale et Monsieur de Richemont de Sale, etc.

De plus une partie des gros seigneurs de Savoie et de dames du premier rang y ont été en dévotion, et pendant les guerres et refuges, de tant de personnes de distinction de toute nation ont fait le pain béni de Genève à Lancy pendant plusieurs années.

Ainsi est.

Roch.

A cet inventaire des titres, est annexé celui des ornements de l'église, daté de 1703.

Le trésor en vases sacrés ne présente rien de remarquable à signaler.

Au nombre des donateurs en ornements et linges sont désignés : M^{me} la duchesse, M^{me} la comtesse de Beaumont, dame de Lancy, M^{me} Costaz, religieuse de la Grande Visitation d'Ancey, M^{me} la marquise de Chamousset, devenue marquise de St-Maurice, M. Jaquet d'Archamp, M^{me} Dufour.

Outre ces bienfaiteurs, les registres paroissiaux présentent Pierre-Aimé Prévost, laboureur de Lancy, décédé le 2 mars 1753, âgé de 38 ans, qui a rempli les fonctions de procureur

de la paroisse. Le curé Pomet, signataire de l'acte de décès, ajoute aux qualités du défunt « qu'il mérite qu'on lui souhaite mille et millions de fois *requiescat in sancta pace*. »

A la date du 25 mai 1753, est inscrit l'acte de décès de François *Perrier*, bienfaiteur de l'église.

VI

Débuts du XVIII^e siècle. — Intrigues politiques et religieuses. — Les écoles à Lancy, Onex et Carouge, jusqu'en 1754. — Agrandissement de l'église. — Acte d'intolérance. — Etat de Lancy au milieu du XVIII^e siècle. — Les dîmes. — Le curial Berthet. — Le traité de 1754. — La colonie de Carouge. — Démembrement de la paroisse de Lancy et ses conséquences. — La Révolution française. — Charles VILLARD, de Lancy, représentant du district de Carouge et membre de l'Administration du Mont-Blanc. — De l'instruction publique pendant la période révolutionnaire. — Le maire Montillet. — La fête du baptême du Roi de Rome. — L'église oratoriale de Carouge. — Onex. — Charles Pictet de Rochemont.

A la suite de cette énumération de souvenirs, notes et documents sur l'église, recueillis pour la plupart dans les registres officiels et dans ceux de la paroisse, il est bon de démontrer quel était, à Lancy, l'état des esprits, surtout au point de vue religieux, dans les années qui suivirent le rétablissement du culte romain.

La surexcitation était grande dans les deux camps réformé et catholique. Le droit public du temps permettait aux gou-

nements d'imposer, même par la force, la religion d'Etat, et ce principe trouvait son application rigoureuse, aussi bien dans les pays protestants que dans les contrées catholiques.

Prêtres et ministres se livraient une guerre implacable. On a vu par quelles expressions peu dignes, peu charitables, les curés de Lancy désignaient les réformés. Ces excès de langage, ce manque de dignité et de charité, sont aussi à signaler chez les ministres réformés. Ils appelaient « *terres infectées d'un culte et service superstitieux* », les terres où le culte catholique était célébré ; on se traitait réciproquement « *d'hérétiques, d'espions dévoués aux ennemis de l'Etat et de la religion* » ; on se refusait jusqu'au sel. C'était une mutuelle proscription, tant au temporel qu'au spirituel.

On considérait ces procédés comme une nécessité ou une exigence imposée par la politique et par la religion. De là, cette haine aveugle donnant sujet à des maux irréparables et renforçant le fanatisme que l'on prétendait vouloir combattre.

Le fanatisme étant alors à son apogée, les demeures des protestants étaient considérées comme les asiles maudits de l'hérésie, de l'impiété et du mensonge, tandis que chaque nouvelle habitation catholique devenait en quelque sorte un sanctuaire, puisque le prêtre les consacrait par une cérémonie spéciale, lors de leur érection, ainsi qu'on en retrouve un exemple dans les registres paroissiaux, au 27 mars 1716, pour une maison de la Capite d'Arve.

Voilà à quoi aboutissait l'excès de zèle des curés et des ministres, *sous le noble prétexte d'être agréable à Dieu*.

Tantôt, c'est le Consistoire de Genève qui adresse au Petit Conseil un long rapport sur les remèdes à apporter à la situation, tantôt c'est le curé, qui recourt au pape, puis à son

souverain, en vue d'opposer une résistance efficace aux efforts des ennemis de la foi.

Le Consistoire de Genève demandait au Conseil de cette République de défendre aux citoyens possédant des fonds dans les terres de Saint-Victor et Chapitre, d'y tenir des grangers, des fermiers ou domestiques *papistes*, de faire défense aux curiaux de ces terres, ainsi qu'aux notaires de passer en faveur des papistes aucun contrat de vente ou d'amodiation, de faciliter l'achat des terres des papistes par ceux de la religion réformée, de favoriser même la vente de leurs biens en s'attachant à découvrir leurs créanciers. Le mémoire du Consistoire contenait, en outre, cette mention pour Lancy :

Les papistes et les réformés n'y sont pas seulement sujets au mélange désagréable des fiefs des maisons qu'ils possèdent, qui sont en grande partie sur Savoie, et l'autre sur Chapitre, mais il y a encore quelques familles papistes qui y résident sur celui dudit Chapitre. Et comme les habitants réformés, aussi bien que les maisons sur Chapitre, l'ont toujours beaucoup emporté sur les autres, il y avait autrefois, dès la première institution qui s'en fit, en 1544, un temple où la République faisait prêcher, et qui a subsisté plusieurs années après le traité de St-Julien : l'on en voit même encore quelques masures dans le cimetière des réformés, mais en beaucoup moins grande quantité que ci-devant, le sieur Pontverre, curé de Confignon, en ayant fait prendre la plupart des pierres pour l'église, soit chapelle, qu'il fit construire à Lancy, il y a dix ans. Cette église, dans sa première construction, pouvait par sa petitesse ne porter que le nom de chapelle, mais il l'a beaucoup agrandie depuis, et a fait mettre dessus une immense croix et des cloches, et il a eu aussi la témérité d'y faire graver l'inscription suivante : « Il y a ici des brebis qui ne sont pas de cette bergerie, mais il me les faut ramener, afin qu'il n'y ait plus qu'un seul pasteur et un seul troupeau. »

Il a été établi à Lancy, un prêtre ou un vicaire qui fait toutes les fonctions. Cependant, si un ministre réformé s'avisait d'aller faire les siennes chez un réformé malade, il courrait risque de la vie. Ainsi, ce village court à une perte totale,

à moins qu'on ne se posât à édifier autel contre autel, et à faire réédifier l'ancien temple et à établir un ministre qui y fit sa résidence.

De tous les remèdes proposés par le Consistoire, le meilleur consistait en « l'établissement de maîtres d'écoles d'une prudence et de capacité au-dessus du commun et de les rétribuer d'une manière convenable. »

Le R^d Roch, curé de Lancy, ayant obtenu en 1717 diverses audiences du roi, lors de son séjour à Annecy, adressa un placet au pape Clément XI. Cette pièce latine lui fut présentée par le R. P. Lambert, secrétaire et assistant du général des R. R. P. P. Feuillants (1), ci devant abbé de Notre-Dame d'Abondance.

Le pape Clément XI ne répondit pas à l'attente du curé de Lancy, à cause des différends qui avaient surgi entre la Cour de Rome et celle de Turin. Sa Sainteté se borna à faire écrire « que tout ce qu'on appliquerait des arrérages des bénéfices vacants, elle y consentirait et que tout ce que l'on ferait *pour le poste avancé près de Genève*, elle l'approuverait ». Elle envoya sa bénédiction apostolique au curé et à la paroisse.

Le curé de Lancy ne se tint pas pour déçu dans ses espérances. En décembre 1719, il s'adressa au roi et fit présenter placet par son chapelain. Il demandait appui et argent pour l'église et pour lui :

Sire, écrivait-il, la religion et vos intérêts demandent de la maintenir, puisqu'étant aux portes de Genève, elle y sert de barrière contre les entreprises de ses ennemis qui sont ceux de la foi et retient vos sujets dans l'obéissance qu'ils doivent à votre souveraineté.

Et comme le rétablissement de cette église avec un presbytère a épuisé les forces de M. De Pontverre et que le R^d suppliant a contribué tout ce qu'il a pu pour achever ce dernier édifice,

(1) Religieux de la règle de Cîteaux.

ledit suppliant manque d'un revenu suffisant pour s'y pouvoir entretenir, d'autant plus que cette église est le refuge de nos frères séparés et de plusieurs déserteurs, tant moines, religieux que séculiers qui reviennent et que la grâce y conduit fréquemment pour y être instruit des vérités évangéliques et auxquels y faut nécessairement distribuer du pain avec les paroles de la vie éternelle, faute de quoi ils s'en retournent dans les terres de Babylonne pour s'y nourrir de la zizanie ou dans l'Egypte pour y manger des oignons.

Un maître d'école y serait encore fort nécessaire ; un prêtre y pourrait faire cette fonction avec beaucoup de fruit, et la jeunesse par lui instruite s'affermirait dans la foi depuis ses fondements et serait toujours prête à défendre la vérité contre les attaques du mensonge.

Rien n'arriva de Turin. Le pauvre curé de Lancy dût se contenter d'attribuer ce défaut de protection « *aux influences contagieuses de la peste de Marseille* ».

Serait-ce à l'occasion des mesures prises contre ce fléau qu'en l'année 1720 on fit punir, à Lancy même, plusieurs personnes, pour avoir désobéi aux ordres du roi, et qu'on y planta des potences soit estrapades, avec menace du carcan ou de galères pour les hommes et du supplice du fouet pour les femmes et les filles ?

Six ans après ces événements, on voit le Conseil de Genève maintenir l'exercice de ses droits sur les parties du territoire de St-Victor et Chapitre. Il fit même adresser à Chambéry un mémoire qu'il approuva le 7 mai 1726 et dont la rédaction était l'œuvre de l'ancien auditeur S. Sales. Ce mémoire établissait les droits de police et de possessions genevoises.

Le Consistoire de Genève eut gain de cause dans la paroisse de Lancy pour ses projets d'établissement d'écoles. Les enfants se rendaient jusqu'ici à Onex pour y recevoir l'instruction ; dans la suite le maître d'Onex vint se fixer à Lancy.

Les Registres de la vénérable Compagnie des Pasteurs et ceux du Conseil de Genève ont fourni tous les éléments de la

reconstitution de cette période non seulement pour le village de Lancy, mais encore relativement à la fondation de la première école à Carouge, petit hameau dépendant encore de la paroisse de Lancy.

En 1715 (mardi 12 février), M. le modérateur de la Vénérable Compagnie rappelle à ce corps « que M. La Corbière, « juge de St-Victor et Chapitre lui avait dit qu'il serait très « nécessaire qu'il y eût un maître d'école à Carouge et qu'il « croyait qu'on devait solliciter auprès du Magnifique Conseil « pour cet établissement ; qu'il ferait tout ce qui dépendrait « de lui pour cela et qu'il priait la Vénérable Compagnie « de le seconder dans ce dessein. »

La Vénérable renvoya à opiner de cela à huitaine. (*Registre de la Vénérable Compagnie.*)

Le vendredi 22 février, « M. le modérateur a lu à la Compagnie une lettre de M. Lambercier (1) par laquelle il prie « la Compagnie de vouloir bien opiner sur l'établissement « d'un maître d'école à Carouge où il serait très nécessaire, vu « le nombre d'enfants qu'il y a dans ce lieu et leur éloignement « des lieux où il y a des maîtres d'école ».

« Avisé que M. le modérateur parlera de cet établissement « M. le premier syndic ».

En séance du 1^{er} mars 1715 M. Maurice, modérateur, rapporta « qu'on avait parlé à M. le premier syndic de l'établissement d'un maître d'école à Carouge et que M. le « premier syndic lui avait dit qu'il croyait que le maître « d'école de Lanci devait aller faire l'école à Carouge, que si « cela n'était pas, le magnifique Conseil était disposé à en « établir un à Carouge. »

(1) Jean-J. Lambercier était alors Pasteur à Bossey. J.-J. Rousseau parle de cet ecclésiastique dans ses *Confessions*.

« Sur quoi la Compagnie ayant opiné, avise qu'on consultera les registres de la Compagnie ce dont M. Sartoris a été prié. »

Les délibérations de la Vénérable Compagnie ayant été transmises au magnifique Conseil, celui-ci s'intéressa à seconder les entreprises proposées.

Du lundi 25 février 1715.

Monsieur le premier a dit que Spectable *Maurice*, pasteur et modérateur, était venu le prier de proposer au Conseil d'établir un maître d'école à Carouge; que la Vénérable Compagnie croyait qu'il y avait de la nécessité par les raisons contenues dans une lettre de Spectable Jean-J. *Lambercier* qu'il luy a écrite de Bossey à ce sujet, laquelle lue et opiné, l'avis a été de renvoyer aux seigneurs de la Chambre des Comptes l'examen de la dite proposition, le maître d'école de Lanci appelé, et rapporter.

Du vendredi 3 avril 1715.

Etant ouï Monsieur le syndic Buisson, président à la Chambre des Comptes, sur la commission qui leur fut renvoyée le 25 février dernier, concernant la demande que les habitants de Carouge font d'un maître d'école et sur ce opiné, l'avis a été de charger de plus fort lesdits seigneurs des Comptes de mander par devant eux le maître d'école de Lanci pour l'ouïr sur ses incombances et ses gages, comm'encor les chefs de famille du dit Carouge sur le nombre des enfants qui y sont et sur ce qu'ils devront contribuer à cet établissement, examiner le tout et rapporter; ayant été en outre arrêté à ce sujet que Messeigneurs les premiers syndic et les anciens syndics Pictet et Lefort, joints à eux quelques membres de la Vénérable Compagnie, feront une revue exacte et générale de tous les maîtres et maîtresses d'écoles de la campagne pour découvrir et remédier à divers abus qu'on dit s'être introduits, y pourvoir par leur Autorité s'il est possible, sinon rapporter.

Jacob *Froment*, tel était le nom du maître d'école de Lancy. Le magnifique Conseil désirait le voir se fixer à Carouge, tandis que la Vénérable Compagnie tenait à ce que

le poste de Lancy lui soit conservé. Ce désir est du reste catégoriquement exprimé dans sa délibération du vendredi 26 avril 1715 :

M. Sartoris a rapporté qu'ayant vu Monsieur le premier syndic au sujet du maître d'école du Lancy à qui Messieurs de la Chambre avaient ordonné d'aller à Carouge sous peine de le destituer, il lui avait représenté qu'il serait très fâcheux de perdre ce maître d'école de Lancy dont on est très content et qui ne peut point aller à Carouge, sur quoi Monsieur le premier syndic lui avait dit qu'il serait à propos d'établir une Commission partagée du Conseil et de la Compagnie et qu'il en parlerait au Mag. Conseil. Avisé de nommer MM. Buttini, Sartoris et Fatio pour commis de la Compagnie.

Le vendredi 3 mai 1715, M. Buttini soumit l'avis de la Commission de laisser le maître d'école de Lancy, car celui-ci avait déclaré « qu'il aimait mieux quitter ses fonctions « que de se charger encore de l'école de Carouge ». Les commis du Magnifique Conseil ayant acquiescé à ce désir, M. Lamercier fut chargé « d'examiner l'état du village de « Carrouge par rapport au maître d'école dont ce village peut « avoir besoin ».

M. Bessonnet informa en juillet que M. De La Corbière, juge de St-Victor et Chapitre, avait obtenu du premier syndic le maître d'école tant sollicité. Nouveau rapport de M. Sartoris le 26 juillet. Enfin, en novembre, après audition d'un mémoire de M. Lamercier, la Vénérable Compagnie prend la résolution d'établir l'école et d'accorder au maître le gage de *maîtresse* d'école, savoir: 50 florins et deux coupes de blé par an. Elle invite d'engager le maître d'école de Lancy à diriger l'école de Carouge et dans ce cas, un maître serait établi à Onex.

Froment, maître d'école de Lancy, persista dans son refus de venir à Carouge. Alors le Conseil délibéra définitivement sur cet objet dans sa séance du vendredi 8 novembre 1715 :

Etant ouï le rapport des Nobles Chouet, seigneur 1^{er} syndic, Pictet et Lefort, anciens syndics, commis le 5 avril dernier pour la reveüe des maîtres d'école de la campagne et en particulier sur la requête des habitants du village de Carrouge aux fins de leur pourvoir d'un maître d'école, lesquels dits seigneurs commis sont d'avis de laisser **Jacob Froment** pour maître d'école dans les villages de Lanci et d'Onnex et d'établir (*nom laissé en blanc*) pour maître d'école à Carrouge et de luy donner à cet effet douze florins six sols et un bichet de froment par quartier, soit cinquante-deux florins et deux coupes de froment par année.

Sur quoi opiné, cet avis a été approuvé.

* * *

Quel fut le premier des maîtres de l'école de Carouge ?

Nous trouvons aux registres du Consistoire de l'année 1715 deux noms : Etienne Chossat, du Vivaret, et Jean-Pierre Viersat, du Dauphiné.

L'organisation de ces premières écoles était loin d'être parfaite ; les branches d'enseignement se trouvaient réduites à la connaissance des lettres, à la lecture, à l'orthographe par de fréquentes copies, aux premiers calculs. Tout l'enseignement n'était donné qu'en vue de faciliter l'étude du catéchisme.

La division de l'école consistait à classer les écoliers de l'A, B, C à ceux qui épellent, de ceux qui épellent à ceux qui lisent et de ceux qui lisent aux élèves capables d'apprendre par cœur. Les maîtres n'avaient aucune notion de pédagogie. Leur situation matérielle, loin de correspondre à leurs besoins les plus urgents, les obligeait de recourir à l'exercice de professions manuelles ; c'est ce qui explique pourquoi la plupart des maîtres d'école de Carouge étaient agriculteurs, boulangers, chirurgiens, etc.

D'autre part, la position faite au maître d'école, rapporteur

obligé de la Vénérable Compagnie, était rendue d'autant plus difficile, qu'il se trouvait placé dans une petite localité dont la population était de nationalités variées et mixte sous le rapport religieux.

Ces causes, auxquelles il faut attribuer les fréquentes mutations d'instituteurs, avaient déjà été ainsi démontrées dans le mémoire du Consistoire au Petit Conseil :

Un cinquième, mais plus faible moyen, serait d'établir des maîtres d'école d'une prudence et capacité au-dessus du commun, dans les villages les plus éloignés de ceux où les pasteurs résident. Mais, tant que leur paie sera petite et qu'ils ne pourront vivre sans le secours de quelque métier sans lequel ils sont trop souvent obligés de recourir à la bourse des pauvres, qui n'est que trop pauvre elle-même, les régents ne pourront rien faire. Leurs Excellences ne pourraient-elles pas y pourvoir par quelque expédient qui ne coûterait rien au public et qui dispenserait même peut-être les paysans de payer pour envoyer leurs enfants à l'école ?

Ne pourrait-on pas appliquer à l'instruction de la jeunesse les rentes des communes qui sont négligées en bien des endroits, faute de procureurs, ou très mal administrées par ces procureurs eux-mêmes ?

Comme on le voit, ces lignes contiennent le germe de l'idée de l'instruction publique et gratuite.

Ainsi fixée à 1715, la date de l'établissement de la première école, ajoutons qu'un rapport du pasteur Lamercier mentionne 18 familles ou feux à Carouge, Grange-Colomb et Pinchat-Dessous, comptant 19 ou 20 enfants de la religion réformée capables de suivre l'école. Ce pasteur proposa même à la Vénérable Compagnie d'y amener Cierne (Sierne), localité qui comptait alors 10 feux, y compris ceux du côté de Veiri (Veyrier), avec 10 enfants.

Dans un des registres aux Archives du Consistoire, renfermant des rapports d'écoles du XVII^e au XIX^e siècles, le maître d'école de Carouge, Etienne Chossat, est cité « comme en

« bonne situation, s'acquittant bien de son devoir. Il n'a qu'un
« enfant. Son gage est de 60 florins de la Seigneurie par année
« pour son logement, deux coupes de blé et dix écus de la
« Société des Cathécumènes, plus 25 florins par quartier de la
« Seigneurie. » — Plus tard, il est indiqué comme recevant
2 louis 5 sols, provenant d'une répartition des intérêts des
deniers que M. Gardelle et un inconnu ont donnés en 1754
pour augmenter la paie des maîtres d'école des villages cédés
à la Savoie. Dans un troisième état de recettes, soit distribu-
tion des payes, son gage est porté à 97 florins, ainsi détaillés :

Son gage	Fl. 25
Blé en argent	» 12
Son louage en entier.	» 60

L'admission de Jean-Pierre Viersat date du 22 novembre
1715, selon procès-verbal au registre de la Vénérable Com-
pagnie :

A comparu Jean-Pierre Viersat, de Nions, en Dauphiné, se
présentant pour être maître d'école à Carrouge, Grangecolon
et Pinchat. On l'a fait lire, et on l'a interrogé sur la religion,
après quoi il a été reçu et on l'a exhorté à faire exactement
sa charge et à veiller sur les désordres qui pourraient arriver
dans les lieux de Carrouge, Grangecolon et Pinchat, et de le
rapporter à son pasteur.

Dans l'année 1716, ce maître d'école ayant transféré son
domicile à Plainpalais, la Vénérable Compagnie s'occupa de le
loger à Carouge, et le 17 avril, elle arrête : « que s'il ne loge
« à Carouge, on se pourvoira d'un autre maître. » Ne s'étant
pas soumis à cet ordre, le 22 mai 1716, sur le rapport de
M. Lambercier, elle décide « de chercher un autre maître et
de ne pas lui payer les gages assignés au maître en charge ».
— Mais la Compagnie revint sur cette décision et le 5 juin
1716, elle décide « de lui payer son salaire à proportion du
temps qu'il a servi. »

Le 26 même mois, M. Lambercier présente à la Vénérable Compagnie un jeune homme nommé De l'Harpe, de Rolle (1), dont le père loge à Lancy. On le trouve trop jeune pour remplir ses fonctions et en même temps celle de garde d'église.

Carouge se trouva dépourvu d'école. En janvier 1717, M. Vial expose à la Vénérable Compagnie l'absolue nécessité d'avoir un maître dans ce village. Il annonce « que le curé de Lanci s'est vanté qu'on ne pouvait faire aucun établissement dans ce village sans sa permission. » — La Vénérable avise « que le pasteur d'Aunex (Onex), de l'église duquel dépend ce village, fera tous ses efforts pour en trouver un au plus tôt. »

Le 22 janvier, M. Rilliet présente comme candidat au poste de Carouge, un nommé Jean Sirac, lequel accepterait d'entrer immédiatement en fonctions, moyennant augmentation du traitement et il donne lecture du rapport suivant destiné au Petit Conseil :

Le Magnifique Conseil a fait connaître plusieurs fois à la Vénérable Compagnie qu'il souhaitait qu'il y eut un maître d'école en résidence à Carouge. Le dernier qui a occupé ce poste l'a quitté parce que le gage est si petit qu'il n'avait pas de quoi vivre.

Plusieurs personnes, dès lors, ont offert leurs services, mais dès qu'elles surent que le gage n'était que de cinquante florins et de deux coupes de froment par année, ils n'ont plus voulu en entendre parler. Cet appointement ne convient qu'à une maîtresse d'école. Comme le curé s'en avise de contester à Genève le droit d'avoir un maître d'école dans ce lieu, il est de la dernière importance que cette place soit remplie. Outre cela, comme ce lieu n'est presque habité que par des personnes qui tiennent cabaret, l'on ne saurait les établir anciens d'églises, et il faut que le maître d'école fasse cette fonction qui ne convient pas à une femme. La proximité de la ville de Genève et la quantité de gens qui se retirent à Carouge, font

(1) Les registres d'état civil de la paroisse d'Onex contiennent plusieurs actes de la famille *De l'Harpe*, de Rolle et d'Aubonne.

que les loyers y sont excessivement chers ; c'est encore une raison pour donner au régent un local convenable. L'on doit peu compter sur ce que l'on reçoit des enfants qui vont à l'école. Il peut y en avoir une vingtaine tant dans le village que dans les hameaux voisins, qui donnent chacun six sols par mois. Jamais on ne trouvera une personne propre à instruire la jeunesse dans ce lieu, si on ne lui donne les moyens de subsister en augmentant son gage et en payant le loyer de sa maison, comme on fait en d'autres endroits de moindre importance.

Nanti de ce rapport, le Magnifique Conseil s'en occupa dans sa séance du mercredi 27 janvier :

Monsieur le premier syndic a rapporté que les Spectables Gallatin, l'ainé, et Rilliet, pasteur d'Onnex, étaient venus de la part de la Vénérable Compagnie prier le Conseil en sa personne d'augmenter le gage qu'on donnait cy-devant à la *maîtresse* (1) d'école de Carrouge et Lanci, pour y établir à l'avenir un maître d'école qui y réside et lui ont remis un mémoire qui contient les raisons de ce changement, lequel étant lu et opiné, l'avis a été d'y établir en effet un maître d'école avec le gage ordinaire de cent florins par an, payable par la seigneurie et deux coupes de bled par les dismiers de la seigneurie et qu'au surplus le dit Spectable pasteur Rilliet, soit chargé de s'informer d'un maître d'école qui soit propre et d'un logement à Lanci.

L'augmentation du salaire du maître d'école fut également adoptée par la Vénérable Compagnie, le 29 janvier. Mais Jean Sirac ne fonctionna que jusqu'en avril 1717. Jean-Baptiste De l'Harpe se représenta à la Vénérable Compagnie pour obtenir l'emploi vacant. Le 16 avril, M. Rilliet, chargé de le conduire à M. le premier syndic, informe la Vénérable Compagnie que cette présentation a eu lieu et que M. le Premier s'occupera de cette affaire. En effet, dès le mois de décembre 1717, le maître d'école fut définitivement logé au village de Carouge.

(1) Le régent avait le traitement accordé *aux maîtresses* d'école, selon décision citée précédemment, en novembre 1715.

Voici quelle était sa position, selon un état conservé aux Archives du Consistoire :

Carouge. « On estime que Jean-Baptiste De la Harpe qui « en est le maître d'école est aussi assez bien, ayant deux cou- « pes de bled, 100 florins, et 60 florins pour son logement. »

Dès son établissement, ce maître d'école eut la vie bien tourmentée. Les séances du Conseil de Genève des 13 et 16 juin 1724 rapportent qu'il reçut un ordre lui intimant de se rendre chez le procureur fiscal de St-Julien. Sur les informations recueillies par ordre du Conseil, cette assignation concernait des renseignements à obtenir sur des gens retirés à Carouge, suspects d'être *cartouchiens*. Le Conseil autorisa De l'Harpe à se rendre à St-Julien.

Le roi sarde était loin d'être hostile à l'établissement d'une école à Carouge, dirigée par un maître appartenant à la confession réformée. Ce souverain, lors d'un récent passage à Evian, avait reçu avec beaucoup de bienveillance les députés de Genève ; c'est ce que confirme ce document adressé à Messieurs les syndics et Conseil de la ville de Genève, daté de Chambéry, 30 août 1725.

Messieurs,

Si l'on avait eu ici les documents nécessaires pour répondre au mémoire que vous avez envoyé sur ce que l'on ne permet pas à des habitants des terres de St-Victor et Chapitre de prendre de votre sel, et à un maître d'école de s'établir à Carouge, je vous enverrais une réponse pour vous faire connaître que l'on n'innove rien, et quoique vous en dussiez être informés par ce qui s'est toujours pratiqué et par les réponses que l'on vous a faites autrefois sur les même plaintes, je me réserve étant arrivé à Turin, où sont les papiers, de vous envoyer une réponse qui vous satisfera. C'est que Sa Majesté m'ordonne de vous écrire, et qu'elle conservera toujours les mêmes sentiments où Messieurs vos députés l'ont trouvée à Evian, de vous donner en toute rencontre des

marques de sa bienveillance et des preuves de sa protection Roïale. C'est ce dont vous devez être persuadés, et je vous prie pour mon particulier de l'être aussi de mon attention à ne vous pas laisser douter de la considération très distinguée avec laquelle je suis, Messieurs,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

MELLARÈDE (1).

Mais, à l'instigation des ecclésiastiques de la confession romaine, les effets de la bienveillance royale furent tout à coup comprimés. Cette appréciation, basée sur de nombreux faits historiques, se trouve encore renforcée par les impartiales citations d'un historien de la Savoie que nous avons déjà eu l'avantage de citer à l'occasion de son opuscule sur *les terres de St-Victor et Chapitre* (2).

Par une circulaire datée de Chambéry, 5 septembre 1725, le sieur *Pointet* annonce au juge-mage de St-Julien que « le « Sénat ayant été informé que les gens de la religion prétendue « réformée s'insinuaient dans quelques endroits de la Savoie. « jusque même à y établir leur domicile, lui ordonne de s'in- « former si, dans sa province, il y a de tels gens qui se soient « établis ou qui y fassent leur résidence, contre les anciens « règlements faits pour ce regard, et, en ce cas, de les faire « sortir dans un bref délai ; faute d'obéir, d'informer contre « eux et d'envoyer le résultat à l'avocat général. »

Le zèle des juges-mages de St-Julien n'eut jamais besoin d'être stimulé pour cette question, ajoute l'historien *Duval*,

(1) *De Mellarède* Pierre, comte du Bettonet, était considéré comme un des plus habiles négociateurs de la Cour de Turin. Il eut un fils ecclésiastique, recteur de l'Université de Turin, abbé commendataire de Talloires et de Mullegio.

(2) César *Duval*, actuellement maire de la ville de St-Julien, auteur de *Ternier et St-Julien*.

« ils savaient assez à quel point le Sénat tenait à empêcher le
« séjour et le prosélytisme des protestants. Il existe un volu-
« mineux dossier de dénonciations de ce genre, d'autant plus
« terribles pour ceux qui en étaient l'objet, qu'ils ignoraient
« d'où partait le coup et que la moindre résistance aux volon-
« tés du curé ou à ses prétentions était volontiers mise sur le
« compte d'un commencement d'hérésie, comme ce fut le cas
« pour quelques pauvres diables de maîtres d'école, qui ve-
« naient gagner misérablement leur vie en enseignant dans
« quelques communes de la frontière comprises dans les terres
« de St-Victor et Chapitre. Parmi ceux qui furent le plus tra-
« cassés à ce moment, il y eut *La Harpe*, à Carouge; Riond,
« à Cartigny; Constantin, à Laconnex; Barthélemy, à Avusy;
« Bonvard, à Onex; Paschal, à Sézegnin; Besson, à Landecy,
« et Bouvier à Valeiry. La plupart étaient des proscrits fran-
« çais et durent quitter la place. »

En 1726, un sieur Perron fonctionnait comme maître d'école à Laney.

En 1730, le Conseil de Genève, sur les instances de la Vénérable Compagnie, s'intéresse à la situation du maître d'école de Laney. Il est arrêté que les Seigneurs commis qui ont réglé le légat de défunt sieur Pictet pour les maîtres d'école verront ce qui a été fait et rapporteront.

Nous retrouvons, en 1731, le maître d'école De l'Harpe à son poste de Carouge. Il exerçait en même temps la profession de chirurgien. En mars, il reçut une notification pour se rendre par devant le magistrat du Proto-Médicat, à Annecy, afin de se pourvoir d'un brevet, faute de quoi, on procéderait contre lui. Cet exploit fut lu publiquement au sortir du sermon. Le Conseil de Genève s'occupa de cet objet en séance du 19 mars. On défendit à De l'Harpe d'aller à Annecy, lui con-

seillant toutefois de s'abstenir d'aller en Savoie exercer sa profession.

De l'Harpe ayant refusé d'obéir aux ordres du roi de sortir des terres de St-Victor et Chapitre, fut emprisonné. Sa libération n'eut lieu qu'en 1737 (Reg. du Conseil du 25 novembre 1737). Le 7 décembre 1737, le Conseil décide de lui procurer un emploi, sur les sollicitations de Spectables De Roches et De la Barre.

A De l'Harpe succéda Gabriel *Cambassade* ou *Cambessedes*, habitant Carouge, où il exerçait en outre la profession de boulanger.

Quoiqu'en 1738 il fut décidé de changer les maîtres d'école français sur les terres de St-Victor et Chapitre, le maître d'école Cambessedes continua à résider à Carouge. En séance du 9 janvier 1739, « le Spectable Modérateur conjointement « avec Spectable Grenus, prient qu'on augmente de quelque « chose le logement du maître d'école de Carouge. Arrêté qu'il « n'y a pas lieu de faire cette augmentation. »

Le zèle qu'apportait ce maître dans l'exercice de ses fonctions lui mérita la confiance de la Vénérable Compagnie et l'appui du Conseil. Dans la séance du Conseil du 25 mars 1746, « M. le premier rapporta que Spectable De la Rive, modérateur « de la Vénérable Compagnie, lui avait témoigné la satisfaction des services que le sieur *Cambassades*, maître d'école à « *Carrouge*, rendait, et que comme son gage n'était pas suffisant, il y aurait lieu de lui faire quelque gratification, que « *Cambassades* aspirant à être reçu habitant, la Compagnie « priait le Conseil de le favoriser. — Dont étant opiné, on a « rapporté que déjà l'année dernière on avait résolu de faire « à *Cambassades* une petite gratification, laquelle il refusa « sans doute dans l'espérance d'obtenir l'habitation gratis, et « il a été dit qu'y ayant de la conséquence à lui accorder de

« cette manière, M. le premier dira à Spectable De la Rive
« que le Conseil est disposé à faire une gratification conven-
« ble au dit Cambassades. »

Par suite du traité de Turin, du 3 juin 1754, et de l'échange des terres qui en fut la conséquence, le maître d'école Cambessedes dut se retirer de Carouge et fut appelé à la direction de l'école de Genthod, sur le territoire de la République genevoise.

Les Registres du Conseil de Genève nous fournissent sur cette retraite les extraits ci-après :

Du mercredi 19 février 1755.

Vu la requête de Gabriel Cambessedes, cy-devant maître d'école à Carrouge et présentement à Genthod, dans laquelle après avoir exposé le préjudice que lui cause le traité conclu le 3 de juin de l'année dernière avec S. M. le Roi de Sardaigne, relativement à une maison qui lui appartient audit village de Carrouge ; il recourt, aux fins qu'il plaise au Conseil en cette considération le recevoir, lui et toute sa famille, qui est nombreuse, habitant de cette ville sans paiement de finance ; vu aussi divers extraits du Registre de la Vénérable Compagnie, par lui produits, desquels il paroît qu'elle le recommande au Conseil ; et ouï Noble Ami de Chapeau rouge, Conseiller, qui a été juge de St-Victor et Chapitre ; Arrêté : Vues les circonstances particulières dans lesquelles se rencontre ledit Cambessedes, de lui accorder l'habitation par lui demandée pour Jean-Pierre Cambessedes, son fils tant seulement, sans paiement de finance, et comme son dit fils n'est pas encore en âge de prêter le serment en tel cas requis ; Arrêté de plus que les lettres d'habitation ne seront expédiées que quand son dit fils aura atteint l'âge compétent pour prêter ledit serment.

Le 13 janvier 1762, le Conseil fit droit à cette demande :

Vu la requête de Jean-André, fils de Gabriel *Cambassadès*, né à Carouge, boulanger de sa profession, habitant Genthod, à ce qu'il plaise au Conseil le recevoir au nombre des habitants de cette ville et avoir quelque égard en lui accordant cette grâce, à la perte que le traité fait en 1754 avec S. M. le

Roi de Sardaigne a occasionné à leur famille sur une maison qu'elle possédait à Carouge : Arrêté de recevoir le suppliant au nombre des habitants, en payant à l'Hôpital pour la finance, la somme de deux cents florins, de laquelle somme ayant rapporté quittance et certificat d'être armé, il a prêté le serment ordinaire des habitants.

Enfin, dans sa séance du vendredi 3 avril 1767, le Conseil autorisa Jean *Cambassadès*, habitant, chirurgien, de se retirer à Lausanne, avec sa famille, en lui conservant son droit d'habitant, et il accorda à Pierre-René-François Cambassadès, son fils, né le 4 janvier 1759, le droit de natif, moyennant paiement des charges de l'Etat pendant leur absence (1).

Gabriel Cambessedes, marié à Marie Franeseirat, ancien maître d'école à Carouge, mourut à Genthod le 29 février 1768, âgé de 70 ans.

Arrêtons à 1754 cette relation sur l'établissement des écoles dans la paroisse de Lancy et revenons aux faits se rattachant spécialement au bourg.

En 1731, le curé, voulant donner plus d'étendue à l'église, fit dresser des plans et devis par J. Vanière et Pellaton, maîtres maçons, et Giroud, charpentier. Le Conseil de Genève, instruit de ce projet, estima qu'il serait à souhaiter qu'on réédifiât le temple de Lancy, démoli depuis le traité de St-Ju-

(1) Les registres d'état civil de la paroisse d'*Onex* et ceux de la paroisse de *Genthod* renferment plusieurs actes concernant la famille Cambessedes, qui a récemment fourni à notre République un conseiller d'Etat en la personne de M. Emile *Cambessedes*, ancien régent. Un des membres de la famille Cambessedes a habité *Versoix-le-Bourg*. Dans l'état des patentes délivrées par cette municipalité en 1791 se trouve inscrit *Cambessedes*, boulanger forain, avec voiture, imposé à 30 livres. Un Cambessedes chirurgien a quitté Genthod pour se fixer à Lausanne. En 1816, le Conseil accorda la démission demandée par *Cambessedes*, adjoint à Genthod, eu égard que son âge et sa santé ne lui permettent plus de suivre à ses fonctions remplies jusqu'ici avec beaucoup de zèle.

lieu. Quant à la réédification de l'église catholique, il reconnut qu'il n'était pas fondé à y faire opposition, l'avis unanime du Conseil étant que cette église se trouvait placée sur terre de pure Savoie.

Le curé de Lancy, fort de la position acquise, fit prestement exécuter l'agrandissement de l'église. A fin avril 1732 tout était prêt pour y reprendre le culte célébré à Pesay. Le 8 juin eut lieu la cérémonie de bénédiction par Noble R^d Benoît De Pontverre, *archiprêtre et curé de Confignon*, assisté de R^d Paul-Aimé Roch, curé de Compesières, et de R^d François Destral, *curé moderne de Lancy*, et plusieurs prêtres du voisinage. A la messe, le R^d curé de Chaumont, M. Frère, occupa la chaire, et après vêpres, elle le fut par le R. P. D. Louis-Amédée Destral, barnabite.

Le 5 décembre suivant, on procéda à la bénédiction d'une grande cloche. Cette cérémonie fut accomplie par R^d De Saint-Ange (1), chanoine de la cathédrale, archiprêtre, et curé de St-Julien. La cloche était un don du Roi Charles-Emmanuel, en l'honneur de St-François et de St-Joseph. L'illustre seigneur, Messire Joseph-Henri Milliet, marquis de Challes, baron de Novairy et du St-Empire romain, comte de Saconnex, seigneur de la Bâtie-Meslier, en était le parrain (2),

(1) François de Villiers de St-Ange mourut le 7 avril 1752, âgé de 77 ans. Il fut inhumé à St-Julien, dans le cimetière, derrière le chœur, du côté de bise. César Duval. « *Ternier et Saint-Julien* ».

(2) Joseph-Henri *Milliet* ou *Millet* de Challes, est né le 27 mars 1700. Il se distingua tellement en Allemagne que l'empereur Joseph I^{er} le décora du titre de baron du St-Empire romain. Cette branche des *Millet*, marquis de Challes, s'est éteinte, d'après *Grillet*, environ l'an 1777. — L'ouvrage de César Duval sur *Ternier et Saint-Julien* porte dans les biens acquis en 1796 par le citoyen *Pissard*, Etienne-François, juge de paix du canton de Viry, ceux de l'émigré Joseph-Frédéric-Pantaléon *Milliet* de Challes, ci-

et la marraine, illustre dame Françoise de Beaumont, marquise de Challes, comtesse de Saconnex, dame de la Bâtie-Meslier, etc., dame d'honneur de la reine. Ces personnages absents furent représentés par M. Pacthod, avocat fiscal des bailliages, et Madame Rollier.

La façade de l'édifice est encore revêtue d'une inscription latine dont voici la traduction :

A VICTOR-AMÉDÉE I PÈRE ET A CHARLES EMMANUEL II FILS
A LEURS TRÈS PUISSANTS SOUVERAINS
CES TÉMOIGNAGES EN MÉMOIRE PERPÉTUELLE DE LEUR MUNIFICENCE
EN INSPIRANT LA CONSTRUCTION DE CETTE ÉGLISE
ET EN CONSACRANT CET ÉDIFICE
A LA SAINTE-TRINITÉ LE R. D. F. DESTRAL, CITOYEN GENEVOIS
ET RECTEUR DE L'ÉGLISE DE LANCY MIT TOUS SES SOINS
A LE FAIRE BATIR

LE VI^e JOUR DES CALENDES DE MAI 1732 (26 AVRIL 1732).

En 1734, le Conseil de Genève refusa le paiement des taxes réclamées par rapport à la dime possédée par la République genevoise sur le territoire de la paroisse de Lancy. Ces taxes formaient un capital de 195 livres 10 sols. Le refus du Conseil avait pour prétexte que les dimes possédées par Genève devaient être destinées à l'entretien du pasteur.

La lutte entre les éléments catholique et protestant paraît avoir été assez vive à cette époque. Le curé Destral recourut au Conseil de Genève pour se plaindre que des catholiques qui avaient loué la maison des hoirs Derabours avaient reçu un ordre de renvoi, uniquement motivé par la confession à laquelle ils appartenaient. On n'empêche pas, disait-il avec raison, les protestants d'habiter *au village, sur le fief du marquis de Challes*.

devant marquis d'Arvillars et de la Poëpe. L'histoire de cette illustre maison a été écrite par *Besson*.

Le curé eut gain de cause, mais le Conseil recommanda au juge de St-Victor « qu'en pareille occasion il devait insinuer « aux propriétaires de maisons qu'il ne convient pas de louer « à des catholiques, mais qu'il ne doit pas donner des ordres « *spécifiques* pour les faire sortir lorsqu'ils y sont placés. » En outre, « le syndic J.-F. Rilliet fut chargé d'en conférer avec le curé de Lancy. » (Séance du 8 février 1734.) C'était un adoucissement aux premiers desiderata exprimés par le Consistoire au Petit Conseil, mesures auxquelles le Sénat de Savoie, sur le conseil du cabinet de Turin, avait opposé les siennes en donnant cet ordre : « de faire sortir sans délai les religionnaires étrangers sur terre de Savoie, n'y ayant aucun renseignement à leur égard ; il faut donc en nettoyer le pays, conformément aux dits ordres. »

L'exercice public de fonctions sacerdotales hors le village de Lancy par les curés de Confignon et de Lancy, de nombreuses infractions de juridiction, occupèrent tour à tour le gouvernement de la République genevoise et le Sénat de Savoie. Les assises tenues dans une maison à Lancy, par les juges Ducrest, de St-Julien, et Paget, de la Bâtie-Meslier excitèrent la colère du Conseil de Genève (1733, 1736 et 1737).

Pendant l'année 1737, Louis *Le Fort*, seigneur ancien premier syndic de la République, magistrat si prononcé pour la bourgeoisie, de 1734 à 1738, habitait Lancy, chez son gendre (*Grenus, Notices biographiques*, preuve 63, page 573). C'est de Lancy qu'il déclara renoncer à sa charge de syndic et de lieutenant (*Registre du Conseil de Genève* du 3 août 1737). Acte de décharge de ses Commissions fut accordé avec remerciements pour ses services. Les *Le Fort* étaient d'anciens propriétaires à Lancy. (Voir à ce sujet les *Registres du Con-*

seil de Genève, des 5 août 1737, 3 janvier, 31 mai et 18 novembre 1738.)

En 1738, le curé de Lancy s'adressa directement à Spectable Grenus, pasteur d'Onex, pour faire réprimer quelques actes d'immoralité. Le Conseil de Genève, à qui le pasteur d'Onex transmit cette missive, ordonna à un nommé Gautier *d'expulser sa servante qui a fait un enfant, afin de faire cesser ce scandale*. Il fut également rendu justice au curé de Lancy pour des plaintes de semblable nature.

★ * ★

Pour avoir une exacte idée de Lancy et hameaux dépendants vers le milieu du XVII^e siècle, il faut recourir au mémoire du juge-mage C.-A. Paget, à St-Julien, mémoire remis au marquis d'Ormea à la fin de mai 1741 (1).

Il y a dans l'enceinte de la terre limitée du fief de la Bâtie-Meslier, qui appartient à Madame la marquise de Challes, le village de Lancy, dans lequel il y a une église.

Les fiefs de St-Victor et Chapitre y prennent considérablement et Genève exerce la juridiction sur les endroits qui en dépendent.

Le village de Lancy se distingue en Grand et Petit-Lancy. — Dans le Petit, il y a dix maisons catholiques et une protestante. Dans le Grand, il y a quatorze maisons catholiques, la cure comprise, et trente-cinq maisons protestantes, y compris une maison appartenant à l'Hôpital général de la Ville de Genève; lequel hôpital y possède encore un bien qui, avec la dite maison, vaut en tout 300 écus patagons.

La dime appartient à M. Jean-Jacques Lullin, de Genève, qui l'a achetée du sieur De Confins, ce dernier la tenant de MM. de Genève qui l'avaient achetée du sieur Latour, du dit Genève, lequel l'avait acquise des Bernois.

(1) César Duval, « *Les Terres de St-Victor et Chapitre dans l'ancien bailliage de Ternier* ». Genève et St-Julien, br. in-8°, 1880.

Elle rend au dit sieur Lullin, année commune, 110 coupes de froment et 12 chars de vin ; chaque char composé de 12 setiers.

Sur cette dime, le sieur Lullin a fait la portion congrue au curé de Lancy, qui était de 500 florins, ancienne monnaie.

Genève y perçoit à cause de ses fiefs de Saint-Victor et Chapitre, de la Maladière, de St-Léger, et de la Feuillade, environ 20 coupes de froment de servis annuels.

Il y a proche Pinchat les villages de *Pesey* et *Grange-Colomb*, omis dans la carte et dans l'index, entremêlés des fiefs du Chapitre et des vassaux. Au dit *Pesey* sont quatre maisons de catholiques et autant de protestants. La dime est à Genève et comprise dans celle de Troinex.

Franchises, soit banlieue de Genève.

Il n'y en a point en deçà du pont d'Arve. Au bout du pont est le pavé contesté, et le curé de Lancy est allé prendre, *in habitu*, des corps catholiques morts à Genève et qui avaient été rapportés au bout du dit pont, de la part de Genève, les 2 et 8 octobre 1708, et le 15 novembre 1712, à forme des extraits de sépulture expédiés et signés le 14 avril 1741 par R^d Destral, curé moderne de Lancy.

En ce qui concerne le hameau de Carouge, alors dépendant de la paroisse de Lancy et appartenant à l'enceinte des limites de la terre de la Bâtie, en partie sous la juridiction de St-Victor et Chapitre et sous celle du seigneur de Ternier, le mémoire mentionne que dans le dit Carouge, il y a six maisons de catholiques, y compris les deux Capites des employés de la gabelle et du péager du pont d'Arve. Toutes les autres maisons sont à des protestants. Le curé de Lancy a renoncé à la dime des noales en faveur de Genève, qui lui a compté pour cela 200 écus palatons, une fois donnés, et une pièce de terre de la contenance de cinq coupes, moyennant quoi le dit curé s'est chargé de l'entretien du *sancta sanctorum*, des ornements et vases sacrés. L'on n'a pu découvrir les servis ; on les croit compris dans ceux de Lancy.

* * *

Quelques mots sur l'organisation administrative. Lancy dépendait du bailliage de Ternier, relevant lui-même de l'Intendance du Genevois, laquelle comprenait quatorze paroisses ou communautés. La justice était rendue par un juge particulier, assisté d'un lieutenant-juge, d'un greffier et d'un procureur patrimonial. Au-dessous du juge se trouvait un châtelain ducal ou royal. — La communauté ou paroisse était administrée sous le contrôle du châtelain et par des syndics désignés par lui. Plus tard, il y eut un Conseil de communauté. Le receveur des contributions, nommé par ce Conseil, s'appelait *exacteur*, son rôle de contribuables portait le nom de Cottet et le débitant de sel, celui de *regrattier*. La quantité du sel nécessaire à l'alimentation était imposée par membre de famille et par tête de bétail. Quant à la rente féodale à payer annuellement au seigneur de Ternier, Lancy était imposé à raison de 283 poses.

L'ouvrage de M. Duval sur *Ternier et St-Julien* présente de curieux détails sur le mode d'installation des curés, l'amodiation des dîmes, les contributions, les redevances féodales et autres usages de cette bizarre époque.

* * *

Le curé de Lancy, R^d Destral, ne lâchait pas prise chaque fois qu'il croyait que son autorité temporelle ou spirituelle était méconnue. Le 10 septembre 1743, M. le syndic de la garde soumit au Conseil de Genève une lettre de ce curé dans laquelle il se plaint « que des Genevois prennent le jour du dimanche

« pour aller dévaster les campagnes en chassant dans les
« champs et en fourrageant les millets et bleds noirs. » Il pré-
vient le Conseil « des *précautions extrêmes* qu'il sera obligé
« de prendre si l'on n'y pourvoit pas. » — Le Conseil de Ge-
nève arrêta « de mander céans le sieur Cassin, pour le faire
« répondre sur les faicts posez contre lui et de charger le sieur
« juge de St-Victor et Chapitre de défendre dans sa juridic-
« tion de recevoir ni garder aucuns fusils appartenant à des
« chasseurs de notre ville, ni de les favoriser, et aux autres
« châtelains de tenir la main à l'exécution des défenses de
« chasse et d'informer contre les contrevenants. »

En 1748 et 1750, le curé est en conflit au sujet de son droit de dime.

Déjà, dès 1741, des négociations avaient été entreprises relativement à la capitation exigée des gens de Carouge, ensuite de perquisitions opérées dans les maisons de Carouge par Berthet, châtelain de Lancy. Les registres du Conseil de Genève offrent une série de délibérations dont voici quelques-unes des plus importantes.

Du 28 juin 1748.

On a lu une lettre de Dom. Amarin de Chambéry, du 26 juin, qui dit que quoiqu'il n'entre en rien dans la répartition de la capitation, qui est de la compétence de chaque délégation, il a néanmoins envoyé à celle du *Genevois* notre lettre du 24 du courant au sujet de trois particuliers de Carouge, que le Conseil de Lancy a compris nouvellement dans le Cottet, pour qu'on examine si les maisons qu'ils habitent, sont du fief du Chapitre ou non.

Du 17 juillet 1750.

Monsieur le syndic de la Chambre des Comptes a rapporté que le sieur Net qui tient en ferme quelque partie du fonds du sieur Grainier sur Pinchat, ayant enlevé l'année dernière un mannot de chanvre que le curé de Lancy prétendait luy appartenir comme ayant la dime de Pinchat, et le dit curé en

ayant fait des plaintes, la Chambre des Comptes lui aurait fait réponse par son secrétaire, que ledit chanvre était crû sur la dimmerie de Carrouge et non sur celle de Pinchat. De quoi le curé n'étant pas content aurait retenu quatre coupes de nos dimes sur les dimiers de Trœnex.

Que le dit curé étant mort, le curé son successeur prétendait retenir pareillement quatre coupes sur le fondement que la Chambre a enfreint les traités faits au sujet des dimes qui le concernent, ce qui n'est pas vu le local, surquoy avisé que comme ledit curé doit venir parler aujourd'huy à Monsieur le syndic de la Garde, Monsieur le syndic de la Garde prendrait cette occasion de le renvoyer à Monsieur le syndic de la Chambre des Comptes pour s'entendre avec luy à ce sujet.

Du 21 août 1750.

Monsieur le syndic de la Garde a rapporté que le curé de Lancy qui est nouvellement en possession de cette cure est allé depuis peu avec le syndic du village dans toutes les maisons de Lancy et de Carouge qui sont sur Saint-Victor et Chapitre en habit de cérémonie faire des fonctions de la religion catholique romaine, comme en conste de l'information sommaire dont lecture a été faite et que *Bertet* curial est allé au mois de juin dernier prendre le dénombrement dans les dites maisons.

Dont opiné, arrêté de charger Noble du Pan, seigneur syndic d'en écrire à M. le gouverneur de Savoie pour lui porter des plaintes de cette nouveauté qui n'a jamais été pratiquée par les précédents curés, que c'est ici un nouveau curé qui fait des tentatives qu'il nous importe très fort d'empêcher; que nous devons d'autant mieux nous adresser à Monsieur le gouverneur qu'il a dit au dit Noble Du Pan qu'en tout ce qui dépendrait de lui il nous rendrait service, et empêcherait les tracasseries.

Que comme l'information n'est que très sommaire il convient d'en faire une en bonne forme.

A la demande du Conseil, M. le gouverneur de Savoie, De Sinsan, répondit « qu'il apprend avec surprise les nouveautés « que le curé moderne de Lancy et le Conseil ont entrepris « dans les granges et maisons dépendantes de St-Victor et

« Chapitre à Lancy et Carouge. Vous devez être persuadé que
« cela s'est fait à mon insu puisque mon intention a toujours
« été de ne rien innover de ce qui a été en usage jusqu'à pré-
« sent, et pour vous en convaincre plus évidemment, j'écris
« par cet ordinaire à Monsieur le sénateur Paget, juge-mage
« des bailliages de Ternier et Gaillard, de faire suspendre non
« seulement toute nouveauté, mais de m'informer de l'affaire,
« afin que je puisse donner les ordres les plus précis, que
« pareil inconvénient n'arrive à l'avenir, et que vous soyez
« toujours persuadé de la considération distinguée avec la-
« quelle j'ai l'honneur d'être, etc.

« (*Signé*) : DE SINSAN (1) »

Berthet, curial, soit greffier du châtelain, dont il est fait mention dans la séance du Conseil de Genève du 21 août 1750, fut massacré à Carouge dans la nuit du 30 septembre 1770 avec sa femme et sa jeune fille, à l'occasion des perquisitions ordonnées pour les blés sous le prétexte d'éviter la misère publique et cela en exécution d'une prohibition de sortie des grains et fourrages décrétée par le Sénat de Savoie le 28 août 1770. Cette prohibition ne fut rapportée que le 16 septembre 1775, ensuite des instances du juge-mage Paget, de Saint-Julien. Ce magistrat, malgré les vives critiques qui accueillirent certains de ses actes, contribua pour la plus grande part, à améliorer les dispositions du Roi envers la république de Genève; déjà le 10 mars 1773, ce souverain s'exprimait ainsi dans une lettre au Conseil genevois en réponse à celle de condoléance qu'il en avait reçue dès la nouvelle de la mort de son père :

(1) Reg. du Conseil de Genève, séance du 28 août 1750.

*A nos très chers et bons amis les syndics et conseils de la
Ville de Genève*

Très chers et bons amis

Remplis comme nous le sommes de la juste affliction que nous cause la perte irréparable que nous venons de faire, il a été bien consolant pour nous de voir la cordialité avec laquelle vous témoignez la partager, en même temps que vous exprimez vos sentiments sur notre avènement au trône. Nous avons reçu comme une marque bien agréable de votre attention, à laquelle nous sommes très sensibles, les assurances qu'à l'occasion de ces deux événements, vous avez voulu nous donner de l'intérêt que vous prenez à ce qui nous regarde. Vous ne voulez pas douter qu'y mettant une pleine confiance et connaissant d'ailleurs l'impartialité que le feu Roi notre seigneur et père a toujours eue pour votre république, nous ne soyons à son exemple animé d'un sincère désir d'entretenir un bon voisinage avec elle, et de vous donner, dans toutes les occasions qui peuvent s'en présenter, des preuves de notre affection et de notre bienveillance.

Sur ce nous prions Dieu qu'il vous ait, très chers et bons amis, en sa sainte garde.

Ecrit à Turin, ce 10^e mars 1773.

Signé: V. AMÉ

Et plus bas.

Lascaris de CASTELLAR.

Antérieurement à cette missive royale, les dispositions bienveillantes de la Cour de Turin à l'égard des Genevois, sont relatées dans les lettres adressées au juge-mage et sénateur, Claude-Pierre Paget. Dans l'un de ses offices, ce juge signalait une observation faite par Noble Lullin, possédant un domaine à Lancy, sur les mesures répressives prises à l'occasion des récoltes.

En 1754, 8 mars, le Conseil est nanti d'un procès-verbal dressé par sieur Vial, juge de St-Victor et Chapitre, relatif aux défenses faites par le curé de Lancy au cabaretier Chapon, de Carouge et au boucher Bosson, du dit lieu, de vendre

ou d'exposer de la viande pendant le carême. La défense du curé de Lancy fut considérée comme un attentat, les maisons habitées par les délinquants étant situées rière la juridiction du Chapitre.

Malgré certaines contrariétés suscitées au gouvernement genevois, le Conseil de cette République ne témoignait pas moins le désir de voir s'améliorer ses rapports avec son incommode voisinage. Il donna une preuve de ses conciliantes dispositions par une décision du 6 février 1747, en vertu de laquelle il alloua cent florins pour aider à la réparation du pont de Lancy, « sous la condition que le trésorier « remettrait cette somme à quelqu'un des particuliers intéressé à la construction du dit pont, de manière qu'il ne « paraisse pas que la seigneurie y ait contribué. »

Ces conflits de juridiction, de dîmes et autres, prirent fin par le traité conclu à Turin, le 3 juin 1754. La frontière *féodale et ecclésiastique*, ainsi que la désigne M. *Galiffe*, devint transformée en une véritable frontière politique.

Le duc Charles-Emmanuel qui, jusqu'à ce moment, avait considéré la cité genevoise comme une ville sujette et rebelle, la reconnaissait libre et indépendante.

Par le fait de ce traité, Lancy ne cessa d'appartenir au domaine royal. Paroisse essentiellement catholique, Genève n'y exerçait plus aucun droit. Les Genevois conservaient leurs domaines et le droit d'y habiter presque moitié de l'an, mais les simples habitants protestants, malgré le serment de fidélité au roi qu'on exigea d'eux, furent tenus, en la vingt-cinquième année après la conclusion du traité, de vendre leurs domaines ou de les faire travailler par des grangers catholiques (1).

(1) Relation de l'abbé *Frère*, curé de Collonges.



Après le traité de Turin, le hameau de Carouge tendit à prendre du développement. Une population aux mœurs libres ayant envahi la paroisse, un rapport de 1762 fit ressortir « la nécessité de prendre le dénombrement des habitants de Lancy et hameaux en dépendant et d'examiner les testimoniales de mariage de ceux que l'on soupçonne habiter ensemble sans y être canoniquement engagé, au grand scandale du public et au mépris de la religion. De faire arrêter des bandits condamnés aux galères pour cinq ans qui habitent impunément dans la dite paroisse. D'expulser les filles et femmes de mauvaise vie qui se retirent dans les environs, et qui bien souvent y accouchent sans que l'on sache ce que devient leur fruit. »

Les efforts du curé *Pomet* à Lancy furent infructueux en présence de l'extension que prenait Carouge.

Quoique l'histoire de cette localité se retrouve dans mes *Recherches historiques* publiées, il y a 24 ans, de même que les *Annales*, de Gaullieur, et dans un grand nombre de notes et documents recueillis par M. *Vuy*, certains faits non développés méritent une mention spéciale. Il s'agit du théâtre de Carouge qui, de 1760 à 1794, attira sur lui les foudres consistoriales. En décembre 1760, le Vénérable Consistoire de Genève indiquait au Conseil comme moyen de couper le mal par la racine, en ce qui se rapporte à l'introduction des représentations théâtrales, « qu'il plaise au Magnifique Conseil rendre un arrêt de défenses plus étendu que les précédents et qui interdise expressément à toutes personnes sujettes de cet Etat de représenter aucune pièce de théâtre tant sur le territoire de cette ville que sur les terres étrangères qui sont dans notre voisinage. »

En 1766, le Conseil admet « la comédie en ville ». Cette décision communiquée au Consistoire, le Corps exprima avec une vive peine « que les circonstances aient mis le magnifique Conseil dans le cas de permettre la comédie en cette ville, « mais qu'il a lieu d'espérer de la sagesse et de la piété du « M. C., que cette permission cessera avec les circonstances, « etc. »

Voici le texte d'une ordonnance officielle d'interdiction du Conseil, affichée jusqu'aux murs de Carouge.

ARMES DE LA RÉPUBLIQUE

*De la part de nos magnifiques et très-honorés seigneurs,
syndics et conseils*

Défenses très expresses sont faites à tous citoyens, bourgeois et habitans de l'un et de l'autre sexe, d'aller à la comédie au lieu de Carouge, ou ailleurs, dans le voisinage, à peine de dix escus d'amande contre les contrevenans, et en cas de récidive de peine arbitraire.

Mandant au seigneur-lieutenant et sieurs auditeurs de veiller à l'observation des présentes. MESTREZAT.

Le lundi 23 juin 1794, le Conseil délibère :

Sur le rapport qui a été fait que, au grand scandale des bons citoyens, dans les circonstances pénibles où nous nous trouvons, un grand nombre de Genevois vont grossir au théâtre de Carouge la foule des spectateurs ; il a été résolu de préposer des personnes sûres pour surveiller ceux qui s'y rendent et en prendre note, afin de se régler en conséquence tant sur les secours que sur le pain à cinq et à six sols qu'ils seraient dans le cas de réclamer.

Le vendredi 11 juillet 1794, d'après la communication donnée par le citoyen Blanc-Mavit d'une note de citoyens dénoncés comme fréquentant le spectacle de Carouge, le citoyen Voullaire fut chargé par le Conseil de Genève d'informer et de faire un rapport sur ceux de ces citoyens qui auraient obtenu des livres pour avoir du pain à cinq et à six sols pour les leur retirer.



Le Conseil de Lancy avait transféré à Carouge le siège de ses séances officielles. Elles furent longtemps tenues dans la maison de Jean Bertrand, conseiller. Un des conseillers, natif du Petit-Lancy, Jacques Escoffier, élu à Lancy, le 8 octobre 1761, y avait même son domicile. Il semblerait que le syndicat de Lancy resta fixé à Carouge jusqu'au moment du démembrement de sa paroisse. Ainsi, la supplique au Roi pour demander des foires à Carouge, remise le 26 février 1769 à M. le comte Capris de Castellamont, intendant général, lui fut adressée au nom des syndics et Conseil de Lancy soit Carouge.

Victor-Amé III accéda très favorablement au projet de favoriser la colonie carougeoise et après lui avoir accordé divers privilèges, il fournit les fonds nécessaires à l'érection d'une église au centre de la ville naissante. En 1779, M^{re} l'évêque Biord lui écrivait : « L'Eglise de Carouge est presque terminée, il « faudrait opérer le démembrement de la paroisse de Lancy. » Le Roi y consentit.

Par ordonnance datée d'Annecy, du 1^{er} février 1780, l'évêque Jean-Pierre Biord, sur une requête présentée le 29 juillet 1779, prononça le démembrement de Carouge, Pinchat et Grange-Colomb de la paroisse de Lancy. Les habitants et communiens du Petit-Lancy avaient adressé une requête à l'Evêque, le 27 octobre 1779, afin d'obtenir leur désunion de l'église paroissiale d'Onex pour être réunis, rétablis et restitués à leur mère-église du Grand-Lancy et le curé d'Onex adhérerait à cette réunion.

Les limites paroissiales fixées, les habitants du Petit-Lancy, distraits d'Onex, furent restitués à l'église paroissiale et le curé de Lancy appelé à les reconnaître, traiter et desservir

comme ses ouailles. Quant à Carouge, les intentions du Roi furent qu'il y aurait toujours un prêtre vicair amovible, constamment à la disposition de l'évêque. Ce prêtre devait seconder le curé dans ses fonctions et diriger l'école des jeunes garçons.

Le démembrement paroissial donna naissance, plus tard, à quelques difficultés entre Lancy et Carouge. Ces contestations avaient pour matière des empiétements de territoire et de juridiction administrative. Les Archives d'Etat possèdent des mémoires du maire de Lancy, le citoyen Burgy, dont le dernier, daté de Lancy du 28 floréal, sert de supplément à celui par lui transmis, le 24 germinal précédent. Le citoyen Burgy expose le droit paroissial de Lancy sur Carouge, historiquement établi à partir de l'année 1481.

Ainsi démembrée, la paroisse de Lancy perdit de son importance. — Le 2 mai 1780, le Roi de Sardaigne créait la province de Carouge formée des anciens bailliages de Ternier et Gaillard et à laquelle furent adjoints d'autres mandements. La judicature-mage de St-Julien fut transférée à Carouge, nouvelle ville sur laquelle le souverain répartit ses faveurs. — Le village de Lancy se trouva complètement isolé.

Pour faire face à ses dépenses, cette commune possédait un octroi municipal mis en ferme simple par voie d'adjudication publique. Les droits étaient prélevés principalement sur les viandes et les boissons. Cet octroi, contrôlé par un receveur municipal, cessa d'exister peu avant l'annexion de Lancy au canton de Genève, à la demande du Conseil de la commune. Un des règlements sur cet octroi fut imprimé à Carouge chez le typographe *Comberoure*. Carouge posséda une autre imprimerie tenue par Barthélemy *Spineux*, de Liège, des presses de laquelle sortirent plusieurs journaux et publications du général Amédée *Doppel*.



Comme toutes les localités de la Savoie, Lancy subit les secousses de la Révolution française. La Savoie réunie à la France, conformément aux décrets de l'Assemblée des Allobroges des 27 et 29 novembre 1792, forma le quatre-vingt-quatrième département sous le nom du Département du Mont-Blanc. On vit alors le drapeau tricolore flotter sur l'église du village.

La proclamation des commissaires de la Convention nationale, en date du 8 février 1793, ayant supprimé les quatre évêchés de Savoie et prescrit à tous les ecclésiastiques, fonctionnaires publics de prêter le serment de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir en les défendant, ceux qui refusèrent furent soumis à être déportés ou renfermés dans des maisons d'arrêt. Le curé de Lancy n'adhéra pas aux conditions imposées à la nouvelle Eglise constitutionnelle ; il dut s'éloigner secrètement.

Dans la liste des prêtres qui ont subi l'exil, on cite les noms du vicaire de Lancy, J. Bouverat, de messire Perreaud, missionnaire et du curé E. Baud. Le vicaire Bouverat reçut l'hospitalité à Villa-Franca, à 25 kilomètres de Pignerolles, chez les P. P. Philippins ; les deux autres exercèrent clandestinement les fonctions de leur ministère, selon mention déjà faite dans la nomenclature des registres paroissiaux.

L'interruption du culte cessa dès le Concordat avec le St-Siège, acte qui rétablit la paix des consciences et le libre service du catholicisme.

Lancy fournit un député à l'Assemblée Nationale des Allobroges, en la personne de Charles *Villard*, élu par la province de Carouge le 14 octobre 1792. Le 18 février 1793, *Villard* de Lancy et Bernard *Duplaine*, de Chevrier, représentant le dis-

trict de Carouge, furent nommés par les électeurs départementaux réunis à Chambéry, membres de l'administration du Mont-Blanc. Leur installation eut lieu le 7 mars suivant. Les autorités du district de Carouge reçurent une invitation du Conseil de Genève pour prendre part à la fête publique et nationale, fixée au 28 juin 1794 (an III de l'Egalité genevoise). Cette manifestation avait pour but l'érection du monument, ordonnée par le Peuple souverain à la mémoire de Jean-Jacques Rousseau.

Après la réunion de Genève à la France et la création du Département du Léman (1), ce Département perdit entr'autres districts celui de Carouge. Lancy comptait alors 508 habitants; il fut compris dans les dix communes du premier arrondissement de Genève, canton de Carouge.

Ce fut de Lancy que Madame Mathieu recourut, le 14 floréal an VII, contre l'arrêté du Directoire Exécutif qui maintenait son père, sa mère et trois de ses sœurs sur la liste des émigrés. Son père Joseph Lagrange et sa mère Georgine-Françoise La Fléchère avaient été condamnés à la déportation aux frontières. L'émigré Lagrange mourut le deuxième complémentaire an VII.

Pendant la période révolutionnaire, Lancy ne possédait pas d'école régulière ou stable. Le 24 thermidor an X une institutrice, dame Catherine *Tuyant*, veuve *Meyer*, nommée l'an III de la République, réclamait le règlement de ses services antérieurs, afin de pouvoir subsister. Cette institutrice avait été installée à Lancy après avoir subi un examen imposé par le Conseil d'administration de Carouge.

Le 5 avril 1809, le maire de Lancy, M. Montillet, fait savoir

(1) 25 août 1798. — (Voir arrêté des 27 brumaire, an X, 26 ventôse, an XI et décret impérial du 9 février 1810.

au préfet qu'il n'existait aucune école primaire à Lancy, ni fond affecté à cet objet. Mais, ajoutait-il, « il n'y a que le sieur « Jean-Claude *Loirat*, marchand épicier dans la commune, « qui donne des leçons aux jeunes gens, de lecture, d'écriture « et d'arithmétique ; les parents sont très contents de son « enseignement. »

La rétribution de ce maître est indiquée comme variant entre fr. 1,50 à fr. 1,80 par élève et par mois. Les leçons étaient suspendues en été, les élèves se trouvant occupés aux travaux de la campagne. Le vicaire *Carraud* dirigea quelque temps une école peu fréquentée.

Outre son receveur municipal et son garde rural, la commune entretenait un pâtre public chargé, moyennant une indemnité de deux francs par vache, de faire paître ces animaux durant la belle saison. Selon l'usage, les vendanges étaient fixées d'office. Tout ce qui se rapportait au service de police municipale était régi par un règlement élaboré par le maire et son Conseil. Celui du 1^{er} octobre 1810 contient cinquante articles.

D'après un rapport du maire Montillet à l'auditeur au Conseil d'Etat, sous-préfet de l'arrondissement de Genève, daté du 22 juin 1811, l'état de Lancy est ainsi dépeint :

La police règne dans la commune de Lancy ; tout y est tranquille, l'on n'y parle pas d'affaires politiques, chacun se mêle de son travail. Notre desservant se conduit en bon pasteur envers ses paroissiens.

En conformité du décret de S. M. l'Empereur et Roi, en date du 3 vendémiaire, an XIV, M. Montillet, maire, dressa le tableau des chefs de maison de Lancy et Pesay. Ce document, conservé aux archives d'Etat, daté du 4 brumaire, an XIV, comprend les chefs de vingt ans à soixante ans, au nombre de 95.

Lancy célébra avec beaucoup d'éclat la fête du baptême du Roi de Rome. Le 13 juin 1811, M. Montillet, maire, rapporta au préfet que, pour la circonstance, les jeunes gens ont appris le maniement d'armes pour former une garde nationale ; les jeunes demoiselles ont offert le pain bénit qui a été porté en cortège à l'église, avec rubans et flambeaux. Les tambours et la musique accompagnaient les autorités constituées. Quatre prêtres officièrent à l'église où le *Te Deum* fut chanté après l'office. Le soir, il y eut trois bals et illumination générale ; les réjouissances publiques durèrent deux jours.

* * *

Par un décret impérial du 14 février 1809, était établie à Carouge une église réformée, sous le titre d'Oratoire, pour tous les réformés du Léman, ceux de Genève et de son ancien territoire exceptés. Cette église et son pasteur dépendaient de la direction spirituelle du Consistoire de Genève ; l'administration de l'église fut confiée à un Consistoire, composé de laïques ou anciens, présidé par le pasteur.

Les principales communes de l'arrondissement de cette église furent pour la partie du ci-devant duché de Savoie, Carouge, Lancy, Troinex, Onex, Landecy, Veyrier et Chêne-Thônex.

Le culte se célébrait à peu près alternativement tous les quinze jours à Carouge et à Ferney-Voltaire (1).

Quelques mots sur *Onex*, dont il a souvent été parlé dans ce mémoire à l'occasion des registres paroissiaux et de l'instruction publique :

Onex est un ancien village catholique relevant jadis comme

(1) Le premier pasteur de cette église fut M. A. -J. *Perey*, en résidence à Carouge.

Lancy, du décanat de Vuillonnet. Son nom figure dans l'état des procurations dues pour visites épiscopales faisant Pouillé du diocèse de Genève qui remonte à 1344 environ.

Il est écrit *Onay*. L'imposition est de *dix sous*.

Dans les anciens actes *Onex* est ainsi orthographié : *Aunay*, *Honay*, *Onay*, *Onnay*, *Ounay*, *Aulnay* (*Alnetum*) (1).

Des fragments de brique et mortier trouvés sur le penchant de la colline font supposer que ce village y fut bâti primitivement.

Dans les visites épiscopales, Onex fut visité le même jour que Lancy, le 2 mars 1412. L'église dédiée à St-Martin était alors desservie par le prêtre Pierre Fivaz. La paroisse renfermait 22 feux, et payait comme revenus à la collecte du Chapitre dix florins. Les défauts que l'évêque signale sont la garde du portail de l'entrée, le fond (?) du chœur, le clocher à refaire à nouveau. Il manque un image du crucifix à un meuble, des réparations sont à faire à des ornements et aux verrières. L'évêque ordonne aux paroissiaux d'Onex sous peine d'excommunication, de réparer ces défauts dans l'espace d'une année et de ne plus manger leurs confitures dans l'église ni d'y faire d'autres énormes choses, sous la même peine, qu'ils s'occupent du chant et qu'ils servent Dieu.

En 1518, 18 novembre, l'évêque constate dans son rapport de visite que le curé est le sieur Gérard Guibel, ayant pour vicaire Aymon de la Chaux (*De Cala*). L'Eglise a douze feux environ et donne comme rente trente florins de petit poids.—

(1) *Onex* doit-il son nom à l'antique abbaye d'*Atnai*, propriétaire de nombreuses localités dans notre pays ou à la forêt qui avoisinait le village primitif? Un endroit planté d'arbres touffus, épais, était jadis désigné par *aunate*, *aulnate*. L'aune a donné son nom à un génie mythologique mal-faisant qui, suivant les Allemands, habitait les campagnes, les fontaines (*alcunæ*).

Des prescriptions sont ordonnées au sujet des vases sacrés, du dais, de l'ornement de l'autel et de la provision d'huile.

Quoique dédiée à St-Martin, l'église possède une chapelle sous le vocable de St-Théodule, dont les patrons sont les paroissiens du lieu même aussi bien que de la dite église, sous la charge de deux messes hebdomadaires. Mais les revenus sont trouvés insuffisants, même pour la célébration de ces messes. Le recteur est le sieur Blaise *Decrose* (1) qui fait desservir par le sieur Mermet-Giron. L'évêque l'autorisa à ne célébrer qu'une messe sur le consentement et en présence des fondateurs, mais ceux-ci exigèrent qu'on desservit ou qu'on fit desservir, selon les dispositions prescrites par l'acte de fondation.

En 1597, l'église d'Onex fut annexée à celle de Cartigny, mais en 1717, Onex fut séparé quant au spirituel et perdit son temple réformé par le traité de 1754. Son presbytère a été transformé en maison de campagne.

Dans le rapport sur les terres de St-Victor et Chapitre, publié par M. C. Duval, Onex est indiqué « comme relevant de la juridiction du Chapitre de St-Pierre de Genève, de même que son territoire pour la plus grande partie. Les habitants sont tous protestants. Genève y perçoit de dîme environ 90 coupes de froment, année commune, selon le dire du R^d Vitupier, curé de Confignon (2).

(1) *De Crosa, De la Croze*, famille qui a habité Lancy au XV^e siècle. *Armes* : un pal chargé d'une croisette et accompagné de six mouchetures d'hermine, 3 et 3 rangées en pal, Peronet *de la Croze*, de Lancy, fut le père de Pierre *de la Croze*, époux de la sœur de messire André *du Crosset* ou *de Crosset*, chanoine de Genève (1436). — Cette famille a compté plusieurs membres dans la magistrature genevoise.

(2) Ce curé succéda à De Pontverre et fonctionna à Confignon de 1733 à 1765. François *Vitupier* a écrit une traduction latine du *Grand Diction-*

Les *Archives de l'Etat de Genève* renferment divers documents relatifs aux dîmes d'Onex en 1550, au projet de séparer les églises d'Onex et de Cartigny, en 1716, et à des attentats commis à Onex, en 1761 (1).

* * *

Un citoyen genevois dont le nom restera longtemps en vénération dans le pays et qui choisit Lancy pour sa résidence, fut le célèbre Charles *Pictet*, agronome et diplomate.

Né à Genève le 22 septembre 1755, dès l'âge de vingt ans on le trouve au service dans le régiment suisse de Diessbach. Il y servit dix ans, puis revint dans sa ville natale où il épousa en 1786 M^{lle} Sara *De Rochemont*, d'où son nom de Pictet de Rochemont sous lequel il est généralement connu. Entré au Conseil des Deux-Cents, il est chargé l'année suivante par le Conseil de réorganiser les milices de la République. Il devint auditeur en 1790 et major de place en 1792. En 1793, il fut élu à l'Assemblée nationale de Genève, mais les troubles qui agitèrent cette ville l'obligèrent, en 1794, de se retirer dans le pays de Vaud. Il revint au bout de deux ans habiter le domaine de Lancy où il s'occupa à la fois d'agriculture et de

naire des cas de conscience de Jean Pontas (3 volumes, in-fol.) dont la première édition fut imprimée à Genève. Un de ses biographes jugeait que cet ouvrage tient un juste milieu entre le rigorisme et le relâchement. Il fut, en 1712, professeur de rhétorique au Collège de La Roche, puis, professeur de philosophie au Collège d'Annecy. En 1761, il devint archiprêtre du bailliage de Ternier. Il mourut le 14 octobre 1765.

(1) Extrait du *Dictionnaire biographique des Genevois et des Vaudois*, d'Albert de Montet.

Histoire de la Restauration de la République de Genève, par Albert Rilliet.

Registres du Conseil de Genève.

travaux littéraires. C'est alors qu'il fonda avec le concours de son frère Marc-Auguste et son ami F.-G. Maurice la *Bibliothèque britannique*. Il enrichit ce recueil de nombreux morceaux de littérature, de critique, ainsi que d'économie politique et en dirigea seul la partie agricole pendant vingt-neuf ans.

Ch. Pictet rendit de grands services à l'agriculture en fondant à Lancy une ferme modèle, en contribuant à populariser en Suisse et en France le système des assolements et en développant considérablement la culture de la pomme de terre, qu'il fit entrer comme partie essentielle dans son mode d'exploitation du sol. Il acclimata en Suisse 1798, en Provence, en Hongrie 1805, et en Russie 1808, la race des moutons mérinos. Pour lui en témoigner sa reconnaissance, l'Empereur Alexandre I^{er} lui accorda près d'Odessa un vaste domaine, destiné à l'élève des mérinos (Novoi-Lancy). Eloigné des affaires publiques pendant le règne de Napoléon, Ch. Pictet compta, en 1813, parmi les restaurateurs de la liberté genevoise. Il entra à cette époque au Conseil d'Etat, fit partie de la députation envoyée par Genève à Bâle, aux souverains alliés (3 janvier 1814). Le procès-verbal de la séance du Conseil genevois, du 24 janvier 1814, mentionne que Pictet a été nommé secrétaire général pour l'organisation des pays conquis avec les conditions les plus flatteuses, ne devant travailler qu'avec l'Empereur de Russie et M. le baron de Stein.

Une lettre de félicitations lui fut adressée par le Conseil, ainsi qu'à l'occasion de sa nomination de conseiller d'Etat de l'Empereur de Russie. On peut dire que ce fut par son intermédiaire que les monarques alliés assurèrent l'indépendance de Genève et son aggrégation à la Suisse. Le Roi Louis XVIII, qui l'accueillit en audience spéciale, reçut de l'envoyé de Genève un expressif témoignage de la joie généralement ressentie à Genève, en apprenant l'avènement de ce souverain

au trône de France. Les procès-verbaux des séances du Conseil de Genève contiennent des détails instructifs se rapportant à la mission diplomatique de Pictet.

Après avoir été l'un des députés de Genève au Congrès de Vienne, octobre 1814, il commanda pendant les cent jours la force armée genevoise et représenta ensuite la Confédération helvétique au Congrès de Paris, août 1815. Lorsqu'en décembre de la même année il donna sa démission de conseiller d'Etat pour accepter les fonctions de ministre plénipotentiaire suisse à la Cour de Sardaigne, le Conseil d'Etat de son canton lui décerna le titre de « conseiller d'Etat d'honneur. » Peu après, la Diète générale de la Suisse, par un décret du 18 juillet 1816, déclara que M. Ch. Pictet de Rochemont avait bien mérité de la Confédération suisse et s'était acquis les titres les plus sacrés à l'estime et à la reconnaissance publiques.

Homme de principes et de vues philosophiques, d'un caractère contenu, mais sensible, d'une humeur sérieuse, mais aimable, de dispositions graves, mais généreuses, la politique ne pouvait être chez Pictet de Rochemont ni exclusive, ni passionnée. On peut dire de lui qu'il possédait le secret de cette indépendance, fière tout à la fois et dévouée, qui sait se prêter sans s'immoler à personne. On respectait en lui le serviteur de la Patrie qui ne fut d'aucun parti.

M. Pictet de Rochemont a publié un grand nombre de travaux politiques, scientifiques et littéraires.

Il mourut le 28 décembre 1824.

Le Registre des séances du Conseil d'Etat contient cette mention, à la date du 29 décembre 1824 :

« M. le premier syndic prend la parole. Il annonce au Conseil qu'il a à regretter la perte de M. Charles Pictet de Rochemont, conseiller d'Etat d'honneur, qui a succombé

« cette nuit à minuit et un quart à l'âge de soixante-neuf ans,
« aux douleurs d'une maladie cruelle dont il a supporté les
« angoisses avec une courageuse résignation.

« M. le premier retrace au Conseil les grands et importants
« services que Noble Pictet a rendus à la République depuis
« sa restauration à Bâle, à Paris, à Vienne, à Turin, et dans
« les Conseils où il est venu dans toutes les occasions impor-
« tantes apporter le tribut de ses lumières et de son dévoue-
« ment.

« M. le Premier retrace au Conseil les talents, la capacité
« étendue, l'éloquence, le patriotisme sans borne, que ce
« magistrat distingué a déployés dans sa carrière publique.

« Le Conseil, profondément affecté de la mort de Noble
« Pictet, charge Noble Turrettini, ancien syndic, de se rendre
« auprès de la famille de Noble Pictet et lui exprimer la part
« que le Conseil prend à sa douleur. »

A l'issue de la séance du 1^{er} janvier 1825, les membres du Conseil se rendirent en corps et en costume au convoi funèbre. A cette marque de profonde sympathie, le Conseil ajouta une expédition authentique aux parents du défunt de sa séance précitée du 20 décembre 1824.

Comme on le voit, Ch. Pictet de Rochemont était un homme aussi considérable que considéré, dont les connaissances s'appliquaient à tous les domaines.

Le village de Lancy peut rappeler avec orgueil le nom de ce citoyen et il était de toute justice de lui accorder place dans les annales de cette commune pour la prospérité de laquelle Pictet de Rochemont n'avait cessé d'accorder son plus cordial intérêt.

En effet, lorsqu'en 1821 la commune de Lancy s'occupa de la réforme de l'école, ses ressources budgétaires ne lui permettant pas de faire immédiatement face aux dépenses nécessitées, Ch. Pictet de Rochemont lui fit un don annuel de quatre cent florins pendant quatre ans pour être destiné à

l'entretien de l'école. En 1822, il fit établir à ses frais un couvert sur la fontaine publique.

Protection des institutions publiques, exercice de la charité privée, services toujours rendus et toujours ignorés, telles sont les éminentes qualités qui couronnent la notice trop courte de cet homme de bien.

Le monument qui, au cimetière de Plainpalais, recouvre la tombe de ce patriote, porte ces inscriptions :

CHARLES PICTET DE ROCHEMONT
NÉ LE 22 SEPTEMBRE 1755, MORT LE 29 DÉCEMBRE 1824
CONSEILLER D'ÉTAT
DÉPUTÉ DE LA RÉPUBLIQUE DE GENÈVE A VIENNE EN 1814
MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE
DE LA CONFÉDÉRATION HELVÉTIQUE A PARIS EN 1815
ET A TURIN EN 1816

La Diète helvétique, dans un acte du 18 juillet 1816, après avoir rappelé les avantages stipulés en faveur de la Confédération lors des missions auxquelles il fut employé, nommément la reconnaissance de la neutralité perpétuelle de la Suisse et les cessions territoriales qui établissent la libre communication du canton de Genève avec ses Confédérés, a déclaré que ces avantages doivent faire vivre à jamais le souvenir du négociateur qui a travaillé avec autant de zèle que d'habileté à les faire obtenir, et qu'en conséquence, Charles Pictet de Rochemont a bien mérité de la Confédération suisse.

Ce monument a été élevé à sa mémoire par une réunion de Suisses des vingt-deux cantons et d'amis de la Suisse.

Ayant quitté jeune encore la carrière des armes, il vécut dans une retraite studieuse au sein des douceurs de la vie privée ; toujours actif pour le bien public, il se distingua dans ses travaux littéraires ; par leur constante utilité, il créa pour l'agriculture de nouvelles ressources, zélé promoteur de l'éducation rurale, par son exemple et par ses écrits. Ferme aux approches du trépas, sublime consolateur de sa famille et de ses amis, ses dernières paroles furent : *Dieu et Patrie !*

VII

Annexion de Lancy au territoire genevois. — Signature à Lancy du procès-verbal de délimitation du territoire cédé du côté de Savoie. — Organisation, réformes progressives. — Encouragements et dons. — L'instruction publique. — Mort du curé Etienne Baud. — Conflit, à l'occasion de son remplacement. — Le desservant François Duboin. — Les curés Angelin et Berthier. — Le conflit de 1873. — Le culte catholique national. — Au cimetière communal. — Louis-Benoît Macon. — Le docteur Louis Bénéit. — A. Lombard-Martin. — Charles Friderich. — Louis Burgy. — Population. — Administrateurs de Lancy. — Le pensionnat Haccius. — La laiterie modèle. — Une nouvelle église. — Conclusion.

Après cet hommage rendu à la mémoire de *Ch. Pictet de Rochemont*, nous allons retrouver son nom attaché à la page la plus heureuse de l'histoire de Lancy.

En vertu du traité de Turin du 16 mars 1816, la République genevoise obtint, du côté de Savoie, des cessions de territoire qui réalisèrent la réunion en un seul tout contigu des diverses enclaves de l'ancienne République.

Lancy fut compris dans cette annexion. Ce fut dans le village même, au domicile de M. Pictet de Rochemont, que le 15 juin 1816, les commissaires nommés pour la délimitation du territoire cédé, échangèrent leurs pleins-pouvoirs avant que d'entreprendre la reconnaissance générale de la ligne de démar-

cation. Le commissaire de S. M. le Roi de Sardaigne était le chevalier Louis Provana de Collegno, conseiller de Sa Majesté. — Le procès-verbal de limites, les plans topographiques signés et scellés à Lancy, furent joints aux trois originaux du Traité. (*Archives de Cour, Traités, paquet XXXVIII, n° 15. Reg. du Conseil de Genève, 20 juin 1816.*)

A la nouvelle définitive de leur annexion, les communiens de Lancy envoyèrent le 29 octobre 1816, l'adresse qui suit au gouvernement genevois en la personne des très honorés seigneurs les syndics et Conseil d'Etat de la République :

Très honorés Seigneurs,

Permettez que les habitants de la commune de Lancy viennent déposer aux pieds de Vos Seigneuries les sentiments de joie et de gratitude qu'ils éprouvent de leur réunion à la République et Canton de Genève : persuadés comme ils le sont que cette aggrégation contribuera puissamment à leur bonheur et à celui de leurs enfants. Ils viennent avec une douce confiance solliciter la protection paternelle de V. S. et ils s'en rendront dignes par leur attachement inviolable à cette nouvelle Patrie qu'ils ont sincèrement désirée.

Les sentiments de bienveillance qu'ils ont éprouvés de la part de l'un de vos honorables collègues résidant au milieu d'eux (1), leur sont un heureux présage du bonheur dont ils jouiront sous votre sage administration.

C'est dans cette persuasion, T. H. S., qu'ils vous supplient d'agréer favorablement les vœux sincères qu'ils font pour la prospérité de la République et de ses magistrats.

De vos Seigneuries,

Les très humbles et très obéissants serviteurs :

Bosson, membre de la Légion d'honneur (2), Victor Montillet, Levrat, Jean-Claude, Charles Machet, François Pernou,

(1) M. Pictet de Rochemont.

(2) Bosson, Antoine, marié, propriétaire à Lancy, était un ancien militaire retraité.

Pierre Sauthier, J.-L. Genequand, F. Tremblet, agriculteur, François Mégard, Jean Mégard, Jean Martel, Testory, instituteur (1), Jh.-F^e Dunand, Claude Gillet, Christian Winter, Duvillard, Christian Saltzer, Jean Brun, Jean-Antoine Dunand, F. Dunand.

La plus grande partie des habitants de cette commune *sont illettrés*, mais ils ont manifesté leurs vœux pour la prospérité de la République et Canton de Genève et de ses magistrats.

Lancy, 29 octobre 1816 (2).

Le Conseil fut très sensible à ce témoignage d'attachement et il chargea M. Pictet de Rochemont « d'informer les habitants de Lancy qu'il accepte la manifestation de leurs sentiments et les assure de ses dispositions paternelles à leur égard. » (Séance du Conseil, du 30 octobre 1816.)

Honneur aux braves communiers de Lancy dont nous venons de rappeler les noms : leurs espérances ont été réalisées ainsi que le démontreront les réformes importantes obtenues dès lors au triple point de vue matériel, moral et intellectuel.

Mais, avant d'entrer dans le domaine historique de la Restauration à nos jours, il est intéressant et utile de connaître les noms des familles et particuliers qui habitaient Lancy au moment de l'annexion. En voici le résumé par ordre alphabétique :

Achar, Adan, Armand, Bardel, Batard, Bathier, Baud, Belleville, Beny (*id*), Bernard, Binet, Besson, Bonnet, Boquet, Bosson, Boson, Bouvier, Brachet, Briffod, Bruchet, Buloz, Bunin, Burgy, Chappuis, Charbonnier, Chaulmontet, Chenevar, Chevalier, Chevilly, Cinglera, Claret, Comte, Coquet, Corbet, Coste, Cottier, Covelle, Crottet, Cuby, Cugnet, Dalex, Daudin,

(1) Testory, Henri, porté comme instituteur, était un horloger de Marseille, fixé à Lancy dès sa quinzième année.

(2) Pièce conservée aux *Archives d'Etat*. C. A. N° 100. (Reg. 13, n° 502, vol. 2).

Debours, Decret, Delécraz, Delestraz, Deluc, Demole, Detrant, De Rochemont, Descombes, Devinaz, Dorzon, D'humilly, Dubuffey, Ducimetière, Dufour, Dufresne, Dumollard, Dumont, Dumond, Dunand, Duparc, Dupraz, Dupuis, Duret, Durovez, Duvillard, Excoffier, Favre, Foëx, Gaime, Garcin, Garin, Gau, Genecand, Gentet, Giard, Gillet, Grand, Grillet, Gros, Gruaz, Gruffard, Guillerme, Guillermin, Intermayer, Jacquet, Janin, Jaquemoud, Jaquier, Lachat, Lacros, Laplanche, Laverrière, Levrat, Linguet, Lognau, Longet, Machel, Magnin, Maillet, Margueron, Martel, Masson, Mégard, Menn, Mercier, Mermilloud, Métral, Meulat, Michellier, Miflon, Millet, Montagnet (*ior*), Montillet, Morez, Moriset, Mossier, Mottet, Mouchet, Murallet, Ninet, Pallar, Parret, Parsevan, Paur, Pellarin, Pellegrin, Pernessin, Pernous, Petit, Philippe, Pichoux, Pictet, Pisteur, Plan, Portier, Premet, Prévost, Rat, Remy, Renaud, Rendu, Revillet, Rey, Raymond, Richard, Risse, Robbaz, Rome, Salaz, Salzer, Saugey, Sautier, Schoutter, Sindie, Still, Tapponnier, Terras, Testory, Torreil, Tissot, Trembley, Vagnat, Vallin, Valtou, Vian, Vignet, Vignon, Vivian, Voiturier, Vissard, Winther (1).

Le 13 juin 1817 et sur le préavis conforme de la Commission des Communes, le Conseil d'Etat nomma MM. Vignier Georges, maire de Lancy, Burgy Jean-François-Gaspard et Duvillard en qualité d'adjoints. M. Burgy ayant démissionné, fut remplacé par M. Rey, dit Reydet, le 20 juin 1817.

Dès lors la commune de Lancy se réveilla insensiblement du temps d'arrêt dont elle avait souffert. L'entretien des voies publiques, la construction de ponts, des réparations aux édifices publics, l'organisation des pompes à incendie, la cons-

(1) Extrait du Registre déposé au *Département de l'Intérieur* de l'Etat de Genève.

truction d'un bâtiment d'école (1), d'un presbytère, l'établissement de fontaines publiques (2), la création d'un cimetière communal (3), une meilleure police rurale, telles furent les importantes et progressives réformes qui ont été le fruit de l'ère nouvelle tant désirée.

Le curé de Lancy aurait bien désiré participer à cette distribution de la manne gouvernementale, car il adressa au Conseil une requête pour obtenir une augmentation de traitement. En séance du 1^{er} juillet 1818 le Conseil statua négativement sur la demande du curé, attendu qu'il n'était pas septuagénaire.

Tandis que le pauvre curé se morfondait de l'insuccès de sa démarche, la commune de Lancy était favorisée par de généreux citoyens. En cette année 1818, un des membres du Gouvernement genevois, noble Tronchin, fit, par acte reçu le 8 mai, Le Fort, notaire, une donation d'une rente perpétuelle cinq pour cent de consolidés de trois mille francs de France, pour être exclusivement employée à faire donner, dans l'hôpital de la ville de Genève, des traitements médicaux aux malades indigents des Communes réunies au canton de Genève par le Traité de Paris, du 20 novembre 1815 et le Traité de Turin du 16 mars 1816. L'emploi de cette rente commença le 1^{er} jan-

(1) En 1835, la commune vendit l'ancien bâtiment d'école à M. Louis Gilet pour le prix de 4,500 florins.

(2) Les premières fontaines établies à Lancy sont celles de Noble *Le Fort*, et de Noble *Lullin*, en 1716.

(3) Un ancien cimetière *protestant*, de la contenance approximative de 100 toises, a été vendu en 1839 pour le prix de 1,400 francs, à Madame Anne-Judic Odier, épouse de M. Marie-Nicolas Soret-Odier. — Les ossements furent exhumés, puis transportés dans le nouveau cimetière. Cet ancien cimetière protestant était situé à l'extrémité nord du village, plan

vier 1819 et Lancy se trouvait inscrit pour la somme annuelle de septante-cinq francs.

Informé de cette gracieuse dotation, le Conseil municipal de Lancy fut autorisé à s'assembler extraordinairement pour délibérer sur les remerciements à adresser à noble Tronchin.

Trois ans après, venaient les dons que nous avons signalés, provenant de M. Ch. Pictet de Rochemont, puis la fortune de M. Jérémie Pourtalès, léguée entièrement aux pauvres de Carouge et de Lancy. Cette succession ne fut, selon la loi, acceptée qu'à bénéfice d'inventaire ; la part afférente à Lancy s'éleva à la somme de 30,905 florins. En 1833, l'ancien maire de Lancy, Georges Vignier, légua 900 florins.

* * *

L'instruction subit un grand développement dès l'annexion, quoique l'enseignement mutuel ait eu à combattre de fâcheux préjugés. Dès 1822, la méthode d'enseignement mutuel, introduite dans notre pays par la société des catéchumènes, prit chaque année un nouvel accroissement. Les méthodes pratiquées dans l'étranger n'ont pas été exactement suivies dans notre canton ; elles ont dû être modifiées pour les rendre conformes à nos mœurs et à nos habitudes nationales.

Avant l'introduction de cette méthode, on paraissait embarrassé sur le système d'enseignement à *préconiser*. Ainsi, en 1818, lorsqu'on voulut tenter à Carouge la séparation de l'enseigne-

cadastral 7, section B, confiné par la propriété de Madame Soret-Odier et par celle des héritiers Petite.

Le volume contenant les décès de l'an 1700 à 1793 pour la paroisse de Bernex, porte une mention *spéciale* de deux décès de protestants ensevelis, l'un à Onex, l'autre à Lancy, dans un *cimetière protestant* (1791-1796). (Rapport sur registres paroissiaux. *Archives d'Etat*).

ment primaire, de celui du Collège de cette ville, conformément au préavis de la Commission d'instruction, le maître d'école de Lancy fut chargé provisoirement de cet essai, ce qui est une preuve de la solidité des connaissances pratiques du maître que possédait alors ce village.

La première Commission ou *Comité de l'Ecole de Lancy* date du 31 janvier 1812. Indépendamment du maire et du curé, elle fut composée de MM. Pictet de Rochemont, Jean Toreille et Philibert Guillermin. Le Conseil de Genève sanctionna l'institution de ce Comité en séance du 7 mars 1821.

Rendons ici hommage aux maîtres d'écoles, soit régents, ainsi qu'aux maîtresses qui se sont dévoués au développement de l'instruction publique à Lancy. Citons, outre ceux dont il a été précédemment parlé, Testoris; Perrin, Jean-Pierre-François; Tournier, François; Vernier, Charles; Reverchon, Alphonse; Maréchal, J.; Dubouchet, G.; Thorens, Ch. (1); Mesdames Tournier, Jenny; Reverchon, Césarine; Mesdemoiselles Duguay, Eugénie, et Lambert, Marie.

Le 5 février 1834, la commune de Lancy éprouvait une perte bien douloureuse en la personne de son respectable curé, Etienne Baud, qui lui fut attaché pendant 56 ans. La Révolution française l'avait momentanément éloigné de ce poste qu'il reprit en des jours où le calme était à peine rétabli.

Trois jours avant sa mort, ce digne ecclésiastique priait le maire de Lancy d'être son interprète auprès du gouvernement pour qu'il donnât à la paroisse un successeur animé d'un esprit de tolérance (2).

(1) Auteur d'une *Histoire de Genève*, 1 vol. in-8°, et de nombreuses compositions en prose et en vers, inédites.

(2) Registre du Conseil, séance du 6 février 1834.

Ce fut sur la demande de son neveu Jean Guillermin, que le 8 septembre 1837, le Conseil d'Etat autorisa l'érection d'un témoignage de souvenir à la mémoire de ce vieillard, vénéré même par les habitants professant la religion réformée. C'est un marbre placé dans le mur extérieur à droite de l'entrée de l'église, avec cette inscription :

CI GIT
LE CORPS DE R^d ÉTIENNE BAUD
NÉ A TANNINGE LE 28 JUILLET 1752
CURÉ DE LANCY PENDANT 56 ANNÉES
DÉCÉDÉ LE 5 FÉVRIER 1834
PASTEUR FIDÈLE
IL FUT AIMÉ DE SES PAROISSIENS
ET REGRETTÉ DE TOUS LES HABITANTS
DE LA COMMUNE
QUE SON AME REPOSE EN PAIX
AMEN

Le 17 février 1834, l'évêque diocésain proposa la nomination comme curé de M. Duboin François, de Carouge, qui remplissait depuis quelques années les fonctions de vicaire du curé de Lancy. — Le Conseil d'Etat repoussa cette présentation en exposant à l'évêque « qu'il était impossible de donner « pour curé à une commune où il y a un si grand nombre « de protestants, un ecclésiastique qui a fait preuve d'une « aussi grande intolérance d'opinion que M. Duboin, pendant « qu'il était vicaire, et qui, sous ce rapport même, avait rendu « si pénibles les derniers mois de la vie du respectable curé « qui avait desservi cette paroisse près de cinquante-cinq ans, « aimé et respecté des personnes des deux religions ; que si « plusieurs habitants de Lancy ont fait des démarches en « faveur de M. Duboin, d'autres de l'une et de l'autre religion,

« et dont l'opinion mérite grande considération, verraient avec
« la plus grande peine cette nomination qui pourrait porter une
« grave atteinte à la paix et à la bonne harmonie qui régnait
« dans cette commune, et qu'une fois la nomination faite, il
« n'y aurait plus aucun remède au mal. »

Un membre du Conseil, formant minorité, combattit ce préavis, se fondant « sur ce qu'on n'a rien pu alléguer contre la
« pureté des mœurs de M. Duboin qui passe pour le meilleur
« prédicateur du canton et que ce serait une décision qui
« jetterait le découragement chez les jeunes ecclésiastiques du
« canton, en rendant incertaine leur carrière. »

Le Conseil correspondit avec l'évêque; toutefois, il consentit à prendre à la charge de l'Etat le traitement du desservant dès le 6 février 1834, jour du décès du curé Baud.

Le Conseil d'Etat reprochait spécialement à M. Duboin d'avoir signé un mémoire qu'il considérait comme injurieux et portant ce titre : *« Pièges tendus par l'hérésie à la foi de la population catholique de Genève. »*

L'évêque insista pour la reconnaissance officielle du nouveau curé, objectant que cet ecclésiastique avait cédé à une coaction morale et qu'il avait cru en signant un manuscrit signer une simple lettre; qu'en outre l'impression du mémoire n'était pas son fait. L'évêque terminait en annonçant son intention de soumettre la question au Saint-Siège.

Septante-trois habitants de Lancy appuyèrent, à deux reprises, la démarche de leur évêque.

Mais le Conseil d'Etat tint ferme et, froissé de la résistance qu'on lui opposait, il supprima le traitement affecté au curé desservant, voulant obtenir une stricte exécution de la Convention conclue avec l'évêque diocésain le 5 avril 1820.

Le Conseil justifia sa résolution du fait que les signataires du mémoire ne lui avaient exprimé aucun regret de leur coo-

pération à cet acte, et, en ce qui concernait la convention sus rappelée, contractée de bonne foi entre les deux parties, toujours regardée comme valable et exécutée comme telle de part et d'autre depuis seize ans, sans aucune réclamation, il n'admettait pas que l'on pût faire dépendre d'une consultation du Saint-Siège l'exécution réclamée de l'article premier.

La population catholique de Lancy prit fait et cause pour le desservant. Il y eut réunion bruyante autour de la salle des séances du Conseil municipal et murmures publics à l'adresse du maire. L'Etat dut faire procéder à une enquête. Quant à l'évêque, il parvint à gagner du temps avec l'espoir que le Conseil reviendrait de sa décision. Le 24 mai 1836, il écrit au Conseil : « qu'il est bien loin de sa pensée de méconnaître les
« engagements qu'il a contractés, mais qu'il est des circons-
« tances tellement impérieuses que l'on doit céder à leur force
« et que telle est la position dans laquelle il se trouve en ce
« moment à l'égard de notre canton ; qu'il a l'espérance, dans
« un avenir peu éloigné, de pouvoir déplacer sans bruit
« M. l'abbé Duboin, qu'il espère également que le Conseil,
« dans sa sagesse et le désir du rétablissement de la paix, vou-
« dra bien ne pas en demander davantage et apprécier ses
« motifs pour en agir ainsi. »

Il y eut dès lors, entre le Conseil et l'évêque, échange de lettres confidentielles.

Enfin, le 12 mars 1838, l'évêque fit part de son intention d'appeler à la cure vacante M. Emile-Auguste Angelin, de Chêne-Thônex, qui, depuis 1833, est curé de la paroisse de Bretigny, au canton de Vaud.

Ce choix reçut la ratification du Conseil. Le desservant, M. François Duboin, fut appelé à la cure de Romont, au canton de Fribourg, et M. Angelin prit possession de son bénéfice au mois d'avril.

Il est néanmoins curieux, en présence des faits positifs qui viennent d'être exposés, de les comparer avec ceux à l'aide desquels MM. *Fleury* et *Martin*, auteurs de l'*Histoire de M. Vuarin et du rétablissement du catholicisme à Genève*, expliquent l'origine de l'animosité des autorités civiles supérieures à l'endroit de l'abbé Duboin :

« Dans l'été de 1833, un nommé Kauper se présenta à Genève
« pour organiser, sous des formes patriotiques, une association
« destinée à exercer la jeunesse des deux sexes, et même les
« personnes d'un âge mûr, à des chants nationaux. Un comité,
« présidé par un ministre, eut soin d'imprimer aux réunions
« et-aux chants ce sceau d'indifférence religieux, par lequel
« on poursuivait l'amalgame des deux cultes existant dans le
« canton.

« Ce M. Kauppert fut remercié par les magistrats, de
« l'heureuse influence que ses leçons avaient produites non
« seulement sous le rapport civil, mais encore sous le *rapport*
« *religieux*. Un vicaire d'une paroisse du canton, M. Duboin,
« prêtre zélé et instruit, vit sa nomination de curé refusée
« indéfiniment parce qu'il avait poussé l'intolérance jusqu'à
« s'opposer à des chants comme ceux-ci :

Nous avons, hommes et chrétiens,
Une même origine,
Et pour maintenir ces liens,
Dieu nous destine
Un jour à tous un même ciel ;
Un même bonheur éternel
Sera la récompense
De notre obéissance. »

Dans ma *Relation historique sur les cultes à Versoix dès les anciens temps à nos jours*, quelques lignes ont été consacrées à la mémoire de l'ancien desservant de Lancy, qui, de Romont, devint curé de Versoix, paroisse où il y exerça les fonctions

pastorales pendant huit années, jusqu'à sa mort survenue le 20 septembre 1863. M. Duboin a été enseveli dans le cimetière de Versoix.

M. Angelin, curé de Lancy, successeur régulier de M. Baud, mourut à Plainpalais le 30 mai 1870. Enseveli au cimetière de Lancy, sa tombe n'est marquée par aucun monument.

M. le curé Angelin fut momentanément remplacé par son vicaire, M. l'abbé Reville, de Faverges, qui fonctionnait depuis 1865. En septembre 1866, les catholiques de Lancy s'adressèrent au Conseil d'Etat pour appuyer la candidature de ce vicaire, mais, le 20 du même mois, sur la présentation du vicaire-général de Genève, le Conseil d'Etat agréa comme curé, le titulaire actuel, M. Antoine Berthier, ci-devant curé à Veyrier.

L'année 1873 a ouvert l'ère des conflits entre l'autorité civile et l'autorité ecclésiastique. Le sentiment populaire avait déjà été froissé par la promulgation de deux dogmes et de l'encyclique posé soit résumé des doctrines infaillibilistes qui a nom Syllabus. — D'autre part, l'évêque d'Hébron, M^{gr} Mermillod, portant le titre de vicaire apostolique du St-Siège pour le canton de Genève, considéré par l'Etat sans caractère officiel, avait ordonné la lecture dans toutes les églises d'un bref pontifical, accompagné d'un imprimé revêtu de sa suscription avec ce titre de « vicaire apostolique ».

Le Conseil d'Etat, considérant qu'en agissant ainsi, Messieurs les curés avaient enfreint les lois et arrêtés du gouvernement et manqué à leurs devoirs comme fonctionnaires de l'Etat, prit, en date du 7 février, un arrêté par lequel le traitement de MM. les curés fut suspendu pour le terme de trois mois. — Un projet de loi constitutionnelle modifiant le chapitre II du Titre X de la Constitution sur le culte catholique, du 19 février 1873, remettait aux citoyens catholiques inscrits sur les rôles

des électeurs cantonaux, le choix des curés et des vicaires, et seul, l'évêque diocésain *reconnu par l'Etat*, pouvait, dans les limites de la loi, faire acte de juridiction et d'administration épiscopales. Ces dispositions reçurent la sanction populaire, selon le vote du 23 mars, par 9,081 voix contre 151.

La loi organique sur le culte catholique du 27 août 1873, astreignit les curés et les vicaires avant leur entrée en fonctions, à prêter serment devant le Conseil d'Etat « de se conformer strictement aux dispositions constitutionnelles et législatives, de ne rien faire contre la sûreté et la tranquillité de l'Etat et de prêcher aux paroissiens la soumission aux lois, le respect envers les magistrats et l'union avec tous leurs concitoyens ».

Le serment prescrit par la loi ne fut accepté par aucun des curés en charge. Tous protestèrent contre l'organisation imposée au culte. En présence de ce refus unanime il ne restait au pouvoir exécutif qu'à poursuivre l'application de la loi votée par le peuple. Sa tâche fut facilitée à Lancy. En novembre 1873, un certain nombre de conseillers municipaux et d'habitants de la commune demandèrent par pétition au Conseil d'Etat que le curé romain fût appelé à prêter le serment prévu dans la loi et qu'en cas de refus de sa part, il fût pourvu à son remplacement. Le *Conseil de fabrique de la paroisse* pria le Conseil de surseoir à sa décision d'appeler au serment le curé de Lancy. Mais ce dernier, comme tous ses confrères, déclara dans une lettre du 2 décembre ne pouvoir prêter le serment pour lequel il avait été convoqué.

Conformément à la loi, le Conseil d'Etat convoqua les électeurs catholiques de la paroisse pour le dimanche 28 décembre 1873, dans la salle de l'école communale, à une heure après-midi, sous la présidence de M. Lachenal, membre du Conseil de paroisse de Genève, et la vice-présidence de M. Monod J.,

député, afin de procéder à l'élection d'un curé et de cinq membres du Conseil de paroisse, pris parmi les électeurs laïques de la paroisse. Dans l'intervalle de cette convocation, M. le curé de la paroisse romaine par lettre du 26 décembre, déclarait au Conseil d'Etat qu'il n'est ni révoqué, ni démissionnaire et se considérera après l'élection du dimanche du 28 décembre comme le seul curé légitime de sa paroisse.

Le 28 décembre, un prêtre français, âgé de 44 ans, M. l'abbé Pacherot, Auguste-Marius, d'Alleins, Bouches-du-Rhône fut élu aux fonctions de curé par 53 suffrages et le Conseil de paroisse, composé de MM. Monod Jean-Laurent, Gros Pierre, Guillermin François, élu par 53 suffrages ; Choquens Antoine et Laverrière Jean, élus par 52 suffrages sur 53. — Le nombre des votants ayant été supérieur au quart des électeurs inscrits, le Conseil d'Etat valida ces élections par arrêté du 29 décembre 1873. Le nombre des électeurs paroissiaux avait été arrêté à 131.

L'église de Lancy fut remise au nouveau curé dès le jour de sa prestation de serment, soit le 30 décembre 1873, selon l'ordre que le Conseil d'Etat fit donner au maire le 24 décembre précédent.

Lors de la prestation de serment du curé Pacherot qui eut lieu à l'Hôtel de Ville, dans la salle des séances du Conseil, M. le Président du Conseil, Antoine Carteret, prononça cette allocution.

Monsieur,

Vous avez quitté votre pays pour venir offrir vos soins à nos concitoyens catholiques qui veulent, en grande majorité, tout en restant fidèles à la foi de leurs pères, secouer le joug de la curie romaine.

Votre direction spirituelle a été agréée dans une paroisse

qui avait à cœur, non moins que la Ville de Genève, de voir, sans délai, s'accomplir chez elle cette émancipation.

Vous venez de prêter le serment de curé dans notre canton. Je tiens à vous dire, au moment où vous entrez en charge, qu'il est bien entendu que vous pourrez, en toute liberté, énoncer et chercher à faire prévaloir vos convictions religieuses quelles qu'elles soient, à la seule condition que, conformément aux lois de notre pays, lois auxquelles vous venez de jurer obéissance, vous ne prétendiez pas vous immiscer dans ce qui est le domaine de l'Etat au nom d'un représentant infaillible de la Divinité.

Vous êtes un homme de progrès, nous nous en réjouissons. Je suis sûr d'être d'accord avec votre sentiment, en ajoutant que vous devez être chez nous, avant tout, un missionnaire de paix, de concorde et de charité. Jamais aucune parole d'emportement sur vos lèvres, malgré les provocations auxquelles vous pourrez être en butte. C'est par la douceur, le support, la tolérance, que vous amènerez le mieux à vous, dans votre paroisse, ceux qui ne partagent pas vos idées.

Le Conseil d'Etat, en vous souhaitant la bienvenue, fait des vœux pour que votre ministère, s'exerçant sur notre sol libre, dans cet esprit vraiment libéral, porte des fruits qui vous satisfassent. Ce sera la légitime récompense de vos labeurs chrétiens, et de votre dévouement à la noble cause que vous avez embrassée.

La cérémonie d'installation de M. le curé Pacherot eut lieu dans l'église de Lancy, le 4 janvier 1874. Le discours de présentation fut prononcé par M. Monod, député au Grand Conseil de Genève, président du Conseil de paroisse. L'ex-père Hyacinthe *Loyson* prêcha l'après-midi.

Le 10 juin 1874, le Conseil municipal, à l'unanimité de ses membres, demanda au Conseil d'Etat d'appliquer à la com-

mune de Lancy la loi du 7 juin 1871 sur le culte extérieur qui interdit toutes cérémonies religieuses sur la voie publique, et d'approuver la délibération municipale décidant que les inhumations dans le cimetière commun seront faites à la suite et sans distinction de cultes. Le Conseil sanctionna ces deux délibérations dans sa séance du 8 juillet 1874.

Le culte catholique national, officiellement institué dans la paroisse, suivit paisiblement son cours. Lors du renouvellement du Conseil de paroisse, le 23 décembre 1877, le nombre des catholiques-libéraux était accrue huit citoyens. MM. Guillermin Joseph, Amoudruz Alexis, Berthoud Louis, Escoffier Jules, Monod Jean-Laurent, furent élus par 61 électeurs.

Les catholiques-romains, groupés sous le pastoral de M. Antoine Berthier, célébrèrent leur culte, dès 1874, dans une maison voisine de l'église appartenant à M. Bouvier.

Le curé libéral Pacherot abandonna subrepticement sa paroisse dans les commencements de l'année 1879 pour retourner dans son pays. Ce départ, qu'il excusa par l'état chétif de sa santé, causa une pénible impression au sein de l'élément libéral dans lequel ce curé était généralement considéré, soit pour ses connaissances élevées, soit pour la rectitude de sa conduite.

Les catholiques-libéraux de Lancy auraient pu diriger leurs pensées vers le protestantisme, mais la retraite précipitée de leur conducteur spirituel ne leur fit commettre aucune défection. Le culte, repris par un jeune prêtre plein d'ardeur, ranima leur courage. C'est sur ce successeur de l'œuvre que les électeurs paroissiaux de Lancy portèrent leur choix.

Le 6 avril 1879, ils élirent leur curé en la personne de M. l'abbé Jérémie Vallet, qui réunit 57 suffrages sur 58 votants. M. Etienne Dupraz remplaça un membre du Conseil de paroisse. La cérémonie d'installation eut lieu le 27 avril 1879.

M. l'abbé Vallet, d'une nature malade, ne fonctionna qu'une année. La mort l'enleva le 3 avril 1880.

Les regrets de cette perte sont témoignés par le monument qui orne sa tombe au cimetière de Lancy, œuvre modeste, au caractère grave, due au ciseau du sculpteur Léon Guggieri.

Il porte cette épitaphe :

A NOTRE REGRETTÉ CURÉ
ET AMI
JÉRÉMIE VALLET
NÉ A TANINGES
ET DÉCÉDÉ DANS SA PAROISSE
DE LANCY
LE 3 AVRIL 1880 A L'ÂGE DE 28 ANS
FIDÈLE SERVITEUR
DE L'ÉGLISE CHRÉTIENNE
IL CONSACRA SA VIE
A LA VÉRITÉ
ET LORSQUE SONNA POUR LUI
L'HEURE SUPRÊME
SES DERNIERS MOTS FURENT
DIEU ET CHARITÉ

Un prêtre libéral, curé à Bernex, M. J.-M. *Vergoin* a composé de beaux vers à la mémoire de M. *Vallet* ; le produit de cette œuvre, imprimée à Genève chez Schira-Blanchard, a été destiné à aider à l'érection du monument funéraire.

Ce fut un citoyen genevois, ressortissant à la commune d'Hermance, élève à la Faculté de théologie de Berne, ex-vicaire à Carouge, qui fut appelé à recueillir la succession du curé Vallet.

M. Favre, Emile-Alfred, fut élu le 26 septembre 1880, pa

46 suffrages sur 51 et le Conseil de paroisse, dépourvu d'un membre, complété à la même date par la nomination de M. Battiaz, Alphonse, élu par 50 suffrages sur 51.

M. Favre, prêtre actuellement marié, prêta le serment de son office par devant le Conseil d'Etat, dans sa séance du 8 Octobre 1880.

M. Chauvet, Michel, Président du Conseil d'Etat, lui adressa ces paroles :

Monsieur le curé,

En prenant acte de votre serment, le Conseil d'Etat est convaincu que la paroisse de Lancy, qui vous a élu, n'aura qu'à se féliciter de son choix, et, en particulier, que vous saurez allier une attitude conciliante au zèle que vous mettrez à remplir vos honorables fonctions.

La cérémonie d'installation du prêtre libéral de Lancy a été faite par l'évêque national de l'Eglise chrétienne suisse, M. *Herzog*.

* * *

Le village de Lancy a été habité par plusieurs personnages qui se sont distingués dans le pays et à l'étranger.

Outre ceux précédemment cités, c'est au cimetière communal que nous irons d'abord nous inspirer du souvenir de plusieurs d'entre eux.

Ici, c'est un monument consacré par une veuve à son mari, destiné à rappeler à leur jeune fils la mémoire d'un père vertueux. C'est le tombeau de Louis-Benoît *Mâcon*, né à Lyon, le 11 septembre 1776, marié à Louise Bénit, mort à Lancy, le 12 Juin 1839. L.-B. Mâcon prit du service en France en 1790 et devint chef de bataillon. Il servit avec bravoure jusqu'en 1830.

Ses mérites furent récompensés par les titres de chevalier de la Légion d'honneur et de St-Louis; il fut aussi décoré de l'ordre de St-Ferdinand d'Espagne. C'était un caractère loyal et bienveillant, aimé et estimé de tous ceux qui l'ont connu.

Son fils, Louis Mâcon, né à Lancy, le 4 décembre 1836, a été longtemps correspondant de plusieurs journaux libéraux de la Suisse. En résidence à Paris, il s'y est acquis une haute réputation parmi les principaux hommes de lettres et journalistes.

Le 7 janvier 1869, Lancy vit s'éteindre un de ses plus actifs communiars, M. Louis Bénit, né à Lancy, le 8 décembre 1798 (18 frimaire, an XII). — Maire de la commune, député au Grand Conseil, docteur-médecin, le canton de Genève a perdu en M. Bénit un citoyen dévoué, chez lequel se sont toujours parfaitement conciliés les intérêts généraux du pays et son attachement sincère à la religion à laquelle il appartenait. Comme docteur-médecin, il était aussi estimé de tous ceux qui faisaient appel à sa science et à son dévouement. Ses concitoyens de Lancy savent quelle ardeur il apportait aux intérêts de cette commune et avec quelle vigilance il s'acquittait de son mandat. — Il était donc de toute justice de rappeler ici le souvenir de cet homme de bien.

La dépouille mortelle du docteur Bénit repose au cimetière de Lancy, près les tombes de membres de sa famille.

Plus loin, un bloc érigé par des amis politiques à l'éternelle mémoire de Edouard-Auguste soit Edward Lombard-Martin.

Il était fils de Jean-Pierre Lombard-Martin et de Thérèse De Lamorte, se maria à Genève le 15 août 1863 à Amélie Jourdan et mourut à Lancy le 18 avril 1871.

Lombard-Martin, d'origine américaine, naquit à Die (Drôme), le 9 février 1833. Esprit ardent, démocrate zélé et convaincu, E.-A. Lombard-Martin, après avoir fait des études médicales

en Amérique où il séjourna et se fit naturaliser, se voua pendant quelques années à la carrière de la publicité politique ; ses fortes convictions, son caractère énergique et élevé, lui acquirent l'estime générale.

Appelé ensuite comme professeur dans le Jura bernois, puis, de là, à Florence, il trouva dans la démocratie italienne et l'amitié de Garibaldi, une satisfaction à ses larges aspirations progressives et à son ardeur philosophique toute méridionale.

A Florence, il collaborait à diverses publications périodiques ; ses articles étaient toujours marqués de convictions franches et profondes et d'une grande vigueur.

Lors de l'expédition garibaldienne, qui aboutit à Mentana, il suivit l'armée comme chirurgien-volontaire ; son dévouement autant que ses services furent vivement appréciés. L'appel du glorieux patriote italien pour la défense de la République française ne devait pas laisser Lombard-Martin indifférent ; dans cette grande circonstance, son dévouement put s'exercer encore envers les malheureux blessés des deux armées, dans les champs de la Bourgogne, comme dans ceux de la Campanie.

La paix faite, il vint passer dans notre pays, qu'il considérait comme le sien, quelques jours de repos dans ce riant village de Lancy, où une affection aiguë (fluxion de poitrine) devait prématurément l'emporter en quelques jours. Il collabora au journal radical *la Nation suisse* qui avait à sa direction le citoyen James Fazy.

On doit à Lombard-Martin une série de publications de divers genres imprimées à New-Orléans, à Genève, Carouge, Fribourg, Chambéry et Paris : *Djesar-Pacha-Bessa, Nouvelles*, en 1854 ; *Poésies*, en 1858 ; *Noir puis Blanc, roman*, en 1859 ; *Un mot sur les 22 et 23 avril 1860*, en 1860 ; *Paul et Marie*,

Nouvelle, en 1861, et, même année, *Les Français à Genève* ; *La dernière exécution capitale* ; *La peine de mort* ; *La Savoie pour la Savoie*, en 1862 ; *Le Cormoran*, drame, en 1863, et, même année, un *Précis historique sur la Pologne*, rédigé sur les notes du comte Ladislas Stroykowski, touchant le mouvement national et l'insurrection de 1860 à 1863 ; *Taramara*, scènes genevoises, en 1864 ; *La Fête des Vignerons*, en 1865 ; un *Manuel de Sténographie, d'après la méthode américaine*, en 1866 ; un *Rapport sur l'écriture phonétique*, en 1867. Son *Précis historique sur l'insurrection romaine, opérations militaires dans la province de Viterbe, durant la campagne de 1867*, publié en 1868, eut un certain retentissement. Le général Garibaldi et d'autres illustrations lui en témoignèrent de grands éloges. Malade, cet écrivain, d'une activité dévorante, travaillait à un livre d'*Etudes d'économie sociale* traitant *De la valeur et de l'utilité des choses et des actions*.

Enlevé à une noble carrière, à la fleur de l'âge, Lombard-Martin fut une perte sérieuse pour la cause de la liberté.

Une nombreuse assistance de citoyens prit part, le dimanche 21 avril 1872, à l'inauguration du monument qui recouvre sa tombe, et la rédaction du journal radical, dirigé par James Fazy, *la Suisse radicale*, s'y fit représenter par l'auteur de ces lignes, ami politique du regretté et dévoué républicain dont le souvenir restera désormais attaché au nom de Lancy.

Nous voici en présence d'un monument dont la sévère simplicité nous a frappé ; c'est celui qui marque la tombe de Charles Friderich, ancien conseiller d'Etat de notre République. La pierre porte cette brève indication :

CHARLES FRIDERICH

1828—1880

Ce citoyen distingué fit ses études dans les établissements de notre pays. Il prit une part active à la Constituante de 1862. Comme avocat, appartenant au parti conservateur, il fut choisi pour défendre les accusés de ce parti par devant les Assises fédérales tenues à Genève ensuite des événements du 22 août 1864. Appelé au Grand Conseil, il s'y fit remarquer par son éloquence et ses hautes aptitudes. Au Conseil d'Etat, il fut, à diverses périodes, chargé du Département militaire et du Département de l'Instruction publique. Il représenta également le canton de Genève dans les Chambres fédérales, comme député au Conseil national.

L'Etat de Genève lui confia ses intérêts dans deux questions assez délicates ; celles des procès relatifs aux *Eaux du Léman* et des *Biens des corporations religieuses supprimées*.

Il fut frappé d'apoplexie le 9 janvier 1880 dans un café de Genève, où il s'était rendu au sortir d'une plaidoirie.

Le 12 janvier, ses obsèques eurent lieu à Lancy. Le Conseil d'Etat, le Grand Conseil, le barreau, un certain nombre de sociétés politiques, militaires et civiles, une foule de citoyens appartenant aux diverses opinions, ont rendu hommage à la dépouille mortelle du magistrat citoyen.

Oubliant les fautes personnelles que son ardeur de parti lui fit commettre, nous répéterons avec MM. Vautier Moïse, conseiller d'Etat, et Rutty Jacques, avocat, secrétaire du Grand Conseil, ces appréciations portées sur le défunt au bord de sa tombe :

C'était un homme de cœur et de dévouement qui, pendant une vie consacrée jusqu'au bout à une incessante activité, a donné des preuves de son attachement à la Suisse, au canton de Genève, à ses amis et à sa famille, de même qu'à tous ceux qu'il a obligés de la manière la plus désintéressée. Il était fils de ses œuvres, et cela, par un opiniâtre travail. Par ses con-

naissances étendues en matière de législation, on le comptait au nombre des meilleurs jurisconsultes du pays. Il était spécialement favorisé du don de la parole ; aussi était-il toujours écouté avec la plus grande attention dans les assemblées, les réunions et les fêtes nationales.

Quoique conservateur, Friderich, en présence des circonstances spéciales dans lesquelles le pays se trouva placé ne craignit pas de servir de trait-d'union entre les deux grands partis politiques du canton de Genève. Cette franche conduite lui aliéna quelques sympathies dans le groupe des vieux conservateurs genevois.

Mais Friderich, au caractère hardi, ne se soucia pas de cette défection ; il comprit que le bien du pays devait parfois exiger certains sacrifices, et à l'esprit de parti, contraire à une telle tendance, il opposa courageusement et sa raison, et son cordial et patriotique appui.

Que son souvenir reste vivace dans cette commune de Lancy près de laquelle ce vigoureux patriote était venu jouir du calme et du seul vrai bonheur dans les franchises joies de l'intérieur et de la famille (1).

D'autres monuments funéraires nous reportent à la mémoire de Louis Burgy, dont les ancêtres ont joué un certain rôle dans la municipalité de Lancy. — Louis Burgy, né à Lancy, le 20 juillet 1798, y mourut le 5 août 1868. Il servit le pays avec distinction ; le 6 mai 1820, il fut appelé second sous-lieutenant ; le 1^{er} mai 1825, premier sous-lieutenant ; lieutenant le 18 mai 1827 ; capitaine le 29 avril 1832 ; major le 14 mai 1839 ; commandant de bataillon avec rang de lieutenant-colo-

(1) Il naquit à Genève le 20 mars 1828, de Charles-Joseph Friderich et de Christine-Madeleine Chappuis. En 1872, le 30 mars, il contracta mariage avec Louise Christine Linck.

metière Jean, Burgy Louis, Genequand Jean-Louis, Vignet Jean-Pierre-Gabriel, Röhrich Jacques-F., Comte Joseph, aîné, Wissner Georges-Henri, Mégard Joseph, Guillermin Etienne, Gillet Louis, Crottet François, Martel Prosper, David Pierre-François, Schauffelberger Jérôme.

Le maire actuellement en charge, M. Henri *Wissner*, maître menuisier-ébéniste et propriétaire, — de la religion protestante, fonctionne depuis 27 années. — Cet administrateur consciencieux et dévoué s'est acquis une profonde estime de la part de ses administrés de toutes opinions politiques et religieuses. Ses concitoyens lui ont donné la preuve la plus entière de cette sympathie toute filiale en le conservant aussi longtemps à la charge honorable qu'il remplit avec autant de distinction que d'impartialité.

Lors de la cérémonie de distribution des prix qui eut lieu le 15 juillet 1879, les habitants de Lancy lui firent remettre une coupe d'argent à titre d'hommage pour ses longs et bons services et de la considération générale attachée à sa personne.

Deux établissements contribuent à étendre la bonne réputation du village de Lancy et à sa prospérité.

Le premier, c'est le *Pensionnat de jeunes gens*, dirigé par M. Ch. *Haccius*, docteur en philosophie. Ce pensionnat, qui jouit d'une haute renommée, a été fondé en 1853. — Situé sur la colline au levant, la vue s'étend de là sur la ville, ses environs et la belle vallée renfermée entre les Alpes et le Jura ; l'établissement offre tous les avantages et les agréments de la campagne, sans priver les élèves des ressources que présente la ville. Les bâtiments sont entourés de vastes jardins qu'ombragent de hauts tilleuls, des platanes et des marronniers superbes. Une place réservée pour les jeux des élèves se trouve devant la maison principale ; une spacieuse prairie appartenant à l'établissement sert également aux récréations.

L'air pur et fortifiant dont on jouit dans le riant village de Lancy fait que l'état sanitaire des élèves ne laisse rien à désirer.

Les bâtiments du pensionnat, parfaitement distribués, répondent à leur destination.

Le but que poursuit cette maison d'éducation est le développement harmonieux des facultés intellectuelles, morales et physiques des élèves qui lui sont confiés. L'individualité de chaque élève et la carrière à laquelle il se destine, sont l'objet de l'étude, des égards et de la sollicitude particulière du directeur.

Les élèves sont regardés comme membres de la famille du directeur et traités comme tels. La discipline est ferme, mais paternelle; la surveillance consciencieuse, sans être pénible.

Des exercices quotidiens de gymnastique, pratiqués dans un bâtiment spécial, complètement agencé dans ce but et chauffé en hiver, contribuent au *développement physique* des élèves. Des exercices ont lieu sous la direction d'un maître spécial de gymnastique et d'escrime.

A ces avantages se joignent, dans la belle saison, les bains hygiéniques dans le *Lac* et dans l'*Arve*, ainsi que les promenades et excursions dans les charmants environs de Genève.

Le Directeur s'est adjoint, comme collaborateurs, des *professeurs* français, allemands et anglais, aussi capables qu'expérimentés.

Comme la plupart des langues de l'Europe sont représentées dans le pensionnat, aussi bien par le corps des professeurs que par la nationalité des élèves, ceux-ci trouvent l'occasion la plus favorable d'apprendre ces diverses langues. Quant à l'instruction, l'enseignement se partage en deux branches : un cours spécial et un cours classique, avec un programme des plus étendus.

Ajoutons que le programme de gymnastique permet aux

élèves de se préparer avantageusement aux examens du *volontariat* militaire.

Les élèves reçoivent l'*instruction religieuse* selon la confession à laquelle ils appartiennent.

Sur toutes les matières qu'ils ont étudiées pendant l'année, les élèves subissent un examen détaillé.

Les vacances du pensionnat durent six semaines.

Les élèves qui ne passent pas ces vacances auprès de leurs parents, peuvent rester au pensionnat, ou bien prendre part, avec l'autorisation de leurs parents, à un voyage qui est fait ordinairement, pendant ce temps, sous la conduite d'un ou de plusieurs professeurs.

A part ces vacances, le cours des études n'est interrompu que pendant quelques jours, à l'époque des grandes fêtes de Noël et de Pâques.

Les conditions d'admission sont excessivement modestes, relativement aux sacrifices imposés à M. Haccius : le prix de la pension est de 1,800 fr. ; le linge de table et de literie est fourni aux élèves. On paie pour cette fourniture, pour le blanchissage et le raccommodage du linge et des habits, une somme de 50 fr. par trimestre.

Les leçons d'italien, d'espagnol, de russe, de musique, de dessin, de danse, d'escrime et d'équitation se paient à part.

Chaque trimestre les parents reçoivent le compte des dépenses faites par les élèves.

Le départ d'un élève du pensionnat doit être annoncé deux mois à l'avance.

Nous le répétons, renommée extérieure et considération locale sont les titres de l'établissement auquel M. le docteur Ch. Haccius voue son talent et ses soins affectueux.

Le second établissement à citer est la *Laiterie modèle*, diri-

gée par M. C. *Haccius*, fils. Cette laiterie n'est pas seulement une étable où l'on a réuni un certain nombre de vaches choisies ; elle se distingue de tout ce qui existe en ce genre dans notre pays, par l'application des connaissances scientifiques modernes à la production et à la conservation du lait.

Il résulte des conditions d'installation et de la tenue de cet utile établissement qu'il se trouve, chaque jour, en mesure de livrer au public un lait garanti pur et d'autant plus facile à conserver. Les enfants, les personnes délicates ou âgées trouvent dans ce lait un aliment précieux. Ce sont eux, particulièrement, qui bénéficient des perfectionnements qui distinguent la *Laiterie modèle de Lancy*.

M. C. *Haccius* fils rend au public un service incontestable ; son établissement si bien dirigé, devient un modèle bien de nature à exciter chez le propriétaire ou le fermier rural plus de goût dans la tenue des locaux et du matériel et aussi des soins plus intelligents envers les animaux.



Une chapelle assez vaste, avec presbytère, est actuellement en construction au centre du village de Lancy, pour l'usage des catholiques-romains (1).

(1) Cette nouvelle chapelle ou église a été consacrée au culte par M. le vicaire général Fleury, comme représentant de l'évêque Gaspard Mermillod, le dimanche 28 mai 1882, fête de Pentecôte. Elle est dédiée à la Sainte-Trinité et à *Saint-Michel*, archange. Voilà *Saint-Georges* et *Saint-Christophe* oubliés à Lancy?... L'archange Michel est représenté par une statue placée au fond de l'abside ; il tient le glaive en main et le pied sur la gorge écrasée de *Lucifer*. Le *Courrier de Genève*, journal conservateur romain (du mardi 30 mai), fournit des détails sur cette cérémonie de consécration, complétés par le curieux cantique composé pour la circonstance par M. le curé Antoine *Berthier*.

Malgré que la population de Lancy forme trois catégories au point de vue religieux, les habitants vivent actuellement dans la concorde, grâce au bienfait de l'instruction publique et à l'unité du sentiment national.

Tant que ce dernier sentiment dominera la divergence des croyances, les communiens de Lancy, sans distinction d'opinion politique ou religieuse, se tendront une main fraternelle.

C'est le vœu que nous formons pour le bonheur de la Patrie, la paix et la prospérité de tous dans cette charmante commune de Lancy.

C. FONTAINE-BORGEL.

ORIGINE

DES

IDÉES POLITIQUES DE ROUSSEAU ⁽¹⁾

Par M. Jules VUY

Vice-président de l'Institut Genevois

(Troisième mémoire)

Deux mémoires, insérés dans les publications de l'Institut genevois (2), ont abordé, sur l'*origine des idées politiques de Rousseau*, des questions nouvelles et d'un haut intérêt; on ne saurait, en effet, méconnaître l'importance des recherches relatives au *Contrat social* et à l'écrivain de génie qui a été en quelque sorte, dans les temps modernes, le porte-drapeau de la démocratie, « à l'inspirateur immédiat et direct, comme on l'a dit récemment, de la déclaration des droits de l'homme. »

Le premier mémoire a établi, par une série de preuves concordantes et de textes indiscutables, émanant en particulier

(1) Ce mémoire figurait à l'ordre du jour de la séance générale et publique de l'Institut genevois, tenue à Genève le 23 mai 1881, et il a été lu en partie, à Lausanne, le premier juin suivant, dans la séance annuelle de la Société d'histoire de la Suisse romande.

(2) *Bulletin de l'Institut genevois*. Tome XXIII, p. 19-44, et Tome XXIV, p. 174-204. Ces deux mémoires ont été tirés à part.

de Rousseau lui-même, que les principes les plus saillants de ses théories politiques ont été empruntés par lui aux franchises nationales (1), la plupart déjà bien anciennes, que promulgua dans Genève, en 1387, le prince-évêque, Adémar Fabri (2); on sait que le nom de ce prélat est demeuré populaire, malgré les siècles qui nous séparent de lui, malgré l'existence plus d'une fois orageuse d'une ville qui a vu se dérouler tour à tour, dans son enceinte, la révolution religieuse du seizième siècle, plus radicale à Genève que partout ailleurs, et la grande révolution politique de la fin du siècle dernier. Comme les libertés de l'Angleterre, les libertés genevoises ont leur source dans le moyen âge (3).

Le deuxième mémoire a prouvé, d'une manière catégorique, que, dans une controverse qui précéda, de peu d'années, la publication du *Contrat social*, les principes essentiels de cet ouvrage avaient déjà été émis et discutés dans Genève, avant d'être répandus et popularisés par le talent de Rousseau; elle a établi que le débat fameux qui s'éleva entre ce dernier et le procureur général Tronchin avait eu lieu auparavant, sur les mêmes bases et au fond avec les mêmes idées, entre l'avocat Tronchin-Boissier (qui devint bientôt le procureur général Tronchin), et Jacques-François Deluc père, un Genevois de l'opposition, ami intime de Rousseau.

En terminant ce deuxième mémoire, après avoir fait allu-

(1) « *A la constitution primitive du gouvernement de Genève.* » *Huitième lettre écrite de la montagne.*

(2) *Le Citadin de Genève*, publication calviniste, semi-officielle, destinée à combattre les prétentions de la maison de Savoie sur Genève, cite Adémar Fabri, à plusieurs reprises.

(3) *Correspondant*. Livraison du vingt-cinq juillet 1878, p. 359.

sion aux nombreuses brochures publiées, soit avant, soit après le *Contrat social*, je m'exprimais ainsi :

« Il serait plus intéressant peut-être d'examiner attentivement et avec soin... comment l'idée d'Adémar Fabri, qui « était sage et libérale, qui comportait l'union et la concorde entre la population et le pouvoir, est devenue plus tard « une idée radicale, extrême, hostile aux gouvernements et « révolutionnaire, ce qu'elle n'était pas dans l'origine. Cette « transformation si importante, quelles causes l'ont fait naître ? « Quels événements ont contribué à l'établir et quelle explication satisfaisante peut-on en donner ? »

Dans un rapport présenté à l'Académie des sciences morales et politiques de France (1), l'illustre et sympathique vice-président de ce corps savant estime que « ces questions sont assurément d'une grande importance » et il est à désirer, suivant lui, qu'après me les être posées, je m'applique à les résoudre. Ce désir si bienveillant est pour moi un encouragement des plus précieux ; je veux essayer d'en tenir compte, aussi sommairement que possible, dans la limite de mes forces.

Encore à cet égard, l'étude attentive de l'histoire de Genève, est indispensable ; elle seule peut fournir le fil conducteur, en nous faisant comparer, au point de vue politique, deux époques éloignées de cette histoire ; je veux parler des deux époques dont il est constamment question dans la polémique si vive entre Rousseau et le procureur général Tronchin, et dans la longue polémique genevoise qui en fut la suite, c'est-à-dire l'année 1387, date des franchises, et l'année 1420, qui rappelle un célèbre Conseil général, d'une part, le milieu du dix-huitième siècle ou l'époque du *Contrat social*, de l'autre, soit la vieille Genève et la Genève calviniste.

(1) Ce rapport est reproduit textuellement à la fin du présent mémoire.

Comme on le voit, mon intention est de suivre précisément la route que m'indiquent les deux habiles adversaires ; peut-être ainsi pourrai-je mieux saisir ce qu'ils ont voulu, ce qu'ils ont pensé, ce qu'a pensé avant tout l'auteur du *Contrat social*, et quelle portée devaient avoir, suivant lui, dans le dix-huitième siècle, ces principes qu'il empruntait à la Genève du quatorzième, en les modifiant plus ou moins, suivant la différence des temps.

« Pour bien étudier les lois politiques d'un Etat moderne, « il faut les prendre à leur origine et suivre l'ordre de leur « composition. Cela est surtout vrai des petits gouvernements « comme celui de Genève. »

J'emprunte textuellement ces paroles aux manuscrits de Rousseau, conservés dans la bibliothèque de Neuchâtel, et j'aurai l'occasion, dans ce travail, de les citer encore très souvent (1).

Au fond, ce passage de Rousseau, c'est exactement ce qu'avaient dit les *Lettres anonymes* répandues à Genève, en 1718 : « *Quelle règle suivre pour découvrir ce qu'était notre ancienne forme de gouvernement, notre ancienne Constitution, si ce n'est de remonter à l'origine de notre Constitution ?* »

C'est ce que Montesquieu exprime d'une manière plus générale : « Il faut éclairer l'histoire par les lois, et les lois par l'histoire (2). »

Au point de vue de ses tempêtes, de ses révolutions, de ses luttes civiles longues et opiniâtres, l'histoire de Genève est des plus instructives ; l'intérêt qu'elle présente ressort avec plus d'évidence encore lorsqu'il s'agit spécialement de Jean-Jacques Rousseau ; c'est là qu'il reçut ses premières impres-

(1) *Revue suisse*, 1861, p. 39.

(2) *Esprit des lois*, XXXI, 2.

sions, c'est en vue de sa ville natale qu'il a rédigé et publié ses écrits politiques. L'étude de cette histoire est donc indispensable pour bien comprendre le *Contrat social*, pour saisir plus d'un point qui, sans cela, nous échappe.

Dans cette étude, on me permettra de laisser à dessein de côté les considérations secondaires, les détails, je me bornerai aux grands traits, je laisserai parler le contraste saillant entre deux civilisations profondément différentes, dans la même ville, à quelques siècles de distance ; malheureusement, cette histoire est encore à faire. Pour le dix-huitième siècle, elle est trop rapprochée de nous et loin d'être suffisamment étudiée ; pour les temps antérieurs à la réformation, elle est superficiellement connue, elle a été même systématiquement dénaturée par deux écrivains à gage du gouvernement de Genève, Froment et Bonivard. Au dire d'un historien très calviniste, Michel Roset (1), *leurs œuvres sont farcies de choses contraires à la vérité.*

I.

De tous les principes mis en avant, il y a quelques siècles, et qui contribuèrent peu à peu à saper les institutions féodales et à nous acheminer vers la civilisation moderne, il en est un dont l'importance a été des plus grandes. Lorsque les villes libres augmentèrent notablement en Europe, que nombre de communes jurées, plus ou moins indépendantes, s'établirent çà et là, à cette époque extrêmement intéressante, qu'on pourrait appeler la grande révolution du moyen âge, on admit, dans une large mesure, le principe que *le droit de bourgeoisie s'acquerrait par demeure d'an et jour* ; ce qui avait été introduit,

(1) *Amédée Roget, Histoire du peuple de Genève*, Tome VI, p. 290.

dit Loisel (1), en faveur des serfs, pour qu'ils pussent parvenir à la franchise et que les villes se peuplassent. Ce principe fécond tendit à vivifier les communes libres, il ouvrit une large porte à l'émancipation des taillables et corvéables qui saisirent avec empressement, souvent avec habileté et persévérance, les occasions favorables d'en profiter. Comme tous les principes nouveaux qui touchent à de graves intérêts, qui tendent à modifier puissamment l'état de la société, il ne passa point, en quelque manière, d'emblée et sans contestation.

Lorsque les franchises d'Adémar Fabri furent promulguées, en 1387, Genève, ville impériale, n'avait, pour ainsi dire, pas de territoire; elle était entourée, à quelques kilomètres de distance, d'un cercle de petites villes avec lesquelles elle avait contracté des espèces d'alliances dont l'origine se perd dans la nuit des temps. Elle recrutait essentiellement sa population dans des contrées dont elle était, par sa position, comme la capitale naturelle.

Le principe de la *demeure d'an et jour* joua, dans ces circonstances, un rôle dont on ne saurait calculer la portée; il alimenta sa population d'hommes qui avaient à peu près les mêmes mœurs, le même degré de civilisation, et qui lui étaient essentiellement sympathiques. Elle trouva en eux de vivants soutiens de l'indépendance genevoise. Dans sa fameuse requête pour obtenir droit de juridiction sur la ville du Léman, Amédée VIII articulait que la majeure partie de ses habitants était d'origine étrangère; c'est assez dire quelle influence prépondérante avait ce principe dont l'importance

(1) *Institutes coutumières*, avec notes d'Eusèbe de Laurière. Paris, 1758. Tome I, p. 70.

était capitale pour Genève; c'était, on peut l'affirmer, une question de vie ou de mort pour la ville impériale.

Introduits dans Genève, comme des enfants de la famille, les nouveaux habitants étaient accueillis avec une largeur dont nous n'avons plus aujourd'hui aucune idée; après un séjour d'une courte durée, ils étaient assimilés aux citoyens et mis sur le même pied qu'eux. En fort peu de temps, il n'existait plus aucune différence entre ceux qui étaient nés à Genève et ceux qui, nés hors de ses murs, venaient partager sa destinée et défendre son indépendance. Comme l'a fort bien remarqué Rousseau lui-même, « il n'y avait aucune inégalité de droit dans la bourgeoisie. Car alors la différence des citoyens aux bourgeois n'existait pas, et tous pouvaient également parvenir aux charges..... le mot de *natif* n'était pas plus connu que celui de citoyen (1). »

Ailleurs, il s'exprime ainsi, en parlant de Genève : « Son administration municipale était aussi *démocratique qu'il était possible. Le peuple ne reconnaissait ni classes ni privilèges, ni aucune inégalité parmi ses membres.* Il agissait ou par lui-même en Conseil général, ou par ses procureurs appelés *syndics*, qu'il élisait annuellement, et qui lui rendaient compte de leur administration; *nul ordre intermédiaire ne s'interposait entre eux et lui, et c'est là le vrai caractère de la démocratie* (2). »

On alla même plus loin; des citoyens de Genève, libres dans la ville impériale, obtinrent les plus hautes dignités

(1) *Revue suisse*, 1861, p. 463,

(2) *Revue suisse*, 1861, p. 462... « *La grande famille dont tous les membres sont naturellement égaux.* » — « *L'égalité naturelle entre les hommes.* » Rousseau. *De l'économie politique. Œuvres de Rousseau*. III, p. 276, 288. (Edition Hachette.)

dans la bourgeoisie, devinrent les présidents et les administrateurs de la commune, tout en restant, bien des années encore, taillables ou corvéables dans la localité dont ils étaient originaires; on vit aussi, les villes italiennes nous offrent des exemples analogues, un étranger élu syndic de Genève. Où trouver de nos jours des exemples semblables ? C'est une largeur inconnue de notre temps.

Il est inutile d'ajouter que je ne parle point du moyen âge en général, que je signale seulement, dans ces villes libres qui existaient alors çà et là, comme des îles dans la mer, un état social très-avancé, comportant l'examen et la discussion de problèmes ardu, de questions graves qu'on croirait, au premier abord, essentiellement modernes.

Une population ainsi composée était des plus homogènes, c'était une unité compacte, elle ne comptait pas dans son sein des classes différentes, tous les habitants de Genève siégeaient les uns à côté des autres, parfaitement égaux dans le Conseil général de la cité. Ce que nous appelons la vie publique se développait ainsi naturellement; un esprit éveillé et intelligent prenait part aux assemblées fréquentes de la bourgeoisie et les franchises locales ne manquaient pas de fermes défenseurs. Comme conséquence de cette vie publique, il y avait là, on le comprend, des traditions et des souvenirs qui servaient de premier et vigoureux contre-poids à la mobilité d'une organisation essentiellement démocratique.

Sous ce dernier rapport, on ne remarquait point, d'ordinaire, un entraînement exagéré; plus d'une fois, l'esprit de routine et les préjugés s'opposèrent à des innovations utiles qui devaient l'emporter, tôt ou tard, dans l'intérêt de Genève. Mentionnons, par exemple, l'aveugle opposition que fit, dans le quinzième siècle, la bourgeoisie de Genève, lorsqu'un prince-évêque de la maison de Savoie, devant son époque, mit en

avant, contre vents et marée et contre les intérêts de sa propre famille, le projet d'alliance avec les villes suisses, et le fit aboutir par son énergie, malgré l'impopularité qui en fut pour lui la conséquence. C'est ce qui a fait dire avec raison à Rousseau, que Jean-Louis de Savoie *fonda la République* (1); de nos jours encore, on a vu avec surprise un honorable historien, M. Amédée Roget (2), nier l'existence de ce traité, malgré l'évidence des preuves, au moment même où il s'imprimait officiellement dans le grand recueil historique de la Suisse.

Cette démocratie municipale de Genève avait, d'ailleurs, même aux époques de schisme, un autre contre-poids puissant dont l'influence heureuse se fait sentir dans une immense contrée qui prend de plus en plus un développement extraordinaire, dans les Etats-Unis d'Amérique; le sentiment religieux a, dans cette grande république, sur toute la société, sur tous ses actes, sur la presse même, une influence des plus salutaires. Ce contre-poids existait aussi dans la Genève du quatorzième siècle.

Rappelons, d'un autre côté, que la commune genevoise, quoique fort libre dans ses allures, ne possédait pas une autorité absolue; le prince-évêque exerçait toujours les droits suprêmes de la souveraineté qui avaient été extrêmement restreints. Son pouvoir se faisait peu sentir, il avait gardé le droit de grâce, le droit de battre monnaie et quelques autres droits fort amoindris par une suite de concessions volontaires, il percevait certains revenus qu'il avait réduits considérablement en faveur des citoyens ou qu'il avait consenti à partager

(1) *Revue suisse*, 1861, p. 515, 516.

(2) *Les Suisses et Genève*, 1864, tome I, p. 48 et 405. M. Roget a dû reconnaître lui-même son erreur.

avec eux. Sa puissance, plutôt nominale qu'effective, était avant tout une puissance morale et respectée, d'autant plus grande qu'elle se faisait peu sentir, qu'elle était, pour la ville et pour les citoyens, un bouclier protecteur, qu'elle ne s'imposait point par la force ou la violence. Les princes-évêques de Genève ne s'entourèrent jamais, pour faire fléchir la volonté et l'indépendance des citoyens, d'une garnison armée, ils n'eurent pas de prétoriens à leur service. « Les évêques, dit « Rousseau, n'eurent jamais de garnison dans la ville, ni de « troupes à eux, ni l'autorité des armes. Ils n'imposèrent « jamais de peines capitales, ni par eux-mêmes, ni par leurs « officiers immédiats (1). »

Aux considérations qui précèdent, ajoutez une circonstance dont la portée frappe immédiatement celui qui a quelque notion de l'ancienne histoire de Genève, si négligée de nos jours.

Dans le treizième et le quatorzième siècles, Genève était entourée de trois souverainetés distinctes : deux petites souverainetés, plus ou moins faibles ou affaiblies par une série de guerres : le Faucigny et le comté de Genevois, et une troisième souveraineté qui grandissait peu à peu, se préparant à jouer un rôle de plus en plus prépondérant dans nos contrées, la Savoie. Entre ces souverainetés souvent ennemies, de graves événements se produisirent, il y eut entre elles de rudes chocs ; à plusieurs reprises, ces luttes violentes faillirent faire sombrer l'indépendance genevoise ; sans la prudence, l'énergie et le patriotisme des princes-évêques et du chapitre intelligent et instruit qui les assistait toujours, la barque de Saint-Pierre de Genève aurait chaviré vingt fois durant le moyen âge.

Les comtes de Savoie, — ils ne devinrent que plus tard

(1) *Revue suisse*, 1861, p. 147.

ducs et rois, — aspiraient en effet à obtenir la souveraineté de Genève; cette ville, située au milieu de leurs Etats, et son beau quoique petit territoire convenaient fort à leur ambition. Soit dans le treizième siècle, sous Pierre de Savoie, surnommé *le petit Charlemagne*, soit dans une partie du siècle suivant, ils nouèrent, contre la ville impériale, un ensemble de menées habiles; ils tâchèrent de s'emparer de l'esprit des citoyens et d'annexer Genève à leurs Etats. Ces menées sourdes étaient plus dangereuses que la force ouverte, et plus d'un s'y laissa prendre; l'indépendance de Genève ne tint qu'à un fil, elle était à jamais perdue sans la mâle énergie des prélats. Plusieurs d'entre eux furent des hommes d'Etat d'un beau caractère et d'un vrai talent, animés d'un vif intérêt pour Genève et d'un grand patriotisme.

Lorsqu'en 1307, une guerre civile, opiniâtre et sanglante, éclata dans la ville impériale, que le parti de Savoie fut vainqueur, que les chefs du parti opposé furent pendus sur cette colline de Champel que le bûcher de Servet devait rendre plus tard tristement célèbre, c'en était fait de l'indépendance de Genève sans l'extrême fermeté du prince-évêque, Aymon du Quart. Ce fut lui qui, dans un long exil, tint ferme le drapeau genevois que, de gré ou de force, abandonnaient les citoyens; c'est ce qui a fait dire justement à Rousseau (1) que « les Genevois avaient pour défenseurs leurs propres princes et pour usurpateur un prince étranger. »

Les citoyens ne tardèrent pas à le comprendre, ils sentirent que le pouvoir épiscopal, dans son propre intérêt, loin d'être hostile à leurs franchises, était plutôt disposé à les étendre et à les développer; ils en eurent bientôt une preuve irrécu-

(1) *Revue suisse*, 1861, p. 512.

sable. Ils avaient, en effet, des intérêts communs et suprême à défendre, dans un sentiment d'union et de concorde.

Telle était, dans ses grands traits et à vol d'oiseau, l'organisation de la ville impériale, lorsqu'en 1387, le prince-évêque, Adémar Fabri, prit l'initiative d'une mesure éminemment populaire, celle de réunir, en un seul recueil, les coutumes immémoriales de Genève (1), et d'ajouter, à la satisfaction de tous, aux vieilles franchises dont jouissaient déjà les citoyens, quelques dispositions nouvelles d'une haute portée, celles que Rousseau devait reproduire, dans un tout autre esprit, un peu moins de quatre siècles plus tard.

Il fut procédé à l'élaboration de ce grave travail, avec une intelligence et une maturité extraordinaires ; les formalités suivies dans ce but donnaient des garanties très sérieuses que j'ai rappelées ailleurs (2), et qu'il ne rentre point dans mon plan de reproduire en détail ici. On peut affirmer que, lorsqu'Etienne Dumont, l'ami de Mirabeau, rédigea le règlement remarquable qui régit le Grand Conseil de Genève, il s'inspira de la vieille charte genevoise qu'il avait étudiée de près et qui lui a servi comme de modèle (3).

Malheureusement, nous ne savons rien de direct sur les discussions qui eurent lieu à ce sujet, soit dans le chapitre de Saint-Pierre, soit parmi les citoyens genevois ; les sources de cette ancienne histoire n'abondent point, il a été perdu beaucoup de documents. Il en a été détruit davantage encore, surtout dans le seizième siècle, ainsi que divers auteurs protestants

(1) Les principales au moins, car le recueil de 1387 fait allusion lui-même à certaines coutumes qui n'ont pas été codifiées.

(2) *Bulletin de l'Institut genevois*. Tome XI, p. 246 et suivantes.

(3) *Albert de Montet, Dictionnaire biographique des Vaudois et du Genevois*, 1877, Tome I, p. 254.

(le D^r Chaponnière, le jurisconsulte Mallet), le reconnaissent avec une grande franchise, on a fait disparaître, entre autres, plusieurs anciennes chroniques genevoises qui eussent été des plus précieuses.

Ce que nous savons bien, c'est que les franchises, une fois promulguées par Adémar Fabri, furent immédiatement populaires et qu'elles ne cessèrent jamais de l'être jusques dans les temps modernes, elles le sont encore aujourd'hui. Après la lecture d'un document de ce genre, dit un des hommes d'Etat qui ont eu la plus grande influence sur Genève après Calvin, ne doit-on pas s'écrier comme Madame de Staël : « C'est la « liberté qui est ancienne et le despotisme qui est nouveau (1). » Rousseau déclare nettement lui-même que « cette pièce « authentique est considérée par la bourgeoisie de Genève « comme le fondement de sa liberté (2) » et, ailleurs, « que « ce monument n'est pas moins respectable aux Genevois « que ne l'est aux Anglais la grande charte encore plus « ancienne (3). »

Emettre l'opinion, comme l'a fait un peu à la légère un auteur allemand, qu'il dépendait du pouvoir épiscopal de supprimer à son gré les franchises, c'est commettre la plus grave erreur. Avant d'entrer en fonctions, le prince-évêque devait prêter serment de respecter les franchises et il ne lui aurait pas été possible, sans forfaire à l'honneur et à sa conscience, d'essayer de les enfreindre. Il y avait entre lui et les citoyens de Genève, une véritable convention, — convention tacite, tout au moins, — qui le liait de la manière la plus

(1) *James Fazy. Essai d'un précis de l'histoire de la République de Genève*, 1838, p. 45.

(2) *Revue suisse*, 1861, p. 463.

(3) *Huitième lettre écrite de la montagne*.

expresse. Au surplus, les citoyens furent toujours de vigilants gardiens de leurs libertés ; ils n'auraient pas permis qu'on y portât la moindre atteinte. Comment le prince-évêque, qui n'avait pas de force armée, aurait-il pu faire un coup d'Etat ?

Eu égard à cette époque lointaine (1), l'organisation de Genève était donc des plus libérales ; les *franchises civiles* (à prendre ce mot dans le sens le plus large), dont jouissaient les citoyens genevois, étaient des plus étendues ; elles n'étaient pas les seules ou à peu près les seules, comme semble le croire l'auteur allemand, leurs *franchises politiques* étaient loin aussi d'être insignifiantes. Ils avaient le droit de se réunir en assemblées générales, de prendre des décisions comme corps moral, de nommer des représentants qui émettaient et promulguaient des règlements obligatoires dans la cité, ils participaient directement à l'administration de la justice civile et criminelle, ils pouvaient établir des impôts dans l'intérêt de la communauté, leur consentement était requis lorsqu'il s'agissait de battre monnaie, ils avaient, en un seul mot, un certain nombre de droits véritablement importants ; ils participaient ainsi dans une large mesure, à la souveraineté même. C'est de l'ensemble de ces droits que parlait Rousseau, à propos du quatorzième siècle, lorsqu'il se servait, comme il l'a fait à plusieurs reprises, de l'expression *la liberté*. C'est la même expression que j'ai employée moi-même, après lui, pour désigner l'ensemble des franchises dont jouissaient les citoyens genevois.

Quoiqu'il en soit, l'organisation politique de Genève dans le quatorzième siècle, n'était point, comme on le voit, taillée avec art, logiquement, symétriquement, ainsi que pourrait

(1) « Transporter dans des siècles reculés, a dit Montesquieu, toutes les idées du siècle où l'on vit, c'est des sources de l'erreur celle qui est la plus féconde. » *Esprit des lois*, XXX, 14.

l'être une construction moderne, absolument nouvelle et pour l'édification de laquelle l'architecte aurait eu pleine liberté. Il y avait plutôt, dans la ville impériale, une espèce de pondération établie par le temps lui-même, par les événements, par de longues luttes entre des pouvoirs divers, en un mot, par une suite de circonstances ; sous ce rapport, cette pondération rappelait de loin l'Angleterre, si l'attachement des citoyens à la charte d'Adémar Fabri rappelait celui des Anglais à leur grande charte, c'est-à-dire à leurs vieilles franchises nationales.

*En remontant ainsi à la source même du gouvernement, en éclairant, suivant le conseil de Rousseau, ce qui existait par ce qui s'était passé depuis longtemps (1), nous pourrions mieux comprendre quelle a été, au moment de la promulgation des franchises de 1387, la signification et la portée de ces principes nouveaux qu'Adémar Fabri introduisit dans Genève, qu'il emprunta à une localité obscure et que l'auteur du *Contrat social* devait lui emprunter à son tour. Ces dispositions par lesquelles le prince-évêque déchirait, en faveur des citoyens, le parchemin féodal, donnaient au prélat et à ses successeurs tout le prestige de la popularité ; elles proclamaient solennellement que les princes-évêques étaient disposés non-seulement à respecter les libertés genevoises, mais aussi à les développer ; elles avaient encore une autre signification qui n'a pas été suffisamment remarquée et qui a un caractère saillant. Elles opposaient une digue infranchissable, *perpétuelle*, aux prétentions séculaires de la maison de Savoie sur la souveraineté de Genève, elles déclaraient d'avance nuls et sans valeur tous projets contraires à la pleine indépendance de la*

(1) *Revue suisse*, 1861, p. 39.

ville impériale, même s'ils étaient momentanément couronnés de succès.

Ces différentes causes expliquent, de la manière la plus satisfaisante, l'immense faveur avec laquelle elles furent reçues, la constante popularité dont elles jouirent, notamment dans le dix-huitième siècle, malgré les efforts du Petit Conseil pour les faire oublier, malgré le dédain que les partisans de ce corps et le procureur général Tronchin, tout le premier, n'épargnèrent pas à ces *titres surannés*, à cette vieille charte nationale. Dès l'année 1763, nous voyons les représentants *invoquer les franchises d'Adémar Fabri* et *s'appuyer sur une LOI FONDAMENTALE DE L'ÉTAT écrite dès 1387 et 1420* (1). Elles avaient déjà été invoquées auparavant à plusieurs reprises (2).

Les citoyens de Genève promettaient, entre autres, dans leur serment, « d'observer et garder les *libertés, franchises, us et coutumes*, édits, statuts et ordonnances de la cité. Rousseau et les représentants admettaient que les franchises du quatorzième siècle étaient toujours en vigueur.

Ces franchises sauvegardaient, dans une large mesure, la liberté ; lorsqu'un auteur allemand soutient que la bourgeoisie n'a pris naissance à Genève qu'avec le seizième siècle, et, qu'avant 1535, il n'y avait, dans la ville impériale, que des sujets, il prouve immédiatement qu'il ne connaît pas l'histoire de la ville dont il parle et qu'il n'est pas au courant de sa vie publique dans les siècles passés (3). D'après Rousseau lui-même, dont il ne récusera pas l'autorité, les Genevois jouis-

(1) Voir notamment les *Représentations et écrits des années 1763 et 1765, et du mois de janvier 1766, et réponses du Conseil*. Chez les frères de Tournes, 1766, p. 34 et 39.

(2) Ecrit de 1734, intitulé : *Tombeau de l'Édit de 1570*.

(3) *Bulletin de l'Institut genevois*. Tome XI, p. 234.

saient, sous la souveraineté de leurs princes-évêques, des droits dont Neuchâtel jouissait sous ses princes (1). Or, d'après Rousseau encore, les Neuchâtelois avaient « conservé sous « leurs souverains à peu près la même liberté qu'avaient les « autres Suisses (2). » L'auteur allemand soutiendra-t-il peut-être que les autres Suisses étaient simplement des sujets ? Le Syndic, Jean-Robert Chouet, qu'il cite encore, déclare, dans son mémoire adressé à milord Townsend, sur l'histoire de Genève, que les privilèges qu'avait autrefois le peuple de cette ville, lui *faisaient comme partager la souveraineté avec les évêques* (3). D'après Rousseau lui-même, les franchises « rendaient la ville libre et *presque républicaine* sous l'autorité d'un souverain », et ailleurs : « Le Genevois... était *beaucoup plus libre que s'il eût été tout à fait républicain* (4).

Nous sommes bien loin des affirmations de l'auteur allemand ; les autorités qu'il cite lui donnent tort. Pour juger Genève, il faut se placer en effet, non au point de vue prussien, mais au point de vue genevois.

Ainsi, les franchises établissaient, entre les citoyens et le pouvoir, l'union et la concorde, elles resserraient les liens qui existaient entre eux et rendaient Genève plus homogène,

(1) *Huitième lettre écrite de la montagne.*

(2) *Lettre du vingt mai 1762, adressée au maréchal de Luxembourg, XI, 15.*

(3) A l'époque de Rousseau, si nous en croyons les représentants, le Petit Conseil « joint au Conseil des deux cents, s'était emparé successivement de tous les droits de souveraineté, aux exceptions près. » Ces exceptions étaient bien peu de chose.

(4) On ne sait quand le vrai droit de bourgeoisie a « commencé, on sait seulement qu'il est fort ancien. » Ainsi s'exprime Rousseau. *Revue suisse*, 1861, p. 462.

plus forte contre tout empiétement d'un pouvoir étranger. On ne tarda pas à en avoir la preuve. Aussi dois-je m'arrêter quelques instants à ce Conseil général de 1420 que Rousseau admirait tant, qui éveillait le mépris superbe de son habile adversaire, le procureur général Tronchin, et que peu de personnes connaissent à l'étranger ; je reste ainsi complètement dans le cercle tracé par eux ; car, dans leur polémique, il est plus d'une fois question de ce célèbre Conseil général.

Trente-trois ans après la promulgation des franchises, on put constater, par une épreuve solennelle, quelles étaient les sympathies des citoyens, au point de vue de l'existence de Genève, comme souveraineté libre, comme petit pays indépendant. Une question capitale était en jeu, elle se posait en plein jour, grâce au patriotisme de Jean de Pierre Cize, le successeur d'Adémar Fabri sur le siège de Genève.

Il s'agissait de nouveau des desseins ambitieux de la maison de Savoie qui avait alors à sa tête un homme d'un rare talent, Amédée VIII, le même qui fut le premier duc de Savoie et qui, après avoir été antipape sous le nom de Félix V, est bien connu par sa retraite à Ripaille, sur les bords du lac de Genève. Peu d'années auparavant, il était parvenu à se rendre maître, par voie d'achat, de ce comté de Genevois qui avait, durant des siècles, résisté aux prétentions de ses ancêtres. Le territoire de Savoie s'étendait ainsi jusqu'aux portes de Genève ; le flot montait toujours et menaçait d'engloutir la ville impériale qui conservait son indépendance à côté de ce beau territoire désormais partie intégrante de la Savoie.

Amédée VIII désirait davantage encore, ses regards étaient tournés sur Genève ; comme il s'agissait d'une souveraineté ecclésiastique, il entama, suivant l'usage du temps, une procédure devant le saint-siège, pour mettre à exécution ses desseins. Il avait exposé officiellement que la conquête de Genève

était, pour l'administration d'une bonne justice, une nécessité, que sa famille avait sur cette ville des droits étendus, que la majeure partie des habitants n'y était pas née, que la souveraineté genevoise ne comprenait qu'une ville et des châteaux ou mandements plus ou moins éloignés, que des crimes de toute nature se commettaient journellement à Genève, que le prince-évêque était incapable de satisfaire à tout ce qu'exigeait une justice bien rendue, bref, que, dans l'intérêt de la ville elle-même, il était indispensable de la faire passer sous la domination de la maison de Savoie. Il offrait, en outre, une très-large compensation au prince-évêque ; trois hauts personnages avaient été nommés aux fins de constater officiellement les faits allégués.

Fidèle à son serment, le prince-évêque ne se laissa pas séduire par des offres intéressées ; il opposa aux prétentions d'Amédée VIII la plus énergique résistance. Le chapitre de Saint-Pierre se prononça à l'unanimité en faveur de l'indépendance de Genève, et ce qui prouve bien que les citoyens n'étaient pas étrangers à tout ce qui avait trait à la souveraineté du pays, le Conseil général fut immédiatement convoqué, soit au son de la cloche, soit, en outre, chaque citoyen, personnellement ou à son domicile. Le prince-évêque dévoila les plans d'Amédée VIII et mit à nu les projets qui s'agitaient dans l'ombre.

Le Conseil général fut excessivement nombreux ; ecclésiastiques et laïques, nobles et roturiers (*nobiles et ignobiles*), marchands, manouvriers, propriétaires, toutes les classes, en un mot, *tous égaux en droit*, se prononcèrent, également à l'unanimité, après une délibération longue et solennelle (*spatiouse et morose habita deliberatione*), contre les prétentions d'Amédée VIII. Qui aurait dit que, cent treize ans auparavant, dans la même ville, la majorité des citoyens avait acclamé la

maison de Savoie, qu'Aimon du Quart avait dû s'exiler plusieurs années pour tenir haut et ferme le drapeau genevois et sauver l'indépendance de la ville impériale? Tant les principes nouveaux, introduits par Adémar Fabri dans les franchises, avaient relevé le patriotisme des citoyens!

Hudriod Hermite, l'un des membres du Conseil général, se fit, dans cette journée mémorable, l'organe de ses concitoyens; le procès-verbal fort développé, qui existe dans les archives de Genève (1), nous apprend qu'en parlant devant le peuple, il le fit avec l'élégance d'un homme éclairé et la fermeté d'un patriote (*elegantier et constantier*); l'instruction publique était en effet fort répandue dans l'ancienne Genève et Bonivard lui-même le reconnaît en termes exprès.

Le résumé pâle et incolore qui précède donne à peine une idée de cette grande journée, la plus remarquable peut-être de l'histoire de Genève, de cette journée qui ne disait rien au cœur du procureur général Tronchin et que Rousseau citait toujours avec admiration.

Il est temps de conclure.

Que comportaient les idées novatrices et libérales d'Adémar Fabri en 1387 et dans les temps qui suivirent? Elles comportaient une liberté véritable, l'union la plus intime entre le pouvoir et les citoyens, un esprit de concorde et d'égalité entre toutes les classes de la population, un développement pacifique et homogène de Genève, cette pondération salutaire enfin qu'apporte avec elle la croyance et qu'ignorent presque toujours les siècles de scepticisme.

Le fleuve suivait son cours, calme, régulier, majestueux, sans inonder les campagnes, sans déchirer ses rives; un peu-

(2) Le procès-verbal de la délibération du Chapitre ne nous est pas parvenu, ou, tout au moins, n'a pas été retrouvé jusqu'à ce jour.

ple entier, un petit peuple, se sentait libre et heureux, il proclamait hautement son indépendance ; aucune voix discordante ne se faisait entendre.

C'est en faisant allusion à cet état de choses qu'un écrivain genevois parle des « peuples qui, *par d'anciens privilèges, vivent à l'ombre des lois les plus sages et ne reconnaissent que ces mêmes lois pour leur premier souverain* (1). »

Voyons maintenant, d'une manière sommaire aussi, ce que les idées d'Adémar Fabri devinrent, à l'époque du *Contrat social*, et ce qu'elles comportèrent alors.

II

Rousseau pose lui-même une question des plus intéressantes relativement à la Genève calviniste ; je la reproduis textuellement.

« La liberté politique a-t-elle augmenté la liberté civile, « l'indépendance de l'Etat s'est-elle étendue à tous ses membres, et l'établissement de la réformation a-t-il été favorable « ou contraire aux franchises des citoyens? Voilà une question, « dit-il, qui ne peut se résoudre qu'en examinant le gouvernement qui fut établi, et en le comparant avec celui qui « l'avait précédé (2). »

Le contraste entre l'organisation du gouvernement genevois, au moment où Rousseau revint dans son pays, en 1754, ou à l'époque de la publication du *Contrat social*, et son organisation dans le quatorzième siècle, est sans doute un des moyens les plus utiles de comprendre la portée de ses idées politiques.

(1) *Les bigarrures d'un citoyen de Genève*, 1776. Tome I, p. 2 et 4 (Lettre signée J. J. R.)

(2) *Revue suisse*, 1861, p. 518.

C'est ce contraste que je me propose de faire ressortir et c'est dans ces limites seulement que je veux essayer de répondre à la question qui vient d'être posée, question vaste en elle-même, à laquelle il serait nécessaire de consacrer, pour l'examiner à fond, de longs développements. Mon plan est plus modeste et mon ambition moins grande.

Un des écrivains du seizième siècle, Bonivard, avoue lui-même avec franchise que, dès les premiers temps qui suivirent l'établissement de la réformation à Genève, on commença à saper par leur base les principes d'égalité entre toutes les classes de la nation, qui étaient un des caractères saillants de la Genève épiscopale. On créa immédiatement, au point de vue des droits, entre les *citoyens*, les *bourgeois* et les *habitants*, des différences qui n'existaient point auparavant ; « car paravant, dit Bonivard, ni en nom, ni en fait, n'hauoit différence (1) ». En d'autres termes, dès les premières années du régime nouveau qui déclarait rétablir le christianisme dans sa pureté, on organisa, entre les Genevois, contrairement à l'esprit du christianisme, une inégalité officielle, absolument inconnue à l'époque précédente. C'est sur la base de l'inégalité (2), que reposa désormais l'organisation politique genevoise.

De la même époque date l'amoindrissement du Conseil général, de ce Conseil souverain que vantait Rousseau avec enthousiasme et sans l'existence duquel tout son système s'ébranle et croule. C'est ce que reconnaissent sans détour les *Lettres populaires* publiées à la suite des *Lettres écrites de la*

(1) *De l'ancienne et nouvelle police de Genève*. Edition Revilliod. p. 25 et suivantes.

(2) La véritable Constitution genevoise « reposait sur une parfaite égalité entre tous les citoyens. » *Réponse aux lettres écrites de la campagne*, 1764, p. 231.

campagne et qu'on croit généralement rédigées aussi par Tronchin, avec l'aide de Paul-Henri Mallet, l'auteur de l'histoire du Danemark. Elles rappellent que « deux livres trop « fameux, *Emile* et le *Contrat social*, ont donné le signal des « divisions qui travaillent Genève », elles se prononcent vivement en faveur de la *Constitution aristocratique* introduite dans la république, dès le seizième siècle, et font remarquer que le *Conseil général*, après la retraite de l'évêque, *ne tarda pas à se lier dans l'exercice de son pouvoir législatif*.

« C'est à l'époque des édits de 1541 et de 1543 qu'on peut « rapporter la découverte des principes qui font le nœud de « notre constitution; ce fut alors que le *Conseil général*, enchaînant sagement lui-même sa puissance législative, en fit « dépendre l'usage du consentement du Petit Conseil et du « Deux-Cent (1). »

Ainsi, dès l'avènement du régime calviniste, le Conseil général fut privé de ses attributions essentielles, il cessa d'être Conseil souverain, dès la même époque une partie du peuple de Genève cessa d'être admise dans ce Conseil général amoindri et bientôt la grande majorité de la nation en fut totalement exclue. « C'est à la réaction opérée par Calvin, a « dit un écrivain suisse, que Genève dut la perte de ses franchises et elle ne put les recouvrer complètement que lorsque « le régime qui en fut la conséquence disparut. (2) »

Ce fut la liberté qu'apporta le régime calviniste et qui fait l'admiration de l'auteur allemand; à l'en croire, lorsque,

(1) *Lettres populaires*. Lettre XXXIX. — Le principe opposé, disait Tronchin, dans la polémique de 1757, à propos des taxes sur les bancs des temples, était un « principe destructif qui ferait plus de maux que le « despotisme même. »

(2) *Revue suisse*, 1877, page 159.

sous le régime précédent, tous les habitants de Genève étaient égaux, tous citoyens et membres du Conseil général, ils étaient esclaves ; lorsque le Conseil cessa d'être souverain, que l'égalité disparut et que la plupart des Genevois furent absolument privés de tous droits politiques, ils devinrent libres. Il n'est pas donné à tout le monde d'être logique.

Cette tendance à établir, dans un petit pays, des classes différentes, ayant des droits et des intérêts distincts, des classes superposées, des *murs de séparation* (1) de plus en plus nombreux, alla toujours en croissant sous l'influence autocratique de Calvin ; les milliers d'étrangers qu'il introduisit dans Genève, pour se faire une majorité, furent placés la plupart dans une position inférieure que la Genève d'autrefois n'avait pas connue ; il n'y eut d'exception que pour quelques individus que leur rang ou leur fortune fit admettre parmi les privilégiés. « Cette forme de république, dit, à son tour, le « syndic David Sartoris, eut principalement son origine au « commencement du seizième siècle (2). »

Un des partisans de cette organisation anormale, le pasteur Vernet, reconnaît que « *ce qui* dans le style des édits, est « appelé le *peuple*, n'est pas à Genève, comme en d'autres « pays, tous les membres de la communauté, tous les habitants du pays, » *ce n'est que les citoyens et les bourgeois.* « *Eux seuls entrent dans le Conseil général ; eux seuls sont* « *éligibles pour d'autres conseils, tandis que d'autres classes* « *plus nombreuses.... n'y entrent point.... et ne participent* « *pas au gouvernement* (3). »

(1) Expression employée dans la représentation du 25 janvier 1766. *Représentations et écrits des années 1763 et 1765, etc.*, page 156.

(2) Lettre du quinze mai 1734.

(3) *Etrennes religieuses*, 1882, page 242.

Aussi, n'y a-t-il rien d'étonnant que « *ces sujets d'une minorité privilégiée* n'aient cessé de réclamer contre ces abus, » à tous les points de vue, démocratiques et humanitaires. « Ce fut là, dit le Dr Galiffe (1), une des causes principales des troubles du dix-huitième siècle. » Ce fut là, on peut l'affirmer, la cause première des nombreuses agitations et des troubles prolongés de l'ancienne république ; la question des fortifications, celle des impôts et d'autres ne furent que des causes accessoires, plus ou moins temporaires.

Il me serait facile de multiplier les citations ; ces preuves sont plus que suffisantes.

« Voulons-nous que les peuples soient vertueux, s'écriait Rousseau, commençons par leur faire aimer la patrie. Mais comment l'aimeront-ils *si la patrie n'est rien de plus pour eux que pour des étrangers*, et qu'elle ne leur accorde que ce qu'elle ne peut refuser à personne ? (2). »

Le système nouveau, dont l'importance fut extrême, durant plus de trois siècles, détruisit absolument l'homogénéité qui régnait autrefois dans Genève, il fut absolument contraire au vieil esprit d'égalité et aux anciennes mœurs du pays. Avec le temps, le mal, comme une plaie qui s'étend, se développa de plus en plus, les diverses classes de la nation devinrent de plus en plus étrangères les unes aux autres. Sans parler des questions politiques, les rapports civils, les intérêts de chaque jour, tout, en un mot, subit l'empreinte de ce système contre-nature ; vers le milieu du dix-huitième siècle, le mal avait atteint sa limite extrême, la vieille Genève n'avait rien connu de pareil.

A plusieurs reprises, des plaintes avaient été formulées

(1) *D'un siècle à l'autre*, 1877. Tome I, page 356.

(2) *De l'économie politique*, III, 288.

contre cette organisation qui avait changé tout le système politique de Genève. En 1734, le Petit Conseil se plaignait de l'affectation avec laquelle on ramenait si souvent les conseils généraux qui se tenaient si fréquemment du temps des évêques, c'est-à-dire des regrets que faisait naître une liberté perdue (1).

On pourrait remonter à cet égard beaucoup plus haut et rappeler, en particulier, que, dès les années qui suivirent la réformation, le gouvernement bernois avait fait des remarques au sujet de l'amoindrissement du Conseil général, à Genève (2).

Cet état de choses frappa singulièrement l'esprit de Rousseau, lorsqu'il revint, en 1754, dans son pays natal, et qu'il y séjourna durant quatre mois ; vu de près, cet état de choses modifia profondément ses idées et il se trouva en même temps dans la position la plus bizarre, démocrate par principe, aristocrate par naissance, et tenant toujours beaucoup à son titre de *citoyen de Genève*, titre en vertu duquel il faisait partie de la classe privilégiée par excellence dans son pays.

Il avait choisi, pour revoir sa patrie, un moment solennel ; la république de Genève venait d'être enfin reconnue, comme Etat souverain, par la cour de Sardaigne, la paix était proclamée entre les deux pays et il n'avait rien à craindre d'une des légèretés les moins pardonnables de sa jeunesse, celle d'avoir livré à un employé des Etats sardes, le mémoire de Micheli du Crest sur les fortifications de Genève, « pour lui prouver qu'il appartenait à des notables qui savaient les se-

(1) *Rapport au Petit Conseil* (1734).

(2) Voir, entre autres, *Recex fédéraux* (Mars 1541), Tome IV, première division, p. 15, 16.

« *crets de l'Etat*, » ainsi qu'il le déclare dans ses *Confessions* (1).

Si le traité de 1754 avait été accueilli avec une grande joie à Genève, il n'avait rien changé à la fermentation sourde qui régnait dans la petite république. Même dans les deux classes les plus élevées, les *Citoyens* et les *Bourgeois*, qui jouissaient seules des droits politiques, le pouvoir n'avait plus des racines profondes ; il ne ressemblait guère au gouvernement paternel du quatorzième siècle.

Remarquez, d'ailleurs, qu'à l'époque qui nous occupe la grande majorité de la nation, représentée par les classes inférieures, entièrement privée des droits politiques et d'une notable partie des droits civils, est comme étrangère dans son propre pays. Le nombre de ceux qui étaient privés de tous droits avait augmenté relativement à celui des privilégiés, *Citoyens* ou *Bourgeois* (2).

Nous sommes loin de cette aristocratie que Montesquieu nous donne, comme la meilleure, celle « où la partie du peuple « qui n'a point de part à la puissance est si petite et si pauvre « que la partie dominante n'a aucun intérêt à l'opprimer (3). » Et pourtant, dans ces parias de la cité, répartis en plusieurs classes qui n'ont pas l'expérience de la vie publique, il y a des hommes instruits bien au courant des anciennes institutions de Genève et de ses franchises, des hommes qui savent en parler et les décrire, le souvenir des droits perdus et usurpés se réveille, il s'est réveillé déjà plus d'une fois depuis le seizième siècle.

(1) Partie I, livre V, p. 154, 155.

(2) *Septième lettre écrite de la montagne. — Recueil des pièces concernant la garantie.* Londres, 173. Tome II, p. 936.

(3) *Esprit des lois*, Livre II, ch. 3.

On commence à discuter de toutes parts la légitimité d'un pouvoir qui ne se confie point au patriotisme et à l'amour des citoyens, qui s'entoure d'une garde prétorienne, d'une garnison armée, moins pour défendre la ville contre l'étranger que pour défendre contre les Genevois eux-mêmes sa propre impopularité. D'un autre côté, si l'esprit politique était bien changé, les mœurs l'étaient peut-être davantage encore : « La comédie devient un troisième sacrement de Genève, écrit en ricanant Voltaire, on est fou du spectacle dans le pays de Calvin (1). »

Ces diverses classes se jalourent en même temps les unes les autres, elles ont chacune leurs intérêts, leurs droits particuliers, dans la vie ordinaire, dans les choses de chaque jour, dans les métiers, en matière d'industrie, etc. Le droit de commerce, par exemple, n'appartenait pas aux natifs et ils étaient soumis à des impôts plus élevés que les citoyens et les bourgeois (2) ; les natifs eux-mêmes n'étaient pas au dernier rang. Les idées qu'embrace dans son ampleur la fraternité chrétienne, qu'étaient-elles devenues ? C'est à la fois dans la même ville sept ou huit petites nations, sept ou huit petites castes ayant leurs aspirations, leurs vœux, leurs sympathies distinctes.

Aussi, pour placer mal Rousseau, *citoyen de Genève*, le procureur général Tronchin argumentait-il de cette inégalité contre lui ; Rousseau veut-il mettre les classes inférieures sur le même pied que les citoyens et les bourgeois ? Veut-il changer de fond en comble la constitution de la république, renoncer à ses privilèges de *citoyen* dont il est fier ?

(1) Septembre 1754.

(2) *Tableau historique et politique des deux dernières révolutions de Genève*, 1789, Tome I, p. 14.

« Y a-t-il de la prudence, s'écriait Tronchin, à citer cet acte de 1420, où les *citoyens et les bourgeois* sont *confondus avec les natifs et les habitants* ? Les citoyens et les bourgeois trouveraient-ils bon que les natifs et habitants s'autorisassent de cet acte pour *prétendre aux mêmes prérogatives, et aller de pair avec eux* ? »

Et, dans un autre passage : « On la fonderait (*la loi fondamentale*) sur des actes de 1387 et 1420 ! On l'aurait ramassée dans ces tems ténébreux où on n'apercevait pas encore un corps de bourgeoisie puisqu'elle y marche *collatéralement avec le reste des habitants* (1). »

Ces questions étaient délicates et il était difficile à Rousseau d'y répondre d'une manière satisfaisante ; malgré le caractère absolu de ses théories politiques, il éludait de s'expliquer catégoriquement sur ce point et il n'attaquait pas les privilèges des deux classes supérieures qui se représentaient, récemment encore, *comme les instruments que Dieu, par sa grâce, avait mis dans Genève pour sa conservation.*

« Chez un peuple aristocratique, ainsi que l'a fort bien remarqué Tocqueville, chaque caste a ses opinions, ses sentiments, ses droits, ses mœurs, son existence à part. Ainsi les hommes qui la composent ne ressemblent point à tous les autres ; ils n'ont point la même manière de penser ni de sentir, et c'est à peine s'ils croient faire partie de la même humanité. »

(1) *Lettres écrites de la campagne.* Il y a plusieurs éditions de ces lettres, les deux premières sont extrêmement rares, la troisième est rare également. Ces diverses éditions ne sont pas absolument semblables. La première ne contient qu'une partie des lettres ; elle a été faite sur un *manuscrit dérobé à l'auteur.*

« Ils ne sauraient donc bien comprendre ce que les autres éprouvent, ni juger ceux-ci par eux-mêmes (1). »

Cette remarque des plus justes d'un penseur distingué s'applique très bien à la Genève du milieu du siècle dernier et à Rousseau avant tout. Il y avait en lui, à le prendre uniquement au point de vue politique, deux hommes, et deux hommes différents l'un de l'autre : le théoricien habile, l'homme de talent, le législateur démocratique, posant des principes généraux, absolus, et le *citoyen de Genève*, le Genevois, né dans une classe privilégiée, ne comprenant pas bien, malgré ses théories, les classes inférieures de sa nation, celles qui étaient déshéritées de tous droits politiques. C'est, en effet, au nom et dans l'intérêt exclusif des *citoyens* et des *bourgeois* qu'il attaque le pouvoir, il ne prend point le parti des classes déshéritées, quoique les plus nombreuses, et, dans les passages les plus vifs, les plus éloquentes, les plus passionnés des *Lettres écrites de la montagne*, on ne trouve point, en faveur des *natifs*, des *habitans*, des *sujets*, de tous ceux qui doivent être aussi *membres de la cité ou participans à l'autorité souveraine* (2), l'application de ses principes. Il élude de répondre au procureur-général Tronchin, et son silence, qui ne concorde pas avec son épigraphe : *vitam impendere vero*, est des plus significatifs. Il n'était point alors, à Genève, « le proclamateur de la souveraineté du peuple et du suffrage universel. »

Singulière organisation de la société ! Rousseau s'adressant aux *citoyens* et aux *bourgeois*, dans les *Lettres écrites de la montagne*, leur parlait ainsi : « Quatre heures par an, *souverains subordonnés*, vous êtes sujets le reste de la vie et li-

(1) *De la démocratie en Amérique*. Troisième partie, chapitre un.

(2) *Emile*. Livre V.

« vrés sans réserve à la discrétion d'autrui (1). » Mais *limiter l'autorité suprême*, d'après Rousseau, c'était *la détruire* (2). Qu'était donc l'autorité suprême à Genève vers le milieu du dix-huitième siècle ? La majorité des Genevois n'était pas même souveraine quatre heures par an !

Cette organisation politique, due au parti calviniste, s'était développée avec ses défauts et ses dangers. Calvin n'était plus là avec sa haute direction à la fois habile, sanglante et impitoyable ; le régime établi par lui avait vu ses abus et ses misères s'accroître avec le temps ; cependant le gouvernement était confié à des mains d'autant plus tenaces qu'elles étaient, par la force des choses, plus novices et plus incapables, eu égard aux difficultés nouvelles et à l'état général des esprits. « Dans le cours d'un long gouvernement, on va au mal par une pente insensible et on ne remonte au bien que par un effort (3) ». Le Petit Conseil *se roidissait du tout* et n'était pas disposé à remonter, par un effort énergique, dans une direction contraire ; au surplus, dans les deux camps, la ténacité était extrême, *raideur de barre de fer*, le bûcher jouait de nouveau son rôle, il ranimait de sombres souvenirs, il attisait les haines et les antipathies ; c'était bien la veille des révolutions.

Le gouvernement ne pouvait pas, en effet, soutenir longtemps encore un si grand poids ; malheureusement pour Genève, les idées de domination et de suprématie régnaient de classe à classe, au sein même de ceux qui n'étaient pas encore émancipés. On vit, en effet, quelques années plus tard, les natifs, devenus citoyens, se montrer à leur tour *plus exclusifs*

(1) *Septième lettre.*

(2) *Contrat social*, livre III, chap. 16.

(3) *Esprit des lois.*

encore que les bourgeois de l'ancien régime (1). L'empreinte de l'inégalité calviniste existait dans tous les rangs ; n'existe-t-elle point encore, à un certain degré, de nos jours ?

Au milieu de cette société, moralement morcelée, en proie à de grands déchirements, les générations précédentes prenaient, pour ainsi dire, parti elles-mêmes. « Les souvenirs de 1707, dit M. le professeur Cellérier, dans les *Mémoires de la société d'histoire de Genève* (2), avaient laissé dans les âmes beaucoup d'amertume, et même de vagues terreurs. On ne se rappelait qu'avec une colère mal contenue ces nombreux jugements rendus pendant six mois contre quatre-vingts personnes, avec l'appui des troupes suisses introduites sous divers prétextes dans nos murs ; en particulier, ces deux ou plutôt ces trois victimes frappées, après une amnistie, comme coupables d'une conspiration qui n'avait jamais été bien prouvée. »

Ces souvenirs, qui irritaient vivement la population, n'étaient pas les seuls ; pour moi, je n'ai cité qu'avec regret ce passage de M. le professeur Cellérier. Les données qui précèdent, ces renseignements divers, sommaires et bien incomplets, étaient indispensables pour faire comprendre l'état des choses et des esprits ; j'ai hâte de m'occuper directement de Rousseau, du *Contrat social*, des franchises, de voir de plus près quelle fut la position de l'éminent écrivain au milieu de son pays, et quelle influence son séjour à Genève exerça sur ses idées politiques.

(1) Dr Galiffe. *D'un siècle à l'autre*. 1877. Tome 1, pages 257, 358.

(2) Tome XII, page 197.

III

Lorsque Rousseau, âgé de quarante-deux ans, revint dans sa patrie, en 1754, il était loin de se faire une idée nette de l'État de Genève, de la fermentation qui y régnait sous une apparence trompeuse de tranquillité. Il aspirait à reprendre officiellement son titre de *citoyen*, qui était alors essentiellement contraire aux principes d'égalité et que possédait seule une classe privilégiée, une minorité peu nombreuse qui occupait le haut de l'échelle sociale. Admirateur exagéré d'un gouvernement qu'il ne connaissait pas encore de près, il s'exprimait ainsi dans la dédicace d'un ouvrage qui traitait spécialement de *l'inégalité parmi les hommes* : « Plus je réfléchis sur votre situation civile et politique, et moins je puis imaginer que la nature des choses humaines puisse en comporter une meilleure. Puisse durer pour le bonheur de ses citoyens et pour l'exemple des peuples une république si sage et si humainement constituée. »

En d'autres termes, après mûre réflexion, l'organisation aristocratique de Genève lui paraissait un modèle à imiter, et malgré les théories qu'il développa depuis avec éclat, avec un rare talent, rien ne le choquait dans l'inégalité profonde qui existait alors entre les diverses classes de Genevois.

L'auteur allemand, dont j'ai déjà parlé, fort embarrassé de fournir une explication satisfaisante du passage que je viens de reproduire, s'en tire prestement et déclare que Rousseau parlait ainsi, non parce que l'état des choses était tel qu'il le disait, mais parce qu'il désirait qu'il fût tel. D'un autre côté, il nous affirme que, s'il est un écrivain qui doive être pris complètement au mot (*vollständig beim Wort genommen*),

c'est Rousseau ; c'est pourtant peu *le prendre au mot* que de lui faire dire exactement le contraire de ce qu'il dit.

Cela est d'autant plus vrai, qu'à plusieurs reprises Rousseau a caressé lui-même ces idées d'inégalité et s'est prononcé plus d'une fois dans un sens qui est loin de concorder avec la rigueur de ses principes politiques, par exemple, dans l'épître à Parisot que cite lui-même l'auteur allemand et dans ces vers qu'il se garde bien de reproduire :

« Je sentis le besoin de corriger mes mœurs :
J'aburai pour toujours ces maximes féroces,
Du préjugé natal fruits amers et précoces
Qui dès les jeunes ans, par leurs âcres levains,
Nourrissent la fierté des cœurs républicains ;
J'appris à respecter une noblesse illustre
Qui même à la vertu sait ajouter du lustre.
*Il ne serait pas bon dans la société
Qu'il fût entre les rangs moins d'inégalité* (1). »

Rousseau nous apprend lui-même que, lorsqu'il écrivit ces vers, il était presque au bout de son sixième lustre ; ce n'était donc pas un enfant. Il est vrai que, dans la même poésie, se plaçant, à son point de vue de privilégié genevois, il soutient qu'il n'y avait pas d'inégalité à Genève.

Le même esprit se retrouve çà et là dans ses ouvrages, dans les *Confessions*, en particulier, où il rappelle qu'il était *citoyen*, que son père était *citoyen*, que sa mère était *citoyenne*, et même dans les lettres écrites de la montagne, lorsque, à propos des classes peu fortunées de la société, il parle, avec dédain, *du peuple le plus abject fait pour se vendre* (2).

En voici d'ailleurs la preuve : Rousseau avoue lui-même

(1) *Épître à Parisot*. VI, 14, 16.

(2) *Neuvième lettre*.

qu'en 1754, désireux de reprendre sa *position privilégiée de citoyen*, il alla jusqu'à se faire de nouveau catéchumène, et il le raconte en ces termes : « *Honteux d'être exclu de mes droits de citoyen* par la profession d'un autre culte que celui de mes pères, je résolus de reprendre ouvertement ce dernier. « *Voulant être citoyen, je devais être protestant* et rentrer dans le culte établi dans mon pays. *Je m'y déterminai, je me soumis même aux instructions du pasteur de la paroisse où je logeais*, laquelle était hors de la ville (1). »

Aux termes des *Ordonnances ecclésiastiques*, ceux qui étaient *retournés aux abominations de la papauté* devaient être « *rap-
pelés en Consistoire* pour être exhortés à venir *reconnaître et
confesser leur faute au temple devant toute l'église.* » Rousseau fut dispensé de l'obligation de paraître, même en Consistoire ; il est vrai que tout se fit à huis clos et dans le plus grand secret. Quelques années plus tard, dans la septième des *lettres écrites de la montagne*, il disait lui-même : « Partout où les lois sont violées impunément, il n'y a plus de liberté. » Montesquieu (2) disait de son côté : « Quand je vais dans un pays, je n'examine pas s'il y a de bonnes lois, mais si on exécute celles qui y sont, car il y a de bonnes lois partout. » Mais ne soyons pas trop sévères et tenons compte « de cet esprit inquiet et flottant, se laissant entraîner, suivant le célèbre écrivain anglais Hume, au courant de son humeur et de ses passions (3). »

Quoiqu'il en soit, les illusions de ce Rousseau aristocratique, redevenu *citoyen de Genève*, furent de courte durée ; il ne tarda pas à être détrompé dans son admiration. Il avait éprouvé,

(1) *Confessions*. Partie II, Livre VIII.

(2) *Notes sur l'Angleterre*.

(3) *Exposé succinct de la contestation qui s'est élevée entre M. Hume et M. Rousseau*. Londres, 1766, page 122.

en effet, malgré l'accueil flatteur qui lui fut fait dans les premiers jours, plus d'un mécompte dans Genève. « Je savais, » dit-il lui-même dans les *Confessions* (1), que le *Discours sur l'inégalité* avait excité contre moi dans le Conseil une haine « d'autant plus dangereuse qu'il n'osait la manifester. » L'autorité genevoise, très susceptible de tout temps, principalement à cette époque, passionnée et soupçonneuse, comme il arrive facilement à un pouvoir qui penche vers sa ruine, avait deviné en lui, paraît-il, l'homme de la révolution. Il avait voulu, d'ailleurs, contrairement à toutes les règles, dédier à la république son *Discours sur l'inégalité*, sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation ; comme il savait que sa demande lui serait refusée, il n'avait pas tenu compte de l'*étiquette des procédés* (2). Par cela seul, il avait indisposé le Petit Conseil très susceptible dans ces matières et qui n'était pas sans défiance, à son endroit ; son attitude de flatterie à la fois et quelque peu de rébellion, avait déplu.

D'un autre côté, dans le sein de la nation elle-même, le *Discours sur l'inégalité* était loin d'avoir produit l'impression favorable qu'il désirait. « Cet effet ne me fut pas favorable, » écrit-il ailleurs, et cette dédicace que le plus pur patriotisme m'avait dicté, ne fit que m'attirer des ennemis dans le « Conseil et des jaloux dans la bourgeoisie. M. Chouet, premier « syndic, m'écrivit une lettre honnête mais froide. Je reçus des « particuliers, entre autres de Deluc et de Jalabert, quelques « compliments et ce fut tout ; je ne vis point qu'aucun Genevois « me sût un vrai gré du zèle de cœur qu'on sentait dans cet « ouvrage. Cette indifférence scandalisa tout ceux qui le remarquèrent (3). »

(1) Partie II, Livre XI.

(2) *Lettre à M. Perdriau*, du vingt novembre 1754 (X. 89).

(3) *Confessions*. Partie II. Livre VIII.

D'après un auteur genevois, « son orgueil plébéien était « mêlé d'instincts aristocratiques (1) », ou plutôt l'orgueil plébéien avait été enté en lui sur un fond aristocratique. Il avait écrit les lignes suivantes dans la *dédicace* déjà citée et *ou Genève en beau*, suivant l'expression d'un de ses admirateurs : « Ayant eu le bonheur de naître parmi vous, comment « pourrais-je méditer sur *l'égalité que la nature a mise entre* « *les hommes*, et sur *l'inégalité qu'ils ont instituée, sans penser* « *à la profonde sagesse avec laquelle l'une et l'autre, heureuse-* « *ment combinées dans cet Etat, concourent de la manière la* « *plus approchante à la loi naturelle et la plus favorable à la* « *société, au maintien de l'ordre public et au bonheur des* « *particuliers.* »

Par ce passage, comme par plusieurs autres de ses écrits, il avait déplu à la fois au pouvoir et à la population ; lorsqu'il avait parlé de *l'égalité que la nature a mise entre les hommes*, il avait vivement mécontenté le Petit Conseil, et, donnant des éloges à *l'inégalité sagement établie à Genève*, entre les classes diverses, il avait choqué la plus grande partie de la population qui s'agitait sourdement contre l'organisation établie et aspirait, sur ce point, comme la suite des événements l'a bien prouvé, à des innovations radicales.

Froidement accueilli par les magistrats, ne rencontrant point dans la population proprement dite l'accueil enthousiaste qu'il estimait lui être dû, il ne songea guère à venir plus tard s'établir dans son pays, au milieu de l'aigreur des luttes civiles, constamment placé, comme l'on dit, entre l'enclume et le marteau.

Durant les quatre mois qu'il passa à Genève, peu en rapport avec les hommes du gouvernement qui étaient loin de lui être

(1) *Bibliothèque universelle*. Mai, 1862, page 138.

sympathiques, il se trouva rejeté du côté de l'opposition et il vit de près deux ou trois personnes qui s'occupaient, avec une sympathie particulière, de l'histoire de Genève, qui avaient fait de grandes recherches, soit sur l'époque calviniste, soit sur l'époque antérieure. Il avait déjà beaucoup fréquenté à Paris un réfugié politique genevois, Lenieps (1), partisan de la démocratie, et qui avait été condamné autrefois comme complice de Micheli du Crest; mais Lenieps, absent depuis longtemps de son pays, était loin d'être bien au courant du nouveau mouvement des esprits, des études historiques qui avaient été faites dès lors, dont témoignent, soit les *représentations*, soit nombre de brochures du dernier siècle, et des tendances politiques qui se manifestaient dans Genève. Rousseau fut initié de plus près, durant ces quatre mois, aux affaires genevoises qui avaient déjà fait précédemment le sujet de ses méditations, comme il nous l'apprend lui-même dans ses écrits, il put, en comparant le présent au passé, la Genève du dix-huitième siècle à la Genève épiscopale, se faire une idée plus nette des passions brûlantes qui se débattaient alors. A voir les choses d'après nature, à les examiner de près, à entendre dans l'intimité quelques-uns de ceux qui jouaient un rôle, au sein de la petite république, des horizons, jusqu'alors inaperçus, se montrèrent à lui, et, au point de vue de ses théories politiques, se produisirent en son esprit d'assez notables changements.

Au nombre des personnes qu'il eut l'occasion de voir souvent, figurait Jacques-François Deluc, père des deux Deluc qui ont marqué dans la science (2). Deluc père avait déjà pris la parole, au nom des citoyens et des bourgeois, dans les trou-

(1) Ses rapports avec Rousseau le firent plus tard enfermer à la Bastille.

(2) Jean-André et Guillaume-Antoine Deluc.

bles de 1734 (1), il était fort versé dans l'histoire de Genève ; considéré et instruit, *il joignait, d'après Rousseau, la probité avec la lumière et l'activité* ; Rousseau, tout en le suspectant quelquefois, *admirait, avec reconnaissance et respect, les infatigables soins du bon M. Deluc*, qu'il appelait *un homme de bien* ; il parle de lui à plusieurs reprises dans ses lettres (2). C'est avec lui, sa bru, ses fils et Thérèse Levasseur qu'il fit en bateau, autour du lac, peu de temps avant de repartir de Genève, une promenade de sept jours, et qu'il étudia sur place ces magnifiques paysages décrits par lui, de main de maître, quelques années plus tard (3).

Lorsque Rousseau vint habiter les montagnes de Neuchâtel, il ne le perdit pas de vue (4) ; Deluc *le tenait au courant de tout ce qui se passait*. Madame d'Epinay, qui eut l'occasion de voir Deluc à Genève, nous apprend qu'il était *fanatique de Rousseau* (5), et il le lui prouva bien, dans plusieurs circonstances, par l'attachement qu'il lui portait, ainsi que ses fils, dont l'un fut chargé, à plusieurs reprises, de porter à son tour la parole, au nom de la bourgeoisie (6).

Deluc père était très versé dans l'histoire de Genève, et il devait l'être, à raison même du rôle qu'il jouait à la tête de la

(1) *Journal des affaires de Genève* en 1734. — Une partie des représentations adressées au Petit Conseil furent rédigées par lui.

(2) *Étrennes religieuses*, 1881, p. 214. — *Lettre à d'Ivernois*, du 31 mars 1766. Voir aussi XI, p. 2, 40, 41, 42, 64, 131, 413. X, p. 346, 385.

(3) *Confessions*. Partie II, Livre VIII.

(4) *Confessions*. Partie II, Livre XII.

(5) *Mémoires et correspondance de M^{me} d'Epinay*. Tome III, p. 246.

(6) Voir, entre autres, *Recueil des pièces concernant la demande en garantie*, 1768, p. 998.

bourgeoisie. Il avait lu attentivement les franchises d'Adémar Fabri, il en connaissait fort bien le texte, il en avait saisi avec intelligence l'esprit et la portée. Cinq ans avant la publication du *Contrat social*, il en fit ressortir toute l'importance dans la controverse qu'il eut, avec Tronchin, à propos des bancs d'église. Cette controverse, qui est demeurée manuscrite, et qui a précédé, de plusieurs années, la célèbre controverse entre Rousseau et le procureur-général Tronchin, a été, pour la première fois, mentionnée et citée avec quelque détail, dans mon deuxième mémoire sur l'*Origine des idées politiques de Rousseau*. Je ne fais que la rappeler ici ; je rappelle encore simplement, sauf à y revenir, que Rousseau *digérait* précisément alors, nous le savons par lui (1), le plan déjà formé de ses *Institutions politiques*. Deluc eut sur lui, à cet égard, une influence particulière qui n'a pas encore été remarquée jusqu'à ce jour ; ses connaissances et ses idées furent loin d'être inutiles à Rousseau, notamment dans la rédaction définitive du *Contrat social*.

Au nombre des personnes qui faisaient, en 1754, de l'histoire de Genève, le sujet de leurs études, figuraient aussi les libraires Jean et Isaac Bardin ; cette famille occupait une position honorable et avait déjà joué un rôle de quelque importance dans les événements de 1734 (2). Les libraires Bardin étaient très versés dans l'histoire de leur pays ; ils avaient recueilli ou copié beaucoup de documents concernant Genève, d'anciennes publications dont l'une n'existe plus de nos jours, ou tout au moins n'a pas encore été retrouvée (3), de longs

(1) *Confessions*. Partie II, Livre VIII.

(2) En particulier le 12 juillet 1734. *Journal des affaires de Genève en 1734*.

(3) *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*. Tome XX, p. 311.

passages de Bonivard, de Balard, etc., des extraits des franchises de 1387, et, en particulier le célèbre article 78 ; ils furent extrêmement utiles à Rousseau, quoique leurs recherches et celles de Rousseau lui-même, sur l'histoire de Genève, fussent entourées d'un certain mystère. C'est par eux que nous savons que l'un des mémoires de 1757, dans lequel il est fort question des franchises d'Adémar Fabri, est l'œuvre de Deluc père ; le même mystère, comme je l'ai déjà remarqué ailleurs, régnait presque toujours sur les écrits polémiques qui circulaient de main en main et au sujet desquels on s'efforçait de dépister la police sévère et soupçonneuse du gouvernement genevois. Ce n'est point impunément qu'on aurait étudié alors et ouvertement vanté ces vieilles franchises que le Petit Conseil désirait à tout prix laisser dans l'ombre. Spon, qui en donne un résumé, se garde bien, pour être agréable au pouvoir, de parler du fameux article 78, dont la portée est si grande.

Au moment où parut l'*Emile*, Rousseau, qui connaissait bien les libraires Bardin et qui avait profité de leurs recherches, leur avait fait envoyer vingt-quatre exemplaires de cet ouvrage ; quoiqu'ils en eussent prévenu le Petit Conseil, ces exemplaires n'en furent pas moins saisis, lorsqu'ils arrivèrent à Genève. Aussi, quand les citoyens et les bourgeois adressèrent une de leurs premières représentations à l'autorité, au sujet du jugement rendu contre Rousseau le 18 juin 1762, l'adressèrent-ils en même temps au sujet de l'enlèvement de ces exemplaires et du refus de restitution fait aux frères Bardin. Plus tard, le Petit Conseil consentit à les leur rendre (1) ; Rousseau en parle encore dans la neuvième des

(1) *Représentations et écrits des années 1765 et 1766 et du mois de janvier 1766, et réponses du Conseil.* Genève, 1766, p. 2, 19, 47, 75.

lettres écrites de la montagne, absolument comme si cette *restitution* n'avait pas été opérée; il l'ignorait sans doute encore.

Soit par Deluc père, soit par les frères Bardin, Rousseau fut bien placé pour faire, pendant son séjour à Genève, des recherches sur l'histoire de sa patrie. Deluc et les frères Bardin appartenaient tous trois à l'opposition genevoise; comme, dans le nombre des citoyens et des bourgeois qui en faisaient partie, il y avait plusieurs hommes dont les ancêtres avaient occupé les plus hautes fonctions dans la magistrature de la petite république (1), ils avaient, par devers eux, dans leurs papiers de famille, bien des documents qui avaient leur valeur et qui furent utiles aux représentants; Rousseau en profita lui-même.

C'est alors qu'il fit, sur l'histoire de Genève, et, en particulier, sur les franchises de 1387, des recherches spéciales qu'il n'eût pas pu faire à distance, et qui modifièrent notablement son premier projet de *Contrat social*; ce projet, du reste, était loin d'être achevé. Nous avons tout lieu de croire, sans pouvoir l'affirmer d'une manière absolue, que ce projet n'est autre que l'un des manuscrits que possède la bibliothèque publique de Genève et dont la publication ne tardera pas bien longtemps encore. Rousseau reprit, quelques années plus tard, ses études sur l'histoire de Genève, lorsque, contrairement à sa *résolution de garder le plus parfait silence*, à propos de la condamnation prononcée par le Petit Conseil de Genève en 1762 (2), il se prépara à répondre, avec une grande vigueur, aux *Lettres écrites de la campagne*; il était difficile, en effet,

(1) *Recueil des pièces concernant la garantie*. Londres, 1768. Tome II, p. 456.

(2) *Lettre à Mouton du 6 juillet 1762*, X, 346.

qu'après cette publication, dans laquelle le procureur-général Tronchin fit preuve de beaucoup d'habileté et d'un véritable talent, Rousseau persistât dans son intention première et gardât plus longtemps le silence.

L'auteur allemand estime que le mémoire de Rousseau, sur l'histoire de Genève, fut *probablement* rédigé après la publication des lettres de Tronchin, mais ce mot *probablement* est essentiellement vague et il n'y a pas lieu de s'y arrêter.

Ce que je puis dire, c'est qu'en examinant certains passages des œuvres de Rousseau et certains extraits qui viennent des frères Bardin, il n'est pas difficile d'y reconnaître l'influence qu'exercèrent ces extraits sur le *citoyen de Genève* et sur quelques passages de ses écrits.

C'est surtout après son séjour à Genève que Rousseau s'occupa de la rédaction définitive du *Contrat social*. Il composa cet ouvrage, dont la portée devait être si grande, tout empreint encore, si je puis m'exprimer ainsi, de la fermentation à la fois fort grande et peu apparente, qui régnait à Genève, mieux versé que jamais dans les affaires de sa patrie, dans son histoire, sous le coup de la déception qu'il avait éprouvée et de cette blessure d'amour-propre, si vive et si inattendue, qu'il avait éprouvée. *Haeret lateri lethalis arundo*. « La manière de penser des hommes, il l'a dit lui-même, dans le *Discours sur les richesses*, dépend beaucoup des gens avec qui ils ont à vivre et des tentations qu'ils ont à vaincre. »

Cette blessure ne devait point se cicatriser ; elle devait, au contraire, s'étendre, s'envenimer à la suite de la publication du *Contrat social* et de l'*Emile*, et à raison des événements qui en furent la conséquence, de la longue et opiniâtre controverse qui les suivit de près, qui contribua à faire connaître son nom déjà célèbre, et qui eut un si lointain retentissement.

Rousseau nous donne lui-même, dans ses *Confessions*, à la

date de l'année 1756, des renseignements qui ne sont pas sans intérêt, sur la composition du *Contrat social* et sur l'esprit qui animait son auteur.

« *J'avais plusieurs écrits commencés... mais, dans les traces de la ville, l'exécution jusqu'alors avait marché lentement....*
« *Des divers ouvrages que j'avais sur le chantier, celui que je méditais depuis longtemps, dont je m'occupais avec le plus de goût, auquel je voulais travailler toute ma vie, et qui devait, selon moi, mettre le sceau à ma réputation, était mes Institutions politiques. Il y avait treize à quatorze ans que j'en avais conçu la première idée, lorsqu'étant à Venise j'avais eu quelque occasion de remarquer les défauts de ce gouvernement si vanté. Depuis lors, mes vues s'étaient beaucoup étendues par l'étude historique de la morale... tout cela me menait déjà à de grandes vérités, utiles au bonheur du genre humain, mais surtout à celui de ma patrie, où je n'avais pas trouvé dans le voyage que je venais d'y faire, les notions des lois et de la liberté assez justes ni assez nettes à mon gré, et j'avais cru cette manière indirecte de les leur donner la plus propre à ménager l'amour-propre de ses membres et à me faire pardonner d'avoir pu voir là-dessus un peu plus loin qu'eux.*

« *Quoiqu'il y eût déjà cinq ou six ans que je travaillais à cet ouvrage, il n'était encore guère avancé. Les livres de cette espèce demandent de la méditation, du loisir, de la tranquillité..... Je voulais user pleinement sans doute du droit de penser que j'avais par ma naissance..... J'aurais été bien moins libre à Genève même où, dans quelque lieu que mes livres fussent imprimés, le magistrat avait droit d'épiloguer sur leur contenu. Cette considération avait beaucoup contribué à me faire..... renoncer au projet d'aller m'établir à Genève.....*

« Tout ce qu'il y a de hardi dans le *Contrat social* était auparavant dans le *Discours sur l'inégalité* (1). »

Ce passage fort instructif nous prouve que l'idée du *Contrat social* a pris naissance à Venise, que Rousseau a commencé à la mettre à exécution avant son séjour à Genève en 1754, et que l'ouvrage a été composé ou du moins notablement modifié par lui, postérieurement à cette dernière date. Le passage est textuellement emprunté aux *Confessions* et nous fait mieux comprendre quel but il poursuivait, ce qu'il avait essentiellement en vue, en publiant cet écrit. C'était de Genève qu'il se préoccupait essentiellement, c'était de Genève qu'il s'agissait, c'est sa patrie qu'il avait surtout en vue.

La liberté, telle qu'il comprenait, « cette liberté dont l'existence est pleine d'inconséquences portait, sous le manteau des réminiscences de la Grèce et de Rome, *tous les insignes de son origine bourgeoise et républicaine* (2). De cette *démocratie genevoise*, moitié entrevue, moitié rêvée, mêlée avec des réminiscences de Sparte et de Rome, *Rousseau fit la règle générale* (3). »

Tout en posant des principes généraux, tout en n'attaquant pas en face les magistrats genevois, en ménageant, au moins en apparence, leur amour-propre, c'était à eux qu'il se proposait de donner à sa manière des notions plus justes et plus nettes des lois et de la liberté. C'est bien ainsi que, dès l'abord, ils le comprirent ; lorsque le Consistoire, en janvier 1764, eut jugé à propos de demander au Petit Conseil de prendre des mesures contre Rousseau, il était sûr d'avance que cette démarche officielle recevrait un accueil favorable. Le

(1) *Confessions*. Partie II, Livre IX.

(2) *Bibliothèque universelle*, Mai 1862, p. 132, 138.

(3) *Atmé Steinlen. Revue Suisse*, 1852, p. 850.

Consistoire approuva plus tard, à l'unanimité, les décisions prises contre Rousseau par le Petit Conseil.

On comprit sans peine à Genève que les écrits du célèbre publiciste s'adressaient avant tout à la petite république et les preuves abondent pour l'établir ; sans citer des pièces émanant du pouvoir, sans parler des *Lettres écrites de la campagne*, une foule de brochures le prouveraient au besoin, aussi bien que les deux partis en présence : « *Le Contrat Social* n'est point une « utopie, porte textuellement une publication contemporaine, « un ouvrage métaphysique dont il serait injuste de pres- « ser trop rigoureusement les conséquences, il a été fait pour « nous, c'est notre gouvernement qui en est l'objet principal. » Et ailleurs : « Ce livre dont Emile renferme un abrégé, frappe « notre gouvernement dans son principe (1). Les passages semblables sont nombreux.

Emile et le *Contrat social* ébranlaient tout dans Genève ; que pouvait penser le gouvernement genevois lorsqu'il lisait des passages comme ceux-ci ? « Vous vous fiez à l'ordre actuel « de la société sans songer que cet ordre est sujet à des révo- « lutions inévitables, et qu'il nous est impossible de prévoir ou « de prévenir celle qui peut regarder nos enfants. Le grand « devient petit, le riche devient pauvre, le monarque devient « sujet. Les coups du sort sont-ils si rares que vous puissiez « compter d'en être exempt ? Nous approchons de l'état de crise « et du siècle des révolutions (2). »

Rousseau lui-même comprenait-il tout ce que renfermait ce passage ? Lorsqu'il s'échauffait avec tant d'éloquence pour les deux classes privilégiées, oubliant ou dédaignant la grande majorité de la nation genevoise, devinait-il que tous ces déshé-

(1) *Lettres populaires*, pages 215, 222.

(2) *Emile*, livre III.

rités ne tarderaient pas à donner signe aussi de vie, à presser dans leur rigueur les conséquences de ses principes, à réclamer à leur tour et à obtenir l'égalité des droits qu'il vantait en théorie, sans songer à la leur donner (1) ? Ne trouve-t-on pas, même dans le *Contrat social*, des traces de son orgueil de privilégié ? N'admet-il pas, par exemple, que « la loi peut « bien statuer qu'il y aura des privilèges..... peut faire plusieurs « classes de citoyens, assigner même les qualités qui donneront « droit à ces classes (2) ? »

Et comment justifier ces exceptions, si ce n'est en se plaçant au point de vue étroit des deux classes supérieures de Genève, les citoyens et les bourgeois ? Le pouvoir saisit peut-être, mieux que lui-même, toute la portée de ses théories.

Pour procéder avec une promptitude si grande, si exceptionnelle, il fallait que le Petit Conseil eût l'esprit bien éveillé sur ses ouvrages, pour frapper si sévèrement et si rapidement un écrivain célèbre, redevenu citoyen de Genève et dont l'amour-propre avait toujours été très grand, il fallait que le pouvoir se sentit atteint, d'une manière dangereuse, dans son principe, lors même que la masse de la nation ne s'ébranlait pas encore. Ce n'est pas le bruit qu'avait fait, dans l'origine, le *Contrat social*, à Genève, qui provoqua toutes ces mesures. Il avait été accueilli avec une grande froideur, avec une espèce d'indifférence ; elles ne faisaient guère présager l'éclat et la rumeur qui allaient bientôt suivre. Peut-être même, si le gouvernement genevois se retranchant dans cette dignité froide et hautaine, dont il faisait volontiers parade, avait laissé passer le livre avec une dédaigneuse indifférence, avec un scrupuleux respect de la rigueur des procédures, sans faire intervenir le

(1) Les *Natifs* n'obtinrent l'égalité des droits qu'en 1791.

(2) *Contrat social*, livre II, chap. 6.

bûcher qui rappelait de sinistres souvenirs, l'éclat eût été moindre et l'ouvrage moins vite populaire dans le monde, c'est du moins ce que pensent de fort bons esprits, de zélés admirateurs de Rousseau (1). Mais le pouvoir tenait à être agréable à un pays voisin, il était sollicité par l'élément clérical calviniste, il croyait enfin défendre son existence, sa propre cause, et il fut loin de peser mûrement toutes ses décisions. En faisant brûler officiellement, devant l'Hôtel de Ville de Genève, par la main du bourreau, deux écrits qui allaient devenir fameux dans le monde, il contribua plus que personne à leur renommée ; ce n'est que lorsque la mine eût éclaté, que l'on comprit jusqu'où allait sa force et à quelle distance énorme elle pouvait porter.

Rousseau fut profondément blessé du silence que garda la bourgeoisie, dans les temps qui suivirent la condamnation de ses ouvrages ; comme on lui conseillait une espèce de rétractation, pour tout concilier, il en fut indigné et ne ménagea pas ses paroles : « Messieurs les Genevois le prennent, en vérité, « sur un singulier ton. On dirait qu'il faut que j'aïlle encore « demander pardon des affronts qu'on m'a faits. Et puis, « quelle extravagante inquisition ! L'on n'en ferait pas tant « chez les catholiques. En vérité, ces gens-là sont bêtement « rogues (2)..... » Le réveil de la bourgeoisie se fit lentement, mais l'attaque, une fois commencée, fut longue et opiniâtre ; les citoyens et les bourgeois se virent atteints dans la personne d'un des leurs ; ils prirent vivement parti en faveur de Rous-

(1) C'est ce que pensait, en particulier, un célèbre historien allemand, un de mes anciens professeurs : « Sie (*die Verfolgung*) gab dem damals ganz « ungefährlichen Mann eine Bedeutung die seine Person nicht hatte... — sie « gaben ihm durch die Verfolgung ein politisches Gewicht. » *Schlösser, Geschichte des achtzehnten Jahrhunderts*. Heidelberg, 1849 (IV, 25, 26).

(2) Lettre à Moultou du 25 novembre 1762 (XI, 2).

seau, moins peut-être pour lui que par un esprit hostile au pouvoir. Privilégiés, d'ailleurs, ils se sentirent frappés dans leurs privilèges et s'échauffèrent bientôt avec passion pour un livre qui avait passé à peu près inaperçu lorsque les premiers exemplaires étaient parvenus à Genève ; Rousseau renonçant ensuite à son titre de citoyen, comme il avait tour à tour, dans des sens différents, renoncé à son culte, leur mécontentement s'augmenta de tout le dépit qu'ils éprouvèrent. Ils ne cherchèrent point toutefois à justifier les principes contenus dans les écrits de Rousseau (1). Ils réclamaient leurs lois, ils en demandaient l'application, mais l'application de leurs lois, c'était le renversement du régime aristocratique établi par le calvinisme dans Genève ; tant qu'elles subsisteront, écrivaient-ils, *notre silence même les réclamera* (2). Ils rappelaient leurs franchises du quatorzième siècle, le respect de cette vieille charte, son exécution ; leur serment leur faisait un devoir de l'observer, et ils ajoutaient : « Il a toujours existé dans notre Constitution une loi conservatrice de toutes les autres, *le plus long silence ne saurait empêcher le redressement de l'abus* (3). » Rousseau déclare, de son côté, que *le non-usage ne peut prescrire contre les franchises*, et qu'une usurpation *ne saurait prescrire contre elles ni abolir le droit à la liberté* (4).

L'attitude hostile des citoyens et des bourgeois envers un pouvoir impopulaire, qui portait à la fois la peine de ses actes et surtout de ceux des générations précédentes, fut bientôt

(1) *Mémoire sur le sieur Jean-Jacques Rousseau*, du 12 juin 1766, dans le *Recueil des pièces concernant la demande de la garantie*. Londres, 1767, page 295.

(2) *Représentation du 14 novembre 1766. Même recueil*, page 363.

(3) *Tableau des contraventions, même recueil*. XXX, page 285.

(4) *Revue suisse*, pages 461 et 464.

partagée par cette grande majorité de la nation genevoise qui était privée de tous droits ; désireuse d'innovations radicales, elles les attendait *dans un calme effrayant*.

De là, un malaise général, quoique peu apparent, une agitation, souterraine et cachée, qui grondait sourdement ; elle devait éclater avec violence et comme un ouragan dans une autre génération. Le *Contrat social*, une fois lu et commenté, expliqué dans de nombreuses brochures, défendu, attaqué tour à tour, d'autant plus connu, d'autant plus répandu qu'il soulevait une polémique aigre et passionnée, ne pouvait qu'augmenter cet état de fièvre.

En cette guerre de plume, poursuivie avec opiniâtreté dans les deux camps, les défenseurs du Petit Conseil, emportés par la lutte, laissèrent entrevoir, non sans maladresse, un appel à l'intervention étrangère (1) qui finit par être invoquée en effet ; comme ils faisaient remarquer que le *Contrat social* savait, en définitive, par leur base, tous les gouvernements (2), et qu'ils mettaient en relief ce point délicat, l'œuvre de Rousseau se trouva, presque dès l'origine, en guerre ouverte avec ceux qui tenaient le gouvernail à Genève et ceux qui le tenaient dans de grands pays, notamment en France. La révolution, qui germait dans l'ombre et qu'entrevoyaient à peine

(1) « *Le Conseil ne peut attendre le respect de la constitution « que des respectables puissances médiatrices et de la protection « divine....* » Extrait de registre du Conseil du 22 janvier 1766. *Représentations et écrits des années 1765 et 1766 et du mois de janvier 1766, et réponses du Conseil*. Genève 1766, pages 146, 147.

(2) « La douleur du Conseil..... de voir nombre de citoyens et bourgeois « paraître professer hautement des principes..... qu'il est de son devoir d'annoncer comme *destructifs du gouvernement*, de la sûreté publique et « particulière, *destructifs de la liberté même*. » Extrait de registre du Conseil du 11 octobre 1763. *Même publication*, pages 79 et passim.

ça et là quelques esprits perspicaces, accueillit avec enthousiasme et popularisa, en la répandant au loin, l'œuvre de Rousseau ; le mot de *citoyen* prit un sens tout nouveau, il perdit le sens aristocratique qu'il avait à Genève, et que peu de personnes connaissent aujourd'hui.

IV

C'est donc bien le fils de Genève qui se retrouve dans tous les écrits politiques de Rousseau et c'est l'ancienne organisation de son pays qu'il a choisie pour base de son système et pour modèle. Cela est plus évident encore lorsqu'on lit le projet de *Contrat social*, écrit de sa main, que possède la Bibliothèque publique de Genève. « Une *régle fondamentale* « pour toute société bien constituée et gouvernée légitimement, « serait qu'on en pût assembler aisément tous les membres « toutes les fois qu'il serait nécessaire.... les assemblées par « députation ne peuvent ni représenter le corps ni avoir de lui « des pouvoirs suffisans pour statuer en son nom comme souverain. Il suit de là que l'*Etat devrait se borner à une seule ville tout au plus* ; que, s'il y en a plusieurs, la capitale « aura toujours de fait la souveraineté et les autres seront « sujettes, sorte de constitution où la tyrannie et l'abus sont « inévitables (1)..... »

Il exprime la même idée à diverses reprises et aucun doute sérieux ne saurait s'élever à cet égard.

« Il ne faut point, dit-il, objecter l'abus des grands Etats à celui qui n'en veut que de petits (2). »

(1) Page 59 du manuscrit. Ce projet de *Contrat social* est, à divers égards, fort différent du *Contrat social*, tel que Rousseau l'a imprimé.

(2) *Contrat social*, livre III, chap. 13.

Il demandait, — au moins en théorie, — des citoyens égaux et libres, sans cesse exerçant par eux-mêmes les droits d'une souveraineté inaliénable (1), indivisible, imprescriptible, résidant essentiellement dans tous les membres du corps ; être collectif, le souverain ne pouvait être représenté que par lui-même (2) ; en d'autres termes, son idéal était la démocratie pure. La liberté ne pouvait être réalisée que chez un peuple peu nombreux :

« Un des plus grands inconvénients des grands Etats, celui
« de tous qui rend la liberté plus difficile à conserver est que
« la puissance législative ne peut s'y montrer elle-même et ne
« peut agir que par députation. Le législateur en corps est
« impossible à corrompre, mais facile à tromper (3). »

Aussi, Rousseau voulait-il que, dans les grands Etats, les députés fussent liés par des mandats impératifs.

« La souveraineté, suivant lui, ne peut être représentée,
« par la même raison qu'elle ne peut être aliénée ; elle consiste
« essentiellement dans la volonté générale, et la volonté ne se
« représente point ; elle est la même, ou elle est autre ; il n'y
« a point de milieu. Les députés ne sont donc ni ne peuvent
« être ses représentants ; ils ne sont que ses commissaires ; ils
« ne peuvent rien conclure définitivement (4). »

Il développe, dans ses écrits, la même idée, sous différentes formes :

« Grandeur des nations ! Etendue des Etats ! première et

(1) *Quod omnes tangit debet ab omnibus approbari*, vieille maxime des jurisconsultes.

(2) *Contrat social*, livre II, chap. 1.

(3) *Considérations sur le gouvernement de Pologne*, chap. VII, (V. 257.)

(4) *Contrat social*, livre III, chap. 15.

« principale source des malheurs du genre humain, et surtout
« des calamités sans nombre qui minent et détruisent les
« peuples policés. *Presque tous les petits Etats*, république et
« monarchies indifféremment, *prospèrent par cela seul qu'ils*
« *sont petits*, que tous les citoyens s'y connaissent mutuelle-
« ment et s'entregardent, que les chefs peuvent voir par eux-
« mêmes le mal qui se fait, le bien qu'ils ont à faire, et que
« leurs ordres s'exécutent sous leurs yeux..... Vos vastes pro-
« vines, disait-il aux Polonais, ne comporteront jamais la
« sévère administration des petites républiques. *Commencez*
« *par resserrer vos limites, si vous voulez réformer votre gou-*
« *vernement. Peut-être vos voisins songent-ils à vous rendre ce*
« *service*. Ce serait sans doute un grand mal pour les parties
« démembrées, mais ce serait un grand bien pour le corps de
« la nation..... Que, si ces retranchements n'ont pas lieu.....
« *appliquez-vous à étendre et à perfectionner le système des*
« *gouvernements fédératifs, le seul qui réunisse les avantages*
« *des grands et des petits Etats (1).....* »

Et, dans un autre passage, il s'exprime ainsi :

« Si la Pologne était, selon mon désir, une Confédération de
« trente-trois petits Etats, elle réunirait *la force des grandes*
« *monarchies et la liberté des petites républiques.....* »

Cette partie du système de Rousseau est extrêmement curieuse, elle serait susceptible d'amples développements; étudiée de près, elle fournirait, à elle seule, matière à un mémoire étendu, lorsque l'on tiendrait compte surtout de l'application qu'on a faite dès lors de son système à de grands pays. Je n'en parle ici que tout à fait accessoirement pour signaler, sur ce point aussi, *l'enfant de Genève* que nous retrouvons, pour ainsi dire, partout dans l'ensemble de ses

(1) *Considérations sur le gouvernement de Pologne*, V, 252.

théories gouvernementales; c'est toujours de Genève que Rousseau s'inspire, c'est sur sa ville natale qu'il tourne constamment les yeux. Ne pas tenir compte largement, dans l'appréciation de ses idées politiques, des franchises d'Adémar Fabri, c'est risquer fort de ne pas le comprendre.

Ces franchises que les bourgeois de Genève contemporains de Rousseau, *juraient d'observer et de garder*, étaient, d'après les représentants, *le rempart de leur liberté* et formaient la *constitution fondamentale de l'Etat* (1); qualifiées par Tronchin de *chartes rongées* et de *titres surannés*, elles étaient, à les croire, *si chères aux Genevois qu'elles marchaient*, suivant eux, *pour ainsi dire, de pair avec les saints évangiles*; on jurait *sur les saints évangiles et sur les franchises* (2).

Ce sont les termes de la première publication importante qui fut faite en réponse aux *Lettres écrites de la campagne*; les fameuses lettres de Rousseau ne parurent qu'une année plus tard.

Aussi les franchises était-elles considérées, par les représentants et par Rousseau lui-même, comme *inaliénables*; elles avaient toutes les qualités qui découlent de l'*inaliénabilité*. Elles étaient *indivisibles* et ne pouvaient être *ni cédées, ni perdus, ni prescrites*; lorsqu'avec une infaillible assurance, et en des termes que la politesse française ne comporte pas, un auteur allemand soutient le contraire, il fait, avant tout, preuve d'une ignorance profonde de l'histoire de Genève. La tendance de Genève, durant l'époque épiscopale, a été constamment, au contraire, de les consolider, de les développer, de les étendre, jamais de les restreindre ni de les amoindrir. Ces libertés que le gouvernement épiscopal avait toujours respectées,

(1) *Réponse aux lettres écrites de la campagne*, page 77.

(2) *Réponse aux lettres écrites de la campagne*, pages 147 et 148.

c'est à l'époque calviniste qu'elles furent sapées par leur base et que la grande majorité de la nation en fut absolument dépourvue. L'auteur allemand aura quelque peine à nous prouver que cette grande majorité de la nation genevoise, privée absolument de tous droits politiques et de la plupart des droits civils, jouissait, sous le nouveau régime, d'une pleine et entière liberté qu'elle n'avait pas possédée auparavant. Ces assertions hasardées peuvent être émises à distance, devant un public qui n'est pas au courant de la question; on rirait à Genève de celui qui oserait les émettre tout haut.

Rousseau applique de même à la souveraineté complète, absolue, afférent à tous les membres du corps, cette idée d'*inaliénabilité* qu'il avait empruntée aux franchises d'Adémar Fabri, durant son séjour à Genève en 1754 (1); il admet de même pour la souveraineté toutes les conséquences qui en découlent. C'est au fond l'idée-mère de son système, puisée dans les souvenirs de l'histoire nationale de son pays, dans ce recueil cher aux Genevois, éminemment populaire, soit dans l'époque épiscopale, soit dans l'époque calviniste. Faut-il rappeler que ce recueil a été invoqué à plusieurs reprises de notre temps (2) et que la constitution genevoise actuelle, en proclamant l'égalité des citoyens (3), lui a emprunté plus d'un article?

(1) Dans le projet de *Contrat social*, que possède la Bibliothèque publique de Genève, se trouvent ces mots : « Nous recevons tous en corps chaque membre comme *partie inaliénable* du tout. »

(2) Voir les deux brochures de M. James Fazy, intitulées : *Une organisation municipale pour la commune de Genève. D'une organisation municipale pour la Commune de Genève.*

(3) Le rapport officiel fait à l'Assemblée constituante genevoise, l'1^{er} janvier 1847, rappelle que, jusqu'aux premiers temps de la réformation, tous les habitants de Genève faisaient partie du Conseil général.

Sans doute, la souveraineté, dont parle Rousseau dans le *Contrat social*, n'est exactement ni ce qu'elle était à Genève dans les quatorzième et quinzième siècles, ni ce qu'elle était dans le dix-huitième, au moment où parut ce livre fameux, mais l'idée-mère, qu'il applique à cette souveraineté, est bien celle qu'il a puisée dans les franchises de 1387, celle que mit en avant Deluc père, dans la controverse de 1757, celle que défendirent les représentants, ses contemporains, à propos de la chartre d'Adémar Fabri; c'est dans ce sens que telle est l'origine des idées politiques de Rousseau.

Lorsqu'on affirme qu'il n'y a aucun rapport entre Rousseau et les franchises de 1387, parce qu'elles ne constatent pas, en faveur du peuple de Genève, dans le quatorzième siècle, une souveraineté entière, absolue, on ne tient aucun compte du développement successif des libertés dans nos contrées, on ne comprend pas ce grand-mouvement communal du moyen âge qui a contribué plus que tout autre à créer la civilisation moderne; on veut juger les temps anciens par le temps actuel, sans tenir compte de la règle si sage de Montesquieu, que j'ai citée textuellement plus haut. Ou on ne saisit pas l'explication qui a été mise en avant, ou, ne pouvant l'attaquer en face, on la dénature pour mieux la combattre: parce que le Rhône à Lyon n'est pas exactement ce qu'il est dans le Valais, parce qu'il est plus large, plus puissant, parce que c'est, en un mot, un grand fleuve, au lieu d'un plus modeste cours d'eau, comme il était dans l'origine, on en conclut qu'il n'a pas sa source au pied des Hautes Alpes.

Libre à l'auteur allemand de soutenir que Rousseau préfère en réalité le gouvernement contemporain genevois, — qu'il attaque avec violence, notamment dans ses *Lettres écrites de la montagne*, — au gouvernement des franchises qu'il vante en des termes extrêmement élogieux, c'est son affaire. Il y a

des assertions qui ne se prennent pas au sérieux, des affirmations qu'il serait oiseux de réfuter (1). Les textes qui ont été cités parlent si clairement, surtout si on les compare aux lettres de Tronchin et à un ensemble d'autres documents, ils sont si indiscutables qu'ils mettent nettement à néant toutes les assertions contraires.

Enfin, l'auteur allemand fait, à propos de mes deux mémoires, une vraie dissertation sur les croyances personnelles de Rousseau ; je le laisse s'enfoncer dans cette voie aussi loin qu'il lui plaira. J'ai lu, dans Bernardin de St-Pierre, dont il ne parle pas, et qui nous donne des renseignements particuliers sur la vieillesse du célèbre écrivain, que celui-ci, passant devant une chapelle, y entra et pria, qu'il en sortit fort satisfait ; pour moi, je n'ai aucune envie de scruter les croyances ou la croyance de Rousseau ; c'est d'histoire seulement que je m'occupe et je répète, avec un écrivain que cite l'auteur allemand et que j'ai déjà cité moi-même : « L'histoire a son domaine, les convictions personnelles ont le leur (2). »

V

Les explications dans lesquelles je viens d'entrer sont déjà bien longues, trop longues peut-être ; elles sont cependant fort incomplètes, mais il est temps de conclure.

Que comportaient les idées de Rousseau dans Genève, au moment où elles se produisirent avec tant d'éclat et où elles eurent, dans la petite république et bien au-delà de ses modestes frontières, un si grand retentissement ?

(1) Autant vaudrait s'occuper du style de l'auteur, lorsqu'il lui plaît d'écrire en français, ou des noms propres qu'il estrope impitoyablement, par exemple, à propos du testament de Rousseau, fait en 1737.

(2) *Bibliothèque universelle*. Mai 1862, p. 143.

Etait-ce, comme dans le quatorzième siècle, des principes d'union et de concorde entre la population et le pouvoir ?

Toutes ces inégalités choquantes, qui semblent inhérentes au calvinisme, qui ont été créées et développées par lui, à profusion, dans Genève, supporteront-elles, victorieusement et en silence, cette épreuve solennelle ?

Cette idée de souveraineté inaliénable, indivisible, perpétuelle en quelque sorte, dans laquelle tous doivent être compris, passera-t-elle inaperçue, inoffensive, au milieu de toutes ces classes, plus ou moins hostiles les unes aux autres, superposées et s'entre-heurtant par la force même des choses ?

Toutes ces barrières artificielles qui séparent et qui parquent en groupes divers cette population si unie, si homogène autrefois, résisteront-elles au choc que vont produire les théories du célèbre écrivain ? Eteindront-elles ou rendront-elles plus terrible cette guerre sourde qui règne au sein de la société ?

Dans cette population, qui ne connaît point le contre-poids salutaire que possèdent les Etats-Unis, dans laquelle les déistes et les matérialistes forment, au dire d'un écrivain sympathique à Genève, la très grande majorité, verra-t-on le pouvoir s'entendre à l'amiable avec les privilégiés ? Verra-t-on ceux-ci renoncer d'eux-mêmes à ces privilèges d'un autre temps, et les déshérités attendre sans impatience le moment de devenir aussi des citoyens ?

Les quatre cinquièmes de la population, étrangers à la pratique de la liberté, feront-ils, pacifiquement et en un jour, l'apprentissage, toujours difficile, de la vie publique ? Et cette ténacité genevoise, souvent extrême dans tous les camps, la verra-t-on disparaître sans secousse comme par miracle et sans effort ?

La réponse à ces questions semble facile et se fait, pour ainsi dire, d'elle-même.

« Tout balancé, disait Rousseau, j'ai donné la préférence au gouvernement de mon pays. Cela était naturel et raisonnable ; on m'aurait blâmé si je ne l'eusse pas fait (1). »

Mais quel était le gouvernement de son pays ? Ce ne pouvait pas être et ce n'était pas celui contre lequel il dirigeait ses attaques éloquentes, les plus vives et les plus passionnées. C'était le gouvernement, tel qu'il avait existé autrefois, tel qu'il se le figurait en théorie, tel qu'il devait être à Genève, selon lui. Or, ces attaques donnaient l'éveil, non seulement aux deux classes privilégiées qui luttaien contre le Petit Conseil, mais encore, quoiqu'il n'y songeât guère, à toutes les autres classes, à l'ensemble de la nation.

Ces attaques si animées, si enthousiastes, si virulentes, étaient un cri de guerre, c'était le signal donné pour monter à l'assaut du pouvoir ; l'opiniâtreté politique des Genevois faisait deviner facilement que le combat ne serait pas d'un jour ; dans un flux et un reflux de péripéties différentes, il devait se prolonger jusque vers les dernières années du dix-huitième siècle. Le combat était si acharné que, seule, la conquête de Genève par la France put y mettre fin.

Rappelons, en terminant, que les théories de Rousseau ne s'appliquaient, dans l'origine et dans son intention première, qu'à un petit pays. Elles ne se perdaient pas dans les rêves et les vaines utopies ; elles avaient une base solide, une base historique : Genève et ses franchises. Lorsqu'il admettait que la liberté n'était pas possible dans des contrées étendues, qu'il proposait de les morceler, de les diviser en petites contrées confédérées, il opposait, comme contraste, à la centralisation la plus ex-

(1) *Sixième lettre écrite de la montagne.*

trême, la plus extrême décentralisation. Peut-être est-il permis de croire qu'il songeait aussi à un autre pays qu'il avait sous les yeux, à la Suisse, dont Genève devait faire partie un jour.

Or, d'une idée générale contenue dans le *Contrat social*, on devait tirer des conséquences générales, extrêmes, et rendre les théories de Rousseau plus révolutionnaires encore, en les appliquant, contre son intention, à de grands pays.

Appliquées à la France, qui n'avait pas la même base historique que Genève, elles ont eu une portée beaucoup plus étendue qu'il n'aurait pu le supposer lui-même.

Faute d'une base pratique, préconstituée, on allait s'appuyer tôt ou tard sur des abstractions, sur la raison pure ; au pouvoir absolu de la royauté, on allait bientôt opposer un autre pouvoir dont la responsabilité est infiniment moins grande que celle d'un seul. On allait, tombant d'un extrême dans un autre, substituer, à l'infailibilité politique d'un monarque, l'infailibilité politique des masses.

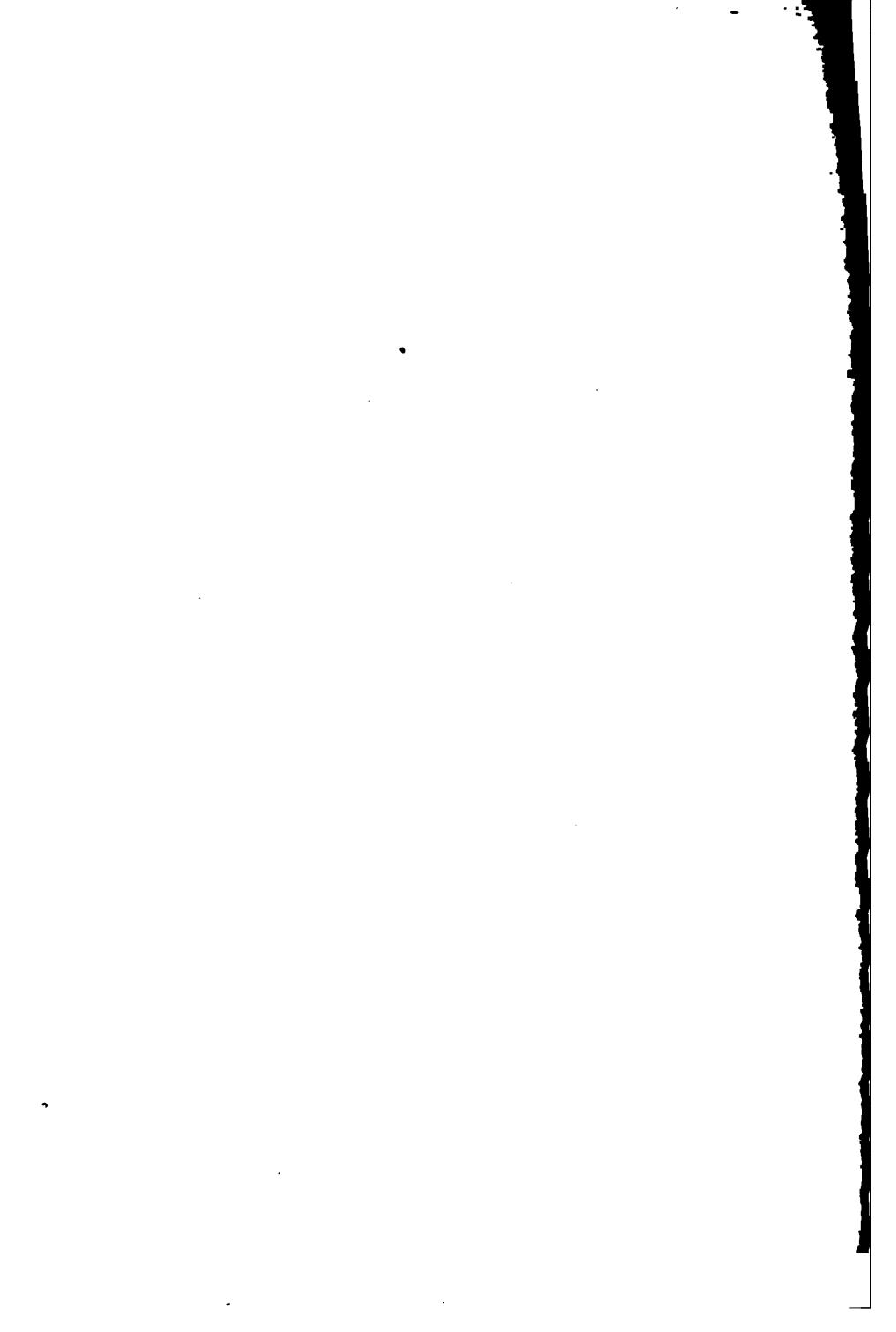
La raison abstraite, que Rousseau fit prévaloir, avait une cause évidente dans la Genève calviniste, elle était en contradiction directe avec cette sombre prédestination que patronnait Calvin ; c'est pourquoi peut-être Rousseau a emprunté la clé de voûte de son système à l'ancienne Genève, à la Genève épiscopale, sans bien oser l'avouer ouvertement à ses compatriotes, à ce peuple de Genève qui, à des qualités très réelles, joignait des préjugés enracinés dont Rousseau a largement tenu compte ; mais cette cause directe, qui s'appliquait à Genève, s'appliquait-elle de même à la France ?

Quoiqu'il en soit, le système de Rousseau qui tendait, pour être réalisé, au morcellement des souverainetés et à leur grand nombre, contribua largement, au contraire, à faire naître et à alimenter ces grands orages dont nos pères furent les témoins

il eut ainsi pour conséquence de diminuer considérablement **le** nombre des souverainetés de peu d'étendue, de créer de **grandes** nations, ce que Rousseau eût vivement regretté lui-même. Genève, sa patrie, ne faillit-elle pas, au milieu de ces **violentes** tempêtes, être engloutie comme nation et disparaître ?

Telles ont été les conséquences inattendues d'un système **qui** avait été, quelques siècles auparavant, dans Genève, un **système** d'union, de concorde et de paix, d'un système qui avait **rendu** le peuple genevois heureux et prospère, à l'abri duquel **il** avait été, suivant les expressions de l'auteur du *Contrat social*, *plus libre que s'il eût été entièrement républicain*.

Au lieu d'un fleuve calme et tranquille, suivant son cours, **sans** déchirer ses rivages, le fleuve coule furieux, débordé, on **dirait** un grand torrent des Alpes, grossi par les pluies, se **précipitant** au loin, menaçant et terrible, comme aux jours **des** grandes inondations.



ANNEXES

I

Le rapport fait sur mon second mémoire à l'Académie des sciences morales et politiques de France par l'illustre M. Nourrisson, vice-président de ce corps savant, est ainsi conçu :

« Cette publication fait suite à un premier *Mémoire* que j'ai eu l'honneur de présenter ici même, il y a un peu plus de trois ans.

« Dans cette première étude, M. Vuy, recherchant quelle avait été l'origine de l'idée qui domine tout le *Contrat social*, c'est-à-dire de l'idée de souveraineté, de la souveraineté qui procède de la volonté de tous, qui réside indivisible en chacun, qui ne peut, d'ailleurs, ni s'aliéner ni se prescrire ; M. Vuy avait entrepris d'établir par des rapprochements de textes indiscutables, que, de l'aveu même de Rousseau, celui-ci avait, en partie du moins, pour en faire une universelle application, emprunté cette idée maîtresse aux franchises promulguées en 1387 par le prince-évêque de Genève, Adémar Fabri. Le *Contrat social* parut en 1762.

« Or, dans ses nouvelles recherches, M. Vuy interrogeant avec une sagacité patiente de nombreux documents trop peu consultés, arrive à constater que Rousseau n'avait été parmi ses compatriotes et contemporains, ni le seul, ni le premier à signaler les franchises de Fabri comme le principe de la communauté genevoise. C'est ainsi notamment qu'à propos d'un différend qui s'émut à Genève en 1757, à

« propos d'une taxe sur les bancs de quelques temples, entre le
« Petit Conseil et le Grand Conseil, il nous montre opposant
« l'un à l'autre des écrits pleins de véhémence, le physicien et
« géologue Deluc et le procureur général Tronchin. Tandis
« que Deluc observe, en rappelant non seulement les actes et
« prérogatives du Conseil général de 1420, mais aussi et sur-
« tout les franchises de Fabri, que le régime épiscopal avait
« été pour Genève beaucoup plus libéral que le régime inau-
« guré par Calvin, lequel avait changé la république en aris-
« tocratie, où c'était avec l'inégalité la plus choquante que les
« droits demeuraient répartis entre les citoyens, les bourgeois,
« les natifs, les habitants, les domiciliés, les étrangers ; Tron-
« chin déclare, au contraire, qu'invoquer une souveraineté
« consacrée par un acte passé du temps des évêques, plus de
« cent cinquante ans avant que Genève eut une constitution,
« c'était poser un principe destructif, non pas uniquement du
« gouvernement genevois, mais de tous les gouvernements du
« monde. »

« C'était également, comme étant essentiellement révolu-
« tionnaire, que Tronchin devait combattre dans ses *Lettres*
« *écrites de la campagne*, auxquelles répondirent les *Lettres*
« *écrites de la montagne*, la doctrine exposée par Rousseau
« dans le *Contrat social*. Et effectivement, Rousseau qui, aussi
« bien en sa qualité de citoyen de Genève, avait, avant de
« s'afficher démocrate, affirmé très haut « qu'il préférerait l'aris-
« tocratie à tout autre gouvernement », Rousseau, d'une idée
« de souveraineté protectrice de la liberté de chacun, avait
« fini par faire une idée de souveraineté oppressive des droits
« de tous.

« C'est pourquoi M. Vuy conclut, non sans raison, que, s'il
« y avait quelque nouveauté à démontrer que c'était à la légis-
« lation du moyen âge et particulièrement à la législation

« épiscopale, qu'il fallait rapporter la source première de la
« théorie de la souveraineté que Rousseau avait professée
« avec tant d'éclat en la dénaturant, et où ses compatriotes et
« contemporains avaient avec lui ou même avant lui, trouvé
« un thème d'ardentes discussions, il ne serait pas moins in-
« téressant, peut-être, d'examiner comment l'idée d'Adémar
« Fabri, qui était sage et libérale, qui comportait l'union et
« la concorde entre la population et le pouvoir, est devenue
« plus tard une idée radicale et hostile aux gouvernements,
« comme aussi de déterminer quelles causes ont produit cette
« transformation et quels événements ont contribué à l'établir.
« Ces questions sont assurément d'une grande importance, et
« il est à désirer qu'après se les être posées, M. Vuy s'ap-
« plique à les résoudre. Elles sont dignes de son rare savoir,
« de l'élévation de son esprit et de l'impartialité de sa critique.

(*Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques de France. Avril-mai 1882, pages 776-778.*)

II

Pour les personnes qui ne possèdent pas les deux premiers mémoires sur *l'Origine des idées politiques de Rousseau*, je reproduis ici quelques-uns des documents sur lesquels ils sont fondés.

I

N° 78. *Que les syndiques ne usent desdites franchises que pourtant elles ne soient point perdues.*

Item que se les dessusditz citoyens de geneue qui par le temps present sont et seront au temps advenir procureurs de ladite cité des dessusditz priuileges et franchises en tous leurs chapitres ou en aucuns deulx nen usent : que pourtant les-

ditz citoyens et communité par l'espace de trente ans, quarante ans, cinquante ans, ou plus ne soient pas perdus, *ne ne leur puisse encourre prescription de temps*. Et se nous ou nostres officiers qui par le temps aduenir *venoient au contraire en tout ou en partie de ces priuileges*: ou quil *attentassent de venir au contraire* que pourtant ils ne *deussent ne ne peussent* ausditz citoyens, clerchez, et communité *porter préiudice quelconque* : *ne alleguer prescription de temps* sinon en tant quil seroit du consentement et voulente desditz citoyens de ladite communauté. (*Franchises de Genève de 1387. Traduction Montyon*).

II

« On s'enfonce dans le quatorzième et quinzième siècle pour y trouver l'esprit de notre Constitution. On la cherche dans les franchises d'*Ademarus Fabri* en 1387, dans un acte de 1420, où les Natifs et Habitans figurent en égalité avec les Citoyens et Bourgeois. Et cela, dit-on, est conforme à la *Loi fondamentale de la République*..... Il ne faut pas espérer d'en être cru sur une simple assertion, ou sur un commentaire d'imagination appuyé sur des actes de 1387, et de 1420..... En effet, est-ce en 1387, lorsque la ville avoit à la vérité des Franchises, mais non pas une Constitution, qu'il faut chercher l'esprit de la Constitution..... y a-t-il de la prudence à citer cet acte de 1420, où les Citoyens et Bourgeois sont confondus avec les Natifs et Habitans ? Les Citoyens et Bourgeois trouveroient-ils bon que les Natifs et Habitans s'autorisassent de cet acte pour prétendre aux mêmes prérogatives, et pour aller du pair avec eux ? Ne s'écricroient-ils pas avec justice que ce n'est pas d'après ces titres surannés qu'il faut partir..... »

(*Lettres écrites de la campagne*, pages 61-64. Troisième édition).

III

« Et cette Ochlocratie tumultueuse dériveroit de la loi fondamentale! On la fonderoit sur des actes de 1387, et de 1420! On l'auroit ramassée dans ces tems ténébreux où on n'aperçoit pas encore un corps de bourgeoisie, puisqu'elle y marche collatéralement avec le reste des habitans! Les édits de 1568, les Ordonnances de 1576, l'Edit de 1713, l'Edit même de 1738..... disparaîtroient devant des chartes rongées et antérieures de près de deux cent (*sic*) ans à la formation de la République! »

(*Id.*, pages 132, 133.)

IV

« Ces droits si judicieusement combinés; ces droits réclamés par les Représentans en vertu des Edits, vous en jouissiez sous la souveraineté des évêques, Neuchâtel en jouit sous ses princes, et à vous Républicains on veut les ôter! Voyez les Articles 10, 11 et plusieurs autres des franchises de Genève, dans l'acte d'Ademarus Fabri. Ce monument n'est pas moins respectable aux Gênois que ne l'est aux Anglois la grande Charte encore plus ancienne, et je doute qu'on fût bien venu chez ces derniers à parler de leur Charte avec autant de mépris que l'Auteur des Lettres ose en marquer pour la vôtre. »

« Il prétend qu'elle a été abrogée par les Constitutions de la République. Mais, au contraire, je vois très souvent dans vos Edits ce mot, comme d'ancienneté, qui renvoie aux usages anciens, par conséquent aux droits sur lesquels ils étoient fondés; et comme si l'Evêque eût prévu que ceux qui devoient protéger les franchises les attaqueroient, je vois qu'il déclare

dans l'Acte même, qu'elles seront perpétuelles, sans que le non-usage ni aucune prescription les puisse abolir. »

(J.-J. Rousseau. *Huitième lettre écrite de la montagne.*)

V

« Les divers articles de ces franchises sont exprimés dans plusieurs déclarations des évêques et notamment dans celle d'Ademarus Fabri, en 1387. Cette pièce authentique et regardée par la bourgeoisie de Genève comme le fondement de sa liberté, contient un grand nombre d'articles qui sont peu de chose, mais il y en a de fort importants. L'évêque y déclare qu'il ne fait que rassembler ou confirmer des franchises si anciennes qu'il n'est mémoire du contraire, en telle sorte que le non-usage ne peut prescrire contre elles, et qu'il ne laisse ni à ses successeurs ni à personne le droit de les révoquer. »

(J.-J. Rousseau. *Revue Suisse*, 1861, pages 463, 464.)

VI

« L'origine des franchises et des libertés du peuple de Genève se perd dans la nuit des temps. Dans l'acte célèbre de l'évêque Ademarus Fabri, cet évêque reconnaît lui-même que ces franchises qu'il lui confirme, sont de temps immémorial. Toutefois, on ne saurait supposer que dans les désordres qu'entraîna la ruine de l'empire romain, aucun peuple, aucune ville ait conservé la moindre ombre de liberté. Le système féodal, fondé sur l'esclavage des vaincus, n'était pas propre à la faire renaître. Les évêques, seuls protecteurs du peuple, le tirèrent de la soumission, et les droits municipaux de la ville de Genève ne s'établirent que sur ceux du clergé. Le prince, qui devait au peuple sa puissance, paya sa dette avec usure, il

fonda la liberté. Elle vint du côté dont on l'aurait le moins attendue. »

« Genève avait à peu près, sous les évêques, les mêmes droits que Neuchâtel a sous ses princes : l'honneur et l'embarras du gouvernement était pour le prélat ; l'avantage et la sûreté était pour le peuple. Au dehors, protégé par son souverain, au dedans, par ses franchises, le Genevois ne craignait ni son maître ni ses voisins, il était beaucoup plus libre que s'il eût été tout à fait républicain. »

(J.-J. Rousseau. *Revue Suisse*, 1861, pages 461, 462.)

VII

« L'idée d'aller chercher quelque image de liberté sous les rois de Bourgogne et sous Charlemagne est chimérique. La liberté ne germa que sous l'épiscopat, et les évêques que le peuple de Genève regarde comme les anciens tyrans de sa patrie, en furent en effet les pères et les bienfaiteurs. »

(J.-J. Rousseau. *Revue Suisse*, 1861, page 43.)

VIII

« Ces mots « *comme d'ancienneté* », nous ont conduit nécessairement à des recherches dans nos premières Lois ; dans les franchises de 1387, dans l'acte de 1420. Comment ces recherches ont-elles été reçues ? On les a ridiculisées, blâmées. Ces premières bases de notre Constitution ont été traitées de *titres surannés* (1), de *chartes rongées* (2) ; on a accusé les Représen-

(1) *Lettres écrites de la campagne*, page 64.

(2) *Id.* page 133.

tans de vouloir établir une *Ochlocratie tumultueuse* (1), de la fonder sur des actes de 1387 et de 1420, de la ramasser dans les *tems ténébreux*, dans des *pièces* que nos *législateurs* ne *connaissoient pas*, ou qu'ils *dédaignoient de connoître* (2)..... nous avons cherché les principes de notre Gouvernement dans nos anciens titres..... »

(*Réponse aux lettres populaires*. Lettre XXXI, pages 184, 185.)

«.....Ademarus Fabri qui prononçoit contre lui en parlant des franchises des citoyens..... »

(*Id.* Lettre XIII, page 49.)

IX

« Lui oppose-t-on [*à l'auteur des lettres écrites de la campagne*], la *constitution fondamentale de l'Etat*, ces *franchises* que tous les bourgeois *jurent d'observer et de garder*? « Il n'en tient aucun compte; ce sont, dit-il, des *Chartes rongées, des titres surannés*..... »

(*Réponse aux lettres écrites de la campagne*, 1764, page 77.)

X

« Ils [*les citoyens et les bourgeois représentants*] ont cité les « articles 10 et 11 de ces *Libertés et Franchises* qui devoient « assurer si efficacement la liberté des particuliers contre les « emprisonnemens *sans adstriction ni condition*. L'anonyme « veut que ces *Franchises* aient été *abrogées par des lois postérieures*. *Peut-être*, dit-il encore, *nos législateurs ne les con-* « *naissoient pas ou dédaignoient de les connoître*. Et cependant

(1) *Id.* page 132,

(2) Page 132.

« ces législateurs..... ont statué que tous les bourgeois jure-
« roient de les *observer et garder*. Ces législateurs se sont-ils
« donc fait un jeu de la religion du serment ? Si ces *Libertés et*
« *Franchises* leur étoient inconnues, comment ont-elles passé
« jusques à nous ?..... Ces *Franchises* avoient été imprimées en
« 1507, et elles étoient inconnues, ou bien on dédaignoit de
« les connoître en 1543 et en 1568 ! Ces *Franchises*, que les
« Citoyens regardoient comme le rempart de leur liberté sous
« un Prince-Evêque, auront été abandonnées à l'heureuse épo-
« que de la Réformation, dans le tems que le Conseil général
« acquit tous les droits du Prince !

« Les citoyens n'auront fait tant d'efforts pour conserver
« et étendre leurs libertés limitées à divers égards sous un
« Prince-Evêque, que pour se mettre sous le joug le plus dur
« et le plus insupportable !.....

« Vos Franchises, vos Loix, vos Libertés sont anéanties,
« si vous laissez subsister ce système destructeur. »

(*Idem*, pages 83, 84, 85.)

XI

« Qu'on nous produise un seul Edit qui ait expressément
« dérogé à ces *Libertés et Franchises*..... Ces chartes rongées,
« ces titres surannés, étoient si sacrés qu'ils marchaient pour
« ainsi dire de pair avec les *Saints Evangiles*. On juroit sur les
« *Saints Evangiles* et sur les *Franchises*. »

(*Idem*, pages 147 et 148.)

XII

« Les Citoyens et Bourgeois s'appuyent sur une *Loi fon-*
« *damentale de l'Etat*, écrite dès l'an 1387 et 1420..... »

« *Très humble et très respectueuse Représentation à M. le Premier Syndic, du 8 août 1763.* » *Représentations et écrits, etc., et réponses du Conseil, 1766, pages 34, 35, 39.)*

XIII

« Votre *système de gouvernement* est un *système nouveau*, nous dit-il. Ce reproche sied-il bien à l'anonyme qui ne veut pas nous permettre de remonter aux quatorzième et quinzième siècles ! S'il craint les nouveautés, pourquoi se plaindre de ce que nous nous fondons sur des *titres surannés*, sur des *chartes rongées* ? »

(*Réponse aux lettres écrites de la campagne, 1764, page 161.*)

Il serait facile de citer bien d'autres documents encore écrits dans le même sens.

FIN.

HISTOIRE
DE
L'ESCALADE

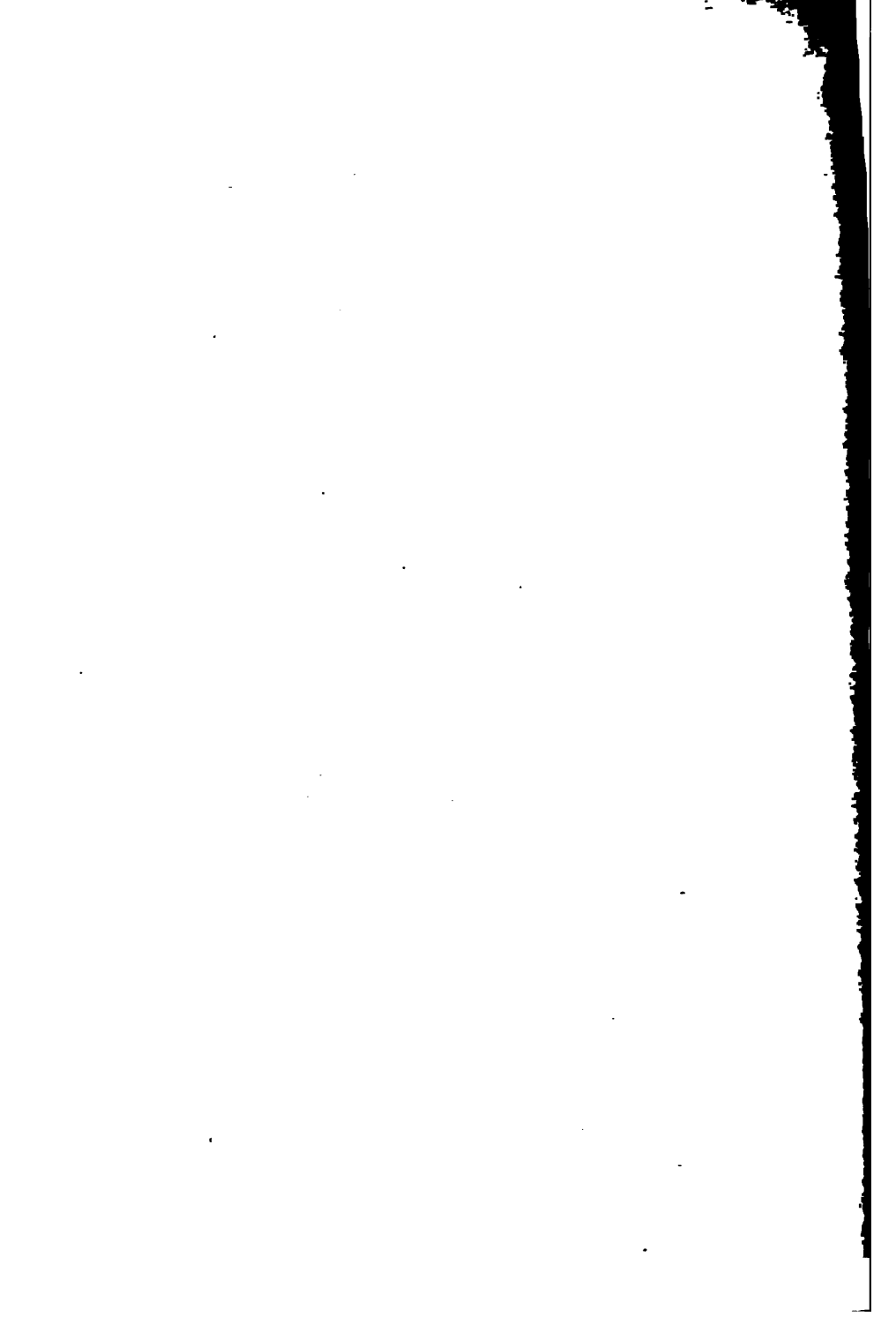
Avec toutes ses circonstances

PAR

David PLAGET, citoyen de Genève

publiée avec une introduction et des notes

Par L. DUFOUR-VERNES & Eugène RITTER



PRÉFACE

I

Le manuscrit

Un jeune savant vaudois, M. Jules Cornu, professeur de philologie romane à l'Université de Prague (1), venait d'être nommé membre correspondant de l'Institut genevois (section de littérature). Le 19 mars 1882, il écrivit à cette occasion à l'un de nous:

« Je me demandais comment je pourrais bien témoigner ma reconnaissance à l'Institut genevois de l'honneur qu'il m'a fait en me nommant membre correspondant. En revoyant mes vieux cahiers, j'ai trouvé quelques feuilles contenant la description d'un manuscrit de la ville de Grenoble, dont la plus grande partie est consacrée à Genève. Je me fais un plaisir de vous les envoyer.... »

(1) M. Cornu a publié dans la *Romania* des études sur les chants, les contes populaires et les proverbes patois de la Gruyère; sur le patois de la vallée de Bagnes (en Valais); ainsi que des recherches sur la grammaire des langues espagnole et portugaise.

C'est dans l'été de 1875 qu'il a rédigé, à la Bibliothèque de Grenoble, la notice que nous publions plus loin, du manuscrit 916.

La plupart des morceaux contenus dans le manuscrit dont M. Cornu a fait la notice, sont assez intéressants pour que nous donnions ici cette notice tout entière; nous y avons joint quelques notes, pour signaler les manuscrits de divers dépôts de Genève où se retrouvent la plupart des pièces du manuscrit de Grenoble; notamment un manuscrit qui porte le n° 130 des Brochures genevoises de la Société de lecture, qui fut donné à cet établissement, il y a une soixantaine d'années, par M. Martin-Aubert, et qui contient une douzaine des trente-quatre pièces du manuscrit de Grenoble.

**Bibliothèque de Grenoble, n° 916. Petit in-folio,
sur papier, sans pagination.**

I. Inscriptions antiques de Genève, recueillies du livre de Janus Gruterus. — Deux éditions de cet ouvrage (*Inscriptiones antiquae totius orbis romani*) ont été publiées à Genève (1603 et 1616).

II. Summarium majoris consilii.

Defensio Genevensium neque longius neque aliunde petenda est quam ex ipsis actionis articulis a Duce Sabauda instituta, in qua contraria perspicue implicantur.

III. Roolle des Seigneurs hospitaliers, depuis l'an 1535.

Tous les noms que ce rôle contient sont de la même écriture et de la même encre, du premier au dernier; et les derniers inscrits sont :

Timothée Perrot, 1614.

Jacques Maillet, 1620.

Timothée Perrot, 1624.

Comme Jean Bougueret, qui succéda à Timothée Perrot, fut nommé hospitalier le 28 octobre 1629, on peut fixer aux

années 1624 à 1629 l'époque où furent compilés les documents contenus dans le manuscrit qui nous occupe.

IV. Reiglement de l'hospital général de Genève, fait l'an 1608, sur le gouvernement et administration des biens du dit hospital, extrait des livres et registres d'iceluy hospital.

On lit dans le registre du Conseil, à la date du 18 mai 1607 (et non pas 1608) : *Ici a été dressé le règlement sur l'hospital en la forme suivante...* Suivent 88 articles.

V. Sommaire de la doctrine chrestienne laquelle est enseignée en l'eschole de Geneve.

Fin :

Ainsi signé : GALATIN.

VI. Abrégé et détestable trahison, perfidie et meschanceté commise par les principaux de Berne en l'année 1589, contre Dieu, contre la Religion, contre le Roy de France et contre Genève leurs alliez, ensemble aussi contre les sujets des trois bailliages, contre leur honneur propre et celuy de la nation et contre la seurté de toute leur patrie et de toute la Suisse.

Ce morceau se trouve dans le manuscrit précité de la Société de lecture (folios 280-291) sous le titre : *Abrégé et sommaire recueil des griefs faits à la cité de Genève par les principaux de Berne, l'an 1589.*

VII. Sommaire discours des droits et autoritez que le duc de Savoye prétend lui appartenir sur la cité de Genève.

VIII. Sommaire des prétensions des très illustres ducs de Savoye sur la ville franche et Impériale de Genève.

IX. Sommaire discours des objets et deffenses des Seigneurs de Genève sur les prétensions de la maison de Savoye sur la dite ville de Genève.

X. Description et inventaire des bulles impériales, papales, arrests, déclaracions, accords, recognoissances, fidélitez, journées et autres droits, produits par les Seigneurs de Genève, en plusieurs assemblées tenues et faittes avec les

ducs de Savoye, et principalement en la conférence tenue à Hermance entre les desputez de son Altesse avec les députez des Seigneurs de Genève, l'an 1598.

XI. Remonstrance au duc. Apologie au duc de Savoye.

XII. Duplique des députez de Genève, à la fin de laquelle on lit : fait à Thonon et signé par moy au nom des dits Seigneurs députez de la Seigneurie de Genève l'onzième de novembre 1598. Signé : Jehan Sarrazin.

XIII. Coppie du rapport des seigneurs ambassadeurs Lect, Savion et Anjouran, fait en Petit Conseil le 15 décembre 1681 et le lendemain en Deux-Cents.

Tous ces morceaux (VII à XIII) se trouvent dans le manuscrit précité de la Société de lecture, fol. 3 à 146.

XIV. Reiglement sur l'émolument du seau, tel qu'il est par révision mis par tableau dans la banche, soit chambre où sont playdées les causes ordinaires, selon qu'il en a esté coppié.

Ce tarif datait du 29 mars 1585, comme on le voit par le registre du Conseil, à cette date :

« *Taxes du Seau et de la Justice.* Messeigneurs, s'estant assemblez ce matin, ont reveu les dites taxes, après la révision qui a esté faicte ces jours par Mess^{rs} les Syndiques et quelques aultres des Seigneurs, et a esté passé et approuvé, ainsy comme les dites taxes sont couchées sur le livre des Edictz ; et au reste a esté arresté que les Seigneurs de céans et le saultier et secrétaire soient exptepez des émolumens à la banche. »

XV. Entreprise du sieur de Raconis sur la ville de Genève. Voir plus loin, article XXXI.

XVI. Court morceau que nous donnons en entier ; c'est la copie d'une note dont l'origine n'est pas indiquée :

« L'entreprise de l'escalade eut son origine première, quant aux hommes et moyens humains, par ce moyen :

« Un gentilhomme savoysien, nommé Brenaulier, malade d'un bras, vint à Genève pour se faire guérir, logea chez le sire Guillaume Guérin, en la place Notre-Dame ; iceluy avoit un fils chirurgien, on luy bailla une chambre, qui avoit la veue sur la Corratierie. La nuit qu'il ne pouvoit reposer (c'estoit au mois de may), il se mettoit volontiers à la fenestre de laquelle il pouvoit voir les rondes passer, et le devoir que l'on faisoit aux sentinelles. Il y avoit vis-à-vis de sa fenestre entre autres une garite en laquelle on ne mettoit point de sentinelle. Le jour, il sortoit par la porte Neufve et alloit le long de la muraille jusques au Rhosne, remarquoyt la hauteur de la muraille, la profondeur du fossé et les advenues. Sur quoy, et pour parvenir à son malheureux desseing, il escrivit à un sien ami en Savoye, auquel après les cérémonies en pleine rue pour entrer en sa chambre, finalement il fit voir ce qu'il en avoit recognu et luy en communiqua les inventions, et firent leurs premiers projets.

« Les cérémonies furent en rue audevant de son logis à heure de mydi : plusieurs femmes et filles voisines estoyent assises en rue à leur besongne. Il fit tant par ses prières, que son dit amy entra et alla prendre la collation qui fust continuée jusques au soupper, et finalement l'arresta pour passer la nuit ensemble, et pendant icelle voir les rondes et autres remarques nécessaires ; puis le lendemain firent le mesme chemin depuis la porte jusques au Rhosne, et communiquèrent de tout ce qui se faisoit. »

**XVII. Histoire de l'Escalade par D. Piaget, citoyen
de Genève, avec toutes ses circonstances.**

XVIII. 1603. Chanson du pot au lait du duc de Savoie, et se trouve imprimée.

Cette chanson a été réimprimée dans le *Recueil des plus anciennes chansons de l'Escalade*, Genève, Cherbuliez, s. d. 78 pages, in-12°, et dans le recueil publié par M. Jullien : *Chansons de l'Escalade*, 1845, in-4°. On en a une autre réimpression sur le recto d'un feuillet qui contient au verso une chanson de l'escalade sur l'air : *Une dévôte en Dieu*, et commençant par : *Accourez, jeunes, vieux* : 38 quatrains composés pour la fête de l'Escalade, en 1665.

XIX. L'ordre des escholes de Genève, reven et augmenté, par ordonnance de nos très honorez Seigneurs Syndiqs et Conseil, l'an 1576.

XX. La publication du dit ordre fut faicte l'an 1559, en face de la Seigneurie (LVI §).

● XXI. Lettres certaines d'aucuns grands troubles et tumultes advenus à Genève.

C'est la copie d'un imprimé que possède notre Bibliothèque publique (Ba, 1588) dont parle Gaullieur dans ses *Etudes sur la typographie genevoise* (*Bulletin de l'Institut*, II, 121), et qui a été décrit par M. Théophile Dufour (*Notice sur les livres imprimés à Genève et à Neuchâtel dans les premiers temps de la Réforme*, p. 128).

XXII. Récit de l'entreprise de l'Armada.

XXIII. Extrait du 3^{me} article du Traité perpétuel, passé le 18 May 1579 par Sa Majesté Royale de France, pour la défense de la Citty de Genève, avec les Magnifiques Seigneurs de Berne et de Soleure.

XXIV. Discours touchant la prise et mort de Philibert Bertholier en l'an 1519, le 5^e d'aoust.

XXV. D. Bernardi ad Ardutionem Gebennensem electum. epistola 27; ad eundem jam episcopum, epistola 28. Voir *Régeste genevois*, article 286.

XXVI. Double de l'alliance entre Berne et Genève, en l'an 1536.

XXVII. Quaestiones statum politicum et ecclesiasticum Genevensem atque hinc Sabaudicum comprehendentes.

Ces deux morceaux se trouvent dans le manuscrit précité de la Société de lecture, folios 272 et suiv., 147 et suiv.

XXVIII. Le combat des vrais archers contre le plant de l'ancien Papeguay. Toute plante que le Père céleste n'a point plantée sera arrachée. De l'officine de vérité, M. D. LXII.

XXIX. Première moralité, jouée à Genève en la place du Molard, le dimanche des Bordes, l'an 1523.

Seconde moralité. Le dimanche après les Bordes, 1524.

Ces deux pièces ont été imprimées plusieurs fois, entre autres dans les mémoires de la Société d'Histoire de Genève (I, 153-163).

En donnant la bibliographie de ces pièces dans un travail sur *la Sottie en France (Romania, VII)*, M. Emile Picot cite le manuscrit 916 de la Bibliothèque de Grenoble, et lui assigne pour date la fin du XVI^e siècle; mais nous avons montré ci-dessus que ce manuscrit est d'une époque plus récente. Voir article II, et op. art. IV, XIII, XVI, XVII et XVIII.

XXX. Chanfon de la complanta et desolafion dé paitre.

Cette chanson patoise se trouve dans le manuscrit précité de la Société de lecture, fol. 174. Voir ce qui en est dit dans les *Recherches* de M. Eugène Ritter *sur le patois de Genève* (Mémoires de la Société d'Histoire de Genève XIX, 43; et page 7 du tirage à part).

XXXI. Chanson sur l'entreprise de Raconis contre Genève, l'an 1582.

XXXII. La guerre de Gex.

Cp. Senebier, *Histoire littéraire de Genève*, I, 76.

XXXIII Edicts faicts et reveus en Conseil général sur offices de la ville de Genève, le 29 janvier 1568.

Ces édits se trouvent dans le manuscrit précité de la Société de lecture (fol. 306) et sont copiés aussi dans les manuscrits 11 (fol. 4-22) et 14 (pages 1-61) de la Bibliothèque des Archives. Les manuscrits 93, 94 et 109 de cette Bibliothèque contiennent aussi quelques-uns des morceaux que j'ai signalés comme se trouvant dans le manuscrit précité de la Société de lecture.

XXXIV. De l'origine des *Mammelus*.

On ne sait comment est venu échouer à Grenoble ce manuscrit 916, qui est évidemment l'œuvre d'un magistrat genevois ; nous avons cité plusieurs manuscrits de la même époque, où se trouvent semblablement compilés des documents et notes qui se rapportent à l'histoire de notre république, aux antiquités de notre ville, à la longue controverse juridique sur les prétentions de la maison de Savoie à la souveraineté de Genève, etc.

Mais, parmi tous les morceaux que ce curieux manuscrit contient, il en est un (XVII) dont l'importance éclatait au premier coup d'œil. L'Institut genevois (1) arrêta qu'il serait publié dans son *Bulletin*, et nous fîmes à Grenoble les démarches nécessaires pour en obtenir la copie. M. Gariel, conservateur de la Bibliothèque de Grenoble, nous prêta son obligeant concours ; un savant dauphinois, M. Gustave Vallier, voulut bien se donner la peine de collationner la copie que nous avions fait faire. Enfin, l'un de nous fit tout exprès le voyage de Gre-

(1) Section des sciences morales et politiques, d'archéologie et d'histoire : séance du 1^{er} mai 1882.

noble pour lever quelques doutes qui nous restaient encore, et pouvoir donner, de l'important morceau que nous offrons aux amis de notre histoire nationale, un texte parfaitement assuré.

II

L'auteur

Dans la première moitié du XVII^me siècle, la famille Piaget n'avait qu'un seul de ses membres dont le prénom commençât par la lettre D ; c'était David Piaget, né le 31 octobre 1580. Son père, Julien Piaget, riche marchand (1), fut élu du Conseil des Deux-Cents en 1589, et du Conseil des Soixante en 1603. Lors de la guerre de 1589 avec le duc de Savoie, il avait prêté quelques sommes à la Seigneurie, ce qui portait celle-ci à lui faire quelques gracieusetés, comme de le libérer de taxes pour l'entrée de ses marchandises (2), ou de lui précompter le prix de l'abergement d'une pièce de terre pour les intérêts des sommes qui lui étaient dues et dont il payait les changes en Allemagne (3). Il voyagea aussi dans ce pays pour emprunter au nom de la République, et il se plaignait le 14 juin 1605 de ce qu'il payait les intérêts des sommes empruntées « dès plusieurs années, à son grand préjudice ».

En 1578, il épousa en premières noces, Jaquette, fille de François Le Febvre, de Nevers, bourgeois de Genève, dont il eut David, Jean qui ne vécut pas, et Jeanne, tous nés « en la Rivière-

(1) Dans son testament du 12 juin 1629 (J. Dupont, not.), il fait plusieurs legs à tous ses serviteurs, à M^e Jean Jordan, précepteur de ses enfants, à ses beaux-frères, etc.

(2) Registre du Conseil, 27 novembre 1601.

(3) Idem, 10 décembre 1606.

dessus vers le Molard (1) ». Cette première femme mourut le 28 septembre 1584 (2). Julien Piaget se remaria, probablement l'année suivante, avec Jeanne, fille de Claude Baud, de Presilly, bourgeois de Genève, marchand drapier, et de Marie Varro ; il en eut dix enfants, dont trois fils, Abraham, Jacob et Pierre. Ce fut cette Jeanne Baud qui, selon la tradition, joua un rôle à l'Escalade (3), dans la maison de son mari, située sur la place de la Monnaie, appelée aussi place Notre-Dame, au bas de la Cité, et donnant sur la Corraterie : les Piaget y étaient venus habiter avant 1595. Dans le partage des biens paternels, cette maison échut à David et à Abraham (4).

David Piaget entra en théologie le 1^{er} mai 1599 (5). Un acte notarié du 28 juillet 1613 le nomme docteur en théologie (6). Il remplaça à Chêne, de septembre 1613 en février 1615, le pasteur Butini qui avait demandé un congé pour faire un voyage en France (7), puis à Cartigny le pasteur Enoch Mol-

(1) La rue qu'on appelait encore il y a peu d'années : *rue basse des Allemands dessus*.

(2) « D'opilaxions des rogoins ; a esté overte, a esté trové deux pierres dedans, âgée d'environ 26 ans. » Reg. mortuaire.

(3) La femme du citoyen Piaget, dont les Savoyards enfoncèrent la maison, fut tellement effrayée en entendant le bruit du pétard qu'elle ne songea qu'à se barricader dans sa chambre ; la peur lui donna assez de force pour trainer et appliquer contre sa porte un coffre d'un poids énorme..... il fallut employer deux ou trois hommes vigoureux pour remettre ce coffre en place. (Picot, Histoire de Genève, II, 314).

(4) Partage judiciaire du 15 septembre 1610.

(5) Livre du Recteur.

(6) Et^{ne} Revilliod, not.

(7) Sur la provision qu'il échoit de faire sur l'Eglise de Chêne, à cause du départ de M. Butini, qui a servi ci-devant, la Compagnie a jeté les yeux

let, enfin le pasteur Osée André à Onex et Cartigny (1). En 1620, il était pasteur à Divonne (2), et en 1637 à Versoix (3). Il avait épousé le 14 janvier 1610, Anne fille d'Abraham Galatin et de Sara Villot, dont il eut, outre Julien et Adrienne, morts jeunes, Sara, qui fut mariée à Abraham Varin, citoyen. Elle devint en 1643 l'héritière universelle de sa tante Jeanne Piaget (4), qui lui recommande d'entretenir son frère, Sp. David, de toutes choses à lui, nécessaires; et, au cas où sa nièce viendrait à décéder avant lui, elle veut qu'il soit entretenu des usufruits de sa succession (5). Il ne jouit pas longtemps des intentions généreuses de sa sœur, car il mourut dans sa maison de la rue de Chevelu le 13 juin 1644, âgé de 64 ans, de fièvre étiqne (6).

Piaget hérita du quart de la fortune paternelle, à savoir, outre la moitié de la maison de la Cité, d'une maison avec jardin à Chevelu, d'un domaine à Morillon, et de pièces de terre à Carouge, au vieux Pont d'Arve, et au Petit-Saconnex; il reçut encore par institution particulière une somme de six cents écus, dans laquelle était comprise la moitié de la dot de sa mère. Son père lui aurait laissé davantage, comme à ses trois frères auxquels il donne 2,000 écus, outre leur part, « s'il n'avait beaucoup dépensé aux études de son fils », ainsi

sur M. Peaget, pour le prier d'aller faire la dite charge jusque au retour de M. Butini (Reg. de la Vén. Compagnie du 10 septembre 1613).

(1) Reg. du Consell, 28 août 1616, 26 mars 1625.

(2) Et. De Monthoux, not.

(3) Claparède, Histoire des Eglises réformées du pays de Gex.

(4) Mariée successivement à P. Pictet, à Jean de La Foge, de Morges, à Claude Bouillet, de Lorraine.

(5) Jean Comparet, not.

(6) Registre mortuaire.

qu'il le dit à deux reprises dans son testament. Quant à l'héritage de sa mère, il fut d'une rentrée difficile. Elle était fille de François LeFebvre, négociant établi à Dijon, et de Catherine Colin. Le Febvre mourut laissant sa femme usufruitière de ses biens. Celle-ci se remaria bientôt après à Claude Lavisé, de Lausanne, et vendit, vers l'an 1588, sans doute d'après le conseil de son époux, à son autre fille Guillemette LeFebvre, femme d'Henri de Montsanglard, les biens immeubles de son premier mari, consistant « en maisons et autres héritages en la ville de Dijon et ailleurs ». Les sommes, provenues de cette vente, furent placées entre les mains de Lavisé, qui ne paraissait pas pressé de les remettre. Le 5 août 1611, « nonobstant son grand âge », elle procède à une reconnaissance de ces sommes, qui sont « mille escus d'or soleil au coing du Roi de France, de bon or et de bon poids » dont les enfants de sa défunte fille Jaquette, à savoir notre David et sa sœur Jeanne Piaget, femme de no. Pierre Pictet, demeurant à Vienne en Autriche, devront recevoir la moitié (1). Lavisé décéda sans avoir restitué cette somme. M^{me} Lavisé fait alors, le 22 mars 1613, à ses deux petits enfants Piaget, donation en règle des cinq cents écus d'or qui leur étaient dus, à prélever avant tout partage de ses biens avec sa fille Montsanglard, et elle le fait en des termes non équivoques d'affection et d'attachement : « considérant les bons et agréables services qu'elle a « jusques icy receus du dit Sp. David Piaget, son petit-fils, et « de la dite damoiselle Jehanne Piaget, sa petite-fille, tant de « la preuve desquels elle les relève que de ceux qu'elle espère « recepvoir cy après d'eulx..... ; pareillement en contempla- « tion des fournitures par luy faites pour la dite dame Colin, « sa mère grand, et des journées, grandes peines, et vacations

(1) Louis Pyu, not.

« par luy employées à la poursuite des droits d'icelle, tant en
« la ville de Lausanne qu'ailleurs ; et finalement en considé-
« ration de ce qu'il la nourrit et entretient honorablement en
« sa maison avec une sienne chambrière, dès quelques mois
« en ça, comme il fera encor par cy après, tant qu'il plaira
« à la dite dame Colin, sa mère-grand, à son grand conten-
« tement, dont désirant le recognoistre et récompenser et de
« mesme la dite damoiselle Jehanne Piaget, sinon en tout, au
« moins en partie, elle a donné et donne, etc.(1). » Il est probable
que tout se termina bien, car David Piaget remet le 8 janvier
1628 une procuration à son cousin Bernard de Montsanglard
pour se transporter en la ville de Grenoble, à l'effet d'y recou-
vrer certaines créances (2).

Les Registres du Conseil nous révèlent quelques difficultés
que Piaget eut avec l'Etat. Il avait reçu, en 1616, à Lausanne,
pour ses droits dans l'héritage de sa grand'mère, des obliga-
tions dues par la seigneurie à Blaise Lavisé, et il en réclamait
le paiement. Le Conseil le prit de haut : il arrêta que le
trésorier lui rembourserait ses obligations au prix auquel elles
lui avaient été remises, avec les intérêts dus depuis leur
expédition, et que « défences soient faites au dit Piaget de
« s'en dessaisir, ni les remettre à autre, ni les transporter
« hors la ville, à peine de l'indignation de la Seigneurie (3). »
Trois mois après, Piaget, qui n'avait encore rien reçu, revient
à la charge : ses obligations montent en principal à 1,300
florins, et avec les intérêts à 4,000 florins. « Les commis en
« la Chambre des Comptes l'ont fait condescendre à se con-
« tenter de 1,500 florins pour le tout, mais Piaget leur

(1) Etienne de Monthoux, not.

(2) Melchisédech Pinault, not.

(3) Reg. du 27 mai 1616.

« remontre encore qu'il a exercé le ministère à Chêne et
« excusé le sieur Mollet, durant qu'il étoit à Mets, dont il
« n'a eu aucun salaire de la Seigneurie, au lieu duquel il prie
« qu'on luy compense le lod de certain acquis qu'il a faict,
« qui peut revenir à 200 florins. Arresté qu'on luy accorde
« le dict lod et qu'on approuve le traicté fait avec luy pour
« les dictes obligations (1). »

Quelques années après, Piaget présente une nouvelle requête pour être payé de ses services « rendus en sa profession de ministre tant ès églises d'Onnex et Cartigni, en l'absence de M. Osée André, qu'en celle de Chesne, pendant « dix-huit mois, il y a quelques années. » Le Conseil décide de lui faire remettre cent florins « pour les dits prétendus services, outre les 200 florins desquels il a été récompensé en « l'année 1616 (2). »

Les magistrats eurent encore l'occasion d'adresser des remontrances à Piaget, pour avoir conduit, sans permission, sur les fortifications, hors la ville, de la porte de Rive à la porte Neuve, une quinzaine d'étrangers, entre lesquels se trouvaient plusieurs Minimes et gens d'Eglise : il fut pour ce fait âprement censuré et menacé de la prison, s'il y retournait (3).

Piaget étoit un homme de cabinet. Outre le récit qui fait l'objet de cette publication, il avait composé, dans les loisirs que lui laissaient ses fonctions pastorales, une histoire de Genève qui devait être bien intéressante, puisque Sp. Alexandre Morus, à qui les imprimeurs De Tournes et Chouet l'avaient prêtée, ne pouvait se décider à la rendre. Voici ce

(1) Reg. du 28 août 1616.

(2) Reg. du 26 mars 1625.

(3) Reg. du 2 avril 1613.

qu'on lit à ce sujet dans le registre du Conseil du 13 Septembre 1648: « *Histoire de Genève écrite par le S^r Peaget*. Vene la « requeste, présentée par les sieurs De Tournes et [Chonel « de] la Pierre. plaintive de ce qu'ayant presté à Spectable « Alexandre Morus la dite histoire manuscrite en deux vo- « lumes, des deux ans en çà, il ne la leur anroit voulu rendre, « nonobstant les instances qu'ils en ont faict, mesmes près de « Messieurs de la Compagnie auxquels il dit que Messieurs les « Scholarques luy avoyent défendu de la leur rendre. Surquoy, « estant délibéré, arrêté que Messieurs Favre et Godefroy « parlent audict S^r Morus et retirent d'entre ses mains *dans le* « *jour* la dicte histoire, pour la rapporter en la chambre, afin « qu'estant veue on advise ce qu'on en fera, et si on la devra « rendre auxdicts S^{rs} De Tournes et La Pierre. » Et du 18 novembre: « S^{rs} Jean De Tournes et Jacques de la Pierre, « ayant prié Messeigneurs que l'histoire de Genève écrite « par le sieur Peaget, prestée ci-devant à Spectable Alexandre « Morus, et depuis rapportée en la Chambre des Comptes, leur « soit rendue, puisque M. le Syndique Pictet, Scholarque, « l'ayant veue et examinée, n'y a rien trouvé qui fust au pré- « judice de l'Estat. Arrêté qu'elle soit encore veue par les « dicts Seigneurs de la Chambre (1). »

Le Conseil était assez chatouilleux à l'endroit de ces histoires de Genève: il craignait qu'on y critiquât ses actes, et surtout qu'on exposât d'une main malhabile les droits de la République. Il est rare qu'il en ait encouragé la publication. Senebier, dans son histoire littéraire, éditée en 1786, dit que cette histoire de Piaget était en deux volumes fol°, mais il semble qu'elle n'existait déjà plus de son temps.

(1) L'archiviste Sordet (Dictionnaire des familles genevoises) n'a pas eu connaissance de David Piaget: il attribue par erreur son Histoire de Genève à son frère Abraham Piaget, et va jusqu'à dire que le Conseil supprima le manuscrit.

III

Le récit

On peut distinguer trois groupes dans les relations de l'Escalade, composées à Genève dans la première moitié du dix-septième siècle. Nous avons d'abord le récit officiel du Registre du Conseil (1), celui du secrétaire d'Etat envoyé aux cantons évangéliques de Berne, Zurich, Bâle et Schaffouse (2), le rapport fait à la vénérable Compagnie (3), et le *véritable récit de l'entreprise du duc de Savoie* (4). Ces quatre relations, très brèves, écrites le lendemain ou quelques jours après le 12 décembre 1602, sont assez diffuses et se ressentent de la hâte avec laquelle elles ont été rédigées. Nous y glanons cependant quelques détails rarement donnés ou qui ne sont pas reproduits ailleurs : « Il y avoit aussi un nombre d'arquebousiers » en la petite isle (5) proche de ce fossé où estoit l'ennemi, qui « ne tiroient guères à faute ». (Récit du Registre) (6). — « A esté » rapporté par les prisonniers qui viennent d'estre pendus » que le sieur d'Albigni estoit au pied de l'eschelle, accourageant les soldats, leur donnant entendre qu'il y en avoit

(1) Publié en 1867, par M. J. Gaberel.

(2) et (3) Publiés par M. J. Gaberel en 1868.

(4) Edité à Lausanne en 1603, réimprimé par M. J. Jullien en 1878.

(5) La partie de l'île en aval de la Tour.

(6) Ce détail est reproduit, comme nous le verrons plus loin, dans la relation de Simon Goulart.

« quatre cents dedans d'accord avec eux, qu'ils n'en doutas-
« sent point ». (Récit du secrétaire d'Etat aux cantons évan-
géliques). — « On se pourroit aussi esbahir que, comme la
« raison de la guerre portoit, ils ne donnèrent en plusieurs
« lieux de la ville pour nous estonner et distraire. A quoi la
« responce est que leur conseil estoit bien tel, et quelques gens
« estoyent assignés pour bailler à St-Antoine, mais quand ilz
« ouyrent sonner la joye au cartier de la Monnoye et vers la
« porte Neufve, et ville gagnée ! ilz quittèrent leur dessen pour
« plus commodément entrer avec les aultres par l'ouverture
« qu'ilz pensoyent estre jà faite, en quoy ils furent déçus,
« trouvant que le canon jouoit et que leurs gens estoyent
« repoussez ». (Rapport à la Compagnie.)

A ce premier groupe se rattachent encore deux relations (1) : l'une sans nom d'auteur, dont une copie, antérieure à 1632, a été retrouvée à la Bibliothèque nationale de Paris, laquelle insiste sur le nombre des combattants du côté des Genevois ; l'autre, de Simon Goulart, pasteur de Saint-Gervais. Cette dernière paraît s'être inspirée du récit du Registre ; nous relevons, en outre, ce passage : « J'étois à l'entrée du pont (de l'Ile) en ma charge, d'esprit aussi rassis que je suis à présent, et encourageant les uns et les autres, tous étant merveilleusement résolus, Dieu mercy. » Sur ce point, Goulart se rapproche d'un manuscrit dit *manuscrit Bourdillon*, qui fut rédigé à la fin du dernier siècle par l'auditeur Léonard Bourdillon, d'après des chroniques de famille et des traditions orales. Ce manuscrit, revu et annoté soigneusement, mériterait les honneurs de l'impression.

Dans le second groupe, se remarque *le Vray Discours de la miraculeuse délivrance*, publié par ordre du Conseil, et qui

(1) Toutes deux publiées en 1880, par M. Th. Dufour.

devint dès lors le récit classique. C'est sur lui que se calquèrent les relations qu'on rencontre dans les histoires de Genève du siècle de l'Escalade. Ainsi les manuscrits 139 *ac* et 141 *fb* de la Bibliothèque publique l'ont reproduit avec quelques retouches insignifiantes; et de même Leti et Fremin, dans leurs histoires de Genève, en y ajoutant plusieurs petits faits empruntés aux chroniques savoyardes. Toutefois dans la même Bibliothèque, deux manuscrits, portant les nos 141 *b* et 141 *c*, offrent des variantes assez considérables. Dans le premier, la narration, si elle a quelques retranchements insignifiants, est en revanche augmentée, outre quelques menus détails, de trois morceaux : sur les préparatifs du duc et la sécurité de la ville, sur la ronde qui donna l'alarme, sur les motifs qui firent prononcer la sentence. Voici ces morceaux : (à la suite des propositions de Rochette, p. 12 du *Vray Discours*, édition de 1843). « Ilz escoutèrent et goustèrent tellement ses recerches et assurances, qu'encores que les villes de cette con-
« dition ne croient pas légèrement à ceux qui leur ont fait la
« guerre, ils s'endormirent toutes fois sur cela, et négligèrent
« leur conservation, et estimèrent qu'ils n'avoient rien de
« plus puissant pour les garder, après la garde de Dieu, que
« les traités de paix entre la France, l'Espagne et la Savoye,
« dans lesquels ilz croyoient d'estre compris soubz le nom
« d'alliés et confédérés des Lignes. Aussi les subjects du
« Duc y alloient si librement, que la veille de ceste exé-
« cution, etc. (suit l'histoire de l'achat de chevaux). Le
« Duc, désirant d'avoir ceux de Genève par le moien de
« la ruse, avoit dressé une entreprise pleine de preuves de
« son courage, de son jugement et de sa conduite, aussi bien
« que de celles de son malheur. Il y avoit longtemps qu'elle
« se traictoit, sans que le temps en descouvrit quelque chose,
« et bien qu'on sceust qu'il faisoit faire des escheles, qu'il achep-

« toit partout des hommes de résolution et qu'il y en eust bon
« nombre à Chambéry, bien païés et entretenus, attendans la
« pleine maturité de ce desseing, sans que personne sceust
« à quoy on le vouloit employer, ne se souciant que de prépa-
« rer son ame et les armes à l'exécution du commandement du
« Prince, desquels il remettoit la conduite à sa prudence. On
« ne pouvoit croire pourtant que le desseing fut contre ceux
« de Genève. Le Gouverneur de Lyon fust incontinent adverti
« que le Duc de Savoye venoit deçà les monts et faisoit partir
« des escheles ; on donna advis au Roy, et pourveut à ce qui
« estoit nécessaire à la ville de Lyon, quoy que ce mesme advis
« portast que le desseing n'estoit pas en France. Ceux de Ge-
« nève, etc. (cette phrase, comme dans le Vray Discours).
« D'Albiny, lieutenant-général du Duc en ses païs de deçà les
« monts, avoit faict passer ses troupes et ordonné pour ce faict
« les logis aux villes plus proches de Genève, en plusieurs
« répartiments, pour n'estre si tost descouverts. Le rendes-
« vous fut au lieu de Chambéry : le point pour donner fut ré-
« servé à la prudence du chef. Le temps n'estoit pas selon
« le précepte des Parthes qui ne combattoient jamais de nuit,
« ny des Lacédæmoniens qui n'entreprenoient rien qu'en pleine
« lune, car c'estoit une nuit des plus obscures et des plus
« longues de l'année. »

Le second morceau, qui suit, est presque entièrement nouveau. Après : *parachèvement de leur entreprise*, p. 23 du Vray Discours, le manuscrit 141 b continue ainsi : « Brunaulieu et
« autres se jettent à quatre pour attendre la ronde et tirer le
« mot du guet. Il laisse passer la première, cependant que ses
« compagnons montoient à la file, accouragés par Albiny,
« comme dit est. Comme la deuxiesme ronde s'approche, ayant
« surprins le soldat de la sentinelle proche, et tiré de luy le
« mot et la vie, le jetta du haut en bas, attendit la ronde pour

« luy en faire autant. Ce qu'il fit, comme elle s'approchoit
« pour luy donner le mot à l'oreille. Le garçon, qui portoit
« la lanterne, se sauva pour advertir le corps de garde de l'ac-
« cident advenu à son maistre, duquel on ne s'esmut pas trop.
« Cela se faisoit entre une et deux heures, attendant celle de
« quatre à laquelle ils avoient proposé de faire leur effort,
« comme dict est, estans toutes exécutions de guerre, faictes
« de nuict, quasi toutes confuses. Sy D'Albiny eust esté dedans
« pour mesnager le temps et en donner plus prudemment
« que ne firent ny Sonnas, ny Prignolet (Brunaulieu), ny
« D'Attignac, ils pouvoient dire : Ville gagnée ! Mais ung
« soldat, etc. »

Enfin le troisième morceau est ainsi conçu (à la suite de la page 32 du Vray Discours) : « Le baron d'Attignac, Sonnas et
« Chaffardon, principaux exécuteurs, furent prins en vie avec
« dix autres, aucuns desquels demandèrent assurance de la
« vie à ceux qui les tenoient les épées à la gorge, au ventre,
« aux flancs et à dos. Mais un cappitaine n'est point tenu, s'il
« ne veut, de la parole que donnent ses soldats, et moins en-
« core une Seigneurie Souveraine, de la foy promise, sans son
« adveu, par aucun des subjects particuliers. Pour quoy donc
« les blasme-on de ne les avoir traictés comme prisonniers de
« guerre. Tels ne pouvoient ils estre, veu les assurances de
« paix que leur Seigneur donnoit naguères à ceux de Genève, les-
« quels qualifient ceste invasion non point un exploit militaire,
« mais bien ung brigandage, compris au milieu d'une tranqui-
« lité publique. Les treize prisonniers furent menés le diman-
« che matin au lieu de la question, pour recevoir leur confes-
« sion, et pour ne donner loisir à personne d'intercéder pour
« leur délivrance. Le procès fait et parfait le mesme jour par
« le premier syndicque, leur sentence fut prononcée dedans
« la sale du Conseil, et, comme infracteurs de paix, entrés dans

« la ville par les murailles contre le droict des gens et la foy
« publique, s'estans mis en effort de brigander la ville, meur-
« trir les habitans, outrager leurs femmes et leurs filles, con-
« damnés d'estre pendus et estranglés. Ce qui fut exécuté sur
« les deux heures et demye, environ le sermon du soir, sans
« distinction de personnes, sur le boulevard de l'Oye de la
« porte Neufve, où fut dressé ung gibet exprès pour telles exé-
« cutions. Avant que, etc. »

Dans le manuscrit 141^c, la délivrance est racontée aussi comme dans le Vray Discours, sauf les développements sur les causes qui amenèrent l'Escalade, qu'on a retranchés ; mais le récit ayant été composé ou plutôt recopié en 1627, les tournures de phrase ont quelque chose de plus moderne, et certains mots y ont été remplacés par d'autres plus usités ou plus en rapport avec le calme qui s'était produit dans les esprits : ainsi *merveilleuse* a été mis à la place de *miraculeuse*, *tombés* à la place de *cheus*, etc. (1). La seule addition un peu considérable qui soit faite, est le morceau suivant, rédigé en langage assez amer sur Philibert Blondel (après : *s'en sont jactés* de la p. 16 du Vray Discours) : « Mais à la vérité ils n'avoient
« point tant de subject de jactation, pour ce regard, veu que
« dedans la ville le quatriesme syndique de leur bande, qui
« leur servoit de phare, et qui à dessein (comme un vilain
« traistre et poltron qu'il estoit), ayant laissé ceste garite
« vuide, et atténué la garde en cest endroict, leur favorisoit,
« et portant ce n'estoit point tant la stupidité des habitans
« comme l'infidélité du pivot, sur lequel le repos public de la
« ville se contournoit. D'autre costé, Dieu se vouloit glorifier
« en nostre esgard et faire cognoistre aux Seigneurs et au

(1) Ces mots ne sont pas remplacés dans le récit de Grenoble.

« peuple, que c'est luy seul duquel depend la conservation
« des Estats, mais principalement la nostre (1). »

Vient enfin, dans le troisième groupe, le récit que nous publions aujourd'hui, et qui était resté inconnu jusqu'ici. Il a dû être composé quelques semaines après le 12 décembre (voir page 385), et sans doute avant le 15 janvier, car il ne nomme que seize morts du côté des Genevois (on sait que le dix-septième mourut seulement le 12 janvier). Nous n'avons trouvé aucune relation qui l'ait reproduit ni dans la Bibliothèque publique, ni dans les Archives. A quoi attribuer ce silence ? à la jeunesse de l'auteur, pensons-nous d'abord — il avait 23 ans à peine et ne pouvait avoir l'autorité de deux hommes aussi connus que le conseiller, plus tard syndic, Jean Sarasin, auquel on attribue le Vray Discours, et le pasteur Simon Goulart, l'historien des guerres de 1589, — puis, à une certaine franchise de langage qu'on rencontre soit dans le détail de ce que le Duc avait projeté, une fois la ville prise, soit surtout dans les reproches qui sont adressés à une partie des Genevois, et qui durent froisser le sentiment national. Nous croyons toutefois que les annalistes de la fin des dix-septième et dix-huitième siècles, Spon, Gautier, Vernes et Roustan, ont dû utiliser ici et là le récit de Piaget (2).

(1) Le catalogue manuscrit des Manuscrits de la Bibliothèque publique intitule le n° 141 : *Histoire de Genève, par M. Roset, avec plusieurs additions du S^r Peaget*. On ne voit pas trop, quelles sont ces additions : la main qui a annoté ici et là (caractères fins et pointus), n'est pas du tout celle de Piaget (gros caractères), et c'est bien plutôt l'écriture du manuscrit entier qui se rapproche de celle de Piaget.

(2) Dans le récit de l'attaque de la porte Neuve, Spon était jusqu'ici le premier qui eût dit : *deux se cachèrent*. Piaget s'exprime de même. Et lorsque le premier coup de canon se fit entendre, Spon raconte que, *quelqu'un d'entre eux cria comme en sursaut*, croyant, etc. : Avance

Cette relation mérite cependant une place distinguée dans la *littérature de l'Escalade*. Le titre attire déjà par lui-même l'attention. Tandis que les autres récits contemporains sont invariablement dénommés, à une exception près (1), *vrai discours*, *ample discours*, *véritable récit*, *entreprise*, *délivrance*, etc., l'auteur ne craint pas d'appeler le sien, *histoire de l'Escalade*, et même *histoire de l'Escalade avec toutes ses circonstances*. En effet, toutes les considérations, qui pouvaient se déduire de la situation de Genève sur la frontière de Savoie et de ses rapports avec le Duc, y sont longuement exposées; le *Vray Discours* est à cet égard beaucoup plus sobre. L'auteur révèle, dans cette première partie et dans la justification qu'il fait de la sentence du Conseil, de véritables connaissances juridiques. Il nous fait mieux comprendre la négligence qui présida à la garde de la ville, même en supposant qu'il y eût quelques traîtres dans nos murs. « Devant que le nom du vice-duc fût connu en Savoye, dit-il, on avoit eu les oreilles battues de ces bruits. » Depuis la signature du traité de Vervins, en 1598, c'étoient des alarmes continuelles, des avertissements suivis de nul effet, en sorte qu'il est aisé de comprendre qu'on avait fini par s'habituer à cet état de choses, quelque désagréable qu'il fût, comme l'habitant des bords de la rivière s'habitue au murmure incessant de l'onde.

Les pensées et les sentiments des habitants, la description des lieux, chapitre entièrement neuf, les projets diaboliques des ennemis, voilà tout autant de paragraphes que ne renferme

avance, ville gagnée! Cette phrase rappelle singulièrement celle de Piaget, placée, il est vrai, à un autre moment du récit.

(1) Indiquée par Senebier, *Histoire littéraire*, I, 180 : *Histoire de la supervenue inspirée des Savoyards en la ville de Genève en la nuit du 12 décembre 1602.*

pas le *Vray Discours* ou qu'il ne donne qu'en substance. La lutte est racontée à peu près de même : l'auteur s'excuse de ne pouvoir narrer exactement et en même temps toutes les péripéties du drame, à cause de la confusion qui régnait au milieu de si épaisses ténèbres. Il indique d'une manière très claire, au commencement de l'action, la division des troupes en cinq gros, l'un pour protéger ceux qui continuaient à monter, le deuxième pour aller à la porte Neuve avec le pétard et autres engins, et les trois autres pour marcher vers la Tertasse, vers la Maison-de-Ville et vers la porte de la Monnaie. Vient ensuite la description des combats dans ces trois avenues, racontés successivement en termes qui diffèrent souvent du *Vray Discours*, mais en général avec plus de détails. Les seuls points où ce dernier est plus explicite roulent sur la description des échelles, beaucoup plus développée, sur les phénomènes qui effrayèrent les Savoyards, et sur le père Alexandre, au sujet duquel, en revanche, Piaget nous donne un détail de plus.

Si l'écrivain, ainsi que nous l'avons dit, adresse des paroles sévères aux absents, il est aussi moins élogieux que l'auteur du *Vray Discours* sur le compte des combattants genevois. Il exagère encore en ce sens l'esprit des narrateurs contemporains de l'Escalade, qui se préoccupent avant tout de décrire les misères et les mésaventures des assaillants. Aussi ne doit-on pas s'attendre davantage à voir figurer ici le nom d'aucun genevois. Une seule exception est faite en faveur du serviteur de son père, Abraham Debaptista, qu'il nomme tout-à-fait incidemment, à l'occasion de la lutte qui eut lieu dans l'allée de la maison Piaget. Remarquons encore la sobriété des expressions, en ce qui concerne la phraséologie religieuse, dont on usait un peu trop à cette époque.

Mais il est surtout un point sur lequel Piaget se sépare

franchement de l'auteur du *Vray Discours* et des récits qui ont suivi : *l'alarme donnée*. Son assertion, si elle est vraie, n'aura pas complètement satisfait nos ancêtres dans la joie du triomphe. En effet, il ne dit pas un traitre mot du soldat envoyé par son caporal, lequel cria : qui vive ! lâcha son coup, et aurait été ainsi la cause première de l'alarme. Non, ce ne furent point les Genevois, selon notre relation, qui donnèrent l'alarme, ce fut un des hommes de la troupe de la Val d'Isère, qui, endormi et rêvant, s'écria d'une voix forte : arme, arme, ville gagnée ! Et là-dessus, le tambour de battre, le clairon de sonner, le régiment et la cavalerie d'accourir : la ville s'éveille, le tocsin sonne. Le *Vray Discours*, lui, ne fait ébranler les troupes qu'au premier coup de canon, lesquelles s'imaginèrent que c'était le pétard de la porte Neuve, ce qu'il est assez difficile, ce nous semble, de croire, puisque le bruit de la fusillade, des mousquets, des cris, devait se faire entendre depuis une heure de temps, au milieu du silence de la nuit, et alors que l'armée était aux écoutes à Plainpalais. Le rapport du secrétaire du Conseil, rédigé le lendemain, très à la hâte, il est vrai, et très brièvement, ne dit pas expressément que le soldat du caporal fut la cause de l'alarme (1). Nous en dirons autant du rapport, fait à la Compagnie des pasteurs, rédigé le 17. En outre, ce dernier récit semble indiquer que les troupes de Savoie sonnèrent de la trompette et chantèrent victoire bien avant le premier coup de canon.

Mais, dira-t-on, si les troupes commencèrent à s'ébranler dès le début de l'action, comment se fait-il que les soldats

(1) « Une seconde ronde passe tost après, ass^r François Boussezel, qui, « descouvrant quelque chose, s'approche pour sçavoir que c'est, ils renver-
« sent par terre celui qui crioit : qui va là ? Le porte-lanterne échape et com-
« mence à crier. Eux, jà montez au nombre de plus de cent, envoient leur
« pétardier à la porte Neuve, etc. »

trouvant « visage de bois » à la porte Neuve, n'aient pas cherché à monter par les échelles pour renforcer les assaillants ? A cela nous avons deux réponses. Piaget dit que quelques-uns cherchèrent à y monter, mais qu'ils trouvèrent malencontre, ce qui veut dire qu'ils se découragèrent promptement. St-Genis, dans son *Histoire de Savoie*, en racontant la délivrance, s'exprime ainsi, d'après un passage d'une lettre contemporaine : « tant que l'opinion dura que ceux des échelles estoient maistres de la ville, les Espagnols faisoient rage de crier : vive Espagne ! ville gagnée ! en sonnans la joie, mais quand on les pria d'aller au secours, le nez leur saigna ; ils dirent que leur grandeur ne comportoit pas d'entrer autrement que par la porte (1). »

On trouvera dans l'œuvre de Piaget, en ce qui concerne la langue française, un exemple de la transition du 16^e au 17^e siècle. Il est possible que la copie que nous avons eue sous les yeux, et qui ne doit pas dépasser l'année 1630, à cause de certaines expressions qui auraient été remplacées, ait modifié légèrement quelques phrases, car on ne se piquait pas alors de transcrire minutieusement. Mais il n'en reste pas moins vrai que la plume de l'auteur est élégante, gracieuse et poétique, que son style a plus de netteté et de légèreté que celui de ses contemporains. Piaget a eu sans doute sous les yeux, en composant son histoire, le *Vray Discours* ; il est en effet un certain nombre de phrases que nous avons relevées qui sont identiques ou à peu près dans les deux récits, lors même qu'on peut penser que quelques-unes d'entre elles, répétées constamment par le populaire, auront fini par se graver comme une leçon dans la mémoire. Mais la comparaison est généralement en faveur de Piaget, comme le lecteur, qui voudra bien excuser la longueur de cet exposé, pourra en juger par le tableau qui suit :

(1) II, 237, lettre de Du Fresnes, 15 janvier 1603.

Vray Discours

- P. 20. Gros marteaux d'acier ayant en l'un des costés un tranchant *actré*, dont en peu de *temps* ils pouvoient couper une grosse chaisne de fer, enfoncer serrures et verrouils. *Et en outre* des grandes tenailles pour enlever les gros clous et les esparres *des* portes.
- P. 14. Brunaulieu s'estoit fait donner l'extrême onction, *qu'ils appellent*, jurant qu'il ne vouloit plus vivre s'il failloit à son desseing.
- P. 29. *Disans par porpos ambigu* qu'ils reviendroyent le lendemain pour clorre marché.
- P. 15. A cinq ou six cens pas du fossé, ils descouvrirent quelques *pauz plantés en terre sur lesquels* les sargiers ont accoustumé d'estendre leurs pièces pour les essuyer; *dont les uns pensans* que ce fust embuscade de la ville, furent sur le point de donner *sur leurs* compagnons environ *onze heures de cette nuit là*, dont toutefois les sentinelles de la ville ne *s'apperceurent*. *Estans rassemblés* et rassurés, ils font le tour *le long* du Rosne.

Histoire de Piaget

- P. 389. Gros marteaux d'acier, ayans en l'un des costés un tranchant *aciéré*, dont en peu de *coups* ils pouvoient couper une grosse chaisne de fer, enfoncer serrures et verrouils. *Outre plus* des grandes et fortes tenailles pour enlever les gros clous et les esparres *et* portes.
- P. 390. Brenaulieuse fit donner l'extresime onction, *par dispense spéciale*, jurant qu'il ne vouloit plus vivre s'il failloit à son desseing.
- P. 391. *Et par ambigus propos dirent* qu'ils reviendroyent le lendemain pour clorre marché.
- P. 393. A cinq ou six cens pas du fossé, ils descouvrirent quelques *pieuz plantés où* les sargiers ont accoustumé d'estendre leurs pièces pour les essuyer, *pensans les uns* que ce fust embuscade de la ville, furent sur le point de donner sur *les autres leurs* compagnons environ *les onze heures* : dont toutes fois les sentinelles de ce costé ne *s'esmeurent pas*. *Rassemblez* et rassurez, ils font le tour *au long* du Rhosne.

- P. 16. Et , pour s'asseurer davantage, heurlent à coups de pierre au pied de la muraille sans estre entendus.
- P. 21. Dont advint *que, comme en un instant*, le bruiet fust espandu en Savoye Dauphiné, Piémont, et *autres lieux plus loingtains*, que Genève estoit prise.
- P. 18. Outre la *harangue par luy faicte* en lieu escarté en Pleinpalais.
- P. 30. La cavalerie aussi un peu plus esloignée, ayant entendu ce son du tambour, avoit descoché le long des murailles aux fanfares de la trompette, qui leur donnoit signal de la victoire.
- P. 29. L'un qui fust prins, mené sur le pont du Rosne, et là despesché, et l'autre, déterminé soldat, abbattu entre ladite porte de la Monnaye et la dite coulisse.
- P. 393. Et pour s'asseurer davantage, heurlent à coups de pierre au pied de la muraille sans estre *apperceus ni entendus*.
- P. 394. Dont advint, *comme en un instant, que* le bruiet fut espandu en Savoye, Dauphiné, Piémont, *et plus loing*, que Genève estoit prise.
- P. 394. Outre une *longue harangue faicte* en lieu escarté en Pleinpalais
- P. 396. La cavalerie un peu plus esloignée, *entendant* ce son du tambour, *descoche aussi* aux fanfares de la trompette *qui donnoit signal de victoire*.
- P. 399. L'un pris et mené sur le pont du Rhosne, où il demeura, l'autre, déterminé soldat, abbattu entre les deux portes et la coulisse.

Post-Scriptum

Nos lecteurs se souviennent d'une brochure que l'un de nous a publiée en 1880 sur la *Mère Royaume et sa marmite*, dans laquelle il a établi la preuve de l'existence de cette Dame en 1602, son identité, et la découverte d'un testament de son petit-fils, où il est fait mention du *pot de l'Escalade*.

Il existe un livre, devenu rare, qui a pour titre : *le Citadin de Genève*, publié en 1606, en réponse à un autre ouvrage, *le Cavalier de Savoie*. Composé avec la verve fougueuse et la virulence de ton, qui caractérisaient cette époque, ce livre n'en est pas moins une œuvre de mérite, qui établit, à l'aide d'un grand nombre d'actes authentiques, la faiblesse des prétentions de la maison de Savoie sur Genève. Malheureusement il était difficile, au milieu du fouillis de documents et de l'absence d'un plan d'ensemble, de ne pas laisser échapper quelque donnée importante. C'est ce qui nous est arrivé, il y a deux ans, en sorte que nous demandons aujourd'hui au lecteur la permission de revenir une dernière fois sur l'histoire de madame Royaume. Nous le faisons avec d'autant plus de plaisir que le passage, auquel nous faisons allusion, et que nous allons citer, est tout entier consacré à l'honneur des dames genevoises de l'époque, et qu'il est encore plus explicite que celui du *véritable récit de l'entreprise du duc de Savoie*, dont nous avons parlé ci-dessus (1). Nous ne doutons point qu'à la lecture de ces lignes, nos aimables concitoyennes

(1) « Plusieurs de la ville se portèrent vaillamment, comme aussi quelques femmes vindrent avec des halebardes et espées au secours des leurs. »

ne ressentent en leur cœur quelqu'un de ces généreux mouvements qui portaient leurs aïeules à défendre d'une main vaillante leurs foyers envahis.

L'auteur donc, continuant à s'adresser au Cavalier savoisien, l'engage à monter avec lui dans une salle (probablement la salle des Deux-Cents), pour voir quelques tableaux. Ces tableaux représentent les victoires des Genevois sur les Savoyards en 1307, 1530, 1536, 1589, etc. Parlant du combat de Gingins en 1535, où neuf cents Neuchâtelois se rencontrèrent avec ceux de Savoie, il dit qu'il y avait dans les troupes de nos confédérés « une virago, qui est cette femme que tu vois si proprement armée, laquelle fit merveilles et combattoit vaillamment d'une espée à deux mains. » Puis il ajoute : « Elle me faict souvenir d'une qui, en la nuit de l'Escalade, courut en son cartier avec la halebardo, autant résolue que si toute sa vie elle eust manié les armes. Les autres femmes se tinrent coyes en ceste nuit-là dans leurs maisons et vaquèrent à prières et oraisons, sans qu'on ouyst, ni les pleurs, ni les heurlemens, que l'infirmité du sexe leur fournit en pareil cas. Que si on leur eust permis de sortir, elles estoient bastantes (1) avec leurs seules quenouilles de terrasser ces assassins, et avec autant de courage que la virago de Neuf-chastel, et de résolution que leur concitoyenne. Vers la porte de la Monnoye, il y en eust aussi une qui mit par terre son homme du haut des fenestres d'une maison, à grands coups de pierre, et avec un fonds de tonneau qu'elle luy jetta sur le cerveau. »

Cette dernière phrase indique clairement qu'il s'agit de la mère Royaume, l'héroïne de la Monnaie, qui, avec une résolution désespérée, saisit tout ce qui pouvait se trouver sous

(1) Suffisantes.

sa main dans l'atelier de son mari, sans oublier le pot dont ne parle pas, il est vrai, le Citadin de Genève, mais que son petit-fils rappelle dans son testament de 1676. Il est évident en effet que cet objet fut la pièce importante, celle qui donna le coup de mort au Savoyard, plutôt que les autres engins que madame Royaume faisait pleuvoir de sa fenêtre.

HISTOIRE DE L'ESCALADE

Par D. PIAGET, citoyen de Genève

Avec toutes ses circonstances

Les bulles des Jubilez du pape Clément VIII, depuis le commencement de l'année 1600 jusques au mois de may et suivans en l'an 1602, esquelles, entre autres choses, il parloit de l'extirpation des hérétiques et des églises, royaumes, républiques, estats et personnes qui se sont soubstraictes de son obéissance, et ne veulent soubsigner les décrets du Concile de Trente, faisoient penser plusieurs que ces paroles ne demureroyent pas longtemps en ses bulles, ains que les effects s'en ensuivroyent bientost. De fait, ceux qui voyageoyent entre les Jubilez en revenoyent pleins de mal talent tout manifeste contre ceux de la Religion contraire à la papale. Genève, entr'autres, ville très ancienne, impérialle, franche, renommée pour diverses raisons et spécialement de ce que, depuis l'an 1535, la messe, les prestres et moynes, chanoynes, comme aussi tels autres adhérents du pape s'en bannirent comme

d'eux-mesmes, sans en estre approchez depuis, cognoissent bien aux contenances des jubileurs de Thonon, bourgade cinq lieues de là, qu'on ne cherchoit pas son bien. Mais, sans se soucier des mines des gens ignorans, lesquels elle taschoit d'adoucir par tous tesmoignages de courtoisie et d'humanité, les recevant à l'aller et au retour, donnant ordre qu'ils ne fussent offencez de fait, ny de paroles, se reposoit à traittez de la paix de Vervins et de Lyon, esquels elle estoit comprise avec ses combourgeois, les illustres Seigneurs de Zurich et de Berne. Combien aussi qu'un capitaine corse (1), à la solde du duc de Savoye, et suivi des compagnies de cheval, se fust ingéré après beaucoup de déportemens insupportables de les troubler en diverses sortes et d'irriter plusieurs fois la patience des Seigneurs et du peuple à luy courir sus et le défaire comme il estoit aisé, néantmoins on se contint, et Genève se contenta de luy monstrier ce qu'elle pouvoit, sans l'attaquer ni offencer. L'on tenoit des grandes rigueurs à ses citoyens et bourgeois qui avoyent des biens immeubles sous la souveraineté de Savoye, mais chascun baissoit l'espaule et se contentoit de tirer doucement le sien, sans refuser ce qui estoit raisonnablement exigé par les officiers du Duc. En ces entre-faittes, quelques troupes amenées du pays du Roy d'Espagne, sous nom de Neapolitains, Italiens, Espagnols, entrèrent en Savoye avec bruit de passage ès Pays-Bas ; et s'y trouvant au temps que la conspiration du mareschal de Biron fust découverte (2), le Roy de France, ne les voulant laisser passer, leur

(1) Le capitaine Vitro de Bastarga avait été placé par d'Albigny dans le mandement de Gaillard, dans le but de faire changer de religion aux habitants de la contrée. Il avait une compagnie de soixante hommes « gens de petite estoffe » dit le Register, occupés nuit et jour à « picorer » et piller tout le rayon autour de la ville.

(2) Il fut décapité dans la cour de la Bastille le 31 juillet 1602.

mit quelques troupes en teste au mois d'Aoust, et, ceste esmeute esteinte, leur permit de tirer chemin. Mais au lieu d'avancer firent alte, une partie se logeant à Anecy et à la Roche, villetes à trois et cinq lieues de Genève, attendans renfort pour passer (disoyent-ils) après l'hyvert au secours de l'archiduc. Le régiment du baron de la Val d'Isère, entretenu du Duc, composé de François qui ont renoncé leur patrie, s'avance en mesme temps et s'approche encore plus près. Genève, ayant beaucoup d'occasions de se donner garde ès alarmes de tels voysins et redoubler ses gardes, se contente de aller son pas ordinaire, se confiant en la foy de la paix publique, sans adjouster foy à divers rapports qui lui estoient proposés de près et de loing, qu'il ne faut nullement garder la foy à ceux qu'ils appellent hérétiques. Elle en avoit fait quelque modeste remonstrance à De Gordes, seigneur d'Albigny, viceduc et lieutenant-général en Savoye et pays deçà les monts, lequel avoit asseuré qu'il n'y avoit de quoy ni raison pourquoy on se deust donner ombrage de ces troupes qui hyvernoient au pays du Duc, qui pour juste cause vouloit estre en asseurance par tous ses estats, sans vouloir faire tort aux voysins. Depuis, estoit venu à Genève un des principaux du sénat de Chambéry, asçavoir le président La Rochette, conseiller d'Estat du Duc, lequel par paroles bien expresses avoit confirmé ce que dessus, et asseuré les seigneurs que ce petit amas de cavallerie et d'infanterie n'estoit dressé pour les préjudicier en sorte que ce fust, et qu'il falloit adviser avec le temps à quelque mode de vivre. A travers cela, les officiers de Savoye au voysinage de Genève, sur leurs terres situées en la souveraineté du Duc, commençoient à poser des gardes pour empescher la traitte des bleds cueillis par les bourgeois et citoyens sur leurs terres situées en la souveraineté du duc, ce qui contraignit iceux bourgeois et citoyens d'enlever le leur avec compagnie un peu

forte, sans violenter aucun d'iceux officiers, et déclarant qu'ils estoient prests de respondre et satisfaire à ce qui appartient au Duc, et que l'on n'avoit raison de retenir les revenus, le fonds estant responsable et suffisant en toutes sortes, comme aussi il n'avoit point esté fait auparavant sinon en guerre ouverte. Les officiers et le viceduc n'en faisoient aussi guères d'instance, et les affaires se maintenoient en contrepoids.

Sur ce, les Seigneurs de Genève receyvent nouveaux advis de France et d'ailleurs que l'on conspiroit contre eux pour leur donner une vive poincte, et que le viceduc estoit si avant engagé de promesses à son maistre qu'il ne pouvoit plus guères différer de mettre à exécution quelcune de plusieurs entreprises qu'il avoit faites pour s'emparer de leur ville. Tant plus ces advis redoubloyent, moins ces Seigneurs se doutoyent de ce qu'on brassoit à eux et à leur peuple, et se contentoyent de la garde ordinaire, s'asseurans ores qu'on prétendist approcher, cela ne se pourroit faire si coyement que les corps de garde et sentinelles n'eussent assez de temps et de résolution et d'adresse pour empescher les plus eschauffez et resveiller les plus endormis. Comme le refrain ordinaire à toutes entreprises estoit que les entrepreneurs estoient hommes et non pas oyseaux, et qu'on les sentiroit ou verroit venir ; item, que le duc et son lieutenant n'estoyent si désespérés perfides que de vouloir hurter à teste baissée et avec si petites troupes le Roy de France et la plupart des Seigneurs des cantons qu'il savoit estre affectionnez à la protection de Genève, et que la paix publique confirmée par tant de négociations ne seroit ainsi ouvertement violée. Et ne s'esmouvoyent, encores qu'on leur ramenteust le faict de Biron, la condition du viceduc, qui, né François, fils d'un père bon François, jadis gouverneur du Dauphiné, s'estoit révolté de l'obéissance de son Roy, avoit tourné le dos à sa patrie, pollué l'honneur de la noblesse françoise en tant qu'en luy estoit, et

conjuré contre ses compatriotes et tous leurs amis ; qu'il n'avoit esté eslevé en ce grade de viceduc, au grand opprobre de tous les Savoyards, sinon sur les promesses réitérées de mettre le Duc en possession de Genève et de tous les pays circonvoisins ; que c'estoit un ordinaire et hazardeux entrepreneur, et qui n'avoit repos qu'en desseings périlleux pour, aux despends de la vie de tous ceux qui luy obéyroient, poursuivre sa pointe; et que tant de conseils, de courses, de pourparlers, deçà et delà les monts, esclorroyent enfin quelque sanglante tragédie, nommément puisque le coup n'avoit pas porté en France, il seroit deschargé sur Genève. Un bon estranger mesmes en avoit désigné dès le mois d'octobre beaucoup de circonstances, plus pour empescher le Duc et son Régent de se précipiter en ces abysmes de troubles qui pourroyent les engloutir, que pour bien qu'il voulust à l'État de Genève.

Et quelques autres, anciennement affectionnez au duc et à la religion romaine, en avoyent devant et depuis donné mesmes advisemens. L'on remonstroit aussi que plusieurs capitaines et ingénieux du party d'Espagne et de Savoye avoyent, partie desguisez, partie descouverts, considéré tout à loisir, les portes, boulevards, rempars et fossez de la ville. Quelques traistres en estoyent sortis à diverses fois et occasions, qui à Roume, mesme en Piémont et en Savoye, avoyent représenté à grands et à petits les hauteurs, largeurs et profondeurs desdits rempars et fossez, les distances des lieux, les esprits, inclinations et naturels de grands et petits, bref dépeint dehors et dedans toute la ville, ce qui ne servoit qu'à enflammer d'autant plus le viceduc à le pousser à l'exécution de son entreprise. Que l'on entendoit beaucoup de bruits sourds qui ne présageoyent que quelque horrible et soudaine tempeste, que les longues nuits estoyent redoutables, joint qu'on oyoit parler

d'eschelles, et d'autres aprests pour surprise, ce qui ne se pouvoit entendre à autre place que Genève.

Mais devant que le nom du viceduc fust cognu en Savoye, on avoit eu les oreilles battues de ces bruits. Les Seigneurs de Genève n'avoient pas oublié les instances que le duc avoit faites avec tous artifices possibles à leurs députez, au dernier voyage qu'ils avoient fait vers luy en Piedmont pour traiter de quelque correspondance, pour raison du commerce et de ce qui en despend, entre ses subiects et ceux de Genève, à ce qu'on le recognoisse pour souverain en quietant l'alliance et protection de France ; que telle avoit esté l'intention de ses prédécesseurs, qu'il s'estoit avancé jusques là que de requérir les droits et enseignes de souveraineté, entremeslant des menaces avec ses demandes, et se tournant en tout sens pour tirer quelque parolle qui luy donnast occasion de pousser ceste roue de son espérance. Mais ils se souvenoyent aussi de la franche response de leurs députez et tenoyent que leur constance à se maintenir en leurs droits arresteroit le cours de toutes entreprises violentes, adjoustant que le duc se souviendrait de la voye qu'avoit suivie son devancier, appréhenderoit les malheurs du feu duc Charles, et cognoistroit finalement qu'il n'avoit occasion de s'appuyer es phantasies d'un qui jusqu'à présent est apparu très malheureux en toutes ses conceptions et exécutions, qu'il ne respecteroit ce qu'il avoit cognu par ses agents, que Genève (comme le roy avoit déclaré de bouche plusieurs fois) estoit alliée avec la Couronne de France, partant comprise en la paix sous le mot général d'alliez, que Biron ayant esté desouvert et puni, le Duc ne voudroit pas advouer et par efforts tant iniques et violens se monstrier perturbateur de la tranquillité et paix publique, ni enfreindre ainsi desloyamment et par un exemple damnable le droit des gens. D'avantage, qu'il ne pouvoit estre si poureme-

et laschement conseillé, que de hasarder ses moyens, ses forces et ses estats, et que telle outrecuidance seroit le fait d'une beste furieuse, non pas d'un homme raisonnable, moins d'un prince qui doit estre père de son peuple. Ces pensées firent relascher le soing de pourvoir extraordinairement à la garde de la ville : au contraire le viceduc se bandoit et tournoit l'œil vers tous moyens propres pour voir le bout de son desseing. Le Duc fit approcher, il y a quelques sepmaines, ès vilettes de Focygny, pays appartenant au duc de Nemours, et sous la souveraineté de Savoye, le régiment du baron de la Val d'Isère, composé de pendars fugitifs de France, au nombre d'environ 800 hommes. Le lieutenant de ce baron, piccard, surnommé Brunauliet, suivi de quelques autres de sa sorte, qui avoyent tous à leur beau loisir visité Genève et entendu par divers rappors tout l'estat d'icelle, communiquèrent avec le viceduc, luy firent voir combien estoyent aysez les moyens de s'emparer de Genève. Pour l'en assurer d'avantage, un d'entre eux y entre par escalade quelques nuicts consécutives, y amaine tantost l'un de ses compagnons, tantost l'autre, fait venir des soldats au pied de la muraille où ils ne sont descouvers, ains s'en retournent comme ils estoyent venus. A ce rapport, ils adjoustent beaucoup de leur invention à la coustume des bravaches, et font l'entreprise très aisée, dont s'ensuit une résolution de ne plus différer. Mais avant que représenter leurs efforts et ce qui s'en ensuivit, il ne sera hors de propos de dépeindre en peu de lignes la cité de Genève et particulièrement ces lieux où cest orage du duc de Savoye vinst fondre.

Genève est une cité fort ancienne entre la Savoye et la Suisse, de laquelle Cæsar fait mention au commencement de ses commentaires, et qui depuis, parmi les guerres, desgasts et révolutions de tant de siècles, a esté maintenue par la providence de Dieu, jusques à ce qu'ayant reçu comme Zurich,

Berne et autres Républiques, la réformation de l'évangile, notamment l'an 1535, a esté plus renommée que jamais à cause des merveilles que Dieu tout puissant a fait clairement voir en la conservation d'icelle, à l'encontre des divers desseings et efforts des ducs de Savoye et leurs partisans. Elle est de fort longtemps cité impériale, libre, assise au bout d'un des plus beaux, grands et célèbres lacs du monde, nommé Léman, qui en sa plus grande largeur a quatre grands lieues de trait et seize de longueur, riche en poisson, fort commode à tout le pays à cause du traffic et des voytures, particulièrement des diverses provisions qui luy viennent depuis le bout du haut où est assise la Villeneuve près Vevey, appartenantes aux très illustres Seigneurs de Berne. Ce lac luy sert de rempart au septentrion d'hyvert, à l'orient elle a le balliage de Chablais, le mandement de Gaillard et le pays de Focigny, à deux, trois, quatre et cinq lieues de ses portes, ces pays estans bornés de hautes montagnes que les Alpes environnent. Au midy, [vers] une fertile montagne-nommée Salève, au bas de laquelle est une plaine jadis fort riche de trois lieues de pays en longueur et de deux en largeur, est le balliage Ternier borné du Rhosne à l'occident et au septentrion de la rivière d'Arve, laquelle n'est distante que d'un demi quart de lieue de Genève. Elle est flanquée à l'occident, du Rhosne, beau fleuve sortant du lac, et qui passe au bout de la ville, la séparant par un pont d'avec le bourg bien clos et fortifié, dit Saint-Gervais. Delà le Rhosne, au long de l'occident, est le balliage de Gex, contenant cinq lieues de longueur et moitié autant de large, fermé du mont Jura, au delà duquel est la comté de Bourgogne. Le dit balliage est par la paix de Lyon annexé à la Couronne de France. Es trois balliages susnommez, on comtoit par ci devant trois cens bons villages, sans les hameaux, maisons séparées, granges et chasteaux, mais la guerre de l'an

1589 fut le commencement de grandes ruines par tout, le duc ayant esté conseillé de se prendre à la France, dont jusques à présent guère de bien ne luy en est advenu.

Genève a trois portes, l'une au haut bout de Saint-Gervais, par laquelle on va en Suisse, et par le balliage de Gex à Lyon ; une autre nommée porte de Rive, pour aller à Chablais, Gaillard et Focigny ; la troisième est la porte Neufve, bastie en un endroit un peu eslongné de secours, mais en récompense on s'y peut rendre de quatre advenues commodés, à sçavoir : de la Maison de Ville, où y a d'ordinaire un corps de garde à 200 pas de ladite porte, la deuxième advenue est des rues du Bourg du Four par trois chemins réduits en un à 250 pas de la mesme porte, la troisième advenue est d'une fausse porte surnommée la Tartasse à 100 pas, la quatrième advenue est de la porte de Corraterie ou de la Monnoye à 250 bons pas. Joignant ceste porte Neufve se voit le boulevard de l'Oye, regardant celui de St-Légier, vers le Bourg du Four, et d'autre costé la Tour de la Corraterie proche du Rhosne qui luy lave le pied la pluspart de l'année. La muraille tendant de ce boulevard à la Tour est raisonnablement haute et hors d'escalade commune, ayant un fossé bourbeux à cause de quelques eaux et immondices de la ville qui s'y deschargent. En icelle muraille sont basties deux bonnes garites de pierre à 150 pas l'une de l'autre ; la plus proche de la susdite porte estoit fournie de sentinelle avant l'entreprise du Viceduc, comme aussi le proche boulevard, mais l'autre demouroit desgarnie, suppléant à ce deffaut-là le corps de garde près de la Monnoye, et la sentinelle en la susdite Tour de la Corraterie. Entre ceste muraille et plusieurs maisons de citoyens et bourgeois qui font un costé de la rue de la Citty, depuis la place de la Monnoye jusques à la Tartasse, y a une estendue qui est assez large, et depuis la garite proche du boulevard de l'Oye jusques

au corps de garde de la Monnoye une levée de terre qui fait dos à icelle muraille, tellement que du dessus d'icelle un homme de haute taille peut voir sur la contrescarpe du fossé, et monter aysément de ses mains sur la muraille. Plusieurs maisons de ceste rue de la Cité qui regardent sur le derrière et la muraille et le pays que le Rhosne et l'Arve embellissent, avoyent aussi leurs issues pour aller par derrière vers la porte Neufve, fermées de simples portes pour la plus part et assez aysées à enfoncer. La Tartasse est en un lieu eslevé, comme aussi la Maison de Ville, qui d'abondant au regard des murailles depuis la Tartasse jusques à elle, est close d'assez bon rampart. Sur un haut duquel, vis à vis de la porte Neufve, y a une meurtrière garnie ordinairement de quelques doubles mousquets. Quant à la porte bien forte, elle a entre ça en dedans ses ponts levis, barrières, boulevards et deffences, une deuxiesme coulisse entre les deux ponts levis, faite d'exquis artifice et de bon usage en soudain péril.

Le viceduc et ses entrepreneurs avoyent à leur grand loisir considéré, contemplé et mesuré le tout, veu que dedans la ville il n'y avoit pour la garde et deffense d'icelle, selon les hommes, sinon ses cytoyens bourgeois et habitans ordinaires, qu'ils avoyent peu par manière de dire conter un par un, qu'ils avoyent très souvent avisagez es portes, places, rues et boutiques, sçavoyent quelles gens de commandement il y avoit, et n'en faisoient guères d'estat. Quant aux artisans et marchands, ils les mesprisoyent fort et les appelloyent d'ordinaire courtaults de boutiques. N'ignoyroyent pas qu'il n'y eust après les Seigneurs du Conseil beaucoup d'autres hommes d'honorable qualité, desquels ils ne se donnoyent peine aucune non plus que de tout le demeurant du peuple qu'ils prétendoyent fouler aussi aysément à leurs pieds que la poussière et le pavé des rues. De longue main avoyent esté accommodées des échell :

à monter si hautes murailles que l'on veut. Elles sont de pièces chacune de cinq bons et fors eschellons seulement. Celle qui doit estre première plantée a les pieds bien asseurez pour tenir ferme sans remuer ; aux deux bouts d'en haut y a deux mortaises, dans lesquelles se plante la seconde eschelle portée par le deuxiesme qui monte, et affin qu'en les posant elles ne facent bruit, ains coulent doucement et aisément, elles ont des petites poulies feutrées de drap, ce qui accomode et assure ceux qui montent, tellement qu'ils peuvent joindre dix, douze, quinze de ces petites eschelles, qui ne se démontent point, ains qui s'affermissent en quelque sorte sous le faix, sinon qu'il fust du tout extraordinaire. Ils firent forger des gros marteaux d'acier, ayant en l'un des costez un trenchant aciéré dont en peu de coups ils pouvoient couper une grosse chaisne de fer, enfoncer serrures et verrouils, outre plus des grandes et fortes tenailles pour enlever les gros clous et les esparres et portes, item des leviers de fer pour rompre et briser barières, ponts levis, et palissades qui pouvoient les empescher ; les pétards ne leur deffailloyent point, ni les hommes pour les appliquer.

Quant au jour de l'exécution, ils l'avoient assigné la nuit du samedi dix-huitiesme jour du mois de décembre, style ancien, et vingt-huitiesme au nouveau calcul. Mais considérant que la lune seroit au plein ils devancèrent de huit jours, s'arrestans au solstice hybernal qui fait le plus court jour de la plus longue nuit de l'année, à sçavoir la nuit du samedi onziesme venant au dimanche douzième de décembre. Ceste résolution prise, le viceduc fit un voyage à Chambéry en Savoye, avec petite suite. De là vint au Faucigny pour accourager tans plus les siens à l'exécution. Quelques jours auparavant, la plus part des exécuteurs se confessèrent, communièrent et firent des terribles promesses les uns aux autres. On assure d'avantage

que peu avant que s'acheminer vers Genève, Brenaulieu se fit donner l'extresme onction, par dispense spéciale, jurant qu'il ne vouloit plus vivre s'il failloit à son dessein. Les jésuites et capucins n'oublièrent pas de ramentever à grands et à petits les sermens, faits au jubilé de Thonon, pour l'extirpation des hérétiques, qui eust esté [telle] qu'il s'ensuit.

Estant maistres de Genève, ils devoient saisir tous les Seigneurs du petit Conseil restans en vie, et avec les autres mors qui eussent esté recognus, les faire trainer ignominieusement et cruellement par dessus le pavé des rues, puis les faire attacher à des gibbets. Quant aux ministres de l'église de Genève, ils estoyent condamnez à estre tenaillez, bruslez à petit feu, et leurs corps réduits en poudre, réservé la teste du plus ancien d'eux tous, laquelle eust esté portée à Romme et offerte en agréable present au Pape. Après que les capitaines et soldats eussent forcé et violé les femmes et filles, réservé celles qui leur eussent esté plus agréables, on eust poignardé les autres et jeté leurs corps au Rhosne, comme aussi les corps des hommes de lettres qui y sont en bon nombre, des marchans, artisans, vieilles et jeunes gens tuez par les rues ou dedans les maisons. Quant aux femmes enceintes, sans attendre leurs enfentemens, elles estoyent condamnées à estre fendues vives, leurs enfans arrachez, escrasez et escarbouillez, et tout jetté dedans l'eau. Le pillage estoit assigné pour récompense, premièrement à ceux qui monteroyent à l'escalade, puis au reste de l'armée. Quant aux maisons, immeubles et héritages, cela demeuroit au duc pour en disposer comme de tout le reste de la ville. L'évesque, les chanoines, prestres, moynes, s'apprestoyent pour y rentrer ; les jésuites avoyent jà un pied en l'air pour venir prendre possession du beau collège qui y est. Les Savoyards près et loin faisoient estat de s'y camper dedans peu de jours.

Et ceste entreprise estoit tenue si aysée et certaine qu'on la réputoit pour executée avant que le peuple en eust entendu vent ni voix quelconque. Le samedi onzième décembre au matin, plusieurs qui estoient désignez pour l'exécution vindrent en la ville de soir, feignirent y vouloir acheter plusieurs marchandises pour recognoistre tant plus seurement leurs plans, se firent monstrier des chevaux en la plus belle des maisons proche de leur escalade, et par ambigus propos dirent qu'ils reviendroyent le lendemain pour clorre marché. Ceux de Genève, cheminans à l'accoustumée, ne pensoyent ni au duc ni à son lieutenant, ni à leurs eschelles. Et combien que les jours précédens, et ce jour aussi, l'on donnast advis de quelques endroits qu'il y avoit quelque desseing fort près d'estre exécuté, néantmoins les Seigneurs ne pouvoyent appréhender qu'en pleine paix, et si peu de gens que l'on scavoit estre en campagne, voulussent penser à un fait si estrange et damnable qu'est cestuy-ci. On se contentoit donc de marcher à l'ordinaire sans vouloir donner subject à personne de se formaliser, combien que ceste douceur ne servist sinon d'alumette à ce terrible feu qui couvoit du costé de Bonne, et duquel il nous faut représenter maintenant et les estincelles et la flamme.

Ce mesme jour, sur le soir, le viceduc, ayant ramassé ses forces, se mit en chemin des environs de la Roche, la Bonneville et Bonne, à deux, trois et quatre lieues de Genève. Il y avoit quatre compagnies de cavalerie, les gardes du viceduc et quelques gentilhommes de Savoye, en après les compagnies du régiment du baron de la Val d'Isère, suivies de quelques volontaires. De toutes ces troupes furent choisis 300, à sçavoir environ cent armez de toutes pièces jusques à la botte, aucuns avec le plastron seulement, autres avec la cuirasse, et le casque en teste, le pistolet en la ceinture et le coustelas en main, cent autres avec le mousquet ou demi picque. Le duc suivoit

avec petite troupe. Les Napolitains, logez à la Roche, et les Espagnols à Necy (1), devoient former l'arrière garde et marcher si tost qu'on les advertiroit. Ils marchèrent au pas environ les six heures, et donnèrent ordre de faire arrester tous paysans sur les chemins, afin que nul n'allast donner l'alarme à Genève, mesmes arrestèrent prisonniers en divers endroits, nommément au pont des Tremblières, à une lieue et demie de la ville, certains marchans d'icelle qui alloient paisiblement traffiquer au pays, sans espargner aucun, non pas mesmes un mandé exprès par le colonnel des Néapolitains pour luy faire quelque pièce de besongne. Ce nonobstant, quelques paysans et un de ces marchands eschappèrent, qui accoururent en diligence crier vers la porte de Rive aux sentinelles qu'on fist bonne garde, que l'ennemi démarchoit et approchoit. Mais au lieu d'estre creus, ils furent rebuttez et menacez. D'avantage les sentinelles perdues (qu'on appelle) et qu'on a accoustumé de jeter de nuict hors la ville pour battre les chemins, se destournèrent vers le costé de Thonon, et ne descouvrirent certainement lesdites troupes, qui marchoyent au couvert au long d'Arve. Icelles estans près d'Ambilly, ville proche d'une petite lieue de Genève, le viceduc, Limogeon, cornette de sa compagnie, et Brenauliet firent entendre à ceux qui marchoyent en teste la facilité de l'entreprise, tous les moyens et l'ordre de l'exécution. Il estoit lors environ dix heures du soir. Ceux qui estoyent à cheval ordonnez pour l'escalade mettent pied à terre, et approchent résolument avec les arquebusiers et picquiers entremeslez en la prairie de Plein palaix, suivis de l'infanterie et cavallerie susmentionnée. En chemin ils se donnèrent diverses alarmes et présages par les choses qui leur apparurent, comme fusées ou colonnes de feu

(1) Ancecy.

en l'air, lièvres ou autres bestes courantes. A cinq ou six cens pas du fossé, ils descouvrirent quelques pieux plantés où les sargiers ont accoustumé d'estendre leurs pièces pour les essuyer, dont pensans les uns que ce fust embuscade de la ville, furent sur le point de donner sur les autres leurs compagnons environ les onze heures, dont toutesfois les sentinelles de ce costé ne s'esmeurent pas. Rassemblez et rassurez, ils font le tour au long du Rhosne, approchent de la contrescarpe et descendent au fossé, jettans coyement quelques clayes sur la bourbe du fossé, à l'endroit qui regarde la première garite vers la porte de la Monnoye, et, à six vints pas de l'autre, dressent trois eschelles sans empeschement, et, pour s'asseurer d'avantage, heurtent à coups de pierre au pied de la muraille sans estre apperceus ni entendus. La nuit de vendredy et quelques autres précédentes, ils en avoyent fait autant par l'entremise d'un soldat. Il avoit esté aucunement descouvert ceste nuit de vendredy entre dix et onze heures du soir, dont le corporal de la Corraterie adverti n'avoit tenu compte, respondant que c'estoyent des canards du fossé ; comme d'ordinaire ils y font assez de bruit mesmes en temps nocturne, à cause de l'outre, animal amphivie, lequel y ravage et cherche proye. Ce mesme sentinelle, ayant achevé son tour le samedy et se retirant de la Tour de la Corraterie, après onze heures sonnées, au corps de garde, pour faire place à celui qui le levoit, entendit ces canards du fossé, qui, effarouchez du bruit des assaillans, prenoient leur vol ailleurs. Mais pensant que ce fust le loutre, il ne s'en esmeut pas d'avantage. Ceux qui veilleoyent ès sentinelles et les corporaux ne firent pas inieux. Il y avoit lors un corps de garde à la porte Neufve, composé de treize hommes tant corporaux que soldats : l'un desquels estoit posé à la garite tirant vers le Bourg de Four, le deuxiesme entre les deux chaisnes de la porte, le troisesme ordonné pour

monter sur la porte à la cloche qui y est, le quatriesme establi au boulevard de l'Oye, le cinquiesme establi à la garite prochaine. Le corps de garde de la Corratierie avoit six hommes, l'un desquels faisoit sentinelle à la Tour, l'autre devant la porte de la Monnoye. Il n'y avoit personne à la Tartasse, dont advint que Dariot, Brenauliet, Limogeon, Cornage, Sonas, Chaffardon, Attignac et autres ennemis montez des premiers, se sentant jà en quelque nombre, envoyèrent quelques uns d'entre eux dedans la ville en diverses places, d'où revenus ils trouvèrent plusieurs autres montez, accouragèrent ceux du fossé et se serrèrent au long des maisons sans bruit pour n'estre decouverts des rondes, et attendans que leur nombre fust complet pour faire leurs départemens et exécutions. Cela se faisoit après minuiet, et, depuis une heure, attendant d'eux, le duc, qui n'estoit pas loing, adverti que les plus asseurez hommes entroyent, fait despescher gens vers les troupes de la Roche et de Necy, affin qu'on fust à luy promptement. Dont advint comme en un instant que le bruit fust espandu en Savoye, Dauphiné, Piedmont, et plus loing, que Genève estoit prise. Aussi ces troupes commencèrent incontinent à bransler et se mettre en voye, mais, avant qu'avoir fait la moitié du chemin, elles receurent tout autre message. Le viceduc estoit au pied des eschelles, encourageant ceux qui montoyent, et lançant les tardifs. Il y avoit aussi un jésuiste escossois nommé entre ses disciples Père Abraham, lequel, outre une longue harangue, faite en lieu escarté en Plein palaix, leur proposoit et promettoit Paradis par les degrés de leurs eschelles. La plus part des escaladeurs estoient charmés, et leurs billels contenoient à chascun d'eux exemption d'estre blessé pour tout le temps de leur exploit. Mais il y avoit tant d'ambiguitez en ces merceries jésuitiques (comme l'effect en fist preuve) qu'il c'estoit une fureur d'en faire estat.

Se sentans en la ville entre les deux portes et murailles en nombre suffisant, ils commencèrent de prouvoir de plus près à leur desseing, et environ 200 qu'ils estoient, font cinq gros : le premier pour favoriser l'escalade composé d'arquebouziers et picquiers et placé au long de quelques arbres et du parapet, le deuxiesme avoit un pétardier et plusieurs armés pour aller droict à la porte avec le pétard, les marteaux, pafers (1) et tenailles affin de faire ouverture à ceux de dehors, le troisieme marchoit vers la porte Tartasse, le quatriesme vers la Maison de Ville, le dernier à la porte et place de la Monnoye. Ceux qui survenoyent cependant devoient tenir toute l'espace d'entre ces portes, affin d'empescher ceux qui voudroient sortir par les portes de derrière ou donner quelque empeschement par les fenestres des maisons. L'intention de Brenauliet et de quelques uns de sa suite n'estoit pas de faire effort en la ville que jusques environ les quatre heures, tant pour donner plus de loisir au renfort d'approcher que pour avoir moins de ténèbres au parachèvement de l'entreprise. Mais cela fust traversé par le bruit qui survint entre les troupes du régiment du baron de la Val d'Isère. Ses piétons estoient assis en Plein palaix les uns près les autres, attendans le signal pour entrer par la porte environ les deux heures et demie. Comme ils estoient aux escoutes, sort un cri d'entre eux ainsi que d'un homme s'esveillant en sursaut et disant de toute sa voix : Arme, arme, ville gagnée, ville gagnée ! Le tambour à ce bruit sans attendre autre commandement commence à sonner, et tout ce régiment à se lever, puis courir de vistes vers la porte Neufve, pensans la trouver ouverte. Trouvant visage de bois, il donne vers les eschelles, et quel-

(1) Paufer, et aussi pafer et palfer, termes employés en Suisse, Savoie et Dauphiné pour indiquer un levier en fer.

ques uns descendent au fossé et montent assez à temps pour trouver malencontre. La cavallerie un peu plus eslongnée, entendant ce son du tambour, descoche aussi aux fanfares de la trompette qui donnoit signal de victoire. On commença à s'esveiller par la ville, et Brenauliet, voyant qu'il ne falloit plus tarder, fait marcher ses escadrons. Les tocsains commencent aussi à sonner ès cloches de St-Gervais et de St-Pierre et ne fust plus question que de crier et de courir aux armes. J'espère estre supporté des lecteurs si je ne représente exactement les choses advenues en ténèbres espesses, et parmi tant de confusions d'une heure et demie ou environ en plusieurs endroits comme à mesme instant: force m'est de les représenter les unes après les autres. Le gros des ennemis, donnant au corps de garde de la porte Neufve, trouve légère résistance de trois ou quatre harquebousiers entre les deux chaisnes, qui, ayant lasché chacun leur coup, gagnèrent au pied et coururent donner l'alarme au corps de garde de la Maison de Ville, au Bourg de Four, jusques à la porte de Rive. Plusieurs de ce corps de garde de la Maison de Ville s'escartèrent doucement portans l'alarme ès autres rues et places. Tandis que ces trois là coururent, des trois restés en ce corps de garde de la porte Neufve, deux se cachèrent, l'autre s'advisa de monter de vitesse sur la porte en la sentinelle et commença à sonner la cloche, puis un peu de temps après abbat la coulisse, ce qui estonna aucunement le pétardier, lequel au mesme instant descouvrit approcher de soy quelques-uns de la ville, mais n'estans que deux ou trois, ils furent abattus. Et l'autre gros gagna le devant de la chaisne qui ferme la porte contre la Maison de Ville affin de faire teste au secours qui pourroit venir là. Les empeschemens, deslois et subterfuges de plusieurs y furent honteux et estranges, dont le manteau de la nuict couvrit une partie. D'autre part, il s'en trouva à deux

reprises lesquels donnèrent à ceste première chaisne un peu après trois heures, dont ils furent repoussez et aucunement blessez. Mais soudain, soustenus par quelques autres, ils contraignirent l'ennemi de quitter ce pas, et lors fut tué le pétardier n'ayant peu rien faire à cause de cest abaissement de coulisse, et les marteaux, pafers, et tenailles n'ayans esté mis en besongne à temps à cause de la précipitation. Il fust combattu de rechef à la seconde chaisne, où l'un des plus mauvais de la troupe savoyard ayant esté mis bas, les autres commencèrent à reculer vers leurs compagnons, lesquels se comportoyent ailleurs comme s'ensuit.

Le gros ordonné pour fermer le passage de la porte Tartasse, voyant à la clarté d'un falot, allumé au coin de la rue proche de là, quelques uns accourir, s'avancer et en blesser deux ou trois, ceux de ce gros se tirent à part plus à l'ombre à travers de laquelle quelques autres se glissèrent. Deux vaillants jeunes hommes accoururent et sont attaqués de cinq ou six; l'un est blessé en divers endroits, l'autre criant : qui vive ! entend un certain qui lui dit : avance, avance, vive Espagne, vive Savoye ! ce qui le fait retirer pour donner ordre que ceste advenue fust barriquée, à quoy l'on pourveut tellement qu'ellement. Sur ces entrefaites, survint un des Seigneurs du Conseil, capitaine du quartier, homme ancien, mais courageux, n'ayant pour toutes armes que l'espée au costé. On luy ayda à passer la chaisne, en le priant de ne bouger de là, pour donner ordre à une forte barricade : mais, sans dire mot, il descend vers la porte où il fust incontinent tué par un picquier. Les Savoyards avoyent pour signal un bruit de langue que font quelquefois les grenouilles, qu'on appelle couasement, ou tel que celui d'un valet d'estable qui accourage ses chevaux, et s'entrecognoissent ainsi d'avec ceux de Genève. Puis quand on leur crioit : qui va là ? respondoient : amis ! Lorsqu'ils s'estimèrent estre

au dessus, asçavoir depuis trois heures jusques à trois quarts d'heure après, on n'oyoit entr'eux autre voix, sinon : vive Espagne, vive Savoye, ville gagnée, tue, tue, à mort, à mort ! Ceste porte demeurant toujours en danger, l'un des deux susmentionnés et cinq ou six autres descendirent de la Tartasse, abandonnée de l'ennemi, qui s'estoit retiré plus bas, et, après s'estre fait cognoistre à leurs compagnons qui de la Maison de Ville estoyent accourus vers la porte Neufve, et chassé les Savoyards de là les chaisnes, louèrent Dieu tous ensemble de ce que la porte Neufve avoit esté si heureusement regagnée et la Tartasse quittée aussi. Sur ce, ils font entrer quelques harquebousiers au boulevard de l'Oye, où le canon s'apprestoît, mais un peu lentement, pour donner dedans le fossé et vers les eschelles, comme il fit puis après. Pour cela, les Savoyars ne desistèrent, ains s'entrehortants à regagner la porte de Neufve, commencèrent à desgorgger des paroles fort deshonnestes contre l'honneur des femmes vertueuses, et à se vanter que la muraille estoit à eux. Combien qu'ils fussent en grand nombre, bien armez, néantmoins on leur fit une si rude charge qu'ils reculèrent jusqu'à la sentinelle proche du boulevard, où d'autres charges furent faites, et finalement on les repoussa jusques à l'endroit de leurs eschelles, où un de la ville s'hazarda d'aller et charger quelques ennemis retirez en la sentinelle, mais, ayant esté blessé d'une pistolade au jarret, se retira du moins mal qu'il peut.

Dès que le tambour et la trompette sonnèrent hors la ville, le gros, ordonné pour marcher vers le corps de garde de la Corraterie, y donna, tuant un soldat, blessant un autre, et escartant le reste. Ceste porte est tout touchant l'entrée de la ville et du pont qui mesne à St-Gervaix, pourtant il y eust aussi beaucoup d'affaire, comme ailleurs ; quelques uns, qui s'avancèrent des premiers, furent incontinent

terrassez ou blessez. D'autre part, deux des ennemis, entrans un peu trop avant, y laissèrent la vie, l'un pris et mené sur le pont du Rhosne, où il demeura; l'autre, déterminé soldat, abbattu entre les deux portes et la coulisse. Quelques citoyens et bourgeois y estoient courus. On tient que Brunaulieu fust prié qu'on le dévalast avec des cordes, dont plusieurs avoyent des chaisnes en escharpe, pour se faire tirer du dernier eschellon en haut. Il le refusa, disant qu'il ne vouloit plus vivre, et périt sur le parapet. Quelques uns de ce gros, soit qu'ils pensassent estre pleinement victorieux, ou qu'ils voulussent (à cause que les portes qui ferment la Monnoye, le pont et la ville de ce costé estoient closes, et la coulisse presque abbattue,) entrer par voye plus seure en la ville, s'efforcent d'entrer en la maison du sieur Julian Piaget, marchand, citoyen, duquel, un peu auparavant, ils avoyent blessé à mort un sien serviteur nommé Debaptista, qui, ouvrant la porte de derrière pour voir quel estoit ce bruit regagna le dedans fermant ceste porte. Ils applicquent un pè-tard à l'huis de l'estable des chevaux qu'ils avoyent fait semblant de vouloir acheter le jour de devant, et entrent au logis: les uns s'y amusent à vouloir visiter les chambres, afin de butiner(1), les autres tirent vers la porte de devant, pour se donner entrée vers la place, où ils eussent porté un merveilleux alarme. La porte fust dextrement ouverte, et quelques armés de la ville donnent dedans, abbattent un des ennemis, en bles-sent rudement un autre, et poursuivent le reste qui commen-cent à perdre courage. Une autre troupe force la porte de der-rière de quelque autre maison, et se jetta dedans à la foule (2), sans sçavoir ce qu'elle y faisoit, sinon se mettre au couvert au fort du conflict, en l'entre deux des murailles, tout auprès

(1) Ce détail tend à confirmer la tradition relative à M^{re} Piaget.

(2) En foule.

où les ennemis, acculez et chargez courageusement par la petite troupe qui les frappoit en flanc, à dos et front, sans prester combat, voyant leur complot esvanouy, et cinquante des plus mauvais abbattus, commencèrent à demander la vie. Et s'ils avoyent esté diligens à monter, ils le furent encor plus à descendre, la frayeur adjousta des aisles à leurs pieds, et, sans chercher leurs eschelles, plusieurs se jettèrent du haut en bas. Ceux qui avoyent un peu mieux pensé à leur retraite gagnent comme ils peuvent leurs eschelles, dont leur père Alexandre ne se trouva guères bon marchand, quelques armes estans rudement cheus dessus luy; dont il a emporté les marques en Avignon, où il s'est retiré quelques semaines après, sans avoir chanté messe dedans le temple de St-Pierre, comme il s'en estoit vanté.

Sur ceste honteuse retraite, le canon du boulevard de l'Oye commence à tonner, et, pour le second coup, avec diverses dragées, blessa plusieurs de ces fuyards. Le canon, amené sur la plate forme proche de la Maison de Ville, fust braqué vers la fontaine à l'entrée de Plain palaix, et acheva de mettre en route la cavallerie et l'infanterie qui estoient dehors. Si jamais desroute fust ignominieuse, celle là le fust. Si on vit onques fuyars mal en point, ce furent les Savoyars, trainans leurs blessez comme ils pouvoient, et laissant partie d'iceux çà et là, dont quelques uns morurent en chemin, plusieurs s'estant rudement blessez en ce sault périlleux du haut de la muraille en bas. Arrivans en Bonne à trois lieues de Genève, ils estoient si fangeux, harassés, transsis et esperdus que petite troupe assurée les eust aisément exterminés.

Les Seigneurs de Genève se contentèrent d'avoir chassé les brigands qui vouloyent massacrer ceux de leur peuple; et, comme, en périls si terribles, il est impossible de voir en un moment tout ce que se peut faire, ne voulurent rien hazarder,

tenants leurs portes closes et faisant recherche des ennemis, dont treize furent attrapés en vie, emprisonnés, interrogés, aucuns torturés, pour sçavoir plus particulièrement la vérité des choses, laquelle ils reconnurent en la plupart de ce que nous avons représenté, confessans avoir mérité la mort, pour avoir essayé d'exécuter des desseins si horribles. Ils furent pendus le mesme dimanche, environ les deux à trois heures après midy, au boulevard de l'Oye, où leurs corps demeurèrent en spectacle, tandis que, le lendemain et le jour suivant, on deslibéra ce qui estoit à faire des Savoyards tuez, estendus sur la poussière, et couvers d'un peu de paille. Finalement le conseil des Soixante ordonna que les testes des tuez et pendus seroyent coupées et rangées sur une longue perche, en un long gibbet de ce boulevard, et les corps jettez au Rhosne, ce qui fut exécuté : soixante et sept testes, au bout de soixante et sept ans que la ville a secoué le joug du pape, estants tesmoins, à quiconque les voit, des damnable complots de ceux qui tiennent qu'il ne faut point garder la foy, et qui ostent aux princes leur principal honneur après la religion, c'est asçavoir la fidélité pour ne violer la paix publique, et n'esmouvoir des troubles contre les lois divines et humaines. Ce qui servira de briefve response à plusieurs mal informez qui euidnt que les Seigneurs de Genève ont esté trop sévères et rigoureux en ceste condamnation et exécution. Au contraire les exécutez mesme reconnurent, excepté un, (lequel mourut aussi laschement comme il avoit vescu cruellement), qu'ils estoient indignes de vivre, à cause de tant de furieux efforts. Au regard des autres tuez, estropiez et rudement blessez ennemis qui furent trouvez çà et là, ou qui périrent les jours suivans, les Savoyards ont esté fort curieux, à leur constume, d'en cacher les noms et qualitez, dont est né un proverbe, qu'il fait bon bien battre les plus estour-

dis d'entr'eux, pour ce qu'ils ne s'en vantent point. Mais nous adjoutons qu'il se faut aussi donner soigneusement garde de leur infidélité cruelle. Quelques uns, qui ont fait recherche de ceste deffaitte de brigands, tiennent qu'il y en est demeure plus de deux cent soixante capitaux et conjurez ennemis de Genève, de qui toutes fois ils n'avoient receu desplaisir ni dommage aucun.

Quant à la ville de Genève, la plus part des citoyens, bourgeois et habitans d'icelle, ne comprindrent le danger auquel ils avoient esté réduits, qu'après en avoir esté délivrés. Ceux qui l'apprehendèrent le plus en receurent le plus d'ennuy, de dommage et de travail : fort petit fut le nombre de ceux qui, en ce péril, chamaillèrent vaillamment sur les ennemis. Quelques artisans et marchands, tant desdaignez par les Savoyards, y firent merveille sous la faveur du Tout-Puissant. Aucuns, jusques au nombre de seize, portèrent et laissèrent leurs vies : qu'ils ont retrouvées à l'instant en Paradis, auprès de leur Chef et Sauveur. Vingt-cinq ou trente y furent blessés, et presque tous ont esté remis en pied dedans six semaines ou deux mois après, pour se souvenir à chasque pas de l'assistance du Dieu des armées et de la vertu dont il les fortifia lors. Plusieurs, estrangement esperdus lorsque le tocsain sonna, et qui après l'orage firent fort les suffisans, penseront quelque jour à leur conscience, comme aussi certains pillards qui, n'ayant fait aucun devoir, apparurent après au butin, confondans mesmes les amis avec les ennemis, gens misérables et détestables, s'il y en a au monde. Comme, au commencement de l'esmeute et au plus fort du danger, plusieurs personnes, craignans Dieu, avoient humblement crié à luy qui ne rejetta leurs ardentes et saintes prières, aussi au sermon ordinaire de huit heures fust chanté et exposé en tous les trois temples le ps. 124 : on peut bien dire, et avec beaucoup d'esjouissance,

entremeslée de soupirs et de larmes, à cause de nos mors et blessés. Le lendemain fust employé à l'honneur de la sépulture des valeureux champions de l'Eglise de Genève, et, quelques jours après, le Jeusne célébré solennellement. D'autre part, les Seigneurs de Berne, advertis en très grande diligence de la miraculeuse destivrance de leurs combourgeois et alliez, en donnèrent advis à leurs baillifs et subjects. Ils firent rendre grâces à Dieu par tout leur pays, et envoyèrent promptement secours à Genève, et continuèrent depuis en ceste franche volonté, comme ont fait aussi les Seigneurs de Zurich, de Basle et Schaffuse.

. (1)

Quant au Duc, non content de son malheur, et, voulant faire du mauvais après avoir esté battu, envoya Caron, l'un de ses secrétaires, à Fribourg, vers le conte de Tournon, son ambassadeur en Suisse, lesquels se transportèrent à Berne, où le conte fit en plein conseil la harengue comme s'ensuit : (2,

« Très puissans Seigneurs, dès le jour et heure que j'ay esté adverti de l'entreprinse et exécution faite contre la ville de Genève, je n'ay rien eu plus à cœur que de m'enquérir de mon Prince et Seigneur comme la chose est passée au vray, pour au nom de sad. Altesse je puisse informer au vray vos Seigneuries et autres bons amis et affectionnés, veu qu'en tels

(1) Nous supprimons ici un paragraphe qui contient la lettre écrite à la Seigneurie de Genève par le roi Henri IV. en date du 8 janvier 1603. Ce document a déjà été imprimé plusieurs fois, entre autres dans l'*Histoire de Genève* de Picot (II, 321) et dans celle de Spon, dans les *Lettres missives de Henri IV*, publiées par Berger de Xivrey (VI, 8), etc.

(2) Le *Registre du Conseil* (7 janvier 1603) donne de cette harangue un texte qui nous paraît préférable à celui du manuscrit de Grenoble, et que nous substituons en conséquence à celui-ci. Le *Citadin de Genève* avait déjà pris dans le *Registre du Conseil* ce texte que nous croyons le meilleur,

affaires et exploits plusieurs paroles contraires à la vérité seront semées çà et là par les adversaires. Car iceux, comme destituez de toute cause légitime et de toute équité, se sont entremis, pour donner couleur et défense à leur mauvaise cause au deshonneur et préjudice de sad. Altesse, de mettre sad. Altesse en disgrâce et le rendre odieux. C'est pourquoy moy, ayant esté adverti de la part de sad. Altesse, tant par escript que de bouche par le moyen du s^r secrétaire et adjoint en ceste cause, ayant receu très exprès commandement de le vous communiquer amiablement et selon toute bonne voysinance, à ce que vous ne soyés en aucun double de sa bonne volonté et affection, moy, dis-je, et le dit secrétaire, n'avoir (sic) voulu laisser à vous donner à entendre, suivant tel commandement, le fait de lad. exécution, laquelle est advenue comme s'ensuit. Vos Seigneuries scavent très bien quelles prétensions [que] sad. Altesse a heu dès la dernière guerre sur une ville de Genève, surtout à cause des tailles, tributs et autres charges ordonnées, pour raison d'aucuns biens qu'iceux de Genève possèdent dans les terres de sad. Altesse. A quoy Elle auroit tasché de les contraindre et presser par toutes sortes de moyens, en espérance qu'iceux de Genève se submettroient à l'équité, ainsy que autres royaux et voisins qui ont des biens dans les terres de sad. Altesse. Mais, au contraire, ils n'ont cessé de faire des plaintes continuelles à la Majesté du Roy de France, comme aussi à vos Seigneuries, nonobstant qu'ils ayent esté rebustez par plusieurs Seigneurs de marque près de sa Majesté de telles indeues recherches, et renvoyés à satis-

et l'avait inséré à peu près tel quel. Les diverses éditions de l'histoire de Spon le contiennent également ; il y a été légèrement modernisé.

M. Gaberel a imprimé aussi cette harangue (*l'Escalade*, pages 298-300), mais ce qu'il a publié parait être une traduction tout-à-fait moderne du texte allemand qui doit se trouver aux Archives de Berne,

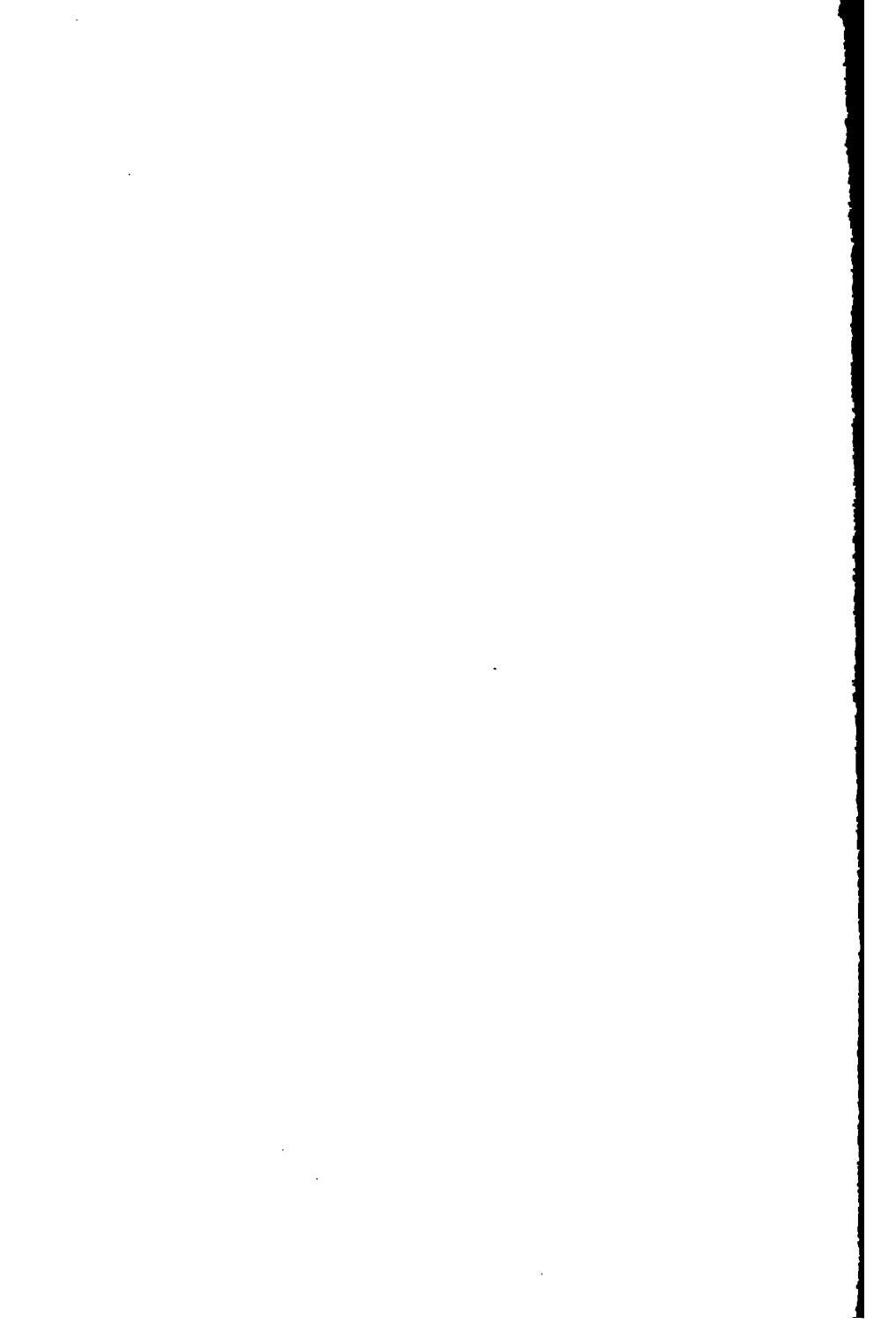
faire à telles charges équitables, comme aussi sans doute vos Seigneuries en auront fait de mesmes en leur endroit. Ils ont continué opiniastrement en leur desseing et prétensions rejeetables, et non-seulement ont entrepris, par moyens de main-forte et attentat, de maintenir leur prétendu droict comme sad. Altesse en a esté advertie, mais aussi, contre l'édit de Son Altesse publié, ont tout freschement fait emmener et conduire en leur ville quelques bleds, lesquels debvoient demeurer au pays de sad. Altesse pour l'entretènement nécessaire de ses sujets, et pour obvier aux nécessitez futures, et par tel moyen et mespris ont enfraint et anéanti tel édit publié, pour lesquelles justes causes et occasions sad. Altesse a bien voulu entreprendre lad. exécution contre la ville de Genève au 22^e novembre, nouveau calendrier. Mais a dilayé pour quelque temps, principalement à ce que sad. Altesse fust présente, à cette fin qu'entre les siens ne peust advenir aucune confusion ou désordre, comme en tel fait il advient aisément, et que par mesme moyen, [à] ses autres voysins et bons amis ne fut fait aucun dommage. Mais quant à ce que lesd. de Genève se veulent servir, contre les prétensions de sad. Altesse, de quelques privilèges à eux donnez par ses prédécesseurs d'heureuse mémoire, ils ne s'en peuvent prévaloir, car ceux privilèges ne peuvent plus estre en leur vigueur, attendu qu'ils n'ont rendu les charges et debvoirs esquels ils estoient tenus. Et par ce moyen ont eux mesmes rendu i nutils lesd. privilèges et iceux anéantis.

« De mesmes en est il touchant ce qu'ils avancent sans fondement qu'ils sont compris et incorporez au traité de paix entre Sa Majesté Royale de France et sad. Altesse. Car est à considérer qu'en ce ils n'ont point de droit ny de fondement de mespriser par ce moyen sad. Altesse. Et est certain qu'ils ne

peuvent estre entendus soubz ce mot d'Alliez, attendu qu'ils ne sont alliez avec tous les Cantons de Suisse, et qu'aud. *traité de paix* ils n'ont esté expressément spécifiez et nommez comme les autres Alliez, et aussi n'ont peu estre mis et insérez *aud. traité de paix* en l'absence de sad. Altesse, comme estant l'une des parties principales, et sans son gré, sceu et volonté. En outre, je ne puis sainement céler à vos Seigneuries que sad. Altesse a esté adverti de bons lieux et dignes de foy que Mr de Lesdiguières avait une entreprise pour surprendre la ville de Genève, ce que, s'il eust esté exécuté, eust causé à sad. Altesse et à vous un grand dommage. Et pourtant sad. Altesse a estimé estre le plus asseuré de le prévenir. Mais, afin que vos Seigneuries ne puissent prendre aucun soubçon que sad. Altesse eusse pensé entreprendre quelque chose contre l'ancien correspondance et voysinance pour votre regard, elle a principalement à ceste occasion repassé les monts en diligence. Car elle est en intention de continuer envers vostre Estat toute bonne et amiable volonté et voysinance, comme d'ancienneté a esté fait. Et, à cest effect, est résolue par amitié *voisinale* de monstrier en vostre endroit et de tous vos sujets tout libre et ouvert commerce et toute amiable volonté de voisin, et que sur ce vous vous en éclaircissiez envers sad. Altesse, comme de ce je ne double point que vous nous bailliés une réponse selon nostre désir et volonté.» *

Ceste harangue ou bien ce sommaire de la proposition, faite par le comte de Tournon, ambassadeur de sa dite Altesse, avec le sieur secrétaire Caron, ambassadeur de sa dite Altesse, et qui estoit envoyée ou mesmes dictée et prononcée en la présence de Nosseigneurs de Berne, ne méritoit point de réponse. Les Seigneurs de Berne n'en firent ni donnèrent point aussi, mais renvoyèrent le comte de Tournon et son adjoinct, ambas-

sadeurs dudit Duc, lesquels ne s'en retournèrent guères ou au moins peu joyeux. Du depuis, le duc de Savoie et les siens ont remué et brassé à leur accoustumée. Quant à ce qui en doit advenir, Dieu le montrera.



SÉANCE PUBLIQUE

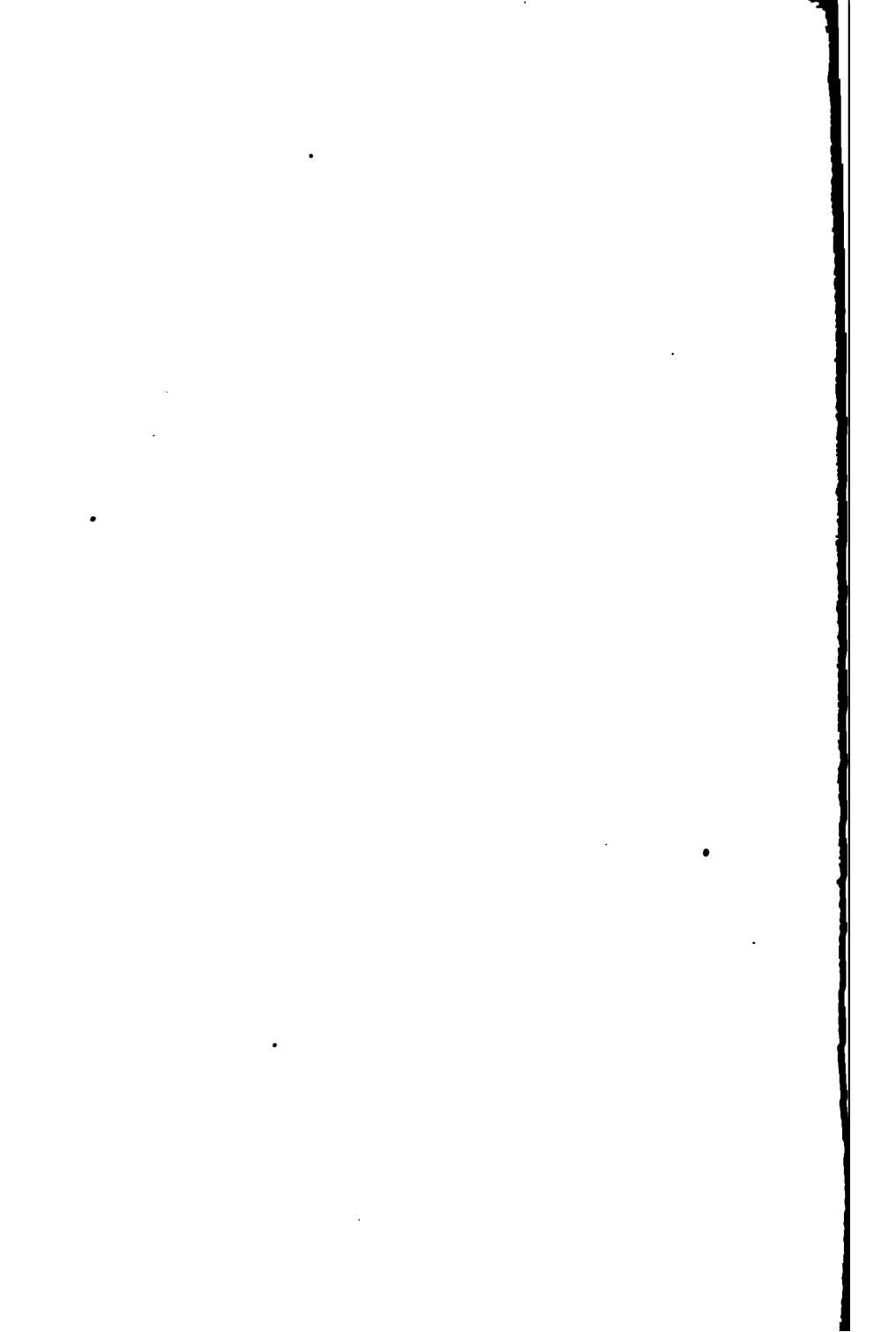
DE LA

SECTION DE LITTÉRATURE

tenue le samedi 23 décembre 1882, dans la salle de l'Aula.

ORDRE DU JOUR :

1. Discours d'ouverture de M. Eugène RITTER, président.
 2. Notice sur M. *Louis Vaucher*, par M. MARC-MONNIER.
 3. Notice sur M. *Rodolphe Rey*, par M. J. HORNUNG.
 4. *Souvenirs personnels*, par M. Jules VUY.
 5. *L'Égalité*, poésie, par M. CARTERET.
 6. *Les sauveteurs du Havre*, poème de M. MAYSTRE.
 7. *L'Envie*, poésie de M. SALMSON.
 8. *Adieux d'un poète à son manuscrit*, par M. Emile JULLIARD.
 9. *Le Costume de Pierrot*, poème dramatique de M. SCHELER.
-



DISCOURS D'OUVERTURE

DE

M. Eugène RITTER, Président

Messieurs,

Dans les trente années de son existence, notre Section de Littérature a ouvert une vingtaine de concours. Ils se pressaient dans les premiers temps : il y en eut douze en dix ans. Quand l'expérience est venue, ils se sont espacés davantage ; mais nous ne songeons point à les abandonner. Dans les deux séances publiques de l'année écoulée, nous avons donné des prix à des poésies et à des nouvelles ; et nous venons d'ouvrir encore un nouveau concours, pour *une étude biographique et littéraire sur un des écrivains de la Suisse romande*.

Chaque concurrent choisira l'écrivain qui lui plaira ; les écrivains vivants sont seuls exclus de ce choix. La Section demande que dans les études qui lui seront présentées, les concurrents utilisent autant que possible des sources de renseignements inédits : papiers de famille, lettres, documents d'archives, etc, — et s'il s'agit d'un contemporain, des souvenirs personnels ; — en sorte que les pièces présentées au concours constituent un enrichissement pour l'histoire littéraire du pays. Une somme de *cinq cents francs* a été mise à la disposition du Jury pour prix et accessits.

L'histoire des lettres dans nos cantons romands est ce que vous le savez, Messieurs, en possession de quelques travaux pareils à ceux que nous demandons. Les vies de Juste Olivier et de Vinet, par M. Rambert ; l'ouvrage de M. Othenin d'Henin sur le *Salon de Madame Necker*, voilà des modèles que nous ne pouvons les égarer, ce serait prendre rang parmi les maîtres. Mais ne suivre que de loin ces exemples brillants, il y a encore l'honneur à gagner, et du profit pour l'histoire littéraire de notre pays.

Elle est si peu connue, cette pauvre histoire, que plusieurs d'entre vous trouveront des noms qu'ils n'avaient jamais entendus, dans l'énumération que je vais faire des écrivains qui me semblent mériter une étude biographique : énumération qui ne sera pas complète, bien entendu, et surtout pas exclusive, et qui n'a d'autre but que de mieux expliquer ce que nous demandons.

A Neuchâtel, je citerai Bourguet, le Buloz helvétique du XVIII^e siècle, le fondateur du *Mercur suisse*. Quelle mine à fouiller que sa vaste correspondance avec les savants et les hommes de lettres de son temps ! L'aimable bibliothécaire de Neuchâtel, qui me l'a montrée, m'aurait donné la tentation de m'y enfoncer, si, au riche dépôt dont il a la garde, Du Perrou n'avait pas légué des manuscrits beaucoup plus précieux encore.

Dans le canton de Vaud, M. de Crouzas, madame de Montolieu, le professeur Monnard, ont été, chacun dans leur génération, des personnages ; il y aurait bien de l'intérêt à lire, tracé par une plume érudite et habile, le récit de leur carrière, qui les replacerait au milieu de leurs contemporains, et qui nous donnerait toute la vie littéraire de Lausanne, il y a cent cinquante ans, — cent ans, — cinquante ans.

A Genève, la plupart des écrivains du siècle de la Réforma-

on ont été le sujet de recherches approfondies ; mais dans les temps qui ont suivi, il y a des hommes très distingués dont la biographie est encore à faire : le syndic Chouet, par exemple ; — j'ai dit ailleurs (1) quelle place occupe dans l'histoire intellectuelle de notre ville l'impulsion qu'il a donnée aux recherches scientifiques, et qui n'a pas eu de contre-poids en son temps ; — et Jalabert, qui fut comme lui savant professeur et magistrat influent, qui fut l'ami de Jean-Jacques Rousseau, et qui mourut au milieu des orages politiques, après avoir donné en vain le conseil qui les aurait conjurés à leur point de départ, quand il défendit chaudement l'*Emile* (2) en face de collègues qui voulaient brûler et flétrir ce noble livre.

Pierre Clément mérite mieux qu'une biographie ; il faudrait le réimprimer tout entier, comme on a réimprimé l'abbé Raynal (3), qui ne le valait pas. Il était ministre du saint Evangile, et avait jeté aux orties la robe ecclésiastique. Deux autres littérateurs genevois, Jacob Vernet et Jacob Vernes, ont su la garder et l'honorer. Les papiers de Jacob Vernes sont en bonnes mains. Je voudrais pouvoir en dire autant des papiers de Jacob Vernet ; mais où sont-ils ? où se cachent ces lettres inédites de Montesquieu, de Fontenelle, de Voltaire, que tous les amis du XVIII^e siècle seraient heureux de voir paraître au jour ? Que sont devenus les papiers de madame Necker de Saussure ? Et que fera-t-on des lettres de Tœpffer ? Ecrites au courant de la plume par cet esprit primesautier, improvisateur, elles devaient être charmantes : A-t-on cherché à les réunir ?

(1) *Alliance libérale*, 1881, pages 37 et 38.

(2) Voir les lettres de Mouton à J.-J. Rousseau des 18 juin, 1^{er} et 17 juillet 1762, 10 mai 1763.

(3) *Correspondance littéraire, philosophique et critique* de Grimm, Diderot, Raynal, etc., publiée par M. Maurice Tourneux. Tomes I et II. Paris. 1877.

Ces questions, Messieurs, n'en finiraient pas ; je m'arrête, et je conclus en disant qu'il y a une tradition dont les fils se rompent chaque année, quand viennent à mourir ceux qui les tenaient en leurs mains ; pour peu qu'on attende alors, la postérité ne peut plus les rattacher qu'à moitié. Tout ce qui se fait pour les renouer est une œuvre de piété littéraire et de conservation nationale : car, dans le passé de notre pays romand, la littérature a tenu une grande place ; et l'étude de ce passé est essentielle, si nous voulons maintenir, au milieu des courants qui traversent notre époque, la continuité de notre esprit national.

NOTICE

SUR

LOUIS VAUCHER

Par M. MARC-MONNIER

LOUIS VAUCHER, né à Genève le 14 janvier 1832, écolier du Collège, étudiant de l'Académie, licencié en droit en 1854, élu deux fois, en 1864 et en 1868, substitut du procureur-général, juge de paix en 1871, juge à la cour en 1876, auteur d'un règlement général de police, fondateur d'un journal, la *Semaine judiciaire* indispensable aux hommes de loi, mort le 1^{er} octobre 1882. Voilà, en deux mots, la biographie officielle de notre ami. La *Semaine judiciaire* ajoute qu'il avait de qui tenir dans sa famille. Son grand-père, Vaucher-De Lom, fut un savant botaniste ; son oncle et maître, Vaucher-Mestral, un helléniste de premier ordre ; par sa mère, il descendait de P. Mouchon, le patient auteur d'un travail prodigieux : *La table de l'Encyclopédie* ; son père, enfin, le pasteur Vaucher-Mouchon, consacra toute sa vie, tout son bien aux autres. Elevé dans un pareil milieu, notre ami fut un esprit très distingué, très orné, un homme intègre, utile, aimable, et il mourut pauvre. Pour montrer ses qualités de magistrat, on pourrait accumuler les épithètes banales ; un seul fait suffit, plus éloquent que toutes les phrases : pendant toute sa carrière de juge de paix, aucun de ses jugements ne fut révisé.

Il nous appartient surtout comme homme de lettres, car il fut membre de la Section littéraire de notre Institut, membre honoraire, il est vrai, mais aussi laborieux que les meilleurs des effectifs. Dans les dernières années de sa vie surtout, son activité se porta sur quantité d'objets : il fit des cours de droit à l'Université, à la Société des Arts, des conférences sur le Musée Gosse à la Société d'histoire et d'archéologie ; il rédigea pour le *Journal de Genève* une *Chronique judiciaire* fort estimée ; longtemps auparavant, dans des feuilles politiques, il avait fait écumer et pétiller la vivacité piquante et point amère de son esprit. Il donna aussi des articles sérieux à la *Bibliothèque universelle*. On nous a cité de lui une *Etude sur Rabelais* qui n'a pas été retrouvée dans ses papiers : c'était un morceau de fine et forte critique. Il avait le goût des arts, il en avait aussi l'intelligence ; ses articles anonymes sur la peinture montraient des impressions très personnelles qui ont plus d'une fois étonné les experts. Mais il ne signait pas, ne recueillit pas même ces articles nombreux qui se sont dispersés avec les feuilles mortes. Il n'a guère mis son nom qu'au bas de ses vers.

Poète, il l'était dans l'âme et le fût devenu tout à fait avec un peu plus de patience et de travail. Entre 1854 et 1857, il fit un assez long séjour à Paris, avec l'intention de se vouer aux lettres. Mais il se découragea trop vite et regretta son pays.

Allons-nous en loin de la ville
Au grand fracas triste et moqueur,
Loin de Paris, funeste asile
• Pour la pensée et pour le cœur...
Pauvre rêveur, ton âme est pleine
D'amour, d'espérance et de foi ;
Allons ! les rives de la Seine

N'ont pas été faites pour toi...
Retourne aux lieux qui t'ont vu naître,
O pauvre oiseau tout déplumé,
Et tu retrouveras peut-être
Ton nid tout chaud, tout parfumé,
Des amis dont les mains ouvertes
Se refermeront sur ta main,
Des feuilles plus fraîches, plus vertes,
Plus de fleurs le long du chemin...

Ainsi écrivait-il à un ami (Camille Ferrier) : on sent là l'émotion vraie. Plus tard, tout à fait découragé, il s'écriait en brisant sa plume :

Pourquoi faire des vers quand on les fait si mal ?

On le voit, Louis Vaucher ne fut injuste qu'envers lui-même. Par bonheur, nous avons sous la main de quoi réviser son arrêt. Voici un fragment que nous retrouvons dans ses papiers ; André Chénier eût souri en le voyant. Avec de légers coups de ciseau çà et là, ce serait beau comme l'antique :

...Pourquoi me refuser ta lumière paisible ?
Belle reine des nuits, pourquoi te caches-tu ?
O Diane, Diane, es-tu donc invisible ?
L'orage cependant n'a pas voilé les cieux ;
Les constellations, signes mystérieux,
Symboles éclatants d'une langue inconnue,
Tracent en traits de feu Jéhovah dans la nue...
Ce nom te fait-il peur, fille de Jupiter ?
Ta place est vide au ciel, et le ciel est désert.
Aux cieux où tu régnas, pleures-tu ta défaite ?
Es-tu sur le Latmos ? Es-tu sur le Taygète ?
Cherches-tu sur la rive où se brisent les flots,
Dans les cendres d'Ephèse ou les rocs de Délos,
De tes adorateurs les traces effacées ?

Ou bien rappelles-tu tes nymphes dispersées
Qui, secouant enfin aux accents de ta voix
L'injuste et lourd repos qui les retient captives,
Se hâtent sur leur dos d'ajuster leur carquois
Et te cherchant des yeux, joyeuses et craintives,
De leurs cris éclatants font retentir les bois ?
O Diane ! au milieu du chaste et blond cortège,
Fière de ta beauté qu'on ne peut égaler,
Tu montres tes genoux aussi blancs que la neige
Et tu donnes au vent tes cheveux à mêler...
Prends garde ! en poursuivant le sanglier rapide,
En perçant de tes traits la biche aux yeux en pleurs,
Dans ces lieux enchantés où le printemps réside,
Tu pourrais rencontrer, au pied d'un arbre en fleurs,
Paré de sa jeunesse et le regard humide
Un autre Endymion...

La poésie s'arrête là. Le marbre est brisé, mais c'est bien du marbre ! Quand on peut faire de pareils vers, on ne reste pas longtemps découragé. Louis Vaucher se remit à l'œuvre et la Section littéraire de l'Institut, qui lui offrit un public attentif et sympathique, applaudit plus d'une fois de jolies fables, des comédies sans prétention, qu'il ébauchait d'une main légère, en y mettant la douce malice et la rare finesse de son observation. Devant cet auditoire discret, il eût pu lire encore bien des poésies lyriques très senties, très émues ; s'il ne l'a pas fait, c'est que peut-être il ne voulait pas livrer tout son cœur. Peut-être aussi dédaignait-il injustement ces poésies datant de sa jeunesse.

Nous savons qu'aux derniers jours de sa vie il brûla des liasses de manuscrits, et qu'à la prière de son frère, il ne laissa subsister que deux cahiers sur lesquels il écrivit au crayon de sa main mourante : « Essais sans valeur. »

L'Institut national veut sauver de l'oubli quelques-unes de ces productions. Il a déjà publié dans son Bulletin l'*Eléphant blanc*. Une de ces agréables comédies que Vaucher lisait si bien, une pièce encore inédite paraîtra bientôt, les *Avis charitables* ; suivront des élégies, des sonnets, des fables qui n'ont eu aucun lecteur, une traduction de *Françoise de Rimini*, le plus touchant épisode de la *Divine comédie*. Le traducteur, en suivant Dante vers à vers et en s'imposant toute les difficultés de la terzine, les a surmontées avec une aisance et une liberté de main qu'on ne saurait assez admirer. A notre humble avis, aucun poète français, pas même Antony Deschamps, n'a rendu aussi bien la lettre et l'esprit, la musique et la grâce de ce chef-d'œuvre. Notre ami a laissé encore l'ébauche d'une tragédie en cinq actes et en vers, intitulée *Stéphanie*. Une scène de cet ouvrage montrera ce qu'eût pu faire Vaucher en persévérant dans le grand art. Le théâtre l'attirait dans ces derniers temps, il rêvait un drame sur Calvin et il traduisit en vers français *Le roi Henri IV* de Shakespeare. C'est pour la scène qu'il écrivit son *Morgarten* (1). Rappelons-nous le mérite et le succès de ce poème dramatique, dont l'édition fut épuisée en quelques jours ? Le poète avec une habileté remarquable avait su mêler la fiction à l'histoire et trouver une situation très émouvante : une affaire de cœur étroitement liée au grand intérêt patriotique, une catastrophe domestique attristant sans le diminuer le triomphe national. Des sentiments très dignes et très nobles, simplement exprimés en vers faciles, élégants, d'un charme uni, d'une chaleur douce et parfois d'une belle fierté, voilà ce qui a séduit le petit nombre d'heureux qui sentent et comprennent la poésie.

Tel était le poète, mais ceux qui nous écoutent sont loin de

(1) *Morgarten*, poème dramatique par Louis Vaucher. Genève, Fick, 1876.

connaître encore l'ami que nous avons perdu. Il fallait le voir dans un cercle intime, au dessert, quand la causerie devenait générale ; son visage alors s'animait, s'affilait, s'aiguissait, les yeux pétillaient derrière le pince-nez, le sourire allongeait ses lèvres fines et avant qu'il eût ouvert la bouche, on sentait déjà le flux d'idées étranges qui allaient jaillir. Il parlait, comme Mercutio, comme Hamlet, nageant en pleine fantaisie avec cette gaité d'imagination qui n'est comprise que des artistes, et accentuant le paradoxe avec une petite voix de ténor, un geste saccadé qui mettait tout le monde en belle humeur. Heureux temps où l'on soupait au lieu de banqueter, où l'on causait drôlement au lieu de porter des toasts, où les esprits fins ne devaient pas se mettre à la portée de la foule. Ne fût-on que trois, le nombre des grâces ou neuf tout au plus, le nombre des muses, il y avait assez d'idées folles pour égayer toute une nuit. La malice n'était point méchante, l'escrime joyeuse ne tuait personne, le cliquetis des opinions amusait la galerie sans faire de mal ; en ce temps-là, on pouvait être heureux sans qu'il y eût de victime. Louis Vaucher n'a jamais blessé aucun de ses amis. C'est ainsi qu'il a pu attirer et garder tant d'affections fidèles. Il était sympathique, parce qu'il était bienveillant ; il savait que le meilleur moyen de plaire aux autres, c'est encore de leur faire plaisir. Cette parfaite courtoisie qui lui avait particulièrement valu l'amitié des femmes — elles le recherchaient toutes — c'était bien chez lui la fleur de la charité ; il avait plus que tout autre cette vertu suprême, celle qui est bonne, point envieuse, point insolente, sans aigreur et sans orgueil, parfaitement désintéressée, ne se réjouissant pas de l'injustice, ne se réjouissant que de la vérité, ne soupçonnant point le mal, excusant tout, supportant tout.

Tel fut Louis Vaucher pour ceux qui l'ont connu de près, mais il en est un autre encore, connu de lui seul et qui ne

s'est révélé qu'à la dernière heure. Ce comique si drôle qui eût été un excellent comédien — ceux qui lui ont vu jouer dans un salon le rôle de Jodelet en rient encore — cet humoriste charmant qui ne nous montrait que le côté fantasque de son esprit, gardait pour lui le meilleur de son âme. Notre ami avait des goûts de campagne et de solitude ; il disparaissait souvent des semaines entières et nous le croyions occupé à courir les bois en quête de champignons. Mais il méditait alors et il souffrait ; il a connu toutes les angoisses de la pensée et ce profond abattement, indifférence chez les uns, scepticisme chez les autres, qui suit l'orage intérieur :

J'étais las dans ce temps des tourments de l'esprit,
J'étais las de chercher la vérité pour guide,
Las de ce que l'on pense et de ce qu'on écrit,
Las de creuser l'idée et de la trouver vide.
Le néant m'attirait, le doute avait vaincu,
Et, pour mieux blasphémer, calme et sans épouvante,
Je suspendais alors ma course haletante,
Insultant l'idéal que j'avais entrevu.
Vous avez éprouvé comme moi ces tortures,
O poètes rêveurs, pâles amants du beau ;
Votre cœur a saigné de toutes ces blessures,
Et ma douleur pour vous n'aura rien de nouveau.
Mais lorsque vous étiez au fond de cet abîme,
Dites-moi, quelle main vous en a retirés ?
Quelle onde a rafraîchi vos gosiers altérés ?
Qui fit luire à vos yeux une clarté sublime ?
Êtes-vous remontés par des sentiers fleuris
En prenant dans vos mains des buissons sans épines ?
Vous êtes-vous entraînés, les mains, les pieds meurtris,
Sur les cailloux roulant à travers les ruines ?

Votre foi, votre orgueil ont retenu vos pas,
Mais pour moi, c'est l'amour, moi qui n'y croyais pas.

L'amour, en effet, devint la force de sa vie et lui imposa des devoirs qu'il a très vaillamment acceptés et supportés. Ses cahiers de vers écrits pour lui seul et condamnés par lui-même à l'oubli, nous montrent encore chez notre ami, que nous prenions pour un épicurien, un fond très singulier de stoïcisme. Même dans les années de jeunesse et d'insouciance, il se plaisait à regarder la mort en face et il l'attendait sans peur.

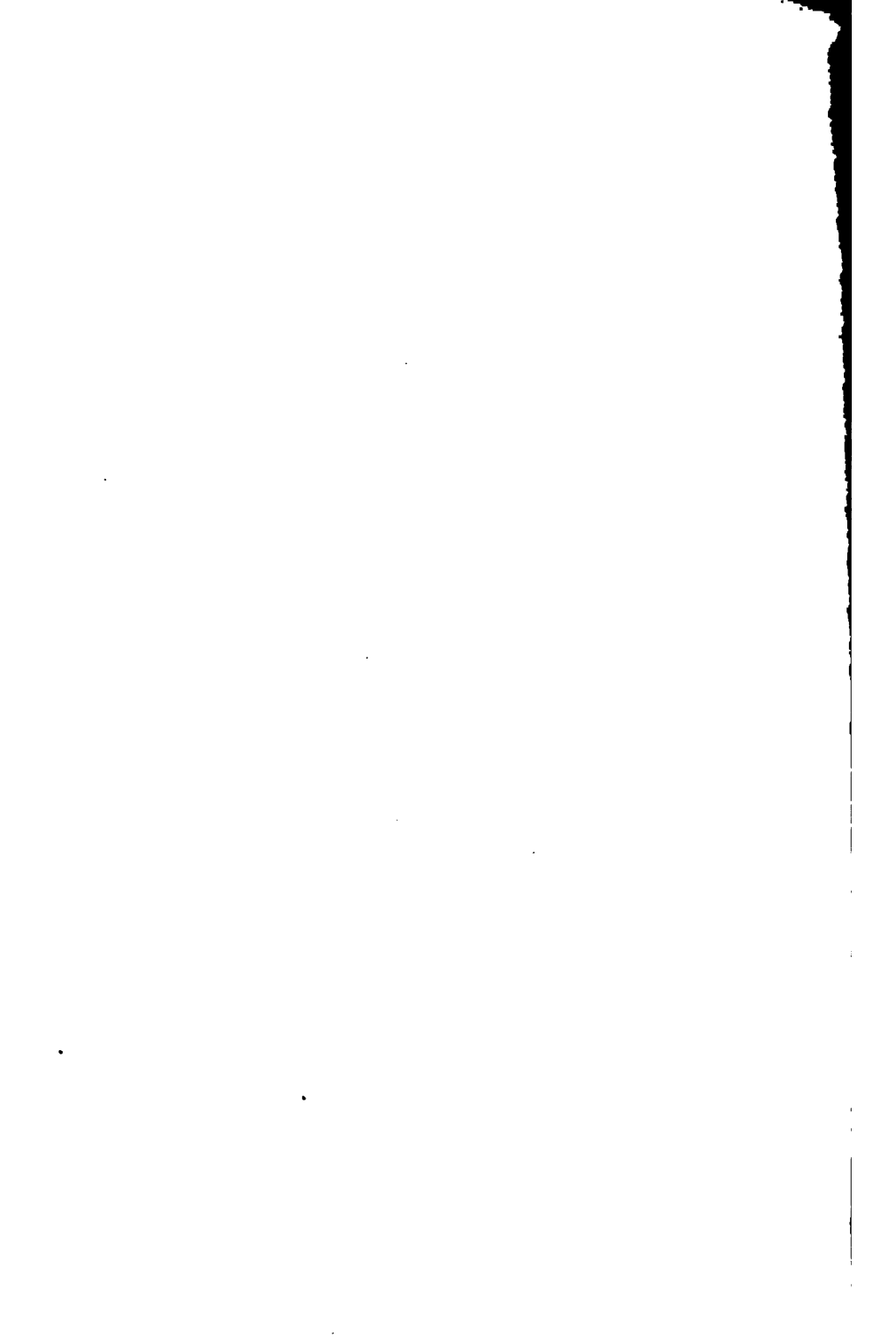
Jeune homme, pourquoi donc répétez-vous sans cesse :
« Seigneur, la vie est courte » — et vous comptez vos pas,
Vous frappez votre front et vous dites : « Hélas !
O destin, ô malheur ! le temps fuit, le jour baisse... »

Pour moi, si je pouvais retenir ma jeunesse,
M'asseoir sur le chemin qui conduit au trépas,
Non ! si je le pouvais, je ne le ferais pas,
Et je croirais sans doute agir avec sagesse.

Dans un vin généreux j'ai puisé la gaité,
Mes amis ont souri, mon aimée a chanté,
Je l'aime, elle était là près de moi tout à l'heure ;
Le jour a ses splendeurs, la beauté ses attraits,
Les nuits ont leur silence et leurs charmes secrets,
La vie a ses plaisirs — mais la mort est meilleure.

Quand on se dit sans témoin de pareilles choses, à vingt-quatre ans, on est armé pour le combat suprême. Nous comprenons maintenant les dernières années de notre ami. Il savait qu'il n'aurait pas longtemps à vivre, il se sentait, sans le dire à personne, atteint d'une de ces maladies qui ne pardonnent pas. Un coup violemment douloureux, la mort de sa fille, hâta le progrès du mal qui le dévorait lentement. De

loin, de très loin, il vit la mort venir et l'éloigna tant qu'il **put**, sans la craindre, pour faire son devoir jusqu'au bout. Il **la voyait** si nettement s'approcher de jour en jour, d'heure en **heure**, qu'il put annoncer l'instant où elle l'atteindrait. Ses **derniers** entretiens furent d'une sérénité, d'une dignité plus **qu'humaine**. Il ne regrettait de la vie que ses charges, ne **tremblait** que pour l'avenir de sa famille, pour les cinq **enfants** qu'il avait soutenus seul jusqu'alors et qui allaient lui **tomber des bras**. Pauvre Vaucher ! nous ne l'avons vraiment **connu qu'à** la dernière heure. Ses meilleurs amis l'estimaient **fort** et l'aimaient bien, mais pas assez.



NOTICE

SUR

RODOLPHE REY

*Lue dans la Séance publique de la Section de Littérature
de l'Institut National Genevois, le 23 décembre 1882.*

Il y a deux classes d'écrivains : ceux qui, faisant abstraction des questions vitales, traitent en lui-même un sujet donné et font ou de la pure science ou de la simple littérature ; et ceux qui sont pris au cœur par les problèmes de la vie, qui savent s'indigner et qui se constituent les avocats passionnés du droit. Comme exemple des premiers, on peut citer les écrivains classiques du 17^e siècle, qui cisaient tranquillement leurs vers ou arrondissaient leurs périodes oratoires, pendant que les protestants ramaient sur les galères ou partaient pour l'exil. Voyez, au contraire, les auteurs du 18^e siècle, un Montesquieu et surtout un Voltaire. Ils abordent franchement le fond des choses, et il s'élève du milieu d'eux un grand cri de pitié à la vue de tout ce que l'homme faisait souffrir à l'homme. Quel contraste entre leur virile indignation et la quiétude élégante du siècle précédent ! Comme l'a si bien montré le grand philosophe patriote Fichte dans son livre sur la destination de l'homme de lettres, le penseur doit être ainsi l'organe et la voix de sa nation.

Ces écrivains là n'ont pas manqué à notre ville, surtout depuis le 18^e siècle. Comme le disait notre regretté collègue Amiel (1), Genève a été par excellence la ville du droit (2). Elle était à l'avant-garde de la civilisation protestante, et a représenté d'abord, avec la Hollande, l'indépendance religieuse et politique de la nation : puis, au 18^e siècle, avec Jean-Jacques, elle affirme la souveraineté du peuple ; plus tard enfin, elle dégage le droit individuel. Delolme a été, avec Montesquieu, le premier théoricien de la Constitution d'Angleterre. Sismondi a été peut-être le premier défenseur des classes pauvres contre le système de l'absolue concurrence. Chez nous, le droit, sous ses différentes faces, a toujours eu des champions. Ainsi Mallet-Du Pan et Antoine Cherbuliez ont défendu le principe historique. Dans une sphère plus humble et toute juridique, je citerai des hommes comme Bellot, Odier et Auguste Rieu. Les Vaudois, nés plus tard que nous à l'indépendance, se sont plutôt consacrés à soutenir les droits de l'Eglise : c'est la grande idée de Vinet et de ses disciples, comme Charles Secrétan. Un autre Vaudois, Benjamin Constant, a été, en France, le fondateur de l'individualisme, et cette cause a trouvé à Genève des champions éloquents : le comte de Gasparin et Henry Serment (un des bons amis de Rey). Mais toujours, dans notre petit pays, et très spécialement à Genève, la littérature a été inspirée par un profond sentiment du sérieux de la vie et un attachement passionné pour la justice. Naturellement, c'est surtout la

(1) Dans son *Etude sur l'Académie de Genève* pour le Jubilé triséculaire de cette Académie (1859.)

(2) Voir ma notice sur *les Jurisconsultes et les publicistes suisses* tome II de la *Galerie Suisse* et ma conférence sur *les Idées politiques de Rousseau*, dans le volume *Rousseau jugé par les Genevois d'aujourd'hui* (1879).

bourgeoisie et le peuple qui ont produit ces vigoureux champions du droit. La classe aristocratique se voue plutôt à la science purement objective de la nature. Nos publicistes, nos poètes, nos artistes, c'est-à-dire ceux qui représentent directement la vie de l'esprit, sont presque tous des hommes de la classe moyenne ou même du peuple.

L'ami bien cher que nous avons perdu cet été, Rodolphe Rey, appartenait en plein à cette noble phalange des écrivains qu'émeut la destinée de l'homme et qui se constituent résolument les champions de la nationalité et du droit. Il a été un de ceux qui ont le mieux formulé notre originalité nationale et qui ont le plus détesté l'oppression sous toutes ses formes.

Rey appartenait à une de nos plus anciennes familles bourgeoises. Son frère William, qui a épousé la sœur de l'éloquent professeur Auguste Bouvier, est bien connu par de piquants récits de voyages et en particulier par un livre sur l'Amérique du Nord où il défend le régime ecclésiastique de ce pays (1). Rodolphe Rey, au contraire, est toujours demeuré fidèle à notre antique et chère Eglise nationale, et, en 1880, il prit, de même qu'Amiel et le vénéré professeur Daniel Colladon, un très vif intérêt à nos débats sur la séparation.

Rey a été un touchant exemple de ce que peut la volonté. A l'âge de vingt-deux ans, sa santé était ruinée, et, s'il a pu vivre encore trente-six ans, ç'a été à force de ménagements et de soins. Un autre se serait plaint : lui, au contraire, il ne parlait jamais de sa santé. Comme me l'écrivait son frère, « il a supporté cette rude épreuve avec une sérénité et un courage d'autant plus admirés des siens qu'il avait toutes les qualités requises pour fournir une carrière active. Ne pou-

(1) J'ai appris avec un vif plaisir que M. William Rey se propose de publier une notice détaillée sur son frère.

vant prétendre à posséder jamais ni position indépendante, ni famille à lui, ni séjour stable, il n'a jamais donné un signe de défaillance. Son cœur et son esprit étaient aussi fermes que sa santé était misérable. » Il a dépensé le peu de forces qui lui restait au service de la vérité et de la justice. Comme l'a dit son ami Amédée Roget, il s'était créé, par la méditation et l'étude, un milieu moral qui lui tenait lieu de la vie extérieure et sociale. A l'entendre parler avec tant de chaleur sur les grands intérêts de l'humanité, on n'aurait jamais cru qu'il fût si profondément atteint. La flamme de l'esprit brûlait en lui avec une admirable vivacité. Et, pour ma part, je regrette amèrement sa conversation si pleine et si nourrie, durant les séjours qu'il faisait chaque été parmi nous.

Rey laisse des écrits qui feront vivre son nom.

Il profita d'abord de ses longs séjours en Italie et de ses conversations avec les hommes distingués qu'il y rencontrait pour étudier à fond l'histoire contemporaine de ce noble pays. De ces recherches persévérantes naquit le livre excellent qui a pour titre : *Histoire de la Renaissance politique de l'Italie (1814-61)*. C'est ce qu'on a de mieux sur ce grand sujet : l'ouvrage, admirablement exact et précis, est écrit d'un style à la fois sobre et ému, qu'on a comparé à celui de Sismondi. L'auteur laisse voir la haine que lui inspirent les dominations monarchiques ou cléricales sous lesquelles gémissait l'Italie, et il applaudit à son émancipation graduelle et aujourd'hui définitive. Ici, nous aurions voulu que l'auteur eût une parole de blâme pour la cession de Nice et surtout de la Savoie à la France. — Les influences littéraires qui ont tant contribué à relever l'Italie, comme elles ont agi en Allemagne pour reconstituer l'unité nationale, ces influences sont soigneusement relevées.

Il faut ajouter à ce livre la piquante brochure publiée par

Rodolphe Rey sur le choix d'une capitale pour l'Italie. Il discute avec beaucoup de science et d'esprit les titres de Turin, Milan, Naples, Rome, et il se prononce finalement pour Florence, plutôt que pour Rome, par crainte de l'influence cléricale.

On peut remarquer ici à quel point l'Italie a préoccupé les Genevois, depuis Sismondi et Lullin-de Châteaueux jusqu'à Charles Didier, Ch. Du Bois et Marc Monnier. C'est que l'Italie est, comme nous, un pays latin où la vie municipale s'est richement développée et où l'idéalisme s'est formulé avec puissance. Rey est un de ceux qui ont le mieux compris cette noble race, et on ne peut s'étonner que d'une chose, c'est que l'Italie n'ait pas été plus reconnaissante envers lui : son nom ne figure pas même dans le Dictionnaire des écrivains contemporains publié en italien par le professeur Angelo de Gubernatis.

Mais l'ouvrage qui a fondé parmi nous la réputation de Rey, c'est *Genève et les Rives du Léman* (1868), ce livre qui a fait dire à M. Rambert que notre ami était le La Bruyère du pays romand(1). Jamais on n'avait tracé un pareil tableau d'ensemble : description vivante et lumineuse du pays, grands traits de notre histoire, caractéristique de nos petites nationalités et des hommes qui les représentent, ce livre contient tout cela, et, malgré cette richesse et cette condensation, il se laisse lire avec un plaisir soutenu. On a relevé le talent de Rey comme peintre de paysage, et il est certain qu'il sent les beautés de notre nature avec une extrême vivacité, et qu'il a su reproduire les aspects de notre lac et de ses rivages avec une grande magie de pinceau. Mais l'âme est plus que le corps ; et ce qui nous frappe surtout dans ce volume, c'est qu'il dénote à chaque page un sentiment pro-

(1) Eugène Rambert. *Écrivains nationaux*.

fond et délicat de la vie collective et des nationalités. Rey comprend les Vaudois aussi bien que les Genevois, et il faudrait rapprocher ses idées là-dessus du parallèle ingénieusement tracé par Amiel entre les deux nationalités, dans sa thèse sur notre littérature. Les Savoyards obtiennent aussi de lui pleine justice.

Mais, naturellement, c'est Genève qui est le centre du livre, et Rey parle d'elle avec l'émotion contenue du citoyen fidèle et du fils dévoué. Il fait revivre cette originale et puissante personnalité qui s'appelle Genève et dont le maintien au travers des siècles ressemble à un perpétuel miracle. Il n'est pas de livre où l'on sente mieux palpiter l'âme de la patrie et où le profil historique de notre chère cité se dessine avec autant de précision et de grandeur. Nous avons d'excellents historiens : Pictet de Serigny, Rilliet, Gaberel, Jullien, Galiffe, Ch. Du Bois, Roget, Sayous (pour l'histoire littéraire), mais ils ne donnent pas comme Rey une vue d'ensemble : ils ne condensent pas comme lui notre passé et notre présent en une vivante image (1).

Dans la troisième édition de son livre (1875) l'auteur s'est prononcé sur les derniers événements. Il condamne nettement la centralisation fédérale au nom de nos petites nationalités. Mais il insiste plus particulièrement sur notre lutte nationale contre l'ultramontanisme. Il avait vu ce régime à l'œuvre en Italie et dans le Midi de la France, et c'est pour cela qu'il le considérait comme un de nos périls sociaux. Il fallait l'entendre sur les couvents : il distinguait à merveille entre l'as-

(1) On peut citer comme ayant une grande analogie avec l'ouvrage de Rey, celui de Joël Cherbuliez, *Genève, ses institutions, ses mœurs, son développement intellectuel et moral* (1868). Mais ce livre qu'anime le plus pur patriotisme et qui contient beaucoup de choses curieuses, n'a pas à beaucoup près la portée ni l'éclat littéraire qui distinguent Rey.

sociation, qui laisse la personnalité intacte, et la corporation religieuse, qui l'absorbe et la détruit. Rey était, je l'ai dit, un chaud partisan des Eglises nationales, moyennant lesquelles, faisait-il remarquer avec Bluntschli, le principe féminin de la grâce et du pardon se combine avec le principe masculin de la justice rigoureuse représenté par l'Etat. Rey était enfin attentif aux questions sociales, et il aurait voulu, en particulier, que nos riches fissent plus de fondations d'un intérêt général.

A son livre sur Genève, il faut ajouter les notices qu'il a données, dans cet excellent recueil qui s'appelle la *Galerie suisse* (1), sur J.-J. Rousseau, Pestalozzi (2) et le général Dufour. Elles se distinguent par une simplicité pleine de grandeur. Rey prit part, en outre, au Centenaire de Jean-Jacques par une excellente notice placée en tête du volume *Rousseau et ses œuvres* (1878). Notons ici que cet anniversaire n'a guère été célébré que par le peuple et quelques lettrés.

En philosophie, Rey était un spiritualiste convaincu, mais qui tenait grand compte des résultats de la science. Sa religion était sincère et profonde, mais nettement rationnelle. Il aurait voulu pouvoir dire un jour franchement ce qu'il pensait du christianisme. Comme tous ses compatriotes, Rey s'occupait beaucoup de pédagogie : il comprenait l'importance capitale de l'éducation dans une démocratie ; mais il voulait donner à la pédagogie une base psychologique, et, dans ces dernières années, il méditait un grand ouvrage sur la vie humaine, les sexes, les âges et surtout l'enfance et l'éducation.

(1) Publié à Lausanne par M. Eug. Secrétan, et qui forme jusqu'à présent trois volumes.

(2) En 1874, Rey avait déjà donné dans la *Bibliothèque universelle* un article sur Pestalozzi.

Il demandait avant tout qu'on laissât à l'enfant autant de spontanéité que possible. La mort est venue rompre ce projet, et Rey n'a pu donner que deux ou trois fragments de son livre dans la *Bibliothèque universelle* (1).

On le voit, rien de ce qui est humain ne lui était étranger. Et à l'encontre du matérialisme aveugle de notre temps, il estimait que le sujet par excellence de nos études, ce doit être l'homme lui-même, le monde invisible, l'esprit dans son évolution et dans ses formes diverses, dont la nationalité est la plus haute.

Tel était l'ami que nous avons perdu (2). Avec son cœur chaud et son esprit actif, il avait naturellement mérité des amitiés illustres, celle de M. et M^{me} Michelet, en particulier. — Il est mort à 58 ans, d'une apoplexie, le 23 juillet 1882, dans l'hôtel de Bex, où il venait chaque année. Ses parents ne purent être avertis à temps, et il n'eut auprès de lui, pour le moment du grand passage, que son vieil ami, M. Frédéric Frossard, l'ingénieux collaborateur de Vinet au *Semour*, et l'auteur d'articles plus récents sur l'histoire des arts dans ses rapports avec la religion. J'étais en séjour à Gryon, mais je ne sus pas que cet ami excellent se mourait à deux lieues de moi. La vie a de ces ironies singulières.

Vous le voyez, malgré la rigueur du sort, Rey n'en a pas moins marqué sa trace dans notre vie nationale. Genève perd

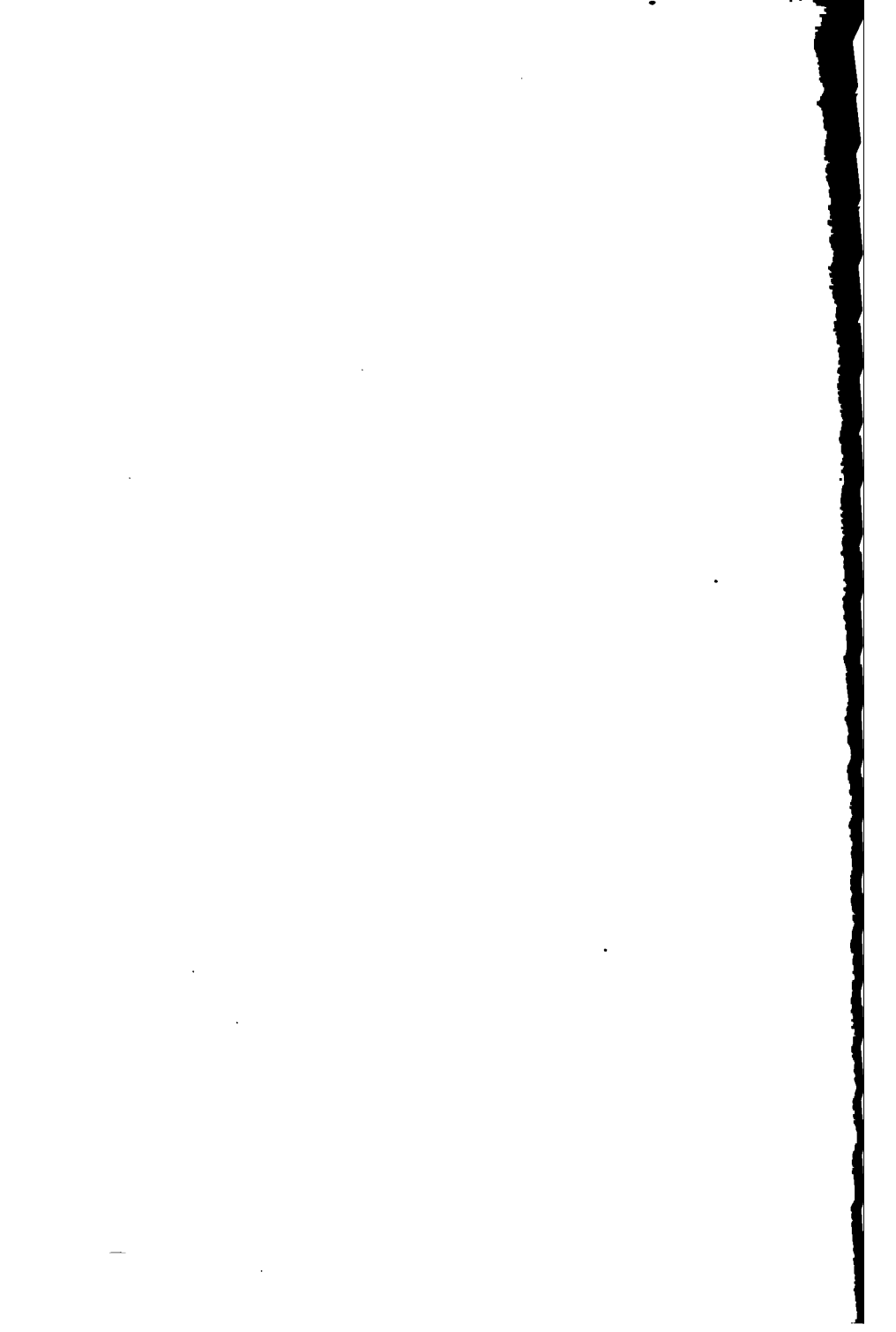
(1) En 1874, Rey publia dans la *Bibliothèque universelle* (tome 49), deux articles intitulés *Le premier âge*; en 1879, dans le même recueil, un article sur *L'Éducation physique*. En 1875, la *Bibliothèque universelle* (tome 47) avait publié de lui un article sur l'ouvrage de Richl. *Die Familie*, où il donnait en particulier ses vues sur le rôle social des femmes.

(2) Les traits du défunt ont été reproduits tout récemment par sa nièce dans un excellent médaillon qu'on a pu voir à l'Athénée.

en lui un citoyen dévoué, et la cause libérale un champion généreux. Avec lui s'éteint une de nos lumières. Heureusement il a pu mettre le meilleur de son âme dans ses livres. En terminant, je voudrais proposer sa vie en exemple aux jeunes gens qui m'écoutent, et je souhaite à notre pays, dans l'avenir, beaucoup de citoyens aussi dévoués et de travailleurs aussi productifs que lui.

J. HORNUNG,

Professeur à l'Université de Genève.



L'ÉGALITÉ



Vers des destins meilleurs guidant la race humaine,
La liberté toujours agrandit son domaine.
L'esclavage, en Europe, est à peu près détruit ;
Le foyer, par la loi, se change en forteresse ;
On bâillonne bien moins la parole et la presse.
Le soleil succède à la nuit.

Mais le plus beau triomphe est l'urne électorale,
Car par elle le peuple a puissance royale,
Surtout quand d'y faire acte aucun n'est empêché.
Mais aujourd'hui le peuple a-t-il en suffisance
Libre arbitre et savoir pour éviter la chance
De voir mal ou d'être triché ?

Les monarques font peu pour le bonheur des masses ;
Ils laissent la plupart d'assez peu dignes traces,
Des moindres princillons aux plus grands empereurs.
Mais l'électeur inculte a-t-il donc l'avantage
De faire de son droit toujours un bon usage ?
Non ; visibles sont ses erreurs.

Malheur à lui surtout si, très payen sans l'être,
Il ne croit qu'au salut concédé par un prêtre,
Car le prêtre a son nom pour les jours de scrutin.
S'il est récalcitrant, l'enfer est là qui flambe,
Ou sa femme exhortée, en un beau dithyrambe,
Lui montre au besoin son chemin.

Enfin ce droit d'élire, entre tous respectable,
Souvent que devient-il pour l'homme misérable ?
Hélas ! un instrument d'ennuis et de tracas,
Quand vers l'urne quelqu'un, patron, bailleur d'ouvrage,
Créancier, bienfaiteur, le guide en son suffrage,
Ou des yeux ne le quitte pas.

Il aimerait bien mieux rester neutre, mais pense
Que l'on remarquerait, à coup sûr, son absence,
Et gare au lendemain s'il était mal noté !
Il doit donc adhérer à ce dégoût suprême
De venir employer, à se trahir lui-même,
Sa part de souveraineté.

S'il vit seul, il se peut qu'à pâtir il s'expose ;
Mais, père de famille, il est rare qu'il ose,
Se sentant menacé, dédaigner le péril ;
Car au moins, plein de rage, il n'a pas à se dire :
Dans mon pauvre logis que fuit déjà le rire,
Le pain demain nous viendra-t-il ?

Ah ! notre indépendance est en partie un rêve.
C'est un arbre qui n'a pas assez forte sève ;
Ce qu'il peut devenir en lui surtout nous plaît.
L'ignorance extirpée et bien moins de misère,
Pour que la liberté n'ait rien qui trop l'altère,
Est un pas qui doit être fait.

Oui plus d'égalité ! Mais ce n'est pas facile.
A des degrés divers, s'accrochant au futile,
Chacun cherche à primer les autres sans raison.
Partout noms arrangés, dignités achetées,
Mauvais luxe écrasant, richesses effrontées,
Et petitesses du blason.

Plus tard, au rendez-vous des dépouilles mortelles,
Voit-on des rangs si faux ne pas régner entre elles ?
Non certe. A chaque pas là quelque chose ment :
Vertus, regrets inscrits sur le bronze ou le marbre,
Vous pâles fleurs et vous rameaux flottants de l'arbre
Emblème de l'accablement.

Telle est du champ des morts la trompeuse apparence :
Comme chez les vivants, étalage, arrogance.
Mais plus bas, qu'un cerceuil d'ébène ou de sapin
Contienne un financier, un gueux ou quelque altesse,
Une femme des champs ou bien une duchesse,
Des vers c'est toujours le festin.

Ensuite où va notre âme en quittant cette terre,
Enfin l'égalité, juste, absolue, entière,
Dans tous les sens étend son souverain niveau.
Vanités, noms menteurs, qualités de surface,
Faux prestige de l'or, tout a croulé sans trace.
Quel changement ! Comme c'est beau !

Dès ici-bas tâchons que règne davantage
De ne pas nous hausser le fraternel usage :
C'est là l'humilité que Jésus-Christ prêchait.
Tous seront plus heureux, surtout ceux qu'au factice,
A la vie où le cœur n'a rien qui le remplisse,
La vanité seule attachait.

Mais comme chaque pas est lent dans ce domaine,
Tant l'orgueil est vivace en la nature humaine,
Cherchons, sans plus tarder, ce que pourra la loi ;
Et, certains des bienfaits de la démocratie,
étons pour son char carrière plus unie,
Sans rien outrer, mais avec foi !

Oui que le premier soin de l'Etat soit l'école.
Qu'il l'ouvre sans tribut, justement bénévole ;
Et que nul n'ait le droit d'en priver ses enfants.
Qu'il la rende meilleure avec persévérance,
Et poursuive en tout lieu, sans trêve, l'ignorance
Et ses miasmes étouffants.

Oui, le législateur, sévère à la paresse,
Doit se préoccuper de maints cas de détresse,
Naturels ou fortuits, malheurs immérités.
Les refuges divers, les caisses, les subsides
Pour les vrais délaissés, non pour les gens valides,
Doivent partout être augmentés.

Mais constamment il faut que l'école et l'hospice
Du monde monacal récuse tout service.
Rome est Rome toujours, même au chemin du bien ;
Elle instruit pour doser à son gré la science,
Et soigne pour trouver dans la reconnaissance
Un naïf et puissant soutien.

Aux efforts qui sont faits pour chasser la misère
Souvent un grand obstacle est une vieille ornière ;
Que l'Etat, l'œil ouvert, ne se dérobe pas.
Qu'un travail niveleur là par ses soins se fasse ;
Travail qui sans ôter à ceux d'en haut leur place,
Tende la main à ceux d'en bas.

Qu'il soit au fonds commun assez de bienveillance
Pour que jamais la voix d'une vive souffrance
Ne se perde au désert d'un froid isolement.
Que le secours, l'appui n'ait jamais rien qui blesse,
Mais soit vraiment la part qu'on doit à la faiblesse,
A l'infortune, au dénûment !

Pour que la liberté n'ait rien qui soit mensonge,
Il faut certainement que sa racine plonge
Dans un sol où peut croître aussi l'égalité;
Autrement on verrait l'obstiné privilège,
Avide pour lui seul de tout ce qui protège,
Refleurrir par elle abrité.

« Ah ! ce serait trop long ; d'ailleurs quelle misère ! »
Répondent quelques voix vibrantes de colère.
« Jamais de vieux haillons ne font un habit neuf.
« Il nous faut tout à bas, il nous faut l'anarchie.
« Oh ! nous ne voulons plus de révolte avachie,
« Entends-tu bien, quatre-vingt-neuf ! »

Allons votre œuvre est faite. On ne voit que décombres.
Partout vaste fouillis qu'enveloppent les ombres,
De chartes, de palais, d'églises et de lois.
Aux despotes cachés jamais plus belle amorce.
Quel résultat ? si non le règne de la force ;
Puis de rechef princes et rois.

Ainsi l'humanité, par cette erreur grossière,
Serait d'au moins mille ans ramenée en arrière ;
Et voilà tout le fruit de ce nouveau cahos.
Les pauvres, les chétifs aux longs jours lamentables,
Loin d'être soulagés, seraient plus misérables.
OEuf vidé jamais n'est éclos.

Aspirons beaucoup plus à fonder qu'à détruire.
Ravager un terrain pour le faire produire
Est un triste moyen ; le cultiver vaut mieux.
La justice arrivant, les abus disparaissent ;
Sous l'étreinte du vrai les préjugés s'affaissent ;
Le neuf qui vient couvre le vieux.

Mais l'on dira : Voit-on que la nature coule
Les hommes, pour le corps, dans un unique moule,
Et qu'en intelligence elle les crée égaux ?
Non ; mais elle fit naître ici-bas la justice
Avec la bienveillance ; ainsi fort peu propice
Aux monts et ravins sociaux.

Saura-t-on réfléchir que les têtes sont vives ?
Voudra-t-on conjurer de folles tentatives,
En tâchant que le sort des petits soit meilleur ?
L'ouragan brisant tout ne serait bien qu'un rêve,
Mais ne vaut-il pas mieux empêcher qu'il se lève ?
Donc à l'ouvrage, hommes de cœur !

Ce qu'il faut faire est grand, urgent et difficile.
Il s'agit bien moins là d'avoir l'esprit habile
Que d'être généreux et désintéressé.
Il s'agit de voir bien qu'il n'est plus que deux routes :
L'une qui tend au mieux à travers tous les doutes,
L'autre qui ramène au passé.

Pour qu'on prenne à cette œuvre une part réelle,
Il faut savoir dompter cet obstacle rebelle
Des mille préjugés qui découlent du rang ;
Puis admettre que l'homme à son esprit s'estime
Ainsi qu'à ses talents, et que la vertu prime,
De haut, la chimère du sang.

La prudence est ici tout à fait nécessaire,
Mais on peut bien agir sans être téméraire :
On ne doit pas laisser venir le désespoir.
La gravité du temps où nous vivons est grande,
Cependant il faut bien répondre à la demande :
Où s'abriter, le ciel est noir ?

Quand il résultera du travail des idées
Des mesures, vraiment avec foi, décidées,
Que la mise en chantier se fasse avec entrain.
Qu'on soit persévérant à poursuivre la tâche,
Sentant que reculer serait dur, serait lâche,
A moins d'un insuccès certain.

De la sorte on verrait toujours moins dans la rue
De vieillards souffreteux, hâves, tête chenue,
Grelottant vers le seuil de somptueux palais,
D'enfants déguenillés en quête de rapines,
De pauvresses, chez qui tout paraît en ruines,
Pliant sous le poids de leur faix.

On aurait toujours moins le douloureux contraste
D'une élite de gens au savoir riche et vaste,
Vivant dans l'air subtil des sublimes penseurs,
Et de ces légions à l'ignorance crasse,
Ayant pour leur travail, leur vote ou leur audace,
A leurs trousses mille exploiters.

Moins fréquemment aussi de pauvres créatures
Seraient sans nul soutien au milieu des tortures
Qu'elles ont à souffrir en leur âme ou leur corps.
Et, bien plus qu'aujourd'hui, de jeunes misérables
Pourraient se délivrer de contacts déplorables,
Trouvant de l'aide à leurs efforts.

Depuis l'indépendance, avec raison conquise,
Toute protection de servage ou maîtrise
N'existant plus, beaucoup en échange n'ont rien.
Ce n'est donc pas assez d'un meilleur équilibre
Produit par la pitié qui plus fort toujours vibre ;
Du mieux devra naître le bien.

La sainte liberté ne suffit plus au monde.
Que n'est-elle en bienfaits encore plus féconde
Pour soulager assez la vieille humanité ?
Dans trop de lieux on souffre, on s'exaspère, on pleure.
Levez-vous fraternels, et parlez haut, c'est l'heure,
Amis vrais de l'égalité !

Antoine CARTERET.



L'ENVIE

Quel bambin fréquentant l'école,
Fort ou faible, aimable ou grincheux,
Pour le larcin le plus frivole
Ne s'est pas fait pocher les yeux ?

Chacun de nous (quoi qu'il en dise)
A dû jalouser un bon point,
Un jouet, une friandise
Et s'attirer des coups de poing.

Mais, qui débute dans la vie
Pardonne ; vaincus et vainqueurs
On oubliait tout... et l'Envie
Effleurait seulement nos cœurs ! ...

Ce parasite, alors en germe,
Pour notre mal devait grandir ;
Il a percé notre épiderme,
Puis notre âme et n'en peut sortir.

Or, quand l'homme arrive à sa taille,
Toujours mécontent de son sort,
Il change en cruelle bataille
La joute du faible et du fort.

Féroces dans notre démenée
Plus que les hôtes des forêts,
Nous entamons la guerre immense
Où se croisent nos intérêts.

La lutte gigantesque, épique,
Ainsi qu'un fléau destructeur,
Se répand du pôle au tropique
Et du tropique à l'équateur !...

Les enjeux n'étant plus les mêmes,
Ni les combattants écoliers,
On invente des stratagèmes,
On conçoit des plans meurtriers.

Malheur au mérite, au courage,
S'ils s'élancent fronts découverts ;
Des traîtres l'astuce et la rage
Leur préparent d'affreux revers.

En vain les hommes de génie
Fabriquent des engins nouveaux,
Les fruits secs ont la calomnie
Pour tomber leurs vaillants rivaux.

Ils ont l'intrigue aux jambes torses,
Machiavel et Loyola,
Les sirènes aux dents de morses,
Les Judith et les Dalila !...

De ce cortège environnée,
L'Envie hurlant par mille voix,
Excite la lutte acharnée
Dans mille arènes à la fois.

Cet être hybride est un mélange
De la pieuvre avec le serpent,
Composé de haine et de fange,
Il se glisse et tue en rampant,

Et multiple comme Protée,
En même temps il est debout,
Dans la famille respectée,
Dans le bouge, au temple, partout.

Si quelque humaine créature
Echappe à son venin mortel,
Elle craint encore sa souillure
Jusques aux marches de l'autel !...

Car il bave sur toute chose,
Dénigre jeunesse et beauté,
Flétrit le talent et la rose,
Insulte à l'immortalité !

Voyez, à travers la poussière,
Parmi ces nombreux combattants,
Le frère armé contre son frère,
Crime inouï, d'un autre temps .

Que leur promet donc la victoire ?
Cela dépend des appétits :
Aux grands, la fortune et la gloire,
Un os à ronger aux petits.

A ce solliciteur vorace
Des antichambres rebulé :
Un grade, une aumône, une place,
Un hochet pour sa vanité !...

Au peuple qu'aisément on leurre
Elle parle de conquérir,
Qu'importe que demain il pleure
Ses chers enfants qui vont mourir !...

Par elle le luxe progresse
Avec Crésus qui règne encor ;
Pour elle la vertu s'abaisse
Et l'on danse autour du veau d'or !

Tandis que, perdant patience,
Le pauvre travaille agité,
En attendant de la science
Le règne de l'égalité,

Que notre espérance est bercée
Par des rêveurs irrésolus,
Ou que triste notre pensée
S'exhale en soupirs superflus !...

Et tandis que s'entre-dévore
Que s'écrase le genre humain,
Le soleil ramène l'aurore,
Sans dévier de son chemin.

Puis, la nature indifférente
Achève son œuvre et sourit :
Dans les bois, le rossignol chante,
Dans les plaines, le blé mûrit !...

Que paisible serait la vie,
Fait pour plaire et pour aimer,
Si ce fatal démon : l'Envie !
Voulait se taire et désarmer.

.
.

Hélas ! j'interroge la nue,
Le ciel refuse son secours
Et la bataille continue
En tous lieux, sans merci... toujours !

Jules SALMON.

DÉDICACE A ALPHONSE SCHELER

Qui pourrait porter aux jaloux
Ces quelques strophes sur l'Envie ?
Est-ce toi, Scheler ; entre nous
Connaitrais-tu quelques jaloux,
Impuissants gêneurs de la vie ?
Si, oui, donne-leur rendez-vous
Et dis mes vers à ces jaloux
Avec le talent qu'on t'envie.

J. S.

ADIEUX D'UN POÈTE

A

SON MANUSCRIT

DIALOGUE EN VERS

LE MANUSCRIT

Adieu ! je pars, mon père, et cours chez l'éditeur
Pour conquérir enfin la gloire à mon auteur.

LE POÈTE

C'est à ma perte, enfant, et non point à ma gloire
Que tu cours, crois-moi.

LE MANUSCRIT

Non, je ne veux pas vous croire.
Je sais ce que je vaudrai, j'ai foi dans l'avenir ;
Le triomphe est prochain ; vos lauriers vont fleurir.

LE POÈTE

Tu me laisseras seul, ingrat petit volume !

LE MANUSCRIT

Oui, je suis las de l'ombre et l'ennui me consume ;
Tristement enfermé dans un carton poudreux,
Je jaunis, je m'éteins, je me meurs.

LE POÈTE

Malheureux !

C'est donc là tout le fruit de ma longue tendresse !
Je t'aurai dévoué mon cœur et ma jeunesse
Pour recevoir de toi ces adieux outrageants :
« Je m'ennuie avec vous et vais voir d'autres gens ! »
Souviens-toi des beaux jours que j'ai mis dans ta vie ;
Quelle paix, quel bonheur jusqu'ici l'ont suivie !
Bien proprement couché dans cet abri charmant
Que tu nommes « carton » fort impertinemment,
Tu vivais plus heureux qu'un oiseau dans la mousse.
Je châtiais parfois, mais ma main était douce,
Main de père où jamais les griffes n'ont poussé,
Et qui te corrigeait comme on l'eût caressé !
Et ta table ! Quel luxe ! Epithètes sonores,
Arabesques de mots, pompeuses métaphores,
Se soudant par la queue à la comparaison ;
Tableaux où la couleur lutte avec la raison,
Vers aux rythmes tordus, mainte autre friandise,
Tout venait à la fois flatter ta gourmandise.
Ma muse même, ingrat, malgré sa pauvreté,
T'a servi bien souvent de ce plat si vanté
Qu'on nomme rime riche et qu'on peut, je te jure,
Appeler calembour sans lui faire une injure.
J'arrangeais ta toilette avec des soins si doux

Que le cœur d'une mère en eût été jaloux.
Las ! que j'étais ravi, quand venait le dimanche,
D'écarter doucement la couverture blanche,
De te voir, de t'orner, de te polir encor
Et d'une strophe ou deux de grossir ton trésor !
Non, je ne puis songer à ces temps pleins de charmes
Sans que mon cœur ému se remplisse de larmes.

LE MANUSCRIT

Eh ! pour si peu, mon père, allez-vous sangloter ?
M'est avis qu'il est temps de me démailloter.
Cette vie en bocal n'est pas pour un jeune homme ;
Elle vous plait, mais moi...

LE POÈTE

Poursuis...

LE MANUSCRIT

Elle m'assomme.

Assez des petits soins, du duvet, du repos !
Mes ailes ont poussé ; je les sens à mon dos.
Je veux briser mon œuf, sortir de la famille.
L'aiglon se sent au chaud dans sa blanche coquille,
Mais il la quitte enfin, car Dieu le veut ainsi.
Moi, je suis un aiglon et je m'envole aussi.
D'ailleurs, que craignez-vous ? Je crois à mon étoile ;
Les lecteurs m'aimeront, m'habilleront de toile,
De maroquin peut-être et même de velours.
L'or luira sur mon dos, mes flancs et mes contours ;
Votre image ornera bientôt mon frontispice ;

Les femmes me liront et des flots de délice
Jailliront sur leur cœur de mes strophes de feu ;
Les vierges, dont l'âme aime à nager dans le bleu,
Verseront en secret des larmes sur mes pages ;
Leurs beaux yeux...

LE POÈTE

Pauvre fou, quitte ces doux mirages !
Fille ou femme, qui donc pleure encor sur des vers ?
La mode est trop complexe et les chapeaux trop chers !
Ah ! regarde plutôt tous les niaux qui t'attendent,
Les pièges que déjà tes ennemis te tendent,
L'indifférent distrait qui marche sans pitié
Sur la muse quêtant un regard d'amitié,
Et laisse de sang-froid agoniser un livre
Auquel il ne faudrait qu'une obole pour vivre ;
Le railleur aposté dans son coin ténébreux
Et qui lance en sifflant son rire venimeux,
L'ami faux dont le fiel est cuit dans la mélasse,
Qui noircit par derrière et qui blanchit en face ;
Le rapace éditeur, perpétuel témoin
D'un honteux abandon, qui rejette en un coin
Et laisse se noyer sous la poussière infâme
Le volume où tout bas gémit une pauvre âme ;
L'artisan-rédacteur d'un journal ordurier
Qui tire avidement du fond de l'encrier
La calomnie immonde et l'insulte sordide
Et qui la jette au front de la muse candide ;
Enfin, pour achever ton opprobre et tes jours,
La boutique perdue au fond des carrefours
Où l'affreux bouquiniste, à qui le sort nous livre,
Te vendra par paquets à quatre sous la livre !

LE MANUSCRIT

Vilain tableau, ma foi ! mais je n'en ai pas peur.
Etre libre et lutter vaut mieux que la torpeur
Où m'ensevelissait le bonheur domestique
Et qui m'aurait rendu crétin ou rachitique.
Je souffrirai souvent : beau mal en vérité !
Le sang se rajeunit quand il est bien fouetté !
Si le public a l'air d'ignorer que j'existe,
Tant pis ! je n'irai pas m'attacher à sa piste ;
Et si vos bons amis me trouvent laid ou sot,
Je feindrai de les croire et ne soufflerai mot,
Ou je dirai plutôt avec un doux sourire :
« Messieurs, c'est entendu, je suis un pauvre sire ;
Mes vers sont des pantins, mes sanglots des hoquets,
Mon rire une grimace et mes chants des caquets.
Je suis bien désolé vraiment de vous déplaire,
Mais papa m'ayant fait, je ne puis me refaire ».

LE POÈTE

Va donc, pars, malheureux, je ne te retiens plus ;
Car on n'a jamais vu d'enfants aussi têtus :
Bon voyage et prends garde.... aux amis de ton père.

LE MANUSCRIT

C'est convenu ; surtout, donnez-moi vite un frère.

LE POÈTE

Un frère ! un autre ingrat qui s'en irait aussi !
M'en préserve le ciel ! Bien assez d'un !

LE MANUSCRIT

Merci !

(Il s'en va.)

LE POÈTE (seul)

Il part ! il est parti ! Qu'Apollon l'accompagne !
Hélas ! le pauvre enfant bat un peu la campagne.

E. JULLIARD.



INFLUENCE DE L'OUVERTURE

DE

L'Exploitation du Chemin de fer du Gothard

sur le

Commerce de la place de Genève

*Mémoire présenté par M. CHALLET-VENEL dans la séance du
mercredi 10 janvier 1883 de la Section d'Industrie et
d'Agriculture.*

Si l'on jette un coup d'œil sur la carte de l'Europe, on rencontre, au milieu de la grande chaîne des Alpes et à peu près dans la direction de l'axe de la péninsule italienne, un point remarquable par les nombreuses ramifications qui s'en détachent sur le versant nord et sur le versant sud, et qui forment ainsi d'importantes vallées au fond desquelles prennent leur source le Rhône, l'Aar, le Tessin, la Reuss et le Rhin.

Le point central de ces ramifications se nomme le Saint-Gothard ; c'est en quelque sorte le noyau des Alpes.

On l'a quelquefois aussi nommé le *père des fleuves* ; nulle autre sommité des Alpes ne méritait mieux cette pittoresque appellation.

La route carrossable qui traverse les défilés du Saint-Gothard n'était pas, au commencement de ce siècle, ce qu'elle est aujourd'hui.

En 1799, alors que le général Bonaparte était occupé à conquérir l'Égypte, Souwarow, accourant des plaines de l'Italie avec dix mille Russes, tentait de traverser le Saint-Gothard pour aller rejoindre sur les bords de la Limmat l'armée des Alliés, à laquelle tenait tête le général Masséna.

La route était déjà tracée, mais c'était un passage périlleux surtout dans la mauvaise saison.

Le général Lecourbe, à la tête de six mille Français déterminés, réussit à arrêter les colonnes de Souwarow et contribua ainsi au succès de la bataille de Zurich et à la victoire remportée par Masséna.

Vingt ans plus tard, les cantons du Tessin, d'Uri, de Schwitz et de Lucerne entreprirent, dans un but international, de corriger et d'élargir leur principale voie de communication.

Plus tard encore, la nouvelle Confédération de 1848 s'appliqua à se concilier les sympathies des populations, en créant, à travers les Alpes, de nouvelles routes et en améliorant les anciennes.

Ainsi furent établies successivement les routes alpestres de la Furka, de l'Oberalp, de l'Axenstrasse et enfin le réseau des routes alpestres des Grisons.

Des subventions fédérales importantes furent attribuées aux divers cantons intéressés, pour l'exécution de ces grands travaux.

Mais, avant même que ce nouveau réseau de routes alpestres ne fût terminé, il était déjà question de moyens de transport plus directs et plus rapides entre la Suisse et l'Italie, au moyen de chemins de fer.

Notre concitoyen, M. Daniel Colladon, avait prouvé, lors du percement du Mont-Cenis, la puissance de l'air comprimé comme force motrice.

Les tunnels de douze à quatorze kilomètres n'effrayaient plus les ingénieurs.

Les projets et les plans se multiplièrent en Suisse. Il se forma trois groupes rivaux. La Suisse orientale mit en avant le Luckmanier, la Suisse occidentale, le Simplon, et la Suisse centrale, le Saint-Gothard.

Sur les trois points, il fallait percer de longs tunnels. Des subventions de la part des cantons et de la Confédération étaient nécessaires.

Il fallait surtout l'appui financier de l'Italie et de l'Allemagne.

Ces deux États ayant déclaré qu'ils donneraient la préférence à un chemin de fer par le Gothard, la balance pencha définitivement de ce côté.

En 1869, il fut conclu un premier traité international, entre l'Allemagne, la Suisse et l'Italie, pour déterminer le principe des subventions à accorder à la future Compagnie du chemin de fer du Gothard.

Cette Compagnie se constitua à Lucerne, le 6 décembre 1871, et dès le commencement de l'automne de 1872, Louis Favre, notre regretté concitoyen, entreprit le percement du grand tunnel de 14,912 mètres entre Göschenen et Airolo.

Le 12 mars 1878, fut signée à Berne, par les représentants des trois États, une nouvelle convention, complétant celle de 1869 et réglant les conditions de la construction et de l'exploitation d'un chemin de fer par le Gothard.

Cette convention supplémentaire fut ratifiée le 22 août 1878 par l'Assemblée fédérale, qui décréta en même temps que la Confédération accorderait à l'entreprise une subvention de quatre millions et demi.

Une subvention égale fut promise aux cantons qui s'intéresseraient à un second chemin de fer des Alpes, à l'orient de la Suisse, et à un troisième à l'occident.

Le referendum ayant été réclamé par 36,000 citoyens, la loi dite « *des subventions aux chemins de fer des Alpes* » fut soumise à la votation populaire le 19 janvier 1879 et elle fut ratifiée par le peuple souverain.

Enfin, le 22 mai 1882, a eu lieu la cérémonie d'inauguration de cette œuvre gigantesque, en présence des délégués des trois Etats, huit ans et demi après le commencement d'attaque du grand tunnel.

Louis Favre ne devait pas assister à cette mémorable journée. Le 19 juillet 1879, la mort était venue le frapper au milieu de ses ouvriers, dans le tunnel même à la construction duquel il travaillait depuis sept ans.

Une description détaillée des prodiges que présente cette voie ferrée serait ici hors de propos. Qu'il nous suffise de dire que toutes les merveilles de l'art moderne se réunissent pour étonner les yeux et confondre l'imagination.

Le grand tunnel lui-même, percé en ligne directe de Göschenen à Airolo, ne saurait, par l'impression qu'il produit, affaiblir l'admiration qu'on éprouve dans la traversée, coup sur coup, des innombrables tunnels secondaires, semés sur les lignes des abords et dans le passage des ponts jetés audacieusement sur des abîmes, au fond desquels roulent des torrents tumultueux.

Sur le côté nord, entre Amsteg et Göschenen, et sur le versant sud, entre Biasca et Airolo, la raideur des rampes et la différence des niveaux, sur une courte étendue, sont parfois si considérables, relativement au développement kilométrique direct, que pour maintenir la déclivité de la voie ferrée à la cote fixée par les plans, il a fallu développer artificielle-

pent la longueur de la ligne, au moyen d'immenses lacets, qui s'élèvent graduellement en zig-zag les uns au-dessus des autres, et, lorsque la configuration des flancs de la vallée n'a pas permis la construction de lacets à ciel ouvert, les ingénieurs ont eu recours à un procédé plus audacieux encore : on a fait pénétrer la voie ferrée dans les profondeurs du massif de la montagne, et, au moyen de tunnels hélicoïdaux, qui rappellent en gigantesque format la curieuse rampe de l'Hôtel de Ville de Genève, la voie ferrée s'élève graduellement en tire-bouchon, jusqu'au niveau supérieur, où elle pourra reprendre à découvert sa direction rectiligne.

Il est temps d'abandonner la partie descriptive de mon sujet pour arriver aux considérations d'intérêt commercial, qui doivent former la partie essentielle de la présente communication.

L'ouverture de l'exploitation du chemin de fer du Gothard a-t-elle créé de nouveaux courants pour le transport des marchandises et des voyageurs entre l'Allemagne et l'Italie ?

La place de Genève, en particulier, s'est-elle déjà ressentie d'une déviation du courant ordinaire entre Marseille et l'Allemagne ?

Avons-nous déjà subi de ce fait quelque préjudice appréciable ?

Je vous entretiendrai d'abord de la catégorie des marchandises, que ma situation personnelle, comme directeur des Magasins généraux, me permet de connaître plus spécialement ; je veux parler des céréales, article qui, pour l'importation en Suisse, est l'un des plus importants.

L'agriculture suisse ne produit plus guère, en blé, au delà d'un million d'hectolitres. Or, notre pays réclame, en moyenne, cinq millions d'hectolitres pour sa consommation annuelle.

La Suisse, en conséquence, doit recevoir de l'étranger, chaque année, quatre millions d'hectolitres de blé, pour nourrir sa population.

D'où tirons-nous le blé qui nous est nécessaire pour vivre ?

Ici, vous me permettrez d'ouvrir une parenthèse pour vous présenter le tableau général de la production totale du blé sur le continent européen, en plaçant en regard le chiffre total requis par les besoins de la consommation de ce même continent.

Les différentes contrées de l'Europe, prises dans leur ensemble, produisent annuellement 415 millions d'hectolitres de blé.

La consommation absorbe 462 millions d'hectolitres. L'Europe, à cet égard, ne peut donc se suffire à elle-même ; il lui manque 47 millions d'hectolitres, qu'elle doit demander aux autres continents, dont elle est tributaire.

C'est là un premier point établi et constaté.

Les continents étrangers réunis, produisent 261 millions d'hectolitres, et leur consommation réclame 163 millions.

Ces continents présentent ainsi un excédent disponible de 96 millions d'hectolitres, à mettre au service de l'Europe.

Le déficit européen étant évalué à 47 millions, il resterait encore sur la surface du globe terrestre un surplus de 49 millions d'hectolitres de blé.

La famine, par défaut de blé, n'est donc pas à redouter, pourvu qu'il existe constamment entre les diverses contrées, celles qui produisent et celles qui consomment, des moyens de transport rapides et à bas prix.

Les divers Etats de l'Europe n'éprouvent pas tous un besoin égal d'avoir recours à une part dans l'importation de blé venant des autres continents.

La Russie, l'Autriche-Hongrie, la Turquie, la Roumanie.

la Serbie produisent généralement plus de blé que ne réclament les besoins de leur propre alimentation.

Par contre, l'Angleterre, la France, la Suisse, qui sont cependant au nombre des pays producteurs de blé, ne peuvent se passer d'un supplément d'importation.

Le déficit est plus considérable encore dans le Danemark, la Norvège et l'Allemagne du Nord.

Dans les années à récolte moyenne,

la Russie dispose d'un excédant de	18 millions d'hectolitres ;
l'Autriche-Hongrie	» 8 » »
la Turquie, Roumanie, Serbie	10 » »

Excédant total disponible 36 millions d'hectolitres.

Cet excédant est dirigé sur les autres contrées de l'Europe moins favorisées, et où se fait sentir le déficit.

L'Angleterre, qui a besoin de 80 millions d'hectolitres, n'en produit que 35 ; son déficit est de 45 millions. La France, mieux partagée cependant, ne peut satisfaire par sa production en blé aux besoins de sa consommation ; sa récolte ordinaire représente 105 millions d'hectolitres, elle consomme 115 millions. Il lui manque 10 millions d'hectolitres.

Enfin, la Suisse, comme nous l'avons dit plus haut, doit tirer de l'étranger 4 millions d'hectolitres.

Quelles sont les contrées qui nous fournissent ce supplément indispensable ?

La France, notre voisine, consommant plus qu'elle ne produit, il semblerait au premier abord qu'elle ne saurait se trouver en mesure d'envoyer en Suisse une partie quelconque de ses récoltes.

Cependant tel n'est pas le cas ; quelques départements nous expédient leur blé en certaines proportions et comblent leur déficit par des importations provenant des pays producteurs.

La Russie méridionale vient débarquer son superflu sur les quais de Marseille. Ce qui ne s'arrête pas en France prend la direction de Genève pour alimenter la Suisse.

Dans les bonnes années, l'Italie se trouve aussi en mesure d'expédier en France et en Suisse une certaine quantité d'hectolitres de blé.

Mais ce sont spécialement les Etats-Unis d'Amérique qui, disposant habituellement d'un superflu considérable, qu'on évalue à près de 80 millions d'hectolitres, peuvent à un moment donné faire la loi au vieux continent et agir sur les marchés d'une façon prépondérante.

Pendant une longue suite d'années, c'est sur le port de Marseille que les navires américains sont venus verser les blés des Etats-Unis.

Aujourd'hui, c'est vers les ports de Bordeaux, du Havre et d'Anvers que se dirigent en grande partie les blés d'Amérique.

Nous trouvons l'explication de ce brusque changement de direction dans le rapport annuel de M. Emile Févoit, consul suisse à Marseille.

« Depuis que les blés de la mer Noire n'ont plus le monopole d'approvisionner la France, la situation de Marseille n'est plus aussi bonne pour les céréales. Les blés d'Amérique trouvent, par la création de services réguliers entre New-York et Bordeaux, le Havre et Anvers, l'occasion de se répandre à bon marché dans l'ouest, le nord-ouest et le nord de la France. De là ils peuvent atteindre l'est de la France et la Suisse, à de meilleures conditions que par la voie de Marseille.

« Cependant Marseille ne renoncera pas à la lutte. Le développement de la culture du blé dans les Indes et les approvisionnements fournis par la mer Noire, doivent permettre à ce port de conserver sa situation pour cet article, mais il

« faut que Marseille lutte contre la concurrence par le bon
« marché de la manipulation de la marchandise sur les quais,
« par la rapidité des opérations et surtout aussi par la réduction
« tion des prix de transport par chemins de fer ou par canaux,
« vers l'intérieur de la France et vers la Suisse. »

Nous ne saurions qu'applaudir aux conclusions de notre consul à Marseille.

Il est évident que toutes les causes qui tendent à amoindrir le rôle du port de Marseille, en ce qui concerne le commerce des céréales, feront rapidement sentir leurs conséquences aux entrepôts de Genève et de Morges.

Mais le ralentissement des affaires en céréales sur la place de Marseille n'est pas la seule cause qui puisse faire sentir le contre-coup à Genève.

La Suisse tire une partie de son alimentation des céréales de l'Autriche-Hongrie.

En temps ordinaire, la Hongrie peut disposer d'un excédant de 8 millions d'hectolitres.

Or, en 1882, la Hongrie, favorisée par des récoltes exceptionnelles, a pu disposer de la quantité énorme de 15 millions d'hectolitres de blé !

Ces blés arrivent en Suisse par Romanshorn, où les entrepôts du Nord-Est les reçoivent, en attendant la répartition des quotités réclamées par les divers centres de consommation.

L'abondance a fait baisser les prix. Jusqu'à ce jour les blés de Russie, expédiés par la mer Noire, ne sont parvenus à Marseille que par chargements peu considérables. Les prix à Marseille sont plus élevés qu'à Romanshorn.

Marseille n'a donc pas été en position, en 1882, de faire ses expéditions habituelles dans la direction de Genève.

C'est Romanshorn qui, dépositaire des blés de la Hongrie, tient, cette année-ci, la tête du mouvement.

Cependant, ces circonstances défavorables pour le port de Marseille et pour les entrepôts de la Suisse-Occidentale peuvent n'être considérées que comme exceptionnelles et temporaires.

Mais l'ouverture du chemin de fer du Gothard est venu y ajouter une nouvelle cause d'appréhension, d'autant plus grave, cette fois-ci, que cette cause revêt un caractère de permanence de nature à enlever au port de Marseille une partie de son ancienne prospérité, pour en faire profiter le port de Gènes.

Pour se convaincre du danger qui menace le port de Marseille, il suffit de comparer les taxes de transport des céréales, appliquées sur la nouvelle ligne du Gothard, de Gènes à Zurich, avec les tarifs actuellement en vigueur de Marseille à Zurich, par Genève.

Les taxes comparatives, par tonne et par expédition en wagon complet de 5.000 kilog. au minimum, se présentent comme suit :

Par Genève

Marseille-Berne,	630 kilomètres,	Fr. 37,40
Marseille-Aarau,	700 »	» 39,35
Marseille-Lucerne,	736 »	» 40,80
Marseille-Zurich,	750 »	» 42,60
Marseille-Bâle,	724 »	» 33,10

Par le Gothard

Gènes-Berne,	601 kilomètres,	Fr. 32,90
Gènes-Aarau,	532 »	» 32,70
Gènes-Lucerne,	495 »	» 30,30
Gènes-Zurich,	335 »	» 32,73
Gènes-Bâle,	583 »	» 32,70

Comme on le voit, l'avantage reste, dans tous les cas, à la

ligne du Gothard, sauf en ce qui concerne la place de Bâle, dont la taxe n'est que de 40 centimes plus élevée, de Marseille à Bâle, que de Gênes à Bâle, quoique par cette dernière ligne il y ait 141 kilomètres de moins à parcourir.

La place de Bâle peut, en conséquence, et suivant ses convenances du moment, tirer les céréales du port de Marseille ou de celui de Gênes.

Mais, c'est là un fait exceptionnel, que l'on peut citer comme un exemple frappant des réductions de taxes que les Compagnies savent faire subir à leurs tarifs lorsqu'elles sont poussées par la nécessité d'attirer le trafic sur leurs lignes, et pour échapper aux dangers de la concurrence créée par d'autres chemins de fer parallèles.

Voici, du reste, l'explication du fait extraordinaire dont il s'agit.

A partir de Lyon les céréales à destination de Bâle peuvent être dirigées par deux routes différentes.

L'une, par le territoire français, sur le versant occidental de la chaîne du Jura, et qui atteint Bâle par Belfort.

L'autre, qui se dirige d'abord sur Genève, et qui, longeant les flancs du Jura à l'est, aboutit à la même destination.

Quelle route suivront les expéditions ?

Evidemment la préférence dépendra des prix de transport.

Nos Compagnies suisses, menacées de perdre un trafic important, ont résolu de retenir de leur côté le courant commercial par une réduction dans leurs taxes de transport.

Grâce à une entente entre le Paris-Lyon-Méditerranée, la Suisse-Occidentale, le Jura-Berne-Lucerne et le Central-Suisse, les céréales provenant de Marseille et expédiées par wagon de 10,000 kilog. ont été taxées, pour le transport de Marseille à Genève, à fr. 22,20, et pour celui de Genève à Bâle, à raison de fr. 10,90 par tonne; total fr. 33,10.

La réduction de taxe de Genève à Bâle, par les Compagnies suisses, a pour objectif la concurrence des lignes des chemins de fer français de l'autre côté du Jura.

Là où cette concurrence n'est pas à redouter, les Compagnies suisses font la sourde oreille. Ainsi, quoique la distance de Genève à Berne (159 kilom.) présente 92 kilom. de moins que celle de Genève à Bâle (253 kilom.), la taxe de Genève à Berne est de fr. 15,20 par tonne, tandis que celle de Genève à Bâle est abaissée à fr. 10,90.

Pour soutenir la lutte avec la nouvelle ligne du Gothard, il faudrait que le Paris-Lyon-Méditerranée et les Compagnies suisses intéressées fissent subir de nouvelles réductions à leurs tarifs.

Il faudrait surtout abréger les délais de route et de livraison, de manière à compenser, par la rapidité du transport, le désavantage du plus grand nombre de kilomètres à parcourir.

Reste à savoir si les Compagnies se résoudraient à de nouvelles réductions de taxes.

Je viens de parler des céréales, les mêmes faits et les mêmes observations pourraient se répéter, en ce qui concerne le transport en Suisse des vins d'Italie et du midi de la France.

Les céréales et les vins sont les articles les plus considérables de l'importation en Suisse et les plus importants par leur tonnage.

Le détournement, au profit du Gothard, du courant commercial en ce qui concerne le transport de ces deux articles de consommation, n'a pas encore porté à la place de Genève un préjudice appréciable ; mais il est temps d'ouvrir les yeux et de s'occuper des mesures à prendre.

Si du transport des marchandises, nous passons à celui des voyageurs, nous constatons que le préjudice, créé par la con-

currence du Gothard, n'a pas seulement atteint déjà les hôtels de Genève, mais, en même temps, tous les établissements analogues du canton de Vaud.

Le courant des touristes, cédant sans doute à l'attrait de la nouveauté, s'est porté du côté du Gothard.

Aux approches de l'hiver, on voyait ordinairement arriver à Lausanne, à Vevey, à Montreux et à Genève des familles de l'Allemagne et de la Russie, qui stationnaient quelques semaines dans nos contrées avant d'aller hiverner dans le Midi de la France ou de l'Italie.

Cette année-ci, nos hôtels-pensions sont presque déserts, et les établissements analogues situés sur les bords du lac Majeur, du lac de Lugano et du lac de Como ne peuvent suffire aux flots de touristes qui les encombrent.

Sans doute, l'attrait de la nouveauté est pour beaucoup dans ce changement subit de direction, mais le mal existe, et, dans notre contrée où une infinité d'industries ne vivent que de l'argent qu'apportent les étrangers, l'absence même momentanée de cet élément de prospérité et d'aisance, ne peut manquer de jeter un certain trouble dans l'ensemble des affaires sur notre place.

Malheureusement, il est plus facile de constater le mal que d'indiquer les remèdes à lui appliquer.

Il est démontré par l'expérience qu'en matière de courants commerciaux de transport, les anciennes routines cèdent promptement le pas aux nouveaux intérêts.

On cherche avant tout le meilleur marché, et l'on s'approvisionne par les voies qui réalisent le mieux cette condition.

L'exploitation par le Saint-Gothard a été ouverte il y a quelques mois à peine et déjà les maisons de commerce de Gênes ont organisé, sur cette nouvelle voie, des services de groupages, par wagons complets, qui les mettent en mesure

de transporter de Gênes à Zurich, à raison de fr. 4,73 par 100 kilogrammes, toutes les marchandises qui font partie du tarif général.

En ce qui concerne les produits qui rentrent dans les tarifs spéciaux, ils sont transportés à des prix plus réduits encore.

Il est donc à prévoir que les maisons de commerce de la Suisse allemande et de l'Allemagne ne tarderont pas à abandonner la voie de Marseille à Genève et à s'approvisionner en Italie des produits du Midi, en profitant des avantages que procure la nouvelle ligne du Gothard, ce qui économisera en outre le frêt de Gênes à Marseille.

La situation présente pour le commerce de Genève se trouve donc excessivement critique.

Pour écarter le danger, il faudrait un abaissement général et considérable dans les prix de transport sur la ligne de Marseille-Genève-Berne-Zurich.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur la difficulté d'engager dans une semblable mesure celles de nos Compagnies suisses dont les intérêts nouveaux sont associés intimement à la prospérité de la nouvelle ligne du Gothard.

Quant à la Compagnie de la Suisse-Occidentale et du Simplon, dont la situation est loin d'être prospère, elle n'aborderait, sans doute, ce sujet qu'après avoir acquis la certitude que l'abaissement ultérieur de ses tarifs lui procurerait une augmentation de trafic capable de compenser les sacrifices que créerait la réduction de ses taxes actuelles.

C'est là une preuve difficile à établir. Et puis, qui pourrait dire que, une fois la guerre de tarifs étant déclarée, les Compagnies concurrentes menacées n'useraient pas de représailles. Ces Compagnies, d'ailleurs, auront toujours en leur faveur l'avantage des distances moindres à parcourir.

En ce qui concerne enfin la Compagnie française de Paris-

Lyon-Méditerranée, qui possède le plus grand parcours, les taxes de cette Compagnie sont déjà excessivement modérées, puisque, pour le transport des céréales de Marseille à Genève, elles n'atteignent pas 5 centimes par tonne et par kilomètre, tandis que la taxe de Genève à Berne dépasse 10 centimes.

Il est donc difficile de supposer qu'une réduction de quelque importance pourrait être obtenue de la Compagnie française.

Bien au contraire, on peut s'attendre à un relèvement des taxes de cette Compagnie, car nous avons eu récemment sous les yeux de nouveaux tarifs qui réaliseraient une certaine unification de taxes sur l'ensemble du réseau du P.-L.-M. et ce projet a été remis le 11 octobre dernier au Ministre des Travaux publics, à Paris, pour en obtenir l'homologation.

Or, en examinant ce nouveau tarif général, on est frappé de l'augmentation des prix de transport pour le plus grand nombre de marchandises que Genève tire des ports de la Méditerranée.

Une telle modification, dans un sens aggravant, a paru si menaçante pour la prospérité de notre place, que la Chambre de commerce de Genève s'est hâtée de présenter un rapport sur ce sujet au Comité genevois de la Compagnie P.-L.-M., pour faire parvenir sans retard les réclamations du commerce de Genève à la direction centrale de la Compagnie à Paris.

Et, comme si le tableau inquiétant que nous venons d'esquisser n'était pas déjà suffisamment chargé de couleurs sombres, voici que le Conseil fédéral, cédant sans doute à des sollicitations concurrentes intéressées, vient d'annoncer à la Compagnie de la Suisse-Occidentale et du Simplon que, dès le 15 février prochain, le tarif commun d'importation et de transit n° 442 devra être supprimé.

La Compagnie s'est empressée d'adresser à l'Assemblée fédérale un recours contre cette décision.

En attendant les débats auxquels ce recours donnera lieu dans les Conseils de la Confédération, nous croyons nécessaire de vous présenter quelques détails sur ce sujet.

En 1878, après de longues négociations, la Compagnie de la Suisse-Occidentale, d'accord avec le Jura-Berne-Lucerne et le Central-Suisse, parvint à déterminer les chemins de fer italiens à faire profiter la Suisse des avantages qu'offrait le nouveau passage des Alpes par le Mont-Cenis.

Des démarches analogues auprès de la Compagnie P. L. M., pour la partie du parcours comprise entre Modane et Genève, furent favorablement accueillies et ainsi fut créé le tarif commun d'exportation et de transit, petite vitesse, portant le n° 441.

Ce tarif, qui plaçait le port de Gênes en relation directe avec la Suisse, par le Mont-Cenis, avait été établi pour Bâle, Aarau et Lucerne, de manière à permettre au trafic empruntant cette voie, d'atteindre ces trois points à peu près dans les mêmes conditions que par le chemin de fer du Brenner, placé en dehors de la frontière suisse, du côté de l'est et desservant le port de Venise.

En même temps, et comme conséquence de la création du tarif 441, le commerce de Marseille demanda que cette place fût mise sur le même pied que celle de Gênes.

En conséquence, la Compagnie P.-L.-M. présenta un projet de tarif 442 pour le transport, à petite vitesse, de diverses marchandises entre les ports français de la Méditerranée et la Suisse.

Les chemins de fer suisses, le Central, le Jura-Berne-Lucerne et la Suisse-Occidentale, accédèrent facilement à cette proposition qui leur donnait le moyen de combattre efficacement la concurrence des lignes françaises qui se dirigent sur Porrentruy et sur Bâle, en longeant l'ouest du Jura.

Ainsi, depuis 1878, le tarif 441 étant basé sur les prix du

chemin de fer du Brenner et le tarif 442 étant conforme au tarif 441, le trafic entre la Suisse et les trois ports principaux de la Méditerranée, Venise, Gênes et Marseille, s'accomplissait dans des conditions égales, au grand avantage de la population des différentes contrées de la Suisse.

Dès l'ouverture de la nouvelle ligne du Gothard, les chemins de fer de la Haute Italie ont dénoncé le tarif 441, attendu que, par cette voie, le port de Gênes se trouvait en rapport plus direct avec la Suisse que par le Mont-Cenis.

Les Compagnies de la Suisse allemande appuyèrent unanimement cette demande, à laquelle, du reste, la Compagnie de la Suisse-Occidentale et du Simplon ne pouvait s'opposer, la convention d'union commerciale ayant consacré le principe de la plus courte distance.

Par cette décision, il n'est pas moins certain que l'équilibre établi en 1878, pour les transports partant des trois ports principaux de la Méditerranée, dans la direction de la Suisse, a déjà été entamé partiellement à dater de l'ouverture du Gothard.

Dès ce moment, le port de Gênes a reçu une position prédominante.

L'équilibre serait complètement rompu si, comme l'ordonne le Conseil fédéral, le tarif 442 devait aussi être supprimé.

Le commerce de Genève devrait-il faire quelque démarche pour réclamer le maintien du tarif 442 ?

Cette question nous conduit, bien malgré nous, à rappeler combien la place de Genève a été laissée dans l'oubli par l'administration de la Suisse-Occidentale, dans les questions de tarifs et de facilités de transport.

Que d'années perdues en réclamations avant d'avoir pu obtenir l'établissement, en nombre suffisant, de trains directs entre Genève et Berne !

Et, si nous ajoutons à ce souvenir encore vivant dans les esprits le fait que Genève n'a jamais pu profiter des avantages créés pour le reste de la Suisse par les tarifs 441 et 442, disons-nous des procédés de la Suisse-Occidentale à l'égard !

Oui, le fait est patent, la gare de Genève a été omise dans l'énumération des gares et stations du réseau des chemins de fer de la Suisse-Occidentale, auxquelles devaient s'appliquer les tarifs 441 et 442.

Au nombre des stations dénommées, on voit figurer Morat, Lausanne, Cossonay, Vallorbes, Yverdon, Grandson, Vevey, Vernex-Montreux, etc., etc., et le nom de Genève ne passe pas dans cette longue énumération.

S'étonnera-t-on, après cela, que le commerce de Genève ait fait entendre des plaintes si fréquentes au sujet de la manœuvre dont la Compagnie de la Suisse-Occidentale néglige les intérêts vitaux de notre pays qui est pourtant la tête de ligne de son important réseau.

Cependant, rendons justice à cette Compagnie, qui, se ralliant enfin en 1881, a établi entre Genève et Berne les correspondants nécessaires, pour permettre aux hommes d'affaires d'accomplir le voyage, aller et retour, dans la même journée.

En ce qui concerne les marchandises, les entrepôts à la gare, soit les Magasins généraux, ont été aussi autorisés en 1882, sous certaines conditions, à profiter de quelques tarifs spéciaux de transit, pour la réexpédition des céréales provenant de Marseille et ayant fait momentanément escale à la gare de Genève.

Mais cette concession ne s'applique qu'aux céréales, elle ne concerne ni les vins, ni les huiles, ni la catégorie des produits désignés dans le tarif 442.

Pénétré des avantages que procurerait le maintien de ce tarif à une partie importante de la population suisse, le commerce de Genève devrait exprimer le vœu de pouvoir aussi profiter des dispositions libérales de ce tarif pour les marchandises qu'il tire de l'étranger et qu'il est appelé à vendre dans le périmètre de son activité.

Les céréales ne forment que l'un des articles du commerce de notre place; les denrées coloniales, les huiles, les vins, les eaux-de-vie, les tissus, les métaux, les fruits du midi, les comestibles, la fayence, la poterie, les produits chimiques, etc., ont encore plus d'importance.

Tous ces produits, auxquels s'applique le tarif 442, devraient pouvoir être déposés par les maisons de commerce dans les entrepôts à la gare, sous la surveillance des administrations des chemins de fer, intéressées à constater l'identité, en attendant de recevoir une destination ultérieure, applicable soit à Genève-loco, soit à Genève-transit, et, dans ce dernier cas, pouvoir être rechargées et réexpédiées, aux conditions de taxes du même tarif 442, à l'une des stations dénommées, sans que la taxe à appliquer puisse excéder celle prévue pour le transport direct, comme lorsque l'expédition s'effectue sans rupture de charge.

La gare de Genève occupe à la frontière suisse une position analogue à celle de la gare de Romanshorn et il doit, par conséquent, lui être attribué une organisation semblable, qui permette les approvisionnements momentanés des diverses catégories de marchandises, avant leur emploi pour la consommation.

Ce n'est qu'à cette condition que le commerce de Genève pourra reprendre la position qu'il a longtemps occupée et dont il s'est vu dépouillé peu à peu, soit par le développement des péages fédéraux, soit par l'oubli dans lequel on a laissé

trop souvent la gare de Genève dans les questions de tarifs et de facilités de transport par chemins de fer.

Les détails dans lesquels nous venons d'entrer nous paraissent indiquer nettement la conclusion à tirer du présent rapport.

Suivant nous, la Section d'Industrie et d'Agriculture de l'Institut national genevois devrait s'associer à toute démarche qui serait entreprise auprès de l'autorité fédérale pour protester contre la suppression du tarif 442 et pour réclamer, en même temps, qu'il y soit introduit les modifications nécessaires, pour que les dispositions libérales du dit tarif soient rendues applicables à la gare de Genève, ainsi qu'à quelques nouvelles stations placées sur le parcours des lignes du Jura-Berne-Lucerne et du Central-Suisse.

Dans le cas où vous partageriez cette opinion, vous auriez, Messieurs, à charger votre président de donner suite à votre décision, de la manière qu'il jugerait la plus propre à défendre les intérêts du commerce de notre place.

N.B. — A la suite de la discussion à laquelle donna lieu la lecture du mémoire qui précède, la Section d'Industrie et d'Agriculture de l'Institut National Genevois a décidé qu'il serait fait auprès de la Chambre de Commerce une démarche, dans le but de présenter, en commun, au Conseil d'Etat un rapport concernant le maintien et l'application, à la place de Genève, du Tarif n° 442. (*Voir les Annexes I et II ci-après.*)

PIÈCES ANNEXES

I

Tarif commun d'exportation et de transit

N° 442

RAPPORT

présenté au Conseil d'Etat du Canton de Genève, par l'Institut National Genevois et par l'Association Industrielle et Commerciale Genevoise, pour être transmis au Conseil Fédéral à Berne.

Genève, le 20 janvier 1883.

En date du 2 décembre 1882, la Compagnie des chemins de fer de la Suisse-Occidentale et du Simplon a adressé un recours à l'Assemblée fédérale contre l'arrêté du Conseil fédéral ordonnant la suppression du tarif commun n° 442.

Sans nous arrêter aux questions de *droit*, dont le débat qui aura lieu dans les Chambres fédérales fera apprécier la valeur, nous croyons devoir présenter quelques observations pour insister sur la *convenance* de maintenir en vigueur le

tarif en question et d'en étendre les effets avantageux non seulement à d'autres stations importantes du Jura-Berna-Lucerne et du Central-Suisse, mais surtout à la gare de Genève, dans le but de prendre en considération juste et équitable les intérêts du commerce de cette place depuis longtemps plus ou moins négligés.

Bien loin d'estimer que le tarif 442 soit devenu inutile, à dater de l'ouverture de l'exploitation du Gothard, nous sommes convaincus que la conservation de ce tarif est non seulement dans l'intérêt du commerce des contrées occidentales de la Suisse, mais au moins autant dans celui de la Suisse allemande, afin de soutenir la concurrence avec les différentes lignes de chemins de fer qui contournent la Suisse, le long de nos frontières de l'est et de l'ouest.

L'ouverture du Gothard a déjà déplacé, en partie, les courants commerciaux et le port de Gênes tend à se substituer à celui de Marseille pour servir aussi d'intermédiaire, à travers la Suisse, entre les contrées du midi et celles du nord.

C'est là un fait qui résulte de la force même des choses et des circonstances créées par l'établissement d'une nouvelle voie ferrée pénétrant par le Gothard au cœur de la Suisse centrale.

C'est un fait qui était prévu et dont les conséquences ont été acceptées d'avance par les ressortissants de la Suisse occidentale lorsqu'ils ont voté, le 19 janvier 1879, la loi fédérale concernant les subventions à accorder aux divers chemins de fer à travers les Alpes.

Mais nous étions bien loin de supposer qu'il viendrait s'ajouter aux faits créés par la nature des choses, d'autres faits qui ne dépendraient que de l'appréciation de l'Administration fédérale, faits qui, s'ils devaient recevoir leur accomplissement, aggraveraient singulièrement la situation com-

merciale et atteindraient le bien être matériel d'une fraction importante de la population de notre pays.

Nous ne saurions, en conséquence, qu'appuyer en principe les conclusions du recours présenté par la Compagnie de la Suisse-Occidentale et du Simplon, à la Haute Assemblée fédérale.

Nous ne doutons pas que le Conseil fédéral mieux informé ne revienne sur sa décision du 3 novembre 1882, en retirant son ordre de suppression du tarif n° 442.

Mais nous demandons que l'énumération des gares et stations, auxquelles ce tarif est applicable, soit complétée dans ce sens que la gare de Genève ne soit pas omise et qu'elle figure, à l'avenir, au nombre de celles qui sont dénommées dans le tarif, comme faisant partie du réseau de la Suisse-Occidentale et du Simplon.

C'est là ce que le commerce de Genève a réclamé à diverses reprises, à dater de 1878, sans avoir pu obtenir satisfaction.

Il n'est donc pas complètement exact de dire, ainsi que nous le lisons au premier alinéa de la page 11 du Recours de la Suisse-Occidentale et du Simplon, « qu'il a été donné satisfaction aux réclamations de Genève, par le fait que les entrepôts de cette place ont été mis au bénéfice des tarifs de transit. »

Ce qui est vrai, c'est que les entrepôts, soit les Magasins généraux de Genève, après de longues négociations, ont enfin obtenu, à dater du 1^{er} Mars 1882, de pouvoir appliquer quelques tarifs de transit aux réexpéditions de *céréales* provenant de Culoz et au delà, à destination de certaines stations du Jura-Berne-Lucerne, du Central-Suisse et du Nord-Est.

Mais cette concession tout à fait restreinte, ne s'appliquant exclusivement qu'aux *céréales*, est bien loin de répondre aux besoins du commerce de Genève, qui n'a jamais possédé la

jouissance du tarif n° 442, pas plus qu'il n'avait eu celle du tarif n° 441.

Pénétré des avantages que procurerait le maintien du tarif n° 442 à une partie importante de la population suisse, le commerce de Genève exprime le vœu de pouvoir aussi profiter des dispositions libérales de ce tarif pour les marchandises qu'il tire de l'étranger et qu'il est appelé à vendre dans le périmètre de son activité.

A cet effet, il est nécessaire que les produits auxquels s'applique le tarif n° 442 puissent au besoin faire escale dans les entrepôts à la gare de Genève, sous la surveillance des administrations des chemins de fer intéressés ; que ces marchandises puissent y être déposées momentanément par les maisons de commerce, en attendant de recevoir une destination ultérieure, applicable soit à *Genève-loco*, soit à *Genève-transit*, et, dans ce dernier cas, pouvoir être rechargées et réexpédiées, aux conditions de taxes du même tarif n° 442, à l'une des stations dénommées dans ce tarif, sans que la taxe à appliquer puisse excéder celle prévue pour le transport direct de l'une des gares expéditrices à l'une des gares destinataires, et cela, dans des conditions analogues à celles qui sont appliquées lorsque l'expédition s'effectue sans rupture de charge.

La gare de Genève occupe à l'extrême frontière suisse une position identique à celle de la gare de Romanshorn.

En conséquence, il doit lui être attribué une organisation semblable, qui facilite les approvisionnements momentanés des diverses catégories de marchandises avant leur emploi pour la consommation.

Ce n'est qu'à cette condition que le commerce de Genève pourra avoir quelque chance de reprendre la position qu'il a longtemps occupée et dont il s'est vu dépouillé peu à peu, soit par l'aggravation des péages fédéraux, soit par l'oubli

dans lequel on a laissé trop souvent la gare de Genève dans les questions de tarifs et de facilités de transport par chemins de fer.

Les céréales ne forment que l'un des articles du commerce de notre place, les denrées coloniales, les tabacs, les huiles, les vins, les eaux-de-vie, les tissus, les métaux, les fruits du midi, les comestibles, la fayence, la poterie, les produits chimiques, etc., etc., ont encore plus d'importance.

Tous ces articles et d'autres encore dénommés dans la classification du tarif n° 442 devront pouvoir jouir des avantages de taxes réduites qui ont été accordées à la réexpédition des céréales faisant escale aux entrepôts de Genève.

Comme conclusion de ce qui précède et eu égard aux avantages qu'a procurés la création du tarif n° 442 aux localités auxquelles il avait été rendu applicable, nous demandons que ce tarif soit maintenu en vigueur.

Nous demandons, en outre, que ce tarif soit modifié et complété dans ce sens, que la gare de Genève soit inscrite, à l'avenir, au nombre des gares et stations de la Compagnie de la Suisse-Occidentale et du Simplon déjà dénommées dans le dit tarif, et cela dans les conditions que nous venons d'énumérer dans le présent rapport.

Au nom de
l'Association Commerciale et Industrielle
Genevoise :

Le Président,

ERN. PICTET.

Au nom de
la Section d'Industrie et d'Agriculture
de l'Institut National Genevois :

Le Président,

L. ARCHINARD.

II

*Monsieur le Président et Messieurs les Membres du Conseil
d'Etat du Canton de Genève.*

Genève, le 20 janvier 1885.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Nous savons que vous vous préoccupez depuis quelque temps de la décision qu'à prise le Conseil fédéral d'ordonner la suppression du tarif 442 de la Compagnie de la Suisse-Occidentale et du Simplon.

Nous avons donc pensé qu'il ne sera pas sans utilité pour les démarches que vous jugerez convenable d'entreprendre auprès des autorités fédérales, de vous faire connaître, d'une façon plus directe et plus développée que cela ne l'a été fait jusqu'ici, les sentiments et les vœux du commerce de notre canton sur cette question d'un intérêt général évident.

Nous vous communiquons, en conséquence, le Mémoire que deux des organes des négociants genevois ont adopté en commun et demeurons complètement à votre disposition pour tous les renseignements complémentaires dont vous pourriez avoir besoin.

Il ne vous échappera pas, Monsieur le Président, que ce qui ressort le plus clairement des conclusions de ce rapport, c'est que nous n'avons quelque chance d'obtenir des Compagnies intéressées l'application, à la gare de Genève, du tarif 442, qu'autant que ce tarif lui-même, avant tout, sera maintenu dans son principe, C'est donc votre appui au recours de la Compagnie de la Suisse-Occidentale que nous prenons la liberté de vous demander, et nous sommes assurés d'avance que vous ne le refuserez pas aux intérêts que nous représentons.

Agréez, Monsieur le Président et Messieurs les Conseillers, l'assurance de notre respectueux dévouement.

Au nom de
l'Association Commerciale et Industrielle
Genevoise :

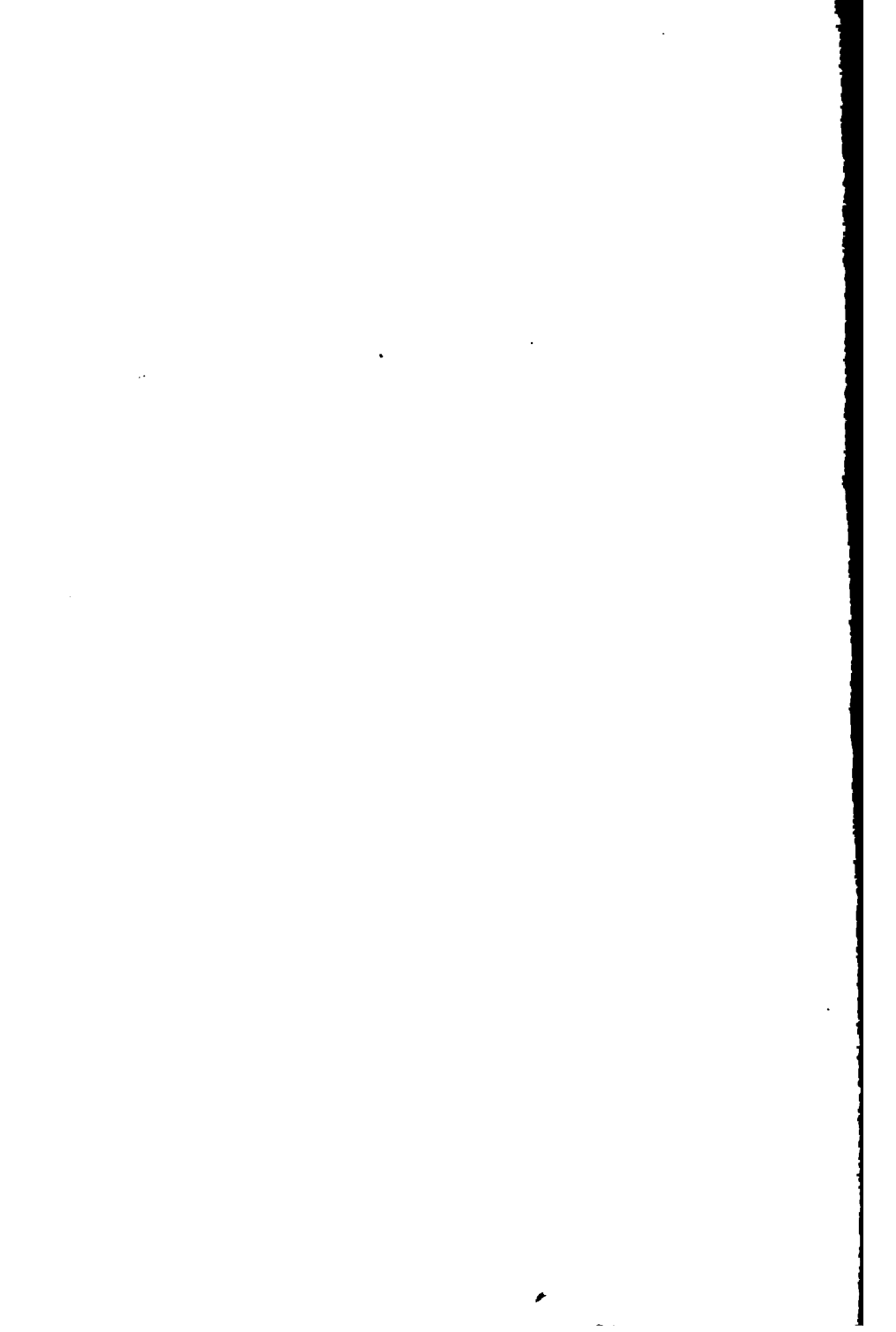
Le Président,

ERN. PICTET.

Au nom de
la Section d'Industrie et d'Agriculture
de l'Institut National Genevois :

Le Président,

L. ARCHINARD.



TARIF DES PÉAGES

*Projet de révision présenté à l'Assemblée fédérale en date du
3 novembre 1882 par le haut Conseil fédéral.*

RÉVISION DES PÉAGES FÉDÉRAUX

Nous sommes à la veille de voir régler définitivement, par l'Assemblée fédérale, la question de la fixation des tarifs des péages, restée pendante depuis 1878.

Notre Section s'étant occupée, en Novembre 1880, des observations à présenter au Conseil fédéral, en vue de la seconde délibération qui va avoir lieu dans les Chambres, il sera, sans doute, de quelque intérêt de faire connaître, en résumé, quelle est l'attitude que le Conseil fédéral a prise dès lors et quels sont les amendements qu'il propose d'introduire dans les tarifs adoptés en première lecture le 28 Juin 1878.

La situation, telle qu'elle existait en 1878, a subi quelques modifications :

1° Le 20 Juin 1879, les droits sur les tabacs bruts et manufacturés ont été augmentés par une loi fédérale;

2° Le traité de commerce avec l'Allemagne, du 7 Mai 1881, a été renouvelé pour une durée de cinq ans ;

3° Il a été conclu avec la France, le 23 Février 1882, un nouveau traité de commerce qui modifie un certain nombre de taxes du tarif adopté en première lecture en 1878.

Par conséquent, si la première révision pouvait partir du point de vue d'une liberté complète, il n'en saurait être de même aujourd'hui.

Soit vis-à-vis de la France, soit vis-à-vis des autres États envers lesquels nous avons accordé le traitement de la nation la plus favorisée, la Confédération se trouve liée par un nombre considérable de rubriques.

Cependant, il est bon de faire observer que si nous sommes actuellement liés de manière à ne pouvoir pas augmenter les taxes d'un certain nombre d'articles, nous estimons que les traités ne nous obligent nullement à les maintenir au *maximum* fixé conventionnellement, et que rien ne nous empêcherait de les abaisser, si nous y trouvons notre intérêt propre.

Le projet de nouveau tarif, présenté à la seconde délibération, porte la date du 3 Novembre 1882.

Les Commissions des Conseils sont nanties, et l'Assemblée fédérale entendra leurs rapports dans les premiers mois de 1883.

L'idée fondamentale qui a présidé à la rédaction du tarif de 1878 et à celle de la nouvelle édition de 1882, repose sur la nécessité de créer de nouvelles ressources à la Confédération.

Le projet de 1878 devait produire une augmentation de 8,600,000 fr.

Le projet actuel produirait seulement, d'après ce que nous apprend le message du Conseil fédéral, une augmentation de 3,400,000 fr.

Ce serait donc une diminution de fr. 5,200,000. On voit par là que les réclamations unanimes du commerce et de l'industrie ont eu du bon et qu'elles ont réussi à faire reculer les appétits financiers de la Confédération d'une quotité respectable.

Il est à désirer que l'Assemblée fédérale vérifie de très près les chiffres énoncés ci-dessus et qu'elle agisse de manière à ne pas mettre trop d'argent dans les mains du Conseil fédéral.

Taxes à l'entrée.

Entre le tarif de 1878 et le projet nouveau présenté actuellement, on peut signaler les différences générales suivantes :

Relativement à la formation des classes, diverses Associations commerciales et industrielles avaient fait observer qu'il serait désirable d'introduire des simplifications par la réunion des articles similaires.

Il a été fait droit à cette observation ; le tarif de 1878 contenait 20 classes ; le nouveau projet en compte seulement 17 ; quelques classes du tarif de 1878 ont été amalgamées et refondues.

Voici l'état comparatif de la nomenclature des classes en 1878 et en 1882 pour les droits d'entrée :

1878	1882
I. Déchets.	I. Déchets et engrais.
II. Bijouterie et montres.	II. Espèces chimiques.
III. Droguerie, pharmacie, couleurs.	III. Verre.
IV. Verrerie, cristaux.	IV. Bois.

1878

- V. Bois, vannerie, tannerie.
- VI. Instruments, machines, etc.
- VII. Caoutchouc, guttapercha.
- VIII. Mercerie, quincaillerie.
- IX. Produits agricoles.
- X. Cuir, ouvrages en cuir.
- XI. Objets de littérature, science et arts.
- XII. Métaux.
- XIII. Comestibles, tabacs, boissons.
- XIV. Huiles, graisses, chandelles, savons.
- XV. Papier, cartons et leurs ouvrages.
- XVI. Matières textiles, tissus, etc.
- XVII. Pierres, ouvrages en pierre.
- XVIII. Houilles, Goudron.
- XIX. Animaux et leurs produits.
- XX. Poteries.

1882

- V. Objets mécaniques, horloges, machines.
- VI. Produits agricoles.
- VII. Cuir.
- VIII. Objets de littérature, science et arts.
- IX. Métaux.
- X. Matières minérales.
- XI. Comestibles, boissons, tabacs.
- XII. Huiles et graisses.
- XIII. Papier.
- XIV. Matières textiles, confections, modes.
- XV. Animaux, matières animales.
- XVI. Poteries.
- XVII. Articles divers, quincaillerie fine, mercerie spéciale, fournitures de bureau et de dessin, jouets.

Comme on le voit, la bijouterie et les montres sont classées dans les objets mécaniques.

Les instruments de musique rentrent dans la classe des objets de littérature, arts, sciences.

Le caoutchouc et gutta-percha se répartissent entre plusieurs classes : matières textiles, confections, jouets.

Les pierres, houille, goudron, sont réunis sous le titre de matières minérales.

C'est ainsi que les 20 classes de 1878 se trouvent ramenées à 17 classes en 1882.

En outre, il est bon de faire remarquer que la simplification ne porte pas seulement sur le nombre des classes, mais aussi sur le nombre des rubriques et sur celui des taxes.

Le tarif de 1878 comprenait 46 taxes différentes de droits à percevoir, portant sur 476 rubriques.

Le projet de 1882 renferme 36 taxes différentes de droits à percevoir, et le nombre des rubriques est réduit à 385.

Enfin, en 1878, le maximum de la taxe avait été élevé à 100 fr. par 100 kilog., et un grand nombre d'articles avaient été taxés à ce taux.

Dans le projet de 1882, le maximum de la taxe a été réduit à 50 fr. par 100 kilog., sauf pour les cigares et les cigarettes, articles pour lesquels la loi spéciale de 1879 a fixé le droit d'entrée à 100 fr.

Ainsi donc, en général, il a été tenu compte, dans le nouveau projet, des observations qui avaient été présentées par le commerce et l'industrie, concernant la classification et la nécessité de modérer la taxation.

Néanmoins, il reste encore beaucoup à reprendre dans le nouveau projet, et c'est ce que démontreront les détails dans lesquels nous allons entrer.

A cet effet, nous suivrons l'ordre adopté dans la nouvelle classification.

CLASSE I

Déchets et engrais.

Les déchets de fer, de verrerie et ceux provenant des matières animales ou végétales, qui étaient taxés en 1878 à 5 et 10 centimes, sont *exempts* de taxe dans le nouveau projet.

Il en est de même des engrais, sauf les engrais chimiques préparés par l'acide sulfurique, qui restent taxés à 40 centimes.

Les déchets propres à la fabrication du papier, pour lesquels nous avons demandé la réduction de taxe à 10 centimes, restent taxés à 20 centimes.

CLASSE II

Espèces chimiques : Pharmacie, droguerie, chimie, couleurs.

Pour les matières premières végétales, à l'usage pharmaceutique, fleurs, feuilles, baies, fruits, écorces, racines, taxées en 1878 à 60 centimes, nous avons proposé d'élever la taxe à fr. 1 50.

Nos propositions ont été dépassées ; la taxe pour cet article a été portée à fr. 3 par 100 kilog.

Parfumerie et cosmétique, taxe 70 fr. % kil., réduit à 30 fr.

Eponges » 30 » 20

Allumettes chimiques, maintien à 20 fr. par 100 kilog. au lieu de 10 fr. comme nous l'avions proposé.

CLASSE III

Verre. Glaces.

Nous avons demandé pour les glaces avec cadre en bois verni ou cadre doré, la taxe de 15 fr. au lieu de 25 fr. et 40 fr.

La nouvelle taxation porte le droit à 16 fr., pour les glaces ayant moins de 18 décimètres et à 30 fr. pour les glaces dépassant cette dimension.

CLASSE IV

Bois: Ouvrages en bois. Cadres de tableaux. Vannerie. Tamiserie. Brosserie. Meubles et parties de meubles.

Le bois à brûler, le bois de construction et de charonnage, taxés précédemment à 2 centimes, sont exempts.

Les bois en feuilles pour placage sont taxés à 4 fr. au lieu 5 fr.

Les bois pour tonnellerie, taxés en 1878 à 4 fr., sont portés à 7 fr. Nous avons proposé 8 fr. La vannerie grossière reste taxée à 4 fr. La vannerie fine qui avait été taxée à 50 fr. est réduite à 16 fr.

CLASSE V

*Objets mécaniques. Horloges. Montres et leurs parties.
Machines et véhicules. Bateaux.*

1878

1882

Horloges communes, taxe 50 fr. % kil. réduite à 16 fr. % kil.
Montres taxées à la pièce sont taxées au poids » 30 »

Fournitures d'horlogerie taxées en 1878 à 50 fr. par 100 kil.,
seraient taxées à 16 fr. par le projet de 1882.

Les modifications de taxes concernant l'horlogerie sont
nécessitées par le traité de commerce avec la France.

Les locomotives, pour lesquelles nous avons proposé la
taxe de 8 fr., restent taxées à 4 fr.

CLASSE VI

Produits agricoles.

Les produits des champs et des forêts, jardinages frais,
foin, paille, roseaux, feuilles, pommes de terre, sont exempts
de taxe à l'entrée.

Les oignons à fleurs restent taxés à 30 fr. par 100 kilog.
Les houblons sont portés de 4 fr. à 5 fr. par 100 kilog.

CLASSE VII

Cuir : Chaussures en cuir, gants.

Les diverses sortes de chaussures en cuir avaient été taxées en 1878, d'après leurs sortes, à 25, 30, 50 et 60 fr.

Pour toutes les sortes, la taxe est uniformément proposée à 30 fr. par 100 kilog.

Les gants en peau, qui avaient été taxés à 100 fr., ce qui eût provoqué une active contrebande, sont taxés à 30 fr., dans le nouveau projet.

CLASSE VIII

Objets de littérature, de science et d'art. Livres, instruments de musique, d'astronomie, de chimie, de chirurgie, de mathématiques. Statues. Peintures sur verre, etc.

Nous avons proposé de porter la taxe sur les livres, cartes, etc., de 1 fr. à 7 fr.

La France a insisté et obtenu le maintien de l'ancienne taxe, soit 1 fr.

Pour les objets moulés en plâtre, nous avons demandé de porter la taxe de 5 fr. à 7 fr.

Cette dernière taxe est proposée par le Conseil fédéral.

Pour les instruments de musique, les pianos en particulier nous avons demandé une élévation de taxe, en la portant de 20 fr. à 30 fr.

Et pour les instruments d'astronomie, de chirurgie, mathématiques, optique, etc., nous avons proposé de porter la taxe de 15 fr. à 20 fr.

La France a réclamé et obtenu pour ces articles la taxe uniforme de 16 fr., comme d'après l'ancien traité de 1864.

La taxe sur les œuvres de sculpture prévue à 5 fr., en 1878, a été élevée à 16 fr.

Il en est de même pour les peintures sur verre qui, taxées à 6 fr. par le tarif de 1878, se trouvent portées à 30 fr. par le tarif de 1893.

CLASSE IX

Métaux et les ouvrages en métal.

Notre Section avait présenté plusieurs propositions sur les divers articles de cette classe :

Fer. Nous avons demandé de réduire à 4 fr. la taxe de 7 fr. sur les ouvrages en fer forgé, fonte malléable, acier, tôle, etc.

Le nouveau tarif établit deux divisions : la première, avec une taxe à 3 fr. pour les ouvrages très grossiers ; la seconde à 7 fr., pour les ouvrages moins grossiers, mais cependant fort ordinaires.

Cuivre, pour les chaînes, rivets, vis, goupilles, etc. Nous avons proposé la taxe de 10 fr., au lieu de 16 fr. La nouvelle taxe serait réduite à 7 fr.

La chaudronnerie avait été taxée en 1878 à 30 fr., la taxe a été réduite à 16 fr., suivant ce que nous avons demandé.

Nickel. Les ouvrages en nickel avaient été taxés en 1878 à 80 fr. par 100 kilog. ; nous avons réclamé la réduction à 25 fr. Le Conseil fédéral propose maintenant de taxer cet article à 16 fr.

Zinc. Les ouvrages en zinc brut avaient été taxés à 20 fr. Nous demandions la réduction à 16 fr. Le Conseil fédéral propose 7 fr.

Les ouvrages en zinc polis, peints, etc., lesquels avaient été taxés à 30 fr., seraient taxés à 16 fr., suivant ce que nous avons proposé.

Etain. Les ouvrages en étain, métal anglais ou alliages, avaient été taxés, les uns à 40 fr., les autres à 80 fr. Nous avons proposé la taxe uniforme de 16 fr., et c'est la taxe actuellement inscrite dans le nouveau projet de tarif.

Ruolz. Enfin, l'orfèvrerie Christoffe, Ruolz, articles plaqués, dorés ou argentés, au feu ou par procédé électro-chimique, qui auraient eu à supporter la taxe exorbitante de 100 fr., sont taxés à 30 fr., suivant nos propositions.

CLASSE X

Matières minérales : *Pierres de toutes sortes, ardoises, meules, chaux. Ouvrages en ciment. Briques. Houille. Coke. Asphalte. Pétrole.*

Pour la chaux grasse et le plâtre, nous avons demandé la taxe de 5 centimes au lieu de 10 centimes.

Par contre, la maison Stammer et Wanner avait insisté pour porter la taxe à 15 centimes.

La proposition actuelle du Conseil fédéral maintient la taxe à 10 centimes.

Malgré notre demande d'abaisser de 30 centimes à 20 centimes la taxe sur la chaux hydraulique, la taxation à 30 centimes a été maintenue. Sur les ouvrages de tailleur et tourneur de pierres, ouvrages qui ont un poids considérable et une valeur relative peu élevée, les taxes de 50 centimes, 1 fr. et 2 fr., nous avaient paru fortes, et nous en avons demandé la réduction à 30 centimes, 50 centimes et 1 fr.

Nous avons échoué cette fois-ci, et les précédentes taxes ont été maintenues.

Par contre, la houille et le coke qui étaient taxés à 5 centimes et pour lesquels nous avions demandé le retour à la taxe de 2 centimes, seront désormais exempts de toute taxe.

CLASSE XI

Comestibles. Boissons. Tabacs.

Nous arrivons maintenant à une classe de première importance pour l'alimentation de la population suisse. Cependant, d'après l'opinion du Conseil fédéral, c'est sur ces articles, de préférence, que les droits peuvent être relevés. La moitié du nouveau produit financier attendu serait donc demandée à cette classe XI.

Il nous paraît cependant que ce procédé n'est pas de nature à rendre la vie matérielle plus facile ; si la vie matérielle devient plus chère, la main-d'œuvre devra nécessairement augmenter de prix, de manière à permettre à l'ouvrier de s'alimenter lui et sa famille.

Or, si la main d'œuvre renchérit, comment feront les industries pour soutenir la concurrence et la lutte avec les produits étrangers ?

Il y a donc là une question grave qui devra être examinée de très près par l'Assemblée fédérale. L'augmentation sur la classe des comestibles s'élève au total de 1,300,000 fr.

L'article *poissons frais*, taxé jusqu'ici à 40 centimes, se trouve taxé à 10 fr.

Il en est de même de la volaille vivante ; ensorte que l'augmentation présumée sur ces deux articles seulement, si absolument indispensables à l'importante industrie des hôtels-pensions d'étrangers, fournirait un supplément de recettes de près de 250,000 fr., si les propositions du Conseil fédéral étaient définitivement adoptées.

Nous ne critiquons pas l'élévation du droit d'entrée sur la farine, droit qui est porté de 1 fr. à 1 fr. 50, ce qui produira une augmentation de 42,000 fr. par an, pour les recettes des péages, tout en répondant aux intérêts des minoteries de notre pays.

Dans l'intérêt des minoteries de notre pays, nous avons demandé cette augmentation de taxe.

Nous ne disons rien sur les augmentations des droits d'entrée qui portent sur les alcools et les tabacs. Ce ne sont pas là des articles indispensables à la vie.

Mais si nous comparons l'ancien tarif encore en vigueur avec ce qui est proposé, les augmentations de taxes portant sur le beurre, le sucre, le café, le riz, le vin, la bière, etc., etc., augmentations qui représentent une somme annuelle de près de treize cent mille francs, nous nous demandons si, en regard aux besoins financiers réels de la Confédération, il est absolument nécessaire de frapper d'une augmentation de droits d'entrée les produits que nous venons d'énumérer.

En ce qui concerne les demandes de dégrèvement que nous avons présentées, voici quel en a été le résultat :

Nous avons proposé la taxe de 3 fr. au lieu de 5 fr. pour les fruits du midi frais. La taxe se trouve portée à 15 fr. dans le nouveau projet.

La même taxe de 15 fr. est appliquée aux fruits desséchés pour lesquels nous avons proposé la taxe de 4 fr. au lieu de 8 fr.

Pour les épices de tout genre, nous avons demandé le maintien de la taxe actuelle de 7 fr. Le nouveau projet maintient le chiffre de 15 fr.

Le café, que nous proposons de maintenir à la taxe de 5 fr., se trouve porté à 4 fr.

Nous proposons de taxer uniformément à 7 fr. le sucre brut, le sucre en pains et le sucre coupé ou brisé. La taxe a été portée à 8 fr. pour le sucre brut et à 12 fr. pour le sucre pilé ou coupé.

Pour les vins en fûts nous eussions jugé plus rationnel, d'établir une progression de taxes suivant les qualités de vins ordinaires et vins fins.

Ce procédé a été jugé trop compliqué pour les opérations des bureaux frontières, la taxe pour les vins en fûts a été maintenue à fr. 3 50 par 100 kilos poids brut.

CLASSE XII

Huiles et graisses, bougies, savons.

D'après le nouveau projet, la distinction des huiles en fûts est maintenue. Les huiles d'olives sont taxées à fr. 1 50, les autres huiles grasses non médicinales sont taxées à 1 fr.

Dans la pratique, il est excessivement difficile de distinguer **une** huile d'olive d'une huile de sésame.

Toutes les huiles en fûts devraient être taxées uniformément à 1 fr.

Les savons qui avaient été taxés, suivant qualités à 3 fr. et 20 fr., sont actuellement proposés à fr. 1 50.

CLASSE XIII

Papier, carton, ouvrages de relieur, cartes à jouer.

Dans le tarif adopté en première lecture, en 1878, le papier à écrire et le papier à imprimer formaient deux catégories distinctes.

Cette distinction a été abandonnée dans le nouveau projet. La taxe qui était de 6 et 7 fr. est proposée uniformément à 7 fr.

CLASSE XIV

Matières textiles : Coton, lin, chanvre, soie, laine. Caoutchouc. Gutta-percha. Paille. Jonc. Confections. Modes.

C'est là le champ de bataille entre l'industrie et le commerce.

L'industrie réclame la protection contre l'introduction des produits étrangers ; c'est la surélévation des taxes qui rendrait l'industrie indigène maîtresse du terrain.

Le commerce, au contraire, réclame la modération des taxes, il désirerait le maintien des taxes actuelles, sans élévation quelconque.

Dans la grande Commission, convoquée à Berne, pour préavis, la seule branche de la soierie était représentée ; faut-il s'étonner que des faveurs spéciales aient été réservées à cette seule branche et qu'on ait, un peu beaucoup, sacrifié le coton, le lin et la laine, à la soie.

Le résumé suivant fournit des points de comparaison curieux à noter :

Nomenclature.	Ancien tarif.	Tarif de 1878.	Tarif de 1882.
---------------	---------------	----------------	----------------

Filés teints.

Coton	taxé à 7 fr.	11 fr.	11 fr.
Lin	» 7 »	10 »	10 »
Soie filoselle	» 16 »	10 »	10 »

Filés sur bobines.

Coton	taxé à 7 fr.	— fr.	16 fr.
Lin	» 7 »	12 »	16 »
Laine	» 9 »	— »	16 »
Soie	» 16 »	— »	16 »

Tissus blanchis de fils teints et imprimés.

Coton	taxé à 16 fr.	35 fr.	30 fr.
Laine	» 25 »	25-40 fr.	25 »
Soie	» 16 »	33-70 »	16 »

Nomenclature. Ancien tarif. Tarif de 1878. Tarif de 1882.

Broderies et dentelles.

Coton	taxé à 30 fr.	70 fr.	50 fr.
Lin	» 30 »	70 »	30 »
Laine	» 50 »	100 »	30 »
Soie	» 30 »	100 »	30 »

Les vêtements confectionnés sont soumis à la même taxe uniforme de 40 fr. par 100 kilog. qu'ils soient en coton, en soie, en laine ou en fourrures, sans prendre en considération la valeur relative des différentes sortes.

Les articles les plus imposés sont les

Cotons tissus écrus de 38 fils, portés de 4 fr. à 10 fr.

Ceux de plus de 38 fils 4 » à 20 »

Les tissus blanchis, portés de . . . 16 » à 30 »

De telles taxes sont essentiellement protectionnistes. Notre commerce doit réclamer le maintien de l'ancien tarif, dans lequel les droits étaient, dans une certaine mesure, établis proportionnellement à la valeur des étoffes.

Si les nouvelles propositions du Conseil fédéral étaient acceptées telles quelles, les relations du commerce de Genève avec les zones françaises deviendraient des plus difficiles.

Si nous considérons spécialement les articles sur lesquels nous avons fait porter nos observations dans notre rapport de 1880, nous constatons les points suivants. La taxe de 15 fr. que nous avons proposée pour la bonneterie, les bas, caleçons, jupons, bonnets, camisoles en coton, a été écartée et on a maintenu la taxe de 25 fr.

Par contre, la bonneterie en soie, qui était taxée en 1878 à 100 fr., a été descendue à 16.

Il n'y a évidemment pas de proportion gardée, ou plutôt il y a renversement de proportion.

Pour les cordes, câbles, ficelles et cordons écrus, notre proposition de taxer à 3 fr. au lieu de 5, a été acceptée.

Pour la bonneterie en laine, taxée à 60 fr. en 1878, la taxe a été réduite à 25 fr., comme nous l'avions demandé.

Pour les parapluies en laine ou en lin, nous demandions la réduction de 40 fr. à 20 fr. Le Conseil fédéral propose maintenant 30 fr.

Les parapluies en coton taxés en 1878 à 20 fr. sont réduits à la taxe de 16 fr.

CLASSE XV

Animaux et matières animales, peaux brutes, crins, cheveux, plumes, cornes, ivoire, fanons, écailles, perles.

Nous n'avions pas présenté de propositions sur les articles de cette classe, qui restent taxés à peu près comme ils avaient été arrêtés en 1870, lors de la première délibération.

CLASSE XVI

Poteries, tuiles, briques, plaques, carreaux, faïence, etc.

Nous n'avions pas eu de réclamations à présenter sur les articles de cette classe.

Les taxes restent fixées à peu près aux chiffres arrêtés en 1878, sauf quelques dégrèvements.

CLASSE XVII

Articles divers : Quincaillerie fine, agate, albâtre, cristal de roche, ambre, écume. Mercerie. Fournitures de bureau, etc.

Ce sont 1° La quincaillerie fine et autres articles ne rentrant pas dans les catégories précédentes.

2. La mercerie et autres articles ne rentrant pas dans les catégories précédentes.

3. Fournitures de bureau et de dessin.

4. Cire à cacheter et goudron pour bouteilles.

5. Jonets de tout genre.

6. Objets pour exhibitions, panoramas, etc., etc.

Pour la quincaillerie fine, qui était taxée à 50 fr., nous avons demandé la taxe de 30 fr.; elle a été adoptée.

Pour la mercerie, nous avons proposé 20 fr., au lieu de 30 fr.; la taxe a été réduite à 16 fr.

Les fournitures de bureau, taxées à 25 fr., ont été réduites à 16 fr.

En somme, la taxation des articles de cette classe a été améliorée.

Dans le rapport que nous avons rédigé en 1880, nous avons appuyé une pétition présentée par M. Siegwart, de Lucerne,

tendant à ce que le système usité jusqu'ici, en Suisse, de percevoir les droits sur le *poids brut*, fût remplacé par la perception sur le *poids net*.

Cette proposition n'a pas même été discutée ; elle a été écartée haut la main, comme bouleversant toutes les notions sur lesquelles reposent les principes des péages fédéraux.

Plusieurs propositions avaient été faites également pour l'introduction d'un système de *drawbacks*, soit restitution, à la sortie, d'objets fabriqués en Suisse, d'une partie des droits perçus à l'entrée, sur les matières premières ayant servi à la fabrication de ces objets.

Cette proposition a été écartée. Le Conseil fédéral estime que l'introduction de ce système occasionnerait la création d'un appareil administratif compliqué et l'emploi de mesures de contrôle, que les industriels intéressés n'accepteraient qu'avec répugnance.

Il est possible, du reste, de dégrever certaines industries d'une autre manière que par les *drawbacks*.

Le premier moyen d'y parvenir, c'est la diminution des droits d'entrée sur les matières premières.

Le second, c'est le dégrèvement, aussi fort que possible, des taxes sur l'exportation des articles fabriqués.

Le Conseil fédéral, par le nouveau projet du tarif, estime avoir fait le nécessaire à cet égard.

Taxes à la sortie.

En ce qui concerne les droits sur l'exportation, notre Section avait réclamé contre la taxe de 20 centimes dont étaient frappés les produits des minoteries du pays, tandis que les farines

provenant de l'étranger et destinées à la Savoie et au pays de Gex, pouvaient entrer en franchise dans notre canton, à la faveur des acquits à caution à six mois, et pouvaient ensuite sortir librement, sans acquitter aucune taxe d'exportation, pour être vendues au-delà de notre frontière.

Le Conseil fédéral a introduit des dégrèvements importants dans la série des droits de sortie.

Le droit d'exportation a été maintenu sur :

- 1° Le bétail ;
- 2° Le bois ;
- 3° Les peaux brutes ;
- 4° L'écorce à tan ;
- 5° Les chiffons.

Tous les autres articles non dénommés sont exempts de taxe, sauf la taxe de contrôle, fixée à un centime par quintal, pour les marchandises tarifées au poids et de un centime par 50 fr. de valeur pour celles taxées *ad valorem*.

Les farines se trouvent ainsi affranchies de la taxe de sortie de 20 centimes, suivant ce qu'avait réclamé notre Section.

Le dégrèvement total résultant pour l'exportation des nouvelles mesures peut être évalué à 218,000 fr.

Je termine ici ce rapport sur le nouveau tarif des péages ; il vous aura peut-être paru un peu long, ce qui est toujours le cas, quand il est nécessaire de mettre en scène une série de chiffres, matière sèche par excellence. Cependant, le rapport que votre Commission vous avait présenté le 12 novembre 1880 ayant paru assez important pour que l'impression en ait été demandée et votée, j'ai cru devoir, comme rapporteur de la Commission, étudier les nouveaux tarifs pour vous rendre

compte de l'efficacité du travail auquel nous nous étions livrés il y a deux ans.

Vous avez pu voir, Messieurs, que nos efforts ne sont pas restés sans résultat, et ce doit être, pour notre Section et aussi pour l'Institut National Genevois, un motif et un encouragement pour ne jamais nous tenir à l'écart des questions économiques qui intéressent le bien-être de la population de notre pays.

Les recherches généalogiques à Genève

De tout temps et partout, les maisons souveraines et les familles nobles ont attaché du prix à leur généalogie, et se sont occupées de la faire dresser et de la tenir à jour. L'intérêt le leur commandait. Les plus grands privilèges étaient attachés à la race, et les généalogies étaient les titres de ces privilèges. Si Henri IV succéda en 1589 au roi Henri III, c'est qu'il était son cousin au 21^e degré. Plus de trois cent cinquante ans s'étaient écoulés depuis le mariage de leur ancêtre commun, saint Louis, en qui la branche des Bourbons se rattachait au tronc de la maison royale issue de Hugues Capet. Je ne crois pas que dans l'histoire il y ait d'exemple plus frappant des droits que l'on reconnaissait autrefois à la plus lointaine parenté, et de l'importance d'une généalogie bien établie. Philippe de Valois, qui succéda en 1328 au roi Charles-le-Bel, était bien plus rapproché de son prédécesseur, puisqu'il était son cousin germain. Mais on retrouvera un intervalle d'une durée deux ou trois fois séculaire, entre le point d'attache des chaînes parallèles et le moment où l'une des lignées défaut et saisit l'autre, quand le comte de Paris héritera des droits du comte de Chambord, qui est son cousin

au 16^e degré, si on suit les lignes de mâle en mâle depuis Louis XIII, leur septaïeul à tous deux, qui s'est marié en 1615. On sait que par la reine Marie-Amélie, tante de la duchesse de Berry, les deux princes sont cousins à un degré beaucoup plus rapproché (issus de germains).

Dans tous les pays où la noblesse a conservé des privilèges, les familles nobles et l'Etat lui-même ont un intérêt évident à ce que toutes les questions généalogiques soient traitées avec jugement, avec suite, en connaissance de cause. Dans les contrées où ces vieux privilèges ont été abolis, l'honneur d'appartenir à une famille noble sera toujours pour les heureux possesseurs d'un nom ancien, d'un titre authentique, la source de sentiments profonds. Chaque gentilhomme à son tour fera comme Alfred de Vigny :

Dans le caveau des miens plongeant mes pas nocturnes,
J'ai compté mes aïeux, suivant leur vieille loi.
J'ouvris leurs parchemins, je fouillai dans leurs urnes.
Empreintes sur le flanc des sceaux de chaque roi.

Les campagnes de Beauce avaient leurs cœurs, leurs âmes.
Leurs soins. Ils les peuplaient d'innombrables garçons,
De filles qu'ils donnaient aux chevaliers pour femmes,
Dignes de suivre en tout l'exemple et les leçons !

Simplex, et satisfaits si chacun de leur race
Apposait saint Louis en croix sur sa cuirasse.
Comme leurs vieux portraits qu'aux murs noirs nous plaçons.

Les souvenirs de famille sont ainsi l'objet d'un culte pieux, et ce trésor se transmet de génération en génération avec un soin jaloux. Le public, qui n'y a point de part, s'y intéressera toujours, au moins par l'imagination, le goût de ce qui sonne bien à l'oreille ; — et ce qui vaut mieux : le goût du passé,

le plaisir de retrouver au milieu de nous les traces vivantes comme le prolongement des âges écoulés ; en sorte qu'un esprit libre de préjugés révolutionnaires ne peut qu'applaudir aux recherches généalogiques que font elles-mêmes ou qu'encouragent les anciennes familles, qui conservent les titres de leur noblesse historique. Il importe en effet à tous leurs membres d'être au courant de leur ascendance ; il importe à chaque branche de connaître l'état des branches collatérales qui fleurissent en même temps et en différents lieux.

Cela posé, après avoir reconnu ce qui appartient aux classes supérieures, j'envisage notre société démocratique en ses couches profondes, et je me demande s'il y a lieu, pour des familles toutes bourgeoises et sans prétention, de s'inquiéter de leur passé, d'étudier leurs origines, de suivre la ligne modeste de leurs ascendants aussi loin que la recherche peut aller, pour redescendre ensuite dans toutes les branches, et aboutir à dresser l'arbre complet d'une famille qui n'a point de nom historique ni d'éclat féodal, et qui n'intéresse que le sentiment filial de ses représentants actuels. — Et pourquoi pas ?

Une considération se présente d'abord. Il y a des questions d'héritage où il n'est pas indifférent d'être au clair, de savoir à quoi s'en tenir sur toute sa parenté, soit pour ne pas laisser échapper ce qui vous reviendrait, ce qui est votre droit (1), soit pour ne pas vous laisser décevoir par des vues et des espérances dont quelques renseignements qui vous manquent vous auraient montré le néant.

A cet égard, je signalerai un petit manuel bien fait : *Livre de famille, ou Guide pour établir soi-même sa parenté, avec*

(1) On sait qu'une loi genevoise, du 5 septembre 1874, a modifié l'article 753 du Code civil, et porté du 12^e degré au 8^e la limite au delà de laquelle les parents ne succèdent pas à une personne qui meurt intestat.

tableaux-modèles et tableaux prêts à recevoir les renseignements, par I. Guët, Paris, Dentu, 1870, 31 pages 8° et 51 feuillets pour tableaux. « Un livre de famille bien tenu, dit l'auteur, devient une sorte de loterie de tous les temps, à tirage incessant, et chaque indication consignée dans les tableaux, est un numéro qui peut sortir un jour au profit du titulaire dûment renseigné. »

Assurément, il serait peu judicieux de trop compter sur les avantages de cette loterie, où il y a beaucoup de billets blancs, et où les billets gagnants semblent quelquefois vouloir éviter les mains qui sont tendues pour les recevoir. Toujours est-il que l'argument tiré de cet ordre d'idées sert à fermer la bouche de ceux qui traiteraient d'enfantillages inutiles les travaux généalogiques.

Les esprits désintéressés trouveront ailleurs le véritable attrait de ces études. Ils s'attacheront à cette idée : que chaque famille, si humble qu'elle soit, a un passé ; et que pour qui sait réfléchir, rien n'est plus intéressant que de rechercher ce passé.

O pères dont le long travail a lentement amassé le patrimoine que nous tenons de vous, qui ne nous donne pas la richesse, mais nous assure une modeste aisance — et comment ne vous en serions-nous pas reconnaissants tous les jours ? — Aïeules dont la vie simple, monotone et grave, a préparé chez vos descendants le meilleur de leur être et de leur caractère : nous aimons à vous retrouver dans les papiers de famille que vous nous avez légués, à suivre les traces de votre vie dans les registres que conservent nos archives nationales.

Chercher l'esprit des morts dans ces pages jaunies,

c'est une tâche qui demande à ceux qui s'y vouent beaucoup d'application à noter séchement des noms et des dates, en même temps que l'imagination poétique, si on la possédait,

ne serait pas de trop pour recréer un passé lointain, le peindre à nos yeux et nous le montrer tel qu'il fut, plein de fraîcheur, jeune, agité et vivant.

On sait qu'en étudiant l'origine des familles genevoises, on n'en trouve aucune qui soit autochtone (1) à Genève même ; on arrive toujours à un ancêtre venu de la campagne ou de l'étranger.

La variété des points où vient aboutir le tracé des lignes ascendantes, les bizarreries qui se dessinent au regard du chercheur, voilà ce qui fait pour lui un des charmes de ses tableaux. L'ascendance de madame de Staël, par exemple, nous montre ces croisements qui amusent le généalogiste. En commençant par établir quatre quartiers, on arrive dans autant de contrées : la Poméranie, la ville de Genève, le pays de Vaud, le Dauphiné. Après cette double bifurcation, il semble que les quatre lignes, si nous les poursuivions, se continueraient ensuite, chacune sur son sol, pendant cent cinquante à deux cents ans. Reprenons chacun des quatre quartiers :

Le grand-père paternel de madame de Staël était un avocat de Custrin, Charles-Frédéric Necker — lui-même fils d'avocat et petit-fils de pasteur — lequel obtint la faveur de Georges I^{er}, roi d'Angleterre, qui lui fit accorder par son parlement une

(1) On appelle *autochtones*, en généalogie, les familles pour lesquelles il n'y a aucune trace, aucun indice d'une origine étrangère au pays où elles vivent : à condition que les documents généalogiques permettent d'en suivre la filiation assez loin (jusqu'au XV^{me} siècle au moins).

C'est parce que son étymologie mythologique ne permet pas de prendre à la lettre ce mot *autochtone*, qu'on l'a préféré avec raison au mot *aborigène*, qui impliquerait l'affirmation d'un fait historique dont on ne peut avoir aucune espèce de preuve.

forte pension annuelle, à la condition qu'il irait s'établir à Genève, et qu'il y ouvrirait un pensionnat destiné à l'éducation des jeunes Anglais qui viendraient sur le Continent. Cette institution réussit à souhait, et c'est ce qui commença la fortune de la famille Necker. (1)

La grand'mère paternelle de madame de Staël fut Jeanne-Marie Gautier, d'une vieille famille de Genève. En cherchant ses ascendants dans les *Notices généalogiques* de Galiffe, on trouve des Revilliod, des Marcet, des Gallatin, des DesGouttes, des de la Corbière; on trouve le célèbre Baudichon de la Maisonneuve, qui fut le septaïeul de madame de Staël.

Son grand-père maternel fut le pasteur Curchod; je serais heureux qu'un de nos savants collègues de la Société d'Histoire de la Suisse romande établît et publiât la généalogie de cette ancienne famille vaudoise.

Enfin, la grand'mère maternelle de madame de Staël était la fille d'un avocat dauphinois, d'une famille protestante (2).

Dans un cas comme celui de madame de Staël, les recherches généalogiques fournissent à l'histoire littéraire un point de départ indispensable, rien de plus. Eût-on complété ce

(1) Je trouve ces détails dans un petit volume allemand (*Familien-geschichte der Herrn von Necker*, Regensburg. 1789, 96 pages 8°) dont l'auteur a puisé les renseignements dans une lettre que le célèbre ministre de Louis XVI avait écrite à son cousin Necker, pasteur en Poméranie.

(2) On trouvera plus loin, dans un appendice, quelques notes sur cette famille dauphinoise, qui m'ont été communiquées par M. le baron de Coston. Une partie en a déjà été utilisée par M. Othenin d'Haussonville dans son récent ouvrage : *Le Salon de madame Necker*, tome premier, page 11.

tableau de quartiers que je viens d'esquisser, en donnant toute la suite des descendants, et fût-on arrivé à reconstituer l'état de la famille tel qu'il était à chaque date successive qu'on voudrait considérer, après tout cela, on n'aurait obtenu qu'un cadre vide, un squelette, qu'il faudrait encore garnir en groupant des renseignements d'un autre ordre : documents d'archives, papiers de famille, lettres, portraits, tout ce qui peut jeter du jour sur la vie et le caractère des aïeux, des père et mère, et des autres parents. Voilà comme on rebâtit pièce à pièce, et le moins mal qu'on peut, les foyers où les enfances se passèrent, en même temps qu'on reconstruit la suite des ancêtres, et qu'on est mis par là sur la trace des traits de ressemblance qu'un descendant illustre peut avoir avec les races qui se sont croisées dans les mariages dont il est issu.

Ce qui, dans le cas de madame de Staël, intéresse tout le public lettré, n'intéresse, quand il s'agit d'une famille obscure, que le nombre restreint des membres de cette famille ; mais le problème est le même : les conditions et les difficultés sont pareilles ; d'une manière générale, les recherches généalogiques sont essentielles pour connaître un homme à fond.

Sainte-Beuve était bien près d'être de cet avis, lorsqu'en définissant sa méthode, il disait qu'il faut considérer avec soin les proches d'un grand homme ; lorsqu'il cherchait à retrouver dans les frères de Boileau, dans les sœurs de Chateaubriand et de Pascal, les traits qui distinguent le caractère et le talent de ces illustres écrivains. (1)

Les recherches généalogiques ont leurs difficultés particulières ; il y faut une méthode, une tradition, des modèles. A cet égard, nous avons à Genève de grandes facilités, sans

(1) *Nouveaux Lundis*, tome III, page 18 et suivantes (article du 22 juillet 1862, sur Chateaubriand).

parler de celle que procure la concentration des registres dans la Chancellerie et les Archives de notre ville. Les amateurs de généalogie ont chez nous souvent des travaux déjà tout faits, toujours des points de repère, et en tout cas un modèle excellent à suivre dans les trois volumes de *Notices généalogiques* que M. Galiffe père a publiées il y a cinquante ans.

Ce fut une idée singulièrement heureuse et nouvelle que de faire pour la bourgeoisie genevoise les recherches généalogiques qu'on avait faites ailleurs pour les dynasties régnantes et la haute noblesse. Il fallait une âme bien trempée pour les mettre en état de paraître, les imprimer et les offrir à un public qui ne les demandait pas, qui n'en avait pas l'idée, et où les uns étaient ébahis, les autres grognons, les autres médisants, d'autres encore soupçonneux, et tous décourageants.

Rappelons aussi dans quel esprit vraiment droit ces généalogies ont été rédigées par M. Galiffe père et son continuateur. Un désintéressement absolu règne dans cet ouvrage. Point de complaisance pour les familles qui voudraient être plus distinguées qu'elles ne le sont ; point de malignité. On sait tout ce qu'un généalogiste découvre dans ses fouilles. Malheur à qui verrait dans les taches du passé autre chose qu'une leçon de bonhomie et d'indulgence pour le présent !

Et quel travail ! Vingt années d'une vie laborieuse ont été consumées à écrire ces trois tomes et les volumineux manuscrits qui en préparaient, j'aime mieux dire : en préparent et en font espérer la suite.

Il est vrai que souvent M. Galiffe père a laissé échapper des erreurs ; ses erratas n'en corrigent qu'un petit nombre, et tous ceux qui connaissent le sujet en auraient beaucoup d'autres à signaler. Certaines notices demandent une refonte

complète ; certaines assertions font sourire ; il y des points de suture où un œil attentif et exercé voit l'endroit faible de certaines filiations. Mais les savants de notre génération n'ont pas le droit de juger sévèrement ces fautes, tant que tous leurs travaux généalogiques, mis ensemble, n'égale pas encore la masse de ce qu'a fait un seul homme ; tant que les trois volumes que M. Galiffe père a rédigés demeurent dans ces matières l'ouvrage capital, unique : celui qu'on consulte toujours, à qui rien n'a disputé sur son terrain le rang qu'il occupe depuis cinquante ans dans l'estime des connaisseurs.

Sans doute on n'avait pas attendu M. Galiffe père pour s'occuper à Genève de ce qui fait le sujet de son admirable ouvrage. Dans beaucoup de familles, des chercheurs isolés s'étaient amusés à établir leur propre généalogie ; Leti avait inséré dans son *Cérémonial historique et politique* (Amsterdam, 1686) quelques notes sur vingt ou trente des meilleures familles de Genève, et le *Lexicon* de Leu a des articles pour un beaucoup plus grand nombre. Parmi les manuscrits de l'auditeur Léonard Bourdillon, qui datent de la fin du dernier siècle, et qui sont aujourd'hui à la Bibliothèque publique, il y a quelques cahiers qui contiennent des notices sur un certain nombre de familles genevoises.

Un travail beaucoup mieux fait, plus étendu, et qui est utile encore aujourd'hui, est l'ouvrage du syndic Naville-Rilliet, l'oncle de M. Galiffe père ; le seul à Genève, avant son neveu, qui se soit appliqué aux recherches généalogiques avec quelque esprit de suite. Il a compilé beaucoup de notes, et dressé l'arbre généalogique d'un grand nombre de familles genevoises. Les manuscrits précieux de ce savant magistrat sont arrivés entre les mains de son petit-neveu, M. Rilliet-de Candolle, qui en a donné une moitié à la bibliothèque de notre Société genevoise d'Histoire et d'Archéologie.

Ils avaient été inaccessibles pendant la vie de M. Galiffe père, qui n'a pas pu en profiter (1).

Dans sa propre génération, M. Galiffe père n'était pas le seul amateur de ce genre de recherches. Quelques-uns de ses contemporains, MM. Charles Eynard, Léonard Revilliod, Naville-de Chateauvieux, le baron de Grenus et le syndic Rigaud, partageaient ses goûts, et l'aidaient quelquefois dans ses études.

Après le départ de M. Galiffe père, qui quitta Genève après la publication du troisième volume de ses *Notices*, les travaux généalogiques furent continués par M. Louis Sordet, archiviste, qui écrivit un *Dictionnaire des familles genevoises* en trois forts volumes manuscrits, qui sont déposés à la bibliothèque de la Société d'Histoire et d'Archéologie, ouvrage considérable et toujours utile à consulter, mais qui aurait plus de prix aux yeux des connaisseurs, si M. Sordet ne s'était pas quelquefois égaré ou embrouillé en établissant ses filiations.

M. Galiffe fils a publié de 1857 à 1866 un quatrième volume de *Notices généalogiques* ; MM. Henri Bordier, Théo-

(1) Dans les *Etrennes patriotiques, ou Dictionnaire du Petit et Grand Conseil* (page 15), l'avocat Jacques Grenus, cette langue de vipère, avait noté chez le syndic Naville ce goût de recherches généalogiques :

« Il entend le blason et la généalogie ; il y cherche la pierre philosophale de la vanité, c'est-à-dire une souche noble ; il a la manie de parler de lui et de sa famille comme d'une des premières de l'Etat, ce qui a toujours beaucoup divertì les *bons fonds* de l'aristocratie. » En effet, la famille Naville, à cette date (1792) n'était parvenue que depuis quinze ou vingt ans aux suprêmes honneurs de la vieille République aristocratique.

Notre généalogiste, No. Isaac-Louis Naville-Rilliet, conseiller 1782, et syndic 1788, fut condamné à mort par le Tribunal Révolutionnaire : mais plus heureux que son cousin, François-André Naville, fusillé le 2 Août 1794, il s'était retiré à temps dans le pays de Vaud.

dore Claparède et Sautter-de Beauregard (1) ont fait imprimer les généalogies de leurs familles respectives ; enfin, depuis quinze à vingt ans, on a vu se former un petit groupe de quatre ou cinq chercheurs qui ont accumulé dans leurs tiroirs ou leurs portefeuilles des travaux assez considérables. Je nommerai M. Dufour-Vernes, M. Ferdinand Reverdin, M. Théophile Dufour, M. Alfred Covelle, et je mériterais sans doute une place à côté d'eux, si j'avais le loisir d'achever les recherches que je poursuis depuis une vingtaine d'années.

La table des minutes des notaires genevois, que M. Henri Bordier, pour les XVI^me et XVII^me siècles, et un comité de seize membres de la Société d'Histoire, pour le XVIII^me siècle, ont fait dresser par M. César Auquier, a facilité les travaux de cette nouvelle génération de chercheurs ; mais toutes les notes qu'ils ont amassées sont encore dans leurs portefeuilles (2). On ne sait pas assez combien la publicité est nécessaire en cette matière. Les recherches généalogiques ne portent tout leur fruit que quand le résultat en est accessible à tous.

Il faut songer que les registres publics peuvent être brûlés, comme on l'a vu à Paris en 1871. Donc il est bon que les particuliers gardent la note des actes de l'Etat-civil qui con-

(1) *Un jubilé de famille*, 1571-1871, 94 pages 12°. Genève, imprimerie Fick, 1871.

A propos d'un anniversaire, 141 pages 12°. Genève, imprimerie Fick, 1874.

Notice historique et généalogique sur la famille Sautter, 223 pages 8°. Genève, imprimerie Charles Schuchardt, 1880.

(2) Quelques-uns d'entre eux se sont heureusement associés à M. Galiffe pour préparer un cinquième volume de *Notices généalogiques*, dont la publication ne se fera pas longtemps attendre.

cernent soit eux-mêmes, soit ceux qui les ont précédés dans la vie ; il est bon que les filiations des familles qui tiennent à leur passé soient mises en sûreté. Le moyen le plus simple et le plus sûr de les conserver à tout jamais, c'est de confier à la presse le petit nombre de pages qui suffit à retenir la plus longue suite de générations.

Eugène RITTER,

Professeur à l'Université de Genève.

APPENDICE

M. le baron de Coston, savant dauphinois, auteur d'un ouvrage estimé sur les noms propres (1) et d'une *Histoire de Montélimar*, a bien voulu me communiquer les renseignements qu'il a recueillis sur la famille Albert, à laquelle appartenait la grand'mère maternelle de madame de Staël. Ces notes intéressantes font désirer la publication intégrale des documents dont elles sont tirées.

Elles sont suivies de l'esquisse du tableau généalogique de la famille Albert. Ici encore, le lecteur pensera comme moi que le sujet vaut bien la peine qu'on l'étudie ; on aimerait à voir réunir tous les renseignements qui peuvent se trouver aux archives de Montélimar, sur la famille Albert et sur toute l'ascendance de madame de Staël.

1588. La ville de Montélimar étant tombée au pouvoir des protestants, Jean Albert, marchand, fut nommé premier consul.

1634. Jean Albert, avocat, fils du précédent, avait hérité de lui une maison dans la Grande-Rue de Montélimar, place de l'Herberie.

(1) *Origine, étymologie et signification des noms propres et des armoiries.* Paris. Aug. Aubry. 1867. 364 pages, grand in-octavo.

1659 (29 Septembre). Rippot, notaire. Testament de Catherine Allard, veuve de Jean Albert, bourgeois, en faveur de Jean Albert, bourgeois, son fils aîné, avec un legs de 60 livres à chacun des fils de ce dernier, qui étaient Jean, Paul et Antoine Albert.

1698 (1^{er} Mai). Rippot, notaire. Mariage, célébré le 22 Mai 1697, de Jean Albert, avocat à Montélimar, avec Madeleine Répara, fille de feu Jean Répara. Dot, 6,300 livres. Jean Albert possédait le domaine de Cardenau (ou Cardenou) sur la commune de Bonlieu (à trois lieues à l'est-nord-est de Montélimar).

1698 (29 Septembre). Naissance de Madeleine Albert.

1720 (17 Mai). Le comte de Médavie, gouverneur du Dauphiné, accorde un passeport (valable pour six semaines) à Madeleine Albert, et à Jean, son père ; ils quittèrent le Dauphiné et vinrent demeurer en pays protestant ; Madeleine Albert épousa le pasteur Curchod.

1723 (22 Juin). Jugement rendu par le sénéchal de Montélimar, permettant à Anne Albert de se mettre en possession des biens de Madeleine sa sœur, et de Jean, son père.

1726 (12 Mai). Mort de Anne Albert, fille de Jean, avocat, et sœur de madame Curchod. Elle avait embrassé la religion catholique peu avant sa mort, et fait son testament en faveur de Jacques Peytier, avocat à Montélimar, son cousin.

1732 (2 Septembre) Andrau, notaire. Acte relatif à l'héritage d'Anne Albert, dévolu à Jacques Peytier.

1761 (1^{er} Juillet). Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, duquel il

résulte qu'André Hortal, de Montélimar, avait hérité des biens de Madeleine Albert, sa cousine, considérée par suite de son émigration, comme morte civilement et *ab intestat*.

1763 (25 Novembre). Boisset, notaire. Vente par Jacques Peytier, à Louis de Moreton, comte de Chabrillan, du domaine de Cardenau, pour 9200 livres, payées à Suzanne Curchod, fille de Spectable Louis-Antoine Curchod, ministre à Cras-sier; la dite somme due par Peytier à Curchod pour le montant des promesses et billets à lui consentis. Sozanne Curchod déclare qu'elle a l'intention de s'établir en France, et signe la quittance. — Les prétendus billets étaient sans doute un moyen détourné employé par Peytier pour restituer à sa cousine le prix du domaine de Cardenau.

COMPTE-RENDU

DES

TRAVAUX DES SECTIONS

PENDANT L'ANNÉE 1881

I

Section des Sciences naturelles et mathématiques.

Voici la liste des communications présentées à la *Section des Sciences mathématiques et naturelles* pendant l'année 1881 :

Professeur SCHIFF. De l'action du chloroforme appliqué directement sur la peau.

Emile YUNG. Recherches expérimentales sur l'action des poisons chez les mollusques.

Professeur C. VOGT. Comment les animaux aquatiques se sont transformés en animaux à respiration aérienne.

Docteur PÉTAVEL. Un cas de syphilis chez une nourrice.

Emile YUNG. Extension de la théorie de l'évolution aux systèmes stellaires.

Docteur H. OLTRAMARE. Du virus syphilitique et de la vaccination syphilitique.

Docteur PÉTAVEL. Sur un monstre humain hémicéphale.

Professeur H. FOL. Sur un nouveau Rhizopode.

Professeur C. VOGT. Compte-rendu d'un voyage scientifique au Sahara.

Professeur C. VOGT. Sur les prétendus organismes des météorites.

Professeurs D. MONNIER et C. VOGT. Sur un nouveau mode de production artificielle des formes organiques.

La Section a reçu un nouveau membre honoraire dans la personne de M. Ræber, pharmacien de l'Hôpital de Genève, et elle a nommé M. le professeur G. Retzius, de Stockholm, membre correspondant.

Enfin elle a délégué MM. les professeurs D. Monnier, d'Espine et docteur Haltenhoff pour la représenter officiellement au Congrès international d'hygiène qui a eu lieu à Genève dans le courant de l'année.

II

Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire.

Pendant l'année 1881, la *Section des Sciences morales et politiques, d'Histoire et d'Archéologie* a tenu neuf séances.

Elle a entendu les communications suivantes :

De M. FONTAINE-BORGEL. Sur Louis-Auguste Brun, peintre, ancien maire de Versoix, et sur l'histoire de Lancy.

De M. Jules Vuy. Sur le fort de St-Catherine ; une chanson sur l'Escalade ; le rôle des Bernois après la conspiration de Lausanne, 1588 ; des procès de sorcellerie.

De M. DUVAL. Sur des procès de sorcellerie.

De M. E. GOLAY. Sur la concordance du droit civil et du droit public.

De M. GRAND-CARTERET. Sur la caractéristique de l'art dans les républiques du Moyen-Age.

De M. ROUMIEUX. Une troisième série de médailles genevoises.

De M. Henri FAZY. Sur les rapports de Genève avec le prince de Condé et le duc d'Alençon.

De M. Louis DUFOUR. Sur les pertes des Genevois dans les guerres de 1589 à 1590.

De M. MENN. Pétition en vue d'obtenir une loi fédérale sur les brevets d'invention.

Pendant l'année 1881, la Section a reçu comme membre honoraire M. Edgar Masson, docteur-médecin. Elle a perdu cinq de ses membres correspondants : le comte Arrivabene, le comte Franchi-Vernay, l'économiste Joseph Garnier, Ferdinand Keller, et Melegari, ancien ambassadeur d'Italie, à Berne.

III

Section de Littérature.

De février 1881 à février 1882, la *Section de Littérature* a tenu six séances ordinaires, quatre séances de membres effectifs et une séance publique.

Elle a perdu deux de ses membres fondateurs : MM. Amiel

et Albert Richard. M. Eugène Ritter a été choisi par elle pour remplacer M. Amiel dans le collège des membres effectifs. Elle a reçu trois membres honoraires : MM. Émile Julliard, Salmon et David Tissot.

Elle a nommé sept correspondants :

MM. BONHOTE, bibliothécaire, à Neuchâtel ;
Victor CHERBULIEZ, membre de l'Académie française ;
CORNU, professeur à l'Université de Prague ;
Théophile DROZ, professeur au Polytechnicum de Zurich ;
Philippe GODET, avocat, à Neuchâtel ;
Jules LE COULTRE, professeur, à Neuchâtel ;
Jules TROUBAT, bibliothécaire, à Compiègne.

Elle a renouvelé son bureau, qui est aujourd'hui formé de MM. Eugène Ritter, président ; Pierre Vaucher, vice-président et trésorier, Duvillard, secrétaire ; Louis Morel, secrétaire-adjoint.

Dans la séance publique du 20 décembre 1881, il a été rendu compte du résultat du concours de poésie. Dans la prochaine séance annuelle de l'Institut, il sera rendu compte du concours ouvert pour une *Nouvelle Suisse*.

Dans les séances ordinaires, il a été lu plusieurs morceaux de poésie. Les auteurs étaient MM. Théophile Droz, Émile Nicole, l'abbé Roussel, Scheler, David Tissot, Pierre Vaucher et Jules Vuy. On a particulièrement remarqué *l'Aiguilleur*, de M. Scheler, et le *Missel d'amour*, de M. Droz.

M. André OLTRANARE a donné lecture de deux séries de lettres, fort intéressantes les unes et les autres. Les premières avaient été écrites par feu Marc Fournier, et racontaient son voyage en Espagne. Les autres, écrites de Suède par un

nos jeunes compatriotes, M. Lemaître, qui occupe auprès des princes de la maison royale une place honorable, contenaient une description bien faite de l'aspect et des mœurs de cette contrée septentrionale.

Dans trois séances successives, MM. Pierre Vaucher, Hornung et Jules Vuy, ont rendu hommage à la mémoire de M. Amiel, raconté sa vie et communiqué des extraits de sa correspondance.

M. Pierre VAUCHER a lu une étude solide et bien écrite sur l'histoire de Genève au temps des derniers princes-évêques, qui ont résidé dans notre ville.

M. DUVILLARD a communiqué une esquisse littéraire : le portrait de Petit-Senn, travail consciencieux et animé.

M. Charles RITTER nous a entretenu de l'Académie française et a signalé entre autres ce fait, qu'elle ne possède pas aujourd'hui un seul homme qui ait fait une étude spéciale de la langue française et de la philologie, lacune singulière dans un corps qui a compté parmi ses membres, depuis Vaugelas et Furetière jusqu'à Raynouard et Littré, la plus belle suite de grammairiens et de lexicographes ; — lacune qui subsistera jusqu'à ce que l'Académie ait appelé dans son sein MM. Michel Bréal et Gaston Paris.

IV

Section des Beaux-Arts.

Du 1^{er} janvier au 31 décembre la *Section des Beaux-Arts* a tenu huit séances dont deux des membres effectifs.

Elle a eu à juger le concours qu'elle avait ouvert pour la composition d'un diplôme pour l'Institut ; neuf dessinateurs ont

envoyé des projets et le Jury, élu en partie par les artistes, a décerné à MM. Gustave Schwartz, un premier prix, **Ménil Ravoire** un second, Charles Carrière un troisième, et **Louis Berteault** une mention honorable. Aucun des projets ne contentant complètement le Comité de gestion, les quatre lauréats ont été appelés à faire un nouveau dessin. Un seul d'entr'eux, M. Ménil Ravoire, ayant répondu à l'appel du Comité, son projet considérablement amélioré a obtenu une nouvelle récompense, et, ayant été adopté, il s'exécute actuellement en phototypie.

A propos de l'Exposition nationale de Zurich, qu'elle a décidé d'appuyer, la Section s'est de nouveau occupée de la demande d'une loi fédérale garantissant la propriété de l'invention des formes, modèles et dessins destinés à l'industrie.

La Section a ouvert un concours de céramique, dont le sujet est la décoration d'un plat au grand feu ; le choix du procédé est laissé à la liberté de l'artiste ; une somme de 500 francs est affectée à ce concours, auquel sont invités les artistes résidant à Genève et les artistes suisses.

Ont été élus membres correspondants : MM. **Giuseppe Arrigo**, compositeur de musique, à Turin ; **Léon Charvet**, architecte, inspecteur de l'enseignement du dessin, à Lyon ; **Antoine Henseler**, secrétaire de la Société suisse de numismatique, à Fribourg ; **Geskel Saloman**, peintre, à Stockholm.

V

Section d'Industrie et d'Agriculture.

Pendant l'année qui vient de s'écouler, la *Section d'Industrie et d'Agriculture* a tenu quinze séances dont sept de membres effectifs.

Comme agriculture, elle a entendu des communications de **M. ARCHINARD**, sur une nouvelle maladie du pain, d'après **M. Ferrand**, pharmacien à Lyon ; sur la culture des asperges ; sur un moyen de guérir l'antrachnose de la vigne ; sur la culture de la vigne en Egypte, d'après le **D^r Corvidou**, du Caire. De **M. GRANDCHAMP**, sur un moyen de faire fructifier les arbres fruitiers, et sur un procédé pour hâter la floraison des camélias. De **M. LACMENAL**, sur les résultats obtenus de la culture de quelques courges. De **M. Auguste de NIEDERHAUSEN**, sur le concours agricole de Lucerne et sur une visite à la fabrique de lait condensé de Cham. De **M. ROCHAT**, sur la grêle, d'après le mémoire de **M. Ryniker**, forestier-chef du canton d'Argovie.

Comme industrie, un second rapport de **M. MENN**, sur la fabrique de poteries artistiques de **M. Schwartz**. De **M. ROCHAT**, sur le projet d'Exposition nationale de Zurich. De **M. SCHÆCK-JAQUET**, sur une visite à la fabrique de bière de **M. Fluhler**, à St-Georges. De **M. SOLARI**, sur un moyen mécanique d'arrêter un train en marche. De **M. UHLER**, sur la réorganisation de l'Ecole polytechnique.

De **MM. DUSSAUD** et **MASSOL**, sur les chemins de fer à voie étroite de St-Julien à Fernex par Genève. De **M. CHALLET-VE-NEL**, sur les tramways en opposition aux chemins de fer à voie étroite pour la même ligne ; et un rapport au nom d'une commission nommée sur la demande du Département des finances pour examiner les intérêts du canton dans le renouvellement du traité de commerce avec l'Italie.

La Section a appuyé et signé la pétition adressée au Conseil fédéral pour demander une loi garantissant la propriété des inventions dans l'industrie. Elle est entrée comme l'une des sociétés adhérentes dans la fédération des Sociétés d'agriculture de la Suisse romande et a désigné comme ses délégués

aux assemblées de cette fédération, MM. L. Archinard et Auguste de Niederhausern. Elle a continué à faire paraître, sous son patronage et la direction de M. Archinard, *l'Almanach de la Suisse romande*, qui en est arrivé à sa vingt-quatrième année.

Les membres ont continué à apporter des fleurs et des fruits au commencement de l'année, et, pour encourager ces apports, la Section a décerné des récompenses à MM. Grandchamp, Nicodet et Lachenal. Elle a également décerné à M. Schwartz une médaille d'argent pour encourager les efforts qu'il a faits pour implanter l'industrie de la céramique à Genève.

M. FORESTIER a, à plusieurs reprises, apporté aux séances des séries d'instruments nouveaux pour l'agriculture, l'horticulture et l'économie domestique.

MM. Faton et Rollanday ayant demandé à passer membres émérites, la Section a élu pour les remplacer MM. Auguste de Niederhausern, agronome, et Edouard Uhler, ingénieur, directeur de l'usine d'Armoy.

Ayant à procéder au renouvellement de son bureau, la Section a élu : MM. Louis Archinard, président, Auguste de Niederhausern et Rochat, vice-présidents, Charles Menn, secrétaire, et Gabriel Tournier, trésorier.

Pendant l'année, la Section a perdu par décès six de ses membres : MM. Euryale Cazeaux, ancien inspecteur général de l'Agriculture en France, Mauro Macchi, sénateur italien, et Henri Sainte Clair-Deville, professeur de chimie, à Paris, membres correspondants ; Jules Maigrot, Jacques Reichenbach et Georges Watter, membres honoraires.

La Section a admis huit nouveaux membres : MM. Jean

Four et Henri Giessler, négociants, Emile Hoffmann, représentant de commerce, Hermann Hug et Imer-Schneider, ingénieurs, Lucien Knecht, fabricant de poteries à Colovrex, Revuz-Poulin, commissionnaire, et Auguste Stutzmann, fondeur.

Publications.

En fait de publications, l'Institut a achevé l'impression du tome XXIV du *Bulletin* et commencé l'impression du tome XV des *Mémoires*; enfin, d'après une décision du Conseil de gestion, les *Lois et règlements* de l'Institut ont été réunis et publiés en brochure.

Bibliothèque.

Pendant l'année 1881 la bibliothèque a reçu 286 volumes, 236 brochures et livraisons de publications périodiques et 1 atlas;

	Volumes	Brochures	Atlas
Dons d'administrations publiques, d'institutions ou comités officiels ...	6	20	1
Dons de particuliers	143	117	
Reçu par échange de sociétés scientifiques	122	77	
Reçu de sociétés pour compléter.	4	14	
Reçu de sociétés pour nouveaux échanges	4	24	
Par abonnement	6	4	
Par achat	1		

Les nouveaux échanges se font avec les sociétés suivantes :

Bulletin d'histoire ecclésiastique des diocèses de Valence,
Gap, Grenoble et Romans.

Annales du musée Guimet, à Lyon.

Naturhistorisch-Medizinischen Verein zu Heidelberg.

Archives du Musée Teyler, à Haarlem.

American Metrological Society, New-York.

The Canadian Antiquarian and numismatic Society of Mon-
treal.

Comptes de l'exercice 1881, arrêtés par l'Assemblée générale

Recettes

Solde disponible au 1 ^{er} Janvier 1881	Fr. 2,333 85
Allocation de l'Etat.....	5,000 »
Recette provenant de la Vente des <i>Bulletins et Mémoires</i>	391 95
Intérêts à la Banque de Genève.....	36 10

Dépenses

Allocation à la Section des Sc. Mor. et Politiques.	Fr. 400 »
» » de Littérature pour les exerci- ces 1880 et 1881	800 »
» » des Beaux-Arts	400 »
» » d'Industrie et d'Agriculture.	400 »
Impression du <i>Bulletin</i> (tome XXIV) à compte.....	1,500 »
Impressions diverses, convocations, etc.	72 »
Frais de gravure et de lithographie pour les travaux de MM. Roumieux et Fontaine.....	306 »
Exécution du dessin pour le diplôme de l'Institut.....	100 »
Indemnités au secrétaire général et au bibliothécaire.....	600 »
Menus frais pour le service de la Biblio- thèque.....	73 30
Frais d'éclairage et gratification au concierge du Bâtiment Electoral.....	130 40
Chauffage.....	84 40
Assurance.....	26 90
Frais divers.....	21 »

Fr. 4,914 »

Fr. 7,761 90

A déduire les dépenses..... 4,914 »

Solde disponible..... Fr. 2,847 90

TABLE DES MATIÈRES

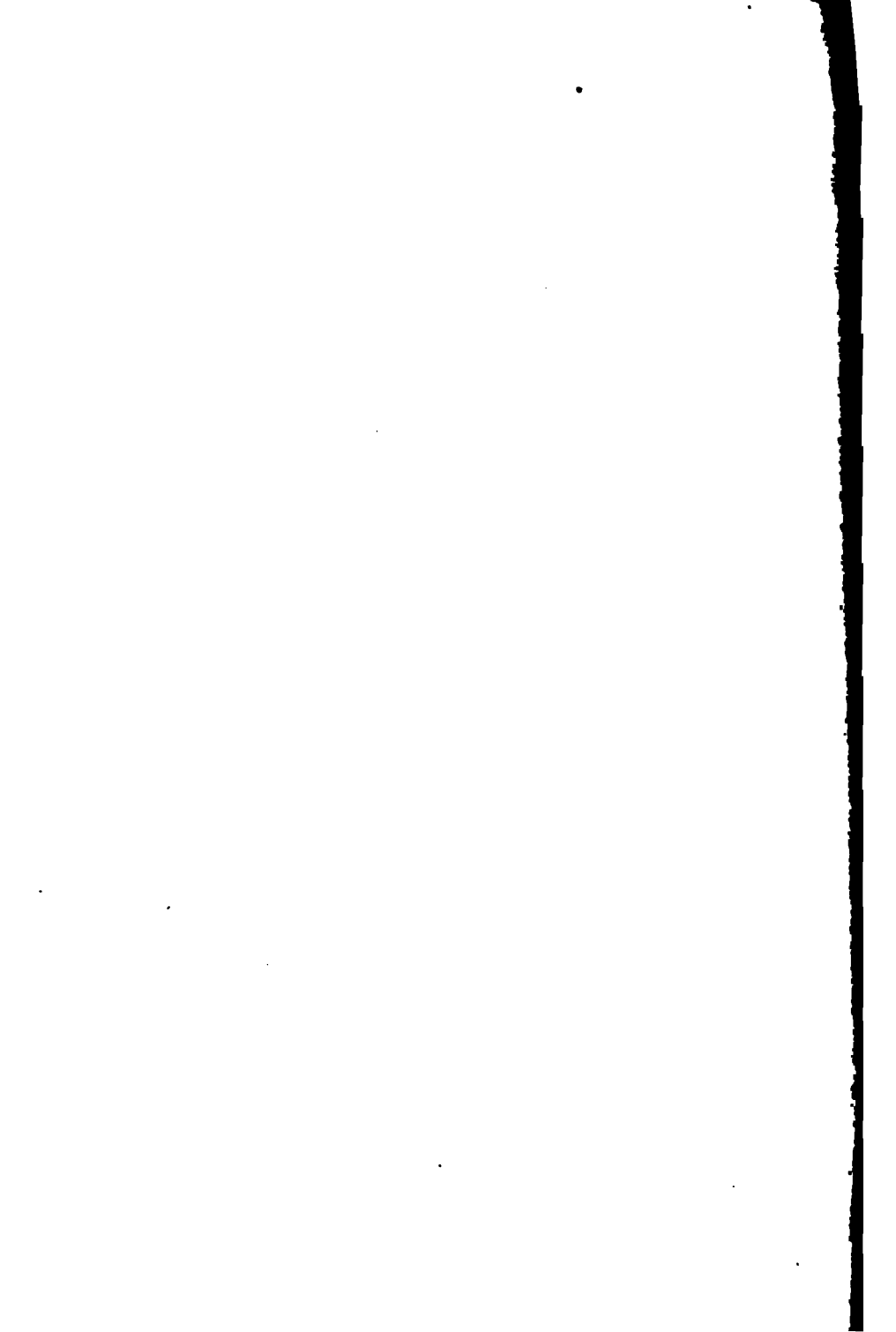
Discours prononcé par M. le professeur Ch. Vogt, à la séance générale du 23 mai 1882.....	1
Notice sur MM. de Bons et Amiel, par M. le professeur E. RITTER	17
Rapport sur le concours de nouvelles suisses, ouvert par la Section de Littérature, par M. le professeur Ed. HUMBERT.....	29
Rapport sur le concours de céramique ouvert par la Section des Beaux-Arts, par M. H. SILVESTRE.....	53
L'intérêt de la Suisse dans la question monétaire et la Conférence de Paris, par M. Laurent KARCHER.....	59
Rapport de la Commission de la Section d'Industrie et d'Agriculture sur les questions concernant le renouvel- lement du traité de commerce entre la Suisse et l'Italie, rapport présenté par M. CHALLET-VENEL....	87
Histoire de Lancy dès les anciens temps jusqu'à nos jours, par M. Claudius FONTAINE-BORGEL.....	101
Origine des idées politiques de Rousseau, par M. Jules VUY (troisième mémoire)	273
Histoire de l'Escalade, par David PIAGET, publiée avec introduction et notes par MM. L. DUFOUR-VERNES et Eug. RITTER.....	347

Discours d'ouverture prononcé par M. le professeur Eug. RITTER, à la séance publique de la Section de Littérature.....	411
Notice sur Louis Vaucher, par M. le professeur Marc MONNIER.....	415
Notice sur Rodolphe Rey, par M. le professeur HORNING	425
<i>L'Egalité</i> , poésie, par M. Ant. CARTERET.....	435
<i>L'Envie</i> , poésie, par M. Jules SALMSON.....	445
<i>Adieux d'un poète à son manuscrit</i> , dialogue en vers, par M. le professeur E. JULLIARD.....	451
Influence de l'ouverture de l'exploitation du chemin de fer du Gothard sur le commerce de la place de Genève, mémoire présenté à la Section d'Industrie et d'Agricul- ture, par M. CHALLET-VENEL.....	457
Tarif des péages, rapport de M. CHALLET-VENEL à la Section d'Industrie et d'Agriculture.....	485
Les recherches généalogiques à Genève, par M. le pro- fesseur E. RITTER.....	507
Compte-rendu des travaux des Sections pendant l'année 1881	523
Comptes de l'exercice 1881 arrêtés par l'Assemblée générale.....	533

BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS



BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

DISCOURS

DE

M. le Professeur Charles VOGT, Président de l'Institut,

à la séance annuelle et publique du 1^{er} Mai 1883.

MESDAMES ET MESSIEURS ! CHERS COLLÈGUES !

Il y a une année que, frappé par la mort récente d'un homme qui a imprimé son sceau impérissable non seulement aux sciences qu'il cultivait spécialement, mais au développement de toutes les branches de l'activité scientifique, je vous disais que le moment n'était pas encore venu pour moi d'apprécier l'influence qu'a exercée Charles Darwin, qu'il fallait laisser un certain temps aux sentiments douloureux que la mort de ce géant dans le royaume de la pensée éveillait nécessairement, pour pouvoir présenter, avec calme, le tableau de travaux qui ont fait éclore une nouvelle ère d'activité scientifique.

Un an s'est écoulé, et je puis presque dire que je viens trop

tard pour ajouter mon obole aux nombreuses offrandes que les savants de tous les pays ont apportées sur cette tombe élevée par le vœu de la nation anglaise tout entière dans l'Abbaye de Westminster, ce sanctuaire des gloires nationales. Je viens peut-être trop tard ici, à Genève même, où une plume plus autorisée que la mienne a retracé, dans un récit plein de charmes, des souvenirs intimes de rapports amicaux et d'efforts simultanés. Mais mieux vaut tard que jamais, et l'Institut National Genevois ne saurait rester étranger à ces manifestations vis-à-vis d'un homme dont le travail intellectuel domine la seconde moitié de notre siècle.

Ce n'est pas une vie riche en aventures que celle de notre maître. Sollicité un jour par l'éditeur d'un dictionnaire biographique de lui fournir quelques notes, Darwin donnait la réponse suivante : « Je vins au monde, je me mis à étudier, je fis un tour autour du monde et je continue à étudier ! » C'est, en effet, l'esquisse de sa vie tout entière ! Darwin naquit en 1809 à Shrewsbury, commença ses études à l'âge de seize ans à Edimbourg, y fit son doctorat en médecine en 1851, et s'embarqua presque immédiatement après pour faire, sur le navire de Sa Majesté « Beagle », sous le commandement du capitaine Fitzroy, un voyage d'exploration autour du monde, dont il revint cinq ans après, ayant visité les îles du Cap-Vert, le Brésil, la Plata, la Terre-de-Feu, la côte ouest de l'Amérique du Sud, les îles de l'Océan Pacifique, l'Australie, le cap de Bonne-Espérance, l'île de Sainte-Hélène et les Açores. C'est un tour assez ordinaire, qui a été fait maintes fois avant Darwin, maintes fois après lui ; mais le voyage du « Beagle » sera cité encore longtemps, lorsque les autres seront oubliés ! Le médecin du bord était un jeune homme, très peu préparé, comme il le dit lui-même, pour un voyage d'exploration, mais il apportait un corps rompu à tous les exercices, une intelli-

gence ouverte et une ardeur peu commune pour l'observation. Il se jette à corps perdu dans toutes les études, collectionne des roches et des pétrifications, des animaux et des plantes, examine et travaille sans trêve ni repos et revient à la fin avec des collections considérables, des volumes de notes et, ce qui vaut encore mieux, une tête remplie de connaissances et d'idées. Heureux homme ! Il n'était pas arrêté dans ses observations par un plan préconçu ou par des connaissances inculquées à l'école ; il était encore moins embarrassé par les perspectives de l'avenir. Quelques années après son retour, il se marie, et, fidèle au conseil donné au commencement du « *Vicar of Wakefield* », que nous avons tous traduit pour apprendre l'anglais : « *I was ever of opinion, that the honest man who married and brought up a large family,* » il s'entoure dans son domaine de Down, près Beckenham, d'une nombreuse descendance, au milieu de laquelle il continue à étudier, à travailler, à publier jusqu'à sa mort, survenue le 16 avril 1882.

Heureux homme, suis-je tenté de m'écrier encore une fois. En considérant la vie de tant de savants anglais, qui brillent encore aujourd'hui comme esprits originaux, comme travailleurs opiniâtres et féconds, et parmi lesquels je ne veux nommer que le botaniste Hooker, les zoologistes Huxley et Wallace, je suis frappé de ce fait, qu'ils ont suivi tous une carrière semblable, vagabondant sur terre et sur mer pendant leur jeunesse, pour rentrer ensuite le cerveau richement meublé d'observations recueillies en pleine liberté, sans parti pris et pour se livrer à des travaux marqués du sceau d'une originalité prime-sautière et allant droit au but. Je ne veux médire de notre système d'éducation, ni du sort qui attend les savants du continent ; mais je ne puis m'empêcher de remarquer que les hommes qui ont réellement produit des

idées originales, qui ont frayé des voies nouvelles, appartiennent le plus souvent au nombre de ceux qui n'ont pris de l'école que juste ce qu'il faut pour ne pas être incultes. Le noble poulain ne saurait développer, à ce qu'il paraît, toutes ses brillantes qualités au milieu d'une écurie — il lui faut la vaste étendue pour pouvoir donner la mesure de ses forces.

Darwin n'a jamais eu un emploi public; il n'a jamais été professeur, et comme me le fit remarquer un jour un docte confrère, on s'en aperçoit bien en lisant ses ouvrages!

Certes, Messieurs, ce dur métier de professeur a ses avantages et ses jouissances. C'est un grand plaisir de se voir entouré d'auditeurs studieux et attentifs; c'est une grande satisfaction de voir arriver d'anciens élèves, à la vue desquels on peut se dire: « Tu as contribué à leur ouvrir une carrière, dans laquelle ils te font honneur! » Mais le professorat, surtout tel que nous le concevons en Suisse et en Allemagne, a aussi ses inconvénients. Je ne parle pas ici de ceux qui ruminent chaque année le même cahier, immuable depuis le moment où ils l'ont composé pour la première fois et qui sont contents lorsqu'ils ont administré la dose quotidienne congrue à leur auditoire. Mais la nécessité qui nous est imposée par notre devoir de parcourir le champ entier d'une branche de la science, de nous tenir au courant de tout ce qui se produit, de suivre avec la même attention toutes les directions qui se manifestent et que l'on ne peut négliger, si on veut donner à son public un corps de la science aussi complet que possible, cette égalité et universalité même, qu'on réclame de nous à juste titre, entraînent à des conséquences qu'il convient de regarder en face. Il y a nécessairement quelque chose de l'aventurier, du pionnier hardi, dans l'esprit de celui qui se livre à des spéculations neuves et originales on n'est inventeur de grandes idées qu'à la condition de négliger

les objections, de les ignorer même, quitte à les résoudre plus tard, lorsqu'on a fait la première trouée. Combien de fois n'ai-je pas entendu sortir de bouches sincères cet aveu : « J'ai eu la même idée, je l'ai caressée pendant un certain temps, mais je n'ai pas osé la mettre au jour, parce que je prévoyais telle ou telle objection, que dans le moment je ne savais pas combattre ! » Plus que tout autre, le professeur est accessible à ces hésitations, que l'homme libre et indépendant n'éprouve pas ; plus que tout autre, le professeur est souvent arrêté dans son essor original, parce que les nécessités de son enseignement le forcent à rester dans les ornières tracées par l'école. Le savant ne connaît pas ces péripéties ; il n'est pas obligé de s'occuper d'insectes, lorsqu'il voudrait creuser un problème touchant les mammifères ; il peut aller de l'avant, *go ahead*, sans regarder à droite ou à gauche, sans s'engager dans des chemins de traverse qui pourraient le détourner du but qu'il se propose d'atteindre. Scrutez l'histoire des sciences, des grandes découvertes, des idées générales et fécondes qui ont laissé une empreinte profonde, et vous verrez que, dans la grande majorité des cas, ces résultats ont été produits par des hommes qui pouvaient se livrer entièrement à leurs travaux de prédilection et qui n'étaient pas embarrassés dans leur marche par le fardeau de l'école, dont d'autres sont chargés.

Revenons à Darwin qui heureusement joint à une position indépendante une force de travail stupéfiante et une persévérance hors ligne. Il est de retour ; il abandonne à des coryphées de la science une partie de ses collections et se retire à la campagne pour rédiger son journal et le récit de son voyage. « En me livrant à ce travail, dit-il, avec cette modestie presque naïve qui le caractérise, il m'a semblé qu'on pourrait savoir quelque chose sur la genèse des espèces, en recueillant

« patiemment et en pesant toutes sortes de faits qui pourraient
« contribuer à éclaircir cette question. » — « Après avoir
« mené ce travail pendant cinq ans consécutifs, continue-t-il,
« je pris le courage de réfléchir plus intimement sur cet objet
« et de coucher sur le papier quelques courtes remarques,
« que je complétais un peu en 1844, en y ajoutant les conclusions
« sions qui me semblaient avoir le plus de probabilité. Depuis
« ce temps je continuai à poursuivre cet objet avec un labeur
« persistant. J'espère qu'on m'excusera, si je produis ici ces
« détails tout à fait personnels; je ne les cite que pour montrer
« que je n'ai pas agi avec précipitation. »

C'est ainsi que s'exprimait Darwin en 1859, vingt-deux ans après la première conception de son œuvre immortelle, quinze ans après la première rédaction de son projet, qu'il avait communiqué heureusement à quelques amis éminents, tels que Sir Charles Lyell et Dr Hooker. Encore ne fut-ce que forcé par des circonstances impérieuses que Darwin se décida à publier son ouvrage. Plongé dans ses recherches, ses observations et ses expériences, dévorant des bibliothèques entières, entretenant une correspondance étendue avec des naturalistes, des éleveurs, abattant de l'ouvrage pour dix, malgré sa santé chancelante qui lui imposait les plus grands ménagements, il avait conçu le plan de faire paraître d'abord, dans une série d'ouvrages, toutes ses observations, tous ses matériaux recueillis pendant si longtemps pour faire suivre ces preuves seulement plus tard par les conclusions qu'il croyait devoir en tirer. Une circonstance fortuite, heureuse pour la science, le força de renverser ce plan.

Alfred-Russell Wallace, un éminent naturaliste, qui a reformé, il y a quelques années, de fond en comble la géographie zoologique en lui donnant des bases nouvelles, plus jenne que Darwin de treize ans, avait fait un long séjour scientifique sur

les bords de la rivière des Amazones. Après avoir rétabli en Angleterre tant bien que mal sa santé gravement compromise, Wallace avait entrepris, en 1854, un voyage à l'Archipel malais qui devait le retenir pendant huit ans. C'est pendant ce voyage qu'il rédigea un mémoire et l'envoya à Darwin avec la prière de le présenter à la Société Linnéenne de Londres. Ce travail portait de la même idée fondamentale qui faisait la base du mémoire que Darwin gardait depuis 1844 en portefeuille ; il s'appuyait souvent sur les mêmes arguments. Les amis cités, auxquels Darwin exposait le cas, décidèrent que les deux mémoires devaient paraître en même temps dans les actes de la Société Linnéenne et que Darwin devait publier immédiatement le traité contenant ses conclusions.

Ainsi fut fait. Les deux mémoires parurent en 1858 ; le livre de Darwin sur l'origine des espèces, en 1859.

Les deux hommes étaient arrivés, indépendants l'un de l'autre, comme dit Darwin lui-même, « exactement aux mêmes conclusions générales sur l'origine des espèces ». Se sont-ils attaqués, se sont-ils fait une guerre acharnée pour la priorité, en se lançant des insinuations, des injures même ? Pas le moins du monde ! Chacun reconnaissait le mérite de l'autre ; tous les deux ont continué à travailler, chacun de son côté, à la solution des problèmes soulevés ; lorsqu'il y avait divergence sur des points particuliers, on discutait les arguments pour et contre courtoisement, en vrais amis, et ce fut Wallace qui pleura sur la tombe, avec des accents venant du cœur, la perte de son grand rival.

Vingt-quatre ans se sont écoulés depuis la publication du livre sur l'origine des espèces. Aujourd'hui, où toutes nos pensées sont pénétrées des enseignements répandus par ce livre remarquable, où les conclusions établies par Darwin ont passé dans le domaine de toutes les nations civilisées,

aujourd'hui nous ne pouvons nous faire une idée de l'impression produite par cette œuvre. Permettez-moi, Messieurs, pour vous faire connaître cette impression, de vous citer le commencement de l'épilogue par lequel Bronn, le célèbre paléontologiste, terminait sa traduction allemande, parue en 1860 :

« Et maintenant, cher lecteur, qui as suivi avec attention
« et jusqu'à la fin la marche des pensées contenues dans ce
« livre merveilleux, à quoi en es-tu avec la tête ? Tu cherches
« à rassembler ce qui reste encore de tes vues sur les phénomènes naturels les plus importants, tu cherches à découvrir
« ce qui se tient encore debout de tes convictions antérieures,
« que tu croyais inébranlables jusqu'ici ? Ce ne sont pas des
« découvertes faites avec le télescope ou avec un microscope
« grossissant dix mille fois, ce ne sont pas des éléments chimiques nouveaux, que l'auteur met en avant pour ébranler
« notre manière de voir ; c'est en partant de points de vue
« nouveaux qu'un éminent naturaliste examine, avec sagacité
« et intelligence, tous les faits qu'il a recueillis et triés depuis
« vingt ans, qu'il a tournés et retournés dans son esprit depuis
« vingt ans. Profondément plongé dans son objet, intimement
« convaincu de la vérité des résultats obtenus, cet homme
« expose ses résultats avec une telle clarté lumineuse, les
« envisage avec tant d'esprit, avec une telle logique inattaquable, en tire des conclusions tellement importantes, que
« nous ne pouvons nous défendre d'une profonde impression,
« quelle qu'ait été notre manière de voir, et que nous ne pouvons
« refuser notre admiration à la sincérité avec laquelle
« il va au-devant de toutes les objections possibles, pour les
« discuter suivant leur importance. L'auteur avoue qu'on
« pourra opposer des raisons à celles qu'il produit, mais il
« discutera ces objections en détail dans des ouvrages ulté-

« rieurs, n'ayant voulu donner ici qu'une exposition générale
« de sa théorie.

« Un ouvrage exécuté de cette manière, ne peut manquer
« d'appeler la plus grande attention, lorsqu'il s'est proposé
« d'éclairer les profondeurs les plus cachées de la nature, de
« résoudre le problème le plus considérable, réputé insoluble
« jusqu'à présent, et de démontrer dans le monde organique
« une seule pensée, une seule loi fondamentale qui gouverne
« ce monde dans le temps et dans l'espace, tout comme la
« gravitation gouverne les corps célestes et l'attraction élec-
« tive toute matière, une loi générale à laquelle peuvent se
« réduire toutes les lois spéciales établies jusqu'à présent.
« C'est la loi du développement par sélection naturelle qui
« domine par le temps et par l'espace toute la nature orga-
« nique dans l'ensemble comme dans l'individu. »

Bronn avait raison.

Une bombe tombée dans une poudrière ne peut guère pro-
duire un effet plus grand que le livre de Darwin. Tout ce qui
ades poumons commença à crier, les croyants de toutes les
confessions, les vieux orthodoxes des sciences, les envieux,
jaloux du succès, qui prétendaient qu'ils auraient pu dire tout
cela s'ils avaient voulu, et finalement les philosophes, obligés
de changer leurs systèmes et de livrer aux crocheteurs « les
lambeaux de leurs robes de chambres, avec lesquels ils avaient
comblé jusqu'à présent, au dire du poète, les lacunes de l'édi-
fice du monde ».

Les croyants crièrent d'autant plus fort qu'ils s'y entendaient
moins. Les sciences organiques présentent, sous ce rapport,
un phénomène curieux. On n'oserait pas critiquer les résul-
tats obtenus par un chimiste, sans avoir peiné dans un labo-
ratoire; on accepte sans murmurer les conclusions de la phy-
sique, de l'astronomie, parce qu'on sait bien qu'il faut des

études suivies pour en connaître l'agencement. Mais, dès qu'il s'agit des sciences organiques, tout le monde, même les plus ignorants, croient pouvoir porter des jugements, uniquement parce qu'on appartient soi-même à ce règne organique. On croit connaître les fonctions de l'estomac, du poulmon, du cœur, parce que l'on fait fonctionner constamment ces organes, d'une manière inconsciente il est vrai ; on croit pouvoir approfondir les fonctions cérébrales, parce qu'on porte un cerveau dans sa tête. Des gens, qui ne sauraient distinguer un magot d'une guenon ou le squelette d'un chimpanzé de celui d'un homme, discutent gravement la descendance de l'homme et du singe, sans avoir la moindre notion des faits anatomiques et embryogéniques, sur lesquels s'appuie la science. Mais cette opposition n'avait aucune importance ; elle eut bientôt dit son dernier mot et puis « il est avec le ciel des accommodements. »

L'opposition des conservateurs parmi les savants mêmes était plus grave et, disons-le tout de suite, bien plus profitable au progrès des nouvelles théories. Ici, on avait au moins affaire à des gens qui avaient des connaissances positives, qui ne se contentaient pas de cueillir, par-ci par-là, quelques citations mal comprises, mais qui avaient vu, étudié, comparé et qui avaient souvent apporté eux-mêmes les matériaux avec lesquels se construisait le nouvel édifice. Ceux-là savaient démêler les faits vrais des erreurs d'observation ; les côtés faibles, les lacunes, les défauts de logique dans l'enchaînement de certains raisonnements ne pouvaient leur échapper. Lutte éminemment profitable, car, à mesure qu'on dévoilait ainsi les défauts de la cuirasse, il se trouvait immédiatement une foule de travailleurs ardents, qui s'occupaient à combler les lacunes, à apporter des nouveaux faits, de nouveaux arguments, qui souvent avaient pour conséquence des modifications heureuses, des additions ou des corrections remarqua-

bles. Cette lutte, d'autant plus aigre au commencement qu'il y avait des positions acquises à garder, d'anciens énoncés à défendre, a perdu aujourd'hui de son intensité et aussi de son étendue. Ouvrez aujourd'hui un recueil scientifique quelconque, vous trouverez dans chaque travail la direction prédominante dictée par la théorie de Darwin, dont on ne discute plus le fond, mais seulement les applications. La génération actuelle respecte l'histoire de la science, mais elle ne la respecte pas au point d'accepter, sans bénéfice d'inventaire, les opinions des autorités qui ont fait cette science.

Les envieux et les jaloux sont nombreux. Les uns cherchèrent partout dans les publications anciennes, les autres montraient triomphalement quelques bribes de papier qu'ils avaient jetées eux-mêmes au panier. Il arrivait ce qui arrive toujours en fait de découvertes. D'abord on les ignore, après on les déclare subversives et en dernier lieu on prouve qu'il n'y a rien de nouveau, qu'on savait tout cela, que c'était dit et même mieux dit depuis longtemps. Je ne voudrais pas qu'on se méprit sur le sens de mes paroles, Messieurs. Autre chose est la revendication jalouse, autre chose la recherche patiente du développement successif des idées. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil, on trouvera toujours des prédécesseurs, des notions plus ou moins éparses, des idées courant un peu à l'aventure, même des essais plus ou moins heureux de combinaison. Les théories scientifiques, les systèmes établis ne sont pas renversés d'un coup ; ils se creusent petit à petit ; une pierre tombe ici, une autre là, sans que l'édifice en souffre en apparence ; mais les opinions divergentes sont dans les airs et on voit souvent, comme c'est le cas pour la théorie de la descendance, que plusieurs arrivent en même temps aux mêmes conclusions, aux mêmes découvertes, tout en étant partis de points diamétralement opposés.

Je ne reviens pas sur les philosophes. Nourris de la conviction que ce sont eux qui dictent les lois au monde de la pensée, tandis que leur action se borne au petit nombre d'élus, ils se croient autorisés à juger en dernier ressort « de omni re scibili et quibusdam aliis », sans s'apercevoir qu'ils ne sont que les délateurs des vérités que les sciences découvrent. Imbus de l'infaillibilité de leur système, leur principale occupation est de plier les faits à ce système et de réduire à néant les systèmes opposés. Je me suis beaucoup occupé de l'histoire des sciences exactes, mais j'ai vainement cherché les lois ou même les conclusions découlant des faits que la philosophie aurait découvertes ou déduites. Mais il faut reconnaître que, malgré cette morgue hautaine des écoles spiritualistes, l'influence du Darwinisme ne s'est fait sentir davantage dans aucun domaine. Certains philosophes sont hardiment entrés dans les voies nouvelles, en appliquant le principe de l'évolution à la sociologie, à la pédagogie, à la logique même, et les adversaires ont dû compter avec ces vaillants esprits dont l'influence grandit de jour en jour.

C'est avec une sérénité tout olympienne que Darwin assistait aux orages qui grondaient autour de son ouvrage. Des gros livres, dont les matériaux ont été préparés depuis longtemps, apportent successivement le détail des preuves sur lesquelles il s'appuie ; dans chacune des éditions de son ouvrage fondamental qui se succèdent avec rapidité, il s'applique à discuter les arguments des adversaires avec une urbanité exemplaire, reconnaissant les vérités qu'ils peuvent apporter, étayant par de nouveaux faits ses opinions, lorsqu'elles lui paraissent valables, modifiant des détails et corrigeant les erreurs qu'on lui démontre. Je ne donnerai pas ici la longue liste des ouvrages qui exposent ses recherches, faites dans les domaines de la botanique et de la zoologie ; ces travaux se caractérisent,

ivant moi, par deux qualités : la patiente et persévérante poursuite d'un sujet d'étude une fois choisi et l'intuition merveilleuse avec laquelle l'auteur sait découvrir des points de vue nouveaux dans l'étude des sujets les plus rebattus et épuisés à l'apparence.

La lumière jaillit du choc des esprits. Bientôt deux camps étaient formés, qui marchaient en colonnes serrées. La manière des Darwinistes portait comme devise : « Hérité et Variabilité infinies, Evolution continuelle » ; celle des adversaires : « Hérité et Variabilité limitées, Arrêt final ». Le choc fut vif. Les défenseurs gardaient le trésor acquis, les attaquants devaient produire leurs preuves.

Or, il faut le dire, Messieurs, toutes les sciences furent remuées de fond en comble. Qu'est-ce que l'hérité ? Quelles sont ses conséquences ? Jusqu'où va-t-elle ? Quelles sont les limites de la variabilité dans l'espace et dans le temps ? Comment peut-on prouver ses effets dans un cas donné ? Peut-on démontrer les formes de passage ? Comment agit la lutte pour l'existence directe ou indirecte ? Quels rapports y a-t-il entre le développement successif de l'individu à partir de l'œuf et le développement du type à travers les périodes de l'histoire de la terre ? Comment agit la sélection naturelle ? Quelles suites faut-il attribuer aux changements des milieux ambiants, à la séquestration, à la variation des climats ? Qu'est-ce que l'adaptation et comment peut-on démontrer ses effets ?

Toutes ces questions et une infinité d'autres qui s'y rattachent demandaient des réponses probantes. On se mit à l'œuvre ; adhérents comme adversaires travaillèrent à l'envi pour scruter les différentes branches de la science en vue des nouvelles théories. Toutes les branches des sciences organiques, la zoologie et la botanique descriptives, l'anatomie comparée

des plantes et des animaux, l'embryogénie ou l'ontologie, la paléontologie ou phylogénie des organismes, la physiologie des organes comme la biologie générale des organismes furent interrogées à nouveau. On peut hardiment prétendre que, malgré les bouleversements si considérables, malgré les guerres meurtrières soutenues en Europe, il s'est fait *plus* de travail matériel pendant les vingt ans qui ont suivi l'apparition du livre de Darwin, que pendant tout le temps *écoulé depuis* le commencement du siècle jusqu'à cette époque. La ruche scientifique bourdonnait et bourdonne encore.

La puissante impulsion donnée aux sciences organiques devait faire sentir plus loin ses effets, semblable aux ondes concentriques qui se propagent de plus en plus, lorsque le choc d'un caillou tombant a ébranlé la surface d'un bassin d'eau tranquille. La géologie, la physique, la chimie avaient immédiatement ressenti cette impulsion, l'astronomie même en fut atteinte, car il s'agissait de démontrer partout le principe unitaire du développement progressif par ses manifestations dans le *cosmos* tout entier.

Était-ce un hasard ou une nécessité imposée par la marche de la science même, que cette grande impulsion par laquelle Darwin réveillait les sciences organiques, suivait presque immédiatement cette autre non moins grande, par laquelle Robert Mayer avait révolutionné les sciences inorganiques, en établissant la loi de l'unité et de la conservation de la force? Quoi qu'il en soit, cette coïncidence était évidemment un fait doublement heureux, car ces deux théories se soutiennent mutuellement et la théorie de Darwin n'est au fond que la transposition de la loi de Mayer dans le monde organique.

Darwin devait nécessairement aller au fond des choses et s'occuper des causes premières, dont les phénomènes sur lesquels il s'appuyait n'étaient que les effets. Il ne le fait qu'avec

une prudence extrême, en pleine connaissance du sol sur lequel reposent les piliers de l'édifice qu'il construit. Il sait bien où ce sol est solide, où il présente des places moins stables, et plus il avance dans ses conclusions générales, plus il avoue que ces conclusions pourraient être changées ou modifiées par des faits nouveaux, par des observations plus complètes.

On peut démontrer que bien des modifications ont déjà pris place, on peut prédire avec certitude que d'autres vont suivre. Nous savons déjà positivement que la sélection naturelle, à laquelle Darwin attribuait, sinon entièrement, du moins de préférence, la transformation des espèces, ne sera applicable qu'à une partie des cas, tandis que dans d'autres cas cette transformation doit être attribuée à d'autres causes, à la séparation dans l'espace, aux changements des conditions de l'existence, des besoins de nutrition ou de respiration ; nous savons positivement que le parallélisme entre le développement individuel et historique des types, qu'on voulait ériger en « loi biogénétique fondamentale », n'a pas cette valeur absolue qu'on voulait lui attribuer ; nous savons que quelques formes et soupçonnons que plusieurs autres, qu'on nous présentait comme des aïeux vénérables, ne sont que des formes secondaires rabougries, reformées et réduites ; nous pouvons nous dire déjà maintenant que nulle part il n'existe un progrès harmonique, tel que Darwin semble le statuer, mais seulement un développement partiel accompagné, sinon de recul, au moins d'arrêt dans d'autres domaines ; bref, nous pouvons déjà entrevoir, dans un avenir encore voilé, un état entièrement modifié de la doctrine de Darwin, où, à la place du principe unitaire des causes, se mettra la multiplicité infinie des influences qui se manifestent dans la nature, influences qui se combattent et se neutralisent souvent, se croisent toujours plus ou moins et

produisent ainsi les effets les plus variés et les plus inattendus. Ici comme partout on arrivera à reconnaître que, contrairement aux dogmes qu'on nous enseignait autrefois, la nature produit toujours ses effets par les voies les plus compliquées, parce que la vie consiste dans le concours d'une foule innombrable de causes et d'effets secondaires, plus ou moins indépendants les uns des autres. Mais, Messieurs, si nous entrevoyons cette transformation future de la théorie de l'évolution dans un avenir plus ou moins reculé, nous nous sentons d'autant plus entraîné à admirer cet homme, dans l'esprit clair et pénétrant duquel la nature toute entière se reflétait, telle qu'on pouvait la concevoir suivant l'état des connaissances de son époque. La figure lumineuse de cet homme grandira encore avec le temps et nos descendants le mettront au petit nombre de ceux auxquels, comme disait le poète, « les dieux ont imprimé au front le sceau de la puissance ».

J'ai dit.

NOTICE

SUR L'ABBÉ

CONSTANTIN ROUSSEL

Curé de Coussey en Lorraine,
Correspondant de la Section de Littérature.

Luc en séance de la Section le 20 avril 1883

Rien de plus simple et de plus uni que la vie du prêtre respectable, du sincère et modeste poète que la Section de Littérature avait admis en 1880 au nombre de ses correspondants et qu'elle a eu la douleur de perdre, bien peu de temps après, le 30 mai 1882. Des notes qui méritent toute confiance, puisqu'elles nous ont été fournies par la sœur même du défunt, nous permettent de donner ici exactement les principales dates de cette vie.

Joseph-Constantin Roussel, né le 11 mars 1831 à Regnévelle (département des Vosges), fut destiné de très bonne heure à la carrière ecclésiastique. Il entra au petit séminaire de Senaide en 1842, et, l'année suivante, il y faisait sa première communion. De Senaide, il passa en 1844 à Châtel-sur-Moselle et de là en 1847 au grand séminaire de Saint-Dié. En 1848, toutes ses études étant terminées (il avait à peine dix-sept ans),

il devenait professeur au collège de Rambervillers d'abord, puis au séminaire de Senaide, jusqu'en 1856, année de son ordination, qui eut lieu à Noël. Il fut appelé en février 1857 aux fonctions de vicaire à Dompaire-la-Viéville. En 1868 il fut nommé curé de Bouxières-aux-Bois et y resta jusqu'en 1880. C'est dans cette période que se place la publication du recueil de vers (les *Fleurs des Vosges*) qui devait le mettre en rapport avec notre Institut. Le 11 novembre 1880 l'abbé Roussel quittait Bouxières-aux-Bois pour le poste moins fatigant de Coussey. Mais quand il y arrivait, sa santé était déjà profondément atteinte, et un mal cruel, qui se développa rapidement, ôta bientôt tout espoir à ses parents et à ses amis. Au bout de dix-huit mois, le 30 mai 1882, il expirait à l'âge de cinquante et un ans, après de vives souffrances admirablement supportées.

Cette existence ainsi remplie tout entière par les austères devoirs du sacerdoce et qui, sauf de rares et courtes excursions, s'enferma toujours dans les montagnes et les vallées du beau pays lorrain, fut traversée à un moment d'un modeste rayon de gloire. En avril 1862, Sainte-Beuve fit au jeune vicaire de Dompaire-la-Viéville la surprise et l'honneur de citer avec éloge dans un de ses *Lundis* quelques essais de traduction poétique dont il avait reçu confidence. Quand parut cet article, l'abbé Roussel était depuis plusieurs années en échange de lettres avec Sainte-Beuve qu'il aimait et admirait profondément. Et parmi les grands écrivains de l'époque, lequel en effet devait mieux parler au cœur d'un jeune prêtre doué du vif sentiment des lettres que l'intime et délicat poète, l'auteur des pénétrantes confessions d'Amaury, l'historien de Port-Royal, le critique consommé des *Lundis* anciens et nouveaux ! Honoré du suffrage public d'un tel maître, l'abbé Roussel consacra désormais une bonne part de ses loisirs soit à la tra-

duction des lakistes anglais que Sainte-Beuve lui avait recommandés, soit à des compositions poétiques originales. Ce ne fut pourtant que bien des années après, en 1876, qu'il se présenta au grand public avec le recueil de poésies qu'il intitula *Fleurs des Vosges*. Mais Sainte-Beuve n'était plus là, et les humbles fleurs passèrent presque inaperçues. Une déception si pénible fut adoucie pour notre ami par de précieuses sympathies individuelles; il attachait surtout le plus grand prix à celles qu'il avait rencontrées parmi vous, Messieurs, et qui se traduisirent, il y a quelques années, soit par le titre de correspondant qu'il obtint de la Section de Littérature, soit par un article charmant de M. le professeur Hornung dans la *Gazette de Lausanne* (13 janvier 1881).

Il suffit de parcourir le recueil de notre ami pour trouver assez naturel le double fait que je viens de signaler : la faveur de quelques lettrés et l'indifférence du grand nombre. Il faut en effet un coup d'œil exercé pour voir tout ce qu'il y a de finesse et de sentiment, de grâce et d'intimité dans cette poésie qui manque trop habituellement de force, de relief et d'éclat. Et puis on peut se demander si Sainte-Beuve n'a pas donné au jeune écrivain un conseil dangereux en lui recommandant l'étude de la poésie anglaise et l'imitation des lakistes. Ce qui est certain en tout cas, c'est que notre ami a pris trop à la lettre le conseil du grand critique et a fait trop de place dans son recueil à la traduction des poètes étrangers. La traduction en vers est un genre discutable : c'est du moins un genre qui demande, pour être traité supérieurement, une virtuosité prodigieuse, une puissance plastique extraordinaire. A défaut de ces dons bien rares, la simple traduction en prose produit un effet plus poétique, comme on peut s'en assurer en comparant tel morceau de Wordsworth ou de Félicia Hemans, traduit tout littéralement par Sainte-Beuve, Taine ou Scherer

avec les morceaux parallèles insérés dans les *Fleurs des Vosges*.

Il faut lire la dernière partie du volume, consacrée aux poésies originales de l'auteur, pour se faire de lui une plus juste idée. C'est alors aussi qu'il est facile de comprendre en quoi il n'était pas qualifié pour être l'interprète des écrivains qu'il a traduits. L'élégie, en effet, l'effusion lyrique, la méditation philosophique, où s'est exercé surtout le génie des Felicia Hemans et des Wordsworth, ne sont ni les genres que l'abbé Roussel cultive de préférence pour son propre compte, ni ceux où il réussit le mieux. Son véritable talent se révèle dans le poème narratif et surtout dans l'épître morale ou littéraire, ce genre qui est si bien dans la tradition latine et française. Aussi n'y a-t-il pas de meilleures pages dans son recueil que celles où il a poétisé les souvenirs de son voyage en Suisse en 1866. M. Hornung a signalé à bon droit la pièce consacrée à Bâle. Pour moi, je préfère encore le morceau sur Erasme où l'on sent si bien une sorte d'affinité élective entre le poète et l'écrivain dont il parle.

Un jour, un étranger au long vêtement noir
Arrive à Bâle : un corps débile, triste à voir ;
Peau blanche, voix flûtée, et sous l'épaisse toque
L'œil clignotant sans cesse, au regard équivoque,
Les bords du nez pincés, annonçant le malin.
Il va, vient, hésitant, puis en face du Rhin
Il s'arrête, et c'est là que trente ans il habite
Une maison charmante à l'œil, quoique petite,
Donnant sur le vieux fleuve, avec un jardinet.
Me demandez-vous qui ? Le monde le connaît :
C'est Erasme.

Entre ces humbles murs, dans cette paix profonde,
Oh ! ne le plaignez pas de s'être confiné.
Pour les doctes labeurs et l'étude il est né.
La cellule, c'est là qu'il est heureux de vivre.
Ces gens sont ainsi faits, que voulez-vous ? Le livre
Est sa joie ici-bas ; quoique vivant de lait,
De régime, chétif, maladif comme il est,
Toujours à son étude, il est infatigable.
Assis à son pupitre ou penché sur sa table,
Il ne voit pas couler le jour, et le matin
La lampe brûle encor chez cet autre Ficin.
L'heure qu'il va passer chez Froben, son libraire,
Est tout ce qu'il dérobe au travail littéraire.
Quand on y pense, aussi, que ne savait-il pas ?

.
Budé, Vivès et lui, les nommer, c'est tout dire.
Triumvirat sans pair, chacun eut son empire,
Qui l'hébreu, qui le grec : Erasme eut le latin.
Il en a fait le tour, en a connu le fin,
Et dans Cicéron même il a trouvé deux fautes !

.
Les Latins, il les aime, il était de la race :
Il en a l'élégance et la fleur et la grâce.
Dans ces milliers d'écrits qu'il fait paraître au jour,
Il polit le vocable, il caresse le tour,
Brode tous les détails sur sa page fleurie,
Avec la complaisance et la coquetterie
Et le soin infini que Plinie aux siens donnait,
Qu'on mit plus tard chez nous à polir un sonnet.
Pour ce cicéronien à la langue si rare,
Spenser est un chaos et le Dante un barbare.
Il ne pouvait souffrir un idiome vivant.

Il en fut bien puni. Grâce pour le savant,
Pour l'écrivain habile et pour ceux de son âge
Qui des grands Anciens ravivèrent l'image !
Si leur goût littéral fut un peu vide et creux,
Bien moins profonds que nous, ils furent plus heureux.
Dans ces jeux innocents ils oubliaient la vie :
N'est-ce rien ? Leur oreille et leur âme ravie
Savaient dans les beaux mots enchanter les instants.
Laissez-moi donc un peu regretter ce doux temps.
O de cet âge d'or bienheureuse innocence !
Qui fera refleurir la belle Renaissance !

Je regrette que les limites de cette notice ne me permettent pas de citer la pièce tout entière. Le portrait d'Erasmus que nous donne le curé de Bouxières-aux-Bois nous fait sans doute, comme il arrive souvent, connaître le peintre mieux encore que le modèle : la ressemblance y est toutefois et l'émotion sincère du poète devant le tombeau de ce grand mort a donné à son style quelque chose de plus vif, de plus net, de plus enlevé qu'à l'ordinaire. Mais le chef-d'œuvre de notre ami, c'est bien la pièce que M. le professeur Scheler nous a si admirablement lue l'été dernier, l'épître-satire sur *les Inconvénients des journaux*, que l'auteur a eu grand tort de ne pas insérer dans son recueil de 1876, mais à laquelle notre Section donnera sans doute la publicité de son *Bulletin*(1). Aux qualités habituelles de finesse et de grâce qui distinguent l'abbé Roussel s'ajoute ici une vigueur de touche, une verve satirique, une originalité d'humour que ses précédents écrits ne laissaient pas soupçonner. Il y a même quelque excès dans la pensée et dans l'expression : mais n'a-t-on pas tou-

(1) On peut la lire dans le présent volume.

jours accordé au poète la licence d'aller jusqu'aux extrêmes limites de l'idée qui momentanément le possède et l'inspire ? Cela ne tire pas à conséquence et la note que l'auteur a mise à la fin de son petit poème suffirait d'ailleurs, s'il en était besoin, à prévenir tout malentendu.

Quand je lis les charmantes pièces dont je viens de parler, je me prends toujours à regretter la manière dont notre ami a composé son recueil des *Fleurs des Vosges* (1). S'il avait résolument réduit à une douzaine de morceaux bien choisis ses traductions de Wordsworth et de Felicia Hemans; si, dans ses poésies personnelles, le récit et l'épître où il excelle tenaient une plus grande place que l'élégie et le sonnet où il réussit moins; s'il nous eût donné enfin son œuvre dans un de ces minces volumes de petit format, comme on les aime aujourd'hui, il aurait eu, j'en suis persuadé, un succès tout autre, un succès conforme à son rare mérite et aux justes désirs de ses amis. Espérons que la piété littéraire de quelque compatriote de l'auteur lui élèvera un jour ce petit monument que je rêve.

Mais quelque jugement qu'on porte sur l'écrivain, l'homme était supérieur encore, et il serait difficile de donner de lui une idée complète à qui n'a pas eu le privilège de jouir de son amitié. « Ceux-là seuls qui vivaient auprès de lui ont connu « la grande bonté qui le caractérisait, son indulgence pour tous, « et la charité qu'il a toujours pratiquée dans sa plus noble « acception. » Je cite ici les paroles de la sœur du poète qui-

(1) J'ai aussi quelque objection à ce titre lui-même qui n'est pas suffisamment exact, car il fait attendre des paysages et des tableaux de mœurs que le poète n'a pas songé à tracer, tout absorbé qu'il était par les choses de la vie intérieure ou de la vie littéraire. Les vraies *Fleurs des Vosges*, c'est M. Xavier THIRIAT qui nous les a données dans son touchant *Journal d'un solitaire* (Paris, Alph. Picard, 1883).

dit encore dans la même lettre : « J'ai peu de souvenirs des
« années d'études de mon frère ; j'étais trop jeune encore pour
« apprécier ce cher ami. Tout ce que je sais de ce passé, c'est
« que je l'aimais déjà comme je l'ai toujours aimé. J'étais he-
« reuse de voir arriver les vacances, parce qu'il était alors près
« de nous, et mon plus grand bonheur était de l'entendre
« citer partout comme un modèle de vertu et de savoir. »

Et dans une autre lettre : « Il était l'aîné de la famille : c'est
« à lui que j'allais déjà tout enfant conter mes petites joies et
« les légères peines de cet âge béni. Depuis il a toujours été
« mon confident et le consolateur des chagrins que la vie,
« même la plus heureuse, prodigue à tous. »

J'ai plaisir à vous citer ces témoignages d'une touchante
affection fraternelle, parce qu'ils concordent absolument avec
l'impression que m'ont laissée mes propres relations avec
l'abbé Roussel, relations qui sont demeurées à mon vif regret
purement épistolaires et que la maladie, puis la mort, sont
venues si tôt interrompre et briser. Mais quel correspondant
aimable et fidèle que l'auteur des *Fleurs des Vosges* ! Quelle
intelligence pleine de charité, quelle affectueuse manière
d'entrer dans les goûts, dans les sentiments de ses amis, de
prendre à leurs travaux un intérêt sincère, chaleureux et
comme personnel ! Que de preuves il a données de ce rare
talent à ceux d'entre nous qui étaient avec lui en commerce
régulier de lettres ! Je voudrais pouvoir vous citer ce qu'il
écrivait sur *Jour à Jour* à notre regretté maître et ami
H.-F. Amiel, à mon frère sur ses travaux relatifs à l'histoire
de notre langue et à la biographie de J.-J. Rousseau, à moi-
même sur mes efforts pour faire goûter au public français les
mélanges littéraires de Strauss ou les fines moralités de
George Eliot. Et ne croyez pas que cette curiosité si éveillée
en tous sens fit le moindre tort à l'activité professionnelle de

notre ami et aux graves devoirs de son ministère. Ecoutez plutôt à ce sujet les paroles de son supérieur hiérarchique, Mgr. l'évêque de Saint-Dié, qui écrivait, le 14 juin 1882, au Président de notre Section en répondant à sa lettre de condoléance :

« Comme vous le dites, c'était un homme d'un caractère aimable, d'un esprit cultivé et délicat. Il joignait à ces qualités précieuses une très solide vertu et un dévouement à tous ses devoirs qui ne s'est jamais démenti. Aussi ai-je vivement regretté cette mort prématurée qui a privé le diocèse de Saint-Dié d'un prêtre si méritant. »

Tel fut l'abbé Constantin Roussel, tels sont les traits d'une figure morale qui eut sa douce et fine originalité. Les lettres, qu'il a tant aimées, lui doivent un souvenir, et nous avons tenu à lui assurer du moins celui de notre publicité modeste. La charmante fantaisie que nous publions à la suite de cette notice frappera le lecteur par sa grâce imprévue et piquante, et il unira ses regrets à ceux que nous déposons sur la tombe prématurée de l'aimable curé de Coussey.

Charles RITTER.

Morges, 20 avril 1883.

LES INCONVÉNIENTS DES JOURNAUX

POÈME HUMORISTIQUE

Par l'abbé Constantin ROUSSEL

Tout le monde connaît le docteur Gui Patin,
Savant de vieille roche et gaillard médecin,
Ses lazzi en latin, en gaulois, et ses guerres
Contre le Mazarin et les apothicaires,
L'antimoine surtout avec sa faction,
Tout ce qui lui semblait une innovation
Allant contre Galien, Fernel, Piètre, que sais-je ?
C'était un formidable amant du privilège,
Et des antiques droits, des vieux mots, des vieux us,
De tout ce qu'on appelle aujourd'hui des abus.
Bon père, bon mari du reste, ami fidèle,
Même meilleur chrétien que ne l'a dépeint Bayle,
Confrère armé surtout : jamais la Faculté
N'eut doyen son pareil pour la causticité.

Or, de ses patients, à la cour, à la ville,
Nul, y compris Guenaut, n'alluma tant sa bile,
N'épuisa sur son corps tel carquois de brocards,

Que Renaudot : — pourtant un homme, à tous égards
Estimable, estimé, même bon, serviable.
Renaudot n'eut qu'un tort, hélas ! irréparable,
Et, sans qu'il s'en doutât, tort grave, capital :
En France, le premier, il fonda le Journal.
Journal ! Oh ! qu'ai-je dit ? Non pas de politique,
Mais d'informations, une colonne unique,
De tous édits royaux simple enregistrement :
Pas le plus petit mot de glose seulement.
De Gui Patin pourtant, il fut la bête noire,
Et le malin sur lui vida son écritoire,
Scul, à Spon, ou devant le barreau tout entier,
En latin, en français, l'appelant gazetier,
Ou plus tard, d'une verve encor plus inhumaine,
Diable sorti d'enfer, fripon à la semaine,
Nebulo, blatero, tout ce qu'on n'écrit pas.

Et voulez-vous savoir la raison de ce cas ?
Un jour, tout jeune encore (ceci n'est pas mensonge),
Dans ses livres assis, Gui Patin eut un songe.
Quelque démon, jaloux de sa paix, lui fit voir,
Sous des traits bien distincts et comme en un miroir,
Ce que portait aux flancs cette chose nouvelle,
— La Gazette — : les maux, les monstres sortis d'elle ;
Sous forme de colosse élevé jusqu'au Ciel,
La même vision qu'eut jadis Daniel,
De tout ce qu'il aimait la chute lamentable :
Les doctes abattus et roulés dans le sable ;
Restes du siècle d'or, les antiques héros
Dans le mépris couchés ; les vieux in-folios
Dormant piteusement dans leurs cages de chêne,

Sans amis qu'un musard qui parfois s'y promène ;
Le latin et le grec des harangues proscrits
Et des actes publics, et, n'étant plus compris,
Des grimauds de douze ans devenus la pâture ;
Cet ignoble français, leur bâtard de nature,
Sans vergogne partout promenant ses succès ;
Les livres (*proh scolus !*) rédigés en français ;
Des ignorants fieffés, des faquins, des poètes,
Seuls de la Renommée occupant les trompettes ;
Les beaux esprits régnants, le mérite borné
A l'agrément, au tour : Racine et Sévigné !...
Le sceptre de l'esprit dans les mains d'une femme !
C'était trop — et le coup qu'il en sentit dans l'âme,
Comme d'un sabre froid, fit qu'il se réveilla.
De ses guerres sans fin la cause, la voilà.

Renaudot en pâtit avec bien d'autres. Peste !
De ceux qu'il malmenait eussions-nous deux de reste !
Le brave homme excéda dans sa sévérité.
Qu'eût-il dit, juste Ciel ! si son œil eût porté
Deux siècles au delà, jusqu'aux temps où nous sommes,
Qu'il eût vu ce qu'a fait des choses et des hommes
Cette publicité, son épouvantement, —
Et non plus à la ville, à la cour seulement,
Mais plus bas, chez le peuple et le bourgeois de France ?
« Grâce au Ciel, mon malheur passe mon espérance ! »
Se fût-il écrié. — Pour moi qui ne suis pas
Gui Patin — il s'en faut : « car depuis son trépas,
Il n'en fut onc », — du moins, trop souvent, sans le dire,
Devant d'autres abus j'ai souffert son martyre.
Quoi ! voir périr, avec les hautes vérités,
L'agrément, le savoir et le goût, — ajoutez

La langue à tous ces morts et vous en aurez quatre
Qu'on ne reverra plus jamais ; — se sentir battre
Sous la mamelle gauche un instinct généreux ;
Se dire : des journaux c'est le fruit, et par eux
Tout le mal est venu... La plume aux mains me brûle
Soulageons-nous le cœur. Je dis sans préambule,
Qu'ils ont tué la langue : un crime au premier chef !
C'est ma première dent et mon premier grief.

I. La langue populaire

Avi et alavi nostri, cum aliis
et corpe verba eorum olerent, tunc
optime animati erant.

VARRON.

Tous les paysans ont du style.

TOSSEVILLE.

Quiconque, dès l'abord, goûterait peu ce titre
Peut en faire à son aise et passer le chapitre.

Tout ce discours s'adresse à ceux qui, comme moi,
Sont friands des mots, même isolés, sans emploi,
Défilés, égrenés dans un vocabulaire,
Et s'oubliant parfois, quand ils n'ont rien à faire,
Dans ce jardin des mots à flâner tout un jour,
S'en vont goûtant de l'un, de l'autre tour à tour,
Et ne font en cela que changer de délices.
Faut-il s'en étonner ? Les mots sont des calices,
— Des calices vivants — d'un suc divin gorgés,
Où toute la nature et l'esprit sont logés,
Qu'on ne saurait tarir, en aurait-on l'envie ;

Des êtres bien réels, ayant parole et vie,
Sympathiques, roulant du sang et des humeurs,
Où vit la passion, où respirent les mœurs...
Puis, que par l'art humain leurs essences unies
Dans des combinaisons diverses, infinies,
Arrivent à former des phrases et des tours,
Deviennent, en un mot, une langue, un discours,
Là surtout se surprend et l'homme avec la race :
C'est la voix d'un pays, un siècle s'y retrace,
Comme sur une toile y laisse son portrait,
Et de sa propre vie y dépose un extrait.

Il est pourtant, il est des époques avars
Où ces transfusions complètes sont plus rares,
Qui vivent sur des tours et des mots transplantés,
Que l'homme vrai, le sol natal n'ont point portés.
De la langue nouvelle il ne faut pas médire,
Ce serait m'offenser : depuis que je sais lire,
Je l'aime. Laissons là mainte autre qualité,
Marche logique, avec élégance, clarté,
Et plus que tout encor, cette forme pressée
Qui, comme un frac étroit, dessine la pensée...
Donc, la langue d'un Thiers, je l'aime; est-ce entendu ?
Malgré cela, je dis que nous avons perdu.
Hélas ! en parlant d'elle, il me souvient d'une autre,
Enterrée aujourd'hui, qui fut aussi la nôtre ;
Mais nous levons le nez sur de pareils trésors ! —
Nos anciens la parlaient, et tout le monde alors.

Dieux ! quel goût de terroir et quelle gaillardise !
Quelle abondante veine aux hautes sources prise !
Je le dirai, — dussé-je en être lapidé,

D'un coup du Mascurat de Gabriel Naudé —
Je le déclare donc (pestez à l'aise) j'aime,
Même avant l'élégance, avant Racine même,
— Oh ! pardon ! — cette moëlle avec ce suc des mots,
Ce franc, ce naturel et ce vert du propos,
Cette grâce du tour, et maint riche proverbe
Pleuré de Fénelon, adoré de Malherbe ;
Tant de beaux dits si drus, si copieux, plaisants,
Qui d'une pointe d'ail relevaient le bon sens :
Poulaille assaisonnée à grand renfort d'épices ;
Salmigondis royal, ragoût plein de délices ;
Tout un plat de fin lard, flanqué de petits pois,
Fricot appétissant à se lécher les doigts.
Lisez, lisez plutôt les livres de nos pères.
Malherbe vint, je sais, qui gâta les affaires,
Eclaircit fort la sauce, ennoblit les accents.
Dès lors, à Rambouillet, parmi les courtisans,
Dans la chaire, on cessa de parler de ce style.
Il se cachait. Du moins avait-il un asile
Chez le bon populaire, et s'y trouvait chez lui.
Cherchez-moi donc encor, s'il en reste aujourd'hui,
Assise, chef branlant, à filer sur sa chaise,
Quelque aïeule bien vieille, ayant vu Louis Seize,
(Leur nombre diminue, on en rencontre peu),
N'ayant jamais rien su que sa « Croix de par Dieu » ;
Tirez-lui quelques mots — elle n'en est pas chiche —
Et ne sentez-vous pas de quelle étoffe riche
Sont formés et tissés tous ses propos vieillis,
Où jamais le français moderne ne s'est mis ?

Le peuple, ce bon peuple, il a gagné sans doute
Depuis quatre-vingts ans : plus d'une belle route,

D'avoir un champ à lui, de cuire dans son four,
De ne plus battre l'eau longtemps avant le jour,
Un moins sobre ordinaire et quelque confortable :
Sinon chaque dimanche un poulet sur sa table,
Du pain blanc, quoique cher, — puis ce droit d'électeur,
Qui ne lui coûte rien (j'oubliais le meilleur) ;
De l'impôt féodal ses terres dégrevées ;
Lui-même déchargé des tailles, des corvées ;
Sans craindre il peut passer la messe au cabaret,
Et libre des recors, jurer quand il lui plaît.
— Mais est-ce tout ? Où sont ses modes, ses usages,
Ses *rochots* (1) solennels, ses robes à ramages,
Aux dessins variés, aux voyantes couleurs ;
Ses bahuts aux tons chauds, ses assiettes à fleurs,
Et sa cuisine sombre où, sous la cheminée
Chaque soir, en teillant, quatre mois de l'année,
L'aïeule racontait l'histoire du Chasseur
Qui revient dans les bois : — bon Dieu ! qu'on avait peur ! —
Ses vallons non encor gâtés par la culture ;
Ses chemins buissonneux où l'abeille murmure ;
Ses croix dans les tournants, ses Vierges dans les bois ;
Sa *tronche* de Noël et son gâteau des Rois ;
Au *pdquis*, sous l'ormeau, ses danses innocentes,
Ses surprises à tout et ses pudeurs charmantes,
Ce simple, ce naïf, ce pur, cet ingénu !...
Pleurez, ô mes amis ! Le progrès est venu
Avec ses prospectus, ses commis et ses modes,
Son commerce effréné, ses chemins plus commodes
Ou prompts comme la foudre, — et cette invasion
D'étrangers de tout bord, de toute nation.

(1) Veste d'homme, en Lorraine.

Qu'ont-ils fait, les marauds ! du verger de nos pères ?
Ces choux majestueux, ces plantes potagères,
Sous les robustes troncs des grands arbres croissant,
Pompant leur forte vie à ce sol nourrissant,
Ce paradis terrestre, on n'en voit plus la place,
Et sur eux chaque jour le char passe et repasse.
Ecoutez mieux encore — un tigre en pleurerait —
L'aimable nourrisson de l'antique forêt,
Engraisé de ses sucres et presque du même âge,
D'un plumage si beau, d'un si joli ramage,
(En vain Courier proteste) après un petit cri,
Sous leurs coups le gaulois sans remède a péri.
Pleurez ! sous vos enclos le vieux gaulois repose.
— Que Dieu lui fasse paix ! — En savez-vous la cause ?
Le pas est périlleux, vous me massacrerez,
Je le sais, je le sens ; pourtant, vous la saurez.
Faut-il que mon devoir me contraigne à le dire ?
C'est... de grâce, pitié... que... le peuple sait... lire.

Nos aïeux ignoraient cet art : je ne veux point,
Non plus que les blâmer, les louer sur ce point.
Ils croyaient qu'on avait tout assez de lumières
Pour être homme de bien et dire ses prières.
Cela leur suffisait, nous pensons autrement ;
Aujourd'hui savoir lire, écrire proprement,
Est du bonheur public la meilleure assurance.
Aussi depuis vingt ans n'est-il ministre en France,
Du bien public et puis du sien propre jaloux,
Préfet nouvellement débarqué parmi nous,
Il n'est simple inspecteur, fils d'une bonne mère,
Qui ne couve des yeux l'instruction primaire.
Aussi décrets d'aller, règlements de pleuvir ;

**Pas un qui, le matin, soit sûr de voir le soir.
Chacun pour le grand but rivalise de zèle.
L'ignorance vraiment aujourd'hui la voit belle !
On la traque partout ; y peut-elle tenir ?
Eût-elle soixante ans, on la fait bien venir.
Aussi voyez l'effet : un bambin de l'école
Saurait en remontrer au plus vieux barbacole.**

Laissons là ces marmots. Le peuple est donc lettré.
— La statistique est sûre et le fait avéré. —
Il l'est trop. Si du moins en parfait imbécile,
Il vous laissait dormir son talent inutile,
Et qu'on n'en parlât plus ; si, comme au bon vieux temps,
Quand la neige à monceaux ferme l'accès des champs,
Dans ces soirs du dimanche, il tirait de l'armoire
Lentement, lentement, quelque Bible bien noire,
— Par le poêle enfumée — ou quelque « Fleur des Saints »
Conservant la sueur et la marque des mains,
Par les doigts des enfants retournée, écornée,
Et qu'au fauteuil assis, près de la cheminée,
Maniant le bouquin comme un Saint-Sacrement,
Lunettes sur le nez, il y lût un moment !
Las ! quand il le voudrait, force est bien qu'il s'en passe.
Jusque dans nos hameaux de Bible il n'est plus trace ;
Il faut faire son deuil même des almanachs,
Car ils sont bien écrits, et je n'en parle pas.

Le peuple a beaucoup mieux, le peuple a la Gazette,
Non celle-là des temps heureux que je regrette :
Bonbonnière charmante et corbeille de fleurs,
Parterre de bons mots, cage d'oiseaux siffleurs,
Herbier délicieux de tropes, de figures,

Livrets à l'eau de rose, inoffensifs *Mercur*,
Deux fois par mois reçus au château seulement,
Lecture du boudoir, du salon l'ornement ;
— Mais la Gazette au sein de la tempête née,
Sans relâche partout s'élançant effrénée,
De cent points à la fois, s'appelant légion,
Obscurcissant le ciel sous son noir bataillon,
Pénétrant sous l'échoppe, entrant dans la mesure,
Pour quatre sous enfin tuant toute lecture.
La pauvre Egypte avec ses mouchérons pâlit
Devant notre fléau... Donc le paysan lit,
Moins sans doute que dans ces heureuses contrées,
De nous par l'Océan, grâce au Ciel, séparées,
Où la fille à son tour, le couvreur sur les toits,
Parcourent sans broncher le Bulletin des Lois.
Patience, attendons : il y viendra sans doute.
Et puis, s'il ne lit pas, c'est de même, il écoute.
Or, la France jamais n'a manqué d'orateurs,
Et chaque jour grossit le nombre des lecteurs.
— Le voilà donc lisant, écoutant, que m'importe ?
Cet affreux bric-à-brac d'écrits de toute sorte :
Voyages d'outre-mer, nouvelles et romans,
Modèles de beau style et de grands sentiments
Pour filles et garçons ; puis vient la politique
Et les discussions sur la chose publique,
Les nouvelles des cours, les secrets des Etats,
Les faits divers encore et les assassinats,
Le tout vous revêtant cette forme précise,
Exacte, en notre temps de rigueur et de mise :
Brouillez le tout ensemble, et jugez de l'effet
Qu'en un cerveau tout neuf cet assemblage fait.

Le peuple, il est crédule, il est dupe, on le flatte.
Vingt hâbleurs chaque jour lui présentent la patte,
Lui criant qu'il est roi, Dieu, tout, sans le savoir,
Que l'article est de foi, qu'ils le lui feront voir,
Pour unique salaire exigeant que le Sire
Daigne les écouter et se laisser instruire.
Le peuple entend cela, sans cesse courtisé.
Comme d'un vieux cognac, de sa gloire grisé,
Il s'est senti soudain pris d'une belle honte
De sa propre personne ; et la rougeur lui monte
Au front, songeant qu'il a tant et tant ignoré.
Mais si le mal est fait, il sera réparé.
« Ces bons Messieurs l'ont dit, ils le savent, que diable !
Pour réussir au monde, il faut être capable.
Et puis nous parlerions encore notre argot ?
Nous serions en retard du siècle ! Eh ! quelque sot !...
Non, nous ne ferons pas rougir nos mandatères (1)
Et nous saurons comme eux le style des affaires (1). »
— A l'œuvre maintenant ! Foin des mots anciens,
Ou qui rappellent trop les usages chrétiens
Et les temps féodaux, les époques gothiques, —
Mais force termes secs, longs et métaphysiques,
(Où vont-ils se nicher ?) bien décharnés, abstraits,
Qui de rien de réel ne dessinent les traits,
Sentant les Tribunaux, la Pratique et le Code ;
Si l'on est femme, un peu du sermon à la mode,
Jargon sentimental qu'on place avec succès,
Et le tout recousu de fautes de français.
Que dirai-je de plus ? Toute une langue fausse,
Exsangue, plate et flasque, une insipide sauce

(1) Prononclation lorraine.

Ecœurante, et sans yeux sur le plat, ayant l'air
De maigres os nageant dans un potage clair. —

C'est un fait observé : quand la langue s'altère.
Notre humeur à la fois et notre caractère
En ont le contre-coup. Seigneur ! qu'est devenu
Ce rire des aïeux, large, franc, ingénu,
Pareil au vin fumeux qui parfois se déchaîne
Par la bonde, en grondant, de la cuve trop pleine ;
L'homérique gaité, des rires à gogo
Dont nos anciens conteurs nous rendent un écho.
Mots de gueule plaisants ou lestes gaudrioles,
Tant de Noël's naïfs, toutes ces chansons folles !
Le peuple ne rit plus. Comme le savetier
De la fable, et bien mieux, dupe du gazetier,
Il a perdu la voix. « Ce qui cause nos peines »
L'argent a fait le mal, puis ces lectures vaines.
N'attendez plus de lui de couplet ni de chant :
A peine un petit air qu'il sifflote en marchant.
Pour comble de malheur — oh ! c'était conscience ! —
Les monstres ont osé le frotter d'élégance.
Il raffine sur l'A, parle gras, fait le fier,
Sentant de loin la gare et le chemin de fer,
Demandant *un café* du ton de confiance
Et de solennité d'un juge à l'audience ;
Prétention, fadeur — un Jourdain ennuyeux,
« Un âne qu'on étrille » auraient dit nos aïeux.

Ils le diraient encor : Quelquefois je suppose,
— Et pourquoi non ? car Dieu peut faire toute chose —
Que l'un d'eux, par prière, obtienne de revoir
Avec ses descendants, son rustique manoir :

Je l'ai souvent rêvé, faisons vivre mon rêve.
Notre homme, — du tombeau, je le veux, il se lève, —
Se secoue un moment, puis se frotte les yeux.
Il revoit le soleil et la voûte des cieux ;
D'un vent frais sur sa joue il ressent la caresse ;
L'air vital de nouveau dans ses poumons se presse ;
Il se sent tout léger, gaillard et guilleret,
Joie abondante au cœur et souplesse au jarret.
La chance est si jolie ! ayant trois bonnes fois
Dansé sur une jambe et fait claquer ses doigts,
Ses bas gris bien tirés et sa jaquette mise,
Le voilà qui s'en va. — Sur la nouvelle église
Il jette un coup d'œil ; puis, le bâton à la main,
De la maison natale il reprend le chemin.
Comme tout est changé ! Les abords du village,
Les jardins et les champs, les monts du voisinage,
Des endroits jadis verts — tout dépouillés et nus ;
D'autres en friche alors,... cultivés et touffus ! —
En avançant encore, à mesure qu'il gagne
Pays, et qu'il traverse un coin de la campagne,
A cent toises peut-être — objet à faire peur ! —
Un train qui par hasard, file à toute vapeur,
Sans l'ombre d'un cheval... puis l'uni de la route,
Nulle ornière, nul trou, — tout cela fait qu'il doute,
En promenant partout son regard étonné,
S'il ne se trompe point, si c'est là qu'il est né.
Il avance toujours : de blanches maisonnettes
Défilent tour à tour, propres et coquettes,
Persiennes au-devant....., pas un fumier, un seul.
Ces symptômes de luxe ont réjoui l'aïeul.
Entre toutes pourtant, il faut trouver la sienne.
Ce n'est pas sans cela la peine qu'il revienne.

Il compte, il examine et puis dit : la voilà !
Le grand chêne du seuil, il est vrai, n'est plus là.
« Ils ont bâti, les gueux, une maison nouvelle,
Plus large de carrure et plus haute et plus belle !
C'est un château, que diable ! Ils ont donc hérité?... »
De ferveur de les voir enivré, transporté,
Il entre, il a le pied sur le seuil de la salle
— Henri IV en personne eût fait moins de scandale —
Mais laissons là l'effet pour goûter le discours,
Car on n'en entend pas de pareils tous les jours.

« Honneur et joie, enfants ! et Dieu vous gard' de même !
Je le vois, bien et beau s'en va chez vous Carême.
Cela me fait plaisir, oui, ventreboeuf de bois !
A vous tous, mes fillots, de bien grand cœur je bois,
Et crois que je boirais à Lucifer sans faute.
Fête-Dieu ! mes amis, courage !..., Allons, notre hôte,
Je ne suis buveur d'eau : flacons y sauteront,
Et l'on verra beau jeu si la corde ne rompt.
Après faire plat net ou bien chère et demie,
Il n'est meilleur métier que de croquer la pie,
C'est humer le piot et boire, vous savez.
Ah ! de mauvaise pie on ne fûtes couvés,
Mes bedons. Tout fin droit, de l'ainé de ma femme
(Ma pauvre Jeanneton dont Dieu veuille avoir l'âme !)
Vous descendez trestous comme beaux carpiens.
Ah ! si vous l'aviez vue aux fêtes à bâtons,
Mignonne, l'air poupin avec gentil corsage,
Si frisque, drue et grasse à profit de ménage !
A tout joyeux compère elle disait son fait,
Et savait distinguer à point mouches en lait.
Elle est morte. Quant est de moi, votre grand-père,

Entre gais compagnons je portais la bannière,
Tenant tête pour boire à tous nos gens de bien,
Grand gausseur, grand raillard, au restant bon chrétien.
Vous oyrez tout cela. — Mais « à propos truelle,
Et Dieu te gard' masson, vous me la baillez belle ! »
Le maulabre me trousse, ou, ventre Saint-Quenet,
Vous m'allez réchauffer le moule du bonnet.
Que fais-tu là, l'ami, les mains dans tes deux poches,
Etonné, ma figué, comme fondeur de cloches,
Avec un pied de nez pour le moins, j'en réponds ?
Mais cours au fait, alerte, et foin de tes raisons !
Sans rien te commander, boute-moi, boute vite,
Entends-tu ? plein hanap de la bonne eau bénite
De cave, tu m'entends : je veux dire vin doux.
— Eh ! la fille, tu ris ? quand la marions-nous ?
Elle est gentille au moins, ta fille, cointe et nette.
A quand la noce, enfants ? Du diable si j'en jette
Ma part aux chiens : jamais proverbe ne mentit.
Et vous la mère, allons, riez donc un petit.
Quantes fois pour un sou le faictes par année ?
A la voir dans la soie affiquée, atournée,
On jurerait, ma fine, une sainte au moustier :
Mais pas plus qu'au grand diable il ne faut s'y fier.
Je gausse, mes petits, je ne me sens de joie.
Cornebœuf ! je vous aime et c'est du bon du foie.
Quel logis ! C'est un baume et n'avez l'air meshui
De tremper votre pain dans la soupe d'autrui,
Ni de manger vos blés en herbe, que je pense.
C'est bien, et de la panse, on le dit, vient la danse,
Ils n'ont dégénéré : mes gaillards ont de quoi.
D'où tout cela vient-il ? mes gars, contez-le moi.
Que celui qui n'a pas de blanc dans l'œil me serre,

Si vous n'avez déjà trente journaux de terre.
Quants en tout, mes amis ? quants à chaque saison ?
Et quante la vinée ? et quante la moisson ?
Corbieu ! répondez-vous ? C'est bien chanté pour bol
Dia, Colas, mon faillon, dégoise ton histoire,
Ayant toussé, craché, comme frère prêcheur... »

« Charmé de l'ouverture, et flatté de l'honneur !
Si j'ai bien pénétré vos questions, grand-père,
Votre création fructifie et prospère.
Elle a reçu de moi pas mal d'extension.
Je puis vous en fournir la démonstration.
De mes propriétés, toutes en terres arables,
Le total, en moyenne, est bien évaluable,
Estimation faite, et sur rapports d'experts,
A tant. Quant aux produits nets, et tous frais couverts
Après déduction et la balance faite,
Je puis réaliser un actif fort honnête.
Vu les rapports créés par les hommes entre eux,
Je jouis, au surplus, de débouchés nombreux ;
Je vois la statistique et les mercuriales.
De mon cru vinicole et de mes céréales,
Chaque expédition, taux légal, me vaut tant.
Ma spéculation bien autrement s'étend.
J'ai fait dans le bétail, mainte affaire divine,
Et des races ovine et bovine et porcine
Je suis instituteur, et, comme tel, porté
Producteur en premier de la localité,
L'homme considérable et l'homme de ressource.
Le crédit me connaît et je joue à la Bourse ;
Je ne crains point la baisse, et mes profits sont francs.
Ma fille épousera quatre-vingt mille francs,

Une illustration tout à fait spéciale,
Célébrité locale et départementale.
Tel est, sommairement, mon état financier,
Quant à vous, nos Anciens, sans vous déprécier,
Comparativement, vous viviez dans l'enfance;
Nous fîmes des progrès sur vous en conséquence.
On a triplé les biens et fort réduit les maux.
La politique est née, et tous nos bons journaux
Ont, de l'opinion organes tutélaires,
Fort amélioré le sort des prolétaires.
L'autocratie est morte, et les vieux préjugés.
Vos seigneurs féodaux, vos prêtres, sont jugés;
L'antique foi succombe, on déserte l'Eglise:
Dans un siècle avancé cela n'est plus de mise.
Chaque culte figure au budget cependant,
On leur prête concours, car on est tolérant.
Grâce aux lignes de fer, dont le réseau s'achève,
Aux mille procédés . . . »

— « Que la peste te crève,
Caquet bon bec! Dis-moi, sommes-nous au lutrin,
Pour me venir tousser dans le nez du latin?
Tais-toi, mortbœuf de bois! tu m'échauffes la bile.
Garde pour tes pareils tes grands mots d'Evangile . . .
En voici, m'aide Dieu, bien d'un autre tonneau!
Il voudrait, cestui-ci, me trupper bien et beau.
Voyez ces airs d'apôtre et de sainte Nitouche!
Mais qui m'affine, il est plus fin que maistre Mouche.
Pendar! Je le vois bien, tu voudrais me bailler
Le moine, mais je vois tout le fond du panier.
Que brailles-tu, dis-moi, de moustier et d'église?
Cancrer! je ne voudrais être dans ta chemise.

On ne fait pas, entends, barbe de paille à Dieu:
C'est faire bonne mine avec un mauvais jeu.
Tu rôteras là-bas, faquin de haute graisse!
Le diable tout ton saoul t'y chantera la messe.
Oui, tu seras damné comme serpe, pendard!
Si tu ris, ce sera d'un ris de saint Médard,
Et l'Autre te fera servir à sa cuisine.
Les beaux élus de Dieu verront de ton urine
S'ils ne sont empêchés, et puis ~~zom~~ sur les reins!
Ta peau ne sera bonne à faire tabourins.
Tu me sens le fagot, comme vieil hérétique,
Te dis-je. Arrière! Dis, quelle mouche te pique,
Infâme, d'oser bien insulter pauvres gens,
De qui vous tenez tout ce que je vois céans:
Et bahuts et dressoirs, et chambre propre et claire,
Et beaux habits de Dieu! . . . J'enrage de colère! . . .
Si tu vis, mécréant, si tu ne faus jamais
D'avoir farine en huche et pâte dans ta mès,
Bien gras et bien nourri, de voler sur ta gorge,
Et de te panader, vêtu comme un saint George,
Dond tout cela vient-il? Vertubieu, dis-le moi.
De tes pères, vrais bis, ils t'ont donné de quoy.
Sans ton père, maraud (brave homme que Dieu garde!)
Grand besoin te serait de sucrer ta moutarde;
Comme un beau petit Job, tu crèverais de faim,
Ou gratterais aux huis, en quaymandant ton pain.
Mieux vaut être troussé comme cueilleur de pommes.
Vêtu de gros bureau, l'ami, comme nous sommes,
Et parler uniment comme on parlait cheux nous.
Que sous des peaux d'agneaux ressembler à des loups.
Je n'étais pas grand clerc, mais j'ai su comme un autre
Enfiler jusqu'au bout toute ma patenôtre. —

Tu ris, la fille ? Va sans te faire prier.
Rira bien, comme on dit, qui rira le dernier,
Et pour le même saint ce n'est pas toujours fête.
Et toi, cafard, d'un doigt gratte-toi bien la tête,
Faisant le dégoûté sur tout ce que je dis.
Je ne le mâche pas : vive le temps Jadis !
Quand, dans chaque logis, la bonne sainte Vierge
Voyait toujours brûler à ses pieds un grand cierge,
Devant qui, chaque soir, tous les petits marmots,
Dévotement rangés, comme beaux angelots,
Récitaient sans broncher tous leurs menus suffrages.
Je n'en vois point chez vous, de ces belles images....
Où sont-elles, dis-moi, bedeau de l'Antechrist ?
Est-ce ce griffonnage et ce papier écrit,
De deux arpens au moins, qui traîne sur la table,
Et qui sent l'hérésie, ou je me donne au diable !
C'est ce grimoire-là, c'est lui, je le vois bien,
Qui l'empêche de vivre et de parler chrétien,
Comme on soulait jadis en ce pays de vache.
Mais de tous tes propos longs d'une toise, sache
Que je n'en baillerais seulement un fétu.
J'en ai l'âme malade et l'esprit courbattu,
Et m'en sens tout brouillé dans ma pauvre cervelle.
Il est temps : tout fin droit enfilons la venelle.
Faites, faites sans moi : je reviendrai tantôt.
Quand vous me reverrez, coquins, il fera chaud.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE.

Juin 1867.

Ce petit poème, resté inachevé, n'exprime en aucune façon, est-il besoin de le dire ? ma vraie opinion et façon de

voir sur les journaux. Ce n'est qu'une folle boutade, un carnaval de l'esprit en goguette, une enfilade absurde de contre-vérités ou d'exagérations volontaires, comme dans ses caprices s'en accorde quelquefois la verve, dans le seul but de faire ressortir un ridicule réel, parfois agaçant et irritant pour mes pareils, dont ces bons journaux, que j'aime tant, hélas ! sont la cause innocente dans le peuple et chez les habitants de nos villages. Ç'a été surtout pour moi, comme on le verra, un cadre commode et comme une chambre à souhait pour une petite débauche littéraire, dans ce brave langage gaulois défunt qui me semble bien aussi mériter quelques regrets. Ma diatribe n'a pas d'autre portée. Peut-être même qu'à un je ne sais quoi, une sorte de sous-ironie perpétuelle qui circule à travers la pièce sous les colères et les anathèmes et dans la folle scène de la fin, on sentira percer, transpirer la secrète pensée de l'auteur : c'est que tout n'était pas parfait, il s'en faut, au bon vieux temps, et que le nôtre, avec tous ses travers et ses ridicules et sa « langue populaire » décidément détestable, garde bien ses avantages.

Constantin ROUSSEL.

UN BILLET INÉDIT

DE

JEAN-JACQUES ROUSSEAU

publié avec quelques autres documents sur le philosophe genevois

A Monsieur Eugène Ritter.

MONSIEUR,

Il y a une vingtaine d'années, j'eus le plaisir de découvrir, entre les mains de M^{me} veuve Clappier, de Grenoble, quelques lettres inédites de J.-J. Rousseau, adressées à son mari († 1818) par le célèbre écrivain. C'était un assez joli supplément à ses *Lettres sur la botanique*. Elles furent insérées dans le *Bulletin de l'Académie delphinale* de 1863, et un tiré à part assez considérable (1) en fut fait en dehors de ce recueil.

Cinq de ces lettres — j'ignore le sort de la sixième, — ont changé de propriétaire depuis lors, les quatre premières ayant été acquises par mon frère, de la succession de M^{me} Clappier,

(1) Quatre cents exemplaires sur papier ordinaire, et cent vingt sur papier de luxe, dont cinquante format in-4°.

en 1882, et la cinquième étant devenue ma propriété par le don que m'en avait fait l'excellente veuve.

Cette petite publication me fut fort demandée, et son succès fit naître dans mon esprit le goût de semblables recherches. Je me mis naïvement en tête que rien n'était plus facile que de faire sortir les autographes de leurs cachettes, et que je n'avais qu'à me baisser pour en récolter..... Mais il n'en fut pas tout-à-fait ainsi que je me l'étais imaginé, et je ne tardai pas à m'apercevoir que les lettres du citoyen de Genève furent un peu lentes à se manifester à moi.

Je n'en découvris qu'une seule ; encore était-ce un simple billet... Mais, avec ce billet, un nouvel acteur entra en scène : l'abbé Baurin, resté inconnu jusqu'alors, avait eu avec le philosophe des rapports que la correspondance connue n'avait pas encore mis au jour.

Qu'était l'abbé Baurin ?... J'ai eu assez de difficulté à le trouver. Encore n'ai-je pas pu découvrir le motif de sa liaison avec Jean-Jacques, les lettres qu'ils échangèrent n'ayant pas été publiées jusqu'à présent, et leur sort étant inconnu. Mais procédons par ordre.

Ce fut à Milan, dans la riche collection d'autographes de M. le chevalier Damiano Muoni, que j'eus le plaisir de découvrir ce billet, en 1872. Il avait été écrit — cela se voit — en réponse à une missive de l'abbé qui demandait au philosophe des nouvelles de sa santé :

« Le vendredi soir.

« Passablement, Monsieur, l'un et l'autre à une foulure près à la main avec enflure, suite d'une chute et qui me fait souffrir en écrivant. Ainsi je serai bref ; j'ai appris par M. Meinier que tout alloit bien chez vous. Je m'en réjouis et salue Messieurs vos père, frère (*vous-même*, effacé d'un trait de plume).

vos Dames et vous, Monsieur, très humblement et de tout mon cœur.

« RENOU. »

Sur l'adresse :

*A Monsieur,
Monsieur l'abbé Baurin,
à Sirizin.*

(Cachet à la *lyre*, en cire rouge, comme sur les autres lettres datées de Bourgoin et de Monquin.)

Ce billet me donne le droit et m'impose l'obligation de placer ici un extrait du bulletin bibliographique de la *Revue du Dauphiné* de 1838 (Tome IV, page 63) :

« Feu M. Cochard possédait huit lettres inédites et autographes de J.-J. Rousseau, écrites de Monquin, près de Bourgoin, et adressées à l'abbé Baurin. Ces lettres, datées de 1769 étaient signées du pseudonyme *Renou.* » La *Revue du Dauphiné* ajoute : *qu'il avait adopté pendant son séjour en Dauphiné.* C'est une erreur ; on sait que Rousseau, depuis son établissement au château de Trye (juin 1767), avait pris ce pseudonyme ; c'était le nom de famille de la mère de Thérèse Le Vasseur.

Que peuvent bien être devenues ces *huit* lettres à l'abbé Baurin ?

Si la lettre possédée par M. Muoni a jamais appartenu à cette liasse, — pour le cas néanmoins où il ne faudrait pas y voir une nouvelle lettre à lui adjoindre, — il ne serait pas impossible que l'on retrouvât un jour les autres dans des collections publiques ou privées d'Angleterre, de Suède, de Russie, ou même de pays plus lointains encore. On sait que l'Amérique devient fort riche en médailles romaines !...

Rien, dans ce billet, n'indique l'époque exacte ni le lieu où il fut écrit ; et nous en serions réduits à le caser simple-

ment dans l'année 1769, comme les huit lettres que je viens de citer, si nous ne retrouvions, dans la *Correspondance* et sous la date du vendredi 8 septembre 1769, une lettre à Moulton, datée de Monquin et débutant ainsi :

« Sans une foulure à la main, cher Moulton, qui me fait souffrir depuis plusieurs jours, je me livrerais à mon aise au plaisir de causer avec vous ; mais je ne désespère pas d'en retrouver une occasion plus commode, etc. »

Notre billet a été sans doute écrit le même jour que cette lettre à Moulton.

Venons-en maintenant à l'abbé Baurin. Je ne trouve que des notes peu importantes à vous fournir, et je ne sache pas que son nom se trouve cité ailleurs que sur les listes du Chapitre de Saint-Maurice de Vienne. On l'y voit figurer, en effet, avec une orthographe un peu différente, dans plusieurs almanachs du temps. Sur l'état donné en 1769 par le *Calendrier ecclésiastique, militaire et civil de la province de Dauphiné*, l'abbé Borin figure comme *archidiacre de la Tour* ; dans l'*Almanach général et historique de Dauphiné*, de 1787 à 1789, l'abbé Beaurain, si c'est le même individu, a échangé son titre contre celui d'*archidiacre de Salmorenc*. Ce nom, malgré sa différence d'orthographe, appartient, je pense, au même personnage ; Rousseau, à son tour, donne la variante *Baurin*, ainsi que nous l'avons vu tout à l'heure. Mais il faut croire que Jean-Jacques n'était pas lui-même bien fixé sur la véritable manière d'écrire ce nom, puisque, quelques mois avant, il lui avait donné la forme *Borin*. Au moment, en effet, où je viens de tracer ces lignes, je reçois de vous, Monsieur, une lettre qui m'apprend que la *Revue des documents historiques*(1)

(1) *Revue des Documents historiques*, par Etienne CHARAVAT, première année, 1873-74, page 149.

contient un billet de Rousseau adressé à l'abbé *Borin*, chanoine (1) de Vienne, à Sirizin (lisez : Serezin) :

« A Monquin, le 19 mars 1769.

« Bien des remerciements, Monsieur, et salutations pour vous, pour M. votre père et pour tout ce qui vous appartient. J'écris trop difficilement l'après-midi pour pouvoir vous répondre en détail. J'inscris cet à compte avec les autres pour acquitter le tout à la fois. Cependant vous m'obligerez de ne faire plus d'envois en détail jusqu'à ce que j'aye eu l'honneur de vous revoir et de prendre avec vous d'autres mesures. J'ai l'honneur de vous saluer, Monsieur, très-humblement et désire que dans peu ce soit de plus près.

« RENOU.

« Madame Renou est actuellement à Vêpres. Elle sera très sensible à l'honneur de votre bon souvenir. »

Ce billet fait allusion à certains envois, sur la nature desquels nous ne sommes pas du tout renseignés, mais qui indiquent, si je ne me trompe, des relations suivies, des services peut-être rendus par l'abbé Baurin à notre philosophe et à sa femme.

Ce que nous sommes donc en droit de conclure pour le moment, c'est que le pauvre misanthrope avait probablement trouvé dans ce *voisin* un homme lettré, instruit, tolérant surtout, dont la conversation et les relations avaient dû, avec

(1) L'abbé Baurin faisait, nous l'avons vu, partie du Chapitre de Saint-Maurice, non au titre de *chanoine*, mais seulement à celui d'*archidiacre*. Il faut croire néanmoins qu'on lui donnait cette qualification par politesse, comme dans l'armée on donne celles de colonel ou de lieutenant à un lieutenant-colonel ou à un simple sous-lieutenant.

celles de quelques autres personnes distinguées de Bourgoin, lui offrir quelque ressource, quelque consolation dans l'exil auquel il était condamné. Du reste, je n'ai rien pu découvrir sur l'abbé Baurin, ni sur sa famille. Mais il faut espérer que les lettres de Jean-Jacques à cet ecclésiastique se retrouveront un jour et nous fourniront d'utiles renseignements sur la nature de sa liaison avec lui.

J.-J. Rousseau adresse son billet à M. Baurin à *Sirizin*, *nom* patois de cette localité, généralement employé à cette époque. Il y a deux localités de ce nom dans le voisinage de Bourgoin : 1° *Serezin* proprement dit, à six kilomètres à l'est de Bourgoin ; cette faible distance me donne à penser que c'est là qu'habitait l'abbé Baurin et sa famille ; 2° *Serezin-du-Rhône*, localité beaucoup plus éloignée (35 kilomètres à l'ouest).

A ces deux Serezin, il faut, par acquit de conscience, ajouter encore le château de Serezin(1), sur Saint-Quentin-de-la-Verpillière, château appartenant alors à la famille Rigaud de Serezin ; et comme, à la même époque, il existait un chanoine de ce nom au Chapitre de Saint-Maurice-de-Vienne, il se pourrait que l'abbé Baurin fût en villégiature chez son collègue. Cependant, vu les dates des deux billets dont j'ai donné le texte et devant cette particularité de la famille de l'abbé au milieu de laquelle il paraît séjourner, — faute surtout de renseignements plus précis, — je crois qu'il est sage d'éliminer cette dernière résidence (14 kilomètres à l'ouest de Bour-

(1) Ce nom de *Serezin*, ainsi écrit à juste titre sur les cartes de Capitaine et de Cassini, est devenu *Serrexin* sur celle de l'Etat-Major : comme celui de Saint-André-le-Gud s'y est transformé en Saint-André-le-Gaz ; comme celui du Grand-Lemps (prononcez Grand-Linse) est en train, de par l'autorité de l'administration *parisienne* des chemins de fer de la Méditerranée et sous la responsabilité de son ignorance et de sa suffisance, de se transformer en Grand-Lan !...

goïn) et de rester, pour le moment, dans le doute au sujet de l'habitation réelle de l'abbé Baurin, tout en avouant néanmoins la préférence que je donne à la première de ces localités.

Quant à M. Meinier enfin, dont nous trouvons le nom dans le billet de la collection Muoni, c'est ce médecin de Bourgoin qui, lors de la promenade au mont Pilat (août 1769) prenait le *napel* pour l'*ancolie*, et dont Rousseau se moque d'une manière assez piquante dans sa lettre du 10 octobre 1769 à M. L. C. D. L.

Voilà une bien longue sauce pour un si petit poisson!... Vous me conseillez de le flanquer de quelques accessoires? Qu'à cela ne tienne! A défaut d'une lettre de Rousseau qui soit complète et entièrement inédite, vous lirez sans doute avec intérêt quelques phrases d'une lettre que vous ne connaissez pas, et qui a été adressée par Jean-Jacques à M^{me} de Warens: Ces extraits ont été publiés dans le *Courrier français* du vendredi 3 mars 1837, au cours d'un article qui n'était qu'une réclame en vue de la vente de l'autographe. On ne sait en quelles mains celui-ci se trouve aujourd'hui; mais les fragments que vous allez lire paraîtront authentiques à tous les connaisseurs :

A madame la baronne de Warens, à Chambéry.

Grenoble, 23 avril 1740.

Madame ma très chère maman,

J'ai été contraint de séjourner à Grenoble un jour de plus que je n'espérais, par le manque de voitures.....

Monsieur de Mably ne me donnera que 350 livres de fixe ; les 50 livres restantes seront par forme d'étrennes.

Je pars demain pour Lyon, en même temps que M. l'abbé pour Chambéry. On n'a point ouvert ma malle.....

..... votre santé. J'en recommande instamment le soin à toute votre maison, et surtout à Monsieur de Courtilles, que je salue de tout mon cœur. Tâchez de la rétablir, cette chère santé, afin de donner à votre fils un motif de zèle et d'encouragement plus efficace que toutes les vœux du monde.....

J'ai l'honneur d'être avec un profond respect et avec la plus tendre reconnaissance, madame ma très chère maman, votre très humble et très obéissant serviteur et fils.

ROUSSEAU.

Poursuivons. Dans la *Monographie historique de la Bibliothèque de Chambéry* (Chambéry, Perrin, 1883, 170 pages, in-8°), M. Barbier cite, pages 33 et 34, deux lettres inédites de Jean-Jacques Rousseau, qui font partie de la collection d'autographes de cette bibliothèque. Un aimable correspondant que j'ai à Chambéry me procure la copie de ces deux documents. Le premier n'est pas une lettre et sa lecture ne pourrait que susciter un haussement d'épaules, si l'une des signatures ne faisait ouvrir de grands yeux (1). Le second n'est pas complètement inédit, comme le prétend M. Barbier; depuis qu'il a été publié par Musset-Pathay (*Histoire de la vie et des ouvrages de J.-J. Rousseau*, II. 508), il a figuré dans les éditions successives de la *Correspondance*; mais le texte en était mutilé. Cette fois-ci, le voilà complet; et grâce à l'obligeance de M. Bonbôte, bibliothécaire de Neuchâtel, nous pourrions placer, avant la lettre de Jean-Jacques, adressée au comte de Conzié des Charmettes, la lettre de celui-ci, qui a provoqué la réponse de Rousseau.

(1) Inutile de faire remarquer que la rédaction de cette note ne peut être due qu'à Monsieur de Courtilles.

I

Listes de ce qui s'est trouvé dans les poches de Bernard Dumoulin, Valet de Madame La Baronne de Warens, le 23 octobre 1739, et inventorier Luy présent . . .

Prem^r Dans les poches d'une Veste grises Dans L'une des Chatagnes environ une Eculé et dans L'autre des ariquot une bonne éculé.

Dans une Veste bleue une Epix de blé de Turquie et de même environ une Eculé de tres belles chatagnes et des plus grose Triée et demême une grande éculé dariquot Le tout reconut par nous sousigné pour être des danrée de La maison En foy de quoy nous avons signé au Charmette ce Dinanche 24 octobre 1739 (1).

J.-J. ROUSSEAU.

DE COURTILLES.

NB. — Cette note est sur une feuille de papier, qui a été pliée, et, sur le dos, on a écrit : Bernard.

II

M. de Conzié à J.-J. Rousseau.

Des Charimettes, ce 14 novembre 1763.

Comment vous portez-vous, ami respectable ? Voilà l'essentiel de mon billet, parce qu'on m'a assuré que votre santé est toujours très dérangée. Vous trouverez ci-joint l'ouvrage que

(1) En 1739, le 24 octobre était un samedi.

je vous avais annoncé du père Jardy (1), barnabite savoyard. Si vous le lisez, que ce soit vis-à-vis d'un bon feu; car le style se ressent furieusement du froid de nos glaciers de Chamony, au pied desquels il est né, et que son long séjour en Italie n'a pu réchauffer.

Malgré le plaisir que je goûte à lire tout ce qui sort de votre brûlante plume, je voudrais bien que pour le rétablissement de votre santé, vous oubliassiez pour quelque temps le genre humain, mais non votre constant ami Conzié que vous avez flatté d'embrasser cet été dans sa paisible solitude des Charmettes, où il vous désire toujours.

III

J.-J. Rousseau à M. de Conzié, comte des Charmettes.

Id.

A Moutier, le 7 septembre 1763.

Je voudrais, mon cher Comte, voir multiplier encore le nombre de mes agresseurs, si chacun de leurs ouvrages me valait un témoignage de votre souvenir. Je reçois avec plaisir et reconnaissance celui que vous me donnez en m'envoyant l'écrit du p. Gerdil, quoiqu'en effet cet écrit me paraisse un peu froid, je le trouve assés gentil pour un moine. Je vous avoue cependant que je ne partage pas la haute opinion qu'il paroît avoir de sa logique, et jè trouve dès sa préface une

inédit

(1) *Anti-Emile, ou Réflexions sur la théorie et la pratique de l'éducation, contre les principes de J.-J. Rousseau.* Turin, 1763. L'auteur — dont M. de Conzié estropie le nom, en l'écrivant comme il le prononçait — était le père Gerdil, professeur à l'Université de Turin, qui était né à Samosés en 1718 et fut élevé au cardinalat en 1777.

division incomplète. Car lorsqu'il dit que pour me justifier il faut prouver que je n'ai pas dit ce qu'il m'impute, ou que ce qu'il m'impute est bien dit, il oublie un troisième cas qui rend la justification superflue; c'est lorsque l'accusateur ne sait ce qu'il dit.

inevit

J'avais chargé M. de Gauffecourt de vous témoigner mon regret de ne pouvoir vous aller voir cet été comme je l'avais résolu. Le commencement de l'hiver m'a jetté dans un état si triste qu'il ne me permet guères de faire des projets pour l'avenir; toutefois, si la belle saison me rend les forces que le froid m'ôte, je me propose toujours d'en user pour vous aller voir.

S'il arrivoit que vous vous rapprochassiez du Chablais comme l'année dernière, cela me seroit bien comode, et en ce cas je vous prierais de m'en prévenir. Si vous faisiez quelque autre voyage qui vous éloignât de Chambéry, je vous prierais de m'en prévenir aussi: car ne pouvant déterminer d'avance le temps de mon voyage, il me seroit bien cruel de l'avoir fait à pure perte, et d'aller jusques là sans vous y trouver. Soyez persuadé que rien ne peut ralentir l'ardent désir que j'ai de vous voir et de vous embrasser. Il me semble qu'un moment si doux me rendra tous les temps heureux que je regrette, et me fera oublier tous ceux qui m'en ont si tristement séparé. Moi qui suis si désabusé de la vie et qui ne forme plus de projets, je ne puis renoncer à celui-là. Après avoir tout comparé, je ne trouve point de meilleur peuple que le vôtre; je voudrais de tout mon cœur passer dans son sein le reste de mes jours et me mettre de cette manière à portée d'éconter au moins de temps à autre le besoin que mon cœur a de vous.

J.-J. ROUSSEAU.

Enfin, Monsieur, je vous avais parlé d'un article que le Dr Barjavel, dans son *Dictionnaire* (1), a consacré au séjour de J.-J. Rousseau à Carpentras ; et, dans le but de lui procurer une publicité plus étendue, vous m'engagez à lui faire une place dans ces pages, afin que, par le canal du *Bulletin de l'Institut genevois*, il puisse être consulté par un plus grand nombre de personnes et servir à ceux qui, dans l'avenir, voudront parler de votre célèbre compatriote. Je me rends à votre désir.

« J'ai appris de bonne part, dit M. Barjavel, que Rousseau vint, pendant sa persécution, faire un séjour de quelques mois à Carpentras, et qu'il logea dans la maison du baron d'ASTIER, située rue de la Fournaque (depuis maison de l'illustre baron de Sainte-Croix). Il paraît que l'arrivée du genevois dans cette ville doit être placée en 1768 ou 1769. Il venait du Dauphiné. J'ai entendu raconter que Rousseau offrit à d'ASTIER de lui graver sa vaisselle en manière de passe-temps, et qu'à cet effet, celui-ci pria l'orfèvre J.-M.-S.-F. Boucchay, fils du célèbre graveur de ce nom, de lui prêter ses outils. Boucchay eut ainsi l'occasion de connaître le philosophe et d'entrer en relation avec lui par lettres, après le départ de ce dernier. »

J'ai cherché à compléter ces maigres renseignements, qui ne suffisent guère pour établir le fait d'un séjour dont on n'a d'ailleurs aucune trace, et j'ai écrit à Carpentras à un érudit correspondant. Sa réponse cadre complètement avec mon propre sentiment, et je me considère comme obligé à vous en transmettre la substance :

Les personnes les plus autorisées du pays affirment que

(1) *Dictionnaire historique, biographique et bibliographique du département de Vaucluse*, etc., par C.-F.-H. BARJAVEL, D. M. ; Carpentras, Devillario, 1841, t. I, p. 104.

l'article du Dr Barjavel ne repose sur aucun document précis. Il y a encore, à Carpentras, un Boucthay, graveur, qu'on est allé consulter à mon intention, et qui affirme avoir entendu raconter à son père, lequel les tenait à son tour de son père, tous les faits avancés par M. Barjavel. « Vous verrez, ajoute mon correspondant, le cas que vous devez faire de cette tradition, ancienne et vraisemblable, mais qui n'est établie par aucun document positif. J'ai vu vendre ces dernières années, par un brocanteur de la ville, une vieille fontaine en faïence que l'on disait avoir appartenu à Jean-Jacques. »

Puis, dans une lettre subséquente, la même personne m'écrit de nouveau : « Barjavel tient ses renseignements du fils de Boucthay, celui-là même qui avait travaillé avec Jean-Jacques. Le petit-fils de celui-ci conserve encore *le cousinnet sur lequel aurait travaillé Rousseau*. Il me semble difficile d'admettre que ces renseignements aient été inventés et ne reposent pas sur quelque vérité. »

A votre tour, Monsieur, vous jugerez ce que l'on peut accepter de tous ces renseignements que je tiens aussi *de bonne part*, mais c'est là tout, et mon correspondant, vous l'avez vu, les accompagne d'une petite pointe de scepticisme qu'il est difficile de ne pas sentir et qui est parfaitement d'accord avec le mien.

J'imagine que vous partagerez notre hésitation, et que vous me direz : « La correspondance de Rousseau, pendant les deux années de son séjour en Dauphiné, nous permet de le suivre mois par mois ; or on ne trouve pas de place pour un séjour de *quelques mois* à Carpentras. Sans doute il a fait plusieurs excursions hors de la province : on le voit aller à Chambéry, au mont Pilat, à Nevers ; il aura pu aller aussi à Carpentras. Mais la tradition orale, que M. Barjavel a recueillie en 1841, manque absolument de point d'appui. La famille Boucthay, qui

a gardé un coussin et une pièce de faïence comme souvenir du séjour de Jean-Jacques, aurait bien fait de conserver, avant tout, les lettres dont parle M. Barjavel, si tant est que ces lettres aient existé ».

J'ai fini. Et maintenant, Monsieur, vous avez entre les mains tous les documents que j'ai recueillis, dans l'espérance qu'ils pourront être utiles aux futurs biographes de Rousseau. Je suis heureux quand je puis *boucher un trou* dans la numismatique du Dauphiné ; je juge que vous devez l'être également. lorsqu'il vous arrive une pareille bonne fortune au sujet de la correspondance de votre célèbre compatriote.

Agréez, Monsieur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Gustave VALLIER

Membre correspondant de l'Institut Genevois.

Grenoble, mars 1883.

LA

FIÈVRE TYPHOÏDE

ÉTIOLOGIE — PROPHYLAXIE

MESURES A PRENDRE POUR SE PRÉSERVER DES MALADIES
INFECTIEUSES EN GÉNÉRAL

PAR LE

DOCTEUR F. VULLIET

Professeur à la Faculté de Médecine de Genève

AVANT-PROPOS

Invité l'an dernier par le Département de l'Instruction publique à faire deux conférences à l'Aula de l'Université, je pris pour sujet : *les causes de la fièvre typhoïde*. Cette question avait un intérêt d'actualité.

Vulgariser les notions scientifiques est le meilleur moyen de triompher de l'incurie et de la routine qui sont les pires ennemis de tout progrès dans le domaine de l'hygiène. Mais pour vulgariser d'une manière effective il faut répéter. J'ai donc écrit mes conférences et j'en fais l'objet de la publication suivante.

D^r Prof^r VULLIET.

LA FIÈVRE TYPHOÏDE

Introduction.

Le but de ce travail est d'exposer les causes de la fièvre typhoïde et les moyens de la prévenir.

La fièvre typhoïde appartient au groupe des maladies infectieuses. Ces maladies ont tant de caractères communs qu'un aperçu général sur tout le groupe constitue à mon avis la plus naturelle et la plus utile introduction à l'étude particulière de l'une d'elles.

C'est par cet aperçu général que je débiterai.

J'aborderai ensuite la fièvre typhoïde en particulier et je terminerai en exposant les mesures préventives que particuliers et autorités peuvent opposer à la propagation de la fièvre typhoïde et des maladies infectieuses en général.

Il n'existe actuellement aucune épidémie de fièvre typhoïde, ni à Genève, ni dans ses environs; nous pourrions donc, sans risquer de jeter l'alarme, examiner si notre pays est à l'abri de cette maladie.

Nous avons tout lieu d'en douter ; en 1881 elle a sévi chez nous, et, si légère qu'ait été cette épidémie, elle n'en a pas moins prouvé que nos conditions hygiéniques laissaient à désirer.

Eh bien ! malgré l'émoi causé alors dans notre population, malgré le préjudice porté aux intérêts d'une grande partie de l'industrie, malgré le préavis d'une commission recommandant des travaux urgents, rien, à ma connaissance, n'a été fait pour empêcher un retour de la fièvre typhoïde.

Si nous avons été épargnés depuis lors, nous le devons bien plus au hasard qu'à notre prudence.

Une pareille inertie est, à mon avis, pleine de péril ; car le virus typhoïdique peut nous arriver d'un jour à l'autre, apporté d'un des foyers épidémiques qui existent autour de nous.

La fièvre typhoïde règne à l'état d'endémie dans la plupart des grandes villes avec lesquelles nous sommes en relations constantes. Qu'un individu tombé malade ailleurs revienne se faire soigner ici, il peut être l'origine d'une nouvelle épidémie.

Dans la lutte contre la fièvre typhoïde et contre les maladies infectieuses en général l'action des remèdes est bien plus restreinte que celle des mesures préventives et de l'hygiène, c'est-à-dire que les mesures générales destinées à prévenir l'invasion et à empêcher la propagation de la maladie ont une importance et une efficacité bien plus grandes que le traitement des individus malades.

Tout ce que les particuliers isolés peuvent faire pour se préserver contre cette maladie n'a qu'une portée restreinte. C'est aux Etats, aux municipalités et aussi aux associations privées qu'incombe surtout le devoir de protéger la société contre les épidémies.

Or, les Etats, les administrations municipales sont des

corps changeants dont la responsabilité n'est que politique et administrative et ils ne montrent quelque zèle à étudier les questions d'hygiène et à faire exécuter des travaux d'assainissement que lorsqu'ils y sont forcés par l'opinion publique.

C'est l'opinion publique qu'il faut avertir et éclairer. Tel est le motif qui m'a fait aborder un sujet, qui pourrait paraître un peu spécial, si je ne visais pas un autre but que celui de répandre des connaissances purement théoriques.

Les maladies infectieuses en général. — Nature du poison qui les détermine.

On appelle infectieuses toutes les maladies que nous croyons suscitées par l'introduction dans l'organisme, de virus, de germes.

Les travaux modernes paraissent prouver que le principe actif de ces virus, de ces germes, réside en des organismes inférieurs doués de vie et capables de se reproduire.

Ces organismes une fois greffés chez l'homme s'y multiplient rapidement. Ils pénètrent dans la circulation sanguine et lymphatique et par cette voie ils se disséminent dans tout l'organisme, puis ils émigrent, passent d'un individu à un autre, déterminant chez leur nouvel hôte la même maladie que celle qu'ils avaient provoquée chez le sujet dont ils émanent.

Les maladies infectieuses de l'homme et des animaux, comme celles des plantes, seraient donc dues à des organismes parasites qui compromettent la santé et la vie de leur hôte.

Le choléra, la diphtérie, la petite vérole, la fièvre typhoïde, comme la rouille des céréales, comme la maladie des pommes de terre, comme l'oïdium de la vigne, sont déterminés par une végétation parasitaire.

Si on ne reconnaît pas la vie aux agents qui déterminent les maladies infectieuses, il n'est plus possible de se rendre compte de leur mode de propagation.

Ces agents agissent comme des poisons, mais, tandis que les poisons chimiques épuisent leurs effets chez l'individu qui les a absorbés, les poisons des maladies infectieuses se multiplient, se reproduisent chez lui ; ils se régénèrent comme une végétation, tant que le milieu dans lequel ils se trouvent est favorable à leur développement ; de là leur vient le nom de poison vivant.

Je me servirai d'un exemple.

Un individu prend de l'arsenic ou de la strychnine ; il se manifeste chez lui des symptômes d'empoisonnement ; suivant la dose absorbée il survit ou il succombe, mais il ne se produit pas dans l'intérieur de son corps de nouvelles quantités d'arsenic ou de strychnine ; tandis que si un malade a absorbé du poison variolique il s'élaborera continuellement chez lui, pendant toute sa maladie, de nouvelles quantités de poison variolique susceptible de se propager chez d'autres individus et de déterminer chez eux la petite vérole.

Ce sont les organismes et la végétation rudimentaires suspendus dans les liquides virulents qui paraissent jouer seuls le rôle actif dans la production de l'infection.

Quand on filtre les liquides virulents à travers des couches de plâtre, selon la méthode de notre collègue, M. le professeur Zahn, ces liquides se débarrassent des éléments figurés qu'ils contiennent et ils perdent toute virulence.

C'est ce qu'a démontré Tiegel en 1871.

Pasteur, par des expériences analogues, est arrivé aux mêmes conclusions.

Il est très difficile sans doute de faire des démonstrations péremptoires lorsqu'il s'agit de prouver, de montrer la vie

chez des organismes qui ne sont visibles qu'avec les plus forts grossissements du microscope. Il est encore plus difficile de déterminer leur genre d'activité. D'abord, la chasse d'un gibier si minuscule est chose fort malaisée chez l'homme vivant et ensuite, comment surprendre le rôle et l'allure de ce qui est à peine visible avec toutes les ressources de l'optique?

Mais, si quelque chose devait prouver la solidité de la théorie qui attribue la vie aux agents des maladies infectieuses, ce seraient certainement les résultats qu'a donnés la méthode antiseptique, qui a transformé la chirurgie en mettant les opérés et les blessés à l'abri des complications dues aux poisons infectieux.

Deux principes sont à la base de cette méthode :

- 1° Tuer les germes sur la plaie avant et pendant l'opération.**
- 2° Empêcher l'accès des germes après l'opération par l'application de pansements hermétiquement occlusifs.**

On emploie, à cet effet, des lavages et des pulvérisations de solutions d'acide phénique ou d'autres substances antiseptiques et on recouvre la région opérée ou blessée par un pansement qui empêche l'accès de l'air.

C'est bien parce que l'acide phénique et les substances antiseptiques ont la propriété de tuer quelque chose de vivant, qu'ils empêchent les complications infectieuses des plaies.

S'il en était autrement, des solutions de toute autre substance, des soins de propreté seulement, rendraient les mêmes services que les substances antiseptiques, qui sont d'un effet d'autant plus sûr qu'elles suppriment plus complètement les phénomènes de la vie chez les organismes inférieurs.

Comment ces germes agissent-ils pour déterminer des symptômes propres aux maladies infectieuses ?

Ici encore nous en sommes réduits à faire des conjectures.

Cette végétation ne peut emprunter qu'à nos tissus les matériaux nécessaires à son entretien et à son développement.

Pour obtenir ces matériaux, ces germes doivent nécessairement les extraire des combinaisons normales et physiologiques. Ils altèrent donc ces combinaisons, absorbent ce qui leur est nécessaire et laissent libres les principes dont ils n'ont pas besoin. Ces principes dégagés de leurs anciennes combinaisons obéissent à leurs affinités et entrent dans des combinaisons nouvelles. Les germes qui absorbent doivent aussi exhiler. En conséquence on est forcé de conclure que ce sont, soit nos propres tissus altérés par les germes, soit les exhalaisons provenant des germes eux-mêmes qui causent les perturbations qui se produisent dans les maladies infectieuses.

Ce qui rend cette végétation microscopique si malfaisante et si redoutable, c'est la prodigieuse et rapide multiplication dont elle est susceptible.

Selmi a démontré que chez les individus malades, comme dans le cadavre en décomposition, il s'élabore des alcaloïdes qu'il appelle des ptomaïnes.

Ces ptomaïnes empoisonnent à la manière des alcaloïdes végétaux.

La présence de ces combinaisons toxiques chez les individus affectés de maladies infectieuses démontre suffisamment chez eux une activité chimique anormale qu'il est tout à fait rationnel d'attribuer à l'action des germes.

Il se passerait donc dans les tissus du sujet infecté ce qui se passe chez le cadavre en décomposition.

Le cadavre ne se décomposerait pas, il resterait immuable comme le cristal, si les germes et les ferments ne venaient pas délier les éléments des combinaisons qu'ils formaient pendant la vie.

Il ne faudrait pas s'imaginer que les germes nuisibles qui

provoquent les maladies infectieuses soient les seuls qui existent dans le corps des animaux.

Selon Beale, il n'existe pas un tissu qui soit exempt de germes, mais, tandis que ces germes constants détermineraient des fermentations normales et commanderaient des modifications chimiques nécessaires et bienfaisantes, les germes spéciaux aux maladies infectieuses détermineraient, au contraire, la série des phénomènes morbides qui constituent la virulence, altérant le plasma sanguin et le parenchyme, c'est-à-dire le tissu des organes, d'une façon incompatible avec un fonctionnement normal.

Le germe, suivant certaines doctrines, interviendrait dans tous les phénomènes normaux et anormaux de la matière organique comme cause déterminante de ses changements et de ses transformations physiologiques. C'est la doctrine des panspermistes.

J'ai tenu à signaler en passant cette doctrine très sujette à caution, sans me prononcer pour ou contre, simplement parce qu'il est intéressant de voir se généraliser à tous les phénomènes de la vie une doctrine qui préalablement ne devait servir qu'à expliquer la genèse de certaines maladies.

Quelle est la nature des germes ?

Il est difficile d'étudier les germes, d'en donner une description, d'en faire une classification qui, basée sur leurs caractères morphologiques, chimiques et physiques, corresponde en même temps aux manifestations particulières que chaque espèce provoque.

Ce sont des éléments figurés ayant la forme de simples points, de bâtonnets, de fils contournés en spirale, de petits corps arrondis.

On les trouve tantôt isolés, tantôt en groupes dans le sang et dans les tissus d'individus morts de maladies infectieuses.

Quant à leurs dimensions : leur longueur varie d'un demi-millième de millimètre à cinq et six millièmes de millimètre.

Ils sont à la limite des objets visibles avec les plus forts grossissements du microscope.

Si l'on pouvait voir un homme à travers un pareil grossissement, il nous apparaîtrait aussi grand, dit le professeur Samuel, que le Mont-Blanc ou le Chimborazo.

Nous savons que pour tuer leur vitalité, il faut pour les bâtonnets une température humide de quatre-vingt degrés, tandis que les spores peuvent résister à une chaleur sèche de cent cinquante degrés.

A quatre degrés au-dessus de zéro, leur développement s'arrête, mais ils ne meurent pas même à cent dix degrés au-dessous de zéro, la plus basse température à laquelle ils aient été soumis.

La température qui leur convient le mieux est celle des animaux à sang chaud, c'est-à-dire trente-sept degrés environ.

A vingt ou vingt-cinq degrés, leur développement est encore assez intense.

De même que les grains de blé trouvés après des milliers d'années dans les tombeaux égyptiens peuvent encore germer une fois réintégrés dans le sol, de même les germes, après une dessiccation prolongée ou après être restés incorporés à l'eau pendant longtemps, peuvent reprendre leur vie et leur activité lorsqu'ils arrivent de nouveau dans un milieu propice à leur développement.

Certains corps que nous appelons désinfectants ou antiseptiques tuent et paralysent les germes d'une manière définitive.

Une importante question est celle de la genèse de ces germes infectieux.

Du moment que nous ne pouvons plus voir en eux un poison ordinaire (et nous en donnons tout à l'heure les raisons);

du moment que nous sommes forcés d'admettre que le poison vit et pullule comme une végétation, nous ne pouvons pas plus admettre pour lui que pour tout autre végétal ou animal une génération spontanée; les germes infectieux doivent procéder d'autres germes infectieux semblables; c'est là un point très important.

Maintenant sont-ce les germes eux-mêmes qui sont toxiques ou sont-ce les produits des décompositions qu'ils déterminent?

Les travaux de Selmi semblent prouver que les germes produisent le poison, mais ne sont pas le poison lui-même. Du reste cela importe peu au point de vue particulier qui nous occupe, du moment que le poison se produit nécessairement dès que le germe entre en activité dans les tissus.

Les germes infectieux circulent incorporés soit à l'air, soit à l'eau, soit au sol, soit à tout objet sur lequel ils ont été déposés, mais ils ne prennent une vie active que lorsqu'ils se trouvent dans le milieu qui leur fournit les matériaux nécessaires, c'est-à-dire dans l'espèce de matière organique qui convient à chacun d'eux. L'observation démontre de notables différences entre les origines et les allures des germes; les uns naissent et se développent dans le sol, comme les germes des fièvres intermittentes et de la fièvre jaune. Ils n'affectent l'homme et les animaux que lorsqu'ils leur sont apportés par l'atmosphère; on les appelle miasmes, poisons telluriques ou poisons ectogènes.

Ces poisons telluriques peuvent, après disparition apparente même très prolongée des symptômes qu'ils provoquent, renaître à l'activité et occasionner une rechute de la maladie; mais ces poisons ne sont pas transmissibles d'individu à individu.

Un individu affecté de la malaria ne peut pas transmettre la malaria à un autre individu.

D'autres poisons morbigènes sont au contraire régénérés

par le malade qui les absorbe. L'homme, au lieu d'être pour eux un milieu d'action, comme c'est le cas pour les germes telluriques, est en même temps un milieu de culture complète et de reproduction.

Ces poisons qu'on désigne quelquefois sous le nom de poisons humains ou poisons endogènes, sont transmissibles d'homme à homme ; c'est ce qui les distingue des précédents.

Observons encore que, tandis que certains germes morbides ont, comme les venins, besoin pour s'implanter d'être inoculés dans une plaie (c'est le cas pour le vaccin et la rage), d'autres se transmettent d'une façon beaucoup plus complexe. Ils voyagent de l'individu infectant à l'individu infecté, transportés par l'eau, par les courants aériens ou par toutes sortes d'objets auxquels ils s'incorporent. Il ne suffit pas que les germes arrivent en contact avec notre corps, qu'ils soient inhalés ou avalés, il ne suffit pas qu'ils nous atteignent d'une façon quelconque pour qu'ils provoquent fatalement une maladie infectieuse. S'il en était ainsi l'humanité succomberait bientôt, anéantie par ces infiniment petits. Nous sommes protégés contre eux, à l'extérieur, par l'épiderme qui recouvre notre corps, et à l'intérieur par l'épithélium qui tapisse nos cavités.

Ces revêtements forment une cuirasse continue sur laquelle les germes ne peuvent pas agir.

La lymphe vaccinale provoque une légère maladie infectieuse qui nous protège contre une maladie similaire plus grave ; mais cette lymphe posée sur la peau intacte ne produit aucun effet ; il faut, pour que la vaccination réussisse, ouvrir l'épiderme avec la lancette et poser le virus dans la plaie ; c'est alors seulement que les germes agissent.

Dans un hôpital où règne la maladie infectieuse qu'on désigne sous le nom de pourriture d'hôpital, ce sont les plaies seulement qui se prêtent à l'implantation des germes de cette maladie.

infectieuse. Là où l'épiderme est intact, la pourriture d'hôpital ne s'établit pas. Il est de même probable que les germes que nous inhalons ou que nous avalons ne produisent des désordres que s'ils rencontrent des solutions de continuité dans le revêtement des muqueuses digestives et respiratoires ; toutefois la muqueuse étant d'une texture moins résistante et moins cornée que l'épiderme, ne doit pas remplir aussi bien son rôle protecteur. On est même plus ou moins forcé d'admettre que certains poisons, comme ceux de la diphthérie, des fièvres éruptives, ont le pouvoir de dissocier eux-mêmes l'épiderme et l'épithélium pour se frayer un chemin jusque vers les couches profondes de la peau et de la muqueuse. Mais en somme ces différences sont plus apparentes que réelles, la greffe des virus s'effectue au fond toujours de même, qu'il s'agisse de la vaccine ou de la diphthérie, de la fièvre typhoïde ou de la rage ; simplement, la porte d'entrée par où pénètre le virus, au lieu d'être une incision ou une morsure, serait une solution de continuité due à une chute de l'épithélium, à une plaie de la muqueuse produite par un catarrhe, par une irritation quelconque, ou par les germes eux-mêmes.

Et quant au virus, peu importe qu'il soit apporté par l'air ou l'eau, plutôt que par la lancette du chirurgien ou la dent d'un chien.

De la fièvre typhoïde et de ses causes.

La fièvre typhoïde est une maladie qui règne d'une façon constante dans la plupart des grandes villes et dans bon nombre de pays. A certains moments elle manifeste une recrudescence de violence là où elle règne ordinairement, ou bien elle se produit temporairement dans les endroits où elle

ne sévit pas habituellement. Lorsqu'elle est en permanence, on dit qu'elle est endémique; si elle manifeste des recrudescences là où elle est à l'état permanent, on dit qu'elle est endémoépidémique, et lorsqu'elle se produit occasionnellement là où elle n'existait pas, on l'appelle épidémique.

On a reconnu depuis longtemps que la fièvre typhoïde était contagieuse. Quant à la nature du virus, elle a été parfois pressentie ou déduite de considérations théoriques avant d'avoir été prouvée par l'observation scientifique.

Anciennement la fièvre typhoïde, comme les autres maladies infectieuses, était attribuée, à des causes vagues.

Faute d'une explication plausible, on supposait qu'une puissance supérieure, un génie épidémique, déchainait le fléau des maladies tantôt ici, tantôt là.

Puis on incrimina l'air, l'eau, la contagion directe.

On fit un pas de plus vers la vérité lorsqu'on découvrit que ce n'étaient pas l'eau ou l'air qui donnaient la fièvre typhoïde, mais les impuretés, les matières organiques qu'ils pouvaient contenir.

Enfin, tout en reconnaissant que l'absorption de matières organiques en décomposition peut donner lieu à des dérangements de l'intestin et à des symptômes toxiques, on admet aujourd'hui que la fièvre typhoïde est produite par des germes spéciaux, provenant d'individus affectés de cette maladie.

Les longues interruptions qui se produisent entre les manifestations isolées ou épidémiques de la fièvre typhoïde dans un même endroit, rendent la doctrine des germes spéciaux difficile à concevoir de prime-abord.

Evidemment, quand nous limitons le champ de nos observations au milieu duquel nous vivons; quand nous en faisons un petit monde entouré de frontières en dedans desquelles nous observons et en dehors desquelles nous n'obser-

ous pas, il est difficile d'entrevoir la filiation qui relie étiologiquement une épidémie avec une autre. Mais si, au lieu de limiter ainsi artificiellement le champ de nos observations, nous embrassons au contraire d'un coup d'œil d'ensemble toutes les manifestations de la fièvre typhoïde, nous n'avons plus besoin de supposer que la maladie est due à des causes banales ou qu'un virus nouveau naît spontanément pour chaque épidémie.

On arrive à cette conception bien plus logique, bien plus scientifique, bien plus féconde au point de vue de l'hygiène, que la fièvre typhoïde est en activité constante et ininterrompue, que les épidémies procèdent des endémies, que chaque cas procède d'un autre cas, parce que les germes se déplacent soit avec les malades eux-mêmes, soit avec tout ce qui a pu être souillé par les déjections des malades.

Qu'en un mot la fièvre typhoïde, comme toutes les maladies infectieuses, est à l'état de pandémie qui se déplace, sévit, s'arrête, suivant la direction où les différents véhicules entraînent les germes et suivant les conditions du milieu dans lequel ils arrivent.

Il est probable aussi, que le virus typhogène est alimenté et renouvelé dans certaines affections qui n'ont pas une allure franche et typique, telles que le typhus abortif, certaines fièvres bénignes, dites muqueuses, catarrhales, telles que des dérangements attribués à la dentition, à la croissance. Ces indispositions pourraient n'être souvent que des formes atténuées de la fièvre typhoïde, déterminées également par le poison typhogène et pourraient très bien relier étiologiquement entre eux des cas plus graves.

Du reste, depuis que nous savons que les virus peuvent, malgré une dessiccation prolongée, conserver toute leur énergie, il n'y a rien d'étonnant qu'une épidémie puisse puiser son

origine dans les exhalaisons typhoïdiques desséchées datant d'une précédente épidémie. Si le poison desséché est absorbé, il fait une première victime qui le régénère et le dissémine. Il est démontré qu'entre les intestins dont ils ont été expulsés et ceux qui les reçoivent à nouveau, les germes typhogènes peuvent vivre longtemps d'une vie latente, attendant les hasards qui doivent de nouveau les faire déglutir.

Ce que nous supposons à l'égard des germes typhogènes a été démontré pour plusieurs parasites faciles à observer. Par exemple l'anchylostome, le ver qui provoque l'anémie des mineurs, dont les ouvriers du St-Gothard ont souffert, ce ver, dis-je, pond ses œufs dans l'intestin de l'homme, mais ces œufs ne peuvent éclore dans l'intestin où ils ont été pondus; il faut qu'ils soient expulsés par les selles; l'embryon peut alors éclore dans les eaux stagnantes, mais l'embryon, la larve, ne devient anchylostome à nouveau que si le hasard le fait déglutir et rentrer dans l'intestin humain.

Comme le choléra et la dysenterie, la fièvre typhoïde est une maladie dont les symptômes principaux et les lésions constantes se rencontrent dans l'intestin. La maladie devient générale dans son cours ultérieur, mais elle est abdominale au début. Nous pouvons conclure de cela que c'est dans l'intestin que les germes s'implantent d'abord et qu'ils ne gagnent qu'en suite le reste de l'économie.

Pour qu'ils pénètrent dans l'intestin, il faut qu'ils soient déglutis, avec l'eau, avec les aliments ou avec la salive.

Cela ne veut pas dire que c'est en mangeant ou en buvant seulement que nous leur donnons accès dans notre tube alimentaire; il se pourrait qu'ils gagnassent d'abord les cavités buccales et pharyngiennes par inhalation, attirés par le courant d'air que détermine l'acte inspirateur. Ils s'incorporeraient à la salive et la déglutition les ferait passer ultérieurement dans le canal digestif.

Klebs a trouvé dans la trachée et les bronches d'individus morts au début de la fièvre typhoïde des germes semblables à ceux qui se rencontrent dans l'intestin.

Cette observation serait de nature à faire supposer que la toux et les phénomènes de bronchite que l'on observe au début de la fièvre typhoïde sont dus à l'action de germes typhogènes, ayant pénétré par aspiration dans les voies aériennes.

Les lésions caractéristiques de la fièvre typhoïde occupent l'intestin dans le voisinage de la valvule iléo-caecale.

Comment se fait-il que les germes ne s'implantent pas plutôt dans l'intestin ?

Peut-être leur faut-il subir un certain temps l'action des sucs intestinaux avant de pouvoir manifester leur vie.

Ou bien il faut admettre qu'ils se greffent plus facilement dans le voisinage de la valvule iléo-caecale qu'ailleurs parce qu'il y a dans ces parages une stagnation qui les laisse plus longtemps en contact avec la paroi intestinale qui, dans ces parages, est d'un relief plus accidenté qu'ailleurs.

Peu importe l'interprétation, le fait existe et les lésions primaires dans d'autres parties de l'intestin sont exceptionnelles.

Ces germes une fois greffés sur la muqueuse y déterminent un travail inflammatoire et ulcératif, pénètrent dans les vaisseaux et se répandent dans l'économie.

Quand on parle de contagion, il faudrait s'entendre sur la valeur de ce terme ; si l'on veut restreindre le sens de ce mot à l'approche, au contact de l'individu infectant avec l'individu infecté, la contagion ne suffit pas pour expliquer la dissémination de la fièvre typhoïde ; si, au contraire, on entend par contagion la rencontre de la personne infectée non pas avec la personne infectante, mais avec ces germes qui émanent d'elle, germes apportés par un véhicule quelconque, alors on

peut dire que la fièvre typhoïde ne se transmet que par contagion.

Donc c'est toujours la greffe d'une végétation parasitaire qui donne la fièvre typhoïde, mais cette greffe ne s'effectue pas toujours avec la même facilité.

Certaines circonstances facilitent la dissémination du virus et augmentent la réceptivité morbide, c'est-à-dire l'aptitude des individus à contracter la maladie, telles sont : l'accumulation, l'encombrement des hommes sur un point, les mauvaises conditions hygiéniques, la malpropreté, la mauvaise nourriture, la fatigue, les canalisations et les drainages défectueux, l'influence de certaines époques de l'année, les conditions atmosphériques.

Le genre de vie des soldats en campagne les expose à la fièvre typhoïde et aux formes plus graves de cette maladie, parce que les matières organiques, les déjections de toutes espèces s'entassent et croupissent faute d'emménagements suffisants pour les écouler.

Dans la guerre d'Espagne. — de 1808 à 1813, l'armée commandée par Wellington perdit :

a) Par les maladies 24,930 hommes ; par les armes 8,999.

En 1812, — entre le passage du Niemen et l'arrivée à Moscou, l'armée française perdit :

b) Par les maladies 137,000 hommes ; par les armes 60,000.

Dans la campagne contre la Turquie, 1828 et 1829, les Russes perdirent :

c) Par les maladies 100,000 hommes ; par les armes 15,000.

Dans la campagne de Crimée, les Français perdirent :

d) Par les maladies 77,250 hommes ; par les armes 16,000.

Parmi les maladies infectieuses qui sévissent chez les

armées en campagne, ce sont la dysenterie et la fièvre typhoïde qui font le plus de victimes.

Une administration militaire prudente doit diriger la tactique aussi bien contre l'invasion des maladies infectieuses que contre l'armée ennemie.

L'état hygrométrique du sol semble exercer une influence sur la production des maladies infectieuses en général et sur celle de la fièvre typhoïde en particulier.

Pendant la froide saison, alors que l'évaporation est restreinte et les jours courts, l'eau imbibe le sol jusqu'à sa surface, comme une éponge immergée jusqu'à fleur d'eau ; les germes dans ces conditions baignent et stagnent dans l'humidité, ils demeurent inactifs, les températures basses n'étant pas favorables aux fermentations.

Mais, quand viennent les grands jours et la chaleur, quand la fonte des neiges devient moins active et ne maintient plus à un niveau élevé les eaux stagnantes et courantes, quand survient la sécheresse, la surface du sol, la berge des lacs, des ruisseaux, des étangs est mise à nu, et les germes et la matière organiques étant abandonnés à l'air libre, entrent en fermentation active.

Les pluies brusques et torrentielles de l'été concourent à la diffusion des miasmes, parce qu'au lieu de ne gagner les sources que filtrées et purifiées par le tamisage à travers les différentes couches du sol, elles circulent en torrents à sa surface et gagnent les eaux potables, toutes chargées des matières organiques qu'elles entraînent avec elles.

Dans les villes, les eaux de pluie se répandent brusquement dans les canaux où sont placés les conduits hydrauliques, et si ceux-ci ne sont pas hermétiquement clos, elles peuvent y pénétrer et les rendre impurs.

C'est l'explication que l'on donne de la fréquence plus

grande de la fièvre typhoïde dans l'été et dans l'automne qu'au
dans l'hiver.

Ces conditions sont naturellement favorables à la diffusion
d'autres germes que ceux de la fièvre typhoïde.

Il est des cas qui ne peuvent être attribués qu'à l'absorption
de germes en suspension dans l'atmosphère.

La possibilité de la transmission par l'air est aussi prouvée
qu'on peut prouver en pathogénie par plusieurs observations
directes.

Dans une maison où il existe des fuites de gaz, d'égouts ou
de latrines infectés de germes, ce sont précisément les individus
qui occupent des locaux où se répandent les émanations, qui
deviennent malades, tandis que les habitants qui occupent
des appartements où ces émanations ne pénètrent pas sont
épargnés. Je fournirai bientôt un exemple de ce mode de
transmission.

Il faut bien admettre aussi une transmission par l'atmosphère
pour les épidémies de fièvre typhoïde qui se développent dans
le voisinage de localités où le sol a été fouillé et remué.

Des germes enfouis dans les profondeurs d'un sol habité
sont ramenés à la surface et se répandent dans la circulation
atmosphérique.

Toutefois, il ne semble pas que les germes typhogènes
soient susceptibles d'être transportés par l'air à de grandes
distances, comme c'est le cas pour d'autres germes infectieux,
ceux de la malaria, par exemple. Si tel était le cas, les foyers
épidémiques ne demeureraient pas aussi restreints.

Les épidémies de fièvre typhoïde ont en effet comme caractéristique
particulier de se limiter, de ne pas rayonner très loin.

L'aptitude à contracter la fièvre typhoïde varie d'individu
à individu.

Elle est plus fréquente dans la force de l'âge et dans l'ado-

lescence que chez les enfants et les vieillards. On constate, en outre, des différences de susceptibilité qui sont difficiles à expliquer.

Il est possible qu'un état d'intégrité parfaite de la muqueuse intestinale confère à beaucoup de sujets une immunité contre cette maladie, les germes ne trouvant pas où s'implanter.

Il n'est pas non plus impossible que certaines natures aient une résistance de tissu plus grande que d'autres, que ces individus ne fermentent pas parce que leurs combinaisons sont plus stables. L'avantage leur reste dans la lutte qu'engagent les ferments.

Nous en sommes réduits à faire des suppositions lorsque nous ne pouvons pas trouver une explication satisfaisante. Les expériences de Pasteur démontrent que les virus sont susceptibles d'être atténués ; ils provoquent alors une maladie semblable à celle produite par le virus doué de toute son activité, mais cette maladie présente une intensité et un danger moindres et de plus, la maladie légère confère une immunité contre la maladie forte, comme la maladie due à la vaccine confère une immunité contre la petite vérole.

Cette inaptitude à contracter la fièvre typhoïde pourrait être le résultat d'indispositions intérieures où le virus typhogène aurait déterminé une forme atténuée de la maladie typhoïde. Dans cette hypothèse, ces indispositions légères produiraient l'effet d'une vaccination.

Il est certain que quelque chose d'analogue se passe à l'égard de la fièvre jaune ; ce sont les nouveaux arrivés qui montrent le plus de réceptivité morbide à l'égard de cette affection.

La réceptivité diminue avec l'acclimatation. Mais les personnes acclimatées qui voyagent, montrent de nouveau une grande susceptibilité à leur retour dans les pays où règne la fièvre jaune.

Il n'est pas impossible non plus que certains individus soient réfractaires à la fièvre typhoïde en vertu d'une disposition innée. Ainsi les nègres, qui sont très facilement atteints par la variole, ne prennent pas la fièvre typhoïde.

Les jeunes gens qui arrivent de la campagne montrent une aptitude toute spéciale à contracter la fièvre typhoïde quand ils viennent dans les grandes villes.

Il semble que le virus se développe sur eux avec l'énergie d'une plante qui prospère dans un terrain vierge.

Du rôle de l'eau dans la propagation de la fièvre typhoïde.

La plus fréquente des sources d'infection typhoïdique est certainement l'eau que l'on boit et celle qui sert à des usages culinaires. Si tout à coup il survient dans une localité une épidémie ;

Si cette épidémie ne sévit, au début, que dans un quartier

Si la partie de la population devenue malade s'alimente d'eau à une source, à une pompe, à une fourniture hydraulique commune ;

Si une enquête révèle que cette eau reçoit des apports de matières organiques suspectes ;

Si l'enquête établit encore que ces matières contiennent des déjections de malades affectés de fièvre typhoïde ;

Si toutes les autres influences hygiéniques étant communes à la partie atteinte et à la partie épargnée de la population, on ne peut noter d'autre différence entre elles que le fait d'avoir consommé, l'une de l'eau pure, l'autre de l'eau impure ;

Si enfin, comme on l'a observé souvent, une fois la source

du poison tarie ou interceptée, la marche de l'épidémie s'arrête, on ne peut que reconnaître que c'était bien l'eau qui propageait l'épidémie.

Ce sont les praticiens de la campagne qui ont le plus contribué à élucider les causes de la fièvre typhoïde.

Les campagnes et les habitations disséminées sont des milieux favorables aux enquêtes et aux recherches sur les causes des maladies infectieuses.

Il est, en effet, facile de se renseigner sur les faits et gestes de l'individu atteint, sur les relations qu'il peut avoir eues avec des individus malades, soit dans son village, soit dans les localités qu'il a pu visiter.

On peut inspecter *la source* à laquelle il se désaltère, visiter les latrines, les égouts de la maison qu'il habite et de celles qu'il fréquente.

Dans les villes, l'accumulation, l'encombrement, la multiplicité des rapports de la population et surtout le fait que la fièvre typhoïde y est ordinairement à l'état endémique ne permettent pas de poursuivre la filiation étiologique qui relie les différents cas d'une maladie infectieuse. Les épidémies s'y greffent en général, sur l'endémie, et il n'est plus possible de leur assigner un point de départ.

Les observations recueillies à la campagne ont établi que le plus souvent les épidémies se développent le long des sources, des ruisseaux qui servent aux besoins domestiques.

Un premier cas s'étant produit dans une habitation située sur une colline, les cas suivants se succèdent en général dans les habitations situées en contre-bas et où l'on fait usage d'une eau qui a reçu directement ou par filtration les déjections des malades habitant plus haut.

Si une épidémie visite successivement plusieurs villages ou plusieurs habitations isolées, étagées les unes au-dessus des

autres sur une même colline, on peut être sûr que l'épidémie a débuté chez les habitants des maisons les plus élevées, et le plus souvent on découvre les sources ou les filtrations qui ont servi de véhicules aux germes.

Rien aujourd'hui dans la pathologie n'est mieux démontré que cela. Souvent déjà on a eu l'occasion de constater dans notre canton des épidémies de fièvre typhoïde dues à l'eau. Voici une observation de ce genre due à M. le docteur Pasteur, au Petit-Saconnex.

M. le docteur Pasteur a observé une épidémie de fièvre typhoïde au Petit-Saconnex en octobre et en novembre 1890.

Ce fut un boulanger qui importa la maladie dans cette commune où pendant vingt ans on n'avait vu aucun cas de fièvre typhoïde. Le boulanger avait contracté la maladie à Aix-les-Bains et il était rentré chez lui pour se faire soigner.

Les selles de ce malade furent jetées dans les latrines, mais la literie, les draps, les linges souillés par ses déjections, furent lavés à une pompe dont l'eau servait à la consommation de tout le voisinage.

Le boulanger mourut le 20 septembre ; on fit encore, le 1^{er} et le 2 octobre, à cette même pompe, un lavage général des linges qui lui avaient servi. Elle dut être, ce jour-là, abondammentensemencée de germes typhogènes. Le 9 octobre commença, dans le voisinage, une épidémie restreinte comme nombre de cas, mais d'une gravité exceptionnelle, car, sur six malades, quatre moururent et l'un des deux survivants fut pris d'un état de démence très inquiétant.

Une enquête démontra que l'eau des puits contenait une quantité considérable de matière organique.

D'une construction défectueuse, ce puits recevait depuis longtemps toutes sortes de souillures, il n'était cependant devenu infectieux qu'après avoir reçu les ferments typhoïdes

provenant des selles du boulanger. Cette observation prouve bien que ce sont des germes spéciaux, qui donnent la fièvre typhoïde, car, si des matières organiques banales engendraient cette fièvre, il est probable que, grâce au puits, il y en aurait eu au moins quelques cas au Petit-Saconnex où on ne l'avait pas constatée depuis vingt ans, et où elle ne s'est produite qu'une fois, importée du dehors par le boulanger.

En 1879, le docteur Redard observa une épidémie de fièvre typhoïde à Peissy. L'épidémie débuta par une dame de cinquante ans, habitant à mi-côte de la colline de Peissy, sur le chemin conduisant à Malval ; onze cas succédèrent à ce premier. Tous ces malades avaient bu l'eau d'un puits en mauvais état recevant des eaux de latrines et de purin. Il n'y eut pas de cas de fièvre typhoïde dans les parties du village où l'on buvait de l'autre eau.

Ce puits fut visité par ordre de la police ; il fut reconnu chargé de matières organiques ; cet état de choses fut amélioré, et il ne s'est pas reproduit d'autres cas depuis lors.

Le même médecin observa également au Château-des-Bois, dans une maison de ferme, une épidémie qui atteignit tous les membres de la famille ; le père mourut.

On se servait, dans cette maison, pour des usages domestiques, d'une eau de source qu'une enquête démontra être contaminée par des eaux de latrines et de fumier. Dans ces deux observations, le rôle de l'eau est très nettement établi.

L'enquête y révèle des matières organiques. Dans l'épidémie de Peissy, les personnes qui ne boivent pas de l'eau impure sont épargnées. Enfin les réparations nécessaires une fois faites, l'épidémie cesse.

Voici encore une observation publiée par le docteur Rouge, de Lausanne ; elle nous montre la propagation de la fièvre typhoïde à deux kilomètres de distance par une eau de source. Le

docteur Rouge raconte qu'en automne 1880 il soignait, dans une maison isolée du quartier de Maupas, à Lausanne, une jeune femme atteinte d'une fièvre typhoïde très grave.

Les vases recevant les déjections contenaient toujours une forte proportion d'acide phénique — on les vidait dans les lieux d'aisances.

Au moment où la malade du docteur Rouge entrait en convalescence, éclatait à deux kilomètres de là, à Montbenon, une épidémie de fièvre typhoïde.

Cette épidémie se composa de neuf cas, dont deux moururent. Le docteur Larguier, qui a soigné ces neuf malades, dit, qu'il avaient consommé de l'eau provenant de trois fontaines ayant leur source commune au Maupas

Or la source de ces fontaines était captée précisément sous la terrasse de la maison qu'habitait la malade du docteur Rouge. Cette source n'était pas à l'abri des infiltrations des lieux d'aisances, puisque les eaux des fontaines de Montbenon eurent un goût phéniqué dont on ne s'expliquait pas la cause.

Donc, malgré l'acide phénique, les germes typhogènes émanant de la malade du Dr Rouge, transportés à deux kilomètres par l'eau, ont rendu sept personnes malades et en ont tué deux.

L'observation du docteur Rouge, bien que recueillie dans la banlieue d'une ville d'environ 30,000 habitants, est aussi probante que possible. Les premières recherches étiologiques qui ont fait la lumière sur le rôle de l'eau comme véhicule des agents typhogènes, ont été, il est vrai, recueillies surtout dans les campagnes, mais il n'en faut pas conclure qu'il soit impossible de se livrer avec succès à des recherches analogues, même dans les plus grandes cités. Grâce à des recherches conduites avec sagacité et persévérance, nous possédons aujourd'hui des documents qui nous prouvent que les eaux potables jouent le même rôle dans les villes que dans les campagnes. Ces documents

sont les plus féconds en enseignement pour nous qui habitons un pays dont la capitale renferme les deux tiers de la population totale.

Le docteur Wytténbach a fait un intéressant rapport sur une épidémie qui éclata à Berne dans l'hiver de 1873 à 1874.

Berne comptait alors 38,000 habitants. 355 individus, appartenant à toutes sortes de professions et de conditions, tombèrent malades. 80 % de ces malades buvaient une eau provenant d'une source appelée *Gasel-Quelle* ; cette source ne servait qu'à l'alimentation d'un tiers de la population de la ville de Berne, les deux autres tiers s'approvisionnant ailleurs. De plus, dans presque toutes les communes par où passait cette eau il y eut des cas de fièvre typhoïde. L'examen de l'eau et de la conduite démontra que deux réservoirs placés sur le parcours de la conduite étaient souillés par des matières d'égouts.

Si toute la ville eût été alimentée par cette source, il y aurait eu probablement à Berne un millier de cas. Quant au 20 % de malades qui n'ont pas consommé l'eau de la *Gasel-Quelle*, il est probable qu'ils ont été infectés secondairement par des germes provenant des consommateurs de la *Gasel-Quelle*.

En 1872, il se produisit à Stuttgart une épidémie de fièvre typhoïde. Il fut prouvé que les eaux qui alimentent cette ville avaient été souillées par l'apport d'égouts. La maladie rayonna jusqu'à la limite où l'eau s'arrêtait. Dans une même maison, les habitants du premier et du troisième étage qui consommaient l'eau d'une pompe furent épargnés, tandis que les habitants du deuxième et du quatrième qui se servaient de l'eau commune, furent atteints.

Dans les prisons de Milbank, à Londres, la fièvre typhoïde était endémique parmi les prisonniers et parmi le personnel de l'administration tant que l'on y consumma l'eau de la Tamise. Depuis 1865, on fit venir l'eau d'un puits artésien foré dans le

Trafalgar-Square. Depuis, on n'y a observé qu'un seul cas de fièvre typhoïde.

Il serait bien facile de multiplier les exemples, mais je crois en avoir fourni suffisamment pour établir ce qu'il s'agissait de prouver.

Cependant, je ne voudrais pas que l'observation faite à Stuttgart, où les gens consommant des eaux de puits furent épargnés tandis que les consommateurs de l'eau ordinaire tombèrent malades, vous induisit en erreur sur la valeur des puits et les sources citadines en général. Les eaux de puits et de sources qu'on trouve encore dans les grandes villes jouissent parfois, grâce à leur fraîcheur et à leur limpidité, d'une faveur qu'on ferait bien de leur retirer.

Elles ont pu être salubres, autrefois, avant l'extension prise par la ville. Il n'y avait alors pas ou peu d'habitations sur leur parcours, mais lorsqu'on a construit des villes et des quartiers de banlieue, des villas suburbaines, les filtrations se sont produites et les ont rendues insalubres pour la plupart. C'est, du moins, le cas pour Genève.

Il y a quelques années, j'eus à soigner plusieurs cas de fièvre typhoïde dans une maison de la place Longemalle. Il n'y avait pas d'épidémie en ville. Je découvris une pompe cachée derrière l'escalier ; cette pompe recevait des filtrations de latrines et d'eaux ménagères. Il est très probable que les déjections du premier malade pénétrèrent dans le réservoir de la pompe et déterminèrent la fièvre typhoïde chez les autres malades qui se succédèrent dans la maison. Cette eau, vu sa fraîcheur, était très appréciée par les habitués d'un café voisin. Deux ou trois habitués de cet établissement furent atteints de fièvre typhoïde. Une analyse démontra que l'eau contenait une forte proportion de matières organiques.

Les sources et les pompes du quartier de Plainpalais

n'avaient pas, autrefois, la réputation d'être malsaines. Elles le devinrent lorsqu'il s'éleva autour d'elles de nombreuses habitations sans canalisations. Depuis que l'on y a construit des égouts les cas de fièvre typhoïde sont moins fréquents à Plainpalais.

Les aliments de toutes sortes, le lait surtout, mélangés à de l'eau infectée, peuvent donner la fièvre typhoïde. Ce sont surtout les médecins anglais qui ont étudié le rôle du lait comme véhicule de la fièvre typhoïde.

Je trouve dans un journal anglais l'observation suivante : « Dans une ferme, on avait lavé les ustensiles de la laiterie et baptisé, probablement, le lait avec l'eau d'un puits infecté. Parmi la clientèle de cette ferme, vingt-une personnes, appartenant à seize familles différentes, tombent malades de la fièvre typhoïde. Cette épidémie sévit pendant les mois de juin et de juillet. Ces familles étaient aisées et habitaient à distance les unes des autres ; les malades n'avaient été soumis à aucune cause d'infection commune autre que d'avoir bu le même lait.

« Une enquête établit que l'eau dont on se servait dans cette ferme contenait une proportion considérable de matières d'égouts.

« Ces matières provenaient d'une autre ferme située plus haut où il y avait eu un cas de fièvre typhoïde qui était en pleine évolution au mois de mars précédent. Les déjections du malade avaient été jetées dans des latrines qui étaient en communication avec le ruisseau qui alimentait le puits de la ferme qui avait distribué le lait infecté. » Cette observation est loin d'être isolée ; parmi plusieurs autres je choisis encore celle-ci.

Dans l'été de 1873, il se développa une épidémie dans un quartier fashionable de Londres. Cette épidémie atteignit,

entre autres familles, celle du célèbre docteur Murchison, qui a lui-même contribué à élucider plusieurs points de l'étiologie de la fièvre typhoïde. Or il fut établi que tous ces malades avaient bu du lait de même provenance.

Environ trois cents cas survinrent dans quatre-vingt-dix familles différentes, en l'espace de quatre semaines, du milieu de juillet au milieu d'août.

L'enquête révéla que l'un des fermiers qui envoyait son lait à la laiterie où se servaient ces quatre-vingt-dix familles était mort de fièvre typhoïde. Le fossé des latrines dans lequel on avait versé les déjections du malade communiquait avec une pompe dont l'eau servait à nettoyer les ustensiles de la laiterie, à baptiser le lait. Evidemment ce n'est pas le lait, tel qu'il sort de la vache, qui peut contenir des germes typhogènes, ce n'est que le lait additionné d'eau souillée.

J'ai dit que l'air pouvait probablement emporter à petites distances les germes typhogènes. En voici un exemple que j'ai observé moi-même.

Trois personnes tombent successivement malades de la fièvre typhoïde dans une maison de notre banlieue. Cette maison est alimentée d'eau par la machine hydraulique de l'Arve qui dessert aussi toutes les maisons avoisinantes. Il n'y eut de malade dans aucune de ces villas avoisinantes.

Il n'était pas possible d'incriminer l'eau d'Arve en général; si elle eût été souillée, elle aurait infecté plusieurs personnes dans le quartier. Les causes d'une épidémie localisée dans une maison doivent résider dans cette maison seulement.

J'inspecte la conduite d'eau, et je trouve que le réservoir principal est situé dans les latrines, qui sont loin d'être inodores.

Réclamations au propriétaire, qui fait déplacer le réservoir et la fièvre typhoïde ne se reproduit plus.

Il me paraît probable que des germes provenant du premier malade ont gagné l'eau du réservoir par la voie aérienne.

Les germes desséchés, enfouis dans le sol ou submergés dans l'eau, peuvent conserver toute leur énergie pendant un temps fort long. J'ai attiré l'attention sur l'importance que ce fait pouvait avoir au point de vue de la genèse des épidémies de fièvre typhoïde. Je tiens à donner quelques preuves à l'appui :

En 1878, on ramène dans sa famille habitant Reclouville (département de Meurthe-et-Moselle), un jeune homme qui a contracté une fièvre typhoïde dans un autre village, à Buriville, où il servait comme domestique. Il y avait, à ce moment, deux typhiques à Buriville.

Le jeune homme guérit ; l'année suivante (1879), son frère qui n'avait pas quitté le toit paternel, tomba aussi malade.

Aucun autre cas de fièvre typhoïde n'eut lieu à Reclouville jusqu'au 15 février 1880, époque à laquelle toute cette famille émigra à Azerailles.

Le 12 septembre 1880, la mère de cette famille prit elle-même une fièvre typhoïde dont elle mourut après trois semaines de maladie.

Quelle était l'origine de ce nouveau cas de fièvre typhoïde ?

A Azerailles, il ne s'était montré aucun cas de fièvre typhoïde depuis 1858, et cette personne, depuis quatre mois qu'elle habitait Azerailles, n'était pas sortie.

Les fontaines communales étaient très bien aménagées et exemptes de toute souillure.

Les fosses d'aisances étaient aussi dans de très bonnes conditions. Le docteur qui soigna ces malades fit une enquête qui apprit que ces gens avaient fait, avant leur déménagement, une lessive générale du linge et des vêtements, à l'exception d'une grosse toile d'emballage servant au lit de la malade et

sur laquelle se voyaient encore plusieurs souillures de l'écrasée de la main provenant des matières fécales des deux malades à dix mois d'intervalle (le dernier en août 1879).

En l'absence de toute autre cause, on peut admettre que ce fut cette toile servant de paillassé qui avait été le réceptacle des agents typhogènes.

La virulence de ces agents subsistait après une dessiccation de treize mois.

Voici un autre exemple de la conservation des germes durant dix mois.

Le 20 octobre 1880, un jeune homme qui a contracté la fièvre typhoïde à Epinal, où il était en service, rentre au huitième jour de sa maladie chez ses parents qui habitent une maison isolée au milieu d'une forêt de 12 à 15 kilomètres d'étendue; le jeune homme guérit.

Dix mois après, une jeune sœur tombe malade de la fièvre typhoïde.

Cette nouvelle malade n'était pas sortie, elle n'avait pu contracter la fièvre ailleurs, et aucun autre malade que son frère n'avait abordé la maison. Les déjections du premier malade avaient été jetées derrière la maison.

Il faut admettre dans ce cas que la virulence des germes avait duré dix mois.

Le docteur Alison a vu un cas où cette virulence s'était conservée pendant seize mois.

Ces deux dernières observations sont empruntées au mémoire du docteur Alison, mémoire couronné par l'Académie de Médecine.

Si les récompenses officielles sont tombées juste, c'est à coup sûr cette fois.

Le docteur Alison pratique dans le département de Meurthe-et-Moselle, à Baccarat.

Il a fait des recherches dans les vingt-sept communes où il est habituellement ordinairement; ces recherches comprennent une période de dix ans.

Il s'est livré, pour chaque localité, à une enquête à propos de toutes les épidémies antérieures qui ont pu se manifester avant la période qu'il étudie plus particulièrement.

Sur ces vingt-sept localités, il y en a eu vingt-une où la maladie est apparue et six qui en sont demeurées indemnes.

Il compte quarante-neuf foyers épidémiques dans ces vingt-une localités.

Or, sur ces quarante-neuf épidémies, trente-trois fois la contagion a été manifeste; seize fois, quoique moins évidente, elle lui a paru certaine.

Il résulte de la lecture du mémoire du docteur Alison qu'il entend la contagion comme je l'ai définie, c'est-à-dire le contact entre les germes et l'individu infecté et non pas le contact direct de la personne infectante avec la personne infectée.

Grâce à ses patientes recherches et à une excellente méthode, il lui a été possible de montrer, pour chaque épidémie, un premier malade important le germe morbide d'une ville ou d'un village où la maladie règne.

Quant au développement ultérieur de chaque épidémie, il montre que les eaux et que toute espèce d'objet ont servi de véhicule aux germes d'un malade à l'autre.

La lecture du mémoire du docteur Alison vous laisse la persuasion que la fièvre typhoïde ne procède pas de causes banales, de l'ingestion de substances organiques quelconques, mais bien d'un virus typhogène d'une nature spéciale élaboré chez les individus atteints de fièvre typhoïde.

Cette impression est celle que laissent toutes les observations où l'on ne s'est pas arrêté à mi-chemin dans l'enquête, soit

parce qu'on le voulait ainsi, afin de défendre une thèse qui pouvait supporter qu'une demi-lumière, soit parce que le milieu où l'on observait ne comportait pas des recherches plus précises.

En 1881, il se produisit dans la ville de Genève une épidémie de fièvre typhoïde.

**De l'épidémie de 1881. — L'eau que nous avons
celle que nous devrions boire.**

Il y eut, cette année-là, plus de deux cents cas et cinquante un décès causés par la fièvre typhoïde, tandis que

en 1880 il y avait 18 décès

» 1879 » » 22 »

» 1878 » » 19 »

» 1877 » » 17 »

Ce sont donc cinquante-une personnes en tout et trente-deux plus que la moyenne, qui ont succombé en 1881, parce qu'elles ont avalé des germes typhogènes.

Comme rien n'a été changé depuis, nous pouvons nous attendre au retour d'épidémies qui, au lieu de trente victimes, en feront peut-être bien davantage.

Cela est d'autant plus déplorable que la fièvre typhoïde est une maladie que l'on pourrait complètement supprimer. Nous pourrions être dans des conditions de salubrité telles, que nous n'aurions de fièvres typhoïdes que celles contractées ailleurs qui viendraient se faire soigner chez nous.

Certainement qu'autrefois nous enregistrions chaque année un certain nombre de cas de fièvre typhoïde; mais la maladie

se montrait principalement dans les localités mal drainées et où l'on buvait de l'eau de puits, telles que la route de Carouge, le chemin des Battoirs, les Eaux-Vives, les Pâquis.

En 1881, s'ouvre une ère nouvelle ; c'est la ville qui fournit, au contraire, à elle seule, plus des deux tiers des cas, et la fièvre typhoïde atteignit des individus qui n'avaient pas bu d'autre eau que celle fournie par la Machine hydraulique.

Il fallut bien incriminer cette eau, c'est-à-dire il fallut bien supposer que cette eau avait reçu la semence typhogène.

Une commission étudia la question ; elle recommanda des travaux urgents, dont, je le répète, pas un seul n'a reçu, jusqu'à ce jour même, un commencement d'exécution.

Cette commission reconnaissait que l'eau telle qu'elle nous est livrée par le lac est pure et potable, mais qu'elle est souillée par les matières fécales et les immondices de toutes sortes qui se déversent dans le port.

Mon collègue, le professeur Dunant, dans un rapport très complet publié en 1879, énumérait déjà les causes d'insalubrité de notre eau.

Il signala quatre canaux et trois égouts qui se déversent dans le Rhône au-dessus des prises d'eau de la Machine.

Ces canaux et ces égouts desservent des quartiers déjà très populeux alors, mais qui le sont bien plus aujourd'hui. Signalons l'égout du chemin de la Scie, celui du chemin Duroveray, celui de l'avenue de la Grenade, et, sur la rive droite, l'égout au Prieuré qui dessert deux établissements hospitaliers, dont l'un reçoit des fièvres typhoïdes.

Il n'y a, pour se rendre compte de cet état de choses, qu'à remonter le quai des Eaux-Vives à partir du Jardin anglais ; l'odorat le signale aussi bien que la vue.

Les eaux qui s'écoulent par ces égouts sont un mélange d'eaux pluviales, d'eaux ménagères, d'eaux industrielles pro-

venant de boucheries, de brasseries, de buanderies et, ce qui est plus grave, de vidanges solides et liquides et de purin d'écurie.

Nous trouvons encore, dans le port, des latrines publiques, les latrines de deux restaurants, celles des bateaux à vapeur; enfin des bateaux à laver où l'on lave également le linge ayant servi à des malades atteints de la fièvre typhoïde.

En somme, en dehors des installations malpropres ou dangereuses que je viens de citer, nous comptons sept égouts ou canaux desservant les Eaux-Vives et les Pâquis. Ces quartiers n'ont pas d'autre égout collecteur que le Rhône, où se puise notre eau potable; tel est le fait.

Il s'en suit que les eaux du port peuvent êtreensemencées de germes typhogènes par tout malade de fièvre typhoïde habitant les quartiers dont les immondices se déversent en dessus des prises d'eau de la Machine.

Le linge des typhoïdiques lavé dans les bateaux-lavoirs peut également déterminer une épidémie à Genève.

Diluée dans l'immensité du réservoir, la matière organique n'atteint pas, par rapport à la masse totale de l'eau, une proportion bien considérable; mais, nous le savons, ce n'est pas par sa quantité que la matière organique agit, mais par sa qualité.

Il importe peu, au point de vue de la fièvre typhoïde, de savoir si une eau de consommation contient quelques millièmes de plus ou de moins de matière organique.

Les chimistes ne pourraient se prononcer sur la valeur d'une eau que s'ils pouvaient reconnaître par leurs analyses les agents virulents. Or jusqu'ici cela ne leur est pas possible.

MM. Græbe et Lossier se sont bornés à donner les proportions de matières organiques contenues dans l'eau, mais ils n'ont pas été plus loin.

D'autres chimistes n'ont pas su imiter cette réserve prudente et scientifique, ils ont voulu tirer de leurs recherches des conclusions qu'elles ne comportent pas.

Au lieu d'éclairer la question, ces chimistes n'ont fait que l'embrouiller.

En fourvoyant les enquêtes, en rassurant ou en effrayant mal à propos, ils sont venus ainsi en aide à ceux qui, par insouciance ou parti pris, font avorter tous les projets d'assainissement.

Je disais plus haut que l'existence d'épidémies de fièvre typhoïde, dans les villes avec lesquelles nous sommes en relations constantes, constituait un danger pour nous. On comprendra maintenant pourquoi il suffirait qu'un typhoïdique viat se faire soigner dans le quartier des Eaux-Vives ou dans l'hôpital du Prieuré pour que nous soyons exposés à avaler ses germes avec l'eau que nous buvons.

Plus les Eaux-Vives et les Pâquis se peupleront, plus ce danger deviendra sérieux.

Lors de l'installation de la machine hydraulique à la Coultouvrenière, le professeur Gosse avait proposé de prolonger le tuyau de prise jusqu'au point, où l'eau est à l'abri des causes de souillures que nous avons mentionnées.

La commission nommée en 1881 pour étudier les causes de l'épidémie de fièvre typhoïde conclut aussi à la prolongation du tuyau de prise.

Cette mesure est d'une exécution facile et peu coûteuse ; elle aurait pour effet de préserver notre eau potable du mélange avec des eaux d'égouts et de latrines. Nous boirions certainement de l'eau plus pure, moins dangereuse, moins répugnante, mais ce ne serait encore là, à notre avis, qu'une demi-mesure.

Les eaux des lacs et des rivières, en général, et la nôtre, en particulier, sont impropres à l'alimentation.

Il ne suffit pas qu'une eau soit pure, qu'elle ne contienne pas de germes morbides, pour qu'elle soit bonne à consommer.

Il faut encore qu'elle soit agréable par son goût et par sa température, et puisque nous devons modifier notre fourniture hydraulique, il nous faut d'emblée choisir de l'eau de bonne qualité à tous les points de vue.

Il y a deux choses sur la qualité desquelles on ne saurait être trop difficile, parce qu'elles sont de consommation forcée. Ce sont l'eau et l'air.

Dans les sociétés civilisées de l'antiquité on choisissait avec le plus grand soin les eaux potables et on ne reculait devant aucun sacrifice pour les amener même de très loin. L'insouciance, l'incurie actuelles font un tel contraste avec la sollicitude d'autrefois, qu'on se demande d'où peuvent procéder cette insouciance et cette incurie. N'ont-elles point leur origine dans une morale en continuel conflit avec l'hygiène? Les anciens n'avaient pas encore inventé l'hostilité entre l'âme et le corps. Ils avaient pour les conseils du palais une certaine déférence; leur religion ne leur imposait pas le mépris des besoins du corps; bien au contraire. Ils postaient à l'origine des cours d'eau des dieux qui, penchés vers l'onde d'un air bon enfant, semblaient s'assurer de sa qualité avant de l'envoyer aux humains.

Partout où les Romains se sont établis, les sources les meilleures à tous les points de vue sont, encore à l'heure qu'il est, celles dont ils se servaient. Ils ne connaissaient cependant pas l'analyse chimique. La dégustation, l'expérience et le bon sens leur servaient de guide.

Les Romains ne connaissaient pas non plus les machines à vapeur qui ont rendu à l'hygiène les plus mauvais services.

Elles nous permettent, il est vrai, d'élever à peu de frais à hauteur suffisante pour pouvoir être distribuées facilement à la consommation, des eaux puisées tout près des villes.

Cet avantage est très réel quand il ne s'agit que de fournir

de la force motrice et des eaux servant à l'irrigation et aux nettoyages publics et privés, mais, dès qu'il s'agit de l'eau potable, les machines hydrauliques ne présentent au contraire que des dangers, parce qu'au lieu d'eau vierge et salubre, elles ne nous envoient que des eaux de lac ou de rivière lourdes, désagréables par leur goût et leur température et exposées à être souillées sur leur propre trajet ou celui de leurs affluents par les déjections des hommes et des animaux.

Toutes les eaux souterraines ou à ciel ouvert qui ont circulé dans des milieux habités, renferment nécessairement des matières organiques, dont les plus pernicieuses sont précisément les plus difficiles à retrouver.

Les cours d'eaux sont des drains naturels.

Le moindre ruisseau qui traverse un village peut en ressortir égot.

L'eau des sources qui s'écoulent de hautes montagnes sera toujours l'eau potable par excellence.

Elle provient des eaux de pluie et de neige. Avant sa chute sur le sol, elle a traversé l'air pur des hautes régions, elle s'infiltré ensuite dans les différentes couches du sol et ne se charge dans tout ce trajet que de gaz et de matières inorganiques.

Les sels minéraux qu'elle contient sont-ils par leur nature et leur proportion convenables pour la santé? Là est toute la question.

C'est un problème qui le plus souvent est déjà résolu par l'expérience et que l'analyse chimique, en tout cas, peut parfaitement résoudre.

Quant aux espèces particulières de substances organiques, que nous avons appelées les poisons morbides, l'eau qui sort des flancs d'une montagne inhabitée est celle qui a le moins de chance d'en contenir.

Parmi les avantages que nous présentent les eaux de sources, il en est encore un qui est capital. C'est leur égalité de température pendant toute l'année. Grâce à un trajet souterrain, leur température est celle des couches du sol qu'elles ont traversées. Elle ne varie par conséquent pas, suivant les saisons, comme celle des eaux de lac ou de rivière qui tendent à l'équilibre de température avec l'atmosphère. La grande généralité des eaux qui coulent des lieux élevés nous paraissent chaudes en hiver et froides en été, et c'est pour cette raison, qu'elles sont non seulement agréables au palais, mais aussi bienfaisantes pour notre économie. Pendant les chaleurs une petite quantité d'eau fraîche suffit pour étancher la soif; elle facilite la digestion, abaisse la température excessive du corps. — C'est une ablution froide de la muqueuse digestive qui exerce un effet tonique analogue à celui que provoque une douche froide sur le corps.

L'ingestion de l'eau fraîche vivifie et donne un sentiment de bien-être. L'eau qui est tiède au palais est prise avec dégoût, elle ne désaltère pas, elle ne rafraîchit pas, et elle peut amener des troubles gastriques, grâce à la quantité énorme qu'il en faut avaler pour étancher la soif.

En hiver, l'ingestion d'une eau glacée est désagréable; elle nous soustrait du calorique et diminue notre force de résistance aux rigueurs de la saison.

Cette question, que nous envisageons aujourd'hui au point de vue de Genève et à propos de la fièvre typhoïde, se présente la même, à peu près pour toutes les grandes villes. Nous ne lui trouvons qu'une seule solution logique et rationnelle. Il faut renoncer à s'approvisionner d'eau, dans des lacs ou des rivières, et revenir au système des anciens, choisir des eaux pures, fraîches et agréables au goût, au moment même où elles jaillissent des entrailles du sol pour les conduire dans les

villes au moyen de canaux souterrains ou à ciel ouvert parfaitement clos, qui empêchent l'accès de toutes espèces de souillure et maintiennent l'eau à sa température initiale.

La morale y est aussi intéressée que l'hygiène.

Meilleure est l'eau, plus on en boit.

A quoi sert de prêcher la tempérance, de condamner les ivrognes, quand on n'offre à la population qu'une eau suspecte et repoussante.

Des philanthropes fournissent déjà aux petites bourses des boissons non alcooliques à bon marché ; ne devraient-ils pas comprendre aussi dans leur sollicitude la question des approvisionnements en eaux potables ?

Richard Wallace offre un bel exemple à suivre.

Les sociétés de tempérance, les sociétés d'utilité publique, les sociétés d'hygiène devraient partout employer leur influence, le talent de leurs apôtres, à faire exécuter les travaux nécessaires pour fournir libéralement de bonne eau à tout le monde. — C'est là le grand côté de la question, tous les autres ne sont que secondaires et accessoires.

Genève se trouve admirablement située pour s'approvisionner d'eau excellente.

A quelques kilomètres, le Jura nous fournirait des sources abondantes et de première qualité.

Pourquoi ne ferions-nous pas ce qui s'est fait à Rome sous la république, sous les empereurs, sous les papes ? ce qui s'est fait dans toute l'Italie, l'Espagne, la France, l'Asie mineure ?

Nous pouvons bien édifier un aqueduc de dix à quinze kilomètres, quand dans l'antiquité on en construisait qui mesuraient, comme celui de Nîmes, jusqu'à dix lieues de longueur.

Et si les autorités ne veulent pas prendre l'initiative de pareils travaux, est-ce qu'une société privée ne pourrait pas les entreprendre ?

La ville de Morges ne prend pas ses eaux dans le lac ; elle est, je crois, sur le point de s'arranger pour sa fourniture avec la société lausannoise qui exploite les eaux du Pont-de-Pierre.

Des mesures prophylactiques à prendre pour se préserver de la fièvre typhoïde et les maladies infectieuses en général.

Nous venons de voir ce que nous pourrions faire pour nous préserver des germes morbides aquatiques.

Pour barrer ce chemin aux germes morbides aériens, il faut empêcher la stagnation des immondices et des matières organiques en putréfaction.

Lister nous a montré comment on assainissait d'une façon certaine le milieu, dans lequel on veut pratiquer une opération. En généralisant les principes de sa méthode on pourrait assainir toute une ville, tout un pays.

Il est évident qu'un pareil résultat ne saurait être obtenu tant que nous n'aurons pas un réseau complet d'égouts, débarrassant le sol des matières qui actuellement le saturent et en font le réceptacle de toutes sortes de principes morbides.

Quand bien même on aura prolongé le tuyau de prise de la machine hydraulique au delà des Jetées, nous ne pourrions pas continuer longtemps à laisser les immondices des Pâquis et des Eaux-Vives se déverser dans le Rhône, traverser la ville et se déposer sur les berges.

Nous estimons donc que même lorsqu'on aura pourvu à notre approvisionnement d'une eau potable, il faudra encore compléter notre réseau d'égouts, qui est tout à fait insuffisant.

Mais ce n'est pas seulement en ville qu'il faut chercher à

supprimer la fièvre typhoïde et les maladies infectieuses en général ; dans nos campagnes elles sévissent fréquemment. Nous avons vu que l'importateur d'une épidémie de fièvre typhoïde est le plus souvent un individu malade qui rentre dans son village pour se faire soigner. Les déjections versées ordinairement au hasard, contaminent d'autant plus fréquemment les eaux potables, que les latrines de campagne sont construites à tout hasard, qu'elles communiquent, soit directement, soit par filtration, avec les eaux de puits et de sources ; et ainsi vous voyez se développer à la suite d'un premier cas, une série d'autres cas qui, en se déplaçant, peuvent répandre l'épidémie dans d'autres localités rurales ou la ramener en ville.

Dès qu'il se produit un cas de fièvre typhoïde ou de toute autre maladie épidémique grave, il devrait en être donné avis à l'autorité, afin qu'il fût procédé à une enquête et qu'il fût pris des mesures pour empêcher la dissémination du virus morbide.

Il me semble entendre déjà protester au nom de la liberté individuelle, menacée par une semblable ingérence de l'autorité. Il faudrait pourtant une fois réduire cet argument à sa juste valeur.

Quand on suppose un empoisonnement criminel, la justice informe, elle commande des enquêtes, ordonne des autopsies, questionne les personnes qui peuvent l'éclairer. Personne, cependant, ne songe à trouver que cette conduite de l'autorité est attentatoire à la liberté ; on la considère, bien au contraire, comme un bienfait.

Les poisons typhogène ou variolique sont, cependant, tout aussi mortels que la poudre de succession et que tous les poisons dont se servent les criminels.

Une enquête dont le but n'est pas la curiosité, mais où l'on

se propose, non pas de molester le citoyen, mais de protéger sa santé et sa vie, ne peut, à mon avis, qu'être bien accueillie.

Toute la question consiste à trouver une procédure qui, tout en étant efficace, ne dévie de son vrai but et ne le dépasse pas non plus.

Les causes d'insalubrité de l'eau ne se résument pas toutes dans la présence de matières organiques dans les sources qui servent à l'alimentation.

Il y a lieu de tenir grand compte de l'état des réservoirs particuliers.

M. Fatio, qui a porté son attention sur ce côté de la question, a trouvé que l'eau emmagasinée dans les maisons était souvent beaucoup plus chargée d'éléments étrangers et suspects que celle que l'on prend directement dans notre fleuve. Il a rencontré des réservoirs sans couvercle, contenant des dépôts noirâtres constitués par des éléments argileux et par une proportion relativement forte de matières organiques.

Je vous ai signalé une épidémie entretenue par un réservoir placé dans des latrines. Il est également dangereux, que les tuyaux où circule l'eau potable et ceux par où passent les eaux de latrines et les eaux ménagères circulent côte à côte ; il peut arriver qu'il s'établisse des communications entre eux, et chaque fois qu'on ouvre un robinet dans la conduite des eaux potables, il se produit une aspiration qui y accélère l'arrivage des immondices.

Il faudrait donc aussi surveiller l'aménagement et la propreté des réservoirs et des conduits particuliers. Il serait même mieux de supprimer les réservoirs particuliers et de mettre les robinets en communication directe avec les colonnes ascendantes.

Lorsque l'épidémie est limitée à une maison, il est probable que c'est dans cette maison que se trouvent les causes d'insalubrité.

Si l'épidémie sévit dans plusieurs maisons, dans tout un quartier, il faut rechercher les causes d'insalubrité dans les tuyaux communs. Enfin, quand l'épidémie se répand dans toute une ville, il est logique de penser que l'eau était déjà ensemencée de germes dans le réservoir où les machines hydrauliques s'alimentent.

Pour supprimer la fièvre typhoïde, il faudrait, ou arriver à détruire et anéantir les germes à mesure qu'ils se produisent, ou pouvoir leur empêcher tout accès vers le tube digestif des hommes et des animaux susceptibles de fermenter sous l'influence de l'agent typhogène.

Pour détruire les germes, pour les atteindre au moment même où ils sont évacués, il faut immédiatement à leur sortie soumettre les selles à l'action de substances germicides très fortes. A cet effet, on peut verser dans chaque vase destiné à recevoir les déjections d'un typhoïdique une solution concentrée d'acide phénique à 10 %, par exemple ; on en verse une quantité au moins équivalente à la somme totale des déjections solides et liquides du malade. Le contenu du vase, déjection et liquide antiseptique, renfermera 5 % d'acide phénique. Les germes seront tués d'une façon à peu près certaine.

Il faudrait avoir à l'usage du malade plusieurs vases lavés intérieurement et extérieurement après chaque selle et immergés ensuite, jusqu'au moment où ils doivent resservir, dans une solution phéniquée à 5 % ; ces précautions sont indispensables, car les déjections se répandent sur les parois du vase, elles s'y dessèchent et un lavage précipité et incomplet ne les atteint pas. Les doigts des personnes qui s'occupent de la manutention et des soins des vases, peuvent s'imprégner de germes et les porter ensuite autour ou dans leur orifice buccal. On peut expliquer ainsi la fréquence, la propagation de la fièvre typhoïde chez les domestiques.

Les draps de lit seront changés tous les jours et soumis préalablement à une pulvérisation d'acide phénique.

Lorsque le linge n'est pas assez abondant ou si la dépense qu'entraîne le lavage est trop grande, on peut se borner à changer le drap de dessous seulement qui a beaucoup plus de chance d'être souillé.

Tout le linge à l'usage du malade doit être non seulement lavé à part, il faut encore le soumettre à une désinfection complète, car ni la température de l'eau, ni le savon dont on peut faire usage ne sont suffisants pour tuer les germes.

Ainsi s'explique la fréquence de la fièvre typhoïde chez les blanchisseuses, dont les doigts s'imprègnent des germes que la lessive ne tue pas. On peut désinfecter le linge, la literie et les habits en les soumettant à des vapeurs de soufre dans une caisse hermétiquement fermée.

Si on lave le linge ayant servi au malade avec d'autre linge, on risque de contaminer celui-ci.

Quand on dispose d'un personnel suffisant, il faut que les personnes qui soignent les malades n'aient rien à faire dans les soins du ménage, et cela, pour éviter le transport des germes sur les ustensiles, verres, cuillers, fourchettes. Après terminaison de la maladie, le lit, la chambre, les tapis de chambre doivent être soumis à une épuration complète, car nous avons vu que la maladie se reproduisait fréquemment au bout d'une année et plus, par le retour à l'activité de germes provenant d'anciens malades.

Les balayures, les détritrus de toutes sortes doivent être enlevés fréquemment et mis en lieu sûr.

En ville le service de la voirie les enlève, mais à la campagne il faut les enterrer et les mélanger avec de la chaux vive, avec du chlore. Il est nécessaire de les enfouir dans un endroit où il n'y a pas possibilité de filtration vers les eaux qui servent à l'alimentation.

Dans toutes les maladies infectieuses il faut viser à interrompre la circulation des germes, soit par l'isolement des malades, soit par la propreté et la désinfection.

Dans les fièvres éruptives (petite vérole, rougeole, scarlatine) il faut avoir soin, à la période de desquamation surtout, de laver tout le corps des convalescents avec des solutions légèrement phéniquées, de manière à neutraliser sur place les squames infectantes qui se détachent de l'épiderme.

Dans la diphtérie, le croup, le poison morbide paraît doué du pouvoir de circuler avec les courants atmosphériques; il sera utile de faire des vaporisations, des pulvérisations désinfectantes dans l'appartement du malade.

Dans tous les cas de maladies aiguës fébriles, il faudra surtout veiller à la propreté, à la désinfection de toutes les personnes qui abordent le malade (médecins, gardes, parents, etc.).

L'initiative des particuliers trouve à s'utiliser largement dans la lutte contre les maladies infectieuses.

Heureusement; car les faits le prouvent, les autorités chargées de veiller sur la santé publique semblent ne pas bien se rendre compte des devoirs qui leur incombent.

L'Etat, qui est investi par la loi, de la haute surveillance en matière d'hygiène, ne fait rien, parce que les dépenses qu'entraînent les travaux d'assainissement ne le regardent pas; elles incombent, en général, aux municipalités.

De leur côté, les municipalités, qui sont chargées de l'exécution des travaux, ne font pas davantage, parce qu'elles n'ont aucune responsabilité au point de vue de la santé publique.

Les fluctuations de la politique amènent de fréquents changements dans le personnel de la magistrature; tel est remercié par les électeurs au moment où il avait fini par vouer quelque sollicitude aux questions d'hygiène; il est remplacé le plus souvent par un novice qui, plutôt que de recom-

mencer *ab-ovo* l'étude des questions sanitaires pendant qu'on trouve plus logique de suspendre les enquêtes et les études commencées.

Enfin, lorsque l'inquiétude est grande, lorsque la nécessité de faire quelque chose s'impose, on se décide à rassurer la population. Il existe, à cet effet, un moyen infailible qui est le même partout, et toujours il consiste à nommer une commission. Cette commission nomme des sous-commissions et enfin un rapporteur dont le rapport se trouve ordinairement prêt quand l'épidémie a cessé. Ce rapport est alors enterré dans ce cimetière qui s'appelle les casiers de l'administration sur un carton et une étiquette lui servent de tombeau.

L'inertie traditionnelle des administrations trouve, de reste, une certaine complicité chez les administrés.

Un grand nombre de personnes estiment que lorsqu'une épidémie existe il faut la dissimuler. Elles voudraient, au nom des intérêts de l'industrie, bâillonner le public et la presse.

Ce moyen n'a jamais réussi, le silence n'est pas un remède. Les étrangers ont le sentiment de la préservation personnelle assez développé, pour savoir se renseigner sur les conditions sanitaires des villes où ils séjournent ou qu'ils se proposent de visiter.

Du reste ce procédé inefficace est d'une moralité très douteuse et répugne à tous les amis de la vérité. Il y a beaucoup à faire pour réaliser dans le domaine de l'hygiène publique les progrès dont elle est susceptible.

La science et l'expérience nous ont montré comment il fallait conduire la lutte contre les maladies infectieuses. Les Etats n'ont qu'à appliquer en grand ce qui se pratique en petit dans une hôpital, dans une maternité, dans la chambre d'un opéré: arrêter la circulation des poisons morbides.

C'est l'Etat qui dispense l'instruction; la jeunesse passe

La grande partie de son temps enfermée dans les écoles publiques. L'observation établit que c'est à l'école que se produisent un grand nombre de maladies infectieuses. Il résulte de tout cela une grosse responsabilité pour l'Etat.

Pour toutes ces raisons l'hygiène ne peut plus continuer à être qu'une branche accessoire des administrations publiques, placée à des autorités *in partibus*.

Il faut l'ériger en administration indépendante, sur le même pied que l'instruction, la justice ou les finances.

Il nous faut une administration spéciale ayant un mandat précis, responsable devant l'opinion publique, munie d'un budget qui lui permette de faire exécuter des travaux d'assainissement, ayant des laboratoires, disposant d'un personnel pour procéder aux enquêtes et concentrer les renseignements. Cette administration devrait être armée sérieusement pour vaincre le mauvais vouloir et l'incurie.

Est-ce qu'un Département de la Santé publique n'aurait pas la raison d'être aussi bien qu'un Département militaire ?

Si nous trouvons à propos d'entretenir à grands frais des soldats pour l'éventualité heureusement très problématique d'une guerre extérieure, ne devons-nous pas trouver plus logique encore, d'organiser la défense contre des ennemis qui ne désarment jamais, qui nous surprennent toujours et qui ont immolé plus de victimes et fait couler plus de larmes que les balles et la mitraille.

La santé est la condition première de toute activité soutenue et féconde; on ne saurait lui vouer trop d'attention, ni hésiter devant les sacrifices qu'elle nécessite. Genève se doit à elle-même d'introduire sans hésiter les réformes que la science moderne impose à l'hygiène.

NOTICE

SUR

DES CRANES ET FRAGMENTS DE CRANES

TROUVÉS A LA COLLINE DE LA BALME, PRÈS DU SALÈVE

PAR BURKHARD REBER

PHARMACIEN EN CHEF DE L'HOPITAL CANTONAL DE GENÈVE

*Communiquée à l'Institut National Genevois dans la séance du
mardi 13 mars 1883.*

Au printemps de l'année 1880, lors de la construction de la ligne de chemin de fer de Collonges à Evian, on pratiqua une tranchée dans la colline de la Balme, au pied du Grand-Salève, près de Veyrier, afin d'en utiliser les matériaux, sable et pierres, pour la construction de la voie ferrée.

Cette colline de la Balme, qui se compose entièrement de *diluvium*, est couverte d'une couche d'humus d'une assez grande épaisseur par place. Elle est plantée de vignes en partie et d'arbustes sur les pentes. On y a trouvé en plusieurs rangées parallèles près d'une centaine de squelettes humains. J'en ai conservé ces cinq crânes ainsi que quelques autres ossements. Malheureusement j'appris cette nouvelle trop tard et lorsque j'arrivai sur l'emplacement, presque tous les osse-

ments et surtout les crânes avaient été détruits et disséminés par les ouvriers, de sorte que je n'ai pu retrouver les ossements d'un corps entier.

Sur l'emplacement où se fit cette découverte, il n'y avait absolument aucun tombeau, ni pierre tumulaire, ni aucune chose qui pût faire supposer un encadrement des corps de ces morts. Quelques personnes semblaient vouloir admettre que ces ossements provenaient de guerriers qui auraient combattu en cet endroit. Mais cette supposition n'est pas admissible, à mon avis, parce qu'on aurait, dans ce cas, trouvé aussi quelques objets militaires, boutons, crochets, armes, etc., tandis qu'il n'y en avait aucune trace. Cette hypothèse est d'autant moins admissible que parmi ces ossements il y avait des squelettes d'enfants, car deux des cinq crânes conservés ont appartenu à des individus de quatre et huit ans.

Je me suis informé sur place, et d'une manière aussi minutieuse que possible, quelle pouvait être l'origine de ces ossements humains, mais personne n'a pu me donner des renseignements à ce sujet. Ils ont donc appartenu à des gens dont il ne reste aucun souvenir dans la population actuelle, par conséquent ils ont dû être enterrés là à une époque bien reculée. L'apparence de ces crânes nous donne une preuve frappante de leur ancienneté, si l'on en juge par l'influence qu'ont exercée sur eux les agents chimiques et mécaniques de la terre.

Pour déterminer l'époque à laquelle vivaient les hommes enterrés à la Balme sur trois ou quatre rangées à une profondeur d'un mètre à peine il serait nécessaire de posséder aussi des objets d'habillement ou bien des armes ou objets d'art. Mais, malgré mes recherches les plus assidues, il m'a été impossible de découvrir la moindre des choses. C'est ce qui me fait supposer que ces corps auraient été enterrés tout nus,

ou enveloppés seulement d'un linceul, peut-être pendant une épidémie.

Comme il est prouvé, par des trouvailles archéologiques, que Genève et ses environs, le Salève et une partie de la Savoie, ont été habités depuis des temps immémoriaux, il est d'autant plus regrettable qu'on n'ait rien trouvé qui puisse nous mettre sur les traces historiques du champ de mort de la Balme. En effet, à peu de distance de l'emplacement où les ossements ont été déterrés, dans les carrières de Veyrier et dans les grottes situées sur le flanc du Salève au-dessus du même village, on a trouvé des ossements de bêtes féroces mélangés à divers objets en poterie et des outils en silex, provenant des habitants des temps préhistoriques et dont je possède déjà une assez grande quantité dans ma collection. Dans les carrières du pied du Grand-Salève on utilise surtout les débris de différentes couches, coradiennes, valengiennes et néocomiennes, dont cette montagne est composée et qui se sont écroulées à une période géologique fort lointaine. Tout le terrain se trouve composé des débris de la montagne voisine, soudés à présent par un ciment calcaire et couverts d'une faible couche d'humus nourrissant une maigre végétation. Là on trouve des outils et des débris de silex soudés par ce ciment avec les rochers ; ces instruments ont dû sans aucun doute servir à l'homme primitif à une époque antérieure certainement à nos stations lacustres. J'ai trouvé aussi en travers des couches formant le fond de quelques grottes, particulièrement dans celles qui sont au-dessus du chemin du Pas-de-l'Echelle, allant de Veyrier à Monnetier, des débris d'ossements cassés par l'homme pour en utiliser la moelle, des silex, des dents de bêtes féroces, et encore des restes de poterie primitive, provenant de la même époque. C'est ainsi qu'on peut suivre dans ces couches, de la base à la surface,

les traces de l'homme presque jusqu'à nos temps. En tous cas on y a aussi découvert des restes de l'époque romaine et du Moyen Age. Des monnaies romaines ont été trouvées en travaillant dans les champs autour de Veyrier.

Bien que je ne croie pas que nos crânes remontent à une époque antérieure à la domination romaine ou aux premiers siècles de notre ère, j'ai pensé qu'il serait cependant nécessaire de jeter un coup d'œil sur les antiquités du pays, que, du reste, je suis loin d'avoir toutes citées.

Adossée au pied du Grand-Salève entièrement de formation jurassique, se trouve la colline de la Balme, produit des temps diluviens et affectant la forme d'un mamelon. L'Arre baignait autrefois cet endroit et y déposait son sable et ses pierres qu'elle roulait depuis les Alpes.

Entre ces cinq crânes, déterminés par M. le professeur Kollmann, de Bâle, nous en trouvons surtout deux assez bien conservés et appartenant, l'un au type de Hohberg, et l'autre à celui de Dissentis, et sur lesquels je donnerai encore quelques notes historiques.

Dans l'œuvre de MM. Rüttimeyer et His (1), à laquelle nous empruntons ces quelques notes, nous voyons les races suisses classées en quatre types, ceux de Sion, de Hohberg, de Belair et de Dissentis. De ces quatre types de races, il n'y a que le deuxième et le quatrième qui nous occupent.

A *Hohberg*, près de Granges, canton de Soleure, on a découvert un champ de mort datant du cinquième siècle et parmi les crânes déterrés, ces Messieurs en remarquèrent trois d'un type spécial auquel ils donnèrent naturellement le nom de la localité où ils furent rencontrés. En même temps on déterrât une petite croix en métal marquée d'un R (*renatus*)

(1) RUTIMEYER et HIS, *Crania helvetica*, Bâle et Genève, 1864.

qui semble nous reporter à l'ère chrétienne. A Granges même, dans une autre fouille, on trouva à côté d'antiquités romaines encore quatre têtes du même type. Un crâne appartenant à ce type provient de Hardt, près de Bâle, et sort d'un tombeau décrit par M. le professeur Vischer. Des briques romaines trouvées dans la même localité donnent une certitude relative à l'égard de la date de ce crâne. A Vevey on a trouvé des tombeaux entourés de dalles qui ont fourni deux crânes du type Hohberg. Deux autres crânes de la même espèce proviennent, l'un du lac de Bienne, et l'autre de Biberstein, dans le canton d'Argovie. Dans ce dernier endroit on a mis au jour, à plusieurs reprises, des antiquités romaines. Ainsi donc l'origine romaine de presque tous les crânes du type Hohberg est prouvée et MM. Rüttimeyer et His pensent qu'on peut considérer ce type comme la vraie tête romaine.

Le type de *Dissentis* appartient à une époque plus récente que celui de Hohberg. Même en passant par cet endroit le voyageur est frappé du caractère de ce type dans toute la population actuelle. Dans les ossuaires de Dissentis et dans le pays d'Unterwald la plupart des crânes lui appartiennent. Mais on en rencontre aussi dans d'autres endroits. Des exemplaires historiques de ce type se trouvent dans la collection Troyon (deux pièces) et neuf proviennent de Granges.

Ainsi, comme dans les tombeaux du cinquième siècle de Granges et ailleurs, nous voyons à la Balme encore les deux types de Hohberg et de Dissentis réunis. L'absence complète d'objets d'art ne nous permet pas d'assigner à ces crânes une date précise, mais je pense que nous ne nous éloignons pas beaucoup de la vérité en les faisant contemporains de ceux de Granges, c'est-à-dire en les attribuant au commencement de notre ère.

Les crânes déterrés à la colline de la Balme seront donnés au Musée d'Histoire naturelle de Genève.

Il me reste maintenant à vous communiquer la traduction de la description de ces crânes que l'éminent professeur Kollmann, de Bâle, a eu la bonté de m'adresser.

Ces crânes possèdent un degré de conservation différent; trois d'entre eux présentent une surface assez polie, et ne laissent pas supposer qu'ils aient séjourné longtemps dans la terre (n^{os} 1, 3, 4). Par contre, les n^{os} 2 et 5, mais particulièrement le n^o 2, sont très corrodés par les racines de plantes qui entouraient leur surface. Malgré cette différence, il est bien possible que ces crânes tous ensemble datent de la même époque, car leur conservation variée peut provenir de leur position différente sous le sol.

Il n'y a que trois de ces crânes qui se prêtent à une étude convenable et à une observation attentive, ce sont ceux chez lesquels les os de la face et la boîte crânienne sont assez conservés pour en tirer des conclusions. Les trois autres sont excessivement défectueux. Du n^o 3 il ne reste que la boîte crânienne qui soit un peu conservée. A cela près tous les os de la face manquent. C'est du reste un crâne d'enfant de quatre ou cinq ans environ, et chez lequel, comme chez tous les crânes de cet âge, les caractères de race ne sont encore que très peu développés. Malgré la meilleure conservation on doit dire la même chose du n^o 4 appartenant à un enfant d'environ huit ans, chez lequel les canines n'ont pas encore percé.

Donc trois de ces crânes ne peuvent pas être pris en considération s'il s'agit d'observer les caractères de race. L'étude des autres même est difficile, parce qu'il manque la mâchoire inférieure qui cependant est d'une haute importance pour ces déterminations.

La classification suivante sur ces crânes de la colline de la Balme peut être déclarée en toute sûreté : Quatre apparten-

nent aux races brachycéphales européennes et la longueur de leur capsule crânienne oscille entre l'index céphalyque de 80,2 et 91,5. L'un des crânes, n° 4 (celui d'un enfant de huit ans) est un mésocéphale et doit donc être classé dans une troisième race européenne. Ce qui prouve en faveur de cette affirmation c'est, outre l'index, l'occiput particulièrement saillant comme le présente le type des « tombeaux en rangées » (*Reihengraber*). MM. Rüttimeyer et His appelaient cette race le type de Hohberg, tandis que les Français la désignent par le nom « race dolichocéphale néolithique. » M. Carl Vogt les a une fois nommés « têtes d'apôtres » (*Apostelköpfe*).

Les crânes brachycéphales n'appartiennent pas du tout à la même race, ce qu'il est facile de prouver par l'observation des os de la face. Les n° 1 et 2 appartiennent à une autre race de brachycéphales que le n° 5. Le n° 2 montre particulièrement de toutes façons dans ses marques caractéristiques très nettes un grand contraste avec le n° 5. Je me bornerai donc à donner une description seulement de ces crânes comme les représentants de deux races différentes brachycéphales, que la trouvaille de la colline de la Balme nous a fournies.

1. *Crâne n° 2*. La capsule crânienne est extraordinairement courte, la ligne de la pente du derrière de la tête tombe brusquement, le front est large et plat, l'arcade zygomatique très saillante (phanérozyg), le visage rétréci, comme s'il avait été pressé du haut en bas dans toutes ses parties; les orbites sont carrées et très basses (chamaeconch), l'index orbital est de 87,5; le nez est très court et largement ouvert, l'os nasal est court et enfoncé; l'indice nasal est de 56,9, un chiffre par lequel nous dénotons la platyrrhinie. Les pommettes (os malaires) sont saillantes, et il résulte de là que le visage est très large. Le manque de saillie des dents de la mâchoire supérieure fait

encore mieux ressortir cette forme caractéristique. Le crâne provient sans aucun doute d'un individu qui était âgé d'au moins soixante-dix ans. Mais lors même qu'on posséderait les mâchoires avec toute la dentition, les caractères de *races que nous avons mentionnés plus haut ne seraient pas altérés pour cela.*

J'ai proposé pour cette race, à cause de la faible hauteur des os de la face, le nom de brachycéphale chamæprosope d'Europe. Elle s'accorde avec la brachycéphalie slave, ainsi nommée par M. Virchow, tandis que Pruner-Bey les oppose comme type mongoloïde aux autres brachycéphales d'Europe. MM. Rüttimeyer et His, dans leur ouvrage, n'ont donné à ce type aucun nom spécial.

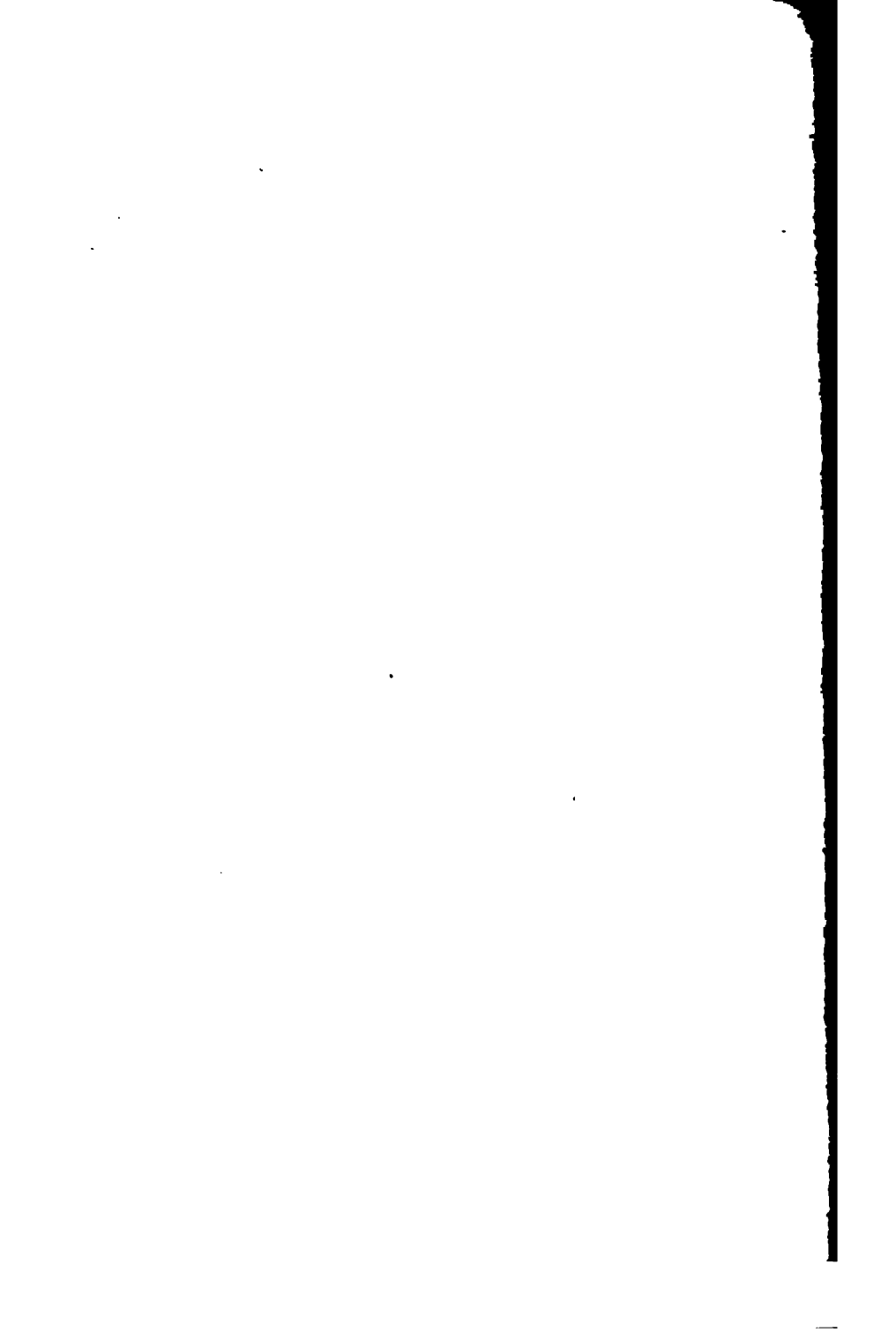
2. Le crâne n° 5 est le représentant d'un type de brachycéphale tout différent, par son visage allongé, avec le sommet du nez élevé, les orbites rondes, et les apophyses jugulaires des mâchoires supérieures et inférieures saillantes. La capsule du crâne est très différente de la précédente, elle est plutôt ovale, à la façon d'un œuf, mais elle est cependant brachycéphale. Le représentant de cette race de la colline de la Balme n'est pas très caractéristique ; il lui manque à la vérité, surtout parmi les os de la face, quelques-unes des particularités frappantes. Mais pourtant la longueur de l'ovale du crâne ne laisse pas de doute. Le haut du nez est étroit et élevé, les cartilages en sont longs, la hauteur de l'*apertura pyramiformis* remarquable, de sorte que l'index du nez dénote la mésorrhinie. La hauteur des os malaires et de la mâchoire inférieure est caractéristique, de même que la forme du palais ; pour cette race, j'ai proposé le nom brachycéphale leptoprosope d'Europe, tandis que MM. Rüttimeyer et His lui ont donné le nom de type de Dissentis.

De cette façon nous voyons, dans la découverte de la colline

de la Balme, les restes de trois races différentes d'individus européens. Que ces crânes remontent à quinze siècles ou à une époque plus rapprochée, ils ne représentent pas une seule race, mais plusieurs. Les mélanges de races sont fort vieux. Il y eut des migrations de peuples déjà aux temps diluviens ; c'est pourquoi on peut compter trouver toujours dans les grands lieux de sépulture des échantillons de races différentes.

Pour compléter ces renseignements, je donne ci-dessous un petit tableau des mesures différentes des angles (index) :

	N° 1	N° 2	N° 3	N° 4	N° 5
Indice céphalique . . .	81, ₁₇	85, ₁₂	91, ₅₅	78, ₉₃	80, ₂₂
Indice de la hauteur . .	78, ₈₂	81, ₅₄	84, ₄₁	79, ₇₇	80, ₂₂
Indice de la largeur . .	97, ₁₀	95, ₉₀	92, ₁₀	102, ₂₂	100
Indice du maxillaire sup ^r	44, ₀₀	35, ₄₄	—	52, ₃₃	54, ₇₀
Indice orbitaire . . .	86, ₈₁	81, ₅₈	90, ₉₁	105, ₉₈	80, ₄₈
Indice nasal	45, ₀₀	56, ₀₀	—	51, ₁₆	50
Indice palatin	75, ₄₇	79, ₇₂	—	76, ₇₄	80, ₃₉



LA PREUVE EN HISTOIRE COMPARÉE AVEC LA PREUVE JUDICIAIRE,
LES DOCUMENTS DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE
ET
L'IMPORTANCE HISTORIQUE DE L'ACTUALITÉ (1)

ÉTUDE

PAR

JOSEPH HORNUNG

Professeur de droit public et de droit pénal à l'Université de Genève
Membre de l'Institut de droit international

La critique historique est une des gloires de notre temps. La science actuelle se préoccupe avant tout et avec raison de recueillir et de contrôler les documents de l'histoire (2). Des sociétés nombreuses se sont formées dans ce but. Les gouvernements eux-mêmes ont souvent pris l'initiative de ces publi-

(1) Ce travail a été lu, sous une forme abrégée, devant la Société d'histoire de la Suisse romande, dans la séance qu'elle a tenue à Genève, le 6 septembre 1880, dans l'Aula de l'Université. Il a été lu en partie, sous sa forme actuelle, le 15 novembre 1882, devant la Section de Littérature de l'Institut Genevois, qui en a voté l'impression dans le *Bulletin*. Il a paru en trois articles dans la *Revue de droit international*, 1883 et 1884.

(2) Ce qu'il y a de mieux sur les sources de l'histoire et la critique de ces sources, c'est toujours le tome I de DAUNOU, *Cours d'études historiques*. Comme monographies on peut citer WATTENBACH, *Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter*; DAHLMANN et G. WAITZ, *Quellenkunde der deutschen Geschichte*.

cations. On a, en particulier, scruté les sources auxquelles ont puisé les historiens célèbres. La critique externe et interne s'est largement développée.

Mais ce qui peut étonner à bon droit, c'est que nos historiens fassent si peu l'application de leur méthode critique aux faits actuels. Ils ne paraissent pas se demander ce que deviendront les documents de l'histoire contemporaine, ni ce qu'ils peuvent bien valoir.

Des formes nouvelles de constatation se sont produites : il suffit de citer le prodigieux développement qu'a pris le journalisme. Nous sommes admirablement renseignés chaque matin. Mais l'accumulation même des documents est un danger. Où seront, dans quelques années, les sources de notre histoire contemporaine ? Personne ne paraît y songer, tant nous avons pris l'habitude de vivre au jour le jour, et tant nous sommes submergés par l'actualité. — On ne se demande pas non plus ce que valent les informations de notre temps. Et pourtant la critique aurait ici devant elle un vaste champ d'études. Il s'agit, en effet, d'événements auxquels nous avons pu assister ; et, par conséquent, nous pouvons comparer immédiatement la réalité avec la façon dont elle est constatée et *documentée*. Rien ne serait plus instructif pour l'historien que ce travail de confrontation. — Mais il semble qu'on ne veuille le faire que pour le passé, c'est-à-dire pour des choses dont nous ne pouvons avoir la connaissance que par les rapports d'autrui. Et quant à la conservation des documents contemporains, nos historiens n'en ont aucun souci. On dirait, en vérité, qu'ils veulent réserver à leurs successeurs le plaisir de l'incertitude et de la recherche.

Ils ont tort, selon nous, et ceux qui prennent une part active à la vie de notre temps seront nécessairement de notre avis, car ils doivent tenir à ce que l'avenir connaisse exacte-

ment le présent. Au lieu de ne voir que le passé, ils ont un **vif sentiment** du lien qui unit entre elles les périodes de l'évolution : ils savent plus ou moins nettement que la politique actuelle n'est pas autre chose que la continuation des grandes lignes de l'histoire. L'actualité est pour eux aussi transcendante que le passé. L'homme politique, le militaire, l'économiste, le juriste, font le présent et préparent l'avenir. Ils ont à tenir compte de la mesure dans laquelle il faut conserver les choses anciennes. Ils jugent incessamment le passé. En un mot, ils voient, par leur expérience de tous les jours, comment l'histoire se fait. Ils savent, en outre, mieux que personne, ce que vaut la *documentation* courante ; car ils la préparent eux-mêmes d'une façon plus ou moins consciente.

Nous voudrions, par conséquent, qu'il y eût des relations plus directes entre ces hommes de l'actualité et les historiens.

— La preuve, nous le verrons, est exactement en histoire ce qu'elle est dans un procès. Nul ne sait, aussi bien que le juriste, comment la preuve doit être administrée et contrôlée. A notre époque, on n'est jamais aussi sûr d'un fait que lorsqu'il est constaté judiciairement, et l'histoire contemporaine doit s'estimer trop heureuse lorsqu'elle peut s'appuyer d'une enquête parlementaire ou des débats d'un procès. — Il y a donc là des choses qui devraient rester connexes et qu'on sépare beaucoup trop : l'histoire du passé et la politique contemporaine, la preuve historique et la preuve judiciaire (1).

En un mot, notre science historique, à laquelle on doit de si merveilleuses restitutions du passé, ne nous paraît pas se

(1) La supériorité des historiens français contemporains vient en grande partie de ce que plusieurs d'entre eux ont été des hommes politiques : ainsi Thiers et Guizot. D'autres, comme Michelet, Lamartine, Quinet, Louis Blanc, Lanfrey, ont porté dans l'histoire du passé les préoccupations passionnées du présent.

préoccuper suffisamment des conditions et des exigences du présent. Elle laisse les choses actuelles suivre leur cours, sans y réfléchir assez et sans songer à préparer l'œuvre des historiens futurs.

Comme publiciste et comme jurisconsulte, je voudrais l'avertir et l'engager à être plus attentive aux faits contemporains, soit afin d'en assurer la constatation, soit pour les rattacher par leur lien logique aux grandes phases du passé. L'histoire se fait sous nos yeux : regardons comment elle se fait et comment elle s'écrit. Rien ne saurait valoir une étude faite ainsi sur le vif.

L'objet principal de ce travail, c'est donc la question des sources de l'histoire contemporaine. Elles vont se perdant, et je voudrais sonner l'alarme. Mais avant d'arriver à ce point spécial, nous aurons à voir ce qu'est la preuve en histoire, et comment elle se rattache à la preuve officielle et judiciaire. Nous terminerons cette étude par quelques vues sur la transcendence de l'actualité et sur les relations qui existent entre le présent et le passé, le premier étant le juge du second et ayant constamment à se prononcer à son sujet. Ces questions se tiennent et forment un tout, car il s'agit toujours de l'actualité vue à sa place dans l'ensemble de l'évolution et de la façon dont elle sera connue de nos successeurs.

I

La preuve historique comparée avec la preuve judiciaire.

La critique historique n'est pas autre chose que l'application des principes judiciaires sur la preuve à l'histoire de la société et des Etats; et les jurisconsultes se sont posé ces questions bien avant les historiens.

●

Le procès est le type historique et théorique de toute opération logique. L'homme ne commence pas par le raisonnement personnel, mais par la logique collective : et ici, le langage, cette œuvre merveilleuse des sociétés primitives, devrait être mentionné à côté de la logique populaire ; car il est tout entier dominé par des lois, instinctives sans doute, mais qui, encore aujourd'hui, sont parfaitement conformes aux exigences de l'esprit.

C'est par le procès que tout commence. La fonction judiciaire est longtemps seule. Puis, la fonction législative se dessine. Il y a cette différence entre ces deux procédures que la première, celle du procès, veut arriver à la vérité, tandis que la procédure législative se propose de trouver le meilleur. Mais elle emprunte toujours plus les formes judiciaires : elle institue un débat contradictoire, dont les discussions qui précèdent l'élection des députés constituent le premier acte, et qui peut se terminer par un vote populaire. Il y a des enquêtes parlementaires qui ressemblent à l'instruction d'un procès. Les trois débats ressemblent aux instances d'appel. Bref, c'est la forme typique du procès. Et remarquez bien que la procédure législative a été l'œuvre du peuple juridique et procédurier par excellence, les Anglais. C'est le Parlement de Londres qui a organisé la logique législative. Aujourd'hui, il y a de même une tendance marquée à introduire les formes judiciaires et le débat contradictoire dans la procédure exécutive, qui se propose essentiellement, comme la procédure législative, de reconnaître le meilleur.

Le procès est donc pour l'Etat le type fondamental. Et dans le procès lui-même, tout commence par la forme civile, qui suppose l'égalité des parties, et l'emploi des preuves légales. Puis le pénal se dégage avec ses traits distinctifs, et on voit se développer l'enquête proprement dite. Au civil, la

preuve peut se préconstituer; au pénal, on prouve après coup et comme on peut. — J'observe encore qu'il y a des civilisations qui restent procédurières : celles qui se caractérisent par une dualité intérieure et par une série de transactions entre les éléments sociaux : ainsi Rome et l'Angleterre. Le judiciaire prime toujours le législatif. Et si on fait des lois, elles auront un caractère tout spécial : elles seront fragmentaires, détaillées, formalistes. Au contraire, dans les civilisations qui offrent, sous une forme ou sous une autre, l'unité systématique, la loi sera, elle aussi, franchement systématique : elle revêtira la forme du code. Ici, la France est intermédiaire pour le style de la loi, entre l'Angleterre, qui veut tout dire, et l'Allemagne, qui se contente trop aisément de formules générales.

On a commencé à étudier ces questions (1). Mais elle demanderaient à être creusées plus avant. Et de même qu'il y a aujourd'hui une psychologie des collectivités (2), ainsi faudrait-il une doctrine complète de la logique collective.

Cette logique sert de type et de modèle à celle du raisonnement. De même que nous parlons des *lois* de la nature, ainsi disons-nous en parlant de notre logique : *prouver* et *juger*. La

(1) Sur le procès, voir surtout TRENDLENBURG, *Naturrecht*; et JON, article *Prozess* dans l'*Encyclopédie de Holzendorff*. Sur la procédure législative, voir les ouvrages de BENTHAM (*Tactique des assemblées*) et HAMILTON (*Logique, Tactique et Rhétorique parlementaires*, trad. en allemand par MOHL). Sur le travail législatif, MOHL, *Staatsrecht*, etc., tome II.

(2) On sait que la *Völkerpsychologie*, déjà ébauchée par FECHT et HEGEL, a été constituée par deux disciples de Herbart, LAZARUS et THEOD. WAITZ. LAZARUS a fondé et dirige la *Zeitschrift für Völkerpsychologie*: Cp. son livre, *Das Leben der Seele*. WAITZ a publié une *Anthropologie der Naturvölker*, qui a été achevée par GERLAND. Cp. FOUILLE, *La Science sociale contemporaine*.

savant *interroge* la nature; il l'appelle en témoignage. Comme dans un procès, il fait la contre-épreuve. Le syllogisme judiciaire est le type de tout syllogisme (1). — Et ici, on pourrait dire que la logique d'induction est plus judiciaire et la logique de déduction plus analogue à la procédure législative, qui part de certains principes généraux. De là aussi le fait que les peuples procéduriers et juridiques, comme les Anglais, préfèrent la philosophie inductive, tandis que les civilisations systématiques et qui aiment la codification, préfèrent aussi la philosophie idéaliste et déductive: ainsi les Grecs et les Allemands. Il y a même aujourd'hui, depuis Kant, une conception plus générale de la critique, d'après laquelle on veut contrôler et vérifier en principe le témoignage de nos sens et de notre intelligence. Ce terme même de *critique* n'est-il pas tout judiciaire?

Le procès, ou plus généralement la logique collective, est donc le type de notre logique individuelle. C'est le cas de faire observer qu'au-dessus de la logique collective humaine il y a encore, d'après la terminologie de Hegel, la logique objective, celle des faits et des choses, qui se discerne dans la nature et mieux encore dans l'évolution de l'humanité. Cette logique là, qui est celle de Dieu, emploie au besoin les siècles. Elle est difficile à démêler, et forme l'objet de la philosophie de l'histoire,

(1) Ainsi le syllogisme pénal: la loi punit tel fait de telle peine (majeure); or un tel a commis ce fait (mineure); donc il doit être condamné à la peine fixée par la loi (conclusion). Le grand défaut de la procédure par jury, c'est de décomposer le syllogisme en donnant la solution de la mineure au jury, et la conclusion au juge. Voyez mon mémoire sur *le Jury et le Tribunal échevinal* dans les *Actes* de la Société suisse des Juristes pour 1881. Ce point a été surtout mis en lumière par Hye Glunck. Au civil, la majeure du syllogisme a une importance spéciale, vu qu'elle implique l'interprétation de la loi.

laquelle étudie surtout les positions diverses que l'esprit occupe vis-à-vis de la réalité. — Il faut donc élargir beaucoup la notion de la logique, tout comme on a étendu celle de la psychologie et celle de la métaphysique ; car il y a une métaphysique du droit et de l'Etat, qui, par exemple, étudiera le but et la façon dont il détermine les organismes sociaux.

Mais il est temps de revenir aux rapports précis qui existent entre la procédure et l'histoire. — Comme nous le disions en commençant, les questions de preuve qui se posent dans un procès (1) sont de la pure critique historique ; et cela est surtout vrai des procès criminels, où la preuve n'est pas *préconstituée*, comme au civil, et où l'on prouve comme on peut. Dans un procès, il faut contrôler les preuves et en particulier les témoignages, exactement comme en histoire. Il faut rechercher les causes morales qui peuvent infirmer un témoignage. Les vérifications d'écritures se retrouvent dans l'un des cas comme dans l'autre. Ainsi, la question qu'on pose à un jury n'est pas autre chose (suivant la fine remarque de mon savant collègue, M. Pierre Vaucher), qu'un problème de critique historique, souvent très complexe, très délicat, très difficile à résoudre, et pour la solution duquel les jurys sont bien souvent fort incompetents. Le juge doit enfin, comme l'historien, peser les preuves pour et contre, et prononcer en toute impartialité.

Il y a, en outre, cette frappante analogie entre le domaine du droit et celui de l'histoire que le progrès consiste, dans l'un comme dans l'autre, à *préconstituer* la preuve le plus possible, suivant l'heureuse expression de Bentham. On le fait en droit civil, par les registres de l'état civil, y compris le registre du

(1) MITTERMAIER, *Die Lehre vom Beweise*; VON BAR, *Recht und Beweis im Geschworenengerichte*; BENTHAM, *Traité des preuves judiciaires*; BONNIER, *Traité des preuves*; BEST, *The law of Evidence*.

commerce (1) et les registres fonciers, par les actes notariés et en général les pièces écrites; on prévient ainsi, par avance, une foule de procès. — Grâce au principe de la publicité, ainsi que nous le verrons plus bas, la preuve des faits de la vie publique est également mieux assurée qu'autrefois; mais elle ne l'est pas encore assez.

Je remarque ici, en passant, que c'est toujours l'histoire juridique et constitutionnelle qui est la plus sûre, parce qu'elle touche au droit et qu'elle offre une suite de documents officiels; il s'agit, d'ailleurs, d'institutions qui durent et qui apparaissent à la lumière un grand nombre de fois. L'histoire des idées, au contraire, et particulièrement celle des idées religieuses, offre comparativement une grande incertitude. — Si l'histoire du moyen-âge nous est si bien connue, c'est que le droit et même le droit privé était alors partout et qu'on dressait acte de toutes choses: le notaire fonctionnait constamment; c'est l'époque des Chartes (2).

Ainsi encore, les nations procédurières, comme les Romains, les Anglais, et même dans un certain sens, les Français, sont bien celles dont l'histoire est le mieux *documentée*. L'esprit de ces peuples suppose une dualité intérieure, des luttes, des transactions, au milieu desquelles naît le sens des rapports et de la forme. Leur procédure, en outre, est extérieure et respecte le for intérieur. Les races pures, au contraire, comme les

(1) Remarquons ici que l'Etat doit organiser, non seulement l'état civil des individus et des familles, mais encore celui des personnes morales.

(2) Notons ici les travaux sans nombre qui se sont faits depuis le XVI^e siècle, surtout en France et en Allemagne, sur les sources du droit, et, en particulier, sur les textes du droit romain et ceux du droit germanique et coutumier. L'histoire externe a pris une importance toujours croissante. Pour le droit germanique et coutumier, voyez surtout Stobbe, *Geschichte der deutschen Rechtsquellen*.

Greco ou les Allemands, voient les choses en elles-mêmes. Leur procédure va droit au but, elle cherche la vérité objective. Les Allemands laissent beaucoup à l'appréciation du juge, tandis que nous désirons des lois précises qui le limitent.

Ainsi encore, lorsque tout récemment on a discuté en Suisse le nouveau Code des obligations, les cantons français ont eu toutes les peines du monde à obtenir qu'on ne permit pas de prouver indéfiniment par témoins. Jusqu'à présent l'Assemblée fédérale suisse s'est toujours refusée à voter un mémorial officiel de ses séances, et souvent les lois fédérales ne sont pas accompagnées d'un exposé des motifs. N'y a-t-il pas quelque analogie entre cette tendance et le fait signalé par l'Avoyer de Mülinen, que le nombre des chartes est infiniment plus grand dans les cantons romands que dans la Suisse allemande? Evidemment tout cela se tient.

Ainsi encore on peut découvrir bien des analogies entre l'histoire de la preuve historique et celle de la preuve judiciaire. Les Grecs et les Romains les concevaient toutes deux d'une façon parfaitement saine, bien que peu raffinée. Au moyen-âge et même plus tard, les notions les plus fausses ont cours en fait de preuve judiciaire, et naturellement la critique historique est absente. De nos jours, les idées se sont rectifiées concurremment dans les deux domaines. Il est arrivé pourtant, au XVII^{me} siècle, en France, que la critique des sources de l'histoire s'est constituée avant qu'on songeât à la réforme de la procédure, et, d'autre part, le procès par jury ne paraît pas avoir eu grande action sur les historiens anglais. Il y aurait, sur ces points, toute une enquête à instituer.

Mais le rapport entre l'histoire et le procès peut être bien plus étroit encore. L'histoire, en effet, n'est jamais plus sûre que lorsqu'elle peut s'aider des pièces d'un procès ou des cahiers

d'une enquête parlementaire. Ici, les deux domaines se confondent. Je citerai comme exemple les emprunts faits par M. Maxime du Camp, pour son histoire si instructive de la Commune, aux débats contradictoires des conseils de guerre et à l'enquête parlementaire. Mais, comme cet écrivain le dit lui-même, l'histoire vraiment complète de la Commune ne pourra se faire que lorsqu'on aura l'accès des greffes, et qu'on pourra y consulter directement les dossiers eux-mêmes. Jamais autant d'individus n'ont été poursuivis pour la même affaire (1). Je citerai encore les enquêtes parlementaires sur le gouvernement du 4 septembre, sur celui du 16 mai (2), le procès du maréchal Bazaine, et, en Suisse, des enquêtes comme celles qu'amènent les assises fédérales à la suite de troubles cantonaux (3).

Ici, l'historien bénéficie du droit qui appartient à l'Etat et en particulier à la Justice d'obliger les témoins à comparaître et de se faire apporter toutes les pièces écrites.

La preuve et la contre-preuve se font au pénal de la façon la plus libre et la plus complète. Le débat entre les parties fait sortir, si j'ose m'exprimer ainsi, tous les arguments et toutes les pièces. Soit dit en passant, il en est de même quand

(1) Cp. l'ouvrage de M. WALLON sur *l'Histoire du Tribunal révolutionnaire*.

(2) En Angleterre l'enquête parlementaire est un moyen normal et régulier d'information : ainsi, par exemple, celle qui vient d'avoir lieu au sujet de la police des mœurs.

(3) On a publié les pièces de certains procès historiques, comme celui des Templiers et celui de Jeanne d'Arc. Mais ici, on n'a pas affaire à une justice normale, et il faut rétablir la vérité contre le tribunal. Ainsi encore, il se peut qu'on fasse rétrospectivement la preuve contre un gouvernement : ainsi M. Henri Bordier a prouvé qu'il y avait eu préméditation dans la Saint-Barthélemy.

deux historiens discutent un point particulier avec quelque passion (1).

Et pourtant, comme il est souvent difficile au juge d'arriver à la vérité ! Les erreurs judiciaires sont plus rares qu'autrefois, parce que nous sommes revenus, en matière de preuve, aux saines idées des anciens. Mais elles sont encore possibles. Donc, à plus forte raison, sera-t-il bien difficile à l'historien d'avoir le fin mot des choses, même contemporaines.

L'institution des *reporters* constitue ici un moyen terme. En effet, ils se livrent à de vraies enquêtes, ils interrogent les témoins. Aux Etats-Unis, on les admet partout, même dans les prisons. Cette organisation, essentiellement anglaise et américaine, est un curieux résultat de l'esprit juridique et procédurier de ces deux pays. Elle peut rendre à l'histoire de précieux services : mais l'histoire songe-t-elle toujours à utiliser les récits des *reporters* ? Et ces récits eux-mêmes sont-ils toujours parfaitement sûrs ?

Parmi les *témoins*, il faut citer tout spécialement les rapports des ambassadeurs à leurs gouvernements : ici, les Italiens ont donné l'exemple, dès le XV^{me} siècle.

Donc, en résumé, il y a entre la preuve historique et la preuve judiciaire des analogies et des rencontres trop peu remarquées. Et on ne saurait qu'engager les historiens à étudier plus qu'ils ne le font les travaux des juriconsultes sur la question. Il est clair que ces remarques s'appliquent surtout aux faits contemporains. Elles nous conduisent ainsi à notre sujet principal.

(1) Ainsi tout récemment MM. Galiffe et Henri Bordier, au sujet du calvinisme à Genève. Ainsi encore les réponses et les discussions dans les Revues sur tel point d'histoire concernant un individu ou une famille (par exemple dans la *Revue des Deux-Mondes*).

II

Les sources de l'histoire contemporaine.

Et d'abord, sous quelle forme cette histoire est-elle *documentée* ?

Il y a aujourd'hui une tendance à imprimer le plus possible, et cette tendance se rattache elle-même à ce grand principe de la publicité, qui règne également dans le droit civil, où il a produit le système de la *registration*. — Autrefois, les gouvernements imprimaient et publiaient le moins possible, même le gouvernement anglais. Ils cherchaient souvent à décourager les historiens (à Genève, par exemple). Les débats des assemblées n'étaient pas publics. Il n'y a pas si longtemps qu'en Angleterre la publication de ces débats était interdite. Les lois mêmes n'étaient pas toujours imprimées, ainsi à Genève. Les journaux ne s'occupaient guère que de littérature et de science ; ou du moins ils ne donnaient que des nouvelles tout extérieures (1). — C'est la Révolution d'Amérique et bien plus encore la Révolution française (en particulier par la création du *Moniteur*), qui ont fait pénétrer dans le droit et l'Etat ce fécond principe de la publicité, qui est en même temps une garantie des plus efficaces pour la liberté. Le grand développement du journalisme politique date en réalité de la Révolution française. Aujourd'hui, les débats des parlements

(1) On le voit en petit, à Genève, où l'ancien *Journal de Genève* (1787-1794) devient sérieusement politique seulement à partir de 1793.

et des tribunaux sont publics. Les journaux s'en emparent, et la lumière pénètre partout. Les sociétés secrètes de tout genre, à commencer par l'Eglise romaine, nous font l'effet d'un anachronisme. Les gouvernements et les corps eux-mêmes usent aujourd'hui largement de l'impression : recueils de lois, livres diplomatiques, journaux officiels, almanachs et annuaires, comptes-rendus, enquêtes et rapports, documents statistiques de tout genre. L'histoire militaire est écrite par les États-majors. L'Etat se raconte et se divulgue directement lui-même.

Par cela même on attache un prix toujours plus grand aux documents du passé et on comprend toujours mieux l'importance des archives. Il n'y a pas si longtemps que les pièces originales étaient traitées avec une singulière légèreté. Aujourd'hui, tout le monde est d'accord pour en sentir le prix. Les gouvernements se chargent souvent de publier ces pièces (lois et coutumes, cartulaires, arrêts des tribunaux, procès-verbaux des assemblées, dépêches et lettres, etc.); ainsi le *Public Record Office* de Londres, ainsi le gouvernement français (pour les *Documents inédits*), le gouvernement fédéral suisse (pour les *Recès des anciennes diètes*), celui du Piémont (pour les *Monumenta historię patrię*)(1). Les archives s'ouvrent

(1) A ces collections officielles, il faut joindre les *Monumenta Germanię historica*, aujourd'hui sous le contrôle de l'Académie de Prusse, les publications de la Société de l'histoire de France, celles de l'Académie royale de Belgique, celles des sociétés suisses d'histoire. Il faut citer aussi les recueils de traités et des collections comme celle de Villefort (*Recueil des traités, lois, etc., relatifs à la paix de 1871 avec l'Allemagne*) : c'est un modèle du genre. Sur la documentation en matière de droit international, v. BULMERINQ, *Theorie, Praxis und Codification des Völkerrechts*; L. RENAULT, *Introduction à l'étude du droit international*.

partout (1). Il n'y a d'exception que pour celles du Vatican. Sans doute, depuis l'avènement de Léon XIII, on y admet quelques travailleurs ; mais l'accès n'en est pas ouvert comme celui des autres archives. Or, comme les archives du Vatican sont les plus importantes de toutes et qu'elles sont en réalité celles de toute l'Europe, on peut se demander s'il n'y aurait pas des mesures à prendre pour les mettre à l'abri, d'abord, et ensuite pour les rendre accessibles à tous les travailleurs. C'est une question que le savant professeur Michaud a posée avec raison aux gouvernements européens et en particulier à celui de l'Italie. La science a un droit sur tout l'ensemble des documents historiques. Aujourd'hui, la publicité envahit tout ; et de même que les gouvernements en usent toujours plus largement, ainsi doit-elle projeter son impitoyable lumière sur les secrets du passé. C'est encore là un rapport à noter entre le droit et l'histoire. Nos mœurs démocratiques et libérales obligent le passé à sortir de l'ombre où il se cachait. Il lui faut maintenant rendre ses comptes, et le Vatican lui-même devra comparaître devant le tribunal de la science avant qu'il soit longtemps. La divulgation déjà opérée des pièces officielles a transformé l'histoire, surtout celle des temps modernes.

Mais c'est principalement le journal inofficiel qui réalise aujourd'hui la publicité, quant à l'Etat, quant à la vie sociale et quant aux intérêts privés. L'annonce a pris un grand développement. Les journaux sont à la fois un instrument de discussion et un moyen d'information. En Angleterre et surtout aux Etats-Unis, c'est le renseignement qui domine. Au moyen de ses correspondants, de ses télégrammes et de ses *reporters*, chaque grand journal a sa police et constitue un foyer d'informations incomparable. Il suffit de citer à ce point de vue

(1) Pour la France, voir H. BORDIER, *les Archives de France*. Les archives des Affaires étrangères ne sont accessibles que depuis 1874.

le *Times* et le *New-York Herald* (1). Les agences télégraphiques ont également une grande importance. Chaque matin nous sommes exactement informés de ce qui vient de se passer dans le monde entier. C'est le triomphe de l'actualité dans ce qu'elle a de plus condensé et de plus rapide (2). On est confondu en pensant à tout ce qu'un numéro d'un grand journal représente de travail, de talent et d'information. Il y a dans ce développement inouï de la presse un fait immense et un grand sujet de réflexions. Le journalisme contribuera certainement beaucoup à ce rapprochement des peuples et à cette constitution de l'humanité en un seul tout, qui seront l'œuvre d'un avenir peut-être plus rapproché que bien des gens ne le pensent. En tout cas, chaque citoyen peut savoir, aujourd'hui, admirablement à quoi s'en tenir sur la gestion des affaires publiques, pourvu, cependant, qu'il ne se contente pas d'un seul journal. Là est, en effet, la difficulté, qui va croissant à mesure que les nuances se multiplient. — Les *Revue* sont également une source précieuse de renseignements ; elles ont plus de calme et d'objectivité que le journal, et peuvent exercer sur les informations un meilleur contrôle.

Les journaux ont fait tort aux brochures, et c'est dommage, car la brochure est plus désintéressée et plus personnelle que le journal. Cependant ce moyen est encore largement employé dans certaines occasions solennelles, à Genève,

(1) Lorsque les troupes de Versailles entrèrent à Paris en mai 1871. deux correspondants du *Times* entrèrent avec elles et ont tout raconté. Quant à l'ampleur de ce journal, il suffit de dire qu'un seul numéro contient plus de matière que le Nouveau Testament tout entier.

(2) Sur le journalisme, je me borne à citer l'excellent résumé de HATT. *Le Journal*, 1881. Cp. WEBER, *Die Zeitung*.

par exemple : au XVIII^{me} siècle, Genève était déjà la ville des brochures (1).

S'écrit-il autant de mémoires qu'autrefois, et les lettres ont-elles encore l'importance qu'elles avaient prise à partir du XVI^{me} siècle? On peut en douter. Les particuliers et les hommes d'Etat, outre qu'ils sont beaucoup plus occupés qu'autrefois, s'en remettent volontiers aux journaux du soin de conserver le souvenir des faits contemporains. Et quant aux lettres, le journal a dû aussi leur faire tort. C'est fâcheux, car c'est dans les mémoires personnels et les lettres intimes qu'on a le plus de chances de trouver la vérité vraie, celle de dessous, même aujourd'hui que la publicité a tout envahi (2). C'est donc un devoir pour chacun de noter les faits courants tels qu'il les a vus. Rien ne vaut ces impressions bien personnelles et bien franches formulées au moment même. Qu'on se rappelle des Mémoires comme ceux dont la littérature française est si riche, et par exemple ceux de Saint-Simon. Je ne crois pas non plus qu'on tienne aujourd'hui beaucoup de registres de famille comme les *Livres de raison* publiés par M. de Ribbe.

Enfin, tous ces matériaux viennent se condenser dans le livre (3), et d'abord dans ces chroniques annuelles ou annuaires de tout genre qui, heureusement, tendent à se multiplier, car

(1) Dans le débat qui a eu lieu à Genève en 1880, sur la question de l'Eglise et de l'Etat, les brochures pour et contre ont fait un total d'environ 650 pages.

(2) Je citerai comme exemple la correspondance de Napoléon, envisagée comme rectifiant ses mémoires et ses actes officiels.

(3) Eggen, *Histoire du livre*, 1880.

c'est un excellent moyen de liquidation (1). Puis, le temps s'écoulant, apparaissent les ouvrages qui embrassent toute une période.

C'est sous cette forme que les faits sont le plus faciles à retrouver. Rien n'est souvent plus malaisé que de connaître exactement une chose tout à fait contemporaine. — Les recueils spéciaux sont ici d'un grand prix, par exemple les recueils traités, comme celui de Martens, continué par Samwer Hopf (2).

L'histoire contemporaine est donc admirablement documentée ; et il faut particulièrement insister de nouveau sur la masse prodigieuse d'informations que le journal nous apporte chaque matin.

Mais ces documents toujours plus nombreux, qu'en adviendra-t-il ? Voilà bien la grosse question.

Je ne suis pas en peine des livres, parce qu'il en demeure nécessairement un certain nombre d'exemplaires. Et encore faut-il rappeler ici l'œuvre catholique pour la destruction des mauvais livres. Mais, enfin, les grandes bibliothèques sont l'abri, et conservent suffisamment les ouvrages proprement dits. Seulement il faudrait exiger partout que les éditeurs remettent à l'Etat un certain nombre d'exemplaires.

(1) Parmi les annuaires spéciaux, je citerai celui de *législation étrangère* et l'*Annuaire* de l'Institut de Droit international. En fait de chroniques annuelles, on peut citer le *calendrier* de SCHULTHEISS et celui de W. MÜLLER.

(2) Sur la documentation actuelle en général, voir R. von Meier, *Geschichte und Literatur der Staatswissenschaften*, tome I et tome II.

rance, c'est deux (au Ministère de l'Intérieur) (1); en Angleterre, au *British Museum* et aux bibliothèques d'Oxford, Cambridge, Edimbourg et Dublin; en Autriche, quatre (au gouvernement); aux Etats-Unis, deux (à la bibliothèque du Congrès); en Italie, trois (au préfet de la province); en Russie, l'imprimeur doit également remettre à la police un certain nombre d'exemplaires.

On a le droit d'être déjà moins rassuré pour les Revues; car il n'en restera que fort peu de collections complètes.

Mais c'est surtout le sort des brochures qui est précaire. Œuvres de circonstance, on les oublie volontiers, une fois le débat clos et la sentence rendue. Elles ont, d'ailleurs, le plus souvent un cachet tout local. Et pourtant elles offrent en général, une grande valeur : car, si l'on fait les frais d'une brochure, c'est qu'on a réellement quelque chose à dire et on le dit en toute franchise. Aussi les brochures ont-elles souvent plus de portée que les articles de journaux. Eh bien, il y a certainement des collectionneurs de brochures, au moins pour tel débat particulier. Mais l'historien pourra fort bien ne pas connaître ces collections; et on peut conseiller par conséquent à ceux qui les possèdent de les donner aux bibliothèques publiques. Celle de Genève met un grand soin à se procurer tout ce qui paraît. Mais il n'en est pas moins vrai qu'aujourd'hui les collections de brochures un peu anciennes ont un grand prix, en raison de leur rareté. M. Emile Rivoire,

(1) Georges Picot, *Le Dépôt légal*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} février 1883. On a organisé des collections spéciales pour les livres et les périodiques, aux différents ministères et dans diverses bibliothèques. La *Bibliographie de la France* est la reproduction du dépôt légal. Ce dépôt comporte de 20 à 30,000 volumes par an et environ 100,000 journaux. L'Imprimerie nationale ne faisait pas ce dépôt, en sorte que des documents uniques ont péri dans les incendies de 1871.

bibliothécaire de la Société genevoise d'histoire, en sait que chose, lui qui dresse la bibliographie des nombreuses brochures politiques imprimées à Genève au XVIII^e siècle. Il sait que l'opinion des partis, dans les luttes ardentes de cette époque, s'exprimait essentiellement par ce moyen (1). Donc, ici, on peut recommander d'être attentif et de conserver, plus possible (2).

Et les affiches ! Elles jouent aujourd'hui un grand rôle, en temps de révolution, ou même seulement en temps d'élection ou lorsqu'une question grave est en jeu. Et pourtant on songe à les colliger ? Beaucoup sont, il est vrai, reproduites dans les journaux, mais elles ne le sont pas toutes. En 1848 on a publié une collection d'affiches révolutionnaires : c'est un exemple à imiter.

On croit peut-être que les rapports officiels, les programmes, les catalogues et autres pièces de ce genre se conservent exactement dans les bureaux des administrations. Oui bien, mais elles font partie intégrante des mémoriaux ou recueils officiels, et encore y aura-t-il souvent très peu d'exemplaires complets de ces derniers, parce qu'ils sont encombrants (3). Mais les pièces isolées risquent fort de se perdre. Quand mon collègue, M. Aug. Bouvier, le zélé bibliothécaire de notre *Compagnie des pasteurs*, entreprit, il y a cinq ans, avec M. le professeur Amiel, ses travaux historiques et statistiques

(1) Le catalogue de M. RIVOIRE comporte déjà 5,000 numéros, en comptant les affiches et autres menues pièces. Il faut dire qu'alors la brochure remplaçait le journal.

(2) Il faut garder aussi les almanachs, les *Bonnins* ou recueils d'adresses, etc.

(3) Il est difficile pour les bibliothèques de se procurer les livres diplomatiques (*livres bleus*, etc.)

notre Académie, en vue de l'Exposition universelle de 1889, il put constater une foule de lacunes, en particulier dans les listes et programmes officiels. Ce n'est là qu'un exemple. Il faudrait ici tout garder, par exemple les tableaux descriptifs, les livrets ou catalogues des expositions, etc. On n'y songe pas assez.

Mais ceci n'est rien, en comparaison du sort précaire qui attend nos innombrables journaux. Chaque jour ils forment un ensemble immense d'informations et d'idées. De tout cela, que restera-t-il ? Dans un article sur le recueil déjà cité de M. Villefort (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juillet 1880), M. Cogordan, après avoir dit que ce recueil avait sauvé de l'oubli bien des documents qui ne se trouvaient que dans des journaux, ajoutait ceci : « Chaque numéro du journal quotidien pousse celui de la veille dans le néant. Les collections de journaux deviendront de plus en plus rares, et leurs dimensions mêmes les rendront inaccessibles. » En effet, le nombre des journaux, leur format (1), leur caractère quotidien, en rendent les collections difficiles. Le bibliothécaire de Besançon, Weiss, avait organisé une collection de journaux ; mais c'était dans un temps où la chose était relativement aisée. Aujourd'hui nous sommes submergés. Ne voyant que le jour même, nous ne songeons ni à hier, ni à demain. — Et même pour le passé, le complet est bien rare. D'après Daunou, le seul journal français dont on ait la suite complète, c'est la *Gazette de France*, depuis sa fondation en 1631 (2).

D'après les renseignements que M. Thierry, conservateur

(1) Sous ce rapport l'*Allgemeine Zeitung* a une vraie supériorité, sans compter son impartialité et la valeur toute spéciale de ses *Beilagen*.

(2) Cp. HATIN, *Histoire de la presse en France*. C'est le *British Museum* qui possède la plus riche collection de vieux journaux.

des imprimés à la Bibliothèque nationale de Paris, a bien voulu donner pour moi à M. Henri Bordier, voici comment les choses y sont réglées. Elle garde la totalité des journaux et Revues publiés en France, et qui lui arrivent par le dépôt légal. Ses collections sont à peu près complètes, sauf pour les journaux politiques des départements qui présentent d'assez nombreuses lacunes, leur entrée n'ayant été régularisée qu'il y a depuis peu d'années. D'après M. Picot, la Bibliothèque de l'Arsenal a la spécialité des collections de journaux. Il se trouve au Ministère de l'Intérieur, à Paris, une analyse quotidienne autographiée de la presse française et étrangère ; mais cette analyse n'est pas déposée dans les bibliothèques. — La Bibliothèque cantonale de Lausanne ne possède pas la collection complète des journaux vaudois.

Même à supposer que la bibliothèque officielle de chaque pays garde tous les journaux, cela ne fait qu'un exemplaire. Mais les bibliothèques devront le plus souvent faire un choix, ce qui est toujours dangereux. Pour bien faire, il faudrait tout garder, et la chose est presque impossible, sans compter la difficulté pour l'historien futur, de tout lire, ou même de lire l'essentiel, difficulté qui est déjà grande et qui ne fera qu'augmenter ; en sorte qu'on est ici entre deux écueils : il faudrait tout garder, et si on le fait, il devient impossible d'utiliser des collections aussi vastes.

Et pourtant, l'histoire contemporaine est surtout là ; non seulement dans sa partie officielle, mais dans ses dessous, dans ses courants d'idées, ses nuances et ses conflits d'opinions, c'est-à-dire dans ses vraies causes morales. Les journaux seuls peuvent donner le mouvement des esprits. Et notez que les petits journaux et très spécialement les journaux satiriques ont souvent autant et plus d'importance que les grands journaux ; ils dévoilent mieux certains dessous des questions. Il

ne faudra pas non plus négliger les feuilles qui représentent les idées exagérées et à première vue absurdes. Tout compte. En outre, il faudra consulter les correspondances des journaux étrangers; j'ai déjà cité celles du *Times* sur la Commune, que Maxime Du Camp a eu tort de ne pas utiliser (1). Mais il sera souvent très difficile de se les procurer. Et ici, on pourrait conseiller à ceux qui ont donné à quelque journal des articles d'informations de les réunir en volumes, pour la commodité des historiens futurs.

Done, par la force des choses, les journaux se conservent mal; et par conséquent, avec une information quotidienne d'une extrême richesse, l'histoire de notre temps risque fort d'être compromise dans sa documentation la plus précieuse. La perfection même du moyen le rend fragile et précaire, comme c'est le cas pour toutes les machines de notre temps. C'est à regretter les époques où tout était simple, et où les faits s'écrivaient sur le bronze, le marbre ou le parchemin. Mais il faut prendre les choses telles qu'elles sont, tirer de la situation le meilleur parti possible, et se préoccuper plus sérieusement qu'on ne l'a fait jusqu'à présent de la conservation des journaux dans chaque capitale et dans chaque localité.

On pourrait conseiller aussi à tout homme qui écrit beaucoup dans les journaux, d'abord, de conserver et de classer ses articles, d'en dresser le catalogue en plusieurs doubles, puis, quand il sent la vieillesse approcher, d'en donner la collection à la bibliothèque officielle.

(1) De même, M. THIERS, dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, s'est beaucoup trop privé des documents étrangers, surtout en ce qui concerne l'Allemagne: v. Jules BARNI, *Napoléon et son historien M. Thiers*. Les renseignements des étrangers sont une contre épreuve indispensable.

Il faut qu'en général le sort des imprimés soit bien compromis; car le comité de l'Union des écrivains allemands a demandé au Chancelier la création d'une bibliothèque de l'Empire où l'on trouverait absolument tout ce qui s'imprime en Allemagne (1). Les bibliothèques publiques de ce pays, qui sont en général rattachées aux Universités, font, dit ce comité, un choix parmi les publications, en vue des différentes spécialités scientifiques. Or ce n'est pas cela qu'il faut, mais bien une bibliothèque où l'on puisse se faire une image exacte de la culture nationale. La pétition dont nous parlons en conclut qu'il doit y avoir un dépôt où l'on recueille absolument tout (2). Elle allègue les pays où le dépôt par les éditeurs est obligatoire. Toutes ces idées sont parfaitement justes, et montrent bien que la question est, comme on dit, *dans l'air*. Les esprits réfléchis commencent à s'inquiéter un peu partout (3).

Quant aux mémoires, on ne peut qu'en recommander, d'abord, la fidèle conservation aux familles des auteurs (ce qui n'est malheureusement pas toujours le cas), et ensuite, on peut en réclamer la publication, au moins après un certain temps, et lors même qu'aucune disposition testamentaire n'y oblige. Mêmes observations pour les lettres, au moins celles des personnages qui ont joué un rôle, et moyennant un choix. C'est bien souvent dans cet ordre de pièces que se trouve la vérité vraie, en particulier sur les temps où la presse n'était pas libre.

(1) V. la *Revue critique* du 13 juin 1881.

(2) La Bibliothèque impériale de Saint-Petersbourg garde tout ce qui s'imprime en Russie.

(3) En avril 1883, une conférence internationale s'est tenue à Bruxelles, en vue d'assurer l'échange des documents officiels. Depuis 1882, l'échange des thèses a lieu entre la France et les Universités du continent.

Il paraît inutile d'insister sur la conservation de toutes les pièces officielles manuscrites. Leur importance a sans doute été diminuée par l'emploi toujours plus fréquent de l'impression. Mais elle n'en est pas moins toujours réelle. Et il y a d'ailleurs encore des documents qui restent manuscrits : c'est le cas de tous ceux qui se réfèrent aux droits et aux intérêts individuels. Donc, importance majeure de tout ce qui concerne les archives, les bureaux de l'État civil, les bureaux hypothécaires et fonciers, les greffes, les minutes des notaires. L'histoire et, en particulier, la biographie font aujourd'hui des emprunts fréquents à ce genre de sources. Et, lorsque des pièces pareilles sont détruites, comme ç'a été le cas sous la Commune, c'est alors qu'on en comprend tout le prix.

Enfin, il importe de conserver tous les objets matériels qui ont une valeur historique, à commencer par les monuments. Le nombre de ces objets diminue à mesure que le symbolisme s'en va, et que l'art s'isole de la vie collective pour devenir toujours plus individuel (1). Toutefois il faut ici encore détruire le moins possible et songer à nos successeurs. Il faut protéger ou garder les œuvres d'art, les portraits, les médailles, les gravures, les photographies, les inscriptions de tout genre, les tombeaux. Il serait bon de mettre autant que possible la date, outre le nom, sur les objets manufacturés. L'histoire de la civilisation ne doit rien négliger (2).

Aujourd'hui, comme me le disait un très ingénieux

(1) Rappelons ici les collections de tout genre qui composent les musées historiques (armures, ustensiles, mobilier, etc.). Parmi ces collections, la plus remarquable est aujourd'hui, je crois, le Musée germanique de Nuremberg.

(2) C'est un excellent usage que de placer dans les monuments des boîtes contenant des pièces de tout genre.

savant (1), il en est de l'histoire comme des sciences de nature : rien n'est indifférent ; le plus petit détail peut avoir son prix et prendre sa place dans un système ; l'historien, l'archéologue, le juriste doivent faire comme Darwin, et tout remarquer. C'est pour cela qu'il ne faut pas choisir parmi les documents de notre temps. Il faut tout conserver en fait de journaux et de menues publications, par exemple. Un choix quelconque est nécessairement arbitraire ; et tel détail qui vous paraît indifférent pourra fort bien ne pas l'être pour les chercheurs de l'avenir.

La conservation des documents étant supposée, comment faudra-t-il les utiliser ? Ici revient l'analogie entre l'historien et le juge.

L'historien de notre temps devra d'abord réunir tous les documents de son enquête, et cela avec une absolue impartialité ; il devra entendre les témoins à charge et à décharge, les étrangers comme les nationaux. Il devra consulter non seulement les journaux du pays, mais ceux du dehors, car aujourd'hui c'est souvent dans les correspondances qu'on trouve le mieux la vérité. Il est toujours salutaire d'écouter autrui sur notre compte (2). Il se pourra aussi que tel témoin

(1) M. BACHOFEN, de Bâle, l'auteur du *Mutterrecht*. On sait que M. Bachofen a encore publié dans le même ordre d'idées *Die Sage von Tenebris* et tout récemment des *Antiquarische Briefe*, et qu'il a mis en lumière (concurrentement avec Mac-Lennan et Morgan) tout un côté nouveau des institutions primitives. Cet ensemble d'idées a été vulgarisé par M. GIRAUD-TEULON dans ses *Origines de la famille*.

(2) On peut conseiller, par exemple, à un Français de lire le curieux recueil du professeur TELLKAMPF. *Die Franzosen in Deutschland*, deuxième édition, 1861.

du pays n'ait osé dire la vérité que dans un journal étranger. Colliger tous ces témoignages sera difficile, mais souvent indispensable. L'historien devra rechercher les mémoires et les lettres, dès avant leur publication. Il devra, en outre, questionner lui-même le plus possible ; rien ne vaut ce moyen, parce qu'il permet de réclamer des explications. Les historiens d'autrefois étaient de grands questionneurs : ainsi Hérodote et Froissart, pour ne citer que ces deux noms. Ceux d'à présent doivent les imiter et agir comme les *reporters* anglais et américains. Il sera particulièrement fructueux de faire causer les vieillards sur les choses de leur jeunesse.

Bref, l'historien doit tout entendre, exactement comme le juge : *audiatur et altera pars*. L'objectivité et la neutralité de l'histoire doivent être aussi entières que celles du tribunal. Mais il faut avouer que les historiens de notre temps et plus encore ceux de l'avenir auront une rude tâche. Les faits sociaux vont en se compliquant toujours plus ; les rapports internationaux se multiplient ; la solidarité des peuples et des intérêts va croissant. Les idées et les partis se subdivisent toujours plus. Bref, la complication augmente rapidement, soit dans les choses, soit dans les documents de la vie sociale. Et pourtant, il faut tout voir, sous peine de partialité et d'inexactitude.

L'historien de notre temps devra ensuite contrôler, peser, confronter les témoignages, exactement comme le juge. La tâche est toujours difficile, même pour ce qui s'est passé au vu et au su de toute une population. Chacun a vu et raconte à sa façon. L'esprit de parti ou de secte se donne ici libre carrière. Les journaux ont leur couleur et sont des avocats bien plutôt que des juges. Il peut aussi leur convenir d'ignorer. Il arrive encore que l'opinion dominante n'a pas d'organe dans la presse. L'organisation même des partis et du journalisme a l'inconvénient de

donner du corps et de la permanence au parti-pris ; elle fausse le jugement naturel. Il faudra contrôler la presse locale par celle de l'étranger. En outre, l'historien devra beaucoup questionner et faire lui-même son enquête. Ce travail, portant sur des faits actuels, sera pour lui toute une révélation. Il verra clairement comment l'histoire se fait, et aussi la légende.

Mais, dira-t-on, que faites-vous des documents officiels ? Il est bien certain qu'aujourd'hui ils ont beaucoup plus d'importance et de valeur qu'autrefois. Les gouvernements et les corps impriment beaucoup plus, et, le contrôle des législatures et de la presse étant plus sévère, on peut mieux se fier aux dires officiels. Mais il faut cependant les prendre toujours *cum grano salis*, et savoir lire entre les lignes. Une inscription sur le marbre ou le bronze peut fort bien être mensongère. Ainsi que l'a si finement remarqué Sainte-Beuve (à propos de la *Satire ménippée*), rien n'est souvent menteur comme le procès-verbal d'une assemblée, fût-il matériellement exact. Il ne saurait, en effet, vous donner l'âme et la vraie physionomie des débats : ainsi pour telle séance orageuse de la Convention. Vous trouverez mieux la vérité dans les journaux ; et ici la tradition orale, surtout lorsqu'elle est prochaine, peut avoir une grande valeur comme complément et contrôle. — Cependant rien ne vaut sous certains rapports les documents officiels, par exemple, quant aux dates. Ils servent, en tout cas, de contrôle suprême. Mais la critique n'en doit pas moins s'exercer toujours à leur égard, même dans une époque de publicité et de sincérité comme la nôtre.

Une fois les témoignages colligés et pesés, une fois l'enquête terminée, l'historien de nos temps devra rendre son verdict en toute impartialité, exactement comme un jury ou un tribunal. Cette neutralité lui sera d'autant plus difficile qu'il s'agira de faits plus actuels. Nous avons vu, d'ailleurs, combien l'en-

combremment est grand aujourd'hui ; et, par conséquent, l'historien aura toujours plus de peine à dominer la complexité croissante des faits et à les bien voir dans leurs causes et dans leur développement.

Enfin, il faudra que l'historien contemporain évite avec soin de se perdre dans les détails. Il devra s'éloigner de son sujet, prendre du champ, et voir les choses en raccourci et dans leurs grandes lignes, comme s'il s'agissait d'un passé reculé. La chose est difficile. En effet, l'histoire se fait devant nous, par fragments : nous ne voyons au premier abord que les détails. Et pourtant il faut absolument grouper ces détails, en rechercher la loi, l'idée, le principe, les rattacher aux grandes lignes du passé. Autrement on les comprendrait mal. On ne peut bien juger un homme que lorsque sa destinée est accomplie, et qu'on la voit dans son ensemble. Il en est de même pour la vie d'une époque ou d'un peuple (1). Or l'historien contemporain ne peut pas toujours attendre : il doit juger *hic et nunc*, exactement comme le critique de littérature ou d'art qui se prononce sur les auteurs ou les peintres, à propos de telle ou telle œuvre. Il doit voir l'ensemble dans le détail. Il faut qu'il y ait en lui du politique : il doit avoir le coup d'œil prompt et sûr.

Pour réaliser ce difficile idéal, le grand point c'est de sentir vivement la transcendence de l'actualité, et, par conséquent, de la voir à sa vraie place dans l'ensemble de l'évolution, au lieu de l'isoler, comme on le fait presque toujours. De même que l'historien doit se préoccuper des sources de

(1) Sur la mission et le travail de l'historien, voyez les belles pages d'AMIEL, dans la *Bibliothèque universelle* de Genève (Août 1845), à propos des volumes de VULLIEMIN dans *l'Histoire de la Confédération suisse*. M. Vulliemin a recueilli cet article dans ses charmants *Souvenirs*.

l'histoire actuelle plus encore que des documents du passé, ainsi doit-il, quant au fond des choses, ne pas rabaisser notre temps, ne pas l'abandonner aux partis et aux hommes politiques, mais le concevoir comme la continuation des grandes lignes de l'histoire et, en particulier, comme un juge du passé. Rien n'est tragique et majestueux comme l'actualité, pour qui sait la comprendre. Tel sera le sujet de notre dernier paragraphe.

III

Importance historique de l'actualité.

La philosophie de l'histoire est cultivée aujourd'hui avec prédilection. Mais elle s'arrête au seuil de notre époque, comme si les choses contemporaines étaient moins transcendantes à nos yeux que celles du passé. Nous séparons beaucoup trop la politique de l'histoire. Et pourtant, comme l'a dit si finement Sainte-Beuve, à propos de Guizot, que vaut une philosophie de l'histoire impuissante à juger notre temps et à prévoir l'avenir de demain ? La politique ne devrait être que le prolongement des grandes lignes de l'histoire, et tout homme politique digne de ce nom devrait avoir par devers lui, pour le diriger, un système sur l'évolution historique en général, et tout au moins sur celle de son pays. Or, rien n'est plus rare (1). De même, pourquoi les historiens s'occupent-ils si peu de politique ? Pourquoi n'ont-ils pas l'idée de se mettre en avant, quand il s'agit de défendre telle ou telle antique institution, et, par exemple, chez nous, le Canton en face de la centralisation fédérale ? Pourquoi songent-ils si peu à l'éducation historique du peuple ? Ce dernier est pourtant aujourd'hui

(1) On pourrait citer ici Napoléon III, avec sa théorie historique de l'impérialisme.

hui le juge suprême du passé, et il ne faut pas qu'il le connaisse sans le connaître.

Plus généralement, pourquoi y a-t-il aujourd'hui si peu de vrais conservateurs, c'est-à-dire d'hommes prêts à plaider, en toute rencontre, la cause du droit historique et des formes consacrées devant les générations survenantes ? Il devrait y avoir toujours dans un pays deux partis, comme autrefois à Rome et aujourd'hui en Angleterre : l'un représentant l'avenir, et voyant surtout l'humanité, la matière sociale, pour ainsi dire ; l'autre représentant l'originalité nationale, les institutions traditionnelles, tout ce qui distingue un peuple d'un autre (1). Puis il y aurait, sur chaque question, comme c'est le cas en Angleterre, transaction entre ces deux principes. Et dans chacun de ces deux partis, ce serait aux lettrés (comme l'a si bien montré Fichte, dans son livre sur la destination du savant et de l'homme de lettres), qu'il appartiendrait de dégager et de formuler l'idée collective, de prêcher et d'instruire le peuple, afin de lui rendre claires ses perceptions instinctives et confuses. Voilà ce qu'il faudrait, et ce qui ne se réalise que très imparfaitement. En France, par exemple, le passé a bien ses défenseurs, mais ils ne sont pas au point de vue national : ils ne représentent qu'un parti, et, en outre, ils ont le tort de faire cause commune avec l'ultramontanisme, c'est-à-dire avec un système qui, au fond, ne respecte pas le passé national, et qui sait être radical dès qu'il y trouve son intérêt.

Pourquoi ces lacunes ? Pourquoi cette séparation entre la politique et l'histoire, entre le présent et le passé ? C'est que,

(1) On peut définir l'Etat en disant qu'il est l'organisme au moyen duquel une nation donnée, ayant son originalité historique, fait justice sur son territoire à la société civile en général. Il faut donc concilier les droits de la forme nationale avec ceux de l'humanité.

d'une part, nous ne donnons pas assez d'importance à l'actualité, et que, d'autre part, et comme conséquence, nous ne regardons pas assez attentivement ce qui se passe devant nous.

Et d'abord, nous devrions être mieux persuadés que le présent est de plus en plus le juge du passé. Constatment une chose ancienne comparait à sa barre, pour y être examinée et jugée. Rien de plus tragique, à ce point de vue, que les assemblées législatives, les votations populaires et ces grandes réunions publiques où se préparent les élections et les votations. Si une institution est menacée, l'élection de l'assemblée qui prononcera la sentence est déjà un premier verdict. Si le peuple est consulté après les débats législatifs, comme c'est toujours plus le cas en Suisse (1), ce sera un dernier recours. Mais, quelle que soit la procédure, il y aura toujours des décisions sans appel sur le sort du passé.

Les réunions d'hommes spéciaux auront aussi leur importance: ainsi l'unité allemande a été préparée par les congrès des germanistes, et on sait que les slavistes ont exercé une grande influence sur la question d'Orient. C'est un des traits caractéristiques de notre temps que cette action de la science historique sur la reconstitution des grandes nationalités. En Suisse, la centralisation du droit a été demandée dans le principe par la Société des Juristes. (Elle a été votée en 1874 pour une partie du droit civil.) On peut trouver ces réunions des juristes plus intéressantes que celles des historiens, parce qu'ils sont en plein dans l'actualité, et que le passé leur apparaît toujours dans ses rapports avec le présent: ils préparent l'histoire, au lieu de la raconter. Il est vrai qu'ils traitent sou-

(1) Le *referendum* obligatoire ou facultatif sur les lois existe aujourd'hui dans la grande majorité des cantons, sans parler des démocraties pures où la *Landsgemeinde* est le pouvoir souverain.

ent le passé avec trop de rudesse : il semble que, selon eux, les peuples soient faits pour le droit et non le droit pour les peuples. Dans nos déinêlés avec les juristes de la Suisse allemande, comme dans les débats de l'Assemblée fédérale, il y a vraiment deux nationalités en présence, et ces discussions sur la centralisation du droit revêtent ainsi un caractère vraiment tragique (1).

Mais l'essentiel, c'est toujours le verdict populaire. Aujourd'hui, le passé, avec ses institutions, ses symboles, ses monuments, est devenu la chose de tous. Il est remis à la garde du peuple lui-même. Ainsi les villes, leurs murailles et leurs tours, les vieux bâtiments, les noms consacrés, par exemple ceux des rues qui rappellent tel quartier d'autrefois, tel souvenir historique. Or ces choses vénérables sont là sans défense : elles ne sauraient se protéger elles-mêmes. Aux historiens de se constituer leurs champions, et plus généralement de plaider la cause du passé devant le peuple (2). Il est le maître : donc il faut qu'il connaisse l'histoire de sa maison, et qu'il ait le vif sentiment de sa propre individualité et de son identité au travers des âges.

En Suisse, il s'agira, par exemple, de défendre le canton, la ville, avec son glorieux passé et son originalité locale, contre la centralisation, ou bien encore une de ces Eglises nationales dont les destins sont liés si étroitement à ceux de la cité.

En France, malheureusement, la Révolution a fait table rase du passé, et, par exemple, des anciennes provinces, en sorte que tout ce qui est ancien paraît en France moralement

(1) V. ma brochure sur *les Races de la Suisse*, 1883.

(2) Comme exemple de ces plaidoyers on peut citer ceux de Boisserée, de Victor Hugo et de bien d'autres en faveur du gothique ; et, après la Révolution, l'œuvre de sauvetage entreprise par Alexandre Lenoir.

isolé. En Allemagne, au contraire, en Angleterre et en général dans les pays germaniques, le passé semble tout près, tant il est mêlé au présent ; et dans les fêtes nationales on sait l'évoquer dans tout son éclat. La France n'a pas non plus le bonheur de posséder une Eglise vraiment nationale. Mais ses villes et leurs maisons communes, ses cathédrales, ses châteaux ont encore leur cachet historique, et l'Etat se tient pour obligé à en prendre soin. Paris, surtout, avec ses monuments et ses noms de rues, est le résumé grandiose du passé national. On sait qu'il y a quelques années, le parti avancé, dans le Conseil municipal, voulait débaptiser toutes les rues de Paris dont les noms pouvaient rappeler la monarchie légitime ou l'Empire. On aurait ôté ainsi à cette glorieuse capitale un des traits qui lui donnent tant de caractère et de grandeur. Heureusement, les vieux noms ont trouvé des défenseurs, même dans les rangs les plus avancés, et on les a conservés.

En thèse plus générale, les documents de l'histoire ne sont-ils pas aujourd'hui à la merci du peuple et des assemblées ! Telle de leurs décisions peut avoir ici les plus graves conséquences, et nous revenons ainsi par une autre voie à la question des sources de l'histoire. — Et encore, n'ai-je pas parlé d'actes de sauvagerie comme les incendies allumés par la commune, et qui ont détruit tant de précieux documents. Mais ces incendies avaient eux-mêmes leur cause dans l'hostilité de certaines classes contre tout ce qui est historique et national ; et il est, par conséquent, salutaire de les rappeler. C'est la sentence populaire à son maximum de tragique : c'est la barbarie s'attaquant à la civilisation. Et il ne faut pas dire que des faits pareils ne reviendront pas. Ils sont toujours possibles ; les exploits des anarchistes en sont la preuve. Il faut donc bien plutôt s'efforcer de conjurer le retour de ces destructions, en instruisant le peuple et en lui inculquant le

ns et le respect de sa propre histoire. Encore une fois, il est **aiutenant** le juge souverain de tout ce qui est cher aux **eurs épris** du passé, et on lui prêche malheureusement des **octrines** qui tendent à isoler les classes les unes des autres et **dissoudre** ainsi l'unité nationale, source de toute poésie et **le toute** grandeur.

Donc, au point de vue historique, le présent est singulièrement solennel, et il faut avoir le sentiment de cette transcendance et de cette solennité tragique.

En second lieu, ai-je dit, nous ne sommes pas assez attentifs à ce qui se passe devant nous, et nous ne savons pas déduire de l'actualité les enseignements qu'elle renferme. En d'autres termes, nous ne voyons pas les manifestations du présent dans la lumière historique.

Quel est l'objet essentiel de l'histoire, sinon la nationalité et l'Etat, ou encore la relation entre l'idée ou la fin collective, d'une part, les cœurs et les volontés des individus, d'autre part? Là est le grand mystère: comment l'Etat a-t-il été créé et comment est-il maintenu par l'accord des volontés? Le drame de l'histoire a pour acteurs ces personnalités collectives qui s'appellent les peuples. Voilà ce qu'il faut bien comprendre. Or, pour cela, il suffit de regarder et de réfléchir à ce qu'on a vu. Rien ne vaut la leçon des faits. Les meilleurs historiens sont ceux qui ont fortement vécu de la vie de leur temps: un Thucydide, un Polybe, un Machiavel. — L'âme collective peut, mieux que jamais, être étudiée sur le vif, surtout dans les villes comme la nôtre, où le peuple se réunit tout entier sur une place publique: on le sent vibrer sous l'action des idées et des souvenirs; et ce *Volksgeist*, le *Gesamtgeist*, cette *Volksseele* des philosophes, on la voit incarnée devant soi. On constate soi-même comment l'idéal détermine les volontés et en forme ce faisceau qui est la nation.

Il faut remarquer d'abord que la vie populaire est encore poésie, parce que le peuple est essentiellement sentiment et instinct. L'idée est en lui, mais à l'état inconscient ou plutôt passionnel (1), et il possède encore cette puissance d'enthousiasme et d'entraînement qui, autrefois, a créé les langues et inspiré les grandes œuvres d'art. Malheureusement le peuple même celui des campagnes, renonce toujours plus aux types originaux d'architecture, aux costumes et aux usages locaux : les idiomes populaires s'en vont. Cependant le peuple continue à percevoir l'unité sociale dans ce qu'elle a de plus intime et de plus profond. L'essentiel, pour lui, c'est l'âme nationale, l'esprit collectif dans son originalité. Et il est clair que l'art est pour lui l'expression la plus condensée et la plus brillante de cette âme nationale, moyennant toutefois qu'elle demeure en relation intime avec la vie populaire et nationale, ce qui est toujours moins le cas. Nos distinctions subtiles entre l'État et l'Eglise, par exemple, le peuple ne les fait pas, sinon, comme c'est malheureusement le cas en France et par la faute du catholicisme, pour rejeter l'Eglise en tant qu'hostile à la nation laïque. Le peuple est par cela même aisément intolérant : il n'admet pas volontiers que son idéal n'ait pas le droit de s'imposer.

Il en résulte que la vie d'une cité comme Genève, une des trois ou quatre villes souveraines qui ont échappé au niveau de la centralisation (2), fait comprendre dans quelques-unes

(1) Édouard DE HARTMANN, le philosophe de l'inconscient, a traité ce sujet dans une étude sur les doctrines de Lazarus : Voyez ses *Gesammelte Studien und Aufsätze*. Cp. sa *Philosophie des Unbewussten*.

(2) En Suisse, on peut citer, en outre, Bâle, la ville historique par excellence, où le Moyen Âge est encore vivant, et où l'on peut étudier sur le vif la façon dont autrefois l'art servait de forme et de symbole à l'âme collective.

ses manifestations, ce qu'ont dû être les premiers temps de l'humanité, lorsque la fraternité était encore intacte, et l'unité sociale complète au sein du clan ou de la commune. Quand, par exemple, les tables se dressent dans nos rues et sur nos places pour fêter par des banquets populaires une de nos solennités nationales, n'y a-t-il pas là comme un retour inconscient aux repas communs des Barbares et de certaines cités grecques ? Et, soit dit en passant, la Cène chrétienne, envisagée au point de vue social, n'est pas non plus autre chose. Les *Guildes* du Moyen Age avaient gardé aussi cet antique usage comme étant l'expression la plus naturelle de la fraternité (1). Et la fête, en général (2), outre qu'elle fait revivre devant nous les gloires et les symboles du passé, la fête ne nous rend-elle pas les joies de cette vie en commun qui était celle de toutes les tribus au matin de l'humanité ? Comme Rousseau a bien compris tout cela, dans cette admirable *Lettre à d'Alembert*, où il oppose si éloquemment le bonheur actif et profond de la fraternité nationale au plaisir passif et superficiel d'une foule à laquelle on offre des spectacles tout faits (3) ! Oui, le peuple est encore poète, et lors même que les artistes se sont isolés de lui, il peut toujours nous aider à comprendre ce qu'était autrefois l'humanité. Nous allons chercher bien loin la poésie dans le passé ou chez les tribus primitives qui existent encore. Elle est tout près de nous, et il suffit de regarder pour la voir.

(1) WILDA, *Das Gildenwesen*.

(2) Notre excellent historien GALIFFE a publié une charmante brochure intitulée *la Fête*. Comparez les belles pages de Victor CHERBULIEZ, dans son *Cheval de Phidias*.

(3) Voyez ma conférence sur les *Idées politiques de Rousseau* dans *Rousseau jugé par les Genevois d'aujourd'hui*. 1879.

Cet ordre de faits suppose la possession tranquille et assurée de l'idéal : c'est la nation jouissant d'elle-même et de son passé ; c'est souvent la cité faisant revivre pour un jour les poétiques splendeurs du passé dans un de ces cortèges historiques où la science met aujourd'hui la main et que les pays germaniques s'entendent tout spécialement à organiser.

Mais il y a quelque chose de bien plus saisissant et de bien plus instructif. Je veux parler de ces débats solennels où une grande idée est en jeu et où il s'agit des destinées de quelque institution séculaire, ou même de la nationalité dans son indépendance. Alors en effet, l'idée ne doit plus être symbolisée et fêtée : il s'agit de la défendre. Le peuple se sent menacé dans un des éléments essentiels de sa vie, et on peut constater alors combien il a le sentiment et le respect du passé ; il est souvent plus fidèle aux souvenirs que ses gouvernants. Et on ne peut rien imaginer de plus noble que cette passion du peuple pour l'autonomie collective et l'indépendance nationale. La fidélité à une dynastie est du même ordre (1). Mais il faut que les penseurs, qu'ils soient juristes, politiques, philosophes ou poètes, interviennent pour formuler l'idée, pour rappeler le passé, afin qu'il se résume en une image vivante qui saisisse les esprits et les cœurs (2). Il y aura des assemblées, des brochures, des affiches : le journal luttera au premier rang. Le penseur pourra ainsi voir de ses yeux comment l'idéal collectif est prêché, et comment, une fois bien vu, il prend les cœurs et fixe les volontés. Or n'est-ce

(1) Ainsi la protestation de Chambéry en 1860 contre la cession de la Savoie à la France. Plus anciennement la fidélité des clans écossais aux Stuarts et celle des Tyroliens à la maison d'Autriche sous le premier Empire.

(2) Voyez l'admirable livre de Fichte sur la *Destination de l'homme de lettres*.

as là le grand mystère de l'histoire ? Et vous négligeriez l'occasion d'étudier de près ce rapport intime entre l'idée et les individus ! Là est le problème fondamental du droit public et de la politique : là est le secret de la personnalité morale, du *corpus*, sous la forme de la nation et de l'Etat (1).

Eh bien, pour saisir ce grand secret, étudiez ce qui se passe dans un peuple quand une grave question lui est soumise et surtout quand on lui propose de détruire une antique institution nationale. C'est en constatant *de visu* l'émotion des cœurs, l'agitation des esprits, les discours et les écrits enflammés, les résolutions viriles enfin, et la joie qui suit la victoire, que vous comprendrez ce qu'est cette chose grande entre toutes qui s'appelle l'âme d'un peuple. Voilà ce que nous avons éprouvé en juillet 1880, à Genève, quand l'Eglise protestante nationale a été attaquée : elle a été vigoureusement défendue (2), et surtout on a pu voir à quel point la nation l'aimait. La foule qui, le 5 juillet, au lendemain de la votation, est montée à la vieille cathédrale de Saint-Pierre, laissait voir par son enthousiasme ce que c'est qu'un peuple. Les raffinés dédaignent ces choses comme étant trop vulgaires :

(1) Encore une question à peu près inconnue en France, et au contraire fortement étudiée en Allemagne. Je veux parler de la doctrine des personnes collectives ou juridiques, déjà formulée par les Romains (voyez le *Système* de SAVIGNY), reprise par le germanisme et définitivement constituée par la science allemande contemporaine. Voyez ZITELMANN, *Begriff und Wesen der juristischen Personen*; GIERCKE, *Das deutsche Genossenschaftsrecht*. Comparez W. SERMENT, *Associations et Corporations*. Sur la question juridique de la nationalité, voyez surtout BULMERINCQ, *Theorie, Praxis und Codification des Völkerrechts*.

(2) Je me fais honneur d'avoir été parmi ses champions. Voyez ma brochure sur *la séparation de l'Eglise et de l'Etat au point de vue des questions sociales actuelles*.

ils ne veulent voir la poésie que dans le passé, au lieu de comprendre la transcendance et la beauté des choses actuelles. Mais le penseur y est attentif, et quand le *Volksgeist* passe incarné devant lui, il regarde et il écoute. Le lettré doit savoir redevenir peuple ; il doit se laisser entraîner par la foule ; et ce lui est une grande joie quand l'idéal qui lui est cher entraîne ainsi les multitudes.

Et ne croyez pas que ce profond sentiment de l'actualité nationale rende l'esprit exclusif. Bien au contraire. Celui qui sent fortement les choses de son pays et qui sait en faire la théorie, comprend par cela même à demi-mot les autres types nationaux et l'évolution idéale de l'humanité. Voyez, par exemple, combien le patriotisme éclairé d'un Polybe et d'un Machiavel les a aidés à pénétrer le génie romain dans son originalité. Les anciens, en général (et Machiavel est un ancien), avaient plus que nous le sens de l'actualité et celui des rapports. Ils comparaient volontiers les formes nationales existantes les unes avec les autres. Nous avons plus qu'eux le sens de l'évolution ; mais nous décomposons trop la vie collective dans ses éléments constitutifs, ou bien nous insistons trop sur les races ou les classes, et ce travail d'analyse chimique diminue souvent en nous l'intelligence du type dans son unité organique, et par cela même celle des grandes phases du développement, car elles sont caractérisées, comme la forme nationale, par le rapport variable entre l'esprit et la réalité (1).

Ce qu'il faut d'abord bien voir, c'est l'originalité des principaux types actuels comparés entre eux : Allemagne, Angle-

(1) En fait de comparaison entre les types nationaux, on ne peut guère citer que celle de Delolme entre l'Angleterre et la France et celle de J.-J. Ampère entre l'Angleterre et l'Espagne.

terre, France. On arrive alors à constater que ces trois grands pays représentent des phases diverses de l'évolution. En effet, l'Allemagne, malgré son idéalisme, est restée, en tant que race pure, plus près de l'unité barbare : elle met l'accent sur la conscience collective. L'Angleterre, ayant combiné en elle deux populations, a pu, dans ses luttes intérieures, dégager la notion du droit, comme autrefois les Romains, mais sans l'élever jusqu'à l'abstraction. La France, enfin, combinant aussi les races, mais d'une manière beaucoup plus intime, est parvenue à la centralisation abstraite et à l'individualisme juridique. Ainsi, en partant de l'actualité bien comprise, on peut reconstruire de proche en proche tout le passé.

Puis, si l'on envisage la civilisation chrétienne comme un tout, il faut se donner la vive intuition de ce qui la sépare de l'antiquité et de ce qui en a fait un seul ensemble, animé comme tel d'un mouvement toujours plus rapide. Dans l'antiquité, les civilisations se succèdent dans l'espace et chacune forme un tout bien distinct. L'Europe moderne, au contraire, débute par une vaste combinaison de races et d'éléments sociaux, en sorte que l'essentiel, pour elle, ce n'est pas la forme particulière de chaque Etat, mais la vaste société qui les domine. De là, en particulier, l'importance qu'ont prise pour nous les questions religieuses et sociales ; de là, encore, la formation du droit international. La force de l'Europe vient de ce qu'elle forme un tout, en même temps qu'elle laisse se développer en elle les types nationaux les plus divers.

Ici, l'horizon s'étend, et l'actualité revêt un caractère nouveau de solennité et de transcendance. Si, en effet, nous considérons l'humanité dans son ensemble, telle qu'elle est aujourd'hui, elle nous offre tous les degrés de l'évolution sociale, depuis la barbarie jusqu'à l'extrême civilisation. Il y a

encore un grand nombre de tribus qui n'ont pas dépassé la période de l'enveloppement premier et qui nous permettent d'étudier sur le vif ce moment où l'unité organique de la société humaine est encore intacte. Les grands empires de l'Orient, dont plusieurs remontent à des milliers d'années, nous laissent voir, au contraire, l'humanité à son *maximum* d'éloignement vis-à-vis d'elle-même et asservie à des pouvoirs divins et humains qui sont encore au bénéfice des services rendus par eux à l'origine de la civilisation. Malgré la profonde décadence de l'Orient, il doit nous inspirer encore un certain respect, car il constitue un vivant souvenir de ces temps où l'esprit s'affirmait en face de la nature avec une sublime audace et où il construisait les grands systèmes religieux à l'ombre desquels nous vivons encore.

Et ce vaste ensemble est dominé aujourd'hui par l'Europe, numériquement bien faible, mais qui concentre en elle toutes les puissances spirituelles de l'humanité, parce qu'elle a combiné, dès l'invasion des races germaniques, les éléments antérieurs de civilisation avec un principe barbare d'une grande puissance, qu'elle a ainsi repris tout le développement en sous-œuvre, et qu'elle a puisé dans les difficultés mêmes de cette immense évolution une force de projection et de pénétration absolument nouvelle. L'Europe résume en elle tout le passé de l'humanité, mais en y joignant une puissance incroyable de progrès, qui vient de ce qu'en recommençant tout, elle avait par devers elle les ressources de la culture gréco-romaine et l'énergie de la barbarie germanique. Elle a pu ainsi traverser au Moyen Age une période analogue à la civilisation orientale, mais pour la dépasser, et en puisant dans la lutte elle-même la force d'aller bien plus loin que la Grèce et Rome sur la route du progrès.

Aussi, voyez comme ces grands empires de l'Orient sont

peu de chose en face de l'Europe. Mais aussi quelle responsabilité pour celle-ci ! La supériorité même de son organisation et de sa culture lui crée un pressant devoir de tutelle vis-à-vis des tribus barbares et vis-à-vis de ces vastes populations de l'Asie et de l'Afrique soumises à un despotisme qui n'a plus sa raison d'être. Elle doit avant tout respecter les nationalités dignes de ce nom, si humbles qu'elles soient ; puis, par une tutelle généreuse, les élever progressivement à la civilisation. L'humanité forme de plus en plus un tout sous l'hégémonie du monde chrétien ; mais la justice ne régne pas encore dans ce vaste ensemble : le *Völkerstaat* rêvé par Kant est bien loin de sa réalisation. Mais en prenant le parti des sujets chrétiens de la Turquie contre cette puissance, l'Europe a posé le principe de l'avenir, puisqu'elle s'est moralement engagée à protéger tous les opprimés contre tous les oppresseurs, et cela sans distinction de race ou de religion.

L'actualité, ainsi conçue et portée jusqu'aux limites de l'espèce humaine, se présente à nous avec un singulier caractère de grandeur et de solennité. Et remarquez bien que, sans peut-être nous en rendre compte, nous prenons intérêt aujourd'hui à tout ce qui se passe sur la terre. Chaque matin, nos journaux nous renseignent sur les nations les plus éloignées. Mais il faut que ces nouvelles lointaines réveillent en nous le sentiment de notre devoir et que nous en arrivions à désirer une organisation toujours plus équitable de l'humanité.

Donc l'actualité s'étend de plus en plus. Elle embrasse aujourd'hui la terre. Sur notre planète coexistent encore aujourd'hui les civilisations les plus diverses, et à ce point de vue déjà, le moment actuel a une rare solennité. Mais cette grandeur tragique s'augmente encore si l'on songe aux injustices qui se commettent, aux souffrances, aux misères et, par suite, aux sérieux devoirs qui en résultent pour les civilisés.

Nous ne connaissons pas le point de départ de notre espèce, et son avenir, comme celui de notre terre, nous est complètement voilé. Mais ce que nous savons, de science certaine, c'est le devoir qui incombe aux intelligents et aux forts vis-à-vis des ignorants et des faibles. Dieu ne nous fournit, pour ainsi dire, que les conditions générales de l'être, et il laisse les forces à elles-mêmes. C'est donc à l'homme de se protéger et d'organiser la tutelle des faibles. La providence est chose essentiellement humaine. Tous les hommes sont solidaires et ont la charge et la responsabilité les uns des autres. Voilà ce que nous dit toujours plus clairement l'observation des faits. Eh bien, ce devoir fondamental nous sera d'autant plus présent que nous ressentirons plus vivement le tragique du moment actuel, et que nous plongerons plus avant notre regard dans les abîmes qu'il recèle.

Aujourd'hui, le courant de la pensée et de la civilisation est de plus en plus rapide : une année contient en elle plus qu'autrefois un siècle. La quantité de mouvement va toujours croissant. Ne nous laissons pas entraîner aveuglement par le courant ! Prenons le temps de regarder et de réfléchir ! Et que cette rapidité même de la vie contemporaine nous fasse mieux sentir le sérieux du devoir humanitaire ! A mesure que la vie s'accélère, elle doit gagner en profondeur spirituelle et en intensité morale

Telle est l'importance historique et morale de l'actualité. Le grand point, c'est notre responsabilité personnelle vis-à-vis de l'époque où il nous a été donné de vivre. C'est là qu'est notre cœur, là qu'est notre devoir. Au fond, rien ne nous intéresse aussi vivement que les choses et les hommes de notre temps. En outre, comme je crois l'avoir montré, on ne peut comprendre le passé que si l'on vit fortement dans le présent. Pour pénétrer le sens des grandes choses, il faut

aimer avec passion une patrie, un idéal ; il faut avoir tremblé pour ces trésors spirituels. Alors seulement on sent le prix de la civilisation et celui de la liberté. Pour comprendre les hommes d'autrefois, il faut soi-même être un homme, un patriote, un philanthrope. Les choses viriles ne se révèlent qu'aux cœurs virils.

« Pectus est quod historicum facit. »

Donc nous devons aimer notre temps et l'apprécier à sa juste valeur, mais en le voyant toujours dans la lumière de l'histoire et à sa place logique dans l'évolution. Notre temps a besoin de nous, d'abord comme acteurs, puis comme témoins. Nous devons, en lui rendant justice, préparer les jugements de l'avenir. Nos pères ont pensé à nous : nous devons penser à nos successeurs, par un juste sentiment de la solidarité morale qui unit les générations entre elles. Songeons au passé, rien de mieux ; mais préoccupons-nous encore plus du présent, qui nous sollicite et dont nous sommes responsables devant l'avenir.

Ce devoir se présente, nous l'avons vu, sous plusieurs faces. Nous devons avant tout assurer la constatation des faits et la conservation des sources de l'histoire contemporaine. En second lieu, nous devons faire ensorte que le présent soit juste envers le passé, car nous sommes aussi comptables de ce dernier devant l'avenir. Enfin, nous devons, après avoir pris une part active aux luttes de notre temps, le comprendre dans sa transcendance historique et morale, dans sa haute signification. Nos successeurs ne pourront pas le faire aussi bien que nous ; et surtout il est impossible que nous remplissions notre devoir vis-à-vis de notre temps si nous ne le jugeons que superficiellement.

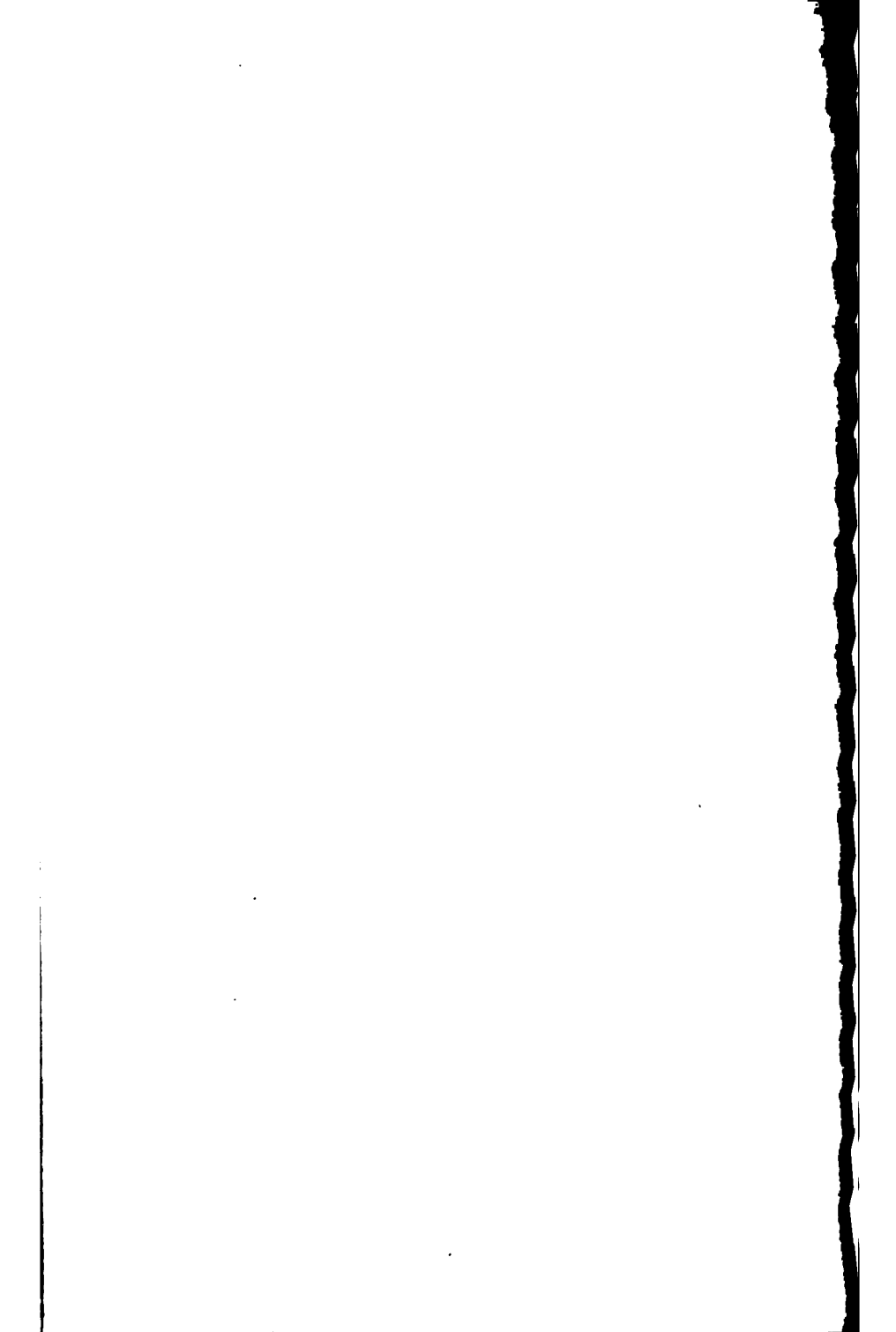
En d'autres termes, je voudrais voir cesser cette indiffé-

rence de la grande majorité des historiens vis-à-vis de leur temps, et cet isolement où ils se tiennent en face des préoccupations contemporaines. Leur fonction est tout indiquée : ils doivent défendre le passé et songer à l'avenir. A eux de représenter le lien et la solidarité entre les générations. Les politiques sont trop portés à ne voir que le moment actuel, tout comme les historiens à n'estimer que le passé. Cet isolement respectif ne peut être qu'au grand détriment du présent, car il n'a sa transcendance et sa valeur qu'en regard du passé et de l'avenir ; et d'autre part, les historiens, en se confinant dans le passé, se privent de toute action sur le présent. — Que bien plutôt tous les moments de l'évolution coexistent idéalement et pratiquement dans l'actualité ! Les grandes formules de l'histoire condensent en quelques phrases toute une évolution de peuple. Cette condensation est possible aussi dans le présent, et le peuple en a parfois le sentiment très vif dans les grandes crises nationales. Donnons à notre temps toute la valeur dont il est susceptible : nous ne risquons jamais de le surfaire, car il résume et contient tout, et il est très particulièrement le juge souverain du passé, en même temps qu'il renferme et prépare l'avenir.

Je voudrais donc engager tous ceux qui s'occupent d'histoire à se préoccuper plus sérieusement des choses contemporaines. Sans doute, en un sens, mes recommandations s'adressent plutôt à de petits pays, comme les nôtres, où la personnalité nationale est à la fois beaucoup plus déterminée et beaucoup plus exposée. Mais, si l'indépendance extérieure des grands pays est plus solide, ils ont aussi des devoirs humanitaires plus étendus ; et surtout, étant moins concentrés sur eux-mêmes, ils sont plus exposés à la pression de ces grandes marées sociales qui caractérisent notre temps. Par conséquent, le moment actuel a pour eux la même solennité que pour nos

petites démocraties. L'humanité regarde plus à eux. Si les **petites** nationalités, si les villes, ont mieux accentué la **personnalité** collective et la souveraineté nationale, elles ont souvent **péché** par l'exclusivisme, tandis que les grands peuples, comme l'Angleterre et la France, ont beaucoup plus fait pour le progrès social, en raison même de leur étendue. D'ailleurs, ils **représentent** la civilisation et la justice vis-à-vis des races moins avancées. C'est à eux et non à nous qu'incombe le **devoir** international et humanitaire. Donc leurs destinées sont encore plus tragiques que les nôtres, puisqu'elles engagent celles de l'humanité tout entière. Ainsi, c'est pour le monde civilisé dans son ensemble que l'actualité est solennelle, et mes recommandations ont par suite une valeur générale.

Je les ai présentées en toute modestie, mais avec une profonde conviction. Je m'estimerai heureux si mes paroles pouvaient contribuer en quelque chose à mieux assurer la conservation des documents contemporains et à diriger l'attention des historiens sur l'actualité. J'ai parlé surtout en juriste, mais il est bon, je crois, d'aller ainsi quelquefois les uns chez les autres. Le juriste a, par ses préoccupations mêmes, un plus vif sentiment du présent que l'historien ; il voit peut-être aussi les choses d'une façon plus simple et plus directe. Il peut lui-même apprendre de l'historien le sens de l'évolution dans sa complexité infinie ; mais l'historien à son tour peut gagner quelque chose à écouter le juriste. Aux historiens qui auront bien voulu me prêter leur ~~attention~~ de dire s'il m'a été donné de leur apprendre quelque chose ou tout au moins de les inciter à des réflexions nouvelles sur l'un des sujets les plus graves dont l'homme ait aujourd'hui à se préoccuper.



LE CABINET TREIZE

MONOLOGUE COMIQUE

Je suis célèbre enfin ! Tous les journaux français
Ce soir reproduiront en entier mon procès
Et, vu l'attrait puissant d'une cause à scandale,
Demain chacun saura que, dans la capitale,
L'avocat Chamaillac maintenant fait échec
A notre Cicéron : le bâtonnier Bonbec.

Je viens de Carpentras. Au sortir de la gare,
Je me rends au palais, déclamant mon discours
Dans la rue et sans voir le danger que je cours.
Soudain passe un coupé. Quelqu'un m'a crié : « gare ! »
C'est Bonbec en personne. Inexorable temps !
Pensai-je, qu'a-t-il fait d'un ami de trente ans !
Car nous avons été copains à Charlemagne.
O bonheur ! Mon procès ! Dieu veut que je le gagne !
Plein d'espoir, à mon tour je hèle le cocher
Qui, me prenant pour fou, m'empêche d'approcher,

Mais s'arrête bientôt sur un signe du maître.
Celui-ci, paraissant ne pas bien me remettre,
Me dit : « Que voulez-vous ? » J'articule son nom
Et risque ces seuls mots : « Te rappelles-tu ? — Non !
— Chamaillac, qui faisait tes versions latines ?
— Connais pas. » J'avais l'air de lui chanter matines
Et lui d'en éprouver un formidable ennui.
« — Je plaide contre toi. » dis-je. « — Quand ? — Aujourd'hui
Dans une heure. — Vraiment ? En appel. Pas possible. »
Bonbec, qui devenait beaucoup plus accessible,
Consulte son carnet et d'un air étonné,
Exclame : « Tiens c'est vrai ! Cher, as-tu déjeuné ?
— Ma foi non — Monte alors. » Ravi de l'aventure,
Sans me faire prier, je suis dans sa voiture.
En trois temps le cheval nous mène chez Bignon.
O gourmandise ! Ici commence mon guignon !

« — Baptiste, deux couverts dans le Cabinet Treize !
Pour parler du procès nous serons à notre aise, »
Dit Bonbec. Le garçon nous bredouille un menu
De vingt plats tout nouveaux ; pas un ne m'est connu.
Mais mon amphitryon, sans écouter, commande
Des hultres, du sauterne, une sole normande,
Des perdreaux Périgueux, poularde Mazarin,
Pommes à la Condé, du poinard, vin du Rhin,
Magnifique dessert. Nous nous mettons à table.
J'explique le débat ; c'était inévitable,
L'autre n'en sachant pas un seul mot. « — Le mari,
Capitaine au long cours, dis-je, » se croit chéri
D'une femme adorable et quelque peu légère.
— C'est ma jeune cliente ? — Hélas oui. La bergère,

En l'absence du vieux soupire. Un beau berger...
Tu comprends ? — Je saisis — Mais, las de voyager,
— Ton client repartait ? — Et trouve sa famille
Augmentée en deux ans d'un garçon, d'une fille !
C'est raide, qu'en dis-tu ? — Le drôle est un luron !
— Ah ! Je voudrais savoir comment, cher Cicéron,
Tu vas légitimer tout cela. — Verse à boire.
— Volontiers ; mais pour toi je crains fort un déboire ;
Car j'ai dans ce cahier de cuir des arguments
Qui doivent terrasser les plus hardis amants.
Mon plaidoyer flétrit les femmes criminelles,
Les cousins... J'ai pour ça des raisons... personnelles.
— Pauvre ami ! — Je pourfends les hussards, les gommeux.
— A ta santé ! — Merci, ton sauterne est fameux !
Son fumet délicat console et ravigote.
On déjeune assez bien, mon cher, dans ta gargote.
— Encore un peu de sole ? — Oui ; de la sauce avec. »
La sauce était poivrée ; aussi buvions-nous sec.
— « Done, mon cher... Chamaillac, selon toi, ma cliente...
A les torts et perdra le procès qu'elle intente ?
— J'en ai peur. — Tu la crois coupable ? — C'est bien sûr.
— Une aile de perdreau. — Mon cher, il est bien dur.
— Ton client ? — Non, l'oiseau. — D'où venait la fortune ?
Du mari ? — Pas du tout : de la sensible brune. »
Étais-je bête moi de le mettre au courant ?
Mais rien ne rend bavard comme un bon restaurant.
Après le vieux pomard, arrive le champagne.
Mon rival savait tout ; je battais la campagne.
Tout à coup, Cicéron, ému sans être gris,
Regarde la pendule et dit : « Ventre-saint-gris !
Partons ou, sans cela, nous manquons l'audience. »
Je titubais ; mais lui dans son coupé s'élance

Et la carte à payer m'échoit ; dure leçon !
J'en ai pour cent trois francs sans compter le garçon !

On arrive au palais ; la salle était bondée.
Dame, une cause grasse et par nous deux plaidée...
C'était sûr ; le beau sexe, ayant les yeux sur moi
Qui suis déjà timide, augmentait mon émoi ;
Mon cerveau bouillonnait ; mon regard était trouble ;
Je voyais le fauteuil du président en double.
Mais j'entends la sonnette. On annonce la cour
Et le greffier prend place. En attendant mon tour,
J'espérais repasser encor ma plaidoirie.
J'entr'ouvre ma serviette... O méprise ! incurie !
C'est un autre dossier qu'en ce moment je tiens.
Mon rival a changé le mien contre le sien !
Que va-t-il se passer ? Je maudis ma rencontre,
Ce déjeuner qui fait que je vendrai ma montre
Pour reprendre le train. Moi qui suis orateur,
Sans être (j'en conviens) grand improvisateur,
Je maudis du talent l'injuste privilège,
Le champagne, Bignon, les amis de collègue,
L'ambition. Pourquoi ne suis-je pas resté
Paisible à Carpentras dans mon obscurité ?
« Messieurs (dis-je) il s'agit d'un crime abominable,
Dont on rit trop souvent. Ce crime impardonnable,
Qui nous menace tous, appelle un châtement.
Aussi vous punirez Madame et son amant...
Son amant... « Tout à coup je manque de mémoire ;
Je me sens... défaillir dans ma toge de moine.
Je veux poursuivre ; mais je reste interloqué.
On eût dit que la foudre à mon banc m'eût plaqué ;

Par trois ou quatre fois je viens à la rescousse ;
Je fais signe à Bonbec ; je tousse, me trémousse.
Je me comprend-il pas ? Me roule-t-il ? toujours.
J'attends que l'animal me rende mon discours.
Hélas ! cette espérance à tout jamais s'envole !
J'entends le président lui donner la parole.

Puis, d'un air goguenard, la main dans son gilet,
Maître Bonbec disait, faisait ce qu'il voulait.
A peine en lui sent-on, dans l'organe ou le geste,
L'effet du vieux pomard, de la sole indigeste ;
Mais (soit dit entre nous), avouons franchement
Qu'il m'avait dérobé déjà maint argument,
Les meilleurs ; à ce point (je vous le dis sans pause)
Qu'il semblait, mieux que moi, développer ma cause.
Je me frottais les mains ; je le laissais aller,
Me disant avec joie : Il paraît s'emballer...
« Bravo ! Soudain mon cœur renaît à l'espérance ;
« Car c'est pour mon client qu'il plaide. Quelle chance !
« Je ne l'eusse jamais aussi bien défendu.
« On gagne mon procès par moi-même perdu. »
Enfin, spectacle étrange, inconnu de la chaire,
Je devais mon triomphe à mon noble adversaire.
Plus souvent ! Il s'arrête, revient vite à lui,
Et de sa tête un truc comme un éclair a lui.
Il voit que, par mégarde, il a pris ma serviette,
Récité mon discours et fait une boulette ;
« Messieurs, dit-il, voilà ce que le demandeur
« Vous disait à ma place. » Ici le défenseur,
Ce n'était plus de jeu, par un lâche artifice,
De mon beau plaidoyer touche le bénéfice.

Je tente vainement de placer quelques mots :
« Pauvre mari trompé ! Pauvres petits marmots ;
Plus à les soutenir de mon mieux je m'applique,
Plus s'acharne sur moi sa traîtresse réplique :
« Un mari qui voyage est digne d'un tel sort,
Dit-il. — Mais je voyage aussi. — Vous avez tort.
— Mais les enfants sont blonds et le père est mulâtre.
— Lequel ? D'ailleurs la mère est blanche comme albâtre.
N'est-ce pas suffisant ? — Pas du tout — Permettez... »
Dieu que les bâtonniers d'ici sont entêtés !
Je veux parler. Ah bah ! La cause est entendue,
C'est inique ! Et voilà comment je l'ai perdue !
Malgré tous mes efforts, inutiles retards,
Le mari rend la dot et garde les moutards.

Quand vous devrez plaider, soutenir une thèse,
N'allez pas déjeuner dans le Cabinet Treize.

Jules SALMON.

LA FEMME, LA GLOIRE ET L'ARGENT

TROIS COMÉDIES

PAR

EMILE JULLIARD

LA DIPLOMATIE FÉMININE

UN ACTE

LE SATELLITE

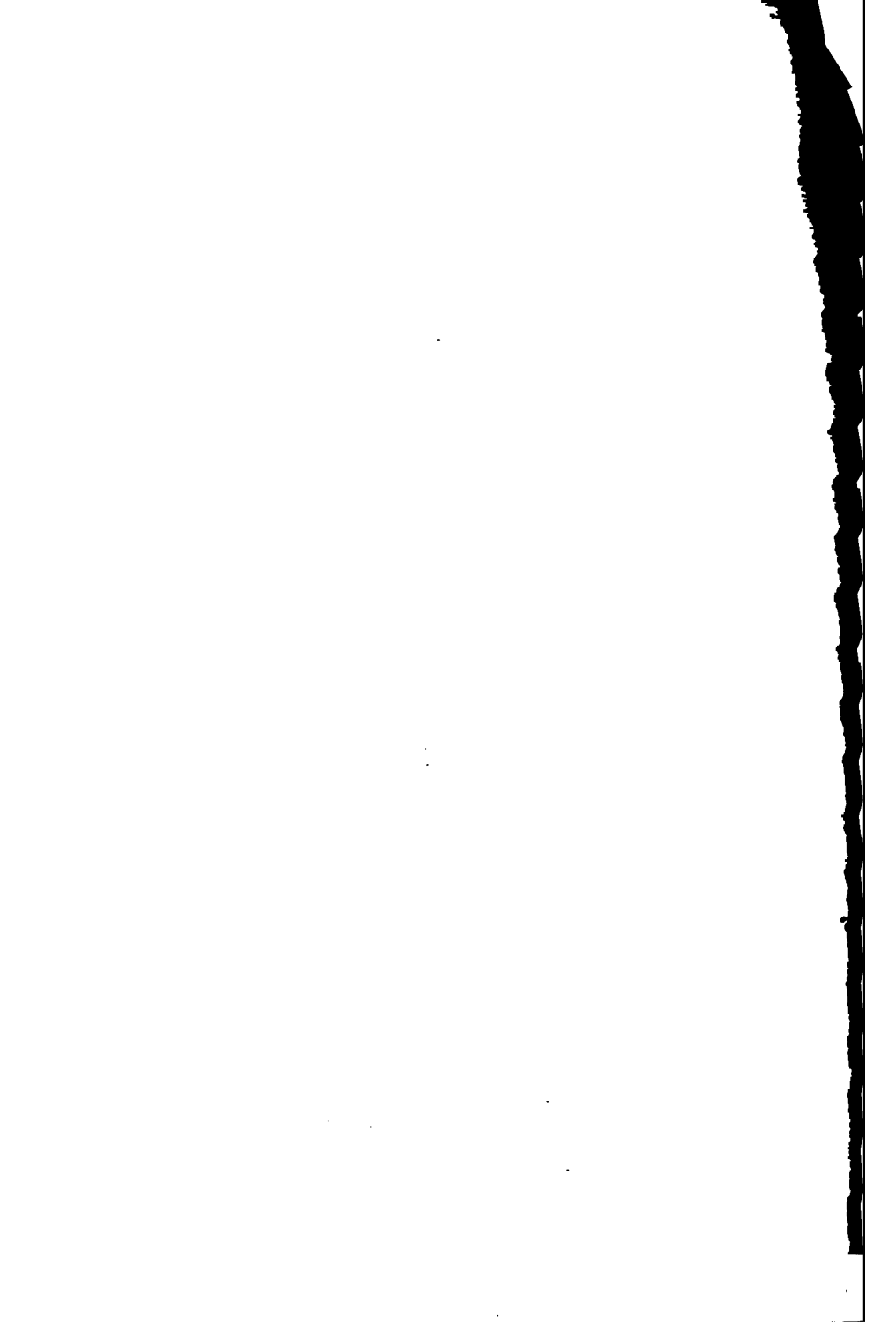
DEUX ACTES

SA MAJESTÉ LE ROI MILLION

DEUX ACTES

« L'homme n'est ni bon, ni méchant, ni sot, ni spirituel : il est chasseur et voilà tout, comme la chenille est fileuse et n'est que cela. Vous le verrez toujours, à chaque étape de sa vie, à la piste d'une de ces trois choses : la femme, la gloire et l'argent, qui sont les trois variétés de gibier qu'il poursuit. »

(Diplomatie féminine.)



LA FEMME, LA GLOIRE ET L'ARGENT

COMÉDIES

LA DIPLOMATIE FÉMININE

LA FEMME

LA DIPLOMATIE FÉMININE

COMÉDIE EN UN ACTE

PERSONNAGES :

ALBERT LA ROVERAIE.

BLANCHE, sa femme.

CLOTILDE DE NERVAN, sa cousine.

LA SCÈNE SE PASSE A PARIS

LA DIPLOMATIE FÉMININE

COMÉDIE EN UN ACTE

Un salon très élégant; près d'une cheminée allumée, un guéridon sur lequel est préparé un service à chocolat; bouquets de fleurs sur la cheminée et sur la table.

SCÈNE I

BLANCHE (assise dans un grand fauteuil près du feu, et ayant sur ses genoux un livre ouvert qu'elle ne lit pas, semble absorbée dans ses rêveries.)

Encore une nuit passée à l'attendre... la cinquième depuis un mois !... Que peut-il faire si souvent hors de chez lui ?... Ce n'est pas que je me plaigne, mon Dieu !... je sais bien qu'on n'enferme pas un mari dans son ménage comme un œillet dans un bouquet, et qu'un homme a besoin pour être heureux d'éparpiller sa vie un peu partout. Albert aime le tourbillon et le bruit !... lui en voudrai-je, et prétendrai-je claquemurer son âme dans mon amour ? Oh ! non !... d'ailleurs, s'il ne désertait pas quelquefois son foyer, il finirait par s'assoupir dans ses douceurs, et quand il rentre, fatigué de

bals et de festins, il doit être si content de sentir la température veloutée de son ménage, et le bonheur doit si vite lui faire oublier le plaisir. Il est vrai que je souffre beaucoup de rester seule si souvent, mais quand un mari s'amuse, sa femme a-t-elle le droit de s'ennuyer, quand il rit, lui est-il permis de pleurer ?... Eh bien ! qu'est-ce donc ?... voici des larmes... mais voulez-vous bien rentrer, malheureuses ! si vous alliez me faire des yeux rouges et qu'il s'en aperçût, je serais perdue... Justement, j'entends son pas ; soyons bien gaie et qu'il puisse dire au moins en me retrouvant : Oh ! qu'on étouffait là-bas et qu'il fait beau temps ici !

SCÈNE II

BLANCHE, LA ROVERAIE

LA ROVERAIE

Quoi ! chère Blanche, déjà levée !

BLANCHE

Mais oui, mon ami ; j'ai aperçu de mon lit quelques joyeux rayons qui folâtraient dans les volets et semblaient m'appeler ; ma foi, j'ai été les rejoindre à la fenêtre.

LA ROVERAIE

(A part.) Pauvre Blanche, elle croit que je la crois ! (Haut.) Tiens, voici une chose singulière ! ces mêmes rayons sont venus de fort grand matin m'agacer dans ma chambre ; et, ma foi, j'ai été me promener avec eux dans le parc.

BLANCHE

(A part.) Pauvre Albert ! il espère me tromper ! (Haut.) Et naturellement, vous rapportez à votre petite femme une humeur toute matinale et imprégnée de parfums et de fraîcheur.

LA ROVERAIE (la regardant attentivement)

Je ne sais si mon humeur est bien matinale, mais en tous cas, votre toilette l'est peu ; et même, si je ne me trompe, vous avez la même qu'hier au soir.

BLANCHE

Oh ! c'est un négligé qu'on peut fort bien mettre le matin.

LA ROVERAIE

Cette robe de satin, ces roses dans les cheveux, ce collier de perles sont un négligé du matin !

BLANCHE

Et si j'ai mis tout cela, méchant, pour paraître plus jolie à vos yeux et refaire votre conquête ?...

LA ROVERAIE

D'abord, vous m'avez conquis une fois pour toutes et je ne me suis point encore repris... et puis, en admettant le contraire, votre peignoir à dentelles est un engin de guerre qui peut assurer votre triomphe aussi bien que ces falbalas... Mais, dites-moi, cette pâleur et ces yeux rouges sont-ils aussi un négligé du matin ?

BLANCHE

Quelles idées vous vous faites, mon ami !

LA ROVERAIE

Pardon, je ne me les fais pas ; toute votre personne me les impose. Voyons, Blanche, terminons ce jeu : nous nous *men-*tons tous les deux. Je ne suis point rentré cette nuit, et vous le savez fort bien ; vous ne vous êtes pas couchée, et je ne l'ignore pas non plus.

BLANCHE

Eh bien ! quel mal cela peut-il vous faire ? Je n'aime pas à dormir, le sommeil n'entre pas dans mes goûts.

LA ROVERAIE

Il faut pourtant tâcher qu'il y entre, Madame ; à moins que votre intention ne soit de m'obliger à quitter tous mes amis et à ne plus sortir de chez moi.

BLANCHE

Mon intention n'a jamais été de vous priver d'aucune de vos petites distractions ; et soyez sûr que, lorsque vous prenez un vrai plaisir, même loin de moi, je le partage avec vous.

LA ROVERAIE

Ah ! Blanche, accusez-moi de fatuité, si vous le voulez, mais permettez-moi de n'être pas sûr de ce dernier point.

BLANCHE

Si vous aimez mieux quelquefois les délices du monde que la monotonie de ma société, mon devoir est de préférer ce que vous préférez.

LA ROVERAIE

Votre devoir !... vous voyez donc bien que mes absences vous affligent ; et croyez-vous que je puisse goûter un plaisir, quand je pense que ma femme veille toute la nuit sur une chaise, qu'elle se morfond et s'ennuie, qu'elle pleure peut-être ?... car vous avez pleuré, Blanche.

BLANCHE

Moi, point ! J'ai ouvert la porte à quelques larmes capricieuses qui demandaient à s'en aller, mais je n'ai point pleuré. D'ailleurs, les femmes sont si riches en larmes qu'elles en versent à propos de tout : pour un rêve qu'elles font et défont, pour une jolie phrase qu'elles lisent dans un roman, pour un plaisir qu'elles se promettent, pour toute chose enfin, sauf pour leurs douleurs. Il n'y a que les femmes malheureuses qui ne pleurent pas. Ainsi, il est bien convenu que je n'ai point été triste et que vous avez de gros remords de l'avoir cru. Maintenant, asseyez-vous près de moi, rêvez que vous êtes en partie fine avec votre femme, et buvez ce chocolat que vous allez me faire le plaisir de trouver excellent, car c'est moi qui l'ai préparé de ma petite main.

LA ROVERAIE

Bon ! il ne manquait plus que cela ! Vous descendez maintenant aux soins vulgaires d'un mercenaire ; vous devriez songer, ma chère, que votre petite main est faite pour agiter l'éventail et non point la cuillère à chocolat : vous la faites déroger.

BLANCHE

Si elle déroge le matin, elle se relève le soir, car regardez les charmantes pantoufles qu'elle vient de terminer en votre honneur.

LA ROVERAIE

Encore !... c'est à mon fournisseur maintenant que vous faites concurrence ; en vérité, vous portez perte à M. Schmacher ; ce n'est pas charitable, je vous assure.

BLANCHE (caressante)

Voyons, mon ami, pourquoi vous fâchez-vous ?

LA ROVERAIE

Je me fâche... je me fâche, parce que... parce que vous ne vous fâchez pas, parbleu ! C'est vrai cela, pourquoi ne vous fâchez-vous pas ?

BLANCHE

Je n'ai pas de motifs pour cela.

LA ROVERAIE

Eh ! si bien, Madame, vous en avez, vous en avez beaucoup ; d'abord, vous avez le motif que moi, je me fâche sans motif ; ensuite, si vous aviez un peu de perspicacité, vous sentiriez que je suis un ingrat, un monstre, d'accueillir d'une manière aussi brutale tous vos témoignages de tendresse et de vertu ; vous me jetteriez au visage mon chocolat et mes pantoufles ; c'est ce que vous ne faites pas, c'est ce que je trouve un procédé inqualifiable, et c'est ce que je ne puis vous pardonner.

BLANCHE

Mais m'empêchez-vous de trouver vos défauts charmants ? Cela va si bien à un homme d'être un peu bourru.

LA ROVERAIE

Eh ! jour de Dieu ! vous êtes d'une douceur, d'un angélisme qui pousserait à bout l'homme le plus patient du monde. Je parie que vous pourriez, sans sourciller, me voir aux pieds d'une autre femme. Qui sait ! vous diriez peut-être : « Ainsi soit-il ! que votre volonté soit faite et non pas la mienne. » Ah ! ça, répondez-moi donc ; ne diriez-vous pas quelque chose comme cela ?

BLANCHE

Non, je dirais : il paraît que cette femme vaut bien mieux que moi ; et s'il lui accorde une telle faveur sous mes yeux, ce n'est que pour m'engager à acquérir toutes les qualités qu'elle a et qui me manquent, et par là à mériter la même récompense.

LA ROVERAIE

Comment ! vous ne vous sentiriez pas venir au cœur la moindre jalousie ?

BLANCHE

Non, mais beaucoup d'émulation.

LA ROVERAIE

(A part.) C'est ce que nous allons voir. (Haut.) Eh bien ! ma chère Blanche, vous me mettez tout à fait à mon aise ; je cherchais justement un ami pour lui faire une confidence qui m'étouffe, et je vois que je ne me repentirai point de vous avoir choisie. Figurez-vous que je suis follement épris de votre cousine, Clotilde de Nervan.

BLANCHE (très émue)

Ah !

LA ROVERAIE

Vous dites ?

BLANCHE

Je dis : Ah !

LA ROVERAIE

Mais ce Ah ! a un sens.

BLANCHE

Mettons qu'il signifie : Ma cousine est bien heureuse.

LA ROVERAIE

Et moi, bien malheureuse, n'est-ce pas ?

BLANCHE

Je vous en laisse juge ; car c'est à vous de savoir si le bien que vous faites d'un côté rachète le mal que vous feriez de l'autre.

LA ROVERAIE

Oh ! puisque vous n'êtes pas jalouse, vous n'avez aucune raison pour souffrir. Mais regardez-moi donc ; pourquoi vous détournez-vous ? (Blanche cache sa tête dans ses mains.) Tiens ! des larmes !! des larmes d'émulation sans doute ; et puis, ne m'avez-vous pas appris que les femmes pleurent pour un rêve qu'elles font et défont, pour un plaisir qu'elles se promettent ?... Vous promettez-vous un plaisir ?

BLANCHE (bas)

Oh ! il est sans pitié.

LA ROVERAIE

Permettez-moi d'achever ma confidence.

BLANCHE

N'est-elle pas finie ? Bien que courte, elle me semblait pourtant assez complète.

LA ROVERAIE

J'ai peu de chose à ajouter, en effet ; je veux seulement vous demander votre avis sur quelques vers que j'ai écrits pour M^{me} de Nervan.

BLANCHE

Vous faites des vers !... C'est sans doute par modestie que vous me l'avez laissé ignorer jusqu'à ce jour. Je remercie tout de même d'avoir été pour moi l'occasion de cette charmante découverte.

LA ROVERAIE

Ceci est un reproche enroulé dans un compliment, une goutte de vinaigre enfermée dans une feuille de rose et qui, dégagée de son enveloppe, se réduit à ceci : Vous n'en avez jamais fait pour moi, vous n'en auriez pas pris la peine.

BLANCHE

Vous en auriez peut-être bien pris la peine ; vous en seriez-vous donné le plaisir ? je n'ose pas m'en flatter.

LA ROVERAIE

Ecoutez, Blanche, on ne fait jamais de vers pour sa femme ; ce serait aussi ridicule que de passer toutes ses soirées avec elle. Que dirait le monde quand il saurait que moi, mari, j'ai aligné des rimes pour ma compagne légitime ? On me croirait fraîchement débarqué de quelque planète inconnue.

BLANCHE

C'est que le monde croit sans doute que la poésie est la servante de l'amour, et qu'un mari n'a pas le droit de l'employer à autre chose.

LA ROVERAIE

Pardonnez-moi ; la poésie est la servante des amours et non pas de l'amour. Quand on aime sérieusement, on n'a pas le temps de s'amuser à compter des syllabes.

BLANCHE (vivement)

Vous n'aimez donc pas Clotilde sérieusement ?

LA ROVERAIE

Ah ! vous m'en demandez trop.

BRANCHE

C'est qu'il me semblait que vous me parliez d'une confidence.

LA ROVERAIE

Mais il me semblait que vous l'aviez trouvée complète.

BLANCHE

Je craignais peut-être d'en savoir trop.

LA ROVERAIE

Et vous craignez maintenant de n'en savoir pas assez. Eh bien ! dans le cas où j'aimerais sérieusement Clotilde, m'en voudriez-vous bien ?

BLANCHE

Mais non, puisque....

LA ROVERAIE

Achevez.

BLANCHE

Puisque je vous aime.

LA ROVERAIE

Comment ! vous m'aimez et vous...

BLANCHE

En voudriez-vous d'autres preuves ?

LA ROVERAIE

Ce que vous me dites là me semblerait plutôt une preuve au contraire.

BLANCHE

Quand il s'agit des amours, peut-être ; quand il s'agit de l'amour, non.

LA ROVERAIE

Alors ceci, ma chère Blanche, est tout simplement du sublime et descend en ligne directe des régions séraphiques ; il est fâcheux seulement que je sois à tout jamais incapable de vous rejoindre sur les hauteurs éthérées où vous planez. Vous ne songez pas que vous placez l'immensité entre vous et moi, et que j'aimerais fort pourtant vivre un peu plus près de ma femme.

BLANCHE

N'est-ce pas, au contraire, parce que je veux vivre trop près de vous, que vous vous éloignez si souvent de moi ?

LA ROVERAIE

Laissez-moi vous parler franchement, Blanche : quand on est rempli de défauts, comme je le suis, il est excessivement gênant de vivre sans cesse côte à côte avec une personne qui n'en a point. Vous me répondez : « Débarrassez-vous de vos défauts ! » Eh ! mon Dieu ! je le voudrais bien ; je ne tiens pas à eux ; ce sont les scélérats qui tiennent à moi et ne veulent pas me lâcher. C'est l'histoire du lépreux et de la lèpre. Vous avez fait de ma maison une cathédrale auguste que vous remplissez de votre divinité. Tout mon rôle, à moi, doit se borner à m'agenouiller piteusement dans un coin sans oser relever la tête. Vous sentez bien que cela est trop solennel, trop contemplatif pour ma faible nature. Or, comme il est plus facile aux anges de descendre chez les mortels qu'aux mortels de monter chez les anges, daignez abdiquer quelquefois votre austère infailibilité ; déposez un peu de cette douceur immaculée qui fait de vous la reine et de moi le vassal ; et vous aurez rapproché les distances et les sympathies, si bien qu'il n'y aura plus ici qu'un mari repentant, exclusivement occupé à être amoureux de sa petite femme devenue de son côté plus accessible.

BLANCHE

Ainsi, vous me reprochez...

LA ROVERAIE

D'être trop douce. Vous avez enfermé ma vie dans des nuages roses. Les nuages roses sont délicieux, je n'en disconviens pas, mais on ne peut pas ne voir que cela au-dessus, au-dessous et autour de soi ; il faut un peu de pluie et d'orage dans une existence bien comprise.

BLANCHE

Ah ! il ne s'agit que d'être méchante ! Qu'à cela ne tienne, vous allez être servi, Monsieur ; et pour commencer, je vous offre votre chocolat au feu ; je reprends mes pantoufles et je vous en donnerai à quelqu'un que je sais et que vous ne savez pas. Après tout, je suis bien bonne d'être si bonne ; j'aurai aussi mes volontés qui ne seront pas les vôtres ; je ne vous attendrai que la moitié de la nuit... j'irai même peut-être au bal... j'y danserai avec les cavaliers qui m'inviteront... je... (La Roveraie détourne la tête pour cacher ses rires.) O mon pauvre ami, vous ai-je fait de la peine ?

LA ROVERAIE (riant)

Ah ! ah ! ah ! que vous étiez amusante ainsi ! vous aviez l'air d'une petite pensionnaire qui met pour la première fois des habits de garçon. (Prenant Blanche dans ses bras.) Pauvre agneau, tu veux jouer au loup, sans songer que tu n'en as ni les dents, ni l'appétit. Allons, ma petite Blanche, restez comme le ciel vous a faite, puisqu'il vous a condamnée à une perfection éternelle. Quant à moi, je tâcherai de m'habituer au paradis où vous m'avez placé, de respirer comme vous de l'oxygène pur, et quand mes poumons viciés seront fatigués de cette sainte atmosphère (prenant son chapeau) je ferai comme je fais maintenant, j'irai à la Bourse où je suis sûr au moins de ne pas rencontrer des anges.

BLANCHE

Et de ne pas respirer de l'oxygène pur, n'est-ce pas ?

LA ROVERAIE

Adieu.

(Il sort.)

SCÈNE III

BLANCHE (seule)

Comment le ramener à moi, à présent ? Il ne m'aime plus, uniquement parce que je l'aime encore. On dirait *vraiment* qu'il ne peut exister dans un ménage qu'une certaine quantité d'amour. Quand une femme en prend trop pour sa part, c'est autant de moins qu'elle en laisse à son mari. Mon maître d'histoire naturelle m'aurait dit jadis : C'est une conséquence de la loi d'atrophie et d'hypertrophie..... Me faut-il devenir méchante, jalouse, capricieuse ? mais je ne saurai jamais comment m'y prendre, moi !... comme il a ri à ma première tentative !... S'il y a un petit lutin qui enseigne à fond toutes ces choses aux femmes, avant que celles-ci naissent, il faut convenir que j'ai bien mal profité de mes leçons..... Clotilde en sait davantage, elle..... oh ! je veux tout lui dire et lui demander conseil ;... elle ne peut l'aimer, puisqu'il est mon mari... à moins qu'elle ne l'aime *précisément* pour cela. Fi ! quelle vilaine idée j'ai là !... pauvre Clotilde ! si elle savait seulement que cette pensée m'est venue !... Ah ! mon Dieu, la voici !

SCÈNE IV

BLANCHE, CLOTILDE

CLOTILDE

Bonjour, mon bijou, j'arrive ici au saut du lit. Depuis longtemps je me promettais une bonne et jolie journée, *et je viens* la consommer chez toi aujourd'hui. N'est-ce pas gentil de t'avoir choisie pour partie de plaisir ?

BLANCHE

Oh ! oui, je t'en remercie, car j'avais bien besoin de te voir.

CLOTILDE

On dirait que tu as le cœur gros. Aurais-tu des chagrins, par exemple ? Les chagrins sont une parure qui ne va pas aux jolies femmes, et partant un luxe que ton mari et moi, nous ne te permettrons pas.

BLANCHE

Oh ! mon mari me le permet bien ; et toi, Clotilde, es-tu bien sûre de me le défendre ?

CLOTILDE

Que veux-tu dire ?

BLANCHE

Mais rien.....

CLOTILDE

Tu dis : rien ; donc, c'est quelque chose.

BLANCHE

Mais non, je t'assure ; seulement... Albert vient de sortir ; il faut avouer qu'il joue de malheur, n'est-ce pas ?

CLOTILDE (surprise)

Plait-il ?

BLANCHE

Il va joliment maudire l'insolent hasard qui le chasse de chez lui au moment où il t'y amène.

CLOTILDE

Voyons, Blanche, que signifie tout cela ?

BLANCHE

Tout cela signifie que... (éclatant) je suis bien malheureuse, vois-tu ; mon mari t'aime, Clotilde, il t'aime, j'en suis sûre ! oh ! sauve-moi ! rends-le-moi ! tu le peux, ton cœur a tant d'esprit !

CLOTILDE

Et c'est toi qui me fais cette confiance !... et c'est à moi que tu viens demander aide et protection ! Foi de jeune veuve, je croyais bien avoir tout prévu, et tu viens de me prouver que moi et mes prévisions, nous ne sommes que des sottes.

BLANCHE

C'est à mon tour de te demander : que veux-tu dire ?

CLOTILDE

Et c'est à mon tour de te répondre : rien. Seulement, ta naïveté de tourterelle va te servir mieux que les plus profondes combinaisons de la finesse féminine ; et tu me fais croire vraiment qu'il existe un être plus roué que le plus roué des roués : c'est un ange ou un enfant. Tu n'y comprends rien, n'est-ce pas ? et cela ne m'étonne point ; je vais être claire. Ton mari m'a fait la cour : il était dans son rôle de mari ; j'ai agréé cette cour : j'étais dans mon rôle de veuve. Et ne va pas me jeter à la face le souvenir d'un époux que je n'ai pu pleurer que du coin de l'œil. Je lui devais deux années de robes noires ; je les lui ai données ; ce souvenir et moi, nous sommes quitte à quitte. M. de Nervan était un banquier assez avisé pour comprendre qu'un ménage légitime est le complément nécessaire de la position sociale de tout bon financier ; il a donc endossé le mariage, comme il mettait un

Habit noir dans le monde, parce que c'est convenable ; je ne lui ai servi tout simplement que de certificat d'homme posé, et partant, après sa mort, je lui ai donné les regrets qu'un certificat voue à son possesseur, quand il le perd.

BLANCHE

D'ailleurs, je crois me souvenir que tu étais à peine sortie de pension quand un secrétaire d'ambassade...

CLOTILDE

Hélas ! oui ; tandis que mon père donnait ma main à la finance, je donnais mon cœur à la diplomatie ; et, je te le dis tout bas : mon vrai veuvage commença le jour de mon mariage. Depuis ce temps, l'infidèle a épousé je ne sais quelle femme qu'il a trouvée je ne sais où. Je m'en consolai et, dès lors, je ne m'occupai plus qu'à jouir paisiblement des charmes de ma double liberté ; mais bientôt, ton mari se posa devant moi en adorateur et chercha à me plaire. Je t'avoue que, de mon côté, je n'ai pas cherché à lui faire horreur, car je pensais que tu avais accepté bravement ta situation d'épouse légale et que tu ne refusais point la lutte que toute femme, après deux ans de mariage, doit s'attendre à soutenir avec l'une de ses amies. Ce n'était entre nous deux qu'une partie d'échecs qui, du reste, ne devait nullement altérer notre amitié réciproque. Ton mari était le roi, qu'on attaque ; tu jouais de manière à conserver ton roi et moi de façon à le laisser s'égarer dans mon camp. Eh bien ! chère amie, en te présentant à moi comme une victime éplorée et suppliante, tu viens de faire, sans le savoir, un coup de maître qui détruit tous mes calculs et me fait échec et mat ; ma partie est donc à tout jamais perdue, et je te promets de ne pas prendre ma revanche.

BLANCHE

Comment, Clotilde, toi que je croyais ma meilleure amie, tu plaçais tout mon bonheur sur l'échiquier de la coquetterie?

CLOTILDE

Oh ! c'est que tu n'es pas faite comme les autres, toi ; tu es amoureuse de ton mari, et pour te le dire en passant, c'est une grande faute que tu fais là. Aime-le, si tu veux ; mais n'en sois jamais amoureuse, ou si tu as commis la maladresse de l'être, arrange-toi de façon qu'il n'en soit jamais sûr. L'homme, vois-tu, n'est ni bon ni méchant, ni sot, ni spirituel ; il est chasseur, et voilà tout, comme la chenille est fileuse et n'est que cela. Tu le verras toujours, à chaque étape de sa vie, à la piste d'une de ces trois choses : la femme, la gloire et l'argent, qui sont les trois variétés de gibier qu'il poursuit. Dès qu'il a une pièce dans son sac, il n'y songe plus, et il ne s'occupe que de celle qu'il ne tient pas encore et qui court. Ton mari en est encore à la première période, celle où l'on chasse à la femme. Tu es dans la carnassière, et il le sait ; je voltige dans les bois, et il le voit ; étonne-toi maintenant qu'il t'oublie pour se mettre à mes trousses.

BLANCHE

Songes-y bien, Clotilde, tu joues avec une chose qui est une question de vie ou de mort pour moi.

CLOTILDE

Oh ! rassure-toi ; il n'y a pas encore péril en la demeure ; j'ai été battue, je te l'ai dit, et je te promets de te rendre ton enjeu double, c'est-à-dire ton mari enrichi d'une double dose de fidélité et d'amour. Renseigne-moi sur un point seulement : M. La Roveraie a-t-il jamais eu des griefs contre toi ?

BLANCHE

Oui, un bien grave : il m'accuse d'être trop douce.

CLOTILDE

En effet, c'est là un des plus tristes symptômes de l'amour ; il se plaint simplement de ce que tu l'aimes trop. Il faut être juste aussi,... ce n'est pas gentil de ta part d'aimer si éperdûment un pauvre mari qui ne t'a jamais fait de mal ; mais n'importe, c'est sur ton amour que nous allons former notre plan de bataille.

BLANCHE

Oh ! je m'en vais t'aider de toutes mes forces. Me faut-il être méchante, acariâtre et même... coquette ?

CLOTILDE

Garde-t'en bien, malheureuse ; il s'apercevrait que tu lui joues la comédie et il hausserait les épaules ; reste bien au contraire dans ton rôle d'ange ; sois plus douce que jamais ; accable-le de prévenances, de caresses, de...

BLANCHE

Ah ! si tu penses me le ramener de cette manière, tu es encore plus naïve que moi ; il m'a dit que je berçais sa vie dans des nuages roses et que cela commençait à l'endormir.

CLOTILDE

Je le crois volontiers, car tu n'as jamais mis autre chose dans son existence, et il s' imagine que la tempête est meilleure, par l'unique raison qu'il ne la connaît pas. Employons contre lui le système des contraires. Reste nuage rose, je me ferai

bourrasque ; sois la lumière, je serai l'ombre ; il fera la comparaison, il jugera de la différence, et il passera bien vite de ton côté, je t'en réponds.

BLANCHE

Cela n'est pas sûr !

CLOTILDE

Si cela n'est pas sûr, ton mari n'est qu'un niais incurable, et ton amour n'est qu'un rhumatisme au cœur dont je saurai bien te débarrasser. — Mais, n'est-ce pas sa voiture que l'on vient d'entendre ?

BLANCHE (courant à la fenêtre)

Oui, c'est lui ; il monte le perron.

CLOTILDE

Surtout, qu'il ne se doute pas de notre conspiration ; et toi, n'oublie pas de me laisser seule avec lui, à un signe quelconque que je te ferai, quand je lui dirai, par exemple : décidément, vous êtes un homme charmant !... Maintenant, sous les armes !

SCÈNE V

LES MÊMES, LA ROVERAIE

LA ROVERAIE

Madame de Nervan ! ah ! je ne m'attendais pas à tant de bonheur et je m'aperçois que je viens de perdre à la Bourse des moments bien précieux.

CLOTILDE

Ne vous félicitez pas encore. J'ai trouvé Blanche occupée à s'ennuyer toute seule, et comme j'aurai cet été à la campagne une nombreuse et charmante société, j'emporte mon amie avec moi pour la distraire.

BLANCHE (étonnée)

Est-ce que vraiment ?...

CLOTILDE (bas à Blanche)

Laisse-moi dire. (Haut.) Le monde, la jeunesse, le bruit sont des choses souveraines contre l'ennui. Vous, qui vous servez souvent de ce remède, ne le trouvez-vous pas excellent, Monsieur de La Roveraie ?

LA ROVERAIE

Mais ma femme ne s'ennuie pas chez elle, n'est-ce pas, Blanche ?

BLANCHE

Oh ! non, assurément... cependant. si... quelquefois, quand vous n'y êtes pas.

CLOTILDE (bas à Blanche)

Très bien, très bien ! (Haut.) Mais pas du tout, elle s'y ennuit toujours ; est-ce que je ne le vois pas ? D'ailleurs, Blanche est trop jolie, trop gentille, pour que je prive de sa société plusieurs personnes qui s'attendent à la trouver chez moi, et s'en font une fête.

LA ROVERAIE

Alors, vous m'emmenez aussi.

CLOTILDE

Hélas ! non ; comme j'avais une trop grande foule de messieurs à inviter, j'ai dû en tirer une douzaine au sort, et votre nom m'a fait l'impolitesse de ne pas sortir. Je suis bien à plaindre, croyez-moi.

LA ROVERAIE

Vraiment ! Ah ! Madame, je suis trop touché de cet aimable regret pour ne pas chercher à réparer l'injustice *du sort* : je vous suivrai malgré lui.

CLOTILDE

Non, non, ne le faites pas ; cela nous porterait malheur à tous les deux ! Je suis très superstitieuse, voyez-vous, et j'ai entendu dire que le sort se venge toujours de ceux qui se moquent de lui.

LA ROVERAIE

Et comptez-vous garder Blanche longtemps ?

CLOTILDE

Je ne sais pas... un temps indéterminé.

LA ROVERAIE

Alors, c'est bien long ! Je suis habitué à trouver *ma femme* chez moi toutes les fois que je rentre ; et, je vous l'avouerai, cette habitude m'est chère.

CLOTILDE

Des habitudes ! ah ! fi donc !! Vous êtes trop jeune, cher cousin, pour avoir des habitudes. Laissez cela aux vieux caissiers et aux vieux notaires. A votre âge comme au mien, on n'a qu'une habitude : celle de n'en point avoir. Ainsi, Blanche, fais préparer tes malles ; et vous, Monsieur La Roveraie, qui êtes si facile aux habitudes, vous vous habituerez à vous deshabituer de votre femme.

LA ROVERAIE

Peut-être, si vous venez quelquefois me parler d'elle (bas) et surtout de vous.

BLANCHE

Vraiment, Clotilde, tu vas me trouver bien ingrate, mais...

CLOTILDE (bas à Blanche)

C'est cela ; dis que tu veux rester.

BLANCHE

Mais je préfère rester auprès de mon mari, s'il le permet.

LA ROVERAIE (lui serrant la main à la dérobée)

(Bas.) Merci, Blanche. (Haut.) Vous savez, ma chère, que je vous laisse toujours libre d'agir selon vos volontés.

BLANCHE

Oh ! je ne réclame qu'une liberté, moi : celle de ne vous jamais quitter.

CLOTILDE

Dieu, que c'est touchant, mais que c'est ridicule ! Tout cela

roucoule pitoyablement et exhale une odeur de sentiment à vous asphyxier. En vérité, chère amie, tu es un anachronisme dans notre époque ; tu es en arrière de nous de plusieurs siècles ; tu tombes dans le *Cyrus* et l'*Astrée*, dans le *Philémon et Baucis*. Tu ne sais donc pas qu'il est de mode à présent de fuir son mari tous les étés, d'aller à Baden pendant qu'il est à Vichy, ou à Vichy pendant qu'il est à Baden, et qu'il est de fort mauvais goût de vivre avec lui pendant la belle saison. Il est temps de commencer ton éducation, ma pauvre enfant ; et vous, Monsieur La Roveraie, vous ne devriez pas laisser ainsi votre femme dans cette ignorance de tout, qui vous fait honte.

LA ROVERAIE

Décidément, Madame, vous êtes une amie dangereuse.

CLOTILDE

Bah ! vous croyez ?

LA ROVERAIE

Je fais plus que le croire, je le sens (bas à Clotilde) par le danger que je cours auprès de vous.

CLOTILDE

Allons, vous voulez absolument que j'en convienne : eh bien ! vous êtes un homme charmant.

BLANCHE

Ah ! ma chère Clotilde, j'avais oublié que nous avons décidé que tu resterais ici jusqu'à demain ; je vais faire préparer ta chambre. (Saluant.) Vous permettez ? (Elle sort.)

SCÈNE VI

CLOTILDE, LA ROVERAIE

LA ROVERAIE

Il faut avouer que ma femme est peu jalouse.

CLOTILDE

Oh ! Blanche a été taillée dans une étoffe dont il ne reste plus un morceau. Elle est peut-être la seule femme au monde qui s'obstine à vouloir que son mari soit heureux.

LA ROVERAIE

Et je suis peut-être le seul homme au monde qui s'obstine à ne pas le reconnaître. Mais c'est de votre faute, Madame, n'en accusez que vous ; pourquoi êtes-vous de ce monde, pourquoi avez-vous ce regard qui fascine, cette grâce ineffable qui...

CLOTILDE

C'est trop long, c'est trop long tout cela ; de grâce, abrégeons, ou plutôt laissons les termes de l'addition et arrivons tout de suite au total. Vous êtes amoureux de moi, après ?

LA ROVERAIE

Après ? mais c'est tout.

CLOTILDE

Eh bien ! avant d'aller plus loin, vous me permettrez de vous dire que quand on est vraiment amoureux d'une femme, on ne se présente pas ainsi devant elle.

LA ROVERAIE

Mais il m'est aussi impossible de me présenter autrement devant votre personne que de n'en pas être amoureux.

CLOTILDE

Ce n'est pas cela : vous avez souffert que votre femme mit de l'essence de violette à votre mouchoir, et si vous m'aimiez véritablement, vous auriez deviné que je déteste l'odeur de la violette.

LA ROVERAIE

Je vous demande bien humblement pardon de n'être pas sorcier.

CLOTILDE

Il ne s'agit pas de me demander pardon, mais bien d'aller changer de mouchoir.

LA ROVERAIE

Mais, Madame.....

CLOTILDE

Allez donc changer de mouchoir. (Il jette son mouchoir.) Ce parfum m'incommode encore. Je vous ai prié d'aller changer de mouchoir.

LA ROVERAIE

Il faut vous obéir, Madame, même quand vos ordres sont d'amères railleries. (Il sort.)

SCÈNE VII

CLOTILDE, puis BLANCHE

CLOTILDE (seule)

Oh ! vous n'êtes pas encore au bout de vos épreuves, Monsieur La Roveraie ; je vous forcerai bien à ne plus faire le pigeon voyageur et à rentrer dans le nid de votre colombe.

BLANCHE (accourant)

Mon Dieu, Clotilde, qu'as-tu fait à mon mari ? Il jette toutes les portes et vient d'entrer dans sa chambre en disant : « O Blanche, je commence à comprendre ce que tu vaux ! »

CLOTILDE

C'est le traitement qui opère, vois-tu. Mais va-t'en, il ne faut pas qu'il nous voie ensemble.

BLANCHE

Seulement, je t'en prie, mon amie, ne le tourmente pas trop ; ce pauvre Albert est habitué aux ménagements et...

CLOTILDE

Cela te regarde, les ménagements sont dans ton rôle ; laisse-moi jouer ma partie, et sors vite.

BLANCHE

Il semblait si contrarié ; je ne voudrais pas...

CLOTILDE

Mais t'en iras-tu, malheureuse !

(Blanche sort.)

SCÈNE VIII

CLOTILDE, LA ROVERAIE

LA ROVERAIE

Vos ordres sont exécutés, Madame ; daignez considérer si ce parfum vous convient mieux.

CLOTILDE

C'est cela, il est délicieux ; et l'on peut maintenant accueillir votre cour sans danger de migraine... Ah ! mais, pardon... Quelle cravate avez-vous là ? Une cravate de satin, je crois !... Franchement, Monsieur, vous n'y songez pas !

LA ROVERAIE

Comment ! ma cravate aussi vient de commettre un crime !

CLOTILDE

Eh ! sans doute. Comment ose-t-elle être de satin en ma présence ? Vous ne voyez donc pas que cette étoffe me déchire les yeux, qu'elle me donne des fourmillements jusque dans les ongles, qu'elle est de la dernière inconvenance, et qu'enfin, je n'aimerai jamais un homme qui portera du satin.

LA ROVERAIE

Au nom du ciel, Madame, jusqu'à quand ce badinage inconcevable ?...

CLOTILDE

Il ne s'agit pas de badinage inconcevable, mais bien d'aller changer de cravate.

LA ROVERAIE

Pour le coup, Madame, ce serait...

CLOTILDE

Allez donc changer de cravate.

LA ROVERAIE

Vos cruelles plaisanteries n'ont pas d'autre but, sans doute, que de mesurer l'étendue de ma passion sur celle de ma patience... Eh bien ! soit, je ne me lasserai pas plus d'être obéissant que vous d'être belle ; seulement, comme je souhaite vivement que mes changements de toilette aient une fin, je vous prierai de me dire tout d'abord quelle est l'étoffe que vous supportez.

CLOTILDE

Je les déteste toutes également, guidez-vous là-dessus.

LA ROVERAIE

Merci, Madame, me voici parfaitement éclairé ; mais comme il me faut une cravate, je vous prie de vouloir bien tolérer l'étoffe de celle-ci.

CLOTILDE

C'est singulièrement tyrannique, Monsieur, ce que vous exigez là... Au moins, ne me regardez pas en face.

LA ROVERAIE

Soit, restons de profil.

CLOTILDE

Vous disiez donc que vous êtes amoureux de moi.

LA ROVERAIE

Je le disais.

CLOTILDE

Et que voulez-vous que je fasse de votre amour ?

LA ROVERAIE

Que vous me permettiez de le déposer à vos pieds.

CLOTILDE

Mes pieds n'y mettent pas d'opposition.

LA ROVERAIE

Et que vous me laissiez espérer...

CLOTILDE

Que je me baisserai pour le ramasser... Je le veux bien, à condition pourtant que vous ne serez pas exclusif.

LA ROVERAIE

Ah ! il ne faut pas être exclusif, c'est-à-dire que...

CLOTILDE

C'est-à-dire qu'il ne faut pas faire comme certains égoïstes qui prétendent qu'on doit les aimer eux, tout eux et rien qu'eux.

LA ROVERAIE

Comment, Madame, voudriez-vous me donner des rivaux ?

CLOTILDE

Non pas des rivaux, mais des collègues. Il est permis à une mère d'avoir plusieurs enfants et de les aimer tous *également*.

ment ; pourquoi une femme n'aurait-elle pas plusieurs adorateurs et ne pourrait-elle leur donner à chacun une part de son attention ? La beauté est une reine qui ne doit jamais marcher sans avoir à sa suite une dizaine de soupirants comme cortège d'honneur. Je suis belle, m'avez-vous dit ; eh bien ! Monsieur, je veux avoir aussi mes pages et mes mousquetaires.

LA ROVERAIE

Oh ! Madame, je n'entrerai jamais dans une pareille association.

CLOTILDE

Votre amour serait-il assez fat pour admettre qu'il pût me sutire ? Allez, Monsieur La Roveraie, le cœur féminin jouit d'un appétit dont vous ne connaissez pas encore l'étendue.

LA ROVERAIE

Je n'ai jamais douté de son appétit, seulement j'hésitais à croire qu'il aimât ainsi à varier sa nourriture.

CLOTILDE

Il en varie jusqu'à ce qu'il en trouve une qui lui convienne.

LA ROVERAIE

Mais en supposant que vous puissiez écouter les hommages de plusieurs adorateurs, il est d'usage au moins d'en préférer un.

CLOTILDE

Oh ! rassurez-vous, je me conformerai à l'usage. Je vous préférerai les uns aux autres alternativement : lundi, par exemple, vous serez l'unique objet de ma pensée ; mardi, M. A... m'occupera seul ; mercredi, je ne songerai plus qu'à M. B... et ainsi de suite.

LA ROVERAIE

Pourquoi, Madame, perdez-vous tant de temps à des railleries désagréables et stériles, quand nous pourrions si bien employer ces moments à nous dire ?...

CLOTILDE

Ah ! je raille, selon vous !... (Tirant une pensée de son corsage.) Tenez, voici une fleur qu'un vicomte de votre connaissance m'a remise avant-hier au bal, pendant que nous passions dans un salon désert ; je l'ai acceptée, je l'ai attachée moi-même à mon corsage, et j'ai donné en échange à l'heureux vicomte un de ces petits sourires mystérieux qui promettent tellement et...

LA ROVERAIE

Et qui tiennent si peu !

CLOTILDE

Ordinairement, c'est vrai. Eh bien ! regardez-la, cher cousin ; est-ce que cette pauvre pensée a l'air de railler ?... Hier pourtant, elle était encore bien fraîche et bien riante : aujourd'hui, elle baisse la tête et semble pleurer. Le vicomte aurait pu me dire en me la donnant : Que notre amour vive aussi longtemps que cette fleur !... et vous le voyez, elle est à l'agonie... Voulez-vous m'en donner une aussi ? j'en ferai la sœur de celle-ci ; je la mettrai à la même place...

LA ROVERAIE

Et vous lui réserverez le même sort.

CLOTILDE

Ah ! pardon ; ce n'est pas moi qui tue la pensée du vicomte, c'est bien elle qui se laisse mourir.

LA ROVERAIE (saisissant la pensée et la foulant aux pieds)

Eh bien ! qu'elle se dépêche alors !

CLOTILDE

Ah ! Monsieur La Roveraie ; vous lui donnez le coup de pied de l'âne, vous achevez un blessé, ce n'est pas généreux.

LA ROVERAIE

C'est qu'en vérité, Madame, vous abusez de ma triste condition d'amoureux.

CLOTILDE

Vous, amoureux ! et vous me refusez une fleur que je vous demande si gentiment et que vous auriez dû m'offrir ! Que pouvait-on imaginer de plus poétique, de plus sentimental que cette exigence ? C'était déjà tout un aveu !

LA ROVERAIE (lui prenant la main)

Un aveu ! oh ! Clotilde, ce mot passe sur mon âme comme une caresse ineffable !... mais pourquoi ne puis-je le concilier avec ceux qui l'ont précédé ?... Tenez, Madame, vous me rendez fou ; je suis hors de moi-même ; c'est un supplice que de vous aimer, et Blanche ne m'a pas accoutumé à des façons pareilles.

CLOTILDE

Vous connaissez bien mal votre catéchisme d'amoureux, mon cousin, car vous semblez ignorer qu'il est peu galant de prononcer le nom d'une autre femme en présence de celle qu'on courtise ; d'ailleurs, je vous l'ai déjà dit : Blanche n'est qu'un ange, et rien de plus ; moi, je suis une femme, ce qui vaut bien mieux, et je sais qu'un mari n'est pas un petit

agneau blanc qu'on peut conduire avec une faveur rose. Un mari est une sorte de luth fort compliqué dont il faut savoir jouer supérieurement, si l'on ne veut pas qu'il vous casse toutes ses cordes au visage. Blanche n'a jamais su jouer du sien ; aussi n'en peut-elle tirer que des notes aigres et discordantes.'

LA ROVERAIE

Permettez, Madame ; il paraît que vous n'avez jamais entendu l'instrument auquel vous voulez bien m'assimiler. Il n'a jamais eu pour Blanche que des notes douces et mélodieuses ; seulement il cherche quelquefois à se dérober aux petites mains satinées qui l'ont condamné à chanter à perpétuité des *andante amoroso*. Je n'ai pas le tempérament bien idyllique, et quand j'ai nagé tout le jour dans l'étang de la sentimentalité, j'aime assez, le soir, à aborder sur quelque rivage parisien.

CLOTILDE

D'accord ; rien de plus naturel que de s'ennuyer le soir au foyer conjugal ; qui pourrait vous blâmer de rester dans la nature ? Prenez garde d'ailleurs que vos amis ne vous soupçonnent d'amour légitime et pur ; ils ne vous pardonneraient pas cette infraction scandaleuse aux usages du monde. Vous vous devez à vous-même, comme un vaillant chiffonnier de la folie, de sortir chaque soir, armé de votre crochet, pour tâcher de piquer dans les bals, les petits soupers et les théâtres, quelque pauvre lambeau de plaisir. Il est vrai que, pendant ce temps, Blanche ne sait que faire de sa petite personne et reste tristement blottie dans son nid, attendant, sans se plaindre, le retour de l'infidèle. Mais c'est de sa faute, car, en pareil cas, nulle ne serait moins embarrassée qu'une épouse virtuose.

LA ROVERAIE

Vertueuse ?

CLOTILDE

J'ai dit *virtuose*. Son mari parti, elle ferait illuminer ses salons, formerait autour de son feu un cercle resplendissant de gens aimables et spirituels, écouterait l'un, sourirait à l'autre, prêterait son éventail à celui-ci, ferait ramasser son mouchoir par celui-là, et règnerait au milieu des gens de lettres et de blason par le droit de jolie femme que néglige un mari aveugle et maladroit. Les premiers temps, on vous regretterait encore un peu ; ensuite, beaucoup moins ; bientôt, plus du tout ; et enfin, un beau soir, quand, retenu vous-même chez vous par la causerie et l'amabilité des amis de votre femme, vous oublierez de partir à l'heure accoutumée, on vous présentera votre chapeau et l'on vous dira : « Mon ami, vous oubliez que vous êtes attendu ce soir au Jockey-Club ; ne vous gênez pas pour nous, je vous prie ; nous serions désolés de vous avoir retenu. »

LA ROVERAIE

Mais, vive Dieu ! Madame, dites tout d'un temps que ma femme me jetterait à la porte de chez moi.

CLOTILDE

Voyons ! voyons ! vous tombez tout de suite dans des emportements de caserne ; vous ne pouvez, comme moi, exprimer cette idée en termes délicats.

LA ROVERAIE

J'espère en tous cas que vous n'allez pas développer de pareilles théories devant ma femme. Vous ne réussiriez qu'à l'épouvanter, ou plutôt, elle ne vous comprendrait pas.

CLOTILDE

Si elle ne me comprend pas, je ne vois pas où est le danger d'exposer mes théories devant elle. Vous le dirai-je, Monsieur La Roveraie ? je me prends souvent à regretter de n'être pas votre femme.

LA ROVERAIE

Ce serait si doux en effet !

CLOTILDE

Oh! oui! car je vous rendrais tellement malheureux que vous finiriez par m'adorer... En attendant, donnez-moi ma fleur, s'il vous plaît!

LA ROVERAIE (tirant une rose d'un bouquet)

La voici, Madame ; mais je vous déclare que toutes les compagnes que d'autres lui donneront seront ses ennemies mortelles.

CLOTILDE

Ah! cela m'est égal; elles s'arrangeront comme elles pourront; elles s'entr'égorgeront même si elles le veulent. Quant à moi, je resterai spectatrice impartiale.

LA ROVERAIE

Dans ce cas, je vous en prie, rendez-moi cette rose; d'ailleurs, je m'aperçois que je l'ai prise dans un bouquet que je... qu'on a apporté hier à ma femme, et vous comprenez que....

CLOTILDE

Vraiment ! cette fleur était à Blanche ! ah ! c'est mille fois plus piquant, alors ; je m'y cramponne... (La lui rendant.)

Au fait, non, reprenez-la... (La lui retirant.) Après tout **pourquoi** ne la garderais-je pas?... Tiens!... elle est humide ; **je suis** sûre que Blanche a pleuré dedans!... Fi donc! je n'en veux pas, et décidément je la jette.

LA ROVERAIE (à part)

Ah ! ma pauvre Blanche ! cette femme est impitoyable.

CLOTILDE

Monsieur La Roveraie, mon cousin, au lieu de faire là-bas tout seul cette figure de trappiste, si vous songiez à me remplacer ma fleur ?

LA ROVERAIE

Je n'en ai pas d'autres ici.

CLOTILDE

Eh bien ! allez en chercher ailleurs.

LA ROVERAIE

Je vais envoyer mon domestique chez la fleuriste.

CLOTILDE

Voilà qui est très aimable!... Est-ce votre laquais qui me fait la cour ou est-ce vous ?

LA ROVERAIE

C'est moi, Madame, (à part) malheureusement.

CLOTILDE

Eh bien ! procurez-vous le plaisir d'aller choisir ces fleurs vous-même.

LA ROVERAIE

C'est bien, Madame, je vais me procurer ce... cet honneur. (Il sort.)

CLOTILDE (le rappelant)

Un bouquet de pensées, n'oubliez pas. (La Roveraie sort, Clotilde le rappelle.) Monsieur La Roveraie, pas des pensées; des roses, je vous prie. (La Roveraie sort.)

CLOTILDE (seule)

Oh ! je veux le mettre sur les dents. (Elle court à la fenêtre.) Monsieur La Roveraie, remontez, s'il vous plaît. (Elle descend la scène.) Il est sombre comme un nuage qui cache une tempête !

LA ROVERAIE (reparaissant. — Un silence)

Madame, votre esclave, votre nègre est à vos ordres.

CLOTILDE (comme surprise)

Qui est là?... Ah ! c'est vous !... Vous êtes encore ici!... Allez donc me chercher mes fleurs.

LA ROVERAIE (hors de lui)

Mais, jour de Dieu ! Madame, pourquoi m'avez-vous rappelé ?

CLOTILDE

Vous ai-je rappelé ?

LA ROVERAIE (qui ne se contient plus)

Comment ! vous demandez si vous... oh !...

CLOTILDE

Je ne me souviens plus pourquoi. Ah ! si, je me le rappelle maintenant : c'était pour vous dire de ne pas me prendre des roses, mais des camélias blancs.

LA ROVERAIE

Des camélias ! c'est charmant ! vous demeurez, si je ne me trompe, rue du Bac...

CLOTILDE

Et non pas, rue de Bréda ; mais j'aime beaucoup les fleurs qu'on cultive dans ce quartier, parce qu'elles n'ont pas d'âme... c'est-à-dire de parfum. Ainsi, partez et revenez vite.

LA ROVERAIE (très froid)

Vous aurez vos camélias, Madame .. (A part.) Oh ! je suis le plus niais des hommes !

(Il sort.)

SCENE IX

CLOTILDE, puis BLANCHE

CLOTILDE (seule, ouvrant une porte)

Blanche ! (Allant à une autre.) Blanche ! où es-tu ? Serait-elle sortie ! la maladroite ! (Allant à une troisième porte.) Blanche !

BLANCHE (accourant)

Me voici, ma chère. Oh ! que je suis heureuse, et que tu es bonne ! tiens, je veux jouer une fanfare sur tes deux jones et y faire résonner mon bonheur. (Elle l'embrasse bruyamment.)

CLOTILDE

T'aurait-il déjà montré des symptômes de sa guérison ?

BLANCHE

Je crois bien, et de superbes encore ! Figure-toi que je viens de le rencontrer dans le corridor ; il fronçait le sourcil et avait l'air furieux ; je crus qu'il voulait me faire une scène, et j'allais me sauver, quand il me saisit brusquement dans ses bras, jeta sur mon front un baiser qui me brûle encore et me dit : « O mon adorée petite Blanche, étais-je stupide, et comme je vais t'aimer pour réparer le temps perdu ! Là-dessus, il s'enfuit et me laissa seule avec mon ravissement ! — Tu lui as donc bien fait de la morale ?

CLOTILDE

Pas un atome ; car faire la morale aux maris est le moyen infailible de les rendre pires. Je l'ai tout simplement promené avec moi dans les sentiers tortueux de la malignité féminine, je l'ai laissé s'égratigner à tous les buissons du chemin, je l'ai mis hors d'haleine et de patience, et comme je t'avais placée à l'issue de ce labyrinthe, armée de ta beauté et de ta douceur, il s'est jeté dans ton amour comme sur une terre de salut. Maintenant, j'ose te prédire que désormais il ne fera plus d'excursion hors de tes frontières.

BLANCHE

Hélas ! ma pauvre Clotilde, toutes les puissances ne sont pas aussi généreuses que toi ; elles ne me feront pas toutes l'extradition de mon transfuge.

CLOTILDE

Empêche-le d'être transfuge, voilà tout ; et pour cela, guide-toi sur ce principe, que la vanité d'un homme est le régulateur de son amour. Va dans le monde avec ton mari, et, tout en restant affectueuse avec lui, puisque tu ne sais pas faire autrement, laisse-toi admirer un peu par les autres, sème quelques sourires sur ton passage, laisse jouer autour de toi cette symphonie de compliments et de louanges qui accompagne si bien la marche des jolies femmes ; et, comme nos messieurs ne tiennent qu'aux conquêtes qui leur sont disputées, tu maintiendras ton Albert dans cette position où l'amour-propre portera l'amour sur ses épaules ; dès lors, il s'acharnera à t'aimer, se sentant caressé par cette flatteuse idée qu'il est l'unique possesseur d'un trésor qui fait envie à tant de monde. Maintenant, et c'est ici que tu devras admirer l'étendue incommensurable de mon abnégation : je vais accomplir un sacrifice que notre sexe ne fait jamais. Perdre le cœur d'un de ou plusieurs hommes est peu de chose ou même rien, car, s'il est difficile de maintenir leur conquête, il est si facile de la faire ! mais il reste une jouissance exquise à laquelle nous renonçons rarement : c'est de prouver à un soupirant que nous avons été plus fines que lui et qu'il a été notre jouet sans s'en douter. Eh bien ! je consens, dans l'intérêt de notre entreprise mutuelle, que ton mari ignore toujours le tour que je

lui ai joué et qu'il s'attribue les honneurs de l'infidélité. Cela est du dévouement, ou je ne m'y entends pas, qu'en dis-tu ?

BLANCHE

Chut ! le voici.

SCÈNE X

LES MÊMES, LA ROVERAIE

LA ROVERAIE

Madame de Nervan, voici les camélias que vous m'avez demandés. Les pauvres fleurs qui, hier, étaient encore fraîches et riantes, mourront demain, je vous en préviens ; mais vous allez à la campagne, vous trouverez là une brillante société de jeunes gens qui seront heureux de les remplacer. Pour vous, ma chère petite Blanche, je ne vous apporte que des violettes, puisque vous aimez les fleurs douces et tranquilles. Oh ! elles ne mourront pas, celles-là, je vous le jure, car je m'engage à les renouveler tous les jours.

BLANCHE

Ei surtout à m'en donner tous les jours davantage.

CLOTILDE (à La Roveraie)

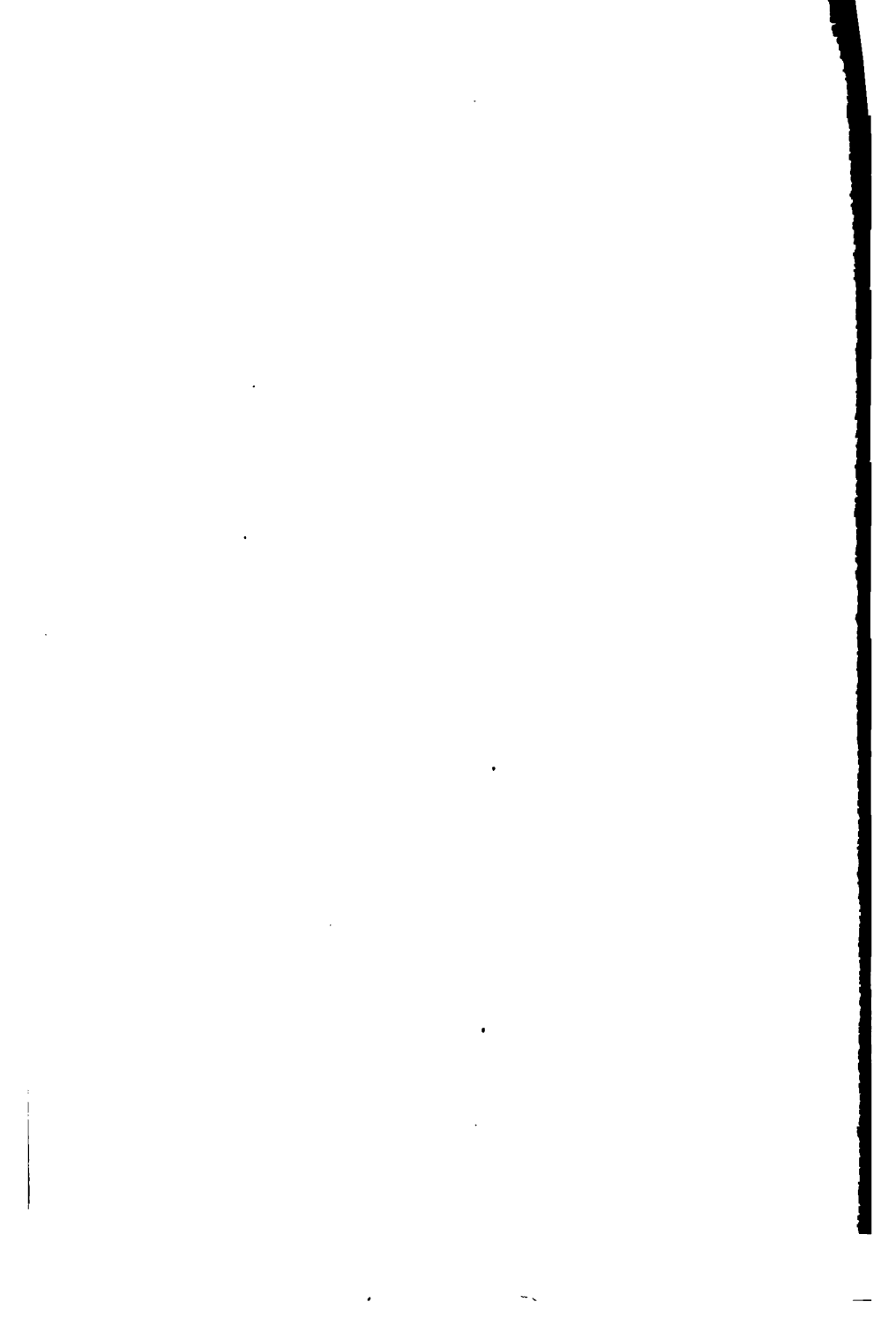
Monsieur mon cousin, votre amour n'était donc qu'une mauvaise plaisanterie et vous m'avez indignement trompée. Il faut avouer que vous êtes un bien vilain homme.

LA ROVERAIE

De grâce, Madame, enlevez le masque de votre bonne action... Vous m'avez donné une sévère leçon et je l'ai comprise.

— Blanche, vous avez près de vous quelque chose de plus précieux, de plus utile et surtout de plus rare qu'un mari amoureux... vous avez une amie véritable.

FIN DE LA DIPLOMATIE FÉMININE



LE SATELLITE

LA GLOIRE

LE SATELLITE

COMÉDIE EN DEUX ACTES

PERSONNAGES:

VENTOLET.

LEBRUN.

DE ROSALES.

LUCILE, fille de Ventolet.

DOMESTIQUES.

LA SCÈNE SE PASSE A PARIS

LE SATELLITE

COMÉDIE EN DEUX ACTES.

ACTE PREMIER

Un salon ; à droite, un bureau-secrétaire ; à gauche, un piano et un casier chargé de musique ; une cheminée à droite.— Portes au fond et sur les côtés.— Une table avec des albums et des livres.

SCÈNE I

LUCILE, UN DOMESTIQUE

LUCILE (remettant au domestique des couverts et divers objets d'argenterie qu'elle prend dans un bureau)

Tenez, prenez ceci, prenez cela, prenez tout et laissez-moi, de grâce ! (Le domestique sort.) Quel remue-ménage, mon Dieu, et que les célébrités coûtent de peine à recevoir ! Je voudrais que tout le monde fût illettré, et qu'il n'y eût pas sur la terre un seul écrivain, un seul artiste. Aussi, quelle

idée a mon père d'inviter à dîner toutes ces illustrations qu'il ne connaît pas et qui se moquent de lui. J'étouffe de honte et de dépit quand je le vois se donner en proie aux quolibets de tous ces gens qu'il caresse et qu'il régale ; le pis est qu'il rit lui-même et qu'il se montre flatté des brocards qu'on ne cesse de lancer contre lui.

SCÈNE II

LUCILE, VENTOLET (portant un panier rempli de bouteilles de vin)

VENTOLET (tombant dans un fauteuil et s'essuyant le front)

Ouf ! je suis en nage ! — Lucile, mon enfant, tu as eu soin de sortir toute l'argenterie, n'est-ce pas ? Tu sens bien qu'il s'agit de recevoir dignement les illustres convives qui vont nous faire l'honneur de manger à notre table.

LUCILE

Mais, mon père, n'aimeriez-vous pas mieux moins d'honneur et plus de repos.

VENTOLET

Du repos ! tout le monde en peut goûter ; de l'honneur ! c'est différent. Songe donc un peu.....

LUCILE

Je songe beaucoup, et je pense que tous ces gens de plume et de pinceau ne nous rapporteront jamais que des dépenses, de la fatigue...

VENTOLET

Et de la gloire.

LUCILE

Eh ! mon père, qu'avons-nous besoin de gloire ?

VENTOLET

Ma fille, je déplore tous les jours davantage la bassesse de tes goûts.

LUCILE

Trouvez-vous qu'il soit plus noble qu'on vous nomme?...

VENTOLET

Qu'on me nomme ? Eh bien ! après ?

LUCILE

Oh ! ne me le faites pas dire.

VENTOLET

Si fait, si fait, répète-le-moi ; je serais bien aise de le savoir.

LUCILE

Vous le voulez absolument.

VENTOLET

Absolument.

LUCILE

Eh bien ! je vous le dirais dans la conviction que cela vous fera rompre en visière avec les illustrations de ce monde. On vous appelle le satellite de toutes les planètes de la renommée, le laquais de la littérature et des arts.

VENTOLET

Vous feriez mieux de vous taire, Mademoiselle ma fille, et d'aller voir un peu ce qui se passe dans votre chambre. (Lui montrant la porte.) Vous m'entendez.

LUCILE

Vous ne vous souvenez pas que vous m'avez ordonné de tout vous dire ? Pourquoi m'en voulez-vous de vous avoir obéi ?

VENTOLET

Eh bien ! va, je te pardonne pour cette fois ; mais quand tu entendras dire quelque chose sur mon compte, tâche que ce soit plus flatteur.

LUCILE

Je vous le promets.

VENTOLET

Maintenant, fais-moi venir ici les domestiques que j'ai engagés aujourd'hui à mon service, afin que je leur donne mes instructions. (Lucile sort.)

SCÈNE III

VENTOLET, JEAN, FRANÇOIS, LAURENT,

JULIEN

VENTOLET (seul)

Le laquais de la littérature et des arts ! !... Cela semble humiliant au premier coup d'œil ; eh bien ! cela ne l'est pas

du tout : car, en y réfléchissant bien, j'aime mieux être, ma foi, le laquais d'un grand homme que le maître d'un sot... Ah ! voilà mes gens ! (Il s'assied.) Approchez, mes amis, et écoutez-moi bien. (Au premier domestique.) Comment vous appelez-vous ?

JEAN

Jean.

VENTOLET

Et vous ?

LAURENT

Laurent.

VENTOLET

Et vous ?

FRANÇOIS

François.

VENTOLET

Et vous ?

JULIEN

Julien.

VENTOLET

Voyons si je me souviendrai bien de ces noms : Laurent, Jean, François, Julien, Jean, Laurent, Julien, François. (A part.) Diable ! si je les oubliais, mes convives pourraient se douter que ce ne sont point les gens de ma maison..... Jean, François, Julien... (Haut.) Maintenant, mes braves gens, je dois vous informer que je reçois aujourd'hui à ma table quelques-uns des plus grands génies dont l'Europe s'honore. Tâchez donc de mériter par votre humble attitude, par vos manières respectueuses et empressées, l'incroyable honneur que vous aurez de les servir... (A Laurent.) Vous, François...

LAURENT

Laurent, Monsieur.

VENTOLET

Vous, Laurent, vous vous tiendrez derrière la chaise de M. Alfred de Musset.

LAURENT

Alfred de Musset !... Je ne connais pas cet homme-là.

VENTOLET

Comment, malheureux, vous ne savez pas lire ?

LAURENT

Si fait, Monsieur, mais ce n'est pas ce mot-là qu'on m'a fait apprendre dans les livres.

VENTOLET

Suffit, je vous le ferai voir quand il entrera. (A François.) Vous, Julien...

FRANÇOIS

François, Monsieur.

VENTOLET

Vous, François, vous vous tiendrez derrière MM. Ingres et Delacroix.

FRANÇOIS

Ingres sur la croix !... je ne connais pas.

VENTOLET

Encore ! oh ! les crétins !... Je vous les ferai connaître aussi. — Vous, Julien, vous serez attaché à M. de Béranger.

FRANÇOIS, JULIEN, LAURENT, JEAN (ensemble)

Connu, celui-là.

VENTOLET

C'est bien heureux ! — (A Jean.) Vous enfin, mon gaillard, vous vous partagerez entre MM. Eugène Sue et Lebrun.

JEAN

Monsieur n'oubliera pas de me les montrer.

VENTOLET

Vous n'avez donc pas honte de votre épaisse ignorance ?

JEAN

Eh ! ces Messieurs sont aussi ignorants que nous à cet égard ; ils ne nous connaissent pas non plus.

VENTOLET

Vous, c'est bien étonnant ! comptez-vous pour quelque chose ?

JEAN

Non, Monsieur, nous comptons chacun pour quelqu'un.

VENTOLET

Voyez un peu les ambitieux !... Mais écoutez-moi bien. Vous ne devez servir et entourer que moi et les grands hommes, mes amis ; quant aux autres gens que j'aurai à ma table et qui portent un nom obscur, vous n'y ferez pas même attention ; la servante s'occupera d'eux.

FRANÇOIS

Il faudrait les marquer d'un signe quelconque, d'une croix sur l'épaule par exemple.

VENTOLET

Vous les reconnaîtrez bien à leur air : c'est mon oncle Germanet, ma fille Lucile, M. de Rosales, compositeur de talent, mais sans renommée — beau profit ! D'ailleurs, vous ne pourrez pas vous y tromper : ceux de mes convives qui sont célèbres seront assis plus haut que les autres ; j'ai fait mettre des allonges aux chaises qu'ils occuperont. Maintenant, aller vous préparer, et n'oubliez pas de mettre vos plus beaux vêtements.

LAURENT

Je n'ai pas de gilet blanc, Monsieur.

VENTOLET

Je vous prêterai le mien pour aujourd'hui.

JEAN

Je n'ai pas de gants, Monsieur.

VENTOLET

Il m'en reste une paire qui a appartenu à ma défunte femme. (S'essuyant les yeux.) Une larme à sa mémoire pendant que j'y suis !... Je vous donnerai ses gants. Montrez-moi vos mains (Jean montre ses mains.) Enormes ! tant mieux ! ils vous iront très bien. Maintenant vous pouvez vous retirer. (Les rappelant.) Ah ! encore une recommandation... (Leur montrant le panier de bouteilles.) Voici du vin fin que vous ne servirez qu'aux chaises à allonges ; les autres boiront du vin ordinaire. Surtout, faites en sorte qu'on ne s'aperçoive pas que vous êtes à mon service pour aujourd'hui seulement ; et quand j'aurai l'air de me fâcher au sujet d'un plat que je prétendrai manqué, ayez bien soin de me répondre : « Depuis huit ans que nous

sommes au service de Monsieur, c'est la première fois que nous recevons un tel reproche. »

LAURENT

Nous n'y manquerons pas.

(Les domestiques sortent.)

SCÈNE IV

VENTOLET (seul)

Oh ! quel grand jour ! Remplir ma salle à manger de tant de célébrités, marcher à leur niveau, leur serrer amicalement la main, leur dire : « Chers amis, » et m'entendre répondre : « Aimable amphytrion, » sentir enfin, dans ce doux frottement, leur gloire déteindre sur moi et me réchauffer ! oh ! tout cela m'enivre ! ! Il n'y a qu'à s'entourer de grands hommes pour devenir grand comme eux. — Allons, Ventolet, mon cher, sois à la hauteur de tes amis ! — Eh ! si je faisais quelques vers pour les réciter au dessert, quelque grand morceau lyrique et sentimental ? Tâchons de faire venir l'inspiration. (Il se gratte le front et médite.) Eh bien ! voilà qui est étrange, l'inspiration est rétive et ne veut pas m'obéir ! Il paraît que j'ai le cerveau resserré. J'ai beau regarder le ciel et me frapper le front, me rappeler ma femme à son lit de mort, et me figurer dormant dans un fauteuil de l'Académie, cela ne fait pas fleurir la moindre idée sous mon crâne. Il faut absolument que je m'inspire d'une autre façon... Eh ! parbleu ! voici mon moyen tout trouvé. (Il prend un livre sur la table.) J'avais ouvrir ce Lamartine, en lire haut quelques passages et tâcher de

m'exalter à mesure que j'avancerai. Je produirai ainsi dans mon génie une vive fermentation d'où naîtront enfin les grandes idées. (Il lit en déclamant :)

« Ainsi toujours poussés sur des mers sans rivages, »

Ça viendra, ça viendra !

« Dans la nuit éternelle emportés sans retour, »

Oh ! ça vient, ça vient !

« Ne pourrons-nous jamais sur l'océan des âges
Jeter l'ancre un seul jour ! »

Ça est venu, ça est venu !

Ainsi toujours poussés vers des plages lointaines,
Dans une ombre sans fin emportés sans retour,
Ne pourrons-nous jamais sur ces liquides plaines
Mettre en panne un seul jour ?

Fameux ! fameux ! que dites-vous de ces liquides plaines, de ces plages lointaines et de cette ombre sans fin !... Ah ! je savais bien que j'étais poète !... Maintenant, prenons ce Hugo, afin qu'on ne dise pas que mon génie n'est qu'une doublure de celui de Lamartine. (Il lit.)

« Si je n'étais captive,
J'aimerais ce pays,
Et cette mer plaintive,
Et ces champs de maïs. »

UN DOMESTIQUE (entrant)

Trois lettres pour Monsieur.

VENTOLET (lit fiévreusement; son visage s'assombrit toujours plus à chaque lettre qu'il parcourt. Après avoir lu.)

Diantre ! Diantre ! voilà qui change joliment la thèse ! Point de Musset, point d'Eugène Sue, point de Béranger à ma table ! On s'excuse, on refuse!... Les égoïstes... Cela leur coûtait si peu de venir se régaler chez moi et cela m'eût rendu si heureux ! J'ai envie d'en pleurer pendant que je suis seul. Après tout, je suis sans doute tombé sur un mauvais jour, je les inviterai de nouveau la semaine prochaine; peut-être seront-ils mieux disposés; et, en tous cas, j'ai là, pour me consoler, ces trois précieuses lettres qui vont joliment enrichir mon album d'autographes. (Il serre les lettres dans un vaste album qu'il baise avant de le reposer sur la table.) Cher trésor!... je verserais volontiers tout mon sang pour toi. (Il sonne. — François paratt.) François, allez dire qu'on diminue des deux tiers le menu projeté et qu'on arrête immédiatement les frais !

SCÈNE V

VENTOLET, LUCILE

LUCILE

Mon père, je vous apporte une nouvelle qui va vous enchanter. Ah ! d'abord, MM. Ingres et Delacroix vous font dire qu'ils ne viendront pas.

VENTOLET

Mais, malheureuse, tu me désespères, au contraire.

LUCILE

Attendez, ce n'est pas là ma nouvelle. M. Lebrun que vous avez invité quatre fois vainement...

VENTOLET

Vainement! vainement! Tu semblerais dire qu'il n'a pas daigné venir. La première fois, il était malade; la deuxième fois, il avait perdu son chapeau; la troisième fois, son perroquet venait de mourir... On tient souvent à ces animaux-là plus qu'à ses enfants, tu sais.

LUCILE

Non, je ne le savais pas, merci de me l'avoir appris. Mais, mon père, vous ne m'avez pas laissée finir. M. Lebrun, que vous avez invité quatre fois vaine... je veux dire avec succès, vient de nous faire annoncer par son domestique qu'il s'empresse de se rendre à votre appel.

VENTOLET

Il viendra! le grand homme! Ah! cette fois, j'en tiens un au moins. Ma fille, tu mérites tous les baisers de ton père. (Se l'embrassant.) Tu ne sais pas combien ta nouvelle me comble de joie! Convains-toi bien d'une chose, mon enfant; c'est que Lebrun est le plus grand poète de ce siècle, de tous les temps même. — Avons-nous ses œuvres ici?

LUCILE

Non, mon père.

VENTOLET

N'oublie pas de me les faire acheter demain, quand nous sortirons; nous ne lirons que cela pendant quinze jours. Il viendra! il viendra!

LUCILE (avec embarras)

J'oubliais de vous dire qu'il sera accompagné de Monsieur...

VENTOLET

De Monsieur ?

LUCILE (en baissant les yeux)

De M. de Rosales.

VENTOLET (la regardant fixement)

Ecoute, Lucile.

LUCILE

J'écoute, mon père.

VENTOLET

Prends bien garde de ne pas laisser monter ce jeune homme dans ta tête.

LUCILE (troublée)

Mais vous avez des idées, vraiment !

VENTOLET

Bon ! j'en étais sûr, il y est déjà. Eh bien ! il s'agit de l'en déloger. Tant pis pour toi si l'opération doit être douloureuse ! il le faut absolument !

LUCILE

Mais, dans le cas où cela serait, quel mal y aurait-il à... à ne pas détester ce jeune homme ?

VENTOLET

Quel mal ? Crois-tu que je te permettrai d'aimer un homme qui ne porte pas un nom ?

LUCILE

Mais il s'appelle M. de Rosales depuis qu'il est né.

VENTOLET

Parbleu ! il s'appelle de Rosales comme ton épagnol s'appelle Fidèle. — Quand on le rencontre dans la rue, s'arrête-t-on en disant : « Voilà M. de Rosales ? » On dit : « C'est un passant, ou plutôt, on ne dit rien du tout. »

LUCILE

Et que dit-on, mon père, quand on vous rencontre ?

VENTOLET

Ha ! je t'attendais là. Ce qu'on dit, ma fille ?... on dit : « Voici M. Ventolet, l'ami de Lebrun, de Mürger, de Balzac ; nous les avons vus hier au théâtre ; il paraît qu'ils sont inséparables ; c'est que les facultés de leur esprit s'accordent si bien. »

LUCILE

Eh bien ! ne peut-on pas dire aussi d'Edouard de Rosales : « Voici l'ami de M. et de M^{lle} Ventolet ; il paraît qu'ils sont inséparables : c'est que les sentiments de leur cœur s'accordent si bien ! »

VENTOLET

Non, on ne le dira pas, et je ne veux pas qu'on le dise ; d'ailleurs, j'ai pour toi quelque chose en perspective.

LUCILE

Et quoi donc ?

VENTOLET

Un mari propre à te rendre heureuse et surtout à t'illustrer.

LUCILE

Oh ! mon père, je me contente du bonheur et je me passerai de l'illustration.

VENTOLET

L'une conduit à l'autre, crois-moi bien. L'homme heureux est celui que tout le monde regarde, admire et envie ; pour moi, je ne donnerais pas un sou d'un bonheur que je devrais subir dans l'obscurité et auquel personne ne ferait attention. — Ainsi, tu ne penses plus à de Rosales, c'est convenu.

LUCILE

Mais non, mais non, ce n'est pas convenu ; je ne puis arracher mon cœur de ma poitrine comme une fleur de mes cheveux. Si l'on vous demandait à vous, mon père, de renoncer tout à coup aux grands hommes, vous ne trouveriez pas cela si vite convenu, ni si facile.

VENTOLET

Comment oses-tu comparer les fredaines de ton cœur à cette noble ambition que j'ai de m'élever au-dessus du vulgaire et de devenir un des favoris de la renommée ?

LUCILE

Si votre ambition est qu'on fasse du tapage autour de votre nom, la mienne est plus humble et sent tout à fait la violette ; elle ne demande qu'un ménage modeste, un peu d'amour et du silence sur le tout.

SCÈNE VI

LES MÊMES, LEBRUN, DE ROSALES

LEBRUN (entrant)

Monsieur Ventolet, nous vous présentons deux convives fidèles au rendez-vous.

VENTOLET

Monsieur Lebrun ! Ah ! quel bonheur !... que je suis heureux et fier !... permettez-moi de vous serrer la main.

LEBRUN (lui donnant la main)

Serrez, serrez. Aïe !! Seulement, n'abusez pas de votre force.

DE ROSALES (après avoir baisé la main de Lucile à la dérobée)

Bonjour, Monsieur Ventolet.

VENTOLET (très empressé, à Lebrun)

Faites-moi la grâce de vous asseoir, mon cher poète.

DE ROSALES (plus fort)

Deux fois bonjour, Monsieur Ventolet.

VENTOLET (à Lebrun qui prend une chaise)

Oh ! je ne souffrirai pas que vous preniez une chaise.

DE ROSALES (toujours plus fort)

Trois fois bonjour, Monsieur Ventolet.

VENTOLET (à Lebrun qui va s'asseoir sur un fauteuil)

Ce fauteuil est un peu dur. (Allant chercher un autre fauteuil.)
Si j'osais vous offrir celui-ci, il est plus moëlleux.

DE ROSALES (criant)

Quatre fois bonjour, Monsieur Ventolet.

VENTOLET (dédaigneusement)

Ah ! c'est vous, mon cher, bonjour, bonjour.

DE ROSALES

Pardon, je vous ai donné quatre « bonjour » vous m'en devez encore deux.

VENTOLET (à Lebrun qui s'assied sur un autre fauteuil)

Tenez, faites plutôt à ce canapé l'insigne honneur...

LEBRUN

Eh ! mon Dieu, laissez-moi m'asseoir à mon gré ; je suis très bien ainsi, et je reste.

VENTOLET (apportant un petit tabouret)

Au moins, un petit tabouret pour vos pieds.

LEBRUN

Ah ! je vais quitter la partie:

VENTOLET

Un verre de madère avant le dîner ?

LEBRUN

Merci, je n'en use pas.

VENTOLET

Alors une goutte de sirop ?

LEBRUN

Pas davantage.

VENTOLET

Mais, vous devez avoir soif. Que prendriez-vous ?

LEBRUN

Je prendrai ma canne, mon chapeau et mon congé, si vous continuez à m'accabler de vos sièges et de vos boissons, et si vous ne venez pas vous asseoir ici près de moi pour... (Ventolet prend une chaise et se serre contre Lebrun.) Oh ! je ne vous dis pas de vous installer sur mes genoux. (Ventolet s'éloigne un peu.) C'est cela ; maintenant causons.

VENTOLET

Oh ! oui, causons ; en vers ou en prose ?

LEBRUN

En français, cela suffira. — Vous saurez donc que notre jeune ami de Rosales que vous dédaignez bien à tort...

VENTOLET

Pardonnez-moi, je ne le dédaigne pas ; mais ça n'est pas connu, voyez-vous. (A Lucile qui cause à l'écart avec de Rosales.) Lucile, ne reste pas ainsi derrière nous et avance-toi un peu de ce côté.

LEBRUN

De Rosales, disions-nous donc, a terminé son opéra.

VENTOLET

Jeanne d'Arc, je connais cela ; je lui ai même donné à ce sujet d'excellents conseils qu'il a suivis.

LEBRUN

Oui, il m'a dit que vous vouliez qu'il mît au second acte un duo en *vivace* pour fife et contrebasse avec accompagnement de tambour dans les coulisses.

VENTOLET

En effet, cette combinaison me paraissait originale et imposante.

LEBRUN

Très originale, sans doute ; seulement il l'a convertie en un quintetto en *adagio* pour deux soprani, un contralto, un ténor et un baryton.

VENTOLET

Oui, cela rentre tout à fait dans mon idée et produira le même effet. (A Lucile qui cause bas avec de Rosales.) Lucile, que fais-tu là-bas ? Viens donc un peu près de nous.

LEBRUN

Enfin, tel qu'il est, cet opéra est un chef-d'œuvre.

VENTOLET

Un chef-d'œuvre ! un chef-d'œuvre ! Qu'est-ce que cela signifie ? Tout le monde fait des chefs-d'œuvre ; le talent n'est rien par lui-même et n'a d'autre valeur que celle que la renommée lui prête. (A Lucile qui continue à causer avec de Rosales.) Lucile, va te promener un moment au jardin. (De Rosales offre son bras à Lucile qui l'accepte et il va pour

sortir avec elle.) Mais, Monsieur de Rosales, je vous en prie, ne nous privez pas de votre société.

DE ROSALES

Vous êtes bien bon, Monsieur, mais je préférerais prendre un peu l'air.

VENTOLET

C'est que, je vous assure...

DE ROSALES

Vous permettez, n'est-ce pas ?

VENTOLET (courant après de Rosales qui est sorti)

Mais, mon cher, nous descendrons plutôt tous ensemble. —
Eh ! sapristi ! le pollisson ne m'entend plus. (Il rentre.)

SCÈNE VII

VENTOLET, LEBRUN

LEBRUN

Arrivez, arrivez, et laissez le papillon avec la rose.

VENTOLET

Permettez, je suis le rosier, moi, si ma fille est la rose, et c'est à moi de surveiller ma bouture.

LEBRUN

Pour en revenir à *Jeanne d'Arc*...

VENTOLET

Soyez sûr qu'elle écoute maintenant des sornettes.

LEBRUN

Qui ? *Jeanne d'Arc* ?

VENTOLET

Hé ! non, Lucile.

LEBRUN

Il ne s'agit pas de Lucile pour le moment ; retournons à *Jeanne d'Arc*. Vous savez qu'elle a mis son auteur dans un très sot embarras.

VENTOLET

Une seconde seulement, et je suis à vous. (Il va à la fenêtre, à part.) Ah ! petite péronnelle, elle est encore pendue au bras de ce gamin. (Haut et appelant.) Lucile, Lucile, rentre dans la maison, il fait un peu frais dehors ; quitte donc le bras de M. de Rosales ; tu le fatigues.

LEBRUN

Mais, mon Dieu, ne vous inquiétez pas de ces jeunes gens ; ils ne veulent pas se faire de mal.

VENTOLET (redescendant)

Parbleu ! je n'en doute pas ! je crains plutôt le contraire.

LEBRUN

Maintenant à *Jeanne d'Arc*, à *Jeanne d'Arc* !

VENTOLET

Je suis tout oreilles.

LEBRUN (lui prenant le bras)

Oh ! d'ailleurs, je vous tiens. — Hier donc, dans la matinée, notre jeune ami arrive chez moi. (Ventolet semble distrait et agité.) Mais voulez-vous bien m'écouter !

VENTOLET

Est-ce que je n'écoute pas ?

LEBRUN

Nullement.

VENTOLET

Tiens ! moi qui croyais que j'écoutais.

LEBRUN

Je continue. « Je suis désespéré, me dit-il en entrant, et je vendrais volontiers ce qui me reste à vivre pour quelques billets de banque. — Mon Dieu ! que vous est-il arrivé ? — Le comité de l'Opéra a reçu ma partition à l'unanimité. — Comment ! c'est donc là ce grand malheur... — Attendez : la direction, sous prétexte que les décors, les costumes, le mobilier devaient être nouveaux, n'a consenti à représenter mon œuvre qu'à la condition *sine quâ non* que je la ferais monter à mes frais... Et c'est trente mille francs qu'il me faut ! trente mille francs que je n'ai pas, trente mille francs que je ne trouverai nulle part, que nul ne me prêtera. — Arrêtez, malheureux, m'écriai-je, et ne blasphémez pas ! Vous avez oublié qu'il existe à Paris un homme unique peut-être dans son espèce, un homme dont la vaste intelligence embrasse tous les arts à la fois, un homme dont les mains bienfaisantes s'étendent également sur la plume, la palette et la double-croche, un homme, guide de tous les talents, Mécène de tous les génies, palladium de toutes les Muses, protecteur infati-

gale des amants du beau et des disciples de la pensée...
(Changeant de ton.) Ah ! ça, mon cher Ventolet, je n'en puis plus, vous allez me nommer cet homme.

VENTOLET

Mais ma modestie...

LEBRUN

Etouffez-la.

VENTOLET

Je ne puis.

LEBRUN (impérieusement)

N'importe, nommez cet homme, nommez-le.

VENTOLET

Eh bien ! puisqu'il le faut : Jean Ventolet.

LEBRUN

A la bonne heure ! voilà qui s'appelle s'exécuter.

VENTOLET

Et vous dites que c'est trente mille francs...

LEBRUN

Trente mille francs : il paraît qu'il y a, pour le sacre du roi, un cortège qui coûtera fort cher.

VENTOLET

Oh ! quant au cortège, on peut en diminuer la tête et en supprimer la queue ; car, franchement, j'aurais mieux aimé que ce fût quinze mille francs.

LEBRUN

Mais non, vous faites erreur ; vous auriez mieux aimé que ce fût cinquante mille francs.

VENTOLET

Eh bien ! vous êtes bon, vous !

LEBRUN

Eh ! sans doute ; votre générosité infinie et bien connue se sentira à l'étroit dans cette misérable trentaine de mille francs.

VENTOLET

Pas du tout ; elle s'y sentira au large, parfaitement au large, trop au large même.

LEBRUN

Maintenant, cher hôte, que la chose est décidée...

VENTOLET

Décidée !... décidée !... Laissez-moi donc souffler.

LEBRUN

Bien, soufflez, soufflez ; combien de minutes vous faut-il pour souffler ? Tenez, je vous en donne deux. (Il tire sa montre.)

VENTOLET (à part)

J'accepte, j'ai mon plan. (Haut.) Allons, je consens, par amour pour vous, à protéger et à pousser ce jeune homme ; je lui prêterai donc les trente mille francs en question ; seulement, je lui ferai quelques petites conditions insignifiantes qu'il acceptera sans aucun doute. Maintenant, souffrez que j'aille voir de la fenêtre où est ma fille. (Il va à la fenêtre.) Diable, diable, que fait-elle dans ce bosquet où je l'aperçois à peine ?... Vous permettez, Monsieur Lebrun ; je n'ai qu'un coup d'œil à jeter là-bas et je vous rejoins. (Il sort.)

SCÈNE VIII

LEBRUN (seul)

Bonne journée ! *Jeanne d'Arc* va sortir de ses cartons et notre jeune ami de son obscurité. Allons, M. Ventolet a bien gagné l'honneur que nous lui faisons en venant une fois lui manger son dîner ; et je ne souffrirai plus qu'on l'appelle le laquais des amis d'Apollon ; il en est devenu le banquier ; il a monté en grade aujourd'hui.

SCÈNE IX

LEBRUN, DE ROSALES

DE ROSALES (entrant sur la pointe des pieds)

Eh bien ! avez-vous réussi ?

LEBRUN

A merveille !

DE ROSALES

Il ne s'est pas trop débattu ?

LEBRUN

Pas le moins du monde. Allez commander vos costumes et vos décors ; j'ai conquis vos trente mille francs à la pointe de ma langue.

DE ROSALES

Mais Lucile, me l'accorde-t-il ?

LEBRUN

Un peu de patience, mon cher ; vous voulez que j'y aille comme un brigand des Abruzzes, et vous me donnez cinq minutes pour dévaliser le pauvre homme.

DE ROSALES

Comment ! vous ne lui avez pas parlé de mon désir d'épouser sa fille ?

LEBRUN

Je n'en ai pas dit un mot.

DE ROSALES

Mais c'est par là qu'il fallait commencer.

LEBRUN

Enfant que vous êtes ! quand donc connaîtrez-vous votre Ventolet ?

DE ROSALES

Je ne sais pas ; je ne me suis jamais donné la peine de l'étudier.

LEBRUN

Il n'est pourtant pas difficile à apprendre. C'est une science dont la formule est : Le mérite d'un homme est en raison directe du bruit qu'il fait ! Faites donc du bruit, mon cher, faites-en beaucoup ; que votre nom résonne aux quatre coins de l'univers sur le tambour des journaux ; soyez Mangin attirant la foule autour de ses crayons plutôt que Shakspeare ignoré ; faites le *Sire de Framboisy*, que nos spirituels

parisiens admirent et répètent, plutôt que le *Tannhauser* qu'ils sifflent ; soyez enfin un scélérat fameux plutôt qu'un honnête homme inconnu, et notre bon Ventolet vous accompagnera corps et âme ; il se placera sous les rayons de votre célébrité ; et, planète dont vous serez le soleil, il recevra de vous son mouvement, sa lumière et sa chaleur. Songez donc à *Jeanne d'Arc* avant de vous occuper de Lucile, et l'une vous donnera l'autre. Pour Ventolet, de Rosales en portefeuille n'est rien, pas même un homme ; de Rosales représenté et applaudi est un demi-dieu auquel il donnerait ses dix filles, s'il en avait dix.

DE ROSALES

Mais il me faudrait attendre alors ?

LEBRUN

Sans doute.

DE ROSALES

Impossible ! depuis quand les amoureux attendent-ils ?

LEBRUN

Si ce n'est depuis la création du monde, ce sera depuis aujourd'hui, car il le faut.

DE ROSALES

Mais j'ai promis à Lucile de la demander à son père aujourd'hui même.

LEBRUN

Ne lui avez-vous pas promis un amour éternel ?

DE ROSALES

Vous me faites des questions !...

LEBRUN

Un bonheur sans nuage et non moins éternel ?

DE ROSALES

Je ne le nie pas.

LEBRUN

Eh bien ! faites une liasse de toutes ces promesses ; écrivez-les dessus : « mensonges » ou plus poliment « illusions ». Serrez-les tout dans votre secrétaire, et vous rirez bien dans trois ans quand vous retrouverez votre petit paquet.

DE ROSALES (à part)

C'est égal, je vais faire ma demande.

SCÈNE X

LES MÊMES, VENTOLET, LUCILE

VENTOLET

Pardon, mon cher Lebrun, pardon mille fois de vous avoir laissé seul.

LUCILE (indiquant de Rosales)

Comment !... seul ?...

VENTOLET (avec dédain)

Oh ! M. de Rosales...

DE ROSALES

Ne compte pour rien, n'est-ce pas ?

LEBRUN

**Mais non, M. Ventolet veut dire que M. de Rosales est
omme de la famille.**

VENTOLET

Oui, c'est tout à fait ce que je voulais dire.

LUCILE (avec feu)

Ah ! vraiment, mon père !...

DE ROSALES (même jeu)

Ce serait vrai, Monsieur...

LEBRUN

**Voilà qui est très bien, Monsieur Ventolet, et c'est un
mot qui vous fait honneur.**

VENTOLET (qui ne comprend pas)

Vous trouvez ?

TOUS

Oh ! oui, c'est très bien.

LUCILE (embrassant Ventolet)

Merci pour cette bonne parole, mon père.

DE ROSALES (lui serrant la main)

Elle m'a rendu bien heureux.

VENTOLET (à part)

**Ah ! ça ! qu'est-ce qu'ils ont donc ? Il paraît que j'ai
dit quelque chose de superbe ! je ne sais pas quoi, par
exemple. (Haut.) Mes amis, vous êtes tous bien bons, et tant**

d'effusion me touche ; mais si nous allions faire une petite promenade au jardin avant le dîner ; je vous montrerai ma collection de dalhias et vous verrez que j'ai décoré chaque espèce du nom d'un personnage célèbre. Vous avez le rôle de Monsieur Lebrun, un jaune splendide !

LEBRUN

Eh bien ! marchons vers mon symbole.

LUCILE (bas à de Rosales)

Du courage, mon ami !

DE ROSALES (bas à Lucile)

Oh ! j'en aurai, puisqu'il s'agit de vous.

VENTOLET (vivement)

Monsieur Lebrun, veuillez donner la main à ma fille.

LEBRUN

Un barbon comme moi ne mérite plus ce bonheur.

VENTOLET

Je vous en prie.

DE ROSALES (bas à Lebrun)

Acceptez !

LEBRUN

Alors, Mademoiselle, vous me pardonnerez le plaisir...

LUCILE (acceptant sa main)

Que vous allez me procurer, Monsieur.

(Lucile et Lebrun sortent, de Rosales arrête Ventolet
moment où il va les suivre.)

SCÈNE XI

VENTOLET, DE ROSALES

DE ROSALES

Un mot, Monsieur, s'il vous plait, un seul mot.

VENTOLET

Très volontiers, mon ami. (A part.) Il va me parler de la somme en question.

DE ROSALES

La demande que j'ai à vous faire.....

VENTOLET

Tenez, je vous épargnerai la peine de l'exposer ; je sais ce dont il s'agit, et je consens.

DE ROSALES

Oh ! Monsieur, vous me la donnez !

VENTOLET

Un moment ! un moment ! je vous la prête. (A part.) Il n'est pas gêné, une pareille somme !...

DE ROSALES

Vous me la... pardon, je crois que je n'ai pas bien entendu.

VENTOLET (plus fort)

Je vous la prête.

DE ROSALES

Vous dites que vous me la prêtez ?

VENTOLET

Mais oui, ventrebleu ! vous avez l'oreille bien dure pour un musicien.

DE ROSALES

Oh ! mais c'est horrible, c'est monstrueux, Monsieur, ce que vous me dites là ! Me la prêter seulement !

VENTOLET

Ah ! par exemple, voilà qui n'est pas mauvais. Vous voudriez donc la garder toujours?...

DE ROSALES

Cela va sans dire ; comment pouvez-vous le demander ?

VENTOLET

Eh bien ! vous êtes généreux envers vous, jeune homme, mais moi, je le suis moins. Servez-vous-en maintenant, si vous en avez besoin, mais rendez-la-moi dans un an.

DE ROSALES

Monsieur, je ne comprends pas qu'un père qui se respecte et respecte sa famille profère jamais de tels propos, même en plaisantant.

VENTOLET

Il ne s'agit pas ici de père ni de famille ; on ne donne pas trente mille francs, on les prête. et encore !...

DE ROSALES

Qui vous parle de trente mille francs ? Vous avez une fille que je...

VENTOLET

Qui vous parle de ma fille ? Cette somme, je vous l'avance.

DE ROSALES

Votre fille, je vous la demande en mariage.

VENTOLET

Allons donc ! vous me demandez ma fille !

DE ROSALES

Mais oui, Monsieur.

VENTOLET

Hé ! que ne le disiez-vous plus tôt, cher ami ?...

DE ROSALES (avec joie)

Quoi, Monsieur, vous me la destiniez ?

VENTOLET

Non ; mais je vous aurais répondu : « Je ne veux pas vous la donner, » et nous aurions été tout de suite au jardin visiter mes dalthias.

DE ROSALES

Oh ! Monsieur, ne me désespérez pas !

VENTOLET

Ecoutez, mon cher ; chacun connaît mon caractère et mes goûts, et chacun sait que je ne puis vivre que dans la sphère des gens d'élite. Je ne prendrai donc jamais pour gendre

qu'un homme remarquable et remarqué surtout ; car, qu'est-ce qui prouve qu'un homme a du talent ? c'est qu'on parle de lui. Or, êtes-vous célèbre ? Non. Résultat : je vous prêterai trente mille francs et vous n'aurez pas ma fille.

DE ROSALES (à part)

Lebrun avait raison. (Haut.) Eh bien ! Monsieur, puisque je ne puis obtenir M^{lle} Lucile qu'à ce prix, je tâcherai d'acquérir de la célébrité ; et pour jeter les premiers fondements de ma gloire future, j'accepte les trente mille francs que vous voulez bien mettre à ma disposition.

VENTOLET

Je vous les verserai demain ; seulement j'y mettrai une petite condition qui pour vous n'a aucune importance, mais à laquelle je tiens beaucoup.

DE ROSALES

Parlez, Monsieur.

VENTOLET (s'asseyant et indiquant un siège à de Rosales)

Suivez-moi bien : vous conviendrez, n'est-ce pas, que j'entre pour quelque chose dans la composition de votre opéra ?

DE ROSALES

Je ne vois pas de quelle manière...

VENTOLET

Je vais vous le montrer : je vous ai donné à maintes reprises d'excellents conseils...

DE ROSALES

Que je n'ai jamais suivis ; ce dont je vous fais mes très humbles excuses.

VENTOLET

Suivis ou non, cela ne me regarde pas ; je vous les ai donnés, ce n'est pas de ma faute si vous n'en avez pas profité. Je puis donc me considérer comme ayant aussi travaillé à cette œuvre. — Maintenant, sans mes trente mille francs, votre pièce ne peut être jouée.

DE ROSALES

Cela n'est pas bien sûr.

VENTOLET

C'est parfaitement sûr ; donc, si elle est jouée, c'est grâce à moi.

DE ROSALES

Puisque vous le voulez ainsi, je ne vous contredirai point.

VENTOLET

Or, elle ne peut obtenir de succès qu'à condition d'être représentée.

DE ROSALES

Sans nul doute.

VENTOLET (se levant)

Par conséquent, le succès m'appartient de droit.

DE ROSALES

Mais c'est un sophisme, un sophisme énorme qu'un enfant dédaignerait de réfuter. — Au reste, n'importe ; passons à la condition, je vous prie.

VENTOLET

La voici : mon nom paraîtra dans les journaux chargés d'annoncer NOTRE opéra et sur l'affiche du spectacle.

DE ROSALES (stupéfait)

Sur l'affiche ! et à quelle place voulez-vous qu'on le mette ?

VENTOLET

Parbleu ! à la place du vôtre.

DE ROSALES

Et le mien, qu'en fera-t-on ?

VENTOLET

Le vôtre ? ma foi, vous le garderez dans votre poche.

DE ROSALES

Alors, vous voulez tout simplement passer pour l'auteur de *Jeanne d'Arc* ?

VENTOLET

Eh ! c'est bien clair.

DE ROSALES

Monsieur Ventolet, laissez-moi vous contempler un peu.

VENTOLET

Oh ! ne vous gênez pas, contemplez-moi à votre aise.

DE ROSALES

Vous savez débiter les plaisanteries les plus monstrueuses, en conservant une physionomie si calme et si grave qu'on ne saurait assez l'admirer.

VENTOLET

Mais je ne plaisante pas.

DE ROSALES

Mais si, vous plaisantez.

VENTOLET

Encore un coup, je vous dis que non.

DE ROSALES

Encore un coup, je vous dis que oui.

VENTOLET

Ah ! ça, ventrebleu ! je vous certifie, je vous affirme, je vous soutiens que je parle très sérieusement.

DE ROSALES

Et moi, je vous certifie, je vous affirme, je vous soutiens que vous badinez très plaisamment.

VENTOLET

Eh ! jour de Dieu ! me croirez-vous si je vous le jure ?

DE ROSALES

Vous voulez donc absolument que je vous croie ?

VENTOLET

Si je le veux !... Belle question !...

DE ROSALES

Eh bien ! Monsieur, tant pis pour vous ; car ce que vous osez me proposer est une bassesse, et j'aurais mieux aimé que vous fussiez un mauvais plaisant qu'un... je me tais ; je dois me souvenir que vous êtes le père de M^{lle} Lucile ; mais

sachez bien que l'amour et la gloire sont pour moi des choses saintes et que je ne les achèterai jamais au prix de la turpitude.

(Il prend son chapeau et va pour sortir.)

VENTOLET (le retenant)

Bon ! le voilà tout de suite monté sur ses grands chevaux. Ne dirait-on pas que je vous propose d'aller étrangler papa et maman ? — Tenez, tranchons le différend ; nous mettrons nos deux noms l'un à côté de l'autre.

DE ROSALES

Eh ! Monsieur, ne m'en faites pas entendre davantage.

(Il veut sortir.)

VENTOLET (pressant)

Voyons ! voyons ! Votre nom en majuscules et le mien après, en petites lettres.

DE ROSALES (se dégageant)

Monsieur, je vous en conjure, laissez-moi me retirer.

VENTOLET

Oh ! allez, allez, petit ambitieux, je ne vous retiens pas. (Après que de Rosales est parti.) Voilà pourtant où conduit une vaine gloriole ! Il refuse trente mille francs pour le plaisir de voir son nom s'étaler tout seul sur une affiche... O jeunes gens ! la vanité vous perdra tous ! Là-dessus, rejoignons notre hôte et nos dahlia.

(Il sort.)

FIN DU PREMIER ACTE

ACTE II

Même décor qu'au premier acte

SCÈNE I

VENTOLET (assis à un bureau et écrivant), **LUCILE** (travaillant à une tapisserie près d'une petite table à ouvrage)

VENTOLET (déclamant ce qu'il vient d'écrire)

« C'était par une belle matinée du mois d'octobre ; le soleil envoyait sur la terre, à travers les brouillards, une lueur indécise et pâle comme le sourire d'un malade... »

LUCILE

Mon père !

VENTOLET

Ma fille ?

LUCILE

Pourquoi n'allons-nous plus à l'Opéra ?

VENTOLET

Parce que j'ai ce théâtre en horreur.

LUCILE

Naguère pourtant vous le préférerez à tout autre.

VENTOLET

Il paraît que mes goûts ont changé... (Déclamant.) «...comme le sourire d'un malade. Les rues étaient encore désertes ; un silence de mort enveloppait la ville... »

LUCILE

Mon père !

VENTOLET

Ma fille ?

LUCILE

On joue, dit-on, à l'Opéra une partition nouvelle qui obtient un grand succès.

VENTOLET

Eh bien ! laisse-la obtenir son succès.

LUCILE

Vous n'êtes pas curieux de l'entendre ?

VENTOLET

Nullement. (Déclamant.) «... enveloppait la ville qui, à cette heure solennelle, semblait un vaste navire dormant sur l'océan immobile. »

LUCILE

Mon père !

VENTOLET

Ma fille ?

LUCILE

L'auteur de cet opéra est pourtant de vos amis.

VENTOLET

J'ai tant d'amis qui ont fait des opéras !

LUCILE

Vous ne vous souvenez donc pas de *Jeanne d'Arc* ?

VENTOLET

**Je ne connais pas. (Déclamant.) «... sur l'océan immobile.
Tout portait l'âme à cette douce mélancolie... »**

LUCILE (à part)

Oh ! je n'y tiens plus, et j'éclate. (Elle s'avance vers son père et d'un ton fort et résolu.) Mon père !

VENTOLET (même ton)

Ma fille !

LUCILE

Pourquoi M. de Rosales ne vient-il plus ici depuis une année, et que lui avez-vous fait ?

VENTOLET

Que signifient, Mademoiselle, ce ton et cet interrogatoire ?

LUCILE

Oui, mon père, j'interroge et j'ai raison, car il n'est pas naturel que ce noble et brave jeune homme, cet artiste plein de cœur et de mérite, nous ait brusquement abandonnés sans que vous lui ayez fait quelque offense ! Nous avons ici assez d'amis qui se moquent de nous ; conservons au moins le seul qui nous aime.

VENTOLET (se levant)

Allons ! je vois qu'il faut tailler dans le vif. Lucile, ce jeune godelureau a passé dans ta tête à l'état de névralgie ; il nous faut guérir cela, vois-tu : ce sont de ces petits riens qui

finissent par vous faire un mal du diable. Tu vas donc suivre un traitement homéopathique : tu voulais te marier avec de Rosales, n'est-ce pas ?

LUCILE

Je ne vous le cache pas.

VENTOLET

Eh bien ! tu te marieras en effet.

LUCILE (avec transport)

Quoi, mon père, serait-ce vrai ?

VENTOLET

Oui, mais avec un autre.

LUCILE

Oh ! mon Dieu, vous n'y songez pas. Si je ne puis donner ma main à l'homme de mon choix, permettez-moi de n'épouser personne.

VENTOLET

Je te permets de n'épouser personne... hormis M. Lebrun qu'il te faut agréer, mon enfant.

LUCILE

Mais nous ne nous aimons pas.

VENTOLET

On n'a pas besoin de ce détail en ménage.

LUCILE

M. Lebrun a le même âge que vous.

VENTOLET

Les années sont une richesse...

LUCILE

A laquelle je ne tiens pas.

VENTOLET

Toute autre fille que toi serait fière d'une alliance aussi illustre.

LUCILE

Je ne veux pas être fière de mon mariage, je veux en être heureuse.

VENTOLET

Quoi donc ! M. Lebrun, auteur d'ouvrages que toute l'Europe admire...

LUCILE

Il n'est pas l'auteur du sentiment que je porte en moi. Au reste, pardonnez-moi d'être étonnée que M. Lebrun, que je croyais un galant homme, ait osé vous demander ma main, quand il sait parfaitement que mes pensées ne vont pas de son côté.

VENTOLET

Je ne t'ai pas dit qu'il m'eût demandé ta main.

LUCILE

Alors pourquoi me parlez-vous de l'épouser ?

VENTOLET

Mais l'envie peut lui venir de te rechercher en mariage, et, en tous cas, nous l'aiderons à penser à toi, s'il le faut.

LUCILE

Oh ! maintenant, je suis tout à fait rassurée.

VENTOLET

Que veux-tu dire ?

LUCILE

Mon père peut me menacer de... de certaines choses pour m'effrayer, mais il est incapable de les faire.

VENTOLET

Eh ! eh ! Mademoiselle ma fille, je vous montrerai que je suis aussi capable de faire ces choses que de les dire.

LUCILE

N'importe ; quand même vous soumettriez votre honneur et votre fille à une pareille humiliation, je n'en serais pas moins tranquille, car j'ai confiance en M. Lebrun, et il n'a rien fait jusqu'à présent qui me donne le droit de le regarder comme un malhonnête homme.

VENTOLET

Taisez-vous, petite rebelle, vous ne comprenez rien à votre bonheur ; c'est donc à moi d'y veiller pour vous, et j'y veillerai. — Mais l'heure avance, et j'oublie que je dois sortir pour un instant, afin de prendre quelques renseignements qui me manquent encore au sujet de mes petits orphelins.

LUCILE (souriant)

Ah ! les deux héros du poème !

VENTOLET

Justement. — Si M. Lebrun que j'attends, venait avant que je fusse rentré, je te recommande de lui faire l'accueil le plus aimable.

LUCILE

Soyez sans crainte, mon père ; je n'ai jamais autant désiré le voir qu'à présent et je l'accueillerai aujourd'hui mieux que je ne l'ai encore fait.

VENTOLET (embrassant sa fille)

Allons, te voilà redevenue gentille comme toujours. A bientôt, chère enfant.

(Il sort.)

SCÈNE II

LUCILE (seule)

Songe-t-il encore à moi seulement ? L'ambition étouffe si vite l'amour ! S'il court après la gloire, voudra-t-il embrasser son chemin d'une jeune fille comme moi ? (Elle tire quelques journaux d'un tiroir.) Ces journaux, que je me procure en cachette et où je lis son nom entouré d'éloges, me réjouissent et m'effrayent en même temps. Je suis heureuse de voir son talent reconnu et applaudi ; mais l'ivresse du succès lui laissera-t-elle le loisir de se souvenir de moi ? Oh ! toutes ces pensées me jettent hors de moi-même ; il me semble qu'une myriade de démons ailés sont entrés dans ma tête, qu'ils y font un remue-ménage étourdissant et bouleversent toutes les idées qu'ils y trouvent.

SCÈNE III

LUCILE, LEBRUN

LUCILE

Ah ! Monsieur Lebrun, soyez le bienvenu ; je vous attendais avec la plus vive impatience.

LEBRUN

Oui, comme on attend le facteur ; c'est qu'en effet, je vous apporte franco d'excellentes nouvelles.

LUCILE

Oh ! parlez, parlez vite.

LEBRUN

De Rosales n'est pas mort.

LUCILE

C'est tout ce que vous avez à m'apprendre ?

LEBRUN

Écoutez, c'est le point principal, car s'il était mort...

LUCILE

Voyons, ne me faites pas languir.

LEBRUN

Donc, il n'est pas mort, premier article. — Il vous aime tous les jours davantage, deuxième article. — Il vient de louer

au-dessus de chez vous un appartement où il demeure depuis hier, troisième article. — Et il viendra ici, aujourd'hui même, grâce à une petite combinaison de mon invention, quatrième et dernier article.

LUCILE

Oh ! quel bonheur ! Monsieur Lebrun, vous êtes un charmant homme !

LEBRUN

Voyez pourtant comme les bonnes nouvelles que j'apporte me rendent joli garçon.

LUCILE

Maintenant, il ne s'agit plus de lui, mais de vous, et c'est de vous que nous allons parler.

LEBRUN

De moi ? Vous allez me faire crever d'orgueil. Mais ne craignez-vous pas que le sujet ne soit bien pauvre ? Au reste, j'espère bien que vous l'enrichirez d'un peu de vous-même.

LUCILE

Hélas ! oui ; je me trouve malheureusement mêlée à vous dans ce que j'ai à vous dire. Voici la chose en deux mots : mon père veut que je vous épouse.

LEBRUN

Ah ! il a décidé cela ! Et quand compte-t-il mettre son projet à exécution ?

LUCILE

Le plus tôt qu'il pourra, je le crains bien.

LEBRUN

- Parfait ! Et ainsi, dans quelques jours, nous nous trouverons noués comme les deux bouts d'une cravate.

LUCILE

Oh ! j'espère bien que non.

LEBRUN

Ce serait, en effet, une catastrophe horrible !

LUCILE

Je ne dis pas cela ; mais vous sentez bien que ce mariage me rendrait profondément malheureuse.

LEBRUN

Mademoiselle, vous me faites trop d'honneur. Vous rendre malheureuse !... Vous m'attribuez un pouvoir que je suis bien loin de posséder.

LUCILE

Mais, vous-même, Monsieur, seriez-vous heureux avec...

LEBRUN

Oh ! quant à moi, mon malheur franchirait toutes les bornes divines et humaines.

LUCILE (un peu piquée)

Vous le voyez bien ; et de cette manière, au lieu de deux heureux époux, on n'aurait fait...

LEBRUN

Que deux pauvres victimes !

LUCILE

Et alors, que deviendrions-nous ?

LEBRUN

Il ne nous resterait plus qu'à mourir.

LUCILE

Pourtant, cela n'irait pas si loin.

LEBRUN

Si fait, si fait ; vous ne savez pas jusqu'où peut conduire le désespoir. Tenez, cette perspective me donne le frisson ; et à vous ?

LUCILE

A moi, non ; il paraît que vous n'êtes pas aussi effrayant que je le suis.

LEBRUN

Oh ! vous, vous jetez l'épouvante partout où vous allez.

LUCILE

Pour ma part, je crois que si je n'aimais pas déjà M. de Rosales...

LEBRUN

Oui, mais comme vous l'aimez déjà, il nous faut ajouter aux quatre articles sus-mentionnés un cinquième que je formulerai en ces termes : M^{lle} Lucile Ventolet épousera M. de Rosales et vice versa ; ce dont moi, Charles Lebrun, je me porte garant.

LUCILE

Mais il y a mon père qui...

LEBRUN

Votre père est une difficulté qu'on peut tourner facilement.

LUCILE

Ah ! Monsieur Lebrun, j'avais bien raison de ne pas douter de votre amitié ; vous êtes le meilleur des hommes.

LEBRUN

Je partage entièrement votre opinion. Je suis vraiment le meilleur des mortels dans ce moment, car je n'ai jamais autant sacrifié, je vous le jure.

LUCILE

Flatteur ! vous vous consolerez bien vite.

LEBRUN

Oui, en espérant qu'en cas de veuvage...

LUCILE

Oh ! n'évoquez pas de telles idées !

LEBRUN

Ces pauvres idées sont tout ce qui me reste ; laissez-les-moi au moins.

LUCILE

Ne craignez rien, je ne veux pas vous les prendre.

LEBRUN (entendant Ventolet qui vient)

En garde ! voici l'ennemi !

SCÈNE IV

LES MÊMES, VENTOLET

VENTOLET

Ah ! Monsieur Lebrun, je suis heureux et fier de vous rencontrer chez moi ; je regrette seulement de m'être trouvé absent à votre arrivée ; mais j'espère bien que ma fille aura su me remplacer dignement.

LEBRUN

Tout à fait ; Mademoiselle s'est montrée digne de son père et n'a point oublié de quelle race elle descend.

VENTOLET (à Lebrun)

C'est que c'est jeune, voyez-vous, et que ça n'a pas, comme nous autres, l'habitude de ces conversations brillantes et spirituelles...

LEBRUN

Qui nous distinguent des mortels.

VENTOLET

Précisément. — Ça, cher poète, j'ai à vous offrir quelque chose qui ne saurait vous déplaire, j'en suis certain.

LEBRUN (à part)

Nous y voici !

LUCILE (à part)

Mon Dieu, il va lui offrir ma main !

LEBRUN

Voyons ce quelque chose.

VENTOLET

C'est le sujet d'une épopée en douze chants.

LUCILE (à part)

Je suis sauvée !

LEBRUN

Ce n'est que cela !

VENTOLET

C'est déjà fort joli, ce me semble. Nous intitulerions ce poème : *Les deux Orphelins*. Ecoutez, je vais vous en expliquer les diverses péripéties.

LUCILE

Ah ! mon père, ne racontez pas cette histoire.

VENTOLET

Pourquoi pas ?

LUCILE

Parce qu'il me semble que vous n'y avez pas joué le rôle le plus intéressant.

VENTOLET

Comment peux-tu t'y connaître ? Es-tu littéraire ?
(A Lebrun.) Dites-vous littérateur ou littéraire ?

LEBRUN

C'est suivant les jours ; mais je dis souvent ~~littérateresse~~ et quelquefois aussi ~~littérateuse~~.

VENTOLET

Alors, je ferai comme vous. Maintenant, je commence mon récit, attention ! (Déclamant.) C'était par une belle matinée du mois d'octobre ; le soleil envoyait sur la terre, à travers les brouillards, une lueur indécise et pâle comme le sourire d'un malade...

LEBRUN

Abrégeons, abrégeons ; il faisait beau temps pour la saison ; ensuite ?...

VENTOLET (déclamant)

Les rues étaient encore désertes ; un silence de mort enveloppait la ville qui, à cette heure solennelle, semblait un vaste navire dormant sur un océan immobile.

LEBRUN

Dites donc, si nous y allons par ce chemin, je vous tire ma révérence, et je pars.

VENTOLET

Alors, il ne faut pas être poétique ?

LEBRUN

Mais, malheureux, gardez-vous-en bien !.. j'ai si peu de temps !

VENTOLET

Soit, je serai sec, et je ne vous offrirai que le squelette de l'événement. Donc, il y a quelques jours, comme je passais de grand matin par la rue Galande, des plaintes, des gémissements, des lamentations vinrent frapper mon tympan, mon oreille et mon attention.

LEBRUN

Trois à trois, style Lamartine ; poursuivons !

VENTOLET

Je m'approchai du côté d'où partaient ces voix. Oh ! Messieurs, quel spectacle horrible, affreux, effroyable s'offrit alors à mes yeux et à mes regards ! Deux pauvres enfants étaient là, blottis, tapis, accroupis dans une allée obscure. La maladie, la douleur et la souffrance avaient creusé leur triple empreinte sur leur visage et leur figure. — (Il y a quelques rimes par-ci par-là ; c'est que je ne puis étouffer entièrement le démon poétique qui s'agite en moi.) — Saisi de compassion et de pitié...

LEBRUN

Vous les prîtes dans vos bras et les conduisîtes chez vous où vous leur réserviez les soins d'une mère ?...

VENTOLET,

Non ; j'appelai deux ouvriers qui passaient par là, et je fis transporter les pauvres pe tits dans une boutique du voisinage ; je trouvai là un mari et sa femme auxquels je les recommandai vivement, en leur donnant...

LEBRUN

Tout l'argent que vous portiez sur vous ?

VENTOLET

Non ; en leur donnant le conseil de les mettre promptement au lit et d'appeler un médecin. La nuit suivante, je ne pus fermer les yeux tant j'étais ému, touché, attendri. Aussi,

pressé du désir et du besoin de revoir mes petits protégés, partis-je de bonne heure après m'être muni...

LEBRUN

De vêtements chauds, de provisions et d'argent pour ces malheureux ?...

VENTOLET

Non ; après m'être muni de mon parapluie, car le temps était menaçant. J'entrai dans la boutique ; vous retracerai-je le tableau qui se déroula devant mes yeux ? L'un des enfants était mort et décédé, l'autre tendait vers moi ses petites mains suppliantes et semblait m'appeler comme son ange gardien. Brisé d'émotion et prêt à fondre en larmes, je m'élançai d'un seul bond...

LEBRUN

Près de l'infortuné ; vous le saisissez, le serrâtes sur votre cœur et l'emportâtes ?...

VENTOLET

Non ; je m'élançai d'un seul bond hors de la chambre, et je rentrai chez moi, heureux du bien que j'avais fait, mais me promettant bien de ne plus exposer ma santé à de si cruelles secousses.

LEBRUN

Ah ! c'est beau, c'est grand, c'est sublime ce que vous avez fait là, Monsieur Ventolet, et je vous reconnais bien à ce trait !

VENTOLET

Oh ! il ne faut pas louer outre mesure ce petit élan de charité ; j'ai toujours été très sensible, voyez-vous, c'est mon

caractère, on ne se refait pas. Mais ne trouvez-vous pas qu'on peut tirer de là une petite épopée en douze chants ?

LEBRUN

Comment ! en douze chants ; en vingt-quatre, s'il vous plaît ; et nous appellerons le tout la *Ventoléide* !

VENTOLET

Oh ! je ne mérite pas tant d'honneur. — Eh bien ! Lucile, pourquoi t'en vas-tu ?

LUCILE

Parce qu'il y a certains spectacles auxquels, moi aussi, je n'aime pas à assister.

VENTOLET

Je ne comprends pas.

LEBRUN (arrêtant Lucile à la porte et lui parlant bas)

Oh ! pardon, Mademoiselle, j'ai eu tort envers vous, je le reconnais et je le regrette ; j'aurais dû me souvenir que M. Ventolet est votre père...

LUCILE

Et surtout que vous êtes son ami et le mien.

VENTOLET (à part)

Il lui serre la main et lui souffle des douceurs. Oh ! s'il pouvait l'aimer, comme cela m'arrangerait ! (Lucile sort.)

SCÈNE V

VENTOLET, LEBRUN

VENTOLET

Cette chère enfant ! elle a un cœur d'or. Au quel effet vous produisez sur elle, mais elle : émue, agitée dès que vous paraissez.

LEBRUN

Ah ! vous avez remarqué cela ! (A part.) suader que sa fille est amoureuse de moi.

VENTOLET

D'ailleurs, en supposant que ce trouble fût je ne saurais la blâmer de partager l'admiration éprouve pour vous.

LEBRUN

Eh ! mon cher, épargnez à mon nez ces gracieux : censeur ; je crains horriblement les parfums.

VENTOLET

Ce que j'en dis là n'est pas pour vous ! aime vos ouvrages avec passion, et, ma foi, ouvrage, on ne peut s'empêcher de penser un p

LEBRUN

C'est certain.

VENTOLET

Ce qui la charme surtout au delà de toute expression, c'est votre style ; or, Buffon n'a-t-il pas dit : Le style, c'est l'homme ?

LEBRUN (brusquement)

Bref, votre fille m'adore.

VENTOLET

Pardon, ce n'est pas ce que j'ai voulu dire, et il ne faut rien pousser à l'extrême ; le cœur féminin est un coffre-fort à secret, et une jeune fille n'a jamais choisi son père comme caissier de son cœur. Cependant, j'ai de bonnes raisons pour croire qu'elle a toujours rêvé un mari construit sur votre modèle.

LEBRUN (s'inclinant)

Flatté, extrêmement flatté !

VENTOLET

Et, il faut le reconnaître, elle-même, de son côté, est un morceau de choix. Amour paternel mis à part, elle tient de moi par l'ampleur de ses idées et l'élévation de ses goûts. Disciple enthousiaste de toutes les Muses, elle plane sans cesse dans les hautes régions des lettres et des arts, et ne s'abaisse jamais à ces vils travaux du ménage qui finissent par borner l'horizon des jeunes filles à des draps de lit et à des pots de confiture.

LEBRUN

Cette tendance est vraiment déplorable, Monsieur Ventolet, car le mépris des choses du ménage est une vilaine dot à apporter à un mari.

VENTOLET (à part)

Diable, diable ! je m'embourbais dans une mauvaise route ; rebroussons vite. (Haut.) Oh ! entendons-nous bien : Lucile possède, comme toute autre, ses petites vertus d'intérieur et les cultive avec succès au besoin ; si elle aime à s'instruire, et n'a pas toute la journée la tête enfoncée dans un tricot, elle n'en raccommode pas moins son linge et n'en fait pas moins d'excellentes petites tartes aux fruits dont elle vous fera goûter.

LEBRUN

Des tartes ! quelle horreur !

VENTOLET

Tartes, que je suis sot ! ce n'est pas le mot ; c'est plum-puddings que je devais dire.

LEBRUN

Plum-puddings ! quelle chose exécrable !

VENTOLET

Eh ! sapristi, j'embrouille tous les noms ; c'est plutôt compotes.

LEBRUN

Compotes ! quelle abomination !

VENTOLET

Compotes à la viande, bien entendu. (A part.) Que diantre aime-t-il donc ? Changeons de batterie. (Haut.) Ah ! Monsieur Lebrun, j'ai un bien grand regret.

LEBRUN

Vraiment !

VENTOLET

Oui, nous nous accorderions si bien ; pourquoi n'êtes-vous pas mon frère ?

LEBRUN

C'est vrai ça, pourquoi ?

VENTOLET

Ou quelque autre membre de ma famille, comme par exemple... (A part.) Je l'attends là.

LEBRUN

Comme, par exemple, votre petit-fils ?

VENTOLET

Hé ! farceur ! Eh bien ! savez-vous une chose ? J'adorerais mon petit-fils, si vous étiez son père.

LEBRUN (à part)

Il ne manque plus qu'un point sur l'i ; parions qu'il va le mettre.

VENTOLET

Ma foi, Monsieur Lebrun, je vais être franc avec vous ; je vous offre ma fille, si elle vous convient.

LEBRUN

Alors, vous me l'offrez comme cela, tout simplement.

VENTOLET

Mais oui, pas autrement que comme cela, tout simplement.

LEBRUN

Comme on offre un cigare.

VENTOLET

Un cigare ! un cigare ! Ma fille n'est pas un cigare.

LEBRUN

Vous la traitez pourtant comme un trabucos de cinq sous.

VENTOLET

Voyons : ce mariage ne vous arrange pas ?

LEBRUN

Mais c'est bien sûr que non. Je ne veux pas plus de votre fille qu'elle ne veut de moi.

VENTOLET (piqué)

Dans ce cas, Monsieur, n'en parlons plus ; désolé vraiment de vous avoir fait une proposition qui semble vous être si désagréable et que je vois si mal accueillie.

LEBRUN

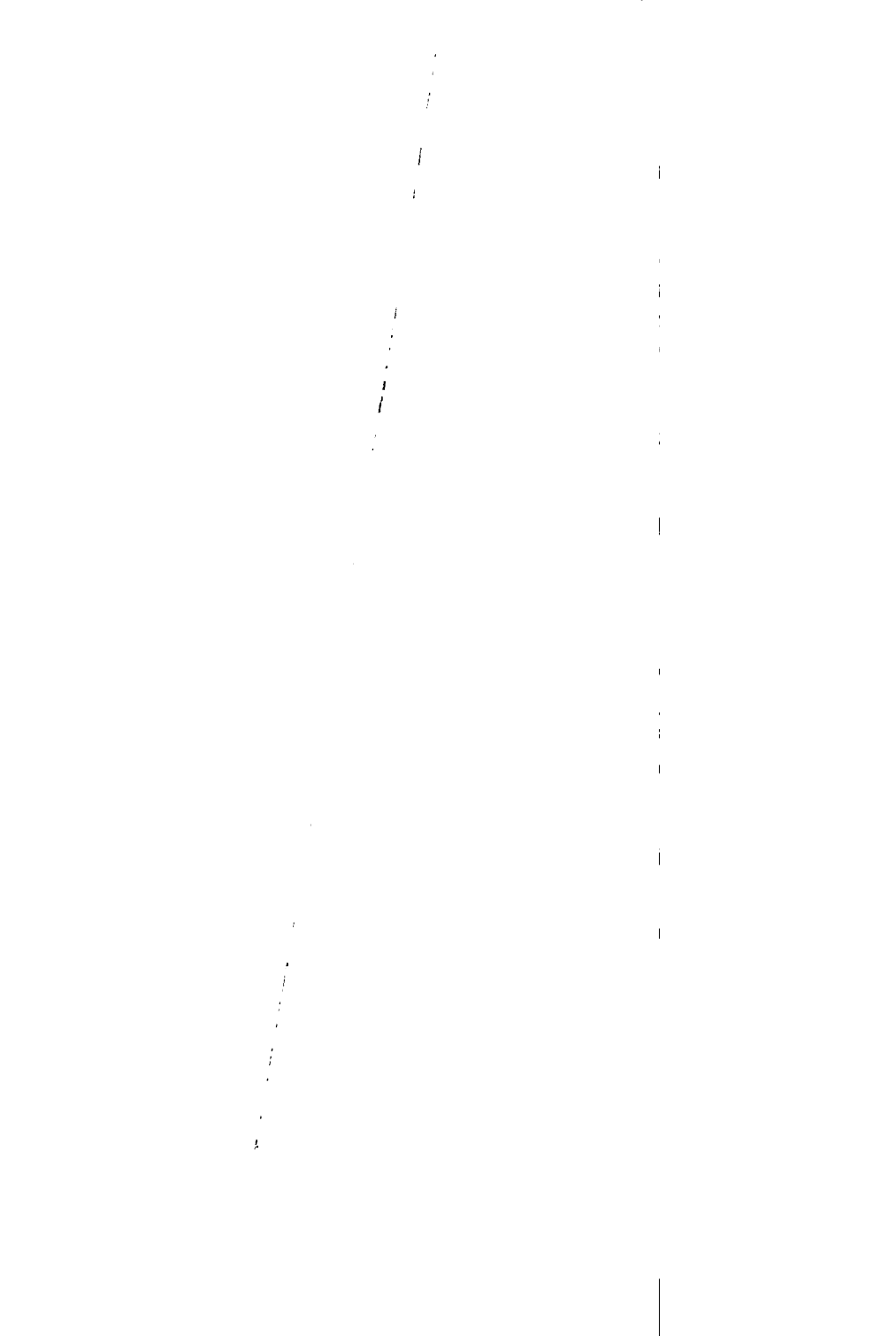
A notre âge, mon cher, on n'épouse plus qu'une chaise au coin du feu, une robe de chambre, des pantoufles et un bonnet de nuit.

VENTOLET (s'éloignant)

Vous êtes libre d'épouser tout cela.

LEBRUN (le ramenant)

Ce n'est pas une raison pour nous boudier.



LEBRUN
Qui est membre de l'Institut.

VENTOLET

Ho ! ho !

LEBRUN

Qui a été présenté à l'Empereur et à l'Impératrice

VENTOLET

A l'Empereur !

LEBRUN

Dont le nom a retenti dans tous les journaux.

VENTOLET

Fichtre ! mais c'est un grand homme alors !

LEBRUN

Je crois bien ! Vous n'en avez pas entendu parler ?

VENTOLET

Malheureusement, non ; vous savez que j'ai fait
maladie pendant laquelle j'ai vécu hors de tout.
nommez-vous ce personnage illustre ?

LEBRUN

De Rosales !

VENTOLET

De Rosales ! le même que j'ai connu autrefois ?

LEBRUN

Précisément, c'est-à-dire... non ; de Rosales (

Rosales illustre ne peuvent pas être considérés comme le même être.

VENTOLET

C'est évident ; et comment s'est opérée cette transformation ?

LEBRUN

Dites : cette transsubstantiation. Voici : la direction de l'Opéra, prévoyant un succès splendide à *Jeanne d'Arc*, revint sur sa première résolution et consentit à monter la partition à ses frais. Pour le reste, écoutez *le Constitutionnel* : (Il tire un journal de sa poche et lit.) « La représentation de mardi a été une véritable solennité, car elle a donné le baptême de gloire à un jeune homme du plus beau talent, mais jusqu'ici presque inconnu. A quatre heures, une foule immense se pressait déjà aux abords du théâtre, attirée par l'appât d'une première représentation et par la curiosité qui s'attache toujours à un nouveau nom. Le succès d'enthousiasme qui accueillit chacun des actes de *Jeanne d'Arc* est un de ceux dont on garde longtemps le souvenir. L'auteur, M. de Rosales, fut rappelé trois fois au bruit d'applaudissements frénétiques ; l'Empereur le fit appeler dans sa loge, le complimenta vivement sur son œuvre et le présenta à l'Impératrice qui lui fit le plus gracieux accueil et lui offrit une bague de diamant de grand prix. Remercions la direction du grand Opéra de nous avoir révélé ce jeune compositeur qui est destiné, nous n'en doutons pas, à jeter un vif éclat sur notre scène lyrique et à la doter de nouveaux chefs-d'œuvre. »

VENTOLET

C'est magnifique, c'est étourdissant ! J'ai toujours dit que ce jeune homme arriverait à la célébrité, et, c'est dans la pré-

vision de ses futurs succès que je n'ai jamais cessé de l'assister dans ses travaux et de l'aider de mes conseils qui ont au moins servi à quelque chose, je m'en félicite.

LEBRUN

Ce n'est pas tout : une cantate dédiée à l'Empereur lui a valu la croix de la Légion d'honneur ; son nouvel opéra *Werther* vient de lui ouvrir les portes de l'Institut ; enfin, c'est l'homme du jour, la célébrité à la mode, l'objet de toutes les admirations, de toutes les calomnies, de toutes les envies ; et il est presque défendu de parler d'autre chose que de lui dans les salons artistiques de la capitale.

VENTOLET

Oh ! Monsieur Lebrun, si vous pouviez le ramener chez moi, vous me rendriez bien heureux, et je vous bénirais toute ma vie.

LEBRUN

Je ferai tout mon possible ; mais, dame ! c'est difficile. De Rosales est un homme si lancé qu'il a à peine le temps de vivre ; ses meilleurs amis ne le voient qu'en courant, et puis, il paraît que vous l'avez piqué au vif.

VENTOLET

Hélas ! je l'avoue, j'ai eu quelques torts envers lui au sujet de...

LEBRUN

Au sujet de la naissance de *Jeanne d'Arc* ; il m'a raconté cela. Vous vouliez que la pauvre fille eût deux pères et lui ne le voulait pas. En vérité, il n'y avait pas de quoi chicaner une mouche.

N'est-ce pas ?

Ecoutez, faisons une
relations et d'affaires d
dessus du vôtre, un pet
ce moment. Envoyez-l
de regret.

Oh ! je ferai tout

Il ne vous en
de votre ancien
il daignera vor
rendre visite.

Vous av
(Il s'assied
que je lui

« Je
j'ai e
offer
retr
de

LEBRUN

Au moins, ce n'est pas fier.

VENTOLET

Si vous le jugez nécessaire, je pourrai ajouter encore quelques paroles de repentir.

LEBRUN

Non, j'espère que cela suffira ; maintenant expédiez vite la lettre.

VENTOLET (sonnant. — Un domestique paraît)

Portez immédiatement cette lettre à l'étage au-dessus.

(Le domestique sort.)

(A Lebrun.) Dites donc, s'il n'acceptait pas mes excuses...

LEBRUN

Ce serait affreux !

VENTOLET

Oh ! oui, cela me navrerait.

LEBRUN

Attendez, je vais monter moi-même et prêter à votre lettre un petit coup de main.

VENTOLET

Oh ! si vous pouviez revenir avec lui !

LEBRUN

Je ne réponds de rien, mais espérez toujours.

VENTOLET (lui serrant la main)

Eh bien ! oui, je tâcherai d'espérer.

(Lebrun sort.)

SCÈNE VI

VENTOLET, LUCILE

VENTOLET (courant ouvrir la porte et appelant)

Lucile ! Lucile !

LUCILE (dehors)

Mon père !

VENTOLET

Arrive vite, mon enfant, c'est très pressé !

LUCILE (accourant)

Me voici.

VENTOLET (vivement, lui saisissant le bras)

Aimes-tu encore M. de Rosales ?

LUCILE

Toujours.

VENTOLET

Ah ! tant mieux ! maintenant il s'agit de savoir si, de son côté, il t'aime encore et j'en doute. Les grands hommes comme

lui ne se contentent pas de petites filles comme toi ; car tu sais que M. de Rosales est un grand homme maintenant.

LUCILE

Il l'a toujours été.

VENTOLET

Toujours ! il l'est depuis que le public et l'Institut l'ont bien voulu. Mais n'importe, un fait certain, c'est qu'il jouit maintenant d'une célébrité européenne.

LUCILE

Oh ! cela m'est bien indifférent.

VENTOLET

Et puis, c'est un jeune et joli garçon.

LUCILE

Ah ! j'aime mieux cela.

VENTOLET

Un brave et noble cœur.

LUCILE

Et c'est là son plus beau titre à mon affection.

VENTOLET

Il mérite donc sous tous les rapports qu'on se montre gracieuse, prévenante et même affectueuse envers lui.

LUCILE

J'étais bien ainsi jadis, quand il venait à la maison.

VENTOLET

Tu avais tort, car il ne le méritait pas alors ; maintenant

il est entièrement métamorphosé, et, partant, il est devenu digne que nous fassions tout notre possible pour conserver son amour si nous le possédons encore, ou pour le rattraper si nous l'avons perdu.

LUCILE

Hormis ce dernier cas pour lequel je ne ferai rien, soyez sûr, mon père, de trouver en moi une fille obéissante et soumise à tous vos ordres.

VENTOLET

Eh bien ! attention ! car je l'entends.

SCÈNE VII

LES MÊMES, LEBRUN, DE ROSALES

LEBRUN (au seuil de la porte et attirant Rosales qui est dehors)

Puisqu'il vous dit qu'il se repent...

DE ROSALES (dehors)

Et que voulez-vous que je fasse de son repentir ?

LEBRUN

Un peu de charité, vous le rendriez si heureux.

DE ROSALES (dehors)

Je n'ai pas le temps de faire des heureux.

LEBRUN (le poussant dedans)

Ecce homo !

DE ROSALES (sur la scène)

Enfin, puisque nous y sommes, restons-y. (D'un ton de protecteur.) Bonjour, bonjour, Monsieur Ventolet.

VENTOLET (se confondant en civilités)

Ah ! Monsieur, c'est me faire trop d'honneur que de daigner entrer chez moi et d'oublier ainsi mes fautes.

DE ROSALES

Eh ! mon cher Monsieur Ventolet, j'ai bien autre chose à penser qu'à vos fautes ! — Mais, dites donc, il fait un froid de Sibérie ici ; si vous faisiez faire du feu, hein !

VENTOLET

Immédiatement. (Il sonne.) Pardonnez-moi, Monsieur, de n'avoir pas songé que le froid peut vous atteindre. (Un domestique parait.) Vite, vite, allumez du feu et mettez six bûches au foyer.

DE ROSALES (s'asseyant dans un fauteuil)

Aïe ! quel diantre de fauteuil avez-vous là ? Vous rembourrez vos meubles avec des carcasses de poulet.

VENTOLET

En effet, Monsieur, ce fauteuil n'est pas digne de vous soutenir. Je sais ce que l'on doit aux célébrités, et vous avez acquis le droit de ne vous asseoir que sur des sièges moelleux. (Lui apportant un autre fauteuil.) Tenez, veuillez agréer celui-ci. (De Rosales se carre dans le fauteuil auprès de la cheminée.)

(A Lebrun.) Hein ! quel ton seigneurial ! quel aplomb ! on voit bien qu'il est devenu un homme de génie.

DE ROSALES

Eh bien ! que dit-on ici, que fait-on ?

VENTOLET

On voudrait faire tout ce qui peut vous être agréable, et l'on dit que nous sommes bien honorés ..

DE ROSALES

C'est bien, c'est bien. (Il braque son lorgnon sur Lucile.) Ah ! Mademoiselle, je crois vous reconnaître.

LUCILE

Et moi, je ne vous reconnais pas, Monsieur.

DE ROSALES

Comment ! Edouard de Rosales !

LUCILE

J'ai connu un M. Edouard de Rosales, aimable, modeste, spirituel et poli, mais ce n'est certainement pas vous.

DE ROSALES

Oh ! regardez-moi de près. (Il s'approche d'elle, bas.) Je vous aime plus que jamais, je vous appartiens à la vie et à la mort, mais ne vous étonnez de rien, vous saurez tout. (Haut.) Me reconnaissez-vous maintenant.

LUCILE

Oh ! oui, parfaitement. (Bas.) A condition que l'énigme ne dure pas trop.

VENTOLET

Cette méprise est bien excusable, Monsieur ; auparavant vous...

DE ROSALES

Auparavant, j'habitais dans la peau d'un imbécile, n'est-ce pas ?

VENTOLET

Dieu me préserve de penser et de dire cela ; seulement votre génie était encore jeune, et n'était pas arrivé à cette splendeur, à cet épanouissement où nous l'admirons aujourd'hui.

DE ROSALES (tirant sa montre)

Tout cela est fort bien, mais il est temps que je rentre chez moi.

VENTOLET

Quoi ! déjà ?

DE ROSALES

Oui, déjà ; j'en suis fâché pour vous, mais il le faut. Adieu, Monsieur Ventolet, charmé vraiment de vous avoir trouvé en bonne santé.

VENTOLET

J'ai été pourtant bien malade pendant six mois.

DE ROSALES (d'un air distrait)

Cela n'est rien ; ça passera.

VENTOLET

Oh ! je suis tout à fait rétabli maintenant.

DE ROSALES (toujours préoccupé)

Bon, bon, ne vous désespérez pas ; vous finirez par vous guérir.

VENTOLET

Mais je vous répète que je n'ai plus aucun mal.

DE ROSALES (qui cherchait et fredonnait un air)

Oui... quoi?... Ah ! votre maladie ?... Prenez mon médecin ; il vous en débarrassera.

VENTOLET (à Lebrun)

Faut-il qu'il ait la tête pleine de grandes idées ! Il ne semble pas même me comprendre.

LEBRUN (à Ventolet)

C'est un effet du génie ; les hautes intelligences ne comprennent que ce qui leur ressemble.

DE ROSALES (au moment de sortir)

Ah ! mais, j'y pense ; déjeune-t-on ici ? Si l'on déjeune, dites qu'on se dépêche.

VENTOLET (radieux)

Quoi ! vous daigneriez déjeuner chez moi !... Ma fille, va vite donner des ordres (bas) et dis qu'on fasse les choses magnifiquement.

DE ROSALES

Vous avez du vin passable, j'espère.

VENTOLET

Du Château-Lafitte, du Chypre, du Rudesheim.

DE ROSALES

Pas d'autres ; enfin, à la guerre comme à la guerre, on s'en contentera.

SCÈNE VIII

VENTOLET, LEBRUN, DE ROSALES

VENTOLET

Messieurs, le bonheur que j'éprouve de réunir dans ma maison deux des plus illustres représentants de la poésie et de la musique ne fait que raviver en moi certain projet que vous me permettrez de vous soumettre.

DE ROSALES

Un projet de vous, ah ! diable ! enfin, soumettez, soumettez ; nous serons patients.

VENTOLET

Ne regrettez-vous pas comme moi ces salons célèbres si justement nommés bureaux d'esprit qui furent une des splendeurs du dix-septième et du dix-huitième siècle ; et, dans notre époque mercantile et égoïste, ne se trouvera-t-il personne pour recueillir l'héritage de gloire que nous ont laissé

les Rambouillet, les Geoffrin, les Tencin, les Récamier et *toute quante* dont les noms feront à jamais l'orgueil de l'histoire littéraire ; personne pour relever courageusement sur son toit l'étendard de l'intelligence, de l'esprit et du génie, personne enfin pour rallier en un cercle resplendissant tous les amis des Muses, tous les fidèles du beau, dont les œuvres auront été sanctionnées par la renommée ? Oui, Messieurs, il y aura quelqu'un, et ce quelqu'un sera moi. J'ai de la fortune. Dieu merci, et je n'ignore pas que le riche doit être sur la terre le rémunérateur du mérite. Je ressusciterai donc ces doctes assemblées, j'ouvrirai mes salons, j'y appellerai indistinctement écrivains, musiciens, peintres et sculpteurs ; tous les arts viendront se donner la main chez moi, et ma demeure deviendra ainsi le foyer lumineux du génie, le quartier général des soldats de la pensée, le centre d'où rayonneront tous les nouveaux chefs-d'œuvre consacrés à la gloire de l'humain

DE ROSALES

Vous avez dit ?... C'est bien heureux.

LEBRUN

Eh bien ! voilà, ma foi, un projet superbe et que j'approuve fort. Une seule chose m'embarrasse pourtant ; je me demande ceci : dans ce rendez-vous universel des soldats de la pensée, comme vous les nommez fort bien, quelle figure ferez-vous ?

VENTOLET

Eh ! mon Dieu, ma figure de tous les jours.

LEBRUN

Oui, mais je crains qu'elle ne soit pas suffisante.

VENTOLET (riant)

Ah ! ah ! ah ! fameux ! cher poète, fameux ! Voilà une épigramme à laquelle je ne m'attendais pas et qui va droit à son adresse ! Ah ! ah ! ah !

DE ROSALES

Eh bien ! je ne suis pas de votre avis, Monsieur Lebrun ; la figure de M. Ventolet sera plus que suffisante, car, selon moi, elle sera de trop.

VENTOLET (riant de plus belle)

Ah ! ah ! ah ! encore plus fort ; magnifique ! ravissant ! Continuez, Messieurs, continuez ; entre nous autres gens d'esprit, on ne se fâche pas de ces petites escarmouches ; bien au contraire, on s'en réjouit. Quant à moi, je suis de ceux qui aiment mieux recevoir le soufflet d'un homme d'esprit que le baiser d'un imbécile. (Bas à Lebrun.) Dites donc, je le trouve charmant ; il est d'une insolence adorable ; je ne saurais vous dire combien je l'aime.

LEBRUN (à Ventolet)

N'est-ce pas que tout ce qu'il dit est aimable ?

VENTOLET (à Lebrun)

Ma foi, je m'en vais lui parler de ma fille ; puisque vous ne la prenez pas, cela ne vous fâchera pas.

LEBRUN

En aucune façon ; tentez l'aventure, vous serez peut-être plus heureux.

VENTOLET (à de Rosales qui est allé feuilleter la musique de Lucile)

Vous feuilletez la musique de ma fille ; elle en a un fort beau choix, n'est-ce pas ?

DE ROSALES

Fort beau, car je remarque plusieurs extraits de mes œuvres.

VENTOLET

C'est que vous êtes son auteur favori.

LEBRUN (à part)

Il paraît qu'il se sert d'une recette invariable pour proposer sa fille.

VENTOLET

Du reste, je la crois digne d'interpréter vos productions ; elle a un talent vraiment remarquable comme exécutante et une facilité merveilleuse pour la composition. (A part.) Il ne bouge pas. (Haut.) L'avez-vous trouvée bien changée, cette chère enfant ?

DE ROSALES

Oh ! je vous dirai franchement que je ne me rappelle point comment elle était.

VENTOLET

Cela se comprend ; un homme à la mode comme vous l'êtes, oublie tous ces détails. Je crois me souvenir pourtant qu'elle ne vous était pas antipathique.

DE ROSALES

Cela se peut parfaitement, mais ne signifie rien ; car vous

sentez bien que mes goûts d'alors ne sauraient me suffire aujourd'hui.

VENTOLET (à part)

Ah ! diable !

DE ROSALES

Le jour où la gloire est venue frapper à ma porte, j'ai dû me défaire de toutes ces petites affaires de cœur qui devenaient ridicules dans ma nouvelle position. L'amour est trop mesquin, trop bourgeois pour nous : l'ignorant aime, le sot aime, le marchand aime, le financier connaît quelquefois l'amour ; nous ne pouvons faire comme l'ignorant, le sot, le marchand et le financier ; il nous faut autre chose. La plus noble, la plus charmante des femmes n'élève jamais son ambition jusqu'à notre amour ; elle nous convient et cela doit lui suffire.

VENTOLET

Rien de plus juste ; cependant Lucile a des qualités qui la recommandent aux gens d'esprit.

DE ROSALES

Il n'est pas impossible qu'elle me convienne.

VENTOLET

Eh bien ! dans le cas où elle vous conviendrait,...

DE ROSALES

Quoi donc ?

VENTOLET

Mon intention n'est pas de la mettre au couvent.

DE ROSALES

Et la mienne n'est pas de vous en empêcher.

VENTOLET

Ah ! Monsieur de Rosales ! vous ne m'avez pas pardonné, vous m'en voulez horriblement encore.

DE ROSALES

Mais non, pourquoi ?

VENTOLET

Ne vous souvient-il pas que vous m'avez demandé ma fille en mariage ?

DE ROSALES (cherchant dans sa mémoire)

Moi ?... vous croyez ? Attendez donc... Oui, j'ai une vague idée de cela.

VENTOLET

Eh bien ! en voulez-vous toujours ?

DE ROSALES

Nous verrons, nous verrons. Nous avons bien le temps d'y penser.

VENTOLET (à part)

Au moins, il ne me l'a pas tout à fait refusée.

SCÈNE IX

LES MÊMES, LUCILE

LEBRUN

Arrivez vite, Mademoiselle ; vous laissez ces Messieurs s'entretenir sans vous de choses qui pourraient bien vous intéresser.

DE ROSALES (bas à Lebrun)

Au nom du ciel, n'allez pas lui répéter les sottises que je viens de dire.

LEBRUN (bas)

Soit ! je serai muet.

VENTOLET

Je disais à M. de Rosales que tu préfères sa musique à toute autre, et qu'elle te procure des émotions que les plus grands maîtres ne t'ont pas encore données. (Bas à Lucile.)
Seconde-moi bien.

LUCILE

Me permettez-vous d'être franche, Monsieur de Rosales ?

DE ROSALES

Je me permettrai de l'exiger, Mademoiselle.

LUCILE

Eh bien ! vos premières œuvres me semblaient, en effet,

pleines de fraîcheur et de sensibilité, et savaient me communiquer l'émotion dont elles sont pleines, mais...

VENTOLET (interrompant vivement)

Vous le voyez, il n'est pas un morceau de vous qu'elle n'adore. (Bas à Lucile.) Pas de *mais*, malheureuse!...

LUCILE

Mais vos derniers travaux sont loin de valoir leurs aînés.

VENTOLET (bas à Lucile)

Tu nous perds, maladroite. (Haut.) Il faut reconnaître pourtant que tu les joues avec une expression particulière et avec une passion qui m'étonne et parfois m'effraye.

LUCILE

Ils sont bizarres, prétentieux, péniblement cherchés et partant mal trouvés.

VENTOLET (bas à Lucile)

Te tairas-tu, petite sotte! (Haut.) Ce n'est pas cela, ce n'est pas cela; ma fille veut dire que...

DE ROSALES

Pardon, écoutons Mademoiselle.

LUCILE

On voit que vous composez maintenant pour le public, et non plus pour vous et pour l'art.

VENTOLET

Eh! parbleu! ignorante, tout ce qu'un artiste crée est pour le public.

LUCILE

Vous possédiez une véritable originalité : votre cœur ; vous l'avez abandonnée pour courir après une autre originalité que vous n'atteindrez jamais, parce qu'elle ne vous appartient pas.

VENTOLET (bas à Lucile)

Paix donc, bavarde ! (Haut.) Je comprends très bien Lucile ; elle entend par là que vous êtes très original, trop original, car vous avez toutes les originalités ; ce n'est donc que l'excès d'une grande qualité.

LUCILE

Pardonnez-moi, mon père ; je n'appellerai jamais une qualité cette manie qu'ont certaines gens de préférer au bon qui est déjà connu, le mauvais qui ne l'est pas encore ; et il me semble que M. de Rosales, dans ses dernières productions, a peu mis de son âme et de son talent, mais qu'il a plutôt tiré de son cerveau des combinaisons nouvelles, produisant des effets nouveaux qui étonnent peu de monde et ne charment personne.

VENTOLET (bas à Lucile)

Encore un mari de perdu par ta maudite langue ! (Haut.) Je saisis fort bien sa pensée : vous excitez plutôt l'admiration que l'attendrissement, comme Corneille dans la littérature.

DE ROSALES

Ainsi, selon vous, Mademoiselle, je suis plus bizarre qu'original.

LUCILE

Je le crois.

DE ROSALES

Je suis entré dans une mauvaise voie.

LUCILE

Oui, malheureusement.

VENTOLET (à part)

Tout est perdu ! il était écrit que je n'aurais pas de gendre selon mon cœur !

DE ROSALES

C'est bien là votre opinion ?

LUCILE

Tout à fait.

DE ROSALES

Eh bien ! c'est la mienne aussi.

VENTOLET (à part, stupéfait)

Tiens !

DE ROSALES

Et, croyez-le, Mademoiselle, cette critique sévère, mais juste, me semble plus précieuse et plus douce que toutes les réclames que les journaux m'ont pu faire ; car il n'y a guère que les francs ennemis et les vrais amis qui estiment assez un homme pour le croire digne d'entendre la vérité.

VENTOLET (à part)

Oh ! je t'en donnerai de la vérité, puisque tu l'aimes !
(Haut.) Lucile a vraiment raison ; vos derniers travaux sont laborieux, recherchés, raboteux, et l'on sent que...

DE ROSALES (bas à Ventolet)

Ecoutez, vous êtes un excellent homme, mais rien de plus ; ainsi parlons d'autre chose.

VENTOLET (à part)

Il paraît que j'y ai été un peu brusquement. Il vaut mieux que Lucile agisse seule. (Bas à Lebrun.) Monsieur Lebrun, si nous allions faire un tour de jardin pour permettre à ces jeunes gens de causer musique à leur aise ?

LEBRUN

Vous avez raison ; faisons-les repasser ensemble les règles de l'accord et de l'harmonie.

(Fausse sortie.)

LUCILE

Eh bien ! Messieurs, pourquoi cherchez-vous ainsi à vous échapper ?

DE ROSALES

Je crois vraiment que vous nous ménagez un tête-à-tête.

LUCILE

Nous ne saurions qu'en faire ; restez donc, ou nous vous accompagnons.

DE ROSALES

D'ailleurs, je voudrais prier Monsieur Ventolet de me donner un petit renseignement. L'année dernière, je vous ai demandé la main de M^{lle} Lucile ; pourriez-vous me dire si vous me l'accordez aujourd'hui ?

VENTOLET

Si je vous l'accorde ! Ah ! mon cher artiste, que n'ai-je dix filles pour vous les donner toutes !

LEBRUN (bas à de Rosales)

Que vous disais-je jadis ?

DE ROSALES (à Ventolet)

Merci, merci, Monsieur.

VENTOLET

Comment donc ! c'est à moi de vous remercier.

DE ROSALES

Ah ! ce serait plaisant, par exemple ; c'est moi seul qui dois...

VENTOLET

Mais non, mais non, pas du tout ; c'est moi qui suis votre obligé et je ne souffrirai pas...

LUCILE

Oh ! mon père, vous ne songez pas que vous offensez M. de Rosales en dépréciant ainsi la main qu'il recherche.

DE ROSALES

En effet, Monsieur, car cette notoriété qui vous charme n'a été pour moi qu'un chemin : Mademoiselle était ma destination. Me voici au port maintenant ; je dépose mes habits de voyage, j'abandonne mon bagage de croches et de doubles-croches, et j'entre à pleines voiles dans le repos et dans l'amour.

LUCILE

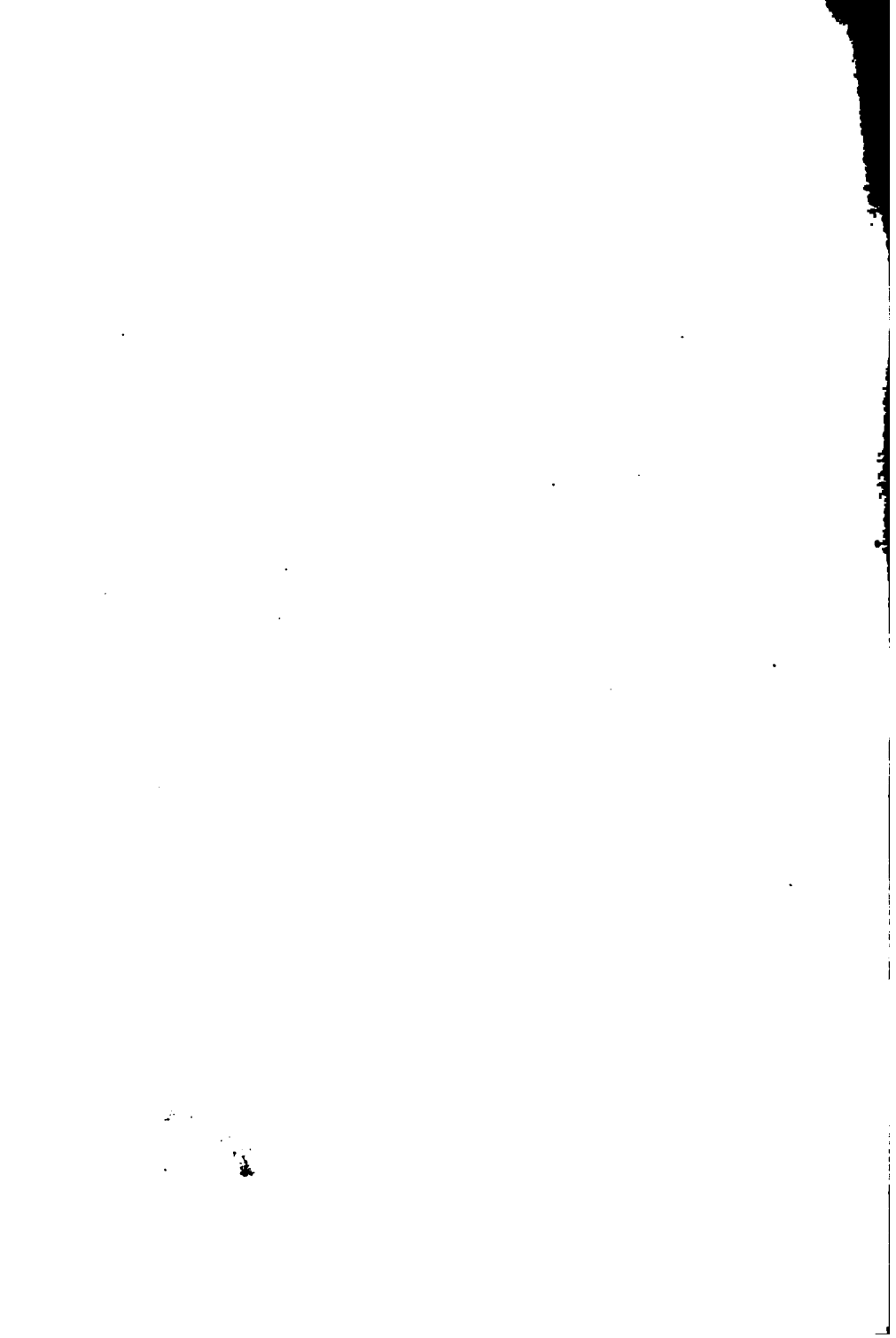
Non, Edouard, vous ne quitterez point votre art, car ce serait abdiquer votre âme, et depuis aujourd'hui, j'ai le droit d'y tenir, n'est-ce pas ? Je diviserai donc votre vie en deux parts : l'une pour l'art, ce sera la plus grosse ; l'autre pour moi, ce sera la meilleure.

VENTOLET (à part)

Le plus heureux des trois, c'est encore M. Ventolet, car moi aussi je vais être célèbre !

FIN DU SATELLITE

NB. La troisième comédie : SA MAJESTÉ LE ROI MILLION paraîtra dans le *Bulletin de l'Institut* de l'année prochaine.



JEAN POPULUS

Dans toute la force de l'âge,
Grand, vigoureux, l'œil vif et bon,
Jean Populus, rude à l'ouvrage,
Au centre d'un bourg est charron.
De bonne humeur, douce et gentille,
Sa ménagère lui plaît fort.
De trois garçons et d'une fille
Se complète cette famille
Où nul ne se plaint de son sort.

Lorsque vient grand-père ou grand'mère
C'est comme une fête au logis.
L'artisan, dans cette atmosphère,
Sent fuir au loin tous ses soucis.
Et quand il conduit, le dimanche,
Aux champs sa femme et ses enfants,
Il a tant d'allégresse franche
Que, sans choquer, elle s'épanche
Jusqu'aux propos ébouriffants.

Longtemps simple ouvrier lui-même,
A son service il en a deux.
Prêcher d'exemple est son système,
Aussi sont-ils laborieux.
Songeant à l'avenir, il place
Quelques écus au bout de l'an ;
Mais jamais en étant rapace,
Ou pour les malheureux de glace,
Il ne rend meilleur son bilan.

Il a, c'est vrai, dans sa jeunesse,
Parfois quelque peu bamboché ;
Au moindre geste à son adresse
Il a même alors taloché.
Mais il est rare qu'en son verre
Le vin coule à présent beaucoup ;
Et son sang n'a flamme de guerre
Que si le peuple ému se serre,
Contre ses droits craignant un coup.

A l'apprentissage des armes
Il s'est soumis très volontiers ;
Et, s'il survient des jours d'alarmes,
Il voudra marcher des premiers.
Les intérêts de la patrie
L'ont constamment fort captivé,
Et toujours quand sa voix chérie
Qu'il sait très bien comprendre crie :
A moi ! par lui tout est bravé.

Une élection l'intéresse
Au moins trois jours dès le matin ;
Et bruyante est son allégresse
Quand le progrès sort du scrutin.
Comme le droit, de sa vaillance
Est le mobile principal,
Il a conquis la confiance ;
Et l'on prise sa clairvoyance
Dans le Conseil municipal.

Fort intelligent par nature,
Il voudrait, sans être ignorant,
Avoir eu, par plus de culture,
Un horizon plus loin s'ouvrant.
Aussi ses enfants aux écoles
Seront-ils longtemps assidus ;
Et ce ne seraient que paroles
Pour lui légères, même folles,
Celles qui diraient : Jours perdus !

Riant de toute sainte bulle,
Il croit très fermement en Dieu ;
Si son existence était nulle,
Rien, suivant lui, n'aurait eu lieu.
Souvent, le dimanche, à la messe
Il conduit sa bourgeoise. Mais
Cette brave femme à confesse,
Bien que de s'y rendre maîtresse,
Sur son conseil ne va jamais.

Nulle clameur en son ménage,
La paix même dans les chagrins ;
Puis, de sa part, jamais d'orage
Avec aucun de ses voisins.
Il médite, en fumant sa pipe,
Souvent, le soir, assis à l'air.
De préjugés il s'émancipe ;
Et, recherchant quelque principe,
Il se met l'esprit plus au clair.

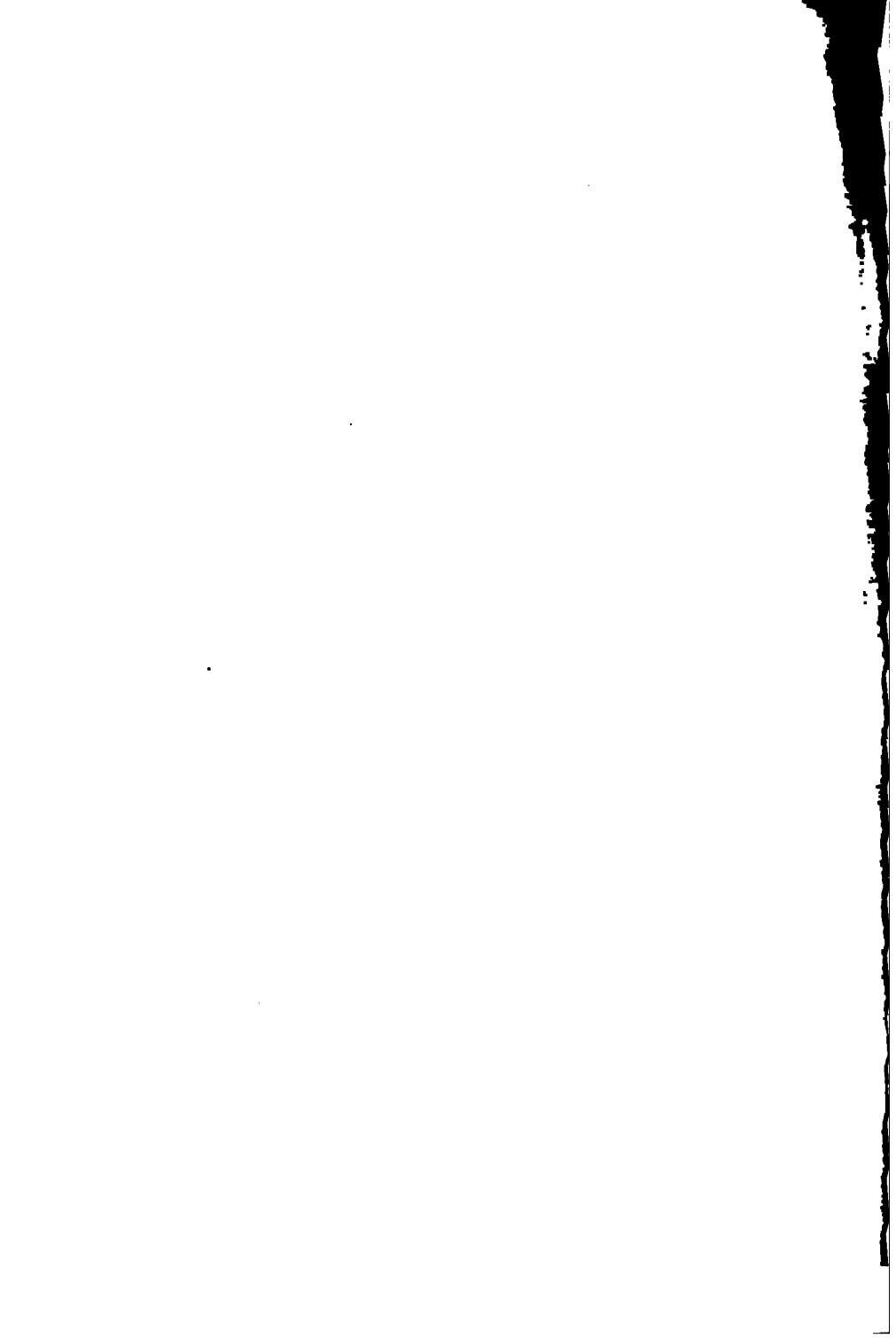
Jean Populus a, de la sorte,
Vu qu'on ne peut avoir en bloc
Tout ce qu'aux nations apporte
La République au puissant soc.
Il estime qu'à la légère
On ne doit rien revendiquer,
Mais que, vent debout, vent arrière,
Sans trêve il faut qu'on persévère
Dès qu'on a voulu s'embarquer.

Il trouve bon qu'on se défie
De ces gens vantant leurs vertus,
Dont, au fond, la verve bouffie
Vise un retour aux vieux abus.
Il approuve aussi qu'on se gare
De ceux que tout décheviller
En aucune façon n'effare,
Rêvant, par l'affreuse bagarre,
De bien vivre et peu travailler.

La mesure la plus pressante
Lui parait être qu'en tous lieux,
Par l'ignorance décroissante,
Le peuple ait encor meilleurs yeux.
Qu'il sache aussi toujours connaître
Encor mieux ses vrais intérêts,
Qu'il soit de lui toujours plus maître,
Et jamais ne se donne au traltre
Qui cherche à le prendre en ses rets.

Avec son cœur pour rhétorique,
A ses voisins, à ses amis,
De son mieux il dit, il explique
Ce qu'il croit bon pour son pays.
Il a ses défauts, sans nul doute ;
Mais, humble, il a su le moyen
D'être fort utile en sa route ;
Et Jean Populus, somme toute,
Est un digne, un vrai citoyen.

Antoine CARTERET.



PETIT-SENN

(CONFÉRENCE)

M. Marc-Monnier termine son recueil de poésies par les vers suivants :

Oh ! chanter, même obscur, inconnu, quelle joie !
Chanter comme l'oiseau, donnant, sans qu'on le voie,
A chaque nuit un gai concert ;
Comme le flot lointain que la brise balance,
Ou comme le prophète entouré de silence
Dans l'immensité du désert !

Ainsi, même ignorés ou méprisés, nous sommes
Les heureux de ce monde, — et, tandis que les hommes
S'éloignent sans nous écouter,
Nous marchons, si petit que soit notre génie,
Dans un rêve d'amour, de beauté, d'harmonie !...
Laissez-nous, laissez-nous chanter !

L'on ne saurait mieux caractériser Petit-Senn, mais Petit-Senn eût protesté peut-être, car chanter inconnu était peu de son goût, et il l'avouait avec cette malicieuse naïveté qui a inspiré cette boutade : « Si l'hypocrisie mourait, la modestie prendrait au moins le petit deuil. »

Les Genevois, par leur indifférence littéraire, ont causé bien de la peine au poète genevois par excellence, et il raconte lui-même, avec quelque peu de dépit, le chagrin que lui

causait un cerf-volant confectionné avec une feuille de sa prose, ou un manche de gigot entouré d'une de ses chansons. Et pourtant, pendant plus d'un demi-siècle, Petit-Senn a été le poète officiel de Genève, accepté plus qu'aucun autre, grâce au renom qu'il avait su se faire au dehors, car nous sommes ainsi faits à Genève, et nul n'est moins qu'ici prophète en son pays. Petit-Senn le savait bien, lui qui a composé le dialogue suivant :

M. X, à son libraire

Monsieur, faites venir cet ouvrage chinois
Qu'annonçait l'autre jour la *Gazette de France*.

LE LIBRAIRE

Soit.

M. X.

Lorsque vous aurez ces vers d'un Iroquois,
Que chacun dit charmants, je les retiens d'avance.

LE LIBRAIRE

Soit ! Voulez-vous souscrire aux œuvres de Gallois ?

M. X.

Y pensez-vous, mon cher ? mais c'est d'un Genevois !

Il en est encore à peu près de même. Il y a, par exemple, plus d'une académie poétique française, et dans la liste des membres je trouve une foule de noms genevois qui n'y font pas trop mauvaise figure. Il y en a plus qu'assez pour composer une véritable académie genevoise ou romande, mais nous n'avons eu garde de nous réunir chez nous, et c'est à l'étranger que nous nous nous rattachons, pour éviter ici je ne sais quelle impopularité que nous infligeons à la litté-

rature, et surtout à la poésie. « Sais-tu, mon pauvre John, disait M. Petit à son fils, la poésie à Genève n'est écoutée qu'au dessert, et partout ailleurs elle prêche au désert. » Hélas ! nous ne chantons plus guère, même au dessert, mais nous avons en revanche un peu moins de dédain peut-être pour les poètes, et c'est, je crois, en partie à Petit-Senn que nous le devons, depuis que son exemple nous a appris qu'on peut imprimer à la fois des indiennes et des livres, et que si les indiennes nous donnent la fortune, les livres ne sont pas inutiles à nous faire un nom. C'est pourquoi je prends la liberté de vous parler de lui ce soir, sur le conseil et avec l'encouragement de plusieurs amis. Nous faisons des conférences sur la Russie et la Grèce, sur l'Allemagne, la France ou l'Angleterre, mais nos propres richesses nous sont pour ainsi dire inconnues, et j'ai dû moi-même faire un effort pour me représenter notre Genève de 1815, dont je veux vous entretenir aujourd'hui.

Quel contraste, et pourtant quelle ressemblance ! Notre horizon s'est élargi avec nos murailles renversées, nous avons entraîné dans notre vie les communes qui nous ont été réunies, nous avons abattu les barrières officielles qui séparaient les classes de notre population, l'instruction s'est répandue avec les écoles, les cours et les bibliothèques, il s'est fait plus de jour dans nos âmes et dans nos consciences, mais nous sommes encore, malgré les transformations inévitables, les vieux Genevois du travail et du devoir, et notre ville, si petite soit-elle, demeure une puissance morale égale à celle des grandes capitales, égale à celle des temps passés, au milieu du progrès universel. Si nous ne sommes plus la Genève du calvinisme de Calvin, nous sommes la cité des idées morales, et nous n'avons pas déchu de notre mission. Petit-Senn lui-même chantait en voyant nos fortifications changées en promenades :

Qu'avec plaisir je vois sur nos remparts
Le tilleul et l'ormeau verdir de toutes parts !

Oui, j'applaudis la riante merveille
Qui de Flore épancha l'odorante corbeille
Sur les courtines du dieu Mars.
Ici, la blanche citronelle
Les embaume de son bouquet,
On n'y voit plus la sentinelle
Nous menacer de son mousquet.
Dans leurs antiques embrasures
Brillent l'iris et le muguet ;
Si nos escarpes sont moins sûres ,
Elles ont pris un air coquet.
Quelles douces métamorphoses,
Qui viennent, parsemant de roses
Les remparts de notre cité,
Voiler sous mille fleurs écloses
Leur belliqueuse aridité.

.

Contre le soleil et la pluie
Leurs beaux arbres nous défendront ;
A leur ombre, qui les rallie,
Nos vieillards se reposeront ;
Et de notre ville embellie
Les habitants en chœur répèteront :
Remparts fleuris et tutélaires
Qu'un tribut de respect toujours nous soit rendu !
Car vous ornez encore le berceau de nos pères
Que si longtemps vous avez défendu !

Et pourtant ce ne devait pas être sans une mélancolie bien
naturelle que Petit-Senn assistait, durant sa longue carrière, à

cette métamorphose que nous voyons se compléter à nos yeux. Les poètes sont des conservateurs, même à leur insu, même en se laissant entraîner au mouvement général, comme le faisait d'ailleurs notre auteur qui aimait la jeunesse et comprenait toutes ses aspirations. Les poètes aiment à revenir au passé, parce qu'ils le comprennent mieux que l'avenir inconnu dont ils se défient, mais ils sont aussi la voix du présent, peut-être un peu arriérée quelquefois, et c'est ainsi que Petit-Senn, dans ses modifications successives, sert de trait d'union entre la Genève d'autrefois et celle d'aujourd'hui, plus rapproché pourtant du passé, car ses dernières années se sont détournées de nous pour revivre, comme le font les vieillards, du temps de la jeunesse et des premières ardeurs. Mais il aimait à encourager chez nous le culte si divers et si constant de l'idéal, et lui-même avait essayé de se transformer dans la forme avec les idées nouvelles, tout en restant fidèle au vieux fond de son inspiration. Il fait ainsi la transition entre la Genève libérale de 1815 et la Genève de 1880, et ce trait le signale encore davantage à notre attention.

La vie entière de Petit-Senn a tourné autour du coteau de Cologny. Né aux Eaux-Vives le 6 avril 1792, il passa de belles journées à Bellefontaine, chez son oncle Tingry, et durant 35 ans il se confina à Chêne, où il repose aujourd'hui.

Si j'en avais le temps, j'aimerais à vous introduire dans la retraite de Bellefontaine, à vous faire faire la connaissance de la chatte Doxine souvent désagréable à la brillante société qui s'y donnait rendez-vous ; nous accompagnerions l'enfant et le jeune homme au merveilleux cabinet d'histoire naturelle, ou à la bibliothèque de sa tante dont il lisait avec un ravissant effroi les noirs romans, ou au verger dont il ravageait les trésors. Je veux pourtant vous dire l'émotion qui le saisit

lorsque un jour Tingry, prenant un air solennel devant le beau spectacle du lac étincelant de lumière, dit à son neveu : Tiens, mon neveu, ils m'appellent impie, athée, que sais-je, moi ? et pourtant c'est ici que chaque matin, en face de cette superbe nature, je m'élève par la prière à son divin auteur ; là mes yeux ravis trouvent et portent à mon âme une émotion pieuse qui la pénètre et l'attendrit ; là, rien ne détourne mon attention de l'acte sublime auquel je me livre ; tout semble au contraire m'en faire sentir l'importance et la grandeur ; là, environné des merveilles de la création, je ne saurais douter du Dieu qu'elle proclame et que je viens adorer aux premiers rayons de l'aube qui nous verse sa lumière. Ah ! crois-tu, mon neveu, que les murs noircis d'une église, la foule qui la remplit, les distractions qu'on y rencontre, les bruits qui en troublent le silence, l'horizon borné dont elle emprisonne les regards, l'obscurité qui l'assombrit, crois-tu, dis-moi, que cet entourage mondain où tout rappelle l'homme et ramène à la terre, crois-tu que ce spectacle enfin serait de nature à m'inspirer les saintes et douces pensées, qui dans ces beaux lieux arrivent sans cesse à mon esprit ? — Ces paroles firent sur l'esprit de Petit-Senn une impression dont nous retrouverons plus tard plus d'une trace. En 1831, à la mort de M^{me} Tingry, ce fut Petit-Senn qui fut chargé de remettre à MM. de la Rive et de Candolle, délégués de l'Académie à qui Tingry avait légué sa campagne, les clefs de Bellefontaine. Depuis lors Petit-Senn n'y revint plus qu'une fois.

A 17 ans Petit-Senn, qui avait terminé la somme d'études que son père trouvait suffisante, fut envoyé à Lyon dans la maison de ses oncles Senn, pour s'initier au commerce d'une manière pratique. Le jeune homme avait déjà senti germer à l'Académie sa vocation littéraire, et il trouvait fort dur de passer ses journées à faire des factures et des additions. Il

s'en dédommageait en composant en cachette force poésies qu'il admirait sincèrement, car il ne fut jamais modeste envers lui-même. C'était le moment où brillait dans sa splendeur l'astre radieux du grand Napoléon ; la France débordait d'enthousiasme communicatif, et le jeune poète avec elle. Un instant même il fut pris de cette gloire militaire dont s'enivrait la foule, et dont il ne voyait que la face étincelante, et il n'oublia jamais le poème de ces belles années, pas même en 1813, alors que Genève joyeuse recouvra son indépendance. A Lyon un grand événement marqua la vie de Petit-Senn ; il vit ses premiers vers publiés dans un almanach de Paris, et il faut dire le ravissement que lui procura ce premier succès. D'ailleurs voici une des deux pièces publiées, que son oncle d'ailleurs traita fort légèrement, à sa grande indignation :

CONTE

Certain noble Gascon un jour tombe dans l'onde ;
Rien ne peut le sauver en ce pressant danger ;
L'eau par malheur était profonde,
Et les nobles de la Gironde
Savent mieux mentir que nager.

Un seul objet flottant parut sur la rivière,
Par le courant il était balayé ;
On vole le chercher, un instant on espère :
C'était la bourse du noyé !

J'ai hâte de revenir à Genève avec notre poète ; c'était en 1813, dont le 31 décembre vit « renaitre la liberté ». C'est une grande date dans notre histoire. On nous délivra un peu par ricochet, mais on nous délivra, tout en abattant les beaux arbres de Châtelaine, et 31 Croates logèrent chez M. Petit, lui mangeant ses chandelles et lui buvant son vin ; aussi son fils, membre du Cercle de l'Ecu, ne les épargna

guère dans sa malice naissante, qui offensa un peu les Genevois d'alors, mais à laquelle il fut pardonné, grâce à son esprit. D'ailleurs, dans cet heureux temps, l'on semblait être revenu à l'âge d'or ; les Genevois avaient oublié leurs querelles séculaires, les bourgeois étaient charmés de revoir la robe jaune et rouge des huissiers des syndics, et les syndics se montraient paternels. On aime Genève et la Suisse d'un amour renouvelé, de toutes ses forces, la gaité est universelle, les banquets se succèdent, et Petit-Senn est invité partout, et il chante partout, ou plutôt c'est son père qui est prié de chanter ses chansons. D'ailleurs c'était un véritable concert, et Chaponnière saluait ainsi l'arrivée des Suisses au port de Coligny :

Enfants de Tell, soyez les bienvenus !

Quel plaisir de voir vos bannières !

Quinze ans d'oppression nous avaient abattus,

Un instant finit nos misères.

Tous vos malheurs, tous vos revers

S'effacent par votre présence ;

Aux maux que nous avons soufferts

On voit succéder l'espérance ;

Nos beaux jours nous seront rendus,

Enfants de Tell, soyez les bienvenus !

Chaponnière, Gaudy-Lefort, Salomon Cougnard, Tavan, Thomeguex étaient les fondateurs d'une Société lyrique, dont les meilleurs chanteurs de Genève se hâtaient de colporter les vers dans les cabarets et dans les salons, comme dit Petit-Senn dans ses souvenirs. Parmi ces chanteurs brillait Lari-vière, beau garçon à la voix sonore, comique d'un naturel inimitable ; il finit par faire fortune en Amérique, et alors il ne chanta plus.

J'aimerais avoir le temps de vous faire connaître cette Société lyrique, qui lutta presque avec le caveau français de grâce et de gaieté. De tous les genres de littérature, c'est la chanson satirique et railleuse qui fit le plus fortune à Genève. Les Libertins l'avaient inaugurée autrefois, mais l'austère calvinisme avait longtemps étouffé l'humeur nationale ; elle se réveilla à la fin du XVIII^e siècle dans nos luttes civiles, et sous les Français pour se venger de leur joug dans le style du temps. Le conte, la fable, l'esquisse légère, la pièce de circonstance, la chanson malicieuse et souvent très fine, voilà les formes de notre poésie vraiment nationale. Petit-Senn avait essayé l'ode et la poésie, mais on ne l'écoutait pas, et il fit comme les autres. Chaponnière, l'ancien représentant, était le chef de la bande par son entrain et son esprit, Gaudy-Lefort en étaient l'homme grave, Thomeguex le musicien, Tavan le boute-en-train. On se réunissait en été à Cognny, sur la terrasse du Lion-d'Or ; la politique était sévèrement pros-crite, mais tous étaient d'humeur libérale. Ils accueillirent Petit-Senn avec une bienveillance dont le souvenir le toucha toujours : « Ah ! le bon temps, s'écrie-t-il, et quelle joie d'y retourner, d'y revivre ! Non, ce qui le rend si beau à mes yeux, ce n'est pas seulement l'illusion du souvenir, c'est l'abandon, la cordialité, la parfaite harmonie qui régnaient alors entre nous... »

Nous sommes en 1817. Petit-Senn avait 25 ans, mais on était souvent plus jeune alors à cet âge que nous ne le sommes à dix-huit. L'hiver avait été très gai ; on l'avait passé à danser et à jouer comédies et charades. • Parmi les cavaliers qui faisaient partie de notre société, dit Petit-Senn, et qui contribuaient le mieux à la rendre amusante, on distinguait un jeune homme doué du talent le plus extraordinaire pour prendre sur le fait et imiter à merveille tous les divers types de la

société genevoise ; bien fait de son corps, d'un sang-froid imperturbable, prenant tous les tons, tous les accents, plein de verve et de naturel dans les rôles dont il se chargeait, il était l'âme de nos jeux, dont on l'avait nommé le directeur à l'unanimité. Ce jeune homme, qui devait plus tard illustrer son nom et sa patrie, était M. Rodolphe Töppfer. »

« ... Un soir que nous avions mis en action le mot *Bagage*, il joua le rôle d'une bonne et grosse bourgeoise accompagnée de moi, son époux, qui allait se plaindre au propriétaire de notre appartement des divers inconvénients qui nous contraignaient à lui demander la résiliation de notre location. Aux différents désagréments que ma moitié signalait, l'impassible propriétaire répondait sans cesse par des Bah ! bah ! bah ! multipliés, et ne tenait aucun cas de ses plaintes. Ah ! certes, les nombreux témoins de cette scène durent en conserver longtemps le souvenir. Il était impossible de tirer du glossaire genevois plus de locutions du terroir exprimées avec un accent du cru plus vrai, plus comique et plus prononcé. Tous les assistants furent pris d'un rire inextinguible ; moi-même, ce ne fut qu'à grand'peine que je tins mon sérieux pour ne pas me joindre irrévérencieusement à tous ceux que ma femme mettait en si belle humeur, gardant elle-même un visage impassible. Puis, la première syllabe du mot *Bagage* ayant été ainsi figurée, Töppfer, pour la seconde, prit le costume d'une domestique qui va s'offrir pour demander du service à des maîtres qui ne peuvent s'entendre avec elle pour les *gages* ; alors il imita l'accent et le langage vaudois d'une façon si naturelle et si comique que l'assemblée entière, prise d'un rire frénétique et nerveux, rendit impossible la continuation de la charade, et qu'il fallut attendre bien longtemps pour que le calme revenu permit de l'achever... »

« ... Nous nous étions liés, Töppfer et moi, d'une amitié si

intime, que nous ne voulions plus nous quitter. Il nous vint alors le projet d'entreprendre ensemble quelque ouvrage qui nous réunît pendant la belle saison, et multipliât les occasions de nous voir. Ayant donc pris pour héros le bedeau Griffon qui avait surveillé mon enfance au collège, je composai le petit poème de la Griffonnade (1) pour laquelle Töppfer grava la seule estampe à l'eau-forte qu'il fit jamais. Cette gravure représentait Griffon taillant une plume et entouré d'écoliers qui lui faisaient des niches, le tout encadré fort ingénieusement dans une suite de dessins figurant les accessoires du collège, nos instruments de travail et de plaisir... »

Le poème réussit, malgré ses imperfections, et même il fut apprécié à Paris, où il arriva par hasard M. Raynouard, l'auteur des Templiers, écrivit à Petit-Senn pour l'engager à venir à Paris, lui promettant appui et conseils. Vous concevez le bonheur qu'en dû ressentir la vanité de notre poète. Il court à son père, lui montre avec émotion la précieuse lettre, et lui demande la permission de suivre un appel si honorable, mais M. Petit, bon marchand et meilleur Genevois encore, fut inexorable, et le fils dut se mettre à imprimer des indiennes pendant 20 ans encore.

Petit-Senn continua donc, comme il le dit, à mettre sa muse au service des fêtes de famille, et sous la sauvegarde des événements fortunés : « Je me constituai le rhapsode des noces et des baptêmes, et je ne manquai ni d'ouvrage ni d'admirateurs. Dieu ! que mon premier jet en ce genre fut fécond et facile ! Chacun de mes parents, de mes amis, et même de mes voisins, venait, l'air humble et le chapeau bas, frapper à la porte de ma muse et lui mendier quelques couplets. Que de présages heureux j'ai jetés sur des mariages et

(1) M. le libraire Jullien a l'intention de publier cette plaquette.

des nouveau-nés qui ont fait de bien mauvaises fins ! En conscience, je crois avoir célébré tous les saints du calendrier... Toutefois, comme la mine la plus féconde finit par s'épuiser, la route d'abord si fleurie que j'avais prise me parut enfin aride ; je sentis le besoin de ne pas composer toujours du neuf et formai un répertoire de chansons à l'usage des diverses circonstances pour lesquelles on avait l'habitude de me les demander. Je ne me fis aucun scrupule de faire servir la même dans maintes fêtes analogues à celle qui lui avait donné le jour. De là un accident assez plaisant que voici. Deux jeunes gens étant venus à la même époque me demander un chant nuptial, je remis à tous deux celui que j'avais composé pour le mariage en général, et dont j'avais eu soin de bannir des noms propres gênants ; ma mauvaise étoile ou la leur voulut qu'ils se trouvassent à la même noce, et quand l'un d'eux vint à entonner mon œuvre d'une voix retentissante, l'autre pâlit de surprise et d'angoisse en entendant chanter les souhaits qu'il avait en poche et les compliments qu'il avait déjà appris par cœur... »

Vers la même époque Petit-Senn se fit recevoir de la Société littéraire, fondée par Jurine et présidée alors par son ami Chaponnière. Elle méritait son nom et donnait des soirées fort suivies. C'est de cette société que sortirent les Almanachs genevois, qui furent un peu plus tard, entre 1823 et 1825, offerts à nos concitoyens à titre d'étrennes poétiques. La plupart des pièces de ces Almanachs ont été réimprimées en 1830 dans les trois petits volumes de Poésies genevoises qui furent publiés à Paris par M. Barbezat, et dont M. Marc Monnier a fait assez récemment une nouvelle édition plus complète.

Cependant la concorde ne régnait déjà plus à Genève. Les premiers magistrats de 1813, quoique appartenant à la vieille

aristocratie, avaient la bonhomie et l'abandon qui plaisent au peuple genevois, tout en veillant, avec trop de soin peut-être à ce que rien ne pût choquer nos puissants protecteurs de la Sainte-Alliance, fort susceptibles d'ailleurs. L'Almanach genevois eut avec la censure quelques difficultés qui nous paraissent aujourd'hui fort ridicules. Une brillante société animait les salons de la haute ville, et entretenait quelques relations avec la petite cour qu'attirait à Coppet la présence de M^{me} de Staël. Mais c'était là une société plus cosmopolite que genevoise. L'Italien Rossi, le Bernois de Bonstetten, le Grec Capodistrias s'y rencontraient avec les Pictet de Rochemont, les Rigaud, les de la Rive, les de Candolle. Les Genevois regardaient ce monde avec un peu d'inquiétude narquoise. Les sciences et la jurisprudence florissaient, la Bibliothèque Britannique conquérait sa place en Europe, mais une certaine sécheresse avait envahi les salons ; les sectes du Réveil divisaient les esprits qu'elles voulaient régénérer ; des coteries étroites et rivales créaient des cercles peu bienveillants entr'eux. Les fils, en héritant des charges et honneurs de leurs pères, n'eurent plus le même esprit de conciliation : la hauteur et le dédain amenèrent des compétitions dont l'amour-propre eut à souffrir ; le voisinage dans une petite ville aigrissait les rapports ; des rancunes s'amassaient ; on était mécontent de la constitution acceptée, dès l'origine, un peu légèrement. La Société lyrique groupa les éléments libéraux de Genève par ses satires et ses chansons ; une opposition commença à se former, et Petit-Senn s'y fit distinguer par l'esprit de ses épigrammes.

Il était arrivé à Genève, en 1823, un Français de mémoire et d'esprit, nommé Charles Durand, que recommandaient des souvenirs de libéralisme. Il fit partie du groupe littéraire et libéral, et célébra Jean-Jacques, l'idole du parti. Il eut bien-

tôt fait la connaissance de J. Fazy, qui le présenta à Chaponnière et à Petit-Senn. En 1826, à la suite d'un dîner à l'Ecu de Genève (1) Durand se plaignit de l'indigence de Genève en fait de feuilles périodiques, car il n'existait que la *Feuille d'Avis* et la *Liste des Pasteurs*, et il persuada aisément les convives de fonder un journal politique et littéraire. Ce fut le *Journal de Genève*, qui paraissait une fois par semaine, sur un carré de papier. Durand fut rédacteur en chef, Chaponnière eut la critique littéraire, Petit-Senn la poésie ; le premier article du premier numéro fut rédigé par J. Fazy. Mais Durand n'avait voulu que se faire donner un piédestal par la création du nouveau journal, d'ailleurs fort bien rédigé ; il abandonna peu à peu ses amis, fit des cours où il fut applaudi de l'aristocratie, et finalement il fonda pour ses nouvelles opinions, avec Ch. Didier, un nouveau journal, le *Courrier du Léman*, qui ne vécut pas longtemps ; Chaponnière remplaça Durand au *Journal de Genève*. J. Fazy, trouvant l'opposition du journal trop timide, donna aussi sa démission pour aller chercher à Paris une carrière plus bruyante ; mais on recruta le professeur Jean Humbert et les docteurs Gosse et Mayor, ce dernier ayant la spécialité du fait divers, avec J. Humbert. Enfin Petit-Senn lui-même, ne trouvant plus le journal assez littéraire, le quitta en 1832 pour créer le *Fantastique*, qu'il rédigea à lui seul jusqu'en 1836 ; ce furent là les plus belles années de sa vie.

En 1825, Petit-Senn lut à la Société littéraire, avec un succès décisif, les quatre chants de sa *Miliciade*, poème humoristique sur les milices genevoises ; il s'en vendit, en quelques jours, huit cents exemplaires, ce qui est inouï pour Genève. Petit-Senn était décidément accepté parmi-nous.

(1) Je suis la version de PETIT-SENN ; il y aurait quelques modifications à y ajouter.

L'inspiration de la *Miliciade* est heureuse. Les institutions les plus indispensables sont souvent désagréables, suivant les tempéraments, et l'on peut bien pardonner à Petit-Senn de ne pas avoir d'enthousiasme pour des devoirs militaires qu'il remplissait d'ailleurs exactement. Nos milices, et surtout celles d'autrefois, ne peuvent non plus lutter d'élégance, d'aplomb et de précision avec les armées des grandes nations ; les bourgeois sont quelquefois gênés sous la tunique et le shako dont ils désirent prendre l'habitude aussi peu que possible. L'appareil militaire peut alors présenter quelques ridicules, et nul n'était plus prompt que Petit-Senn à les saisir. Du reste, les piqures du poète n'étaient guère profondes ; il disait :

Méprisant d'un flatteur le ton rempli de miel,
Ma plume peut blesser, mais mon âme est sans fiel.

Aussi les rires et les applaudissements étouffèrent bien vite les murmures des mécontents, et l'on s'amusa aux tableaux moqueurs de la revue d'inspection, des exercices, de la grande revue et du campement :

Quand huit lustres et plus pèsent sur notre tête,
Pour nous chaque exercice est loin d'être une fête.
L'artiste grisonnant quitte son atelier,
Maudissant le destin d'être encore fusilier ;
Jeune, il dut se former à manier les armes ;
Vieux, il saurait les prendre à l'instant des alarmes.
Laissons à l'âge mûr les douceurs de la paix !
Pourquoi de ses sueurs inonder Plainpalais ?

Töppfer voyait les choses autrement que son ami ; il a raconté avec émotion, dans le *Presbytère*, ces grandes revues qui excitaient la verve railleuse de Petit-Senn. A l'étranger,

de grands suffrages mirent la *Miliciade* à côté de la *Gastro-nomie* de Berchoux. V. Hugo applaudit, et Louis Reybaud rend justice au mérite du poème, au talent d'observation, à la grâce du style, à la vérité des caractères et des personnages.

Nous ne pouvons aujourd'hui qu'approuver ces vers qui terminent la *Miliciade* :

Si d'un peu de gaité le Ciel me fit présent,
Si je vois les objets sous leur côté plaisant,
Souriez à mes vers, pardonnez à ma muse :
Vous plaire est à la fois ma tâche et mon excuse ;
Dites de mon ouvrage : il est mal, il est bien ;
Mais blâmez le poète, et non le citoyen.

C'est dans la *Miliciade* que se trouve le chant helvétique dont la musique fut composée par Grast, un autre ami de Petit-Senn. En voici les dernières strophes :

Liberté ! reine de nos âmes !
Lorsque des rois renversent ton autel ,
Embrase toujours de tes flammes
Le cœur des descendants de Tell ;
Accours, déesse fugitive !
Puisse à jamais, sur cette rive,
Chacun dire avec vérité :
Dans l'Helvétie,
Ma patrie,
Moi, je chante la liberté ! (1)

(1) Lire ici la première scène du *Conseil de compagnie*, une de celles qui firent le plus critiquer notre poète, avec certains types matamores que PETIT-SENN avait rencontrés à Plainpalais et au Plat-les-Ouates, et qui l'avaient particulièrement agacé.

J'ai dit qu'en 1832 Petit-Senn quitta le *Journal de Genève* pour rédiger à lui tout seul le *Fantasque*, journal satirique et littéraire qui paraissait tous les quinze jours, à raison de 4 pages chaque numéro, et qui coûtait 5 francs pour les 56 colonnes de l'année. Il eut près de 500 abonnés, nombre considérable pour Genève, en raison du prix et de l'époque. Ce fut là que parurent ces charmantes esquisses genevoises, très railleuses et hardies, où il prenait à partie avec la plus grande franchise tout ce qui lui déplaisait à Genève et ailleurs, la prépondérance des sciences, le dédain des lettres, le règne du chiffre dans la cité de Calvin, les étroites coteries, les types de la localité, tout cela écrit avec cette verve toujours abondante et semillante, cet esprit quelquefois vulgaire, cette observation malicieuse et pénétrante, cette gaieté railleuse et pleine de trait qui caractérisent notre auteur. A les lire de suite aujourd'hui, le tout en est un peu monotone, et quelques-unes ont vieilli, mais comme elles furent publiées, de quinzaine en quinzaine, elles durent produire le meilleur effet ; aussi Balzac et J. Janin, qui s'y connaissaient, donnèrent-ils à Petit-Senn les meilleurs encouragements. Il faut lire la lettre de *Calin Taruaffe*, les *Croquis à la plume*, les *Saluts*, le *Grimpion*, *On s'en occupe*, les *Amis*, la *Molle*. C'est dans la *Molle* que se trouve cette phrase charmante : « Trouvez-moi, messieurs de l'Académie, dans ce gros livre duquel vous vous occupez depuis si longtemps, une locution qui peigne mieux la lenteur fastidieuse avec laquelle vous y travaillez ! N'est-ce point la crainte de baptiser vous-mêmes l'indolence de votre corps qui vous a fait repousser cette onomatopée dont vous auriez été affublés aussitôt après l'avoir naturalisée en France ?

Ce fut à cette époque que Petit-Senn fit la connaissance de Châteaubriand. « La révolution de 1830, dit-il dans le *Porte-feuille*, conduisit sur nos rives le grand écrivain ; retiré aux

Paquis dans une maison de modeste apparence, il s'y reposa quelque temps des constantes agitations de sa vie ; il fut invité par nos magistrats d'alors à prendre part à la fête de la Navigation, et M. Rigaud, premier syndic, m'engagea à composer quelques couplets en l'honneur de l'illustre auteur, pour être chantés à la suite du toast qui devait lui être porté au banquet. Placé à table en face de lui, alors que le toast en l'honneur des étrangers assistant à notre fête nationale eût été porté par M. Rigaud, je pris la parole avec émotion, puis me rassurant assez vite, je chantai mes couplets que l'auditoire accueillit favorablement, grâce à leur sujet plutôt qu'à leur valeur poétique. M. de Châteaubriand parut vivement touché, quelques larmes brillèrent dans ses yeux...

Ce fut l'occasion d'une connaissance plus intime, et voici le portrait que Petit-Senn trace de son illustre ami : « M. de Châteaubriand, d'une petite taille, avait les épaules carrées, et le dos conformé de telle manière qu'on le croyait bossu quand on le voyait de face ; sa figure, gravée de petite vérole, d'un jaune pâle, avait des traits fortement accusés ; son front dégarni de cheveux était beau et vaste, ses yeux expressifs et son sourire fort gracieux...

En 1833 Châteaubriand, revenant d'Italie, fit un nouveau séjour à Genève, et ce fut l'occasion pour Petit-Senn d'aller lui soumettre une épitre en vers qui devait paraître dans le *Fantasque* ; Châteaubriand accueillit fort bien le poète genevois, mais lui fit cette remarque : « Il me semble, Monsieur, que vous parlez peu de ma vie politique, et passez bien légèrement sur mon ministère, mes ambassades et mes brochures en faveur des Bourbons ! — Il est vrai, répondit Petit-Senn, mon épitre n'est que la paraphrase de cette idée-mère que la postérité admirera plus en vous l'écrivain que l'homme politique. »

« Alors, dit Petit-Senn dans l'article déjà cité, la figure du grand écrivain, d'un jaune pâle, se colora légèrement tout-à-coup, ses yeux perdirent l'expression de bienveillance qui les animait, un nuage sombre se formait sur sur le front de l'illustre auteur, les éclairs étincelaient dans ses yeux, le vent de la colère semblait agiter tous les traits de son visage mobile ; l'orage éclata :

« Monsieur ! vous êtes rédacteur de deux journaux à Genève, et je tiens d'autant plus à éclairer votre opinion que vous cherchez à diriger celle du public ; permettez-moi donc de vous faire connaître la vie politique de Châteaubriand, dont vous me semblez faire si bon marché quant à son influence sur les événements de notre époque. »

Alors il se mit à faire un admirable discours qu'on retrouve dans les Mémoires d'Outre-Tombe ; Petit-Senn s'excusa, ajouta trois stances, mais il resta toujours comme une ombre dans les rapports entre les deux écrivains.

Cependant, en 1836, la santé de Petit-Senn se trouva un peu affaiblie par les travaux du *Fantasque* ; il eut même plusieurs fois recours à l'obligeance de Chaponnière, de Henri Blanvalet et d'Albert Richard. Notre poète avait pu quitter son commerce depuis quelques années, et chaque été il se rendait à Mornex, où il retrouvait le compositeur Grast et le jeune sculpteur Chaponnière. Cependant il dut prendre du repos ; en 1834 il visita la Savoie et l'Oberland d'où il revint avec cette chanson :

Nous allâmes au col de Balme
Par un ciel pur, par un air calme ;
De là nous fumes à Trient,
Où nul repas n'est bien friand ;

Nous trouvâmes la Tête-Noire :
On n'y fait que suer et boire ;
Nous voici chez Monsieur Charlet,
Roués du char et du mulet.
Ah ! n'en déplaise à la nature,
J'aime les glaciers en peinture,
Car ils nous font payer bien cher
Tout l'honneur de les approcher.
Me voici donc sur une chaise,
Le visage chaud comme braise ;
Les pieds meurtris, le dos lassé,
Le cercelet tout fracassé,
Les yeux éblouis par la neige,
Je m'écrie au fond de mon siège :
Magnifiques sommets, lorsqu'on vient de vous voir,
On est frappé, ravi... du bonheur de s'asseoir.

* * *

En 1837 et en 1838 il passa l'hiver dans le midi de la France ; il en profita pour faire à Nîmes la connaissance du poète boulanger Jean Reboul, sur lequel Lamartine venait d'attirer l'attention en lui adressant une magnifique pièce de vers imprimée en tête du recueil du poète nîmois. Reboul fut enchanté de Petit-Senn, et continua avec lui un échange de lettres et de poésies.

En 1838 il passa le printemps aux environs de Marseille, et en 1839 l'hiver à Nice. Mais la santé ne revint pas ; les névralgies allèrent augmentant de fréquence et d'intensité, et finalement Petit-Senn se décida à aller prendre sa retraite à Chêne-Thônex, chez son gendre le docteur Jaquier, et il n'en sortit plus durant les 30 dernières années de sa vie pour toutes sortes de raisons, par bizarrerie d'abord, puis par amour

du repos, par isolement littéraire et politique, enfin par habitude, pour ne plus être tenté de se mêler activement de rien.

Voici ce qui s'était passé. En politique et en littérature Petit-Senn s'était laissé devancer par les événements ; il restait un peu en arrière, mais il ne voulait pas non plus rebrousser chemin. En homme d'esprit, il s'arrangea une solitude à sa guise, où il recevait ses amis de Genève, et d'où il surveillait les événements, restant en communication avec ses amis de France (1).

L'école romantique avait succédé à Genève au classicisme de la Société lyrique. Vers 1825, l'influence de Châteaubriand, de Byron, de Lamartine et de Victor Hugo avait modifié complètement l'inspiration des poètes genevois. La Société lyrique vieillissait, et des astres nouveaux surgissent : Imbert Galloix, Verre, Ch. Didier, Etienne Gide, avec leur phalange à qui Genève ne suffit plus. L'on part à la suite des romantiques français à la conquête d'un idéal qu'on n'atteindra nulle part. Plus tard viendront Blanvalet et A. Richard, qui appartiendront à l'école presque contemporaine, après avoir traversé le romantisme. Petit-Senn suivait avec intérêt toutes ces évolutions ; il avait même essayé des odes à la V. Hugo et des hymnes à la Lamartine, mais il sentait bien qu'il forçait un peu sa voix, et ce n'était pas là que le portait la nature de son talent essentiellement local. Il est un peu prosaïque dans ce genre ; sa poésie n'a pas l'élan lyrique, le souffle inspiré. Il excellera dans la description de la nature particulière de nos environs, pourvu qu'elle soit mêlée de souvenirs genevois et personnels. Que l'on compare sa pièce intitulée *Salève* avec les vers de Lamartine dans *Childe-Harold*, et l'on se rendra

(1) Petit-Senn était très ingénieux à se créer des relations littéraires, et il en était fier.

parfaitement compte de ce que je veux dire. Les romantiques au contraire sont peu genevois d'allures, sauf Blanvalet dans ses *Ruades* ; Imbert Galloix s'en va chercher la gloire à Paris, et il y trouve une mort adoucie par V. Hugo ; Ch. Didier court le monde et peint l'Italie dans la *Porte d'ivoire* ; Gide se rapproche de Petit-Senn par la mélancolie, mais s'en éloigne par l'accent plus profond et plus élevé. Petit-Senn aimait tous ces poètes, et il les encourageait. Il envoyait des secours à Galloix et publiait ses poésies, comme il devait le faire aussi pour Didier ; il était lié d'intimité avec Gide, il accueillait A. Richard, le poète patriote, et encourageait Blanvalet, le poète de la pitié pour les faibles et les petits. Mais l'on conçoit bien comment il préféra se confiner dans la retraite qu'il s'était choisie, et où il restait un maître, dans la poésie des vieux souvenirs personnels. Il publiait les *Perce-neige* en 1847, en 1852 les *Bigarrures littéraires*, en 1864 les *Cheveux blancs*.

En politique, il en était de même. Les libéraux, conduits alors par le *Journal de Genève* à l'assaut de la forteresse patricienne, avaient fini par se faire ouvrir la porte du Conseil représentatif, où Chaponnière et Petit-Senn furent nommés, mais là s'arrêta leur ambition. Chaponnière avait 60 ans et voulait la paix pour le reste de ses jours. Petit-Senn ne fit qu'un seul discours, et il se borna à proposer la suppression du titre de très-honorés Seigneurs. La Société du 3 mars alla plus loin ; elle demanda, en 1841, une administration séparée pour la ville, et n'ayant pas obtenu tout ce qu'ils désiraient, ses adhérents firent l'émeute de 1843, d'où résulta un système qui ne satisfait aucun des partis. Mais déjà Petit-Senn était resté en arrière de ses amis, et ce fut bien pis depuis 1846 et 1848. Il avait l'horreur des moyens violents, et une grêle d'épigrammes ne cessa de pleuvoir de Chêne sur les radicaux de Genève et de Paris. En voici une :

(Air des Pendus) :

C'est un horloger Lecoco-Delafarce qui parle, déc. 1846 :

J'ai beau me dire au fond du cœur
Que je suis un fameux vainqueur,
Je trouve que le sept octobre
De lauriers pour moi fut bien sobre :
Au triste sort de l'horloger
L'émeute n'a rien pu changer.

Tant de biens nous furent prédits !
Nous allions être en paradis !
Il devait pleuvoir des commandes
De montres petites et grandes ..
Mais je ne sais par quel guignon
Je n'ai plus à faire un pignon !

On ajoute à notre destin
Conseil général et scrutin :
Ce droit de faire la charoupe
Ne met point de beurre à la soupe,
Et le suffrage universel
N'y jette pas un grain de sel.

Alors qu'on se donnait des coups,
Nos chefs étaient derrière nous :
Ils s'effaçaient de bonne grâce,
Nous cédant la première place...
Aujourd'hui c'est bien différent :
Les voilà tous au premier rang !

Ils ont des honneurs, des emplois ;
Ils font des galas et des lois ;
Comblés de charges et d'espèces,
Alors qu'ils vont vider nos caisses,
Ces Messieurs laissent dans l'oubli
L'horloger et son établi.

Il n'est que le frater Gobça
Qui puisse trouver bon tout ça,
Il fait mousser pour ses pratiques
Son savon, ses chants politiques,
Car, malgré les maux du canton,
Le poil toujours pousse au menton !

Cela n'empêchait pas les amis de Genève ou les étrangers de distinction de faire le pèlerinage de Chêne, un peu comme on avait fait autrefois celui de Fernex. L'on était parfaitement accueilli sur la galerie encadrée de glycine, d'où se découvraient Salève et les bords de l'Arve. On était reçu avec cordialité, et Madame Petit-Senn vous offrait un café exquis et des brisselets merveilleux dont elle avait le secret ; le maître de la maison, petit vieillard très vif, vous montrait ses portraits, ses autographes dont il tirait vanité, vous ouvrant ses souvenirs comme sa main. Il était souffrant, mais il se croyait malade, ce qui ne l'empêchait pas de se promener souvent le matin, caressant les enfants, admirant les premières fleurs, causant avec les gens de la campagne, faisant beaucoup de bien. Il était adoré. Puis en rentrant, il ciselait à loisir ces *Bluettes* et *Boutades*, sa couronne littéraire, qui lui vaudront une place distincte dans la littérature française. Il y aurait égalé ses modèles s'il avait eu plus de souci d'une forme irréprochable et moins du calembourg, mais il n'aimait pas à se

corriger. Cependant quel trésor de malice et d'esprit que ce petit livre qui contient tant de leçons et d'expériences ! L'image est nette, le trait droit et rapide sans être cruel, la pensée juste. En voici quelques-unes que je prends au hasard :

« Le bonheur de l'âme sensible s'accroît de ce qu'elle retranche au malheur d'autrui. »

« Les biens qu'on espère toujours sont les seuls qui ne trompent jamais. »

« On oublie l'origine d'un parvenu, s'il s'en souvient ; on s'en souvient, s'il l'oublie. »

« A Paris l'esprit court les rues ; aussi est-il parfois crotté. »

« L'homme change dans toutes ses opinions, sauf dans la bonne qu'il a de lui-même. »

« Les vertus vivent de nos rentes, mais les vices mangent nos capitaux. »

« Il est des écrivains profonds à la manière des puits ; au fond de tous deux il n'y a que de l'eau claire. »

« On rend mieux justice à ceux qui ne sont plus qu'à ceux qui n'y sont pas. »

« Il semble qu'on diminue une faute en abrégeant le temps mis à la commettre. »

« Pourquoi représenter la Vérité nue ? C'est elle que le monde habille le plus et le mieux. »

Il y a de cette période de bien jolies poésies mélancoliques, sans amertume d'ailleurs, comme *Vieux* et *Vieille*, les *Vieux Meubles*, *Ma Mémoire au Village*, *le Peuplier* ; des nouvelles charmantes : *la Vieille Route*, *la Mère Optime*, *Spérino*. Ce qui dépasse une certaine mesure languit, prose comme poésie. Et que de lettres, de billets admirables ! J'en ai lu quelques-uns que m'a prêtés un de mes amis ; il y en a un peu partout dispersés dans bien des cartons. Petit-Senn chanta encore

le Tir fédéral de 1851 ; il alla même visiter la cantine, quittant Chêne cette seule fois, mais il avait pris une voiture dont il baissa les stores en traversant la ville ; personne ne l'avait vu. Il ne mit, je crois, jamais les pieds à l'Institut, dont il fut successivement membre effectif et membre émérite. (1) La mélancolie d'ailleurs gagnait tous les jours davantage, l'ombre s'amassait autour de lui. Ses amis étaient morts, sa femme était morte, sa fille et son gendre étaient morts. Lui-même mourut enfin le 10 mars 1870, laissant à M. Marc Monnier (2) le soin de faire un choix dans ses œuvres. Il repose à Chêne, avec son ami Gide. Petit-Senn est le dernier littérateur essentiellement genevois, et il était avant tout littérateur, plus que poète : il ne laissait passer aucune impression sans la traduire sur le papier, sans lui donner une forme sensible. De là son talent d'observateur et de moraliste. Il a rendu à Genève l'important service de défendre la littérature pendant un demi-siècle, et de la faire respecter par son exemple.

J. DUVILLARD.

(1) BRAILLARD venait cependant lire quelquefois à la Section de Littérature les nouvelles poésies de PETIT-SENN.

(2) Bien des traits de cette notice sont tirés de l'édition de M. MONNIER.

SECTION DES BEAUX-ARTS

RAPPORT DU JURY

SUR LE

CONCOURS DE CÉRAMIQUE

MESSIEURS,

Le Jury chargé d'examiner les travaux présentés au Concours de céramique ouvert par la Section des Beaux-Arts, le 4 octobre 1882, a été composé, en conformité des stipulations du programme de ce concours, de MM. Camusat, Marc Dufaux, E. Mayor et Aug. Veillon, désignés par la Section, et de MM. Mittey, Alb. Darier et Lugardon, désignés par les concurrents.

Au dernier moment, M. Veillon, empêché, a été remplacé par M. Bourdillon, qui venait à la suite par rang de suffrages des jurés désignés par les concurrents. MM. Mayor et Mittey, en leur qualité de professeurs, déclarent n'accepter leurs fonctions de jurés qu'à titre consultatif.

Le Jury s'est réuni le mercredi 21 mars, à 2 heures après midi, et s'est immédiatement constitué en désignant M. Marc Dufaux comme président et M. Bourdillon comme rapporteur.

Une fois constitué, le Jury a constaté que vingt-six travaux avaient été envoyés au concours, tous décorés par les procédés sous couverte.

Le Jury, pour procéder au choix des pièces à récompenser, a pris pour base les indications du programme, demandant : *la composition de la forme et la décoration au grand feu d'un plat de 0^m,30 de largeur minimum*. Il s'est donc occupé avant tout *de la composition*, soit de la forme, soit de la décoration appliquée sur cette forme. Il a été ainsi conduit à placer à un rang secondaire et même à ne pas récompenser certains ouvrages dont le mérite, quoique très réel, ne résidait que dans l'habileté du procédé.

Le Jury doit déclarer qu'il a été unanime dans toutes ses décisions. Il est unanime aussi à constater que les résultats de ce concours doivent être regardés comme satisfaisants et font honneur aux concurrents. Le Jury a lieu de croire également qu'une bonne partie de cet honneur doit revenir de plein droit aux professeurs distingués qui se sont consacrés depuis quelques années à l'enseignement de la céramique décorative dans notre ville.

Après avoir procédé par des sélections et des éliminations successives, le Jury s'est trouvé en présence de douze pièces qu'il a classées dans l'ordre de mérite ci-après, et auxquelles il vous propose d'accorder soit des récompenses, soit des mentions honorables :

N° 1. *Une palette chargée de couleurs.*

» 2. *Ex æquo.* { *Un capricorne.*
 Un pinceau.

- » 3. *Une flèche.*
- » 4. ?
- » 5. *Un cor de chasse.*
- » 6. *Une araignée.*
- » 7. *Work while it is day.*
- » 8. *Une palette ronde et ses pinceaux.*
- » 9. *Un papillon.*
- » 10. *Semper melius.*
- » 11. *Une libellule.*

La pièce portant pour devise : « *Une palette chargée de couleurs,* » et classée sous le n° 1, a paru très remarquable au Jury au point de vue de la composition, de l'arrangement et de la puissance de la décoration. Il est évident que l'on ne pouvait prétendre, dans un concours semblable, rencontrer une composition décorative dans laquelle intervienne la figure humaine, sans que ce fût sur cette partie précisément de la décoration que se présentassent quelques imperfections, et c'est, en effet, ce qui a eu lieu. Les critiques qui ont été formulées sur cette pièce portent, en effet, sur le médaillon à tête féminine qui en forme le centre. Le fond sur lequel se détache cette tête, la coloration générale de la figure, et aussi certains bleus de la coiffure qui luttent malheureusement avec la bordure, sont certainement regrettables. Il n'en est pas moins vrai cependant que cette œuvre montre un sentiment juste du rôle de la décoration, une puissance d'effet et de coloration qui la placent sans conteste au premier rang des œuvres que nous avons eu à juger.

Les deux pièces placées *ex æquo* au second rang ont été classées à cette place pour des mérites qui ne sont pas tout à fait de même nature pour chacune des deux pièces. C'est la diversité même de ces mérites qui, rendant la comparaison plus délicate, a conduit le Jury à les placer sur le même

rang. Celle qui a une décoration arabe et porte pour devise : « *Un capricorne,* » est une composition sage, suffisamment brillante et harmonieuse, correctement dessinée dans le style choisi, mais qui ne peut guère invoquer qu'un effort assez modéré en fait d'arrangement et d'appropriation à la forme à décorer. L'auteur a retenu son ambition dans de sages limites, et il a eu raison, puisqu'il est arrivé ainsi à produire une œuvre convenable et raisonnable. — L'autre pièce, placée *ex æquo* au second rang, portant pour devise : « *Un pincean,* » présente un caractère assez différent. C'est plutôt ici l'effort et l'aspiration vers une idée décorative, plutôt conçue et entrevue que réalisée, que le Jury a voulu récompenser. Ici encore, nous trouvons une tête décorative qui n'est pas sans quelque mérite, quoique le fond vert qui l'entoure ne soit pas bien séduisant. Néanmoins, le Jury a reconnu dans cette œuvre une recherche et un effort dignes d'être récompensés.

Les trois pièces qui suivent, aux troisième, quatrième et cinquième rangs, et qui portent pour devises :

« *Une flèche,* »

« ? »

« *Un cor de chasse,* »

présentent également des œuvres où le sentiment décoratif se fait remarquer à des degrés divers, et qui ont paru au Jury mériter des encouragements.

Quant à la pièce placée au sixième rang, et portant pour devise : « *Une araignée,* » et qui présente un bouquet de feuilles colorées, le Jury déclare que ce n'est pas pour son mérite décoratif, en tant que composition, que cette œuvre doit être récompensée, mais seulement pour l'habileté de main qu'elle révèle, habileté à laquelle il nous a paru convenable d'accorder une récompense secondaire. Cette habileté,

en effet, si elle ne peut suffire à placer hors rang l'artiste qui en est doué, n'en est pas moins un élément important et nécessaire dans toute industrie décorative. Il nous semble donc juste d'encourager par une récompense modeste la plus méritante de celles des œuvres présentées au concours qui se distinguaient à ce point de vue.

Enfin, votre Jury vous propose d'ajouter à la liste des récompenses cinq mentions honorables à accorder aux pièces qui terminent l'énumération ci-dessus, et qui portent pour devises :

- « *Work while it is day.* »
- « *Une palette ronde et ses pinceaux.* »
- « *Un papillon.* »
- « *Semper melius.* »
- « *Une libellule.* »

Ceci dit, votre Jury vous propose d'utiliser comme suit la somme de 600 francs que vous avez décidé de consacrer à ce concours :

1° Un premier prix de <i>deux cents francs.</i> . . .	Fr. 200
2° Deux seconds prix <i>ex æquo</i> de <i>cent francs</i> chacun.	» 200
3° Un troisième prix de <i>quatre-vingts francs.</i> »	80
4° Un quatrième prix de <i>cinquante francs.</i> . . . »	50
5° Un cinquième prix de <i>quarante francs.</i> . . . »	40
6° Une prime de <i>trente francs.</i> »	30
Total. . . .	Fr. 600

plus cinq mentions honorables.

En résumant nos impressions et en jetant un rapide coup d'œil sur les œuvres présentées au concours auxquelles nous ne vous proposons pas d'accorder de récompenses, nous ne pouvons nous empêcher d'ajouter encore un mot à ce rapport.

Parmi ces pièces non primées ni mentionnées, il y en a

quelques-unes dont le Jury voudrait pouvoir connaître les auteurs pour leur faire comprendre en quoi, à son avis, ils ont fait fausse route, tout en faisant preuve de mérites assez réels pour que ce ne soit pas sans regret que nous les laissons de côté. Ici c'est un projet dont l'auteur sait évidemment ce que c'est que faire œuvre décorative, mais qui a composé un médaillon ou un bouclier, et non un plat comme le demande le programme. Là on a exécuté une peinture charnante à certains points de vue, mais qui n'est nullement décorative.

Et peut-être sera-t-il bon encore de dire ici ce que nous entendons par une peinture décorative et une peinture qui ne l'est pas. Voici : une peinture décorative doit décorer. Elle doit décorer quelque chose, c'est-à-dire la surface sur laquelle elle est appliquée. Or, toute décoration a pour premier but, pour premier devoir de mettre en évidence ce qu'elle prétend décorer. Puisqu'il s'agit d'embellir quelque chose, il serait absurde de faire disparaître ou oublier ce que l'on prétend rendre beau. Si donc vous avez un plat à décorer, vous devez avant tout ne pas oublier ni faire oublier qu'il est question d'un plat et non d'autre chose. Si vous avez à décorer une surface, ne faites pas croire que cette surface n'existe pas, qu'il y a un trou à la place, car alors vous ne décidez plus, vous faites un trompe-l'œil. Un trompe-l'œil peut avoir sa raison d'être quand, au lieu d'avoir à faire à un objet ou à une surface que vous voulez mettre en évidence par la décoration, vous vous trouvez en face d'un objet importun ou d'aspect désagréable que vous voulez faire disparaître ou oublier. Ce pourrait être le cas d'un mur trop rapproché sur lequel vous peindrez un paysage pour vous donner l'illusion, le rêve d'un espace qui n'est pas à votre disposition et dont vous voudriez pouvoir jouir. Mais si vous voulez décorer un mur qui est à sa place, qui remplit pour le mieux son devoir

d'honnête et solide mur, que pouvez-vous faire de mieux que d'accuser franchement la solidité de ce mur, sa construction, sa force et son aptitude à supporter et à clore. Ce ne sera pas le cas comme pour le mur gênant de tout à l'heure d'y peindre un paysage pittoresque à lointain horizon qui, forcément, par ses lignes perspectives fuyantes, fait un trou dans ce mur. Tout au plus admettrons-nous dans certains cas un paysage monochrome ou conventionnellement traité dans un parti de surface et non de profondeur, si l'on peut s'exprimer ainsi, en songeant à certaines tapisseries ou papiers peints décoratifs antérieurs à notre époque.

Et si vous appliquez ce raisonnement à d'autres objets, à notre plat pour y revenir, comment pourriez-vous décorer par un trou un vase ou un plat destiné à contenir et à conserver des matières solides ou liquides ?

Le même raisonnement nous a fait juger comme inadmissible la décoration du fond de notre plat par des motifs saillants.

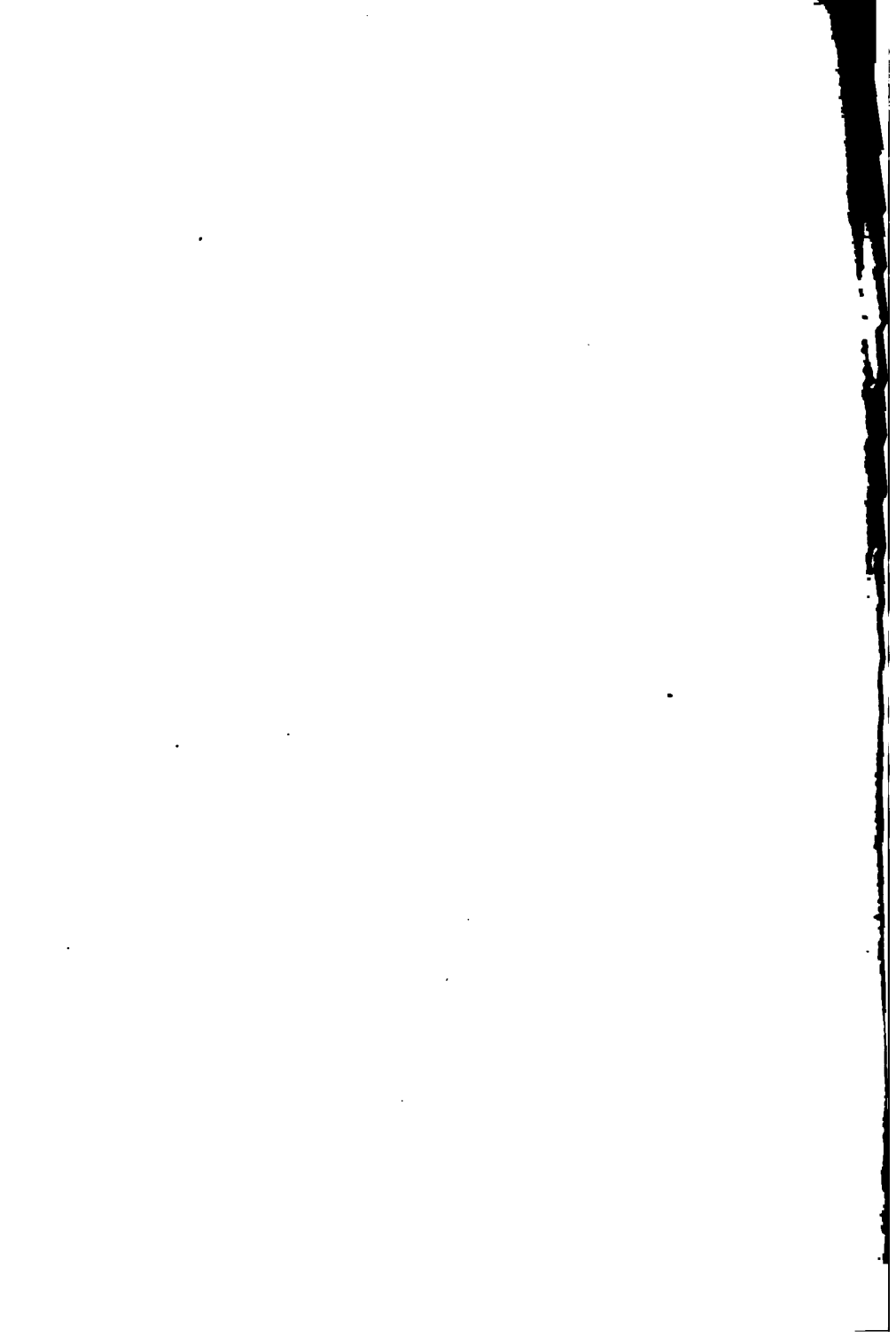
La décoration ne doit être en résumé que l'accentuation, l'affirmation de la nature et de la destination de l'objet ou de la surface à décorer.

Nous ne voulons pas nous étendre davantage sur ce sujet, mais ces quelques mots expliqueront pourquoi certaines pièces réussies et bien peintes ne nous ont pas paru présenter à un degré suffisant le caractère décoratif demandé par le programme. Ces quelques considérations suffiront, nous l'espérons, à vous indiquer aussi dans quel esprit votre Jury a cru devoir remplir la tâche qui lui incombait.

Genève, le 31 mars 1883.

Le Rapporteur du Jury,

A. BOURDILLOV, *architecte.*



DISCOURS

De M. le Prof. DUVILLARD

PRÉSIDENT DE LA SECTION DE LITTÉRATURE

à la séance publique du 4 Janvier 1884.

MESDAMES ET MESSIEURS,

Je dois vous dire que nous avons été un instant un peu irrésolus à nous présenter aujourd'hui en séance publique, non pas que nous eussions quelque appréhension d'un accueil moins bienveillant que de coutume, car à Genève l'on accueille volontiers le courage littéraire, mais il semblait à quelques-uns que le retour périodique de cette cérémonie constituait un engagement formel pris désormais par la Section, et nous ne pouvions savoir d'avance si nous saurions y faire honneur chaque année. Il y avait en outre de la témérité peut-être à vous convoquer si près des fêtes du Nouvel-An, alors que les rues sont encore bruyantes, et que des préoccupations de diverse nature agitent les esprits. Nous l'avons risqué pourtant, sans avoir trop de confiance en notre popularité, mais justement pour affirmer une existence que nous croyons utile, et pour créer en vue de l'avenir une obligation morale pour ceux qui nous succéderont. L'un de nos vétérans nous a dit :

Pour avoir le droit de vivre, il faut affirmer sa vitalité, autrement que par des concours ou des séances particulières, malgré leur importance et leur intérêt ; il faut affronter franchement la publicité, et montrer à Genève qu'il existe en elle une phalange constituée par le bienfait de la loi en un corps officiel, dans le but d'offrir à tous un moyen pratique de se produire, en dehors de tout engagement de parti, de doctrine, d'origine sociale. Blanvalet, de si regrettable mémoire, Blanvalet, notre poète si genevois au fond, dans une occasion analogue à celle-ci, constatait avec regret les marques d'une certaine indifférence vis-à-vis de l'Institut, et il en rappelait les causes avec sa franchise de citoyen et la sagacité de son esprit. L'indifférence a diminué devant les résultats acquis, mais il faut la brusquer pour ainsi dire en nous montrant le plus souvent possible, car nous ne sommes pas encore ce que nous devrions être, le faisceau vivant des forces nationales littéraires, et nous avons encore à marcher avant de parvenir au but que nous poursuivons depuis 1853. Outre les causes qu'énumérait Blanvalet, notre origine qu'on n'oublie pas, le peu d'évidence de notre action, l'allocation que nous fait le budget, il en est d'autres qui sont malheureusement inhérentes à l'esprit genevois, à l'étroitesse de notre théâtre. Malgré l'existence d'une quantité surprenante de sociétés, témoignant d'une activité intellectuelle intense, analogue à celle des républiques de la Grèce ancienne, nos caractères sont empreints d'une telle individualité qu'il en résulte l'émiettement de nos forces et une impuissance relative. Chacun de nous est comme un groupe social, où il siège presque tout seul, sans que la sphère d'action de ses affinités électives s'étende bien loin autour de lui. Nous sommes trop rapprochés les uns des autres, la perspective manque, nous nous connaissons tous un peu par cœur et par les petits côtés. Nous avons tous un rôle à jouer,

et la scène est bien restreinte pour nous donner la place à laquelle nous croyons tous avoir droit. Puis nous arrivons rapidement à un âge où la vie se complique, où les vocations nous absorbent. Nous partons dans la jeunesse à la conquête de mille rêves caressés, et le temps nous échappe, le loisir nous manque, il nous faut consumer notre force dans la lutte de chaque jour, sans trêve ni merci. Nous nous élançons avec enthousiasme, et nombreux, vers les pays enchantés de la poésie, des aspirations littéraires, mais le bras de fer de la nécessité nous arrête, et bien peu parviennent au but du voyage. Il existe à Genève, plus encore qu'ailleurs peut-être, une somme énorme de talent qui se disperse en route, et c'est ce talent que nous voudrions sauver, autant qu'il est en nous. Mais l'Institut lui-même doit lutter contre les préventions d'un titre trop sonore peut-être; d'un côté l'on nous croit trop savants pour être populaires, et de l'autre on nous suppose écrasés d'un poids trop lourd à porter. Or ces préventions, il faut les combattre; pour les combattre, il faut nous faire connaître, et, puisqu'il faut lutter, acceptons la lutte qui nous donnera la vie, et avec la vie, l'avenir, c'est-à-dire la place au soleil pour tout le monde, la mise en valeur de nos richesses, notre part d'influence dans la littérature française, l'affirmation de notre indépendance intellectuelle, qui fait une partie de notre indépendance nationale.

L'Institut a été créé pour remédier selon ses forces aux défauts naturels de notre caractère particulier. Il arrive souvent qu'à l'entrée en toute carrière le talent se sente isolé, ne sachant comment percer, incertain dans ses voies, demandant son chemin, pour ainsi dire, et ne sachant à qui s'adresser dans la foule indifférente et presque hostile. Un mot le pourrait mettre sur la bonne route, un regard de sympathie, d'encouragement. Combien ont ressenti cruellement l'angoisse

de ce premier départ ! combien se sont découragés ! combien se sont arrêtés ! Vous ne saviez donc pas que la patrie, après vous avoir instruits, ne vous avait point abandonnés ? Elle vous a offert à l'Institut un public indulgent, des auditeurs sympathiques, une arène où vous pouvez essayer vos premiers pas. Elle ouvre une porte où vous tous vous pouvez frapper, sans crainte de demeurer exclus. Elle écoutera vos idées, elle accueillera vos recherches, elle vous donnera place au foyer. L'Institut ne demande pas d'où vous venez, mais où vous allez, et il vous donnera des guides, des compagnons de route. Il introduira l'étranger dans la pensée genevoise, et il tendra aux efforts genevois, dans toutes les Sections, la main de la solidarité et de la bienveillance. C'est ainsi qu'il mérite le nom que ses fondateurs lui ont donné, ce nom qui est légitime, parce qu'il est pris dans le sens le plus vrai, le plus large, le plus libéral.

La Section de littérature en est la création la plus originale. Elle ne fait concurrence à personne, et elle ne peut être remplacée par rien. Par ses concours elle a mis en lumière des travaux sérieux, elle a recommandé des œuvres utiles, elle épéronne la production littéraire. Elle a consacré des soins pieux à tous ceux qui se sont distingués à Genève, elle a honoré leur mémoire, elle a publié les œuvres de plusieurs. Elle a groupé autour d'elle, non seulement les membres de la famille genevoise, mais les littérateurs aussi de la Suisse romande, et ceux de l'étranger qui lui sont sympathiques. Elle a rattaché à la patrie ceux qui s'en séparaient, leur donnant un titre honoré, comme une recommandation dans l'exil.

Nous sommes restés fidèles à cette tâche. Grâce à notre Section, il y a depuis trente ans à Genève une société parfaitement libre, sincèrement libérale, où l'on a pu, non pas discourir et discuter seulement, mais causer des choses de l'es-

prit, en toute sincérité, sans aigreur, sans arrière-pensée, en respectant toutes les opinions, toutes les croyances, toutes les convictions, sans perdre de vue les deux devises réunies de Genève et de la Suisse. Comme le disait Blanvalet, « poursuivons donc notre œuvre, forts de nous-mêmes, sans trop regarder à l'entour, sans tenir compte de sourires douteux et des chuchotements que nous pourrions rencontrer. »

Du reste nous n'avons pas lieu de nous plaindre, et nous constatons avec plaisir que notre appel a été entendu. De jeunes forces sont venues se grouper autour des anciennes, de nouvelles voix se mêlent aux voix connues, et, d'autre part, nous nous sommes imposé la tâche d'attirer à nous celles des réputations déjà solides auxquelles nous pouvions nous adresser. Plusieurs ont répondu avec empressement, et nous sommes heureux de les voir figurer sur notre liste au premier rang d'honneur.

Le terme de notre présent concours échoit au mois prochain ; nous avons l'espérance qu'il répondra dignement à ce que nous en attendons, et qu'il en sortira de bonnes études nouvelles sur plusieurs des illustrations de notre pays. Comme M. le professeur Ritter vous le disait l'an dernier, il y a non pas seulement à glaner, mais à récolter dans le champ ouvert aux concurrents. Il nous appartient de rentrer cette moisson qui est la nôtre, de remettre en leur jour ces travailleurs sincères et généreux.

Voilà ce que nous sommes, ce que nous voulons ; c'est là la mission qui nous a été confiée. Je puis vous l'assurer, s'il ne faut pour réussir que du courage, de la patience, du dévouement, le culte des lettres dans toute sa noblesse, nous prendrons à cœur de montrer que Genève peut avoir confiance en nous, pour autant qu'il s'agit d'énergie et de bon vouloir. En revanche, il nous peut paraître permis de compter sur la sym-

pathie générale ; avec cet appui de l'opinion, nous pouvons remplir de mieux en mieux notre mandat, en suivant l'exemple de ceux d'entre nous qui ont déjà disparu.

Parmi ces derniers, vous avez nommé JOHN BRAILLARD, qui vient de nous quitter à son tour. Nous devons à sa mémoire les quelques mots que je vais lui consacrer au point de vue des lettres genevoises.

Je conviens qu'un autre eût mieux su peut-être vous parler de notre ami, car je ne l'ai pas connu à son heure la plus brillante, et je suis étranger aux luttes politiques dont il fut un des acteurs principaux ; c'est le devoir qui est ma meilleure excuse : le Président doit le tribut du regret de la Section à la mémoire de ceux qui nous quittent, le membre effectif veut caractériser celui dont il tient la place, et il appartient au professeur de dire ce que fut Braillard pour ses élèves et ses collègues.

* le 26 juin

*

J. Braillard, né vers la fin de 1822, sortait d'une famille industrielle du quartier de Saint-Gervais. Plusieurs de mes auditeurs ont encore, sans doute, devant les yeux son premier domicile de Coutance ou de Cornavin. Il avait 17 ans, comme tout le monde, quand, poursuivant ses études, il s'assit sur les bancs des Belles-Lettres en compagnie, ou à peu près, des Ch. Chalumeau, Chenevière, Ed. Humbert, Raymond, Morhardt, Jean Hornung, Barbezat, Isaac Goetz, A. Oltramare, et d'autres condisciples, formant deux brillantes volées qui ont fait leur chemin. Il était brun, vif, petit, mais comme disait sa grand'mère, ce ne sont pas les plus gros bœufs qui labourent la terre. Braillard se faisait déjà remarquer par son travail sérieux, ses instincts littéraires, sa verve franche et railleuse, un peu emportée dans la discussion.

Il avait existé depuis 1824, dans cet auditoire des Belles-

Lettres, une société de jeunes étudiants constituée pour compléter par la pratique les leçons théoriques de leurs professeurs de littérature. Durant quinze ans cette association avait eu diverses fortunes, mais elle n'était plus qu'un souvenir en 1841, lorsque M. Goetz écrivit à MM. Chalumbeau et Brailard pour les prier d'en essayer avec lui la résurrection. Ils étaient seize vaillants amis, et ils réussirent à souhait. Brailard, outre d'autres charges, fut deux fois président, il inventa surtout le *Grondeur*, revue satirique, où il commença son apprentissage de journaliste. J'aurais voulu vous en détacher quelques lignes, mais je craindrais de faire tort à un homme qui fut toujours très sévère envers lui-même, jusque dans la plus grande maturité de son talent. Il me suffira de dire qu'on reconnaît alors en lui le jeune disciple de Töppfer, son professeur, dans la coupe même des phrases et le genre de l'esprit. Töppfer exerça en effet sur Brailard une influence très vive, moins encore par ses cours de rhétorique que par ses conversations familières. L'élève venait soumettre à son maître ses premiers essais poétiques, et il s'est toujours souvenu avec reconnaissance de « cette éloquence de l'âme qui révèle l'homme bon et la nature d'élite ». « En 1847, dit Brailard dans une lettre à M. le professeur Hornung, je fus chargé par sa fidèle compagne de porter à M. Xavier de Maistre le portrait de notre pauvre professeur de rhétorique ; il m'ouvrit les bras, et les larmes aux yeux : Parlez-moi de lui, vous avez été son élève, et soulevant son bonnet rouge de dessus sa tête blanchie par quatre-vingts années, il me serra dans ses bras débiles, comme s'il était resté en moi quelque chose de l'ami qu'il n'avait jamais vu. » Oui, il en était resté quelque chose dans son allure vive et sa parole mordante, comme on le voit dans ces pages jaunies du *Grondeur* où il y a tant de verve, tant de bon sens, tant de cœur,

tant d'enthousiasme littéraire. Vous y trouveriez une comédie faite en collaboration avec H. Serment, une discussion sur Lammennais que Braillard devait reprendre quinze ans plus tard, des adieux touchants à la patrie qu'il pensait devoir quitter bientôt pour les plages de l'Amérique du Sud. Braillard ne fit, en effet, qu'effleurer l'Académie, où il remporta pourtant deux prix de littérature ; après un assez court stage à la société de Zofingue, qui lui laissa de bien chers souvenirs, au moment où il se décidait à continuer à Tubingue ses études de philosophie, le hasard et les nécessités de la vie le forcèrent d'accepter, comme tant d'autres, une place de précepteur dans une riche famille russe. Heureusement pour lui qu'il ne gagna Pétersbourg qu'après dix-huit mois de voyage à travers l'Europe presque entière, et en passant surtout par Florence, Naples, Rome et Venise, voyage qui laissa dans sa vie une trace lumineuse et vivante. Ecoutez-le :

« Avant de quitter pour toujours peut-être cette admirable Terra di Lavoro, nous nous arrêtâmes comme pour jouir encore quelques heures de cette nature et de ce climat. C'était deux heures du matin, la lune brillait dans son plus suave éclat. De ma fenêtre mes regards embrassaient un riche parterre de fleurs et d'arbres fruitiers, qui descendait jusqu'à la mer limpide et calme comme une glace. Les premières teintes de l'aurore coloraient déjà les plaines orientales du ciel, et je sentais s'élever jusqu'à moi ce frais parfum que la terre exhale chaque matin dans ces contrées du midi... Devant moi j'avais le golfe dont les contours vaguement dessinés se perdaient dans l'infini d'une demi-clarté ; mais, à mesure que l'aurore s'avavançait vers le ciel, je voyais s'ouvrir devant mes yeux les plans toujours plus variés et toujours renaissants d'une perspective sans limite... Ce murmure indéfinissable du silence au matin, ineffable harmonie que chantent la mer, la

brise, les plantes et les animaux à leur réveil, je l'entendais qui vibrait à mon oreille, et demandait une réponse à tous les échos de mon âme. Oh ! c'est alors que la vie est belle et vraiment vivante ; c'est dans ces heures si rares que le cœur se purifie des souillures et des désenchantements que chaque jour traîne après lui... Rêves d'immortalité et de bonheur, brillantes apparitions du paradis promis au juste et au racheté, pieuses et fécondes aspirations, où êtes-vous maintenant ? m'avez-vous fui pour jamais, ou bien renaîtrez-vous un jour ? J'en garderai du moins l'espérance, et chaque fois que ma prière montera jusqu'aux pieds de celui qui règle nos destinées, elle emportera en même temps le souvenir de ces instants où j'ai senti Dieu de bien près, et essayé de le sonder. »

Je vous demande pardon d'avoir allongé mon esquisse de deux minutes par cette citation, que je me repens d'abrégér, mais je l'ai dû pour vous montrer dans le cœur de Brailard une note que vous ignoriez peut-être, une note qui aurait vibré plus nettement sans doute dans les circonstances autres que celles où l'ont jeté la lutte et la passion. J'ai lu avec émotion ces lettres aux anciens amis, tantôt palpitantes d'ardeur, tantôt découragées, toujours spirituelles et brillantes qui venaient de Pétersbourg rendre compte de ses expériences, de ses travaux, de ses observations. Il y retrace ses étonnements à la vue d'un monde si nouveau, ses désenchantements, ses désillusions. Il s'y montre impatient des quelques entraves d'une vie pourtant légère et facile, il rêve la fortune pour revenir dans sa Genève bien-aimée, il trace des plans anonymes d'étude, il apprend le russe, il commence un roman, il rime des élégies, il aspire à la liberté. Il jette sur la société qui l'entoure un regard singulièrement clair et pénétrant, et il la juge d'une phrase nette et sévère d'une part, mais avec droiture et sincérité

« Mon âme, dit-il, ne cherche qu'en elle-même ce bonheur qu'elle supposait le monde capable de lui donner. Et pourtant, continue-t-il, il y a encore dans ce bruit du monde un charme qui m'attire puissamment. Ces fantastiques créations du luxe, ces flots de lumières, ces danses folles où voltigent d'éblouissantes toilettes, ces femmes aux paroles brûlantes, ces intrigues où l'on joue quelquefois sa vie, tout cela m'étourdit, m'enivre... Oh ! si j'étais riche ! si j'étais riche ! »

Deux ans plus tard il revient à Genève, au lendemain de la révolution de 46, pour visiter son père malade, et bientôt l'ensevelir. Ses amis l'entourent, cherchent à l'entraîner dans la lutte, mais il résiste, il compare, il juge en silence sans se prononcer ouvertement. L'exil et les années avaient élargi son horizon, modifié les impressions de l'adolescence. Il est sincèrement libéral, il aperçoit avec sagacité les mauvais côtés des deux partis en présence, mais son heure n'est pas encore venue de se jeter dans le tourbillon qui l'attire pourtant. Il retourne en Russie, encore pour 7 ans, y chercher l'indépendance qu'il rêve, il s'y marie avec une institutrice anglaise dont il a depuis longtemps apprécié les qualités du cœur et de l'esprit, il postule une chaire à l'Université de Kharkoff. Pendant neuf mois il travaille sans relâche, lui un peu paresseux de nature, un peu amoéli par la Russie ; il présente une excellente dissertation, il donne des leçons d'essai en français et en russe aux applaudissements de toute la ville, et un beau matin il reçoit la nouvelle que son concurrent est nommé par ordre supérieur. Ce fut un coup terrible, et, presque en même temps, il perd un jeune garçon de 15 jours : « J'allai le porter à l'Eglise, dit-il, puis au cimetière, seul par 25 degrés de froid. Pas un ami auprès de moi. Ce fut un cruel jour, j'en revins malade. » Il garda le lit durant six semaines.

« La jeunesse est partie, les cheveux gris percent de toutes parts », un fardeau pèse sur ses épaules. Cependant il est nommé lecteur officiel d'un Institut impérial de jeunes filles, il fait des cours publics, l'aimable hospitalité russe cherche à lui faire oublier ses déboires, mais son esprit est obscurci de ténèbres, et il écrit à une amie :

Le soir, quand votre voix si pure se marie
Aux accords du clavier qui chante sous vos doigts,
Mon âme, par degrés doucement attendrie,
Se recueille en silence, et je rêve parfois.

Je rêve du passé, de l'enfance écoulée
Sous le toit paternel, sans bruit, mais sans chagrin,
De mon beau lac qui dort au fond de la vallée,
Et de mes monts, rougis par les feux du matin ;

De mon père, couché dès longtemps dans la tombe,
De mes frères, errants aussi sous d'autres cieux,
De ma mère, déjà bien lasse, et qui succombe
Sans que ses fils soient là pour lui fermer les yeux...

Et puis je rêve encor du passé lent et sombre,
Océan nébuleux sans rivage et sans port,
Mais alors votre voix se ranime, et dans l'ombre
Semble me dire : Ami, courage ! soyez fort !

Et, grâce à vous, là-bas je vois luire une étoile,
Et, dès qu'elle apparaît à mes yeux enchantés,
Mon esprit, de lui-même, y vole à pleine voile
Et glisse confiant sur les flots irrités.

Quand l'espérance luit, il n'est plus de ténèbres ;
Avec elle la joie entre au cœur rassuré,
L'horizon, dégagé de ses voiles funèbres
S'éclaire, et laisse voir le port tant désiré.

.

Mais, soudain, reprenant en phrases plus sévères,
Sur l'ivoire on dirait que vous versez des pleurs.
Adieu, mes visions ! car vos notes austères
Ont en moi réveillé mes premières douleurs.

L'avenir est à Dieu, dites-vous, l'homme passe :
Jeunesse, amour, beauté, tout s'use en un seul jour,
Et le flot qui nous pousse efface notre trace...
Vers l'éternelle nuit nous roulons sans retour...

Alors mon cœur se brise, et les yeux pleins de larmes
Je m'enfuis sans rien dire, et je tombe à genoux,
Et pour lutter encore je demande des armes
A celui qui souffrit, sans se plaindre, pour nous.

La guerre d'Orient avait refroidi les sentiments des Russes pour les étrangers de l'occident ; Braillard partit pour Genève, mais un nouveau chagrin le rappela à Francfort pour y ensevelir encore un enfant, et ce ne devait pas être sa dernière douleur intime. Vous comprenez mieux pourquoi, une fois lancé définitivement dans notre arène politique, il put oublier ses sages résolutions de Russie, et mettre dans la lutte, avec l'âpreté naturelle de son esprit, l'amertume qu'il avait dans le cœur.

En 1856 il est rentré pour toujours à Genève, et il y cherche sa voie. Il est immédiatement reçu à l'Institut, sous les auspices de MM. Vuy et Amiel, et il s'y montra dès l'abord un zélé travailleur. Il en était besoin : malgré l'activité de Blanvalet, les séances étaient un peu rares et languissantes, les membres honoraires peu nombreux. Braillard tira de son portefeuille les *Souvenirs d'un instituteur*, la seule œuvre de longue haleine qu'il ait essayée, et l'on put, en maints endroits, admirer cette prose nette et ferme, cette phrase sobre et incisive, le tour presque voltairien de l'expression. L'emphase des premières années avait disparu, le style était d'un maître; le goût et la langue se valaient pour la pureté sévère. Relisez dans le tome VII du *Bulletin* la description du paysage russe, ou bien dans la *Démocratie* la visite au camp des sauvages recrues d'Asie que la guerre d'Orient amenait à Sébastopol, et vous songerez involontairement aux derniers grands écrivains du XVIII^{me} siècle. Malheureusement la composition ne répond pas au style; ce n'est pas un livre. L'auteur l'avoue lui-même : « Ecrire pour produire un livre, je n'en serais jamais capable; il faut pour cela posséder une foule de qualités dont je suis dépourvu. J'ai peu de patience, pas du tout de persévérance, et beaucoup trop de sans-gêne. » En effet, il a beaucoup de sans-gêne dans ses souvenirs interrompus, dont quelques passages laissèrent une impression pénible aux auditeurs, mais il s'y trouve aussi des pages fortement écrites, une observation profonde, quelquefois une émotion sincère et toujours l'esprit le plus français et le plus acéré.

Braillard entra en même temps au collège industriel comme maître de français, et bientôt comme principal, et il inaugura cet enseignement qui a laissé des traces si profondes par son mérite et son brillant, et aussi par ses défauts, car il

s'entendait mieux à faire la police de sa classe que celle de ses propres saillies, dont il oubliait la portée vis-à-vis de ses jeunes auditeurs.

En 1865 il était nommé membre effectif de notre section, embarrassée de trouver le secrétaire qui lui manquait ; Petit-Senn dut donner sa démission pour lui faire une place, malgré les efforts de M. Carteret, qui offrait de se sacrifier lui-même ; en revanche, Braillard et Blanvalet s'entendirent pour apporter fréquemment aux séances les dernières œuvres de poésie et de prose de l'ermite de Chêne, auquel le nouveau secrétaire devait encore succéder sous plus d'un rapport. Braillard rédigea une notice sur *Abauzit*, composée pour un cours populaire, et publiée dans la *Démocratie* ; il écrivit une notice critique sur *Jean-François Olivet*, l'auteur du *Château de Monnetier* et de *Berthelier* ; il lut en séance publique un fragment intitulé *l'Idée Genevoise* ; il donna des traductions du russe, extraites des travaux qu'il avait commencés en Russie.

Braillard commence aussi sa carrière politique. Il s'inscrivit d'abord sous l'étiquette radicale, parce qu'il en fallait une, mais en gardant par devers lui le programme qu'il formulait à des amis dès 1845. Elu député en 1860, il se brouilla peu à peu avec les radicaux par ses allures et sa critique serrée du budget. Aidé de quelques amis, en particulier d'Am. Roget, il rallia les mécontents dans ce parti mixte auquel il avait pensé dès 1847, mais ce fut alors qu'il commença à son tour à dévier, sans s'en apercevoir, de la ligne de conduite qu'il s'était proposée. Cependant il fut encore élu de la Constituante de 1862 par les deux partis réunis ; il en fut même le secrétaire. A la fin de la même année, la rupture est complète ; porté désormais par les indépendants seuls, il est élu au nouveau Grand Conseil. C'est alors qu'il entreprit la

Démocratie, de 1863 à la fin de 1867, rédigée avec cette verve *avinaire* et mordante qui en fit la fortune. Au milieu de ses occupations du collège qu'il ne négligea jamais, il trouvait le temps de rédiger presque seul ces feuilles acerbes et souvent violemment personnelles, ces articles écrits d'une main sûre et nerveuse entre deux leçons, et corrigés entre deux antres. Ses adversaires n'étaient pas les derniers à déplier les feuilles encore humides pour voir à quelle sauce on les accommodait ce jour-là, car Genève avait trouvé dans Braillard l'Aristophane qui convenait à son tempérament. Le succès de ces attaques procurait à leur auteur une âpre volupté; en Russie déjà il se vantait d'être un fagot d'épines, d'avoir la langue vive et la plume pointue, mais à Genève il avait en outre l'excuse de servir son pays à sa manière, et il s'embarrassait moins des blessures qu'il portait. Braillard s'attira naturellement beaucoup d'ennemis par ces méchancetés, que leur esprit rendait d'autant plus dangereuses; mais ceux qui surent répondre sur le même ton furent relativement épargnés. C'est depuis lors surtout que le sarcasme habituel devint comme le caractère propre de Braillard; sa langue exercée ne pouvait plus se refuser même à ce qu'il savait blessant; il n'avait pas assez d'esprit pour n'en point avoir trop.

Je ne parle pas de ses fonctions municipales et administratives; le temps me presse. Il y apporta, comme partout, ses précieuses qualités, sans y trouver plus qu'ailleurs la satisfaction intérieure qu'il cherchait. Il était mécontent des hommes et des choses, parce qu'il avait dépassé la mesure; il s'était promis des satisfactions d'amour-propre qu'il ne savourait pas. Il était méconnu, et il ne pouvait s'en plaindre. Il s'irritait de voir que personne ne sût éplucher la noix pour goûter au fruit. Il était fâché de s'être aliéné les uns, sans gagner les autres. Désormais il était condamné à la raillerie.

à perpétuité, pour dissimuler son mal intérieur. Il a dû souffrir beaucoup, avec le caractère que nous avons esquissé, et plus que ses victimes mêmes.

Il aurait dû changer de théâtre, ou au moins de carrière. La nature avait fait de lui un critique militant. L'on aime à se figurer ce qu'il aurait pu devenir, par exemple à la *Revue des Deux-Mondes* qui l'eût accepté, s'il l'eût réellement voulu, mais il ne le voulait pas. Il manquait de cette ambition persévérante qui sait aplanir les obstacles ; l'atmosphère de la Russie avait exercé sur lui cette influence énervante dont il parle si bien dans ses souvenirs. Il avait résolu de trouver un port à Genève, et il ne voulait pas recommencer les aventures. Il se fâchait qu'on le tourmentât ; il redoutait l'effort, craignant le résultat, se défiant de lui-même. Notre Suisse romande n'a que trop de ces départs triomphants et de ces arrêts malencontreux.

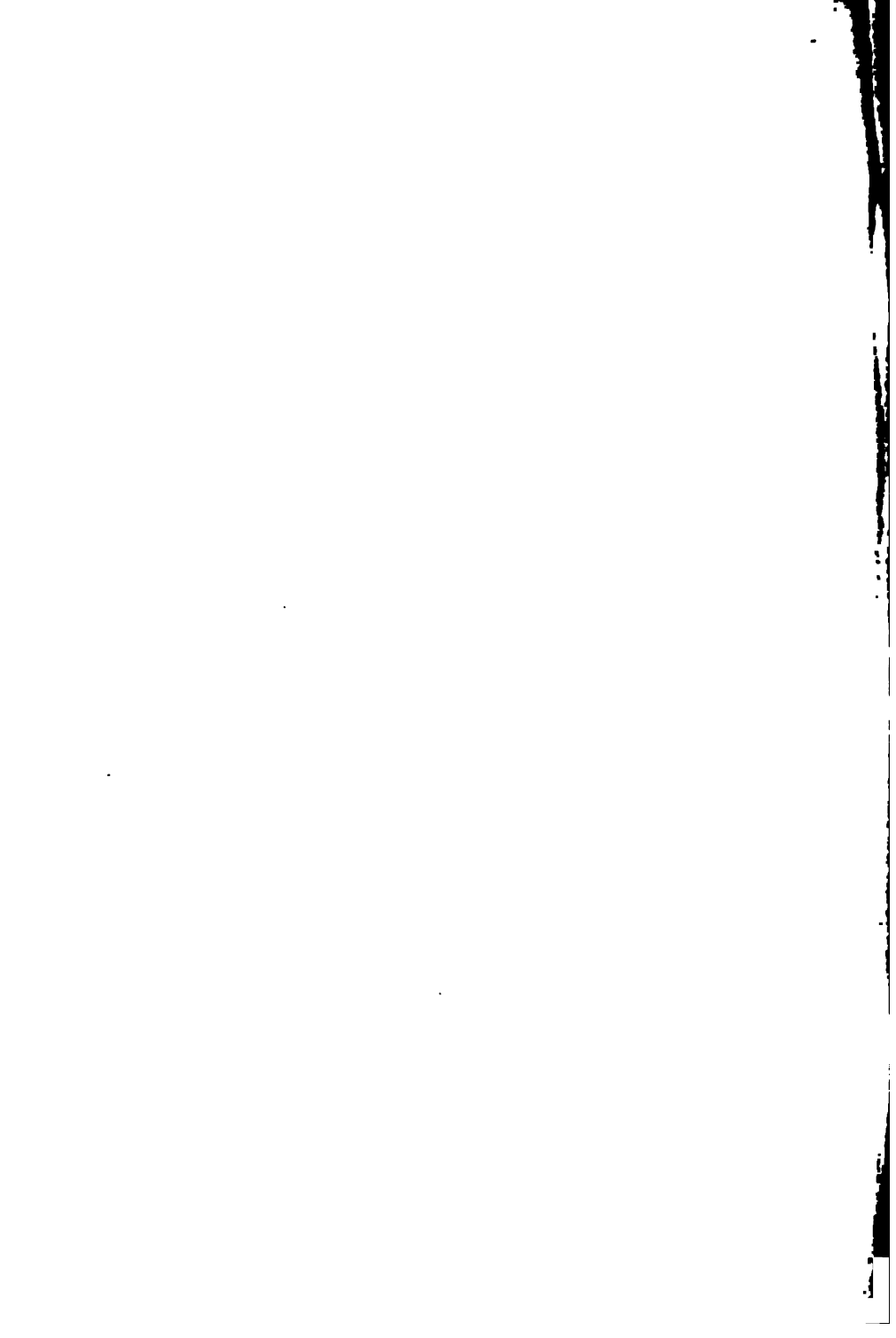
Nommé enfin professeur au Gymnase, en 1869, il y commença ces cours brillants et spirituels, consciencieux et substantiels, qui sont dans la mémoire de tous. Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'il y porta la même malice et la même intempérance qu'ailleurs, ses rancunes secrètes et profondes, mais il avait le coup d'œil juste, un imprévu piquant, un entrain admirable. Il discernait les penchans dangereux d'un regard infailible, les excentricités naissantes, l'empire abusif de la mode littéraire ; il était alors impitoyable, et même cruel, dans son culte de la saine tradition française, dans son amour du bien-dire. Les élèves le détestaient, l'aimaient et l'admiraient en même temps, sentant bien qu'il leur était au fond sympathique, et que sa sévérité cachait beaucoup de bienveillance. Il mettait des phares aux écueils, se reconnaissant lui-même dans ses jeunes compatriotes. Il aimait ses leçons,

les poursuivait avec une conscience exemplaire, malgré la fatigue, malgré l'épuisement même des dernières années, quand il vit ses jours comptés.

Enfin, vous vous rappelez cette admirable *Conférence sur Rousseau*, qu'il prononça ici même, en 1878, d'un ton si pénétrant et si nouveau chez lui. Vous vous souvenez des applaudissements mérités qui l'accueillirent. Ce jour-là, il fut vraiment lui-même, pouvant accorder enfin son patriotisme sincère avec son culte de la belle littérature. Rappelons-nous, Messieurs, les accents émus qui terminèrent cette conférence, car il savait que ce qui serait pardonné à Rousseau lui serait aussi pardonné à lui-même.

En résumé, Braillard était né bon et enthousiaste, et si étranges que vous paraissent nos paroles, je maintiens qu'il est resté bon et enthousiaste. Ceux qui ont reçu ses lettres si aimables et si spirituelles ne sauront me contredire. L'abus de l'esprit, le désir de cacher des plaies intérieures l'ont entraîné à des malices regrettables, qui n'étaient qu'à moitié voulues ; il en a été puni par un certain isolement, par une certaine méconnaissance. Il a rendu au pays qu'il aimait des services réels, que nous apprécierons toujours plus, à mesure que la passion s'éteindra. Si, au lieu de se jeter dans la mêlée, il avait suivi les conseils d'une affection intime et sacrée, il ne serait peut-être pas devenu l'écrivain de la *Démocratie*, mais ce qu'il aurait dû être réellement, un écrivain national ; il serait devenu cette gloire nouvelle qu'il avait rêvée pour les lettres romandes, et que son découragement leur a refusée.

J. DUVILLARD.



LES VALLÉES VAUDOISES DU PIÉMONT

Tableau historique et topographique

..... Dites que vous ne craignez rien, ne craignant pas la mort; et que si le monde tout entier était contre vous et vous seuls contre tout le monde, vous ne craignez que le Tout-Puissant, qui est votre sauvegarde!..
(Extrait des Instructions de JOSHUA JANAVEL à ses compatriotes, 1699.)

Tout le monde a entendu parler des Vallées Vaudoises du Piémont; mais peu les ont visitées; moins encore se rendent bien compte où elles sont situées et en quoi elles consistent.

La chaîne alpestre qui relie les Alpes de la Savoie aux Apennins, est restée depuis les Romains jusqu'à ce jour la barrière naturelle entre l'Italie et la France (soit l'ancienne Gaule transalpine). De cette haute arête dorsale, d'une altitude de 8 à 12,000 pieds et dont la direction générale est du Nord au Midi, se détachent à l'Est et à l'Ouest, des chaînes de montagnes plus modestes, renfermant des vallées arrosées par des cours d'eau tributaires, les uns du Pô qui se déverse dans l'Adriatique, les autres du Rhône, qui va se jeter dans la

Méditerranée proprement dite. Nous n'avons affaire ici qu'aux vallées *italiennes* qui, orientées de l'Ouest au Levant, débouchent sur les vastes plaines du Piémont. La plus septentrionale et la plus connue, en partant des Alpes de la Maurienne, est la vallée qui attend les voyageurs à la sortie du Mont Cenis. Elle est arrosée par la Dora et son chef-lieu est l'antique cité de Suse. Immédiatement après, en continuant du Nord au Midi, viennent les deux principales vallées vaudoises, séparées entre elles par des montagnes encore assez élevées, et débouchant l'une et l'autre aux environs de Pignerol, capitale de l'arrondissement et du diocèse. La première vallée, soit la plus septentrionale, est appelée Val Cluson ou *Chisone*, du nom de sa rivière, ou bien Val *Perosa*, nom de sa localité principale; pour les mêmes raisons, la seconde est nommée Val Pellis ou *Pellice*, ou aussi Val de *Luserne*, vieille petite ville qui donnait son nom à l'un des plus anciens comtés du Piémont. Vient ensuite la haute vallée du Pô qui prend sa source au mont Viso. Les vallées dites vaudoises sont donc situées entre celle de la Doire ou de Suse au Nord, et celle du Pô ou de Saluce au Midi.

Le premier aspect des Vallées Vaudoises diffère essentiellement de ce que s'attend à trouver celui qui ne connaît que leur histoire. Quand on sait que la population qui les habite a résisté victorieusement pendant plusieurs siècles aux armées de ses propres souverains et à celles de la France, si souvent alliées pour l'extermination des Vaudois, on s'attend naturellement à des gorges étroites, à parois escarpées, offrant des refuges pour ainsi dire inaccessibles. Ce n'est donc pas sans quelque étonnement qu'on entre comme de plain-pied dans des vallées larges, riantes, aux pentes latérales évasées et offrant à perte de vue la riche culture des plaines qu'on vient de quitter : la vigne cultivée en treille jusqu'au sommet des

montagnes ; outre nos arbres fruitiers, le mûrier à soie, des figuiers en plein vent, une flore indigène charmante; — dans les jardins, des plantes, des arbustes exotiques qui périraient chez nous aux premiers froids de novembre ; les sommets des montagnes et en général tous les endroits non labourés, couverts de noyers et surtout de châtaigners, dont les fruits s'exportent au loin. Les forêts de chênes ne se montrent que beaucoup plus haut, et il faut s'écarter tout à fait du bas de la vallée pour rencontrer les conifères particuliers aux régions alpestres. L'aspect général de ces vallées, vraiment italiennes, suffit donc pour écarter d'emblée toute impression de misère et d'indigence, telle qu'on l'éprouve par exemple dans certaines parties du Valais ou de la Savoie. On comprend aussi que dans toutes les guerres locales, l'ennemi ait pu employer l'artillerie et la cavalerie aussi bien que les troupes de pied. Enfin, pour compléter le tableau de l'*accessibilité* des Vallées du côté de la plaine, il suffira de dire qu'on pénètre aujourd'hui dans celle du Pellis, jusqu'au chef-lieu, par le chemin de fer de Turin-Pignerol-La Tour, qu'il s'agit même de pousser jusqu'au fond de la vallée ; et que dans celle du Cluson, le même service est rendu par un tramway à vapeur, qu'il est également question de continuer, au moins jusqu'à Fenestrelle. Pour le dire en passant, ces tramways italiens, à tender, fourgon et plusieurs classes de wagons, sont de véritables chemins de fer, sauf que les rails sont posés sur les routes ordinaires, très étroites partout où elles traversent d'anciennes localités. Aussi, n'est-ce pas sans surprise qu'on voit ces trains traverser à toute vapeur, même de nuit, des troupes en marche, des caravanes de véhicules de toute sorte, des marchés encombrés, des troupeaux de moutons de plusieurs centaines de têtes, sans qu'il arrive jamais le moindre accident.

Ce qui donne surtout à cette contrée son aspect gracieux et pittoresque, c'est la coupe variée et hardie de ses montagnes, cultivées ou boisées à perte de vue, et la situation de ses principales localités, fichées en long sur des éminences qui se détachent du pied des montagnes. Toutes les habitations, sans exception aucune, sont couvertes de grandes dalles, posées de biais, de façon à former des losanges ; couverture lourde et massive, mais qui, une fois en place, n'exige pas d'entretien. Dans toute les localités, même les plus petites, les rues sont pourvues, au milieu, de ces deux lignes parallèles de dalles, en usage dans toute la haute Italie, et destinées à diminuer la traction des véhicules, traînés presque tous ici par des mulets. Le pavé entre les deux lignes est légèrement creusé en berceau pour recevoir, deux ou trois fois par jour, l'eau courante destinée à entraîner les immondices de la rue et les débris de ménage.

Les principales localités sont, dans le Val Cluson, San Germano, Pramollo, Perosa, le Pomaret, le Villaret, l'ancien fort de Fénestrelle, au-delà duquel la vallée prend le nom de Val Pragelas (*Pragelato*) ; dans le Val Pellis, plus riche, plus riant et plus important quoique moins considérable que l'autre, on trouve St-Jean, Luserne, Rorà, La Tour (maintenant éclairé au gaz), Villars, Bobbio, etc. On parle ordinairement de *trois* principales vallées vaudoises, en comptant comme troisième celle de St-Martin, qui contient Maneille, Rodoret, Massel, etc. ; mais celle-ci, arrosée par le torrent de la Germanasca, et dont la principale localité est le Perrier (*Pertero*), n'est qu'une vallée latérale du Val Cluson ; et à ce compte, il y en aurait d'autres à citer, avant tout le Val d'Angrogne, avec le torrent et la bourgade de même nom, et qui forme la principale vallée latérale du Val Pellis : on peut même considérer ces deux vallées secondaires (St-Martin et Angrogne), situées

dos à dos, comme le cœur du pays vaudois, comme les deux principaux refuges et boulevards des indigènes au temps des persécutions à outrance.

Aujourd'hui, les Vaudois proprement dits, soit les indigènes *protestants* du pays, n'occupent, d'une manière compacte, au nombre de vingt mille environ, que le centre des vallées piémontaises qui portent leur nom. Aux deux bouts, c'est-à-dire au fond comme à l'entrée des vallées, les catholiques sont en majorité. Plus loin, les Vaudois sont disséminés, rarement groupés en nombre suffisant pour se constituer en paroisses, sauf plus loin encore, à Pignerol, Turin, Gènes, Florence, etc., où ils sont à l'état de colonies. Du reste, il ne paraît pas que les anciens Vaudois aient jamais occupé exclusivement leurs vallées; sans doute, ils y étaient plus nombreux qu'aujourd'hui puisqu'ils avaient des coréligionnaires et des temples jusque dans les hautes vallées du Dauphiné et de la Provence, à l'ouest de la chaîne alpestre qui les sépare de la France. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'alors, bien plus qu'aujourd'hui, il n'y avait de paroisses *officielles*, reconnues et subventionnées par l'Etat, que les paroisses catholiques, au milieu desquelles les communautés vaudoises de même nom, n'avaient qu'une existence précaire et purement conventionnelle. Maintenant encore, malgré la liberté de culte et d'instruction la plus complète, il n'y a pas de paroisses vaudoises protestantes aux yeux de l'Etat. Celui-ci reconnaît bien la compétence des pasteurs pour les baptêmes, la bénédiction des mariages, les services funèbres, etc.; mais autrefois, et jusqu'à la Réforme du XVI^e siècle, c'était l'inverse, c'est-à-dire que les Vaudois se soumettaient, pour ces actes de l'état civil, à l'intervention et aux usages de l'Eglise romaine.

Si le pays ne répond pas à l'idée qu'on s'en est formée de loin, c'est bien moins encore le cas de la population, mais en

sens contraire du pays. Quand on sait que pendant des siècles, quelques centaines de ces montagnards suffisaient pour exterminer ou disperser des ennemis toujours dix, vingt ou trente fois plus nombreux et infiniment mieux armés, sans perdre à ce jeu plus de cinq ou six hommes par bataille, on s'attend naturellement à trouver dans leurs descendants une race grande et forte, qui rappellerait par exemple les anciens Normands ou nos vieux Suisses. Rien ne distingue cependant cette population, éminemment italique, de taille à peine moyenne, plutôt agile que forte, de celle des vallées piémontaises voisines. Les physionomies, sans être exemptes d'une certaine rudesse montagnarde, au moins chez le paysan, sont intelligentes, agréables même, surtout chez les femmes, mais sans beauté. C'est le type piémontais montagnard qui, bien que très italien, diffère cependant des types génois, milanais, toscan, etc.; des gens en général secs, bien découplés, se ressemblant tous. L'embonpoint est singulièrement rare dans ces parages : aux jours de marché, où l'on accourt des sommités et des vallons les plus reculés (1), vous rencontrez bien, chez les deux sexes, quelques goîtres, quelques estropiés, voire même quelques crétins; mais c'est tout-à-fait exceptionnel. L'ensemble est éminemment sain, sobre, laborieux et dur à la fatigue. Pour le dire en passant, c'est surtout dans les vallées piémontaises que se recrute cette infanterie légère, de création récente, qu'on nomme les Alpains, *Alpini*, dont la destination serait, en cas de guerre, de défendre les passages de montagnes. Aussi ces corps spéciaux ne s'écartent-ils guère, même en hiver, du voisinage des Alpes franco-italiennes; et leurs exercices journaliers, singulièrement rapides

(1) Ce n'est pas sans quelque étonnement que nous avons vu tenir marché le dimanche matin, avant l'heure du service, au moins à La Tour.

et hardis, les conduisent souvent jusque sur les crêtes neigeuses les plus élevées. Ils font seuls exception à l'absence de tout costume local ou national dans ces vallées. La mise des deux sexes est des plus simples, sans la moindre coquetterie ; rien qui rappelle les costumes bariolés et pittoresques des habitants des versants italiens des Alpes suisses et tyroliennes.

La population actuelle est surtout agricole. Il n'y a guère que les parties hautes et écartées (notamment dans le Val St-Martin) qui servent encore à l'élevage des bestiaux. A l'exception des filatures de soie, de l'exploitation de la pierre à bâtir, du marbre, du talk, et de quelques mines métallurgiques peu importantes, il ne paraît pas qu'il y ait eu d'industrie ancienne particulière au pays. On y pratiquait les métiers et le petit commerce de détail nécessaire aux besoins des indigènes, et ce qu'il y a de mieux dans ce genre est encore généralement en mains des Vaudois. Les boutiques et les ateliers ont gardé leur modeste apparence d'autrefois ; rien pour attirer les chalands que le nom du fabricant ou du débitant, noms presque tous vaudois, c'est-à-dire français ou plutôt d'*apparence* française ; car nous verrons tout à l'heure que ces francisations de noms italiens, appliquées également aux noms de localités, ne datent que du XVII^e siècle. C'est aussi aux Vaudois qu'appartiennent les hôtelleries les mieux tenues, ce qui à la vérité n'est pas beaucoup dire. Sauf dans quelques habitations toutes modernes, le confort intérieur est peu avancé, le luxe inconnu ; les appartements sont généralement nus, d'un style vieilli, à l'ameublement lourd et démodé, comme c'est le cas en général dans les localités italiennes un peu écartées. Cependant, pour qui ne craint pas la cuisine méridionale, il y a moyen de vivre bien et pas trop cher dans les Vallées : les denrées premières sont abondantes et de pre-

mier choix ; les rivières fournissent d'excellentes truites, les montagnes beaucoup de gibier, voire des chamois, bien moins rares dans les Alpes piémontaises que dans les nôtres ; le vin est très potable.

Malgré tous ces avantages, la population des Vallées est excessivement sobre ; l'hospitalité à la Suisse, verre en main, lui est absolument inconnue ; personne n'y songe. En cela encore les Vaudois sont aussi Italiens que possible. Très peu changeants de leur nature, ils resteront sans doute les mêmes tant que leurs vallées seront aussi peu visitées par les étrangers. Cependant, on peut déjà, à ce point de vue, redouter l'influence de quantité de fabriques et surtout de filatures de soie, de coton et de laine qui s'établissent depuis quelques années le long des cours d'eau, toujours abondants dans ce voisinage des hautes alpes. Il est à regretter que les Vaudois n'aient pas pris eux-mêmes l'initiative de ces établissements, créés presque tous par des étrangers (Alsaciens, Français, Suisses ou autres). Mais il faut bien reconnaître que l'initiative, l'esprit d'entreprise et l'ambition individuelle ne sont pas au nombre des qualités vaudoises. Il en résulte que les nombreux ouvriers des deux sexes et de tout âge employés dans ces établissements sont recrutés presque exclusivement dans la population catholique, ici, comme ailleurs, généralement moins aisée que la protestante ; et que cela accumule autour des principales localités vaudoises, les familles pauvres, non-seulement du pays, mais encore de la plaine et des vallées voisines. Les propriétaires et directeurs étrangers de ces grands ateliers, sont certainement moins scrupuleux que ne l'auraient été des Vaudois à profiter de l'absence, en Italie, de toute loi sur le travail des femmes et des mineurs dans les fabriques. Dans plusieurs, le travail est exigé de 5 h. du matin à 9 h. du soir ; quelques-unes travaillent même toute la nuit.

On est loin de s'accorder sur les origines des croyances et du nom même des Vaudois. Les uns prétendent rattacher leur église à l'apôtre saint Paul en personne; d'autres, qui les qualifient de Léonistes, à un certain Léon qui vivait sous Constantin-le-Grand; d'autres voient dans le terme Vaudois (*Valdenses*) un dérivé du mot germanique *Wald*, forêt; d'autres encore une appellation générique pour toutes les sectes dissidentes du moyen-âge. L'étymologie qui depuis le XVII^e siècle a été le plus en vogue, consistait à voir dans les premiers Vaudois, des partisans de cet énigmatique Pierre *Valdo* ou de Vaux qui avait fondé à Lyon, au XII^e siècle, la communauté chrétienne et plus ou moins socialiste des « Pauvres ou Gueux de Lyon ». On supposait qu'une partie de ces sectaires, chassés du Lyonnais, avait trouvé un asile dans les montagnes du Dauphiné et du Piémont. On prétendait expliquer ainsi du même coup, bien prématurément il est vrai, les noms français de familles et de localités, voire l'usage de la langue française dans les Vallées, etc., etc. (1). Mais la critique sérieuse repousse tous ces systèmes. Pierre Valdo n'est nommé dans aucun des anciens écrits vaudois, tandis que le terme de *Vaudois* figure déjà dans ceux qui lui sont antérieurs de près d'un siècle, entre autres dans l'espèce de sermon versifié dit la *Nobla Leyczon* et qui est du XI^e siècle. D'ail-

✱

leurs, la langue dans laquelle ces anciens écrits sont rédigés n'a rien de commun avec le français ou romand en usage dans le Lyonnais aux temps de Valdo, tandis qu'elle est parfaitement intelligible à qui connaît le patois italien des vallées piémontaises. Enfin, du peu qu'on sait du novateur lyonnais, il

(1) Les historiens partisans de cette tradition, *Gilles* par exemple, conviennent cependant que les adeptes de Valdo trouvèrent dans les Vallées des gens qui étaient eux-mêmes déjà séparés de l'Eglise officielle.

résulterait qu'il n'a jamais mis le pied dans ces vallées, et qu'il est allé mourir en Bohême, pays que les historiens donnent, il est vrai, comme retraite finale, à tous les sectaires dont ils perdent la trace. Ce qui est plus certain, c'est que les Vaudois eux-mêmes ont toujours repoussé toute appellation qui les représentait comme des sectaires, ou comme les partisans des doctrines d'un homme, quelque distingué qu'il fût. Même les titres de Protestants ou de Réformés, à plus forte raison ceux de Luthériens ou de Calvinistes, répugnaient, dans les premiers temps de la Réforme, à ces *Chrétiens des Alpes*, qui se glorifiaient d'avoir conservé, de père en fils, le Christianisme dans sa pureté primitive, dès son premier établissement dans leurs vallées. Tout bien considéré, nous ne voyons pas pourquoi ce mot de *Vaudois*, dans la Noble Leçon *Valdez* ou *Vaudés*, en italien *Valdesi*, en latin moyen-âge *Waldenses*, ne serait pas simplement un dérivé du latin *Vallis*, vallée, comme c'est le cas pour le Valais et les Valaisans, peut-être aussi pour nos Vaudois suisses. Il resterait cependant à expliquer depuis quand et pourquoi les termes de *Vaudois*, *Vaudoiseries*, etc., ont été appliqués de si bonne heure à tout un ensemble de manifestations sectaires, sans rapport avec les Vaudois du Piémont, et qui sont cause sans doute que ceux-ci ont plutôt subi que recherché cette appellation.

Le problème religieux est donc le plus difficile à résoudre. La solution donnée depuis longtemps déjà par de savants Vaudois nous paraît cependant la plus plausible. On sait que l'unité de foi, imposée d'en haut, n'a jamais complètement existé de fait; qu'entre autres, la suprématie de l'évêque de Rome n'a été acceptée, et pour la Chrétienté occidentale seulement, que depuis le IX^e siècle; enfin, qu'après comme avant, il y eut des oppositions dogmatiques et d'obéissance. Or, l'histoire ecclésiastique nous apprend que les diocèses qui

résistèrent le plus longtemps à l'unification furent les diocèses lombards de la Haute-Italie. Au IX^e siècle, l'évêque Claude de Turin soutenait les doctrines du Concile de Francfort, opposées au culte des images; au siècle suivant, l'archevêque de Milan refusait encore de soumettre son autorité métropolitaine à celle du saint-siège, et il était appuyé dans cette opposition par les évêques de sa province; les protestations, à ce propos, de l'évêque de Verceil sont parvenues jusqu'à nous. Au XI^e siècle, le Concile de Mantoue soutenait des principes analogues. Encore au XIV^e siècle, les prêtres de ces diocèses n'avaient pas renoncé au mariage. Enfin, tout ce clergé de la Haute-Italie procédait originairement de l'illustre saint Ambroise, qui ne reconnaissait d'autre autorité que la Bible, et dont le rite, le rite Ambrosien, a duré, en rivalité du rite romain, jusqu'à la Réformation du XVI^e siècle; il est encore aujourd'hui pratiqué dans la cathédrale de Milan. Quoi donc de plus naturel que de supposer que les habitants de quelques vallées écartées, soumis pendant tant de siècles à ces mêmes tendances, peut-être sans se douter qu'elles fussent contestées ailleurs, les aient ensuite conservées avec cette fidélité respectueuse que les montagnards gardent volontiers aux choses et aux traditions anciennes? En un mot, pourquoi ne pas admettre ici, au bénéfice des doctrines chrétiennes primitives, les arguments qu'on invoque si souvent autre part pour expliquer la conservation locale de certaines croyances du paganisme le plus reculé? (1). Ce qui est certain, c'est qu'amis

(1) Cette origine, qui a sur les autres l'avantage de présenter une filiation basée sur des faits historiques, est celle adoptée par le principal historien moderne des Vallées, le pasteur ALEXIS MUSTON. Mais elle y existait déjà traditionnellement, puisqu'elle se trouve dans le Dictionnaire de Moreri, qui rappelle que déjà au IX^e siècle « l'évêque Claude de Turin s'éloigna des sentiments de l'Eglise Romaine dans les articles que les Vaudois du

et ennemis se sont toujours accordés sur l'extrême ancienneté de la foi vaudoise, envisagée comme secte : *diuturnior omnium*, disait l'inquisiteur Rainerus Sacco, — ainsi que sur les grandes apparences de piété (*magnam speciem pietatis*) de ses adeptes. Ce serait, d'ailleurs, une grosse erreur que de se représenter les anciens Vaudois des vallées comme des propagandistes intolérants, empressés de répandre au

Diocèse de Turin rejetèrent dans la suite. » — Dans l'entrevue que le modérateur PEYRAN eut en 1805 à Turin avec l'empereur et roi d'Italie Napoléon I, il répondit, à la question de celui-ci : « Depuis quand formez-vous une Eglise indépendante ? » — « Sire, depuis *Claude, évêque de Turin*, vers l'an 820. » (*Histoire populaire des Vaudois*, par ALEXIS MESTON, 1862 Voir aussi son *Israël des Alpes*, 1851.) — Il y a cependant de rechef, chez quelques savants étrangers, une tendance à rattacher nos Vaudois au Lyonnais Valdo. La question dépend naturellement beaucoup de l'âge assigné à la Noble Leçon, le plus ancien des poèmes de même genre (tels que le *Desprezzi del Mont*, le *Novel Sermon*, etc.) qui sont indubitablement sortis des Vallées. Outre un abrégé des Evangiles et de l'histoire de l'Eglise et une condamnation des sentiments de l'Eglise romaine, la Noble Leçon, contient un appel au repentir, en vue d'une catastrophe qui (dit-on) ne saurait être que le second Millenium, celui de onze-cents, imaginé lorsqu'après l'innocuité du premier, on réfléchit que l'Apocalypse de saint Jean n'avait pu être écrite qu'à la fin du premier siècle. C'est à cela qu'on applique le 6^m vers de la Noble Leçon :

« Ben ha mil e cent anez

Que fu scritta l'ora que sian al darrier tempz. »

qui donne la date approximative de sa rédaction, à supposer qu'elle ait eu lieu peu avant celle que l'on redoutait, par conséquent plus d'un demi siècle avant Valdo ; mais c'est précisément ce qui est de nouveau contesté par la critique. Le plus probable est que le problème ne sera jamais entièrement résolu, comme c'est le cas pour l'origine de tant d'autres appellations beaucoup moins anciennes. Ainsi, que d'erreurs et de malentendus n'a-t-on pas accumulés à propos de l'étymologie du mot *Huguenot*, dont les explications les plus probables sont précisément celles qui s'éloignent le plus de la signification du terme.

loin leurs doctrines particulières. Même chez eux, ils restaient soumis à l'ordre ecclésiastique établi, et se gardaient bien d'afficher des formes et des répugnances qui eussent trahi leur secret. Jusqu'à la Réforme du XVI^e siècle, ils n'eurent ni prêtres, ni églises ostensibles; ils se réunissaient pour leur culte dans des lieux écartés et solitaires de leurs montagnes, dans les forêts, dans des grottes naturelles, etc. ; ou bien aussi, surtout en hiver, dans les habitations privées des ministres qui présidaient à ces mystères sacrés. On leur donnait le titre familial de Barbes (*Barbas*), qui, en langage piémontais, signifie simplement oncle, et d'où le nom de *Barbets* (*Barbetti*), qu'on a appliqué ensuite injurieusement à tous les Vaudois.

Ces Barbes étaient en même temps les anciens, les précepteurs, les conseillers, on pourrait presque dire les prophètes des communautés vaudoises. Ils instruisaient la jeunesse, non pas seulement dans la religion de leurs ancêtres, mais dans divers métiers utiles, voire dans certaines notions scientifiques, telles que la médecine, la chirurgie, la connaissance des plantes médicinales de leurs montagnes; enfin, dans les langues ou dialectes qui pouvaient le mieux les servir dans leurs voyages ou dans leurs relations avec leurs voisins. C'est parmi ces écoliers que les Barbas choisissaient ceux qu'ils jugeaient les plus aptes à leur succéder dans le ministère. Ils leur enseignaient le latin, leur faisaient copier, à l'usage des fidèles, voire apprendre par cœur, les portions, d'ailleurs peu nombreuses, des saintes Ecritures qu'ils avaient traduites dans le dialecte du pays, le piémontais. Il paraît certain cependant que les Barbes et leurs disciples avaient une sorte de collège ou d'école centrale, commune à toutes les vallées vaudoises, et où les principaux habitants se réunissaient aussi pour les résolutions à prendre en commun. Cette localité,

aussi isolée que centrale, au fond de la vallée d'Angrogne, se nomme *Pra del Torn*, c'est-à-dire Pré du Tour. On grimpe à cette espèce de Grütli vaudois, entouré de parois escarpées, par un défilé entre les rochers. Pour tous les actes extérieurs du culte dans ses rapports avec l'état civil, les Vaudois, nous le répétons, ne s'étaient pas séparés de l'Eglise romaine officielle, qui avait dans ces vallées, ses prêtres et ses églises aussi bien qu'ailleurs. Leurs anciennes croyances étaient donc devenues une doctrine secrète, cachée aux profanes, et à laquelle on arrivait par initiation, comme jadis aux mystères de l'antiquité ou des Druides. Sa conservation et la sécurité même de ses adeptes, étaient à ce prix.

Aussi, ne fut-ce pas par leur divergence en matière religieuse que les Vaudois se firent connaître en premier lieu, comme en témoignent les diverses colonies qu'ils fondèrent en toute sécurité à des distances considérables de la mère-patrie. Ce qui fit leur réputation, dès le moyen-âge, ce fut la culture remarquable, très avancée pour l'époque, de leur pays ; leur supériorité dans l'élevage des troupeaux ; surtout leur renommée de probité, de piété, de charité ; la régularité parfaite avec laquelle ils s'acquittaient de leurs devoirs et de leurs redevances, tant envers l'Etat qu'envers leurs seigneurs particuliers. Pendant longtemps, ils n'eurent d'autre propagande que ce bon exemple, dont l'influence s'étendit bientôt sur leurs plus proches voisins, des deux côtés des Alpes. Leur réputation était donc déjà bien établie lorsque, par les relations de parenté ou autres qui existaient alors entre les principales maisons féodales du Midi, ils furent appelés, à plusieurs reprises et même de fort loin, pour cultiver ou coloniser des contrées presque désertes ou improductives. En pareil cas, c'étaient toujours des Barbas, ordinairement deux à la fois (un vieux et un jeune), qui allaient d'abord reconnaître les

lieux, et juger si les projets de colonisation avaient quelque chance de réussite. Puis, avant d'accepter, ils avaient soin de stipuler pour les colons certaines franchises, certains privilèges, entre autres celui de pouvoir élever à leur usage des bourgs murés, etc. C'est ainsi qu'ils furent appelés en Provence déjà vers la fin du XIII^e siècle, sous le règne de Charles II qui possédait de vastes seigneuries des deux côtés des Alpes ; puis, dans le cours des XIV^e et XV^e siècles, en Calabre, à l'extrémité méridionale de l'Italie, où leurs colonies furent longtemps des plus florissantes. Les avantages que les seigneurs du pays retiraient de cet état de choses étaient trop considérables pour qu'il leur vint l'idée de contrôler le ménage intérieur de ces colons d'origine étrangère. Aussi les colonies vaudoises de la Pouille et des Calabres, furent-elles les dernières à être inquiétées, seulement en 1560, — mais alors de façon à disparaître du coup. Les fidèles qui réussirent à échapper au massacre, se réfugièrent, à travers mille dangers, les uns dans les vallées vaudoises du Piémont, d'autres à Genève (1). Mais beaucoup restèrent dans le pays. Pas plus

(1) Voir à ce propos, au « Dénombrement » de notre *Refuge italien de Genève aux XVI^e et XVII^e siècles*, p. 161 à 165. — Depuis longtemps déjà les doctrines particulières des Vaudois Calabrais n'étaient plus un secret pour leurs seigneurs et le clergé local. On les avait tolérés, au moins par intérêt, jusqu'au moment où un missionnaire distingué de l'Eglise italienne de Genève, *Jean-Louis Paschale*, de Coni, vint leur reprocher leur réserve et prêcher ouvertement la Réforme calviniste. Cela suffit pour provoquer les rigueurs dont il fut, il est vrai, la première victime. Certes, les Vaudois des Vallées ont assez fait leurs preuves pour qu'il soit permis de se demander si leur « prudence » n'eût pas, dans mainte occasion, mieux servi les intérêts de la Réforme que l'exaltation impatiente de leurs émules. Dans ce cas-ci, le résultat humain le plus clair fut : le massacre de la fleur d'une population laborieuse de plusieurs milliers d'âmes, la conversion au romanisme de tout le reste, l'extirpation définitive de la Réforme et la ruine complète du pays.

loin que l'année passée (mai 1883), un ecclésiastique vaudois des Vallées, M. G. Pons, pasteur à Naples, a trouvé l'accueil le plus cordial chez leurs descendants catholiques, qui conservent encore, avec les noms de famille et les coutumes de leurs ancêtres, la tradition vivante de leur origine vaudoise (1). — Les poursuites contre les Vaudois du Dauphiné (vallées de Freyssinières et Vallouise) commencèrent déjà aux XIII^e et XIV^e siècles. Celles contre les colonies vaudoises de la Provence se terminèrent par les rigueurs bien connues de Cabrières et Mérindol; mais c'était plutôt alors la guerre aux réformés français en général, avec lesquels les Vaudois étaient déjà confondus. Quant à ceux des vallées vaudoises du Piémont, la première attaque qu'ils eurent à repousser fut celle

(1) Le récit du voyage de M. le pasteur G. Pons en Calabre, a paru en octobre 1883, dans la *Voice from Italy*, et depuis lors en diverses traductions. Nous en avons pris connaissance dans le numéro 30 de décembre 1883, des publications de la Société de Stuttgart für *Ausbreitung des Evangeliums in Italien*. M. Pons a constaté qu'on attribue encore aujourd'hui en Calabre, aux Vaudois, l'introduction d'une saine agronomie et de la sériculture. Il a retrouvé partout des noms de familles vaudoises, voire (à Guardia Piemontese) le patois du Val d'Angrogne. Le beau sexe y a conservé le costume qui a disparu des vallées vaudoises du Piémont, il y a une trentaine d'années seulement. Quantité de coutumes particulières aux Vaudois sont encore observées, et les noms des pièces d'habillement, des ustensiles domestiques et des outils agricoles sont, en grande partie au moins, les mêmes que dans les vallées Piémontaises du Pellis et du Cluson. Du reste, l'origine et les destinées des colonies vaudoises des Calabres sont si connues dans le pays, que le clergé catholique lui-même a mis autant d'empressement que de libéralité à recevoir et à renseigner M. P.: à lui montrer tout ce qui pouvait l'intéresser, y compris les ruines des anciens temples Vaudois, les prisons où tant de Vaudois avaient gémi au XVI^e siècle, etc. M. Pons a même pu prêcher en place publique, et le colporteur qui l'accompagnait, vendre par centaines les Bibles et livres de piété de la propagande protestante.

de 1488; ils s'en acquittèrent si bien que leurs propres souverains, flattés de tant de bravoure chez des sujets recommandables à tous égards, les eussent probablement laissés en paix, à la condition qu'ils ne cherchassent pas à répandre leurs doctrines hors de leurs vallées — sans les graves événements du siècle suivant.

Ce fut donc la Réforme religieuse du XVI^e siècle qui vint bouleverser, une fois pour toutes, cette sécurité relative. Tout naturellement, lorsque les Vaudois apprirent ce qui se passait en Allemagne, en Suisse, en France, etc., ils eurent la curiosité d'y envoyer des Barbas (1526 et 1530), et ceux-ci furent bien accueillis partout. Les réformateurs eux-mêmes ne pouvaient qu'être très flattés de l'adhésion probable de ces « Chrétiens des Alpes », qui passaient pour posséder le Christianisme dans sa pureté primitive (1). A leur tour, les Vaudois reçurent dans leurs vallées la visite de plusieurs zélateurs de la Réforme. Cependant, de part et d'autre, on ne tarda pas à s'apercevoir que, tout en s'accordant sur les points principaux, on différait encore sur bien des choses essentielles. Cela se conçoit: les visiteurs, qui étaient des savants ou des théologiens militants, en tous cas des novateurs, mettaient une importance extrême à donner aux nouvelles doctrines un corps précis et des formes homogènes; tandis que les Vaudois, gens simples, conservateurs avant tout, opposés à tout for-

(1) Les réformateurs avec lesquels ils furent mis en relations étaient les Allemands ou Suisses Bucer, Capiton, Œcolampade, Haller, Scultet, etc. Mais leurs propres délégués étaient des Barbes des Vallées vaudoises françaises. Ce qui paraît certain, c'est que la Réforme germanique, la seule qui eût alors une certaine consistance, ne fut pas directement représentée au Synode qui décida du symbole futur des Vallées.

malisme, n'avaient ni confession de foi spéciale, ni corps de doctrine bien arrêté, ni même de liturgie proprement dite; ils s'étaient simplement appliqués à transformer en règle de conduite les points les plus saillants des Evangiles, surtout de ceux de saint Mathieu et de saint Jean. Il fut constaté aussi qu'aucun des textes sacrés qui circulaient dans les Vallées en langue vulgaire, ne contenait la Bible entière; que les recueils les plus complets ne renfermaient que le Nouveau Testament et quelquefois les Psaumes. Ainsi encore, sans faire du célibat un devoir, les Vaudois le considéraient comme particulièrement honorable, et la plupart des Barbes n'étaient pas mariés; tandis que chez les protestants, le mariage du clergé était presque érigé en acte de foi. Enfin, ce à quoi les délégués réformés trouvèrent le plus à redire, c'est que les Vaudois n'étaient pas assez ostensiblement séparés de l'Eglise romaine, qu'ils n'avaient pas de bâtiments ouvertement consacrés au culte public, etc.

Une assemblée délibérante fut donc jugée nécessaire pour fixer les bases de la réunion de l'Eglise vaudoise à celles de la Réforme. On ne manqua pas d'y appeler aussi les Barbes de la Pouille et des Calabres, « qui passaient pour les plus anciens et les plus savants ». Cette assemblée eut lieu en septembre 1532 au hameau de Chonforans, dans la vallée d'Angrogne, non loin de ce Pra del Torn où se tenait l'ancienne école des Barbas. Les assistants étrangers les plus marquants, furent les réformateurs français qui se préparaient à réformer l'Helvétie romande. La tradition a conservé le souvenir de « la barbe rouge de *Farel* et du beau cheval blanc qu'il montait; un autre chevauchait un cheval quasi noir », peut être *Saulnier*, qui fut en tout cas de l'expédition. « Un 3^{me} était de grande stature et un peu boiteux. » Cette espèce de Synode anticipé dura six jours. Entre autres résolutions,

il fut décidé de faire une version imprimée complète et *française* de la Bible. Cette Bible, dédiée aux Eglises de *France*, mais dont la préface est datée « des Alpes », parut en 1535 à Neuchâtel, seule contrée de la Suisse romande (avec l'Erguel) qui eût encore adopté la Réforme. Cette Bible, la première de langue française, est connue sous le titre de *Bible d'Olivetan*, du nom de son principal auteur, Pierre-Robert *Olivetan*, un parent de Calvin. Elle coûta *aux Vaudois* la somme, énorme pour l'époque et surtout pour eux, de quinze cents écus d'or. C'est ainsi que la langue française fut introduite pour la première fois dans les Vallées Vaudoises, en quelque sorte comme langue sacrée, à l'instar du latin dans l'Eglise romaine, puisque le peuple l'ignorait encore. Aussi les Barbes continuèrent-ils à prêcher et à catéchiser en langue piémontaise jusque dans le siècle suivant. Mais entre temps, le besoin, pour les jeunes Vaudois qui se vouaient au ministère, d'études plus complètes que par le passé, et pour lesquelles les seules académies à leur portée étaient celle de France et de Genève ; le fait que l'austérité de la réforme calviniste répondait peut-être mieux que les confessions germaniques aux tendances de l'Eglise vaudoise ; le voisinage et la souveraineté temporaire de la France dans les vallées ; enfin la nécessité d'avoir recours à des pasteurs français ou genevois pour combler les vides que les persécution et la peste causaient parfois dans les rangs du clergé Vaudois ; toutes ces circonstances contribuèrent à propager la langue française dans les Vallées, surtout après la peste de 1630 (1), mais seulement comme langue de l'Eglise et de

(1) « Jusqu'alors, dit *Léger*, il n'y avait pas dans les vallées un seul pasteur qui ne prêchât en italien ; mais lorsqu'il n'en resta plus que trois, il fallut bien en recevoir de France et surtout de Genève, avec actions de grâces une dizaine qui ne prêchaient qu'en français. » *Léger* lui-même raconte qu'il prêchait dans les deux langues.

l'Ecole. D'où il résulte qu'aujourd'hui encore, on distingue l'indigène vaudois ou protestant, de l'indigène catholique, à cette connaissance de la langue française; un français très agréable, avec un léger accent méridional, sans rapport aucun avec la prononciation cadencée des provinces françaises du Midi.

L'assimilation de l'Eglise vaudoise aux Eglises de la Réforme française n'eut pas lieu cependant sans certaines objections. Quelques Barbes, qui craignaient avec raison que la foi antique de leurs pères ne perdît à cela quelque chose de son caractère primitif, aimèrent mieux quitter le pays que paraître y consentir. Peut-être se retirèrent-ils en Bohême. Les doctrines calvinistes pures soulevèrent aussi des scrupules; il paraît même que, malgré leur rigoureuse orthodoxie, les Vaudois n'admirent jamais pleinement la prédestination absolue, l'impuissance de la créature, la négation du libre arbitre, l'égal démerite des œuvres et autres subtilités théologiques, sur lesquelles, après trois siècles et demi, les théologiens français eux-mêmes n'ont pas réussi à se mettre d'accord (1). En revanche, les historiens Vaudois constatent qu'à cette époque de transition du XVII^e siècle, remonte

(1) Les calvinistes n'en ont pas moins considéré ensuite les Vaudois comme « leurs ancêtres et précurseurs », ce qui est vrai dans ce sens au moins: que le Synode d'Angrogne de 1532 eut lieu près de quatre ans avant que Genève eût seulement adopté la Réforme, et dix ans au moins avant que Calvin eût reconstitué à sa guise l'Eglise de Genève, devenue dès lors seulement, la métropole du protestantisme français. Mais cela n'empêche pas qu'il y avait entre l'ancienne foi vaudoise et le Calvinisme plus de divergence réelle qu'il n'y en a entre ce dernier et toute autre secte réformée, ne fût-ce déjà que pour cette absence totale de mysticisme et d'intolérance dogmatique, qui distinguait à un si haut degré l'Eglise des Vallées. On sait qu'en 1558, la confession de foi calviniste faillit compromettre l'existence de l'Eglise italienne de Genève.

l'usage de qualifier leurs Barbas de « Monsieur le Pasteur », leurs femmes et filles de « Ma Dame » et de « Mes Damoiselles ». De cette époque aussi date la francisation des noms de famille et de localités des vallées, soit par traduction, soit par suppression de la voyelle finale, que d'ailleurs le patois piémontais retranche presque toujours (1); mais l'italien est resté la langue officielle et le piémontais le dialecte populaire du pays. — Quoiqu'il en soit, la Réforme française une fois adoptée par les Vaudois, elle ne fut nulle part mieux et plus vaillamment défendue que dans leurs Vallées.

De la Réformation du XVI^e siècle datent donc aussi les premiers *temples vaudois*, dont l'emplacement devait être choisi de façon à ne pas attirer les regards de l'ennemi. La plupart ont été si souvent détruits et rebâtis, qu'il n'en reste que deux ou trois de la première époque. Le plus ancien est sans doute celui d'Angrogne, qui remonte à 1555; on cite aussi, comme un type du genre, le temple des Coppiers, près La Tour. Qu'on se représente notre musée Rath de Genève, bâti en briques ou en pierres brutes, mais plus trapu, plus massif, sans péristyle, sans cordons, sans autre ornement que quelques lourds pilastres, faisant à peine saillie; le toit, fort bas, semblant, avec ses larges dalles, vouloir plutôt écraser que couvrir l'édifice; pas d'autre plafond; pour plancher, la terre nue et froide. Tels étaient les premiers temples vaudois. Les clochers, et plusieurs n'en ont pas, ont été ajoutés

(1) Il en est résulté que, de même que la plupart des localités des Vallées, quantité de familles vaudoises ont deux formes de noms, une italienne et une française, l'une et l'autre admises dans les états civils. Les plus anciens noms indigènes sont probablement ceux qui sont aussi des noms de lieux du pays, et leur nombre est encore considérable.

plustard, — plutôt comme ornement ou pièces d'attente, car la plupart ne renferment pas de cloches. Du reste, les Vaudois se sont depuis peu singulièrement émancipés de cette simplicité primitive. Le temple de La Tour, à deux hauts clochers sans cloches, est une très jolie église gothique, le pendant de celle de Turin ; l'église vaudoise de Pignerol a beaucoup plus l'air d'un palais féodal que d'un temple ; on dit merveille de celle qui a été inaugurée à Rome le 25 novembre de l'an dernier, 1883. La disposition intérieure est celle de nos églises réformées, sauf que les sexes sont séparés, et que le « lecteur-chantre » se tient debout devant un lutrin, d'où il alterne avec l'officiant pour les prières et quelques autres parties de la liturgie. A part cela, le service est le même que le nôtre, sauf encore que les psaumes et cantiques sont chantés à pleine voix, à quatre parties, le plus souvent sans orgue ; et qu'avant de se séparer, après la bénédiction, l'assemblée entonne un chant qui, chanté debout, par cœur et à pleins poumons, est d'un effet très imposant ; singuliers contrastes avec la fausse honte ou le dédain qui règne chez nous pour cette partie essentielle du culte réformé. Tous les temples Vaudois portent à l'extérieur, au fronton, un passage biblique, « analogue à la circonstance » comme on disait jadis : il est accompagné parfois du blason et de la devise des vallées (*Convallium antiquissima insignia*) : un chandelier allumé, entouré de sept étoiles d'or, avec la devise : *Lux lucet in tenebris*, « la lumière luit dans les ténèbres », que les Vaudois appliquent à l'isolement de leur antique Eglise au milieu des superstitions de leurs voisins ; tandis que les comtes et marquis de Luserne et d'Angrogne, restés bons catholiques avec la même devise, l'attribuent à la position isolée de leur maison, entourée des ténèbres des erreurs vaudoises. Le plus probable est que blason et devise viennent du nom de *Luserne*, plus anciennement

Lucerna, et qui, en latin et en italien, signifie lumière ou flambeau (1).

Si l'histoire militaire des Vaudois n'était pas si connue, on relèguerait leurs prouesses sans hésiter au rang des fables de la mythologie payenne ou des romans de chevalerie du moyen-âge ; car l'histoire d'aucun peuple, d'aucun temps, d'aucun pays n'offre rien qui puisse lui être comparé.

Malgré les ordonnances générales portées dès le XIII^e siècle contre les Vaudois envisagés comme hérétiques, il ne paraît pas cependant que ceux des vallées du Piémont aient été sérieusement inquiétés avant l'espèce de croisade, prêchée contre eux en 1487 par Innocent VIII. L'armée destinée à cette guerre de conversion ou d'extermination, fut prête dès l'année suivante 1488 ; les Vaudois, encore très mal armés, n'eurent

(1) Pour être exact, il faut ajouter que dans la devise de la maison féodale, le verbe est placé à la fin de la phrase : « *Lux in tenebris lucet* », et que ses armes sont, bandé argent et gueules. Cette maison comtale, qui est encore représentée dans deux branches, les marquis d'Angrogne et les marquis de Rorà, est considérée comme des plus anciennes du Piémont, l'une des quatre (avec celles de Piosasco, San Martino et Valperga) dont les chefs prétaient l'hommage de fidélité au souverain avant et avec précedence sur tous les nobles. Il y avait d'ailleurs d'autres feudataires dans les Vallées Vaudoises, par exemple : dans le Val Cluson — à Perosa, les *Piccono*, les *Gamba* ; au Pomaret, les *Joveau*, les *San Martino*, les *Bianchi* ; à Inverso Porte, les *Pasero* ; dans le Val St-Martin — à Perrero, les *Vibó*, les *Buffa* ; à Bovile, les *Sanzo* ; à Massello, les *Truchetti*, les *Vibó*, les *San Martino*, etc., etc. Les historiographes n'ont pas assez tenu compte du surcroît de complications et de difficultés qui résultait, dans les affaires vaudoises, de la présence dans les Vallées de ces maisons féodales, qui, dans ces guerres fatales à leurs propres intérêts, ne pouvaient être que très exceptionnellement favorables aux opprimés ; on cite cependant quelques exceptions notables, même dans la maison comtale, mais toujours parmi les cadets de famille.

que le temps de se fabriquer des cuirasses et des boucliers en peaux de bêtes, doublées d'écorce de châtaignier. Les assaillants étaient assez nombreux pour envelopper le pays et attaquer sur tous les points à la fois. Partout aussi ces lignes sans profondeur furent couchées sur le carreau ou chassées jusque dans la plaine. Cela établit d'emblée la réputation de bravoure des Vaudois. En faisant cesser cette guerre, humiliante pour ses armes, le duc de Savoie eut la curiosité de voir de plus près ces terribles sujets, dont on lui avait fait des récits monstrueux. Il avait ouï dire que leurs enfants naissaient avec la gorge noire, quatre rangs de dents velues, des pieds de bouc et souvent un seul œil au milieu du front. L'entrevue fut des plus cordiales, et dès lors jusqu'aux persécutions générales contre la Réforme italienne, les Vaudois purent jouir d'une sécurité relative.

On sait que ces persécutions ne commencèrent en Italie vers le milieu du XVI^e siècle, et que les partisans des nouvelles doctrines étaient beaucoup trop disséminés dans les nombreux états de la péninsule, pour songer à une résistance sérieuse ; la Réforme, telle qu'ils la comprenaient, n'avait d'ailleurs rien de politique. Aussi suffit-il d'un petit nombre d'années pour l'extirper d'un bout de l'Italie à l'autre, en dernier lieu dans les Etats de la maison de Savoie, où la densité des réformés croissait en raison directe de leur proximité des vallées vaudoises (1). Dès lors, celles-ci restèrent

(1) Voir notre *Refuge Italien de Genève aux XVI^e et XVII^e siècles*. Nous tenons à avouer que si nous n'avons pas suffisamment rendu justice, dans cet ouvrage, aux vallées vaudoises du Piémont, c'est que nous ne connaissions encore que superficiellement une histoire qui ne se comprend bien qu'en l'étudiant sur les lieux, et qu'on est, de loin, beaucoup trop porté à mesurer à l'exiguité du territoire vaudois et à la modestie de ses habitants, dans l'ensemble de l'histoire de la Réforme.

seules sur la brèche, et d'autant plus menacées que leur passé et leur réunion à la Réforme française les rendaient doublement solidaires des doctrines qu'il s'agissait d'extirper. Dès lors aussi (1560) commence cette guerre implacable, que les Vaudois du Piémont soutinrent presque sans interruption jusqu'à la fin du XVII^e siècle, non seulement contre l'armée de leur souverain, grossie de régiments espagnols, napolitains, irlandais, suisses, etc., mais aussi contre les meilleures troupes du roi de France; les deux puissances rivalisaient d'acharnement à retourner à la charge, alternativement, ou bien en réunissant tous leurs efforts, sous les premiers généraux du temps, pour écraser entre elles ce petit peuple, qui n'eut jamais plus d'un millier de combattants sous les armes (1).

Au reste, les Vaudois n'étaient pas mieux traités pendant les rares et courts moments de répit arrachés à la lassitude plutôt qu'à la pitié de leurs ennemis; bien au contraire: non

(1) La première campagne, pendant laquelle les Vaudois eurent à faire leur apprentissage militaire, commença le 1^{er} novembre 1560 et dura jusqu'en juin de l'année suivante; l'armée ennemie, augmentée au fur et à mesure de ses pertes, jusqu'à sept mille combattants, était sous les ordres de Georges Coste, comte de la Trinité, qui s'était flatté d'avoir aisément raison de ces montagnards, dont bon nombre ne connaissaient encore d'autres armes que la fronde et l'arbalète. Après une série non interrompue de combats acharnés, les Vaudois obtinrent, avec la paix, des conditions beaucoup plus favorables que celles qu'ils avaient avant la guerre. Malheureusement, les persécutions se tournèrent alors avec d'autant plus de fureur contre les protestants des villes et des vallées voisines; et les Vaudois eurent bientôt à répondre de l'hospitalité qu'ils avaient accordée aux fugitifs, tant Français qu'Italiens. Ces étrangers, animés d'un esprit de vengeance, apportèrent plus d'embarras que de secours à leurs coreligionnaires des vallées Piémontaises, et hâtèrent, par leurs déprédations et leurs excès, l'extirpation de la Réforme dans les vallées de la Stura, de la Doire, du Pô et autres, où la foi vaudoise avait été propagée depuis des siècles.

seulement ceux-ci ne désarmaient pas, mais leurs garnisons continuaient à occuper toutes les principales localités du pays, qui se couvrait alors de missions tracassières. On hérissa même les Vallées de forts tout nouveaux. Sous les prétextes les plus futiles ou les plus perfides, on rançonnait les Vaudois, on séquestrait leurs biens et leurs récoltes ; on enlevait leurs femmes et leurs enfants, on tuait ou on jetait en prison tous les hommes valides dont on pouvait s'emparer par guet-apens. Puis la guerre d'extermination éclatait plus furieuse que jamais contre cette population affamée, décimée par les cachots et les supplices, et avec tous les raffinements que l'imagination la plus féroce pouvait inspirer. Le plus affreux massacre de guet-apens qui ait ensanglanté les Vallées est celui de 1655, connu sous le nom de *Pâques piémontaises*, dont la responsabilité revient à la duchesse régente, Christine de France, propre fille de Henri IV, et que cependant les Vaudois avait défendue contre l'usurpation de ses beaux-frères. C'est à propos de ces horreurs que l'ambassadeur de Cromwell, Morland, osa faire entendre à la Cour de Turin ces paroles sévères : « Quand tous les Nérons des temps passés et des temps à venir viendraient contempler ces champs de carnage, d'infamie et d'atrocités inexprimables, ils croiraient n'avoir eu jamais rien que de bon et d'humain en comparaison de ces choses-là ! »

Mais disons-le bien haut : c'est une injustice et une erreur toute moderne, de rejeter toujours la responsabilité des guerres dites de religion sur la confession dominante ; nos idées actuelles de tolérance, de liberté de conscience etc., eussent passé alors pour des monstruosités, même dans les Etats protestants. On n'admettait pas, surtout dans des siècles aussi monarchiques que le XVI^e et le XVII^e, que l'unité politique pût exister sans l'unité de foi. Ce n'était pas seulement le

dissident qu'on poursuivait dans le soi-disant hérétique ; c'était aussi et surtout le *rebelle*. Cette distinction est parfaitement observée dans les décrets et les sentences des gouvernements italiens. Sans doute, c'était d'abord à l'Eglise à prouver l'erreur dogmatique de l'accusé ; mais cela fait, l'autorité laïque suprême, chargée de prononcer et d'exécuter la sentence, y ajoutait toujours comme circonstance aggravante, le crime de rebellion contre les lois et de lèse-majesté contre le souverain du pays. Nous renvoyons, entre autres, à toutes les condamnations pour hérésie, de la République de Lucques, bien connues à Genève.

Or, c'est précisément un des traits les plus caractéristiques des Vaudois, que l'insistance vraiment touchante qu'ils mettaient à soutenir que cette confusion entre les deux grands principes autoritaires, ne pouvait pas leur être appliquée. Malgré toutes leurs rigueurs, les ducs de Savoie n'avaient pas de sujets plus fidèles et plus dévoués que ces montagnards. Jamais, même en face de l'ennemi, ils n'attaquaient les premiers, et jamais ils ne poursuivaient l'avantage au-delà de leur petit territoire (1). Au moindre symptôme de regret de la part de leur prince, ils redevenaient ses serviteurs les plus soumis. Ils l'assuraient, en toute sincérité, « qu'après Dieu, Son Altesse Royale était la personne qu'ils aimaient et qu'ils respectaient le plus au monde ». Et certes, les occasions de se venger de ses mauvais traitements ne leur firent pas

(1) Il en était de même dans les disputes dogmatiques, qu'ils acceptaient sans jamais les rechercher. Aux prières, aux injonctions, aux menaces, des moines et des docteurs envoyés pour les convertir, ils répondaient toujours : « *Prouvez-nous* que nous sommes dans l'erreur, et nous serons de votre avis. » Mais toutes les subtilités théologiques venaient échouer contre les textes mêmes de l'Ecriture, que les pasteurs savaient par cœur.

défaut. Car, par une sorte de chance providentielle, c'était toujours au moment où les troupes françaises et piémontaises alliées semblaient sur le point d'en finir une fois pour toutes, que les deux puissances se brouillaient entre elles, pour des questions d'ailleurs étrangères aux Vallées. Alors c'était des deux côtés à qui ferait le plus d'avances et de caresses à ces terribles Vaudois. Mais leur réponse était toujours la même : « Nous ne reconnaissons d'autre Prince que Son Altesse Royale » ; et la seule faveur qu'ils demandaient, c'était qu'on leur confiât la défense des passages alpestres, ou qu'on les mit à l'avant-garde s'il s'agissait d'une campagne. Après leur foi religieuse, rien de plus inébranlable chez eux que cette loyauté politique et militaire. Jamais, au plus fort de leurs guerres locales, il n'y eut chez eux la moindre velléité de révolte, d'indépendance ou d'infidélité ; sous ce rapport, ils seraient les mêmes aujourd'hui. Pour tout le reste, leurs usages guerriers rappellent assez les premiers Suisses, surtout ceux des Waldstetten : ils étaient excellents tireurs ; ils avaient des alliances défensives d'une vallée à l'autre. Ils priaient à genoux, non seulement avant et après le combat, mais souvent au milieu même de la mêlée ; leur bravoure était exempte de toute forfanterie. Telle était leur réputation d'honneur, de probité, de débonnairété, qu'à l'approche de ces guerres locales, où les familles catholiques des Vallées n'étaient guère plus en sûreté que les leurs, ces familles s'empressaient de confier leurs femmes et leurs filles aux Vaudois, que ceux-ci ramenaient ensuite de leurs refuges alpestres, sans même songer à une récompense.

Bien loin d'abattre le courage des Vaudois échappés au massacre, les *Pâques piémontaises* de 1655 furent suivies des faits d'armes les plus étonnants dont l'histoire fasse men-

tion. A l'armée du marquis de Pianezza, qui occupait toute la vallée de Luserne, les Vaudois n'eurent d'abord à opposer que *sept* hommes, dont l'un était il est vrai le fameux capitaine *Janavel*, le héros par excellence des Vallées. Quelques jours après, ils n'étaient encore que dix-sept, dont six n'avaient que des frondes. Sans perdre un seul homme, ils firent reculer l'ennemi en lui tuant beaucoup de monde. Furieux et humilié, le général-marquis appela à la hâte le ban et l'arrière-ban de ses troupes, qui se montaient maintenant à dix mille combattants. De son côté, Janavel reçut le renfort de quelques fidèles que le capitaine *Jahier* lui amenait du Val Cluson. Ils allèrent alors assaillir le bourg muré de San Secondo, où l'ennemi était en force. Ils y tuèrent quatorze cents soldats, tant Irlandais que Piémontais, ne perdirent que sept des leurs et ramenèrent un butin énorme. Quelques jours après, la petite troupe de Janavel, de trois cents Vaudois seulement, attaquée par trois mille hommes dans la vallée d'Angrogne, en tua cinq cents et n'eut qu'un mort et deux blessés. Inutile de poursuivre l'énumération de ces succès, toujours les mêmes, et qui cependant coûtèrent la vie à Jahier et mirent Janavel hors de combat ; mais ces chefs étaient aussitôt remplacés par leurs lieutenants. Cette fois ce fut bien la terreur répandue au loin par ces exploits, qui décidèrent le Duc à mettre fin aux hostilités, et, comme toujours, par le genre de traité qu'il appelait *Patentes de Grdce*.

Mais la façon dont l'ennemi savait mettre la paix à profit, était toujours plus fatale aux Vaudois que la guerre elle-même, — qui recommença de plus belle en 1661. Les Vaudois, au nombre de six cents commandés par Janavel, guéri de ses blessures, firent de rechef des prodiges de valeur; dans la principale rencontre ils tuèrent à l'ennemi plus de monde qu'ils n'étaient eux-mêmes de combattants, et n'eurent

que six morts et douze blessés. Au bout de quelques années de ce régime, le Duc accorda de nouvelles « Patentes de Grâce », forcé qu'il y était cette fois par l'épuisement de ses finances. — La guerre recommença en 1686, sous prétexte du refuge que des protestants français avaient trouvé dans les Vallées à la suite de la révocation de l'édit de Nantes. Aussi les Vaudois avaient-ils affaire à la fois aux armées de Louis XIV et à celles de leur propre Souverain, les premières commandées par Catinat, les autres par le Duc en personne, l'un et l'autre bien décidés cette fois d'en finir à tout prix. L'armée alliée se montait à plus de vingt mille hommes de troupes choisies, auxquelles les Vaudois n'avaient à opposer que quelques centaines de combattants. Aussi toutes les puissances protestantes s'accordèrent-elles à les supplier de ne pas prolonger une résistance impossible et de consentir à quitter le pays, momentanément au moins, avec leurs familles et ce qu'ils pourraient emporter de leur avoir; des terres étaient mises à leur disposition en Hollande et dans quelques Etats allemands. Ils préférèrent tenter encore le sort des armes, et la guerre débuta par des nouveaux prodiges; on peut bien qualifier ainsi des combats, tels que celui de St-Germain, où une poignée de Vaudois tua cinq cents Français en ne perdant que deux hommes; certes, le vieux dicton populaire « que la mort de chaque Vaudois coûtait la vie à cent ennemis, » était encore en dessous de la vérité. Mais la mauvaise foi des généraux ennemis, dont les Vaudois ne se méfiaient jamais assez, fut plus puissante que leurs bataillons. A chacun des petits corps de montagnards qui tenaient la campagne, on réussit à persuader, fausses preuves et faux serments à l'appui, que leurs frères avaient posé les armes. Alors seulement ils se résignèrent à cette retraite que leurs amis leur représentaient non seulement comme une nécessité absolue, mais

encore comme honorable et avantageuse. Cependant ils exigèrent et obtinrent que les milliers de Vaudois qui croupissaient dans les prisons de l'Etat, fussent libres de les suivre. Hélas! de douze mille prisonniers (la moitié de la population entière) faits la plupart en temps de paix, il n'en avait survécu que trois mille. On était à l'entrée de l'hiver (1686) et beaucoup moururent en route. La réception des exilés à Genève et en Suisse fut des plus sympathiques. Malheureusement, les terres qu'on leur destinait plus loin, venaient d'être ruinées par des inondations ou des incendies; il leur répugnait d'ailleurs d'être à charge à ces coreligionnaires étrangers. Avant trois ans, cet exil leur parut tellement insupportable qu'ils résolurent de rentrer de gré ou de force dans le pays de leurs ancêtres. C'est l'épisode connu ensuite sous le nom de *Glorieuse Rentrée*.

Les préparatifs de cette expédition, plus héroïque encore que la fameuse retraite des Dix mille, à exécuter en entier en pays inconnu et sur territoire ennemi, ne pouvaient rester secrets; et d'un bout de l'Europe à l'autre le projet fut taxé de suprême folie (1). Après avoir pris congé de leurs familles, les exilés se réunirent au nombre de mille environ, dans la nuit du 16 au 17 août 1689, dans les bois de Prangins, sur la

(1) Deux premières tentatives, de 1688, avaient échoué. Le succès de la troisième en inspira une quatrième, mais où les Vaudois étaient associés en minorité à quelques Suisses et à des centaines de Français réfugiés. Au bout de quelques jours, cette colonne, peu disciplinée, imagina de revenir sur ses pas; et son chef, le capitaine *Bourgeois*, à qui les Bernois reprochaient d'être parti malgré leur défense expresse, et de les avoir ainsi compromis vis-à-vis de Son Altesse Royale, fut condamné à mort et décapité à Nyon. On sait que la *Glorieuse Rentrée*, racontée jour par jour, a fait l'objet d'un livre publié par le pasteur et colonel Arnaud, et dédié à la reine Anne d'Angleterre.— Il existe une autre relation « par un soldat de l'expédition. »

rive droite du lac Léman, qu'ils traversèrent avant l'aube. Le commandement militaire, confié d'abord au capitaine *Turrel* de Die, passa ensuite à l'aumônier, le ministre *Henri Arnaud*, qualifié de « pasteur et colonel des Vaudois. » Bien que toutes les localités murées de la Savoie eussent leurs petites garnisons, nulle part cependant on n'osa entraver la marche de cette colonne compacte, qui d'ailleurs ne commettait aucune déprédation et payait comptant tout ce dont elle avait besoin. Quand il lui fallait sommer une ville d'ouvrir ses portes, elle se bornait à lever, parmi les principaux habitants, quelques otages qui étaient remplacés à l'étape suivante. Mais plus on approchait du Piémont, et plus il importait d'éviter les chemins battus et de se méfier des guides indigènes. Les Vaudois traversèrent ainsi, par des pluies torrentielles, les montagnes des Praz et de la Haute Luce, le Col du Bonhomme, le Mont Iseran, enfin les deux Mont-Cenis. A leur descente sur le versant italien, par la montagne de Tourliers, ils eurent à se dégager d'une embuscade de la garnison française d'Exilles. Arrivés le soir en vue de Salbertrand, où on leur avait annoncé « un bon souper », ils trouvèrent la vallée éclairée par trente-six feux de bivouac, et le passage de la Doire fermé par un corps de 2500 Français, commandé par le marquis de Larrey ; d'autres troupes se glissaient sur leurs derrières pour les prendre entre deux feux. Les Vaudois emportèrent le pont, culbutèrent l'ennemi, lui tuèrent de sept à huit cents hommes, et n'en perdirent eux-mêmes que vingt-deux. Après quoi, ayant entassé, au milieu du matériel du camp ennemi, la poudre qu'ils ne pouvaient emporter, ils firent sauter le tout ; l'explosion fut entendue jusqu'à Briançon, de l'autre côté des Alpes. Aussitôt après les actions de grâce, les trompettes vaudoises sonnèrent la marche, et le lendemain dimanche, au point du jour, la petite armée était au

sommet de la montagne de Scez, d'où elle voyait déjà étinceler au loin les glaciers de ses Alpes natales.

Restait maintenant aux Vaudois à reconquérir sur l'ennemi leurs propres vallées. Sans trop s'inquiéter de divers corps de troupes qui suivaient de loin leurs mouvements, ils traversèrent la Val Pragelas, franchirent de nuit, la torche au poing, le Col du Pis, et enfin, le 27 août, onzième journée de leur exode, ils descendirent dans la vallée Vaudoise de Saint-Martin. Ayant appris là que trois mille Piémontais les attendaient au Col Julian, qui les séparait encore de la vallée de Luserne, ils y coururent, et l'ennemi fut si prestement délogé qu'il laissa toutes ses munitions aux mains des assaillants. Les Vaudois procédèrent ensuite à l'expulsion des étrangers qui, pendant leur absence, s'étaient installés dans leurs patrimoines. Enfin, pour rester unis devant les ennemis, tant Français qu'Italiens, qui allaient revenir plus forts que jamais, au nombre de 22,000 hommes, — ils allèrent, vers la fin de l'année, prendre leurs quartiers d'hiver au milieu des neiges, à la Balsille (*Balciglia*), sorte de citadelle naturelle en forme de cône ou de pyramide à plusieurs étages superposés, située au sommet des rochers dans la partie la plus élevée du val St-Martin. L'ennemi, qui n'avait cessé de les harceler à ses dépens, les y suivit avec toute son artillerie, pour faire au besoin le siège en règle de ce nid d'aigle. Ce siège, dirigé successivement par le marquis d'Ombrailles, Catinat et le marquis de Feuquières, dura jusqu'au milieu du mois de mai de l'année suivante, et coûta des pertes énormes aux assiégeants. Déjà les Vaudois s'étaient vus forcés d'abandonner les redoutes inférieures, démantelées ou trouées à jour par le canon des hauteurs voisines, et de se retirer au sommet, dans ce que M. de Feuquières appelait « leur pain de sucre », où il se flattait de les prendre tous le lendemain,

lorsqu'au lever du soleil, « comme des aigles envolés de leur aire », dit Muston, ils se montrèrent sur des cimes bien supérieures à la Balsille et à tous les postes occupés par l'ennemi. Ils avaient profité de la nuit pour dévaler, entre deux corps de garde français, par un conloir si escarpé que personne n'avait eu l'idée de le surveiller. Ils n'étaient guère plus de quatre cents (1).

(1) Malgré ce qu'il peut y avoir eu de vraiment providentiel dans les exploits des Vaudois, et bien qu'ils les attribuassent toujours, sans l'ombre de fanatisme ou de superstition fataliste, à Dieu seul, « qui daignait se servir de leurs pauvres bras pour confondre ses ennemis », il est cependant permis de s'informer des moyens accessoires, purement humains, qui peuvent avoir secondé, dans une certaine mesure, cette supériorité guerrière sans exemple. — D'abord, les Vaudois n'étaient pas les premiers montagnards venus : aux avantages d'une organisation féodale beaucoup plus douce que celles du nord et du centre de l'Europe, et qui, dans les vallées piémontaises, n'excluait pas certaines franchises locales, nous avons vu que les Vaudois avaient su joindre d'eux-mêmes des qualités qui les faisaient rechercher de loin comme colons aussi habiles qu'intègres. Chez eux, la place qu'ils occupaient dans l'armée de leur souverain, recevait une importance particulière de la configuration et de la situation de leur pays, riche en fauves et en gibier de toute sorte, et voisin de l'ennemi, contre lequel ils avaient à garder les passages de leurs Alpes ; conditions essentiellement propices au développement de l'individu dans tous les exercices qui exigent force, agilité, présence d'esprit et surtout adresse ; encore au XVII^e siècle, la simple fronde était aux mains des Vaudois une arme redoutable. Leur tir à l'arc et à l'arbalète d'abord, puis au mousquet, était des plus meurtriers, tant par sa justesse que par sa rapidité. Quand ils avaient un poste à défendre, les deux premiers rangs n'avaient qu'à épauler les armes qu'on leur tendait toutes chargées. De son côté, l'ennemi ne revenait pas de la prestesse avec laquelle les Vaudois savaient éviter l'effet de ses feux de pelotons en se jetant à terre au moment voulu et en se précipitant sur lui avant qu'il fût revenu de son étonnement. Leur première victoire leur fournissait généralement plus d'armes et de munitions qu'il ne leur en fallait pour le reste de

Heureusement que les hostilités furent alors brusquement interrompues par le différend survenu entre Louis XIV et le Duc de Savoie. Sollicités des deux côtés, les Vaudois se décidèrent sans hésiter, comme toujours, pour leur Souverain légitime, auquel ils rendirent bientôt d'éminents services ; ils défendirent à eux seuls les frontières de ses Etats de 1690 à 1692, et pénétrèrent avec lui en Dauphiné.

la campagne ; mais, au besoin, ils savaient se retrancher, et fabriquer eux-même leur poudre. Il faut d'ailleurs que leurs armes blanches, dont ils usaient volontiers, aient été d'une trempe remarquable ; car à la bataille nocturne de Salbertrand, non seulement les sabres vaudois faisaient voler en éclats les épées et les baïonnettes françaises, mais on pouvait suivre en quelque sorte les péripéties de l'engagement corps à corps, aux étincelles qu'ils faisaient jaillir des canons de fusils ennemis. Dans les rencontres où l'imprévu jouait un grand rôle, il est évident que les Vaudois possédaient au suprême degré cette présence d'esprit et cet esprit de ressource qui caractérisent la bravoure italienne, et qui, avec la sobriété méridionale, expliquent, par exemple, pourquoi les régiments italiens furent presque les seuls qui revinrent de la malheureuse campagne de Russie, avec quelque chose qui ressemblait encore à un effectif en hommes, en tenue et en munitions. A la Baisille, serrés de près par un ennemi quarante fois plus nombreux, les Vaudois avaient trouvé moyen d'établir un moulin pour moudre les céréales récoltées sous plusieurs pieds de neige, et qui leur suffirent pendant plusieurs mois. — On se tromperait cependant en présumant que leur tactique militaire se bornait à profiter des chances que le hasard pouvait leur offrir. Ils convenaient toujours d'avance des localités qui, au besoin, leur serviraient de retraites. Quand l'ennemi envahissait en nombre leurs montagnes, ils se gardaient bien de disséminer leurs forces en courant à sa rencontre ; d'ailleurs, ils n'attaquaient jamais les premiers les troupes de leur souverain. Ils reculaient donc lentement, en laissant les assaillants se fatiguer à tirer et à monter, jusqu'au moment propice de tomber sur leurs rangs épuisés et disjoints par les accidents de terrain, et en conservant autant que possible l'avantage du combat de haut en bas ; pas toujours cependant, car telle était la rapi-

Les Vaudois furent alors rétablis officiellement dans leurs vallées, et leurs familles et compatriotes restés à l'étranger, s'empressèrent de venir les rejoindre. Pendant la malheureuse guerre de 1706, le duc Victor-Amédée II vint, en fugitif, chercher un asile chez ces mêmes sujets qu'il avait naguère chassés de chez eux. C'était leur témoigner d'autant

dité de leurs mouvements, que, dans sa fuite précipitée, l'ennemi trouvait parfois, à plusieurs lieues plus bas, la retraite coupée par les mêmes combattants qu'il croyait encore sur ses derrières. On comprend toutefois que l'habitude de cette guerre interminable leur avait inspiré une stratégie plus compliquée. Forcés le plus souvent, malgré leur petit nombre, de faire face à l'ennemi sur plusieurs points à la fois, séparés de plusieurs lieues, ils avaient, dès la première guerre du XVI^e siècle, créé sous le nom de « compagnies volantes » des corps d'élite spéciaux, chargés de maintenir les communications entre les principaux groupes et de se transporter rapidement, fût-ce d'une vallée à l'autre, partout où ce secours pouvait être le plus urgent. Enfin, lorsqu'ils marchaient à l'ennemi, en vue d'une bataille rangée inévitable, c'était ordinairement en trois corps : le centre, qui s'avavançait en pointe, et sur chaque flanc, mais les devançant, une colonne d'éclaireurs, qui avait en outre pour mission de harceler l'ennemi, de le dérouter par de fausses attaques, de l'attirer par des retraites simulées dans des embuscades, puis, en se repliant vers le centre, de le prendre entre trois feux. Tout cela est clairement récapitulé dans les instructions que Janavel, alors vieux et infirme, adressa de Genève à ses compatriotes au moment de la « glorieuse rentrée », dont le succès lui paraissait aussi certain que l'existence même de Dieu. Tout corps de combattants vaudois, même les compagnies volantes et les colonnes d'éclaireurs, était accompagné d'un pasteur-aumônier, qui se battait au besoin comme les autres, mais dont la présence garantissait le respect du droit des gens et de l'humanité, que les Vaudois continuaient à observer, tandis que l'ennemi se faisait comme un devoir d'y manquer. — Après cela, toutes les explications imaginables n'empêcheront pas que, pour le commun des lecteurs, l'histoire guerrière des Vaudois, qui échappe aux attaques de la critique la plus sceptique, ne soit tenue pour plus merveilleuse que toutes les traditions relatives à leur origine et à l'antiquité de leurs croyances. Quelle leçon pour les petits peuples !

plus de confiance, que, dans les années précédentes, il s'était de rechef départi de ses bonnes dispositions à leur égard. La question s'était de nouveau compliquée de la présence de réfugiés français dans les Vallées, et les protestants du Val Cluson avaient dû prendre le chemin de l'exil (1698); leurs colonies existent encore dans quelques Etats du midi de l'Allemagne. Quant aux Vaudois indigènes, qui restèrent dans leurs vallées, ils furent bientôt soumis à quantité de vexations et de restrictions qui les mettaient de fait hors la loi commune. On continuait en outre à enlever leurs enfants pour les faire élever catholiques. Quelques légers adoucissements furent apportés à ces maux après la bataille de l'Assiette (1747), dont le succès fut dû principalement aux Vaudois. — Les conquêtes de la France révolutionnaire les affranchirent au-delà de ce qu'ils auraient pu espérer, et ils eurent ensuite l'avantage de plaire à Napoléon 1^{er}. Mais ces faveurs françaises eurent pour résultat d'arrêter les subsides que les Vaudois recevaient de quelques souverains protestants; et pour le dire en passant, nous croyons savoir que les rois de Prusse sont les seuls qui aient continué les leurs, jusqu'à ce jour (?). — A la Restauration, les Vaudois s'empressèrent d'envoyer à Gênes une députation au roi Victor-Emmanuel 1^{er}, pour le complimenter à l'occasion de sa rentrée dans ses Etats. Cette députation ne fut pas même reçue, et un édit royal vint bientôt remettre en vigueur les anciennes mesures d'intolérance portées contre les Vaudois. Il en fut à peu près de même sous le règne suivant, — jusqu'à Charles-Albert.

Ce roi ayant visité en personne les Vallées Vaudoises, fut si enchanté de la réception qu'elles lui firent, qu'il voulut en consacrer le souvenir par un monument public, une fontaine monumentale à l'entrée de la petite ville de la Tour, sur

laquelle on lit, en italien : *Le Roi Charles-Albert au peuple qui l'accueillit avec tant d'affection, 1845.* — Puis vinrent, de 1847 à 1848 et coup sur coup, les réformes sociales et politiques ; la loi organique des Conseils de communes et de provinces ; la loi électorale, indépendante de toute acception confessionnelle ; la création des gardes nationales ; enfin, la Charte constitutionnelle connue sous le nom de *Statuto*, suivie de l'édit d'émancipation civile et politique des Vaudois, dont l'initiative revenait surtout au marquis d'Azeglio. Un enthousiasme extraordinaire régnait alors dans toute la monarchie libérale. On avait annoncé pour le 28 février (1848), à Turin, une grande fête nationale, à laquelle toutes les provinces devaient être représentées. Le voyage de la députation vaudoise fut une marche triomphale ; on se disputait partout l'honneur de la recevoir, de lui être agréable ; et, lorsqu'il fut question d'organiser le défilé des députations devant le palais royal, les commissaires de la fête assignèrent aux Vaudois la toute première place. « Assez longtemps ils ont été les derniers (dirent-ils). Il est juste qu'ils soient aujourd'hui les premiers ! »

Depuis lors, les Vaudois se sont rapidement relevés de l'état précaire et humiliant qu'ils avaient dû endurer sous l'ancien régime. Il est vrai que tout ce qui concerne leur culte et l'instruction réformée est resté à leur charge ; mais les collectes faites dans les Vallées et chez les coréligionnaires du dehors, suffisent à cet entretien. Les dons plus considérables de quelques amis étrangers, anglais surtout, qui s'intéressent particulièrement à l'œuvre Vaudoise (1), leur ont permis d'augmenter considérablement le nombre de leurs

(1) Il faut citer surtout feu le général invalide anglais *Beckwith* qui, non content de consacrer à cette œuvre une grande partie de sa fortune, a voulu s'établir lui-même au milieu de ses amis des Vallées, où sa famille se trouve encore. Aussi a-t-il mérité le beau titre de *Bienfaiteur des Vaudois*.

temples, de leurs presbytères, de leurs écoles, de leurs collèges, de leurs hôpitaux, etc. Aujourd'hui l'Eglise vaudoise a des filiales jusqu'en Amérique. Enfin, au lieu d'être obligés, comme autrefois, d'aller compléter leur instruction supérieure dans les académies suisses ou françaises, les étudiants des Vallées ont, depuis 1860, dans le Collège Vaudois de Florence, un établissement *national* qui ne laisse rien à désirer. Toute cette organisation ecclésiastique, scolaire, académique, de bienfaisance, etc., fonctionne de la façon la plus satisfaisante, sous le contrôle des *Consistoires* paroissiaux ; — du *Synode* annuel formé par leurs délégués ecclésiastiques et laïques (les pasteurs en sont de droit), et qui est comme le pouvoir législatif de la communauté ; enfin, — de la *Table Vaudoise*, comité supérieur, administratif et exécutif, de l'œuvre entière. Ce Comité, renouvelé d'une année à l'autre par le Synode, se compose de trois ecclésiastiques et de deux laïques ; le président porte le titre de *Modérateur*, le vice-président, celui de *Modérateur-Adjoint*, tous deux ecclésiastiques. L'Assemblée synodale nomme également le *Comité d'Évangélisation*, la *Commission des Hôpitaux* et le *Conseil de Théologie*. On le voit : c'est l'organisation presbytérienne, avec prépondérance de l'élément ecclésiastique égalitaire, mais indépendante ici de tout lien officiel, et sans les tendances politiques qu'on a reprochées ailleurs à cette nuance religieuse. Du reste, la différence confessionnelle n'est plus un empêchement à l'admission des Vaudois à tous les emplois laïques de la patrie italienne. Dans bien des cas, leur instruction supérieure et leur réputation de probité leur vaudraient même certaines préférences. Enfin, ils vivent dans les relations les plus cordiales avec leurs voisins et concitoyens catholiques.

Que pourrait-il donc manquer encore à cet « Israël des Alpes » Cottiennes ? Nous ne pouvons naturellement en juger qu'en

modeste ami étranger. Comme tel, nous ne saurions nous empêcher de redouter dans l'avenir, pour l'autonomie vaudoise, l'état de quiétude, pour ne pas dire de lassitude ou d'apathie qui suit souvent la sécurité rendue d'un seul coup après des luttes et des épreuves aussi prolongées ; et de nous demander s'il n'y a pas déjà quelques symptômes de ce genre dans ce manque d'initiative qui est reproché aux Vaudois actuels, qu'ils se reprochent d'ailleurs à eux mêmes, non pas certes en matière religieuse, mais dans la pratique ordinaire de la vie. Sans doute, il n'est pas aujourd'hui de Vaudois qui ne connaisse, sommairement au moins, le glorieux passé de son pays, que des pasteurs patriotes, dignes successeurs des anciens Barbas, ont pris soin de lui raconter dans des *Histoires* justement estimées. Ils savent donc parfaitement qu'ils descendent des compagnons d'armes des Janavel, des Jahier et des Arnaud ; leurs noms et les états civils le prouvent. Les persécutions mêmes, continuées longtemps encore après la pacification des Vallées (1697, 1698, 1713, 1730) contre les étrangers qui s'y étaient établis, ont contribué à la conservation sans mélange de cette race antique et homogène, dont on peut dire avec plus d'apropos que de toute autre, *paucitas nobilitat* ; on peut donc ajouter, sans risque de se tromper, qu'il n'est pas un seul vaudois, riche ou pauvre, qui ne descende de quelqu'un de ces héros et de ces martyrs que bien des familles des Vallées comptent par douzaine. Comment l'auraient-ils oublié, dès la première génération de leur complet affranchissement !

On reconnaît encore l'ancienne débonnaireté vaudoise dans cette absence complète de vanité, de chauvinisme et de rancunes retrospectives qui les a toujours caractérisés. Tout ce qu'ils demandaient, c'était de pouvoir adorer Dieu à leur manière, comme leurs pères l'avaient fait de temps immémorial ;

la conservation de quelques privilèges locaux, de quelques franchises civiles, municipales ou politiques, le droit de propriété individuelle même, tout cela n'était à leurs yeux que des questions secondaires, pour lesquelles ils ne se seraient jamais armés contre leurs souverains. Conservateurs avant tout, leur antique loyauté est doublée, depuis 1848, d'une gratitude qui en fait, malgré la différence de religion, la population italienne la plus attachée à ses princes légitimes. Enfin, l'unité de langage étant au nombre des facteurs de l'unité nationale, il y a chez eux une tendance prononcée, à revenir en toute chose à la langue italienne, même en matière ecclésiastique. En cela encore on ne saurait que leur donner raison; non pas qu'on pût approuver sans réserve, dans leurs écoles, dans leurs temples, dans leurs familles même, l'abandon complet d'un idiome si intimement lié à leurs destinées des derniers siècles, et dont la connaissance donne au moindre Vaudois un degré de culture de plus; mais parce que l'Eglise vaudoise des Vallées du Piémont est à compter, à meilleur titre encore que les Arnaud de Brescia et les Savonarole de Florence, parmi les origines et les précurseurs de la Réforme italienne, bien plus ancienne, dans ce sens, que celles du nord et de l'ouest des Alpes; et que d'ailleurs l'Evangélisation en langue française serait aujourd'hui, en Italie, un véritable non-sens, le plus sûr moyen de la rendre impopulaire. D'autre part, les ecclésiastiques Vaudois établis en France (et il en est plusieurs d'un grand mérite) ne doivent cette position qu'à leur qualité de Français, sinon d'origine, au moins en vertu de quelque alliance de leurs pères avec des familles françaises, réfugiées jadis pour la Religion; en tous cas sont-ils soumis aux lois politiques, civiles et ecclésiastiques de leur patrie d'adoption.

A Dieu ne plaise que nous songions à regretter une assimi-

lation dont les dangers même ont valu aux Vaudois leurs plus étonnants titres de gloire ! Mais quelles qu'aient été les causes et les conditions de l'absorption, pour un temps, de leur Eglise dans la Réforme française, ils n'avaient pas attendu cet événement pour faire preuve de leur résolution à défendre leur foi antique, dont le caractère primitif s'est retrempé dans les combats et dans les épreuves ; c'est ce caractère particulier que nous voudrions voir se conserver. Comme, dans ses manifestations, la Réforme n'exclut pas davantage la diversité des formes, que l'unité italienne n'exclut le caractère distinctif des peuples qui la composent, — nous voudrions que les Vaudois s'appliquassent surtout à rester ce qu'ils sont, tant en religion que dans la vie ordinaire. En d'autres termes, nous voudrions que, parmi les sectes chrétiennes, il y eût au moins une communauté, peut être la plus ancienne de toutes, qui, ne relevant que d'elle-même, continuât à prospérer dans sa simplicité apostolique, à l'abri des subtilités théologiques du XVI^e siècle, ou des entraînements d'un mysticisme plus récent, aussi bien que des intrusions intolérantes ou mondaines de la propagande moderne. Cette tâche est peut-être plus difficile à remplir au milieu de la sécurité et du cosmopolitisme actuels qu'au temps des persécutions.

Au nombre des éléments qui peuvent contribuer à entretenir, à ramener même au besoin, le sentiment national, l'histoire et ses sciences auxiliaires tiennent certainement le premier rang. Sous le rapport de l'historiographie proprement dite, peu de petits pays ont été mieux et plus consciencieusement servis que les Vallées vaudoises du Piémont, dès le XVII^e siècle jusqu'à nos jours (1). Alors même que les témoignages con-

(1) Leurs principaux historiens sont Morland (Anglais), *Perrin, Gilles, Léger, Arnaud, Monastier, Muston, Brez*, dont le second volume, conservé en manuscrit à la bibliothèque de la Tour, attend encore un éditeur.

temporaires, plus souvent hostiles que sympathiques, feraient défaut; on sent qu'on peut croire implicitement sur parole ces pasteurs historiens, pour la plupart témoins, acteurs, souvent victimes, toujours contrôleurs scrupuleux des événements qu'ils racontent. Le lecteur laïque étranger trouvera peut être leurs récits trop uniformément religieux : mais qu'on n'oublie pas que dans un pays sujet, qui n'a jamais eu d'autre credo politique que la fidélité au Souverain, l'histoire est avant tout celle de la seule institution qui le distingue de ses voisins. Ce qu'on voudrait, c'est que, même pour les vicissitudes de leur Eglise, les lettrés vaudois actuels participassent davantage aux progrès de cette école historique documentaire moderne, qui, depuis un demi siècle, est à l'œuvre dans tous les pays éclairés; sans doute, les recherches patientes qu'elle exige sont difficiles dans un pays que les persécutions ont privé de tous ses anciens documents, et qui ne se connaît d'autres archives que celles, très récentes, de ses consistoires et de ses états civils paroissiaux. Mais ce qui échappe aux efforts isolés de deux ou trois savants, n'est point hors de la portée des yeux d'Argus, des cent bras, des intelligences et des ressources combinées d'une *Société* historique, où chaque spécialité est représentée. On est toujours étonné de ce que l'existence seule de semblables Sociétés peut faire sortir de choses des moindres localités, des familles, des voisins, de l'étranger, de l'ennemi même, de dessous terre en quelque sorte, où elles auraient pu se perdre ou rester enfouies éternellement sans l'occasion qui les fait revivre. Naturellement ne faut-il pas, pour un petit pays, que semblable Société soit créée à l'instar de celles des capitales, où chaque branche suffit à une association nombreuse; mais qu'elle soit constituée en vue de grouper toutes les forces intellectuelles de son ressort, comme c'est le cas de quelques sociétés cantonales ou départementales

de nos contrées. Sous ce rapport, nous ne saurions recommander meilleur modèle que la *Florimontane* de la Haute-Savoie (Annecy), et ses Mémoires sous forme de journal mensuel (*la Revue Savoisienne*), où l'histoire, la biographie, l'archéologie, la langue, les dialectes, les lettres, les sciences naturelles, la météorologie même sont représentées sans se nuire mutuellement. Que d'anneaux n'y aurait-il pas à retrouver et à ressouder, à cette longue chaîne de l'histoire vaudoise, rompue non seulement dans ses origines et au moyen âge, mais encore pour plusieurs événements du XVI^e siècle!

Une *Bibliothèque nationale*, destinée aussi bien aux manuscrits qu'aux imprimés, serait un complément indispensable dans un pays sans autres archives proprement dites. Nous ignorons jusqu'à quel point celle du Collège de la Tour remplit ce but. Mais ce que nous savons, c'est qu'il faudrait qu'elle contint, au moins en copies fidèles, facsimilées, photographiées même si possible, ces poèmes antiques et tous ces vénérables écrits vaudois, dont les seuls exemplaires connus sont disséminés au loin dans les dépôts scientifiques de l'étranger. (1) — Dans beaucoup de pays et particulièrement en Suisse, il n'est guère de souvenirs plus populaires du passé que les *Musées* et les *Arsenaux historiques*, même ceux qui sont nés de hier par un simple appel à la libéralité des particuliers. Rien de plus aisé, d'ailleurs, que de conserver aux exposants la propriété des objets présentés au public, comme c'est le cas pour le musée historique de Florence. N'y aurait-il donc pas

(1) Un exemplaire de la *Noblia Loyezon* à Genève, l'autre à Cambridge; les actes du synode d'Angrogne de 1532, à Dublin. Dans cette dernière ville et à Genève, plusieurs autres anciens écrits vaudois. Que sont devenues les anciennes traductions vaudoises des Saintes Ecritures, qui furent, dit-on, mises à contribution pour la Bible d'Olivet? On nous assure que de cette Bible elle-même il ne reste plus qu'un seul exemplaire dans les Vallées.

moyen de créer quelque chose de semblable dans les Vallées ? — A l'exception de la musique, pour quelques chants d'Eglise, les beaux-arts n'ont fleuri ni chez les Vaudois, ni à leur intention, et cela se conçoit. Cependant, peu d'annales offriraient à la peinture historique des sujets plus saisissants et plus pittoresques ; et le paysagiste en quête « d'études », serait servi à souhait dans les Vallées. Les contributions de la peinture se bornent ici à quelques portraits des pasteurs les plus éminents ; nous n'avons pas même réussi à découvrir quelque reproduction des principaux sites du pays ; il est vrai que ce n'est pas là qu'il faut s'en enquérir. (1)

Aujourd'hui, que les patriotes de tous pays, voire de simples municipes, s'évertuent à trouver dans leurs annales des prétextes de consacrer, par le bronze ou la pierre, le souvenir de quelque personnage ou de quelque évènement flatteur pour le pays, et qui devienne en même temps une occasion de fête ou d'anniversaire, on est étonné de ne rencontrer, dans toutes les Vallées Vaudoises, d'autre *memento* que celui par lequel le Roi Charles-Albert a voulu leur témoigner sa reconnaissance. Certes, ce n'est pas que les hommes et les faits qui mériteraient pareil hommage fassent défaut chez les Vaudois ; car, s'il s'agissait de commémorer de cette façon seulement toutes

(1) La seule librairie qui existe à La Tour, peut-être aussi dans toutes les Vallées vaudoises, est mêlée à un atelier de reliure ; son stock utilitaire consistait surtout en livres d'église, d'école et d'édification. Un photographe vient cependant de s'établir près de là, dans le hameau de Sainte-Marguerite. Quant aux cartes du pays, la meilleure que nous ayons pu trouver est celle de 1881, qui est consacrée à toute la province de Turin, et elle ne suffit pas à une étude détaillée de l'histoire vaudoise. La plus importante serait probablement la grande carte de l'état-major piémontais ; mais les Vallées vaudoises y figurent au point de réunion de quatre grandes feuilles, qu'il faudrait empiéter pour les avoir au complet.

les victoires qu'ils ont remportées dans les *trente-trois* guerres ou campagnes dirigées contre eux, il y aurait pour ainsi dire de quoi épuiser une de leurs carrières de marbre. Mais ce luxe ostentatif, auquel, quoiqu'on fasse, l'esprit de parti n'est jamais complètement étranger, ne leur ressemblerait guère; et d'autant moins que la plupart de ces trophées seraient aujourd'hui comme autant de reproches aux souverains qui leur ont rendu librement tout ce qu'ils pouvaient désirer. Le monument qui dominerait tous les autres, serait toujours l'existence même de cette antique Eglise, qui a vu si longtemps le flot ennemi se briser au pied de ses rochers. C'est le seul aussi qu'il importe de conserver, non comme une froide pierre ou une lettre morte, mais, *ore perennius*, en souvenir toujours *vivant*, — ce qui ne s'obtient qu'en sachant *vivre* soi-même dans le souvenir.

GOTTFRIED ET THÉODORE KÖRNER

Étude biographique et littéraire

L'Europe politique et littéraire de 1815-1840, les nationalités rêvant un nouvel avenir, les protestations des penseurs et des hommes d'action pour l'émancipation de la pensée publique offrent à l'écrivain et au publiciste un champ intéressant de découvertes. Plus rapproché de nous, le mouvement de la Restauration en France nous est suffisamment connu ; en Allemagne, elle s'ouvre par deux périodes distinctes : la première, qui s'étend de 1800 à 1830, est une réaction contre l'influence étrangère. Une jeunesse enthousiaste veut ressusciter les souvenirs du vieil empire germanique ; et dans ce culte du passé, dont la poésie et les lettres font leur profit, Rückert, Schenkendorf, Arndt et Th. Körner illustrent cette première levée de boucliers. La lutte continue jusqu'en 1840, et ne se termine guère que huit ans plus tard ; cette période est la contre-partie de la précédente. C'est une opposition nouvelle qui surgit, avant tout préoccupée de défendre les libertés intérieures de son pays, car après le Congrès de Vienne les souverains n'avaient pas ménagé les promesses ; mais une fois leurs trônes affermis, ils les oublient et les

Constitutions sont encore ajournées. On revendique énergiquement la liberté de la presse, la publicité des tribunaux, le droit d'association ; la littérature et la poésie se font alors militantes ; les chaires professorales se transforment en tribunes, les universités en parlements dans lesquels on élabore des systèmes nouveaux, une esthétique nouvelle qui réponde mieux au besoin de la polémique du jour que les théories classiques du siècle dernier. C'est sur ces deux époques que se portent maintenant les recherches des historiens et des critiques d'au-delà du Rhin. Les correspondances inédites, les papiers de famille, les mémoires sont interrogés avec curiosité, et, quoique les trouvailles soient de portée et de mérite inégaux, elles nous offrent souvent des surprises intéressantes dont l'histoire des lettres ne peut que profiter.

Parmi les ouvrages dernièrement parus, il en est deux en particulier qui méritent une mention spéciale ; le premier, dû à la plume de M. Jonas, littérateur berlinois, est un recueil de nouvelles biographiques et littéraires sur le poète Th. Körner et sa famille ; le second retrace la carrière agitée de Freiligrath dans les années 1840-48 ; l'auteur, M. de Buchner, a pu consulter des documents biographiques qui modifient et complètent les études de St-René Taillandier sur la Jeune Allemagne. Désormais chacune des deux époques dont nous parlions plus haut a son représentant ; c'est la première que nous voudrions faire revivre en l'étudiant dans un de ses héros. Th. Körner représente deux tendances : par ses traditions de famille, sa culture poétique, il se rattache à la période d'imitation où l'esprit de Goethe et de Schiller plane encore sur la jeune génération ; mais par son enthousiasme pour la liberté, sa haine de l'étranger, son lyrisme hardi et puissant, on reconnaît en lui le poète moderne. Étudié et lu dans son pays, traduit à l'étranger, le poète de *la Lyre et*

l'Épée restera toujours une figure sympathique, à laquelle s'attache le charme mélancolique d'une mort de patriote, moissonné par la guerre avant l'épanouissement complet de son talent.

I

La famille Kœrner, éteinte aujourd'hui, appartient à cette bourgeoisie lettrée que nous voyons en Allemagne, vers la fin du siècle dernier, s'élever par son seul mérite aux fonctions publiques dans les résidences et les centres importants. Le père de notre poète, Christian Gottfried Kœrner, né à Leipzig en 1756, était fils d'un pasteur qui lui fit donner une instruction solide, plutôt qu'étendue et variée. D'une piété sincère, mais étroite, fermement attaché aux dogmes de l'orthodoxie luthérienne, le respectable ecclésiastique exerça sur son fils une influence qu'on retrouve dans les années suivantes. A l'âge de 20 ans le jeune Gottfried se rendit à l'Université de Gœttingue pour y étudier le droit, et après quelques voyages sur les bords du Rhin, à Dusseldorf, où il connut Jacobi, et en Suisse, à Zurich, où il fut en rapport avec Lavater, il revint dans sa ville natale où il prit le grade de docteur en droit. Introduit dans l'intimité de quelques familles cultivées, il sentit pour la première fois s'éveiller en lui le goût des beaux-arts, de la poésie et de la musique que son père lui avait sévèrement interdits, n'y voyant que des distractions futiles, dangereuses même. Ce fut à Leipzig qu'il fit la connaissance d'une jeune fille, Minna Stock, dont le père, graveur distingué, comptait parmi ses élèves Gœthe, alors étudiant à l'Université. Dès 1781 *privat-docent* à la Faculté de droit, et successivement membre du Consistoire supérieur, et assistant de la Chambre

de Commerce, Christian Koerner n'avait qu'un revenu trop modique pour songer à s'établir ; son père ne le voyait pas non plus de bon œil entrer dans une famille d'artistes. La sœur aînée de Minna, Dora Stock, était un peintre de portraits distingué dont quelques musées de l'Allemagne ont conservé des originaux ou des copies ; Minna, la fiancée de Christian, annonçait un goût très vif pour la musique ; et dans de petites réunions composées de quelques amis, chacun donnait libre essor à ses aptitudes, on chantait, on lisait et discutait avec passion les écrivains et les poètes contemporains. C'était le moment où Schiller faisait paraître ses premiers drames : les *Brigands*, *Fiesque*, *Cabale et Amour*, et quelques-unes de ses poésies lyriques ; on ne sait que trop combien la période d'élaboration, connue dans les fastes littéraires de l'Allemagne sous le nom de période de *tumulte et tempête*, exerça de ravages sur certaines organisations poétiques. Même dans les milieux humbles et bourgeois l'imagination était surexcitée, les créations de Schiller disposaient à la rêverie et au merveilleux, et, bien des années plus tard, Minna Koerner racontait en riant à l'historien Foerster qu'elle s'attendait à voir dans Schiller ce héros même des brigands, Carl Moor, et qu'elle ne pouvait revenir de sa surprise à la vue de la figure douce et grave du poète. A la suite de démêlés qu'il avait eus avec le Grand Duc de Wurtemberg, et d'engagements contractés avec le directeur du théâtre de Mannheim à propos de sa seconde tragédie, la *Conjuration de Fiesque*, Schiller se trouvait dans un état voisin de l'indigence. Le désespoir s'empare de lui, lorsqu'il reçoit un message anonyme de trois admirateurs que le hasard ne lui fait connaître que deux ans plus tard. Réduit à fuir de Mannheim, il se rend à Leipzig, à l'invitation de ses nouveaux amis, qui mettent en commun leurs ressources pour lui venir en aide. Koerner, après la mort de son père,

était entré en possession d'une fortune considérable pour le temps, dont il sut avec un tact généreux faire profiter le poète malheureux. La correspondance des deux amis, à laquelle nous empruntons ces détails, commence dès cette époque; elle est empreinte de la plus touchante intimité, et ces marques de sympathie furent décisives pour la carrière future de Schiller; il le reconnaissait lui-même: « Si je deviens un jour ce que je rêve, écrivait-il à Kœrner, qui peut se dire plus heureux que toi ? » — Sous l'empire de si douces émotions et du sentiment si profond du bonheur domestique, Schiller composa son *Hymne à la joie* qu'il a plus tard jugée sévèrement; elle n'en est pas moins une date marquante tant pour l'éclosion de son génie que pour ses humbles et discrets protecteurs.

Les années de 1785-1790 furent les plus heureuses à tous égards pour les deux amis. Devenu l'époux de Minna Stock, Kœrner emmène Schiller avec lui dans sa modeste maison à Loschwitz, placée dans un site ravissant sur l'Elbe, près de Dresde; c'est dans cette retraite qu'en attendant une renommée plus haute l'auteur des *Brigands* achève son *Don Carlos*, et mène de front les travaux les plus divers dans l'intimité de la famille, véritable continuation de l'idylle de Goethe à Wetzlar, que la noblesse de cœur des trois acteurs sait maintenir dans la pure sphère de l'amitié. Mais l'heure de la séparation allait bientôt sonner. Le duc de Saxe-Weimar, Charles-Auguste, avait entendu lire à Darmstadt le premier acte de *Don Carlos* et songeait à attirer le poète à Weimar; Schiller prit congé de ses hôtes en 1788, et continua avec Kœrner une correspondance qui s'arrêta en 1806, quelques jours avant sa mort. Les lettres originales se trouvent aujourd'hui à la Bibliothèque Royale de Berlin; au dire de juges compétents, c'est en définitive ce que Kœrner a écrit de mieux; elles suffisent amplement à nous faire connaître une personnalité inté-

ressante, quoique modeste, et nous fournissent, comme nous le verrons bientôt, plus d'un renseignement pour l'histoire des lettres allemandes. De la part de Schiller, on est peiné et surpris du ton de froideur qui règne par intervalles dans ses rapports avec son premier bienfaiteur ; on l'a souvent accusé d'inconstance et d'ingratitude ; il faut faire la part de l'exaltation malade et de l'humeur inquiète qui formaient le fond de son caractère, car, à dater de l'époque de son mariage avec Charlotte de Lengsfeld, les anciennes relations reprirent leur cours, et l'amitié ne fut jamais altérée.

La position de Kœrner avait aussi changé. Nommé en 1790 conseiller d'appel à la cour de Dresde, il s'établit dans cette ville où il resta jusqu'en 1812. Une phase nouvelle s'ouvre dans son existence ; il sentait en lui la vocation d'écrivain et de penseur ; le travail forcé que lui imposaient ses nouvelles fonctions n'était pas son fait, et, quoiqu'il s'en soit acquitté avec l'approbation de ses supérieurs, ce fut plutôt par devoir et pour assurer le bien-être de sa famille qu'il resta fidèle à son poste. Occupé jusqu'alors de science pratique, d'industrie et d'économie politique, il se plaît maintenant au commerce des artistes et des gens de lettres ; les notabilités intellectuelles de son pays trouvent chez lui un accueil empressé. On a dit de la petite cour littéraire de Weimar que c'était le siècle de Louis XIV en famille ; on en peut dire autant de l'hospitalière maison de G. Kœrner dont les habitudes contrastaient grandement avec la vie frivole de la haute société de Dresde à cette époque. Son salon était l'oasis dans le désert, suivant l'expression de Schiller. Ce magistrat lettré, ce digne patriote nous fait penser, dans une sphère plus restreinte, à ce ministre de Louis XVI qui prend plaisir à réunir autour de lui les écrivains nationaux et les hommes politiques, et dont la pensée doit réagir un jour si fortement dans l'esprit de son fils. Il

y a chez Kœrner le mélange d'austérité aimable, d'intelligence pratique, de tendances libérales qui caractérise le genevois Necker; Saxon de vieille roche, protestant luthérien convaincu, il impose à la fois le respect et l'affection par la solidité de ses principes, la pureté de sa conduite et la largeur de ses vues, qui lui permettent de se mouvoir librement dans le conflit des discussions avec les hôtes illustres qui se donnent rendez-vous chez lui. Ils ont été nombreux : à côté de Goethe et de Schiller, nous rencontrons le poète Matthison, Auguste et William Schlegel, Herder, le musicien Zetler, le compositeur Fernando Paër, appelé plus tard à Paris par Napoléon I^{er} en qualité de maître de chapelle; le Talma de l'Allemagne, l'acteur Iffland, le poète malheureux Henri de Kleist, Arndt et le futur historien et biographe de Th. Kœrner, Charles Fœrster ont aussi, quelques années plus tard, trouvé un sûr asile dans la maison de Kœrner pendant la guerre de délivrance.

Il semble qu'on soit en droit de réclamer beaucoup de ces imaginations ouvertes à toutes les impressions par le contact journalier avec des individualités supérieures; l'histoire des lettres est là cependant pour nous démentir; ces esprits aimables, flexibles, qui nous étonnent dans leur conversation ou leur correspondance par l'étendue et la finesse de leurs aperçus, gagnent plus à être vus dans une demi-teinte discrète d'obscurité qu'au grand jour; rarement ils ont produit des œuvres de longue haleine. Kœrner a beaucoup ébauché et peu tiré de son propre fond; il s'est essayé dans des domaines très divers; son œuvre est fragmentaire, et, pour nous faire une idée de son activité comme écrivain, il faut avoir recours à des publications spéciales, difficiles à trouver aujourd'hui, aux premières feuilles littéraires qui virent le jour un peu partout à la fin du XVIII^e siècle en Allemagne. Kœrner avait reçu une forte instruction classique, comme Goethe; il s'entretenait dans

ses souvenirs en lisant à ses heures de loisir Eschyle et Sophocle, Platon pour lequel il avait une préférence marquée; les littératures anglaise et française lui étaient familières; Calderrone, Lopez de Vega et les poètes allemands contemporains formaient le fond de ses lectures. En 1784, en l'absence du professeur Becker, il avait reçu à Leipzig les *Ephémérides de l'Humanité*; mais ce ne fut guère qu'à l'instigation de Schiller qu'il commença à écrire pour le grand public. Le poète avait reconnu en lui un critique pénétrant, sachant mieux comprendre et exprimer la pensée d'autrui que la sienne propre; aussi lorsqu'il voulut fonder la *Thalia*, il s'adressa tout d'abord à son ami. Cette revue contient de lui une traduction du *Mahomet* de Gibbon, et une dissertation sur la liberté du poète dans le choix de son sujet. A la même époque nous le voyons en rapport avec l'historien Huber, prêt à collaborer avec lui pour une histoire de la Fronde; il rassemble et classe en même temps pour Schiller des mémoires sur l'histoire d'Angleterre; l'Encyclopédie attirait aussi son attention et il se proposait d'en traduire quelques articles. Les lettrés et les poètes allemands furent tous plus ou moins philosophes, et lorsqu'en 1793 Schiller laissa de côté ces travaux historiques pour étudier Kant et son école, Koerner prit une part active aux travaux de son ami. A partir de l'année suivante, leurs lettres prennent de plus en plus la forme de dissertations philosophiques et littéraires dont ils consignent le résultat dans le *Journal des Heures* et l'*Almanach des Dames*, pour initier le public aux questions d'art et d'esthétique. On s'étonnera peut-être de l'importance accordée par les commentateurs modernes de Schiller à la critique de Koerner sur les œuvres du grand poète; il suffira de rappeler qu'à l'époque dont nous parlons, le goût public était loin d'être éclairé comme il peut l'être aujourd'hui, par des revues et des publications qui provoquent un échange

fécond d'idées entre l'écrivain et le lecteur : « Il n'y a pas, écrivait Goethe, de capitale pour le poète allemand. Son public est dispersé, et ne se compose que de quelques esprits d'élite qui savent estimer sa valeur, mais dont la voix se fait rarement entendre. L'église invisible a besoin d'un représentant ; autrement le poète se croirait dans un désert. » — « Ce représentant et ce guide », ce sage ami toujours rigoureux, inflexible, qui

Jamais sur nos défauts ne nous laisse paisibles,

les écrivains allemands le rencontraient encore plus difficilement que les auteurs du grand siècle en France dans ces petites capitales fermées à toute innovation artistique et littéraire; heureux quand ils trouvaient dans les rangs de la bourgeoisie cultivée un caractère droit, un esprit de portée comme G. Kœrner ! Avec G. de Humboldt et Goethe, il a eu sur le talent poétique de Schiller la plus heureuse influence ; la critique de ses trois juges s'est exercée chacune dans un sens différent. Goethe, avec son calme olympien, tempère la fougue et l'exaltation du rival devenu son ami en lui inculquant le sens de la forme poétique qu'il possède à un si haut degré ; Humboldt cherche en philosophe l'évolution de la pensée du poète et l'esprit général de ses œuvres, tandis que Kœrner représente le tribunal de l'opinion publique qui juge les œuvres d'art en elles-mêmes et admire le beau partout où elle le reconnaît, sans lui demander son diplôme et ses papiers d'identité. Schiller se plaint un jour de ce que ses compatriotes se plaisent à enfermer l'art dans des cadres de convention, dans des formules strictes qui empêchent l'artiste de se mouvoir librement, comme la réforme avait enchaîné la pensée dans des dogmes sacrés et immuables, Kœrner non plus ne craint pas les hérésies

permises : « Un esprit ouvert à la poésie, écrit-il, conserve une certaine prédilection pour les premières impressions qu'il a reçues dans les beaux jours de la jeunesse. Il reste ordinairement fidèle à ses chères images du temps passé pendant toute sa vie ; il cherche toujours quelque chose qui leur ressemble, et un sentiment pénible se produit en lui lorsqu'il cherche à s'orienter dans ce sens-là parmi les œuvres de ses contemporains. Un pas de plus, et le dédain se fait jour contre tout ce qui n'est pas d'accord avec la théorie qu'il s'était formée selon son goût. Mais l'immense empire de l'art ne doit pas être limité par des vues étroites et exclusives. L'esprit libre ne doit pas se soumettre à des autorités, mais à des lois. Honorons donc toute création, alors même qu'elle ne réunit pas toutes les qualités qu'on lui voudrait voir, et sachons tenir éveillé en nous le sens artistique pour tout ce qui est méritant, afin qu'aucun des dons aimables que nous présente le poète ne soit perdu pour nous. Ce n'est pas dans les serres chaudes de la spéculation abstraite, mais sous le ciel libre de la réalité que prospère l'idéal ; le sens artistique devenu plus pénétrant et plus universel, familier avec les trésors de tous les temps et de tous les peuples, réclame du genre créateur et fait appel à des exigences que le meilleur artiste ne doit pas dédaigner. » — En lisant ces lignes qui font entrevoir une doctrine déjà large pour une littérature qui ne faisait que de secouer le joug des règles et de l'imitation étrangère, on croit entendre un critique contemporain ; qu'on nous permette, à titre de parallèle, la citation suivante empruntée à Maxime Du Camp : « Restreindre l'art, l'émonder, l'empêcher de s'étendre, le clore dans une formule, — classique, romantique, réaliste, sensualiste, idéaliste, naturaliste, peu importe, — c'est le diminuer, ne pas le comprendre et en faire une chose hiératique qui peut être intéressante, mais qui devient promptement insupportable.

table. L'art ne vit que de diffusion. L'enfermer dans une règle, c'est l'étouffer ; il ressemble alors à ces plantes élevées dans les appartements : elles ne sont qu'une apparence et n'ont plus ni parfum, ni couleur. Les grands mots n'y font rien ; on peut invoquer le respect des traditions ou l'étude de la nature, rien n'équivaut à l'initiative individuelle. En art, en religion, en tout, il n'y a de fécond que la liberté. »

Parmi les correspondants de Kœrner nous trouvons le nom du musicien Zelter ; il échangea quelques lettres avec lui, dont quelques-unes sont de véritables dissertations musicales. La musique fut en effet le délassement favori de Kœrner jusque dans sa vieillesse ; Mozart avait été reçu chez lui, et plusieurs des hymnes et des ballades de Schiller et de Goëthe ont été mises en musique par leur ami commun. Zelter, ami de Goëthe, dont la correspondance a été publiée dès 1828, est un nom connu honorablement dans l'art ; mais, en dehors de l'Allemagne, ses œuvres n'ont joui d'aucune popularité. Artiste consciencieux, mais sans originalité, se renfermant dans l'étude de quelques maîtres de prédilection, il s'est attiré les sévères critiques de G. Kœrner qui présentait la révolution qui devait s'accomplir aussi dans ce domaine. Jusqu'à cette époque, la musique allemande n'avait guère été que de la musique spirituelle dont les plus glorieux représentants étaient Sébastien Bach et Hændel. Entraînés par le courant général, quelques amateurs voulaient doter leur pays d'un opéra national à l'exemple de la France et de l'Italie dont la musique avait alors une vogue incomparable en Europe. C'est à cette tentative que se rapportent les efforts faits à Hambourg par plusieurs directeurs du théâtre, mais sans succès. Il y avait là aussi une période de *Sturm und Drang* à traverser, et cette période ne devait se terminer que par l'avènement d'un génie universel qui, profitant des expériences de

ses devanciers, produira des œuvres dans tous les genres ; ce que Goethe avait fait dans la poésie, Mozart l'accomplissait dans la musique, et Koerner encore ici se montrait critique pénétrant en prescrivant à l'artiste comme au poète un champ d'études plus vaste à parcourir pour le mettre à même de traduire par les sons les impressions les plus diverses ; car pour lui, comme pour Rousseau, c'est avant tout à l'âme que la musique s'adresse. Outre les travaux dont nous avons parlé plus haut, Koerner avait conçu le plan d'un opéra *Alfred*, qui fut repris par son fils Théodore.

Les rapports de Goethe avec Koerner ont été moins suivis et moins intimes qu'avec Schiller. Nous savons cependant que Goethe faisait grand cas du jugement de Koerner dont les lettres lui étaient souvent communiquées ; il ne dédaigna même pas d'insérer dans le *Journal des Heures* l'appréciation de celui-ci sur le roman de Wilhelm de Meister, dont le plan était finement analysé et même refait à nouveau. Le journal des *Heures* n'avait pas répondu à l'attente des auteurs ; pour réveiller le monde littéraire de sa torpeur, et pour se venger de l'indifférence générale par des épigrammes, Goethe communiqua à Schiller le projet de faire paraître dans l'*Almanach des Muses* de 1797 une attaque dirigée contre les journaux littéraires et les écrivains médiocres ; telle est l'origine des *Xénies*, que Goethe appelait des renards enflammés lancés dans le pays des Philistins. Koerner fut un des rares intimes que l'on admit à cette croisade littéraire qui n'a d'intérêt que pour un Allemand, car ses allusions, comme celles de l'art poétique de Boileau, exigent un commentaire pour être comprises. Bon nombre de ces épigrammes ont été composées à Iéna, où les familles Koerner et Schiller se donnaient rendez-vous avec Goethe. Jusqu'à midi, les trois amis restaient entre eux, devisant, discutant et riant si fort que les dames, dans une salle

voisine, se demandaient avec effroi quelle victime on immolait aux muses. A l'heure du dîner, on se réunissait; on échangeait les souvenirs du temps passé; Dora Stock rappelait malicieusement à Goethe ses méfaits d'étudiant à Leipzig. Le poète goûtait fort sa conversation et ses innocentes taquineries, et c'est en souvenir de cette heureuse époque qu'il a donné le nom de Dora à deux de ses héroïnes; « quand vous lirez cette idylle (*Alexis et Dora*), au commencement de l'*Almanach des Muses*, écrivait-il à Kœrner (1796), pensez aux bonnes heures dans lesquelles elle prit naissance », il y pensait lui-même encore lorsqu'il écrivait *Hermann et Dorotheë*. Kœrner entretenait aussi une correspondance avec Goethe, qui protégea les débuts du fils dans la carrière dramatique; quant à Schiller, il le vit pour la dernière fois en 1801, à Dresde, où il resta du 9 août au 1^{er} septembre, habitant à Loschwitz, dans une maison que l'on voit encore aujourd'hui. Le 12 septembre, les deux familles se rendirent à Leipzig pour assister à la représentation de *Jeanne d'Arc*. Quoique les acteurs fussent médiocres, la salle était comble; à la fin du premier acte, la foule acclama l'auteur, et se pressait respectueusement sur son passage à l'issue du spectacle. Dès les années suivantes, la santé de Schiller empira; il semble, dans la dernière lettre qu'il adresse à Kœrner, renaître un instant à l'espérance; la réponse de ce dernier est datée du 5 mai 1805; le 9, Schiller avait cessé de vivre. Kœrner réunit et classa sans tarder les lettres de son illustre ami; cette collection renferme aussi la lettre de condoléance qu'il écrivit à M^{me} de Schiller et la réponse de G. de Humboldt, alors à Rome, datée de cette ville le 5 juin de la même année. La veuve du poète lui remit en 1809 tous les documents nécessaires pour une édition des œuvres complètes de Schiller. Kœrner lui proposa de les faire précéder d'une notice biographique, comptant sur la colloba-

ration de G. de Humboldt ou de Goethe; ce ne fut qu'après le refus de l'un et de l'autre qu'il se mit lui-même à l'œuvre. Cette biographie est restée la source de toutes celles qui suivirent, et en particulier du livre de M^{me} de Wolzogen (*Vie de Schiller retracée d'après les souvenirs de sa famille*) qui a consulté avec fruit les notes de Koerner; ce travail est un des meilleurs guides pour ceux qui voudront connaître intimement l'homme, le prosateur et le poète.

II

A la mort de Schiller Koerner était âgé de 49 ans; sa fille Emma en avait 18, et son fils Charles-Théodore né en 1790, entrait dans sa 13^e année. Ce n'est point exagérer que d'attribuer en partie au brillant entourage et à la conversation du père le prompt développement des enfants; ils paraissent d'ailleurs avoir hérité du tempérament et des aptitudes de leur aïeul maternel; la nature impressionnable et ardente du graveur Stock se retrouve chez le futur poète national. Théodore Koerner eut une enfance maladive qui inspira des craintes sérieuses à ses parents; jusqu'à l'âge de 8 ans il fut élevé dans une complète liberté; son père fut son premier ami et son premier maître. Lorsque sa santé permit de l'astreindre à un système d'éducation plus régulier on le mit à l'école, en le confiant néanmoins à un précepteur du nom de Küttner, pour lequel l'enfant n'eut jamais qu'une médiocre affection. Doué d'un cœur sensible, d'une imagination très vive, facile à s'exalter, jointe à une volonté très-arrêtée, Théodore n'eut pas d'abord grand goût pour l'étude des langues et des littératures, tant anciennes que modernes; son antipathie pour le français

est déjà marquée; en revanche l'histoire, les mathématiques et les sciences naturelles avaient pour lui grand attrait. Il va de soi que les poésies de Schiller furent ses premières lectures; on lisait ses drames en famille, et Théodore se passionnait dans les rôles qu'on lui attribuait; une lettre du père nous apprend que le manuscrit de Guillaume Tell, auquel Schiller avait mis la dernière main en 1804, fut lu de cette façon pour la première fois par Kœrner et ses intimes. Les comédies de Kotzebue étaient alors fort en vogue; malgré l'antipathie et le mépris qu'on professait déjà ouvertement pour l'auteur, la famille se divertissait souvent des représentations que lui donnaient Emma et Théodore. On nous a conservé les premiers vers que composa celui-ci à l'âge de 13 ans, à l'occasion du départ de son précepteur qui se rendait à Yverdon auprès de Pestalozzi; c'est une parodie de la pièce de Schiller *Le Départ d'Hector*. Non content de cette boutade, Théodore lança contre le pauvre maître, à titre d'épigramme, les abominables vers français que voici :

Küttner a le plus beau dessein ;
Küttner s'en va à Yverdon ;
Sa philanthropie est extrême :
Il veut — il est pasteur des âmes —
Sauver les cœurs des belles dames
En les retenant pour soi-même.

Quand le moment fut venu de choisir une carrière, Théodore, à l'âge de 17 ans, se rendit à l'école des mines de Freyberg. Quoique son père eût déjà pressenti sa future vocation de poète, il le vit avec satisfaction embrasser une carrière pratique ; sans décourager les goûts du jeune homme, craignant que dè premiers essais ne le détournassent de sa véritable voie, il lui rappelle sans cesse dans ses lettres le travail incessant

auquel l'artiste est soumis, et lui prodigue les plus judicieux conseils sans affectation, sans pédanterie, en le tenant au courant des incidents de la vie de tous les jours, des intérêts de la famille ; Théodore de son côté se montre docile et confiant dans la direction éclairée de son père , à qui il communique ses moindres impressions, ses plans d'avenir ; on dirait deux compagnons d'âge, tant on sent d'abandon et d'effusion dans ces causeries intimes.

L'enfant maladif est devenu un robuste jeune homme endure à la fatigue par de longues courses et des voyages. Il s'exerce dans la partie pratique de son art, comme le plus ordinaire des ouvriers mineurs ; dès 4 heures du matin il descend dans les galeries souterraines, d'où il revient pour entendre des cours de chimie, de physique et de mathématiques. Dans les visites imprévues à la maison paternelle, il s'achemine gaiement, nouveau troubadour, une guitare à la main, tout entier au commerce des muses, composant odes et ballades. Son père l'associe à la publication des œuvres de Schiller ; dès lors sa vocation se révèle, et, sous l'inspiration des hommes de lettres qui fréquentent son foyer, il se décide à tenter la fortune en livrant à la publicité ses premiers essais poétiques. Ce fut en 1809 que parut ce recueil sous le titre de *Knospen* ; pour un poète de 19 ans le succès paraissait douteux ; Gouffried Körner n'était pas sans inquiétude sur la valeur des débuts de son fils. Il copie sans relâche le manuscrit qu'il charge d'annotations et de remarques grammaticales ; il le met en garde sur les exigences de la critique : « Ne sois pas étonné, lui écrit-il, de rencontrer des épines à ton entrée dans le monde littéraire ; il m'est dur de faire le métier de critique contre toi, tu peux m'en tenir bon compte ». Ces appréhensions pourront paraître exagérées, puériles même ; elles s'expliquent cependant par les événements et les tendances du public d'alors. L'école classi-

que était déjà en butte à des attaques qui ne sont que le prélude de l'orage qui éclatera en 1830, au moment où la Jeune Allemagne lèvera très haut l'étendard de la révolte; Schiller et Goethe n'avaient pas satisfait tout le monde; ce dernier surtout, comme nous le verrons, avait rencontré de violents détracteurs. On se plaignait de son attitude froide et réservée dans les événements de 1806, et, la passion s'en mêlant, on s'en prenait à ses œuvres et à son théâtre; c'est ainsi que la *Gazette littéraire* de Halle ne craignit pas de publier des articles violents dans lesquels elle risquait un parallèle insultant entre le poète de Weimar et Frédéric Schroeder, comédien et dramaturge médiocre, aujourd'hui tombé dans l'oubli, qui essaya, sous l'inspiration de Lessing, de populariser Shakespeare au théâtre de Hambourg; la *Gazette littéraire* de Iéna, organe de Goethe, restée fidèle aux traditions classiques, s'efforçait de lutter contre le courant. On comprendra facilement l'anxiété d'un jeune débutant que ses relations et ses souvenirs de famille rattachaient étroitement aux deux maîtres.

Le recueil des *Knospen* fut apprécié dans l'*Almanach des Muses* par Amédée Wendt, ami de Chr. Körner, qui professait encore la philosophie à l'Université de Göttingue en 1829. M. Jonas cite de lui quelques lettres adressées au père et au fils: Wendt reproche à notre poète de suivre Schiller de près, et le met en garde contre le style imagé et à effet. Théodore sentit que la critique était méritée, et le pria d'être encore plus sévère dans ses jugements. La même observation lui fut faite par un de ses anciens maîtres, Jean Dippold, professeur d'histoire à Danzig. « Laissez pour un temps l'aimable Schiller, écrivait-il à son élève, et étudiez Goethe à fond. La réflexion, le raisonnement appartiennent à la philosophie; elles doivent être étrangères à l'art ». — Un poète lyrique peut s'ins-

pirer d'une idée abstraite qu'il exprimera sous les couleurs les plus vives, en évitant d'outrer sa pensée par la recherche de la forme. Cette exagération et cette recherche se montreront dans des tours étranges et des images qui n'en sont pas; on y sentira trop la main de l'homme, et la nature ne s'y reflétera pas assez. Ce désaccord entre le fond et la forme se retrouve quelquefois chez les lyriques allemands; les premières productions de Schiller n'en sont pas exemptes, et son jeune et enthousiaste disciple n'a pas non plus évité ce défaut. L'inspiration vraie manque dans les quatre sonnets sur « *l'Amour et l'Harmonie de l'Amour* »; l'expression est correcte, mais pâle et un peu prosaïque, et le ton est encore didactique et sententieux. C'est dans la pièce intitulée « *Langueur de l'Amour* » (*Sehnsucht der Liebe*) que l'on remarque un talent déjà plus mûr. Le poète chante les joies et les douleurs de l'amour qui sommeille toujours dans le cœur de l'homme, l'entraîne et l'égare dans les sentiers inconnus, tandis que la nature calme et sereine poursuit sa marche invariable. Voici quelques strophes qui pourraient tenter un traducteur français :

« Comme la nuit avec son frémissement sacré envahit la terre silencieuse ! Comme elle berce paisiblement dans le doux sommeil les ressorts de l'âme, la force exubérante et la vie ! Mais la mélancolie avec ses douleurs toujours nouvelles s'élève dans mon cœur. Quand tous les sentiments sommeillent assoupis en lui, lorsque la peine et le plaisir sont muets dans l'âme, la langueur de l'amour ne sommeille jamais, la langueur de l'amour veille matin et soir.

« Doucement, comme les sons d'une harpe éolienne, une brise légère m'effleure de son souffle. La lune brille, gracieuse et amie dans sa sereine beauté, la nuit poursuit sa marche silencieuse. Mais l'amour entraîne les sens enivrés dans les

orageux sentiers. Comme toutes les forces se déploient avec violence ! Hélas ! il a disparu le repos du cœur, la langueur de l'amour ne sommeille jamais, la langueur de l'amour veille matin et soir ! »

Au jugement de Goethe, ce qui manquait aux jeunes poètes d'alors, c'est que leur disposition, leur état personnel n'offrait rien d'original, et qu'ils ne savaient pas retrouver dans le monde extérieur la matière de leurs chants. Cette observation se justifie, si l'on considère que dans la littérature allemande la critique a précédé et enfanté le génie, et que les premiers poètes ont été aussi des théoriciens qui cherchaient à dégager leurs contemporains d'une imitation servile de l'étranger. Kœrner s'est affranchi de ces entraves ; on voit chez lui les émotions de l'âme associées au spectacle de la nature, la muse toute moderne de la mélancolie apparaît enfin dans la poésie allemande comme elle l'avait déjà fait en France avec Rousseau. Profitant des expériences de ses devanciers, si riches en épithètes choisies et en descriptions, il a laissé cette fadeur sentimentale qui faisait dire à Boileau que beaucoup de poètes n'ont jamais souffert que par métaphore.

Les amis de la littérature allemande se rappellent les belles pièces de Schiller : « *Les Dieux de la Grèce* », « *L'Anneau de Polycrate* » qui tiennent à la fois du drame et de l'épopée. C'est à cette manière que se rattache Kœrner dans le poème d'*Amphiaras*. Le devin engagé dans l'expédition contre Thèbes, se voyant trahi, sent venir l'heure suprême et se prépare à mourir en brave pour laisser un exemple à la postérité ; le Dieu engloutit son char sous la terre, et le bruit de la foudre est un gage de son immortalité. Le sujet lui-même ne manque pas de grandeur, mais il eût exigé des développements plus longs, une mise en scène plus saisissante, comme dans les « *Grues d'Ibycus* » ; au lieu d'une pièce de cinq strophes, il fallait

une épopée et des personnages, au lieu qu'ici tout se réduit au monologue d'Amphiaräus. En revanche, le poète a pleinement réussi dans le *Dialogue de Brutus et de Porcia* qui semble faire pendant aux Adieux d'Andromaque et d'Hector. Ici, la note change ; le souffle patriotique et guerrier y fait pressentir l'auteur des *Chants de la Lyre et de l'Épée* et de *Zriny*. La mort pour la liberté, la honte de l'esclavage sont exprimées dans des vers d'une inspiration vraiment cornélienne, qui rappellent aussi l'art de Shakespeare encadrant dans des scènes de tumulte populaire les drames intimes de la famille :

« PORCIA. Fier Brutus, peux-tu te séparer de moi, les joies de l'amour ne te retiennent-elles plus ? Tu t'élances impétueusement loin des bras de ton épouse ; tu es heureux quand les armées s'entrelacent, quand les épées s'échauffent, rougies par le sang ; le cri du meurtre est ton plaisir !

BRUTUS. Femme, le bonheur de la paix n'est pas mon partage ; je puis commander à des héros, mais non pas à des esclaves ; une force redoutable me pousse dans la mêlée des lances et pour un but lointain ; je me fraie sûrement un chemin à travers le tumulte de mort, à travers la nuit d'airain du combat.

PORCIA. Et n'aurai-je pas un époux à pleurer ? Il s'élance en combattant dans le royaume des ombres, sans donner une pensée aux siens. Lors même qu'il succombe aux puissances du destin, la liberté rayonne pour lui dans les ténèbres de la mort, et son bonheur est de mourir dans le combat.

BRUTUS. Oui, Porcia, je pense aux miens ; mais l'homme ne peut se plaindre, ni pleurer, il doit combattre comme son cœur lui commande. Lors même que le monde s'écraserait sous lui, lors même que Hadès vomit des flammes empoi-

sonnées, il reste debout, ferme comme un rocher dans la mêlée.

PORCIA. Mais si tu tombes, qui doit sauver ton épouse ? Qui la délivrera des chaînes maudites, quand l'ennemi viendra briser les lauriers de la victoire ; la femme est née pour souffrir, l'homme est né pour les armes ; je ne sais qu'aimer et non pas mourir..... Ecoute : déjà la mort s'approche pour les fils de Rome ; comme le bruit des cymbales et des trompettes éveille l'angoisse dans mon cœur ! Dans des songes sanglants, un fantôme se dresse vers moi, je te vois transpercé de ta propre épée.

BRUTUS. Espère fermement jusqu'à ce que les aigles soient abattues, jusqu'à ce que les champs boivent le sang de notre cœur et que la tyrannie brise ses chaînes. Le bonheur seul, mais non pas la gloire peut changer.»

Dans les dernières pièces de ce recueil, le poète revient à la simplicité et au naturel pour retracer quelques impressions de jeunesse lors d'un séjour en Silésie. Les *Souvenirs de Silésie* sont des poésies fugitives, de petits tableaux qui ne forment pas l'objet d'un long développement. Goethe et Heine après lui ont donné l'exemple de ces courtes productions dans lesquelles la vue d'une montagne, d'un fleuve éveille tour à tour la joie et la mélancolie, évoque les formes et les couleurs, les êtres vivants et la patrie, la patrie surtout, avec les souvenirs et les gloires du passé. Kœrner y revient toujours avec prédilection, et fraie ici la voie au moyen âge dont l'école romantique allait bientôt ressusciter les souvenirs ; c'est dans le *Schreckenstein et l'Elbe*, longue pièce dialoguée que l'on saisit cette inspiration. Avant G. Sand, le poète a vu en imagination cette élévation semée de rochers et de ruines qu'il était difficile de distinguer les uns des autres,

tant la main de l'homme jalouse de celle du temps y avait été destructive. Ce n'était plus qu'une montagne de débris, où jadis avait été brûlé le célèbre chef Calixtin, Jean Ziska....; le village incendié avait éclairé la marche et l'assaut des Thaborites; la colline abandonnée et le village avaient été appelés Schreckenstein, c'est à dire pierre d'épouvante. L'auteur de *Consuelo* se rencontre ici avec le poète allemand; tous deux ont été saisis du contraste que l'imagination peut commenter en présence des forces de la nature et des souvenirs encore parlants de l'histoire. Il est à regretter que cette veine d'inspiration n'ait pas été plus profondément exploitée par notre poète, qui avec ses ardentes convictions patriotiques eût rouvert à la muse allemande les drames de la Réforme et de la guerre de Trente-Ans. Lorsque à distance on relit ces vers sur un coin écarté de la Bohême, on se demande avec quels accents il aurait célébré le Rhin, la cathédrale de Cologne, la riante nature de la Souabe. Henri Heine saluant à son retour de l'exil le grand fleuve allemand nous éblouit par sa verve et sa grâce, son lyrisme puissant; il nous refroidit par son persiflage qui ne recherche dans le passé que des allusions cruelles au présent. L'honnête Kœrner n'a pas connu le scepticisme de cœur de son brillant compatriote; s'il s'élève moins haut, l'absence du génie est remplacée par la noblesse des sentiments, la délicatesse du goût et la rectitude de la pensée; pour ces poètes dont la mort a si vite tari la veine, on est toujours disposé à rêver un grand avenir, et devant la critique ils jouiront du privilège de voir vanter leurs premiers essais.

III

En 1810 Koerner quitta Freyberg pour suivre la carrière universitaire. Les villes les plus fréquentées par la jeunesse académique étaient Tubingue, Gœttingue, Berlin et Leipzig ; Koerner se décida pour cette dernière et s'y rendit au mois d'octobre de la même année. Son père ne l'avait pas vu partir sans appréhension, car les étudiants de Leipzig étaient en fort mauvais renom ; l'antipathie contre les *Philister* était à l'ordre du jour, et les sociétés académiques entretenaient entre elles un jeu toujours ouvert d'hostilités. Aussi les débuts de Théodore furent loin d'être satisfaisants. Une lettre d'un témoin oculaire nous le montre se promenant dans les rues, le visage balafré, coiffé d'une casquette de drap rouge, un ruban rouge, blanc et noir passé sur la poitrine, tenant d'une main une longue pipe, appuyé de l'autre sur le bras d'un camarade. Son manque de tenue le fait exclure de la bonne société, et il se plonge plus que jamais dans la vie fouguese du *Bursch*. Ses amis ont auprès de lui caisse ouverte ; il met en gage, fait des dettes, et à la suite de plusieurs duels il est une première fois mis aux arrêts. Condamné à 6 mois de détention au carcer, il croit pouvoir s'y soustraire en se sauvant à Berlin ; mais là encore, il se trouve sous le coup de la loi universitaire, et, pour éviter de nouvelles complications, son père ne songe plus qu'à l'éloigner et le fait partir pour Vienne. Cette époque orageuse n'eut heureusement pas de conséquences fâcheuses pour l'avenir, grâce à la douceur et à la prudente sévérité de Christian Koerner. A Berlin Théodore avait entendu les cours de Schleiermacher, de Fichte et de Niebuhr, sans toutefois renoncer à la poésie ; c'est à Vienne que sa vocation allait se déci-

der. Là, comme à Berlin, le théâtre et la musique avaient plus d'attrait que les études régulières. Vienne était déjà ce qu'elle fut plus tard en 1830, un centre lettré où l'esprit de conversation et de sociabilité se développait plus librement que dans d'autres capitales; Koerner s'y vit bientôt introduit dans les cercles brillants, le monde des artistes et des poètes qui se groupaient autour des chefs de la nouvelle école romantique, Frédéric et W. Schlegel, Guillaume de Humboldt, dans la maison duquel il trouva toujours la plus large hospitalité. Sous l'influence de ce milieu, ses études prirent une direction différente. Il revint aux langues et aux littératures anciennes, et à l'histoire qui devait être pour lui un moyen plutôt qu'un but, et, dans une lettre datée du commencement de 1812, il informe son père du projet arrêté par lui de se vouer au théâtre. Le drame de *Conradin* devait être son premier début, et un voyage en Italie lui semblait un complément indispensable pour sa nouvelle carrière; il comptait cependant avec l'éventualité de la guerre dans le cas où le cabinet de Berlin se rallierait à la France. Christian Koerner ne fut qu'à moitié content en voyant ses plans encore déjoués: faire de la marchandise courante pour le théâtre de Vienne! Assurément son fils était né pour quelque chose de mieux; mais enfin, il fallait s'y résoudre; le 17 Janvier on avait représenté pour la première deux pièces de Théodore: *La Fiancée* et *le Domino vert* qui furent vivement applaudies, grâce au talent d'une jeune actrice, Antonie Adamberger. Elles obtinrent l'honneur de plusieurs représentations et la critique théâtrale prodigua à l'auteur les plus flatteurs encouragements. Dans son orgueil paternel, Christian Koerner oubliait son mécontentement: « Ce n'a pas été une petite fête pour nous que de voir ton nom sur les affiches et d'apprendre tes succès, écrivait-il à Théodore à quelque temps de là. Le

temps n'est pas toujours beau sur le Parnasse; jouis de la lumière du soleil, autant qu'elle durera, et ne perds pas courage si le ciel se voile. A Vienne, tu as à faire avec un public amoureux de vie et de changement, et qui ne s'en tiendra pas à la première impression, si agréable soit-elle ». Cette faveur du public, le jeune poète dramatique sut se la concilier par les productions les plus variées; il nous dit lui-même que la masse des sujets qui se présente à son imagination l'empêchent de travailler avec le repos d'esprit nécessaire. Sans avoir la prétention de donner la liste intégrale de ses œuvres, nous empruntons au livre de M. Jonas les renseignements suivants. Vers la fin de 1811 il avait composé les deux comédies de la *Fiancée* et du *Domino vert*, un texte d'opéra la « *Fille du Pêcheur* » pour le compositeur Steinacker; le 8 Janvier de l'année suivante il avait fait représenter le *Veilleur de Nuit*, qui est peut-être sa meilleure comédie; quelques jours après parut son premier drame en vers, les *Fiançailles de St-Domingue*, d'après une nouvelle de Kleist; en mars, il ébauche *Zriny* qu'il achève trois mois plus tard; la comédie du *Cousin de la Brême*, les drames de *Hedwig*, *Rosamonde*, l'opéra des *Mineurs*, ont été composés en 1812. En février 1813 il travaillait au drame *Joseph Heyderich*; enfin, si l'on ajoute encore les plans qu'on retrouva dans les papiers de l'auteur après sa mort, tels que *Conradin*, *Ferdinand*, le *Dévouement de Décius*, des textes d'opéras tels que *Ulysse*, *Faust*, *Rosamonde de Lombardie*, on pourra se faire une idée de la fécondité de sa veine dramatique. Il paraît avoir renoncé momentanément à la poésie lyrique. Une excursion faite en compagnie de Humboldt au champ de bataille d'Essling lui inspira la ballade *Vive la maison d'Autriche*, à laquelle succéda de nouveau un hymne patriotique *Sur le champ de bataille d'Aspern*.

Ces deux pièces furent adressées avec quelques distiques au vainqueur d'Aspern, l'archiduc Charles, qui après le succès de *Zriny* (janvier 1813) accorda une audience au jeune auteur. Dès lors la carrière de Théodore n'est qu'un triomphe; l'aristocratie viennoise lui ouvre ses salons, et se presse aux lectures intimes où il soumet ses premières productions à une société d'élite. Fiancé avec Antonie Adamberger, l'interprète de ses rôles de femme, qui n'est pas sans influence sur son talent, il jette un regard confiant sur l'avenir. « Le 23 septembre, — écrivait-il à son père en 1812 lors de son anniversaire, le dernier qu'il devait célébrer, — ne m'a jamais trouvé aussi heureux ! » Un nouveau bonheur l'attendait l'année suivante. La direction des spectacles de la cour avait été confiée au poète Alxinger; après la mort de ce dernier, en 1797, Kotzebue lui avait succédé dans ce poste où il avait réussi à se faire pensionner de la bonne façon. Lassé de l'opposition qu'il trouvait dans l'opinion publique, il se décida à passer en Russie: Théodore Kœrner était tout désigné pour la place laissée vacante. Aux termes du contrat conclu pour trois ans, daté du 1^{er} janvier 1813, et signé neuf jours après, il s'engageait à écrire chaque année deux grandes pièces et deux comédies. C'est dans cette période trop courte, mais la plus brillante de sa carrière, que nous allons le suivre.

Après Schiller et Goethe, le théâtre allemand puise à trois sources ses sujets d'inspiration: les événements de la vie réelle, l'histoire et les traditions classiques. Le premier motif avait donné le genre intermédiaire du drame bourgeois, mis à la mode par Lessing et Schiller; après eux, les quelques œuvres qu'il suscite ne sont guère qu'une suite de tableaux, de scènes compliquées qui lassent et refroidissent le spectateur. Les sujets empruntés à l'antiquité n'ont pas joui de la vogue et de la popularité qu'ils ont eues en France pendant le grand

siècle ; un instant Goethe dans son *Iphigénie*, Schiller dans les traductions des *Phéniciennes* et de l'*Agamemnon* d'Eschyle, de la *Phèdre* de Racine, avaient montré l'effet que produisent sur le public de belles imitations ; mais ce succès ne fut qu'éphémère ; la tragédie historique reparait sur la scène et accapare les suffrages avec les drames de famille et les péripéties intimes, dont quelques-unes reproduisent des canevas antiques. Mieux renseignés que M^{me} de Staël, nous pouvons apprécier aujourd'hui toute la portée de la première école romantique, sans mettre sur le même plan, comme le fait l'auteur de l'*Allemagne*, des auteurs qui n'ont acquis qu'une notoriété secondaire, analogue à celle de Crébillon en France. Comme ce dernier, Zacharias Werner a pris le sombre et le terrible pour le pathétique dans la tragédie d'*Attila* ; le drame fataliste de Grillparzer, *Le 24 Février*, les trop nombreuses productions d'Island, de Müllner et de Kotzebue ne se recommandent guère que par l'effet théâtral et l'entente de la scène. Pour trouver une conception puissante, le langage du cœur et de la passion, il faut reprendre les œuvres d'Henri de Kleist et de Théod. Körner. Il y a entre eux plusieurs points communs ; l'un et l'autre respirent l'enthousiasme patriotique et guerrier ; si le premier est le plus connu, même pour des lecteurs français, la critique n'a pas été juste envers le second ; on ne mentionne aujourd'hui que pour mémoire les drames de Th. Körner, *Zriny* seul a survécu. On peut même se demander s'il n'est pas téméraire de les sauver de l'oubli. La part des circonstances atténuantes est facile à faire : la jeunesse de l'auteur, sa vie trop courte, l'état social et politique de son pays, le public auquel il s'adressait expliquent assez pourquoi la postérité a laissé dans l'ombre cette seconde face de son talent.

C'est après 1813 que le théâtre recommença à fleurir,

« après la réunion des membres dispersés de l'Allemagne ». Les petits centres, les résidences provinciales ont toujours agi d'une manière fatale sur la littérature dramatique ; elles ont par-dessus tout empêché l'essor de la critique. Il n'y avait plus de ces théoriciens de génie qui prissent à cœur, comme l'auteur de la *Dramaturgie*, de former le goût du public par un contrôle judicieux et sévère exercé sur les œuvres d'imagination, pour y retrouver l'expression générale des traditions de l'art qui relie entre elles les générations ; le public viennois, dans les premières années de ce siècle, était préparé à recevoir ces impressions, qui agissent à leur tour sur les inspirations de l'artiste et l'encouragent à produire ; il n'a pas été trop injuste, il est vrai, à l'égard de Théodore, qui, s'il n'a pas eu le temps de donner sa mesure, a voulu essayer ses forces sans guide, les yeux fixés sur les modèles vénérés de la première génération de poètes vraiment nationaux.

Tony est la première en date des compositions dramatiques qui attirèrent sur lui l'attention. Cette pièce, en trois actes et en vers, est tirée de la nouvelle d'Henri de Kleist, *les Fiançailles*. L'action se passe à Saint-Domingue, en 1803, pendant la révolte des nègres contre les blancs. De sanglantes représailles ont anéanti tout sentiment d'humanité ; une métisse du nom de Babeckan, séduite et abandonnée par un colon français qui l'a rendue mère d'une fille nommée Tony, étend à toute une race des sentiments de vengeance, qu'elle ne peut cependant faire partager à son enfant. Un jeune officier, Gustave Stromly, échappé à un massacre, vient demander asile à Babeckan, qui, sous les dehors de l'hospitalité, médite un sinistre projet. Mais Tony, qui a pénétré les desseins de sa mère, ne songe plus qu'aux moyens de sauver l'étranger ; elle s'apprête à mettre à exécution un plan d'évasion, lorsque la maison est cernée par une bande de noirs ; Gustave, fait

prisonnier, est sur le point de succomber sans l'habileté de Tony, qui, dissimulant devant les siens sa pitié et son amour pour un blanc, se met secrètement en campagne, et rallie les restes de la petite troupe envoyée à la recherche du jeune homme. Une lutte acharnée s'engage, dans laquelle l'héroïne tue de sa main Hoango, le chef nègre, et délivre le prisonnier, qui répond à son amour en la prenant pour épouse. Telle est en substance la donnée d'une pièce remplie de situations fortes et touchantes, que la censure voulait cependant modifier, et avec raison. L'opposition des caractères, le procédé des contrastes y est trop souvent employé ; les personnages de la mère et de la fille, la perversité et la grandeur d'âme éveillent, quoique dans des situations bien différentes, un lointain rapprochement entre le père et le fils de *Cabale et Amour*. Mais on ne saurait refuser à l'imitateur le mérite d'avoir su habilement exploiter l'antagonisme de race comme ressort dramatique ; Tony, la jeune libératrice, reste une gracieuse création ; dans des proportions restreintes, elle évoque le souvenir de l'héroïne française, que le poète de Weimar avait entrepris de réhabiliter. Jeanne d'Arc apparaît sentimentale et amoureuse sur la scène ; Tony, plus modeste et plus passionnée à la fois, ne s'abandonne pas au vague lyrisme que l'on a plus d'une fois reproché aux poètes romantiques ; dans l'époque de crise nationale où nous sommes, il eût été facile à l'auteur de glisser quelque allusion à la politique du moment ; Koerner le fera plus tard ; il ne l'a pas fait alors, et l'on ne peut que lui en savoir gré. Ce premier début valut à Christian Koerner une lettre flatteuse de Goethe, qui s'empressa de faire représenter *Tony* à Weimar et s'occupa lui-même, avec son activité ordinaire, des décors et de la mise en scène (octobre 1812) ; à Vienne, le public s'était montré aussi fort enthousiaste ; Théodore écrit au mois de

juin de la même année que sa pièce en est à la neuvième représentation. Encouragé par ce succès, il s'essaye dans le drame historique, et compose, à un intervalle très rapproché, *Rosamonde* et *Zriny*, rajeunissant dans deux pays opposés les vieilles chroniques du moyen-âge.

Rosamonde, la fameuse maîtresse de Henri II, roi d'Angleterre, était en butte à la jalousie d'Eléonore de Guyenne, son épouse, qui se défit de sa rivale ; la version la plus accréditée raconte que le roi cachait sa maîtresse dans le château de Woodstock, et qu'Eléonore s'y étant rendue secrètement la fit périr de ses propres mains. De ce fond Koerner a su tirer une action émouvante, quoique un peu compliquée. Lassé d'une union qu'il n'a contractée que par politique, Henri a enlevé une jeune fille noble, Rosamonde Clifford, à qui il dissimule son véritable titre ; il l'épouse secrètement, et vient goûter les joies de la famille auprès d'elle et des enfants qui sont nés de cette union. Cette idylle amoureuse, épanouie au milieu de compétitions coupables, et dans un temps où l'avenir de la royauté est déjà compromis, est d'une heureuse invention et prépare l'intérêt ; dès le début Rosamonde conquiert toutes les sympathies ; il ne s'agit plus que de la grandir en opposant sa faiblesse et sa beauté à une reine impérieuse et vindicative ; on le voit, Elisabeth et Marie Stuart se sont d'elles-mêmes présentées à l'imagination du poète. Comme la reine d'Ecosse, Rosamonde est gardée dans son château par Thomas Nesle et son fils George, serviteurs dévoués à Henri. Un hasard de la chasse conduit Richard, un des fils du roi, dans cette retraite ; trompant la vigilance des gardiens, sans connaître le secret de son père, il parvient à s'introduire auprès de Rosamonde, à laquelle il fait l'aveu de sa passion. Une première fois, elle le repousse avec indignation, sans rien dire à Henri ; mais, dans une seconde tentative, Richard se

rencontre avec son père. Cette fatale découverte, tout en brisant le cœur de la jeune femme, l'élève au sublime; elle immole généreusement son amour, et se décide à rompre des liens qu'elle avait crus jusqu'alors légitimes. Cependant, Eléonore a deviné qu'elle était trahie, et veut tirer une vengeance éclatante en excitant ses fils à la révolte; Richard, indifférent d'abord, se met à la tête d'un parti qui rêve de détrôner Henri II; il revient cependant à des sentiments meilleurs et implore le pardon de son père. La rupture des deux souverains a déjà provoqué un meurtre : Thomas Nesle est mort empoisonné par un émissaire de la reine, qui s'est rendue sur-le-champ à Woodstock avec des hommes d'armes. A cette nouvelle, le père et le fils, mus par un même soupçon, accourent pour empêcher l'exécution d'un sinistre dessein. La dernière scène est digne d'un maître; les deux femmes sont en présence. Eléonore, après s'être assurée des enfants de Rosamonde, lui présente une coupe empoisonnée en la menaçant d'égorger sous ses yeux ses enfants si elle se refuse à la vider. Rosamonde, expirant entre les bras des siens, rassemble une dernière fois ses forces pour adresser un adieu déchirant à Henri, dont elle arrête le bras, en implorant son pardon pour Eléonore, qui triomphe froidement devant le cadavre de sa rivale.

Si les personnages n'ont pas conservé la réalité de l'histoire, et sont un peu trop façonnés en vue du dénouement, on ne saurait méconnaître que l'auteur, tout en étudiant à bonne école, peut être déjà original, et que Rosamonde marque la première étape d'un talent dramatique plus mûr. Les sentiments de piété filiale, le conflit entre le devoir, l'amour et la vengeance s'entrecroisent de manière à produire des situations saisissantes, et à faire entendre les accents d'un pathétique véritable. Nos dramaturges modernes se sont trop

souvent complu à mettre en présence la famille légitime et la famille naturelle ; ces mélodrames rebattus qui courent un peu toutes les scènes de l'Europe n'ont heureusement rien de commun avec l'œuvre du poète allemand ; ici le contraste est complet, mais l'unité d'intérêt est observée d'un bout à l'autre. Rosamonde attire tous les regards ; elle n'a pas le privilège d'exciter la passion comme la gracieuse reine d'Ecosse ; elle n'est pas entourée du prestige d'un grand nom, et d'une destinée qui pèse dans la vie politique de deux nations ; l'intérêt est tout psychologique ; la courtisane de haut parage disparaît, et dans un cadre plus restreint, on voit se dessiner la figure plus bourgeoise et plus pure de l'épouse et de la mère de famille, qui, vivant des affections et des douleurs des siens, arrache au spectateur, sinon des cris d'admiration, du moins des larmes d'attendrissement. S'il eût fourni une plus longue carrière, Koerner aurait été le poète de la femme, le peintre des émotions du cœur, de ses faiblesses et de ses triomphes de ces passions que l'art d'Euripide et de Racine a fait vivre à jamais à travers tous les milieux et les temps : « Je crois pouvoir dire en toute assurance que Rosamonde est ma meilleure pièce », écrivait-il (21 novembre 1812). Le jugement des contemporains ne démentait pas le sien ; il ne lui restait plus désormais qu'à produire une de ces œuvres qui demeurent en possession du public par le choix même du sujet. A la liberté d'invention qui n'exclut pas la fidélité historique, il fallait ajouter discrètement la note de l'actualité et faire appel à la conscience nationale, qui aime à pénétrer l'esprit caché des œuvres confiées à la scène. « C'est le drame historique, écrivait après 1830 M. Saint-René Taillandier, qui appelle les poètes de l'Allemagne ; c'est sur ce terrain que l'imagination reprendra ses droits et que le théâtre pourra unir la grandeur à la vérité. » Cette voix nouvelle, Koerner

l'inaugurait en écrivant *Zriny*, représenté à Vienne pour la première fois le 30 décembre 1812.

L'action, tirée de l'histoire de la Hongrie, se passe en 1566; Zriny, le Léonidas Hongrois, a été chargé par l'empereur Maximilien de défendre la forteresse de Szigeth contre les attaques incessantes des hordes de Soliman. Le vaillant soldat a accepté cette tâche; il a su inspirer à tous ceux qui l'entourent le courage dont il est lui-même animé. Juranitch, un jeune officier qui aime sa fille Hélène, a juré de partager son sort. La position devient de plus en plus critique; Zriny n'a plus de secours à espérer de l'extérieur et les assauts réitérés des Turcs ont épuisé la garnison. Une dernière ressource, ressource héroïque, reste aux assiégés; Zriny n'hésite pas à l'employer. Tandis que sous ses ordres, les troupes font une sortie et trouvent une mort glorieuse sur le champ de bataille, son épouse fait sauter la forteresse et s'ensevelit avec des milliers d'ennemis sous les ruines; Juranitch suit son exemple, après avoir poignardé de sa propre main sa fiancée, qui ne trouvera que le déshonneur en tombant au pouvoir des infidèles.

La Guerre de Trente Ans est loin de nous, et cependant le drame rapide de la mort de Wallenstein excite encore aujourd'hui une vive émotion; l'indépendance de la Hongrie, la lutte contre les Turcs appartiennent à des temps encore plus reculés et moins connus, et cependant Zriny a survécu longtemps dans la mémoire du public allemand, au point d'y occuper la place d'un héros national; c'est que le patriotisme avait beau jeu pour saisir au vol telle ou telle allusion et retrouver maintes situations qui évoquent le présent dans le passé. Le succès d'enthousiasme s'explique par le fond du drame qui se résume en deux mots : haine à l'étranger. Nous sommes à la veille de 1813 et de la bataille des nations, il est facile de

comprendre à qui s'adresse la leçon. Soliman, c'est le conquérant superbe, le despote qui ne veut mourir qu'après avoir conquis le monde ; mais il se sent isolé dans ses vastes projets ; ses ministres, dociles exécuteurs de ses caprices, ont compris que la force du nombre se brisera contre le patriotisme et les haines séculaires. Malgré la transparence de l'allusion, alors même que le contraste ne manque pas de grandeur, ce personnage ne se prête pas à l'analyse délicate dont le héros de Schiller est susceptible. Un conquérant peut captiver l'imagination lorsqu'il possède l'art de mener les hommes, de remuer les masses par la grandeur de ses vues, tout comme le spectacle de ses travers et de ses faiblesses peut concourir à l'émotion, exciter la sympathie et la répulsion. A cet égard, le Soliman de Kœrner ne supporte pas un instant le parallèle avec la grande figure du duc de Friedland ; Soliman n'inspire qu'un médiocre intérêt et ne sort guère de la classe des despotes et des ambitieux vulgaires. L'attention du spectateur est ailleurs ; l'auteur a mis toute son âme dans la peinture austère du devoir et du dévouement inflexible à la sainte cause de la patrie. On est partagé entre la catastrophe où périt Zriny et le sombre dénouement de l'amour de Juranitsch et d'Hélène ; ces sentiments, tour à tour tendres et héroïques, attendrissent et bouleversent également. Zriny reste jusqu'à la fin le type du vieil honneur chevaleresque qui ne voit que la puissance impériale à laquelle tout sujet doit immoler ses plus chères affections. Le monologue, dans lequel il se voit forcé de mourir et d'entraîner dans sa mort une ville qui dort paisible à ses pieds, est une des scènes les plus remarquables ; il y a là un mélange de raison et d'exaltation qui rappelle le sublime de Corneille, et qui élève Kœrner à la hauteur des plus grands tragiques. On est tenté de faire quelque réserve sur le dénouement ; la tragédie finit par la mort de

tous les personnages. La jeune fiancée tombe la première sous le poignard de son fiancé. Il n'y a peut-être pas de scène plus terrible au théâtre, et Koerner, en pensant probablement à Emilia Galotti, a plus osé que Schiller dans la dernière entrevue de Max Piccolomini et de Thécla. Un mystère plane sur le sort de cette héroïne; Hélène, avec un implacable sang-froid, veut être sacrifiée par le bras de celui qu'elle aime; et lorsque celui-ci, à moitié fou d'exaltation et de douleur, se prépare à lui porter le coup funeste, elle le retient encore et pousse l'héroïsme jusqu'à lui demander une mort douce et calme dans un dernier baiser. Cette scène fut vivement critiquée; elle ne détruit heureusement pas l'impression une et forte sous laquelle le spectateur aime à rester; quoique l'intérêt se partage entre deux actions, la mort du jeune couple, et la catastrophe finale dans laquelle va disparaître le héros principal, il y a là l'expression d'une grande réalité; à côté des drames de l'histoire, il y a les péripéties intimes, les infortunes privées qui sont entraînées par le courant de la destinée.

L'esprit souple de Th. Koerner savait passer du sévère au plaisant; les quelques comédies qui nous restent de lui sont de mérite très-inégal; elles n'ont pas réussi à tenir la scène, mais elles font encore aujourd'hui les délices des théâtres de société. Deux seulement ont survécu; à une époque où les innombrables productions de Kotzebue formaient tout le répertoire de la comédie allemande, *le Veilleur de nuit* et *le Cousin de Brême*, offrent des situations de vrai comique dans la peinture des travers et des préjugés des petites villes; le rire est franc, la verve railleuse, mais de bon aloi, ne fait pas de profondes blessures. Irrité du gros sel et des grandes prétentions qu'affichait l'auteur des *Kleinstadler*, ne pouvant se consoler d'être traité, déjà de son vivant, d'écrivain subalterne, le public ne craignait pas de voir son image reflétée dans les types

familiers du veilleur, de l'étudiant amoureux, de la fillette rusée qui le paie de retour et s'entend avec lui pour échapper aux obsessions d'un Apollon sur le retour. Après Molière et Beaumarchais, même dessinés par une main plus jeune et moins expérimentée, Agnès, Arnolphe et Bartholo, vivront à jamais, parce qu'ils sont de tous les temps et de tous les pays.

IV

Le jour de l'an 1812 Théodore Kœrner avait écrit à son père ces paroles prophétiques : « Je crois qu'une année importante va s'ouvrir ; *l'homme* devra se tenir ferme ; peut-être y va-t-il de la vie. » La dernière coalition se formait contre Napoléon ; l'Angleterre, la Russie, la Prusse, la Suède et l'Espagne faisaient enfin cause commune et l'Autriche armait secrètement pour se joindre à elles. Napoléon avait trouvé une nouvelle Espagne sous le pôle ; Moscou s'ablait dans les flammes, et quelques semaines plus tard, après les horreurs de la Bérézina, il quittait l'armée pour se rendre à Paris où venait d'éclater la conspiration du général Malet. Le soir du 14 décembre, un traîneau glissait silencieusement dans les environs de Dresde au milieu d'une neige épaisse, portant quatre voyageurs et s'arrêtait vers minuit devant un édifice de la Ville-Neuve (*Neustadt*). Écoutons le récit d'un témoin oculaire, Fréd. Fœrster, dans la lettre dramatique qu'il écrivit cette même nuit à son ami Théodore : « Quoiqu'il soit passé minuit, je prends la plume pour retrouver en m'entretenant avec toi le calme et la réflexion. A mon écriture tremblante, tu reconnaitras dans quelle agitation je t'écris et je me demande encore si ce que j'ai vu était une illusion de la nuit ou de la réalité. Il était une heure du matin, lorsque je

quittais la maison de tes parents qui avaient une soirée musicale ; je courais vers le pont de l'Elbe, à pas rapides, poussé par un tourbillon de neige ; car, comme tu le sais, je demeure dans la Ville-Neuve. Devant la maison du docteur Segert, j'entends des jurons en allemand et en français ; un postillon soufflait dans son cor, comme s'il y avait du feu. Malgré la bourrasque, je m'avance curieusement et je vois l'ami Segert en robe de chambre et en bonnet de nuit ; regardant à la fenêtre, il criait : « Ce n'est pas chez moi, moi je suis le docteur Segert et vous cherchez M. Serra. » Il ajouta en allemand vertement et à sa façon : Que diable ! laissez-moi tranquille pendant la nuit et n'exigez pas que j'aie le métier de messenger par vingt-cinq degrés de froid ! Il ferma la fenêtre et le bonnet de nuit disparut. Alors du traîneau on m'appela, et comme je savais déjà ce que demandaient les voyageurs, je dis : N'est-ce pas ? Vous cherchez l'hôtel de l'ambassadeur Français, M. de Serra ? suivez-moi ! C'était ce qu'ils désiraient, et comme Serra demeure juste au coin dans la Kreuzgasse, au palais Loos, j'arrivai bientôt, suivi du traîneau, à l'endroit souhaité. Aussitôt un domestique ou quelque esprit officieux se dégagea des chancelières, et agita avec violence la sonnette de l'ambassadeur, comme s'il appartenait lui-même à la maison. Le portier ouvrit ; il y avait encore de la lumière en haut, et, durant ce temps, deux autres moines bourrus, tout emmitoufflés, étaient sortis dans leurs peaux de loups, des chancelières. Le premier était un homme vigoureux, imposant ; mais il avait les mains et les pieds si gelés, qu'il s'efforçait vainement de soutenir et d'aider à descendre son camarade encore plus gauche. A la fois par complaisance et par curiosité, je m'approchai, et aussitôt l'homme de neige, tout froid, me met son gant sur l'épaule ; il me sembla qu'un ours blanc n'avait touché de sa patte ; le gant tomba, mais je sou-

tins l'homme de mon bras et le conduisis jusqu'à la porte. Celle-ci s'ouvrit; deux domestiques avec des bougies, l'ambassadeur lui-même, un candélabre à la main, vinrent au-devant de nous; la lumière tomba en plein, comme un éclair, sur le visage de l'étranger dont la main me retenait encore, mais on ne voyait que ses yeux et son nez. Je les reconnus aussitôt, ces étoiles de feu que j'avais vues au printemps dernier briller si souvent de très près; — c'était l'empereur Napoléon dont la main était dans la mienne, et je puis dire maintenant que le destin de l'Europe s'est reposé une fois sur mes épaules. Ami, quelles pensées se pressent maintenant dans mon cerveau! Il me semble avoir fait un mauvais rêve, comme dans un accès de fièvre. Le journal, avec son 29^e et fatal bulletin, est là sur ma table; la Grande Armée est anéantie; hier seulement, nous avons reçu la nouvelle. N'ai-je pas cru tout à l'heure tirer de mon manteau un poignard et en criant: « Europe, je te donne la paix! » — l'enfoncer dans le cœur de l'ennemi mortel de la patrie et de la liberté? — Mais non, Brutus, je ne t'envie pas ton action. César, tu tombas, mais non sous la main lâche du meurtrier; nous voulons te combattre en loyaux chevaliers, te donner selon l'usage, la juste mesure et partager également avec toi le vent et le soleil; ainsi s'accomplira sur toi le vrai jugement de Dieu ».

Cette lettre, plusieurs fois réimprimée dans les revues littéraires de l'Allemagne, a la valeur d'un document historique et nous montre bien l'effervescence qui régnait chez les jeunes patriotes dans les rangs de la bourgeoisie lettrée. Parmi les contemporains qui ont survécu aux événements de 1813 et de 1815, Frédéric Forster est un de ceux qui ont fourni la plus longue carrière; il n'est mort qu'en 1868 à Berlin, où, après la révolution de 1830, il fut nommé directeur du Musée Royal. Lors de la conclusion de la paix en 1815, l'école d'artillerie et

des ingénieurs de Berlin le compta au nombre de ses professeurs ; mais dès 1817, ses opinions démocratiques le firent révoquer de ses fonctions ; forcé de se retirer de l'enseignement, il se tourna vers la carrière des lettres. A l'époque où nous sommes, Fœrster étudiait la théologie à Iéna ; depuis quelques années, il était en relations d'amitié avec Théodore Koerner ; c'est à quelques-unes de leurs lettres imprimées dès 1840 dans la « Pandora » à Stutgardt, que nous empruntons quelques indications biographiques sur les derniers jours de notre poète.

Trois mois après d'énormes recrutements se faisaient sur tous les points ; des corps-francs s'organisaient et la jeunesse universitaire s'enrôlait avec enthousiasme sous les drapeaux de la Prusse. Théodore ne fut pas le dernier à répondre à l'appel ; le 15 mars 1813, après avoir dit un dernier adieu à sa fiancée, il quittait Vienne, avec le consentement de son père, pour rejoindre à Breslau le corps des chasseurs noirs du major de Lützow, où il retrouva Fœrster et quelques anciens camarades d'études. C'était, comme il le dit lui-même un vrai camp de Wallenstein, dans lequel il aimait à se représenter lui-même sous les traits de son héros favori, Max Piccolomini, au milieu de cette foule vêtue de noir. Le soldat et le poète se confondent ; déjà, ses chants patriotiques courent de bouche en bouche ; on les met en musique, et avec le choral de Luther, on les chante dans les services religieux. Le 6 avril, Théodore envoyé à Dresde en qualité de commissaire de marche, revit une dernière fois la maison paternelle. Comme les choses avaient changé dans l'intervalle ! L'isolement et la tristesse avaient envahi cette demeure naguère si joyeuse ; la plupart des brillants commensaux étaient partis, et, parmi ceux qui restaient, le malheur des temps ne contribuait pas à resserrer les cœurs ; patriotisme exalté chez les uns, indifférence

et scepticisme chez les autres ; deuil et misère partout ; tout conspirait à rendre pénibles les rapports entre familles et amis. Théodore rencontra chez son père Arndt et Goethe : le premier plein de l'enthousiasme que respirent ses *Sonnets cuirassés*, le second mécontent et réservé en présence de l'élan national qui voulait l'enlever à son calme olympien. On comprendra sans peine que ses relations avec un patriote tel que le vieux Körner furent dès-lors empreints de la plus extrême froideur. O mes bons amis, disait un jour Goethe à Gottfried Körner, qui lui parlait de ses espérances et lui montrait l'épée de Théodore suspendue à la paroi ; secouez seulement vos chaînes : vous ne les briserez jamais : Napoléon est trop grand pour vous. — Les racontars et les exagérations se sont donné libre carrière. Il suffit d'ouvrir une correspondance pour s'en convaincre : « Sait-on, à Berlin, écrivait M^{me} Kohlrausch, femme d'un président de cour, l'affaire que Goethe a eue avec Colloredo ? Quelques-uns prétendent que Goethe a été souffleté. Ce qui est certain, c'est qu'il ne porte plus son ordre russe, et qu'il parade publiquement avec cette marque d'infamie (la croix de la légion d'honneur). Il est bien triste de voir qu'un aussi grand poète soit un aussi petit Allemand (*ein so kleiner Deutscher*) M. Jonas traite ces anecdotes de comérages (*Klatscheren*) ; cependant les opinions sont aussi partagées dans la jeunesse militaire. Un matin, raconte Théodore Fœrster, nous venions d'achever notre chant devant l'auberge où logeait notre ordonnance, lorsque je vis monter en chaise de poste un homme dont les traits ne m'étaient pas inconnus. J'en crus à peine mes yeux lorsque je reconnus Goethe. Il portait une casquette militaire profondément rabattue sur son visage, et se dissimulait dans le manteau à col rouge d'un général Prussien. Mais lorsque je vis son petit secrétaire, l'ami John, s'approcher de la voiture, l'incertitude ne fut plus per-

mise; je communiquai sur le champ ma découverte à mes camarades. L'aide de camp commanda : Présentez les armes ! et je m'écriai : « Vive Goethe, le poète des poètes ! » Toute la compagnie poussa un hurra, avec accompagnement de trompettes. Avec tout le sérieux d'un général, Goethe porta la main à sa casquette, et nous fit un signe amical. Il ne sert de rien à Votre Excellence, lui dis-je en m'approchant, de garder l'incognito; les chasseurs noirs ont la vue perçante, et Goethe, dans une première marche était un présage que nous ne pouvions laisser passer inaperçu : nous vous demandons de bénir nos armes ! De tout cœur, répondit-il. Je lui tendis fusil et couteau de chasse, il leva la main et dit : Allez avec Dieu et que le succès soit accordé à votre courage allemand. Pendant que nous l'acclamions d'un nouveau vivat, il partit en nous saluant. En chemin, il s'engagea un vif débat sur Goethe. Ils n'avaient pas poussé leur vivat de plein cœur et pensaient que ce n'était pas un poète populaire, le poète de la liberté et de la patrie. Mais je leur répondis : Je ne connais pas d'enthousiasme plus élevé pour la liberté que dans Egmont ; je ne connais pas de nature plus vigoureusement allemande que Goetz de Berlichingen, et si vous voulez savoir ce qu'il faut à l'Allemagne, souvenez-vous des beaux vers d'Hermann et de Dorothee où Hermann déclare qu'il veut mourir pour la patrie et donner aux autres un digne exemple.

Quelle réaction que celle qui allait s'opérer dans la poésie quelques années plus tard ! Nous assistons au prélude : sur les champs de bataille, au milieu de ces volontaires appartenant à la classe lettrée, chansons patriotiques, souvenirs de l'histoire, culture philosophique, tout concourt au même but ; tout contribue à rendre plus amère l'idée d'être esclave. C'est à la fois la gloire et le malheur de Théodore Körner d'avoir été la vivante image de cette génération nouvelle qui marchait

stoïquement en avant, disputant à la mort des jours achetés par des luttes incessantes, mais qui lui permettaient l'immortalité. La pensée d'une fin prochaine le poursuit, et réveille en lui toutes les forces vives de l'imagination et du cœur. Entre deux marches, il continue à écrire ses hymnes que l'on chantait le soir dans les tavernes, les portes closes, lorsqu'il n'y avait plus, selon le mot du temps, que les frères allemands. Arrivé le 17 avril 1813, à Leipzig, il demeure chez son ami Kunze qu'il charge de préparer une édition de 12 hymnes, et complète ce premier recueil par la pièce intitulée « *Lützow's wilde Jagd* » qu'il compose dans la chambre de Kunze, la veille de son départ. Une bataille paraissait imminente ; promu au grade d'officier, Théodore trouve encore le temps d'envoyer à ses camarades de tente, comme testament de poète et de soldat la « Dédicace » (*Zueignung*), qui se trouve en tête du recueil de la *Lyre et de l'Épée*. A la suite de quelques engagements partiels avec des corps de troupes françaises, entre Plauen et Hof, un armistice fut conclu le 4 juin; mais dès la journée du 14 les hostilités recommencèrent; les chasseurs de Lützow furent surpris par des Français à Hitzen; Koerner fut grièvement blessé. Après être resté longtemps sans connaissance, épuisé de fatigue, il eut encore la force de se trainer péniblement dans un bois voisin où il resta jusqu'au jour suivant. Ce fut là qu'il écrivit au crayon les beaux vers *Meine Wunde brennt*.

Retrouvé le lendemain par des paysans, il fut transporté à grand-peine, à la faveur d'un déguisement jusqu'au plus prochain village, où vint le rejoindre son ami Kunze qui, après lui avoir donné tous les soins qu'exigeait sa blessure, lui procura une perruque et des habits. Ces précautions n'étaient que trop nécessaires, car les chasseurs noirs étaient tout particulièrement haïs de l'ennemi. Parvenu enfin, à travers mille

dangers, à Chemnitz, il se dirigea sur Carlsbad, où il croit pouvoir respirer en liberté, et écrit à ses parents un court billet signé du nom de son héros : Laurent Juranitch. Mais à la frontière, un gendarme saxon l'arrête : « Votre passe-port ? — Quelle idée ! répond Kœrner imperturbablement, ne me connaissez-vous pas ? je suis M. de Witzbaum ; c'est mon château que vous voyez là-bas ; je vais visiter mon voisin, M. de Rachenitz qui demeure à 500 pas d'ici. » Le gendarme s'éloigne avec des excuses, et Théodore est cette fois en sûreté. Néanmoins, l'état de sa blessure s'était aggravé et il dut s'arrêter plus longtemps qu'il ne comptait à Reichenbach, chez l'ami de son père, le comte de Gessler, dont la maison était occupée par des soldats russes. Il y passa quelques jours en compagnie du père Arndt, puis se rendit à Berlin où la famille du conseiller aulique Parthey lui fit l'accueil le plus empressé ; là, dans un cercle d'intimes, le jeune homme lut encore une fois ses odes patriotiques qu'il avait toujours avec lui, écrites dans un petit cahier portant le titre de *Lyre et Épée*. Mais impatient de rejoindre son corps, il quitta Berlin dès que ses forces le lui permirent et arriva au commencement d'août dans le Mecklembourg. A partir du 17 août les chasseurs de Lutzow combattaient presque chaque jour. Le 26 à 7 heures du matin, sous la conduite du major lui-même, un détachement cherchait à surprendre une colonne française de munitions dans les environs de Gadebusch. Kœrner se trouvait en qualité d'adjudant à côté de Lutzow. Au moment où il s'élançait sur son cheval, il fut frappé d'une balle dans les intestins ; la mort fut instantanée. Ses camarades relevèrent son cadavre et le déposèrent sous un chêne dans le village de Wobbelin ; quelques jours après, au roulement funèbre des tambours, le cercueil descendit dans la fosse, au bord de laquelle on entonna l'hymne du poète : *Vater, ich rufe dich* et la

Marche des chasseurs de Lutzow. Quelques heures avant sa mort, il avait lu à quelques-uns de ses compagnons d'armes le *Chant de l'Épée*, qu'on trouva sur lui dans son livre de notes.

La famille Koerner n'apprit que quelques mois plus tard, et par les journaux, le deuil dont elle était frappée. A la suite d'une requête adressée au duc de Mecklembourg, Christian Koerner put acheter la place où son fils était enterré ; elle est restée un tombeau de famille où l'on voit encore le monument élevé au poète qui reçut, le jour de l'inauguration, les hommages de l'Allemagne entière et de ses princes. Inconsolable de la perte de son frère, Emma Koerner ne lui survécut que de deux ans. Après les événements de 1815 Gottfried Koerner passa au service de la Prusse. Lors de l'administration provisoire de la Saxe au nom des puissances alliées, il avait siégé au conseil de gouvernement ; une fois le sort de son pays réglé, Fr.-Guillaume III s'empressa de le nommer conseiller de régence à Berlin, où il mourut en 1831. Tout entier au souvenir de son fils, il passa les dernières années de sa vieillesse à publier les œuvres poétiques de son fils en collaboration avec Foerster et Kunze, et à recueillir les papiers et les lettres éparses pour une biographie qui parut en tête de la première édition des poésies de Théodore Koerner.

Que reste-t-il aujourd'hui de ce pieux monument ? — Le poète dramatique a passé ; mais les vers écrits à la lueur des feux du bivouac ne s'effaceront pas de la mémoire des Allemands. Les chants de la Lyre et de l'Épée annonçaient un écrivain de grande espérance qui aurait pu prendre place au premier rang parmi les poètes politiques qui continuèrent la lutte jusqu'en 1840. Chez eux la muse agite ses grelots ; Th. Koerner, et avec lui Arndt et Ruckert ont les premiers sonnés des fanfares ; les premiers, ils ont poussé des cris d'indépendance pour arracher leur nation à l'épicurisme et à la grossière in-

différence. Ne nous attardons pas trop à relever les critiques maintes fois adressées à cette jeune école ; les défauts qu'elles relèvent sautent aux yeux chez Théod. Kœrner. Cette fougue par trop sauvage, ces images vives, mais trop fortes, ces expressions qui détonnent parfois, nous causent au premier abord une surprise qu'il vaudrait mieux peut-être ne pas définir. Lorsque nous lisons Béranger et les poètes de ce temps, nous nous trouvons en présence d'écrivains qui suivent une tradition littéraire, et prennent pour modèles des devanciers qui ont consacré à jamais par leur génie les idées du bon droit, du droit commun ; il ne faut pas demander un art si délicat à un poète allemand encore jeune et qui s'essaye à voler de ses propres ailes. A côté de l'impétuosité inconsidérée, dernier écho de la période de tempête et d'orage, ce qui force l'admiration, ce qui restera chez Kœrner, c'est l'inspiration vraie, le souffle poétique. Tout est poésie pour lui ; la flamme du mousquet, c'est l'étincelle de la liberté, le sang qui rougit les campagnes, c'est la pourpre de l'aurore, de l'aurore de la liberté. Ecoutez les strophes de son chant de l'Épée (*Schwertlied*). « Épée suspendue à ma ceinture, que veut dire ton joyeux éclat ? — Tu jettes sur moi un si tendre regard que tu me pénètres de joie, hurrah ! — C'est qu'un brave cavalier me porte ; c'est pour cela que je luis d'un joyeux éclat. L'épée se réjouit de défendre un homme libre, hurrah ! — Oui, bonne épée, je suis libre et je l'aime d'un ardent amour, comme si tu étais ma fiancée, ma bien-aimée, hurrah ! — Aussi t'ai-je consacré ma vie, mon âme de fer. Ah ! quand serons-nous unis, quand conduiras-tu ta fiancée à l'autel ? Hurrah ! — La trompette qui retentit annonce joyeusement l'aurore de nos noces. Quand les canons tonnent, je conduis ma fiancée à l'autel : Hurrah ! — O céleste union, désirée avec ardeur ! Prends-moi donc, ma fiancée. A toi, à toi seul ma couronne. Hurrah !

Nous sommes loin de ces Tyrtées de cabinet qui, au coin de leur feu, font des chansons guerrières ; ce qu'il faut admirer, c'est la rudesse même de ce talent qui se ressent de la brusque commotion d'où il est né ; c'est le mode dorique qui vibre sans cesse à l'oreille ; il ne faut pas chercher ici les grâces du langage et le charme de l'éloquence. Pour d'autres, il semble qu'une invocation au peuple, un appel au souverain, un hymne à la liberté ne soient autre chose que des lieux communs favorables, des sujets qui se prêtent avec complaisance à de poétiques développements. Koerner lui aussi appelle son peuple à une levée en masse ; mais non pour une stérile revendication de territoire, comme le fit imprudemment en 1840 l'obscur poète Becker, connu par la brillante riposte d'Alfred de Musset ; encore moins pour une énumération prosaïque et monotone de tous les pays où résonne la langue germanique, comme l'auteur de *das deutsche Vaterland* ; il y a plus et mieux ; il y a l'indomptable fierté des peuples du Nord qui a passé dans son âme, il y a quelque chose du Germain de Tacite :

« Lève-toi, mon peuple, les signaux de flammes fument ; c'est du Nord que brille le flambeau de la liberté. Il te faut enfoncer l'acier dans le cœur de l'ennemi ; lève-toi, mon peuple, la moisson est mûre ; faucheurs, ne tardez pas ! Purifiez la terre, le pays allemand, avec votre sang-froid ! Ce n'est pas une guerre que font les couronnes ; c'est une croisade ; c'est une guerre sacrée ! Droits, mœurs, vertu, croyance et conscience, le tyran les a arrachées de ton sein ; sauve-les avec la victoire de la liberté. La voix de tes vieillards crie : Réveille-toi ; les débris de la chaumière maudissent le pillage ; la honte de tes filles crie vengeance ; le meurtre de tes fils demande du sang. » (1). *La Marche des Chasseurs noirs de*

(1) *Auf Ruf.*

Lutzow, le célèbre chant d'insurrection. *Le peuple se dresse, Forage éclate*, sont empreints du même caractère et ont été traduits ou imités. Il y a cependant des contrastes dans cette nature ardente; le patriotisme s'unit parfois à la rêverie, à l'exaltation religieuse et mystique; le génie de Kœrner est bien un génie allemand; il a pour la nature, pour les douces émotions du cœur, des hymnes dans lesquels Schiller se serait reconnu. La pièce intitulée les *Chênes* (*die Eichen*), renferme de véritables beautés; le poète y revient à des inspirations plus calmes. En présence de ces rameaux, toujours verts, dans lesquels la sève continue à monter, il se sent pris de mélancolie en pensant à l'abri qu'ils offrent d'une génération à l'autre; ils subsisteront toujours, mais le peuple allemand est tombé. Le contraste est grand et simple; comparez cette pièce avec le Pin de Strasbourg (*die Strassburger-tanne*) de Rückert, et vous éprouverez une impression choquante, pour ne rien dire de plus, en entendant le poète exhaler de longues plaintes sur les arbres des bords de l'Ill et du Rhin qui ne servent qu'à bâtir des métairies; en guise de consolation, il leur promet de plus nobles destinées quand la terre qui les porte sera réunie à l'Allemagne de l'avenir!

Dans un siècle de vague religiosité, il faut enfin faire une place au poète qui demande plus directement ses inspirations à la religion et au christianisme : Les grands dévouements procèdent d'une forte croyance; la piété douce et mystique de la maison paternelle laissait une trace profonde dans l'âme du jeune homme que le Choral de Luther faisait éclater en sanglots, sur le champ de bataille, dans le baptême solennel auquel chaque volontaire devait se soumettre. Frappé de mort à 23 ans, quelques jours avant le coup fatal, Kœrner adressait ses adieux à la vie dans le sonnet suivant qui résume bien sa carrière de poète et de soldat : « Ma blessure est brûlante,

mes lèvres pâles tremblent. Je sens aux battements toujours plus faibles de mon cœur que je touche à mes derniers instants. Que ta volonté soit faite, ô mon Dieu, je me suis remis entre tes mains ! — J'ai vu flotter autour de moi mainte image enchanteresse et le rêve charmant se change en un glas funèbre. Courage ! courage ! ce que je porte ainsi fidèlement dans mon cœur me suivra au-delà de la tombe, dans une vie immortelle. — La vérité que j'ai proclamée ici-bas, une chose sainte, celle qui a enflammé d'ardeur mon cœur de jeune homme, que je la nomme amour ou liberté ; — sublime vérité, je te vois apparaître comme un séraphin, étincelant de lumière, et, à mesure que mes esprits m'abandonnent lentement, un souffle céleste m'emporte sur les hauteurs où luit l'aurore du soleil éternel. »

Cette mélancolie mystique empreinte d'un véritable accent lyrique allait bientôt revivre dans les poètes de la nouvelle école ; d'une part on entend les accents d'une foi virile qui entonne des odes à la gloire du Dieu Tout-Puissant, consolateur des peuples affligés ; de l'autre, c'est le catholicisme sentimental qui, avec Novalis, Brentano, Achim d'Arnim, fait son entrée dans la poésie et rappelle les aspirations du Génie du Christianisme. Malgré les tendances qui les séparent, nous aimons à les rapprocher de celui qui eût suivi leurs traces, qui eût peut-être été leur maître ; avec Théodore Koerner la poésie allemande est descendue des régions trop élevées pour se mêler aux souffrances et à la vie de tous les jours ; elle n'a plus désormais qu'à unir plus intimement, selon les besoins du temps et dans les conditions du génie national, la pensée et l'action, l'idéal et le réel.

D^r L. MOREL.

RECHERCHES

SUR UN OUVRAGE DE

S. FRANÇOIS DE SALES

(L'ÉTENDARD DE LA SAINTE CROIX)

PAR

Eugène Ritter

Professeur à l'Université de Genève

§ I. — Introduction.

Le 1^{er} avril 1842, en lisant à l'Académie française son *Rapport sur la nécessité d'une nouvelle édition des Pensées de Pascal*, M. Cousin a ouvert une voie nouvelle aux recherches de l'érudition ; et comme il l'avait fait plus d'une fois auparavant, il a manifesté brillamment cet esprit d'initiative intellectuelle, qui a été dans sa longue carrière et qui demeurera dans l'avenir le solide fondement de sa célébrité.

« Le temps est venu, disait-il, de traiter cette seconde antiquité, qu'on appelle le siècle de Louis XIV, avec la même religion que la première, de l'étudier en quelque sorte philologiquement, de rechercher avec une curiosité éclairée les vraies leçons, les leçons authentiques que le temps et la main

d'éditeurs inhabiles ont peu à peu effacées. Quand on compare la première édition de tel grand écrivain du XVII^e siècle avec celles qui en circulent aujourd'hui, on demeure confondu de la différence qui les sépare. »

La librairie Hachette, en publiant la *Collection des Grands écrivains de la France*, qui a commencé à paraître en 1862, et qui comprend aujourd'hui plus de soixante volumes, semble avoir pris à tâche de se conformer littéralement au programme tracé à grands traits par M. Cousin.

Vers le même temps, M. Sainte-Beuve (1) disait en parlant des poètes du XVI^e siècle : « Le moment serait pourtant venu, je le crois, de dresser une Anthologie française, et d'y apporter à la fois la sévérité de l'érudition et celle du goût. Il y aurait avant tout à faire un travail philologique de révision ; car il est incroyable à quel point les textes de ces vieilles poésies se sont corrompus ; l'incorrection des copies ou des impressions s'est ajoutée à celle de la langue pour embrouiller le sens de certaines pièces qui, bien rétablies, pourraient paraître ingénieuses. Nos *Analecta* auraient besoin par moments de la sagacité d'un Brunck ou d'un Jacobs ; mais des esprits de cette trempe ne croiraient-ils pas s'y rabaisser ? »

Ce vœu de M. Sainte-Beuve a été, lui aussi, entendu et rempli ; les gracieux poètes de l'école de Ronsard ont vu leurs œuvres reparaitre au jour dans des éditions surveillées avec soin par des érudits distingués.

* * *

Dans notre pays savoyard et romand, qui s'étend de l'île de Saint-Pierre aux Charmettes, dans ce pays qui a été déchiré

(1) Article sur *François I^{er}, poète*, publié en mai 1847 dans le *Journal des Savants*, et recueilli dans le volume des *Derniers Portraits*.

par les luttes qui ont accompagné et suivi la Réforme : à l'époque de cette grande crise, ce sont les écrits de deux théologiens, Calvin et saint François de Sales, qui s'imposent avant tout à l'attention de celui qui recherche le passé littéraire de nos contrées.

La science protestante a donné des œuvres de Calvin une édition qui fait honneur à MM. Reuss, Cunitz et Baum. La science catholique, de qui saint François de Sales attendait l'accomplissement du même devoir pieux, n'a pas encore fait tout ce qu'on est en droit de lui demander à cet égard.

On sait que dans une carrière de plus de trente ans, depuis la fin de ses études à l'Université de Padoue où il fut reçu docteur le 5 septembre 1591, jusqu'à sa mort (28 décembre 1622), saint François, tout entier à ses devoirs de prêtre et d'évêque, n'a publié, à côté de quelques courts morceaux et de certains écrits de circonstance, que trois ouvrages importants : *l'Etendard de la sainte Croix*, *l'Introduction à la vie dévote*, et *le Traité de l'amour de Dieu*.

En étudiant le premier de ces livres, *l'Etendard de la sainte Croix*, j'ai cru reconnaître que le texte des éditions courantes doit différer à quelques égards du texte de la première édition (1) que je n'ai pas vue.

(1) Semblablement, les éditions successives de *l'Introduction à la vie dévote* donneraient lieu à un intéressant relevé des variantes qu'elles doivent offrir. Car saint François de Sales, dans une lettre à M. Deshayes, de la fin de 1610, dit qu'il a ajouté à la seconde édition « beaucoup de petites choses, suivant les désirs que plusieurs dignes juges m'ont témoigné d'en avoir, et toujours regardant les gens qui vivent en la presse du monde. » Et dans une lettre de 1616 adressée à la mère Favre, il parle d'une nouvelle réimpression de *l'Introduction*, en vue de laquelle il la prie de lui apporter divers papiers, pour l'aider à faire quelques additions à son livre.

L'*Etendard de la sainte Croix* se place dans une série d'écrits de controverse, qui comprend :

1° Deux feuilles volantes — deux placards, comme on disait alors — répandues parmi les catholiques par un des leurs, à l'occasion de l'oraison des Quarante Heures, célébrée au village d'Annemasse, dans les premiers jours de septembre 1597. Elles portaient pour titre, l'une : *De la vertu de la Croix*, et l'autre : *Comment la Croix doit être honorée*. On n'en connaît point d'exemplaire, et on n'en peut parler que d'après les ouvrages suivants :

2° Un écrit du pasteur genevois Antoine de la Faye, publié sans nom d'auteur, quelques semaines après ces placards, en vue de les combattre : *Brief traité de la vertu de la Croix et de la manière de l'honorer*. S. l. 1597, 63 p. 8°. L'exemplaire qu'en possède la Bibliothèque de Berne est peut-être le seul qui ait été conservé. Dans l'*Etendard de la sainte Croix*, saint François cite le *Traité* de La Faye à plus de soixante reprises, et en transcrit une grande partie ;

3° L'*Etendard de la sainte Croix*, que chacun peut lire dans les œuvres de saint François de Sales. La première édition est sans doute celle dont Brunet donne ainsi le titre :

Défense de l'Estendart de la sainte Croix de Nostre-Sauveur Jésus-Christ, Lyon, J. Pillehotte, 1600, in-8° ;

4° *Replique chrestienne à la response de M. F. de Sales, se disant évesque de Geneve, sur le Traicté de la vertu et adoration de la Croix*, par Antoine de la Faye, ministre de la parole de Dieu en l'Eglise de Genève. De l'Imprimerie de Iacob Staer. M. DC. IIII. 8 feuillets non paginés et 240 pages 8°. Cet ouvrage se trouve à la Bibliothèque de Genève ; je ne sache pas qu'on le rencontre ailleurs.

De ces écrits et d'autres documents, je vais détacher quelques passages qui jettent du jour sur l'histoire de cette con-

troverse, et qui contiennent les données de certains petits problèmes que je discuterai ensuite.

Une première série d'extraits se rapportent au point de départ de toute l'affaire : la restauration de la croix Philiberte, pendant l'oraison des Quarante Heures qui eut lieu à Annemasse, du dimanche matin 7 septembre 1597, à 10 heures, jusqu'au mardi 9, à deux heures du matin (1), et les placards qui furent distribués à cette occasion.

Viennent ensuite des fragments du *Brief traité de la Croix*. Une bonne édition des œuvres de saint François de Sales devrait le reproduire tout entier.

En troisième lieu, je déterminerai la date à laquelle a paru l'*Etendard de la sainte Croix*.

Enfin, en conférant cet ouvrage avec la *Replique chrestienne* de La Faye, je chercherai à poser quelques jalons, à tracer quelques lignes du commentaire que donnera un jour de cet ouvrage l'annotateur savant et soigneux que saint François de Sales finira bien, sans doute, par trouver parmi ses coreligionnaires.

§ II. — Les placards distribués à Annemasse, à l'occasion du rétablissement de la croix Philiberte.

a) Extrait de l'*Etendard de la sainte Croix*, avant-propos, 3^e partie.

« L'oraison des Quarante Heures se fit au village d'Annemasse, l'an 1597, où accourut un nombre incroyable de personnes, et entre autres la Confrérie des Pénitents d'Annecy,

(1) Baudry, Relation abrégée des travaux de l'apôtre du Chablais, II, 20.

ainée de toutes les autres de Savoie, laquelle, quoique éloignée d'une journée, sachant que l'on avait à dresser une grande croix sur le haut d'un grand chemin tirant vers Genève, près d'Ennemasse, se trouvant à fort bonne heure en l'église, où les confrères ayant communie de la main de Mgr le révérendissime évêque, elle le suivit aussi à la procession, pour faire la première heure de l'oraison avec la procession de Chablais, en laquelle il y avait déjà grand nombre de nouveaux convertis.

« Or, sur le soir, les confrères d'Annecy, revenant dévotement en l'oratoire, chargèrent sur leurs épaules la croix, laquelle dès le matin avait été apprêtée et bénite, et s'acheminèrent avec icelle assez loin de là, au lieu où elle devait être plantée, chantant sous ce doux fardeau avec une voix pleine de piété l'hymne : *Vexilla regis prodeunt*; ayant toujours auprès d'eux Mgr le révérendissime, suivi d'une très grande troupe de peuple.

« Etant arrivés au lieu destiné, le saint étendard arboré, le révérend père Esprit de Baumes (lequel avec le père Chérubin, de Maurienne, et le père Antoine, de Tournon, capucins, faisait les prédications des Quarante Heures), étant monté près de la croix, fit une bonne et courte remontrance touchant l'honneur et érection des croix, après laquelle l'on distribua plusieurs feuilles imprimées sur le même sujet, dressées par quelque bon religieux.

« Puis, tous les confrères, ayant reçu la bénédiction de Mgr l'évêque, et à son imitation baisé dévotement la croix, prirent en bon ordre et silence le chemin de leur retour à Annecy : saint et dévot spectacle ! et qui tira les larmes des yeux les plus secs qui le virent.

« L'auteur du traité sut comme toutes ces choses s'étaient passées, et eut communication des feuilles qu'on avait distri-

buées, et ce fort aisément : car tout avait été fait aux portes de la ville de Genève, c'est-à-dire une petite lieue près d'icelle. C'est cela qui l'échauffa à faire ce beau traité. »

b) Extrait de l'*Histoire du bienheureux François de Sales*, par son neveu CHARLES-AUGUSTE, livre III.

« Il y avait autrefois, au grand chemin qui mène à Genève, une croix de pierre, ornée de deux statues de même, l'une du très saint crucifix, et l'autre de la glorieuse Vierge Marie, qu'on appelait la croix Philiberte, du nom de celui qui l'avait fait faire. Les hérétiques l'avaient abattue, n'ayant rien laissé qu'une colonne rompue, et trois degrés faits en rond, sur lesquels elle était posée.

« Les catholiques furent d'avis d'orner ce même lieu d'une autre croix, qu'ils firent de bois; laquelle, ayant été bénie par le prévôt de Sales, elle fut élevée triomphalement avec la solennité de la musique, par laquelle les prêtres chantaient hautement ces belles paroles ; « Les enseignes du roi se montrent, le mystère de la Croix reluit, en laquelle le Créateur de toute chair a été pendu en chair » ; et en même temps fut apposée une lame de fer-blanc, en laquelle l'apostolique François fit inscrire une épigramme qu'il avait lui-même composée, portant ce sens, que ce n'est point la pierre ni le bois que les catholiques adorent, mais bien ce Dieu qui, étant mis en croix, la rend honorable par son sang (1), et aussitôt, étant de retour à

(1) « Nous gravons sur le fer et le cuivre, et protestons devant le ciel et la terre, que

Ce n'est la pierre ou le bois
Que le catholique adore,
Mais Dieu, lequel mort en croix,
De son sang la croix honore. »

(*Étendard de la sainte Croix*, IV, 15.)

la maison de Jean Saget, il écrivit des thèses pour la défense de ce sacré bois, qu'il exposa publiquement à Thonon, et en envoya des copies aux ministres de Genève. »

c) Extrait du *Registre du Conseil de Genève*.

Vendredi 26 août 1597 (ancien style, soit 5 septembre N. S.)

« A été rapporté que tous les sujets du Duc, du côté du Faucigny et des environs de cette ville, doivent faire la fête de la Vierge Marie, dimanche et lundi prochain, à Annemasse, avec des processions et autres grandes solennités, èsquelles doivent assister plusieurs gens de guerre.

« Attendu quoi, et d'autant que sous le prétexte de dévotion, on pourrait entreprendre sur la ville, vu même le rapport de Samuel Cartier, venant d'Annissey, qui rapporte que les Savoyens font courir un bruit de la mort du roi de France, a été arrêté qu'on fasse faire meilleure garde que de coutume, que les quartiers de la ville soient visités, et que la porte de Rive soit tenue fermée pour quelques jours. »

d) Extrait du *Registre du Conseil de Genève*.

Vendredi 2 septembre 1597 (ancien style, soit 12 sept. N. S.)

« Pierre Besson, renvoyé du Consistoire (1) pour avoir été à Annemasse, exprès pour être spectateur de l'abomination qui y a été commise; arrêté qu'il tienne prison trois jours au pain et eau. »

e) Extrait du *Registre de la Compagnie des Pasteurs de l'Eglise de Genève*.

« Le même jour, (vendredi 2 septembre 1597, ancien style,

(1) Les registres du Consistoire font défaut pour cette époque.

soit 12, N. S.) furent présentés en la Compagnie deux placards faits par les capucins d'ici à l'entour, pour l'adoration de la Croix, auxquels il fut trouvé bon de répondre brièvement, aussi en forme de placard ; et en fut baillée la charge à M. de la Faye, en communiquant avec MM. de Bèze et Perrot. »

* * *

On voit que les pasteurs de Genève ne tardèrent pas à prendre connaissance des placards qui avaient été distribués à l'occasion du rétablissement de la croix Philiberte. Or, qui en était l'auteur ? « Quelque bon religieux », nous a dit saint François. « Les Capucins d'ici à l'entour » écrivait le secrétaire de la Compagnie des Pasteurs.

Mais La Faye, lui, les attribue rondement à François de Sales :

« Le Traditionneur (1) n'a voulu que cette miette de gloire, prétendue par lui en ces deux belles jumelles filles, ou feuilles de papier placardé, fût recueillie ou avalée par un autre que par lui.

« S'il ne peut vivre sans cela, qu'il s'en abreuve tant qu'il voudra : Si, n'a-ce pas été un trop notable chef-d'œuvre, pour un qui se jacte d'être grand maître. »

(*Replique* de La Faye, page 32).

Charles-Auguste de Sales semble corroborer le dire de La Faye, quand il rapporte, comme on l'a vu, qu'après l'érection de la croix d'Annemasse « l'apostolique François, étant de retour à la maison de Jean Saget, écrivit des thèses pour la « défense de ce sacré bois, qu'il exposa publiquement à Thonon, et en envoya des copies aux ministres de Genève. »

(1) Dans l'*Etendard de la sainte Croix*, saint François, en parlant de l'auteur anonyme du *Brief traité*, l'appelle : *le Traiteur*. La Faye, en retour, appelle son adversaire : *le Traditionneur*.

Ces thèses seraient alors les deux placards en question; et l'attribution qu'en fait saint François de Sales à «quelque bon religieux» serait de la part du saint un trait d'aimable modestie. Je n'insiste pas. Tant qu'on n'aura pas retrouvé un exemplaire de ces placards, la base d'une conclusion solide manquera; mais il serait intéressant de les retrouver (1), puisqu'ils sont peut-être un des premiers écrits de saint François de Sales.

Pour le dire en passant, il serait intéressant aussi de retrouver un ouvrage que C. A. de Sales nous apprend avoir été mis au jour par son oncle avant la mort de Claude de Granier (17 septembre 1602). C'est en parlant du *Rituel des Sacrements* que le biographe de saint François rapporte : « Enfin, il « ajouta une forme de proposer au peuple les points principaux de la religion chrétienne, tous les jours de dimanche, « qu'il avait déjà mise en lumière par le commandement de « son prédécesseur, mais qu'il corrigea de plusieurs fautes « que les imprimeurs y avaient commises. (2)»

(1) Les extraits que je donne plus loin du *Brief traité* offrent un résumé du contenu des placards, et permettraient de les reconnaître, si un heureux hasard les faisait retrouver.

(2) Cet ouvrage de sa jeunesse n'a pas été mentionné par saint François de Sales dans les pages de la préface du *Traité de l'Amour de Dieu* où il passe en revue ce qu'il a écrit et mis en lumière. On voit donc que ces pages, qui sont d'ailleurs importantes et pleines d'intérêt, ne donnent pas une énumération complète des écrits de notre auteur : le silence qu'il y garde sur les deux placards en question ne saurait donc être une objection bien forte contre la conjecture qui les lui attribue.

§ III. — **Extraits du « Brief traité de la vertu
de la Croix et de la manière de l'honorer ».**

(Page 5). — Mais pour le présent, nécessité nous est imposée de parler de l'abus insupportable commis par eux, touchant la croix, afin que tous apprennent comment il se faut munir contre le poison de l'idolâtrie que le diable vient à vomir de rechef en ce temps et en ce voisinage, se servant du batelage de certains siens instruments, qui, et par paroles et par écrits, tâchent à rétablir l'idolâtrie, comme les murs de Jéricho, qui par la voix des trompettes de Dieu sont tombés dès bon nombre d'années en ces quartiers. Nous estimons que ceux qui ont ici apporté et divulgué les deux écrits qu'ils font voler en forme de placards, ont voulu faire pleurer et gémir plusieurs bons chrétiens d'entre nous. Car, qui est celui qui voyant les choses ineptes, absurdes et idolâtriques, contenues en iceux, se puisse tenir de lamenter, voyant le fils de Dieu déshonoré, un nombre d'âmes mal assurées se détourner de la vraie chrétienté, et une plus grande multitude se fortifier en ignorance et fausseté?

(Page 18). — Or, ne se peut-il nier que beaucoup de choses merveilleuses n'aient été faites sous le nom et signe de la croix ; combien qu'il est aussi certain que grande partie de ce qui se dit et lit, a été licencieusement avancé et controuvé. Car qui ne voit que c'est fable de ce qui se lit, qu'une fille mangeant une laitue sans faire le signe de la croix, avala un diable ? Qu'un frère convers buvant du vin, sans faire le dit signe, fut aussisaisi du diable ? et infinis autres tels contes.

(Page 20). — Il n'y a doute que la pureté de la doctrine chrétienne ne soit grandement intéressée par le mélange ou

levain de cette doctrine erronée, attribuant en partie au signe la vertu de celui qui veut sa croix être fichée en nos cœurs, et non attachée à nos habits, ou plantée es villes et champs.

(Page 21). — Nous tâcherons à soudre les allégations contenues au premier placard, dont le titre est :

DE LA VERTU DE LA CROIX

Le but d'icelui est de montrer que le signe matériel de la croix a de grandes et belles vertus.... Cette proposition est appuyée sur un passage d'Ezéchiel, chap. IX, et sur quelques passages de quelques anciens.

(Page 25). — Le second fondement est un recueil de passages de quelques anciens, confusément récités et la plupart changés et altérés : comme il appert par ce qui est allégué de saint Athanase.

Car saint Athanase, magnifiant la vertu de notre Seigneur J.-C., dit qu'elle se montrait en ce que, combien que les païens se moquassent de la mort et passion d'icelui, si est-ce que le signe de la croix et l'invocation du nom de Christ chassaient les démons, et les devinements cessaient.

Mais ce que ce placard ajoute n'est pas dit par saint Athanase, à savoir que Dieu fait grand état de ce signe et qu'il l'a fait prédire par le prophète Ezéchiel.

(Page 26 et suivantes). — Le second témoignage est d'Epiphanius, qui, parlant d'un certain Joseph de Tiberias, fait chrétien du temps de Constantin, décharma des fourneaux à cuire de la chaux (pour bâtir un temple chrétien dans la ville de Tiberias), que certains Juifs avaient charmés (1). Le

(1) Cp. *Étendard de la sainte Croix*, III, 5.

placard prétend par l'exemple de ce Joseph, que les ennemis des Chrétiens se sont servis du signe de la croix.

Le troisième est de saint Grégoire au 3^e livre de ses Dialogues, chap. VII, touchant un Juif qui, se trouvant une nuit en un temple d'Apollon (où, dit-il, plusieurs diables tenaient leur conseil), fit le signe de la croix et fut garanti de mal.

Le quatrième est de Nazianzene, qui récite que Julien l'Apostat se signa de la croix, se trouvant éperdu en un lieu obscur par des esprits malins.

Le cinquième est de saint Augustin, au livre des 83 questions, question 79^e.

Le sixième est du premier livre des Confessions de saint Augustin, chapitre II.

Le septième est du livre intitulé : *De la visitation des malades*.

Le huitième est du sermon 130 : *Du Temps*.

Le neuvième est du livre XII contre Fauste, manichéen, chap. XXX.

Le dixième est du livre intitulé : *De l'altercation de l'Eglise et de la Synagogue*.

L'onzième est tiré du sermon XIX : *Des Saints*.

Le douzième est du XXII de la Cité de Dieu, chap. VIII, où il est dit qu'une certaine dame de Carthage fut guérie d'un chancre à la mamelle, ayant été avertie en dormant de remarquer avec le signe de la croix la première femme baptisée qui viendrait au-devant d'elle.

Le treizième est de l'exposition sur le Psaume 36, en ces mots : Anciennement les criminels étaient crucifiés. A présent, on ne crucifie personne. La croix est en honneur et à sa fin. Elle est à sa fin, quant au supplice, mais elle demeure en gloire.

Le quatorzième est pris du troisième traité sur saint Jean,

en ces mots : Si nous sommes chrétiens, nous attouchons à Jésus-Christ. Nous portons au front la marque d'icelui, dont nous ne rougissons point, si nous la portons aussi au cœur. La marque d'icelui est l'humilité d'icelui.

A ce témoignage nous joindrons, à cause de brièveté, tous les autres suivants qui sont jusqu'au nombre de dix, pour ce qu'ils se rapportent presque tous à ce qui est dit, que les Chrétiens se signaient au front.

Et ceci brièvement touché suffira pour répondre aux allégués contenus au premier placard.

Venons au second, qui est intitulé :

COMMENT LA CROIX DOIT ÊTRE HONORÉE

(Page 49). — Quelques-uns ont dit que la vraie croix, qui avait touché au corps de J.-C., devait être adorée de latric, ou pour le moins d'hyperdulie ; mais que les autres croix devaient être servies de l'honneur de dulie ; c'est-à-dire que la vraie croix devait être révéree de l'honneur dû à Christ, et les autres croix devaient être honorées de l'honneur que les serviteurs doivent à leurs maîtres. Et c'est la belle résolution du présent second placard. Lequel il faut aussi que nous considérions et épluchions brièvement.

Quelques passages des anciens y sont allégués (suit le passage reproduit dans l'*Étendard de la sainte Croix*, I, 1).

(Page 52). — Et n'a pas été seulement appelée la croix aorée, c'est-à-dire adorée : mais aussi le vendredi a été dit aoré, c'est-à-dire adoré, à cause de l'adoration de la croix de ce jour-là.

(Page 53). — Pareilles inepties et blasphèmes se commet-

tent autour de la lance, dont on dit le côté de Notre-Seigneur avoir été transpercé, qui fut envoyée par le Grand Turc Bajazet à Innocent, huitième de ce nom, environ l'an 1490, si le conte ne ment : de laquelle sainte lance la fête se célèbre le vendredi après les octaves de Pâques, et lui est adressée la prière suivante :

*Ave ferrum triumphale,
Intrans pectus tu vitale,
Cœli pandis ostia.
Felix hasta, nos amore
Per te fixi saucia.*

De manière que qui croira ces gens, il faudra aussi adorer saint falot, sainte éponge, sainte échelle, sainte corde, saint fouet et autres instruments des bourreaux qui ont tourmenté Jésus-Christ. Que les sophistes rongent leurs ongles tant qu'ils pourront,... si ne pourront-ils jamais faire que du bois ne soit du bois. Et pourtant, qu'ils bénissent du bois et s'inclinent devant du bois,... nous disons, nous, qu'ils sont plus stupides que le bois, s'ils ne reconnaissent la grande faute qu'ils commettent, en honorant du bois au lieu de s'adresser à celui qui a porté nos péchés en son corps sur le bois.

Nous n'ignorons pas leurs beaux vers :

Effigiem Christi, etc.,

mais nous disons que c'est une drogue semblable à celle que l'on appelle l'*Endormie* (1) : car voirement, c'est pour endormir les ignorants ; au lieu que ceux qui sont enseignés en

(1) « Nos saintes excuses, ou plutôt nos saines déclarations... c'est cela même qu'ils rejettent et abhorrent le plus, et l'appellent *Endormie*, par mépris et dédain. » *Etendard de la sainte Croix*, IV, 15.

L'*endormie*, dit Littré, est le nom du *datura stramonium*.

l'école de Dieu, retiennent que puisque Dieu ne veut point être servi par les images, c'est chose totalement insupportable d'en avoir pour les adorer.

§ IV.— La publication de la « Défense de l'Estendard de la sainte Croix de Nostre-Sauveur Jésus-Christ ».

a) Extrait de l'*Estendard de la sainte Croix*, épître dédicatoire.

« L'enfer, qui n'a pas assez de charbon et de fumée pour noircir la croix, produit néanmoins parfois quelques-uns de ses barbouillés qui, voilés du beau manteau de l'Ecriture, jettent devant les yeux des simples gens certains brouillards de divers discours, pour faire paraître au travers d'iceux, cette sainte croix aussi noire et souillée qu'elle fut oncques. L'un d'entre eux, estimant la mettre en la nuit d'un éternel mépris, mit naguère au jour un certain petit traité sans aucun nom d'auteur, d'imprimeur, ni du lieu d'où il sortait.

« Or, entre plusieurs de la compagnie de la sainte croix d'An-necy, qui pouvaient et se sentaient obligés de répondre à cet écrit, j'en pris fort librement la charge, et fus (à mon avis), avoué de sa divine bonté : car je n'eus pas sitôt commencé à dresser cet avertissement, que pour ne me laisser écrire de sa croix en clerc d'armes, elle me mit sur les épaules la croix d'une âpre et longue maladie : au relever de laquelle je me trouvai distrait à tant d'occupations, et l'imprimerie tant incommode, que je n'ai pu le produire jusqu'à cette heure, qu'enfin il sort. »

b) Extrait de la *Replique* de La Faye, pages 1 et 2.

« A la parfin, M. F. de Sales, évêque (comme à tort, sans cause ne raison, il se nomme) de Genève, a fait réponse au Bref Traité de la Croix. Ce traité, bâti soudain et opposé à deux placards volants, touchant la Vertu et Honneur de la Croix, fut mis en lumière à Genève, l'an mil cinq cent no-nante et sept. Dès adonc, on n'en a point parlé.

« A présent (1) seulement s'est éveillé le dit De Sales, et s'est tellement escarmouché à l'encontre, que pour combattre quatre petites feuilles, il a dressé un livre de 326 grandes pages. Aussi y a-t-il employé environ sept années.

« Qu'est-il de faire ? On a déjà tant répondu à la plupart du contenu en ce livre, que ce n'est qu'ennui de remettre sur la table un même service. Mais si on se tait, que faut-il attendre ? Rien autre ; que le son de toutes les cloches de Savoie, pour carillonner la victoire de M. l'évêque de N. (et nullement de Genève). Car aussi la coutume des disputeurs et écrivains papistiques est, que quand ils auront seulement soufflé un mot, ils trompettent et cornent partout qu'ils ont vaincu ; tant ils ont le front assuré et la bouche effrénée ! »

* * *

Une remarque est à faire ici. — Comment La Faye compte-t-il ces sept années ? Sans doute, son traité ayant paru en 1597 dans le courant de l'automne, il compte pour une année les dernières semaines de 1597 ; et comme l'ouvrage de saint

(1) La *Replique* de La Faye est datée de « S. Apre, ce 12 de Décembre 1603, jour et an révolu après l'extraordinaire miracle de Dieu, veillant pour notre conservation ». — On sait que la maison de Saint-Apre occupait l'emplacement du n° 16 de la rue des Granges, à Genève.

François a dû paraître dans le courant de 1603, il compte pour une année les premiers mois de 1603.

Il est clair que la première édition de la *Défense de l'Étendard de la sainte Croix*, qui parut à Lyon, chez J. Pillehotte, avec la date de 1600, ne circula dans le public que dans le courant de l'année 1603. La page de La Faye qu'on vient de lire, le prouve avec évidence.

Mais que dirons-nous d'une édition que Brunet indique ainsi : « Petit in-8°, Annecy, 1597 » ? Il y a là quelque malentendu, que saura expliquer le savant qui aura cette édition sous les yeux.

L'année 1597 est celle où saint François résolut de répondre au *Brief traité*. L'évêque indique lui-même les causes du retard qu'éprouva la publication de son livre, quand il parle de sa *longue maladie* et de *l'imprimerie tant incommode*, trop lente évidemment à son gré. — L'évêque, ai-je dit, à tort sans doute ; car saint François, quand il écrivait son premier ouvrage, n'était encore que prévôt de l'église cathédrale de Saint-Pierre de Genève.

« Or je me nomme, dit-il à la fin de son avant-propos, non pour l'obliger (*mon adversaire*) à aucun respect ; car peut-être que le rang auquel je suis en cette église cathédrale le mettra en humeur de me traiter plus mal, mais afin que, etc. »

§ V. — **Esquisse de quelques notes et remarques sur « l'Étendard de la sainte Croix ».**

La Faye nomme le cardinal Bellarmin et le jésuite Gretser comme les deux principaux auteurs dont son jeune adversaire a mis à profit les ouvrages :

« La plupart de cet écrit est des plumes de Bellarmin, furtivement tirées des ailes d'icelui, comme le même Bellarmin a dérobé la plupart de sa compilation de ses devanciers, Eclius, Clichtoveus, Rofensis, Driedo, Taperus(1), et autres tels champions de la prétendue Eglise catholique romaine : mais il a été plus fin et plus regardant à soi que ceux-là n'ont été en leur temps. Aussi en a-t-il été cardinalé. Or si tout son œuvre est plein de faste et d'ostentation, comme il est, c'est principalement au Traité de la Croix qu'il en regorge.

« Aussi n'a pas été oublié le labeur du jésuite Gretserus, qui a fait un gros volume *de Cruce*, dont le Traditionneur a écrémé, ou plutôt écumé la fleur, qui est telle que, de mauvais froment distribué en latin, n'a été faite guères bonne farine en français. » (*Replique* de La Faye, page 45.)

Le premier ouvrage de saint François de Sales a moins d'originalité que les autres, et l'esprit du temps s'y fait jour, plutôt que le caractère propre de l'auteur. Il faut qu'une comparaison suivie avec les traités de Bellarmin et de Gretser détermine exactement tout ce qu'il a emprunté à ses devanciers : alors les morceaux de ce traité de controverse qui constituent la part personnelle de l'enfant de la Savoie se détacheront du reste du livre avec plus de clarté qu'aujourd'hui, où nous ne pouvons les distinguer qu'au jugé.

* * *

A la seconde page de sa *Replique*, La Faye récapitule les injures adressées par saint François de Sales à l'auteur du Traité de la Croix :

(1) Eclius est sans doute une faute d'impression ; il faut lire *Eckius*. Les autres auteurs cités, sauf Rofensis que je ne connais pas, ont leurs articles dans les grands dictionnaires biographiques.

« Le dit traité n'est rien qui vaille : il est rempli d'inepties, de mensonges, de blasphèmes : il n'y a point d'ordre : il est écrit par un arrogant, pauvre ministre, morfondu, hors d'haleine, à qui la rage et passion a ôté la raison, téméraire, insolent, aveugle, très impudent, imposteur, charlatan, Protée, Chameleon, ennemi de la Croix, jadis moine ou prêtre, très ignorant, etc. »

C'est dans la 3^e partie de l'avant-propos de l'*Etendard de la sainte Croix* que se trouvent les deux principaux passages visés par La Faye :

a) « Le traité n'est rien qui vaille : ce n'est pas seulement un mensonge bien agencé..... Le tout n'est que de soixante petites pages : en la première, il n'y a que le titre, lequel pour bon commencement est du tout mensonger : car il porte le nom : *De la vertu de la croix et de la manière de l'honorer.* »

b) « Un si grand nombre d'impertinences manifestes, en si peu d'ouvrage comme est le traité, me fait croire que l'auteur ne peut être sinon quelque arrogant pédant, ou quelque ministre hors d'haleine et morfondu : ou si c'est quelque homme d'érudition, la rage et la passion lui en aura levé l'usage : et de vrai, il fit cet ouvrage fort à la hâte, et ne se bailla guères de loisir après la sortie des placards. »

La plupart des autres épithètes rassemblées par La Faye se retrouvent *passim* dans l'*Etendard de la sainte Croix*, et surtout dans la seconde partie de l'avant-propos, et les chapitres III, IV et V du premier livre ; mais je suis comme M. l'abbé Fleury, qui n'a pas réussi (1) à trouver dans l'édition Vivès les qualifications de *Protée* et de *Chameleon* : je ne les ai pas trouvées dans l'édition Blaise ; et cependant c'est contre elles que La Faye se gendarme et se rebiffe spécialement :

(1) Saint François de Sales, le P. Chérubin et les ministres de Genève. Paris, 1864, page 41.

« L'auteur de ce traité, dit-il, jamais n'a été vu ou entendu dire ou faire acte d'enragé, impudent, Chameleon ou Protée : ains il s'est comporté avec toute simplicité et modestie, sans se détourner de la vérité de Dieu, depuis qu'il l'a connue, et a toujours d'un même pied marché fermement en icelle. »

J'en conclus, sauf meilleure information, que ces deux qualifications métaphoriques se trouvaient dans l'édition princeps, et que saint François a jugé à propos de les faire disparaître quand il a réimprimé son ouvrage.

* * *

• Le ministre La Faye, de Genève, a fait un livre exprès contre moi ; il n'épargne pas la calomnie ; il laisse à part la grande multitude de mes imperfections, qui sont sans doute blâmables, et ne me censure que de celles que je n'ai point, par la grâce de Dieu : *d'ambition, d'oisiveté extérieure, luxe en chiens de chasse et écuries*(1), et semblables folies, qui sont non seulement éloignées de mon affection, mais incompatibles avec la nécessité de mes affaires et la forme de vie que ma charge m'impose. Or béni soit Dieu qu'il ne sait pas mes maladies, puisqu'il ne les voudrait guérir que par la médisance.

« Je branle à savoir si je dois répondre ; et n'était l'opinion de mes amis qui me combat, je serais résolu à la négative : même que j'ai en mains quelque petite besogne qui sera sans doute plus utile que celle-là ; et je suis si tourmenté de la multiplicité des sollicitudes, que je n'ai nul loisir d'étudier. »

(1) Quelques mois auparavant, dans les constitutions synodales du 2 octobre 1603, saint François avait arrêté : « A tous ecclésiastiques sont défendus les jeux illicites en tous lieux, et les licites et autres passe-temps es places, carrefours, rues, chemins et autres lieux publics, *comme aussi la chasse qui se fait à course de chiens*, et avec l'arquebuse, de laquelle le port leur est totalement inhibé. »

Ceci est extrait d'une lettre datée d'Annecy, 14 août 1604, et adressée par saint François de Sales à un évêque. Les passages de la *Replique* de La Faye, auxquels il fait allusion, sont les deux suivants, sauf erreur :

a) « Il sied mal à ceux du clergé papistique de dire qu'on doit déférer l'honneur religieux aux princes : vu qu'il ne leur rend pas même le civil. Il n'y a si petit capelotton qui ne s'en exempte. Qu'on considère seulement la souscription de l'épître de ce livre adressée à l'Altesse de M. le Duc de Savoie : le Traditionneur s'est bien gardé de s'appeler son *sujet*, quoiqu'il soit savoisien de père en fils, et s'est renfermé au terme de *serviteur* qu'il appliquerait au moindre de ses familiers. C'est d'autant qu'il est sujet et obligé du Pape, en foi de prêtre. Les princes y aviseront quand il leur plaira, et quand Dieu leur fera la grâce de voir ce qu'ils ne voient pas. »

(*Replique* de La Faye, pages 9 et 10.)

Ici encore une remarque : les éditions courantes de *l'Estandard de la sainte Croix* portent toutes, à la fin de la dédicace en question :

*Je ne suis porté d'autre désir que d'être tenu pour homme
qui est, qui doit et veut être à jamais,*

MONSEIGNEUR ,

*Très humble et très obéissant serviteur et sujet de Votre
Altesse,*

FRANÇOIS DE SALES.

Il semble donc que l'évêque se soit incliné devant l'observation de son adversaire, et qu'il y ait fait droit.

b) « Aussi ne vont les Chrétiens à la chasse après Christ, comme les chiens des veneurs qui suivent les fumées et les passées de la bête, comme parle ici le Traditionneur, voulant faire entendre par ces manières de parler qu'il n'est ignorant

du métier des veneurs, et qu'il va à la chasse, ce qui est défendu aux évêques et clercs. »

(*Replique* de La Faye, pages 175 et 176).

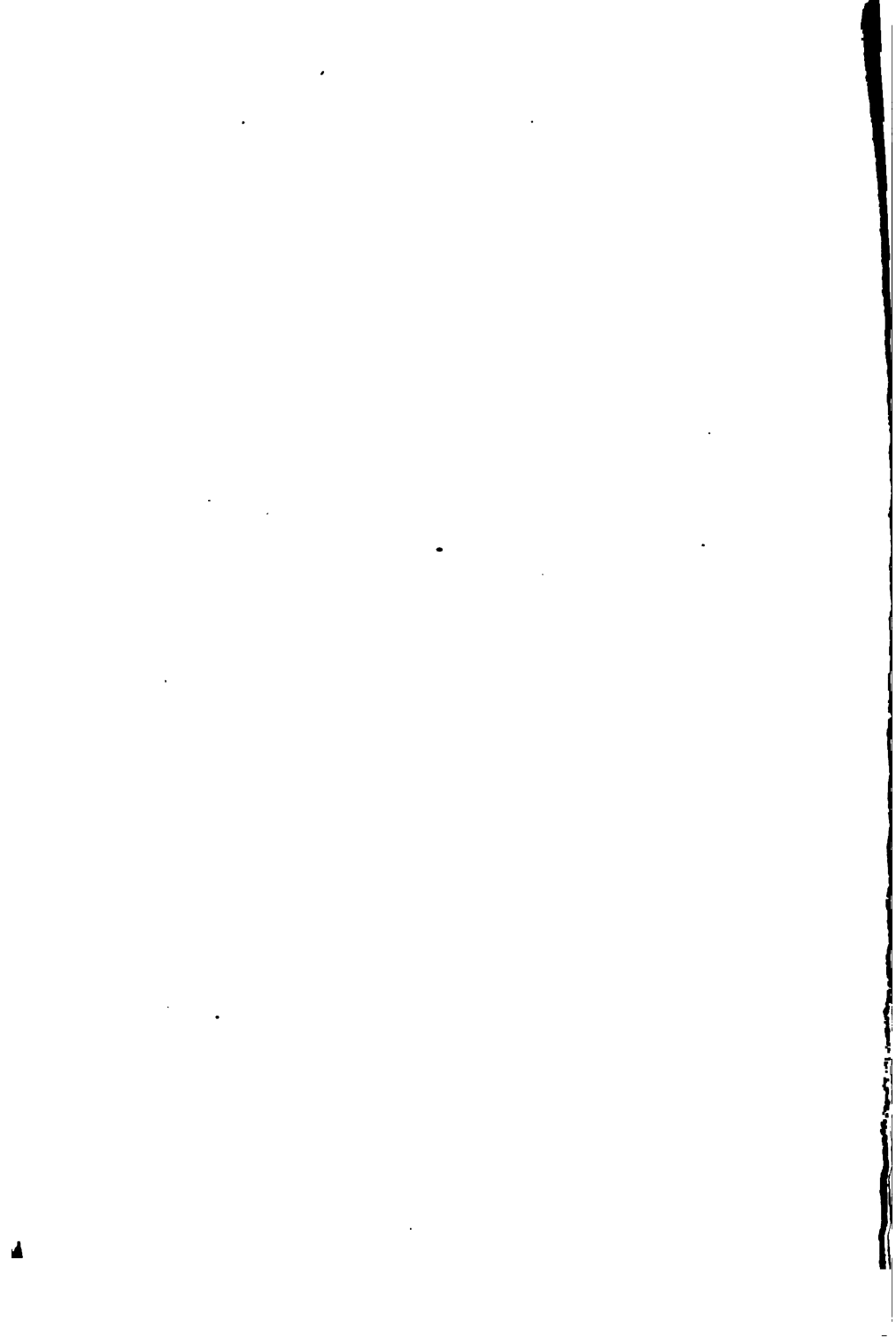
Le reproche de La Faye s'adressait au passage suivant de saint François :

« Cherchez Jésus-Christ et ce qui est en haut, ce me dites-vous; je le cherche pour vrai. Et tant s'en faut que la croix, lesépulcre, et autres saintes créatures, m'en détournent comme vous pensez : qu'elles m'échauffent et empressent davantage à cette quête. Les fumées et traces ne retirent pas le bon chien de la quête, mais l'y échauffent et animent : ainsi, éventant en la croix, en la crèche, au sépulcre, les passées et allures de mon Sauveur, tant plus suis-je affectionné à cette bénite recherche. » (*Etendard de la sainte Croix*, livre III, chap. IV.)

* * *

Je conclus. Une édition critique des œuvres de saint François de Sales est un des desiderata de l'histoire littéraire de notre pays.

M. Jules Vuy a publié sur l'auteur de l'*Introduction à la vie dévote* des recherches remarquables, et trop peu remarquées chez nous : la *Philothée de saint François de Sales*, 2 volumes, 1878 et 1879 ; mais ce n'est qu'un premier pas : il faut poursuivre jusqu'au bout. Dans l'état actuel des études, on doit reconnaître que la science protestante a fait pour Calvin beaucoup plus que la science catholique pour saint François de Sales. Il est à souhaiter que le célèbre évêque de Genève trouve parmi ses coreligionnaires, des éditeurs qui réussissent à attacher leur nom à ses œuvres, comme MM. Reuss, Cunitz et Baum ont attaché leur nom aux œuvres de Calvin.



COMPTE-RENDU ADMINISTRATIF

(1 8 8 2)

En 1882, l'Institut a tenu, suivant l'usage, deux séances, l'une littéraire et publique, l'autre administrative ; dans cette dernière, le Bureau a été réélu pour deux ans, ainsi que le Comité de gestion, composé de MM. Olivet, Flammer, P. Vaucher, Sylvestre et Vuy, auxquels sont adjoints le président et le secrétaire-général.

Bibliothèque

La Bibliothèque a reçu pendant l'année 1882, par voie d'échanges avec des Sociétés savantes, 131 volumes, 36 brochures.

	Volumes	Brochures	Cartes
Par échange avec des sociétés savantes	131	36	
Dons d'administrations ou de Comités officiels	17	17	5
Dons de particuliers	13	149	
Par abonnement	8		
Par achat	1	7	
Total	170	209	5

L'Institut est entré en relations d'échange avec :

La Société d'Histoire de la Thuringe.

L'Académie d'Histoire et d'Archéologie de Stockholm.

La Société d'Histoire de Schwytz.

La Société d'Etudes des Hautes-Alpes.

L'Académie d'Agriculture, des Sciences et des Lettres d'Aix en Provence.

COMPTE - RENDU
DES
TRAVAUX DES SECTIONS
PENDANT L'ANNÉE 1882

I

Section des Sciences naturelles et mathématiques.

La Section des Sciences de l'Institut a tenu six séances durant l'année 1882 et elle a entendu successivement la lecture des travaux suivants :

M. le professeur H. FOL. Application de la photographie à la zoologie.

M. le docteur H. OLTRAMARE. De l'extirpation du chancre induré comme procédé pratique dans le traitement de la syphilis.

M. le docteur VULLIET. Rapport sur un ouvrage de M. le docteur Millot-Carpentier relatif aux progrès de l'obstétrique en Italie.

M. le professeur C. VOGT. Communication sur la faune de Cette et des environs.

M. le docteur E. YUNG. Sur les hallucinations chez l'homme éveillé et les erreurs des sens.

M. le professeur C. VOGT. Sur la dentition des mammifères.

La Section a nommé membre honoraire M. Gustave Michaud, et membres correspondants M. le professeur Gustave

Retzius à Stockholm et M. le docteur Millot-Carpentier, à Masnières (département du Nord). Elle a perdu deux de ses membres, E. Desor, le savant naturaliste de Neuchâtel, et le Dr Pétavel, de Chêne.

II

Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire.

La Section a tenu neuf séances ordinaires. Elle a entendu diverses communications, savoir :

De M. Jules VUY : *Documents inédits du XVI^e siècle, pièces provenant du Fort de Sainte-Catherine, une Ancienne Chanson relative à l'Escalade*, une communication historique sur la *Conspiration de Lausanne en 1588* et une dite sur des *procès de sorcellerie, à Genève, au XVII^e siècle*.

De M. Henri FAZY, sur *Genève, le prince de Condé et le duc d'Alençon* (relations de Genève avec le parti huguenot).

De M. C. FONTAINE-BORGEL. Sur le peintre Louis-Auguste BRUN, de Rolle, et une *Histoire de Lancy dès les anciens temps à nos jours*.

De M. César DUVAL. Sur des *Procès de sorcellerie dans la baronnie de Viry*; la préface de ce travail est due à M. Eloy DUBOIN.

De M. Emile GOLAY. *Etude sur la concordance du droit civil et du droit public*.

De M. GRAND-CARTERET. *Caractéristique de l'art dans les Républiques du Moyen-Age*.

De M. Ch. ROUMIEUX. *Troisième série des médailles genevoises.*

De M. Louis DUFOUR. *Pertes des Genevois dans les guerres de 1589 et 1590.*

La Section a perdu l'un de ses anciens membres effectifs, Philippe Campério, et cinq de ses membres correspondants, le comte Franchi-Vernay, à Milan, de Mandrot de Gingins, Quiquerès, A., inspecteur des mines, à Delémont, Louis Rachat, conservateur du musée d'Yverdon, et le Dr Uhlmann, de Münchenbuchsée.

Elle a élu membres correspondants l'abbé Ulysse Chevalier, à Romans, Huguet-Lacour, à Montréal (Canada), Albert de Montet, baron Antonio Manno, à Turin, Léonce Pingaud, à Besançon, Gustave Vallier, à Grenoble.

III

Section de Littérature.

De février 1882 à janvier 1883, la Section a eu six séances ordinaires et six séances d'effectifs.

Elle a perdu parmi les membres honoraires MM. L. Vaucher et Rod. Rey, et parmi les correspondants M. l'abbé Roussel; elle a reçu membre honoraire M. Galiffe, et nommé M. Maystre membre effectif, en remplacement de M. Richard.

Elle a entendu de M. Duvillard une *Notice sur Petit-Senn*, destinée à une lecture populaire; du même auteur, la *Lenore celtique*, traduction en vers d'après la Villemarqué, essayant de reproduire l'accent de l'original breton.

M. L. VAUCHER lui a communiqué des *lettres* particulières très intéressantes de M. le professeur Vulliemin, le montrant sous un jour intime et extrêmement sympathique. Le même membre effectif a lu de courtes remarques sur le *Journal posthume* de M. H. F. Amiel.

M. Eugène RITTER a présenté deux travaux, des *Recherches généalogiques* à Genève, principalement sur les familles Necker et de Staël, et une Notice sur *Marcel de Mézières*, contemporain et correspondant de Rousseau.

M. J. HORNUNG a soumis à la Section *Quelques vues sur la preuve en histoire et les sources de l'histoire contemporaine*.

M. A. CARTERET a lu une poésie : l'*Egalité*, programme politique plein de sentiments généreux ; dans la séance publique de décembre 1882 cette poésie a obtenu un grand succès.

Le nouvel effectif a lu, soulignées d'applaudissements, de charnantes poésies, les *Ris*, l'*Absence*, et un poème dramatique : les *Sauveteurs du Havre*, également choisi pour la séance générale.

M. Ch. RITTER a présenté quelques *Notes* sur l'Académie française.

M. le professeur VAUCHER a communiqué le morceau qui ouvre ses Etudes d'histoire suisse, sur les *Commencements de notre Confédération*.

M. GALIFFE a intéressé la Section par son mémoire d'*Un siècle à l'autre*, tableau du mouvement religieux genevois de 1808—1824 ; il va sans dire qu'un pareil sujet a donné lieu à une discussion intéressante.

M. L. VAUCHER a lu dans la même séance (18 mars) son

essai de traduction de Shakespeare, les parties poétiques en vers, la prose en prose. Il avait choisi le premier acte d'*Henri IV*. Cette traduction a été le dernier travail de l'ami que nous devons perdre prématurément.

M. SIGOGNE a parlé du *Roman expérimental* et par conséquent de M. Zola ; son Etude était encore incomplète et fragmentaire, mais témoigne de beaucoup d'élévation et de vigueur.

M. Em. JULLIARD a lu *Inconsolée*, pièce mentionnée au concours de l'an dernier ; il a lu aussi à la séance générale les *Adieux du Poète à son manuscrit*, pièce originale qui a été très applaudie.

M. A. DUFOUR, avocat, également mentionné au dernier concours poétique, a lu la *Ballade du Chêne coupé, à la Jeunesse, l'Ours qui danse, le Parc*, et surtout une ravissante légende antique, *Syrinx*.

M. Ed. HUMBERT a communiqué une lettre du général Laharpe.

Enfin, la Section a eu communication de plusieurs pièces de son correspondant M. l'abbé ROUSSEL, mort récemment ; M. SCHELER a fait surtout valoir les *Inconvénients des Journaux*, morceau qui a été très apprécié par tous. M. Charles RITTER a été chargé de rédiger une Notice sur notre correspondant.

Au mois de mai, M. le professeur HUMBERT a présenté, à la séance générale, le *Rapport sur le Concours de Nouvelles* ; dix-sept avaient été présentées, cinq ont été récompensées, et les cinq pièces mentionnées, toutes publiées depuis, avaient

cinq dames pour auteurs. L'une d'elles est morte cette année même, à la fleur de l'âge et du talent.

Un nouveau Concours, cette fois, d'histoire littéraire, a été ouvert, et son programme a été répandu par les journaux.

La Section s'est intéressée à la publication de l'*Almanach de la Suisse romande* et des *Nouvelles rustiques de Sciobéret*, éditées par M. Ch. RITTER, par l'acquisition d'un certain nombre d'exemplaires.

Elle s'occupe maintenant des *Œuvres posthumes* de notre membre honoraire M. le juge VAUCHER ; elles sont précédées d'une Notice émue de M. Marc MONNIER, et contiendront plusieurs pièces inédites, outre la dernière comédie de l'auteur, lue à la Section.

A la fin de 1882 la Section a tenu une séance générale où MM. VUY, CARTERET, HORNUNG, Em. JUILLARD, MAYSTRE se sont fait successivement entendre ; M. Marc MONNIER était représenté par M. JAMES, et M. SALMSON par M. SCHELER, qui a lu aussi un poème dramatique de sa composition ; M. VUY a rappelé quelques-uns de ses souvenirs, principalement à l'occasion du *Rhin suisse*, et M. HORNUNG a parlé de notre très regretté correspondant M. Rod. Rey.

Pendant l'année, la Section a perdu trois de ses membres, Louis Vaucher, membre honoraire, Rodolphe Rey, et l'abbé Roussel, de Rouxières (Vosges), membres correspondants.

IV

Section des Beaux-Arts

La Section des Beaux-Arts a tenu, pendant l'année, onze séances, dont une de membres effectifs.

Des communications lui ont été faites : par M. BURILLON, sur Abraham Bouvier et son œuvre ; par M. Ch. MENN, sur un projet d'écoles professionnelles pour la France, analyse d'un mémoire de M. L. CHARVET, inspecteur des écoles de dessin à Lyon ; du même, sur l'enseignement du dessin dans le canton de Berne et l'Institut des sculpteurs sur bois de l'Oberland ; il a rendu compte de l'assemblée convoquée à Olten, pour organiser un pétitionnement en faveur d'une loi pour la protection de la propriété industrielle.

M. Alfred VAN MUYDEN a lu deux mémoires concernant la protection de la propriété artistique. La Section a décidé de faire un tirage à part du premier de ces mémoires publié dans la *Semaine judiciaire*, et de l'envoyer aux Autorités fédérales et aux membres des deux Chambres en le faisant appuyer par une pétition des artistes suisses dont elle a pris l'initiative.

La Section a reçu onze plats pour le Concours de décoration céramique et a appris que plus d'une vingtaine d'autres plats qui étaient destinés au Concours avaient subi des accidents de cuisson. Malgré ce contretemps, la Section ayant lieu d'être satisfaite du résultat obtenu, mais ne pouvant renvoyer le Concours, a acquiescé à la demande que lui adressait le Jury, d'ouvrir un nouveau concours pour 1883.

Le Jury n'a pas cru devoir décerner de premier prix, il a accordé quatre prix de 100 francs chacun à MM. Louis Pautex, William Bettinger, Edouard Viquerat et Jules Reynaud, et trois prix d'encouragement, l'un de 40 francs à M. Marc Durouvenoz ; deux de 30 francs à M^{lle} Valentine Lacroix et à M. Jacques Mayor.

La Section a perdu un de ses membres, le peintre Emile

Robellaz. Elle a nommé membre correspondant M. Mathis Lussy, de Stanz, organiste à Paris, auteur de plusieurs ouvrages sur la musique.

V

Section d'Industrie et d'Agriculture.

Pendant l'année 1882 la Section d'Industrie et d'Agriculture s'est réunie douze fois, cinq de ces séances ont été tenues par les membres effectifs.

Dans les séances ordinaires, elle a entendu des communications de : M. ARCHINARD sur la concentration des moûts de raisins, destinés à la fabrication des vins artificiels et à la coloration des vins de seconde cuvée ; sur le traitement dans notre canton des vignes phylloxérées ; sur le sucre de lait et sa fabrication ; sur la culture rationnelle des prairies ; sur les causes de la crise agricole en Suisse et les moyens d'y remédier, etc.

De M. MICHAUD, sur le fonctionnement du bureau d'analyse des substances alimentaires.

De M. ROCHAT, ingénieur, sur le nouveau système de vidanges de M. Mourasse, et sur le cycle à vapeur de M. Testud de Beauregard.

De M. SCHÆCK-JAQUET, sur la fabrication de la bière.

De M. UHLER, ingénieur, sur les différents systèmes de chemins de fer aériens et leurs applications ; sur la construction des fours employés pour la gazéification de divers combustibles.

De M. CHALLET-VENEL, sur les conséquences de l'exploitation du chemin de fer du Gothard au point de vue de la place de Genève, mémoire dans lequel il a montré l'importance du Tarif 442 pour le commerce de transit de France en Suisse. A la suite de cette communication la Section a décidé, d'accord avec l'*Association commerciale et industrielle*, d'adresser au Conseil fédéral, par l'intermédiaire du Conseil d'Etat, un mémoire demandant que ce Tarif 442 fût remis en vigueur et que des démarches fussent faites pour obtenir de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée que Genève et d'autres villes de la Suisse romande fussent comprises dans la liste des gares qui doivent bénéficier des avantages de ce Tarif.

Sur la demande du Département de l'Intérieur, la Section a donné un préavis sur la répartition entre les cantons du subside de 20,000 francs alloué par les Chambres fédérales pour l'amélioration des races bovines ; sur l'emploi d'une autre allocation fédérale pour l'achat de reproducteurs de races ovine et porcine ; le Département de Justice et Police lui a demandé un préavis sur une pétition qui lui avait été adressée pour que la chasse des palmipèdes fût permise pendant les mois de mars et d'avril.

Pendant l'année, la Section a perdu cinq de ses membres : MM. Andeer Justus, pasteur à Bergum (Grisons), Constant Lambelet, conseiller d'Etat et député de Neuchâtel au Conseil national, membre correspondant ; Abraham Girard, ancien vérificateur des poids et mesures, membre émérite ; Emile Dégrange ; Henri Giessler et Monnier-Peichaubeis, membres honoraires.

COMPTE - RENDU

DES

TRAVAUX DES SECTIONS

PENDANT L'ANNÉE 1883

I

Section des Sciences naturelles, physiques et mathématiques.

Dans le courant de l'année 1883 la Section des Sciences a entendu la lecture des travaux suivants :

M. le professeur W. ZAHN. Note relative à la thrombose.

M. le professeur C. VOGT. Sur un crustacé copépode parasite des *Alcyoniums*.

M. le professeur E. YUNG. De l'action du froid sur les microbes et en particulier le *Bacillus anthracis*.

M. le professeur VULLIET. Les eaux et la fièvre typhoïde.

M. le professeur REDARD. De la greffe des racines dentaires.

M. G. LUNEL. Sur un cas d'association d'un poisson et d'une méduse.

M. le professeur E. YUNG. Sur l'évolution du parasitisme chez les animaux.

La Section a perdu deux de ses membres, Louis Brégnet, horloger-mécanicien, membre de l'Institut de France, et Fr. Josseume, membre honoraire.

II

**Section des Sciences morales et politiques,
d'Archéologie et d'Histoire.**

Dans le cours de l'année 1883, la Section a tenu dix séances ordinaires et deux de membres effectifs.

Outre les nombreuses communications spéciales de la présidence (M. J. VUY), les travaux suivants ont été présentés :

De M. Jules VUY. *A propos d'une procuration passée à Loche le 20 Mai 1560 par Charles de Guise, archevêque de Reims, à Georges de Vidomne, dit de Noveiry, seigneur de la Chapelle.*

De M. le docteur GALIFFE. *Quelques mots sur les Allmenden des Cantons suisses primitifs.*

Notice sur les Vallées vaudoises du Piémont.

De M. Louis DUFOUR-VERNES. *Anciens artistes genevois, étude sur le développement de l'industrie genevoise.*

Statistique sur l'industrie genevoise (1823), d'après une lettre de Pierre Bellamy-Aubert à François Chaponnière.

De M. le professeur Henri SILVESTRE. *Une communication sur l'Architecture à Genève du Moyen-Age à la fin du XVIII^e siècle, avec exposition de tableaux.*

La Section, désireuse de conserver cette précieuse collection, en a recommandé l'acquisition au Conseil administratif de la Ville de Genève, à destination de ses établissements artistiques ou des Ecoles industrielles. Cette demande a heureusement abouti.

De M. Frédéric SASSONE (auteur de la *Savoie armée*), sur les *Evénements se rapportant à l'indépendance italienne et l'invasion de la Savoie par la Jeune Italie*.

De M. Antoine BALLY. *Tableau synoptique des Sociétés du canton de Genève*, travail qui ne comporte pas moins de 382 sociétés.

De M. Claudius FONTAINE-BORGEL. *Jean-Pierre Béranger, historien, ancien Syndic de Genève, 1737-1807*, formant, pour cette période l'*Histoire politique et philosophique de Genève*.

Exposé des Rapports entre Genève et Berne au sujet du mouvement insurrectionnel du major Dacel, au Pays de Vaud (1723).

Etude historique, dès les anciens temps à nos jours, sur les anciennes paroisses et communautés de Veyrier, Troinex et Bossey.

Ces diverses communications ont été suivies de critiques et de discussions toujours très-nourries et intéressantes.

Les membres effectifs ont procédé à la nomination d'un Jury, composé de trois membres, pour le Concours d'histoire dont l'échéance avait été fixée au 30 Juin. Ce concours sur l'*Ancien état social de Genève* n'a donné aucun résultat.

Un concours sur l'*Histoire de l'industrie à Genève*, organisé avec la Section d'Industrie, a été admis en principe. Deux délégués ont été nommés pour représenter la Section au sein de la Commission d'organisation.

La Section a souscrit à 25 exemplaires de la seconde édition publiée à Genève par M. Henri FAZY, secrétaire général de l'Institut, de la biographie de M. Philippe Camperio, ancien magistrat de la République genevoise et l'un des fondateurs de l'Institut national genevois.

La Section a admis comme membres honoraires :

MM. Victor LEIBBRAND, dessinateur au Cadastre cantonal de Genève; Jules NICOLE, professeur à Genève; AULDJO, consul de S. M. Britannique, à Genève; François-Henri CHAUMONTET, propriétaire au Plan-les-Ouates, fils d'un membre émérite, M. A. Chaulmontet, ancien Président du Tribunal civil.

Trois modifications ont été faites au tableau des honoraires. M. Emile SIGOGNE, professeur, qui s'était fait connaître et apprécier à Genève par ses nombreuses conférences, est parti pour l'étranger, de même que M. Th. MUELLER, ancien libraire. Sur leur demande, leur démission a été accordée avec regret.

M. GRAND-CARTERET, publiciste, fixé en France a été admis comme membre correspondant.

Deux autres membres correspondants ont été nommés, soit :

MM. Robert RAE, publiciste écossais, en résidence à Londres, secrétaire général de la *Temperance league* et rédacteur en chef du *Temperance record*; Charles-Joseph WOLFF, officier d'instruction publique, linguiste distingué, Général commandant la VIII^e division militaire à Besançon.

La Section a eu à déplorer la perte de cinq membres correspondants, en la personne de :

MM. Octave-Louis-Denys PIRMEZ, écrivain belge et philosophe, auquel on doit des travaux de mérite; LANCIA DI BORLO, sénateur, vice-président et chancelier des études à l'Université de Palerme; Jaques AMIET, avocat, ancien Président du Tribunal de Soleure, Procureur général de la Confédération suisse; Baron Nicolas KORFF, qui avait fait partie de la Section comme membre actif; François LENORMANT, membre de

l'Institut de France, professeur à la Bibliothèque nationale de Paris, auteur de travaux remarquables.

Deux membres honoraires sont décédés, soit :

. MM. Henri PFISTER, qui a laissé une belle collection de médailles et monnaies, et Marc MEHLING, ancien libraire-éditeur à Genève.

III

Section de Littérature.

La Section a eu le regret de perdre deux de ses membres les plus distingués dans la personne de :

MM. Amédée ROGET et BRAILLARD.

Une démission lui a été envoyée par M. SIGOGNE qui a quitté le pays.

Elle a renouvelé son bureau en Février 1883, et a élu :

MM. DUVILLARD, président ; Eugène RITTER, vice-président et trésorier ; MAYSTRE, secrétaire.

Elle a tenu neuf séances ordinaires avec les travaux suivants :

« *Un correspondant de J.-J. Rousseau, Isaac Marcet de Mézières* (M. Eugène RITTER). — *Syrinx*, légende antique, poème (M. Alfred DUFOUR). — *Sur le journal italien d'Amiel* (M. P. VAUCHER). — *Marc Cambiagio*, drame (M. ENI SIGOGNE). — *Le Carnaval s'en va*, poésie (M. SALMSON). — *Traduction du poème de Valaoritis, Enthymion Vlachavas* (M. DUVILLARD). — *L'Envie, l'Etoile*, poésies (M. et Mme SALMSON). — *La Chasse aux prix de la bonne ville de Piogre*, poème (M. JULLIARD). — *Un Billet inédit de Rousseau* (M. G. VAL-

LIER.) — *Notice nécrologique sur l'abbé Roussel* (M. Charles RITTER). — *La Fille de l'aveugle*, drame (M. MAYSTRE). — *Poésies de Potvin* (lues par M. SCHELER). — *La petite berceuse*, poésie enfantine (M. CUCHET). — *Les Jésuites en Angleterre* (compte-rendu par M. E. REDARD). — *Poésies de Paul Tavan*, lues par son petit-fils (M. Ed. TAVAN). — *Trop douce*, comédie (M. JULLIARD). — *Poésies* (M. J. VUY). — *Etude sur Kærner* (M. MOREL). — *Poésies* (M. SALMSON). — *Les Langues parlées en Pologne* (M. GUILLEMIN). — *Jean Populus*, poésie (M. CARTERET). — *Préface du dernier volume de Rogel* (M. P. VAUCHER).

MM. les membres effectifs ont tenu cinq séances. Dans la séance de Juillet, il a été décidé que la Section ferait pour le 2^{me} volume des poésies d'Albert RICHARD ce qu'elle a déjà fait pour le premier; elle a décidé d'acheter 13 exemplaires du 2^{me} volume de SCIOBERET (*Nouvelles rustiques*).

Il a été tenu en outre une séance générale qui a réuni un nombre considérable de membres et d'amis de l'Institut.

La Section a ouvert un concours d'histoire littéraire sur un écrivain de la Suisse romande.

Elle a admis plusieurs membres nouveaux :

Membres correspondants : MM. Alfred DUFOUR (Amérique); E. CHAMPURY (France); Ch. POTVIN (Bruxelles); FAVRAT (Lausanne); Aug. SCHELER (Bruxelles).

Membres honoraires : MM. Ad. WAGNON; CUENDET; E. TAVAN; DU BOIS-MELLY; Aug. LEMAITRE; Louis WEGMANN.

IV

Section des Beaux-Arts.

Pendant l'année 1883, la Section des Beaux-Arts a tenu sept séances, dont trois de membres effectifs.

La Section a continué à s'occuper de la question de la propriété artistique et elle a adressé une pétition au Conseil des Etats pour obtenir le maintien des droits déjà acquis lors de la discussion au Conseil national.

Sur la demande de l'Association internationale littéraire, la Section a nommé un délégué au Comité suisse chargé d'organiser une Conférence internationale pour une convention entre les divers Etats réglant la protection de la propriété littéraire et artistique. M. SILVESTRE a été désigné comme délégué et a assisté à cette conférence qui s'est tenue à Berne du 10 au 13 Septembre, sous la présidence de M. le Conseiller fédéral Numa Droz. Cette Conférence a élaboré un projet de convention internationale que le Président de la Confédération doit présenter à l'adhésion des autres Etats.

La Section a adhéré également au Congrès pour la propriété industrielle qui s'est tenu à Zurich les 24 et 25 Septembre.

M. MENN a fait une seconde communication sur l'enseignement du dessin dans le canton de Berne.

Le Concours ouvert par la Section pour la décoration d'un plat en céramique, grand feu, a amené vingt-six concurrents, les travaux envoyés ont été très appréciés par le Jury.

M. BOURDILLON a présenté un rapport très complet au point de vue de l'esthétique dans ses applications à la décoration de

la céramique, rapport qui sera inséré dans le prochain volume du *Bulletin*.

Le Jury a décerné six prix et six mentions honorables dont une avec prime.

Les lauréats sont :

1^{er} prix : de 200 francs, à Mlle Amélie FLOURY ; — Deux
2^{me} prix : de 100 francs, à Mlle Eugénie HENRY et M. Jacques
MAYOR ; — 3^{me} prix : de 80 francs, à Mlle Jane BACHOFEN ;
— 4^{me} prix : de 50 francs, à M. Jules REYNAUD ; — 5^{me} prix :
de 40 francs, à Mlle Mary GOLAY ; — Mention honorable avec
prime de 30 francs, à Mlle Valentine LACROIX ; — Mentions
honorables, à Mmes Rose REHFous, DARIER-GUIGON, Mlles
Henriette TEYSSEIRE, Emilie VOAN et Marguerite JACQUEMET.

La Section a élu membre correspondant M. Louis-Léon
GOZLAN, compositeur de musique à Marseille.

Elle a perdu un de ses membres honoraires, M. Laurent
BRÉMOND, peintre amateur.

V

Section d'Industrie et d'Agriculture.

Pendant l'année 1883 la Section d'Industrie et d'Agriculture
a tenu douze séances, y compris six séances de membres
effectifs.

Des communications lui ont été faites par :

M. Louis ARCHINARD. Sur les mesures que pourrait prendre
la Confédération en faveur de l'agriculture ; — Sur la culture
de l'osier et les écoles de vannerie en Suisse.

De M. CHALLET-VENEL. Sur le nouveau tarif des péages ; — Sur l'influence de l'ouverture du chemin de fer du Gothard au point de vue de la place de Genève.

De M. GRANDCHAMP. Sur la culture des bégonias ; — Sur un procédé économique pour planter les pommes de terre ; — Sur une recette de vin artificiel.

De M. LACHENAL. Sur le greffage du cerisier et du prunier sur un sujet mixte.

De M. Charles MENN. Sur l'industrie de la sculpture sur bois dans l'Oberland ; — et l'analyse d'un mémoire de M. GFELLER, de Lausanne, sur les causes de la crise économique actuelle au point de vue du Canton de Vaud.

La Section ayant délégué MM. ROCHAT et MENN au Congrès de la propriété industrielle qui s'est tenue à Zurich, M. ROCHAT a présenté un rapport sur les travaux de ce Congrès.

De M. SCHÆCK-JACQUET. Sur l'hygiène à l'exposition de Zurich.

De M. UHLER. Sur la position et le mode de vivre des entrepreneurs vis-à-vis des ingénieurs dans les grands travaux publics en France et dans les pays de langue allemande.

La Section, ayant à utiliser sa part de l'allocation de la Confédération pour des conférences agricoles, en a fait donner trois dans le courant de l'année, deux sur la culture de l'osier et la vannerie, avec distribution de boutures, l'une au mois d'Avril l'autre en Décembre ; la troisième sur la conservation des fourrages verts au moyen de silos ; ces trois conférences ont été faites par M. L. ARCHINARD.

La Section a ouvert trois concours pour la composition d'un manuel pratique d'agriculture ; à ce concours qui est ouvert

jusqu'au mois d'Août 1885 est affecté un prix de mille francs; pour la culture de l'osier de vannerie, une somme de trois cents francs sera distribuée en prix pour ce concours qui est ouvert jusqu'au 30 Juin 1888; pour la conservation des fourrages verts en silos, la Section a affecté deux cents francs pour ce concours qui sera ouvert jusqu'au 31 Décembre 1885.

La Section a nommé une commission ayant pour mandat d'étudier les moyens de propager la culture de l'osier dans notre Canton et d'y introduire l'industrie de la vannerie. Elle s'est également occupée de la création à Genève d'une station d'essais agricoles.

Trois nouveaux membres ont été admis :

MM. AMANN-MONIN, Emmanuel MAIGROT et Christian ZUGGE.

Elle a perdu M. Louis FATON, ancien membre effectif; MM. DÉCLÉ et GUICHON, membres honoraires.

Publications.

Dans le cours de l'année 1883, l'Institut a publié un volume du *Bulletin* (tome XXV) et un volume des *Mémoires* (tome XV).

SECRET

Comptes de l'exercice 1883, arrêtés par l'Assemblée générale.

[illegible]